Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmon1923unse_3

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCIII^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME XVII. — 1er SEPTEMBRE 1923.

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCIIIe ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

SCOLASTICAT — SOC. DE MARIE

TOME DIX-SEPTIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1923

THE GETTY CENTER
LIBRARY

UN FILS AU FRONT

PREMIÈRE PARTIE

I

PAR la fin d'un après-midi d'été, John Campton, le portraitiste américain, debout dans son atelier de Montmartre, considérait un mauvais calendrier pendu à un clou.

Le calendrier marquait : 30 juillet 1914.

Campton fixait sur cette date un regard de satisfaction sans mélange. Son fils, son unique enfant, revenait d'Amérique ; il devait avoir débarqué le matin même à Southampton ; le lendemain, il serait à Paris auprès de lui. Pour rendre plus proche l'instant désiré, Campton, souriant de sa propre faiblesse, arracha la feuille et découvrit la date du 31. Puis il alla se mettre à la fenêtre et contempla, au delà de son bout de jardin mal tenu, la ville qui s'étendait vaporeuse à ses pieds, comme une mer d'un gris d'argent.

Beaucoup de visiteurs avaient traversé l'atelier ce jour-là. Après des années d'obscurité, le portrait de son fils George, exposé trois ans auparavant à la « Société des Peintres et Sculpteurs, » l'avait subitement mis en lumière.

Pareil à d'autres jeunes gens de sa génération, il était arrivé à Paris avec un respect exagéré pour les hommes célèbres qui faisaient du Salon, vers 1880, comme une mauvaise pièce écrite autour d'une douzaine d'étoiles. Il était persuadé que, s'il pouvait approcher suffisamment de Beausite, l'astre le plus

Copyright by Edith Wharton, 1923.

brillant de la constellation, il saurait produire des œuvres qui ne feraient pas injure à ce grand maître ; mais Beausite, ayant renoncé à recevoir des élèves, n'avait pas cru devoir faire exception en faveur d'un jeune homme inconnu et sans appuis. Beausite n'était pas bienveillant : la seule fois qu'une peinture de Campton lui tomba sous les yeux, il laissa choir une épigramme qui fit le tour de Paris, mais qui frappa surtout sa victime par son manque absolu de justesse.

Si Campton avait continué d'admirer les tableaux de Beausite, il aurait oublié la malveillance du grand homme et même son défaut de sens critique. Seulement, à mesure que les convictions personnelles du jeune peintre se développaient, il s'apercevait que son idole n'en avait aucune, et que l'éblouissante *maestria* qui enveloppait encore ses ouvrages n'était que le rayonnement d'un astre mort.

Près de trente ans avaient passé. La gloire de Beausite n'était plus qu'un souvenir et le débutant dont il s'était moqué tenait sa place dans la faveur du public. La plupart des gens qui assiégeaient l'atelier de Campton, s'ils appartenaient au genre qu'il aimait le moins à peindre, étaient en général de ceux qui ont le moyen de payer les plus hauts prix ; et l'artiste avait eu récemment d'impérieuses raisons de gagner autant d'argent que possible. Il s'était donc arrangé, depuis deux ans, pour qu'il fût très difficile et très cher d' « avoir son portrait par Campton. » Cette lourde journée de juillet avait vu défiler chez lui une foule de suppliants d'une espèce habituée à n'attendre le bon plaisir de personne et qui, cependant, avaient retardé leur départ pour les eaux, parce qu'on savait qu'il fallait accepter les conditions du maître ou s'adresser ailleurs.

Jamais sa besogne ne l'avait autant ennuyé ; plus il enregistrait de leurs sots visages, et plus la tâche lui devenait odieuse. Pourtant, dans les deux ou trois derniers jours, un nouvel élément d'intérêt avait apporté quelque variété dans la monotonie de son travail. Cet élément était dû à ce qu'il appelait « le trac de la guerre ; » il consistait dans l'effet produit sur les traits de ses modèles et de leurs amis par le pressentiment que quelque chose d'inconnu, d'incompréhensible et de pénible pourrait troubler sous peu le cours régulier de leurs plaisirs.

Pour sa part, Campton, selon l'expression courante, « ne

croyait pas à la guerre ; » aussi gardait-il assez de sang-froid pour noter le trouble qu'elle causait à ses modèles.

C'étaient, à tout prendre, les femmes qui se comportaient le mieux : cette sotte Mme de Dolmetsch était devenue véritablement belle depuis qu'elle tremblait pour son amant qui, en dépit d'un nom exotique comme le sien, s'était révélé Français et d'âge militaire. Les hommes faisaient moins bonne contenance, en particulier Jorgenstein, le grand banquier et lanceur d'affaires, dont la grosse figure rouge s'était dégonflée comme un ballon qu'on aurait piqué, et le jeune prince Démétrios Palamédès, marié de la veille à une Argentine fabuleusement riche, et si bien assuré de la fortune de sa femme qu'il avait pu maudire avec impartialité tous les perturbateurs de ses projets d'été. Même l'illustre spécialiste de la tuberculose, Fortin-Lescluze, dont Campton faisait le portrait, en remerciement des soins dévoués donnés à George l'année précédente, avait perdu de son calme professionnel : il ne dégageait plus ce sentiment de force rassurante qui avait si puissamment aidé le jeune homme à lutter contre la maladie. Quoique Fortin-Lescluze fréquentât constamment les hommes au pouvoir, et dût par conséquent avoir quelques lumières sur leurs délibérations, il n'avait rien raconté. Il continuait de parler avec fatuité d'une nouvelle danseuse javanaise qu'il voulait décider Campton à peindre; mais son grand visage, où un nez en bec d'aigle surmontait une moustache triomphante, s'était pincé et décoloré, et l'on voyait qu'il avait oublié de teindre sa moustache.

Le seul visiteur vraiment imperturbable avait été le petit Charlie Alicante, attaché à l'ambassade d'Espagne à Berlin, qui était entré un instant avant de partir pour Saint-Moritz. Il apportait les dernières nouvelles de la Wilhelmstrasse. Ces nouvelles n'étaient que suavité rassurante ; il s'y mêlait un rien de souriant reproche à l'adresse de la susceptibilité française et un rappel de la longanimité impériale, manifestée lors des « absurdes malentendus » de Saverne et d'Agadir.

Maintenant tous étaient partis, leurs amis avec eux ; et Campton avait abandonné son chevalet. Il restait appuyé à la fenêtre, regardant Paris au-dessous de lui, et songeant à ce qu'il ferait lui-même cet été. Il comptait descendre tout droit en Italie méridionale et en Sicile, peut-être même pousser

jusque dans le Nord de l'Afrique. C'était du moins ce qu'il souhaitait : il n'y avait pas pour lui de soleil trop brûlant ni de paysage trop aride. Mais, cette fois, tout dépendait de George, car George devait l'accompagner et, si George préférait l'Italie, on remettrait le désert à plus tard.

Campton avait peine à se représenter ce que ce serait d'avoir son fils avec lui tout le long d'un pareil voyage. Durant tant d'années ils ne s'étaient vus que par bribes, en hâte, sans compréhension véritable! C'était seulement depuis trois ans que leur délicieuse intimité s'était développée. Et depuis lors, ils n'avaient jamais voyagé ensemble, sauf pour des courses rapides à la mer ou à la montagne; jamais ils n'étaient partis, comme ils allaient le faire, seuls, et pour aussi longtemps qu'il leur plairait. Las, désenchanté, approchant de la soixantaine, Campton s'aperçut qu'il désirait cette aventure avec une ardeur aussi vive que le sentiment tout différent avec lequel, une ou deux fois dans sa jeunesse, il avait imaginé d'autres départs, en compagnie de la femme rêvée.

On sonna. Il attendit le pas de la servante, mais la sonnette tinta de nouveau, impatiemment. Il regarda sa montre et, voyant qu'il était cinq heures passées, se souvint que sa bonne Mariette était partie prendre le train pour Lille, où elle devait passer ses vacances en famille. Campton traversa l'atelier en traînant la jambe, de sa démarche gauche et boiteuse.

Sur le seuil, il trouva son vieil ami Paul Dastrey, l'un des seuls hommes avec lesquels il fût resté en continuelle intimité depuis les premiers jours de sa vie à Paris, cette vie si incohérente et si troublée! Dastrey entra sans rien dire : Campton fut frappé de la gravité de son petit visage sec, sillonné de rides précoces creusées par l'ironie et la sensibilité. Ces rides lui parurent devenues subitement celles d'un vieillard. Comme Dastrey avait grisonné depuis quelques semaines! Lui aussi marchait d'un pas un peu raide, avec une vivacité évidemment destinée à masquer une disposition croissante aux rhumatismes.

Il s'avança dans l'atelier à côté de Campton et s'arrêta au milieu de la pièce en frappant de sa canne la pointe de son soulier verni.

— Voyons, dit-il, ce que vous avez fait de Daisy de Dolmetsch.

— Oh! ça s'est fait sans moi, vous allez voir, repartit Campton en riant.

Il prenait plaisir à regarder la figure de Dastrey, pleine à la fois de malice et de bonté; il songeait que la visite de son ami arrivait providentiellement pour lui permettre de bavarder de son prochain voyage. Dans ses rares moments d'abandon, il éprouvait le besoin de quelqu'un qui remplaçât pour lui l'atmosphère de sympathie familiale, dont il aurait été d'ailleurs ennuyé ou même exaspéré.

Il plaça le portrait de Mme de Dolmetsch sur le chevalet. Dastrey resta longtemps à le contempler.

— Mais c'est magnifique! Elle a vu la tête de Méduse!

Campton rit de nouveau.

— C'est bien ça. Pendant des journées entières, j'ai essayé d'en faire quelque chose et, tout à coup, aujourd'hui, le trac de la guerre l'a fait pour moi.

— Le trac de la guerre?

— Qui l'aurait cru? Elle meurt de peur pour Ladislas Isador, qui est Français, paraît-il, et mobilisable. La pauvre femme pense que nous aurons la guerre.

Dastrey se retourna :

— Mais oui, nous l'aurons.

Les deux hommes se considérèrent un moment, — Campton, incrédule, un peu irrité du retour perpétuel du même motif.

— Voyons, mon cher, vous aussi? Mais le duc d'Alicante sort d'ici. Il arrive de Berlin... Si vous l'aviez entendu se moquer de nous!..

— Et pourquoi Berlin ne se serait-il pas moqué de lui?

Dastrey se laissa tomber dans un fauteuil d'osier, tira une cigarette, et oublia de l'allumer. Campton reprit sa place à la fenêtre.

— Ce n'est pas possible que nous ayons la guerre, déclara-t-il. Je pars demain avec George pour la Sicile et l'Afrique.

— Ah! alors, évidemment...

Il y eut un silence. Dastrey n'avait même pas souri. Il retournait entre ses doigts fins et nerveux sa cigarette sans feu.

— Trop jeune en 70, et trop vieux pour celle-ci! Il y a des hommes qui sont nés sous une mauvaise étoile! prononça-t-il avec âpreté.

— De quoi diable parlez-vous? repartit Campton avec une gaieté un peu forcée.

Dastrey continua de fixer sur lui un regard enflammé.

— Mais je trouverai quelque chose à faire quelque part... On ne peut pas empêcher un homme de s'engager... J'ai eu un oncle qui s'est engagé en 70. Il était plus vieux que moi.

Campton le regardait avec étonnement et compassion. Ce pauvre Paul Dastrey, qui n'avait fait que piétiner dans un cercle étroit, dont la plus grande aventure avait été le hasard d'un article dans une revue d'art ou d'un tour de six semaines dans le proche Orient! N'était-ce pas pitoyable de le voir jeter feu et flamme contre un ennemi qu'on savait occupé à s'entendre avec la France et l'Angleterre pour aplanir les dernières difficultés diplomatiques? Mais Campton portait à Dastrey trop d'affection pour ne pas tenir compte de la susceptibilité de cette génération tragique élevée dans l'ombre de Sedan.

— Écoutez, mon ami, dit-il, savez-vous ce que vous devriez faire? Accompagnez-nous, George et moi, au moins jusqu'à Palerme. Je vois que votre genou gauche est de nouveau un peu raidi : nous irons cuire nos douleurs ensemble dans le four sicilien.

Dastrey frotta une allumette et prit du feu; plus calme, il répéta :

— Mon pauvre Campton, nous aurons la guerre dans trois jours.

Campton sentit son incrédulité percée soudain d'une conviction qui le glaça. Voilà! aucun doute, on aurait la guerre! Cela ressemblait trop à sa guigne habituelle pour n'être pas vrai... Il ne put s'empêcher de sourire intérieurement, en s'apercevant qu'il voyait les choses tout comme cette canaille de Jorgenstein ou cet imbécile de prince Démétrios : ses affaires particulières allaient être bouleversées par une ingérence intolérable... Oui, mais, après tout, son cas était différent du leur... Car il s'agissait de son fils que, pendant des années, il n'avait jamais vu comme la plupart des pères voient leurs enfants. Et ce fils devait être expédié à New-York l'hiver prochain pour y entrer dans une banque; et, pendant Dieu sait combien de mois, l'occasion ne se présenterait plus de vivre avec lui dans une intimité tranquille et confiante! C'était sa dernière chance comme aussi sa première. Ces autres, les

Jorgenstein et les Démétrios, se lamentaient de voir interrompre leurs méprisables plaisirs ou leurs affaires d'argent, plus méprisables encore ; lui, pauvre homme, il tremblait pour ce qu'il avait de plus précieux dans la vie, l'espérance de fonder entre lui et son fils unique une amitié complète et durable, à l'âge où une pareille entente agit le plus fortement sur l'avenir d'un jeune homme...

Puis une autre pensée lui vint ; il sentit que le sang abandonnait son visage, se retirait, semblait-il, de toutes les veines de son gros corps maladroit. Il s'assit en face de Dastrey.

— Nous n'aurons pas la guerre. Mais si nous l'avions, qu'est-ce qui nous empêcherait d'aller tout de même en Sicile, George et moi ? Vous ne nous voyez pas passant notre temps à faire de la charpie, je pense ?

Dastrey sourit :

— La charpie est anti-hygiénique ; quoi qu'il arrive, vous n'aurez pas à en faire. Et je ne vois pas la moindre raison pour que vous, vous n'alliez pas en Sicile, ou même en Chine. — Il fit une pause. — Quant à George... Je croyais qu'il était Français et qu'il avait fait son service en France ?

Campton eut un signe d'assentiment.

— Oui, le hasard a fait que, lui et moi, nous soyons tous deux nés en France. Il est soumis à vos absurdes lois militaires. Mais, en l'espèce, cela n'y change rien. Après ce commencement de tuberculose qu'il a eu l'an dernier, quand il a fallu l'envoyer, sans perdre une minute, en Engadine, il est sûr d'être réformé. C'est pour cela que je suis sans inquiétude.

Un silence contraint tomba entre les deux amis : pour la première fois depuis qu'ils se connaissaient, Campton sentit que leurs manières de voir étaient aussi éloignées que peuvent l'être les deux pôles : inutile d'essayer de les rapprocher.

— Cette discussion, reprit-il d'un ton qu'il s'efforçait de rendre le plus naturel possible, est probablement sans objet... Mais s'il arrive que je me trompe, je ferai ce que je pourrai, — tout ce que je pourrai, vous entendez bien ? — pour faire réformer George... Mieux vaut que vous le sachiez dès à présent...

Dastrey se leva et tendant la main au peintre :

— Cher ami, vous êtes étranger : tout ce que je puis faire, c'est de comprendre votre point de vue...

Dès que son visiteur fut parti, Campton commença à reprendre assurance. En somme, de quel droit ce pauvre Dastrey parlait-il comme s'il avait part au conseil des Gouvernements ? Des hommes comme Alicante, appartenant à un pays sans intérêt direct dans l'affaire, étaient les seuls capables de juger la situation avec sang-froid dans un moment de tension internationale.

Campton enleva du chevalet le portrait de Mme de Dolmetsch et le retourna contre d'autres toiles rangées le long du mur. Il se transportait ce jour-là de son atelier à l'hôtel Crillon, où George, en arrivant d'Angleterre, devait le rejoindre le lendemain soir.

Comme il descendait l'escalier en clopinant, sa vieille concierge lui tendit un télégramme dont il déchira vivement la bande. La dépêche était datée de Deauville : elle ne venait donc pas de son fils, comme il l'avait craint. Il lut :

Très inquiète. Nécessaire que vous voie demain. Prière vous trouver avenue Marigny cinq heures sans faute. — Julia Brant.

Comme il froissait le télégramme, il s'aperçut que la vieille femme le considérait avec un air d'interrogation.

— Est-ce que c'est la guerre, monsieur? demanda-t-elle.

— La guerre ? Mais non ! Pourquoi la guerre ? Comment pouvez-vous croire à une absurdité pareille ?... Mais, madame Lebel, si c'était la guerre, qu'est-ce que vous diriez ?

— Ce que je dirais ? — Elle le regarda avec un sérieux profond ; puis, d'un accent soudain résolu : — Je dirais que nous ne la désirons pas, monsieur... j'en aurais quatre qui y seraient, s'il y avait la guerre... mais il faut qu'on en finisse.

II

— Mais enfin, même si on mobilise, la mobilisation n'est pas la guerre? interrogea Mrs Anderson Brant avec une insistance énervée.

Campton, s'appuyant sur sa canne, se tira péniblement du fauteuil où il s'était enfoncé. Pour échapper au regard inquiet de son hôtesse assise derrière la table à thé, il gagna en boitant la fenêtre et demeura les yeux fixés sur le jardin aux allées ratissées, aux fleurs étincelantes, si différent du sien. Puis il se retourna, et aperçut le reflet de sa lourde silhouette dans une

des glaces qui séparaient les boiseries claires décorées de guirlandes. Cela faisait bientôt dix ans qu'il n'avait mis les pieds dans le salon de Mrs Brant; il n'y était pas revenu depuis le temps des interminables discussions qui avaient précédé le choix de l'école où l'on mettrait George.

En dépit des préoccupations infiniment plus graves qui pesaient maintenant sur lui et de l'immense menace dont retentissait le monde, il fut frappé du contraste de sa disgracieuse personne avec l'exquise élégance qui régnait dans cette pièce.

— Je vois que vous avez enlevé le portrait de Beausite, dit-il soudain, en regardant le panneau au-dessus de la cheminée qu'un paysage de Fragonard emplissait de sa fraîcheur blonde et bleue.

L'image en pied de Mrs Anderson Brant par Beausite avait été l'un des cadeaux de noces offerts par Mr Brant à sa femme; en ce temps-là, un portrait de Beausite faisait aussi nécessairement partie de la « corbeille » d'un tel mariage que les perles et les fourrures.

— Oui... Anderson trouvait... La robe était devenue tellement démodée, expliqua-t-elle avec indifférence; puis revenant à la charge : Vous pensez, n'est-ce pas? que ce n'est pas la guerre...

A quoi bon lui dire ce qu'il pensait? Depuis des années il ne l'avait pas fait, et sur aucun sujet. Mais voilà que, subitement, une pressante nécessité les rapprochait, les mettait face à face, comme deux êtres qu'un même danger menace, comme mari et femme, par exemple.

— Si, dit-il, cette fois, je crois que c'est la guerre.

Elle devint extrêmement pâle, et reposa sa tasse d'une main qui s'était mise à trembler. Le délicat visage au menton pointu, au petit nez autoritaire, aux beaux cheveux ondulés, ce visage qu'il avait peint si souvent, lui sembla, par l'effet de la crainte, se rétrécir et se faner sous ses yeux.

— Alors, s'écria-t-elle, George?

Campton se tut un instant, puis :

— Vous pensez bien que j'y ai songé. Je ne vois aucune raison de s'inquiéter au sujet de George.

— Vous voulez dire?...

— Mais, qu'on ne le prendra pas... Avec un bulletin médical tel que le sien, on ne voudra pas de lui...

— En êtes vous sûr? Il va tellement mieux! Il a repris dix kilos depuis l'hiver dernier...

C'était une pitié d'entendre un tel aveu fait à mi-voix, comme à regret! Ce merveilleux rétablissement de George, l'unique joie que ses parents avaient eue en commun depuis vingt ans, il leur apparaissait maintenant à tous deux comme une calamité qu'il fallait nier et dissimuler! Ils se regardèrent, pareils à des complices, chacun lisant la même pensée dans les yeux de l'autre : si seulement leur fils était né en Amérique!

— Après tout, nous sommes Américains; cette guerre ne nous regarde pas, dit Campton avec irritation.

— C'est bien votre avis...

Il vit qu'elle attendait quelque chose, et il savait quoi.

— Par conséquent, s'il le fallait, je n'hésiterais pas à faire le nécessaire... à user de toutes les influences possibles...

— Oh! alors nous sommes d'accord!

L'ironie inconsciente de cette exclamation frappa Campton et accrut son irritation. Il se rappelait le ton d'indéfinissable compassion avec lequel Dastrey lui avait dit la veille comprendre son point de vue qui était celui d'un étranger. Mais était-il vraiment un étranger? Et quel était le critérium de la nationalité, si lui, qui devait tant à la France, il pouvait se considérer comme ne lui devant rien, le jour où, pour la première fois, il avait le moyen de lui donner quelque chose?...

Oui, s'il s'était agi de lui, le scrupule eût été légitime. Si absurde que lui parût la guerre, — n'importe quelle guerre, — il se serait, sur-le-champ, offert à la France. Mais il ne s'était jamais engagé à lui donner son fils unique!

Mrs Brant reprit avec la même vivacité anxieuse :

— Vous savez quel soin je prends de ne rien faire à son sujet sans vous consulter. Mais, puisque vous êtes du même avis que *nous*...

Elle s'arrêta, et rougit sous sa légère couche de fard. Ce « nous » lui était échappé par mégarde. Campton, conscient de serrer les dents et de prendre un visage mauvais, attendait sans bouger qu'elle réparât son étourderie.

Durant ses années de pauvreté, il lui avait bien fallu, par moments, s'accommoder de ce « nous » odieux : tant que son

incapacité à gagner de l'argent l'avait obligé à laisser élever son fils aux frais du second mari de sa femme, il avait admis de telles allusions comme faisant partie d'une longue expiation. Mais, même alors, il avait su faire comprendre à sa femme que, dans leurs conversations relatives à George, il pouvait supporter de l'entendre dire « Je pense » ou « Anderson pense, » mais non point « nous pensons. » Et, au cours des dernières années, depuis que son succès imprévu l'avait rendu indépendant dans les questions d'argent, le nom de Mr Brant avait à peu près disparu de ses conversations avec la mère de George.

Quoique Mrs Brant ne fût pas une femme de beaucoup d'intelligence, un certain tact mondain lui en tenait quelquefois lieu. Elle s'aperçut vite de son erreur et en montra une gêne, qu'à tout autre moment Campton aurait dissipée d'un sourire. Mais, cette fois, il se sentait totalement incapable d'aller à son secours.

— Permettez, commença-t-il sans transition. Il y a des choses que j'ai été forcé d'accepter autrefois et que je serai forcé d'accepter dans l'avenir. George doit entrer chez Bullard et Brant, c'est convenu. Mais je croyais qu'il était entendu, une fois pour toutes...

Elle l'interrompit, se levant avec précipitation, tant elle était agitée :

— Assurément, et vous reconnaîtrez que j'ai toujours pris soin de ménager votre susceptibilité... Mais aujourd'hui, et dans une situation si exceptionnelle, ne pensez-vous pas que nous devrions unir nos efforts? Si l'influence d'Anderson peut servir...

L'influence d'Anderson ! Campton se sentait incapable de supporter cette phrase qu'il avait naguère si souvent entendue ! C'était toujours « l'influence d'Anderson » qu'on avait invoquée, — avec raison, nul ne le savait mieux que Campton, — chaque fois que l'avenir du jeune homme était en cause.

Il coupa sèchement la parole à Mrs Brant :

— Cette fois, j'espère bien que je pourrai arranger les choses, moi-même...

Elle abaissa les yeux sur ses énormes bagues, parut hésiter, puis jeta tout son tact par-dessus bord :

— Comment ?... Par qui ?... Vous ne connaissez pas les

gens qu'il faut... Anderson connaît tout le monde politique : c'est une obligation pour un grand banquier... S'il y a réellement danger que George soit pris, vous n'avez pas le droit de refuser l'aide d'Anderson !

A cet instant, la porte s'ouvrit avec précaution, et un petit homme chauve franchit à pas menus les rinceaux pompeux du tapis de la Savonnerie. Campton se leva. Il s'était attendu à ce que Anderson Brant s'arrêtât en l'apercevant, marmottât un « bonjour » et sortît comme à l'ordinaire. Mais Anderson Brant n'en fit rien. Au contraire, il allongea le pas et vint rejoindre, auprès de la table à thé, sa femme et celui qu'elle recevait.

Il ne tendit pas la main à Campton, mais s'inclinant avec une sorte de raideur timide :

— J'ai su que vous deviez venir, dit-il, et je me suis hâté de rentrer... à tout hasard...

Pour toute réponse, Campton fixa sur lui un regard plein de curiosité. Ils ne s'étaient pas revus depuis la singulière visite que Mr Brant lui avait faite deux ans auparavant, un soir, au crépuscule, pour lui proposer d'acheter le portrait de George. Au moment où leurs yeux se rencontrèrent, le souvenir de cette visite les fit rougir l'un et l'autre.

Mr Brant était un petit homme sec d'une soixantaine d'années. Ses cheveux blonds, qui commençaient seulement à grisonner, étaient ramenés sur une calvitie dont le blanc d'ivoire tournait au rose brique sur les tempes, avant de rejoindre le teint hâlé du visage couvert de taches de rousseur. Il portait toujours des vêtements de la meilleure coupe dont le gris discret s'assortissait à la cravate ornée d'une grosse perle, grise comme le reste. Aussi faisait-il penser Campton à un insecte menu, dressé verticalement et protégé par ses teintes mimétiques. Cette impression se trouvait fortifiée par les manières douces et circonspectes de Mr Brant, et par l'habitude qu'il avait de regarder par-dessus son lorgnon, comme si celui-ci était une pièce de son armure.

Ce fut Mrs Brant qui rompit le silence, et s'adressant à son mari :

— Il pense comme nous, dit-elle, exactement comme nous.

Campton sourcilla. Il était si contraire à sa nature, en tout temps, de penser comme les Brant, que son premier mouvement fut de protester. Mais la vue de Mr Brant debout devant

lui, avec l'air de ne savoir que faire, et qui s'efforçait de cacher la crispation de sa lèvre inférieure en caressant sa moustache d'une main discrètement infléchie, toucha l'imagination du peintre. « Pauvre diable! il donnerait tous ses millions pour que George fût en sûreté, pensa-t-il, et il n'ose pas me le dire. » Le sentiment qu'il avait de ses droits fut satisfait par la vue de ces deux puissants personnages attendant sa décision comme des enfants pris de peur; il dit tranquillement en s'adressant à Mrs Brant :

— Il n'y a rien à faire pour le moment, absolument rien, excepté, ajouta-t-il, de se garder de parler à George de nos inquiétudes.

Mrs Brant leva un regard surpris :

— Pourtant, si la guerre est déclarée, il faut bien que je lui en parle... Et vous m'avez promis de faire jouer toutes les influences...

Mr Brant toussa légèrement et se jeta dans la conversation :

— Mr Campton a raison, chère amie... Je suis de son avis: George n'a pas à savoir si nous usons... de quelque moyen que ce soit.

Et il toussa de nouveau.

Ces quelques mots avaient suffi pour donner à Campton la sensation qu'il existait entre eux un terrain d'entente que jamais il n'avait rencontré avec celle qui avait été sa femme. Cette sensation, il l'avait déjà vaguement éprouvée, le jour où Mr Brant, confus, s'excusant, mais décidé, était venu à l'atelier pour essayer d'acheter le portrait de George. Campton avait vu alors le chagrin du banquier ; mais il avait préféré attribuer ce chagrin à l'humiliation du millionnaire devant l'impossibilité d'acquérir certaines choses avec son argent.

Campton tourna vers Mr Brant un regard presque fraternel, qui signifiait : « Nous autres hommes, nous nous entendons. » La joue hâlée du petit homme se colora d'une légère rougeur; puis, comme effrayé des conséquences possibles de cette complicité, il fit un léger salut et sortit.

Lorsque Campton, ayant pris congé à son tour, se trouva dans l'avenue Marigny, il éprouva une sorte de saisissement à voir que Paris continuait sa même vie d'insouciance. Dans l'or du jour d'été finissant, des gens oisifs étaient assis comme

d'habitude sous les marronniers des Champs-Élysées; des enfants gambadaient parmi les gazons et les fleurs; et la file ininterrompue des autos remontait l'avenue, se dirigeant vers les restaurants du Bois.

Arrivé aux derniers arbres de l'avenue Gabriel, Campton s'arrêta pour regarder la place de la Concorde. Sans aucun doute, l'avenir était sombre : l'arrivée précipitée de Mr Brant avait fait comprendre au peintre que les banques et la Bourse craignaient le pire. Mais comment un homme dont les convictions se formaient surtout par le jeu des images sur sa rétine, pouvait-il résister à cette majesté d'espace et de lumière? La ville était là, sous ses yeux, toujours pareille, tranquille dans sa beauté, et une fois de plus elle se proclamait éternelle.

III

La soirée était si belle que, dès son arrivée, George avait proposé d'aller dîner au Bois.

Ils déposèrent ses bagages à l'hôtel Crillon et, au moment où les premières lumières piquaient le crépuscule d'été, leur taxi remontait à toute allure les Champs-Élysées.

— Comme il sent bon, ce vieux Paris! s'écria George, en respirant avec volupté les senteurs mélangées de l'asphalte encore chaud, des parterres de fleurs et de la poussière fraîchement arrosée.

Et, au moment où la voiture passait la porte Dauphine, il dit avec gaieté et décision :

— A Madrid, veux-tu?

C'est là qu'ils avaient pris place, sous les arbres illuminés, dans l'étincellement du luxe. La musique des tziganes les empêchait de causer; mais Campton ne s'en souciait guère. Il contemplait en face de lui le visage où, après chaque absence, il distinguait une vie nouvelle et plus riche; cela suffisait à son plaisir.

Souvent il s'était demandé si son fils était beau. Ce n'était pas que la vision du père influençât celle du peintre; non, mais avec ses épais cheveux blonds, son teint si clair, vermeil jusqu'aux sourcils dorés, puis tout blanc sur le front, son nez court et amusé, ses petits yeux perçants, ses oreilles pointues collées au crâne, qu'encadrait la chevelure bouclée, cette jeune

tête défiait toutes les règles par un mélange de gaieté romanesque et d'intelligence, faisant songer à certains portraits de jeunes Anglais du XVIIIe siècle.

Pendant qu'ils étaient assis l'un en face de l'autre, une pyramide de pêches posée entre eux, et que le champagne, dans le verre de George, faisait monter sa dernière bulle, Campton retournait par la pensée au jour où, pour la première fois, il avait fait la découverte de son fils. George avait douze ans, il était à la maison, ayant quitté le collège pour les vacances de Noël : « à la maison, » c'est-à-dire chez les Brant, car c'est là qu'il venait toujours demeurer. Son père n'avait l'autorisation de le voir qu'à certains jours. D'habitude, Mariette allait le prendre pour le conduire à l'atelier un après-midi par semaine. Mais, cette semaine-là, George était malade, et les hommes de loi avaient réglé qu'en cas de maladie son père irait le voir chez sa mère L'enfant souffrait d'un de ces gros rhumes auxquels il était sujet. Campton se le rappelait au lit, dans sa luxueuse chambre trop chauffée, un *sweater* rouge par-dessus sa chemise, et soutenant de ses genoux maigres un livre sur lequel il penchait son visage, un petit visage sans beauté, aux joues rougies par la fièvre. Jusqu'ici, George n'avait jamais témoigné qu'il aimât la lecture ; son père se résignait à le voir devenir un aimable garçon, comme tant d'autres, en qui revivraient les goûts mondains de sa mère. Et voilà qu'il s'apercevait que l'enfant lisait comme seuls le font ceux qui sont prédestinés à dévorer les livres, — qu'il lisait avec le bout même de ses doigts, avec son nez curieux, en lançant constamment en avant ce regard rapide qui semble deviner chaque phrase d'après le dernier mot. Il leva la tête et dit en souriant : « C'est toi, papa?.. » Mais il était clair que la visite le dérangeait. Campton se pencha sur lui et vit que le livre était une première édition de *Lavengro*.

— Où diable as-tu pêché ça?

George le regarda avec des yeux brillants.

— Tu ne sais pas? L'oncle Andy (c'est ainsi qu'il appelait Anderson Brant) s'est mis à collectionner les éditions originales. On lui en apporte de Londres. Il me permet de les prendre quand je suis souffrant. Épatant, n'est-ce pas, ce bouquin ? Tu te rappelles le combat?

Campton admira une fois de plus les voies de la Providence,

en constatant que le goût nouveau dont le millionnaire venait de se prendre pour la bibliophilie avait éveillé chez son beau-fils le goût de la lecture.

Depuis ce jour, le père et le fils s'étaient compris. L'initiation leur était venue par des voies différentes, mais leur enthousiasme pour toutes les manifestations de la beauté avait la même source. Le monde extérieur et sa transposition dans un art ou dans l'autre devinrent désormais entre eux le sujet d'interminables discussions; et Campton, avec un intérêt passionné, voyait son fils s'assimiler, grâce aux livres, ce qu'il avait atteint, lui, grâce au pinceau.

Ils avaient été séparés souvent et longuement. D'abord par l'éducation de George dans un collège anglais, puis par son service militaire en France, qu'il avait fait à dix-huit ans pour hâter son entrée à Harvard; enfin par son séjour à cette Université. Mais chaque fois qu'ils se retrouvaient ensemble, et si longue qu'eût été la séparation, les dix premières minutes suffisaient à la combler. Aussi bien, depuis que George était majeur et libre de ses mouvements, il avait donné à son père tout le temps dont il disposait.

Ses études à Harvard avaient été interrompues au bout de deux ans par la maladie qui avait nécessité son départ immédiat pour l'Engadine. Il était revenu complètement guéri et, selon son propre désir, il était retourné à Harvard terminer ses études et passer son examen. Ce but atteint, il venait de rejoindre son père pour de longues vacances, avant d'entrer dans la banque Bullard et Brant, à New-York.

A voir son fils si calme, Campton se demandait s'il n'avait pas résolu la question d'avance par la certitude qu'il ne serait pas trouvé bon pour le service. D'ailleurs, George ne se faisait pas faute de déclarer qu'une guerre serait, en plein xxe siècle, une absurdité trop monstrueuse pour qu'à la dernière minute quelque chose ne vînt pas l'empêcher. Ce bel optimisme ne suffit pas à rassurer Campton.

— Ce n'est pas l'avis de Dastrey, dit-il; d'après lui, rien ne ne peut empêcher la guerre.

Le jeune homme sourit : il avait de l'affection pour Dastrey.

— Ce cher vieux Dastrey! Vois-tu, cette génération d'après Sedan, elle a dans le sang l'idée que la guerre est inévitable. Notre manière de voir à nous est forcément différente;

nous sommes internationaux, que nous le voulions ou non.

— Bien sûr, puisque nous n'avons ni l'un ni l'autre une goutte de sang français dans les veines : il nous est impossible de nous rendre un compte exact de ce que les Français sentent en pareille matière.

George le regarda affectueusement.

— Ce n'est pas cela que je voulais dire. Je prends le mot « *nous* » dans le sens de « *ma génération,* » à quelque pays qu'elle appartienne. Je connais des Français qui sentent comme moi, — le jeune Louis Dastrey, le neveu de ton ami, entre autres, et puis des tas d'Anglais. Ils ne croient pas que le monde puisse jamais se résoudre à une guerre nouvelle. Ce serait trop absurde, au point de vue économique d'abord ; tu as lu Angell, je suppose ? Et puis, la vie a trop de valeur et, de nos jours, trop de gens en connaissent le prix. On ne voit pas tout ce qui a vraiment de l'importance, — l'art, la science, la poésie, — réduit en miettes au geste que peut faire quelque diplomate en démence ? C'était bon autrefois, quand le meilleur de l'existence, pour l'immense majorité, n'était qu'épidémies, pestes et famines. Aujourd'hui, les gens sont trop bien portants, trop bien nourris : ils n'ont pas envie d'aller crever dans un fossé pour obliger qui que ce soit.

Campton détourna les yeux. Son regard, errant sur la foule, tomba sur le lourd visage de Fortin-Lescluze, assis au milieu d'un groupe d'hommes à l'autre extrémité du jardin. Comment n'avait-il pas encore songé que, s'il y avait un être au monde capable de faire réformer George, c'était le grand spécialiste qui l'avait soigné ? « Si j'allais le trouver, pensa-t-il, et lui annoncer que je vais faire le portrait de sa danseuse ? » Il se leva et se fraya un passage à travers les tables.

Fortin-Lescluze dînait avec des journalistes et des hommes politiques. Pour arriver jusqu'à lui, Campton dut passer tout contre une autre table, où une femme blonde, d'une beauté fanée, était assise auprès d'un vieillard coiffé d'une éclatante crinière de cheveux blancs et portant la rosette de la Légion d'honneur. Campton s'inclina ; la dame dit quelques mots à l'oreille de son compagnon, qui répondit machinalement par un grand salut. Pauvre vieux Beausite, réduit à dîner en tête à tête avec sa femme, envers laquelle il avait eu tant de torts, inlassablement pardonnés, saluant les gens quand elle

lui disait de le faire, et murmurant avec placidité : « La guerre... la guerre, » en piquant sa fourchette dans la pêche qu'elle venait de peler pour lui !

A la table de Fortin, où l'on semblait moins rassuré, Campton fut accueilli avec une déférence qui n'échappa pas à Mme Beausite; il se pencha vers Fortin, gêné à l'idée qu'on pourrait l'entendre.

— Si je peux trouver le temps de faire un croquis, voulez-vous m'amener la personne demain ?

Le teint blafard du médecin se colora, et ses yeux brillèrent sous leurs grosses paupières d'hippopotame.

— Si je veux? mon cher ami, elle ne désire que ça! — Tirant sa montre, il ajouta : — Mais si vous lui annonciez la bonne nouvelle vous-même ? Vous m'avez dit, je crois, que vous ne l'aviez jamais vue. Elle danse ce soir pour la dernière fois à la « Posada; » je vous prends dans mon auto : nous avons juste le temps d'arriver.

Campton fit signe à George et ils suivirent tous deux Fortin-Lescluze.

Les dernières rumeurs de guerre s'évanouirent au seuil de la « Posada. » Sur tous ces visages tournés vers la scène, on aurait eu peine à discerner aucune autre émotion que celle d'amateurs de plaisir excités par une sensation nouvelle. Ces figures blasées, appartenant à toutes les catégories d'hommes d'affaires et de viveurs, ne laissaient voir que cette même expression commune à tous les publics de music-hall.

Peu à peu, lui aussi ne pensa plus qu'à la danseuse. Il se mit à suivre ses mouvements avec l'attention concentrée qu'il portait aux objets qui sollicitaient son pinceau.

— Eh bien ! dit-il en se retournant, c'est entendu : je ferai son portrait.

Deux larmes de joie sénile perlèrent sur les bajoues du médecin célèbre.

— Alors, demain? à deux heures?

— Demain, acquiesça Campton.

La décision une fois prise, le spectacle l'ennuya et, malgré les efforts de Fortin pour le retenir, il se leva et fit signe à George de le suivre.

A la porte de l'hôtel, un gros homme guettait leur arrivée. Une figure ronde; des yeux d'enfant qui s'abritaient derrière

un pince-nez d'or ; une frange de cheveux gris couronnait un front ingénu. Il portait un smoking de chez le bon faiseur et il était rasé de frais ; mais l'anxiété contractait ses lèvres et fronçait ses sourcils innocents.

— Mon cher Campton... l'homme que je cherche partout ! Vous vous souvenez bien de moi ! Votre cousin Harvey Mayhew, d'Utica...

Campton, non sans un effort, se souvint, et demanda ce qu'il pouvait faire pour lui, souhaitant en son for intérieur que ce ne fût pas son portrait.

— La chose la plus simple du monde. Je suis ici comme délégué... Oui, comme délégué au Congrès de la Paix à La Haye... J'ai débarqué ce matin même. Et je tombe au milieu de toute cette agitation à laquelle je ne comprends rien... Je ne sais plus comment atteindre ma destination. Mon temps est précieux... Il est extrêmement fâcheux que tout ce désordre vienne gêner notre travail. Ce serait dur, après avoir pris la peine d'abandonner mes affaires en Amérique, d'arriver en retard pour l'ouverture du Congrès !

Campton le considéra avec attention.

— Vous êtes décidé à aller là-bas, quoi qu'il arrive ?

— Pourquoi non ? Vous ne pensez pas, je suppose... ? — Reprenant son sang-froid, Mr Mayhew rejeta ses épaules en arrière ; il était rose et solennel. — En aucun cas, je ne permettrai à une chose aussi contraire à mes convictions que la guerre, d'empêcher l'exécution de mon mandat. Le seul point à déterminer est celui-ci : quelle route a le moins de chances de m'être fermée, si cette chose monstrueuse se produit ?

— Comme il vous plaira. Eh bien ! à votre place, je passerais par le Luxembourg. C'est plus long, mais vous serez à l'abri des désagréments.

Campton accompagna sa réponse d'un signe de tête encourageant, et le délégué de la Paix l'accabla de remerciements.

IV

Le père et le fils étaient logés au dernier étage du Crillon, dans le petit appartement dont les fenêtres donnent accès à un jardin de treillage établi sur le toit. Campton avait désiré mettre sous les yeux de son fils une des plus belles vues de

Paris. A leurs pieds s'étendait la place de la Concorde, baignée d'une atmosphère nacrée et parsemée de bouquets de lumières. Le ciel nocturne, plein d'étoiles, paraissait pâle, lointain, saturé du reflet de la grande ville éclairée; le feuillage des Champs-Elysées et des Tuileries formait de grandes masses d'ombre mystérieuse derrière les statues et les fontaines.

La soirée était trop belle, et sur elle planait trop visiblement l'image de la fatalité, pour qu'il fût possible à Campton d'aller dormir : bien après que George l'eut quitté, il demeura assis sans bouger, écoutant s'éteindre les derniers bruits de voitures et contemplant le ciel qui s'élargissait sur Paris.

Le découragement l'envahit de nouveau. Le dernier de ses projets, celui d'attirer définitivement George de son côté, allait échouer comme tous les autres. Si la guerre éclatait, il n'aurait plus de commandes : la fortune, subitement entrevue, s'évanouirait comme s'étaient évanouies une à une les visions d'amour, de bonheur et d'amitié. Rien ne lui avait réussi que la chose dont il avait, à certains jours, fait le moins de cas, le travail opiniâtre de son pinceau; et au moment même où ce travail allait peut-être lui assurer des jours heureux, voilà que cette absurde catastrophe menaçait de lui barrer la route.

Le grand malheur de sa vie avait été de ne pouvoir ni s'accorder avec son entourage, ni s'en passer. Incapable de s'isoler complètement dans son art, il n'avait pas su se résigner non plus à des affections humaines dont l'art restait exclu, ou qui le faisaient intervenir mal à propos. Son mariage, si mal qu'il eût tourné, n'avait du moins pas été pour lui une déception, précisément parce que Julia Ambrose, en l'épousant, n'avait jamais fait semblant d'épouser son art.

Il l'avait rencontrée pour la première fois dans le palais délabré qu'elle habitait à Venise avec un oncle célibataire qui s'occupait de vague brocante, en posant au bohème. Julia avait été élevée en Europe par ses parents, un ménage d'Américains sans attaches et sans argent. Après leur mort, son éducation avait été complétée aux frais de cet oncle, dans un couvent à la mode, à Paris. De là, il l'avait transplantée dans sa maison de Venise. Toutes les idées qui scandalisaient le plus la famille de Campton, elle les avait toujours respirées avec l'air. Le jargon artistique n'était qu'une des nombreuses langues qu'elle

connaissait; mais elle le parlait si couramment qu'on pouvait le prendre pour sa langue maternelle.

Les seules autres jeunes filles qu'il eût bien connues étaient ses sœurs, — jeunes personnes sérieuses portant lorgnon, dont l'unique réponse aux problèmes qui se posaient pour lui était qu'il devait rentrer chez ses parents. L'Europe les avait toujours épouvantées, comme d'ailleurs toute sa famille, depuis la mésaventure (résultat d'un long voyage en diligence sur de mauvaises routes, d'un violent orage et d'un retard de paquebot) qui avait fait naître Campton à Paris au lieu d'Utica. Mrs Campton mère avait pris à cœur cet avertissement du ciel, et n'avait jamais plus quitté son pays natal.

Par comparaison avec les remontrances perpétuelles de ces censeurs domestiques, la conversation de miss Ambrose paraissait à Campton aussi séduisante que les nœuds de la chevelure de Néère.

Julia Ambrose lui fit connaître une autre jeune Américaine, originale, singulière et brusque, déjà vieille fille à vingt-deux ans, en révolte ouverte contre sa famille pour des raisons analogues à celles de Campton. Adèle Anthony avait traversé l'Atlantique pour tenir la maison d'un frère « artiste, » qui se préparait à la sculpture par des stations prolongées dans les bars et les cafés-concerts. Quand, en fin de compte, ce frère fit le plongeon et fut réexpédié dans son pays natal pour entrer dans un sanatorium, miss Anthony était restée à Paris.

Miss Anthony, qui ne s'était pas mariée, avait à Paris beaucoup d'amies, parmi lesquelles Julia Ambrose était la plus admirée; elle avait assisté avec sympathie, sinon avec enthousiasme, à la cour de Campton et à son rapide mariage. Elle avait cru devoir appeler l'attention du jeune homme sur ce fait que Julia était pauvre et qu'elle avait toujours vécu comme si elle était riche; mais Campton avait répondu en riant que la lessiveuse magique, à laquelle était due la prospérité de sa famille, le rendrait riche un jour, bien qu'il eût toujours vécu comme s'il était pauvre.

A dire vrai, indifférent pour lui-même au confort, Campton adorait chez les femmes les dehors du luxe : il avait pris son parti de laisser Julia le ruiner, pourvu qu'elle le fît avec élégance. Elle n'y aurait sans doute pas manqué, si le destin lui en eût laissé le temps; mais, peu après leur mariage, le

vieux Mr Campton mourut, et on s'aperçut qu un gérant de confiance avait si bien placé les bénéfices de la lessiveuse mécanique qu'il ne restait rien aux héritiers, rien que des procès.

Désormais, l'art devenait un luxe que Campton n'avait plus le moyen de s'offrir. Sa mère et ses sœurs le supplièrent de revenir prendre en mains ce qui restait de l'affaire paternelle. Cela paraissait si clairement son devoir, que, l'âme torturée, il allait céder à leur prière, quand Julia, consultée, témoigna d'un amour imprévu pour l'art et pour la pauvreté.

Cela se passait peu de temps avant la naissance de George. Ils étaient bien résolus à rentrer en Amérique à temps pour épargner au fils qu'ils espéraient l'inconvénient de voir le jour à l'étranger, comme son père. Mais ils ne pouvaient songer à partir tout de suite, et bientôt des difficultés plus immédiates leur firent oublier ces préoccupations lointaines.

Pendant deux ou trois ans, ils traînèrent une vie mesquine et déprimante. La peinture de Campton ayant cessé d'être une marotte d'amateur pour devenir un moyen d'existence, Julia estima de son devoir de s'y intéresser. Elle lui conseilla d'essayer du portrait. Quoiqu'il en eût peu d'envie, il fit un effort loyal pour donner satisfaction à sa femme. Elle fut son premier modèle; après quoi, elle posa pour lui indéfiniment. Mais, en dépit de sa beauté, elle ne l'inspirait pas, si bien qu'un jour, pour se défendre, il lâcha qu'elle n'était pas « picturale. » Le souvenir de cette épithète, qui ne s'effaça pas, domina désormais toutes leurs discussions.

Adèle Anthony, — on la reconnaissait bien là, — fut la première à lui faire une commande : il tira bon parti de sa longue figure irrégulière, ornée d'un nez rouge. Mais la bonne demoiselle ne fut pas contente de son portrait : elle aurait voulu quelque chose d'ovale, avec du tulle et une main effilée tenant une rose. Aussi, après six mois, avait-elle relégué la toile dans un grenier. C'était seulement depuis peu qu'on l'en avait tirée : exposé une demi-douzaine de fois comme « Campton première manière, » le tableau avait fait l'objet d'articles dans toutes les grandes revues d'art.

Le portrait d'Adèle eut pour effet de décourager les clients. Au bout d'une ou deux tentatives faites sur des amis pleins de méfiance, l'artiste refusa de contraindre plus longtemps

son génie et il ne fut plus question de portraits. C'est alors que l'idée lui vint d'un voyage en Espagne. Julia était d'humeur accommodante; elle se plaignait peu; mais elle détestait les voyages, ne pouvait souffrir la cuisine à l'huile, et, par surcroît, les tableaux de son mari lui semblaient de plus en plus incompréhensibles et laids.

Un jour de septembre, ils arrivèrent à Ronda venant de Cordoue. Dans le train, Julia avait un peu gémi sur les moustiques de la nuit précédente : puis, convaincue comme toujours qu'il était de mauvais ton de montrer sa méchante humeur, elle avait baissé sa tête charmante sur son volume de Tauchnitz. A ce moment, son mari, qui regardait par la portière pour ne pas voir son profil trop connu, en aperçut un autre. C'était celui d'une jeune paysanne, debout devant une maison blanchie à la chaux, sous une pergola où pendaient des bottes de piments rouges. La maison s'adossait à un rocher couleur orange; dans la lumière éclatante qui montait de la terre rouge, ses murs paraissaient aussi bleus que la neige dans l'ombre. La fille, elle aussi, était toute blanche, depuis sa jupe de cotonnade jusqu'au mouchoir noué en turban sur ses bandeaux. Son front bombé et son nez joyeux se détachaient comme un médaillon sur la muraille blanche. Les deux mains sur les hanches, elle riait, en regardant un petit cochon qui dormait sous un chêne-liège, couché sur le flanc comme un chien.

Cette vision emplit un instant le cadre de la portière, puis disparut. Mais elle s'était imprimée si fortement dans l'œil de Campton qu'il n'eut aucun doute sur ce qui arriverait. Il s'adossa à la banquette avec un sentiment de soulagement et oublia tout le reste.

Le lendemain matin, il dit à sa femme :

— Il y a un coin, le long du chemin de fer, que je veux retourner peindre. Vous serait-il égal de rester ici un jour ou deux?

Elle répondit que cela lui était égal. Elle répondait toujours ainsi; mais il eut vaguement conscience que, cette fois, elle tenait le grief particulier qu'elle cherchait depuis longtemps.

Il ne s'en soucia pas, il ne se soucia de rien, sauf de retenir une place dans la diligence qui partait chaque matin pour le village le plus voisin de la maison blanche. En route, il se

souvint qu'il n'avait laissé que quarante pesetas à Julia ; mais de cela non plus, il ne se soucia pas... Il demeura un mois absent. Quand il regagna Ronda, sa femme était retournée à Paris, lui laissant une lettre où elle lui annonçait qu'elle demandait le divorce... A cette heure critique, une amie russe l'avait consolé, distrait, troublé, puis, au bout de quelques années, était sortie de sa vie avec autant d'inconscience qu'elle y était entrée... Il se retrouvait, à quarante-cinq ans, solitaire et frustré de tout, ayant gardé intacte sa confiance en son talent, mais n'en conservant plus guère dans la nature humaine ni dans la vie, lorsqu'il apprit que Julia se remariait et que son fils allait avoir un beau-père.

Dans sa propre famille, — il ne l'ignorait pas, — on jugeait que « c'était ce qui pouvait arriver de mieux. » Ils étaient las de se cotiser pour payer la pension alimentaire de Julia et poussèrent un soupir de soulagement en apprenant que le choix de celle-ci s'était porté non sur « le gentilhomme décavé » qu'ils avaient toujours redouté, mais sur l'associé parisien de la banque universellement connue de Bullard et Brant. Mr Brant ayant immédiatement demandé la suppression de la pension servie à sa femme, cette démarche lui avait conféré une supériorité morale que les succès récents de Campton n'avaient pas réussi à ébranler.

Cette attitude laissa John Campton sans appui dans la lutte qu'il soutint pour conserver son fils. Sa famille jugeait sincèrement meilleur pour George d'être gardé par les Brant que par son propre père ; celui-ci n'avait à leur opposer aucun argumen qu'ils pussent comprendre. Toutes les forces de l'ordre social semblaient liguées contre lui ; c'est peut-être ce qui l'amena tout d'un coup à s'y soumettre. Le fait est que, du jour où Julia se remaria, il n'y eut plus de femme dans la vie de son ancien époux. Campton s'installa dans la solitude poussiéreuse de son atelier montmartrois et se mit à peindre avec acharnement, sans autre pensée que celle de son fils.

... Il en était là de ses souvenirs quand minuit et demi sonna à Sainte-Clotilde ; il se leva et rentra à tâtons dans l'obscurité de l'appartement.

La porte donnant sur la chambre de George était ouverte. Dans le silence, le père écouta la respiration tranquille du jeune homme. Une lampe restée allumée éclairait la table à coiffer où

George avait répandu le contenu de ses poches. Le regard de Campton, s'attardant avec une tendresse nouvelle sur tout ce qui appartenait à son fils, tomba sur un élégant portefeuille en antilope (George avait le même goût que sa mère pour les dernières nouveautés de Bond Street), sur le bracelet-montre, les boutons de manchettes, un paquet de billets de banque, et auprès d'eux un carnet jaunâtre, fatigué et sali, de la taille d'un grand agenda.

Un moment il se demanda ce que c'était ; puis il se souvint. Il avait une fois vu le petit-fils de Mme Lebel en tirer un pareil de sa poche quand il partait faire ses vingt-huit jours. C'était le livret militaire que possède tout citoyen français âgé de moins de quarante-huit ans.

Campton n'avait jamais prêté grande attention aux règlements militaires français ; le service de George terminé, il n'y avait plus du tout pensé, oubliant que son fils était encore soldat, lié au sort de la France aussi étroitement que l'était le petit-fils de sa concierge. Il s'avisa que le carnet jaunâtre répondrait aux questions qu'il n'avait pas osé formuler. Étant entré sans bruit dans la chambre, il s'empara du livret et le rapporta au salon.

D'abord le nom de George, son domicile, son grade de maréchal des logis, le numéro du régiment de dragons auquel il appartenait et son dépôt. Tout cela, il le savait. Mais que portait la page suivante ?

En cas de mobilisation portée à la connaissance des populations par voie d'affiches, le porteur du présent ordre se mettra en route, sans attendre aucune notification individuelle et en se conformant aux prescriptions suivantes :

Ce militaire voyagera gratuitement.

Il emportera des vivres pour un jour.

Il se présentera à la station de X..., le troisième jour de la mobilisation avant 6 heures et prendra le train que lui indiquera le chef de gare.

Les jours de mobilisation sont comptés de 0 heure à 24 heures. Le premier jour est indiqué par l'ordre de mobilisation...

Campton laissa tomber le livret et se prit les tempes entre les mains. Si donc la France mobilisait ce jour-là, George partirait dans deux jours, à six heures du matin. Peut-être dans quarante-huit heures, George l'aurait-il quitté !

Comme il reportait le livret dans la chambre, la lumière qui éclairait le lit attira son regard vers le jeune visage posé sur l'oreiller. George était couché de côté, un bras au-dessus de la tête, l'autre nonchalamment allongé. Il avait rejeté les couvertures; le drap collé au corps moulait sa hanche et ses jambes minces; il dormait d'un sommeil sans rêves.

Campton resta longtemps à le contempler, puis il retourna sur la pointe des pieds au salon, saisit un album, un crayon et revint se placer devant la porte. Dans la crainte que George ne vînt à s'éveiller, il se mit à dessiner avec ardeur, séduit par l'heureux hasard de l'éclairage et de la pose.

« On dirait la statue d'un jeune chevalier que j'ai vue quelque part, » pensa-t-il, surpris et agacé de ne pas se rappeler en quel lieu, lui dont les souvenirs plastiques étaient à l'ordinaire si précis. Soudain, son crayon s'arrêta. Ce qu'il avait pensé en réalité, c'était : « On dirait la statue *tombale* d'un jeune chevalier; » instinctivement, il avait supprimé l'adjectif en formulant sa pensée. Appuyé contre le chambranle, il continua de regarder son fils. Sans doute, était-ce le drap collé au corps qui lui donnait cette apparence, et la lumière de la lampe. Voilà bien, si la guerre éclatait, comment un jeune homme pourrait se trouver étendu sur un champ de bataille ou sur un lit d'hôpital. Pas son fils, Dieu merci! — mais très probablement les amis de son fils; des centaines, des milliers de jeunes hommes pareils à son fils, du même âge et qui riaient du même rire... Quel affreux, quel criminel gaspillage! Oui, c'était cela, la guerre!.. C'était cela que demain apporterait à des millions d'hommes, pères comme lui-même... Il se raidit, rouvrit l'album. Il n'avait donc pas de sang dans les veines? Allait-il trembler parce que George était couché là comme s'il posait pour une pierre tombale?... Il se souvint de Signorelli, assis auprès de son fils mort, le dessinant tendrement, minutieusement, tandis que la bière attendait.

Au diable Signorelli! Campton jeta l'album, éteignit les lumières et, traînant la jambe, alla se mettre au lit.

V

Le lendemain matin, pendant qu'ils prenaient leur petit déjeuner, Campton dit à George :

— Je vais passer chez Cook faire établir nos billets.

— Et moi, je vais faire un saut chez maman.

Le père acquiesça. Il pensait, à part lui : « Elle repartira très probablement pour Deauville, cet après-midi. » Les journaux amoncelés à leurs pieds ne leur avaient pas appris grand chose. L'Autriche avait ordonné la mobilisation générale ; les dépêches, contradictoires, dénotaient l'universel désarroi ; les articles de tête restaient volontairement optimistes. Campton absorba cet optimisme de commande : c'était une drogue qu'il lui fallait à tout prix.

La danseuse javanaise devait venir poser chez lui l'après-midi ; il n'avait pas proposé à George de se trouver là. Il voulait dire un mot à Fortin-Lescluze pour le cas où les choses tourneraient mal : la présence de son fils l'eût embarrassé.

Campton avait absolument besoin d'être rassuré. Il le fut, cette fois encore, d'une façon tout instinctive, mais irrésistible, par son œil de peintre. Le soleil d'été caressait si doucement les pierres ! Dans les bassins, comme à l'ordinaire, les dauphins de bronze déversaient joyeusement l'écume sur les chignons Louis-Philippe des Néréides ; les villes de France somnolaient pesamment sur leurs trônes ; les chevaux de Marly se cabraient au sommet de leurs piédestaux ; la place, magnifique, déployait au cœur de la ville son harmonieuse et coutumière grandeur. Tout cela donna à Campton un sentiment de sécurité qu'aucun échange de télégrammes Havas et Reuter n'était capable d'ébranler.

Il chargea le portier de retenir deux *sleepings* dans l'express de Naples, et se fit conduire à son atelier.

Pendant le trajet, suivant son habitude, il pensa uniquement à son modèle ; tout le reste disparut comme une toile de fond qu'on relève. Sa vision intérieure se concentra sur le petit visage jaune qu'il devait peindre.

A travers les carreaux de la loge, il aperçut la vieille Mme Lebel qui le guettait. Devinant qu'elle était prête à bondir sur lui pour l'assaillir de questions, il prit son air le plus distant, salua d'un signe de tête préoccupé, et passa rapidement.

Campton s'était réfugié à Montmartre pour échapper à plusieurs choses qu'il redoutait. D'abord, de rencontrer des

gens qui lui parleraient de la situation européenne ; en second lieu, d'être relancé par Mrs Brant ; et enfin, de se voir forcé à déjeuner seul dans un restaurant à la mode.

Soudain une pensée qu'il ne s'avouait pas à lui-même fut cause qu'ayant jeté un coup d'œil à sa montre, il descendit en hâte la rue Montmartre, et, moyennant la promesse d'un bon pourboire, obtint d'un taxi qu'il le conduisît au Musée du Luxembourg. Il y arriva dix minutes avant midi, passa entre les statues alignées, et, au milieu de la galerie, entra dans une salle à droite. *La mère de Whistler* et *la Carmencita* de Sargent se considéraient avec étonnement d'un mur à l'autre ; du même côté que le Whistler se trouvait le tableau pour lequel Campton était venu : son portrait de George. Il en avait fait don au Luxembourg le lendemain même du jour où Mr Brant avait essayé de le lui acheter, n'ayant pu imaginer de plus blessant affront à faire au banquier.

Dans la chaude lumière d'été, le tableau rayonnait. Campton resta à considérer la toile, à s'en emplir les yeux, comparant les traits du portrait avec ceux, plus fermes, plus accentués, du George qu'il avait laissé sur la terrasse.

La fermeture du Musée l'obligea à sortir ; il entra chez le premier marchand de vins qu'il rencontra. Il avait conseillé à George de déjeuner chez les Brant, mais, au fond du cœur, il éprouvait une déception. Voyant le tour que prenaient les choses, il aurait souhaité que son fils se sentît le désir de rester avec lui. Et pourtant, dans un moment pareil, le jeune homme ne pouvait manquer d'aller chez sa mère. Campton se les représenta tous les trois, réunis dans la haute salle fraîche de l'avenue Marigny, entre les panneaux célèbres d'Hubert Robert, l'argenterie Louis XV et les porcelaines de Sèvres, tandis que lui, le père de George, il déjeunait seul sur une table sale, dans un bistro malodorant.

Son repas terminé, il se hâta de regagner l'atelier. Fortin-Lescluze avait juré d'amener la Javanaise à deux heures, et l'on savait que Campton exigeait une exactitude absolue. Il avait définitivement établi sa réputation à ce sujet en refusant de peindre cette jeune toquée de duchesse de la Tour Crénelée, — qui avait tout ce qu'il fallait pour faire un beau portrait, — parce qu'elle l'avait fait attendre trois quarts d'heure. Mais, ce jour-là, quoiqu'il fût près de trois heures et que ni la danseuse

ni son ami n'eussent paru, Campton n'osait bouger de peur de manquer le médecin.

Il attendit jusqu'à quatre heures; enfin il se décida à descendre. Mme Lebel, comme à son ordinaire, travaillait à quelque vieil ouvrage de couture: il fut frappé par la gravité du regard qu'elle jeta sur lui; il trouva étrange qu'elle ne se fût pas précipitée pour le questionner. Tout était étrange ce jour-là.

Dehors, il constata avec étonnement et contrariété qu'aucun taxi n'était en vue. Il descendit en boitant la pente de Montmartre jusqu'à la station de métro la plus voisine ; comme il se préparait à affronter la difficulté d'introduire son corps infirme dans une voiture bondée, il aperçut un fiacre, véhicule où il ne s'était pas risqué depuis des années. Le cocher refusa de le conduire plus loin que la Madeleine. Là, il descendit de voiture et prit la rue Royale. La perspective était toujours aussi belle ; les fontaines de la place étincelaient au soleil.

Il y avait relativement peu de passants ; cela le surprit. Un petit groupe stationnait près de la porte du ministère de la Marine, considérant, dans le plus grand calme, une petite affiche blanche collée au mur.

Campton traversa pour regarder à son tour. En tête de l'affiche, il lut : « Mobilisation générale. »

C'était la guerre.

Il resta quelque temps au bord du trottoir, essayant de réunir ses pensées. Puisque maintenant la guerre était un fait, qu'en résulterait-il pour lui? Mais il se paya encore des mêmes mots qui avaient servi de pivot à sa conversation avec Julia : « L'affaire ne nous concerne pas. »

Il se souvint d'avoir demandé qu'on lui retînt des *sleepings*. Au cas même où il arriverait à faire réformer son fils, le départ de George pour l'étranger n'était plus possible. Il s'arrêta au bureau du portier pour annuler l'ordre donné.

Il n'y avait personne au bureau : on aurait dit que la confusion régnait dans le hall, si le mot pouvait s'appliquer à une pièce vide... Un groom vint à passer : Campton lui demanda où était le portier.

— Le portier? il est parti...

— ... chercher mes places pour Naples?

Le groom le regarda avec ahurissement.

— Parti... Mobilisé... Il est allé rejoindre son régiment... C'est la guerre.

Enfin Campton réussit à trouver un secrétaire aux prises avec d'autres voyageurs affolés qu'il s'efforçait de calmer. Le secrétaire, avec beaucoup de patience, lui expliqua qu'on ne lui avait certainement pas retenu de *sleepings*, vu qu'aucun train ne quittait Paris pour le moment. « Aucun train civil, » ajouta-t-il, avec non moins de patience.

Campton pensa étouffer. Aucun train ne quittait Paris pour le moment! Mais alors, les gens comme lui, des gens qui n'avaient rien au monde à voir avec la guerre, se trouvaient pris comme des rats au piège! Il frissonna à la pensée que Mrs Brant ne pourrait retourner à Deauville et qu'elle exigerait probablement qu'il allât la voir tous les jours. Il demanda : « Combien de temps peut durer cette absurde situation? » N'obtenant aucune réponse, il gagna l'ascenseur et se fit conduire à son étage.

Il avait la certitude que George serait là à l'attendre; mais l'appartement était vide. Il voulut téléphoner à Fortin-Lescluze. Après avoir longtemps carillonné en vain, il finit par obtenir la communication : une voix connue répondit que le docteur avait déjà quitté Paris.

— Quitté Paris? Pourquoi? Où est-il? Pour combien de temps?

Toujours la même réponse : « Le docteur est mobilisé. C'est la guerre. »

Campton décida d'aller quand même à Auteuil, où habitait Fortin-Lescluze, espérant que peut-être le médecin n'était pas encore parti.

VI

Campton, ayant tendu un louis à la servante, apprit qu'en effet, le docteur était encore là, que même il était à table...

— A table, à six heures ?

— M. Jean, le fils de monsieur, part ce soir pour son dépôt...

Campton fit passer sa carte. Il s'attendait à être introduit dans ce qu'on appelait « l'atelier, » une haute pièce décorée de tentures chinoises, de stalles Renaissance et de tableaux post-impressionnistes, dans laquelle Fortin-Lescluze donnait des soi-

rées musicales où se pressaient les célébrités du jour. Quel ne fut pas son étonnement en pénétrant dans une petite salle à manger bourgeoise, où se voyaient le traditionnel buffet Henri II en noyer ciré, une suspension avec un abat-jour en perles, un palmier dans une potiche sur un socle de peluche! Autour d'une nappe à carreaux rouges et blancs, quatre personnes étaient réunies.

C'étaient : l'homme célèbre en personne, une grande femme forte aux cheveux gris, une petite vieille dont le visage ridé s'encadrait dans un bonnet de paysanne, et, en uniforme de simple soldat, un jeune homme qui avait le grand nez du docteur et des yeux bleus candides, — la femme, la mère et le fils du médecin. Combien le peintre les trouvait plus intéressants à regarder que les beautés qu'on voyait, les soirs de réception, vautrées sur les divans de l'atelier! Mme Fortin, d'une voix au timbre grave, exprima le plaisir qu'elle éprouvait à faire la connaissance de l'illustre portraitiste de son mari. La vieille mère s'écria d'une voix flûtée :

— Monsieur, j'étais à Sedan en 1870. J'ai vu les Allemands. J'ai vu l'Empereur assis sur un banc. Il pleurait...

— Ma mère sait tout, elle a tout vu. Il n'y a personne au monde comme ma mère! dit le médecin, en posant sa main sur celle de la vieille dame.

— Vous ne verrez plus les Allemands, ma bonne mère, ajouta sa belle-fille en souriant.

Campton prit le café avec eux : il en profita pour questionner le fils. Chimiste, préparateur dans un des laboratoires de l'Institut Pasteur, il trouvait tout simple de quitter en quelques heures son poste et ses études pour rejoindre son régiment. « La guerre était inévitable, il fallait en finir, » dit-il, employant les termes mêmes dont s'était servie Mme Lebel.

Campton fut frappé de l'union qui régnait dans la famille; l'accord sur les intérêts essentiels y semblait aussi parfait que si le maître de la maison ne s'était jamais occupé de soirées musicales, de duchesses évaporées et de danseuses exotiques. Il sentit l'envie le mordre au cœur en songeant, pour la centième fois, à la fragilité de la paroi qui le séparait d'un abîme de solitude dont il n'osait sonder la profondeur.

Campton suivit le médecin dans son cabinet.

— C'est au sujet de mon fils..., expliqua-t-il.

Il n'avait pas osé parler en présence du jeune homme, qui

devait avoir à peu près l'âge de George et qui partait dans une heure pour son régiment. Mais entre Campton et le père il y avait déjà des complicités, donc des accommodements possibles. Et dans le cabinet de consultation l'air qu'on respirait était moins pur. D'ailleurs, Campton était sincèrement inquiet de la santé de George ; après tout, la tuberculose ne disparaît pas en un mois, ni même en un an : son inquiétude était justifiée. Et puis, n'était le hasard de sa naissance, George n'aurait jamais été mêlé à cette guerre. Campton se persuadait qu'il pouvait faire sa demande sans avoir à rougir.

Fortin-Lescluze ne laissa paraître aucun étonnement. Mais de quoi pouvait-il encore s'étonner, après trente ans passés à confesser des malades ? Par malheur, il ne voyait le moyen de rien faire pour le moment.

— Il faut laisser votre fils rejoindre son dépôt. Il part demain ? Donnez-moi le numéro du régiment, le nom de la ville, et comptez sur moi.

— Mais vous partez vous-même ?

— Oui. On m'envoie dans un hôpital à Lyon. Je vous laisserai mon adresse.

Campton restait là, incapable d'accepter la réponse comme définitive.

— Vous devez comprendre ce que j'éprouve : vous aussi, vous avez un fils unique.

— Oui, oui, acquiesça Fortin-Lescluze d'un air distrait.

Campton crut s'apercevoir que son interlocuteur mesurait la différence profonde de leurs deux cas.

— Au revoir donc, dit-il.

Au moment où il allait sortir, le médecin lui mit la main sur l'épaule et soudain ne contenant plus son émotion :

— Oui, Jean est notre seul fils, notre seul enfant. Pour sa mère et pour moi, c'est toute notre vie : notre fils au front !

Ce fut Campton qui baissa les yeux sous les regards de l'autre père.

VII

De retour à l'hôtel, Campton n'y trouva pas encore son fils. Mais la porte ne tarda pas à s'ouvrir ; George parut, chargé de livres.

— Cette fois, dit-il, c'est la guerre.

— La mobilisation n'est pas la guerre, répartit Campton. Mais, bon Dieu, qu'est-ce que c'est que tous ces livres?

— Des provisions. Je viens de rencontrer un camarade de régiment. Il paraît que nous pouvons moisir au dépôt pendant des semaines.

Le calme de George, son sang-froid devant l'universel bouleversement impressionnèrent Campton.

— Est-ce qu'ils ont des nouvelles?... hasarda-t-il.

Ils, pour tous deux, c'étaient les Brant.

— Des tas! L'oncle Andy en était farci... Mais au total peu de chose.

— Et l'Angleterre?

— Personne ne sait; pourtant les banquiers ont l'air de croire qu'on peut compter sur elle.

George finit par ajouter :

— Dis donc, mon vieux papa, je crois qu'avant de s'en aller, maman voudrait te voir.

Campton se rebiffa :

— Elle m'a déjà vu hier.

— Je sais. Elle me l'a dit.

Et il se mit à couper les pages d'un de ses livres avec une carte de visite ramassée sur la table, cependant que son père restait à regarder la place de la Concorde à travers les arbustes de la terrasse. Campton savait qu'il ne pouvait repousser la requête de son fils; mais comment aurait-il pu réprimer un mouvement de révolte devant un appel ou une proposition des Brant? Il songea à l'union qui paraissait régner dans le ménage Fortin-Lescluze, et à l'atmosphère paisible de vie familiale qui se dégageait du groupe réuni autour de la nappe à carreaux. N'était-ce pas là un des avantages d'une organisation sociale qui, somme toute, n'admet pas le divorce, et juge le pardon secret de l'infidélité préférable à la désagrégation de la famille?

— C'est convenu, dit-il, j'irai... Et nous, ce soir, où dînerons-nous?

— Ah! j'oubliais, une folle orgie. Ton ami Dastrey compte sur nous à l'Union. Son neveu Louis dîne avec lui, et il m'a permis d'amener Boylston.

— Qui est Boylston?

— Un camarade d'Université. Nous étions ensemble à Harvard. Il est maintenant à l'école des Beaux-Arts, dans un atelier de peinture. Il désirait me voir avant mon départ. Et puis, il admire beaucoup ce que tu fais : c'est pour lui un événement considérable de te voir. Je suis sûr qu'il te plaira. C'est le meilleur garçon du monde.

... Plus tard, Campton devait se rappeler cette phrase.

Ce soir-là, il souffrit dans son cœur de père. Son fils partait dans vingt-quatre heures, et cette soirée, l'avant-dernière, il faudrait la passer avec des étrangers ! Mais tel était le désir de George, et, pendant ces dernières heures, il ne pouvait être question de le contrarier.

En fait, les choses se passèrent mieux que Campton ne l'avait craint. Dastrey était moins nerveux. D'ailleurs, lui et Campton parlèrent peu : la parole fut à la jeunesse.

Or, en écoutant son fils et Louis Dastrey, Campton éprouvait une telle sensation d'irréalité qu'il dut empoigner les bras de son pesant fauteuil de cuir pour s'assurer qu'il était véritablement en vie et sur la terre. Eh quoi ! Deux jours plus tôt, ils habitaient encore l'ancienne Europe, une Europe facile à vivre, où l'on pouvait faire des projets, retenir ses places dans les trains et les paquebots, discuter peinture, littérature, théâtre, philosophie, toucher à son gré l'argent qu'on avait chez son banquier, dire : « Après-demain je serai à Berlin, ou à Vienne, ou à Belgrade. » Et voici qu'ils étaient assis autour du même bureau en acajou luisant, à l'aise dans les mêmes smokings, formant en apparence le même groupe d'hommes libres et indépendants, alors qu'en réalité, ils étaient tous prisonniers, les jeunes comme les vieux, enchaînés à ce monstre inconnu, « la guerre. »

Après le dîner, Campton et Dastrey, restés seuls, se mirent au balcon du cercle pour regarder les boulevards. Les rues, si désertes dans la journée, s'étaient tout à coup remplies d'une foule pressée. Presque pas de voitures : seulement des autobus qui conduisaient les troupes à la gare, de rares taxis ou des fiacres bondés jusque sur le siège de jeunes gens en uniforme, qui se frayaient un passage à travers la masse des piétons. Cette masse se mouvait lentement, sans but apparent, comme si elle attendait du ciel un présage. Dans la vive lumière que projetaient les réverbères et les façades étincelantes des théâtres, on distinguait nettement les visages : on y lisait certes de la

tristesse, mais surtout la volonté réfléchie, la résolution calme. Sauf quand il passait des soldats, aucun cri, aucun chant ne montait de la foule; rien que la rumeur sourde qui naît du rassemblement d'une multitude.

— Comme ils sont silencieux! dit Campton. Comment vous représentez-vous leur état d'esprit?

Dastrey, toujours belliqueux, voyait tous ces hommes se précipitant à la frontière comme *la Marseillaise* déchaînée de Rude. Pour Campton, au contraire, ils personnifiaient la colère étonnée d'un peuple laborieux et tranquille, entraîné de force dans une injuste querelle. Il connaissait assez la France pour savoir que la pensée de l'Alsace-Lorraine restait vivante au cœur des Français; mais toute l'éloquence de Dastrey fut impuissante à le convaincre que ces gens désiraient la guerre, ni qu'ils l'eussent cherchée, si elle ne leur avait été imposée. La monstrueuse injustice de l'agression lui semblait prendre forme sous ses yeux, pareille à un immense dragon, image des ténèbres du Nord, et planer sur sa chère France, amie de la clarté, amie de la joie, amie du travail.

EDITH WHARTON.

(Traduit par M. PAUL ALFASSA.)

(La deuxième partie au prochain numéro.)

LOUIS XIV

V[1]

L'HOMME QUI A ÉPOUSÉ LA FRANCE

I. — « MESSIEURS, LE ROI ! »

Avant de le voir aux prises avec les difficultés de la politique intérieure, arrêtons-nous un instant : regardons-le ! Essayons de nous le représenter tel qu'il était vers 1682, la date approximative du fameux buste de Coysevox et l'apogée du règne, tel qu'il était, corps et âme, cœur et cerveau, après une expérience déjà longue des hommes et du pouvoir, après une suite de prospérités presque ininterrompues et au lendemain d'un Traité qui en faisait l'arbitre de l'Europe.

... Il est près de midi. Dans les grands appartements de Versailles, alors tout neufs et tout éblouissants de leurs glaces, de leurs dorures et de leurs peintures fraîches, la foule des courtisans attend l'apparition du Maître, qui va traverser l'enfilade des salons pour se rendre à la messe. Sa Majesté cause, dans sa chambre à coucher, avec ses enfants, ses proches, ses architectes et ses domestiques... Enfin la porte de la chambre royale s'ouvre à deux battants, et, dans un grand silence fait de respect et aussi de curiosité, l'huissier de service prononce la formule protocolaire :

— Messieurs, le Roi !

Il paraît grand, ou tout au moins d'une taille au-dessus de la moyenne, les épaules larges, un soupçon d'embonpoint, la

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 juillet, 1er et 15 août.

démarche aisée, le pas élastique et glissant, comme un danseur qui prend la mesure pour entrer dans la danse, ou un cavalier qui va monter à cheval. Il n'a pas embelli depuis le temps où il courtisait la nièce de M. le Cardinal : la petite vérole marque toujours ses stigmates sur son visage aux joues pleines, fortement empourprées par la vie au grand air. Il est vêtu avec simplicité, si l'on songe au faste, au luxe lourd et surchargé du costume d'alors. On sait qu'il s'habille rapidement, en homme qui connait le prix des minutes. Monsieur son frère, qui l'accompagne, forme, avec lui, un contraste assez plaisant, avec ses plumes, ses rubans, ses bagues et toutes les pierreries dont il aime à se parer, comme une reine d'Orient. Le Roi est vêtu de drap brun, sans autres chamarrures que celles de sa veste, sans bagues, ni diamants qu'à la boucle de ses souliers, de ses jarretières et de son chapeau. Il s'avance, le feutre en tête, ganté, la canne à la main, et, malgré la simplicité relative de sa tenue, un visage qui n'est assurément point beau, il produit une extraordinaire impression de grâce et de majesté. Ces grandes manières, si nobles et si aisées, semblent, maintenant, naturelles chez lui : elles ne l'étaient pas, au début. A force d'étude et de volonté, il est arrivé à se faire le visage qu'il voulait, comme cette grande actrice du dernier siècle qui, née brune, avait fini par se donner, avec la teinte, le caractère, et, si l'on peut dire, le tempérament d'une blonde. De même, Louis XIV, assez timide dans sa jeunesse, un peu gêné et guindé devant le monde, donnait l'illusion de faire toutes choses sans effort, avec une grâce innée et parfaite...

Il s'avance, l'air souriant ou grave, suivant les circonstances. N'importe qui l'aborde, pour lui remettre un placet, ou lui rappeler une demande. Certains, plus hardis ou plus familiers, lui parlent, comme dit Saint-Simon, jusque dans la perruque. Il répond par une formule invariable : « Nous verrons ! » Ou, s'il le juge à propos, il ajoute quelques paroles d'encouragement ou de promesse pour le solliciteur. Quand, au contraire, il veut écarter un importun ou un coupable, il montre un visage glacial ou terrible. Ses yeux olympiens se chargent de foudres et d'éclairs. Les magistrats s'arrêtent court dans leurs harangues. Il inspire une véritable terreur. Mais, d'ordinaire, il a l'accueil affable, il vise à être paternel. Quelquefois, il daigne charmer et même « enivrer » celui

qu'il entretient. La Palatine, qui avait une secrète sympathie pour son auguste beau-frère, ne faisait point difficulté de le reconnaître : « Quand notre Roi veut bien traiter quelqu'un, personne ne s'entend à être aussi avenant que lui. Pas de contrainte dans les manières, une politesse si grande et un tel charme dans le parler et la voix qu'on le prend immédiatement en affection... » Il fallait que cette séduction fût bien réelle pour que, même après sa mort, après les revers et les misères de son règne et tout ce qu'on croyait avoir à lui reprocher, on se plût encore à le rappeler. Massillon, en présence du Parlement assemblé, sous les voûtes gothiques de la Sainte Chapelle, devant le catafalque du Roi défunt, prononçait de lui ce bel éloge, où quelques réserves discrètes et respectueuses donnent peut-être plus de prix à la vraie louange : « Vous le savez, cette majesté n'avait rien de farouche : *un abord charmant*, quand il voulait se laisser approcher ; un art d'assaisonner les grâces, qui touchait plus que les grâces mêmes ; *une politesse de discours qui trouvait toujours à placer ce qu'on aimait le plus à entendre*. Nous en sortions transportés, et nous regrettions des moments que sa solitude et ses occupations rendaient tous les jours plus rares. Nation fidèle, nous aimons de tout temps à voir nos rois, et les rois gagnent toujours à se montrer à une nation qui les aime... »

Voilà le revers de la médaille : on reproche au Roi de ne pas assez se montrer à son peuple et de parler trop peu. Mais cette attitude était voulue et raisonnée.

*
* *

En effet, observons-le maintenant dans son Conseil : il est attentif, il écoute, il parle peu. Quand il ouvre la bouche, il entend ne prononcer que des paroles chargées de sens. S'il reçoit un corps constitué, ou s'il répond à la harangue d'un ambassadeur, il se borne à un discours très bref, mais du tour le plus noble et le plus aisé, avec un rare bonheur d'expression. Il a le français en main comme son sceptre. Il est aussi « le Roi de la langue. » On sent que, s'il le voulait, il pourrait rivaliser avec les maîtres de la parole. En tout cas, nul ne sait conter comme lui : Saint-Simon, son ennemi, est bien obligé de le reconnaître. Mais il a horreur de l'intempérance de langue et de toute espèce d'indiscrétion. Le secret est, à ses

yeux, la première des vertus royales : il y va de l'intérêt de l'État. Les étrangers en étaient extrêmement frappés : « Le secret du Roi, pour les affaires d'État, dit Primi Visconti, est incomparable. Les ministres vont au Conseil, mais il ne leur confie l'exécution de ses projets qu'après les avoir mûrement examinés et avoir pris une décision. Je voudrais que vous puissiez voir le Roi. Il a l'air d'un grand simulateur et des yeux de renard. Il ne parle jamais d'affaires d'État, si ce n'est avec les ministres, en conseil. A part cela, s'il dit quelques mots aux courtisans, ils n'ont trait qu'à leurs attributions respectives, ou à leurs fonctions. Mais, pour tout ce qu'il dit, même pour les choses les plus frivoles, c'est un oracle qui parle... »

Aussi, comme le secret de ses opérations militaires ou diplomatiques est bien gardé ! Au printemps de 1677, lorsque tout le monde le croit uniquement occupé de ses amours avec la belle de Ludres, il médite une offensive en Flandre. « Silence : » telle est sa devise. Un roi, dit-il dans ses *Mémoires*, « doit écouter plus souvent que parler, parce qu'il est malaisé de parler beaucoup, sans dire quelque chose de trop. » Et, de même qu'il surveille sa langue, il doit surveiller aussi son visage et, quelquefois, faire un effort héroïque pour dominer ses émotions et surmonter les plus cruels ressentiments : « Exerçant ici-bas une fonction toute divine, nous devons paraître incapables des agitations qui pourraient la ravaler. Ou, s'il est vrai que notre cœur, ne pouvant démentir la faiblesse de sa nature, sente encore naître malgré lui *ces vulgaires émotions*, *notre raison* doit du moins les cacher, sitôt qu'elles nuisent *au bien public*, *pour qui seul nous sommes nés*. »

C'est encore en considération du bien public que le Roi, non seulement se fera, pour lui-même, une loi du secret le plus absolu, mais qu'il combattra l'indiscrétion chez autrui, spécialement chez les ennemis de l'État. Il n'aime pas que les agents de l'étranger regardent de trop près ce qui se passe en France : « Le comte de Ferrero, ambassadeur de Savoie, nous raconte Primi, ne savait pas que la Sicile fût une île... Je jugeai, d'après cela, ajoute-t-il, qu'il serait le bienvenu à la Cour, car, comme je vous l'ai dit, le Roi ne veut pas d'esprits observateurs... » On entend assez dans quel sens : Louis XIV était la terreur des espions, comme des indiscrets.

Visage impénétrable et bouche close, il apporte au Conseil

un amour profond du métier. On a vu avec quelle passion il s'occupait de l'armée et de tout ce qui touchait à la guerre. Cette passion, il l'éprouvait aussi vive pour toutes les branches du gouvernement. Aimer sa besogne est, à ses yeux, la première condition pour bien gouverner : « En général, dit-il à son fils, depuis les plus petites choses jusqu'aux plus grandes, vous ne vous connaîtrez en pas une, si vous n'en faites votre plaisir et si vous ne l'aimez. » On l'a accusé d'égoïsme, mais c'était une sorte d' « égoïsme sacré, » qui ramenait tout au service de l'État, dont il se proclamait assidûment le premier serviteur. Il n'a jamais prononcé la formule absurde qu'on lui prête : « L'État, c'est moi. » Elle est même en contradiction flagrante avec la pensée de cet homme, qui, bien loin de vouloir résorber l'État en lui-même, déclarait qu'il n'était né que pour le bien de l'État : « le bien public *pour qui seul* nous sommes nés. » Mais il exigeait de ses ministres et de tous ses officiers qu'ils se donnassent au service avec la même passion et la même abnégation que lui. Il voulait qu'ils fussent tout entiers à leur besogne. Aussi disait-il qu'il n'aimait pas les amoureux pour une mission tant soit peu difficile, ces gens-là étant « les esclaves de leur passion. »

Bourreau de travail, il réclamait de ses collaborateurs un effort dont nos bureaucrates routiniers n'ont plus idée. Balzac, célébrant l'activité prodigieuse des commis de Napoléon Ier, nous rappelle qu'ils ne faisaient que continuer la tradition monarchique inaugurée par Louis XIV. Le Roi lui-même travaillait presque autant que ses ministres et leurs subalternes. A partir du jour où il prit la direction des affaires, il s'imposa pour loi, nous dit-il, de « travailler régulièrement deux fois par jour. » Dans les moments de presse, il renonce à tous les plaisirs, ou il abrège ses distractions favorites pour s'enfermer dans son cabinet. Après la mort de Louvois, on conçoit qu'il ait été débordé et qu'il ait eu fort à faire, pour suppléer à l'activité d'un tel collaborateur. Mme de Maintenon écrivait alors à une correspondante : « Les personnes qui l'ont vu de plus près seraient surprises de son activité. Il a plus de conseils que jamais, parce qu'il y a plus d'affaires, et il donne deux ou trois heures par jour à la chasse. (N'oublions pas que la chasse était, pour lui, obligatoire et protocolaire.) Quand il le peut, il rentre à six heures et est jusqu'à dix, *sans cesser de lire*,

d'écrire ou de dicter. Il congédie souvent les Princesses après souper pour expédier quelque courrier. »

S'il travaille ainsi, c'est qu'il entend, comme il le dit, « savoir les affaires à fond » et jusque dans l'extrême détail. Parmi les règles de conduite qu'il propose à son fils, il insiste surtout sur celle-ci : « La première est que vous sachiez vos affaires à fond, parce qu'un Roi qui ne les sait pas, dépendant toujours de ceux qui le servent, ne peut bien souvent se défendre de consentir à ce qui leur plaît... » Pour les affaires qu'il n'a pas pu étudier par lui-même, il doit s'en rapporter à ses ministres. Il leur demande de les lui exposer avec ordre et clarté. Ensuite de quoi, il prend une décision, en se fiant à son expérience, à son bon sens et à sa raison. Le bon sens est son grand critère : « il ne se forme, dit-il, que par une longue expérience, ou par une méditation réitérée et continuelle des choses de même nature... » On sent quel délicat instrument de précision peut devenir un esprit soumis à une telle discipline.

La décision que prend le Roi, en dernier ressort, est non seulement dictée par le bon sens, par une juste appréciation des circonstances et des réalités, mais elle est aussi convenable à la dignité de sa couronne. En toutes choses, il voit grand et même magnifique. Il porte très haut la fierté du nom français, il est extrêmement sensible à tout ce qui touche à l'honneur de la Nation. Il congédiera même son ministre des Affaires étrangères, Arnauld de Pomponne, parce que, dit-il, « tout ce qui passe par lui perd *de la grandeur et de la force qu'on doit avoir en exécutant les ordres d'un roi de France, qui n'est pas malheureux...* » Est-il possible, encore une fois, de dire les choses d'une façon plus noble et plus simple ? Cette phrase royale, — dont nous sommes sûrs qu'elle a été écrite de la main même du Roi, — n'est pas seulement d'un grand patriote : elle est aussi d'un grand écrivain français.

Ainsi se précise et se complète cette extraordinaire figure de chef. C'est bien, comme nous l'écrivions au début de cette étude, le type le plus parfait du Latin, qu'on ait jamais vu. Italien par sa grand mère, Espagnol par sa mère, il a de l'Espagne le sens du faste et de la magnificence, de l'Italie le goût du plaisir et de la volupté, le goût de l'art sous toutes ses formes, la souplesse d'esprit et le réalisme positif. Par-dessus tout, le bon sens et la mesure du Français.

Avec tous ces dons et cette application à sa tâche, il put quelquefois se tromper : lui-même l'avoue sans fausse honte. Il ne se croit pas infaillible et il n'est pas le maître des événements. Mais, quelles que soient les surprises de la fortune, les coups de l'adversité, il leur oppose, jusqu'au bout, un courage inébranlable. Après les pires revers de la guerre de Succession, il écrivait ces lignes en marge d'une lettre de son ministre Chamillart, qui se déclarait las et désespéré : « Nous sommes tous à plaindre et dans un état violent, mais il ne faut point s'abattre et *faire de notre mieux.* »

« Faire de son mieux, » avec un cœur intrépide, un esprit lucide et ferme, une expérience consommée, voilà, résumée à peu près, toute la conduite politique de Louis XIV.

* * *

Voyons-le maintenant dans sa Cour, au milieu de ses familiers, avec sa femme, ses enfants, ses proches.

Il tient à leur faire sentir d'abord sa bonté : la sévérité ne viendra qu'ensuite, comme un frein nécessaire. Il estime qu'un Roi *doit* être bon et paternel, que la bonté est une des premières vertus royales, sinon la première de toutes. Et d'ailleurs, il n'avait pas à se contraindre pour l'être : « Il était né bon et juste, » c'est Saint-Simon qui le confesse. Il ne punissait qu'à regret et il aurait considéré comme une chose indigne de lui de garder le moindre ressentiment contre le coupable : il prenait ses précautions, voilà tout ! Il finit par pardonner à Fénelon, qui l'avait gravement et indignement offensé, de même qu'au début de son règne, il pardonna à Bussy-Rabutin, qui était une peste de Cour. Non seulement celui-ci n'avait fait, toute sa vie, disait le Roi, « que déchirer tout le monde, » il avait écrit des livres orduriers et scandaleux où il diffamait des femmes et, en passant, sa cousine Mme de Sévigné ; mais, pendant une maladie mortelle du jeune souverain, il avait mis en circulation une épigramme qui se terminait par ces vers atroces :

On dit que Dieu nous l'a donné.
Ah ! s'il pouvait nous le reprendre !...

Pour la tranquillité du public, le Roi le tint exilé dans ses terres pendant de longues années. Enfin, en 1682, étant à

Saint-Germain, il consentit à ce que ce bavard redoutable reparût à la Cour. Et voici comment le pénitent nous raconte sa rentrée en grâce : « Le Roi, sortant de son prie-Dieu, vint à moi. Je me jetai à ses genoux, comme il était auprès de la porte et je lui embrassai les jambes. Il me dit, en me prenant par les épaules et en se baissant fort, car j'étais fort baissé : « Levez-vous, Bussy ! » Et, comme je ne le fis pas d'abord, il me redit encore, d'un ton plus gracieux : « Eh ! levez-vous, Bussy. » Cela m'attendrit et je me levai, les larmes aux yeux. Il me dit : « Je suis bien aise de vous voir. Il y a longtemps que nous ne nous sommes vus ! » Je lui répondis : « Il y a dix-sept ans, Sire ! Mais je suis ravi que mon retour et la manière dont Votre Majesté me reçoit me fassent connaître qu'elle m'a pardonné ma mauvaise conduite. — Oui, dit-il, *j'ai tout oublié*. Je n'ai pas toujours été content de vous. Mais je le suis présentement... depuis quelque temps. — Vous l'auriez toujours été, Sire, lui répondis-je, si vous aviez toujours vu le fond de mon cœur pour vous ! » Et, sur cela, je me rejetai à ses pieds. *Le Roi me serra les épaules* et entra dans son cabinet. Je m'aperçus, avec le maréchal de Duras et le président de Mesmes, que le Roi, en me quittant, s'était un peu attendri... »

Quand il était sûr d'avoir affaire à de braves gens, Louis XIV se montrait tout à fait débonnaire. Il tolérait leur mauvaise humeur, leurs incartades et jusqu'à leur manque de respect. Une dame d'honneur de la Reine, Mlle de Coëtlogon, croyant avoir à se plaindre de lui, le boudait, refusait de lui parler et même de le servir. Elle s'emporta un jour jusqu'à le vouloir griffer. Le Roi, sachant que c'était un désespoir d'amoureuse, ne fit qu'en rire, et même il maria cette brebis enragée avec l'époux de ses rêves, non sans avoir richement doté le couple. Il déposait sans peine sa terrible majesté, pour s'associer aux amusements et même aux farces un peu grossières de la Cour. Il s'amusait à taquiner la sœur de Mme de Montespan, Mme de Thiange, qui était un des jouets des courtisans : « Le Roi, dit Saint-Simon, faisait mettre des cheveux dans du beurre et même dans des tourtes, qu'on servait à Mme de Thiange, fort propre pour le manger. Elle criait, vomissait, chantait pouille au Roi qui riait de tout son cœur... Quelquefois, elle faisait mine de lui jeter au nez des saletés à travers

la table. » C'est la même qui se vantait arrogamment de ses aïeux devant Louis XIV, qu'elle affectait de considérer comme un parvenu : « Nous autres, lui disait-elle, nous étions rois dans nos provinces. Nous avions aussi nos grands officiers, des gentilshommes autour de nous... » Il faut avouer que, dans ces moments-là, le Roi-Soleil dépouillait complètement ses rayons. Il redevenait le bon garçon qu'il avait été dans son adolescence et sa première jeunesse.

Au fond, — nous l'avons dit, et il faut y insister, — c'était un égalitaire. Il trouve fort mauvais que de jeunes abbés, fils de famille, aient la prétention d'être, d'emblée, évêques, alors que des gentilshommes du meilleur lignage ne dédaignent point d'être simples soldats et de porter le mousquet dans sa garde. Si, pour des raisons de discipline, il tient aux titres et aux formules protocolaires, comme à l'étiquette, il n'en est point dupe et il ne veut pas qu'on en abuse. Mme de Maintenon nous rappelle qu'il fit élever le Dauphin aussi simplement qu'un jeune bourgeois de Paris. Il défend qu'on lui donne du « Monseigneur » dans l'intimité. « En discours familier, nous rapporte un contemporain bien renseigné, on ne dit que : « Monsieur le Dauphin. » On lui dit toujours *vous*, quand on lui parle, sans le traiter d'Altesse, ni royale, ni autrement. *Et telle est la volonté du Roi* sur cela, qui devrait bien servir de règle à ceux qui se repaissent de vaines chimères. » A l'armée, le même Dauphin est astreint à une discipline sévère. Le Duc du Maine, qui fait ses premières armes, monte la garde à la tranchée. Le Roi lui-même, lorsqu'il était en campagne, vivait de la vie du soldat, mangeant un dîner de fortune, sur un coin de table, couchant dans une grange ou dans une écurie. Il faut lire, à ce sujet, le récit de la campagne de Flandre, en 1667, dans les *Mémoires* de la Grande Mademoiselle : on y verra un singulier mélange de faste et de simplicité presque rustique.

Le Roi savait donc s'adapter le plus facilement du monde aux circonstances, de même qu'il se mettait à la portée des gens. Il affectait de partager leurs joies et leurs peines. Il les partageait réellement, quand il s'agissait de quelqu'un des siens, d'un de ses amis, d'un de ses ministres ou d'un de ses généraux. Louis XIV, qui était un tendre, pleurait facilement. A la moindre occasion, au moindre prétexte, une mort, une

séparation, un départ, les larmes royales s'épanchaient. Cela fait songer aux beaux vers de Sainte-Beuve sur Racine :

> Il pleurait comme un exilé...
> Pour lui, pleurer avait des charmes,
> Le jour que mourait dans les larmes
> Ou La Fontaine, ou Champmeslé...

Je ne sais si, pour Louis XIV comme pour Racine lui-même, « pleurer avait des charmes. » Mais le fait est qu'il était prompt aux larmes et qu'il y avait en lui quelque chose de la sensibilité de son poète.

Et pourtant, on lui a reproché de s'être montré insensible ou indifférent à la mort de ses meilleurs serviteurs. On ne songe pas qu'au moment où Colbert et Louvois disparurent, Louis XIV pensait avoir contre eux de justes griefs.

Néanmoins, qu'on lise la note écrite de sa main, en marge de la lettre où Seignelay lui annonçait l'état désespéré de son père, on jugera si le Roi était un ingrat ou un cœur dur : « L'état où est votre père, dit-il au fils, me touche sensiblement. Demeurez auprès de lui tant que vous y serez nécessaire et que votre douleur ne vous empêche pas de faire en bon fils tout ce qui sera nécessaire pour le soulager. J'espère toujours que Dieu ne voudra pas l'ôter de ce monde, où il est si nécessaire pour le bien de l'État. Je le souhaite de tout mon cœur, par l'amitié particulière que j'ai pour lui et par celle que j'ai pour vous et pour toute sa famille. » Quant à Louvois, il mourut en pleine guerre. Louis XIV, environné d'ennemis, affecta de montrer que la perte d'un tel ministre ne l'affaiblirait en rien et qu'il pouvait se passer de ses services : ce qui était d'une bonne tactique, à laquelle, d'ailleurs, les personnes avisées ne se méprirent pas.

En réalité, Louis XIV tenait à être aimé de ses ministres, comme il tenait à l'affection de tous ses sujets. Il était celui qu'on aime et même qu'on idolâtre. Il le rendait comme il pouvait, autant qu'il le jugeait compatible avec la dignité souveraine : « Quelque amour, dit-il, que nous ayons pour la gloire, il faut avouer qu'un bon prince ne peut être pleinement satisfait, s'il n'a l'amour de ceux qui le servent, aussi bien que leur admiration. » A cette affection, il répond par des sentiments tout paternels : « J'aime mieux conserver la qualité de

Père de mon peuple que celle de Père de mes enfants. La nature donne la première, la vertu la dernière... »

*
* *

Cet homme à la volonté droite et au « cœur bien trempé » — ce sont ses propres paroles, — fut, autant que le lui permettaient ses redoutables fonctions, — un bon père, un frère affectueux et généreux, un mari toujours déférent et empressé, sinon toujours fidèle. Il était avide de tendresse (ce mot revient très souvent dans ses *Mémoires*), et aussi de confiance. Affligé d'une femme laide et à peu près nulle, il chercha à satisfaire auprès de ses maîtresses ces deux besoins de son cœur. Il fut trompé. Finalement, après bien des désillusions, après la terrible épreuve que lui infligea la Montespan, la quarantaine passée, il crut trouver ce qu'il souhaitait, ce qu'il poursuivait depuis si longtemps, il crut le trouver en Mme de Maintenon.

Mme de Sévigné nous dit qu'elle fit connaître au Roi « un pays nouveau, qui lui était inconnu, qui est le commerce de l'amitié et de la conversation sans contrainte et sans chicane... » Il y eut certainement beaucoup de cela. Las d'une maîtresse à l'âme basse et méchante, injurieuse, agressive, violente et sans cesse trépidante, il se reposa, se détendit dans les douceurs inconnues d'une amitié féminine. Cette amitié de femme, c'était encore de l'amour, mais à peu près dépouillé des vilenies et de l'affreux égoïsme de la passion : c'était, pour le Roi, une grande et charmante nouveauté. En fait de conversation, il avait été gâté par Mme de Montespan (dont les lettres, par parenthèse, sont d'un tortillage et d'un laborieux qui surprennent chez une femme réputée pour son esprit). Ce n'est pas tant par le charme de sa conversation que Mme de Maintenon séduisit Louis XIV, que par l'intérêt même des sujets qu'elle abordait avec lui. Là encore, elle lui découvrit un monde nouveau : celui de la spiritualité. Sans doute, un roi n'est pas fait pour être un théologien, ou un mystique. Ceux qui lui reprochent de n'avoir rien compris à l'*Augustinus* ou aux subtilités du pur amour, selon Fénélon ou Mme Guyon, ne savent ce qu'ils disent. Ce n'était pas son affaire, et il avait bien d'autres occupations que de s'ensevelir dans les in-folios et les livres de controverse. Mais il est certain que sa religion était

un peu formelle, et que ses entretiens avec Mme de Maintenon contribuèrent à l'épurer et à l'exalter, le tournèrent vers des idées et des sentiments qu'il entrevoyait à peine.

Surtout, ce qui toucha le Roi, en cette femme plus âgée que lui, ce fut l'offre d'un dévouement absolu et désintéressé. Elle lui disait : « Sire, je ne désire rien pour moi-même. Les richesses comme les honneurs me sont à charge. Je ne veux de vous que votre âme, non pas pour moi, mais pour la donner à Dieu. Ma mission, ici-bas, c'est d'aider au salut de votre âme. Je ne vivrai, je ne resterai auprès de vous que pour cela !... »

On conçoit qu'un tel langage ait ému profondément ce pécheur endurci, encore tout souillé de son long adultère et qui aspirait à se laver de ce passé fangeux. Non seulement il accepta l'aide et l'amitié offertes, mais la nécessité d'une union avec cette femme. Égalitaire, il n'avait aucun préjugé de caste. Il avait failli épouser Marie Mancini, une aventurière. Il était bien plus héroïque d'épouser Mme Scarron, la veuve d'un cul-de-jatte, d'un pauvre diable d'homme de lettres, dont la vie de bohème avait été quelque peu scandaleuse. Néanmoins, il épousa Mme Scarron : il ne crut pas pouvoir payer assez cher le don d'un tel dévouement.

Et pourtant, cette fois encore, il fut déçu. La nouvelle épouse contredisait tous ses goûts, tous ses instincts, ce qu'il y avait de plus intime dans sa nature. Il est impossible d'imaginer un couple plus mal assorti. Nulle tendresse féminine en elle. Et d'abord elle était à peine femme. Il fallait que son directeur la contraignît à remplir le devoir conjugal. Son confident, Godet des Marais, évêque de Chartres, lui écrivait ces étranges exhortations : « Il faut servir d'asile à un homme faible qui se perdrait sans cela... Quelle grâce de faire par pure vertu ce que tant d'autres femmes font sans mérite et par passion !... » Avec cela, nullement artiste, ne comprenant rien à la passion du Roi pour les bâtiments et toutes les belles choses. Aucun sens politique et, qui pis est, *défaitiste* dans les moments critiques, donnant à son vieux mari les conseils les plus opposés à l'intérêt national.

Le Roi dut souffrir cruellement de tous ces défauts de sa compagne, de cette médiocrité bourgeoise qui convenait peut-être à la directrice de Saint-Cyr mais nullement à une reine de France. Malgré tout, il mettait cette fidélité et ce dévouement à

un si haut prix qu'il la supporta jusqu'au bout. Bien qu'elle n'eût aucune part aux affaires, — sauf au Conseil de conscience, pour le choix des évêques et des bénéficiaires, — Louis XIV travaillait chez elle avec ses ministres : il était convaincu que cette femme, qui semblait n'écouter que d'une oreille distraite, mais qui était très fine, très subtile, qui avait une longue pratique des âmes, éventerait mieux que lui les ruses, les manigances obscures de ses collaborateurs et qu'elle l'en avertirait. Ainsi, en dépit de tout ce qui les séparait, il lui demeurait attaché, et, sans mentir ni forcer la vérité, il put lui dire, à son lit de mort, comme suprême témoignage : « Je vous ai toujours aimée et honorée. »

Trompé, en somme, dans son grand besoin d'affection, le Roi était bien seul. Il n'avait aucune consolation à espérer de ses enfants ni de ses proches. Son frère, entièrement gouverné par d'indignes favoris, était l'être le plus inconsistant et le plus perfide du monde : Louis XIV fut sage de ne lui laisser absolument aucune influence dans le Gouvernement. Il n'y eut là, de sa part, aucune jalousie, aucun égoïsme despotique, mais simple prudence. Quant à ses enfants, les légitimes et les autres, il connaissait trop la nullité du Dauphin pour avoir la moindre illusion à son égard. Il se défiait à bon droit de la cagoterie du duc de Bourgogne, livré à tout un clan d'idéologues et dont Fénelon, cet utopiste, avait complètement faussé l'esprit. Restaient les bâtards, pour lesquels le Roi nourrissait une prédilection secrète : il est certain que le duc du Maine était plus intelligent que Monseigneur.

Il y avait aussi les courtisans, les favoris, à qui le souverain marquait des bontés particulières : les Vardes, les Lauzun, les La Rochefoucauld. Mais il savait aussi qu'il ne pouvait avoir en eux qu'une confiance très limitée. Il plongeait un regard assez perspicace dans la pourriture et la médiocrité de ces âmes uniquement occupées d'intrigues, ou des plus féroces intérêts. D'autre part, il se savait entouré d'ennemis. Sans cesse, il recevait des lettres de menaces. Des couplets orduriers où il était sali, insulté dans ce qu'il avait de plus cher, arrivaient jusqu'à lui. Il voyait mourir par le poison à peu près toute sa famille : lui-même était guetté par les empoisonneurs. Il n'ignorait rien de tout cela. Il n'ignorait pas surtout qu'à de certains moments périlleux, il était abandonné de ses ministres :

il était, comme il le disait, « seul à aimer l'État. » Néanmoins il ne désespéra jamais, — en tout cas, jamais longtemps. Il ne séparait pas, en lui, l'homme du souverain. En dépit de tous les revers, de tous les dégoûts du métier et de toutes les trahisons, il continuerait à « faire de son mieux, » à servir là où Dieu l'avait placé, à être Roi jusqu'au bout.

*
* *

Personne ne l'a été plus complètement ni plus magnifiquement que lui. Personne n'aura fait, à la fois avec plus d'art et de naturel, les gestes de sa fonction. Comme le parfait dévot qui arrive à se pénétrer de l'idée chrétienne, au point de la traduire rien que par la manière dont il se met à genoux ou dont il joint les mains, Louis XIV était arrivé à se pénétrer tout entier de l'idée monarchique : il faisait tout en roi. On peut dire que la pensée qu'il était roi ne le quittait jamais.

Certes, il convient de mettre en lumière les côtés aimables ou familiers de son caractère. Mais ce serait fausser sa physionomie que d'y insister trop. Ce qui le distingue éminemment, c'est, avec la majesté extérieure, avec ce qu'on a appelé son « grand air, » la tenue morale, le sérieux. Il a appris le sérieux ou il l'a imposé à la Nation, qui a toujours eu une pente au débraillé et à la légèreté. Le monarque selon son cœur, c'est un roi « à la bonne franquette, » comme Henri IV. Louis XIV était moins gaulois que latin. Ce sérieux, cette gravité à la romaine, il les a fait entrer non seulement dans les manières, mais dans les mœurs, les lettres, la pensée même de la France. Sainte-Beuve, en une page célèbre, a très bien marqué cette influence du Roi. Les vieux courtisans, habitués au laisser-aller de la Fronde et de la Régence, s'accommodaient mal de cette discipline nouvelle. La Fare, dans ses Mémoires, reproche au Roi « son humeur naturellement pédante et austère. » Les termes sont évidemment forcés. Il est sûr néanmoins que, même dans sa jeunesse, Louis XIV choquait une foule de gens par cette perpétuelle contrainte, cette espèce d'ascèse qu'il s'imposait pour se surpasser lui-même, et enfin par ce goût de l'ordre et de la règle en toutes choses. D'autres, au contraire, s'en émerveillaient : « Je puis bien vous affirmer, dit Primi Visconti, qu'à part les péchés de l'amour et l'ambition d'agrandir son royaume et de prendre des États à

l'un ou à l'autre (notons que c'est un étranger qui parle), il n'est pas possible de trouver un homme plus juste, plus réglé, plus exemplaire : *on dirait un saint.* »

Ici, encore, les termes ne correspondent pas tout à fait à la réalité des choses. Mais, dans leur exagération même, ils prouvent combien les contemporains étaient frappés par ces qualités de sérieux, de haute tenue morale et intellectuelle. Cela, c'est le vrai Louis XIV. Le héros un peu emphatique et boursouflé que célébrait la littérature du temps est une invention de la politique et aussi, il faut bien le reconnaître, une création de l'amour-propre national. Le Roi faisait le Jupiter tonnant pour en imposer, comme il pouvait, aux coalitions ennemies, et la Nation se complaisait à s'adorer dans son souverain. Tout ce que nos écrivains disent, aujourd'hui, de la France, — toute cette rhétorique traditionnelle qui nous fait accuser d'impérialisme par les étrangers, — tout cela, les Français d'alors le disaient de Louis XIV.

Sa correspondance prouve qu'il estimait ces flatteries à leur exacte valeur. Nul n'était plus positif que lui, plus ennemi de la vaine apparence. C'était un monarque conscient, dans toute la force du terme : il va nous le prouver, en nous exposant lui-même, avec ses réflexions « sur le métier de roi, » sa théorie personnelle de la royauté.

II. — LOUIS XIV THÉORICIEN DE LA MONARCHIE FRANÇAISE

Lorsque, au lendemain de la mort de Mazarin, Louis XIV eut l'entière vision de ce que c'était, en ce temps-là, qu'un Roi de France, — de l'étendue de son autorité, du champ immense et magnifique qui s'ouvrait à son appétit de gloire, — il fut comme transporté, il sentit comme un accroissement de tout son être, une exaltation indicible de sa volonté de puissance. Pour l'instruction de son fils, il essaie, dans ses *Mémoires*, de traduire cette grande émotion enivrante et confuse, cette prise de conscience, si l'on peut dire, de sa surhumanité : « Il me sembla alors, écrit-il, que j'étais Roi et né pour l'être. J'éprouvai enfin une douceur difficile à exprimer et que vous ne connaîtrez point vous-même qu'en la goûtant comme moi... »

Quand on est Roi d'un tel cœur, avec un tel frémissement d'orgueil et d'allégresse, il n'est pas étonnant que l'on aime

son métier et qu'on le connaisse à fond. Il est plus difficile d'en raisonner. C'est cependant ce que Louis XIV a tenté de faire, pour lui-même d'abord, pour tirer au clair ses propres idées, ensuite pour l'instruction de son fils et enfin pour celle de la postérité, « pour redresser l'histoire, nous dit-il, si elle vient à s'écarter et à se méprendre, faute d'avoir bien pénétré mes projets et leurs motifs. » Ces paroles s'adressent plus que jamais à ceux de nos historiens français, qui ont eu le tort de trop dédaigner ces *Mémoires*. Ils sont restés inachevés, mais nous en avons suffisamment pour tenir toute la pensée du Roi, et, en rapprochant tous ces fragments épars, pour en tirer une théorie complète du pouvoir monarchique. Louis XIV a pris soin de rédiger lui-même ses réflexions ou de les faire rédiger sous sa surveillance, de les revoir et de les annoter. Et ainsi nous sommes sûrs de ne point lui prêter des idées dont il ne se serait jamais avisé. C'est lui-même qui, de sa propre bouche, devant la table de son cabinet de travail, nous fait son cours de monarchie française.

***

Tout d'abord, il commence par la distinction ou la différenciation des pouvoirs, le spirituel et le temporel. Pour lui, il est fermement convaincu que son pouvoir vient directement et absolument de Dieu, source de toute autorité : c'est la pure doctrine gallicane, que Louis XIV n'a pas inventée, comme on le croit communément, mais qui était professée depuis longtemps en France et qui a toujours été combattue par l'Église : celle-ci, en effet, n'admet le droit divin des rois qu'avec la sanction de la voix populaire.

Pour Louis XIV, comme pour les docteurs et les juristes gallicans, l'autorité royale est une délégation directe et sans intermédiaire de l'autorité divine. Le Roi en voit la preuve et la manifestation sensible dans l'onction du Sacre royal, qui lui apparait comme une sorte de huitième sacrement. Lui aussi, il est sacré, comme le Pape et les évêques. Seulement il sait, ou croit savoir, dans quelles limites doit s'exercer le pouvoir du droit divin. Au Pape et aux prêtres, le soin des âmes, — à lui le gouvernement des intérêts matériels de ses sujets. Voilà les deux domaines nettement délimités dès le début. Ces prémisses, d'ordre transcendant, une fois posées, il n'en sera plus question

dans la pratique. Le temporel va se développer parallèlement au spirituel, comme si l'État pouvait être et devait être exclusivement laïque. Les conseillers gallicans de Louis XIV pourront essayer de l'entraîner à légiférer en matière spirituelle, il pourra lui-même en avoir la tentation : il finira toujours par repousser leurs suggestions et par s'incliner devant l'autorité pontificale. Il pourra discuter sur les bornes de cette autorité; en elle-même, il ne la discutera jamais.

Cette autorité venue d'en haut, et dont il est si jaloux d'affirmer les droits, le Roi s'efforcera naturellement de l'exercer dans toute sa plénitude. Pas de partage, pas de favoris, pas de premiers ministres, pas de cours ou d'assemblées souveraines. Il n'a que du mépris pour la misère de ces chefs d'État, qui sont « abandonnés, nous dit-il, à l'indiscrétion *d'une populace assemblée.* » Lui, au contraire, — parce que, d'abord, la France le veut, parce que cela répond à son idéal du souverain et en quelque sorte à l'ordre de sa conscience, — il va tâcher de sauvegarder, par tous les moyens, sa souveraineté, la liberté absolue de sa décision. Il est tellement en défiance à l'égard de ses ministres, de ses proches, de ses favorites, qu'il faut ruser avec lui, et ruser de la façon la plus subtile, pour lui suggérer une décision, ou, quand il s'agit d'emplois à donner, pour lui suggérer un choix. Mme de Maintenon elle-même, si habile et si insinuante, n'ose pas lui proposer directement ce qu'elle désire de lui. Elle est obligée de feindre l'indifférence pour le candidat qu'elle appuie, sûre que, si elle laisse seulement deviner ses préférences, ce sera un motif, pour le Roi, d'écarter ce candidat.

Il entend donc gouverner dans la plénitude de sa souveraineté, qui n'a d'autres règles que la justice et la raison. Il revient maintes fois sur cette idée que l'autorité du prince est celle même de la raison. En cela, il est parfaitement cartésien, il est l'homme de son siècle, et c'est ce caractère hautement rationnel qui, selon lui, élève si fort le pouvoir monarchique au-dessus des autres pouvoirs : « Il n'est point, dit-il, de gouverneur qui ne s'attribue des droits injustes, point de troupes qui ne vivent avec dissolution, point de gentilhomme qui ne tyrannise les paysans, point de receveur, point d'élu, point de sergent qui n'exerce dans son détroit une insolence criminelle... Au lieu d'un seul roi que les peuples devraient avoir, ils ont

à la fois mille tyrans, avec cette différence pourtant, que les ordres du Prince ne sont jamais que doux et modérés, *parce qu'ils sont fondés sur la raison*, tandis que ceux de ces faux souverains, n'étant inspirés que par leurs passions déréglées, sont toujours injustes et violents... »

Ainsi, le Roi gouverne par raison. Mais cette raison doit être tempérée par le *bon sens*, par ce que nous appelons aujourd'hui « le sens des réalités. » On peut dire que Louis XIV a élevé le bon sens jusqu'au génie. C'est grâce à cette rectitude parfaite de jugement qu'il a résisté aux exagérations systématiques de ses ministres, qu'il a opposé à la logique abstraite, aux entraînements de l'esprit de système auxquels se laissaient aller un Colbert et un Louvois, une claire vision de ce qui était possible, un sens équitable des intérêts à ménager et à concilier.

Enfin, embrassant de par sa fonction toutes les branches du Gouvernement, tandis que ses ministres étaient cantonnés chacun dans sa spécialité, il se disait que lui seul pouvait se prononcer avec compétence sur l'intérêt général. Sa raison se confondait avec la raison d'État : « Il y a, dit-il, toujours plus de mal, pour le public, à contrôler qu'à supporter même le mauvais gouvernement des Rois, *dont Dieu seul est le juge...* Ce qu'ils semblent faire quelquefois contre la loi commune est fondé sur la raison d'État, la première des lois par le consentement de tout le monde, *mais la plus inconnue et la plus obscure à ceux qui ne gouvernent pas.* »

***

« Le Gouvernement des Rois, dont Dieu seul est le juge... » Quelles terribles paroles !... Mais Louis XIV a une conscience très nette de l'effrayante responsabilité qui pèse sur l'homme revêtu d'un tel pouvoir.

Pour s'en rendre digne, pour gouverner par lui-même, selon la raison et selon la justice, il faut non seulement qu'il prenne de la peine, une peine de tous les instants, il faut encore qu'il s'entoure de toutes les lumières possibles, afin que les décisions de l'autorité royale soient formulées en toute connaissance de cause.

C'est ainsi que Louis XIV a été un grand travailleur, voulant tout voir, tout connaître, tout juger et tout décider par lui-même, travaillant jusqu'à la fin de sa vie huit et neuf heures

par jour. Le souverain idéal, selon lui, c'est celui qui pourrait dire : « *Je sais tout!* »

Et d'abord il lui faut connaître son royaume, hommes et institutions, et cela dans le plus petit détail : richesses du sol, ressources possibles, rendement des impôts, et, en outre, le tempérament de ses administrés, le caractère de la Nation, ce qui se pense, ce qui se dit ou ce qui se trame non seulement à la Cour et à la ville, mais dans les provinces les plus reculées. Enfin un grand souverain ne peut pas vivre en vase clos, non plus que son peuple : il lui faut connaître l'étranger, au moins pour se défendre contre lui, savoir les ressources des autres États, leur industrie, leur commerce, la valeur de leurs armées, les agissements de leur politique, les secrets de leurs cours, être continuellement informé de tout cela par des agents diplomatiques, ou des émissaires spéciaux : « un homme, dit le Roi, qui serait averti de tout ce qui est ne ferait jamais que ce qu'il doit. Ainsi ce n'est pas une chose dont on puisse douter, qu'un souverain ne doive prendre *un soin extrême de savoir absolument tout ce qui se fait de son temps.* »

Mais la connaissance du présent ne suffit pas à l'homme qui gouverne : celle du passé lui est aussi indispensable. Le Roi doit connaître l'histoire, l'histoire politique surtout et l'histoire militaire : « Je considérai que la connaissance de ces grands événements, *étant digérée par un esprit solide*, pouvait servir à fortifier sa raison dans toutes les délibérations importantes ; que l'exemple de ces hommes illustres et de ces délibérations singulières que fournit l'antiquité, pouvait donner au besoin des ouvertures très utiles, soit aux affaires de la guerre ou de la paix... Toute la difficulté n'était qu'à pouvoir en trouver le temps... » Louis XIV essaya de le trouver : « Je me résolus, dit-il, à donner certaines heures fixes à cette nouvelle application, *comme j'aurais pu faire à l'une de mes plus importantes affaires...* »

Enfin, le labeur personnel du souverain, si intense, si continu qu'il soit, ne lui procure qu'une partie des lumières dont il a besoin pour gouverner ; il faut que ses ministres, chacun dans sa sphère, travaillent à l'éclairer. Non seulement il les écoute, il prend leurs avis, mais, sous un prétexte ou sous un autre, il fait causer tous ceux qu'il croit compétents, cherchant à se renseigner, à contrôler les opinions les unes par les

autres, à multiplier les points de vue. Pour cela, le souverain doit s'armer de patience : « il doit, dit Louis XIV, *savoir écouter même la sottise.* »

Gouverner, ce n'est pas seulement *savoir*, c'est encore *prévoir*, — prévoir la conduite d'aujourd'hui et l'action de demain, tout organiser en vue de cette action. Pour cela faire appel à toutes les ressources de la Nation, à son or, à ses hommes, à son activité, à tous les moyens que son industrie et sa science peuvent mettre entre les mains d'un chef. On reconnaît là le génie et la pensée de Colbert. Louis XIV partagea la plupart des vues de son ministre et il le soutint énergiquement. Et ainsi on peut affirmer que son gouvernement a donné à la France et à l'Europe contemporaines le modèle de l'organisation.

On ne saurait trop insister sur ce caractère positif et scientifique de l'État, tel que l'a conçu Louis XIV. Et pourtant cet État si positif, si strictement rationnel doit encore être *juste*. Le Roi a longuement écrit sur la justice des Rois. La justice est, selon lui, avec la clémence et la bonté, la principale des vertus royales. Le Prince, étant juste, résistera aux suggestions de l'orgueil et saura même, à l'occasion, se montrer humble. Cette pensée a inspiré à Louis XIV les magnifiques paroles que voici et qu'on ne saurait trop méditer, quand on est tenté de l'accuser d'un orgueil insupportable : « S'il y a une fierté légitime dans notre rang, dit-il au Dauphin son fils, il y a une modestie et une humilité qui ne sont pas moins louables. Ne pensez pas, mon fils, que ces vertus ne soient pas faites pour nous. Au contraire, elles nous appartiennent plus proprement qu'au reste des hommes. Car, après tout, ceux qui n'ont rien d'éminent ni par la fortune, ni par le mérite, quelque petite opinion qu'ils aient d'eux-mêmes, ne peuvent jamais être modestes ni humbles ; et ces qualités supposent nécessairement en celui qui les possède et quelque élévation et quelque grandeur, dont il pourrait tirer vanité... Mais, quand *tout ce qui vous environne fera effort pour ne vous remplir que de vous-même*, ne vous comparez point, mon fils, à des princes moindres que vous : pensez plutôt à ceux qu'on a le plus sujet d'admirer et d'estimer dans les siècles passés... Descendez avec quelque sévérité à la considération de vos propres faiblesses. *Par là, mon fils, et en cela vous serez humble.* Mais, mais quand il s'agira du rang que vous tenez dans le monde, des droits de votre couronne, du Roi

enfin et non pas du particulier, prenez hardiment l'élévation de cœur et d'esprit dont vous serez capable. Ne trahissez point la gloire de vos prédécesseurs, ni l'intérêt de vos successeurs à venir, *dont vous n'êtes que le dépositaire*. Car alors votre humilité deviendrait une bassesse.

Ainsi le Roi ne doit avoir d'orgueil que pour sa couronne, dans l'intérêt de l'État, dont il est le premier serviteur. C'est sur ce point que Louis XIV revient toujours, en fin de compte. Cent fois, dans son *Journal* et dans ses *Mémoires*, il répète que le Prince n'a d'autre raison d'être que de servir l'État, qu'il doit tout lui sacrifier, son temps, ses plaisirs, ses inclinations les plus chères, et, au besoin, sa vie. Le bien de l'État, voilà son unique objet. Et par l'État, il faut entendre la France, cette France qu'il connaissait à fond, qu'il étudiait dans toutes ses réalités essentielles, la France concrète et vivante, avec ses laboureurs, ses artisans, ses nobles, ses magistrats, ses prêtres et ses soldats. Dans son journal, à la date du mois de mars 1666, songeant à ses sujets, qu'il voit, chacun dans son ordre et à sa place, il écrivait : « Les aimer tous. *Être persuadé que tous contribuent à notre service. N'être jamais partie, mais toujours juge et père commun...* » Parmi ces professions qui, toutes, contribuent « à la grandeur et au soutien de la monarchie, » il met au premier rang celle de laboureur : « Les laboureurs sont d'une plus grande utilité que les soldats, puisque, sans leur travail, ni les soldats ni les peuples ne pourraient subsister... »

*
* *

Ainsi ce gouvernement, fondé sur la raison et organisé rationnellement, s'adoucit et s'humanise par la justice et la bonté paternelle du Prince. Après avoir mis en lumière ce caractère hautement humain de la monarchie louis-quatorzienne, on peut la définir assez exactement : un État laïque et égalitaire, — égalitaire, en ce sens que la naissance y compte moins que le mérite personnel, — un État organisé par la raison et par la science et tendant à une exploitation et à une mise en œuvre de plus en plus parfaites des richesses et des forces nationales.

III. — L'ORGANISATION DE LA FRANCE

Louis XIV n'était pas homme à se contenter de dissertations théoriques sur le Gouvernement : ce qui l'intéressait et le passionnait, c'était le Gouvernement lui-même. Ce souverain mettait un véritable enthousiasme à bien faire ses affaires. Dès qu'il le put, il s'y donna tout entier. Il fut roi de France dans toute l'étendue et la force du terme.

Rappelons d'abord qu'aucun de nos chefs d'État n'a connu la France comme lui. Tant qu'il a pu marcher, ou monter à cheval, il l'a parcourue dans tous les sens, de Lille à Perpignan, de Bordeaux à Lyon, du Havre à Strasbourg, — et non pas comme nos personnages officiels d'aujourd'hui, en voyageur pressé qui n'emporte qu'une vision confuse et fuyante des lieux, à travers les glaces d'un wagon-salon ou d'une automobile. Lui, c'est lentement, par petites étapes, en homme curieux de se rendre compte et de tout voir, qu'il a visité son royaume. Il voyageait presque toujours à cheval, n'usant du carrosse que lorsque la fatigue ou la maladie l'y obligeait. Chasseur infatigable jusqu'à l'âge de soixante-dix-sept ans, il savait par cœur son Ile-de-France et ses grandes forêts domaniales, de Rambouillet à Vincennes et de Compiègne à Fontainebleau. Il connaissait la plupart des villes et même des villages : il y avait passé et quelquefois séjourné assez longuement. Il connaissait les auberges de la route, pour y avoir mangé et dormi, les bacs, les ports et les ponts des rivières, pour les avoir traversés, ou y avoir fait escale. Non seulement il savait qui était premier Président à Aix ou à Toulouse, mais il connaissait la figure de ce magistrat, ses travers, ses faiblesses et les querelles qu'il entretenait avec les principaux de la ville. Ici, l'archevêque était brouillé avec son chapitre; ailleurs, c'était le Parlement avec la Cour des Aides. Il ne se bornait pas à ces aperçus superficiels : il entreprenait de véritables voyages d'étude, comme celui qu'il fit en Provence pendant l'hiver de 1659-1660. D'autres fois, c'étaient de longues et minutieuses inspections de ses frontières. En 1678, visite des places lorraines, en passant par Sézanne, Vitry-le-François, Bar-le-Duc et Commercy, puis retour par Stenay et les Ardennes. En 1680, visite des places flamandes et de toute la frontière du

Nord. En 1681, voyage en Alsace. En 1683, visite de la Franche-Comté. Encore une fois, personne, aucun chef d'État-major, n'a possédé comme lui sa carte de France, surtout de la France du Nord-Est. Lorsque, à la veille de la bataille de Denain et d'une retraite possible derrière la Somme, il disait au maréchal de Villars : « Je connais cette rivière : elle est très difficile à passer, » il ne se vantait pas. Il avait pu s'en faire une idée au cours de ses campagnes ou de ses nombreux voyages en Picardie.

Cet homme qui connaissait si bien la France, s'occupa tout de suite, nous le savons, de son organisation intérieure. Il l'avait vue d'assez près pour être renseigné sur ses besoins les plus immédiats, comme sur ses richesses et ses ressources. Autant que son ministre Colbert, il la voulait active, industrieuse, riche surtout, et, autant que possible, heureuse. Mais les guerres qu'il dut soutenir pendant si longtemps l'empêchèrent de se consacrer, autant qu'il l'eût désiré, à la réalisation d'un splendide programme de réformes et d'innovations. Pour continuer, pendant quarante ans, ces guerres épuisantes, il lui fallait de l'argent, toujours plus d'argent. Et c'est ainsi que le problème de la fiscalité finit par dominer toutes ses préoccupations d'ordre intérieur. Pour lui, la grande affaire était la rentrée de l'impôt. Tout fut subordonné, plus ou moins ouvertement, à cette cruelle nécessité.

***

Encore aujourd'hui, on s'imagine communément que, sous Louis XIV et sous l'ancien régime, l'impôt pesait exclusivement sur le laboureur et sur l'artisan. Cela n'est vrai que de la *taille*, l'impôt roturier par excellence. Il arrivait d'ailleurs que des gentilshommes pauvres en fussent frappés, lorsqu'ils se décidaient à cultiver eux-mêmes leurs terres. Mais il y avait bien d'autres impôts auxquels tous les ordres de la nation étaient soumis.

Par un parti pris invincible, nous ne voulons pas le savoir. Nous sommes tellement habitués aux déclamations traditionnelles sur le sort du « pauvre peuple, » brebis d'occision que l'on tond et que l'on égorge! Sous l'ancien régime, le « pauvre peuple, » c'est le paysan, comme, aujourd'hui, c'est l'ouvrier, le paysan qui couche sur la paille et qui meurt de faim dans

son terrier, chair de labeur que les puissants jettent sous le pressoir et dont ils extraient des millions pour payer leur luxe et leurs débauches... Évidemment, le labeur agricole contribuait pour une large part aux budgets de la monarchie. Mais nous oublions que le clergé assumait à lui seul le budget des cultes, de l'assistance et de l'instruction publiques et, dans une importante mesure, des beaux-arts, sans parler de son don gratuit qui se chiffrait par plusieurs millions. La noblesse supportait, en grande partie, la charge du budget de la guerre et des Affaires étrangères. Le noble qui achetait un régiment, l'entretenait et l'équipait, sauf en campagne. Si le Roi accordait quelquefois des subsides à ses ambassadeurs, l'usage, pour ceux-ci, était de se défrayer complètement. Aucune indemnité de représentation ou de déplacement. Les grands seigneurs mêmes, qui accompagnaient la Cour dans ses déplacements, voyageaient à leurs frais. Lors du voyage de Louis XIV à Lyon en 1658, la Grande Mademoiselle, consternée de la dépense, ne manque pas de crier bien haut ce que lui coûte l'honneur de monter dans le carrosse de Sa Majesté.

Sans doute, les hauts dignitaires ecclésiastiques, les grands bénéficiaires, les princes du sang et les grands seigneurs, tout ce monde, copieusement muni d'apanages, de gros revenus ou de grosses pensions, pouvaient payer. Mais nous ne songeons pas qu'à côté de ces privilégiés, il y avait toute une plèbe cléricale ou nobiliaire, qui, pour reprendre le cliché appliqué aux paysans, « mourait de faim » dans ses presbytères ou ses castels délabrés. Si la noblesse accourait à Versailles, pour y mendier les faveurs du Roi ou des ministres, c'est qu'elle ne pouvait plus vivre sur ses terres, où les redevances féodales étaient tombées à rien. Le Roi savait parfaitement tout cela. C'est pourquoi il se préoccupa de bonne heure d'imposer chacun selon ses capacités. Il estimait que le clergé, malgré son don gratuit et les dépenses publiques qu'il avait prises à sa charge, ne contribuait pas autant qu'il l'aurait dû. Dès 1666, il écrivait dans ses *Mémoires :* « Serait-il juste que la noblesse donnât ses travaux et son sang pour la défense du royaume et consumât si souvent ses biens à soutenir les emplois dont elle est chargée, et que le peuple (qui, possédant si peu de fonds, a tant de têtes à nourrir) portât encore lui seul toutes les dépenses de l'État, tandis que les ecclésiastiques, exempts par leur profession des dangers de

la guerre, des profusions du luxe et du poids des familles, jouiraient dans leur abondance de tous les avantages du public, sans jamais en rien contribuer à ses besoins?... » Ces critiques royales sont évidemment quelque peu exagérées et tendancieuses. Il n'en est pas moins curieux et significatif de voir ce monarque égalitaire, non seulement accepter le principe de l'égalité devant l'impôt, ou du moins de l'impôt proportionnel aux moyens de chacun, mais encore professer, en matière économique, des théories qui sont tout près de se confondre avec celles du socialisme ou du communisme. En effet, il n'hésite pas à le proclamer : « Les Rois sont seigneurs absolus et ont naturellement la disposition pleine et libre de tous les biens, tant des séculiers que des ecclésiastiques, pour en user comme sages économes, c'est-à-dire selon les besoins de leur État. »

Ainsi l'État est le maître de la fortune publique, dont les particuliers ne sont que les usufruitiers. En conséquence, le Roi est libre de taxer chacun selon qu'il le juge utile au bien de l'État. Dès le début de son règne, Louis XIV a été hanté par cette idée, qui, dans la pratique, se heurtait à de terribles résistances. Pourtant, lorsque les dépenses de plus en plus formidables des guerres l'exigeront, il finira par imposer aux privilégiés eux-mêmes, à la noblesse comme au clergé, la capitation et le dixième, qui équivalaient à notre actuel impôt sur le revenu. Cet impôt égalitaire excita des fureurs dans tous les ordres de la nation. Ceux qui ne résistaient pas ouvertement, s'arrangeaient pour frauder le fisc, ou se faire exempter. En définitive, personne ne voulait payer.

***

Les paysans se montraient, comme d'habitude, les plus réfractaires. Depuis des temps immémoriaux, ils symbolisaient, à eux seuls, tout le « pauvre peuple. » C'était un des lieux communs de la rhétorique cléricale et parlementaire que d'apitoyer les rois sur ces perpétuels meurt-de-faim. Louis XIV, à ses débuts, eut les oreilles continuellement rebattues par des lamentations de ce genre. Ému de pitié, désireux de « soulager ses peuples, » il commença par décréter une réduction des tailles. Et puis, peu à peu, à force de réfléchir sur ce que lui-même voyait de ses yeux, à force de méditer sur les mémoires

et les rapports de son contrôleur général des finances, il finit par se faire une opinion plus conforme à la réalité.

Il ne tarda pas à s'apercevoir que tout le monde exagérait sa propre détresse, et, en particulier, celle des campagnes ; que, sous ces lamentations, se cachaient des arrière-pensées toutes personnelles et faciles à deviner. Les intendants, qui répartissaient l'impôt et qui en assuraient le recouvrement, qui, dans les pays d'État, devaient obtenir le don gratuit des provinces, — ces fonctionnaires avaient une tendance naturelle à représenter sous les couleurs les plus sombres la situation économique de leur circonscription, afin que le pouvoir central ne chargeât pas trop leurs administrés et ainsi leur facilitât la tâche. D'autre part, le clergé et les seigneurs, s'ils voulaient toucher leurs dîmes ou leurs redevances féodales, avaient un égal intérêt à ce que le fisc ne dépouillât pas trop leurs vassaux, leurs tenanciers et fermiers, ou leurs paroissiens.

De là tant de déclamations plus ou moins sincères sur l'indigence affreuse du paysan écorché vif par les recors. Il est entendu qu'il ne mange que du pain de gland et qu'il ne boit que de l'eau, ou qu'il ne se nourrit que d'écorces et de racines, quand il n'en est pas réduit à manger de l'herbe comme les bêtes, enfin que, dans les campagnes d'alors, « les hommes mouraient comme des mouches. » Nos manuels d'histoire se repassent dévotement ces clichés de la prose administrative, sans les contrôler, sans remonter aux textes, sans même faire une remarque de simple bon sens : c'est qu'à toutes les époques et dans tous les pays, des faits analogues peuvent être constatés. L'erreur est de les généraliser. Tout récemment, un orateur académique, dans son rapport sur les prix de vertu, nous citait cet horrifiant détail : une petite fille s'évanouissant sur les bancs de l'école primaire, parce qu'*elle mourait de faim!*... On voit d'ici ce que les Michelet de l'avenir ne manqueront pas de tirer de cette émouvante anecdote certifiée par un personnage officiel. Notons aussi, en passant, que dans la langue du XVIIe siècle, des « racines » sont des légumes, comme, par exemple, les navets, les carottes, les raves et les betteraves. Toute la France continue à se nourrir de « racines : » il n'y a pas là, vraiment, de quoi s'attendrir !

Une autre remarque qui s'impose, c'est que la plupart de ces phrases sinistres, extraites des correspondances administratives,

se réfèrent à des périodes anormales et passablement éloignées les unes des autres, — périodes de guerres, ou périodes de famine. Elles sont datées de 1674, 1675, — ou de 1693, 1697, — ou de 1708-1709, — c'est-à-dire du grand hiver qui détruisit toutes les récoltes d'une année, — ou d'époques critiques où la France envahie avait à lutter contre de formidables coalitions. Les époques de guerres civiles, comme celle de la Fronde, ou même d'émeutes provinciales, amènent naturellement une recrudescence de misère. Ajoutons que, cette misère, la fainéantise, l'inertie et la routine des paysans ou des ouvriers des villes en étaient souvent responsables. Les lettres de Colbert ne sont que trop explicites à ce sujet. Mais ce que l'on peut affirmer, d'une manière générale, c'est qu'il n'est pas un de ces faits désolants auquel on ne puisse opposer un fait contradictoire, lequel, d'ailleurs, ne prouve pas davantage. Les ambassadeurs vénitiens nous parlent souvent du dénuement des campagnes françaises, de l'épuisement du pauvre peuple. C'est, sous leur plume, une formule convenue qui se répète à peu près dans les mêmes termes, d'une année à l'autre. Et c'est encore un lieu commun que leurs phrases admiratives sur la richesse de la France, son abondance en hommes, en argent, en denrées de toute sorte. Depuis Machiavel qui adressait, lui aussi, des rapports analogues, aux magnifiques seigneurs de la République de Florence, — il est entendu que la France est un « pays gras et opulent, » qu'on n'y manque de rien, que chacun vit de sa terre et ne dépense rien. Dans ses *Ritratti sulle cose di Francia*, il nous affirme que les seigneurs français ont chez eux, à profusion, des bestiaux, des volailles, du poisson, de la venaison. « Le paysan ne trouve pas à vendre son blé, parce que chacun de ses voisins est vendeur lui-même. » Bref, la France ne sait que faire de sa richesse. Un siècle plus tard, l'Italien Locatelli, dans son journal de voyage, nous redit à peu près la même chose : pour lui, la France est le pays de l'abondance, de la joie, de *la liberté*. Son voyage n'est qu'une bombance et une partie de plaisir continuelles.

Idées préconçues ou simples impressions, qu'il est toujours facile de réfuter, ou de contrebalancer par des affirmations contraires ! On ne peut pas en tirer des conclusions positives sur l'état réel du paysan, non plus d'ailleurs que de telle description littéraire, ou de tel tableau fameux. Le morceau trop souvent

cité de La Bruyère sur les paysans, rapproché des toiles non moins célèbres des Lenain, constituerait, nous dit-on, un document véridique et accablant. Cependant, dans une de ces toiles (exécutées de parti pris à la manière noire de l'Espagnolet, — ne l'oublions pas!) et qui représente un repas rustique, il y a une nappe sur la table. *On mange du pain blanc et on boit du vin.* Le père de famille, qui occupe le centre de la composition, n'a rien des « animaux farouches » de La Bruyère. Avec son visage maigre et affiné, à l'expression grave et un peu triste, il offre certainement un très beau type d'humanité, qui fait honneur à la France d'alors.

Mais, encore une fois, ce sont là de simples impressions littéraires. Les constatations positives se réduisent à ceci : déjà, sous Louis XIV, la propriété foncière est très morcelée. Le paysan, qu'on nous dit saigné à blanc, est en train de conquérir toute la terre, de l'acheter à beaux deniers comptants. Il est des provinces, où il en possède plus de la moitié. Le chiffre de la taille, comme celui des redevances féodales, — qui consistaient souvent en une carpe, une paire de truites, deux chapons gras à Noël ou à Pâques, — tout cela a été démesurément exagéré. On a calculé que, dans un village du Dauphiné, en 1702, c'est-à-dire à l'époque la plus inclémente du règne de Louis XIV, un paysan payait « 6 livres d'impôt pour une moyenne de deux hectares et demi de terre. » Doublons ce chiffre pour des pays d'élection comme l'Ile-de-France, ce ne sera pas encore énorme. D'autre part, les inventaires dressés par les tabellions nous révèlent une véritable richesse paysanne : l'argenterie n'était pas rare dans des maisons de très minable apparence Locatelli s'ébahit fréquemment de trouver des couverts d'argent dans des auberges fort ordinaires et il confesse sa surprise de découvrir dans des cabanes de rustres un confort insoupçonné. Chez une marchande de Joigny, il n'en revient pas, dit-il, en constatant que « la maison, passablement sordide à l'extérieur, était ornée de tapisseries et de peintures et la table garnie d'un linge si fin et si blanc qu'un prince pouvait s'y asseoir... »

En somme, la note juste semble avoir été donnée, comme toujours, par Voltaire, dans le passage que voici et qu'il convient d'opposer à la tirade de La Bruyère : « Il s'élèvera toujours des plaintes sur le sort des cultivateurs. On les entend dans tous les pays du monde, et *ces murmures sont presque partout ceux des*

oisifs opulents qui condamnent le gouvernement, beaucoup plus qu'ils ne plaignent les peuples... Il n'est pas du ressort de l'histoire d'examiner comment le peuple doit contribuer sans être foulé. Mais l'histoire doit faire voir qu'il est impossible qu'une ville soit florissante sans que les campagnes d'alentour soient dans l'abondance. Car, certainement, ce sont ces campagnes qui la nourrissent... Il est évident que les aliments de ce luxe ne sont fournis que par le travail industrieux des cultivateurs : *travail toujours chèrement payé...* Les plaintes qu'on a de tout temps fait éclater sur la misère de la campagne ont cessé alors d'être fondées. D'ailleurs, dans ces plaintes vagues, on ne distingue pas les cultivateurs, les fermiers, d'avec les manœuvres. Ceux-ci ne vivent que du travail de leurs mains... Mais *il n'y a guère de royaume dans l'univers où le cultivateur, le fermier soit plus à son aise que dans quelques provinces de France ;* et l'Angleterre seule peut lui disputer cet avantage... »

Voltaire, seigneur de Ferney et propriétaire terrien, avait vu des paysans de près. En formulant ces conclusions, à la fin de son *Siècle de Louis XIV*, il savait assurément ce qu'il disait.

* * *

Il est certain que le Roi était au courant de cette situation, comme d'ailleurs des exactions et souvent des injustices révoltantes qui se commettaient dans la perception des impôts. En tout cas, sa préoccupation constante fut de diminuer les charges des petites gens, comme de réparer, autant qu'il le pouvait, les injustices, ou de venir en aide aux misérables. Un nommé Jean Berth, « très bon ouvrier en glaise, » étant mort à Versailles et laissant une veuve et quatre enfants, le Roi, averti, répondait aussitôt à Colbert : « Faites donner quelque chose à la veuve et aux enfants de cet homme qui est mort, qui travaillait à la glaise, à Versailles, — et je leur accorde l'aubaine. » Ce trait, entre une foule d'autres, vaut la peine d'être cité, parce que Louis XIV écrivait cela, en pleine campagne, ayant mille tracas en tête, « au Camp, devant Cambrai. » Plus tard, pendant la guerre de Succession, son entourage lui représentait si véhémentement « la misère de ses peuples, » qu'il fut à deux doigts d'accepter de ses ennemis des

conditions honteuses, à seule fin d'alléger les charges des pauvres gens. Son cœur, naturellement bon, pouvait l'induire, à l'occasion, en des actes de générosité comme ceux-là. Mais sa raison lui dictait une tout autre conduite.

Car enfin il fallait de l'argent pour continuer les guerres. Et ces guerres étaient une question vitale pour la France. Louis XIV se consacra, avant toutes choses, à cette tâche essentielle, qui réclamait la plus grande part de son effort : organisation et direction des armées, négociations et campagnes diplomatiques, ce fut, — en réservant l'initiative de Louvois, — son œuvre personnelle, celle, assurément, qui l'intéressa et qui le passionna le plus. Colbert s'occupa surtout de l'intérieur. Ce n'était point que le Roi n'eût qu'un goût médiocre pour les choses d'administration ou d'organisation économique. Il mettait son plaisir et son point d'honneur à s'intéresser à tout ce qui était sa fonction. A Dunkerque, ayant visité des navires et assisté à la manœuvre, il se sent, tout à coup, plein de zèle pour la marine. Vers le même temps, il visite les manufactures d'Abbeville et de Beauvais. Cela l'émerveille : il réunit les ouvriers et leur tient des discours inspirés par Colbert. Mais il est trop évident qu'il ne pouvait tout faire. C'était assez qu'il prêtât son concours à quiconque travaillait pour accroître la richesse et la puissance de l'État.

Néanmoins, quand il mourut, l'œuvre de rénovation et d'organisation de la France avait été accomplie dans ses grandes lignes. En dépit de tous nos revers, nous avions une industrie, un commerce, des colonies, des ports, une marine marchande capables de soutenir la concurrence avec l'étranger. Les cadres administratifs de la France moderne étaient tracés. Le Roi, sans doute, aurait voulu faire davantage. Mais, en cela encore, des circonstances plus fortes que sa volonté l'en avaient empêché. Et là aussi, comme il le disait modestement, il avait fait de son mieux.

IV. — LE ROI ET L'INTELLIGENCE

Si, dans l'administration intérieure de son royaume, comme dans ses guerres, Louis XIV s'est heurté à des difficultés presque insurmontables, dans le domaine de l'intelligence, son triomphe est, pour ainsi dire, absolu. Là, vraiment, la bataille

a été splendidement gagnée. Non seulement, il a su grouper autour du trône des écrivains et des artistes dignes de lui, dignes de ses plus grands généraux et de ses plus grands ministres, mais il a donné à l'esprit français une diffusion inconnue jusque-là et il lui a assuré, pendant plus d'un demi-siècle, une hégémonie européenne et mondiale. A cause de cela, on peut, d'un certain point de vue, ne tenir compte que des lettres et des progrès de l'esprit scientifique, dans une histoire de son règne. On peut oublier les guerres. Rien de plus séduisant que cette façon de voir. Il est certain que, dans l'ordre intellectuel, les triomphes sont moins mélangés et, à génie égal, plus faciles que dans l'ordre pratique. Néanmoins, il serait fort inconsidéré de perdre de vue que ces guerres de Louis XIV représentent le plus grand effort du Roi et de la France, à cette époque, qu'elles sont la part capitale du règne et que, sans elles, sans la direction et le mot d'ordre donnés par le Roi, ni l'esprit français n'aurait obtenu ce prestige, ni les lettres françaises elles-mêmes n'auraient eu cette certitude égale à la fermeté de la pensée royale, ni ce ton, ni ce style...

* * *

D'abord, il convient de le dire bien haut, car on a soutenu le contraire : Louis XIV aimait l'esprit, les lettres, les gens de lettres, — du moins les plus sociables d'entre eux, — et, d'une façon générale, les hommes de science et de pensée.

Même en amour, il lui fallait de l'esprit. S'il s'éprend de la laide et noiraude Marie Mancini, c'est à cause de son intelligence brillante et passionnée. S'il délaisse finalement la tendre La Vallière, c'est parce qu'elle a moins d'esprit que Mme de Montespan. Si cette dernière, flétrie et sombrée dans la graisse, devenue d'une humeur insupportable, peut triompher des jeunes séductions d'une Fontange, c'est que Fontange est « sotte comme un panier. » Et si, enfin, le Roi, à peine âgé de quarante ans et toujours fort gaillard, contracte un mariage d'inclination avec la prude Mme Scarron, c'est encore pour les charmes de son esprit et de sa conversation.

Lui-même, dès son adolescence, avait manifesté un goût vif pour les choses de l'esprit. Il lut beaucoup avec Marie Mancini, surtout des romans, et il écrivit davantage, s'essayant même

à rimailler de mauvais vers. Il avait un sens inné du français et du style. Qu'on n'en juge point d'après certains fragments de ses *Mémoires*, rédigés par Pellisson ou par le Président de Périgny, lesquels ont donné à la pensée royale un tour trop académique, ou trop apprêté, et même un peu pédantesquement solennel. Le vrai Louis XIV a plus de vivacité et de bonne grâce : il rappelle les meilleurs épistoliers du temps. Mais surtout il a le culte de la langue, l'instinct de la phrase claire, précise et concise, du mot juste et mis en sa place, en maître qui veut être obéi sans discussion oiseuse, en diplomate qui sait ce que valent les termes d'un traité. Plus encore que Boileau, il enseigna à la nation le pouvoir du mot juste. Benserade, recevant à l'Académie le Président de Mesmes, louait fort, dans son discours, « *la délicatesse du Roi sur la langue,* » disant que « Sa Majesté pouvait aussi peu souffrir un mot hors de sa place qu'un soldat hors de son rang... »

Avec cela, il avait un goût et une expérience littéraires, dont nous n'avons pas idée, faute d'y avoir réfléchi. Nous répétons, les yeux fermés, les calomnies d'un Saint-Simon, qui nous dépeint Louis XIV comme un illettré, un homme sans lecture, ni culture d'aucune sorte. Ou bien nous prenons tout de travers des phrases comme celle-ci : « La seule vue d'un livre le fatigue, dit Primi Visconti, même ceux qu'on lui dédie, quoiqu'il soit bien aise de les recevoir. Le maréchal de la Feuillade me fit la confidence que j'étais le seul pour qui le Roi avait fait une exception, en lisant plusieurs pages de ma relation sur la guerre de Hollande. » Si l'on isole de leur contexte les premiers mots de la phrase, on est tenté d'en conclure, comme Saint-Simon, que Louis XIV avait horreur de la lecture. Or ils n'ont été écrits que pour souligner le grand honneur que Sa Majesté fit au sieur Primi Visconti, en daignant lire de ses yeux royaux la *Relation* de cet étranger. En réalité, il lisait par les yeux de ses lecteurs attitrés, et il a eu pour lecteurs bénévoles les plus beaux génies de son temps. C'est au point que le même Primi est obligé de le reconnaître un peu plus loin : « A force d'entendre des sermons, des poésies, des harangues et *la lecture des livres qu'on lui dédie, il en est fatigué...* » Déjà fatigué de lire lui-même, pendant plusieurs heures par jour, des monceaux de rapports, de lettres et de dépêches, comment veut-on que le malheureux Grand Roi se soit imposé comme délassement, l'obli-

gation régulière, au sortir de ces grimoires, de se replonger dans des bouquins ? Quand il en avait envie et même plus souvent qu'il n'en avait envie, on lui faisait la lecture. Il usait des yeux d'autrui pour ménager sa vue surmenée par les séances de cabinet qui remplissaient presque toutes ses journées. Mais, ce que nous oublions, c'est que, par devoir, autant que par goût, il a entendu de ses oreilles presque toute la littérature de l'époque, et même toute une littérature tombée, aujourd'hui, dans l'oubli et qui dépasse de beaucoup celle qui est devenue classique. Les pièces de théâtre, les sermons, les oraisons funèbres, les poèmes et les harangues, il en était le premier auditeur. C'est pour lui et devant lui que Bossuet et Bourdaloue ont prêché. C'est pour lui et devant lui que Molière écrivait et jouait. *Esther* et *Athalie* ont été faites spécialement pour son plaisir et son édification. Il avait Racine pour lecteur et pour commentateur. Qui de nous a jamais reçu une éducation littéraire comparable à celle-là, aussi étendue et continue, aussi vivante surtout ? Qu'on songe à ce que devait être une pièce de Racine lue et commentée par Racine ! De sorte qu'on peut affirmer, sans nulle exagération, que personne n'a connu la littérature du siècle de Louis XIV comme Louis XIV lui-même.

* * *

Il ne manqua pas une occasion de marquer l'estime singulière qu'il faisait des lettres, comme, d'ailleurs, de tous les arts et de toutes les choses de l'esprit.

C'est ainsi qu'aucun de nos chefs d'État n'a traité l'Académie française avec autant de considération que ce monarque absolu. Après la mort du chancelier Séguier, il tint à honneur d'en être le protecteur officiel. Il le désirait aussi pour des raisons politiques faciles à deviner. Mais, afin d'éviter la moindre apparence de contrainte tyrannique, il eut l'habileté de se faire offrir ce titre de protecteur par les académiciens eux-mêmes. Il les installa au Louvre, dans son propre palais, alors que Colbert proposait de les reléguer dans la Bibliothèque royale, considérée par lui comme plus commode. En marge de la lettre que Colbert lui adressa à ce sujet, le Roi écrivit de sa main : *Il faut faire assembler l'Académie au Louvre : cela me paraît mieux, quoiqu'un peu incommode.*

Afin de bien souligner l'importance qu'il attachait à cet évé-

nement, le Roi reçut solennellement l'Académie à Versailles. Il voulut, dit Pellisson, dans son *Histoire de l'Académie française*, que le Dauphin fût présent « en une occasion si honorable aux lettres... » Le Roi se fit nommer tous les académiciens qu'il ne connaissait pas, et il dit à Colbert qui était là : — « Vous me ferez savoir ce qu'il faudra que je fasse pour ces messieurs... » Il ordonna qu'à toutes les représentations de la Cour, il y aurait six places marquées pour les académiciens. Il fit frapper, pour la circonstance, une médaille avec cette légende : *Apollo palatinus*, et cette inscription en exergue : *Academia gallica intra regiam excerpta* MDCLXXII. Enfin, dans le grand escalier des ambassadeurs consacré à l'illustration de toutes les gloires du règne, on réserva un écusson où était représenté *le Roi recevant l'Académie française*. Cela faisait pendant au *Passage du Rhin* et à *l'Espagne humiliée :* ce qui prouve que Louis XIV mettait les armes et les lettres sur le même pied.

Plus tard, lorsque l'Académie donna une nouvelle édition de son dictionnaire, elle fut reçue non moins solennellement à Fontainebleau : « M. de Toureil, écrit Racine à son ami Boileau, est venu ici présenter le dictionnaire de l'Académie au Roi et à la reine d'Angleterre, à Monseigneur et aux ministres... » D'autres fois, les académiciens venaient passer la journée à la Cour : « Après la messe du Roi, dit Bussy-Rabutin, nous vînmes, une douzaine d'académiciens, sans ordre, au dîner de Sa Majesté, qui mangeait à son petit couvert. M. le Duc y était, M. le prince de Conti, M. de Vendôme, le duc de Roquelaure, le comte de Gramont, l'archevêque... Le Roi dit à M. de Vendôme : « *Vous qui avez de l'esprit*, vous devriez songer, monsieur, à être de l'Académie. — Je n'en ai guère, Sire, mais peut-être me ferait-on grâce, et je crois qu'il n'est pas nécessaire pour cela d'avoir tant d'esprit... — Comment! reprit le Roi : il n'est pas nécessaire?... Voyez M. l'archevêque, M. de Bussy et tous ces autres messieurs, s'il ne faut pas avoir de l'esprit... » Ensuite on parla des faiseurs de harangues, combien il était difficile de s'en bien acquitter... Ce discours dura pendant tout le dîner du Roi, après lequel nous allâmes, l'archevêque et moi et dix académiciens, dîner au « chambellan, » où le Roi avait commandé à Livry de bien nous régaler. *Nous fûmes six heures à table*, où la santé du protecteur de l'Académie ne fut pas oubliée... »

Ce n'était pas seulement, chez lui, une protection condescendante accordée à un corps officiel, c'était un véritable goût. Il aimait la société des gens de lettres, à condition toutefois qu'ils fussent sociables. Il est trop certain qu'il fallait renoncer à la compagnie du bonhomme Corneille, ou du bonhomme La Fontaine, tous deux incapables de dire un mot, et d'ailleurs « fort malpropres sur soi. » Mais on sait l'amitié toute spéciale de Louis XIV pour les plus grands écrivains de son règne : Molière, Racine, Boileau, Bossuet... Si Bossuet était un monarchiste orthodoxe, Molière était un indépendant, peut-être un libertin, Racine et Boileau deux jansénistes, deux hommes d'opposition, comme nous dirions aujourd'hui. Néanmoins, c'est Racine et Boileau surtout qui furent ses favoris. Il les traitait tout à fait en amis, s'intéressant à leurs œuvres sans doute, mais aussi à leurs affaires, à leur santé. Boileau étant à prendre les eaux de Bourbon, Racine lui écrit de Paris : « Le Roi, il y a trois jours, me demanda à son dîner, comment allait votre extinction de voix : je lui dis que vous étiez à Bourbon. Monsieur prit aussitôt la parole et me fit là-dessus force questions, aussi bien que Madame, *et vous fîtes l'entretien de plus de la moitié du dîner*. Je me trouvai, le lendemain, sur le chemin de M. de Louvois, qui me parla aussi de vous, mais avec beaucoup de bonté et me disant, en propres mots, qu'il était fâché que cela durât aussi longtemps... » Il faut avouer que le Roi avait quelque mérite à témoigner tant d'amitié à deux simples hommes de lettres, qui ne cachaient pas leurs relations avec Port-Royal et qui louaient hautement et publiquement des exilés comme Arnauld.

On a prétendu que ces relations avaient été la cause de la disgrâce finale de Racine; d'autres ont attribué cette disgrâce à un mémoire sur « la misère du peuple, » qui aurait excité la colère royale. Il est démontré, aujourd'hui, que ce mémoire n'a jamais été écrit et que Racine ne fut jamais en disgrâce. Il y eut, tout au plus, un léger refroidissement de la part du Roi, à la suite des manifestations jansénistes un peu indiscrètes que Racine se permit à la fin de sa vie. Mais le poète, qui était gentilhomme ordinaire de la chambre, ne fut, à aucun moment, éloigné de la Cour. Jusqu'au bout, il fut de tous les « Marly. » Pendant sa dernière maladie, le Roi fit prendre de ses nouvelles avec la plus grande sollicitude.

Et, lorsqu'il fut mort, Sa Majesté dit au vieux Boileau, infirme et devenu sourd comme un pot : « *Nous avons bien perdu tous deux, en perdant le pauvre Racine.* » Si l'on songe à la pudeur dont le Roi entourait ses émotions et à son excessive réserve de parole, on trouvera peut-être que, sauf pour la mort de sa mère, il n'a jamais rien prononcé de plus ému que ces simples mots. Et cela ne fut pas dit en passant, comme par acquit de conscience : « L'entretien, nous rapporte un ami de Boileau, dura plus d'une heure. » Évidemment, pendant cette heure, on parla de la succession de Racine, historiographe du Roi, mais on parla aussi du mort. Et, encore une fois, le Roi y avait quelque mérite, avec ce vieil homme à qui il fallait crier dans les oreilles.

Ajoutons que cette considération accordée aux lettres et aux écrivains était une nouveauté qui choquait une foule de grands personnages. En cela, encore, Louis XIV, souverain moderne, était en avance sur son siècle. Primi Visconti s'indigne du peu de cas que l'on fait, à la Cour, des écrivains. « En France, dit-il, on n'estime que les titres de guerre. Ceux des lettres et toute autre profession sont méprisés, et l'on considère comme vil l'homme de qualité qui sait écrire. Je sais que les seigneurs d'Urfé ont honte que leur aïeul Honoré d'Urfé ait écrit le *poëme* (*sic*) de l'Astrée... » Un Bussy-Rabutin, beau type d'officier de cavalerie, n'avait que du mépris pour des Racine et des Boileau, ces gens de rien, « ces gens-là, » disait-il, que le Roi recevait à Versailles. Une fois même, il voulut faire bâtonner Boileau pour une plaisanterie à son adresse, qu'il trouvait offensante. Une autre fois, ce hobereau académicien lâchait cet aveu plein d'une fatuité ingénue : « *Il est vrai que l'Académie se remplit fort de gens de qualité. Il faut pourtant y laisser toujours un nombre de gens de lettres, quand ce ne serait que pour achever le dictionnaire et pour l'assiduité que des gens comme nous ne sauraient avoir en ce lieu-là...* » N'est-ce point admirable?... Avec « ces messieurs de l'Académie, » Louis XIV ne se montrait pas si dédaigneusement grand seigneur que ce gentilhomme campagnard.

***

Il est donc très certain que Louis XIV a aimé les lettres et les gens de lettres et qu'il a eu pour celles-là comme pour

ceux-ci la considération ou le respect qui convient. Mais il est non moins certain qu'il les a aimés *en roi*, en homme du XVIIe siècle et non en dilettante ou en esthète du XXe. On peut être bien assuré qu'il n'eût jamais été un partisan de « l'art pour l'art, » et que, d'autre part, il ne concevait point la science, ou le rôle de la science, comme pouvaient le faire MM. Renan et Berthelot, aux environs de 1860. Or, on sait ce que sont devenues aujourd'hui les théories esthétiques d'un Flaubert, ou d'un Théophile Gautier et ce que pensent les jeunes générations du scientisme qui fut à la mode, il y a cinquante ans.

En revanche, Louis XIV est bien convaincu que l'esprit est une puissance, — une grande puissance, — et que, cela étant, il est du devoir d'un souverain de rendre cette puissance *utile* à l'État, de la faire servir au bien public, et aussi de *l'empêcher de nuire*. Et, d'autre part, il se rend compte de l'importance considérable de l'opinion dans le monde. C'est pourquoi il s'est préoccupé tout de suite d'organiser, comme tout le reste, le service de l'opinion et des lettres françaises. Bien avant l'Allemagne contemporaine, il a inauguré la Propagande à l'étranger. Pour préparer ses guerres et pour les soutenir, il a fait travailler l'opinion européenne par ce qu'on pourrait appeler des campagnes de presse. En tout temps, il veut que l'étranger ait de la France une idée très haute et très magnifique. De là le système des pensions et des cadeaux distribués aux écrivains et aux savants dans tous les pays de l'Europe, en Hollande, en Allemagne, en Angleterre, en Italie. Cette œuvre de séduction française fut accomplie avec une discrétion et une bonne grâce parfaites. On ne demande rien aux bénéficiaires que de penser du bien du Roi Très Chrétien et de le dire à l'occasion. Ces étrangers, d'ailleurs, se précipitent d'eux-mêmes à l'adulation. A Rome, à la Villa Médicis, on conserve une statue, œuvre d'un sculpteur italien, contemporain du Bernin, laquelle représente Louis XIV en Empereur romain foulant aux pieds le globe du monde. Jamais les Français n'ont osé une pareille flatterie.

Pour toute cette organisation de la Propagande, nous aurions eu beaucoup à apprendre de Louis XIV, à la veille de la dernière guerre mondiale.

La littérature et l'art doivent donc servir l'État. La langue

française devient un instrument de conquête et de domination. Dans les provinces nouvellement conquises, en Roussillon, en Franche-Comté, en Flandre, en Alsace, le premier souci de Louis XIV est de faire ouvrir des écoles et d'enseigner le français à ses nouveaux sujets. D'accord avec lui, les Jésuites ont été de merveilleux agents de pénétration française. A Strasbourg, à Perpignan, à Gray, à Salins, à Béthune, à Arras et ailleurs, leurs collèges ou leurs universités devinrent autant de postes avancés de la culture française. Et pourtant, le Roi n'entend pas qu'on sacrifie au français les autres langues étrangères. Jamais on n'a mieux su, chez nous, l'italien et l'espagnol que sous son règne. A partir de 1670 et de la poussée vers le Rhin, on se met à apprendre l'allemand. Racine y engage fort son fils aîné, attaché d'ambassade à La Haye.

Ainsi la langue elle-même doit *servir*, servir le Roi et l'État. Dans un discours académique, le même Racine le proclamait, en cette péroraison, qu'il faut méditer avec soin, parce qu'elle nous introduit dans toute une façon de penser et de sentir que nous ne connaissons plus : « Tous les mots de la langue, dit le grand poète de *Phèdre* et d'*Athalie*, toutes les syllabes nous paraissent précieuses, parce que nous les regardons comme autant d'instruments qui doivent servir à la gloire de notre Auguste Protecteur.. » La plupart des gens de lettres de cette époque ont accepté cette haute discipline et s'y sont soumis avec une sorte d'orgueil et de joie patriotiques. Comme Louis XIV, ils sont convaincus qu'ils sont nés pour servir le public. Leurs sentiments intimes et individuels leur importent peu : ce qui les intéresse avant tout, ce sont les vérités utiles au public. La gloire du Roi, c'est la gloire de la France; ce qui occupe le Roi, ce sont des entreprises nécessaires à la grandeur et à la prospérité de la Nation ; ce que pense et ce que sent le Roi, c'est ce que pensent et ce que sentent les plus honnêtes gens d'entre ses sujets : ainsi il est le héros universel et perpétuel des poèmes et des discours, des tragédies, des comédies et des romans, — le héros-type des époques classiques.

Les écrivains et les artistes, bien loin d'en être ravalés, reçoivent au contraire de ce service un surcroît de gloire et de dignité personnelle. Louis XIV fait de Racine un gentilhomme de sa Chambre, — ce qui était un très grand honneur, — et il lui donne un appartement à Versailles, faveur encore plus

enviée. Quand il parle de lui, il le traite de « grand poète, » et Mme de Maintenon, de « poète sublime. » Sur la liste des pensions dressée par Colbert, en 1663, le sieur Pierre Corneille est qualifié de « premier auteur dramatique du monde, » tout comme Louis XIV était, aux yeux de ses sujets et de l'étranger, « le plus grand Roi du monde. »

* * *

Mais n'appuyons pas trop sur cette idée des lettres au service de l'État. Et ne croyons pas que Louis XIV ne les ait considérées que comme une fonction publique et monarchique. Très réellement, il les a aimées et goûtées pour elles-mêmes, bonnement, simplement, comme un « honnête homme » de ce temps-là.

Il s'est passionné pour les choses de théâtre. Il s'occupait du « montage » d'une pièce, de la mise en scène et de la figuration, avec le zèle et la fougue d'un impresario épris de son métier. Il était grand amateur de musique et d'opéra. Et, au milieu de tous ses travaux, il trouvait le temps de se faire lire ce que nous appelons aujourd'hui « les dernières nouveautés : » un discours de réception à l'Académie française, une ode, un poème, une tragédie, ou une comédie : « Mon père, dit Louis Racine, fut chargé de lire au Roi les trois dernières épîtres de Boileau, *qui avait coutume de lire lui-même tous ses ouvrages à Sa Majesté.* » En vérité, quel souverain, quel président de République, quel ministre a jamais témoigné à un écrivain un intérêt plus flatteur ? Louis XIV a été, pendant près d'un demi-siècle, le protecteur officiel de l'Académie. Il mérite de rester, pour la postérité, le grand patron des lettres françaises.

V. — LE CHRISTIANISSIME

.. Et maintenant, après avoir parcouru à peu près tous les domaines, où s'exerça son activité, où se manifesta le meilleur de son esprit et de son cœur, il nous reste la vision d'un type de Roi tout à fait extraordinaire. Il semble avoir épuisé la conception même et fixé pour toujours l'image de la Royauté. Aucun de nos écrivains, aucun de nos savants ou de nos généraux n'a donné aux étrangers une idée aussi haute et aussi glorieuse de la France Grâce à lui, notre histoire prend un accent

et un éclat encore inconnus. Ses prédécesseurs sont des gens économes, d'allure mesquine ou bourgeoise, ou bien d'une grandeur incomplète. En même temps que le sérieux, Louis XIV a appris aux Français à dépenser avec honneur. Il a retourné le bas de laine national. Il a mis partout de l'ordre, de la beauté, avec un air de gloire.

Dans sa passion constructive, il aurait voulu tout soumettre à l'idéal qu'il se formait de l'État. Il y a fait entrer l'intelligence elle-même. Nul doute qu'à ses débuts au moins, il n'ait tenté d'y soumettre jusqu'à la religion. Mais le sentiment religieux est, de toutes les forces spirituelles, la plus difficile à asservir. Cet autocrate ne tarda point à s'en apercevoir. Bien loin de le plier à sa discipline politique, c'est lui qui finit par se plier à la discipline religieuse. Non seulement le *Christianissime* trouva dans la foi de ses pères son unique réconfort aux heures désespérées, mais il en tira le suprême achèvement et lui emprunta la suprême beauté de son type royal.

*
* *

Avez-vous remarqué que, dans le plan du château de Versailles, la chapelle se trouve en quelque sorte *à côté* des bâtiments royaux ? Cela choquait les Espagnols habitués à voir, chez eux, la chapelle royale au centre du Palais, comme étant la partie capitale de l'édifice. Sa Majesté Catholique n'est que le représentant de Sa Divine Majesté. Le véritable habitant du logis royal, c'est le Dieu tout puissant. C'est Dieu qui habite là avant le Roi.

Cependant la chapelle de Versailles, — surtout sous sa forme primitive, avec la lanterne qui la surmontait, — dominait de haut tout le reste des bâtiments. Et cela aussi, comme la place occupée par l'édifice sacré, était voulu. Il y avait là une intention symbolique, qui nous aide à comprendre l'attitude du Roi Très Chrétien à l'égard de la religion.

Sa préoccupation constante, comme celle de ses conseillers gallicans, les Colbert, et les Le Tellier, est de séparer bien nettement le temporel du spirituel : ce sont deux ordres de choses parallèles, qui se rejoignent sans doute dans l'absolu, mais qui, en bonne pratique, ne doivent jamais se confondre. Dans la conduite des intérêts temporels du royaume, la religion est à part, comme la chapelle, dans le plan de Versailles.

Louis XIV n'admet aucune ingérence cléricale dans la politique de la France, pas plus celle du Pape que celle des évêques ou des supérieurs d'ordres religieux. Nul n'a défendu comme lui les droits de l'État laïque et personne n'a su parler avec plus de fermeté au Souverain Pontife lui-même. En 1662, lors de la fameuse affaire de la Garde corse, il écrivait à Alexandre VII, d'ailleurs très autrichien et obstinément hostile à l'intérêt français : « Nous avons ordonné au sieur de Bourlemont, auditeur de Rote, de savoir de Votre Sainteté si elle veut approuver ce que cette soldatesque a fait, ou si elle a dessein de nous en faire une satisfaction proportionnée à la grandeur de l'offense, qui a non seulement violé, mais renversé indignement le droit des gens. *Nous ne demandons rien à Votre Sainteté en cette rencontre : elle a fait une si longue habitude de nous refuser toutes choses et a témoigné jusqu'ici tant d'aversion pour ce qui regarde notre personne et notre couronne qu'il vaut mieux remettre à sa prudence propre ses résolutions, sur lesquelles les nôtres se règleront.* »

Et cependant celui qui parle ce fier langage s'intitule et se proclame lui-même le Roi Très Chrétien et le Fils aîné de l'Église. Il entend que ces titres ne soient pas de vaines paroles et que toute la France soit chrétienne comme lui-même. La religion est un bien : il se sent obligé en conscience d'en faire jouir tous ses sujets. C'est, parmi ses préoccupations, celle qui doit dominer toutes les autres, comme la croix de la chapelle domine tous les palais de Versailles. Mais il ne veut pas que la France soit gouvernée comme un couvent, que le spirituel empiète par trop sur le temporel et finisse même par le tenir en échec. La perfection chrétienne est une affaire individuelle. Bon pour vous, moines, ecclésiastiques ou dévots, dans vos couvents, vos églises, ou le secret de vos consciences, de pratiquer la règle dans toute sa rigueur ! Cette règle stricte, n'essayez pas de l'imposer à l'ensemble du peuple chrétien : vous le dresseriez tout entier contre vous. Il ne faut pas que le Ciel pèse d'un poids trop lourd sur la Terre. Du moment que nous avons été mis en ce monde pour y vivre, il importe que cette vie terrestre ne soit pas rendue impossible par le souci de l'autre, et, en ce qui concerne particulièrement la France, que l'intérêt de la religion ne soit pas en un désaccord trop violent avec l'intérêt national.

Voilà bien, semble-t-il, le fond de la pensée du Roi et de ses conseillers, tout au moins au début du règne. Il s'oppose à ce que la religion devienne tyrannique. De là sa conduite à l'égard de l'Inquisition. Dans les pays où elle existe encore, comme en Roussillon, il s'est efforcé tout de suite de la supprimer, malgré la résistance du Saint-Siège et des intéressés, — et il est arrivé à la supprimer en fait. Ce qu'il tient à empêcher surtout, c'est que la religion ne nuise à l'intérêt français. Ses ennemis ont reproché à sa politique, comme à celle de Mazarin, d'être toute païenne. La vérité, c'est qu'il a cru devoir combattre par leurs propres armes des adversaires qui étaient très peu chrétiens. Il estimait qu'il ne pouvait agir autrement dans le poste que Dieu lui avait confié. Comme Roi de France, son premier devoir était de faire les affaires de la France. Comme Roi Très Chrétien, il pensait que servir la France, nation très chrétienne et Fille aînée de l'Église, c'était servir Dieu et l'Église elle-même.

*
* *

Ainsi s'explique sa conduite dans toutes les questions religieuses qui ont agité son règne : la régale, la déclaration des droits de l'Église gallicane, la Révocation de l'Édit de Nantes, le jansénisme et le quiétisme.

Du moins en principe, il s'interdit toute intrusion dans le domaine spirituel. Il ne juge de ces questions religieuses que du point de vue politique, en Roi de France et non en théologien. Il défend son autorité et celle du pouvoir laïque, en même temps que l'intérêt national. Ce qu'il voit dans les protestants, les jansénistes et les quiétistes, ce sont avant tout des ennemis de l'État, des cabales ou des sectes qui se couvrent d'un intérêt religieux pour semer la division dans le royaume ou pour l'affaiblir devant l'ennemi. Il est trop certain que les gens de Port-Royal, tout autant que les huguenots, avaient sur le gouvernement monarchique des idées qui ne cadraient point avec l'idéal de monarchie absolue que le Roi s'efforçait de faire triompher. Et il est très certain aussi que les huguenots, même aux époques les plus tranquilles et les plus soumises de leur histoire, étaient toujours suspects de connivence avec l'étranger. Maintes fois, avant la Révocation de l'Édit de Nantes, ils l'avaient appelé à leur secours ; ils avaient traité avec l'Espa-

gnol et l'Anglais et tenté avec eux de démembrer la France. Après la Révocation, ils recommencèrent. Ils reçurent des secours des Hollandais et des Anglais, comme de la République de Genève. Pendant la guerre de succession d'Espagne, ils faillirent ouvrir nos provinces du Midi à une invasion anglaise. Ils agirent en cela comme avaient fait les Princes et les Parlementaires français pendant la Fronde, tous les attardés du moyen-âge, pour qui les intérêts de corps, de caste ou de secte passaient avant l'intérêt national. Ils n'étaient pas arrivés à la conception moderne du patriotisme qui était, au fond, celle du Roi : à savoir que l'État, c'est-à-dire la France, doit être au-dessus de tout.

Cependant Louis XIV n'est point parvenu à séparer, autant qu'il le prétendait, le spirituel du temporel. A de certains moments, — et cela, il faut bien le reconnaître, pour des raisons politiques, — il s'est fourvoyé dans le domaine spirituel. Ses différends avec Innocent XI prouvent que sa conscience politique s'est troublée et qu'il a fini par confondre les droits des deux pouvoirs. Mais, s'il a erré, s'il a commis des abus d'autorité, c'est aussi pour des raisons purement religieuses; c'est pour s'être fait une idée exagérée de son titre de Roi Très Chrétien. On ne peut pas dire, en effet, qu'il n'ait révoqué l'Édit de Nantes, persécuté les protestants et les jansénistes que pour des motifs politiques : il y avait aussi, pour lui, des raisons de foi. Du moment qu'il y a une vérité religieuse, le Roi de France trahirait sa mission, cesserait d'être le père de ses peuples, en les privant du bienfait de cette vérité. Ainsi le Roi, confondant ses attributions avec celles de l'autre pouvoir, se fait docteur et convertisseur. Il sort de sa fonction et commet un étrange et quelquefois déplorable abus de son autorité.

* * *

C'est que lui-même était profondément chrétien.

Il l'a été comme on l'était de son temps, avec un sérieux, une raison éclairée, une solidité de doctrine, qui sont devenues rares de nos jours. Car c'est un préjugé romantique que de refuser la foi au XVIIe siècle pour en accorder le privilège au seul moyen-âge... Comment ! le siècle de Pascal, de Bossuet, de Bourdaloue, de saint Vincent de Paul et de sainte Marguerite-Marie n'aurait pas été, dans tous les sens du mot, un

siècle chrétien ! Et en quoi les églises gothiques seraient-elles plus *chrétiennes* que celles de l'âge classique ? La symbolique et l'imagerie de la chapelle de Versailles sont aussi religieuses que celles de la Sainte-Chapelle. Comme art, l'église des Invalides, Saint-Sulpice, le Val de Grâce, et surtout l'étonnante chapelle de Versailles, sont des édifices dignes de toute admiration. On peut même trouver que cette architecture-là est plus française que celle du moyen-âge, parce qu'elle manifeste mieux l'esprit de la race, son goût pour la simplicité, la clarté, le bon sens, la mesure, tandis que l'autre est entachée de démesure et de fioriture orientale, et que, quelquefois, elle frôle l'extravagance.

Mais qu'importe l'art, si les consciences ne sont pas intimement chrétiennes ! L'ont-elles jamais été autant qu'au XVIIe siècle ? Les morts chrétiennes sont, à cette époque, la grande règle de la nation. Il en est un nombre considérable de particulièrement héroïques et édifiantes, surtout les morts de ceux ou de celles qui avaient scandalisé leur temps : la mort de la Princesse Palatine, — pour ne parler que des plus fameuses, — de La Vallière, de Mme de Montespan, de Mme de Monaco, qui mourut « n'ayant plus figure humaine, » ou celle même de criminelles comme la Brinvilliers ou la Voysin. Dans le Paris d'alors, les exécutions capitales étaient fréquentes, presque quotidiennes. Elles attiraient des foules nombreuses, avides d'émotions cruelles. Pourtant, sur la place de Grève, lorsque le condamné s'agenouillait devant le billot, son confesseur, du haut de l'échafaud, entonnait le *Salve Regina*, et toute la foule, s'agenouillant avec le condamné, chantait l'hymne de tendresse et de miséricorde et se purifiait ainsi de sa curiosité malsaine dans une minute de splendide et poignante exaltation religieuse.

On n'avait pas peur de la mort. On l'attendait de pied ferme, on s'y préparait longuement et on la regardait bien en face, quand elle était là. Un ministre comme Pontchartrain, croyant son heure prochaine, donnait sa démission de chancelier, et, malgré les instances du Roi et de ses proches, s'allait enfermer à l'Oratoire et, pendant des années entières, ne vivait que dans la méditation de la mort. En vérité, jamais la foi n'a eu plus de sérieux ni de profondeur. Jamais elle n'a été plus intelligente, plus raisonnable, et jamais la raison n'a été plus soumise, plus consciente de ses limites.

* * *

En cela, comme en tout le reste, le Roi pouvait servir d'exemple à ses contemporains. Il offre un merveilleux type de chrétien français de l'âge classique.

D'abord il fut un paroissien modèle, aussi bien à Paris qu'à Saint-Germain ou à Versailles. Il fait sa première communion à Saint-Eustache, sa paroisse, car il habitait alors au Palais-Royal. Plus tard, au Louvre, devenu paroissien de Saint-Germain-l'Auxerrois, il y rend le pain bénit en grande pompe, avec escorte de fifres et de timbales; il y assiste à tous les offices, aux stations de la Semaine Sainte ou des jubilés. Même chose à Versailles. La chapelle du château n'est qu'un oratoire privé. C'est à la paroisse qu'il communie, les jours de grande fête, en tout quatre fois ou cinq fois par an : à Noël, à Pâques, à la Pentecôte, à l'Assomption et à la Toussaint. C'est de la paroisse qu'il part, nu-tête, pour suivre la procession du Saint-Sacrement et l'accompagner jusqu'au reposoir du château. Il ne manque pas une procession de la Fête-Dieu ou de l'Assomption. Le curé de la paroisse est un personnage à la Cour. L'un d'eux, le curé Hébert, était consulté avec déférence par le Roi et Mme de Maintenon. C'est lui qui blâma comme trop frivoles les représentations théâtrales de Saint-Cyr.

Outre ses devoirs de chrétien, Louis XIV tient à honneur de remplir toutes les obligations de sa fonction royale (car, encore une fois, jamais il n'a distingué, en lui, l'homme du souverain). Non seulement il observe avec rigueur l'abstinence et les jeûnes du carême, — et il y avait à cela une manière de bravoure de la part d'un homme que torturait une boulimie maladive et continuelle, — mais il récite, tous les matins, l'office du Saint-Esprit (il est vrai très court), il lave et il essuie les pieds de douze pauvres, le jour du Jeudi Saint, en commémoration de la Cène, et, les ayant essuyés, il les baise. Après chacune de ses communions, le Roi, au sortir de la Paroisse, touche les malades. C'est au mois de juin ou d'août, par des chaleurs torrides. Des centaines et des milliers de malades, — la plupart atteints d'écrouelles ou de maladies contagieuses, — sont rangés dans la cour du château, ou sous les hautes voûtes de l'Orangerie : spectacle de misère et de souffrance comme on n'en voit plus aujourd'hui qu'à Lourdes. Le Roi est à pied, le grand

collier du Saint-Esprit au cou, étouffant sous le lourd manteau de velours noir semé de langues de feu, — et, dans cet appareil écrasant, pendant des heures, il passe, inlassable, entre les files des malades et des moribonds, en prononçant l'émouvante formule :

— Dieu te guérisse ! Le Roi te touche !...

Et il n'a pas fait cela une fois. Il l'a fait tous les ans, plusieurs fois par an jusqu'aux derniers jours de sa vie. A la veille de mourir, avec sa jambe gangrenée, tout son grand corps fondu, il s'est imposé le devoir de visiter et de toucher une dernière fois les autres moribonds. Le 8 juin 1715, la *Gazette de France* écrit : « Le Roi a communié et touché les malades. » Combien étaient ils, ce jour-là ?... Le 22 mai 1701, ils étaient 2400 dans la grande cour de Versailles. Avouons que saint Louis même n'a jamais rien accompli de plus beau, de plus tendrement charitable.

*
* *

Ce qui distingue la piété du Roi, ce sont les deux grandes dévotions françaises du XVIIe siècle : le Rosaire et le Saint-Sacrement. Par cette double affirmation de la Réalité eucharistique et du culte de la Vierge, nos pères entendaient réagir contre les négations protestantes. Tous les prédicateurs d'alors commençaient leurs sermons par la récitation de l'*Ave Maria*, et la dévotion au Saint-Sacrement était une manifestation tellement publique et tellement fréquente de la piété française que, pour des étrangers, même catholiques, cela frisait la superstition et presque l'hérésie. L'abbé Locatelli, au cours de son voyage en France, écrit cette phrase surprenante : « Le Très Saint-Sacrement semble être l'unique objet de la foi des Français. »

Louis XIV, en cela, se comportait comme le premier venu d'entre ses sujets. A en juger par le dehors, sa religion, c'était la foi du charbonnier dans toute sa simplicité. Le Roi avait toujours un chapelet dans sa poche. A la chapelle, on le voyait réciter le Rosaire, — et pour le Saint-Sacrement, c'était, à la moindre occasion, un acte public d'adoration et de foi, qui faisait passer sur les assistants le frisson de la présence réelle. Il accompagnait le Viatique jusqu'au chevet des malades. Au plus fort de son adultère avec la Montespan, il eut un premier élan

de contrition, en rencontrant un prêtre qui portait le Saint-Sacrement à un de ses officiers moribonds. L'Hostie offerte pour les péchés du monde, l'éternelle et tendre Victime surgit à l'improviste et lui barra la route, — et ce fut le commencement du retour. Et ce n'était pas, chez le Roi, des sursauts de piété intermittente. C'était une foi ardente, profonde, que ses fautes les plus graves ne pouvaient ni obscurcir, ni entamer. Pendant les offices, il était presque constamment à genoux, et son attitude recueillie exprimait un sentiment si intense, une idée si haute des mystères qui s'accomplissaient, qu'il donnait de la piété aux courtisans eux-mêmes. On le voit encore à la place qu'il occupait, dans l'angle gauche de la tribune de la chapelle. Face à l'autel, il est là prosterné sur son carreau de velours, — et toute la Cour est tournée vers lui, comme si elle n'osait se tourner vers Dieu qu'à travers ce royal intermédiaire. La beauté des rites et des cérémonies, le son angélique des orgues, la mélodie des violons et des voix humaines ajoutent encore à la splendeur d'une telle scène. C'était quelque chose de si beau qu'une petite protestante, la future Mme de Caylus, disait qu'elle voulait bien se convertir, à condition d'entendre tous les jours la messe du Roi...

Les gens qui connaissaient mal Louis XIV, et aussi les dévots, lui reprochaient une piété toute formaliste, tout extérieure et superficielle. Fénelon écrivait à Mme de Maintenon que le Roi n'avait « aucune idée de ses devoirs, » ni de la vraie piété. Mme de Maintenon elle-même se considérait comme envoyée par Dieu pour retirer le Roi de son aveuglement et de son ignorance et pour lui faire faire son salut. Tous les matins, elle récitait cette prière que son directeur, Godet des Marais, l'évêque de Chartres, avait composée à son intention : « Seigneur, mon Dieu, vous m'avez mise dans la place où je suis. Vous qui tenez le cœur des rois, ouvrez celui du Roi, afin que j'y puisse faire entrer le bien que vous désirez. » Avec son entourage, elle prétendait lui apprendre tout ce qu'il ignorait et lui donner une véritable instruction religieuse.

Il est certain, encore une fois, que le Roi n'avait rien d'un théologien ni d'un mystique. Mais de là à le traiter d'ignorant en matière religieuse, il y a loin. Songeons qu'il a eu pour catéchistes des docteurs comme Bossuet, des moralistes comme Bourdaloue, que, pendant un demi-siècle et plus, il a entendu

de ses oreilles, et avec un recueillement et une application certifiés par les témoins, d'innombrables sermons de carême et d'avent, sans parler des homélies dominicales. Cela forme un cycle d'enseignement, où toutes les vérités du christianisme ont été exposées, prouvées et commentées. Sauf les professionnels de l'apologétique ou de la théologie, personne, aujourd'hui, ne reçoit un enseignement religieux aussi complet, aussi solide et substantiel.

Tout a été dit au Roi, même les vérités les plus dures. Rappelons-nous le terrible sermon de Bourdaloue « sur l'Impureté, » ce sermon où l'orateur sacré, « frappant comme un sourd, » dévoile devant toute la Cour les crimes et les turpitudes de la maîtresse royale et, avec cela, « l'abêtissement » de son amant, qui a perdu dans la luxure le sens des choses spirituelles. Rappelons-nous aussi Mascaron attaquant le métier des armes avec une intransigeance qui le ferait, aujourd'hui, traîner devant les tribunaux comme antimilitariste. Le 5 mars 1675, Mme de Maintenon écrivait : « J'ai entendu une belle déclamation du P. Mascaron. Il a parlé un peu trop fortement contre les conquérants et nous a dit qu'un héros était un voleur qui faisait à la tête d'une armée ce que les larrons font tout seuls. *Notre maître n'en a pas été content.* » Il y avait de quoi. Pour ce qui est de l'adultère, le Roi finit par se corriger et se ranger. Mais, pour ce qui est de l'ambition et de l'orgueil qu'on lui reprochait, il a toujours protesté et il a tenu à se justifier. Il n'admet pas que, sous prétexte d'ambition conquérante, on l'oblige à sacrifier l'intérêt de l'État. En cela, les dévots, et Mme de Maintenon en tête, accomplissaient une détestable besogne. Si ces gens-là avaient été crus, ils eussent fait commettre au Roi les pires sottises politiques. Quant à l'orgueil, il se défend d'en avoir comme particulier, mais il affirme qu'il est, pour un Roi de France, une fierté tout à fait légitime. Il se préoccupe même, dans ses *Mémoires*, d'expliquer pourquoi il a choisi le Soleil pour emblème et adopté la devise *Nec pluribus impar* : il leur donne une signification entièrement exempte d'arrogance ou de sotte vanité.

Par-dessus tout, le Roi a lutté jusqu'au bout contre les entreprises du clan dévot, Fénelon, le duc de Beauvilliers, Mme de Maintenon, qui tentaient de lui imposer une piété incompatible, selon lui, avec son métier de Roi. Le cardinal de Noailles

lui demande d'interdire les bals et les représentations théâtrales à la Cour. On essaie de l'assujettir à une foule de menues dévotions, de le saturer de vêpres, de complies, d'offices interminables. Le Roi résiste. Il sait que la France ne veut pas devenir un couvent. Il est le Roi Très Chrétien, mais il ne veut pas être un moine, ou un homme d'église. Comme les esthéticiens de son temps, il a horreur de la confusion des genres.

***

De là la beauté singulière de sa mort.

Jusqu'au bout, il tint à remplir sa tâche de roi, il s'occupa des affaires pendantes. Sur son lit de mort, il arrêta les dernières mesures qu'il croyait capables d'éviter au royaume les troubles d'une minorité. Enfin, quand tout fut réglé, quand il sentit approcher sa fin, il trouva dans la fermeté de sa foi et la conscience d'avoir accompli tout son devoir, la force d'âme nécessaire pour affronter le redoutable passage. Il se détacha du monde tout d'un coup, et se tourna résolument vers Dieu, sans crainte, sans affecter non plus une assurance peu chrétienne, mais en pleine connaissance, toujours roi, toujours dominant de haut son entourage. Lui-même réclama le Saint-Viatique et l'Extrême-onction. Et, quand son mal empira, il récita à haute voix, avec ses serviteurs, les prières des agonisants. Il demandait de souffrir davantage en expiation de ses fautes.

Il déplorait toutes celles qu'il avait commises. Il avait conscience notamment d'avoir trop demandé à ses sujets : pour cela, il espérait en la miséricorde de Dieu et il se rassurait par la droiture de ses intentions. Mais il ne renia rien de son œuvre royale. On a prétendu, d'après Saint-Simon, qu'il avait conseillé à son héritier de ne pas l'imiter dans le goût qu'il avait eu pour la guerre et pour les bâtiments. Cela est faux ou singulièrement forcé. Les textes que l'on peut opposer à celui de Saint-Simon ne parlent pas des bâtiments. Et pour ce qui est des guerres, il faut chercher la vraie pensée du Roi, non pas dans des paroles prononcées aux approches de l'agonie et déformées par les arrière-pensées des personnes présentes, mais dans la lettre qu'il écrivit pour le jeune Louis XV, quelque temps avant sa dernière maladie (1). Ce véritable testament de la pensée

(1) Elle a été publiée par MM. d'Haussonville et Gabriel Hanotaux dans leur édition des *Souvenirs sur Mme de Maintenon*, par Mme de Caylus.

religieuse de Louis XIV se termine par ces mots : « Mon Fils, mettez en Dieu toute votre confiance. Vivez en chrétien plus qu'en roi et n'attirez jamais sa main sur vous par aucun dérèglement dans vos mœurs. Remerciez sa divine Providence qui protège si visiblement ce royaume. Donnez à vos sujets le même exemple qu'un père chrétien donne à sa famille. Regardez-les comme vos enfants, rendez-les heureux, si vous le voulez être. Soulagez-les le plus tôt que vous pourrez de tous les impôts dont *la nécessité d'une longue guerre* les a surchargés et que leur fidélité leur a fait supporter avec soumission. Faites-les jouir d'une longue paix, qui, seule, peut rétablir les affaires de votre royaume. Préférez toujours la paix aux événements douteux de la guerre, et souvenez-vous, mon Fils, que la plus éclatante victoire coûte toujours trop cher, quand il faut la payer du sang de ses sujets. Ne le versez jamais, s'il est possible, que pour la gloire de Dieu. Cette conduite attirera sur vous sa bénédiction pendant le cours de votre règne. Recevez la mienne, avec mes derniers embrassements. »

Le Roi ne désavoue rien dans ces lignes. Lui aussi, il a toujours préféré la paix à la guerre, — il n'a fait que des guerres de « nécessité. » Il engage seulement son successeur à avoir une conduite politique plus chrétienne que la sienne, et, *si c'est possible*, à ne faire la guerre que pour la gloire de Dieu : conseils trop naturels dans la bouche d'un mourant.

Pourtant il est incontestable qu'on essaya de jeter le trouble dans son esprit et de lui donner des remords pour les grandes choses qu'il avait accomplies. Cette angoisse suprême ne lui fut pas épargnée. Au lieu des pâles comparses qui s'agitaient autour de son agonie, que n'avait-il à son chevet, pour le conforter, un des vieux compagnons de sa vaillante jeunesse, une tête bien faite, comme ce Bossuet qui avait écrit pour lui de si viriles instructions : « Lorsqu'un Roi, disait le grand évêque, est contraint de faire la guerre, il la fait avec vigueur. Il empêche ses peuples d'être ravagés et se met en état de conclure une paix durable en faisant redouter ses forces. Lorsqu'il soutient sa gloire, il soutient en même temps le bien public : car la gloire du prince est l'ornement et le soutien de tout l'État. S'il cultive les arts et les sciences, il procure par ce moyen de grands biens à son royaume... S'il entreprend quelque grand ouvrage, comme des ports, *de grands bâtiments* et d'autres choses sem-

blables, outre l'utilité publique qui se trouve dans ces travaux, il donne à son règne une gloire qui sert à entretenir ce respect de la majesté royale si nécessaire au bien du monde. Ainsi, quoi que fasse le Prince, il peut avoir toujours en vue *le bien du prochain, le véritable service que Dieu exige de lui...* »

Oui, c'est Bossuet que l'on évoque en cette minute tragique, c'est lui que l'on voit se pencher sur son maître mourant, pour lui dire : « Sire, dormez en paix : vous avez bien servi Dieu et la France ! »

Nul ne lui apporta cette dernière consolation. Il mourut seul, abandonné de tous, sauf de quelques garçons de chambre, comme aux moments les plus critiques de son règne. Néanmoins, malgré ces amertumes et ces déchirements, il sut maintenir, jusqu'à la fin, la fermeté de son âme, se bornant à supplier, lorsque la souffrance était trop forte : « O mon Dieu, venez à mon aide, hâtez-vous de me secourir ! » Après une longue agonie qui finit le dimanche 1er septembre 1715, à huit heures un quart du matin, il s'éteignit, sans une plainte contre ce cruel abandon.

Mme de Maintenon, craignant d'être insultée, l'avait quitté, dès le vendredi soir. Quelques jours plus tard, elle écrivait à la princesse des Ursins ces paroles véridiques, du moins en ce qui concerne le mort, — paroles que, par la bouche de Massillon, la chaire chrétienne répétera presque textuellement : — « *Madame, j'ai vu mourir le Roi comme un saint et comme un héros.* »

LOUIS BERTRAND.

RENAN ET LA BRETAGNE

La Bretagne de Renan fut tout intérieure; il ne l'a pas aperçue comme nous voyons aujourd'hui des provinces que nous parcourons en pèlerins passionnés, pour en posséder tous les aspects, tous les types, en nous arrêtant à chaque pierre que l'âme des ancêtres a comme imprégnée de son essence propre. A-t-il jamais connu les grands paysages bretons, ceux de l'extrême Ouest, les longues, maigres échines de granit tendues sur l'Océan, ces landes vastes du Finistère et du Morbihan, où la seule chose humaine est une mince aiguille de clocher levée derrière un sombre horizon ? Il a, nous le savons, passé à Quimper (il en nomme la cathédrale), mais tard, quand il était déjà célèbre, et rien de ce qui nous charme ou nous étonne au pays d'alentour ne paraît avoir attiré ses yeux : ni les graves pinèdes et châtaigneraies des estuaires, ni les longues plages désertiques, ni la vie copieuse des vieux ports de pêche, ni l'ingénue couleur des assemblées paysannes, où rit et prie encore le catholicisme fraternel du Moyen-Age, les grands pardons enluminés comme une page d'un livre d'Heures.

La Bretagne de Renan n'est que celle de son enfance, ce Trégor que prolongent, à l'Est et à l'Ouest, les pays de Lannion et de Goelo. Ce petit district même, on peut douter qu'il l'ait beaucoup parcouru. En 1828, à la mort du père, la famille quitta Tréguier pour Lannion, et y resta trois ans. Plus tard, il sentit profondément la différence entre les deux villes : à cet âge, qu'en pouvait-il saisir? Moins de grises façades monastiques, sans doute, mais là aussi, de vieilles maisons de guingois, autour d'une longue place où, le jour du marché, dans la même rumeur de sabots, carrioles et voix bretonnes, papillotent

les mêmes coiffes. Et là aussi, au bas des rues étranglées, une rivière où la mer amène des goélettes qui s'amarrent au long du quai, et puis, sous des piaulements de mouettes, les abandonne aux tristes vases. Et tout près, au long de la rive, une perspective pareille de pentes boisées, de landes, le même tranquille et sinueux couloir qui s'ouvre, à une lieue de la ville, sur les grands vides.

Mais ces choses-là, qui songeait alors à les regarder? Le goût naissant du pittoresque n'avait pas encore atteint cette province. Les plus riches avaient une maison des champs, la « réserve » de quelque ferme, généralement assez loin des grèves pour n'y jamais aller. J'ai vécu dans un de ces « manoirs, » situé, celui-là, sur la côte même. La porte d'entrée, les chambres d'habitation, le vieux jardin à la française, tiède, humide, où stagnent, entre de grands murs d'espalier, de pénétrants aromes de buis et de roses, tout cela tournait le dos à la mer. On préférait ne pas la voir. On ne sortait pas. Les vies demeuraient intérieures, sédentaires (1).

Ainsi, comme presque tous les Bretons de tous les âges, Renan n'a connu de la Bretagne que le canton natal. Cela valait mieux que de la voir tout entière du dehors. Elle était en lui, comme en ces hêtres, chênes bretons, plus sensibles, expressifs, semble-t-il, que les autres, et dont les gestes traduisent je ne sais quelle obscure émotion. L'essence bretonne lui est venue de son germe, de ses racines, de l'air qu'il a d'abord respiré, de toutes les secrètes influences d'une terre dont il fut le produit vivant. Il a grandi haut, son horizon s'est étendu très loin, il a pensé le monde, — mais dans l'image qu'il s'en est formée, nous reconnaissons les tendres, les spirituelles nuances de la race dont personne comme lui n'a traduit l'âme.

*
* *

Qu'est-ce donc que cette essence bretonne? Mais peut-on user d'un mot si général? Il est tant de Bretagnes! Durant tant de siècles, chaque région, chaque clan, enfermés en des frontières naturelles, — crêtes stériles de l'Arrhée, profondes

(1) On le voit bien par un mot d'une lettre que le jeune Ernest écrivait de Saint-Nicolas du Chardonnet à son ami Liart. Il le supplie de passer les vacances à Tréguier, non à Plouguiel. Plouguiel, à deux kilomètres de la ville, lui semblait inaccessible.

douves marines, — ont vécu à part, mettant au jour leurs types distincts! Entre l'âpre pays qui va de Brest à l'Océan, entre la sauvage, brumeuse côte qui fait face à Ouessant, et l'heureuse campagne de Pont-Aven, — bois, vergers, eaux vives et moulins, — quelle différence ! La même qu'entre les humbles filles, en serre-tête plébéien, du Léon, et les princesses paysannes, en chaînes d'or, guimpes ailées, de la Cornouailles du Sud. Parfois, d'une paroisse à l'autre, le contraste est surprenant. Plougastel, dans ses rochers, avec ses femmes vêtues de couleurs de la mer, ses enfants parés comme les fleurs les plus vives, est un îlot à part au milieu de populations vouées, semble-t-il, à un noir éternel.

Mais ce ne sont là que des variétés sur le fond commun d'une espèce. Sous toutes les dissemblances du pays, de la nature, on perçoit une certaine tonalité fondamentale, et l'on dirait qu'elle a passé dans les âmes. Qu'on arrive dans la presqu'île par le Nord ou par le Sud, en montant de la Loire ou en descendant de Normandie, l'impression est la même. Un mot la résume : la terre s'appauvrit et se spiritualise ; ce n'est plus une glaise, une grasse matière enfantant de riches moissons. Sous une maigre tenture d'ajoncs, le granit la modèle de ses âpres mouvements. L'horizon est toujours prochain : de la ligne noire que tend une levée de lande, le ciel en mouvement monte, monte, vapeur exhalée par l'Océan, molle grisaille qui ne cesse pas de se dérouler, traversée çà et là de clartés pâles. C'est comme une âme infinie : pendant des heures on la regarderait passer et silencieusement s'épandre. Les arbres, plus sombres qu'ailleurs, généralement petits, rabougris, leurs racines touchant la pierre, ont grandi dans le tourment et la peur du vent. Échevelés, tous penchés dans le même sens, en des attitudes de fuite, ils comptent pour beaucoup dans le pathétique de ces paysages. Même par les jours paisibles, on dirait que le suroît a laissé sa trace sur ces campagnes. C'est comme un frisson, un perpétuel émoi qui les hérisse. A la nuit tombante, les fouets des genêts, les petits chênes dont les bras remuent sur les talus semblent un peuple obscur de nains qui se mettent à vivre.

Nulle part ces caractères ne sont plus sensibles qu'au long de la côte Nord. Renan a dit le brusque changement qui se fait sentir quand, venant de la Normandie ou du Maine, on entre

dans la vraie Bretagne. A tous les âges de ma vie, j'en ai connu l'émotion. J'arrivais parfois des plus beaux pays du monde, des Alpes, de Provence, d'Orient, les yeux pleins encore de nobles lignes de montagnes et de lumière éclatante. Vingt-cinq lieues après Rennes, très vite, le paysage breton naissait, et les choses laissées derrière moi n'étaient plus que des choses. Tout ici prenait je ne sais quelle qualité morale : on entrait dans le pays de l'âme. Soudain, et sérieux émoi ; une certaine tonalité s'impose, comme aux premières notes d'un grave et sensible instrument. Du côté de Saint-Brieuc, la Manche apparaît, froide, irréelle, couleur de néant, au lointain d'un grand golfe, un pur vide par delà les creux, bosselures de la campagne, sous la ligne nue de la côte qui s'en va vers Paimpol. Est-ce bien la mer ? Cela semble si vague, si triste, inachevé, nul horizon ne marquant la limite du monde inférieur. C'est comme une lacune où, par en bas, l'au-delà se prolonge, — un au-delà où la matière est abolie, où rien n'est plus que sentiment, éternelle attente, confuse mélancolie.

Parfois, voyageant de nuit, je me réveillais entre Guingamp et Plouaret, — déjà le pays de Renan. Un jour de septembre, — il y a bien longtemps, — j'arrivais de la Savoie, chaude encore et splendide à la fin de l'été. C'était l'aube, et le train venait de s'arrêter. Comment traduire ce que me dit, au sortir du sommeil, cette apparition soudaine du pays breton ? Je ne l'ai jamais oublié, et pourtant il n'y avait à peu près rien, — rien qu'une route boueuse, aux ornières noyées, des plans de verdure presque noire, la tourelle grise d'un clocher paysan, — mais par-dessus, par delà, un ciel immobile, gris perle, nué de gris plus sombre, enveloppant de douceur et d'intimité cette pauvre terre, protégeant son rêve et son recueillement...

***

Cette qualité de la nature bretonne est propre à tous les pays celtiques de la mer, à ceux d'outre-Manche aussi bien que d'Armorique. Lorsque, fuyant le conquérant saxon, les Kymris de Cornouailles, de Cambrie, débarquèrent dans la grande péninsule, ils pouvaient croire qu'ils retrouvaient leur patrie. Mêmes aspects, mêmes suggestions du paysage. Ciel voilé, fréquentes brumes, terre indigente que perce le granit, nappes d'ajoncs éclairant, au printemps, en automne, ces graves

campagnes de la lueur de leur floraison ; secrètes rivières où passe la pulsation de l'Océan, apportant au milieu des champs et des bois quelque chose des infinis ; âpres avancées de promontoires, de plus en plus ras, à mesure qu'ils s'allongent sur l'étendue. Le climat le plus instable : un air mol, atone ; une étrange langueur des beaux jours ; de tendres sourires du soleil, un moite et pâle azur, qui sort, semble sourdre peu à peu du brouillard ; plus souvent du gris, la fine, infinie poussière d'eau où les formes se fondent, se décolorent ; — et puis, soudain, des bises glacées de Nord-Est, ou bien le souffle tiède et furieux du suroît déchaîné, les violents, émouvants à-coups des tempêtes.

Voilà les influences qui, là-bas, tour à tour tendent et détendent les nerfs, et semblent avoir fait le génie sensitif et fantasque de ces familles humaines que Renan appelle celtiques, prenant le mot au sens restreint, ne l'appliquant justement qu'à ces peuples isolés qui, depuis les premiers temps de l'histoire, les ont subies en ces extrêmes terres par où l'Europe finit dans l'Océan. Sur la sensibilité, l'imagination, sur la poésie de ces races, il a écrit des pages essentielles, où leur génie même semble vivre. L'âme bretonne, il fallait ses magies pour en suggérer ce qui ne se laisse pas directement décrire : l'évanescente nuance, l'irisation, le tendre et rapide émoi qui tremble entre les larmes et le sourire, l'étrange, l'indicible délectation du cœur qui se transperce des flèches du regret, la surnaturelle clarté où soudain semble baigner le monde, où toute chose se transfigure et se pénètre de significations mystérieuses. Tout cela, pour le dire ou le faire entendre mieux que personne, Renan n'avait qu'à laisser parler son être profond. C'était sa nappe intérieure qui montait au jour, coulant en rythmes spontanés. Rappelez-vous la délicieuse phrase sur les chants bretons : « On dirait des émanations d'en haut, qui, tombant goutte à goutte sur l'âme, la traversent comme des souvenirs d'un autre monde. Jamais on n'a savouré aussi longtemps ces voluptés solitaires de la conscience, ces réminiscences poétiques où se croisent à la fois toutes les sensations de la vie, si vagues, si profondes, si pénétrantes que, pour peu qu'elles vinssent à se prolonger, on en mourrait sans savoir si c'est d'amertume ou de douceur. »

Et c'étaient bien les traits d'une race qu'il nous rendait

ainsi. La délicate image qu'il traçait s'accordait à l'idée que le monde a conçue depuis des âges de ces peuples, plus aptes que d'autres aux divinations et pressentiments de l'invisible. Déjà « l'antiquité classique était pleine de la tradition d'une île des Ombres située aux extrémités de l'Armorique, et d'un peuple voué au passage des âmes qui habitent le littoral voisin. » Et n'est-ce pas aux Bretons de Grande-Bretagne que le Moyen-Age a demandé ses romans les plus chargés de pathétique et de surnaturel, ses histoires les plus merveilleuses de magie et d'amour, — languide, inefficace amour, dont la volupté est faite surtout du regret savouré de l'absent Avec leurs harpes, triades, prophéties, légendes, inventions de toute sorte, ces Gallois furent les enchanteurs de l'Occident. Shakspeare le savait, et quand il mit en scène l'un d'eux dans son *Henri IV*, il en fit ce prince devin, si différent des seigneurs normands qui le raillent, ce doux, subtil et changeant Owen Glendower, dont la naissance fut annoncée par des signes, et qui non seulement suscitait les esprits de l'abîme, mais avait « lu beaucoup de livres, aimait à parler du passé fabuleux, et se montrait habile à orner la langue et l'envelopper de musique. » Comme ces derniers mots préfigurent son lointain neveu du Trégor, dont la vie brillante eut aussi son présage, le grand clerc, un peu sorcier, ami des mythes, musicien du langage, et qui pouvait parler de ses ancêtres gallois ! Mais plus encore, peut-être, Ernest Renan tenait de ce Prospero, qui tenait de Merlin ; et s'il a ressuscité l'enchanteur, en lui prêtant ses charmes, sa science, sa philosophie, son rêve de l'univers, sa haute, hautaine vision de l'humanité, c'est qu'il avait beaucoup retrouvé de lui-même dans le personnage shakspearien. Déjà, dans Imogène, il avait reconnu une fille de la race bretonne. Rien d'étonnant : dans la lignée de poètes anglais que nos voisins regardent, pour le mystérieux de leur rêve et le fantasque de leurs élans, comme d'origine ou d'inspiration celtique, ne placent-ils pas d'abord ce Shakspeare, né à vingt lieues du pays de Galles, au bord de cet Avon dont notre Aven nous répète le nom kymrique? Et n'est-ce pas le plus tendre, le plus imprévu, le plus prompt et merveilleux du génie breton tel que Renan l'a défini, qui a passé dans les féeries du grand évocateur anglais?

***

Un caractère souvent attribué à ces peuples semble contraire à cette définition. C'est une certaine force de résistance, une volonté de refus opposée à toute idée venue du dehors. L'obstination bretonne, le Breton à tête de granit, voilà un thème bien connu. Le Breton n'apparaît de granit qu'au milieu des Bretons. Il s'agit ici bien moins d'énergie personnelle que d'inertie collective. Simplement, certaines conditions générales d'existence persistant, les idées, les mœurs qui leur correspondent persistent. Un état d'équilibre est atteint, et dans ces régions écartées, de régime rural, il dure. Ainsi se prolongèrent pendant des siècles de notre Moyen-Age certaines formes de l'âme et de la vie. Ainsi se prolongent encore celles qui font le grand caractère de l'humanité d'Islam.

Au contraire, le Breton isolé, détaché de son milieu, est généralement docile aux influences nouvelles. Voyez ce qu'il devient dans les grandes villes, les arsenaux, où il respire l'excitante atmosphère industrielle. Voyez, dans les faubourgs de Lorient, de Brest, les filles venues de la campagne environnante moralement changer dès qu'elles ont quitté, pour le triste et vague sarrau de lustrine, le costume si grave, si précis qui, obscurément, leur signifiait les consignes du clan natal. On dirait qu'en l'abandonnant elles s'abandonnent. Cet aspect simple et fort que présentent encore là-bas, paysans et marins, tant d'hommes de l'ancien type, c'est à des traditions ou disciplines qu'ils les doivent, celles de leur vieux monde rural, celles de la marine. De tout temps ils ont facilement obéi aux prestiges d'une volonté supérieure ou d'une autorité. Ils ont besoin de chefs. « A l'État, » ils font d'admirables maîtres, seconds maîtres, — mais comptez avec les lubies, coups de tête possibles de mon frère Yves, et ne leur demandez pas de prendre une initiative. La plupart, surtout dans les campagnes, obéissent encore à l'instinct du féal qui tend à être conduit, — et cela sans s'humilier, tant cette relation avec le chef, l'*aotrou*, leur est ancienne, naturelle, — en gardant, avec le sentiment d'une distance sociale, celui d'une égalité dans l'amitié. Renan a bien dit : « La race est douce, timide, fidèle. »

Sur « son inertie collective, » — « résistance du groupe aux impulsions du dehors, » — on ne saurait trop insister. De tous ses caractères, c'est le plus important au point de vue de l'histoire, et, peut-être, en commande-t-il d'autres, moins primitifs qu'on ne le croit en général. Le Gallois George Meredith le signalait chez les Celtes insulaires quand il disait que cette race n'oublie rien. Nulle part, dans l'Europe occidentale, les croyances, traditions, mœurs ne se sont mieux maintenues au milieu de tous les changements du monde. En Bretagne, cette disposition est apparue dès les premiers temps. Le christianisme y a pris une nuance singulière, ayant dû s'accommoder aux survivances des vieux cultes naturalistes, faire place, dans son hagiographie, aux héros indigènes. Les styles d'art, là-bas, retardent toujours de plus de deux cents ans : on a fait de l'ogival jusqu'au milieu du XVIIe siècle. Bien mieux, dans le décor de meubles qui sont presque de notre temps, on peut reconnaître, à côté d'éléments Louis XVI, des motifs nettement gothiques. Même persistance des costumes : ceux que l'on voyait, il y a trente ans, dans notre Cornouailles et notre Léon, n'étaient que variétés locales de types qui régnèrent dans toute l'ancienne France. On en trouvait encore d'analogues, en Maurienne, en Alsace, au milieu du siècle dernier. Et que de traits médiévaux a gardés la religion ! Foules naïves, assemblées pour les liesses et dévotions ; haies de gueux, culs-de-jatte, béquillards, et leur bienfaisant murmure de patenôtres, en ces pardons, où ils ont leur place et presque leurs fonctions; fontaines miraculeuses, saints guérisseurs ou redoutables, — comme, à deux pas de Tréguier, ce saint Yves la Vérité, qui, visité la nuit dans sa chapelle par de vieilles fées sinistres, et sollicité suivant le rite, vous débarrassait, hier encore, de vos ennemis, envoûteurs. Mais faut-il insister sur l'archaïsme de tant de légendes, de coutumes, qui font la traditionnelle couleur de la Bretagne?

Seulement, on peut se demander si des traits que Renan attribuait souvent à la race ne dérivent pas de celui-là, si des mœurs, des tendances qu'il a données pour proprement bretonnes sont vraiment de l'ordre ethnique, et non pas simples survivances d'idées et coutumes, générales, jadis, dans toutes nos campagnes (relisez *Mireille*), — on peut dire dans toutes celles du vieux monde. Lui-même, renseigné par sa sœur Henriette, les signale chez les paysans de Pologne. Mais ne prenons pas à

la lettre toutes les expressions d'un maître qui aimait à traduire par des mots courants des idées fines, complexes, en laissant au contexte de suggérer le fond de sa pensée. A ce dîner celtique où ne venaient pas seulement des Bretons, quand il disait avec son air convaincu, son profond hochement de tête : « Nous autres Celtes..., » c'est tous les idéalistes qu'il entendait, tous les hommes de bonne volonté, voire le nègre qui participait à ce rite. Sa vraie idée de la race, il l'a donnée quand il a dit que si l'on prenait au hasard cinq cents promeneurs du boulevard, si on les obligeait, et leurs descendants, à vivre séparés, entre eux, comme autrefois les Juifs dans leurs ghettos, on aurait vite une variété de notre espèce blanche aussi distincte que la juive. On le voit par l'exemple des États-Unis, dont le peuple, formé de tous les peuples d'Europe, tend si vite vers un type : la plupart des caractères qui entrent dans la définition courante d'une race sont ainsi le fait d'une tradition, — habitudes, disciplines de vie et de pensée, entretenues par les nécessités du milieu, par les suggestions mutuelles des contemporains, par l'éducation que les pères imposent aux fils, afin qu'ils leur ressemblent. Au pays de Renan, une telle tradition durait depuis très longtemps. « J'ai vu, a-t-il dit, le monde primitif. En Bretagne, avant 1830, le passé le plus reculé vivait encore. Le XIVe, le XVe siècles étaient le monde qu'on avait journellement sous les yeux dans les villes. »

Et de là, semble-t-il, beaucoup de ces qualités qu'il a tant aimées chez ses Bretons : sérieux, résignation, réserve, — fruits de la vieille civilisation morale et rurale qui prévalut par toute la vieille chrétienté. La caste, plan distinct où les vies se suivaient à travers un cycle assigné de travaux et de fêtes, bornait d'avance les aspirations; la religion, détournant l'homme des fins pratiques et le détachant de ce monde illusoire, élançait le rêve aux promesses du Paradis. Et puis les vieilles croyances d'origine païenne aux *fata*, aux lutins, continuaient de se transmettre avec le culte des hauts lieux, des fontaines, des pierres. Et tout cela, qu'était-ce, avec la foi demi-naturaliste au surnaturel, que l'acceptation de la condition présente, la modestie, la simplicité d'âme, le rêve mystique de l'au-delà, tout ce qui a persisté plus longtemps qu'ailleurs dans la vieille Bretagne écartée, et qu'on est tenté de prendre pour caractère à jamais fixé ?

Que tout cela peut varier, nous le voyons aujourd'hui. Par la secousse de la guerre, par le changement des circonstances économiques, sociales, un équilibre établi depuis très longtemps a fini par se rompre. Combien de paysans, de marins bretons, peu sensibles, il y a dix ans, à l'idée de gagner, en semblent aujourd'hui possédés! Ainsi, au XVIIIe siècle, tant de bourgeois jusque-là sages, modestes, soudain envahis par la contagieuse fièvre qu'excita le système de Law. Aussi bien, cette profonde et poétique moralité, cet instinct de dévouement à un rêve, à une idée, dont il est tant question dans les *Souvenirs*, ces antiques vertus bretonnes ne sont-elles que bretonnes? Qui n'a connu, en plein Paris, des femmes, des veuves, qui vivent comme jadis, à Tréguier, la mère de Renan, portées par leur foi, servant modestement, en silence, un idéal, ne demandant rien au monde? Parfum du vase dont a parlé le grand incroyant, qui, si profondément, médita l'essence de la vertu et de la religion. Parfum qui continue de s'exhaler, — pour combien de temps encore? — quand la myrrhe a presque disparu du vase. Le vase n'était pas vide chez les Trégorrois de 1830. « Le catholicisme revivait en ces cantons perdus, avec toute sa respectable gravité. La Révolution avait été non avenue pour le monde où je vivais. Les idées religieuses du peuple n'avaient pas été atteintes. »

Il faut distinguer dans une société entre ce qui est de la race et ce qui n'est que d'une époque. Cette vieille Bretagne religieuse, morale, immobile, n'était-ce pas, comme la Bretagne pittoresque, celle des pardons et des costumes, surtout de l'ancienne France?

*
* *

C'est peut-être pour cela qu'elle est restée si diverse. Elle aussi a ses provinces, où l'homme, soumis comme autrefois à la nature, varie comme la terre et les paysages. Enfermons-nous maintenant dans ce petit monde, entre le Goélo et la baie de Lannion, dont le Trégor est le centre, et qui fut toute la Bretagne de Renan et de ses pères.

C'est un pays clair, presque ras, ondulé, coupé de ravins où le granit perce un peu partout la maigre lande. Peu d'arbres, la plupart ébranchés; de profonds chemins creux sous des talus buissonneux, entre les petits carrés de prés et de cultures qui

multiplient à l'infini leur damier. Partout, sur le bleu pâle ou la pendante vapeur du ciel, le hérissement de l'ajonc et du genêt, que harasse le vent. L'homme est peu visible. On n'arrive à ses gîtes que par des chemins secrets, sortes de fossés, coupés en automne, en hiver, de mares d'eau qui stagnent longtemps. La plupart de ces petites fermes sont cachées, blotties en des creux, d'où l'habitant ne voit, comme de son nid l'alouette, que le ciel et un peu du champ prochain. Elles ne communiquent guère; on peut passer à côté sans les soupçonner. Mais élevez-vous sur la pente voisine, et toute la contrée vous apparaîtra : un horizon dénivelé, d'où montent, çà et là, de religieuses aiguilles : on dirait des mâts de navire demi masqués par des houles. Celle de Tréguier se montre de loin, seule, sans que rien de la nef soit visible. Une pointe grise sortant d'une dépression profonde, surveillant le grave pays vert et noir dont courent les grandes vagues.

La vraie mer est toute proche, à deux lieues au Nord de Tréguier. C'est la Manche, vivante, sensible, avec ses violentes marées, ses brusques émois quand le vent en rebrousse les courants, la Manche, sans la riche couleur, les amples gonflements de l'Atlantique. Si pâle, pourtant, presque toujours, et, de loin, vaporeuse, évanouie, comme extasiée dans le bleu bonheur de l'été, elle tient plus de l'esprit que de la matière. L'ombre et la lumière y alternent ou s'y mêlent, comme, dans une âme instable, les joies et les tristesses. Des franges de pluie viennent y traîner; parfois, c'est un grand voile trouble qui pose à une demi-lieue un faux horizon ; et derrière cette sombre limite, les lointains, les îles reculent, prennent en s'effaçant dans le gris je ne sais quel émouvant aspect d'au-delà, comme d'un autre monde où tout serait mystère, apparition, fantôme.

Entre cette mer et la terre, la limite est confuse. Tout le long du littoral, si nu, si âpre, s'étend une étrange région amphibie, de grèves, presqu'îles, petits archipels, mornes granitiques : un vague, infini dédale que le jusant rattache plus ou moins à la côte. Çà et là, même, un petit toit s'accroche à un ilot, aussi naturel que la bigorne sur le rocher. Là sont les bassins, les sinueux chenaux qui s'éclairent au soleil de couleurs merveilleuses, — turquoise, saphir, émeraude, suivant les fonds de sable, d'herbiers ou de goémon, — et puis mystérieusement s'éteignent dans la pluie ou le brouillard. Là s'allongent à

perte de vue les déserts de limon que marque, entre des frissons de flaques, le pas des courlis piauleurs.

Voilà le monde informe, incertain, changeant, dont la nostalgie vient soudain passer, avec le regret des magies catholiques, dans la prière du pèlerin qui croyait, sur l'Acropole, se donner pour toujours à la déesse de certitude et de raison : « On y connaît à peine le soleil ; les fleurs sont les mousses marines, les algues et les coquillages coloriés qu'on trouve au fond des baies solitaires. Les nuages y paraissent sans couleur, et la joie même y est un peu triste... »

Pourtant, ces baies, ces grèves, si proches de sa ville natale, Renan semble bien ne les avoir visitées qu'au second moment de sa jeunesse, quand, d'Issy ou de Saint-Sulpice, il revenait pour les vacances au pays. La mer, il la voyait surtout de loin, de cette chapelle isolée de Saint-Michel, sur la colline où les dames Renan s'en allaient parfois s'asseoir, et d'où l'on découvre en raccourci la profonde coupure du Guindy, et, par delà, tout au long du sombre pays, le ruban de la Manche, si incertain, si vaguement lustré qu'il se distingue à peine du ciel.

De ce monde marin, ce qui lui fut d'abord familier, c'est l'eau grise ou bleue qui monte entre les roches, les bruyères, cette rivière qu'il apercevait de sa chambre d'écolier. Qu'elles sont bretonnes, ces retraites cachées de l'Océan au milieu des campagnes! Intimité des bois, des landes et de la grande eau librement épandue, à quelques lieues de là, sur la convexité du globe.

Ces petits fiords qui interrompent la côte donnent à tous les pays celtiques un trait de leur physionomie. On les retrouve dans les Bretagnes d'outre-Manche. Ils ont compté pour beaucoup dans l'histoire humaine de la nôtre, maintenant les clans séparés, décidant les trafics, la naissance de tant de petites villes qui, d'Auray à Dinan, sont des ports au milieu des terres, la plupart posées à la limite de l'eau douce et de l'eau saumâtre, autour du premier pont, offrant aux marins de haute mer, aux pêcheurs, un refuge, un marché à l'abri des tempêtes et des pirates.

Elles sont toutes de même famille, ces rivières salées, qu'elles s'ouvrent dans la Manche ou dans l'Atlantique, celles du Nord seulement plus difficiles aux marins, plus étroites, sous des pentes abruptes de roches et de bruyères. Chez toutes,

l'âme du lieu est la même, paysanne, modeste, recueillie, participant néanmoins de la grandeur et de la solennité de l'élément. Dans ces paysages du Trieux, du Guindy, qui furent ceux de tous les Renan, le sévère et le doux, l'humain et le sauvage, se marient naturellement. Rouges bruyères par-dessus les varechs, chênes et hêtres sur des nappes d'ajoncs, saillies de pierres qu'argentent des lichens, — et puis soudain des pommiers, la fumée bleue d'un toit, un pauvre gîte humain, ancien sans doute, les générations ayant toujours bâti à la même place favorable. Un sloop passe, sa voilure encore trempée par les embruns, apportant là, dans ces lieux abrités, le sentiment de la grande eau prochaine et dangereuse.

J'étais, un matin de l'été dernier, sur cette rivière de Tréguier, dans le profond ravin qui fut la dernière chose de son pays que vit le père de Renan avant de disparaître, sans qu'on ait jamais su comment, de son bord, au cours d'un voyage à Saint-Malo. Nous avions quitté le quai, au bas de la vieille ville, à la vague lueur de l'aube, et nous glissions avec toute l'eau qu'une force cosmique appelait, — une eau presque noire, si froide, si chaste au sortir de la nuit.

Entre les bois sombres, les rochers qu'empourpraient vaguement, dans une brume légère, les premiers rayons de l'aurore, nous allions, sous un souffle imperceptible, d'une balise à l'autre, dans un tel silence, d'un mouvement si égal, que des oiseaux de mer se levaient, surpris, sous notre étrave. De loin en loin, sur les vases, on voyait leurs peuples blancs s'affairer, clamant le réveil, et leurs cris si âpres, poignants, alternaient avec le faible, infini gazouillement dans la feuillée. Parfois, au ras de l'eau, un héron, posé sur une longue patte, fatidique, gardait un détour du ravin. Au fond d'une anse, des mâts se levèrent : trois goélettes pareilles, attendant le flot, j'imagine, pour monter jusqu'à la ville, mais, je ne sais pourquoi, mystérieuses, à cette heure insolite, comme immobilisées là par un enchantement, et faisant partie depuis très longtemps de cette solitude. Et puis, à l'orée d'un petit val, une petite ferme se démasqua, primitive, perdue, et à côté, à la limite de la vase, le nez dans les ronces, une rude chaloupe abandonnée. Ainsi faut-il imaginer les rives où vécurent, pendant treize cents ans, les pères bretons des Renan, « l'humble clan de laboureurs et de marins » qui, par lui, sont arrivés à la conscience et à la voix.

Et déjà s'ouvrait l'horizon du large, le triangle de l'estuaire, pâleur lustrée où tremblait encore du rose, autour d'une roche toute noire : la « Corne, » que les marins « mettent » par la pointe lointaine du clocher de Tréguier pour trouver l'entrée du chenal. Alors, passée la baie d'Enfer et le grand bois qui la borne, — automnal, rouillé dès la mi-août, comme tous les bois du pays, — la sortie dans le monde sauvage, les granits nus autour du bas radeau de l'île d'Er, tous les « dangers, » une population de récifs, ponctuant au loin cette marge de la terre. Un monde si vaste, si triste, inhumain, si souvent spectral dans la brume, si plein d'épouvantes et démoniaquement animé, à certains jours, par les courants de la marée, que les Bretons en ont fait un de leurs *Iferns* (enfers) comme de cet autre chaos bouillonnant de la Pointe de Raz, à l'extrémité occidentale de la presqu'île. Dans les clameurs de la mer bondissant sur les écueils, dans les gémissements des mouettes, ils entendent les plaintes, les appels des trépassés, des âmes en tourment. On croit encore à ces terreurs dans les masures, à l'entrée de l'estuaire.

Tout cela finit aux grandes roches avancées des Renauds. Alors on met le cap à l'Ouest, sur le chenal des Sept Iles, ou bien à l'Est, sur le phare isolé des Héaux, et l'on entre dans les grands vides, dans l'étendue pâle où errèrent les pêcheurs et caboteurs qui portaient en eux le germe d'un Renan. « Dans les premières lueurs de mon être, j'ai senti les froides brumes de la mer, subi la bise du matin, traversé l'âpre et mélancolique insomnie du banc de quart. »

***

L'humanité de ces cantons, entre Lannion et Bréhat, a, comme le pays lui-même, sa physionomie distincte. La race y est fine, petite, — ce caractère frappe, quand on revient du Léon. Le grand trait kymrique, sensibilité, aptitude au rêve, y est marqué, annoncé par le bleu doux, presque vaporeux des yeux, par la délicatesse expressive du visage. C'est en Tréguier que M. Le Braz a recueilli les deux tiers de sa *Légende de la Mort*. Nulle part, en Bretagne, la tendance à tout interpréter dans le sens du surnaturel ne fut plus active. La nature y porte singulièrement; tout y paraît vivre, sentir : la mer, le ciel, si vite émus, changeants, les petits chênes, les buissons, avec leur air un peu fée, leurs gestes tordus, obliques, comme si des âmes

enfermées s'y tourmentaient. Et puis, c'est la région des brumes, si fréquentes au bas de la Manche. De l'Arrhée, du haut du Menez Bré, je les ai parfois aperçues dans le Nord, un long ruban blanchâtre, dessinant au loin la limite de la terre et des invisibles eaux. Mystérieuses brumes, venues d'en bas, sans qu'on voie comment, transfigurant les choses, dont la matière soudain se défait et tourne au fantôme. On comprend que les hommes de cette terre aient tendu à confondre le rêve et le réel. Parfois, le soir, entre chien et loup, quand ces froides fumées de la mer envahissaient la côte comme une haleine de mort, il m'est arrivé, dans un de ces verts chemins bretons tout embaumés de camomille, qui ne mènent nulle part, de voir surgir à vingt mètres une silhouette humaine, grise, sans relief, vaporeuse, silencieuse, et d'en éprouver comme une inquiétude. Il faut imaginer l'effet de telles apparitions sur des âmes simples, dans les mois noirs, quand la pêche, les travaux des champs sont arrêtés, quand les pluies noient les chemins, et que, presque tout le jour, chacun reste enfermé dans sa masure.

Le celtisme est une neurasthénie, me disait l'écrivain breton qui a le plus attentivement étudié le pays et la race. C'est un mot profond. Dans le petit port, à trois lieues de Tréguier, où j'habite depuis dix ans, dans le canton de Lannion où je n'ai pas moins vécu, que de fois j'ai vu, chez mes voisins, paysans, pêcheurs, s'exagérer l'aptitude à sentir, à se tourmenter d'images intérieures! Quand on revient au milieu d'eux, on n'est pas sûr de l'accueil de tous. Pendant le long hiver, certains ont médité un mot que vous avez dit sans malice, ou que vous n'avez pas dit, et les voilà méfiants, fermés, muets. Mais on les reprend vite. Des ombres, des lumières, venues on ne sait d'où, passent sur ces âmes. Ils sont prêts à toutes les impressions, changeants, suggestionnables, comme les enfants, les artistes. Quelque chose, peut-être, de ces traits se laisse reconnaître dans le grand Renan. Points de vue variables, fuyantes nuances, subits détours de la pensée. Mais le fond, chez lui, était admirablement fort. Son originalité, le secret de la surprenante floraison que donna, en lui, la sève bretonne, c'est cela : l'association de la sensibilité la plus délicate, mobile, et d'une énergie vitale qui s'était détournée des fins pratiques pour s'appliquer toute à l'effort de l'esprit (1).

(1) « Challemel-Lacour a dit excellemment : il pense comme un homme, il sent

On a beaucoup parlé de la mélancolie de la race. Elle est rêveuse, mais chez les gens du Trégor le rêve est souvent heureux, et je l'ai vu merveilleusement se dorer. Ces âmes ne sont pas du type vigoureux, mais elles sont vives, et si elles se laissent prendre, hanter facilement par une image triste, elles peuvent s'enchanter de chimères. Vieille tendance bretonne au romanesque, au romantique, à l'aventure. Les garçons, sur la côte, aspirent aux navigations lointaines : la pêche dans les eaux du port natal ne leur suffit pas. J'en connais un, le plus fantasque de tous, un vrai lunatique celui-là, qui a quitté le pays à onze ans, sur un caboteur, pour aller s'offrir chez le « marchand d'hommes, » à Dunkerque, et se faire enfin embaucher par un patron, — brave homme qui le traita fort bien au cours d'un voyage d'Islande. Mais au retour, le petit le quitta tout de suite : « Je savais ce qu'il me fallait : je voulais les Iles. » Les « Iles, » l'Islande n'en est pas, et le Brésil en est. Les « Iles : » tous les pays de soleil et de merveilles, ceux d'où les anciens ont rapporté le perroquet vert qui leur tient compagnie dans le petit logis où ils ruminent leur passé au pied du lit clos, à côté de noix de cocos sculptées, de petits navires dans des bouteilles, et des photographies de toute leur vie, — vaisseaux de guerre, premières communiantes, gars en col bleu, — dans des cadres de coquillages. Les souvenirs s'embellissent, se magnifient dans ces imaginations. On pourrait presque dire qu'ils tendent à la littérature. M. Le Braz me contait que lorsque, recueillant les récits de sa *Légende de la Mort*, ce document capital du folk-lore breton, il invitait à la veillée, dans sa maison de Port Blanc, ses humbles voisins, ceux-ci, comprenant qu'il s'agissait de faire un livre de leurs histoires, quittaient vite leur timidité, rivalisant de zèle et d'animation, arrivant à de vraies trouvailles dans le pittoresque et la force de l'expression (1).

A cet égard, quelle différence avec les paysans si lents, muets, que j'ai connus jadis dans le Finistère Nord ! Rappelez-vous cet oncle Pierre, des *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*,

comme une femme, il agit comme un enfant. » (*Souvenirs d'enfance et de jeunesse.*)

(1) Ce type, poussé à l'extrême, est connu dans la marine, où l'on distingue peu entre les variétés locales de la Bretagne. Je l'y entendais appeler, il y a trente ans, *Moko de Quimper*, ce qui veut simplement dire : Breton brillant, doué pour la parole comme un méridional.

« qui fit une véritable révolution littéraire dans le Tréguier de 1820... toujours par voies et par chemins, passant ses jours et ses nuits au cabaret. Il fut impossible de lui donner un état. Ce qu'il savait de contes, de proverbes, d'histoires à faire mourir de rire, ne peut se concevoir. » Il avait déniché de vieux romans dans l'armoire du capitaine Renan et les lisait aux gens du peuple et aux gens du port. « Il mangea le peu qu'il avait et devint un pur vagabond, ce qui ne l'empêchait pas d'être doux, excellent, incapable de faire du mal à une mouche. »

De tels hommes sont comme les artistes populaires, spontanés, d'une tribu. On en voit de tels en Russie, au Maroc, chanteurs, conteurs, ignorants des fins pratiques, plus ou moins illuminés, demi-fols parfois, qui s'enchantent de leurs inventions et visions. J'en connais un, en Trégor, qui me rappelle cet oncle Pierre, mais en plus simple encore : un innocent à l'étage le plus humble de la petite société locale. Lui aussi est toujours par les routes, la bouche entr'ouverte dans un vague, perpétuel sourire, ses prunelles, d'un bleu pâle, radieuses, ouvertes je ne sais sur quelles images de secret bonheur. Parfois il s'arrête, l'oreille tendue vers les chants des oiseaux, les bruits de la campagne et de la grève ; longuement il a écouté les cloches des paroisses voisines : celles de Penvenan, du Trévoux, de Plougrescant : chacune lui est une personne vivante, avec sa voix propre, qu'il imite d'étonnante façon. Il imite aussi le sifflet, le ronron, le halètement de la batteuse à vapeur : intéressant objet, qui, l'été, vient pour quelques jours animer étrangement ces campagnes. La nuit, quand tout le monde est couché, il s'en va chanter sur la plage des sones bretons, paroles et musique de son invention. Il fait de vagues métiers intermédiaires, parfois facteur, commissionnaire, garçon d'écurie : cela dure quinze jours. Il était domestique chez Théodore Botrel lorsque la guerre éclata et que son maître partit pour le front. Une idée magnifique lui traversa le cerveau : courir à Lannion, s'y commander des cartes de visite, et, sous son nom, — un nom de légende arthurienne, — faire inscrire ces mots : « Successeur de Botrel pendant la durée de la guerre. » Il m'en donna une, un soir que je le rencontrai vers minuit, chantant à ses amies, comme lui vagabondes, la lune et la mer. Voilà bien, un peu plus vague, un peu plus fou, plus loin du réel, l'espèce de rêve dont s'enchantent facilement les gens du

pays. Je ne veux pas dire que tous en sont capables, mais en Bretagne, c'est là surtout qu'on le voit éclore.

Un autre exemple de cette heureuse fantaisie m'était donné par une très vieille femme, cousine d'Ernest Renan lui-même. Une bourgeoise de Tréguier, mais portant comme toutes ses pareilles le léger bonnet, aux ailes effilées de mouette, avec le devantiau et le long châle de la région. Toute fine, menue comme une poupée, tirée à quatre épingles, sa coëffe montrant à peine, suivant la mode ancienne, qui était une discipline, la racine de ses cheveux blancs sur un front d'ivoire où l'âge mettait comme une lumière, c'était une vraie petite fée. Et si vive, spirituelle, vaillante, allante, faisant à quatre-vingts ans, sans nous prévenir, ses trois lieues à pied pour venir nous voir! Il y avait de l'oiseau dans sa démarche ; et quel subit éclair du sourire! Elle parlait de son père, un marin du grand Napoléon, prisonnier sur les pontons anglais ; de « tante Manon » — la mère de Renan ; — de la visite qu'elle fit, à Paris, à son illustre parent, du royal accueil qu'elle en reçut. Elle avait rapporté de ce voyage une idée qui rappelle en plus grand l'entreprise littéraire de l'oncle Pierre. Il s'était contenté de lire *Don Quichotte* et *Gil Blas* aux gens de sa paroisse ; elle retournerait dans la capitale et y mènerait brillante vie en allant narrer dans les « grandes maisons » les histoires de Dumas père dont les merveilles la possédaient.

De ces âmes, une disposition originale qu'a notée Renan, c'est une certaine indépendance de l'idée religieuse. En général, elles sont croyantes, pratiquantes, fidèles à leurs saints, aux vieux rites populaires du catholicisme breton, — peu soumises d'ailleurs à leurs prêtres. Les hommes vont à la messe et votent pour le député « rouge. » « Leur religion n'est pas pour eux une chaîne, un assujettissement. » Chez cette vieille parente de l'historien de Jésus, ce trait s'accusait. Elle parlait avec moins de sympathie que lui des prêtres, mais elle allait tous les soirs au salut dans la cathédrale, y goûtant, sans doute, ce que le petit Ernest avait aimé : l'atmosphère ancienne, l'ombre vaste, enveloppante, où jaunit, à l'entrée d'une chapelle, un tremblant buisson de flammes ; la présence des grandes tombes médiévales d'abbés mitrés et de chevaliers ; — faisant oraison, d'ailleurs, et de toute son âme, mêlant sa voix au bourdonnement des *Ave*. Mais comme son grand cou-

sin, dont elle n'avait pas lu les livres, elle prenait des libertés avec les dogmes. Croyant en Dieu de tout son cœur, elle rejetait pourtant l'immortalité de l'âme; cette vieille femme d'âme si vive et si près de la mort. Sa prière, nous disait-elle, n'en était que plus désintéressée. Faut-il voir, dans cette opinion, une forme de l'idéalisme qui nous est donnée dans les *Souvenirs* comme un trait proprement breton, de ce « romantisme moral » dont l'enfance de Renan fut enveloppée? Spontanément cette ignorante octogénaire arrivait à la même hérésie que le philosophe énonçait un jour : « Dieu, a-t-il écrit, est plus probable que l'immortalité de l'âme. »

Il en est un, de la même famille, que j'ai bien connu, et qui, en un sens, n'appartenait pas tout à fait au pays, — il y passa seulement tous les étés de sa rapide et brillante vie, — mais il y tenait, et il en tenait par toute sa nature. Il avait en lui, directement transmis, le sang même de Renan. Je le nomme ici parce que, dans ce jeune et haut esprit, vivaient de la façon la plus noble et charmante les meilleures vertus de la race. Ernest Psichari, enfant, jeune homme, avait la grâce, l'heureux et changeant coup d'aile, l'élan vers les images de son rêve, vers tous les *ailleurs*, tous les *au-delà* que sa vive imagination transfigurait. Je me rappelle le bleu rayonnement de ses prunelles, comme devant un merveilleux mirage, en ce jour de sa prime jeunesse où il nous parlait du premier voyage qu'il s'apprêtait à faire en Afrique avec le commandant Lenfant. Le risque, l'aventure, le *jamais vu* l'appelaient comme les enfants de la côte. Est-ce un tel appétit du nouveau, de l'inexploré qui le poussa, lui, formé aux habitudes de libre examen et d'autonomie, à choisir pour son lot la servitude militaire? Est-ce une telle attirance, le désir d'un monde inconnu pour lui, plus beau, plus radieux de merveilleuses promesses, qui l'élança au catholicisme, au mystique domaine clos à ses vingt premières années? Est-ce plutôt un besoin atavique, ce profond instinct religieux de la race, qui remuait encore un Renan de regret dans l'instant où il prononçait les paroles qui le dédièrent à la Raison, — cette Raison dont il disait en l'invoquant qu'elle ne suffit pas, et que l'abîme dépasse tout ce que peuvent atteindre ses regards. L'idée scientifique du monde, que l'ancêtre avait ignorée dans son adolescence, qui fixa, un jour, et pour toujours, sa pensée virile et réfléchie, le

rationalisme, dont le petit-fils, dans le milieu natal, fut dès l'enfance enveloppé, demeura sans prise sur cette jeune âme. Je me rappelle encore comme il m'étonna un jour, — un clair matin de septembre où nous courions à la voile dans la baie de Perros, — et comme il étonna plus encore un autre compagnon, grand savant qui ne croit qu'aux vérités positives et démontrées, en déclarant cette opinion que, dans cinquante ans, l'homme pourrait prédire l'avenir. Quelle idée se faisait-il donc de la Science et de ses conditions, ce petit-fils du penseur qui écrivit *l'Avenir de la Science?* Ah! qu'il semblait loin de l'aïeul ce jour-là! et pourtant, ce qui se traduisait ainsi, c'était, plus libre, insoumis aux freins de la pensée disciplinée, c'était le même fond de rêve, et l'on peut dire de mysticisme, qui, çà et là, vient transparaître sous l'œuvre critique et déterministe de Renan.

Et je le revois encore, si Breton, penché sur l'énigme de la mort, en ce jour de 1900 où il me conduisit, en haut du degré qui domine Lannion, à la vieille église de Brélévenez. Nous étions arrêtés devant le petit ossuaire de granit où, dans une ombre verdie par les mousses, traînaient encore des ossements, — il y avait même quelques crânes. Il regardait, ce vif et clair enfant, il regardait, silencieux, attiré, fasciné par le mystère, ces résidus de la vie, ces boîtes à pensée, disions-nous, retournant à la terre. Et je songeais à cette page où l'ancêtre a dit le plus profond souvenir de sa jeunesse, sa longue méditation à côté de sa mère, quelque soixante ans auparavant, dans un de ces petits cimetières du Trégor où les morts anonymes se serrent autour de leur église.

* * *

J'essaye, en assemblant ici quelques traits aperçus en des êtres différents, de communiquer au lecteur le sentiment de nuances d'âmes propres à une certaine tribu bretonne. C'est une idée allemande qu'un grand homme concentre en lui l'âme diffuse dans les individus ordinaires de la race, et ils en tirent orgueilleusement cette conséquence que chaque Allemand participe au génie d'un Gœthe et d'un Kant. Conclusion fausse : la mystérieuse énergie qui fait monter un homme au-dessus de son espèce n'est que de lui, inexplicable et incommunicable. Un grand homme participe des caractères de sa race : sa race ne participe point de son génie. Un Renan, d'ailleurs, a tellement

dépassé sa Bretagne! La faculté de comprendre, la raison, comme on disait jadis, identique en tous les hommes, et dont ne varient que les degrés, tenait dans son esprit tant de place! Et la culture a tant ajouté, chez lui, à la nature! On le connaît mieux cependant, si l'on prend idée de l'âme éparse dans l'humanité de son pays. Qu'elle procède d'une tradition, qu'une imitation sociale répétée de génération en génération l'entretienne, ou bien qu'il s'agisse vraiment de façons de sentir et d'imaginer transmises avec le sang, nul doute, — il le croyait et l'a fait assez entendre, — que cette âme vivait en lui.

En tout cas, elle l'enveloppait, le pénétrait en ce premier âge de la vie où l'être est si sensible, docile à tous les modèles. Dans sa mère et sa sœur, il trouvait l'exemple de la sérieuse et tendre spiritualité bretonne. Et tous, autour de lui, avaient naturellement reçu cette profonde culture morale, d'origine chrétienne, qui persiste en Bretagne, et, chez des paysans qui savent à peine lire, n'a pas cessé de se traduire au sérieux, à l'honnêteté de la vie et de la parole. De la beauté modeste, expressive, de ses petites amies, — beauté faite, semble-t-il, des vertus de la race, — s'épanchait un charme voilé, pénétrant comme celui de la lande et du ciel breton. Les récits que lui faisaient sa mère, ses tantes, évoquaient les souvenirs et figures du pays, le passé de la famille, les ancêtres du Lédano, les saints des chapelles et fontaines voisines, et dans tout cela vivait, ondoyait le génie local, primitif à la fois et complexe jusqu'au contradictoire, fantasque et moralement discipliné, si religieux, chrétien, si libre pourtant, un peu païen en ses inventions de surnaturel. Mais est-il besoin de rappeler ce que Renan a délicieusement dit dans ses *Souvenirs :* le sérieux et la poésie de ce monde, sa tendre et studieuse enfance, son premier développement, régulier et sûr, entre des prêtres et des femmes qui embaumèrent le commencement de sa vie d'un parfum qui dura jusqu'à sa mort?

Parmi toutes les influences qui l'ont formé, il faudrait compter d'abord celle de Tréguier elle-même, de la vieille coquille si pénétrée d'une essence spéciale qu'elle avait « le pouvoir de reformer la créature qui l'avait jadis sécrétée, » et que, dans ses creux, il avait contracté « un indestructible pli. » Oui, une ville à part entre toutes les graves petites cités de cette Bretagne du Nord, où la vieille culture ecclésiastique a

laissé des marques plus sensibles, peut-être, qu'ailleurs. La grise Lannion, ai-je dit, ressemble à Tréguier, mais c'est comme une sœur demeurée bourgeoise à une sœur entrée en religion. A sa physionomie différente, les Renan, venus des bords du Guindi, ne purent s'habituer. La vie, à nos yeux si vétuste, demi morte, en ces ruelles, en ces obscurs logis, leur en semblait trop mondaine, — Renan a prononcé le mot des clercs : profane. Ils revinrent à Tréguier. Entre les deux villes, le contraste est resté le même. Je ne dis pas que l'âme de la petite cité aujourd'hui représentée au Parlement par M. de Kerguézec soit immuable. On assure qu'elle a changé, surtout, ironie des choses, depuis qu'y fut officiellement ramené, installé en figure de bronze, celui qui l'aima tant pour sa noblesse et sa pauvreté. Changé? Pas tant, au fond, que l'imaginent les touristes en automobile qui n'y viennent voir que cette statue, la cathédrale, l'antiquaire Picard, et puis le pâtissier Plusquellec. Il n'y a pas longtemps qu'une dame libraire m'y faisait une réponse qui eût enchanté le vieil idéaliste. C'était le jour du pèlerinage de saint Yves, et, pour le mieux suivre, je lui demandais un paroissien du diocèse. Un instant elle chercha, d'un air impatient et préoccupé. Soudain, comme, de l'autre côté de la place, la procession sortait de la cathédrale, elle s'arrêta. « Est-ce que vous croyez, me jeta-t-elle, que j'ai le temps de m'occuper de commerce, quand passe le chef de notre grand saint ? » Et je sais à l'Hôpital général, de vieilles paysannes retirées là, comme, jadis, certaines aïeules du maître, qui n'y font rien que dire des *Ave* et tourner leur rouet de fileuses.

En tout cas, si l'âme s'est un peu modifiée, si elle ne remplit plus toute l'enveloppe qu'elle s'était faite au cours des âges (tel antique moûtier s'est mué en école normale), la coquille a gardé sa figure. Des bords du plateau environnant, de la route de Plouguiel, par exemple, quand on découvre Tréguier, surgissant des deux bras de mer qui l'enveloppent à demi, et du petit bois épiscopal, toute sa signification apparaît. L'une derrière l'autre, s'exhaussent de longues bâtisses de l'ancien temps : couvents, séminaires, collèges, dont les grises façades, les alignements de fenêtres parlent de règle et de communauté, — tout cela se pressant, montant vers la cathédrale, culminant dans le ciel en sublime flèche ajourée. Certainement, la quantité de pierres employée ici pour les

fins religieuses l'emporte de beaucoup sur celle des maisons ordinaires. Une telle ville est restée fidèle à son type originel. Au ve siècle, Tréguier était un monastère.

Un trait ajoute à la spiritualité de sa figure : ces vides lumineux, ces reflets du ciel que développent alentour, en l'isolant à demi, les deux fiords, l'eau incorruptible, prolongée jusque sous les prés d'aval, et hantée de goélands.

Au dedans, de vétustes logis, d'étroites façades, bordées de granit humide; des rues strictes, en pente raide, des boutiques obscures où l'on ne trouve rien de ce qu'on cherche et, le plus souvent, personne pour vous servir; peu d'hommes : des femmes en rotondes d'astrakan ou longs châles, en bonnets ailés de longues pointes. Voyez celles qui vont s'agenouiller à la fin du jour, sous les piliers sacrés, aux pieds de la Vierge ou de saint Yves. Dans l'ombre envahissante fond le noir des costumes : seules émergent des pâleurs de coiffes, de fronts baissés dans la prière. Bel accord de ces figures et du grand décor médiéval et catholique.

Tréguier m'apparaît comme le contraire d'une grasse bourgade normande ou beauceronne. J'y sens je ne sais quoi de grave et de délicat, une qualité morale qui fait penser justement à ces visages minces, parcheminés, d'aïeules que l'on voit là-bas, admirables de finesse et de native dignité.

Vers 1830, elle était tout isolée du monde, ne vivant que de sa vie ancienne, — plus vivante, sans doute, en ce temps-là, où ses grandes ruches ecclésiastiques, aujourd'hui vides, bourdonnaient. Mais tout ce qu'y a connu, aimé, son plus illustre fils, a subsisté. Voici les froids couloirs dégringolant vers le port, et l'ancienne grand rue, que gardent sur le quai deux sombres tourelles à poivrière. La maison du capitaine Renan est toujours là, très vieille, mais sous la Révolution, par besoin nouveau de symétrie classique, on en rogna les poutres débordantes. On y montre la chambre où, jadis, un écolier qui nous intéresse regardait le lointain de la vallée, la rivière, par delà des toits qui se chevauchent. Et voici le haut vaisseau roman et gothique, dont verdissent, par en bas, les parois, comme si l'humidité de la mer souterrainement montait jusque-là. Et, tout près, à deux pas du porche de l'Évêché, la froide cour du collège ecclésiastique. Il est facile, en ces lieux, d'imaginer, de suivre l'enfant qui naquit le 28 février 1823, chétif, mais les fées de l'étang voisin donnèrent un signe, et l'on sut qu'il voulait

vivre. Nous l'y voyons grandir : doucement, sûrement, feuillet à feuillet, il se déploie, et sa forme propre s'ébauche. Un petit garçon sage, frileux, si tendre, poli avec sa mère, lui demandant des histoires, écoutant sans remuer, à côté d'elle, les voix de la campagne, liseur, se plaisant avec les petites filles, et qu'on appelait « Mademoiselle. » Et puis, c'est le jeune *kloarek*, formé de bonne heure au latin d'église, l'élève du petit séminaire, qui crayonne des figures de géométrie sur les portes de la rue en rentrant du collège, le délicat compagnon de jeunes mastodontes paysans, candide, un peu gauche, presque lent (ses ailes de brillant papillon ne se déplieront que plus tard), mais qui rêve, étudie, médite, docile à ses maîtres, recevant, apprenant d'eux « tout ce qu'il eut de bon : l'amour de la vérité, le respect de la raison, le sérieux de la vie. » Comment ne se fût-il pas destiné à la prêtrise ? Entre cette ancienne Tréguier et le Renan qui en reçut ses premières directions, il y avait comme une harmonie préétablie. Quand on connait cette petite capitale, on pense avec lui qu'il ne pouvait pas naître ailleurs.

* * *

Mais un Renan nous pose la même question que sa Bretagne. En cet esprit multiple, comment démêler avec certitude le principe proprement breton, et ce qui lui est venu du dehors, — par exemple de ce milieu ecclésiastique dont il fut plus étroitement enveloppé à Paris, de treize à vingt-deux ans, qu'à Tréguier dans son enfance ? Les deux influences se confondent : la Bretagne est traditionnaliste, mais l'Église l'est aussi, et par sa prise profonde sur l'humanité de ce pays, elle a renforcé une tendance native, contribuant à prolonger jusqu'à notre temps, comme en Irlande, comme au Canada français, des modes anciens de vie et de pensée. Dans les mœurs, dans les âmes, dans les physionomies même, sa marque est restée si visible ! Hier encore, avant la guerre, que de types, d'un âge antérieur au nôtre, nous arrêtaient dans les pardons de Cornouailles et de Léon ! On en rencontre encore : physionomies placides, innocentes et graves comme celles des donateurs que l'on voit agenouillés aux triptypes du xve siècle ! Dans ce vieux monde paysan, où la religion fut, jusqu'à notre temps, l'unique principe d'éducation et de morale, c'est elle toujours qui rythme de ses fêtes, de ses rites, le cours des vies. Il y a quelque trente ans,

dans certaines fermes que je fréquentais, à une lieue et demie de Brest (vulgaire banlieue, par là, aujourd'hui), je voyais parfois sortir de l'armoire de chêne un gros tome de cuir : *Buez ar Zent*, « Vie des Saints, » en général seule lecture de la maison, parfois, pourtant, accompagné d'un certain *Colloque breton-français*, où les premiers mots enseignés des deux langues étaient « Dieu » *Doué*, « Esprit Saint » *Spered Santel*, « Trinité » *Dreindad* : les principaux termes de théologie suivaient. Dans cette société, tout l'ordre terrestre apparaissait encore comme suspendu à l'ordre divin que l'Église révèle.

Vers la fin de sa vie, au temps heureux où il se laissait aller à parler de lui-même, le vieux mage pouvait donc attribuer telle de ses façons d'être tantôt à la tradition du séminaire, et tantôt à l'influence de sa race et de son pays. Dans le charmant *Discours aux Gallois*, dans l'article sur *la Poésie des races celtiques*, dans les *Souvenirs*, surtout, lorsqu'il décrit l'âme bretonne, on sent bien que c'est lui-même qu'il explique. Dans ces mêmes *Souvenirs*, pourtant, les traits de sa personne qui viennent d'être ainsi définis sont donnés comme de nature et d'origine cléricale. Plus généralement, « pour le caractère, » il se déclare l'élève de Saint-Sulpice. — cette « chose archaïque pour sa vertu, un fossile de deux cents ans. » Il semble d'ailleurs reconnaître l'identité des deux influences : « je revoyais mes premiers maîtres de Basse-Bretagne, en ces graves et bons prêtres. »

Au Grand séminaire de Paris, il apprit, dit-il, « entre autres règles de vie, celle de l'extrême civilité. » C'était, comme tant de choses, en cette grave maison, comme la scolastique, la théologie, l'impersonnelle façon d'écrire, comme tant de disciplines de l'âme et de l'esprit, une survivance du grand siècle. La manière du prêtre s'y ajoutait. Profonde, abondante, cette politesse de Renan participait, comme souvent son style, de l'onction, de l'effusion. « Je suis un curé raté, » — c'est vrai qu'il a toujours gardé la marque et la phraséologie du Séminaire. Mais chez les Bretons de l'ancienne espèce aussi, l'honnêteté du langage faisait partie des mœurs traditionnelles. Dans les fermes, l'enfant l'apprenait naturellement, comme sa religion, de sa mère, que, même aujourd'hui, il ne tutoie pas (souvent aussi le mari dit *vous* à sa femme). On rencontre encore dans les petits bourgs des personnes en coëffe qui ne s'expriment qu'en termes d'ancienne courtoisie : une antique servante

d'auberge s'étonnait un jour discrètement devant moi qu'un marin se fût permis, en sa présence, une expression trop libre. Et je me rappelle un vieux fermier malade, un de ces respectables pères de famille, *pen-ty*, à mine de sagesse benoîte, comme on en voit aux vieux chantres, ou marguilliers, qui, pour me dire, — faire entendre, plutôt, — certains détails bien ordinaires de son mal, cherchait par décence les mots les plus vagues et généraux. Pudeur bien renanienne, et de qui fait partie, comme en Tréguier, le sévère noir et blanc du costume féminin, comme en Cornouailles, la coûteuse et cérémonieuse beauté des parures, des disciplines morales d'un monde à la fois archaïque et chrétien, où règnent ces idées de règle et de hiérarchie dont notre démocratie individualiste, avec ses confusions, ses bousculades, inspirait à Renan le regret. « J'étais fait pour une société fondée sur le respect, où l'on est classé d'après son costume, où l'on n'a point à se protéger soi-même. »

Une autre disposition qui fut sienne à un rare degré, et qu'il attribua souvent à ses origines celtiques, c'est ce dédain des biens matériels, du profit dont sa propre vie fut un exemple accompli. « Ma race, ma famille, ma ville natale, avaient fait de moi un idéaliste. » Et plus précisément : « La caractéristique de la race bretonne, à tous ses degrés, est l'idéalisme, la poursuite d'une fin morale et intellectuelle, souvent erronée, toujours désintéressée. Jamais race ne fut plus impropre à l'industrie, au commerce. L'occupation noble est, à ses yeux, celle par laquelle on ne gagne rien, celle du soldat, celle du marin, » — ces marins de Tréguier qui faisaient chauffer dans un poêlon les écus de leur paye pour les jeter brûlants à la canaille, — « celle du prêtre, du gentilhomme. » Mais qu'apprenait-il d'autre dans les maisons ecclésiastiques où il fut élevé ? « Mes maîtres m'avaient inculqué cette idée que l'homme qui n'a pas de mission noble est le goujat de la création, que quelqu'un qui se respecte ne peut travailler qu'à une œuvre idéale... Ils me rendirent tellement impropre à toute besogne temporelle que je fus frappé d'une marque irrévocable pour la vie spirituelle. Toute profession lucrative me semblait servile et indigne de moi. » Et à propos de Saint-Sulpice : « Quatre vertus me semblent résumer l'enseignement moral que me donnèrent, surtout par leurs exemples, les pieux directeurs qui m'entourèrent de leurs soins jusqu'à vingt-trois ans. » Et, au premier rang, avant

l'observance de la règle des mœurs, il met le désintéressement, la pauvreté, « celle des vertus de la cléricature que j'ai le mieux gardée. M. Olier avait fait faire dans son église un tableau où Saint-Sulpice établissait la règle fondamentale de ses prêtres. *Habentes alimenta et quibus tegamur, contenti sumus.* » Vieilles vertus chrétiennes, et pour cela si longtemps bretonnes; vertus d'une société où le pauvre, à sa place reconnue, présentait un caractère religieux, presque de sainteté, répondant à l'aumône par un bienfaisant murmure d'oraisons latines. Survivance, encore, des temps lointains où l'Europe était la chrétienté, où la foi au Christ, à son Paradis, à son Jugement, à ses Saints, à son Église, régnait, absolue comme, en Islam, la foi au Dieu unique, à son Prophète et à sa Loi. Telle est la tradition transmise au jeune Renan et par sa Bretagne et par le Séminaire, et d'où sortirent son élan vers l'invisible, son culte de l'Esprit, son affirmation continuelle de la seule valeur de l'âme, — qui ne l'empêche pas de voir dans l'âme une résultante, non une substance. Il avait le vieux dédain catholique du corps, tenu vraiment pour guenille, répugnant, comme ce pudique paysan breton que je citais tout à l'heure, à en avouer les misères : ses médecins n'en tiraient que d'affables généralités. A cet égard, un de ses derniers mots est significatif. Il était mourant, au Collège de France, et pour éviter des souffrances qui eussent aggravé son agonie, une petite opération fut décidée, tout de suite effectuée. Par politesse pour les praticiens, il s'était tu. Mais, seul avec les siens, il eut un sursaut, et fit entendre la véhémence de sa protestation : « Vous m'avez abandonné aux matérialistes! » Cri étrange, où se traduit tout le dessous à la fois ecclésiastique et breton, le fond archaïque de l'esprit à tant de points de vue le plus souple et moderne de notre temps.

* * *

Pour la direction générale que prit sa pensée, pour le choix des sujets qui l'orientèrent, les deux milieux associèrent aussi leurs suggestions. L'enseignement du Séminaire le prédisposait à l'étude spéciale des religions. Mais, d'avance, ses impressions, ses souvenirs d'enfance, l'intéressaient aux premiers états obscurs de la croyance, à ses origines, aux formes libres, vagues encore, au ras du sol, de leur germination. Le surnaturel, en Bretagne, l'avait tout de suite entouré. A dix ans, il était sen-

sible à la vie secrète, étrange, de la terre et du ciel, aux signes, « pressignes » qu'ils semblent, en silence, donner à l'homme, à l'aspect ancien, mystérieux, secrètement animé de ces campagnes. « Le vent courant sur les bruyères, gémissant dans les genêts, me causait de folles terreurs. Parfois je prenais la fuite, éperdu, comme poursuivi par les Génies du passé. » Dans l'ombre des chapelles solitaires, séjour de vieux saints, « plus druides que chrétiens, leur physionomie étrange, terrible, regardée par la porte demi enfoncée, » le jetait dans des rêves sans fin. Ces campagnes étaient hantées. « On y nageait en plein rêve, dans une atmosphère aussi mythologique au moins que celle de Bénarès ou de Jagatnata. » J'ai senti autrefois cette analogie. Revenu presque directement de Bénarès en Basse-Bretagne, un jour, près du Folgoet, j'entendis de la bouche d'une jeune fille la légende de saint Salaün, ce bienheureux qui vécut sur une branche d'arbre, répétant sans arrêt le nom de Marie et opérant des miracles inouïs. Il me semblait retrouver l'Inde, ses yogis immobilisés pour la vie sur un point du sol, qui ne font plus que murmurer le nom de Siv' ou de Ram' et atteignent à la toute-puissance.

Dans la Bretagne paysanne que je connus alors (vers 1890) cette hagiographie était restée le principal de la littérature. On voyait dans les pardons des chanteurs débiter les prodiges des saints locaux, comme, au Maroc, dans les *moussems*, autour des koubbas, des jongleurs déclament la geste de Sidi-bel-Abbès ou de Sidi-Abd-el-Kader. Par ces histoires de vieux ermites, évêques, dompteurs de monstres, de dragons, venus de la Grande Ile sur des rochers, des auges de pierre flottante, s'entretenait le goût celtique de la féerie, avec la tendance à chercher dans les événements de la nature des significations occultes, des intentions d'êtres invisibles. « Le paganisme se dégageait derrière la couche chrétienne. » Tout ce merveilleux fut transmis par les femmes, au petit Renan. « Ces récits eurent la plus grande influence sur mon imagination. » De bonne heure, semble-t-il, il les conçut autrement que les enfants des campagnes voisines, y croyant tandis qu'il les écoutait, ravi d'y croire, et puis n'y croyant plus : c'est ainsi que nos petits, dès six ou sept ans, entendent les contes de fées. « Ma mère, demi Gasconne, racontait ces vieilles histoires avec esprit et finesse, glissant avec art entre le réel et le fictif, d'une façon qui impli-

quait qu'au fond tout cela n'était vrai qu'en idée. » Cette grave petite bourgeoisie de Bretagne, où une Henriette se forma presque seule, n'était pas dépourvue des lumières du siècle. La culture française y avait profondément pénétré. Les écoles religieuses, au temps où il n'y avait qu'elles, n'en donnaient pas d'autre, interdisant à leurs élèves, comme aujourd'hui celles de l'État, l'usage du breton : c'était toujours l'antique mission du clergé, des ordres, d'enseigner la civilisation, laquelle, en Bretagne, est toujours venue de France. On peut croire qu'au collège de Tréguier, chez ces prêtres dont l'enseignement moral confirmait si bien les tendances profondes de l'âme indigène, le jeune Ernest Renan retrouvait, à l'égard des saints locaux, le même scepticisme indulgent que chez sa mère. Le clergé n'encourage pas ces croyances, vestiges du vieux christianisme kymrique, de la lointaine époque où la semence religieuse apportée de Rome, et puis oubliée dans la Grande Ile, évoluait à part et devenait comme une variété distincte.

Ainsi, dès cette époque, le futur auteur des *Origines du Christianisme* entrevoit l'imaginaire en des croyances répandues autour de lui, naïves, charmantes, qui nourrissent ses premiers rêves, et l'intéresseront toute sa vie. Et de là, c'est possible, l'attitude peu comprise d'abord, à la fois sympathique et détachée, qui sera la sienne à l'endroit de la religion, — on peut dire de toutes les religions. Une chose est certaine : c'est que dans ce milieu, — et n'oublions pas que jusqu'en 1845 il reviendra passer presque toutes ses vacances de séminariste en Bretagne, — il acquiert le sens et « le goût de la mythologie. » — « La naïveté avec laquelle on prenait ces récits reportait à des milliers d'années en arrière. » Non seulement d'antiques fables continuaient de vivre, mais on voyait le mythe naître et se développer. Le temps durait toujours en ces campagnes trégorroises, où l'homme se voilait le monde sous la fumée de ses rêves. Le surnaturel y était le naturel, comme chez les Persans du Moyen-Age, comme chez les Gallois des Mabinogions. Tout s'expliquait encore par l'action de puissances invisibles à l'œuvre dans les choses, de volontés particulières qu'il ne s'agit que de reconnaître, deviner, comprendre. Dans un tel monde, le jeune homme qui, dix ans plus tard, va étudier les origines du langage, les commencements de plusieurs religions, peut concevoir ses premières idées sur le spontané de l'esprit aux

époques reculées de l'histoire où la notion du réel ne bornait pas son élan, sur la formation des mythes, sur le profond et sourd travail qui change pour les siècles un humble germe en vaste et magique floraison. « Ce milieu étrange m'a donné pour les études historiques les qualités que je puis avoir. J'y ai pris une sorte d'habitude de voir sous terre, de discerner des bruits que d'autres oreilles n'entendent pas. »

Ce que lui apprit en ce sens la Bretagne, ce qu'il y cherchait, au temps où commençait de se former l'essentiel et le plus original de sa pensée, il l'a indiqué dans *l'Avenir de la Science*, et on l'aperçoit avec détail dans une note écrite dans sa jeunesse au lendemain d'une excursion de vacances à ces rives du Trieux où, durant treize siècles, les Renan avaient eu leurs gîtes.

Les Bretons ont une étonnante imagination. Ils lui cherchent un continuel aliment. Ils dévorent à la lettre les récits. C'est en eux qu'on peut étudier la formation des mythes. Un germe vrai est absorbé avidement par des imaginations qui le chargent de merveilleux. Jamais je n'ai vu ceci d'une manière plus frappante que dans un voyage à la Roche Jagu. Les bords de la rivière sont étonnamment beaux. Des landes et des rochers escarpés des deux côtés, arrondis en courbe fort élégante, un désert; quelques moutons çà et là, et des « Marguerites » au long cou (personnification populaire de la grue (1); tour mythico-psychologique fort remarquable). Le peuple est ainsi très porté à fraterniser avec les animaux, à les élever à sa similitude. Il y aurait à faire une science de la psychologie des peuples, fort importante pour l'explication de tout ce qui est spontané dans les dogmes...

Dans le voyage, notre pilote nous racontait toutes les légendes qui s'attachaient à ce pays, et elles sont nombreuses; chaque ravin, chaque fontaine a la sienne; le pays les provoque, il transporte au surnaturel, il détruit la manière de voir physique et vulgaire. Ici, c'est la fontaine de Madame la Vierge, le trou de l'ermite. Ailleurs, se trouve une chapelle dédiée à saint Antoine. Il faut vous dire que les Bretons se figurent que les saints demeurent physiquement dans leur chapelle, comme le paysan dans sa chaumière. Vis à vis, auprès de la fontaine, demeurait saint Michel. Or, il y avait en ce pays trois serpents terribles (élément constant de toutes les légendes bretonnes), lesquels étaient au service des dames du pays pour les venger des chevaliers déloyaux. Un jour, saint Antoine voulut visiter saint Michel; la visite terminée, il fut poursuivi par les trois serpents; il

(1) Il s'agit sans doute des hérons, nombreux dans ces rivières.

arrive en haut de la lande, au bord de la rivière. Il prie, et passe la rivière à pied sec : les trois serpents meurent sur le coup et leurs corps, en se déroulant le long de la colline couverte de bruyère et de joncs, y tracent un large sillon qu'on montre encore et qu'on appelle la trace des dragons.

Près de la fontaine de Saint Michel, on voit son image. Or, il arriva que des gens de Bréhat y vinrent un jour en dévotion et allumèrent des chandelles devant le Saint. L'un d'eux voulut aussi en allumer devant le dragon. « Que fais-tu? lui dit-on. Allumer une chandelle devant cette vilaine bête! — Il est bon d'avoir des amis partout, répondit l'autre. Si jamais j'avais à voyager dans le royaume des serpents! » Ceci peint bien l'idée que les Bretons se font du diable : ils le traitent comme un méchant puissant dont il est bon de se concilier l'amitié.

Au château, tout me ravit, sa position est admirable. Ces anciens avaient le goût le plus délicat pour le choix des sites. Les Grecs l'avaient aussi, les Français classiques de Louis XIV ne le soupçonnaient pas. Là, une petite fille se chargea des récits. On en vint au *sort* tombé sur les pommes de terre. Les uns l'attribuaient à un abbé, qui l'aurait semé en partant en vacances. Mais le sentiment le plus suivi l'attribuait à un chien que ses maîtres avaient mis dans une châsse, et voulu ensevelir en terre sainte. Mais ils ne purent franchir la première barrière du cimetière. « Dès lors, dit la petite, il fallait que le sort tombât sur quelque chose, et il est tombé sur les pommes de terre. » — Puis, ce furent les anecdotes sur la fille du château qui n'allait jamais à la grand messe, etc... Enfin tout ce pays enfante les conceptions fantastiques, élève au surhumain, avec des formes dures, sévères, chrétiennes. C'est le XIIIe siècle, encore pur et sans mélange (1).

De cette visite au vieux château du Trieux, des aperçus qu'elle lui ouvrit sur le monde primitif, Renan garda le souvenir. Il y revenait, en 1846, dans une page de carnet qu'on a récemment publiée. Pour nous, une image surtout nous reste de la lecture de cette note, — la même qu'ont évoquée des sones souvent chantés aux veillées sur des airs d'autrefois : le tête-à-tête sur la bruyère d'un *kloarek* de vingt ans et d'une petite paysanne en coëffe. Mais il ne s'agit pas ici d'amour. Ce que commencent d'éveiller en ce jeune clerc les paroles de la bergère, ce sont des idées sur le fond psychologique, le passé de l'homme, et qui vont compter dans l'histoire de la pensée française.

(1) Inédit.

* * *

Ces idées, la Bretagne les propose à Renan : ce n'est pas nécessairement le Breton en lui qui les conçoit. Son fond ethnique n'est pas dans la portion intellectuelle de son être, dans la lucide région où vient s'ordonner une image du monde. Son vrai fond, il l'atteint et nous l'ouvre quand il confesse : « Dans ma manière de sentir, je suis femme aux trois quarts, » et se reconnaît ainsi l'indubitable fils de la race qu'il a définie féminine.

A ce dessous caché, primitif, appartient la nuance très spéciale que prenait chez lui l'amour. Du point de vue philosophique, il s'est beaucoup intéressé à cette passion où il voyait transparaître de l'éternel. Mais laissons ses idées mystiques, panthéistes, de l'amour, conçu à la façon de Schopenhauer, comme volonté de l'espèce, et par delà l'espèce, de l'immortelle nature, mouvement du « divin » dans l'individu périssable : « mystère étrange, et la plus évidente de nos attaches avec l'univers. » Je parle ici de la façon dont lui-même a senti l'amour, si l'on peut user de ce mot pour ce qui fut si peu défini ; de la qualité du sentiment éveillé en son cœur par ses gentilles amies d'enfance, — pressentiment plutôt, car il n'avait que douze ans quand la petite Noémi lui ouvrit le « paradis de l'idéal. » Et c'était bien déjà le rêve breton, celui qui a trouvé pour s'exprimer les mots discrets *karantez* et *va dous* : mots de tendresse, où se traduit bien moins un feu jailli de l'ardeur du sang, qu'un état passif, vague, profond, un peu lunaire, une douceur, une langueur charmée, plus délectable encore si l'absence y ajoute un tourment de nostalgie. C'est l'âme, ici, qui est intéressée. « Devant elle, on ne pense pas au corps, » a-t-il dit de sa Béatrix, celle qu'il rencontrait, à douze ans, devant les autels de Tréguier, pure, souriante, sérieuse, sans bijoux, à qui suffisaient le blanc et le noir, et dont l'image remémorée lui apparaissait, quarante ans plus tard, comme la figure droite et simple de la raison. Voilà bien le caractère idéal que présentent l'amour et le charme féminin dans les romans gallois dont rêva tout le Moyen-Age. En Angleterre, il a persisté dans la littérature, et il est très fréquent dans la vie. On dirait que plus la passion sentie ou représentée y est profonde, absorbante, et plus elle se spiritualise. Ce n'est pas seu-

lement pudeur ou convention si le roman d'amour anglais est si dépouillé de l'élément charnel. Dans la Grande-Bretagne comme dans l'autre, on voit des amoureux qui, des années durant, ne semblent désirer rien d'autre que de se promener ensemble, le dimanche, au sortir de l'église, en se donnant la main. Renan, qui connaissait peu les Anglais, avait deviné cette ressemblance (1). Elle s'ajoute à bien d'autres qui vérifient son idée que, chez nos voisins, pas plus qu'ailleurs, langue ne signifie race, que le Celte, de l'autre côté de la Manche, a survécu à la conquête anglo-saxonne, et qu'il tient toujours une grande place dans l'ethnographie de l'Angleterre.

*
* *

Mais la façon d'aimer n'est qu'un trait. En cet écrivain qui a déconcerté, en le charmant, les habitudes de l'esprit français, si l'on voulait atteindre et dégager tout l'élément natif, c'est à sa personne même, à tout ce qui la traduit en son œuvre, — rythmes, mouvements, style, — c'est au plus insaisissable de son génie et de son art qu'il faudrait se prendre. De sa race, il en est par son instinct et son besoin féminins du divin, par sa religiosité, héritage des pères en qui fut si forte « la foi à l'invisible, » par sa sensibilité aux valeurs spirituelles : quel autre, entre les maîtres français contemporains, a prononcé avec cet accent, — le même qu'y mettaient justement les grands Anglais de l'époque, — les mots *vertu*, *morale*, décriés chez nous, « bourgeois » depuis les romantiques ? Comme un Ruskin, dans la tendance qu'ils traduisent il voyait, orientant notre volonté et notre conduite, l'effort spontané de la vie vers la perfection de sa forme, — plus généralement, comme un Mathew Arnold, quelque chose du mouvement du monde. Mysticisme intérieur, profond, toujours prêt à remonter au jour, à émouvoir, de façon inquiétante, parfois, pour le parti qui le réclame, la cristallisation rationaliste de sa pensée disciplinée. « Une de mes moitiés devait être occupée à démolir l'autre... » Mais que de complexités de ce génie si moderne, si proche, pourtant, de la nature, par les instincts, les divinations qui l'y accordent ; si fortement dressé aux disciplines de l'esprit, si puissant à raisonner, si épris, cependant, de l'irrationnel, du spontané ; si

(1) *Emma Kosilis.*

vif, si libre, mais il a gardé toute sa vie la marque des saintes bandelettes de son enfance ! Nulle définition ne le fixe. Ses ondoiements, qui veulent suivre le devenir et la multiplicité des choses, apparaissent comme des contradictions — et, en pure logique, il arrive qu'ils le soient. Par là aussi, il est Celte, variable parce que sensible, subissant des impressions qui changent : « Nous autres Bretons, nous avons passé si souvent du blanc au noir ! » et de même par sa grâce, ses charmes, les élans imprévus de sa fantaisie, ses déconcertantes audaces, à mesure que, vieillissant, s'éloignant de l'école, des formes courantes, il revenait à sa nature propre, et que son art, comme il arrive aux maîtres, se faisait plus libre et plus original. Art divers, comme sa personne et sa pensée, tantôt ferme et viril, — simple, régulière prose, alors, pour le récit historique et l'exposé des idées ; — tantôt preste, dégagé, familier, coupé des gestes de la bonne humeur et de la bonhomie ; parfois accordé soudain à quelque mode solennel de l'âme, — rythmé alors, calme, mystérieusement pur, qui semble monter des profondeurs et participe de l'incantation.

***

Peut-être eût-il été surpris qu'à son propos on s'arrêtât longtemps à la Bretagne. Là était son germe, il le savait, il l'a dit, mais, plus que son germe, c'est son fruit qui l'intéressait, l'épi de vérités qu'il aspirait à mettre au jour pour le perdre dans toutes les moissons de l'esprit humain.

La Bretagne, de bonne heure, il avait su la mesurer et la situer. Dans une belle page de *l'Avenir de la Science*, il rappelle ce jour de prime jeunesse où, méditant devant un petit champ des morts, il l'avait vue à sa place, servant les fins françaises, dans la grande France qui lui survivra en finissant de l'absorber ; et la France à sa place dans l'humanité, qui seule est assurée de durer, et dont les fins dépassent toutes les autres.

Il aimait le petit pays de son enfance, mais d'assez haut, d'assez loin. Il en a parlé de façon charmante, en vieillard qui revoit son berceau, mais sans la ferveur, l'émotion, l'intime et continuelle tendresse, que tels grands fils de nos provinces ont apportées à l'évocation de leur paysage ou de leur groupe natal. Il n'en connut la nostalgie qu'une fois, à treize ans, quand, soudain, il passa de Tréguier à Paris, et de la maison

maternelle au petit séminaire de M. Dupanloup, — et il est resté près de quarante ans sans essayer de la revoir. M. Philippe Berger, qui fut son hôte à Rosmapamon, raconte que chaque été le vieux maître formait le projet de lui montrer Tréguier, mais toujours cette promenade était remise à l'année suivante : plus que Tréguier, en ce temps-là de sa vie, Jérusalem, Babylone, Safed le possédaient. En souriant, avec un air, parfois, de les bénir, il se laissait fêter par les « bardes bretons » du « dîner celtique, » mais il n'était pas régionaliste, condamnant même cette tendance, y voyant « un danger pour l'unité française et l'œuvre de la Révolution. » Au vrai, par l'étendue si vite croissante de sa vision, entre vingt et vingt-cinq ans, il avait cessé d'appartenir à sa province. Il dit quelque part qu'il aurait voulu mettre un intervalle entre la vie et la mort, faire une retraite, mais que la Bretagne était vraiment trop petite. Elle l'était devenue pour lui, qui vivait dans les siècles, pensant l'humanité, les religions, l'histoire. Il avait pris l'habitude et le besoin des grands horizons. Quand, à Rosmapamon, il sentit venir sa fin, c'est à Paris, et dans son Collège de France, qu'il voulut aller mourir. Au foyer de la pensée française, et dans cette maison de toutes les sciences, il avait depuis longtemps son vrai centre.

C'est que, formé, intellectuellement, à l'époque où la science aspirait à étendre son domaine au monde humain, ce grand ami de Berthelot s'était proposé des objets dont la découverte ne dépend que de méthodes d'enquête et de pensée, où l'esprit d'une race, d'un peuple ou d'une province, n'est pour rien. « Je ne suis pas de ceux qui pensent que la culture doive être régionale. L'esprit humain n'a pas de région. Il n'y a qu'une chimie, qu'une physique, qu'une physiologie : il n'y a non plus qu'une philologie, qu'une critique. Tout ce qui est goût littéraire, charme, poésie, amusement, sensations religieuses, souvenirs d'enfance et de jeunesse, peut revêtir une forme locale, mais la science est unique comme l'esprit humain, comme la vérité. »

Au fond, seul le service de cette science l'intéressait. Nous en avions le sentiment direct, jadis, en le voyant, en des soirées auxquelles il ne savait pas se dérober, soudain quitter l'attitude d'approbation générale et profonde (*Ah! comme vous avez raison!*) où il se retranchait, ou bien sortir du long silence et du fauteuil où, les mains croisées devant lui, il semblait endormi, pour dresser l'oreille, si la conversation appro-

chait de ses sujets d'étude; et alors, jusqu'à une heure du matin, penser tout haut, parler Talmud, exégèse, inscriptions sémitiques. Le *Corpus*, il faut l'avoir entendu prononcer ce mot. Un soir, au Collège de France, Daniel Berthelot me proposa, — témérité de notre jeunesse! — d'aller, au bout de la longue pièce où il somnolait, ou bien ruminait ses pensées, essayer de le tirer un peu de son silence. Son jeune ami lui demanda ce qu'il pensait de deux romanciers dont la brillante ascension fixait alors tous les regards : depuis trente ans leur éclat demeure le même au firmament des lettres. Le vaste front branla, et, scandant ses mots de ce hochement de tête qui secouait toute la flottante chevelure blanche, et affirmait la force de sa conviction, il prononça : « Ce sont des enfants... des enfants! Ils se sucent le pouce! Tout ça, c'est de la prétention! » Avec quelle insistance, quel accent prolongé sur la première syllabe, il articulait ce dernier mot! Ceux qui l'ont bien lu, savent que la recherche littéraire semblait une vanité à l'écrivain qui, lorsqu'il le voulut bien, sut moduler quelques-unes des plus parfaites proses qui soient en notre langue (1). Au vrai, son point de vue fut celui de son ami Taine, qui avait conçu la même foi dans la seule valeur de la vérité, et nous la traduisait un jour par cette formule, — il formulait plus que Renan : « La forme littéraire est une première déchéance de l'idée. » L'un et l'autre, contemporains des grands développements des sciences physiques et naturelles, au XIXe siècle, croyaient à l'extension méthodique, graduelle, indéfinie du connu, sous le rayon de l'esprit gagnant toujours sur la ténèbre.

Élargir ce cercle jusqu'au monde moral, ajouter par notre connaissance de l'homme, de son développement, de ses variétés, c'est-à-dire du plus haut étage de la vie, à notre connaissance de la vie : à cette fin, les deux grands historiens philosophes avaient dévoué tout leur effort. Si Renan a rêvé de revenir sur la terre, c'était pour consacrer une nouvelle existence, non pas à l'art, à la poésie, mais à l'étude d'une portion de l'humanité qui lui était restée fermée, la Chine; une autre encore à celle de la physiologie. Le grand artiste qui

(1) « ... La vanité de l'homme de lettres n'est pas mon fait, et je vois très bien que le talent n'a de valeur que parce que le monde est enfantin. Si le public avait la tête assez forte, il se contenterait de la vérité. » (*Souvenirs d'enfance et de jeunesse*).

a si bien rendu la vie changeante de l'esprit et de l'histoire, croyait à l'absolu des lois, fondamentale réalité du monde. Sur ce point essentiel, lui qui a tant surpris par les ondoiements de sa pensée, n'a jamais varié. Que de fois il a énoncé ce principe du déterminisme, qu'il faut exclure du mouvement de l'univers l'intervention de volontés particulières ! Ayant dit non au miracle, quand il arrivait à l'âge d'homme, il n'a tant aimé la Science que parce qu'il croyait, — avec quelle foi ! — à tout son avenir. De là son grand pourana, dont la ferveur est égalée dans la lettre célèbre où le jeune spinoziste Taine, dès 1847, proclamait la même religion. Par-dessous l'indécise et chatoyante vapeur des possibilités rêvées, Renan aussi posait des certitudes, et celle-ci d'abord, que le nombre des certitudes irait toujours croissant. S'il avait parlé la langue brève et précise de son ami Taine, celui qui passe encore pour un prince des sceptiques aurait pu prononcer le mot que l'auteur de *l'Intelligence*, quelques semaines avant sa mort, nous disait de sa voix basse, voilée, plus voilée quand il affirmait quelque chose de ses convictions profondes : « Je crois que l'homme peut savoir. Je suis un dogmatique. »

Mais l'œuvre de la Science est une architecture où la pierre de chaque ouvrier, plus ou moins grande, et qui porte plus ou moins de l'édifice, est de même substance que les autres, et bientôt s'y confond, presque toujours finit par disparaître sous l'apport des ouvriers suivants. Renan savait cette loi et l'acceptait : nul mieux que lui n'a parlé de ces grandes productions collectives de l'esprit humain, où l'individu périssable trouve, dans la mesure où il y a contribué, son immortalité, en même temps que son nom s'y perd. On admire l'érudition, l'ingéniosité du grand exégète, et plus encore quand on pense au peu que l'on savait, au temps où il a commencé d'écrire, des circonstances et des premiers développements du fait central de l'histoire, celui qui depuis dix-neuf siècles commande la morale, la civilisation des hommes d'Occident, et par eux, influe de plus en plus sur le destin de l'ensemble du monde. Déjà, pourtant, une partie de cette œuvre si vaste est en train d'être recouverte. La *Vie de Jésus* apparaît comme une construction tout idéale, enveloppée de magies et de musiques dont les prestiges en font oublier le caractère illusoire. Et si, dans la suite du grand ouvrage, une connaissance merveilleuse de

l'antiquité, servie par un art incomparable, a permis à l'historien d'évoquer avec tant de puissance et de détail le milieu où se propagea, s'organisa la religion venue de Galilée, on peut dire que le problème essentiel de l'histoire du Christianisme, celui que nous pose aujourd'hui la christologie de saint Paul, n'a pas été considéré.

Dans l'œuvre d'Ernest Renan, toute orientée vers cet idéal de connaissance et de vérité, — soumission à l'objet, disait-on, — qui fut, après l'âge romantique, celui des grands contemporains, le plus durable dans le souvenir des hommes ne sera pas, semble-t-il, ce qu'il nous a découvert de l'objet, ni sa vue la plus générale et toute rationaliste de l'univers, mais ce qui s'y révèle de lui-même. On ne se lassera pas des mouvements d'un esprit où s'associent en une combinaison unique les dons les plus rares : vigueur et délicatesse d'une pensée qui affirme, définit les certitudes et, par delà, voit se dégrader l'infini du possible; vision philosophique des ensembles les plus vastes; sensibilité d'artiste au jeu innombrable et fuyant de la vie, — cette vie des âmes, qui, par-dessus la trame des causes permanentes, trace l'ondoyant dessin de l'histoire; faculté de sympathie accordée d'elle-même aux états primitifs, naissants de l'esprit humain; fervente aspiration au progrès, respect profond du passé, sérieux foncier de l'idée sous les élans de la fantaisie la plus vive, invincible instinct moral et religieux, foi constante aux fins supérieures de l'univers. De tels accords ne renaîtront pas. Mais les musiques changeantes qu'ils composent sont inscrites en des pages qu'on relira toujours, en se demandant d'où vient soudain telle note étrange, tel timbre magique, tel accent de spiritualité mystérieuse. On ne le trouvera pas sans atteindre l'élément premier de son génie, et l'on verra qu'il en devait l'essentiel à la tradition morale d'un peuple demeuré fidèle aux disciplines d'un monde très ancien; sans doute aussi, comme il l'a cru, à ce qu'il portait en lui de l'âme d'une race. Lui-même, s'arrêtant parfois de travailler au grand œuvre, il aimait à les écouter, ces voix intérieures, — et, toujours, il sentait renaître son énergie originelle, quand, parmi tous leurs chants, il avait entendu sonner les cloches lointaines de la ville d'Is.

André Chevrillon.

CONFÉRENCE DE LA HAYE

LE
CODE DE LA GUERRE AÉRIENNE

Du 11 décembre 1922 au 20 février 1923, le Palais de la Paix à La Haye a été le siège des séances de la « Commission de Juristes chargée d'étudier et de faire rapport sur la revision des lois de la guerre. » A ce moment, l'attention publique était attirée vers les pourparlers de Lausanne, ainsi que vers les événements de la Ruhr; aussi, à part quelques brefs communiqués Havas, ne trouva-t-on dans la presse aucune nouvelle de ces réunions. Pourtant, si, comme certains le pensent, la guerre aérienne est destinée à prendre une place de plus en plus importante dans les guerres futures, et même à y jouer un rôle décisif, les Conventions qui ont été établies à La Haye et vont être soumises à la ratification des Gouvernements intéressés sont appelées à avoir, au cours des prochains conflits, une influence peut-être supérieure à celle des déclarations de Washington elles-mêmes.

La Conférence de La Haye ne fut, d'ailleurs, qu'une suite de celle de Washington. En effet, dans l'invitation envoyée le 11 août 1921 par le Secrétaire d'État des États-Unis, au nom du Président, aux Gouvernements de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et du Japon, en vue de participer à une Conférence pour la limitation des armements, il était dit qu'il y aurait peut-être intérêt à soumettre l'usage des nouveaux

engins de guerre à un contrôle approprié. Mais, par suite de la complexité des questions à traiter, les propositions présentées concernant l'usage des aéronefs et la réglementation de la radiotélégraphie en temps de guerre, ne purent faire l'objet, à Washington, d'une étude complète, et, par suite, de décisions définitives. États-Unis, Grande-Bretagne, France, Italie et Japon adoptèrent donc une résolution par laquelle ils s'engageaient à constituer une nouvelle Commission chargée d'examiner :

1° Si les règles existantes du droit international s'appliquent d'une manière adéquate aux méthodes d'attaque et de défense qui résultent de l'introduction et du développement, depuis la Conférence de La Haye, en 1907, de nouveaux engins de guerre;

2° Au cas où les règlements existants seraient insuffisants, quelles modifications il y aurait lieu d'y apporter, pour les incorporer au droit des gens.

Il était prévu que la Commission pourrait s'assurer la collaboration et les avis d'experts en matière de droit international et en matière de guerre terrestre, navale et aérienne, et qu'elle adresserait un rapport à chacune des Puissances représentées.

Il ne manquera pas de sceptiques pour estimer que c'est peine perdue de s'efforcer à maintenir dans des limites la violence des combattants, que le droit international n'existe plus, que tous les accords de ce genre resteront lettre morte. Certes, nous comprenons leurs appréhensions, si profonde est l'impression laissée par les innombrables méfaits d'un seul peuple, pour qui les traités ne sont que des chiffons de papier! Mais les Gouvernements respectueux du droit peuvent-ils sanctionner par leur silence la thèse du scepticisme? Renonce-t-on, parce qu'il y a des criminels, à établir des lois et des codes? Non. Le droit des gens ne saurait être un vain mot, et il appartenait aux Nations qui sont à la tête de la civilisation, de soumettre à ses lois l'usage des procédés les plus récents mis par la science moderne à la disposition des belligérants.

*
* *

En dehors des enseignements de la grande guerre, en face de quels précédents allait se trouver la Conférence de 1922? de quelle documentation disposait-elle? de quelles tendances traditionnelles allait-elle être l'héritière?

C'est à Bruxelles, en 1874, que le problème est abordé pour la première fois. On ne connaît alors que le ballon sphérique libre, avec lequel peuvent être accomplies des missions de reconnaissance ou de liaison (environ 60 furent faites au cours du siège de Paris). D'un commun accord, le principe est posé que ces missions, accomplies « ouvertement, » ne peuvent être assimilées à des actes d'espionnage, ainsi qu'avait voulu l'imposer Bismarck en 1870.

De 1874 à 1899, l'aérostation dirigeable prend naissance et on envisage immédiatement le lancement de projectiles. Aussi, lorsqu'en 1899, l'empereur de Russie provoque la réunion de la Conférence de La Haye, le comte Mouravieff, communiquant aux Puissances l'ordre du jour des futures réunions, y fait figurer « la prohibition du lancement de projectiles ou d'explosifs quelconques du haut des ballons ou par des moyens analogues. » Le texte définitif adopté à l'unanimité, sauf une abstention, celle de la Grande-Bretagne, fut le suivant : « Les Puissances contractantes consentent, pour une durée de cinq ans, à l'interdiction de lancer des projectiles ou des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux. »

Les pacifistes reprochèrent vivement à la Conférence d'avoir, en limitant l'interdiction du bombardement à une courte durée, faussé la généreuse pensée russe. Leur théorie constante est que les moyens de destruction existant à l'heure où ils parlent sont suffisamment efficaces et qu'il faut non pas en réglementer de nouveaux, mais restreindre au minimum l'usage des anciens. Remontons dans le passé : nous verrons le concile de Latran interdire l'arbalète, le pape Innocent III protester contre l'introduction des armes à feu... Mais les leçons de l'histoire sont rarement efficaces : nous entendrons les même arguments à La Haye en 1923.

A partir de 1899, les progrès aéronautiques s'accélèrent. Quand s'ouvre la deuxième Conférence de la Paix, l'aéroplane est né : c'est désormais sur les aéronefs qu'il faut légiférer et non plus seulement sur les ballons. Devant les possibilités qui s'ouvrent, le parti hostile au développement des procédés de guerre s'agite et, au nom des exigences humanitaires, met la future Conférence en demeure de renouveler, d'une manière définitive, la prohibition périmée dont l'examen faisait partie de l'ordre du jour proposé par l'empereur de Russie.

Il est certain qu'en 1907, à La Haye, le courant pacifiste fut puissant et entraîna les délégués de nombreux États. Mais les grandes Puissances militaires d'alors refusèrent de s'engager dans la voie de l'utopie.

La discussion s'ouvre en effet, le 7 août, par une motion de la délégation belge demandant le renouvellement de la Déclaration de 1899 et, par conséquent, la prohibition pure et simple de la guerre aérienne, « afin que les idées pacifistes et humanitaires ne subissent point de recul. » Presque tous les petits États, peu soucieux de se lancer dans des dépenses nouvelles, confiants dans leur aptitude à construire ou à manier de nouveaux engins, appuient la proposition belge. La Grande-Bretagne, jalouse de son insularité, l'Autriche, consciente de sa faiblesse, inclinent vers les considérations humanitaires.

La Russie, au contraire, est une grande puissance militaire; elle se tient en contact étroit avec la France dont elle suit les découvertes, elle croit à l'avenir de l'aéronautique; de plus, parmi ses délégués techniques se trouve son attaché militaire à Berlin, qui la renseigne sur l'activité des Allemands. La France, exposée à la haine vigilante et continue de ses voisins de l'Est, sait ce qui l'attend. Elle n'a pas le droit de renoncer à un moyen nouveau de protéger son indépendance et entend profiter de l'avance que ses techniciens et ses pilotes ont acquise dans ce nouveau domaine. Elle pressent, d'ailleurs, que ce serait une duperie de conclure une convention de ce genre. Aussi son représentant, le professeur Louis Renault, refuse formellement son adhésion à la proposition belge : « Peu importe le mode d'envoi des projectiles; il est licite d'essayer de détruire certains objectifs, il est illicite d'essayer de détruire certains autres par un procédé comme par un autre. Le problème de la navigation aérienne fait de tels progrès qu'on ne sait ce que l'avenir nous réserve. On ne peut s'interdire d'avance la faculté de profiter de nouvelles découvertes qui ne toucheraient en rien au caractère plus ou moins humanitaire de la guerre et qui permettraient à un belligérant d'exercer une action efficace contre son adversaire, tout en respectant les prescriptions du Règlement de La Haye. » C'était le langage même de la raison.

Au vote final, 29 États adoptèrent la proposition belge; 8, dont le Japon, s'abstinrent; 7, dont la France, l'Alle-

magne, la Russie, l'Espagne et la Roumanie, votèrent contre.

En somme, la seconde Conférence de la paix n'avait guère contribué à faire progresser la codification de la guerre aérienne : aucun principe fondamental n'avait été posé, aucun détail n'avait été abordé. Cependant, du fait du partage des voix sur la déclaration, la légalité de la guerre aérienne se trouvait reconnue par presque toutes les grandes Puissances militaires. Ceux-là mêmes qui avaient voté pour l'interdiction devaient se rendre compte, peu après, que rien ne pourrait retarder l'avènement des nouveaux engins et qu'il valait mieux limiter raisonnablement leur usage que le nier aveuglément.

*
* *

Il pourrait sembler, à première vue, que riches de la documentation accumulée et de l'expérience de plusieurs années d'une guerre où les faits d'armes de l'aéronautique avaient étonné le monde, les juristes convoqués en 1922 et assistés d'experts choisis eussent devant eux une tâche facile. Six semaines de labeur assidu ont été cependant nécessaires pour mettre sur pied un code vraiment complet.

En effet, la guerre aérienne n'a pas ce long passé qui se traduit par des coutumes ayant force de lois ; elle a été surprise par la paix en pleine évolution ; si elle doit reprendre, ce sera non au point où elle a cessé, mais à un stade supérieur de son progrès. Il a fallu beaucoup prévoir. Étant donné l'immense développement que prend la navigation aérienne commerciale, il est certain que des questions analogues à celles du domaine maritime se poseront dans un prochain conflit. En présence des restrictions apportées au tonnage des sous-marins, on tentera de compléter l'action de ces derniers par celle des hydravions de haute mer ; des cas se rencontreront sur lesquels des tribunaux neutres ou belligérants auront à statuer : ne dussent-ils se présenter qu'une fois, il fallait dès maintenant les définir avec toute la précision qu'exigent les jurisconsultes...

Il y avait, d'autre part, bien des erreurs à éviter : ne pas s'obstiner à trancher des problèmes nouveaux par des règles anciennes ; ne pas prétendre enfermer les hostilités aériennes dans une réglementation trop étroite, sous peine de la voir condamnée à une précoce caducité ; enfin ne pas décider *a priori*

d'appliquer de façon absolue, soit les coutumes de la guerre navale, parce que l'on emploie l'expression « navigation aérienne, » soit les règles de la guerre sur terre, parce que la majeure partie des forces d'aviation est, pour le moment, rattachée aux armées de terre. Encore ne fallait-il pas s'illusionner sur la durée de l'œuvre qu'on édifiait : en aéronautique plus qu'ailleurs, l'œuvre de l'inventeur conditionne celle du juriste. De nouveaux perfectionnements peuvent imposer des changements dans la conduite des opérations, et nul ne peut dire à quelle échéance se produiront des découvertes de nature à révolutionner la navigation aérienne, militaire ou commerciale.

C'est dans la salle japonaise du palais de la Paix de La Haye que siégèrent les délégués, après une séance publique d'ouverture, à laquelle assistait tout le corps diplomatique, en particulier le ministre de France, notre ami M. Charles Benoist.

Les États-Unis avaient désigné, pour les représenter, le juge Moore, un de leurs légistes les plus réputés, résidant déjà à La Haye en qualité de membre de la Cour permanente de Justice internationale. Représentant de la Puissance invitante, le juge Moore fut naturellement prié d'accepter la présidence. Un bon sourire épanoui sur sa figure encadrée d'une courte barbe grisonnante, il présidait avec une extrême impartialité qui ne diminuait en rien l'énergie avec laquelle il soutenait les points de vue américains. Lorsque ses fonctions le retenaient aux audiences de la Cour, M. Moore était remplacé par M. Washburn, ministre des États-Unis à Vienne, qui par la suite siégea en qualité de second délégué américain. M. Washburn n'est pas un diplomate de carrière : c'est un juriste que le droit a conduit à la politique.

Sir Rennel Rodd, premier délégué britannique, ancien ambassadeur, est le type du diplomate « blanchi sous le harnais... » Sa courtoisie tout aristocratique fut hautement appréciée de tous ses collègues, à qui il pouvait s'adresser dans leurs différentes langues maternelles avec la plus parfaite aisance. Le second délégué de l'Angleterre, Sir Cecil Hurst, haut fonctionnaire du Foreign Office, fut, on peut le dire, l'âme de la Commission, surtout de la sous-commission aéronautique. D'une activité et d'une puissance de travail remarquables, parlant avec une égale facilité le français et l'anglais, il savait

trouver les termes les plus nets, les formules les plus précises. Il avait auprès de lui M. Spaight, juriste attaché à l'Air Ministry, travailleur acharné lui aussi, et auteur de ce livre prophétique : *Aircraft in war.*

L'Italie n'avait désigné qu'un seul représentant, le sénateur Rolando Ricci, ancien ambassadeur à Washington, où il avait déjà représenté son pays à la Conférence de 1921. Il était secondé comme expert aéronautique par un éminent officier supérieur, le colonel Moizo, bien connu de ses camarades français, ancien élève de l'école Blériot de Pau, qui fut pendant la guerre chef de l'Aviation italienne au Commando Supremo.

La délégation japonaise, très nombreuse comme toujours, était dirigée par le baron Matsui, dont l'élégante et fine silhouette de diplomate toujours impassible est bien connue à Paris, où il était ambassadeur au moment de la grande guerre. Ce fut lui qui négocia l'envoi au Japon, après l'armistice, de la Mission française d'aéronautique, dont l'œuvre, couronnée du plus grand succès, fut un événement marquant dans l'histoire des relations des deux pays. Le baron Matsui était secondé par M. Matsuda, ministre plénipotentiaire, chargé d'affaires à Paris.

Tous les délégués des quatre États cités plus haut étaient ambassadeurs ou en avaient reçu le rang et les prérogatives par un décret de leur Gouvernement ; la France et les Pays-Bas ne suivirent point cet exemple, et désignèrent des juristes.

Les Pays-Bas étaient représentés par M. Struycken, membre du Conseil d'État, et le professeur Van Eysinga, de l'Université de Leyde, spécialistes l'un et l'autre des questions de droit international, ayant l'un et l'autre étudié de très près, au cours de la guerre, tous les cas de violation du droit des gens dont la Hollande avait eu à se plaindre, et ayant conservé de cette étude, à l'encontre des belligérants, quels qu'ils fussent, une rancune instinctive...

Les juristes français étaient M. de Lapradelle, juriste du ministère de la Marine, qui avait pris part au Congrès de l'Institut de droit international de 1911 à Madrid, et M. Basdevant, juriste du ministère des Affaires étrangères, l'un et l'autre professeurs agrégés à la Faculté de droit de Paris, et spécialistes des Conférences internationales.

L'expert français pour les questions de radio-télégraphie était naturellement le général Ferrié, sans les avis duquel ne

saurait se traiter une question importante de T. S. F. Le général Ferrié présida la sous-commission de radio-télégraphie avec l'autorité indiscutée que lui confèrent et sa haute compétence et sa grande habitude de ces sortes de présidences.

Il était facile de déterminer, *a priori*, quelles seraient les questions dont la discussion allait être le plus ardue. La question du bombardement devait certainement revenir sur le tapis, comme en 1907, mais avec une documentation particulièrement riche et des notions exactes de ses possibilités. Celle du contrôle de la navigation commerciale, traitée à Washington par les résolutions Root, en ce qui concerne les sous-marins, allait se poser à l'égard de ce genre particulier de navires de surface que sont les avions marins.

On pouvait, d'autre part, rien qu'à examiner la situation géographique et politique des divers États, présumer les tendances qui avaient pu inspirer les instructions données à leurs représentants.

Les probabilités pour que les Américains aient jamais un front d'opérations sur leur territoire métropolitain sont infimes : donc, tendance bien naturelle à interdire les bombardements loin de la zone des combats. Leur extrême activité en affaires est favorisée par la capacité d'acquisition des autres pays : donc, tendance à prohiber les destructions d'usines et autres établissements de nature à entraver le rétablissement de la vie économique des clients habituels ou éventuels après une guerre. Les livraisons de marchandises se font presque toujours en traversant l'un des deux océans : donc profonde aversion à l'égard de tout moyen d'entraver le commerce maritime ; et souvenir toujours présent du *Lusitania*.

Les Japonais, dont le sol a toujours été inviolé, comptent bien qu'il le restera. En outre, la nature extrêmement combustible de toutes leurs constructions doit les rendre particulièrement hostiles à toute espèce de bombardement autre que celui du champ de bataille. Leur situation insulaire et la faible quantité de matières premières produites sur leur territoire rendent indispensable le maintien de libres communications, en cas de guerre, avec le continent asiatique, — éventuellement avec les États-Unis. D'autre part, s'ils sont neutres, l'expédition aux belligérants de certaines matières, du cuivre surtout, et de produits manufacturés, se fera d'autant plus facilement que les

procédés permis de lutte contre la navigation commerciale seront plus réduits.

L'Italie est parée d'innomblables chefs-d'œuvre de l'art : peut-elle envisager sans émoi la perspective de destructions barbares comme l'a été chez nous celle de la cathédrale de Reims? Mais elle a fait la guerre; elle en a retenu les leçons et saura faire un juste départage des droits et des devoirs des combattants.

La Grande-Bretagne, de son côté, avec son sens pratique, ne pouvait manquer de tirer de l'expérience d'une longue guerre des conclusions dégagées de toutes illusions. Dès avant la tourmente, M. Spaight ne déclarait-il pas légitime le bombardement des objectifs d'intérêt militaire de la ville de Londres? Pour la navigation marchande, l'Angleterre en a besoin sans doute plus qu'aucune nation au monde; mais sa puissante marine de guerre et les forces aériennes qu'elle est bien décidée à se donner lui permettront de la protéger sans avoir recours à des textes forgés pour la circonstance.

Ces quatre Puissances avaient été belligérantes au cours de la grande guerre. Les Pays-Bas, au contraire, représentaient les neutres, en quelque sorte professionnels.

Ce point de vue est, certes, respectable en lui-même. Mais ce n'est point de leur faute si certains belligérants ne peuvent l'adopter. Les neutres ont des droits : ils ne sont pas seuls à en avoir. Un belligérant, victime d'une agression, qui lutte pour son existence, ou qui, comme lors du dernier conflit, y a été entraîné pour assurer l'indépendance de l'humanité et le salut de la civilisation, possède, s'il en est, des droits imprescriptibles, rendus plus sacrés par les sacrifices de tout ordre qu'il doit consentir. Les neutres, en ces circonstances, ont surtout des intérêts matériels, développés par l'existence de l'état de guerre entre d'autres États, et ces intérêts sont indépendants du plus ou moins de loyauté des procédés mis en œuvre dans une lutte qui se poursuit en dehors d'eux. Il est légitime que les belligérants puissent contrôler toute opération par laquelle des tiers viendraient en aide à leurs adversaires sous le couvert de la neutralité, quelles que soient la gêne et même les pertes qui puissent en résulter pour les intéressés.

Quant au point de vue français, il a été, une fois de plus, celui du simple bon sens, étayé sur une expérience chèrement

acquise. Il consiste à considérer que le droit à établir doit être fait de réalités et consacrer les pratiques indispensables et efficaces. Les forces armées entre les mains desquelles un pays remet son sort n'ont pas plus le droit de renoncer à se servir de leurs armes contre les troupes de l'ennemi, que d'en user contre des populations inoffensives. Elles n'ont pas le droit de laisser des interventions irrégulières fausser, par l'espionnage, l'assistance hostile ou l'abus de la contrebande de guerre, l'issue des luttes en cours... Y a-t-il là de quoi crier au militarisme? La propagande que l'on sait n'y a pas manqué...

*
* *

Le 11 décembre, dans la grande salle d'audience du Palais, avait lieu la séance d'ouverture, sous la présidence du Jonkheer van Karnebeek, ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, qui félicita les conférents de Washington, initiateurs de la présente réunion, d'avoir « lancé le Droit à la poursuite de la Science qui l'avait débordé. » Le juge Moore, délégué des États-Unis, prenant la parole après lui, fit un historique détaillé des conditions dans lesquelles la convocation de la Conférence de La Haye avait été décidée, en précisa la compétence et la portée, et exprima sa confiance dans les résultats à obtenir.

Immédiatement après, eut lieu une première séance plénière, afin de fixer la méthode de travail; il y fut décidé de siéger normalement une fois par jour, délégués et experts réunis; d'adopter le français et l'anglais comme langues officielles; et de commencer les travaux par l'étude de la guerre aérienne, au sujet de laquelle les délégations américaine et britannique avaient présenté chacune un projet de code, ce dernier fortement inspiré de *Aircraft in war*.

On fut d'accord pour prendre comme base de discussion le projet américain, qui comprenait 42 articles. Mais la complexité des questions était telle que, le 21 décembre, il n'avait été possible d'aborder que les 7 premiers de ces articles. Les fêtes de Noël et du nouvel an approchaient; du 8 au 20 janvier environ, le juge Moore et le délégué français devaient assister aux audiences de la Cour internationale de Justice, ce qui s'opposait à la tenue de séances plénières. Il fallait donc adopter une autre procédure. Il fut alors décidé de constituer deux sous-commissions pouvant fonctionner simultanément : l'une pour les aéro-

nefs, convoquée le 8 janvier, l'autre pour la T. S. F., convoquée le 15 janvier seulement, sa mission étant jugée plus simple. La sous-commission des aéronefs devait examiner toutes les propositions soumises, et préparer un texte qui serait examiné par la Commission plénière lors de sa prochaine réunion, prévue pour le 22 janvier.

* * *

Le 8 janvier, sir Cecil Hurst, nommé président à l'unanimité, dirigea la première séance de la sous-commission aérienne.

Les articles se succédèrent assez rapidement jusqu'à la 9e séance. Il y avait bien eu à aplanir quelques différences de vues au sujet du droit de détourner de leur route les avions commerciaux neutres par crainte d'indiscrétions; au sujet des livraisons par les neutres, et par la voie des airs, d'avions à des belligérants. Mais à la 10e séance, les divergences s'accusèrent, comme on pouvait le prévoir, avec l'examen des premiers textes relatifs aux bombardements. Afin de ne pas ralentir les travaux, il fut décidé, après deux séances, d'abandonner provisoirement cette question, et de poursuivre l'examen d'autres points. Cependant, à la 15e réunion, on se heurte à la question brûlante de l'exercice du droit de visite et de perquisition sur les navires : il faut encore l'abandonner après deux séances, à l'issue desquelles chacun reste sur ses positions.

En dépit de l'activité déployée, on est déjà au 23 janvier, et la sous-commission est encore loin d'avoir achevé de remplir son mandat; à la 25e séance, tenue ce jour-là, on aborde à nouveau le bombardement aérien; on lui consacre encore les 26e, 28e et 29e séances; mais devant l'impossibilité d'un accord sur les principes, il est décidé de ne présenter aucun projet à la commission plénière. Seuls, quelques articles visant des mesures de détail étaient adoptés. En sa 31e séance, la sous-commission arrête définitivement le texte de son Rapport, accompagné d'un projet de code en 61 articles.

La Commission plénière, après trois séances consacrées à l'examen du projet de réglementation radio-télégraphique, commence, le 5 février, avec près de quinze jours de retard sur les prévisions, l'examen de ce rapport. Abordée à trois reprises successives, la question de la visite et de la perqui-

sition des navires de commerce ne fait pas de progrès et, en désespoir de cause, est d'abord ajournée, finalement abandonnée comme insoluble. En revanche, un texte sur le bombardement, remanié par la délégation américaine et établi sur la distinction entre combattants et non-combattants, est adopté à l'unanimité.

A la 39e et dernière séance plénière, tenue le 19 février, la teneur du Rapport général était arrêtée.

*
* *

Ce rapport et le projet de code qu'il contient sont actuellement soumis à l'acceptation des Gouvernements intéressés ; et si cette réglementation est adoptée, les autres États seront vraisemblablement invités à y adhérer, sous le patronage de la Société des Nations, ainsi qu'il a été fait pour les Conventions de Washington.

Le projet de code est divisé en sept chapitres.

Chapitre I. — *Classification et marques.* — Les dispositions adoptées ont été celles de la Convention internationale de 1919, qui tend à devenir universelle. On a insisté sur la nécessité d'avoir des marques très visibles, facilement reconnaissables, car l'avion doué du plus grand pouvoir de destruction continuera sans doute d'être le monoplace rapide de chasse, dont le pilote, presque toujours très jeune, déjà fort occupé par la conduite de son appareil et la surveillance de ses instruments de bord, n'aura qu'une fraction de seconde à sa disposition pour décider si, oui ou non, il doit mettre en œuvre ses engins meurtriers : on ne saurait donc songer à lui imposer des discriminations délicates ou compliquées.

Le droit au changement de marque après avertissement a dû être spécifié, car il peut ne pas paraître évident, les troupes, pas plus que les navires de guerre, n'ayant besoin de changer leurs drapeaux ou pavillons. Il n'en est pas de même des avions, en raison de la nécessité d'une reconnaissance instantanée : l'expérience peut montrer que certains insignes ne sont pas suffisamment reconnaissables ou risquent d'être confondus avec ceux d'ennemis ou de neutres. C'est ainsi qu'au cours de la dernière guerre, la Hollande a dû renoncer à son disque orange, prêtant trop facilement à confusion avec le soleil des Japonais ; et que si, dans un prochain conflit européen,

la France devait être neutre, elle serait sans doute amenée à renoncer à la cocarde tricolore aux couleurs concentriques, sous peine de confusion avec les marques adoptées par d'autres nations qui pourraient être belligérantes.

Chapitre II. — *Principes généraux.* — Le droit international public, en matière aérienne, reconnaît aux États la souveraineté sur l'espace atmosphérique situé au-dessus de leur territoire, y compris les eaux territoriales ; mais, en temps de paix, quelques États se sont obligés à laisser libre passage à certains aéronefs civils étrangers. Cette obligation doit cesser en temps de guerre en raison des graves dangers, trop difficiles à contrôler, qui peuvent résulter de l'espionnage par survol. Par conséquent, les lignes de navigation aérienne internationales ne continueront à fonctionner en temps de guerre que si les Puissances intéressées y consentent, et avec telles restrictions et conditions qu'il leur plaira d'y apporter.

Inversement, l'espace aérien surmontant la haute mer, — *res nullius*, — est libre ; il en résulte qu'un avion neutre peut, sans violer aucune règle, venir voler à 3 milles d'une côte. Or, à cette distance, la photographie aérienne permet d'enregistrer les moindres détails. Il y a là un danger d'espionnage très net, auquel certaines Délégations avaient proposé de parer en établissant une zone d'« air côtier » s'étendant à 10 milles le long des côtes et soumise, pour les questions aériennes, à la juridiction de l'État intéressé, sans que cela portât extension de ses eaux territoriales. On eût pu, ainsi, interdire l'approche de tout avion étranger à moins de 18 kilomètres du rivage, ce qui, tout au moins pour le moment, mettrait à l'abri des indiscrétions photographiques. Cette proposition, fort intéressante, n'a pu réunir la majorité des suffrages : elle sera sans doute reprise lors d'une autre Conférence.

Chapitre III. — *Belligérants.* — En 1870, Bismarck avait émis la prétention de faire fusiller les aéronautes quittant Paris par la voie des airs pendant le siège ; par réaction, les premiers projets de réglementation de la guerre aérienne proposaient de donner tous les droits des belligérants à tous les aéronautes, même civils. De nos jours, l'aéronautique militaire est suffisamment organisée pour n'avoir pas besoin de corsaires, non

plus que la marine ; par suite, seuls, les aéronefs militaires doivent être qualifiés pour exercer les droits reconnus aux belligérants. Il en résulte des conséquences assez importantes pour les appareils non militaires : non seulement les actes de combat proprement dits, lancement de bombes ou tir d'armes quelconques, mais aussi l'envoi en vol, par T. S. F., de renseignements militaires immédiatement exploitables par un belligérant, leur sont interdits. Cette mesure a dû être prise parce que l'engin aérien est aussi dangereux, sinon plus, par ses facultés presque illimitées d'observation, que par ses projectiles. Les correspondants de journaux tentés de suivre des opérations du haut des airs, et d'en informer immédiatement leur journal, feront donc prudemment de s'abstenir.

Enfin il a été jugé nécessaire, et cela dans leur propre intérêt, de refuser aux aéronefs privés le droit d'avoir un armement : c'est le seul moyen pour eux de présenter des garanties d'innocuité.

Bien entendu, la Convention de Genève couvrira les formations sanitaires aériennes, comme elle protège les ambulances de terre et les navires hôpitaux.

Chapitre IV. — *Hostilités.* — C'est au cours de l'examen des divers articles de ce chapitre que se présentèrent les cas les plus difficiles, et que les décisions les plus graves durent être prises.

Question des balles, tout d'abord. On sait qu'une Convention déjà ancienne (Saint-Pétersbourg, 1868) interdit l'emploi de projectiles contenant des matières fulminantes, explosives ou inflammables, et dont le poids est inférieur à 400 grammes. On sait aussi que le tir aérien nécessite, pour son réglage, des balles dites traçantes, une composition inflammable qu'elles contiennent laissant un sillage lumineux ; qu'il emploie des balles incendiaires pour l'attaque des ballons, captifs ou dirigeables ; et que, sous peu, le développement de la construction métallique des avions amènera forcément l'usage de projectiles explosifs. Les bandes de mitrailleuses sont donc ou seront bientôt chargées de ces projectiles interdits. Or, d'une part, elles sont inaccessibles en vol et il ne saurait évidemment être question d'en opérer le changement ; d'autre part, un avion de combat prêt à prendre son vol ne sait pas quel est l'objectif, ou

la succession d'objectifs, qu'il va avoir à attaquer. S'il s'agit de troupes à terre, comme lors du passage de la Marne en 1918, faudra-t-il renoncer à une action peut-être décisive, ou, en l'ajournant pour remanier ses approvisionnements de munitions, laisser échapper l'occasion propice? Pas un chef ne saurait envisager cette éventualité. Peut-on, de même, admettre que des aéronautes faits prisonniers à l'atterrissage courent le risque d'être fusillés parce qu'on trouvera à leur bord ces munitions litigieuses, ainsi que les Allemands ont voulu le faire en 1917, à l'égard de pilotes britanniques? Non évidemment. Il a donc bien fallu admettre que la Convention de Saint-Pétersbourg ne s'appliquerait qu'aux combats entre troupes de terre ou de mer, et non à la guerre aérienne.

Dans la guerre navale, l'usage d'un pavillon faux est considéré, avant le premier coup de canon, comme une ruse de guerre licite... On peut du reste le trouver étrange... Peut-être est-ce parce que, même à ce moment, l'adversaire a encore le temps de se ressaisir, et que de plus la vitesse de rapprochement de deux navires permet le temps de la réflexion? Il n'en est pas de même en navigation aérienne, où cette vitesse peut atteindre et même dépasser 130 mètres par seconde, et où la première salve peut suffire à la destruction définitive de l'adversaire. Aussi l'usage de fausses marques doit-il être interdit.

On se souvient que, fidèles à la tradition bismarckienne, les Allemands voulurent infliger des peines sévères à des aviateurs faits prisonniers après avoir répandu par la voie des airs des tracts de propagande : prétention formellement contraire au droit des gens, cette opération étant bien dépourvue de tout caractère clandestin! La régularité de semblables procédés a été nettement spécifiée.

Vint enfin la question du bombardement, si importante par ses répercussions possibles sur les propriétés et les existences de la population civile. Là, comme dans d'autres domaines, les abus inhumains commis par nos ennemis ont souvent aidé à la discussion, en montrant clairement ce qui ne devait pas être licite. C'est ainsi qu'on est très vite tombé d'accord sur ce principe, que le bombardement exécuté en vue de terroriser la population civile, de détruire la propriété privée ou de blesser les non-combattants devait être interdit. Les lancements de bombes au hasard sur des quartiers populeux de grandes

villes, ou sur de paisibles localités balnéaires de la côte, si lyriquement célébrés dans les journaux allemands, sont ainsi condamnés comme ils le méritent. Interdit aussi le bombardement employé comme moyen de contraindre au paiement de contributions ou à l'exécution de réquisitions.

Il était plus difficile de définir d'un commun accord ce qui ne sera pas interdit. L'ancien critérium des précédentes Conventions de La Haye (localités *défendues* ou *non défendues*) n'a plus de sens dans la guerre aérienne moderne, où des canons automobiles ou sur voie ferrée peuvent en quelques minutes être transportés d'un point à un autre pour y constituer une défense efficace, dont, d'autre part, l'existence ne se révélera que s'il y a une attaque... On a donc pris pour base la nature de l'objectif éventuel. Le texte proposé est le suivant :

1° Le bombardement aérien n'est légitime que lorsqu'il est dirigé contre un objectif militaire, c'est-à-dire un objectif dont la destruction totale ou partielle constituerait pour le belligérant un avantage militaire net.

2° Un tel bombardement n'est légitime que s'il est dirigé exclusivement contre les objectifs suivants : forces militaires, ouvrages militaires, établissements ou dépôts militaires, usines constituant des centres importants et bien connus employés à la fabrication d'armes, de munitions ou de fournitures militaires caractérisées, lignes de communications ou de transports, dont il est fait usage pour des buts militaires.

3° Le bombardement de cités, de villes, de villages, d'habitations et d'édifices qui ne se trouvent pas dans le voisinage immédiat des opérations des forces de terre est interdit. Dans le cas où les objectifs spécifiés à l'alinéa 2 seraient situés de telle manière qu'ils ne pourraient être bombardés sans entraîner un bombardement sans discrimination de la population civile, les aréonefs doivent s'abstenir de les bombarder.

4° Dans le voisinage immédiat des opérations des forces de terre, le bombardement des cités, villes, villages, habitations et édifices est légitime, pourvu qu'il existe une présomption raisonnable que la concentration militaire y est assez importante pour justifier le bombardement, en tenant compte du danger ainsi couru par la population civile.

5° L'Etat belligérant est soumis à la réparation pécuniaire des dommages causés aux personnes ou aux biens, en violation

des dispositions du présent article, par un quelconque de ses agents ou l'une quelconque de ses forces militaires.

A la rigueur, le premier alinéa aurait pu suffire. Cependant il a été jugé nécessaire de compléter la définition qu'il propose par une énumération plus précise, afin d'éviter autant que possible des divergences d'interprétation. On avait vu, en effet, dans les diverses études parues, même au cours de la guerre, soutenir cet avis, que les usines de guerre ne constituaient pas des objectifs légitimes de bombardement. Le second alinéa répond à cette théorie, et définit, semble-t-il, les points menacés, avec assez de netteté pour qu'aucune interprétation abusive ne puisse en être faite. En dehors des formations et établissements militaires, au sujet desquels aucune contestation ne peut avoir lieu, il désigne les usines de guerre importantes, c'est-à-dire telles que, par leurs dimensions, elles présentent une cible assez vaste pour que les écarts du tir aérien y soient normalement contenus, et que, par suite, le danger d'atteinte pour les voisins non visés soit nul ou très faible. Permise, par conséquent, l'attaque du Creusot comme celle d'Essen, des établissements Renault ou Nieuport; interdit, le bombardement de l'atelier d'un industriel qui, dans un seul immeuble, fabrique des instruments de précision ou des pièces détachées.

Mais, dira-t-on, ces attaques, bien que dirigées contre des établissements ou des matériaux, atteindront aussi le personnel ouvrier, en partie civil, composé même, partiellement, de femmes. Oui, cette catégorie spéciale de personnel, touchée par la mobilisation industrielle et constituant, suivant une expression souvent employée, les combattants de l'arrière, aussi nécessaires que leurs camarades de l'avant, aura sa part de risques, à certains moments; c'est inévitable. Mais ces risques, restreints par eux-mêmes, — car les attaques aériennes seront, dans la situation actuelle des aviations européennes, moins denses et moins fréquentes que certains articles de presse ne tendent à le faire supposer, — peuvent et doivent être réduits soit grâce à la diligence des pouvoirs publics, soit de l'initiative des industriels, par un certain nombre de mesures de précaution. D'abord ces attaques ne peuvent se faire par surprise; même si des « silencieux, » plus efficaces que ceux dont on dispose actuellement, étaient mis au point, le vol des avions pourra le plus souvent être signalé

assez à l'avance par les postes spéciaux de la défense contre aéronefs : les souvenirs des alertes de 1917-1918 sont encore assez présents à la mémoire des Parisiens et des habitants de certaines villes de l'Est, pour qu'il soit inutile d'insister... Des abris à l'épreuve ou des tranchées de protection devront être aménagés, en nombre suffisant et d'accès facile, aux abords des usines les plus particulièrement menacées, qui seront bien connues d'avance. Retour aux temps barbares où femmes et enfants étaient conduits dans des cavernes aux approches de bandes hostiles? Non; mais plutôt extension à une catégorie nouvelle de combattants des moyens de protection de la fortification moderne.

Le troisième alinéa insiste encore sur les mêmes prescriptions. Sa deuxième partie spécifie bien que si des usines sont trop petites et trop disséminées dans une agglomération pour que les probabilités du tir donnent forcément de nombreux coups hors des buts, sur les maisons d'habitation, leur attaque est interdite : ce serait, par exemple, le cas des ateliers d'horlogerie de certaines petites villes du Jura, si l'on y fabriquait des pièces de fusée; des ateliers de tissage des localités du Nord, si l'on y tissait des toiles d'avions; ou des garages de l'avenue de la Grande Armée, si l'on y entreposait des camions prêts à être livrés au service automobile de l'armée.

Le quatrième alinéa se rapporte à un cas spécial du bombardement aérien, l'intervention dans la bataille, où se distinguèrent nos escadrilles. Cette intervention se produira le plus souvent en terrain libre. Cependant, si des rassemblements s'effectuaient en utilisant l'abri des villages, si des points de passage obligés pour les réserves ou pour les troupes en retraite, tels que des ponts, se trouvaient dans des localités habitées, ces points deviendraient *ipso facto* des objectifs militaires importants, et seraient attaqués par tous les moyens disponibles, aériens aussi bien que terrestres. L'alinéa 4 prescrit de ne prononcer ces attaques, en admettant que les localités dont il s'agit n'aient pas été déjà évacuées par leurs habitants, — ce qui sera le cas le plus fréquent, — que si le but à atteindre est réellement important : on ne bombardera pas un bourg pour y avoir vu entrer une patrouille de cavalerie. Cette prescription sera facilement respectée, aucun chef de formation aérienne ne pouvant avoir l'idée de gaspiller ainsi ses munitions.

Les bâtiments affectés au service de santé sont, on le sait, signalés par l'insigne de la Croix-Rouge : il les protège du bombardement aérien comme de ceux auxquels peuvent procéder les forces navales ou terrestres. Peut-être sait-on moins qu'il existe un signal destiné à protéger les édifices consacrés uniquement au culte, aux arts, aux sciences, et les monuments historiques. C'est un grand panneau rectangulaire partagé, suivant une des diagonales, en deux triangles, l'un blanc, l'autre noir. La validité de ces signaux, disposés de façon à pouvoir être aperçus, soit de jour, soit de nuit, du haut des airs, est étendue à la guerre aérienne.

Un projet nouveau, extrêmement intéressant, a été adopté sur la présentation de la délégation italienne, comme extension des mesures de protection qui précèdent. Il a pour effet de permettre la création, autour d'un monument ou d'un groupe de monuments, d'une aire de protection jouissant de l'immunité, pourvu qu'aucun de ses points ne soit utilisé pour des buts militaires. Un système d'inspection sous les auspices des neutres surveillerait l'exécution de cette condition. Ainsi tout prétexte au bombardement serait écarté, l'étendue de la zone ayant été choisie supérieure aux écarts des bombardements même à haute altitude, et les risques d'un dommage involontaire seraient minimes.

L'article adopté en conséquence est ainsi rédigé :

Les règles générales suivantes sont adoptées pour permettre aux États d'assurer une protection plus effective aux monuments d'une grande valeur historique situés sur leur territoire, à condition qu'il soient disposés à s'abstenir d'utiliser pour des buts militaires ces monuments et la zone qui les entoure, à accepter un régime spécial pour leur contrôle.

1) Un État aura la faculté, s'il le juge convenable, d'établir une aire de protection autour des monuments de ce genre situés sur son territoire. En temps de guerre, ces zones seront à l'abri du bombardement.

2) Les monuments autour desquels une aire doit être établie seront, dès le temps de paix, l'objet d'une notification aux autres Puissances par la voie diplomatique ; la notification indiquera également la limite de ces aires. Cette notification ne pourra pas être révoquée en temps de guerre.

3) L'aire de protection peut comprendre, outre l'espace

occupé par le monument ou le groupe de monuments, une zone environnante, d'une largeur ne dépassant pas 500 mètres à partir de la périphérie dudit espace.

4) Des marques, bien visibles des aéronefs, soit de jour, soit de nuit, seront employées afin d'assurer l'identification, de la part des aéronautes belligérants, des limites des aires.

5) Les marques portées sur les monuments eux-mêmes seront celles indiquées aux articles précédents (croix rouge ou rectangle noir et blanc). Les marques employées pour indiquer les aires entourant les monuments seront établies par chaque État acceptant les dispositions de cet article, et seront notifiées aux autres Puissances en même temps que leur sera notifiée la liste des monuments et des aires.

6) Tout usage abusif des marques visées à l'alinéa 5 sera considéré comme un acte de perfidie.

7) Un État acceptant les stipulations de cet article doit s'abstenir de se servir des monuments historiques et de la zone qui les entoure pour des buts militaires, ou au profit de son organisation militaire, de quelque façon que ce soit, et s'abstenir également d'accomplir à l'intérieur de ce monument ou de cette zone tout acte ayant un but militaire.

8) Une Commission de surveillance, composée de trois représentants neutres accrédités auprès de l'État qui aura accepté les stipulations du présent article ou de leurs délégués, sera nommée pour s'assurer qu'il n'est commis aucune violation des dispositions de l'alinéa 7. Un des membres de cette Commission de surveillance, sera le représentant (ou son délégué) de l'État auquel auront été confiés les intérêts de l'autre belligérant.

Ainsi, par l'évacuation de la caserne voisine et une signalisation appropriée, on pourrait assurer, par exemple, une meilleure protection de la cathédrale de Tours. Par le simple déplacement de la brigade de gendarmerie, la protection de tout l'îlot du Mont Saint-Michel serait garantie, les installations militaires projetées devant s'en trouver à plus de deux kilomètres, distance très largement supérieure aux écarts les plus anormaux des bombardements, même de haute altitude.

Quant au Louvre, il est probable que la Commission de surveillance exigerait le départ du ministère des Finances, où se traite une partie importante de la comptabilité du ministère de la Guerre.

Dans l'esprit des auteurs de cette proposition, elle ne fait que constituer un premier pas dans la voie de la création de vastes zones neutralisées, étendues de territoire réservées uniquement à la population civile et à des établissements ne travaillant que pour ses besoins, où ne passerait aucune ligne de communication ni de ravitaillement, et où le non-combattant, ainsi que les familles des belligérants, jouirait du droit d'asile. Une proposition analogue a déjà été faite à la Société des Nations en 1922 par la délégation chinoise, mais la question nécessite encore nombre d'études délicates.

Espionnage. — Il a été spécifié, au chapitre précédent, que seuls les aéronefs militaires étaient qualifiés pour exercer les droits des belligérants : il en résulte que le voyageur d'un avion civil de transport, qui, quelle que soit sa nationalité, chercherait à recueillir en vol des renseignements sur un des adversaires pour les communiquer à l'autre, serait à juste titre considéré comme espion. Peut-être sera-ce un des moyens les plus employés par les services de renseignements au cours de futures guerres, et l'on ne saurait prendre trop de précautions contre lui en raison des dangers qu'il peut présenter. Ce serait la généralisation du procédé employé par certains officiers suisses, de fâcheuse mémoire, utilisant les montagnes voisines de la trouée de Belfort...

Chapitre V. — *De l'autorité militaire sur les aéronefs ennemis et neutres et sur les personnes à bord.* — Ce chapitre a précisément pour but de prévoir et réglementer les mesures à prendre par les belligérants pour se préserver de ces dangers. Il leur donne le droit d'écarter les indiscrets, mais, en raison des développements possibles, et désirables, de la navigation aérienne commerciale, il est nécessaire que ces droits soient limités pour ne pas causer d'interruption ou de gêne inutile aux transports internationaux neutres, au-dessus de la haute mer, par exemple. Les aéronefs qui n'obéiraient pas à l'ordre de se détourner seraient, — à bon droit, — considérés comme suspects et attaqués : c'est, en somme, l'application au domaine de l'air, de la consigne bien connue donnée aux sentinelles à terre : « Passez au large ou je fais feu ! » Étant donné la vitesse moyenne des avions de transport, un voyageur inoffensif ne peut vraiment

pas se plaindre si, pour prix de sa sécurité, on lui impose un détour de cent ou cent cinquante kilomètres, — moins d'une heure; et sans doute sera-t-il le premier à demander à son pilote de ne point se risquer dans la bagarre.

La situation des civils, tombant aux mains de l'ennemi, alors qu'ils se trouvent à bord d'un aéronef, a été traitée en s'inspirant des règles suivies en pareil cas dans la guerre maritime. Les dispositions sont assez complexes : en résumé, seuls les passagers qui ne sont pas aptes au service militaire peuvent être relâchés; encore cette libération peut-elle être différée, « si les intérêts militaires du belligérant l'exigent. »

Chapitre VI. — *Devoirs des belligérants vis à vis des États neutres et devoirs des neutres vis à vis des États belligérants.* — Le chapitre VI débute par un rappel du respect dû à la neutralité. Il est interdit aux aéronefs militaires de pénétrer dans la juridiction ennemie. On se sépare nettement sur ce point de la règle admise en guerre navale. Bien entendu, les aéronefs que porte un navire de guerre, s'ils ne se livrent point à des actes de guerre, sont admis dans les eaux neutres avec le vaisseau qui leur sert de véhicule.

Les Gouvernements neutres sont tenus d'user des moyens dont ils disposent pour faire respecter leur neutralité : on ne saurait leur imposer d'obligation plus formelle, car cela les obligerait à constituer, en aviation de défense et en artillerie anti-aérienne, des moyens formidables, sans garantie absolue d'efficacité. Ils doivent interner personnel et matériel atterrissant chez eux, quelle que soit la cause de cet atterrissement.

Une question importante et délicate était celle de la fourniture de matériel aérien par les neutres. Ç'a été déjà, pendant la dernière guerre, une partie importante de leur commerce, et peut le devenir encore davantage. Il ne faut pas cependant que cette fourniture puisse tomber sous le coup de l'accusation d'assistance hostile. Aussi la cession directe, de gouvernement à gouvernement, est-elle interdite; quant à la fourniture par des industriels, c'est une opération de contrebande de guerre à laquelle ces derniers doivent être autorisés à se livrer, à leurs risques et périls. Cependant un cas litigieux pourrait se présenter. Ce serait celui de la livraison, par un neutre, d'un aéronef équipé en guerre et armé, pourvu d'un

équipage au service de l'un des belligérants, et qui pourrait, immédiatement, et en pénétrant sur le territoire de son ennemi par un point où normalement on est en droit de ne point attendre d'attaque, se livrer à des actes de destruction : cas, par exemple, d'avions livrés à l'Allemagne par des usines de Barcelone, en cas de guerre contre la France, et bombardant nos côtes. Un État neutre est tenu d'empêcher des livraisons de cette nature, par lesquelles son sol serait pris comme base d'opérations.

Chapitre VII. — *Visite, capture et confiscation.* — Ce chapitre, qui prévoit l'emploi de l'aéronef pour exercer contre le commerce ennemi les droits du belligérant, anticipe peut-être sur les réalisations et les possibilités actuelles, mais en matière aéronautique, c'est le seul moyen de ne pas être en retard au moment des applications... Il était, en tout cas, indispensable d'en mentionner le principe, afin que tous ceux qui sont intéressés à la contrebande de guerre, comme fournisseurs ou comme destinataires, sachent bien que les mesures de surveillance et de répression reçoivent un nouvel appoint du fait de l'introduction des engins aériens. Toutefois, l'accord entre les délégations n'a pu se faire que sur le principe de la légitimité de la visite et capture des aéronefs par les aéronefs ; mais trois des participants, dont la France, se sont montrés déterminés à faire exercer ce droit vis à vis des avions de commerce, en se conformant aux règles auxquelles sont soumis les navires de surface.

***

Pas plus que pour les conventions internationales antérieures, la Conférence n'a cru devoir proposer et réglementer de sanctions : cette absence de prescriptions n'a pas empêché le respect par des États civilisés des lois antérieurement établies ; il en sera évidemment de même de celles relatives à la guerre des airs, lorsque les Gouvernements les auront adoptées.

Il ne suffira d'ailleurs pas de les publier dans des documents diplomatiques : beaucoup d'entre elles, en effet, doivent avoir une influence sur la manière d'agir des exécutants aux divers échelons de la hiérarchie, et par suite elles devront être interprétées et mises en formules simples; car souvent un pilote d'avion, que sa formation prépare normalement assez peu

à la discussion des formules juridiques, n'aura qu'un petit nombre de secondes pour juger d'une situation et prendre sa décision d'attaque ou d'abstention. L'attention de tous devra être appelée sur ces règles qui constituent des engagements pris par le pays, dont la violation est par conséquent un crime et peut entraîner de dures représailles. Enfin, à ceux qu'un tempérament trop violent pourrait, lorsqu'ils agissent seuls, entraîner trop loin, il est nécessaire d'inculquer le sentiment des devoirs envers l'ennemi lui-même. L'article Ier de la 14e Convention de 1907 stipule que « les Puissances contractantes donneront à leurs forces armées de terre des instructions qui seront conformes au règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. » Une formule identique sera, sans doute, insérée en tête de la convention à laquelle souscriront les six États représentés à la récente Conférence.

Quelle sera alors la portée de cette convention? Au début, elle ne liera que les signataires; mais peu à peu de nouvelles adhésions viendront en grossir le nombre, surtout si la Société des Nations favorise cette extension comme elle le fait pour les accords de Washington. Dans le cas de lutte contre un État non signataire, ou contre un signataire qui considérerait son traité comme un « chiffon de papier, » tout serait-il permis? Non certes, mais les exécutants devront se conformer aux instructions reçues, et il appartiendra au haut Commandement seul, et dans chaque cas, de décider de la non observance, temporaire ou définitive, de telle ou telle disposition réglementaire.

Strictement observées, les mesures adoptées, permettant d'atteindre dès le commencement des hostilités, presque en tous lieux, les forces actives des adversaires et les origines de leurs ressources, tout en ménageant les non-combattants, seront de nature à amener une solution plus prompte, donc moins meurtrière et moins coûteuse, des conflits futurs.

***

LE CONCORDAT DE 1801

II [1]

NÉGOCIATIONS ET CRISE

I

Entre le délégué du Saint-Siège et le commissaire français, un échange très actif de vues s'engagea aussitôt. Pour mieux préciser les pensées, on procéda d'abord par notes écrites.

Nul ne surpassait Bernier dans l'art de nuancer les mots, de graduer les expressions, et de glisser, sous l'abondance et l'aménité des formes, la nécessité des plus durs sacrifices. Ainsi se montra-t-il dès son premier mémoire. Il commençait par une profession de foi que la plus chatouilleuse orthodoxie n'eût point désavouée : « Les Français, disait-il, sollicitent en ce moment le retour à la religion de leurs pères, non seulement avec l'intégrité de ses dogmes, mais encore avec la pureté de sa discipline et la légitimité de son sacerdoce. » Il ajoutait : « Le Gouvernement français est trop bienfaisant pour ne pas partager ce désir; il protégera le religion, non seulement comme un moyen politiquement efficace, mais encore comme une institution sainte et sublime, digne de tous nos hommages. » Cet onctueux langage servait de préambule pour aborder le sujet qu'on savait le plus pénible. « Il est, poursuivait Bernier, des prélats sortis de France depuis longtemps, contre lesquels une foule de préventions militent, et qui ne pourraient opérer le bien dans leurs diocèses respectifs sans secousse et sans agitation. Leur retour aux fonctions épiscopales replongerait la France en de

(1) Voyez la *Revue* du 1er août.

nouveaux troubles. Le Gouvernement français ne veut pas de ce retour. » Ayant bien marqué l'irrévocable décision, Bernier s'efforçait d'atténuer la mesure elle-même. Appelant l'histoire à son aide, il évoquait le souvenir des évêques d'Afrique qui, aux premiers siècles, s'étaient, eux aussi, pour le bien général, démis de leur siège. Avec soin, il écartait les mots irritants tels que ceux de *destitution* ou de *déposition*, et se contentait de parler « d'un sacrifice indispensable et méritoire » que le Saint-Père demanderait, en vue de l'intérêt universel. La suite du mémoire laissait, au surplus, clairement entendre que, parmi les évêques démissionnaires, les moins compromis pourraient être renommés. Quelles que fussent ces émollientes explications, il importait qu'aucune équivoque ne subsistât. En finissant, l'abbé soulignait derechef le principe d'une démission générale. « Le Gouvernement, proclamait-il, ne veut d'autre clergé que celui sur les dispositions duquel il pourra parfaitement compter, et il croit ne pouvoir parvenir à ce but que par la mesure que nous venons d'indiquer (1). »

A cette première note, deux autres succédèrent à peu de jours d'intervalle : l'une insistait sur la nécessité, pour le Saint-Siège, de reconnaître les aliénations de biens nationaux ; l'autre avait pour objet la promesse de fidélité exigée des ecclésiastiques de tout ordre.

Tels furent les mémoires de Bernier. Que répondrait Spina? Tout de même que Bonaparte tenait par-dessus tout à renouveler intégralement l'épiscopat, tout de même Pie VII entretenait, lui aussi, un désir ardent, celui que la religion catholique retrouvât quelque chose de son antique prééminence. Dans sa réplique au commissaire français, Spina lui rendait grâces pour son pieux langage et pour l'assurance que le catholicisme, « honoré comme une institution sainte et divine, serait entouré d'une particulière protection. » Puis, pour transformer en engagement ferme ce qui n'était que formule un peu vague, il ajoutait, non sans habileté : « J'aurais osé vous demander sur cela des notions plus exactes, si le premier Consul, dans l'audience dont il a bien voulu m'honorer, ne m'eût pas assuré que sa volonté est de rétablir en France la religion catholique *dominante*. »

(1) *Affaires étrangères*, Rome, vol. 930, f° 54.

Considérant ce point comme acquis, et croyant ou feignant de croire toute difficulté levée, Mgr Spina arrivait au sujet douloureux, c'est-à-dire la démission de l'épiscopat. Il représentait combien le Saint-Père devait d'égards à des hommes doublement respectables par leurs vertus et leurs malheurs. Il niait que la présence des évêques émigrés pût être pour la France un sujet de trouble; et mêlant à des considérations justes des assertions tout à fait inexactes, il ajoutait que la plupart des prélats avaient, du fond de leur exil, prêché la soumission et l'obéissance. Sa Sainteté, poursuivait Mgr Spina, pouvait procéder par exhortation, non par ordre. Quel ne serait pas d'ailleurs dans le monde catholique l'effet moral d'une démission qui semblerait imposée par force! L'archevêque de Corinthe, en terminant, exprimait la confiance que ses arguments toucheraient le premier Consul. Que si cet espoir était trompé, l'envoyé proposait, comme combinaison extrême, un expédient déjà suggéré à Rome par la commission des cardinaux: dans le cas où un évêque, trop compromis pour revenir en France sans péril pour l'ordre public, refuserait sa démission, le Pape pourrait, tout en lui gardant son titre épiscopal, le dépouiller de ses attributions et confier à un administrateur le soin des affaires diocésaines (1).

Mgr Spina était assez perspicace pour comprendre combien il serait malaisé de revenir sur les acquisitions de biens nationaux. Ayant concentré tous ses efforts en vue d'obtenir pour le catholicisme une condition privilégiée, et de sauver, s'il était possible, l'ancien épiscopat, il semble qu'il ait cédé assez vite sur la question des propriétés ecclésiastiques. Il se borna à stipuler quelques avantages en retour d'une renonciation si désintéressée : c'est ainsi que les propriétés non aliénées seraient restituées; l'État pourvoirait, en outre, à la subsistance non seulement des évêques, mais des curés et de tous les autres ministres inférieurs; de plus, il serait désirable que le Gouvernement français étendît sa sollicitude sur les séminaires, sur les chapitres; enfin l'archevêque de Corinthe exprima un vœu en faveur des instituts religieux qui avaient rendu, spécialement pour l'instruction populaire, de si grands services (2).

Un autre point tenait au cœur : la promesse de fidélité.

(1) Mémoire du 11 novembre (*Affaires étrangères*, Rome, vol. 930, f°s 55, 56).
(2) Note du 15 novembre 1800 (*Affaires étrangères*, Rome, vol. 930, f° 60).

Mgr Spina connaissait la pensée du Saint-Père qui, sans s'être prononcé officiellement, inclinait à la condamner. C'est pourquoi il demandait qu'en principe aucun engagement ne fût exigé du clergé (1). Mais en exprimant ce vœu, il sentait qu'il ne réussirait pas; aussi toute son ambition était de faire prévaloir une formule qui serait accompagnée de la réserve suivante : sauf les droits de la religion catholique.

II

L'étude de ces mémoires n'éclairerait que d'une lumière incomplète la négociation. Aux notes écrites se joignaient les conférences.

Le plus souvent, c'était Bernier qui se rendait à l'hôtel de Rome. Les entretiens, presque quotidiens et parfois très prolongés, se poursuivaient en grand secret. Bernier s'appliquait surtout à tenir à l'écart le Père Caselli, soit par intense désir de tout cacher, soit par crainte de trouver sur ses lèvres des critiques qui échapperaient à Spina. Le Père Caselli ne laissait pas que de ressentir quelque dépit de cet isolement. A quelque temps de là, il écrivait à Mgr di Pietro : « Quand Bernier vient ici, il aimerait, — tant il est jaloux, — que l'air même ne pût entendre ses discours. »

Entre toutes les questions, la plus débattue était celle de la démission des prélats. Spina n'ignorait point les profondes répugnances de Pie VII. « Vous pouvez imaginer, mandait-il à Consalvi, tout ce que j'ai dit pour démontrer l'iniquité, l'illogisme, l'impossibilité de cette déposition générale. » « L'affaire est bien épineuse, » écrivait-il quelques jours plus tard, avec découragement; et constatant qu'il n'obtenait rien, il ajoutait : « Que Dieu communique au Saint-Père les lumières nécessaires pour surmonter le terrible obstacle. » En revanche, l'envoyé pontifical se flattait que, sur d'autres points, ses vœux étaient mieux écoutés. Il comptait bien que la religion catholique serait déclarée *religion dominante :* il espérait que la question des biens nationaux recevrait « une solution honorable : » de plus, en parlant de la nomination aux évêchés, il annonçait que les constitutionnels et les intrus seraient complètement exclus.

(1) Note de Spina à Bernier, 22 novembre 1800 (Boulay de la Meurthe, *Documents relatifs au Concordat*, t. III, p. 650).

Ces compensations étaient-elles assurées? De plus en plus apparaissait l'inégalité de condition entre le délégué de Pie VII et celui du premier Consul.

Ce n'était pas sans dessein que Bonaparte avait transféré la négociation à Paris. Bernier se trouvait placé tout près du maître, dont il pouvait à toute heure recueillir les instructions. Tout autre était Spina. Il était un peu plus qu'un agent d'information, beaucoup moins qu'un plénipotentiaire. Son souverain était loin. Avait-il même toute facilité pour communiquer avec sa cour? Auprès de lui, il avait un courrier; mais, par nécessité d'économie et pour ne pas multiplier les voyages, il ne devait le renvoyer à Rome que pour y porter un projet à peu près définitif. Une voie restait : celle de la poste ordinaire; mais on craignait les infidélités. C'était le plus souvent par des moyens détournés que Mgr Spina transmettait ses dépêches. Par malheur, ces communications étaient lentes et subordonnées à des à-coups. Souvent les renseignements cesseraient d'être exacts au moment où ils parviendraient, et les réponses ne viseraient que des situations déjà changées. Ainsi se trouverait-il que cette affaire, où des directions précises seraient plus qu'en toute autre indispensables, serait aussi celle où les instructions manqueraient le plus.

En cette négociation, Bernier portait en lui d'autres supériorités. Ses dons précieux de sang-froid, d'intelligence et de pénétration, qui s'étaient dépensés jusque-là dans la stérilité des luttes civiles, trouvaient ici leur naturel emploi. Du prêtre il tenait l'onction, l'ampleur du langage, et en outre une certaine science théologique qui ne laissait pas que d'impressionner, à la condition qu'on ne la creusât pas trop. Nulle souplesse de rédaction ne lui échappait. Il savait flatter, éblouir, troubler, circonvenir, intimider. Bien qu'il se fût donné complètement à Bonaparte, il s'ornait volontiers d'impartialité, et plus il parlait par ordre, plus il se revêtait d'indépendance. Qui eût pu douter de lui? N'était-il pas ministre de Jésus-Christ, et, à ce titre, si acquis au Saint-Siège, qu'on n'eût pu, sans injure, suspecter son dévouement? Spina se sentait déconcerté par ces formes, tantôt émues et presque caressantes, tantôt impérieuses avec un arrière-goût de menace. Il lui arrivait de s'abandonner jusqu'à l'entière confiance et d'envoyer à sa cour des dépêches d'un étrange optimisme; puis, brusquement, il se ressaisissait

en une montée de soupçons, tant il comprenait que pour la finesse, le calcul retors, l'art de se ménager ou de feindre, le véritable Italien n'était pas lui, mais Bernier!

Ce qui ajoutait aux embarras, aux angoisses de Spina, c'était le milieu où il était condamné à se mouvoir. Qui a présidé dernièrement à l'organisation des pouvoirs publics? Sieyès, un prêtre apostat. Qui dirige les affaires étrangères? Talleyrand, un évêque apostat, qui vit en concubinage public avec une Anglaise divorcée, Mme Grant? Qui tient les fils de la police? Fouché, un ancien oratorien, terroriste et régicide. L'un des consuls, Cambacérès, est imbu jusqu'à saturation, de tous les préjugés des légistes contre la cour de Rome. En cet isolement, à qui se confier? « Je mène une vie très retirée, *ritiratissima,* » écrit Spina au cardinal Consalvi. Parmi les diplomates, le seul à qui il se livre un peu, c'est M. de Musquiz, ambassadeur d'Espagne. Plusieurs des prélats constitutionnels viennent à lui, notamment Royer, évêque de Paris. Mais, autant qu'il le peut, il les évite. Une réserve presque aussi stricte ne préside-t-elle pas, même aux rapports avec les ecclésiastiques fidèles? Spina redoute les impétueux, les brouillons, les inconsidérés, les ambitieux; il veut surtout se dérober aux entretiens où se traduiraient les doléances des évêques exilés. Il semble que cette cauteleuse prudence s'étende jusqu'à celui qui eût pu être, en l'occurrence, le plus éclairé des conseillers; je veux parler de l'abbé Émery. Celui-ci écrit à M. de Bausset : « Je ne sache pas que l'archevêque de Corinthe s'ouvre à aucun des membres du clergé. Tout est entre Bernier et lui (1). »

Quelles que fussent les intimes divergences et les arrière-pensées secrètes, la négociation se poursuivait. Le langage de Spina, généralement un peu sombre, s'éclairait, par instants, de confiance et d'espoir. Quant à Bernier, certain de ses avantages, il poussait au dénouement avec une infatigable activité : c'était chez lui docilité, car il savait avec quelle impatience Bonaparte précipitait ses desseins ; c'était aussi sagesse, car il sentait que la paix religieuse serait d'autant plus assurée que la rapidité des pourparlers ne laisserait point aux désaccords le temps ou l'occasion de se révéler.

Aussi comme il se hâte ! Comme, en ses billets à Talleyrand,

(1) Lettre du 23 décembre (Bibliothèque du séminaire Saint-Sulpice).

il prend acte de ce qu'il appelle ses progrès ! Persuadé que le meilleur moyen d'atténuer les difficultés est de paraître les ignorer, il ne transmet guère que des informations optimistes. Le 10 novembre, à la suite de la première conférence sur la démission des évêques, il annonce qu'il attend une note de Mgr Spina, et il ajoute : « J'ai tout lieu d'espérer que cette note accordera sinon tout, au moins une partie de ce que nous désirons. » Il mande cinq jours plus tard : « Nos conférences vont au mieux. Demain, je vous porterai du nouveau. » « Je vais, écrit-il le 16 novembre, m'occuper à terminer ce qui nous reste, pour proposer ensuite sur les bases convenues un concordat définitif. » « L'ouvrage avance à grands pas, » — écrit-il encore le 26 novembre. Et le 30, dans la même correspondance, nous lisons ces lignes : « Je puis vous annoncer avec certitude que tout va au gré de vos désirs (1). »

Comme si la convention était déjà virtuellement conclue, Bernier dresse le tableau des circonscriptions épiscopales : il y aura cinquante évêchés, douze archevêchés. En sa débordante ardeur, ne se hausse-t-il pas jusqu'à une singulière fatuité ? Le Pape, après la conclusion du Concordat, devra, par une bulle, annoncer le grand événement. Et voici que Bernier en trace le texte qui sera transmis à Spina et sera le brouillon de ce que Pie VII n'aura qu'à copier. Le document reproduisait, comme on ferait en un habile pastiche, les amples formules, les tournures un peu archaïques de la chancellerie romaine. On rappelait les titres antiques de la France à la sollicitude des pontifes ; elle était « la portion fidèle du troupeau de l'Église... le sol des saints, le centre des lumières, le peuple très chrétien. » Un tableau des malheurs de la Révolution servait de transition pour marquer les services de l'homme extraordinaire qui avait rendu à la France l'ordre et la paix. On ne parlait pas encore de Charlemagne, mais déjà de Cyrus et de Zorobabel ; et Pie VII était convié par la plume de Bernier, organe de Bonaparte, à tracer de Bonaparte l'éloge suivant :

Le premier Consul n'a pour but que de rendre à jamais à la France la paix et le bonheur qui, depuis si longtemps, s'étaient éloignés d'elle ; il veut établir l'un et l'autre sur le retour si désiré de la foi

(1) *Affaires étrangères*, Rome, vol. 930, f°s 57, 58, 61, 74, 77.

dans le cœur des Français, sur les vertus que la religion inspire et la garantie qu'elle offre à tous les gouvernements qui la respectent et qui l'honorent. A ces nobles traits, nous avons reconnu ce conquérant célèbre, qui, prêt à s'emparer de la Ville Sainte, suspendit tout à coup, à la voix du successeur de Pierre, sa marche victorieuse et consentit à lui donner la paix. Élevé par un changement subit, qui tient du prodige, au rang suprême qu'il occupe aujourd'hui, il ne s'est servi de l'ascendant que lui donnent ses éclatants succès, que pour en rendre publiquement hommage au Dieu des armées, pour protéger son culte et relever ses autels.

La suite du document marquait avec une extrême précision ce que Pie VII devait prescrire. Il devait interdire à tous toute discussion sur les articles du traité. Il devait commander le même silence sur tout ce qui avait précédé ou suivi la vente des biens ecclésiastiques ; et à cette occasion, on fournissait même au Pape le texte de quelques phrases très touchantes sur la pauvreté évangélique. Une recommandation très sage suivait à l'adresse des prêtres français, celle de remplir leurs fonctions sacrées avec cet esprit de prudence et de conciliation qui convient aux ministres d'une religion de paix.

Tel était le canevas à copier. Il fallait s'assurer que le Pape ne le changerait pas trop. Aussi une note marginale ajoutait : « Il est convenu qu'avant la publication de la bulle, elle sera envoyée au Gouvernement français pour qu'il l'approuve ou indique les changements à faire. Il n'y aura que trois cardinaux pour l'examen, savoir Antonelli, Della Sommaglia et Gerdil (1). »

III

L'abbé Émery, qui était tenu à l'écart des négociations, mais recueillait toutes les rumeurs avec une sollicitude passionnée, écrivait le 17 décembre à M. de Bausset, l'ancien évêque d'Alais : « Je persévère à croire que nous touchons à un dénouement. » Atteindre bien vite au dénouement, telle était l'ardente ambition de Bernier, et aussi, en dépit de ses déceptions, l'espoir de Spina. Combien cette prévision n'était-elle pas trompeuse ! Pendant plus de sept mois, les pourparlers se traîneront ; et l'on

(1) *Affaires étrangères*, Rome, vol. 930, f° 80 et suiv.

comptera neuf projets successifs avant que se signe la convention.

On ne saurait, sans nombreuses redites, détailler ces projets. On se bornera ici à en extraire ce que l'histoire doit en garder.

Dans le premier projet débattu au commencement de décembre, se marquait, en une formule tout à fait commandante, l'impérieuse volonté du Gouvernement français. On y lisait ces lignes : « Les anciens évêques sont réputés démissionnaires. Sa Sainteté leur intimera l'ordre d'abandonner leur siège. » Tel était le texte, d'une rudesse toute militaire. Les évêques seraient nommés par le premier Consul ou par ses successeurs professant la religion catholique ; l'institution canonique appartiendrait au Pape. Le Saint-Père ratifierait l'aliénation des biens nationaux et interdirait toute réclamation à cet effet. Les revenus de ceux de ces biens qui n'avaient pas été aliénés serviraient à l'entretien du clergé qui serait d'ailleurs salarié par le Gouvernement. Cependant une clause, rejetée tout à la fin de la convention, marquait une concession capitale au vœu de la cour de Rome. Cette clause était ainsi conçue : « Le Gouvernement français déclare que la religion catholique, apostolique et romaine est la *religion de l'État.* »

Ce premier projet avait été approuvé par le premier Consul. Avec empressement, Mgr Spina prit acte de la déclaration que la religion catholique était la religion de l'État. Toutefois, il fit observer que ce principe devrait être énoncé dès les premières lignes, au lieu d'être relégué un peu honteusement tout à la fin de la convention. Puis il présenta quelques remarques de détail sur les biens non aliénés qui pourraient faire retour pur et simple au clergé, sur les séminaires et chapitres qu'il conviendrait au moins de mentionner, sur les sièges épiscopaux qu'il faudrait réduire, non par voie de suppression, mais par voie de réunion, de façon à ce que l'espoir de les rétablir subsistât. La principale critique portait sur les démissions forcées des évêques. Mgr Spina s'élevait contre la brutalité de la forme. Il insinuait de nouveau qu'on pourrait substituer à la déposition une simple suspension des pouvoirs épiscopaux, avec la nomination d'un administrateur chargé de gérer les affaires du diocèse. Il ajoutait que, vu ses instructions, il lui était interdit de se prononcer, surtout sur une matière aussi grave, et qu'il ne pouvait que solliciter les directions du Saint-Père.

Si le texte n'agréait pas à Spina, il apparut aussitôt qu'il ne plaisait pas davantage à Talleyrand. Celui-ci, dès qu'il connut ce premier projet, en commanda aussitôt un second à Bernier. Avec un remarquable esprit de discipline, Bernier se prêta docilement à refaire son ouvrage. Durant la dernière quinzaine de décembre, une nouvelle rédaction fut arrêtée. Sur quelques points, l'envoyé pontifical obtenait satisfaction. Mais deux changements essentiels marquaient le retour offensif des adversaires du Concordat. Par le premier, le mot « religion de l'État » se trouvait supprimé et ne reparaîtrait plus; on y substituait la simple déclaration que la religion catholique était celle « de la grande majorité des Français. » La deuxième modification, moins remarquée peut-être, mais plus importante, avait pour objet le clergé constitutionnel. Par un captieux artifice de rédaction, on l'assimilait, on semblait l'assimiler à l'autre clergé. Le projet, en effet, s'exprimait en ces termes : « Les évêques, qui ont exercé les fonctions sans institution du Saint-Siège, y seront de plein droit réunis, s'ils se conforment volontairement aux règles du Concordat. »

La religion catholique sera la religion de l'État, la religion dominante : ainsi s'était exprimé Bonaparte au cours de l'audience accordée le 9 novembre à l'envoyé du Saint-Siège. « Des constitutionnels, je ne veux pas entendre parler, » avait dit à Verceil le premier Consul, au moins si nous en croyons les souvenirs de Martiniana. Or, voici que la religion catholique n'était plus que la *religion de la majorité ;* voici en outre qu'un texte équivoque ménageait une rentrée au clergé assermenté. « Nous marchons à reculons, » écrivait tristement Spina à Consalvi.

IV

On se débattait en ces négociations, quand un événement tragique absorba pour quelques jours toutes les pensées.

Le 3 nivôse an IX (24 décembre 1800), le premier Consul quitta vers huit heures du soir les Tuileries pour se rendre à l'Opéra. Sa voiture était engagée dans la rue Saint-Nicaise, une de ces petites rues étroites et tortueuses qui, en ce temps-là, faisaient communiquer le Carrousel avec la rue Richelieu. Cependant, à l'un des tournants de la rue, des bras criminels

avaient disposé sur une petite charrette soigneusement dissimulée, un baril rempli de poudre et de mitraille. Au passage de la voiture consulaire, l'un des conjurés mit le feu au chargement et s'enfuit. Une explosion suivit, qui remplit la rue de morts et de blessés. Le premier Consul fut sauvé par la dextérité de son cocher qui précipita à propos l'allure de ses chevaux.

Sur l'heure, l'attentat fut imputé aux anciens jacobins, à ceux qu'on désignait sous le nom de *terroristes* ou de *septembriseurs*. Seul, Fouché demeurait sceptique et portait ailleurs ses soupçons. Très excité, le premier Consul se répandit en invectives contre les anarchistes, toujours en révolte contre la société, toujours, disait-il, en *bataillon carré* contre les gouvernements. Comme on lui objectait timidement que l'ordre social comptait en un camp opposé d'autres ennemis : « Non, répondit-il, on ne me donnera pas le change, il n'y a ici ni nobles, ni chouans, ni prêtres. »

Tout entier à son ressentiment, Bonaparte faisait refluer sa colère jusque sur les métaphysiciens, les philosophes, les libres penseurs de toute origine et de toute nuance. Depuis six mois, il se détachait d'eux par degrés. Voici que le refroidissement prenait un aspect subit de rupture. « Les métaphysiciens, disait-il au Conseil d'État, ont tout compromis. » Cependant la religion, par les doctrines qu'elle enseigne, offrait le plus efficace préservatif contre le désordre matériel. Ne recueillerait-elle pas, au moins pour quelques jours, une portion de la faveur qui échappait aux idéologues?

Spina, n'étant point ministre plénipotentiaire, ne s'était pas joint au corps diplomatique, quand celui-ci s'était rendu aux Tuileries pour féliciter le premier Consul d'avoir échappé à l'attentat. Une heureuse inspiration lui suggéra une lettre où il exprimait son horreur du crime et les vœux que le Souverain Pontife et lui-même formaient pour le chef du Gouvernement français. Ce témoignage, tout spontané et d'un accent ému, toucha Bonaparte. « Votre lettre a fait merveille, écrivait Bernier à l'archevêque de Corinthe. » Sur ces entrefaites, les vicaires capitulaires de Paris se rendirent aux Tuileries et y exprimèrent, au nom du clergé catholique, les sentiments que Spina avait déjà si bien traduits. Que se passa-t-il les jours suivants? Bernier ne portait point en lui l'indépendance qui

se hausse jusqu'aux résistances viriles : mais s'il pouvait, en contentant le premier Consul, contenter pareillement le Pape, quelle ne serait pas sa joie ! Ne mit-il pas à profit le passager retour aux influences religieuses pour effacer quelques-unes des dispositions irritantes qu'il avait, en secrétaire docile, introduites dans le second projet? Ce qui est certain, c'est que le 4 janvier 1801, un troisième projet fut présenté à Spina qui portait la trace du plus sincère désir d'entente et d'équité.

Qu'on en juge. On ne parlait plus de religion d'État : mais la religion catholique était déclarée la religion du Gouvernement; elle serait protégée comme telle d'une manière spéciale, et tous les actes contraires au libre exercice de son culte seraient annulés. Sur la démission des évêques, le Gouvernement demeurait inflexible : mais, pour adoucir la rigueur de la résolution, on décidait qu'en cas de refus de démission, les nouveaux élus n'auraient que le titre d'administrateurs jusqu'au décès de l'ancien titulaire. Sur les chapitres et séminaires, on déclarait que le Gouvernement ne serait pas tenu de les doter, mais leur accorderait protection. Il était stipulé que le revenu des biens ecclésiastiques non aliénés viendrait en déduction du traitement du clergé. Quant aux aliénations consommées, le Pape s'engageait à ne pas inquiéter les acquéreurs : mais une formule habilement nuancée sauvegardait la dignité du Saint-Siège qui ne *ratifiait* point les achats, mais *autorisait* à ne pas restituer. La promesse de fidélité à la Constitution serait imposée à tous les ministres du culte, mais avec un article additionnel portant que cet engagement laissait sauve la religion. Enfin, — et cette correction n'était pas la moins importante, — la nouvelle rédaction ne reproduisait pas le texte du second point relatif au clergé constitutionnel (1).

Ainsi le premier Consul semblait revenir aux pensées bienveillantes qui l'avaient animé à Verceil. Spina n'était autorisé à rien signer; mais il pouvait, par son approbation personnelle, faire présumer l'adhésion du Saint-Père, et par là imprimer un tour décisif à la négociation. Plût à Dieu que, de suite et sans perdre un instant, il eût pris acte des intentions gouvernementales, de façon à rendre tout retour en arrière impossible ou malaisé ! Cette promptitude de décision, cette

(1) Voir le texte de ce projet dans Boulay de la Meurthe, *Documents relatifs au Concordat*, t. III, p. 683 et suiv.

sagesse avisée lui manqua, et ce fut sa grande faute. De ses sentiments, nous ne trouvons d'autre témoignage que ces lignes consignées dans une dépêche à Consalvi : « Un troisième projet de concordat m'a été présenté ces jours-ci ; il est meilleur que les précédents ; mais il contient encore des clauses inadmissibles en tout ou en partie. » Il arriva donc que l'envoyé pontifical laissa passer, sans la saisir, l'heure brève, l'heure fugitive, où la fortune mettait en ses mains une chance inespérée ; et l'erreur fut d'autant plus regrettable que l'occasion perdue ne se retrouverait plus.

V

Le 8 janvier, Spina, accompagné de Bernier, fut reçu une seconde fois par le premier Consul. Il lui exprima de nouveau l'horreur qu'avait excitée l'attentat de la rue Saint-Nicaise. Puis, abordant l'objet des négociations, il insista pour que la religion catholique fût déclarée, ainsi qu'il avait été stipulé dans le premier projet, religion de l'État. « Il suffit, répliqua brièvement Bonaparte, qu'elle soit proclamée la religion particulière des Consuls, comme elle est celle de la majorité des Français. » L'entretien s'égarant, on parla de la condition de l'Italie ; et Spina comprit, crut comprendre qu'on voulait consolider au Nord de la péninsule une république qui s'étendrait de la Sésia à l'Adige et engloberait les Légations pontificales : « Je n'ai, observa Spina, aucun mandat pour les affaires temporelles ; mais la justice, la sagesse, la nécessité même des choses conseillent de restituer au Saint-Père ses antiques possessions. » On revint au Concordat et, à propos des choix épiscopaux, le premier Consul manifesta des dispositions qui ne laissaient pas que d'être un peu inquiétantes : « Je replacerai, dit-il, sur leur siège un certain nombre des évêques émigrés. » Il ajouta aussitôt : « Je nommerai aussi quelques évêques constitutionnels. » Spina, très déconcerté, s'éleva aussi énergiquement qu'il le put contre ce dessein ; et ce qui l'encouragea, ce fut de se sentir appuyé par Bernier. « Le Saint-Père, observa l'archevêque de Corinthe, est disposé, vis à vis du clergé assermenté, à toute la charité, à toute la bienveillance possible, mais à la condition qu'il fournisse des marques non équivoques de regret et qu'il se soumette aux règles de l'Église. » Avant de lever l'audience, le

premier Consul recommanda la hâte, une hâte extrême ; car il était alors en pourpalers avec l'Autriche, depuis longtemps ennemie ; et il eût voulu célébrer, en une même solennité, la paix civile et la paix religieuse.

Spina se retira tout soucieux : « J'ai l'impression, dit-il, qu'on veut contenter tout le monde, et les constitutionnels aussi bien que nous. »

En pressentant des dispositions moins favorables, le délégué du Saint-Siège ne se trompait pas. En ce temps-là même, une enquête menée à fond établissait que l'attentat de la rue Saint-Nicaise n'était point l'œuvre des jacobins, mais avait été ourdi dans les bas-fonds du parti royaliste. Contre les anarchistes, Bonaparte ne désarma point, et, par mesure de haute police, décréta la transportation de cent trente d'entre eux choisis parmi les plus compromis. Quelles que fussent ces arbitraires rigueurs, le premier Consul ne pouvait plus dire, comme il l'avait dit au Conseil d'État le lendemain du complot : « Il n'y a ici ni émigrés ni chouans. »

Les adversaires du Concordat eussent été bien peu avisés s'ils n'avaient guetté l'heure propice. Ils la saisirent. Le retour aux influences hostiles se trahit en un nouveau projet, — c'était le quatrième, — qui, le 14 janvier au soir, fut remis à Spina par l'abbé Bernier. Ce fut avec une surprise douloureuse que l'envoyé pontifical en entendit la lecture.

La religion catholique avait été déclarée dans le premier projet religion de l'État, et dans le troisième, religion du Gouvernement : dans le texte nouveau, on se bornait à cette constatation qu'elle était la religion de la majorité des Français. — Pour la démission des évêques, toute trace de ménagement était effacée. D'après le deuxième et le troisième projet, les prélats qui refuseraient de se démettre seraient remplacés par des administrateurs, mais conserveraient leur titre. Désormais, cette apparence de concession disparaissait ; et, vis à vis des obstinés, le Saint-Père serait réduit à procéder par voie de déposition pure et simple. — Sur la question des biens nationaux, le texte décelait sinon l'intention de blesser, au moins le dessein d'affirmer jusqu'à l'âpreté le droit absolu de l'État : « Le Saint-Père *autorise* les catholiques français à garder les fruits et la propriété de leurs acquisitions, » avait dit le troisième projet. « Le Saint-Père *reconnaît* les aliénations, » disait le

nouveau projet, en sorte qu'à un mot qui signifiait absolution, on substituait un autre mot qui avait un air d'approbation. — D'après le premier et le troisième projet, les revenus des biens non aliénés devaient servir à l'entretien du clergé; cette disposition n'était point reproduite, comme si on eût craint, en la maintenant, de rendre indirectement hommage à la légitimité du patrimoine ecclésiastique. — Entre tous les articles proposés, les plus graves étaient ceux qui avaient trait au clergé assermenté. « Les titulaires *quelconques* des évêchés français, disait le titre III, seront invités par Sa Sainteté à se démettre de leur siège. » Les *titulaires quelconques !* Ainsi les évêques constitutionnels étaient confondus avec les évêques demeurés fidèles. Le même esprit se révélait mieux encore dans l'article 3 du titre IX qui reproduisait, mais en le développant, le deuxième projet et était conçu en ces termes : « Les évêques qui ont exercé en France des fonctions épiscopales sans avoir été canoniquement institués par le Saint-Siège, et les prêtres qui ont été pourvus par eux, seront de droit réunis au Saint-Siège, s'ils déclarent simplement et volontairement à Sa Sainteté vouloir se conformer aux règles contenues dans les présents articles (1). » Qui n'eût démêlé ici l'empiètement sur les matières spirituelles? Que la réunion des deux clergés fût désirable, que le Saint-Père dût s'y appliquer avec toute sa sagesse, nul esprit sensé ne l'eût contesté. Mais quelle n'était pas l'usurpation quand le Gouvernement consulaire, forgeant de toutes pièces une théologie à son usage, signifiait lui-même au Saint-Siège que le seul ralliement au Concordat vaudrait absolution !

Ayant communiqué le document, Bernier s'éloigna, non sans recommander la hâte. Pour Spina, la nuit qui suivit fut pleine d'angoisses. Il lit, relit le projet : « C'est un coup de foudre pour moi, » répète-t-il tout confondu. Ce qui accroît son découragement, c'est la marche rétrograde de la négociation. Il y a eu un premier projet qui était assez équitable, un deuxième qui était beaucoup moins bienveillant; puis, après un troisième qui était, somme toute, excellent, et qu'on eût dû saisir au plus vite, en voici un quatrième qui détruit tout.

Dès le matin, Spina se rendit chez Bernier : « Je ne puis, dit-il, que me référer aux mémoires que je vous ai remis.

(1) *Affaires étrangères*, Rome, vol. 932, f° 270.

Comme vous le savez, je n'ai aucun pouvoir pour signer un traité. Si le Gouvernement français tient absolument au projet, s'il n'en veut rien changer, s'il le présente à la manière d'un *ultimatum*, je ne puis proposer qu'une chose, c'est d'expédier un courrier à Rome. Sa Sainteté décidera. » Bernier écouta, un peu ébranlé. Il ajourna toute explication précise, et laissa entendre qu'il tâcherait de voir le premier Consul.

Les deux hommes se séparèrent. Sûrement Bernier souhaitait avec ardeur la conclusion du Concordat. Mais pouvait-on se fier à lui? Il commençait à se dévoiler sous son véritable aspect : admirable rédacteur de dépêches, négociateur d'une dextérité consommée, mais portant en lui une âme de subalterne qui ne sait ni braver ni même déplaire. Il a rédigé un premier projet, puis un second, puis un troisième, puis encore un quatrième, sinon avec le même empressement, au moins avec la même souplesse. Tout dernièrement, devant le premier Consul, il a soutenu Spina qui réclamait l'exclusion des intrus; et maintenant, il prête son concours à un projet qui affecte de confondre dans le même sort les deux clergés. Spina sera un rapporteur fidèle quand, à quelques jours de là, en une dépêche à Consalvi, il tracera ce court portrait : « Bernier est d'excellentes intentions et de jugement droit; mais quand il doit parler par ordre, il suit son gouvernement. »

Et pourtant, à part Bernier, à qui Spina se confiera-t-il? De Rome, aucune instruction ne lui arrive, mais seulement des lettres où l'on s'étonne de ne rien recevoir de lui. A Paris, tout lui est hostile. Sur Talleyrand, il est fixé. De Grégoire, il écrira quelques jours plus tard : « Grégoire nous fait une guerre atroce. » Il a eu jusqu'ici un confident en la personne de l'ambassadeur d'Espagne, M. de Musquiz. Voici que M. de Musquiz vient de recevoir son ordre de rappel.

Livré à lui-même, n'ayant auprès de lui que le Père Caselli, Spina se consume en ses réflexions. Cependant, en ces jours-là, il sort, pour la première fois, du strict incognito où il s'est enfermé. Le 18 janvier, on célèbre, en la chapelle des Carmes, la fête de saint Sulpice, patron de la grande église voisine, qui appartient encore au clergé constitutionnel. A cette occasion, se déploie une pompe inaccoutumée. L'évêque de Saint-Papoul officie, l'évêque de Senlis est au chœur; dans une tribune, Mgr Spina assiste à la cérémonie; l'abbé Bernier monte en

chaire, et, à travers son discours, introduit, à l'adresse du délégué pontifical, quelques mots empreints de respect, de félicitations, d'espérance. Ces paroles rapportées par la presse, semblent à plusieurs le gage d'un dénouement heureux. Ainsi arrive-t-il que l'heure où la paix religieuse est le plus menacée est aussi celle où les catholiques en saluent avec le plus de confiance le prochain avènement.

On ne pouvait ajourner plus longtemps la réponse. L'archevêque de Corinthe la formula le 19 janvier en un message à Bernier. Répétant ce qu'il avait déjà dit, il observait qu'il n'était autorisé par le Saint-Siège à signer aucun traité. Il le pouvait d'autant moins que certains articles du projet étaient tout à fait nouveaux, tout à fait inconnus à Sa Sainteté. Il remarquait en outre qu'il s'agissait des intérêts religieux et qu'en un objet aussi grave, nul ne pouvait substituer son jugement à celui du Saint-Siège. Il concluait en demandant qu'on l'autorisât à envoyer à Rome un courrier.

C'est une justice à rendre à Bernier qu'en transmettant le message, il ne négligea aucun effort pour prévenir un éclat : si le délégué pontifical refusait sa signature, ce n'était, disait-il, par aucun sentiment d'hostilité personnelle, mais par scrupule, faute d'instructions de sa cour ; et l'on ne pouvait douter de sa franchise. Toute cette habileté se dépensa en pure perte. Le 21 janvier, la réponse du ministre des Affaires étrangères arriva par l'intermédiaire de Bernier. Elle était soupçonneuse jusqu'à l'injure, discourtoise jusqu'à la brutalité. Elle débutait en ces termes : « Les difficultés que Mgr l'archevêque de Corinthe oppose à la ratification du projet de traité avec le Souverain Pontife et les formes sous lesquelles il présente sa mission auprès du Gouvernement sont tout à fait inattendues. Quelque opinion que Mgr l'archevêque de Corinthe se forme de l'objet de sa mission et de la nature de ses pouvoirs, le Gouvernement de la République ne l'a reçu que comme un agent chargé de traiter avec lui des intérêts de Sa Sainteté... Quand Mgr l'archevêque de Corinthe a été autorisé à venir en France, quand l'objet de sa mission a été annoncé au premier Consul par le cardinal évêque de Verceil, le Gouvernement de la République était loin de prévoir que le caractère de Mgr l'archevêque se réduirait à celui d'un simple témoin et que le résultat de son agence serait d'informer Sa Sainteté des sentiments du

Gouvernement de la République. Si Mgr Spina persistait dans de telles dispositions, le Gouvernement serait fondé à penser que le but du Gouvernement pontifical n'a été que de lui tendre un piège, d'éloigner la guerre de ses États et d'endormir la France dans une fausse sécurité. Dans ce cas, le refus de l'agent de Sa Sainteté nous avertirait encore à temps du véritable motif de sa mission, et vous seriez aussitôt autorisé à l'informer que sa présence ici deviendrait désormais inutile (1). »

Ainsi s'exprimait M. de Talleyrand. Pour trouver pareille dépêche, il fallait remonter à cinq années en arrière, c'est-à-dire à l'époque où le ministre Delacroix enjoignait à l'envoyé de Pie VI, M. Pieracchi, de quitter la France. Le glorieux Gouvernement consulaire n'aboutirait-il qu'à copier le misérable Directoire?

VI

Ici intervint le premier Consul. En ces derniers jours, il avait, avec une remarquable indifférence, laissé Bernier nouer les fils et Talleyrand les brouiller. On peut même croire, non sans raison, que tout ce manège ne lui déplaisait pas trop. A travers la négociation, il s'avançait d'un pas cauteleux, avec un double souci, celui de ne pas rompre, celui d'exiger beaucoup en donnant lui-même très peu. A qui pratiquait cette conduite, une certaine opposition, surgissant à gauche, était plus gênante en apparence qu'en réalité et pourrait même être utilisée. Bonaparte s'en armerait contre le Saint-Siège, en colorant ses propres refus sous le prétexte de l'opinion publique à ménager, des difficultés intérieures à prévenir, des passions à ne pas réveiller. Dans le jeu compliqué de la politique consulaire, Talleyrand, Fouché, Grégoire, — pour ne parler que des principaux, — figureraient autant de pions que, selon l'occurrence, on déplacerait, on avancerait, on reculerait. Volontiers même on grandirait tous ces adversaires, afin de rehausser le mérite de les contenir ou de les braver ; et le comble de l'habileté, le comble de la bonne fortune aussi, serait qu'après s'être servi d'eux pour donner peu de chose, on fût remercié pour leur avoir résisté.

(1) *Affaires étrangères*, Rome, vol. 930, fol. 136 et 137.

En politique, un peu raffiner peut servir : trop raffiner gâte tout. Bonaparte voulait, non pousser à bout le Gouvernement pontifical, mais seulement l'intimider. Sous peine de s'exposer à ce que tout se brisât, il fallait ramener en arrière ceux qu'on avait laissés trop s'avancer.

Ainsi fit Bonaparte. Désavouant son ministre, il autorisa Spina à expédier un courrier à Rome, à la condition que ce courrier rapportât bien vite la réponse du Saint-Père. En outre, il résolut d'envoyer auprès du Saint-Siège, avec le titre de ministre plénipotentiaire ou de chargé d'affaires, un représentant qui serait muni d'un double pouvoir, l'un pour le spirituel, l'autre pour le temporel. « La convention, ajoutait le premier Consul, pourrait être signée à Rome par lui et par un *individu* désigné par le Pape (1). » Le choix se porta sur François Cacault, personnage très sage, surtout très assagi, et, quoique très ignorant des questions religieuses, avide de conciliation et de paix. Dans le même temps, quelques paroles gracieuses, quelques actes bienveillants soulignèrent les dispositions meilleures du Gouvernement envers les catholiques. Dans le public, quelques-uns parmi les mieux informés avaient deviné, cru deviner que la négociation concordataire subissait un temps d'arrêt. Le soupçon fit de nouveau place à la confiance : « Je sais par une voie très secrète, écrivait le 11 février l'abbé Émery à M. de Bausset, que Mgr Spina a déplu et qu'on a pensé à se brouiller avec lui, mais cela s'est raccommodé. »

Serait-ce vraiment l'entente? Il eût fallu pour cela qu'un texte un peu remanié et adouci ménageât les trop vives répugnances. Il n'en alla pas de la sorte. Jaloux d'éviter une rupture, Bonaparte avait mis un peu de conciliation là où Talleyrand avait accentué les rigueurs. Mais, s'étant fait remettre les pièces de la négociation, il dicta un projet, — c'était le cinquième, — qui ne différait guère du précédent. Ce texte, où se révélait la brève concision du maître, ne contenait plus que quatorze articles. Sur les chapitres et les séminaires, sur les fondations, sur les réductions des évêchés, nulle disposition, comme si Bonaparte eût jugé que ces objets n'étaient pas matière à traité, mais qu'il lui appartenait d'y pourvoir, suivant sa volonté souveraine. De

(1) Lettre du premier Consul à Talleyrand, 13 pluviôse (2 février 1801). Plus tard, il fut décidé que Cacault irait à Rome sans titre et ne prendrait la qualité de ministre plénipotentiaire qu'après la conclusion du traité.

la *religion dominante*, de la *religion du gouvernement*, de l'annulation des actes contraires au libre exercice du culte, il n'était plus fait mention. Deux choses importaient surtout au premier Consul : remanier entièrement l'épiscopat, puis assurer la sécurité des acquéreurs de biens nationaux. Sur ce double objet, les exigences se précisaient en des articles de la plus impérieuse netteté. La seule concession réelle était la suppression de l'article du quatrième projet qui déclarait réunis à l'Église, par le fait seul de l'adhésion au Concordat, les membres du clergé constitutionnel (1).

Tel quel, ce cinquième projet, destiné à être transmis au Pape, gardait assez de dispositions irritantes pour provoquer à Rome une crise terrible d'anxiété. Par bonheur, en envoyant le document à son ministre, Bonaparte avait ajouté ces mots : « Il est susceptible de quelques corrections de style. » Sous prétexte de *corrections de style*, quelques amendements ne pourraient-ils pas s'introduire encore, qui finiraient par rapprocher l'État et l'Église, si intéressés l'un et l'autre à s'unir?

Cependant le courrier que Spina avait gardé auprès de lui attendait de jour en jour l'autorisation de partir. C'était un Italien robuste et fidèle, du nom de Livio Palmoni. Vers la fin de février, il reçut son passeport, avec l'ordre de faire toute diligence et de ne s'arrêter nulle part; car, en cette affaire du Concordat, plus la négociation traînait, plus on proclamait la nécessité d'aller vite. Comme le messager, sa valise pleine de papiers, allait se mettre en route, une caisse lui fut remise qui contenait la statue de Notre-Dame de Lorette. Cette statue, réputée miraculeuse, avait été jadis enlevée par les Français, emmenée à Paris, et non sans quelque irrévérence, exposée en un musée. Bonaparte avait parfois des attentions délicates, surtout vis à vis de ceux à qui il demandait de durs sacrifices. Aussi avait-il décidé que la précieuse effigie serait rendue au Pape. Et le 26 février 1801, à la petite pointe du jour, chargé de son fardeau aussi encombrant que vénérable, Livio Palmoni s'éloigna de Paris.

(1) *Affaires étrangères*, Rome, vol. 930, f° 163.

VII

A Rome, pendant ces longs mois d'automne et d'hiver, le Pape et ses conseillers avaient vécu partagés entre l'espoir et la crainte. Ce n'était pas sans quelque inquiétude qu'on avait vu s'éloigner Mgr Spina : il allait bien loin, non plus comme on l'avait cru d'abord, à Verceil, mais en ce Paris révolutionnaire qu'on se figurait tout hérissé d'embûches et de périls. Ne consentirait-il point, par inexpérience ou faiblesse, quelque sacrifice incompatible avec les traditions et la doctrine catholiques ?

« La santé du Saint-Père est bonne, écrivait Consalvi ; mais ses soucis dépassent tout ce qu'on peut imaginer. » Entre tous ces soucis, le plus grand était l'absence de nouvelles. On avait reçu de Spina, vers le milieu de novembre, une lettre datée de Lyon. Bientôt on connut par les feuilles publiques son arrivée à Paris. Puis on ne sut plus rien. En trois dépêches, le 29 novembre, le 6 décembre, le 13 décembre, Consalvi se plaignit du long silence : « Je ne puis croire, mandait-il, que vous ne m'ayez pas écrit ; » et, devenant défiant, il recherchait quelle cause inconnue avait pu retarder ou détourner les messages. Huit jours plus tard, les soupçons s'affermirent. « Ici, écrivait le cardinal, on n'hésite pas à croire que les lettres sont interceptées. » Sur ces entrefaites, deux prêtres français arrivèrent à Rome. Curieusement, on les interrogea. Mais ils ne savaient rien. Enfin, le 10 janvier, une lettre de Paris arriva, datée du 20 décembre. Elle portait le numéro 10. Qu'étaient devenues les neuf dépêches antérieures ? Les jours suivants, celles-ci arrivèrent toutes, sauf une. Mais quelques-unes n'étaient que des copies (1). On lut, on relut tout ce que mandait Spina. Cependant, sur beaucoup de points, l'incertitude subsistait. Surtout, on eût souhaité être fixé sur cet abbé Bernier, inconnu hier, et maintenant élevé au rang de négociateur. « Ici, mandait Consalvi, quelques-uns en font un assez grand éloge ; mais d'autres le peignent sous de mauvaises couleurs. »

On en était là, quand les complications de la politique vinrent accroître encore les embarras du Saint-Siège. Les opéra-

(1) « Non sono tutte originali, ma alcune sono copie » (Consalvi à Spina, 17 janvier 1801, *Archives nationales*, F[19], liasse 1915).

tions militaires reprenant contre Naples, les Français, pour joindre leurs adversaires, s'engagèrent dans les États pontificaux. A Rome, pendant quelques jours, l'émoi fut extrême. Les déclarations se succédèrent, très nettes, très positives, affirmant qu'il ne serait porté aucune atteinte à la souveraineté du Saint-Père. Sur ces assurances, on se résigna, mais à la manière des faibles, qui en secret s'irritent et ne laissent pas que de se souvenir. Puis ces passages de troupes achevaient d'épuiser en vivres l'État romain déjà très ruiné. De là, dans le peuple, une misère extrême dont l'âme excellente de Pie VII ne se consolait pas.

Un armistice conclu entre l'autorité française et le Gouvernement napolitain fit espérer la fin de ces occupations étrangères, à la fois onéreuses et humiliantes. On obtint même du général Murat qu'il évacuât de suite, sauf Ancône, tout le territoire pontifical, moyennant un don de 70 000 écus. Le 22 février, Murat vint lui-même à Rome. Il était général en renom, en outre, beau-frère de Bonaparte. Aussi une curiosité attentive s'appliqua à pénétrer, d'après ses paroles, les intentions un peu énigmatiques du premier Consul. On ne lui marchanda ni les fêtes, ni les honneurs, ni les présents. Il fut logé au palais Sciarra; trois fois il fut reçu par le Pape. Lui-même s'ingénia à plaire autant qu'on s'ingénia à le flatter. De nature avantageuse, il disserta avec le même air entendu sur les affaires spirituelles et temporelles. Exagérant son crédit, il promit ses bons offices auprès de son beau-frère. Au bout de trois jours, il partit, ayant charmé la cour pontificale, et laissant après lui une grande impression de réconfort. « Ce général Murat est excellent, absolument excellent, écrivait Consalvi le 25 février. » Et il ajoutait en une autre dépêche : « Il est parti enchanté du Pape et, j'ose dire, de moi aussi. C'est vraiment un homme parfait, d'une loyauté bien rare de nos jours. » Cependant Murat mandait de son côté au premier Consul : « Ma visite a donné au Saint-Père de la considération et de l'aplomb. Il m'a montré beaucoup d'estime pour vous : je dirai de l'admiration et de l'attachement. » « C'est un bon homme, poursuivait-il, et s'il nous faut un pape, je vous assure que c'est celui qui convient aux circonstances (1). »

(1) Lettre du 1er mars 1801 (Boulay de la Meurthe, *Documents relatifs au Concordat*, t, II, p. 43-44, d'après les archives de la guerre).

VIII

Le 10 mars, à la première heure du jour, le courrier Livio Palmoni atteignit Rome. Il était tout harassé, ayant en douze jours accompli la longue route. On le débarrassa de son bagage. C'était d'abord la statue de Notre Dame de Lorette, que Pie VII fit pieusement placer dans sa chapelle domestique. Puis c'était la valise, toute bourrée de papiers : dépêches de Spina, projets de traités ; projet de bulle ; puis lettres de Bernier, qui, pour hâter la conclusion, avait écrit au cardinal Consalvi, au cardinal Gerdil, au cardinal Antonelli, et avait porté ses instances jusqu'au Pape lui-même.

A Rome, on avait déjà quelque connaissance de la situation que ces documents révélaient, car Mgr Spina avait très secrètement, par l'occasion d'un courrier allant à Parme, transmis à son Gouvernement le texte du quatrième projet. Mais, pour la première fois, on possédait les éléments nécessaires pour juger l'ensemble de la négociation.

Une petite congrégation fut nommée, composée de trois cardinaux. Elle eut pour secrétaire Mgr di Pietro. La première impression fut douloureuse. Du premier au cinquième projet, combien n'avait-on pas reculé ! « Tout cela est désolant, *amarissimo*, » écrivait Consalvi à Spina.

Quels que fussent les désaccords, une circonstance aidait un peu au rapprochement. On se rappelle que le premier Consul, après avoir dicté le cinquième projet, si rigide en sa brièveté impérieuse, avait observé qu'il était susceptible de quelques corrections de style. Bernier, avec sa dextérité habituelle, s'était bien vite prévalu de cette latitude pour introduire dans le texte quelques changements qui, à travers les mots, atteignaient légèrement les choses elles-mêmes. Ainsi avait-il ajouté que le premier Consul adoptait la religion catholique pour sa religion particulière et qu'il protégerait la publicité de son culte : ainsi avait-il adouci quelque peu, mais dans la forme seulement, l'article relatif aux démissions épiscopales : ainsi avait-il rétabli l'article sur les séminaires et les chapitres.

Il appartenait à Mgr di Pietro d'être le rapporteur de la petite congrégation. En dehors du projet français, il rédigea deux autres plans de convention : l'un qui s'inspirait des

dépêches de Spina ainsi que des différents documents de la négociation, et qui avait, pensait-on, chance d'être accueilli par le Gouvernement consulaire; l'autre écrit « un peu plus au courant de la plume » et qui se conformait davantage aux maximes traditionnelles de l'Église. Cependant tout ce travail n'était que travail préparatoire destiné à fournir les matériaux pour une délibération plus solennelle. C'était à une congrégation plus importante, composée de douze cardinaux, qu'il appartenait de formuler l'avis définitif à soumettre au Saint-Père.

IX

Elle se réunit pour la première fois le mardi de Pâques, 7 avril, au palais du Quirinal. Le plus grand secret avait été recommandé, la plus grande diligence aussi. Les opinions devaient se formuler par écrit, et, afin que rien ne s'ébruitât, toute intervention de secrétaire avait été interdite.

Pour composer la commission, les choix s'étaient portés sur les plus considérables parmi les cardinaux : Gerdil, originaire de Savoie, vieillard de haute science et de profonde piété, ayant gardé, au milieu des honneurs, des habitudes de simplicité monastique; Antonelli, très mêlé depuis longtemps aux plus importantes affaires de l'Église, de tempérament envahissant, de caractère dominateur, mais remarquable par le courage et l'élévation des vues; Carandini, renommé pour sa connaissance des lois, et d'autant plus en crédit qu'il était l'oncle du cardinal secrétaire d'État; Della Sommaglia, de haute intelligence autant que de caractère ferme. Parmi les membres de la congrégation figuraient pareillement le cardinal Albani, qu'on n'avait pu écarter, — car il était le doyen du Sacré-Collège, — mais qui passait pour garder malaisément les secrets et qu'on redoutait d'ailleurs un peu, tant on le savait inféodé à l'Autriche! Deux ou trois autres avaient été adjoints à la commission, moins pour leurs lumières que pour les charges qu'ils avaient remplies : tel le cardinal Joseph Doria Pamfili, ancien ministre de Pie VI, mais plus ambitieux que capable et ayant, à l'époque du meurtre de Duphot, manqué tout ensemble de dignité et de sang-froid. L'assemblée comptait enfin parmi ses membres le cardinal Consalvi, secrétaire d'État.

C'était le mieux informé; c'était aussi le plus inquiet; car ayant lu, analysé, médité toutes les dépêches, il savait que beaucoup de célérité et beaucoup de concessions pourraient seules assurer la réussite.

En poussant aux concessions, serait-il écouté de ses collègues? Un désir unanime régnait, intense et profond, celui de reconquérir dans l'antique royaume de France l'empire des âmes. Mais quand on mesurait le prix de la réconciliation, la perplexité devenait terrible.

Il faudrait d'abord oublier tout ce qu'on avait souffert par la France. Tandis qu'ils lisaient les pièces de la négociation, tandis qu'ils gravissaient pour la séance solennelle les marches du Quirinal, les cardinaux pouvaient se remémorer leurs longues épreuves : Rome envahie, la ville pillée, Pie VI captif, eux-mêmes arrêtés, internés, jetés en exil. Puis ils se répétaient les noms de ceux qui avaient occupé, rançonné, opprimé l'État pontifical. Plusieurs de ces noms, ils les retrouvaient aujourd'hui dans l'entourage et parmi les lieutenants de Bonaparte. Bonaparte lui-même, si assagi qu'il parût, avait-il, sans retour, répudié cet héritage?

Pour tous ces vieillards, un travail bien plus difficile encore, ce serait de réformer, à leur âge, tout l'enseignement dont ils avaient été nourris; ce serait de rompre avec toutes les habitudes où ils s'étaient complu et comme engourdis; ce serait de changer la langue elle-même qu'ils avaient eu coutume de parler.

Leur oreille a été bercée par les amples formules de la chancellerie romaine. Toutes ces formules, copiées de pontificat en pontificat, reflètent l'image de l'antique suprématie. On ne parle que de faveurs à consentir, que de concessions à accorder à raison de la faiblesse des âmes ou du malheur des temps. On ne donne que par octroi, en marquant jusqu'où veut bien s'étendre la condescendance apostolique. Même à travers la décadence du respect ou les défaillances de la foi, ce langage s'est perpétué, affirmant la supériorité d'un pouvoir qui puise en Dieu même le droit de régler, d'ordonner, de condamner, d'absoudre. — Or, voici qu'un homme nouveau a surgi, qui efface d'un trait de plume tout ce que l'usage a consacré : il se présente, porteur d'un traité net, précis, impérieux, d'où il a écarté comme redondance inutile tout ce qui signifiait

déférence ou hommage. Et le bienfait, — car il n'est pas douteux que c'en soit un, — est offert d'une main si brutale et sous une forme si commandante, que ceux mêmes qui le reçoivent, se sentant déconcertés, hésitent avant d'accepter et surtout avant de remercier.

Ce qui ajoute au trouble, c'est l'ordre de se hâter. La prescription, outre qu'elle blesse la fierté, déroute les habitudes. A Rome, la règle invariable est de ne rien précipiter. Cette circonspection, très sage en elle-même, n'a pas laissé que d'imprimer à toutes choses un certain train de lenteur et même de routine. Beaucoup de repos, sous le prétexte que le repos aide à la réflexion : une activité souvent interrompue, comme il arrive en un pays où le gouvernement est exercé par des vieillards; en outre, une étiquette exigeante, beaucoup de cérémonies absorbantes, beaucoup de fonctions sacrées. — Et maintenant, à cette Rome temporisatrice par tradition, par système, par scrupule, attentive à tout conduire par douceur et à ne rien brusquer, tout enserrée en des liens qu'elle ne relâche qu'avec tremblement, on demande une réponse, non seulement prompte, mais immédiate; et cela en une négociation qui exige peut-être qu'on refonde et qu'on remanie des règles plusieurs fois séculaires. En une dépêche à Spina, le cardinal Consalvi insinue doucement l'objection. Après avoir promis la célérité, il ajoute qu'on ne peut résoudre en un moment une affaire si grave, et qui mériterait d'être déférée à un concile général.

Plus les membres de la congrégation étudient le projet, plus leur anxiété s'accroît. En quelle ambiance différente n'ont-ils pas vécu ! L'Église, telle que la tradition la leur montre, telle que leur jeunesse l'a vue, pénètre profondément dans l'État qui la reconnaît, la soutient, la fait sienne et qui, même en ses accès de tracasserie et de malveillance, se pique de ne pas lui retirer sa main. Loin de s'enfermer dans une enceinte close, elle se révèle au dehors par une publicité très éclatante; et à ce culte public elle tient essentiellement comme à la marque visible de sa primauté. Elle vit de son patrimoine propre. Elle repose sur toute une hiérarchie sacrée, non seulement les évêques et les prêtres, mais aussi les ordres monastiques. Les lois civiles sont ses tributaires, en ce sens qu'elles protègent ses dogmes, sa discipline, et ne doivent contenir rien de contraire aux principes qu'elle-même a proclamés. — Or,

quoi de commun entre ces règles antiques et le texte péremptoire que le premier Consul prétend dicter? Une considération surtout rend perplexes, même les plus résolus aux sacrifices. Bien avant la Révolution française, on a vu se développer un inquiétant travail d'émancipation. Dans les grands États comme l'Autriche et l'Espagne, dans les petits comme le Portugal et la Toscane, a longtemps fermenté, puis éclaté l'esprit d'indépendance. On a réussi à refouler à demi ces poussées de révolte. Mais trop de concessions à la France, en ravivant ailleurs les hardiesses, n'entraîneront-elles pas partout de pareilles concessions? Ainsi pensent les cardinaux, tout repliés dans leurs souvenirs, jugeant ténèbres ce qu'à Paris on juge lumière, et tremblant de laisser altérer en leurs mains le dépôt confié à leur garde. Dans l'extraordinaire complication des choses, ils se débattent, craintifs, timides, capables de devenir obstinés, mais seulement si on les pousse à bout, et, en attendant, partagés entre la tristesse de ce qui leur échappe et l'immense joie de ce qu'ils espèrent recouvrer ; formulant les critiques, puis les retenant, les adoucissant; se réfugiant en des subtilités de mots où se voilent les divergences des choses; réprouvant parfois, mais d'une réprobation qui se garde de rien rompre, tant ils sentent le haut prix de la France à reconquérir!

La séance du 7 avril refléta cette double impression : tristesse un peu déçue, soin attentif à ne rien briser. Parmi les cardinaux, un seul, le cardinal Borgia, s'abandonna sans réserve au facile plaisir de la critique. Sur la plupart des dispositions du projet français, on se borna, en général, à des retouches de forme où se trahissaient les tempéraments de la langue ecclésiastique, si différente de la langue impérieuse et précise du premier Consul. Sur deux objets principaux, l'attention se concentra : la condition générale de l'Église; la démission des évêques.

Sur le premier point, on avait cessé d'espérer que le catholicisme fût déclaré la religion dominante ; du moins stipulait-on que l'État protégerait *la liberté et la publicité du culte*, que toutes les lois *contraires à la pureté du dogme et à l'exercice de la discipline* seraient annulées. — Pour le remplacement des évêques, on ne pouvait guère se faire illusion, car dès la première heure, à Verceil, Bonaparte avait publié sa volonté. Seul, le cardinal Albani, — au moins par son vote écrit,

car il était malade et n'assistait pas à la séance, — s'opposa en termes formels à toute dépossession forcée. Les autres n'osèrent combattre directement le projet français. Toutefois, on gardait, on voulait garder un arrière-espoir d'adoucir la dureté de sacrifice. Dans cette pensée, on imagina de substituer vis à vis des évêques la forme d'une exhortation à celle d'un ordre. La répugnance à adhérer, l'impossibilité de résister se trahiraient au moment de la rédaction définitive en un texte volontairement vague, obscur, équivoque, et conçu en ces termes : « D'après cette exhortation, le Saint-Père prendrait toutes les mesures convenables pour le bien de la religion et le plein effet de la nouvelle circonscription, conformément à l'objet qu'il s'est proposé en l'approuvant (1). »

Le cardinal Consalvi, au cours de cette séance, s'était appliqué à désarmer les objections, à adoucir les résistances. Le lendemain, 8 avril, dans le *post-scriptum* d'une dépêche à Spina, il lui rendit compte de la délibération. Après avoir indiqué les deux points sur lesquels avait porté le débat, il ajoutait : « On rédigera un nouveau projet refondu ; puis on fera la lettre pour Bonaparte et on exposera les raisons qui motivent les changements opérés. Ensuite, on réunira de nouveau la congrégation pour l'approbation définitive. » Cependant, le principal souci était de calmer les impatiences du premier Consul ; aussi le secrétaire d'État continuait en ces termes : « Dans dix ou douze jours, j'espère faire repartir le courrier Livio. »

X

Le jour même où Consalvi traçait cette dépêche, Cacault arrivait à Rome. Dès le lendemain, il fut reçu par Pie VII. L'audience pontificale dura deux heures. En racontant l'entrevue, le diplomate rendait hommage au Saint-Père, à sa droiture, à sa bonté. Puis il continuait en ces termes : « Le Pape et le secrétaire d'État m'ont exprimé l'un et l'autre de la même manière comment l'affaire du Concordat, qu'ils ont à cœur de terminer au plus vite, n'a pu l'être encore. L'importance d'un acte qui fera époque dans les fastes de l'histoire et de l'Église, exige des consultations et un examen solennels. » On assurait

(1) Rinieri, *La diplomazia pontificia nel secolo XIX*, t. Ier, chap. VI, et appendice n° 2 (d'après les archives du Vatican ; papiers de Mgr Di Pietro.)

d'ailleurs, poursuivait Cacault, que tout serait fini dans quinze jours. Le diplomate français ajoutait : « Le Pape me paraît disposé à accorder tous les articles proposés en changeant seulement des expressions. » Et il concluait : « Je vais suivre cette affaire avec zèle; car je vois qu'il s'agit de mettre la clef de voûte à l'édifice de notre gouvernement (1). »

Très honorable était ce zèle, et l'on ne peut douter que les meilleures intentions ne l'aient inspiré. Pourtant, le cardinal secrétaire d'État ressentit plus d'inquiétude que de satisfaction, quand l'envoyé français réclama qu'on le tînt au courant de toute la délibération. D'abord, Cacault, comme il le confessait lui-même, était fort ignorant des choses religieuses; et l'on risquait de rencontrer sur ses lèvres des objections ou mal fondées ou inopportunes. Puis ces communications seraient une nouvelle cause de retard. Et c'est de quoi Consalvi se désolait.

Ce que le Gouvernement pontifical redoutait ne tarda point à se réaliser. Le 20 avril, une seconde séance se tint, dans laquelle les cardinaux furent appelés à fournir leur avis, — cette fois sous forme orale, — sur chacune des dispositions du traité. L'envoyé français voulut connaître par le détail, non seulement le résultat, mais toute la marche de la négociation, et il fallut bien déférer à son désir. Le 23 avril, il eut une entrevue avec Consalvi : « Pour la *substance*, dit le cardinal, nous accordons tout. » Sans se contenter de cette assurance, Cacault insista de la façon la plus pressante pour qu'on adoptât sans variante les termes mêmes du projet français : « Sur la plupart des articles, repartit Consalvi, nous sommes résolus à nous montrer aussi conciliants que possible dans le choix des expressions. Quant à l'article premier qui est relatif à la condition générale de la religion catholique, il nous est impossible de le garder tel qu'il est. Nous pouvons, puisqu'on le veut ainsi, renoncer à ce que la religion catholique soit déclarée religion nationale, religion dominante. En revanche, il y a deux choses que nous ne pouvons effacer : la première, c'est que la religion sera conservée dans la pureté de ses dogmes, sera protégée dans la liberté et la publicité de son culte ainsi que dans l'exercice de sa discipline : ce qui implique l'abrogation des lois persécutrices; la seconde, c'est

(1) Cacault à Talleyrand, 9 avril 1801 (*Affaires étrangères*, Rome, vol. 930 f° 263).

qu'il sera exprimé en quelque manière que le premier Consul ou le gouvernement est catholique ; autrement, pourrions-nous lui reconnaître le droit de nommer les évêques ? » Cacault écouta sans être persuadé. Il jugeait chose vaine toutes les distinctions auxquelles la curie romaine attachait tant d'importance, et aucun argument ne réussit à le convaincre ou à le ramener.

En combattant les formules pontificales, Cacault croyait très sincèrement servir la cause de la paix religieuse. Il comprenait combien le langage romain détonnerait à Paris, et si ses objections révélaient un sens peu affiné des choses religieuses, elles marquaient une connaissance très exacte des dispositions du premier Consul, et surtout de ses conseillers. Et pourtant, combien le cardinal secrétaire d'État n'était-il pas perspicace, quand il dénonçait les dangers de cette immixtion ! En se jetant à la traverse des délibérations du Sacré-Collège, en prétendant les suivre jour par jour et dans toutes leurs phases, Cacault prolongeait tous les délais ; et même en supposant qu'il dût obtenir quelques corrections, l'avantage de ces retouches serait peu de chose auprès des retards que de nouveaux examens entraîneraient. Le danger serait surtout grand si, malgré la promesse contraire faite à Consalvi, Cacault se croyait autorisé à communiquer pièce à pièce à son gouvernement tout ce que lui livrerait la confiance du secrétaire d'État : car alors, ces informations, transmises par bribes et tout isolées de l'ensemble, inexactes peut-être et résultant de paroles mal comprises, risqueraient d'irriter au lieu d'éclairer. Le diplomate français ne discerna point le péril de ces divulgations partielles ; et dès le 26 avril, en une dépêche à Talleyrand, il détailla tout ce qu'il avait pu extraire de ses entretiens avec Consalvi. Il signala, — et point toujours très exactement, — les différences de rédaction pour la condition générale de l'Église, pour l'aliénation des biens ecclésiastiques, pour le renouvellement de l'épiscopat. « Je tâche d'éloigner ce qui pourrait gâter l'affaire » (1), ajoutait-il, toujours bien intentionné. Mais à qui la dépêche s'adressait-elle ? A Talleyrand, l'homme attentif à tout gâter.

Ce qui accroissait le trouble de Consalvi, c'étaient les dépêches

(1) Cacault à Talleyrand, 26 avril 1801 (*Affaires Étrangères*, Rome, vol. 930, f° 305).

qu'il recevait de Paris. Spina, aiguillonné lui-même par Bernier, suppliait qu'on se hâtât. Dès le 12 avril, il écrivait : « J'attends le retour du courrier Livio. » Cinq jours après, l'insistance se faisait plus pressante : « On ne cesse, mandait-il, de m'interroger sur l'époque où reviendra le courrier. Je l'annonce pour la fin du mois. Surtout, qu'il ne tarde pas davantage. »

Le 28 avril, Cacault prit connaissance de la convention. Aussitôt, il multiplia les objections, en homme sincère et désireux d'entente, mais que ne touche aucune des objections tirées de l'intégrité doctrinale et de la tradition catholique. De temps en temps, il se prenait à douter de lui-même : « Décidément, disait-il, nous ne parlons pas la même langue. » Sur cette constatation, loin de s'arrêter, il s'obstinait, n'osant rien concéder à cette autre langue qui n'était pas la sienne, mais qui traduisait des répugnances, des scrupules si dignes de respect. Le pire, c'est qu'il envoyait pêle-mêle à Paris des informations qui pourraient fournir des armes aux adversaires du traité. Cependant à Rome, un immense désir régnait, celui de pouvoir, la doctrine étant sauve, contenter la France. Plusieurs des membres de la congrégation s'étaient rassemblés de nouveau, le 30 avril, chez le vieux cardinal Gerdil. Une dernière réunion eut lieu le 8 mai : « Je puis vous assurer, disait Consalvi à Cacault, qu'on travaille jour et nuit pour parvenir à un terme heureux. Il faut que réciproquement nous entrions dans nos positions respectives. » Et il ajoutait : « En matière religieuse il y a des bornes qu'on ne peut franchir (1). » Le Pape ne tenait pas un autre langage. Cette fermeté douce ne finit-elle pas par émouvoir Cacault? Ayant été reçu en audience par Pie VII, il écrivait le lendemain avec un peu de complaisance pour lui-même : « J'ai certainement beaucoup gagné. » Puis il ajoutait, en masquant sous des formes dédaigneuses des avis très sages : « On est croyant plus véritablement ici qu'on ne l'imagine en France; et les vieux cardinaux qui ont passé leur vie dans les plaisirs n'en ont pas moins nourri dans leur âme la foi dont ils se consolent à la fin de leur carrière. Ces hommes doivent être poussés délicatement en pareille matière. Je crois bien que, si vous trouvez dans la rédaction que vous allez recevoir des expressions

(1) Dépêche du 2 mai 1801, Cacault à Talleyrand (*Affaires Étrangères*, Rome, vol. 930, f° 313).

inadmissibles, on pourra décider le Pape à céder encore quelque chose; mais il faudra s'y prendre doucement; les hommes de ce pays-ci, étant d'un caractère souple, cèdent à la force; cependant il est des choses où l'on ne gagnerait qu'à leur faire perdre la tête en les menant trop durement. »

De plus en plus s'imposait pour le Gouvernement pontifical la nécessité d'une décision. Du 11 au 13 mai, on acheva de rédiger et l'on rassembla pour le courrier les pièces de la négociation. C'était d'abord le contre-projet romain : par surcroît de précaution, deux rédactions avaient été libellées, légèrement différentes l'une de l'autre; et suivant l'occurrence, Spina choisirait entre les deux celle qu'il conviendrait le mieux de présenter et de soutenir. Ce contre-projet était accompagné d'un mémoire explicatif où l'on s'appliquait à justifier les amendements au texte français. Le dossier renfermait en outre des instructions supplémentaires pour Spina qui, investi désormais d'attributions officielles, devenait, de simple agent d'information, plénipotentiaire. Il importait au plus haut point de ménager Bernier : c'est pourquoi Pie VII lui adressait un bref, et en termes très laudatifs. L'envoi contenait aussi quelques autres pièces et, en particulier, une lettre de Consalvi à Talleyrand. Cependant, le document le plus important était une lettre particulière du Pape à Bonaparte. En cette lettre, en partie autographe, le Saint-Père s'appliquait à justifier quelques changements qu'exigeaient, disait-il, les lois les plus respectables et les usages les plus constants de l'Église catholique; puis, avec une insistance touchante et en un langage empreint de la plus vive douleur, il tentait un dernier effort en faveur des évêques exilés.

Le 13 mai, le courrier Livio Palmoni partit. Il partit, laissant la cour de Rome dans une attente pleine de trouble. N'avait-on pas trop tardé? Le premier Consul ne s'obstinerait-il pas à repousser tout amendement? « Que je suis inquiet! » répétait à ses familiers le Pape, cruellement partagé entre deux soucis, celui de la France à reconquérir, celui de la doctrine traditionnelle à conserver.

PIERRE DE LA GORCE.

(A suivre.)

POÈTES AMÉRICAINS D'AUJOURD'HUI

M. ROBERT FROST

On peut, de nos jours, constater aux États-Unis un phénomène à première vue bien surprenant. Alors que ce pays semble s'absorber de plus en plus dans son désir d'hégémonie industrielle et commerciale, qu'il fléchit presque sous le poids de ces préoccupations utilitaires, ennemies, sinon destructrices, de toute littérature, l'on voit le plus improductif, le moins nécessaire des genres littéraires se développer avec une force singulière. La poésie qui, au début de ce siècle, semblait se mourir de langueur, revient à la vie, plus vigoureuse que jamais : et jamais, à coup sûr, elle n'avait tenu une aussi grande place dans l'estime du public qui lit.

Ce mouvement a éclaté avec la brusquerie d'un printemps anormalement chaud. Juste avant la guerre, une troupe de poètes ardents et déterminés, déchirant le demi-silence où s'assoupissaient les versificateurs d'alors, apparut tout à coup et s'imposa à l'attention de la foule d'abord surprise, puis subjuguée. Miss Amy Lowell, MM. Edward Arlington Robinson, Vachel Lindsay, Robert Frost furent parmi ces premiers vaillants qui firent entendre, dans des genres d'ailleurs très différents, une note originale. Et aussitôt d'autres voix leur répondirent. En 1915, pendant qu'on se battait en Europe, furent publiées, coup sur coup, des œuvres qui marquent : l'*Anthologie de Spoon Rivers*, de M. Edgar Lee Masters, *Irradiations*, de M. John Gould Fletcher, *Rivières vers la mer*, de miss Sara Teasdale, la seconde édition de *Au Nord de Boston*, de M. Frost, la *Première anthologie imagiste*. L'année suivante fut encore

plus féconde. Les volumes de vers se succédèrent sans arrêt : *Lutins et Pagodes*, de M. Fletcher, *Poèmes de Chicago*, de M. Carl Sandburg, *Mousserons*, de M. Alfred Kreymborg, *Chansons et satires, la Grande vallée*, de M. Masters, *Des hommes, des femmes et des fantômes*, de miss Lowell, *Intervalle de montagne*, de M. Frost, la *Seconde anthologie imagiste*. Depuis, cette fureur de poésie n'a pas faibli. La liste s'allonge tous les jours des heureux qui parviennent à s'imposer : H. D. (Mrs Richard Aldington), MM. Conrad Potter Aiken, Maxwell Bodenheim, T. S. Eliot, Wallace Stevens, Louis Untermeyer, — pour ne citer que les plus intéressants. Et c'est à qui rajeunira, pour sa part, les genres fatigués, inventera des formules. On trouve toute sorte d'enthousiastes qui expérimentent avec un zèle presque religieux : des réalistes absolus, des romantiques déguisés, des symbolistes nébuleux, des coloristes éblouissants, des mélodistes obsédants, des vers-libristes séditieux. L'histoire, la vie, la légende, l'exotisme, l'industrie, la psychologie, la sociologie, tout est utilisé, façonné, transformé en parler harmonieux. La vaste Amérique semble avoir été changée en un bois plein d'oiseaux chanteurs qui gazouillent éperdument dans la joie du renouveau !

Tant d'émulation passionnée ne va pas sans un peu de vacarme et beaucoup de vains efforts. L'exubérance tient quelquefois lieu d'inspiration, la brutalité de force, la singularité de profondeur. Mais ces nouveaux venus sont indiscutablement sincères et, dans leur anarchique diversité, ils ont, tout au moins, un trait commun : ils veulent parler leur propre langue. C'est une chose à quoi la poésie américaine ne nous avait que peu habitués. Si l'on excepte Edgar Poe et Walt Whitman, les poètes américains du passé se laissèrent trop souvent hypnotiser par l'éclat de la littérature anglaise. Ils acceptaient avec une humilité excessive le rôle de parents pauvres auprès de leurs aristocratiques cousins. Même Bryant, Longfellow, Whittier, Lanier, Lowell, qui surent, parfois, exploiter les richesses du sol natal, les grands comme les médiocres, se contentèrent d'habitude de tendre l'oreille à ce qui se disait de l'autre côté de l'Atlantique : Byron, Wordsworth, Shelley, Tennyson, vers le milieu du XIXe siècle, Matthew Arnold, Swinburne, Rossetti, plus près de nous, étaient des modèles dont on n'osait guère s'affranchir. Les poètes nouveaux, au contraire, se détournent

d'une coupe enivrante où ils savent qu'ils boiraient l'oubli d'eux-mêmes. Américains ils le sont, d'énergie, d'aspirations, de pensée et de verbe. Bien qu'ils ne ressemblent guère à Whitman, ils prolongent néanmoins son action. Ils ambitionnent, à son exemple, de reproduire dans sa plénitude la vision si riche, si neuve et si émouvante, en dépit des laideurs dont elle s'accompagne parfois, que leur offre le Nouveau Monde. « Les poètes immortels de l'Asie et de l'Europe ont accompli leur œuvre et ont émigré vers d'autres sphères ; une œuvre reste à accomplir : surpasser tout ce qu'ils ont fait. (1). »

***

M. Robert Frost se tient, sans contredit, au tout premier plan de cette renaissance. Voici à peine huit ans qu'il s'est avancé au plein jour de la notoriété, et il est déjà considéré comme un maître. Les revues se disputent ses œuvres ; la critique les discute quelquefois, mais en parle toujours avec respect ; nul ne met en doute leur valeur. C'est justice, car M. Frost est un vrai poète. Il possède, du moins, ce don qui est le don poétique le plus délicat, de découvrir dans la vie toute sorte de jouissances ou d'émotions intimes, dont la vibration sourde éveille mille échos indistincts dans notre cœur. Chose rare dans son pays, il sait que la sincérité la plus grande ne vaut que par l'art dont elle s'enveloppe, et, à force de limer ses poèmes, lentement composés, il atteint souvent à la perfection technique. Enfin, dans sa manière, il justifie certainement l'espoir de ceux qui rêvent de voir naître au pays d'outre-mer une littérature vraiment nationale. Son œuvre, en effet, a une saveur très particulière, un peu âcre, mais qui ne doit ses qualités qu'au terroir où elle a poussé. On ne saurait s'y méprendre : cette œuvre n'a pu être écrite que par un Américain.

Américain, M. Frost l'est d'abord, de par le profond enracinement de sa famille. Son père, William Prescott Frost, représentait la neuvième génération des Frosts de Nouvelle-Angleterre. Il appartient donc à cette partie de la population qui s'enorgueillit de remonter aux origines de la colonie et qui constitue le fond compact sur lequel a été édifiée la nationalité américaine. Une des « petites ironies de la vie, » — pour parler

(1) W. Whitman, *By Blue Ontario*, 5.

comme M. Thomas Hardy, — a voulu pourtant que ce Yankee authentique naquît à l'extrémité opposée du pays. Son père, cédant à l'attraction que l'Ouest exerçait alors sur les gens de la Nouvelle Angleterre, accepta le poste de directeur d'un journal démocrate à San Francisco. Ainsi, il arriva que Robert Frost vit le jour, le 26 mars 1875, sur les bords du Pacifique. Dans la métropole du Far West, — plus pittoresque alors qu'aujourd'hui, car le pays frissonnait encore de la fièvre de l'or et attirait les aventuriers du monde entier, — le futur poète vécut ses premières années.

Le meilleur de son temps se passait, nous dit-on, à courir les bureaux de rédaction en porteur de messages. Il avait dix ans quand son père mourut, et Mrs Frost et son fils durent se retirer auprès du grand père paternel qui habitait Lawrence, une des villes manufacturières du Massachusetts, sur le bord du Merrimac, tout près de Boston. L'enfant se trouvait donc brusquement transplanté dans le pays de ses ancêtres. Il fut mis à l'école. Mais la vie disciplinée qu'il lui fallait mener semble lui avoir pesé. C'était, évidemment, un de ces écoliers qui, pendant que le maître s'évertue à distribuer la pâtée d'un savoir tout digéré, aiment mieux regarder par la fenêtre, au travers de laquelle ils entrevoient le frissonnement mystérieux de la vie. M. Frost, en tout cas, — sa poésie nous en fournit mainte preuve, — n'a jamais dû voir dans les livres que des amis occasionnels et nullement tyranniques : la nature seule pouvait être, et a été, son éducatrice. Il perdit donc son temps, du mieux qu'il put, le regagnant, sans doute, par ailleurs, en rêveries bienfaisantes.

Quand il eut terminé ses études à l'école de Lawrence, il entra au Collège de Dartmouth, « fondé pour des Indiens et où il se conduisit en Indien. » Mais il n'y resta pas longtemps : là encore, il ne pouvait se soumettre au despotisme des programmes. La poésie le tenait déjà. Depuis l'âge de quinze ans il écrivait des vers, mais sans pouvoir les faire accepter par les revues auxquelles il ne se lassait pas de les envoyer. Devant cet insuccès persistant, il fallut bien songer à se créer une situation. A cette tâche peu séduisante il se donne, semble-t il, avec mollesse, du moins sans grand esprit de suite. Il va de métier en métier : il travaille dans une usine, il enseigne, il fait du journalisme et même des souliers. Puis, s'étant marié, il est

subitement pris du désir de compléter ses études. Il s'inscrit à l'Université Harvard et essaie de s'intéresser aux exercices académiques. Peine inutile. Après deux ans d'efforts, il renonce et se met de nouveau à la recherche d'une position. Son grand père, pour le tirer d'embarras, lui achète une ferme à Derry. Derry est situé au Sud du New Hampshire et non loin de Kingston, lieu de naissance de William Prescott Frost. La terre ancestrale resserrait son étreinte, et l'on ne peut s'empêcher de trouver que cette idée du grand père fut une bien heureuse inspiration. Il est évidemment difficile de dire jusqu'à quel point cette profession de fermier a déterminé la manière littéraire de M. Frost. Mais quand on connaît la matière dont est pétrie son œuvre, il est impossible de ne pas voir dans ce retour à la terre un de ces actes décisifs qui règlent une destinée. En tout cas, pendant cinq ans, de 1900 à 1905, voilà notre jeune homme en commerce intime avec la nature et c'est, probablement, de cette époque que datent plusieurs des poèmes qui ont fait sa réputation d'écrivain original.

M. Frost n'était pourtant pas entré dans son havre de toutes marées. Il cherchait encore sa voie. En 1905, il accepta un poste à la Pinkerton Academy de Derry pour y enseigner l'anglais. Il eut du succès et on l'appela comme professeur de psychologie à l'École normale de Plymouth, au cœur même du New Hampshire. Mais tous ces déplacements ne l'avançaient guère vers le but qu'il s'était secrètement donné. Ses œuvres ne voyaient que rarement le jour, et un poète qui ne peut pas faire entendre son chant remplit-il toute sa mission? M. Frost prit alors une résolution extrême. Il comprit que l'atmosphère américaine n'était pas encore respirable pour les gens de son espèce. Mais par delà les flots de l'Atlantique, en Angleterre, il était du moins possible de rêver sans être un incapable. Il irait donc tenter la fortune dans ce pays.

C'est un curieux instinct, un phénomène, pourrait-on dire, d'atavisme moral, qui pousse ainsi les Américains, aux heures de découragement ou de succès, — dans les deux cas pour jouir de la vie dans sa plénitude, — vers cette terre, par moments détestée, mais qui reste, quoi qu'on fasse, la patrie ancienne, d'où sont partis les premiers colons, fondateurs de la race. Poussé par ce désir, pionnier à rebours, M. Frost vend sa ferme et s'embarque avec sa famille. Il se fixe tout d'abord à

Beaconsfield, petit village du Buckinghamshire. Il n'a ni amis ni relations; il n'est même pas muni des indispensables lettres de recommandation, et l'argent apporté ne pouvait pas durer éternellement. Avec courage il reprend son métier : il loue une ferme à Liddington, dans le Herefordshire. Sa vie matérielle, du moins, était assurée. Le hasard fit le reste. Le poète se lia avec des gens de lettres qui s'intéressèrent à lui. Un éditeur se rencontra qui accepta de publier un volume de vers, — *A Boy's Will*, — paru en 1913. Le livre fut bien reçu; un second, *North of Boston*, lui succéda l'année suivante et fut encore mieux accueilli. Edward Garnett écrivit dans l'*Atlantic Monthly* un article élogieux où il signalait et commentait l'originalité de Robert Frost. Et ce fut presque la célébrité. On l'a souvent constaté : le public américain a une sorte de respect superstitieux pour le jugement de l'Angleterre. Le meilleur moyen pour gagner sa faveur, c'est d'apporter l'estampille de Londres. Présenté par Edward Garnett, M. Frost fut reconnu grand poète dans son pays. En deux ans, il avait obtenu ce que ses efforts pendant près d'un quart de siècle n'avaient pu lui valoir !

Tout autre eût été grisé par ce succès. Mais du jour où il fut connu, M. Frost semble n'avoir eu qu'une idée : reprendre le chemin du New Hampshire. En mars 1915, il quitta le pays auquel il devait tant, pour aller revivre la vie qui l'avait fait ce qu'il était. Il acheta une ferme à Franconia, dans un de ces « intervalles » fertiles que les rivières ont ménagés dans l'enchevêtrement des montagnes de la Nouvelle-Angleterre, et il y ensevelit sa gloire. Il semble avoir enfin trouvé l'apaisement de son inquiétude. Partageant son temps entre l'enseignement, ses occupations de fermier et la composition de ses poèmes, il vit en sage, au milieu d'un des plus beaux paysages que puisse offrir la Nouvelle-Angleterre, face aux Montagnes Blanches, sous l'ensorcellement de la nature aimée.

***

Or, depuis qu'il écrit, M. Frost n'a jamais senti naître en lui le désir de peindre autre chose que ce pays de prédilection. C'est en vain que ses yeux se sont ouverts à la beauté du monde dans l'un des sites les plus enchanteurs de l'Amérique; c'est en vain qu'il a connu le charme si prenant de la campagne

anglaise. Ni la lumière ruisselante et le ciel de saphir de San Francisco, ni les prairies du Herefordshire mollement étendues sous l'ombrage des chênes centenaires n'ont laissé leur image dans son œuvre. Seul le New Hampshire et, de temps à autre, quelque coin du Vermont tout proche ont, jusqu'ici, réussi à émouvoir son imagination. On dirait qu'il ne peut enregistrer en sa mémoire que les impressions reçues au pays de ses ancêtres, — comme s'il y avait entre son génie et la terre dont sa race est issue de secrètes correspondances, indispensables à l'inspiration.

Rarement poésie eut horizon plus borné. Une petite bande de terrain, longue de quelque deux cents kilomètres et large de quarante à peine, avec, pour limites extrêmes, au Sud Derry, sur les confins de Massachusetts, au Nord, Lunenbourg et Manchester, près de la frontière canadienne, couvre toute la carte des poèmes. Encore faut-il dire que, dans ce petit coin, M. Frost n'a d'yeux que pour la vie rurale. Le poète a gardé des villes, « ces lieux bruyants, pleins de lampes errantes, de tramways grinçants et branlants, » un souvenir insupportable et qu'il veut oublier. Quand, par hasard, il admet quelque citadin dans l'un de ses poèmes, c'est avec un sentiment d'hostilité manifeste. Les gens qui l'intéressent, et dont il a peuplé ses poèmes, sont presque exclusivement des fermiers yankees et leurs femmes, des ouvriers agricoles, et, de temps à autre, le pasteur, — le *ministre* comme on dit là-bas, — lui-même à demi fermier. Ce qu'il ne se lasse pas de décrire, c'est le paysage caractéristique de cette partie de la Nouvelle-Angleterre : pâturages envahis par les myrtilles et coupés de marécages, vergers plantés de pommiers routes s'incurvant au flanc des coteaux, et de loin en loin, des maisons de bois, toutes blanches, se détachant sur le bleu immaculé du ciel, avec, comme fond, la ligne doucement ondulée des collines qui se succèdent parallèlement jusque dans le Vermont, sévèrement enveloppées dans le sombre manteau de leurs sapins.

C'est une poésie essentiellement locale, une poésie « de clocher, » pourrait-on dire. Et le peu d'ampleur de ses visées est sans doute une cause de faiblesse. L'intérêt en est nécessairement limité. La vie qu'elle évoque est trop simple pour prêter à beaucoup de variété; elle est trop particulière pour contenir cette force expansive qui est le propre des œuvres largement

universelles. Placés à côté des hymnes enthousiastes d'un Whitman, ces poèmes paraissent bien chétifs et comme essoufflés. M. Frost n'a pas cet élan magnifique qui emporte l'auteur de *Brins d'herbes* par les « grandes routes du vaste monde, aspirant l'espace à larges bouffées. » C'est un contemplatif, aux habitudes calmes et réservées. Il aime errer d'un pas lent et méthodique, les yeux rivés au sol, et il ne se risque guère loin des sentiers qui courent autour de sa demeure. Mais parce qu'il a su borner ses désirs, il a peut-être mieux réalisé ses rêves. Ce pays qu'il a exploré en tous sens, il le possède jusque dans ses plus infimes détails. Il a passé par « les chemins recouverts de feuilles que nulle trace de pas n'a noircies, » et il en a découvert les retraites les plus secrètes. Il connaît « toutes les fleurs, de toute espèce, dans la région, » leurs places préférées, leurs habitudes ; il en parle, quelquefois, avec l'exactitude méticuleuse d'un botaniste de carrière. Il a, par exemple, déterminé l'endroit précis où le *Cyprepedium reginæ* ne pousse plus. Il a noté que la « corne de bélier » se rencontre à côté des monticules soulevés par les marmottes, au pied des hêtres, et que tout près de là, on est sûr de trouver aussi le « sabot de la vierge, » l'espèce jaune, pas la pourpre, laquelle est bien plus commune. Rien ne lui a échappé. Il a vu le mouvement à rebours des herbes quand elles résistent au courant impétueux, le bandage goudronné sur les cicatrices des vieux cerisiers, la déviation des bouleaux ployant sous le givre. Il a même surpris ces mille petits drames de la nature qui se jouent silencieusement autour de nous, sans que le plus souvent nous y prenions garde : l'émoi d'un oiseau surpris dans sa solitude et qui s'envole pour mettre la protection d'un arbre entre lui-même et l'intrus ; la poussée héroïque d'un trillium étouffé sous des bûches et qui, « puisqu'il avait commencé à grimper, devait grimper ; » la situation pathétique d'un nid d'oiseaux mis à nu par les faucheurs et exposé, sans défense, à la chaleur et à la lumière.

Il est incroyable combien de spectacles merveilleux nous échappent, simplement parce que nous ne savons pas les voir. Mais la curiosité de M. Frost ne sommeille jamais. Quand il erre dans sa campagne cent fois parcourue et reparcourue, que ce soit par les « sombres sentiers convergents entre les pins » ou à travers les « marais plantés de thuyas, » tout retient son attention, même les choses les plus triviales, des choses à peine

dignes de figurer dans un poème, comme ce morceau de journal enlevé par le vent et la pluie et qui maintenant, au travers de la neige, forme une souillure sur la blancheur environnante; — ou encore, ce poteau télégraphique, spectre pelé d'un arbre autrefois plein de vie, aujourd'hui si étrange, quand, « les mains à la hauteur des épaules, il entraîne — de jaunes torons, des fils de cuivre qui portent — quelque chose des hommes aux hommes. » Rencontre-t-il une pile de bois abandonnée, il tourne autour d'elle, il la cube, il en suppute l'âge, la qualité. C'était

une corde d'érable, coupée et fendue, — tout empilée et mesurée : quatre sur quatre — sur huit. Et à l'entour, aucune autre pareille, — aucune trace de glissière sur la neige — de cette année, ou même de l'année passée, — ou de l'avant-dernière, n'avait fait de boucles — auprès d'elle. Le bois en était déjà gris, — l'écorce recroquevillée se détachait, — et la pile était quelque peu affaissée.

Il n'en faut pas davantage pour rendre le poète tout rêveur, tandis que, continuant sa promenade, il se demande quel peut bien être le fermier versatile qui a laissé ce bois « loin de tout foyer, — réchauffer, du mieux qu'il peut, le marais gelé — avec la lente combustion sans fumée — des décompositions. »

M. Frost a, d'ailleurs, une façon assez particulière de sentir les spectacles du monde extérieur. Quelle que soit la minutie avec laquelle il observe la nature, il ne cherche pas, semble-t-il, à entrer dans son intimité morale. Il ne lui communique pas ses peines ou ses joies; il n'a jamais avec elle ces entretiens confidentiels où tant de poètes ont trouvé une occasion de nous ouvrir les profondeurs de leur âme.

Il ne se lasse pas de la contempler, mais il ne fait pas la moindre tentative pour l'associer à ses pensées. Et la nature, de son côté, reste muette et indifférente. Elle est partout présente; elle rôde autour du poète et le tient sous l'obsession de son regard; mais dans ses yeux vides ne luit aucune expression. Comme cette montagne qui « enveloppe la ville de son ombre, » elle est là, masse qui s'impose à l'attention, objet que « l'on montre, » et nul ne sait au juste ce qu'il y a au sommet. C'est un être indéterminé, vivant sa vie, occupé seulement de lui-même, sans qu'apparaissent clairement les conditions ou les raisons de son existence. Elle connaît la naissance, la croissance et la mort, et cela lui crée un lien avec nous. Elle agit, et

alors ses actes ressemblent étrangement à ceux des créatures humaines : le vent parle et prononce des paroles confuses ; la nuit, quand elle entend des bruits insolites, peut être prise de frayeur ; le ruisseau a des caprices qui le font se cacher avec toute « sa portée » et disparaître pour un temps sous terre. Les arbres, surtout, font mille gestes expressifs : ils guettent l'homme, prêts à marcher sur lui, à la dérobée, dès qu'il détourne les yeux ; parfois, de leurs doigts inquiets, ils frôlent intolérablement le loquet de fenêtre. Mais que disent-ils dans leur langage inarticulé ? Le poète s'étonne parfois. Quelle peut bien être, se demande-t-il, la cause des ravages faits par l'hiver dans les murs de pierre sèche :

Il y a quelque chose qui n'aime pas les murs, — qui fait se distendre sous eux le sol gelé, — et répand au soleil les pierres du sommet, — perçant des brèches où deux hommes pourraient passer — de front. Le travail des chasseurs est différent. — Je suis venu après eux et ai réparé — là où ils n'avaient pas laissé pierre sur pierre, — afin de déloger le lapin du terrier — et satisfaire les chiens aboyants. Les brèches — dont je parle, personne ne les a vu faire — ni entendu faire ; mais quand vient le moment — des réparations, au printemps, elles sont — là.

Et qui peut comprendre quelque chose à la naissance des myrtilles ? Vous avez un bois et pas le moindre indice de leur existence sous l'ombrage des pins...

Mais si vous débarrassez le bois de ces pins, — vous avez beau brûler à fond le pâturage — et de telle façon que pas une fougère, — pas un brin d'herbe ne subsiste... et « Passez muscade ! » — Les voilà qui surgissent tout autour de vous — en foule, et aussi difficiles à expliquer — qu'un tour de passe-passe.

A vrai dire, M. Frost ne fait pas effort pour éclaircir ces mystères. Il n'est pas de ceux qui ont le désir de trouver derrière le visage des choses une âme semblable à la nôtre. Il n'a pas, comme Wordsworth à qui on l'a parfois inconsidérément comparé, le besoin de pénétrer jusqu'à l'esprit universel dont la nature n'est que le signe. Il n'entrevoit même pas, par delà la matière créée, l'idée ou la présence d'un Créateur. M. Frost prend les choses pour ce qu'elles sont, et ne veut pas aller plus loin que les faits apparents. Il les note, les reproduit avec exactitude ; mais il se refuse à les interpréter. Ce qu'il admire

dans les spectacles de l'univers, c'est moins leur signification que leur réalité. Il lui suffit qu'ils existent et qu'il puisse en jouir pleinement. Sans doute, la pensée a des charmes. Sur ses « ailes audacieuses » elle s'élève jusqu'aux « ténèbres interstellaires. » « Et toute la nuit elle trône dans le disque — de Sirius, jusqu'à ce que le jour la contraigne — à reprendre son vol vers la terre, une odeur — de roussi sur toutes ses plumes. » Mais l'Amour, bien qu'il soit esclave, « en demeurant simplement ici-bas, possède — toute la Beauté diverse que la Pensée — va chercher bien loin, pour la retrouver fondue — dans une autre étoile. »

Et M. Frost ayant fait son choix s'est donné à l'Amour. Il a ressenti ce qu'il appelle une « passion de printemps pour la terre, » dont il a entendu l'appel dans l'ardeur de la glèbe en travail. Il répond à cet appel avec une allégresse gonflée de désirs et qui lui ouvre un monde illimité de jouissances voluptueuses. Car débarrassé de la tyrannie de l'esprit, son corps a retrouvé toute son élasticité ; ses sens ont acquis une acuité singulière. Il connaît la plénitude de la vie physique. Il s'enivre d'odeurs, — parfum des fruits murs, essence âcre de la résine dégouttant des thuyas, exhalaison des plantes en décomposition, senteur du bois que l'on scie ou de la sève qui s'écoule par la blessure d'un arbre. La vue de myrtilles, mûres à point, si belles dans leur robe d'ébène et sous leur voile bleu tout pareil à la buée que pourrait déposer l'haleine du vent, l'emplit d'une joie frémissante. Le contact des « haricots lisses et des pois ridés » qu'il enfouit au milieu des pétales soyeux, tombés des pommiers voisins, le rive au sol ameubli, au point qu'il ne peut plus s'en dégager. Son rêve serait, sans doute, de passer sa vie comme le cueilleur de résine, la poitrine pressée contre l'écorce d'un arbre, à sentir tomber goutte à goutte la gomme odorante qui « tourne au rose sous la dent. » Sa passion est telle qu'elle peut le plonger dans des sortes d'extases, comme cette fois, où ayant cueilli des pommes tout le jour, grisé de parfums, engourdi par la fatigue, il défaille presque et s'abandonne à une rêverie délicieuse qu'ébranle, de loin, le sourd croulement des fruits dans le cellier.

Ce sensualisme donne à la vibration poétique de M. Frost un caractère très marqué. C'est lui qui est au fond de l'arrière-goût un peu étrange de cette œuvre et il explique, ce me

semble, en quoi l'auteur est bien de son pays. Je ne crois pas qu'une pareille façon de percevoir l'univers soit encore possible en Europe. Il y a tant de siècles que nos écrivains ont fait de la nature leur confidente, qu'elle a fini par s'intellectualiser irrémédiablement. Elle est saturée d'idées et de sentiments humains. Elle s'est accordée à nos rêves, pliée à nos caprices, et désormais elle ne peut plus nous apparaître qu'au travers de ce réseau de pensées séculaires et de souvenirs communs où elle est tout empêtrée. Il semble, au contraire, qu'en Amérique, — j'en ai souvent fait moi-même l'expérience, — l'homme puisse encore éprouver devant la nature des sensations plus naïves, plus spontanées, très proches de la simple jouissance physique. Whitman en est un exemple, quand il chante son plaisir de recevoir sur son corps « électrique » l'attouchement du monde extérieur. On pourrait citer encore David Grayson (pseudonyme de M. Ray Stannard Baker), l'auteur de ce charmant poème en prose intitulé : *Adventures in Contentment*, où sont décrites, avec une sorte de chaste volupté, les joies saines d'un fermier qui a appris l'art de vivre profondément la vie des sens.

Est-ce parce que, dans ce pays de civilisation encore en voie de développement rapide, moins tyrannique est l'héritage d'intellectualité qui pèse sur nos épaules de vieux Européens? Ou bien, est-ce qu'en Amérique la nature imparfaitement domptée, indéfrichée sur de vastes espaces, a conservé une sorte de demi-indépendance sauvage qui lui permet d'échapper à la pression déformatrice de l'homme? Les deux causes se sont, probablement, combinées pour produire un même effet. Toujours est-il que cet effet est là et que M. Frost nous permet, une fois de plus, de le constater, — mieux même qu'un Whitman ou qu'un Grayson. Car, chez le premier, le corps n'est qu'un instrument permettant de mieux percevoir l'harmonie préétablie entre l'âme de l'univers et l'âme du poète; chez le second, la glorification des sens n'est qu'une réaction contre l'excitation fiévreuse d'une existence affolante dans les cités américaines. Mais le sensualisme de M. Frost est l'état normal d'un homme qui, dans son amour du sol et dans son contact journalier avec la terre, a découvert le secret des sentiments naturels. Si nous ne savions pas qu'à ses heures ce poète enseigne la philosophie, nous pourrions imaginer sans peine que nous avons affaire à un être primitif et sans culture. C'est en tout cas un esprit qui est

parvenu à oublier presque complètement le passé de traditions littéraires qui ligote tant d'écrivains et empêche chez eux le libre jeu de l'imagination. Délivré des influences livresques, il a pu retrouver la nouveauté d'impression, l'étonnement devant la nature qui durent être l'heureux privilège des premiers hommes quand le monde, à son aurore, était une simple réalité un peu mystérieuse, mais dans toute la fraîcheur de sa miraculeuse création.

*
* *

Dans les tableaux où M. Frost a évoqué le paysage de la Nouvelle-Angleterre, circule une joie de vivre exultante et comme enivrée d'air pur. En lisant les poèmes intitulés : *les Myrtilles*, *les Semailles*, *Rames à pois*, *la Cueillette des Pommes*, *la Pile de bois*, etc., on pourrait se croire transporté aux âges d'innocence, dans un petit paradis où l'homme, en la compagnie muette des choses, ne connaîtrait que calmes jouissances et inexprimables voluptés. Mais ces pièces où M. Frost nous a conté ses propres aventures dans la campagne ne forment qu'une partie de son œuvre. Toute une autre partie, et non la moins importante, est consacrée à la peinture des gens du New Hampshire. Et ici, nous pénétrons dans un autre monde poétique. On ne saurait, en effet, imaginer de contraste plus violent que celui qui existe entre les deux portions de l'œuvre. Le poète, cette fois, disparaît derrière les fermiers yankees dont il nous décrit les occupations et les passions. De lyrique la forme devient narrative et dramatique ; le vers imagé et rimé cède la place à un vers non rimé, dépouillé d'ornements, d'une simplicité presque nue, se rapprochant du langage de la conversation dont il reproduit les moindres intonations.

Et quelle différence entre la vie que mène l'auteur et celle qu'il décrit maintenant ! Pour le fermier yankee il ne saurait être question de joies idylliques. Celui-ci n'a rien de commun avec l'opulent *granger* du *middle west*, lequel tire de riches récoltes d'une terre plantureuse. En Nouvelle-Angleterre, le sol est ingrat. Sauf dans les « intervalles » fécondés par les fleuves et les lacs, la montagne occupe de vastes espaces, morcelant les propriétés, et partout affleurent les rochers de l'ancienne moraine. Aussi le travail des champs a-t-il conservé quelque

chose de primitif. La plupart des façons sont données à la main, et l'on peut voir encore, — spectacle paradoxal dans ce pays du machinisme, — « les bœufs aux blancs naseaux traîner avec lenteur de lourds chariots. » De plus, depuis que des conditions matérielles plus faciles ont attiré les fermiers découragés vers les grandes plaines ou dans les agglomérations industrielles, la main-d'œuvre est devenue rare et capricieuse. Ceux qui se sont cramponnés au sol natal, trop peu nombreux et mal secondés, sont condamnés à un labeur exténuant et qui ne s'interrompt guère que lorsque l'hiver a amoncelé autour des maisons des murailles de neige et de glace rendant toute sortie impossible.

Nulle joie ne vient d'ailleurs alléger le poids de cette peine incessante. Car nous sommes au pays où triompha autrefois la plus austère des religions. Sans doute le vieil esprit puritain, qui enflammait les « pèlerins » d'un zèle farouche, a perdu toute rigueur. La foi, en Amérique comme ailleurs, a subi la domination déprimante d'un matérialisme triomphant : les fermiers de M. Frost ne semblent guère préoccupés du salut de leur âme. Mais la discipline morale qui fut si longtemps tyrannique semble avoir façonné les esprits pour toujours. Même quand les gens ne croient plus, ils gardent une craintive suspicion de la gaieté, et l'habitude de réprimer l'appel naïf des émotions et des sens. Ils ont peut-être perdu la terreur du péché, mais ils n'ont pas retrouvé le pouvoir de jouir librement des plaisirs innocents. On n'entend jamais parler d'amusements et de jeux dans les poèmes que M. Frost a consacrés aux fermiers de la Nouvelle-Angleterre. Les délassements, les fêtes y sont inconnus, cette « vie de la communauté » qui tient une si grande place dans l'esprit de l'Américain. Les distractions qui, de temps à autre, diversifient une existence désespérément monotone sont brèves et insignifiantes. C'est le passage d'un voisin qui arrête son cheval pour faire un brin de conversation par-dessus la haie; la rencontre d'un ouvrier agricole inconnu qui s'en va porter sa récolte de résine à la ville voisine; la visite de citadins en voyage d'affaires ou en villégiature ; l'arrivée imprévue d'une équipe d'électriciens posant une ligne télégraphique et qui, « après avoir défié » de leurs cris « la solitude du lieu, » disparaissent en lançant un dernier juron. Les seuls incidents notables sont presque toujours des accidents. Un jeune garçon a toute la journée servi à la scie mécanique le bois qu'elle

débite en rondelles. Sa sœur vient annoncer que le souper est prêt. Tout heureux de cette parole qui met fin à sa tâche, il détourne la tête. Mais cet instant d'inattention a suffi : la lame rapide a happé la main encore tendue :

Un rire lamentable fut le premier cri — de l'enfant, tandis qu'il titubait vers les siens, — leur montrant sa main, à demi pour implorer, — à demi comme pour empêcher la vie — de s'enfuir. Puis le garçon comprit... Il était — assez âgé pour comprendre, ce grand garçon — qui faisait le travail d'un homme, quoique, de cœur, — un pur enfant. Il vit que tout était perdu : — « Ma sœur, je ne veux pas qu'il me coupe la main — le médecin, quand il viendra... Ne le laisse — Pas faire !... » Oui, mais la main était déjà tranchée. — Le docteur le plongea dans le noir de l'éther. — L'enfant était couché, et son souffle faisait — bouffer ses lèvres. Puis... celui qui surveillait — son pouls prit peur. Personne ne voulait y croire. — On écouta au cœur : un peu... un peu moins... rien. — Et ce fut la fin. Il n'y avait plus à faire — fond sur lui. Et eux, puisqu'aussi bien ils n'étaient — pas le mort, ils retournèrent à leurs affaires.

On pourrait, au premier abord, être tenté de voir dans la pensée finale un artifice d'écrivain destiné à rendre plus poignante une histoire suffisamment mélodramatique en elle-même. Il n'en est rien. Dans ce mot cruel M. Frost a fixé ce qu'il croit être un trait révélateur du caractère de ses rustiques héros. Car, dans ce pays où la vie est âpre, le climat brusque et les jours sans joie, les âmes sont naturellement rudes. Du moins, les fermiers, tels que M. Frost nous les présente, semblent taillés dans ces rochers qui donnent à la Nouvelle-Angleterre un aspect si particulier. Leur ardeur au travail a quelque chose de farouche. Mais si ces fermiers sont durs pour eux-mêmes, ils sont également durs pour les autres. Cette passion du travail suffit pour emplir leur cœur; leur opiniâtreté leur tient lieu de sentiments. L'homme, à leurs yeux, comme les choses, n'a de valeur qu'en proportion de son utilité. Ils pourront, pendant toute une vie, mener leur charrue autour de la montagne qui les écrase de sa masse sans avoir le désir d'explorer le mystère de ses pentes incultes. Et de même, malheur à l'imprévoyant qui gaspille ses chances ! Quand il sera usé par la maladie, qu'il n'attende aucune pitié, même de ceux qu'il a servis ; il ne lui restera plus qu'à chercher un coin où mourir.

Cette insensibilité tourne souvent à la brutalité, — une bru-

talité qui éclate en violences irrésistibles, pour un mot, pour un rien. Un jour, au temps de la fenaison, il fallut décharger une charrette de foin dans une fosse. Le patron, affairé et important, saisit une fourche des deux mains, et sautant dans le trou, crie à l'ouvrier en haut du char : « Allez-y ! » Cette parole, cette attitude déplaisent à l'ouvrier. « Vous comprenez, » raconta-t-il plus tard, « c'était la partie la plus facile du travail, »

pour un homme debout, au sommet, de jeter — le foin et de le faire rouler d'un seul coup ; — tandis que, dans un grenier, il se fût agi — de le soulever lentement... Vous pensez bien — que dans un cas pareil un gars n'a pas besoin — qu'on l'encourage, voyons !

Une fureur rageuse s'empare de lui. En quelques coups rapides il précipite toute la charretée sur le patron qui attendait, le nez en l'air, la venue de l'avalanche. « Vous auriez pu le tuer, » lui fait-on remarquer. « Vous ne vous êtes pas senti soulagé quand vous avez appris qu'il s'en était tiré? » — « Non, et pourtant... Qui sait?... C'est difficile à dire... J'avais fait tout mon possible pour le tuer. »

Voici un autre exemple de la férocité avec laquelle l'homme parfois traite l'homme. Un Indien travaillait dans un moulin. Il pousse tout à coup une rauque exclamation de surprise devant la grosse pierre meulière. « Venant de quelqu'un qui n'avait pas le droit de se faire entendre, » ce cri « dégoûta physiquement le meunier. » — « Arrive, Jean, dit-il froidement. Tu as envie de voir la roue dans sa fosse, n'est-ce pas ? »

Il le mène au-dessous d'une poutre tordue, — et à travers un trou d'homme dans le plancher — il lui montre l'eau dans le chenal en fureur. — On eût dit des poissons forcenés, des saumons, — des esturgeons, à la queue cinglante. Sur quoi, — il referma la trappe, dont l'anneau — rendit un son querelleur qui domina le tumulte. — Il remonta tout seul... et il se mit à rire. — Puis il dit quelque chose à un homme chargé — d'un sac de farine, — quelque chose que l'homme — au sac ne saisit pas, sur le moment. Ah ! oui ! — Il avait montré à Jean la roue dans sa fosse.

Ce poème a pour titre : *Les Indiens disparaissent.*

Tels se révèlent les hommes dans leur insensibilité foncière. Les femmes, au contraire, sont impressionnables à l'excès. C'est qu'elles mènent une existence bien faite pour développer chez elles les névroses. Elles ne connaissent pas les saines fatigues du

labeur au grand air, antidote des lents empoisonnements de l'âme. Pendant que les hommes sont aux champs, se dépensant, s'entre-choquant, mais subissant l'influence fortifiante de la nature, tout le long du jour elles restent prisonnières à la maison, écrasées par les besognes domestiques. Préparer des repas pour des journaliers affamés et exigeants, laver des monceaux de vaisselle, « faire et refaire éternellement des choses qui ne veulent pas rester faites, » telle est la tâche désespérément fastidieuse qu'elles ont à accomplir sans arrêt. Debout devant l'évier, symbole de leur esclavage, elles n'ont, pendant qu'elles peinent, pour toute diversion, que le spectacle toujours le même « des herbes drues qui aiment les eaux de vaisselle. » A la pensée que les années « vont et viennent ainsi, alternant avec les mauvaises herbes, les champs et les bois, » sans apporter la moindre douceur de changement, que la vie n'a « ni commencement, ni fin, seulement des milieux, » elles se sentent envahir par une lassitude accablante. Épuisées par le travail, découragées par l'inutilité de leur existence, elles en arrivent à ne plus même avoir la force de vouloir. Écoutez cette ménagère nous décrire l'état d'abattement où elle est tombée :

Il me semble que — je ne suis guère plus capable d'exprimer — mes sentiments que de faire entendre ma voix — ou d'éprouver le désir de lever la main. — (Je puis la lever, cependant, quand il le faut !) — Avez-vous jamais éprouvé cela? J'espère — que non. J'en suis à ce point que je ne sais même — pas avec certitude si je suis contente — ou triste, ou si je suis encore quelque chose. — Il ne reste en moi qu'un semblant de voix, — qui a l'air de me souffler ce que je devrais — sentir, ce que je sentirais si je n'étais — pas toute détraquée. Tenez, voyez ce lac! — Je le regarde et le regarde, et je sais bien — que c'est une jolie, une très belle nappe — d'eau. Je me tiens là ; je me force à répéter — tout haut ses avantages : — si long, si étroit, — on dirait quelque profond morceau de rivière — courante qu'on aurait coupé net aux deux bouts.

Elle aspire après un peu de repos, croyant que ce serait le remède à son mal. Mais c'est surtout la solitude où elles vivent qui pèse à toutes ces femmes. Le plus souvent, les fermes sont éloignées les unes des autres, « sur quelque chemin sans issue que personne ne fréquente ; » par suite, les visites, et la détente qu'elles apportent, sont rares. Trop souvent aussi, le foyer est sans enfants ; car la Nouvelle-Angleterre connaît le

fléau de la dépopulation. Les femmes, à la maison, sont donc presque toujours seules avec leurs pensées. Condition dangereuse pour un être déjà brisé de fatigue. De la dépression mentale où elles se traînent monte l'irrésistible assaut des désespérances tenaces et des frayeurs irraisonnées. Elles sont presque toutes tourmentées par la peur. Un étranger qui passe et sourit d'une façon mystérieuse, un arbre qui frôle de ses branches la fenêtre obscurcie, le bruit du loquet qu'on soulève en rentrant à la maison déserte, tout déchaîne en elles des affolements irrésistibles.

Les plus patientes se résignent à bercer plaintivement leur ennui, en attendant le terme de ces recommencements intolérables, et parfois considèrent la folie dont elles se sentent menacées comme une délivrance. Mais il en est d'autres qui se révoltent contre la vie déprimante qu'on les oblige à mener. Elles s'insurgent surtout contre l'insensibilité de l'homme qui ne comprend pas que ce dont elles souffrent, c'est de ne pouvoir se laisser porter par leurs élans de tendresse. Elles ont soif de douceur et de faiblesse, et continuellement elles se blessent à la dureté masculine qui les enferme dans le cercle infranchissable de leur solitude et de leurs frayeurs. Et alors, un jour, le conflit éclate, inévitable, entre ces deux êtres qui n'arrivent pas à se comprendre.

Voyez cette jeune femme qui descend l'escalier de sa maison, « regardant par-dessus son épaule quelque chose d'effrayant. » Elle ne peut détacher ses yeux de la petite fenêtre au travers de laquelle on aperçoit, dans le champ derrière la maison, le cimetière de la famille, « si petit que la fenêtre l'encadre tout entier. » Il n'est

pas plus grand qu'une chambre à coucher, n'est-ce pas? — Il y a trois plaques d'ardoise, une de marbre, — de minuscules plaques aux larges épaules, — là-bas, sous le soleil, au flanc de la colline.

C'est que l'une de ces tombes, toute fraîche, contient le corps de l'unique enfant, perdu récemment. Depuis, la mère est bizarre et, lorsque son mari, intrigué par ses allures, l'interroge, elle a une figure mauvaise et fermée. Le mari ne prend pas cela au sérieux. Caprices de femme! Serait-ce la perte de l'enfant? Il fait de son mieux pour combattre ce déraisonnable désespoir. Mais chacune de ses paroles maladroites, où gronde une impatience difficile à contenir, fouille la plaie plus avant.

Jusqu'à ce que sur un mot, qui a trahi l'inintelligence profonde du mari, la femme éclate enfin, laissant déborder le flot de ses rancœurs : « Vous voulez parler de votre enfant qui est mort? »

Vous n'en avez pas le droit, car vous ne sauriez — pas. Si vous aviez quelque sentiment, vous qui — avez creusé, de votre propre main... oh! est-ce — possible?... sa petite tombe... Je vous ai — aperçu de cette fenêtre, là, pendant — que vous faisiez sauter, ressauter le gravier — en l'air, comme ça, comme ça; et puis, il retombait — si légèrement, en rebondissant le long — du tas, à côté de la fosse! Et je me dis : — « Qui est cet homme? » Je ne vous reconnaissais — pas. Je me traînai sur les genoux jusqu'au bas — de l'escalier, puis jusqu'au haut, pour voir encore. — Votre bêche ne cessait pas de s'élever. — Vous êtes rentré; j'ai entendu votre voix — résonner comme un tonnerre dans la cuisine, — et je ne sais pourquoi, je m'approchai pour voir — de mes propres yeux. Vous étiez assis, des taches — de boue sur vos souliers : c'était la terre fraîche — de la tombe de votre enfant. Et vous aviez — le cœur de parler de vos affaires de tous — les jours. Vous avez appuyé la bêche contre — le mur extérieur, près de l'entrée, je l'ai vue! — Je pourrais répéter les mots mêmes que vous — prononciez : « Trois matinées de brouillard, un seul — jour de pluie, pourriront la meilleure barrière — de bouleau qu'homme ait jamais dressée. » Songez-y! — parler ainsi en un pareil moment! Qu'avait — à voir le temps qu'il faut au bouleau — pour pourrir — avec ce qui était dans la chambre obscurcie? — Vous étiez incapable de sentir.

Et voilà le tragique malentendu entre ces deux êtres devenu irrémédiable. La haine est entrée dans le cœur de la femme exaspérée de ne rencontrer chez l'homme qu'incompréhension et brutalité. Celle-ci fera comme tant d'autres : elle fuira la maison pour essayer de refaire sa vie irrégulièrement, à moins que, éperdue, elle ne disparaisse à tout jamais vers quelque endroit secret et mystérieux où l'âme ne connaisse plus les atroces lancinements des angoisses inguérissables.

Un jour, elle alla couper une branche — de sureau noir. — Elle s'égara trop loin pour entendre — ses cris d'appel. — Pas de réponse; elle ne parla pas — ni ne revint. — Elle attendit, puis courut se tapir — dans les fougères. — Il ne la retrouva pas, bien qu'il l'ait — cherchée partout, — et qu'il ait demandé jusqu'à sa mère — si elle était là. — Soudain, avec cette rapidité — les liens craquèrent. — Et il sut qu'il est de l'irréparable — hors de la tombe.

Ces drames nous sont présentés avec une simplicité presque brutale. Aucune préparation : un seul incident, en général, qui est en même temps le point de crise. Le dénouement, la plupart du temps, n'est même pas indiqué. Un journalier usé retourne chez son ancien patron et meurt pendant que la maîtresse de maison essaie d'apitoyer son mari ; l'installation dans une ferme nouvelle provoque chez une ménagère un brusque accès de découragement ; une visite de touristes libère les doléances d'une femme épuisée par le travail ; un amateur de fleurs perd ses deux jambes dans un accident d'usine et, en échange de cinq cents dollars, renonce à tout recours contre la compagnie responsable ; une rencontre sur la route, la nuit, affole une épouse coupable qui croit entrevoir son mari dans l'ombre, etc., — tels sont les squelettes de sujets dans les poèmes où M. Frost a évoqué la vie rurale en Nouvelle-Angleterre. Mais cette compression presque excessive de l'action est productrice d'un dramatique poignant. Les événements éclatent avec une brusquerie si soudaine, l'irréparable arrive avec une rapidité si inéluctable que l'esprit est comme assommé par le coup qui précipite les catastrophes, et plonge les âmes dans le désespoir. C'est par un procédé analogue que les Grecs obtenaient ce qu'ils considéraient comme le propre du tragique : la terreur.

Mais le tragique de ces histoires n'est pas seulement là. Il réside peut-être encore davantage dans tout ce que ce raccourci évoque. Parce que le drame est présenté dans un état de crise, il contient, pourrait-on dire, une accumulation d'actes et de sentiments, tout un arriéré de passé composé de souffrances ou de joies gaspillées, qui pèse sur le lecteur et déclenche en lui le mécanisme de la pensée. On peut appliquer aux poèmes de M. Frost ce que lui-même a dit des paroles de la nature : « C'est comme lorsque vous projetez une image — sur un écran : la signification en émane — tout entière de vous. »

Les actes rapportés, en effet, ne sont que des images rendant sensibles pour l'œil des moments de la crise morale intérieure. Et entre leurs apparitions lumineuses, il y a toute une pénombre où demeurent indéterminés les détails de l'histoire. Or, cette imprécision même est la condition de leur force suggestive. Intrigué, l'esprit a besoin de trouver les explications des actes surprenants mis sous les yeux ; et il va les forcer jusque dans la retraite de mystère où elles se dissimulent. Et comme les

points de repère ont été choisis parmi les plus significatifs et les plus essentiels, la logique secrète qui les lie nous impose inévitablement les enchaînements sous-entendus. Alors le tableau s'anime comme par magie. A la première lecture, on peut n'être tout d'abord frappé que par la nudité brutale du récit. Mais le philtre est bu, et il ne tarde pas à opérer. Peu à peu, la pénombre s'agite et se peuple. De l'imprécis brouillard sort un cortège infini de révélations. Des horizons se déchirent ; les mots se répercutent. Autour d'un geste, autour d'un acte nous voyons se presser la suite d'événements dont cet acte et ce geste sont l'aboutissement. Les personnages se complètent, nous laissent deviner leurs passions, nous livrent leurs motifs secrets, nous ouvrent leurs âmes toutes grandes. Et ainsi l'histoire se tisse devant nous, jusqu'à ce que de quelques traits initiaux soit sortie la vision recomposée de toute une existence.

Dans cette irrésistible puissance d'évocation réside donc la valeur émotive de cette œuvre, et aussi sa poésie. Car sous sa poussée l'incident le plus trivial perd sa vulgarité : des objets qui semblent réfractaires à la poésie, — un évier, un poêle, le téléphone, — sont transfigurés ; les choses les plus grossières sont emportées du coup sur les cimes et s'enveloppent de beauté.

Voici, pour donner un dernier exemple, une pièce choisie parmi les plus courtes, mais qui me paraît être très caractéristique de la meilleure manière de M. Frost. Elle est intitulée : *La Nuit d'hiver d'un Vieillard*. Un vieillard est seul dans sa maison ; il est sur le point de se coucher, mais auparavant il erre, sans trop savoir comment, dans les chambres sonores. La peinture du désemparement où se trouve le pauvre homme forme le sujet de ce poème.

Tout, au dehors, le regardait obscurément, — à travers la mince couche de givre, qui, — divisée en étoiles presque séparées, — s'amasse sur les vitres dans les chambres vides. — Ce qui empêchait ses yeux de répondre — à ce regard, c'était la lampe que sa main — balançait à leur hauteur. Ce qui l'empêchait — de se rappeler la raison qui l'amenait — jusqu'à cette pièce pleine de craquements, — c'était son âge. Il se tenait là, des barils — tout autour de lui, — perdu. Ayant effaré — le cellier sous son pas pesant quand il entra, — il l'effara une fois de plus en sortant — pesamment, — et il effara aussi la nuit — du dehors, qui a ses sons familiers, tels que — le grondement des arbres ou bien le craquement — des branches, —

choses habituelles, — mais rien — qui ressemble autant à un coup sur une boîte. — A nul qu'à lui-même il ne donnait de lumière, — à l'endroit où il était maintenant assis, — préoccupé il savait bien de quoi. C'était — une lumière sourde, et encore pas même — cela. A la lune telle quelle, si tard — levée, à la lune cassée, qui valait mieux — que le soleil, malgré tout, pour une mission — pareille, il confia sa neige sur le toit, — ses glaçons sur le mur, et il dormit. La bûche, — dans le poêle, s'étant retournée avec un — soubresaut, le troubla, et il se retourna — aussi, poussant un long soupir libérateur, — mais sans cesser de dormir. Un seul homme âgé, — un seul homme, — ne peut emplir une maison, — une ferme, une campagne, ou bien s'il le peut, — c'est ainsi qu'il le fait par une nuit d'hiver.

Aucun des sentiments du vieillard n'a même été exprimé ; seules quelques-unes de ses attitudes ont été reproduites avec une exactitude, avec une dureté presque photographique. Mais comme nous connaissons pourtant l'immense solitude qui a fait le vide dans son cœur ! Pas un détail qui ne soit évocateur du crépuscule sans joie où s'enfonce cette existence : le regard méfiant de la nuit, les bruits qui font sursauter le silence, l'obscurité que ne réussit pas à percer la lumière vacillante de la lanterne, l'aspect cassé de la lune froide, l'air perdu et absorbé de l'homme au milieu des choses inquiètes et hostiles, l'agitation de son sommeil gonflé de soupirs, — tout contribue à créer en nous, touche à touche, la vision de l'irréparable déchéance physique et morale où ce vieillard traîne ses derniers jours, et à éclairer le trou noir de toute une vie de labeur pliant désormais sous la lourdeur de son inutilité. Jamais on n'avait décrit, en termes aussi précis et en même temps aussi suggestifs, la morne désespérance où peut sombrer une âme humaine. Ce poème est un petit chef-d'œuvre de réalisme poétique.

* * *

Le tableau de cette vie rurale a été peint de couleurs si sombres, l'impression qu'il laisse en nous est si douloureuse, que l'on a voulu y voir une critique de la Nouvelle-Angleterre et de sa civilisation. Car il se trouve qu'un certain nombre d'intellectuels américains, en sympathie avec les partis révolutionnaires, attaquent furieusement ce qui a jusqu'ici fait l'orgueil de la jeune république des États-Unis. Ils se lamentent de voir leur pays, dans son asservissement à des idées purement

utilitaires de progrès industriel et de bien-être, oublier la recherche des satisfactions plus nobles de l'esprit. « A quoi sert, disent-ils, d'avoir à son service la vapeur, l'électricité, la télégraphie sans fil, les aéroplanes, toutes les inventions par lesquelles une industrie pléthorique affirme sa domination sur la matière, si les champs de l'art, de la poésie et de la religion restent en jachère? » Et quand ils essaient de remonter jusqu'à la cause de cette anémie intellectuelle, ils croient la découvrir dans l'influence prépondérante que le puritanisme de la Nouvelle-Angleterre a exercée et exerce encore sur le reste du pays. Si l'homme, en Amérique, a sacrifié les jouissances spirituelles à l'assouvissement de ses désirs de lucre, c'est, d'après eux, que le pionnier anglo-saxon, avide et fanatique, a, sous le masque d'un faux idéalisme religieux et démocratique, vidé les âmes de toute joie et de toute aspiration. La Nouvelle-Angleterre, mère adoptive des premiers colons anglais, est la grande coupable : elle a donné et propagé la formule des vices américains; c'est le membre corrompu qui maintient le grand corps des États-Unis en état de continuelle maladie.

Or, dans l'œuvre de M. Frost, ces révoltés recueillent une preuve, apportée par un homme qui est lui-même du pays, de cette dégradation où ils accusent la Nouvelle-Angleterre d'être tombée. « *North of Boston*, s'écrie avec une sorte de joie diabolique miss Amy Lowell, une poétesse qui fait partie de ce groupe anti-puritain, *North of Boston* révèle la maladie qui ronge les parties vitales de la Nouvelle-Angleterre, du moins dans ses communautés rurales. » Et miss Lowell salue en l'auteur un frère d'armes un peu timide encore, mais qui lui paraît tout prêt à rompre ouvertement avec un passé odieux.

Il est difficile de dire jusqu'à quel point ces espérances mises en M. Frost sont justifiées. Peut-être, au plus profond de lui-même, l'auteur de *North of Boston* pense-t-il, en effet, comme ceux qui s'insurgent contre une civilisation haïssable à leurs yeux. Dans certains poèmes où il se met en scène avec quelque fermier yankee, — *le Mur à réparer*, par exemple, ou *la Montagne*, — il ne peut s'empêcher de laisser percer un ton de légère impatience quand il se heurte à l'entêtement et à la routine de ces gens confits en habitudes et sans curiosité. Souvent aussi, à la délicatesse dont il entoure les catastrophes morales, au tremblement de sa plume sur le point d'avoir à retracer les

fatalités de la vie, on devine que le tressaillement de sa pitié est traversé par des élans de fureur contre la société qui rend possible de pareilles tragédies. Mais ses intentions ne s'expriment par rien de plus précis que ce frémissement presque imperceptible d'un cœur naturellement sensible et tendre. Dans les poèmes dramatiques comme dans les poèmes personnels, M. Frost a suivi la même méthode : reproduire les spectacles qui tombent sous les yeux sans chercher à les interpréter. Il n'a certes rien du prédicateur laïque; il n'apporte aucun message à l'humanité; il n'a en réserve aucun projet pour améliorer l'état social. En ce sens, il est très différent d'un Masters ou d'un Sandburg qui ont, eux aussi, donné une peinture atrocement triste de la vie américaine, mais avec le dessein avoué de détruire la civilisation responsable de tous les maux présents. Leurs vers sont autant de flèches au curare dirigées contre le cœur d'un monde qu'ils détestent. M. Frost, lui, est avant tout un artiste, uniquement préoccupé de rendre ce qu'il voit et pour la seule jouissance, semble-t-il, de la création. Il se laisse couler au fil de la vie et, tandis qu'il est livré aux flots ou irrités ou calmes, son esprit se charge d'observations et d'impressions. Puis, quand la vision composée de ses souvenirs est formée, il la reproduit exactement, et avec le souci évident de disparaître complètement derrière cette image. En aucun moment, on ne peut déduire du sujet traité ou de la façon dont il est traité les opinions du peintre qui tient le pinceau.

On pourrait faire grief à M. Frost de cet effacement intellectuel. N'est-ce pas rétrécir encore la portée d'une œuvre déjà si limitée dans son horizon que de la priver de toute signification philosophique? Et, en voulant être par trop impassible, l'auteur n'a-t-il pas relâché sa prise sur l'esprit du lecteur? Je laisse à d'autres le soin de discuter ce problème de technique littéraire. Mais il est incontestable que la méthode adoptée en ce cas a eu pour résultat de communiquer à cette poésie un intérêt qui la sauvera un jour de l'oubli. Si elle n'avait à compter que sur sa propre valeur, l'œuvre de M. Frost pourrait bien être condamnée à ne plaire qu'à un petit nombre d'admirateurs et peut-être ne durerait-elle pas plus que la génération qui a applaudi à sa naissance. Mais, dans cette peinture de la vie rurale en Nouvelle-Angleterre, il y a quelque chose de permanent : son exactitude. Jamais poète n'avait jusqu'ici

représenté ce coin des États-Unis avec autant de relief et une telle apparence de vérité. Le tableau que nous en avait laissé Whittier, quoique exact, est pourtant un peu brouillé par la buée de tendresse au travers de laquelle il a été vu ; celui de Lowell, plus vigoureux, a été déformé par le verre grossissant de l'humour. Mais ici nous avons une Nouvelle-Angleterre vivante jusqu'à faire illusion. Il semble que l'on respire son air vif, que l'on sente passer le souffle de ses vents dans les thuyas et les pins toujours agités. On croirait entendre la voix, les intonations et jusqu'à l'accent de ses rudes fermiers. Si je puis me permettre une comparaison qui n'est pas, après tout, déplacée, quand on parle de choses américaines, cette image qui rend non seulement les contours, mais encore les mouvements, nous offre la Nouvelle-Angleterre comme « cinématographiée » pour l'éternité.

Or, cette partie de l'Amérique est à un moment presque tragique de son histoire. Les révolutionnaires, quand ils s'attaquent à elle dans leur désir de bouleverser la civilisation, obéissent à cette loi physiologique qui fait que la maladie se porte sur les points faibles de l'organisme. Après avoir été longtemps le cœur et le cerveau des États-Unis, la Nouvelle-Angleterre est aujourd'hui considérablement déchue de son importance. Le développement du Moyen-Ouest et de l'Ouest tend à déplacer l'axe du pays jusqu'au delà des Alleghanies. Les campagnes, dans l'Est, se dépeuplent ; les maisons en ruines, parfois réduites à leurs fondations, envahies par une végétation broussailleuse et indisciplinée, les taillis, restes de la forêt livrée à elle-même après avoir été dévastée, attirent partout l'œil du voyageur et disent avec éloquence l'histoire de cette émigration qui a drainé les éléments les plus hardis. Et pour mettre le comble, la race fondatrice ainsi diminuée est de plus en plus submergée par la marée de l'immigration. Elle résiste difficilement : au commencement du XIXe siècle, 98 pour 100 des habitants étaient d'origine anglaise et écossaise ; aujourd'hui, plus de la moitié de la population est d'origine canadienne, irlandaise, italienne ou scandinave. Si complète est cette transformation que, dans ce coin où seules autrefois les sectes protestantes les plus rigides étaient supportées, des villes entières sont gagnées à l'Église romaine. Boston, la cité puritaine, a maintenant une majorité de catholiques, et l'on peut voir, — spectacle symbolique, — la cathédrale de la Sainte-Croix, dont les flèches audacieuses

semblent prendre le ciel d'assaut, écraser de sa masse et de sa richesse le modeste temple de Christ Church, l'un des plus anciens de Boston!

Où s'arrêtera ce mouvement qui est en train de changer complètement la face du pays? Que restera-t-il de ces États fondateurs qui ont été si longtemps l'expression la plus pure de la civilisation américaine? La race primitive, hardie encore, quoi qu'on en dise, et tenace, résistera-t-elle à la poussée de ces forces de renouvellement qui ne tendent à rien moins qu'à extirper la vieille souche anglaise; et réussira-t-elle à maintenir son influence, méritée, en somme, puisque c'est elle qui a fait l'Amérique? Ou bien, sera-t-elle refoulée, absorbée par la nouvelle race, amalgame hétérogène de la plupart des nationalités européennes, déjà numériquement la plus forte? C'est le secret de l'avenir. Mais quoi qu'il arrive, la Nouvelle-Angleterre ne disparaîtra jamais tout entière. Elle continuera à vivre dans l'œuvre de M. Frost. Et les générations futures n'auront qu'à ouvrir ce livre pour la retrouver telle qu'elle apparaît à nos yeux, en ce début du xxe siècle, avec ses ardeurs réprimées, ses rudesses brutales, sa ténacité routinière, sa mélancolique désolation et aussi, il ne faut pas l'oublier, avec son paysage à la grâce un peu farouche, bien en harmonie avec la sévérité des âmes et qui, lui du moins, ne passera pas.

ALBERT FEUILLERAT.

OÙ EN EST L'ARMÉE ROUGE?

Devant l'état lamentable de ses finances, le Gouvernement des Soviets se voit dans l'impossibilité de faire face aux dépenses que nécessite l'entretien d'une armée. De là est né le projet, actuellement à l'étude, de transformer l'armée rouge en milice. Ce projet soulève bien des objections, en raison surtout de l'énormité des distances en Russie et du mauvais état des chemins de fer. Plusieurs, parmi les membres du Comité révolutionnaire militaire, le combattent énergiquement. Aussi a-t-il été décidé que, pour le début, on se bornerait à un essai partiel. C'est ainsi que la 10e division de chasseurs de Pétrograde a été transformée en 10e division de milice, et la brigade de milice de Pétrograde, déjà existante, a été transformée en 20e division de milice.

L'adoption de ce système ne ferait que consacrer un état de choses constaté par tous les témoins : à savoir que l'armée rouge existe surtout sur le papier. Déjà, en 1922, on ne comptait, dans un régiment de chasseurs, que 200 hommes pour un effectif de 2 800 sur le pied de guerre ; dans une division d'artillerie légère, que 62 hommes et 18 chevaux, pour 1 000 hommes et 800 chevaux en cas de mobilisation. Ajoutez que le régime soviétique emploie toujours un grand nombre de soldats pour divers travaux et besognes variées, qui n'ont rien de militaire : on comprendra que, dans de telles conditions, il ne puisse être question ni d'exercices ni de manœuvres.

Est-il besoin de dire que dans ce projet n'entre pour rien le désir, affiché par les Soviets, de soulager le paysan des charges

du service militaire, mais uniquement la nécessité d'économiser cent millions de roubles or par an ?

La force armée, en Russie soviétique, comprend deux catégories de troupes bien distinctes : « l'armée rouge » proprement dite, destinée à combattre l'ennemi extérieur, et les « troupes de destination auxiliaire, » chargées de combattre l'ennemi intérieur, — entendez : la contre-révolution.

Le commandement de l'armée rouge est entre les mains du Conseil révolutionnaire militaire, qui décide de toutes les questions de quelque ordre qu'elles soient, et dont le président est Trotsky. Celui des troupes de destination auxiliaire est confié à la direction générale politique.

L'armée rouge est forte de vingt corps d'armée, chaque corps à trois divisions. Une division comprend : trois régiments de chasseurs à pied, un escadron de cavalerie, une division d'artillerie légère composée de trois batteries, une division d'artillerie lourde composée de deux batteries de deux pièces chacune, une compagnie d'éclaireurs, une de sapeurs, une de mitrailleuses, une de télégraphes et téléphones. Le tout représentant un effectif qui varie de 4 à 5 000 hommes.

Indépendamment des escadrons incorporés dans les divisions, il existe des régiments de cavalerie répartis en divisions et en corps. Cette cavalerie est cantonnée, partie aux environs de Gomel, pour couvrir la frontière occidentale, partie en Ukraine, au Gouvernement d'Ekaterinoslaw, sur le Dnieper, le reste au Caucase-Nord. Elle forme dix-huit divisions. L'état en est pitoyable. Manque de chevaux, mais aussi pénurie d'officiers : on sait qu'il n'y a presque pas d'anciens officiers de cavalerie passés au service des bolcheviks. S'ajoutent également aux compagnies de sapeurs incorporées dans les divisions, des troupes du génie, — pontons et chemins de fer, — dix bataillons pour les pontons et dix-huit régiments pour les chemins de fer.

A noter que tout officier, depuis le simple commandant de compagnie jusqu'au commandant de corps d'armée, a auprès de lui un commissaire militaire, dont la fonction est de le surveiller au point de vue politique. Un ordre n'est valable que s'il est contresigné par le commissaire. La nomination d'un commissaire de corps d'armée doit être approuvée par le Conseil

révolutionnaire militaire et par la direction politique. C'est assez dire la méfiance des communistes à l'égard de l'armée et leur méfiance réciproque. Ils ont porté l'organisation de l'espionnage à son plus haut degré de perfection : à cela seul est dû que jusqu'ici aucun complot n'ait pu aboutir.

Vu le mauvais état des voies ferrées et du matériel des chemins de fer, les troupes sont dès maintenant cantonnées dans les régions qu'elles doivent occuper en cas de guerre. A la frontière Nord-Ouest, deux corps d'armée avec artillerie lourde pour la défense de Pétrograde. A la frontière Est, également deux corps d'armée avec artillerie lourde. Un corps d'armée couvre Moscou. Au Sud-Ouest, frontière de la Pologne et de la Roumanie, quatre corps d'armée avec artillerie lourde. Une division en Crimée. Un corps d'armée à Tamboff.

Les troupes de destination auxiliaire se décomposent comme suit :

1° Troupes de la direction générale politique, chargées de combattre la contre-révolution et de maintenir l'ordre. Elles ont leur état-major à Moscou ; mais elles sont à la disposition de toute ville ayant une direction politique locale : on envoie, suivant les besoins, depuis une compagnie jusqu'à plusieurs régiments.

En 1922, elles comprenaient 50 000 hommes répartis en 18 divisions. Les hommes y sont mieux équipés et mieux nourris que leurs camarades de l'armée rouge ; la discipline y est aussi mieux observée et la tenue moins débraillée. Ces troupes se recrutent principalement parmi les membres de l'Union de la jeunesse communiste. On peut les voir tous les jours à Moscou sur la place Rouge, où on les exerce.

2° Troupes de la réserve communiste. Composées de communistes russes et de Finnois, Lettons, Chinois, Bachkirs et autres nationalités, ce sont elles qui servent de garde du corps aux membres du Gouvernement des Soviets. En temps ordinaire, leurs cadres sont très réduits ; mais, en cas de besoin, la mobilisation s'opère avec une rapidité extrême. En 1922, les 1er mai et 7 novembre, le régiment communiste de Moscou passa en quelques heures de 400 à 1 500 hommes. Une consigne sévère interdit l'entrée des casernes à qui ne peut montrer patte blanche. A Pétrograde, quatre régiments sont casernés à Smolny, devenu le centre communiste de la ville.

3° Troupes tenant garnison dans les villes : environ 40 000 hommes.

4° Troupes de cordon, destinées à surveiller la frontière, et, en temps de guerre, à contenir l'ennemi jusqu'à l'arrivée de l'armée rouge. Le secret est gardé sur leur effectif; pas assez cependant pour qu'on ne le sache très insuffisant pour opposer une résistance appréciable.

Toute la jeunesse, à partir de seize ans, doit passer par des cours d'enseignement militaire, calculés de façon que chaque futur soldat ait quatre-vingt-seize heures de cours. Ces cours, qui, pour la seule année 1922, ont coûté au Gouvernement des Soviets, jusqu'à deux millions et demi de roubles or, sont parfaitement impopulaires : les jeunes gens usent de tous les moyens pour s'y dérober. Un témoin nous affirme qu'à Moscou, pendant tout l'été dernier, il ne les a jamais vus grouper plus d'une quarantaine d'élèves, qui y viennent dans leurs vêtements de tous les jours et présentent l'aspect le moins martial. Une seule fois, Trotsky a pu réunir 2000 hommes pour la répétition de la revue passée à l'occasion du 5e anniversaire de la Révolution.

Le matériel laisse tout à désirer. Les Soviets annoncent 150 trains blindés; on sait qu'un train blindé se compose d'une locomotive et de quatre wagons ou plateformes pour les canons et les mitrailleuses; ce chiffre est très exagéré. Celui des automobiles blindées ne dépasse pas 120 : ces automobiles sont construites en Russie aux usines de Kolpino.

D'après un compte rendu officiel du Commissariat de l'artillerie, les Soviets disposent, pour l'année 1923, de 1 700 000 fusils et carabines de fabrication russe, 80 000 fusils japonais, 50 000 fusils de provenances diverses, 20 000 mitrailleuses et 9 000 revolvers. (Les revolvers sont tous entre les mains des communistes, dont ils sont l'arme de prédilection.) De ces chiffres il convient de défalquer un important pourcentage de pièces inutilisables ou nécessitant des réparations.

Comme moyens de transport, 1 000 camions pour toute l'armée active, soit 15 par division, — et reste à savoir en quel état! En cas de mobilisation, la réquisition des voitures des paysans est prévue : on néglige de dire que, depuis la Révolution, le manque de chevaux se fait cruellement sentir dans les campa-

gnes. Le Gouvernement des Soviets a dépensé en 1922 trois millions et demi de roubles or, pour l'achat d'automobiles en Allemagne. Quant à la réquisition des automobiles privées, la question ne se pose pas, — pour l'excellente raison qu'aucun particulier n'a plus d'automobile.

Les casernes sont dans un état lamentable, sans conduites d'eau, sans vitres, réellement inhabitables, comme d'ailleurs la presque totalité des maisons. Les clubs et salons de lecture, créés par les Soviets pour répandre les idées communistes dans l'armée, restent vides, surtout en hiver, faute d'être chauffés. En revanche, les cas de désertion sont fréquents et se multiplient dans des proportions inquiétantes. On peut en juger par l'ordre du jour du commandant en chef de Pétrograde du 7 août 1922, ordonnant aux commandants de division de recourir à tous les moyens pour faire cesser la désertion, sous la menace de traduire devant le tribunal révolutionnaire les commandants et commissaires de régiments. Les paysans ont recours à toutes les ruses pour échapper au service militaire : même, sur plusieurs points, ils ont organisé d'énormes bandes, composées de soldats de l'ancienne armée qui n'ont pas voulu servir chez les bolcheviks et dénommés « les verts. »

Tout concorde pour établir que l'esprit de l'armée rouge est nettement opposé au régime qu'elle sert malgré elle. Est-ce pour cette raison que le Gouvernement des Soviets a fait venir, en nombre, des officiers allemands, les uns pour servir d'instructeurs dans l'armée rouge, les autres pour remettre un peu d'ordre dans les usines ? De leur côté, les communistes allemands ont envoyé un drapeau d'honneur à l'armée rouge. Sur l'ordre de Trotsky, ce drapeau a été remis au 10e régiment de chasseurs à pied, qui s'appellera désormais : régiment du prolétariat allemand.

Comme flotte de guerre, la Russie des Soviets ne possède que celle de la Baltique, celles de la mer Noire et de la Caspienne se réduisant à quelques unités.

En voici la composition :

Les cuirassés *Marat* (Petropavlovsk), mis en état de marche au printemps 1923, artillerie de nouveau modèle ; *Commune de Paris* (Sébastopol), en réparation à Cronstadt. Une division de torpilleurs de haute mer composée de 7 navires de chasse

du type *Novik* chauffés au mazout, et 4 torpilleurs chauffés au charbon. La division de l'École des mines composée des torpilleurs *Lovky* et *Krepky*. La division de l'École d'artillerie composée des canonnières *Khrabri* et *Khivinetz*. Une division de sous-marins composée des bateaux-types *Tosno* et *Voïne*, de 8 sous-marins du type *Koungour*, en état de marche, et de 4 sous-marins en réparation. Enfin, une division de chalutiers comprenant 12 unités réparties en deux escadrilles.

La flottille de Finno Ladoga, comprenant les vapeurs *Kopchik*, *Kochoune*, *Rousslan*, *Tosna* et *Igore*, surveille la frontière finlandaise.

La flottille de Ladoga Onéga est composée d'un torpilleur, de 4 batteries flottantes et de 11 vieux remorqueurs armés de mitrailleuses et de canons, le tout en mauvais état.

Les officiers sont presque tous des jeunes gens sans expérience, forcés de servir et qui s'enferment dans une opposition passive. Presque pas d'anciens matelots : les recrues sont pour la plupart des Petits-Russiens. On manque surtout de mécaniciens et de spécialistes.

Même hostilité aux Soviets que dans l'armée rouge. Au mois de décembre dernier, les équipages de Cronstadt et de Pétrograde demandèrent l'autorisation de faire célébrer des messes pour les fêtes de Noël. Le commissaire de la flotte baltique, non seulement refusa d'envoyer des prêtres, mais menaça de punir les matelots pour menées contre-révolutionnaires. Une grande agitation s'ensuivit. Au cours d'un meeting tenu à bord du cuirassé *Marat*, des discours de la dernière violence furent prononcés contre le Gouvernement des Soviets et les communistes. Finalement, l'autorisation fut accordée de faire venir des prêtres à bord. Mais aucun n'eut le courage de s'y rendre, crainte des représailles... Un tel trait en dit long sur un régime et sur la population qu'il terrorise.

Tout l'effort des Soviets se porte vers l'aviation. Persuadé de la nécessité de créer une puissante flotte aérienne, le Gouvernement s'y était efforcé, ces années dernières, mais sans y réussir, en raison du manque de techniciens et faute de pouvoir construire des moteurs.

La flotte aérienne rouge est composée d'escadrilles de chasse et de bombardement : une division est à trois escadrilles, chaque

escadrille comprenant 10 avions de marche et 3 de réserve. La circonscription militaire de Pétrograde devait avoir 3 divisions de chasse et 1 de bombardement ; celle de Smolensk, 4 divisions de chasse ; celle de Moscou, 3 divisions de chasse et 9 de bombardement ; celle de Kiew, 4 divisions de chasse et 1 de bombardement. Mais, en réalité, pour toute la République soviétique, à la fin de l'année 1922, on ne comptait pas plus de 200 avions en service : encore étaient-ce de vieux modèles du Gouvernement impérial.

Cette année, les Soviets ont décidé d'avoir recours à l'étranger, ce qui leur a permis de réaliser de grands progrès. Ils ont fait d'importantes commandes en Italie, en Angleterre, surtout en Allemagne. Sous couleur d'organiser une flotte aérienne de commerce, ils sont en train de créer progressivement une flotte aérienne de guerre. A cet effet, a été fondée une société commerciale russo-allemande, la société « Deroulife, » qui doit créer des bases aériennes à Moscou, Smolensk, Orel et Kharkoff. Déjà sont entrées en service les lignes Kœnigsberg-Moscou et Moscou-Pétrograde. Bien entendu, seuls les fonctionnaires soviétiques peuvent profiter de ces voyages aériens, le reste de la population, réduit à la mendicité, n'étant pas en mesure d'en payer le prix. C'est également par avions que se fait le service postal. Outre ces deux lignes, plusieurs autres sont à l'étude : Moscou-Crimée et Caucase, Moscou-Turkestan, Moscou-Chine et Japon, Moscou-Arkhangelsk, Pétrograde-Mourmansk.

Les Allemands vendent aux Soviets des avions des usines Junker et Fokker, munis de moteurs de 200 chevaux et développant une vitesse de 150 kilomètres à l'heure, chaque avion armé de 2 mitrailleuses et blindé d'une cuirasse d'acier de 5 millimètres.

D'autre part, et grâce encore aux Allemands qui leur ont envoyé des ingénieurs et des ouvriers, quelques usines russes ont repris le travail et produisent avions et moteurs. Ce sont : à Moscou, l'usine Duks ; à Pétrograde, les usines Poutiloff, — qui portent maintenant le nom de Bolchevik, — les usines Gamajune et Oboukhoff. On peut y joindre les usines métallurgiques de Kolomno, l'usine de locomotives de Lougansk et la ci-devant usine Anatra, à Odessa

Les avions de fabrication russe construits à Pétrograde par

l'ingénieur Michelsohn seraient, dit-on, en état de concurrencer les avions anglais et allemands. Enfin on exécute en ce moment des avions du type A. K. (système des ingénieurs russes Alexandroff et Kalinine) dont les caractéristiques sont : moteur 155 chevaux, vitesse 150 kilomètres à l'heure, pouvant prendre à bord 5 passagers et porter 360 kilogrammes de bagages.

De tels résultats sont loin de contenter l'ambition des Soviets. Un programme secret, approuvé par le Conseil révolutionnaire, comporte l'augmentation du nombre des divisions aériennes dans toute la République, notamment à Moscou, Pétrograde et sur la frontière occidentale, ainsi que la construction d'avions géants, du type Ilia Mourometz. En outre, les flottes aériennes de la mer Baltique et de la mer Blanche comprendront chacune, 5 escadrilles d'hydravions de chasse et une escadrille d'école; celles de la mer Noire et de la mer d'Azov, deux escadrilles d'hydravions, une division spéciale d'hydravions de chasse et une escadrille d'école.

La flotte aérienne a son état-major à Moscou : là également se trouvent « l'école moscovite de la flotte aérienne, » pouvant recevoir cent élèves, et l'aérodrome, — sept hangars, installés au champ de Khodynka.

Le commandant en chef de toutes les forces aériennes est le communiste Znamensky, sous le contrôle du Conseil révolutionnaire militaire, dont il est lui-même un des membres les plus actifs.

De ces données, puisées aux sources les plus sûres, se dégagent sans peine quelques traits essentiels. Le Gouvernement des Soviets adoptera-t-il définitivement le système des milices? A l'heure actuelle, les forces militaires dont il dispose constituent moins une armée qu'une police destinée à réprimer toute tentative de contre-révolution. Qu'il s'agisse des troupes de terre ou de mer, les Soviets ne les maintiennent dans la servitude que par la terreur et par une organisation d'espionnage qui dépasse tout ce qui avait été connu jusqu'à ce jour. Comme d'ailleurs on n'improvise ni une armée, ni une flotte, ils mettent toutes leurs complaisances dans l'arme nouvelle qu'est l'aviation, — et tout leur espoir dans l'aide allemande.

Général C. de Brummer.

REVUE LITTÉRAIRE

UN ESSAYISTE : M. DANIEL HALÉVY (1)

J'appelle M. Daniel Halévy un « essayiste, » d'un mot qui n'est pas de chez nous et qui pourtant désigne une qualité de chez nous. Un « polygraphe, » c'est du grec ; et ce n'est pas non plus la même chose. Je serais fâché d'appeler Montaigne un essayiste : comment faire?

M. Daniel Halévy mérite le nom de polygraphe ; mais je voudrais montrer que ce polygraphe est, beaucoup mieux, un essayiste, d'une façon qu'il faudra définir.

Si l'on regarde les titres de ses ouvrages, on en remarque la diversité. Il semblait s'occuper de ceci et, tout de suite après, une autre étude le tente. Il ne s'arrête nulle part ; il est toujours en quête ; il arrive et s'en va ; il était là, il est parti. Quelle pensée vagabonde ! ou pèlerine ?

Voilà bientôt un quart de siècle, il débutait par un recueil d'*Essais sur le mouvement ouvrier en France* ; il examinait la question sociale, en économiste, en moraliste et philosophe : et il parut un assez tranquille écrivain socialiste. Tranquille : je veux dire, plus réfléchi que d'autres ou moins fol. Après cela, il donne *la Vie de Frédéric Nietzsche :* lequel Nietzsche n'est pas du tout socialiste et n'est pas tant le contraire d'un socialiste que, plus exactement, tout autre chose. Du reste, le biographe de Nietzsche n'interroge pas son héros

(1) *Vauban* (Grasset). Du même auteur : *Essais sur le mouvement ouvrier en France* (G. Bellais) ; *La vie de Frédéric Nietzsche* (Calmann-Lévy) ; *Luttes et problèmes* (Marcel Rivière) ; *La jeunesse de Proudhon* (*Les Cahiers du centre*) ; *Charles Péguy et les Cahiers de la quinzaine* (Payot) ; *Le courrier de M. Thiers* (Payot) ; *Visites aux paysans du Centre* (Grasset.)

sur de tels problèmes et ne le tire point à ses idées de naguère, et qui peut-être lui durent, mais qui ne se voient plus. Il ne s'agit que de Nietzsche, de ce qu'il a fait, de ce qu'il a dit, de ce qu'il a souffert, à tel jour de telle saison.

M. Daniel Halévy a-t-il abandonné l'économie politique et sociale pour l'histoire de la littérature allemande? Aussitôt le nouveau germaniste publie *Luttes et problèmes*, recueil (dit-il) d'une étude historique, d'un conte et d'une fable. L'étude historique, *Apologie pour notre passé*, est un exposé de souvenirs et, en même temps, un plaidoyer très vif et un examen de conscience très attentif et scrupuleux, touchant une opinion de jeunesse et à propos d'une affaire judiciaire qui eut beaucoup de retentissement. Le conte et la fable, *Un épisode* et *Histoire de Quatre ans*, sont deux apologues ou emblèmes, l'un en souvenir, et l'autre par une anticipation, des idées et du remuement que suscita cette aventure. Et il ne s'agissait pas de littérature allemande.

La jeunesse de Proudhon, qui parut l'année d'avant la guerre, indique-t-elle un retour au socialisme, ou du moins à l'étude socialiste? En quelque sorte, oui ; cependant ce n'est point à la doctrine, ou aux doctrines, de Proudhon que s'attache principalement l'auteur de cette monographie, mais à la vie de Proudhon et au détail de ses journées, comme il a fait pour Nietzsche, comme il ferait pour un autre et qui n'eût, avec le problème social, aucun rapport. Ce *Proudhon* s'arrête à l'année 1838, que Proudhon n'a pas encore trente ans. La guerre l'a interrompu.

Mais, au lendemain de la guerre, M. Daniel Halévy retourne à donner, sous le titre de *Charles Péguy et les Cahiers de la quinzaine* et sous les dehors d'une monographie encore, une suite ou un complément de ses *Luttes et problèmes*, des souvenirs.

Après cela? En 1921, *le Courrier de M. Thiers*; et, tout récemment, un *Vauban*. J'ai omis, pour en faire état d'une autre manière, ces *Visites aux paysans du centre*, le meilleur ouvrage de M. Daniel Halévy et sans doute la clef de son œuvre.

Voilà, comme je disais, un polygraphe. Et nous avons beaucoup de polygraphes, autant ou à peu près que de publicistes ou gens qui, sur toutes choses qui se présentent, ont leur opinion qu'ils ne cèlent pas. En général, ce sont des étourdis, prompts en besogne. Nous leur opposons et leur préférons les spécialistes, lesquels ont une fois déterminé leur étude, s'y tiennent, font leur besogne au même endroit et la font bien.

Seulement, ce polygraphe-ci a toutes les vertus, le zèle et le soin d'un spécialiste et, en fait, de plusieurs spécialistes. La diversité des sujets qu'il aborde ne le mène pas à être superficiel, à se contenter d'un regard jeté ici et bientôt là, ni à se tirer d'affaire par les faciles moyens de l'éloquence, de la philosophie ou du badinage.

Il n'y a pas d'éloquence, ni de philosophie ou de badinage, dans sa *Vie de Nietzsche*, mais le plus méticuleux examen de tous les moments de cette vie, sans négligence d'aucun détail. Et c'est d'abord Nietzsche au jour le jour et d'heure en heure. Ensuite, c'est Nietzsche mis dans sa vérité intelligible; et non pas un commentaire de Nietzsche, mais Nietzsche que sa vie éclaire. L'auteur, M. Daniel Halévy, n'intervient presque pas. Il aime Nietzsche : cela se devine à toute la peine qu'il prend pour le servir. L'amitié ni l'admiration ne se montrent pas autrement, ni ne modifient le récit continu. Tout au plus, à la fin du livre, quand Nietzsche devient fou, quand il entre « dans les ténèbres, » l'auteur avoue-t-il son émoi : « Suspendons notre récit ; la pensée de Nietzsche n'a plus d'histoire : une influence qui ne vient pas de l'esprit, mais du corps, l'altère... Nous hâterons le récit de ces mois où Nietzsche cesse d'être tout à fait lui-même... » Et c'est aussi que, pour suivre cette pensée dans les ténèbres où elle s'égare, il n'y a plus de chemin tracé; l'on se perd, aux abords du néant. « Frédéric Nietzsche mourut à Weimar le 25 août 1900. » Telle est la dernière ligne du livre, sans bavardage ni épilogue pour conclure. L'auteur avait promis une vie de Nietzsche. Il l'a donnée, parfaite. Et l'on ne devine pas qu'il ait eu un autre souci, une seconde. C'est le travail d'un spécialiste.

La Jeunesse de Proudhon est pareillement faite et parfaite. M. Daniel Halévy avait pu se procurer de nouveaux documents, très abondants, fouiller les archives de la famille, les papiers et la correspondance inédite de Proudhon. Il a visité les lieux où a vécu l'enfant, l'adolescent, connu toutes les circonstances et les hasards de cette jeunesse d'un garçon qui eut de la peine à se débrouiller. Il n'a certes pas commis la faute qui induit en erreur tant d'historiens, si dédaigneux et qui croiraient déroger s'ils accordaient leur attention trop superbe aux incidents ou très petits événements de la vie quotidienne. Par exemple, il a tâché de reconstituer, d'une façon bien exactement vraie, et visible, et touchante, l'existence qu'ont dû mener d'humbles gens, il y a un siècle passé, dans un faubourg de Besançon. Ne dites pas qu'il ne vous chaut de la connaître : si ! c'est là que s'est formée peu à peu l'âme de ce Proudhon qui... en tout

cas, ce Proudhon, très singulier par certains côtés, par ailleurs analogue à ses voisins ; et comment il acquit ses différences, tout le problème de l'individualité se pose ainsi ; enfin, ce Proudhon, c'est un homme d'autrefois, d'un temps passé, père du nôtre et qui déjà nous intéresse par le souci que nous devons avoir de connaître notre héritage.

M. Daniel Halévy se proposait, semble-t-il, de continuer et de mener au bout cette vie de Proudhon, l'histoire aventureuse d'un homme qui se tirait de la besogne de tous les jours et se lançait aux rêveries de liberté immense. Il y eut la guerre. Après la guerre? Il y eut, au département des manuscrits de la Bibliothèque Nationale, les papiers de M. Thiers, en quatre-vingts volumes in-folio : vingt-quatre volumes de correspondance, lettres reçues et les réponses. Quelle tentation, à laquelle on ne résisterait pas sans chagrin !

En le disant, je note la curiosité de cet essayiste. Et, quand j'essayerai de montrer comment se réunissent et composent une œuvre, ou composent l'esprit d'une œuvre, tant de velléités bien diverses, il ne faudra pourtant pas oublier cette curiosité de principe, et son caprice et la facilité avec laquelle toute chose l'attire.

Il s'agissait de Proudhon, voici Thiers. Il s'agissait d'un génie le plus désordonné qu'il y eût : et voici le petit monsieur Thiers si bien rangé, si bon administrateur de sa destinée, qui parfois se confond avec la destinée de la France, de sorte que la France est gouvernée avec méthode.

Les papiers de Thiers : c'est plus d'un demi-siècle d'histoire française. Et les correspondants de Thiers : Talleyrand, Lamartine, Béranger, Louis-Philippe, George Sand et, un instant, cette frivole, si intelligente, et qui n'avait point de repos à cause de tant de ferveur qui la tenait en éveil, Hortense Allart ; c'est Delacroix et Ingres, c'est Charlet, et Mignet, Mérimée, Victor Hugo, c'est le roi de Belgique, le maréchal Bugeaud, M. Guizot, le prince de Metternich, le grand Pasteur, le duc de Broglie, etc., et, comme dit Carlyle, tous ces héros ou fabricateurs de l'histoire. Quel dialogue, multiple et important! Chacun des mots qui furent dits ont eu de l'influence. Otez l'un de ces hommes ; il y a quelque chose de changé en ce monde, en leur monde et aussi dans le nôtre. Supposez différente l'une des réponses de Thiers : un événement se modifie ; et la chaîne des événements, par laquelle nous sommes tenus au passé, n'est plus la même.

Cela est considérable et auguste, comme le secret de la fatalité

ou du hasard : et l'on voit, parmi le hasard ou dans la rigueur de la fatalité, s'insinuer cet élément furtif, la volonté ou le caprice d'un chacun : spectacle digne de remarque.

Puis, la futilité se mêle aux graves péripéties. Nous sommes en plein dans la politique, et survient le divertissement des beaux-arts, littérature, comédie et peinture. C'est Mérimée qui voudrait être académicien et qui ne l'avoue pas sans plaisanterie, parce que la sincérité est ce qu'un homme de lettres a quelquefois de plus timide. C'est Rachel, qui serait contente si M. Thiers la trouvait à son goût dans le rôle de l'énergique et aimable Esther. C'est M. Ingres à qui Thiers propose de décorer la Madeleine, mais il se plaît à Rome et n'a point envie de « remonter sur le théâtre du monde. » Une autre fois, Thiers lui demande, puisqu'il veut rester en Italie, de faire, pour sa collection d'opulent bourgeois, des copies des grands maîtres italiens. « J'ai fait beaucoup de copies, répond M. Ingres ; mais, à présent, quand je fais quelque chose, je signe Ingres. » Et c'est bien répondu. M. Ingres qui n'est pas commode, autant dire que les beaux-arts se fâchent et refusent l'impertinente familiarité de la politique.

M. Daniel Halévy s'amuse de ces anecdotes et puis revient à la politique, où il s'amuse davantage. Il a vu Thiers journaliste, ennemi des prêtres et des nobles, financier, historien de la Révolution, mathématicien, critique d'art, ministre de l'Intérieur et maître de la police, ministre des travaux publics, ministre des affaires étrangères, italianisant et qui écrit l'histoire de Florence, organisateur d'armées, ingénieur militaire, historien de Napoléon, orateur à la tribune, habile aussi dans les couloirs du Palais Bourbon, et qui fronde une royauté, l'abat, pour en fonder une autre, servant celle-ci, la desservant, petit et grand bourgeois, et qui sauve la société, chimiste et astronome, et sauveur de la France, à ce qu'il semble, et libérateur du territoire et qui, passé quatre-vingts ans, va briguer les suffrages des électeurs parisiens. Il rédige son manifeste ; et, en pleine besogne, il meurt : il avait encore du travail pour longtemps. Qu'est-ce que M. Daniel Halévy pense de cet étonnant bonhomme ? Il donne, en manière de conclusion, cette lettre de Flaubert, qui revient des funérailles de Thiers : « Je vous assure que c'était splendide... Je n'aimais pas ce roi des prud'hommes, n'importe ! Comparé aux autres qui l'entouraient, c'est un géant ; et puis il avait une vertu rare, le patriotisme. Personne n'a résumé comme lui la France ; de là l'immense effet de sa mort. » Voilà ce que pense

Flaubert. Et M. Daniel Halévy ? Sans daigner le dire, il le laisse voir : il s'émerveille de tout ce qui peut tenir d'activité dans une vie humaine, et d'attrayante incertitude, et de ferveur, et de curiosité contente.

Thiers et Vauban : deux hommes qui n'ont pas eu de cesse ; deux activités, s'il en fut. Mais il y a cette différence, d'une activité moderne, et qui subit les tribulations du monde moderne, dans lequel toutes choses changent très vite et à ce point qu'il faut changer avec elles sous peine d'être laissé à l'écart dans le marasme de l'inefficacité orgueilleuse et triste, et d'une activité ancienne, qui participe de la continuité environnante et y accomplit sa tâche sans faute, sans repentir, sans agitation vaine, et la peut rendre bien durable.

D'ailleurs, cette comparaison ou ce parallèle de Thiers et de Vauban, M. Daniel Halévy ne l'esquisse pas, ne l'indique pas. Il venait de Thiers ; il est allé à Vauban. Arrivé à Vauban, par un chemin qu'il ne dit pas, il fut tout à ce héros de l'ingéniosité patiente et de la modestie dévouée : avait-il oublié M. Thiers? il ne dit pas qu'il s'en souvienne. Il étudie Vauban, comme fait un bon historien, sans préoccupation ni recherche d'autre chose que de l'exacte vérité ; l'on ne sent pas du tout qu'il ait une intention démonstrative ; on aperçoit qu'il aime, en Vauban, le serviteur digne et parfait d'une besogne qui, du reste, valait tant d'effort. Il n'a pas, cette fois, comme pour Pierre-Joseph Proudhon ou Marie-Joseph-Louis-Adolphe Thiers, découvert une mine de documents nouveaux d'où surgisse un personnage, sinon tout neuf, en tout cas habillé de neuf et singulier dans son accoutrement imprévu. C'est un plaisir de moins, mais qui n'est pas indispensable et qui laisse beaucoup de plaisir encore. La plupart des historiens ne savent pas montrer un homme : et le voici, vivant et agissant, comme ont pu le voir ses contemporains, mieux encore, parce que les contemporains sont distraits.

Mme de Sévigné, dit M. Daniel Halévy, ne semble pas l'avoir connu ; Mme de Sévigné est curieuse de la cour : et Vauban n'est pas de la cour... C'est diminuer injustement l'esprit de notre Sévigné ; elle a beaucoup plus d'intérêt en ce monde. Puis, à défaut de Mme de Sévigné, il y aurait à citer Mme de La Fayette qui, dans ses *Mémoires de la Cour de France pour les années 1688 et 1689*, où il faut qu'on admire la grâce nette et la justesse vive de son intelligence, ne méconnaît pas Vauban : « C'est un homme en qui M. de Louvois a beaucoup de confiance et en qui il n'en peut trop avoir ; d'un commun consentement, personne n'a plus d'esprit ni de

mérite que lui. » A Philisbourg, dont le siège « roulait sur lui » plus que sur d'autres qui en ont tiré plus d'honneur, M. de Vauban « n'était occupé que d'épargner du monde et craignait extrêmement les actions de vigueur. » Regardez-y et songez au discret langage d'une époque où l'on n'avait pas encore usé les mots, tout le plus grand éloge de Vauban est dans ces petites phrases, avec l'indication de son caractère et de sa méthode, avec l'estime et l'amitié qu'on aime à lui devoir.

Le portrait de Vauban, si M. Daniel Halévy le fait avec un soin très délicat, minutieux, et à merveille, il l'a montré d'abord où on le peut le plus magnifiquement contempler; c'est dans son ouvrage, la France telle qu'il l'a, ce Vauban, dessinée : « Nul homme n'a davantage marqué le sol de sa patrie. Toutes ses villes frontières, Vauban les a armées, et si fortement ceinturées qu'elles restent prises dans les limites qu'il leur a données; le tumulte moderne se resserre et se range un instant pour passer sous ses portes sévères... Nul homme n'a davantage touché le cœur de sa patrie. Il en a été touché lui-même; il l'a aimé, cherché... » Versailles est beau, l'emblème d'un grand faste français, d'un goût français que servent l'opulence et le légitime orgueil; mais il y a plus beau encore : « C'est la frontière de l'ancienne France; c'est ce savant et subtil réseau de places fortes, de plaines inondables, de batteries, de canaux, cette cuirasse de pierre, d'eau, de terre, de feux croisés, qui a dessiné la France, qui la dessine encore. Nous n'en apercevons jamais qu'un détail, la pente d'un talus, l'écusson d'une entrée. Ce détail souvent nous gêne et nous le détruisons; tel bastion est rasé, telle porte tombe. Mais nous avons beau faire, l'œuvre est toujours debout, plus haute que nos atteintes. » Vauban n'est point un homme qui reste confiné en son temps; car, de son temps, il vient à nous, utile encore. Dans la dernière guerre, il a servi. Quand il était gouverneur de Dunkerque et fortifiait cette place, il avait calculé le jeu des écluses de manière à inonder les terrains bas vers Nieuport et Dixmude : après deux siècles, on a employé ses travaux et nos ingénieurs de 1914 ont ouvert, selon ses plans, les portes qu'il avait préparées pour barrer la frontière. Des ouvrages qu'il avait disposés à la limite de l'inondation reçurent les obus allemands : leurs gazons protégeaient nos troupes.

Chacune des études de M. Daniel Halévy que j'ai indiquées, et qu'il a faites pour elles-mêmes, l'une indépendamment des autres, sans nul souci que de la bien faire, dans un esprit de vérité, a (comme

on dit) sa valeur objective. Nous avons, du même auteur, — et ce pourrait être d'auteurs différents, de plusieurs spécialistes, — un Nietzsche, un Proudhon, un Thiers, un Vauban : l'on remarquerait que ces auteurs et différents spécialistes ont une vive intelligence, un bel entrain de savoir, beaucoup de soin, de la méthode, un joli art d'écrire.

Mais enfin, cette curiosité qui va et vient, qui se déplace et, en quelque endroit qu'elle se pose, paraît bien établie, et puis se remet en voyage, cette curiosité de plusieurs pays et de plusieurs époques, n'a-t-elle pas son intention qui l'anime et qui, en tous lieux et en divers temps, reste un peu la même? On pourrait supposer que non. La curiosité, notamment celle de l'histoire, sans cesse aguichée à la recherche des documents, souvent récompensée par leur trouvaille, et ainsi relancée, est une passion qui donne assez de plaisir pour exciter le grand zèle de toute une existence. Mais la curiosité de M. Daniel Halévy, et qui est bien de cette espèce, a pourtant aussi son projet qui en dépasse l'amusement perpétuel ou fréquent.

A ses livres d'histoire, ajoutons, pour le mieux entendre, ses autres livres, et qui sont principalement d'hier et d'aujourd'hui, souvenirs et méditations relatives à notre temps. Souvenirs et jugements, souvenirs d'une qualité particulière ou, plutôt, générale : les souvenirs, non de l'auteur, mais de son groupe et de sa génération de jeunes gens; leur examen de conscience, fait par l'un deux, et leur jugement.

A propos de Jean-Marc Bernard, le mois dernier, j'essayais de montrer comment ce jeune homme et ses amis, à la veille de la guerre, étaient allés aux doctrines classiques et traditionnelles, avec beaucoup de fougue et avec plus de hâte, tout de même, que s'ils avaient prévu les événements pour lesquels ils devaient du jour au lendemain se trouver prêts, parce qu'ils ne voyaient que désordre autour d'eux et dans le legs de leurs devanciers. Or, M. Daniel Halévy appartient à la génération tout juste précédente et, soit dit sans offense aucune, à la génération du désordre.

L'un des ouvrages les plus singuliers de M. Daniel Halévy est cette *Apologie pour notre passé*, qui date des approches de la guerre. C'est un plaidoyer ; c'est la demande au moins de quelque indulgence, présentée d'ailleurs avec une digne fierté, avec autant de bonne foi.

« Notre passé : » vous vous attendez qu'il y ait là bien des choses, un grand tumulte d'événements... Pas du tout ! Un seul événement :

cette affaire judiciaire que j'ai mentionnée, et qui certes fit du grabuge. Ce n'est évidemment pas le seul événement de la période que M. Daniel Halévy appelle « notre passé; » mais, du moins, c'en est, à son avis, l'événement principal. Il le raconte; il en indique les épisodes; il indique l'opinion que son groupe y manifesta; il donne ses raisons, n'y met pas de forfanterie, et puis à la fin se demande quel a été le « tort » de son groupe. Non qu'il ait changé d'opinion, quant à lui; mais il a cependant l'impression d'un « tort, » et qu'il avoue.

Quel tort? C'est que, premièrement, tout cela, qui paraissait immense, n'a rien donné, ou presque rien, ou moins que rien peut-être.

Il avait une grande espérance. Laquelle? Une espérance un peu vague : elle n'en était que plus séduisante; l'espérance n'a pas besoin de netteté pour plaire. Il faut pourtant l'examiner, cette espérance, maintenant qu'elle a tourné à la déception, savoir ce qu'elle valait et, au bout du compte, savoir ce qu'elle était.

M. Daniel Halévy l'a bien examinée. Après cela, il la caractérise d'un mot : c'était « l'espérance révolutionnaire. » Eh bien! la révolution, prétendît-elle à créer un ordre nouveau, ne le crée pas tout de go. Elle fait d'abord du désordre, tout comme, avant de ranger sa bibliothèque, on la dérange et on la met sens dessus dessous. Le désordre : voilà précisément ce que trouvèrent, un beau jour, Jean-Marc Bernard et ses amis, et qui ne leur parut ni plaisant ni opportun.

Or, à la même époque, la génération des jeunes gens qui n'avaient pas craint le désordre commençait de s'interroger à ce propos. L'espérance révolutionnaire? dit M. Daniel Halévy, « réprimons l'ennui d'avouer que nous l'avons, si peu que ce soit, suivie. Nous avons écouté ses chants... » Il y avait de farouches démolisseurs : sans travailler avec eux, sans mettre la main à ce rude ouvrage, une jeunesse distinguée donnait son gracieux « consentement. » M. Daniel Halévy ajoute, avec une bien jolie douceur de mots : « L'instinct conservateur a été faible en nous... » Et tout cela est d'avant la guerre. L'information que la guerre a donnée ne va point à recommander le désordre.

Il est possible que je me trompe et que j'interprète à mon gré la pensée de M. Daniel Halévy, la pensée qui le guide et qui l'anime à ses divers travaux. Il la laisse à deviner plutôt qu'il n'a voulu la proclamer ou seulement la dire. Mais il me semble, depuis cet examen de conscience qu'il appelle *Apologie pour notre passé*, depuis le moment que « l'espérance révolutionnaire » lui devint et moins sûre et moins séduisante, un écrivain le plus fervent à la recherche

d'une autre certitude. Son *Proudhon* et son *Péguy*, son *Thiers* et son *Vauban*, ne sont-ils pas divers épisodes, moins différents que d'abord on ne l'imagine, d'une enquête fort bien menée ? C'est pourtant l'âme d'un certain socialisme qu'il interroge, dans Proudhon. Et c'est un autre socialisme qu'il examine, dans Péguy, un socialisme qui a tourné quasiment à l'inverse de lui-même, jusqu'à célébrer et adopter les idées les plus contraires à « l'espérance révolutionnaire. » En M. Thiers, ce qu'il regarde et qui lui paraît digne de ses regards, c'est un bourgeois. Et Vauban ? C'est un homme de métier. Puis, c'est un homme d'un temps qui n'admettait pas « l'espérance révolutionnaire » et qui peut-être n'avait pas tort : peut-être ! et il faut voir. Il y a bien, en ce Vauban, l'auteur de la *Dîme royale*, où certes on trouve du mécontentement et aussi de l'espérance ; mais n'allons pas non plus prendre l'auteur de la *Dîme royale* pour un révolutionnaire : M. Daniel Halévy est trop avisé, il a un sens trop juste de l'histoire, pour commettre pareille faute. Ce qui l'intéresse, en Vauban, c'est d'examiner comment, à une époque, je ne dis pas, sans désordre, — on ne connaît, en nul pays, aucune époque de ce genre, — mais où, du moins, on tâchait de diminuer le désordre et on ne comptait pas sur les bienfaits du désordre, on ne l'aimait pas, une tête bien faite à pu réunir le désir et le projet d'une amélioration de toutes choses avec la constante pratique du devoir quotidien et l'assiduité à l'utile besogne dans l'état de choses consacré.

L'« espérance révolutionnaire » a ce caractère : elle veut tout changer, ne voit rien qui lui plaise et prévoit tout à son gré ; elle détruit, fait table rase et bâtira sur terrain neuf ; elle improvisera. Elle supprime la continuité. Dès qu'on revient à consulter le passé, à lui demander sa leçon, quitte à ne pas la trouver sans défauts et quitte à ne pas la suivre tout droit, dès qu'on retourne à une idée de la continuité possible, ou désirable, ou inévitable, c'est qu'on a perdu l'espérance révolutionnaire. N'est-ce pas le cas de M. Daniel Halévy, devenu historien ?

Dans le *Proudhon*, le *Thiers* et le *Vauban* de M. Daniel Halévy, l'entente du passé est excellente : elle est sensible et amicale ; elle se montre en de jolies pages de tendre et souriante bonhomie.

Mais n'allons pas non plus faire de ce vif écrivain, qui n'a pas fini son enquête, et qui n'est point arrivé à ses conclusions, qui n'a peut-être ni l'assurance ni grand hâte d'y parvenir, ce qu'on appelle brusquement un « réactionnaire. » Ce n'est pas l'« espérance réactionnaire » qui le tente, comme autrefois, au temps de sa jeune

imprudence, l' « espérance révolutionnaire. » Il consulte, je le disais, le passé : le présent aussi, avec une incertitude méthodique, avec de bons yeux et un bon cœur, le plus sincère désir de vérité.

C'est un beau livre, un très beau livre, et très amusant, très pathétique, et simple et vrai, tout plein de doute et, dans le doute, plein de ferveur, ces *Visites aux Paysans du centre*. Visites de 1910 ; et visites de 1920 : la guerre est dans l'intervalle. « Vous êtes donc revenu visiter nos campagnes? lui demande un de ses amis de là-bas. — Oui. Je passe tous les dix ans. Dans dix ans, vous me reverrez; ce sera probablement pour la dernière fois... » Il y a, dans ces notes de voyage, un ton de gravité, voire un fond de mélancolie, mais qui n'attriste pas toutes choses et qui admet une aimable gaieté, par moments, qui surtout laisse à l'esprit sa netteté de vue, son intérêt bien éveillé.

Parcourons ce beau livre; et n'y cherchons point un système. Voici « une ondulation de cultures, de hameaux, une agitation douce et sans terme ; » c'est le Bourbonnais. Et voici le clocher d'un village, Cérilly, où demeurait l'auteur de *la Mère et l'Enfant*, Charles-Louis Philippe, notre « Poverello, » car il aimait la pauvreté comme, jadis, en Ombrie, l'aima saint François. M. Daniel Halévy a connu Philippe et se souvient de lui dans son village. Philippe avait quitté son village et avait couru son aventure; puis il était « revenu aux inspirations de sa terre. » Il écrivait *Charles Blanchard*, quand il est mort. « Jusqu'où l'eût mené son retour? Vers quelles croyances, ou quelles sagesses? » demande M. Daniel Halévy.

A Cérilly, M. Daniel Halévy a rencontré M. Bodard, qui est charcutier, mais érudit, et qui a une salle où il tue ses porcs, mais une chambre où il a ses livres et archives. M. Bodard étudie avec un soin très heureux l'histoire de son village et des environs. Somme toute, on vivait, en ce lieu, autrefois : on vivait bien, on vivait mal, on vivait. Il y avait et il y a l'église : elle tient compte d'un fait important, c'est la mort. « De là vient sa force inébranlée ; elle seule s'obstine à ne pas oublier la destruction des êtres dans une humanité croyante aux idéologies optimistes, et sa persistante mémoire s'est fixée dans les pierres... » A présent? « On combat la mort par l'hygiène, à laquelle sont dus quelques succès qui intéressent les gens distraits. » L'on aperçoit encore, à Cérilly, l'ancienne France rurale et patoisante : triste? vous la croyez triste, après avoir consulté les obituaires, document le mieux et le plus fidèlement gardé. Elle était, l'ancienne France, « et nonobstant les tristesses, riche en danses et chansons,

donc en joie. » Cela n'est pas dans les archives ; cela subsiste dans les cœurs pareils.

En plusieurs villages du Bourbonnais, M. Daniel Halévy salue ses amis paysans, cause avec eux, s'informe de leur prospérité ou du contraire, de leurs travaux, de leurs projets, de l'état de la terre et des âmes. Ses amis, c'est à Ygrande M. Guillaumin, que l'on voit, la fourche à la main, retournant son fumier, et qui a écrit, mais entre temps, *la Vie d'un simple*. Ailleurs, ce sont des paysans qui n'écrivent pas, qui travaillent de leur métier de paysans, qui ont aussi leurs idées, plus ou moins socialistes : un peu anarchistes, M. Létang. Mais M. Norre est un magnifique défricheur de sol qui ôte les cailloux et fait des champs ou des prés. De chacun de ses amis, M. Daniel Halévy dessine, peint et anime le portrait, d'une façon charmante et admirable. On les voit et on les entend ; on les aime, on les plaint, on demeure auprès d'eux.

Il est allé les voir deux fois, avant et après la guerre. La campagne s'est enrichie. Faut-il conclure avec plaisir que tout va bien ? Non. Et l'enrichissement n'est pas tout le progrès.

M. Guillaumin reste quasiment socialiste : « Il faut, dit-il, que le paysan entre de plus en plus dans le courant de la vie universelle. » Voilà ce que dit M. Guillaumin. Et M. Daniel Halévy : « La vie universelle, idole lamentable ! » M. Létang, qui était un peu anarchiste : « Être bon, faire un peu de bien autour de soi, c'est la vérité. » Il a resserré sa vérité ; maintenant, il regrette de ne pas être « un bon curé de campagne qui dit sa messe sans trop y penser et qui fait du bien autour de lui. » Létang, dit M. Halévy, « est une source vive, on l'écoute comme l'eau jaser. » M. Norre, en de nouvelles entreprises de culture, à peu près héroïques, rencontre mille difficultés administratives et maudit les « lois sociales, » que M. Daniel Halévy ne songe pas à défendre.

Ces paysans, même « avancés, » on peut les considérer comme des conservateurs, « si c'est être conservateur que répugner aux destructions et ne vouloir modifier qu'en construisant, » dit M. Halévy. Lequel, et à plusieurs reprises, pose des questions de ce genre : « Peut-être est-il nécessaire que l'homme, pour affronter des tâches qui dépassent ses forces... » et, par exemple, vivre... « s'attache à des croyances qui dépassent sa raison... » Cet historien a pris la leçon du passé ; ce promeneur, qui a l'air de baguenauder, est un homme en chemin.

André Beaunier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le 2 août, lord Curzon avouait ne pas savoir ce qu'il ferait sa semaine suivante. Nous le savons maintenant : il a fait une faute. Même si elle contenait quelques vérités utiles, il serait impossible de qualifier autrement la note anglaise du 11 août. La lettre du 20 juillet au comte de Saint-Aulaire était, nous le constations, « modérée et amicale ; » le ton de celle-ci est dur, acrimonieux. Si le Gouvernement de Sa Majesté a éprouvé, à la lecture des notes française et belge du 30 juillet, du « désappointement, » c'est de la douleur que les Français ont ressentie en prenant connaissance de la note britannique. Malgré tant de déboires, l'Entente nous reste chère parce que le souvenir de la guerre nous reste proche ; nous souhaitons la maintenir, nous déplorons ce qui la compromet, mais nous n'entendons pas en faire les frais.

Il suffira d'analyser brièvement la note du 11 août, car, si elle est longue, elle apporte peu d'arguments nouveaux ; mais elle soulève quelques discussions qui ont particulièrement blessé la sensibilité française. Tel est le débat sur la légalité de l'occupation de la Ruhr ; lord Curzon la conteste, la nie ; il se couvre de l'autorité des juristes anglais ; mais il se met en contradiction flagrante avec les Gouvernements précédents et avec lui-même. Que l'occupation de la Ruhr soit conforme à la lettre et à l'esprit du traité, c'est l'évidence même ; ce fut, notamment, l'évidence pour le Gouvernement britannique en juillet 1920, lorsque M. Lloyd George signait l'accord de Spa où, au paragraphe 7, est prévue « l'occupation d'une nouvelle partie du territoire allemand, région de la Ruhr ou toute autre, » pour le cas où les livraisons de charbon par l'Allemagne ne seraient pas suffisantes ; c'était encore l'évidence, en 1921, quand le Conseil suprême envoyait à l'Allemagne l'ultimatum du 5 mai. Et, dans les deux cas, c'était bien de réparations qu'il s'agissait ; les textes sont

formels. Les Anglais reprochent volontiers à M. Poincaré la forme, trop juridique à leur gré, de ses argumentations ; il faut avouer que quand ils s'essayent à le suivre sur ce terrain, ils ne sont pas heureux. Le Gouvernement de M. Bonar Law, où lord Curzon était déjà Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, a déploré, en janvier dernier, l'occupation de la Ruhr ; il n'en a pas contesté la légalité. Pourquoi donc aujourd'hui le Gouvernement de M. Baldwin s'avise-t-il un peu tard d'un tel expédient ? C'est que, si l'occupation de la Ruhr n'est pas contraire au traité, rien ne peut excuser l'erreur que le Gouvernement de Londres a commise en ne s'associant pas à la France pour faire cesser la résistance allemande, source de toutes les difficultés politiques et économiques qui troublent l'Europe. Il faut bien alors invoquer, comme le font les journaux libéraux, le sentiment anglais de la justice, l'idéalisme britannique, car la politique anglaise a toujours pratiqué l'art de voiler ses intérêts d'un brouillard d'idéologie. Mais, à l'opinion française, cette contestation publique de la légalité de l'occupation apparaît comme un acte déloyal parce qu'elle donne des armes à l'ennemi; elle pourrait faire croire que le Gouvernement anglais, dans la lutte actuelle, a changé de camp.

M. Poincaré, dans la lettre du 20 juillet, avait fait une allusion justifiée à l'occupation des départements français en 1871 ; la note de lord Curzon discute cette comparaison en termes particulièrement irritants pour la France. Comparer l'indemnité de guerre, formidable pour l'époque, que la France a payée avec une honnêteté sans exemple, alors que la lutte s'était passée sur notre territoire et que l'Allemagne n'avait eu à souffrir aucune dévastation, à la dette allemande de réparations, est d'une si criante injustice qu'on se demande quel survivant de l'Angleterre d'avant 1900 a bien pu écrire un tel paragraphe; il nous oblige à nous souvenir de ce que fut, en 1870, et pendant les trente années qui suivirent, la politique de la Grande-Bretagne et qu'elle resta du côté du vainqueur, tant qu'il ne prit pas fantaisie à Guillaume II de chercher « sur l'eau » un nouvel avenir. La France, en 1871, a eu la volonté loyale de payer ; l'Allemagne d'aujourd'hui a la volonté de ne pas payer : voilà toute la différence !

Des autres passages qui ont froissé les légitimes susceptibilités de l'opinion française, nous n'en voulons plus retenir qu'un, c'est celui qui concerne la priorité belge dont lord Curzon semble déplorer le maintien. « Bien que cette priorité ait été accordée à un moment où l'ensemble des paiements qu'on attendait de l'Allemagne

était infiniment plus élevé que ceux sur lesquels on peut vraisemblablement compter désormais, la part belge n'a pas été réduite proportionnellement ; et cela a donc eu pour conséquence d'accorder à la Belgique une part hors de proportion avec les recettes effectives perçues à ce jour. En outre, elle a été entièrement tenue quitte de ses dettes de guerre envers les Alliés, dettes qui montaient à environ 300 millions de livres sterling. » Il faut, en vérité, enchâsser ces deux phrases pour l'édification de la postérité ! Le Gouvernement belge, dans sa réponse à la note anglaise, s'était flatté d'obtenir du cabinet de Londres la reconnaissance « d'une priorité spéciale pour la reconstruction des régions dévastées, » ce qui serait parfaitement juste et conforme à l'esprit qui animait le président Wilson et les négociateurs du Traité. Lord Curzon répond à M. Jaspar que sa proposition « repose sur une distinction quelque peu artificielle en ce qui concerne les dommages causés par l'ennemi. » Le Cabinet britannique estime qu'il « n'est pas aisé de concevoir quel argument peut être porté en faveur de cette proposition ; » l'Angleterre n'a-t-elle pas perdu des bateaux comme les Belges Ypres, ou les Français Reims, Verdun, etc? Lord Curzon écarte la suggestion belge.

Mais laissons ces débats irritants pour chercher ce que la note anglaise apporte de nouveau et quelles solutions elle préconise. Elle en revient toujours avec insistance sur la Commission « d'experts impartiaux. » Qu'est-ce qu'un « expert impartial? » C'est celui qui est de l'avis du Gouvernement britannique. Le paragraphe 24 laisse clairement entendre que la Commission des réparations n'est pas impartiale, parce que le représentant anglais s'y est trouvé souvent en minorité et que le président français a voix prépondérante. S'imagine-t-on à Londres que la France qui, en vertu des accords de Spa, a droit à 52 pour 100 de la dette allemande, s'en rapporterait, pour évaluer la capacité de paiement de l'Allemagne, à la Commission que propose lord Curzon, où domineraient les représentants des États qui furent neutres et qui sont sous l'influence d'autres pays intéressés à réduire le montant de la dette allemande ? Il faudrait que son Gouvernement eût complètement perdu le sens de son droit et de ses responsabilités.

Sur un seul point, la note anglaise nous apporte des precisions intéressantes. Le Gouvernement britannique limitera ses demandes au titre des réparations à une somme de 14 milliards 200 millions de marks or, représentant la valeur actuelle de la dette, récemment consolidée, de la Grande Bretagne envers les États-Unis. Seulement,

cette somme, si l'Angleterre ne la reçoit pas de l'Allemagne, elle est résolue à la demander aux Alliés qui ont envers elle des dettes de guerre. Rapprochez cette affirmation des moyens que préconise lord Curzon pour évaluer la capacité de paiement de l'Allemagne, et vous tenez la clef de la manœuvre : il s'agit de décharger l'Allemagne pour accabler la France. Mais, par ricochet, les autres États, tels que l'Italie, la Serbie, la Roumanie se trouvent englobés dans le coup de filet; ils devront, eux aussi, payer ce qu'ils doivent à l'Angleterre jusqu'à ce qu'elle ait touché l'intégralité de ses 14,2 milliards, et aussi ce qu'ils doivent à la France, puisque celle-ci serait elle-même appelée à payer au lieu et place de l'Allemagne ce que M. Baldwin s'est engagé, non sans quelque précipitation, à rembourser aux États-Unis. Il est naturel que l'Angleterre cherche à récupérer sur l'Allemagne ce qu'elle-même doit verser aux États-Unis. La France estime de son côté que tout ce qu'elle devra payer à ses alliés, c'est l'Allemagne qui aura finalement à en supporter la charge. Mais si l'Allemagne est insolvable, l'Angleterre se réserve de se faire payer par ses alliés. Ici éclate la divergence fondamentale. L'Angleterre met sur le même pied les dettes de guerre dues par l'ennemi vaincu et les dettes interalliées contractées dans le commun dessein de gagner la guerre; elle établit une solidarité entre ses propres alliés et l'Allemagne ; peu lui importe qui la paiera, pourvu qu'elle encaisse. Le traité a reconnu que l'Allemagne, responsable de la guerre, devrait en stricte équité en acquitter tous les frais; mais, conformément aux principes du président Wilson, remise de l'indemnité de guerre a été faite aux vaincus ; il a été entendu qu'ils ne paieraient que les réparations. Et ces dettes, dont remise est faite à l'Allemagne, il faudrait que les Alliés, entre eux, les paient? Or « chaque livre sterling ou chaque dollar que la France doit aux États-Unis ou à l'Angleterre représente le sang allié épargné; les marks-or de l'Allemagne représentent le sang allié versé. » Ce serait vraiment la victoire du vaincu! Il est en outre significatif de remarquer que les 14,2 milliards que l'Angleterre réclame pour sa part représentent exactement le pourcentage (22 p. 100) de l'Angleterre sur les 65 milliards de marks-or que le Cabinet britannique considère comme valeur actuelle de la dette allemande. A lire le texte de la note anglaise, on croirait que le Gouvernement de Londres s'impose un sacrifice : quand on y regarde de près, on s'aperçoit que le sacrifice est nul ; l'Angleterre ne renonce à rien sur l'état des paiements de Londres. C'est, encore une fois, son droit ; mais qu'elle ne s'imagine

pas, après avoir fait tout ce qui a dépendu d'elle pour dissuader l'Allemagne de s'exécuter, que la France paiera en son lieu et place. — A la fin de la note le Gouvernement anglais laisse planer la menace « d'une action séparée » ; à la fin de l'Annexe il nous avertit que si nous ne consentons pas à un arrangement, il nous réclamera les intérêts de nos dettes de guerre. Sans nous arrêter à ce que cette double menace comporte d'inamical, il faut en souligner la contradiction intime. Il n'existe, pour l'Angleterre, qu'un moyen honnête de recevoir son dû, c'est de s'unir à nous pour créer en Allemagne la volonté morale et la possibilité matérielle de payer.

Lorsqu'on a achevé la lecture de cette note où, à chaque pas, les affirmations réitérées, les paroles données par la France et la Belgique sont tenues pour rien et mises en doute sous la forme la plus désobligeante, comme si, seul au monde, un gentleman anglais était capable de loyauté, on se demande quelle a été la pensée, quel a été l'objet réel du Gouvernement britannique. A-t-il voulu, en avertissant la France qu'il la tient pour responsable des 14 milliards dus à l'Angleterre, lui faire entendre qu'il lui faut d'abord évacuer la Ruhr ? Peut-être, car le Gouvernement anglais demeure convaincu que l'occupation de la Ruhr n'a qu'un objet politique et qu'elle diminue la capacité de paiement de l'Allemagne ; la France aurait donc intérêt à la faire cesser ; si elle s'y obstine, elle en subira les conséquences. Par dessus la France et la Belgique, la note de lord Curzon ne viserait-elle pas les États-Unis? N'est-elle pas, en effet, une manière de leur dire : voyez, en nous réclamant nos dettes de guerre, les injustices auxquelles vous nous contraignez, les difficultés qu'indirectement vous soulevez ? Enfin, le Gouvernement britannique, à bout d'arguments, a-t-il voulu abattre ses cartes, étaler sa méthode devant l'opinion du monde civilisé et la prendre pour juge? Lord Curzon l'a dit sans ambages à l'ambassadeur de France en lui remettant son texte.

La France, lorsqu'il s'agit de ses intérêts vitaux, n'accepte le jugement d'aucun tribunal de ce genre ; mais elle ne redoute pas, en l'occurrence, le verdict de l'opinion loyalement éclairée. Pour le moment, nous avons la satisfaction de constater que l'effet produit est contraire aux espérances du ministère Baldwin-Curzon. En Angleterre même, si l'on veut trouver l'origine de certains arguments qui nous ont choqués dans la note du Foreign Office, c'est dans les diatribes du *Manchester Guardian*, ou dans les vitupérations de M. Garvin, dans l'*Observer*, contre M. Poincaré, qu'il les faut chercher.

La veille de la publication de la note, le 10 août, le *Manchester Guardian* reprochait à M. Asquith d'avoir qualifié l'occupation de la Ruhr d'impolitique, mais non pas d'illégale ou d'immorale, et ajoutait : « L'arme pacifique la plus forte que nous possédions pour combattre la politique française de la Ruhr consiste à en contester la légalité. » Jugement de la Cour de La Haye, arbitrage de la Société des Nations où l'Allemagne serait d'abord admise sans conditions, c'est ce que réclame chaque jour la presse libérale; on trouve l'écho de ces thèses dans la note du Gouvernement, comme s'il se proposait de donner des satisfactions à une opposition parlementaire qui pourtant ne cherche qu'à disloquer sa majorité. En revanche, la masse du parti conservateur, les *die hards*, ne cachent pas leur inquiétude, et déjà des yeux se tournent du côté de M. Austen Chamberlain. Le jour où la note fut publiée, l'accueil, dans la presse, fut généralement très favorable : enfin l'Angleterre affirmait sa politique et parlait net. « Quand l'Angleterre trouvera-t-elle le moyen de rompre l'Entente et de raviver son ancienne splendeur? s'écriait la *Westminster Gazette*. Redevenons les défenseurs de la justice et donnons au monde l'impulsion qu'il attend. » On allait enfin, exultait M. Garvin, mettre au pas ce Poincaré qui « poursuit une politique néo-napoléonienne d'annexions et d'exploitations égoïstes auxquelles serait associée la Belgique, mais qui se feraient au préjudice de tous les autres. La France, qui est déjà bien plus riche qu'avant la guerre, se rétablirait brillamment; elle jouirait d'une longue période de domination et de prospérité. L'Allemagne, à la longue, pourrait aussi se rétablir. La Grande-Bretagne, jamais : c'en serait fait de son existence commerciale... » Ainsi reparaissent à la surface de l'opinion les vieilles passions sous-jacentes. L'Angleterre s'irrite de ne pas conduire le jeu. Entre elle et la France, c'est une bataille politique qui est engagée.

Que l'on trouve un pareil langage dans les journaux de l'opposition libérale et travailliste, rien de plus naturel, mais que le Gouvernement conforme ses actes à leurs conseils intéressés, c'est de quoi surprendre. Et de fait, le public anglais s'étonne et déjà s'indigne. Il s'en faut que l'opinion anglaise et celle des Dominions soit unanime derrière M. Baldwin et lord Curzon comme la France l'est derrière M. Poincaré. A la satisfaction assez générale du premier jour a fait place très vite l'inquiétude : on s'est rendu compte, à l'accueil que reçut en France la note du Cabinet britannique, on s'aperçoit mieux encore après la réponse de

M. Poincaré, que l'Entente est en danger; on s'avise enfin que la politique du Gouvernement n'est favorable qu'à l'Allemagne et ne flatte que l'opposition; et « l'homme de la rue » ne comprend plus. Chaque jour arrivent d'Angleterre à M. Poincaré les encouragements les plus touchants : la politique française défend la paix de l'Europe et les intérêts de l'Entente. L'aristocratie conservatrice, une partie des libéraux de la nuance de lord Grey, pensent comme le peuple; la Cité et, dans la Cité, les manieurs d'argent, les banquiers, les gens du stock-exchange, encouragent seuls la politique du Cabinet Baldwin. La finance anglaise qui, par ses ramifications mondiales, est une puissance redoutable, est liée à la finance internationale et particulièrement à la haute banque allemande par des solidarités de toute nature dont les Allemands ont habilement serré les nœuds. Très nettement, dans ce milieu, domine l'opinion qu'il faut faire échec à la France, que le maximum des réparations qu'elle puisse toucher doit être à peine l'équivalent ce qu'elle devra payer à l'Angleterre; on lui laissera l'odieux des contraintes à exercer sur l'Allemagne sans le bénéfice de ses paiements. Les financiers anglais et américains ont acheté, à la faveur du change, des immeubles de Berlin, des usines, des mines; ils tiennent avant tout à la prospérité économique de l'Allemagne, fût-ce au détriment de l'Angleterre elle-même; et ils craignent par-dessus tout une révolution en Allemagne. Toute une presse à leur solde défend âprement leurs intérêts. Voilà la vérité dont le peuple anglais commence à s'aviser.

De hautes autorités intellectuelles ou politiques reconnaissent publiquement le bon droit de la France; nous ne saurions les citer toutes, mais comment ne pas mentionner l'article de M. J.-L. Maxse dans la *National Review*, la belle lettre de sir Valentine Chirol au *Times*; l'article sensationnel, répandu à des millions d'exemplaires, de lord Rothermere, frère du regretté lord Northcliffe, dans le *Sunday Pictorial* et dont le titre : « l'Europe sans l'Entente » dit tout l'intérêt; la campagne du *Daily Mail*, etc. Les élections partielles sont significatives : il y a quinze jours, c'était à Leeds, aujourd'hui c'est à Portsmouth que le candidat conservateur est élu après une campagne nettement pro-française. Au Canada et dans les autres Dominions, aux États-Unis, la thèse française trouve de nombreux défenseurs. Les yeux s'ouvrent. Que la nation anglaise sache bien que la France ne la rend pas responsable de ce que nous croyons être, dans l'intérêt même de la Grande-Bretagne et de l'Europe, une mauvaise politique; si nous disons parfois, pour plus de brièveté, « l'Angle-

terre, » ou « les Anglais, » nous savons établir les distinctions nécessaires. Si la note anglaise a voulu faire un appel à l'opinion universelle, son but est atteint; l'opinion se prononce, mais c'est en faveur de la cause française.

Lorsqu'à Charleville, le 19 août, devant un monument aux morts de la guerre, M. Poincaré célébrait une fois de plus, avec une si persuasive éloquence, la nécessité bienfaisante de l'Entente franco-britannique et disait son indéfectible espoir de la maintenir et de la resserrer, c'est sans doute au Gouvernement de Londres qu'il s'adressait, mais c'était aussi et surtout au peuple britannique qui, comme nous, pleure ses morts et, comme nous, veut la paix dans la justice. Après le discours de Charleville, toutes les portes restent ouvertes pour des accords nécessaires; les ponts ne sont coupés ni du côté de l'Angleterre, ni du côté de l'Allemagne et de son nouveau ministère.

Mais, pour que la situation fût nette, il fallait répondre à la note anglaise du 11 août. M. Poincaré l'a fait, le 20 août; il y a apporté une bonne humeur qui contraste avec l'aigreur du document britannique et qui révèle l'invincible confiance du Président du Conseil dans le sens pratique et l'esprit de justice du peuple anglais; sa dialectique est si forte, sa démonstration si vigoureuse et si claire, qu'on ne peut s'empêcher une fois de plus d'en faire honneur au génie latin et au grand homme d'État qui en incarne les plus solides qualités et qui soutient, pour la France et pour l'Europe, une si âpre et si douloureuse lutte. La note française se compose de deux parties : la première est un exposé général des principes de notre politique; la seconde est disposée, dans le *Livre jaune* où elle a été publiée, sur deux colonnes dont l'une reproduit le texte britannique tandis que l'autre y répond. A la base, M. Poincaré pose le traité et les droits qu'il confère aux Alliés; puis il énumère la longue série des concessions accordées à l'Allemagne, concessions qui n'ont jamais été payées de retour et qui n'ont eu d'autre effet que de l'encourager à de nouveaux manquements. Le désordre financier qui a mis le Reich dans l'impossibilité actuelle de payer, est son œuvre réfléchie et préméditée. L'occupation de la Ruhr, que le Gouvernement français ne désirait pas, n'a été que l'ultime moyen de peser sur la volonté allemande. Puis M. Poincaré établit la légalité de l'occupation et montre le caractère et les conséquences de la résistance dite « passive, » en réalité active et violente. Cette résistance est contraire non seulement au traité, mais à l'intérêt de

l'Allemagne; elle doit cesser. Le Gouvernement français a déjà indiqué plusieurs fois que la fin de la résistance aurait pour conséquence une modification radicale du caractère de l'occupation; M. Poincaré l'affirme de nouveau; il répète que la France ne restera dans la Ruhr qu'autant qu'il le faudra pour être payée et qu'elle n'a aucune pensée d'annexion. Le jour où l'Allemagne, qui n'a rien perdu de sa capacité de production et de ses moyens de travail, voudra restaurer sa situation financière, l'exemple de l'Autriche, beaucoup moins bien constituée et outillée, prouve qu'elle y réussira. Si la France lui permettait d'échapper aux conséquences de son agression et de sa défaite, c'est alors que se vérifieraient les paroles prononcées le 3 mars 1921 au Conseil suprême par M. Lloyd George : « Ce seraient les vainqueurs qui paieraient les frais de la défaite, et les vaincus qui récolteraient les fruits de la victoire. »

Le programme de la France est connu; la note le précise une fois de plus : 26 milliards de marks-or, c'est-à-dire sa part dans les obligations A et B, d'après le pourcentage de Spa, plus, dans les obligations C, les sommes équivalentes à celles qui lui seraient réclamées à elle-même par ses alliés. Elle a avancé des sommes énormes à l'Allemagne; elle ne peut ni interrompre ses travaux de réparations, ni les continuer indéfiniment à ses frais. Quant aux dettes interalliées, qui sont primées par les dettes de réparations, les Alliés ne sauraient se les réclamer entre eux avant même que l'Allemagne ait payé. La dette allemande est fixée; quant à sa capacité de paiement, elle peut être évaluée, non pas une fois pour toutes, mais, conformément au traité, périodiquement. Qu'on étudie la manière de concilier le relèvement de l'Allemagne et le paiement des réparations, soit. Nous y serons prêts le jour où la résistance aura cessé; mais qu'on ne sacrifie pas les réparations au rétablissement d'une richesse économique, dont aucune source n'est tarie et dont l'avilissement momentané a été voulu par l'Allemagne. Sur toutes ces questions, la France demeure prête à causer amicalement avec le Gouvernement britannique. Il serait aisé de s'entendre pour le paiement rapide de la dette allemande qui correspond à la reconstruction des régions dévastées, et de renvoyer à une date déterminée l'examen par la Commission des réparations du paiement de la seconde partie de la dette, ainsi que la question des dettes de guerre interalliées. « Nous ne supposons pas, dit en terminant M. Poincaré, que l'Angleterre veuille réclamer les dettes interalliées avant le paiement des réparations. Elle est certainement la première

à comprendre que, pour s'acquitter, la France doit d'abord avoir recouvré sa force contributive, avoir réparé ses désastres et s'être mise à même de lutter à armes égales contre la concurrence allemande. L'intérêt de l'Angleterre est sans doute que l'Allemagne se relève; il n'est certainement pas que la France soit abaissée. »

La mise au point est complète ; la note, d'un bout à l'autre, est comme soulevée par une puissance de logique, par un accent de vérité et de loyauté dont aucun résumé ne saurait donner une idée : c'est un monument historique qu'a élevé M. Poincaré. Il eût été prématuré d'aller au delà et d'entrer dans le détail des moyens de paiement qui pourraient être conseillés à l'Allemagne ; il lui appartient de les trouver elle-même; toute proposition de cette nature se heurterait à une fin de non-recevoir tant que le Gouvernement britannique encouragera la résistance allemande et n'aura pas compris la nécessité d'une entente avec la France et la Belgique et adopté les moyens de la réaliser. Le *Livre jaune* du 3 août contient, sur les moyens par lesquels l'Allemagne pourrait s'acquitter, des suggestions intéressantes et précises, notamment dans les instructions remarquables envoyées le 29 juin au comte de Saint-Aulaire.

Un seul problème, en réalité, est difficile : faire naître, chez le peuple et le Gouvernement allemands, la volonté de payer. A ce point de vue, un fait nouveau et important s'est produit : le chancelier Cuno a donné sa démission le 12 août, et le président Ebert a appelé un ministère de grande coalition, présidé par M. Stresemann, à lui succéder. Sur la constitution du nouveau Gouvernement et sa politique, nous aurons à nous expliquer dans la prochaine chronique. La note du Gouvernement britannique, survenant au moment même où se formait le nouveau ministère, l'a encouragé à persister dans la politique ruineuse de la résistance passive. Les dispositions de Berlin dépendent des fluctuations de l'entente franco-anglaise; un accord complet, s'il se réalisait, briserait la volonté allemande de résistance et, du même coup, sauverait l'Allemagne. Entre Paris-Bruxelles et Londres, tous les arguments ont été échangés, toutes les thèses exposées : il n'y a plus rien à ajouter. Il sied pour le moment de laisser à l'esprit loyal de M. Baldwin le loisir de méditer sous le beau ciel d'Aix-les-Bains et à l'âme fougueuse du marquis Curzon le temps de s'apaiser dans le calme de Bagnoles de l'Orne.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

UNE ENQUÊTE

AUX

PAYS DU LEVANT

IX [1]

ANTIOCHE ET LA TRAVERSÉE DU TAURUS

XVII. — ANTIOCHE

Au seuil d'Antioche, sur le pont de l'Oronte, un homme s'approcha rapidement de notre voiture, nous nomma et se nomma. Il tenait à la main une lettre des Pères Capucins, une invitation à venir loger chez eux. Depuis deux jours, il nous attendait là. Nous le suivîmes. L'humble maison de bon accueil ! Quelle amitié nous y reçut ! Pauvreté, silence, gentillesse, tout y touchait le cœur et reposait des voyageurs exténués. La petite cellule respirait la saine odeur d'un large lavage au pétrole, qui fut répété chaque matin. Pas de punaises, pas de moustiques. Un petit déjeuner remarquable.

Mais je m'attarde aux choses secondaires. On pense bien que, sans plus attendre, j'eus à visiter, avec la pompe accoutumée, les classes de mes hôtes. Des petits gros Turcs, bien râblés, après nous avoir donné un échantillon de leur culture intellectuelle, passèrent à la culture physique et firent superbement leurs exercices respiratoires, en chantant à notre gloire une chanson que les Pères leur avaient apprise.

Copyright by Maurice Barrès, 1923.

(1) Voyez la *Revue* des 15 février, 1er et 15 mars, 1er avril, 15 mai, 1er et 15 juin, 1er juillet.

— Vous voyez, me disent ceux-ci, nous avons à cette heure soixante-cinq élèves. Nous leur donnons l'enseignement primaire français et arabe, et, pour lutter avec la mission anglaise, nous avons ouvert un cours d'anglais. Soixante-cinq petits garçons! Nous en aurions aisément trois cents, Grecs, Arméniens, Musulmans, mais nous sommes si pauvres! Songez qu'il n'y a pas douze de ces enfants pour nous payer. Et combien? Quarante-cinq francs par an. Quant au Gouvernement français, il nous donne une allocation annuelle de trois cents francs. Aussi vous voyez dans quels locaux étroits nous sommes confinés... Malgré notre misère pourtant, depuis cinq ans, au fur et à mesure des occasions, nous avons acheté pour quinze mille francs de terrains contigus à notre résidence. J'ai en vue deux petits immeubles... Ils nous coûteraient dix mille francs... Avec vingt mille francs de bâtisses et de frais, en tout une affaire de trente mille francs, nous serions installés de manière à faire de l'effet sur la population. C'est dur! Nous nous heurtons à un fanatisme extraordinaire des Grecs orthodoxes, soutenus avec une grande vigueur financière et politique par la Russie...

Des garçons, nous sommes passés aux filles. Elles sont une centaine, sous la direction des sœurs de Saint-Joseph de Lyon, et parlent un peu le français. Parmi elles, quinze orphelines, arrachées au massacre de 1909. Une petite de cinq à six ans me tend un bouquet. C'est la favorite des religieuses. Quand elles la recueillirent, son père et sa mère égorgés, elles durent d'abord lui trouver une nourrice. Tout cela pauvre, charmant, bien noble. Ces dames et leur petit monde occupent un immeuble « sans façade sur la rue » (ce qui les désole) à raison de neuf cents francs par an.

— Mais, continuent-elles, à chaque renouvellement de bail, le propriétaire, exploitant l'embarras où nous serions de déménager, augmente ses prétentions. Nous voudrions acheter un terrain et faire construire. Avec quel argent? La France nous attribue pour notre école des filles cinq cents francs par an; et de nos petits élèves, quasi personne ne paye. Ah! nous trouverions des orphelines tant que nous voudrions, si nous pouvions les nourrir gratuitement. Les Américains en ont eu beaucoup après les massacres...

Ainsi me parlent les capucins et les sœurs de Saint-Joseph, et enfin ils me dévoilent leur grande pensée: fonder un hôpital

ou tout au moins un dispensaire. Pour venir à bout de toutes ces ambitions, collège de garçons, collège de filles, orphelinat, dispensaire, ils demandent soixante mille francs :

— Quel que soit l'établissement étranger, allemand, ou italien, qui viendra s'installer dans cette ville, d'emblée il obtiendra de son gouvernement une subvention de première installation au moins égale à cette somme. Je l'affirme d'après ce qui se passe dans des villes voisines. Eh bien ! la France, qui a partie liée avec nous à Antioche, ne sent-elle pas son intérêt de nous aider ? Elle sait bien qu'au temps des massacres de 1909, nous tous, religieuses et missionnaires, nous lui avons fait honneur.

« La France sait... » Mais c'est la question, mes Pères ! Tandis que je visite les deux écoles, j'ai été rejoint par notre consul, M. Albert Potton. Voilà un homme ! Mais qui le connaît ? Je puis le peindre en toute liberté, aujourd'hui qu'il est mort ; et je ne ferai pas d'éloquence d'épitaphe, car je copie quelques lignes de ses états de service : « Pendant la crise de 1909, se trouvant à Beyrouth, sur le point de partir en congé, il apprend les massacres d'Antioche, revient en toute hâte à Alep, et rejoint son poste en pleine insurrection. Il use de son autorité pour des Arméniens cachés, et sauve des vies en les plaçant sous sa protection. Le commandant du navire anglais en mission communique ce court rapport : « M. Potton domine la situation et le calme est rétabli. »

Des mots bien froids. Mais voyez ce qu'ils contiennent. A Beyrouth, un débat intérieur : « Je suis en congé. Est-il nécessaire que je revienne ? » Au retour, d'Alep à Antioche, de grandes chances d'être massacré par les bandes qui battent la campagne. A Antioche, il prêche, il menace les autorités ottomanes, complaisantes aux massacres, et même couvertes de sang ; il hospitalise chez lui, pendant plus de deux mois, plus de cent femmes et enfants, dont plusieurs blessés ; il ramène chez lui plus de trente malheureux qui, de crainte d'être égorgés, se cachaient dans des grottes des environs... Eh bien ! Albert Potton est mort en 1921, pas même décoré. L'excuse de l'administration, c'est qu'il n'a rien fait que ce que faisaient notre consul d'Alep, l'admirable Roqueferrier, et les religieux d'Alexandrette, de Tarse et d'Adana.

Moi, simple passant, j'ai pour devoir de leur rendre

hommage, parce que j'enquête sur la spiritualité française en Orient. Ici je pénètre dans la région des massacres, où des pédagogues et des fonctionnaires ont accepté, comme la chose du monde la plus naturelle, l'espèce d'obligation qui leur était faite de devenir des héros. Nos maîtres donnent l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire, l'enseignement professionnel, et puis, l'heure venue, pour le même prix, ils montrent la figure de la France. Si j'avais à leur dresser un monument symbolique, je voudrais représenter ce Lazariste, le père Dillange, qui, en 1910, à Akbès, promenant son école, rencontra un chien enragé. Pour couvrir ses enfants, il se jeta au-devant de la bête. Il fut mordu et mourut dans d'effroyables souffrances. Quelle image de la haute idée que se font de leur rôle de protecteurs les représentants de la France, religieux ou laïques! De tels hommes rétablissent dans notre esprit une heureuse moyenne, aux moments où les mauvais aspects de la vie menacent de remplir le champ de notre vision.

LA VISITE D'ANTIOCHE

Au sortir des classes de garçons et de filles, le consul et les deux capucins m'ont emmené visiter la ville. Une petite bourgade, adossée à des rochers stériles, et qui n'occupe qu'un coin de la vaste enceinte dessinée par les murailles antiques. Des ruelles désertes et sans symétrie; çà et là, des places, qui souvent ressemblent à des mares; des maisons petites et basses, à cause des tremblements de terre, et qui communiquent par des cours enchevêtrées. Peu de fenêtres et très étroites, barricadées et le plus haut possible. La place des cafés, dans la rue principale, près du pont de l'Oronte, aimable, sans la sécheresse arabe. Tout cela vieillot, gentil, compliqué. On dirait une ville de secret et de mystère. Nous n'avons pu entrer dans les mosquées, qui gardent des formes d'églises et parfois, paraît-il, recouvrent des cryptes. Basilique de l'apôtre Pierre, où fut trouvée cette sainte lance qui d'abord sauva la première croisade et qui, par la suite, fut disqualifiée; et vous, rotonde byzantine, qui renfermiez une image miraculeuse de Notre Dame; églises de saint Jean Chrysostome, des saints Côme et Damien, de sainte Mesme, de saint Siméon, qu'êtes-vous

devenues? Les vainqueurs vous ont-ils islamisées, ou bien la montagne, ravinée par les pluies et qui ne cesse pas de glisser avec les débris de ses fortifications dans la vallée de l'Oronte, vous a-t-elle ensevelies? Nul ne s'en inquiète dans cette petite ville, humble et charmante, d'Antakiyé. C'est assez d'y jouir de la brise de mer qui rafraîchit continuellement l'été, et d'aller s'asseoir à l'ombre des micocouliers, auprès de la rivière.

Au milieu de ce village, oublieux et replié sur lui-même, la maison hospitalière du consul. A l'extérieur, une espèce de couvent, et puis on pénètre dans une vaste cour, plantée d'orangers, de néfliers et de mandariniers. Elle sert, au mois de juin, de salle de réception, et sur ses tables s'étalent les journaux, les revues, les livres de France. Nous y avons déjeuné à l'ombre de deux superbes orangers, pour retourner bien vite à notre visite interrompue.

Cette fois, nous sommes sortis de l'Antakiyé moderne, pour nous promener sur l'emplacement de la vieille Antioche, parmi des rocailles, des caveaux, des ronces et quelques vergers. Les siècles ont effacé du sol cette superbe cité, qui fut la troisième de l'Empire, la plus belle et la plus étendue après Rome et Alexandrie; et des milliers de chefs-d'œuvre qui la décoraient, on ne peut me montrer que deux sarcophages et la statue d'un inconnu, recueillis dans la cour du sérail. Sur sa poussière subsiste seule la couronne dentelée de ses remparts byzantins. Leurs énormes murailles, flanquées de trois cent soixante tourelles, suivent d'abord l'Oronte, puis escaladent la montagne. Ils enferment dans leur enceinte quatre collines, nous faisant ainsi souvenir qu'Antioche s'élevait en partie dans la plaine et en partie sur les hauteurs. Aujourd'hui, beaucoup de tours, près d'Antakiyé et de l'Oronte, ont été rasées ou transformées en maisons, mais toutes, ce me semble, subsistent, à partir du point où la muraille s'élève le long des pentes et suit les sinuosités de la montagne. J'ai erré tout l'après-midi dans ce désert où rien ne guide l'imagination. Que donneraient des fouilles? Contenau distingue mal sur quels points il les tenterait. Les repères font défaut, les débris du passé ayant été indéfiniment repris dans de nouvelles constructions, elles-mêmes démolies, puis relevées, vingt fois.

A travers un champ de blé, sous les oliviers, les figuiers, les

noyers, nous atteignons la place du théâtre, et de là nous contemplons, par-dessus l'Oronte, la plaine que ferme au loin la masse blanche de l'Amanus, noyé dans les vapeurs. Les habitants d'Antioche, quand ils assistaient aux représentations, étaient assis, le dos à la montagne, et avaient cet incomparable horizon comme toile de fond sous les yeux. Les acteurs, au contraire, jouaient face aux rochers qui les surplombaient. Cette disposition fait comprendre ce qui se passa dans ce jour tragique où, tout Antioche étant joyeusement rassemblé au théâtre, l'acteur aperçut par-dessus les têtes du public les archers perses sur la crête du Silpius : « Voilà les Perses! » criait-il, et si bien, le malheureux, que tout l'auditoire l'applaudit, mais déjà les flèches pleuvaient...

Je regarde la plus proche prairie. Dans ce bel horizon où se reflète, ce soir, un sourire tout plein de divinité, nos aïeux ont terriblement souffert, eux-mêmes impitoyables et menés à la fois par leur avidité et par le plus haut mysticisme. Rien de plus aisé que de revoir les épisodes des deux sièges, celui qu'ils mirent devant Antioche et celui qu'ils y subirent après leur victoire. L'Oronte franchi, ils étaient venus camper dans ces prairies au pied de la ville, mais ils ne purent jamais l'investir totalement : la partie des murailles construite sur la montagne ne fut pas bloquée, le terrain y faisant trop de difficulté; en sorte que par là-haut, chaque jour, les musulmans furent ravitaillés, tandis que les nôtres mouraient de faim... Laissons nos barons et leurs troupes un peu régulières, pour regarder les ribauds, la sainte piétaille (sainte par ses souffrances au milieu de ses crimes), tout ce peuple de pèlerins-soldats que l'on nommait la gent du roi Tafur. Les voici peints sur le vif par le pèlerin qui rima la *Chanson d'Antioche :*

« Ils ne portent avec eux ni lance ni épée, mais guisarme émoulue et massue plombée; et le roi Tafur, une faulx qui moult bien est trempée. Ils ont leur sacs pendus par une corde à leur col; les côtes, nues; les panses pelées; les genoux rôtis; les chaussures, crevées. De quelle manière manger? Pierre l'Ermite étant assis devant sa tente (là, dans cette brûlante prairie), le roi Tafur y vint et beaucoup de milliers de ses gens étaient déjà morts de faim : « Sire, conseillez-moi, par sainte charité, car vous voyez que nous mourons de faim et de misère. » Et Messire Pierre répondit : « C'est par votre lâcheté. Allez, prenez ces

Turcs qui sont là jetés morts. Bons seront à manger, s'ils sont cuits et salés. » Et dit le roi Tafur : « Vous dites vérité. » De la tente de Pierre il s'en retourne, et mande ses ribauds. Ils furent plus de dix mille, quand ils furent rassemblés. Les Turcs ont écorché et les entrailles ôtées, et en bouillie et en rôtis ont la chair cuisiné. Assez en ont mangé, mais de pain n'ont goûté. De ce les païens furent grandement effrayés. Appelés par l'odeur de la chair, ils sont venus s'accoter au haut des remparts, et il n'y en a pas un qui n'ait de ses yeux pleuré. Quand il n'y eut plus de cadavres dans les près, les ribauds allèrent au cimetière déterrer les corps. Tous ensemble ils les ont réunis. Les pourris, ils les jettent dans l'Oronte (ici, dans cette rivière), et les autres, ils les écorchent et les sèchent au vent. Les seigneurs de l'armée, Robert Courte-Heuse, Bohémond, Tancrède, Godefroy de Bouillon viennent contempler ce terrible festin. Arrêtés devant le roi Tafur, ils lui demandent en riant : « Comment cela va-t-il? — J'ai assez à manger, dit-il, et je serais moult bien restauré si j'avais à boire. — Vous l'aurez, » dit le duc de Bouillon. Et de son bon vin, il lui fait apporter une bouteille... »

Inutilité d'aucun commentaire. Il faut se taire devant ces hommes éternels (déjà les vainqueurs de Verdun). Et près d'eux je distingue les femmes et les jeunes filles qui accompagnaient les chevaliers. « Le jour de la bataille, elles se lient leurs guimpes sur le haut de la tête; elles prennent des pierres dans leurs manches pour les jeter sur les Sarrasins; elles remplissent d'eau les bouteilles. » Elles pansaient les blessés et montraient aux mourants le ciel. Beaucoup d'entre elles périrent en soldats.

> ...Là vous voyez, teute riche dame
> Gesir desir la terre morte et ensanglantée.

Un mot de cette herbe encore. Les chevaliers, avant d'expirer, et battant leur coulpe, en avalent quelques brins, faute d'hostie consacrée.

Enfin, un des officiers subalternes de la ville, un Arménien du nom de Firouz, un de ceux qui là-haut gardaient les tours où les Turcs, se croyant en sécurité complète, faisaient mauvaise surveillance, proposa aux nôtres de leur livrer la ville.

A plusieurs reprises déjà, au cours de notre voyage, nous avons parlé de places fortes qui succombent par la trahison de leurs défenseurs. Serait-ce que ces Orientaux se placent à un point de vue différent du nôtre pour juger le loyalisme et l'honneur ? C'est plutôt qu'ils ne sont pas unifiés entre eux. Ils servent des dieux divers et ennemis. Au moment où les Croisés assiégeaient Antioche, il n'y avait qu'un demi-siècle que les Musulmans la possédaient. Beaucoup de Grecs et de Syriens chrétiens y demeuraient encore. Cet Arménien, du haut de la tour qu'il était chargé de défendre, voyait la croix érigée au milieu du camp ennemi.

Le 2 juin, vers trois heures de l'après-midi, Bohémond, prince de Tarente, fit prendre les armes à son corps d'armée et parut s'éloigner de la ville, pour aller battre le pays et y chercher des vivres, comme faisaient souvent les chefs chrétiens. Il alla jusqu'à Daphné. Puis, de nuit, il revint brusquement par un des vallons qui sillonnent le pays, et cinquante hommes de choix se glissèrent à l'angle Sud-Ouest de la ville, sous la Tour des Deux-Sœurs, où Firouz veillait. Ils lui firent passer une échelle qu'on attacha au parapet à l'aide d'une corde. Ce fut Foulcher de Chartres qui monta le premier sur le rempart... Mais, la ville prise, d'assiégeants nous y devînmes assiégés; c'est un nouveau chapitre d'horreur et d'héroïsme.

... Continuant ma promenade, je suis entré dans le petit cimetière latin, et j'ai vu sa caverne, où l'on dit que les apôtres Pierre et Jean réunirent les premières assemblées des Chrétiens. Un filet d'eau y court, qui pouvait servir au baptême... Indéfiniment, j'ai erré sur ces pentes rocailleuses et dans ces pauvres jardins. Je regardais ces tombeaux creusés dans le roc, syriens plutôt que romains, et qui servirent d'ermitage à des anachorètes, parmi lesquels on cite le grand Chrysostome. Sous le château, on m'a fait voir la grotte où sainte Madeleine se retira pour faire pénitence. Que sait-on d'exact ? Mais il s'agit bien d'archéologie ! Je ne cherche ici que l'animation de l'esprit. Le soir tombe. Des voix qui flottaient dans l'air se mettent à parler, car elles ont reconnu mon amitié qui les appelle. Ce désert se peuple d'une foule qui nous tend les bras. Sur ce ravin, au bord de cet Oronte, fut proféré pour la première fois notre nom de Chrétiens. Ici nous avons accepté l'appellation qui proclamait que désormais un groupe d'êtres

s'étaient formé une conscience commune et se reconnaissaient pour les fils spirituels du Christ. Personne y peut-il passer sans un remerciement à ceux qui nous ont ainsi marqués? Sous leurs tombeaux recouverts par l'Islam, qu'ils entendent la gratitude d'un pèlerin d'Occident.

MUSIQUE DU MATIN

Au lendemain de cette journée d'initiation, ce matin, dans ma cellule blanche, dont les fenêtres, demi voilées par des vignes, donnent sur les petites cours intérieures, j'entends un bourdonnement d'écoliers qui récitent leurs leçons, et puis un long gémissement, un ruissellement : c'est la roue de la noria qui soulève l'eau de l'Oronte, et c'est le religieux français qui instruit les enfants d'Antioche. Dieu ! que je suis loin de tout, et quelle intensité d'âme dans cette solitude ! Je m'enivre de mes images de la veille.

Elles sont charmantes les villes de l'Oronte, mais Antioche par-dessus toutes. Homs, Hama, quand elles nous plaisent le plus, n'ont pour nous que des regards muets d'étrangères sous le voile. Elles nous laissent passer, sans que leurs yeux brillants, au-dessus de leurs bouches invisibles, accueillent notre sympathie. Ah ! nous sommes loin d'y recevoir aucune promesse de bonheur ! Ces filles aimables ne revisent pas l'inimitié de leurs pères pour le chrétien. Les deux Syriennes voilées m'attirent, l'une et l'autre mystérieuses, Homs plus sèche, Hama plus aimable avec ses nuits incomparables, mais Antioche la Chrétienne, moins strictement voilée que ses sœurs, laisse voir, en plus du regard saisissant qu'elles ont toutes, de la douceur, un sourire tendre. L'Oronte n'arrive pas à mouiller Homs, à peine un coin de Hama, mais Antioche est fraîche, humaine, baignée, aérée, et pour un peu j'inventerais qu'elle respire au milieu d'herbages verts. Ses rues sont étroites, ses maisons pauvres, pressées de pierrailles, de décombres ; sa vaste enceinte, terrifiante ; sa haute montagne jette une ombre lugubre ; on y manque de sécurité : pourtant sa grâce est la plus forte. Des ruelles tortueuses, la pénombre de ses bazars, ses mosquées et leurs minarets ne m'empêchent pas de songer au poème du Tasse, à notre *Chanson d'Antioche*, et, sous les vergers de l'Oronte, brille le sourire de Clorinde et des dames de chez nous qui accompagnaient les Croisés. La couleur arabe

s'est écaillée, et nous laisse voir une substance parente de la nôtre.

J'aime Antioche, je l'aimais par avance. Elle ne m'a pas déçu. Grand mystère des amours pour des personnes qu'on n'a jamais vues.

VISITE A DAPHNÉ

Daphné, le lieu saint où l'Antioche païenne honorait Apollon et les Muses...

Je chevauchais avec une animation de joie extraordinaire. L'après-midi était beau, ma curiosité excitée, je m'acquittais de l'un des devoirs de ma destinée : j'allais saluer Apollon au milieu de ses ruines, Apollon de qui, pour une faible part, je relève. J'accomplissais le pèlerinage où le monde antique révéra le porte-lyre, parmi des bosquets de lauriers et de cyprès. Ici les dieux païens, galvanisés par l'empereur Julien, livrèrent au Christ leur suprême bataille, avec des arguments qui gardent encore une force secrète.

Des chemins honteux, rocailleux, désordonnés, assez amusants pour qui chevauche lentement, mais qui témoignent d'une incurie dégoûtante. On suit l'Oronte, puis le laissant, on va droit au mur de la montagne, à travers des mares, des ruisseaux et des fontaines vives, pour s'engager soudain dans un vallon de lauriers roses, qui se termine en cul de sac, et d'où l'on domine une pente rapide glissant à la mer. Un site plein d'arbres, un bois sacré, arrosé, inondé de cascades bruissantes qui s'y précipitent de toutes parts, ruissellent, luisent, fraîchissent, étincellent; un sol comme une éponge, où l'on ne peut descendre qu'en risquant mille entorses. C'est une diversité de cent cascades, et, à tous les étages, des terrasses de platanes, de peupliers, d'oliviers. Quel bruissement de fontaines ! Quelle épaisseur de verdure ! A travers les ronces, je me fraye un passage, sous les grands arbres, en cherchant mon équilibre, de pierre en pierre, au milieu de l'eau éclatante et assourdissante. Suis-je devant l'antique sanctuaire ? devant les derniers débris des maisons de plaisir ? devant les églises chrétiennes ? Cette eau des fontaines, c'est toujours la nymphe aux cheveux dénoués qui voulait fuir quand le Dieu la transforma en laurier.

J'admire avec ravissement le génie rapide des Hellènes et ce

temple qui se dressait comme une explication mythique du paysage. Mais c'est trop peu que mon hommage ; j'apporte au Dieu les dévotions de mes vieux maîtres, les Louis Ménard, les Leconte de Lisle, que je sens qui m'accompagnent ici avec leur part immortelle, et qui m'envient d'y pouvoir prendre, corps et âme, mon plaisir. Et soudain, voici paraître à mon côté le cher disciple de Ménard, M. Émile Lamé ; vous savez bien, celui qui, un beau jour, se jeta par sa fenêtre en s'écriant : « Je m'élance dans l'éternité. » Race des fols, innocente filiation des Ballanche, des Gérard de Nerval, des Ménard ! J'ai cru voir dans le soleil éblouissant de Daphné, au milieu des noirs lauriers, Lamé prendre au creux de sa main l'eau sacrée qui s'enfuit, en faire une triple libation au Dieu, aux Muses, à saint Babylas, puis entonner la louange de Julien l'Apostat qu'il disait un des esprits les plus chrétiens qui furent jamais : « Si ce grand homme vivait de nos jours, avait-il coutume de dire, il serait prêtre et journaliste catholique, catholique de ce catholicisme que professe un abbé Gerbet quand il voit le dogme générateur du christianisme dans toutes les religions avant Jésus-Christ, et qu'entrevoyait le grand Joseph de Maistre dans ses moments lucides, quand il nous peint le christianisme comme la meilleure satisfaction aux instincts religieux que la race européenne a manifestés de tous temps. Au lieu de mettre le christianisme en opposition avec le paganisme, Julien, — c'est toujours Lamé qui parle, — nous montrerait le Sacrifice, l'Incarnation, la Rédemption, comme le fond mystérieux de tous les cultes païens. J'en appelle, s'écriait-il, de saint Ignace à saint Thomas, de saint Thomas à saint Augustin, de saint Augustin à saint Athanase, de saint Athanase à ses maîtres les Alexandrins, Plotin, Jamblique, Ptolémée et Hipparque, des Alexandrins à Aristote et Platon, leurs maîtres avoués, de Platon et Aristote à Anaxagore, Parménide, Philolaüs, introducteur des doctrines chaldéennes et égyptiennes dans la science et la religion grecque, et d'eux tous à Homère, père commun de la poésie, de l'art, de la religion et de la philosophie des Grecs et des Latins, et créateur de ce langage, de ce Verbe que nous adorons depuis tant de siècles... »

Fol charmant, lui dis-je, laissez que je m'enivre de l'atmosphère et que j'ajourne de raisonner. Dans ce vallon sacré, sous ces bosquets chargés d'un sens éternel, accueillons ce qui

flotte encore d'enthousiasme apollonien. Sachons ressentir d'abord ce que plus tard nous nous occuperons à nommer. Si tu veux que j'entende que tout ce qui devient s'écoule, je préfère l'apprendre de la Nymphe, qui jaillit, ruisselle, s'enfuit, s'échevèle, et de la source qui jamais ne s'épuise...

Je fais cueillir de longues branches aux feuilles luisantes et sombres, que je prie chacun, dans notre escorte, de porter. Nos chevaux sont tous glorieusement feuillus, et nos têtes laurées. C'est le retour de chez Apollon. O Chassériau (je n'ose invoquer Delacroix), que n'êtes-vous là pour peindre notre cortège enivré! Je distribuerai mes lauriers aux sept poètes français, les meilleurs de ce temps, et par poètes, j'entends ceux qui créent de la poésie, qu'ils usent ou non de la rime. Rime, rythme, mesure ne sont que des moyens pour conserver un peu de l'émoi qui nous a un jour soulevés, et pour le transmettre au lecteur. Est-ce que Pascal, d'un jet si profond, si fort, si brûlant, rimait? Poème, c'est toute parole où nous avons su déposer l'expérience des contacts qu'il nous est donné d'avoir, à nos heures privilégiées, avec une force ineffable, et d'une telle manière que ceux qui répètent après nous nos versets se trouvent à leur tour envahis, soulevés. Mon laurier de Daphné, je le réserve à ceux qui savent hausser et dilater les âmes.

... Mais soudain, un de ceux qui nous accompagnent s'approche, et me montrant un vieillard qui porte un caftan rayé de rouge, une large chemise blanche, une ceinture couleur de toile d'emballage, un tarbouch enroulé d'un turban :

— Voilà, me dit-il, un chef de notre religion. Vous permettez que je le salue? Il a honte et il s'en va.

Et se jetant à bas de cheval, il appelle le vieillard pour lui baiser la main...

Il me présente. Nous causons. Ces messieurs sont des Nosséïris. Le vieux chef m'explique qu'ils n'ont pas d'église, car Dieu est partout. Parfois il réunit ses fidèles et récite devant eux les prières, comme qui dirait la messe, et puis il leur distribue des conseils.

— Croyez-vous, lui dis-je, que vous êtes les fils des Croisés?

Il ne comprend pas.

— Vos femmes ne se voilent pas?

— Entre nous, non, mais nous nous cachons des Turcs; nous n'avons pas confiance.

A ce moment, une petite troupe d'enfants et une femme arrivent, d'un pas très rapide, en pleurant. Les filles et la femme poussent des cris retentissants, les garçons gémissent à sec, avec un visage admirable de gravité. Je m'informe. On me dit : « Leur père, qui était allé travailler à Beylan, y est mort. On l'a enterré là-haut. Ils viennent d'apprendre la nouvelle, et ils s'en vont le pleurer dans un champ d'oliviers. »

Le groupe est mené par le fils, l'héritier, maintenant le chef. La figure de ce très jeune homme, toute pareille à celle de l'Éphèbe dans l'Arc de triomphe, son pas rapide m'émerveillent; il est tout rayonnant de cette sorte de noblesse que confère une douleur vraie, approuvée par les hautes disciplines humaines. Cet orphelin ne pleurait pas; il chantait une complainte, sans doute quelque cantilène rituelle.

Quel spectacle! En vérité, Apollon me fait bon accueil. Il m'a comblé, aujourd'hui. J'essaye d'analyser mon prodigieux plaisir. J'ai vu le culte des fontaines; j'ai songé à mes vieux maîtres; les enivrements de la jeunesse et de la gloire m'ont été sensibles au milieu de cette forêt de lauriers; puis ce fut l'appel de la religion, quand ce vieux prêtre parut; et la mort par-dessus tout, le regret, l'appel sans écho de ce fils au milieu de la campagne.

LE DINER AU KONAK

Ce soir, la municipalité d'Antioche a la gracieuse idée de nous offrir une petite réception. Ces messieurs m'ont fait voir au bord de la rivière, sous les vieux noyers, le jardin où nous pourrions dîner et passer la soirée. C'est la sorte de poésie, inexprimée et déchirante par excès de beauté, que j'ai appelée toute ma vie, mais je redoute ce qui doit y voltiger de moustiques et de névralgies, et je n'ai pas caché que je préférais un repas entre quatre murs. C'est donc à l'hôtel de ville, au Konak, qu'à mon retour de Daphné, je vais, avec MM. Potton et Contenau, rejoindre nos aimables Turcs.

Nous sommes une dizaine, autour d'une table où se succèdent et s'emmêlent trois, quatre repas. A plusieurs reprises, quand nous avons mangé potage, poisson, viande et pudding, on voit réapparaître potage, poisson, viande et pudding. La conversation est moins abondante que le menu. Nos hôtes ne parlent pas plus français que nous turc. Tout doit passer par

M. Potton, qui, la figure impassible et souvent gracieuse, assaisonne de commentaires impayables les propos qu'il nous traduit.

Le chef de la municipalité, un homme dodu, d'expression morne, s'est lancé dans un récit.

— Voyez ce vieux massacreur, nous dit M. Potton, comme il est courtois! Si vous saviez ce qu'il a de sang arménien sur les mains! Et que de galanteries il me charge de vous exprimer! Va, mon ami (et il s'arrêtait de nous parler en français pour remercier en belles phrases chantantes le Turc).

— Et cet autre, Monsieur Potton, que dit-il?

— Cet autré, un commandant de gendarmerie, il dit, le vieux coquin, que des bandes de brigands infestaient l'Amanus, et qu'il s'en est attristé, parce que de nobles étrangers comme vous n'auraient pas pu voyager en sécurité. Il les a saisis, il a coupé le cou à treize d'entre eux. Pour que l'exemple profitât partout, il a mis les têtes sur une voiture, avec des fleurs derrière les oreilles et une cigarette dans la bouche, et a promené la voiture dans tous les villages.

— Étaient-ils tous coupables, ces treize?

— Pour quelques-uns, il dit qu'on avait des témoignages; sur d'autres, rien. Mais ces derniers avaient eu de mauvaises fréquentations et auraient mal tourné. Alors, un jour, il leur a laissé prendre la fuite, et quand ils étaient à quelques pas, il leur a tiré dessus. Voilà, ils avaient voulu se sauver...

— Est-ce légal, tout cela?

— Nous avons le code français, mais il est pour un pays plus civilisé que le nôtre. Il faut que vous nous permettiez de sortir un peu de la légalité pour rétablir l'ordre.

Il se rengorgeait.

— Voulez-vous, nous dit-il, que je vous donne des gendarmes, demain, pour traverser l'Amanus?

— Merci, colonel, vous l'avez épuré.

(Depuis 1914, j'ai eu des nouvelles du personnage. A la déclaration de guerre, peu après notre passage, il a tout confisqué chez Potton. Il fouillait les armoires, prenait l'argent. « Mais je suis consul de France! » Le Turc répondait en montrant son revolver : « Je ne connais plus que cela! »)

Je suis revenu de ce dîner avec une nuance nouvelle dans mes impressions. Cet Orient, dont ma curiosité me faisait croire que je l'aimais, m'inspire une nuance de dégoût. Eh bien!

travaillons à comprendre... Les religieuses me racontent qu'elles ont pour voisin un notable Turc, qui est d'un caractère obligeant. Un jour, elles l'ont prié de venir tuer un serpent qui s'était glissé dans leur maison et les épouvantait. Par la suite, cet homme serviable a été un terrible massacreur d'Arméniens. Elles se sont risquées à lui en glisser un reproche : « Pourquoi avoir fait cela? » Et lui : « Pourquoi m'avoir appelé pour tuer le serpent qui était dans votre maison? »

C'est moins l'Orient que l'humanité elle-même qu'on doit tenir en suspicion et continuellement harmoniser. Il faut une seule religion et qu'elle soit de qualité éminente. Entretenons avec ardeur ce qui fait notre unité, c'est-à-dire la plus haute culture spirituelle. Et vivent nos missionnaires, prêtres et religieuses!

Tard dans la nuit, j'ai causé avec les deux capucins. Ces pauvres gens, tous deux seuls dans cette maison, et je crois, dans Antakiyé, avec le consul, — car s'il y avait d'autres Français, voire des clients de la France, on les aurait convoqués pour que je leur serre la main, — ces pauvres gens sont encore plus émouvants qu'aucun des religieux que j'ai vus de tout mon voyage. Et pas un mot sur leur personne. Ils ne voient que leur tâche et leur congrégation. D'ailleurs, quelle histoire instructive, à travers les siècles! C'est en 1625 qu'ils arrivèrent ici, par un effet des grands desseins de cet homme de génie (génie en Orient et génie sur le Rhin) que fut le fameux Père Joseph. Leur mission était française, et le demeura jusqu'en 1810. A cette date éclate l'inévitable conséquence de la fermeture des établissements religieux en France par la Révolution. Les capucins français d'Antioche mouraient l'un après l'autre ; faute de recrues françaises, la Propagande les remplaçait au fur et à mesure avec des Italiens ; et, en 1810, le dernier de nos vieux moines ayant disparu, toute la mission de Syrie et de Cilicie devint italienne.

Il en fut ainsi jusqu'en 1902. A cette date, la pénurie de sujets italiens et l'administration déplorable d'un supérieur de la mission syrienne obligèrent la Propagande à restituer aux capucins français cette mission de Syrie que pendant deux siècles, de 1625 à 1810, ils avaient desservie.

Ainsi l'étude de notre passé nous conseille l'espérance. D'heureuses circonstances nous ont toujours permis de réparer

nos fautes. Nous nous « débrouillons! » Mais tout de même, quelle indignité dégoûtante de retomber dans des erreurs déjà éprouvées et réprouvées! Allons-nous accepter qu'il arrive une nouvelle fois ce qui est arrivé lors de la grande Révolution? La haute pensée française sera-t-elle impuissante à prévoir les événements et à éclairer les esprits? Cette mission d'Antioche et sa voisine, celle de Khoderbek, comptent six missionnaires, dont trois Français, un indigène et deux étrangers. En Syrie et en Cilicie, sur un total de trente-quatre capucins, il n'y a que vingt et un Français. Encore sommes-nous dans une période exceptionnellement favorable, parce qu'après 1903, à la suite de l'expulsion des congrégations, plusieurs capucins sont venus en Orient. Mais qu'adviendra-t-il dans dix ans? Mes deux hôtes pressent leurs Supérieurs d'objurgations pressantes, pour qu'on ne les laisse pas périr sans héritiers français. Les Supérieurs répondent qu'ils n'ont personne à leur envoyer, parce qu'il n'y a plus de noviciats en France.

L'ADIEU

Après trois jours, à cinq heures du matin, je quitte mes chers religieux, la bourgade au grand nom et l'Oronte. Trois jours, et pour jamais une épaisseur de songeries!...

Toutes ces villes de l'Orient, je les vois comme une suite de jeunes femmes, entre lesquelles je fus invité à choisir. Damas est leur reine; soit! j'éviterai de contredire une désignation unanime, mais l'entrain me fait défaut auprès de cette professionnelle beauté de l'Asie. Elle manque trop de solitude et d'intimité. Mon cœur ne met rien au-dessus d'Antioche. Le vieux poète Firdousi, parlant d'un bois qu'il a vu au milieu d'une large plaine, s'écrie : « Vous n'auriez pu le quitter, tant il était beau, parfumé et arrosé d'eau courante. *On aurait dit que l'âme s'en nourrissait...* » Voilà le sentiment indéfinissable que j'ai d'Antioche, au bord de sa rivière, sous de grands arbres immobiles qui ont la courbe du vent. Des femmes voilées de noir, assises sur des pierres, contre des montagnes ravinées de torrents ; une ville tassée, assoupie, demi submergée dans la plus jeune verdure, et par-dessus, là-haut, le grand mur sérieux de Byzance et des Croisades : quelle image, dont je me nourris! Je suis amoureux d'Antioche.

XVIII. — D'ANTIOCHE A KONIA, PAR ALEXANDRETTE, ADANA, TARSE ET LE TAURUS

Tout pleins des plus beaux regrets, nous nous éloignons d'Antioche par notre chemin d'arrivée, le seul, je crois bien, qui desserve ce village émouvant au pied de son rocher. Plaine marécageuse (l'antique Syria Pieria), et puis bientôt à gauche, vers Alexandrette et la mer, les gorges de l'Amanus. Je remonte la route des envahisseurs, la piste que suivirent les Grecs d'Alexandre combattant Darius, et les Croisés de Godefroy de Bouillon marchant sur Jérusalem. Je vais franchir, ce matin, au milieu d'arbousiers, de myrtes et de sapins, les portes Syriennes, et, en peu de jours, par Alexandrette, Adana, Tarse et les portes Ciliciennes, j'aurai gagné Konia, un des buts principaux de mon voyage, car voici des années que je rêve de conquérir auprès du tombeau de Djelal-eddin Roumi, le secret des danses sacrées... Jusqu'à cette ville des derviches, je ne prévois rien que désire mon imagination, et je suppose que je vais me borner, dans un agréable repos de l'esprit, à accueillir de droite et de gauche les images que ne manquera pas de me proposer un chemin si fameux.

Vers onze heures, déjeuner à Beylan, village accroché avec ses petits balcons et ses toits rouges sur la pente assez raide de la montagne. Dans cette verdure surabondante de vignes et d'arbres fruitiers, ce n'est déjà plus un village syrien, mais quelque chose d'Europe.

A deux heures, Alexandrette, tout au ras de la mer, sous une buée de chaleur, de fièvre et de moustiques. Je vais me promener sur le port qu'en esprit nous nous disputons tous. Belle rade où veille un vaisseau allemand.

Ici, je suis pris tout entier par la vie la plus actuelle, et attristé par cette supériorité allemande que j'ai déjà reconnue à Alep. L'Allemagne agit sur l'imagination des riches d'Alexandrette, alors même qu'ils parlent notre langue et se targuent d'aimer Paris. Leur opportunisme, leurs doutes mesquins, leur défection m'irritent. Quoi! les supériorités de la France seraient mises en question, du fait que d'autres peuples conquièrent la prépondérance économique! Quelle pitoyable appréciation des valeurs humaines!

Je sais où trouver nos amis. Les Frères de la doctrine chrétienne sont accourus ici, comme à l'appel du canon, quand ils ont su que les Carmes avaient abandonné notre protectorat pour réclamer celui de l'Italie et substituaient l'enseignement de l'italien au français. A côté d'eux, les sœurs de Saint-Joseph tiennent un dispensaire (trop petit), où elles soignent les malades gratuitement, et elles voudraient ouvrir une salle d'asile gratuite. Ces riches d'Alexandrette qui, me dit-on, se détachent de nous, sont des gens mal préparés, qui ne savent pas le passé, qui ne voient que leur port et le Bagdad. L'efficacité de la France est plus large. Système sublime de ces religieux et religieuses qui, pour soustraire l'idée française à toutes les vicissitudes, la relient au ciel et à ce qui ne meurt pas. La France qu'ils enseignent et dont ils sont les témoins, c'est toujours les *Gesta Dei*. Plaise aux marins allemands, quand ils vont à Alexandrette, de dire : « Nous allons chez nous! » En dépit de ces fanfaronnades, nous avons une telle avance spirituelle que nous distancerons longtemps l'Allemagne, rien qu'en gardant nos institutions d'enseignement et de charité. On parle toujours de leurs commis-voyageurs; on remarque qu'au long de leur chemin de fer de Mésopotamie s'étendent des terres d'un avenir considérable. Eh! oui, mais alors c'est aux Anglais qu'ils vont se heurter. Et toutes les questions se régleront, un jour, sur le Rhin.

D'ailleurs, voici un petit fait qui ne manque pas de sens. M. Kosrof G. Adanalyan, un Arménien qui, depuis Alep, nous accompagnait pour nous faciliter les rapports avec nos cochers, et en général toutes les conversations du voyage, vient de nous faire ses adieux. Et quand nous avons désiré reconnaître ses bons services, il n'a jamais voulu accepter un centime : « C'est pour la France, répète-t-il. Et puisse son jour venir!... »

ISSUS

Le lendemain matin, à l'heure où nous prenons le chemin de fer qui relie Alexandrette à Adana, les marins du bateau allemand que j'ai vu en rade y montent avec nous. On les promène, pour faire admirer aux populations leur force et leur belle tenue. Nous voyagerons de compagnie jusqu'à Issus.

Issus! Des champs de blé et des bosquets de peupliers, encer-

clés par la mer et la montagne. Un joli champ clos, bien dessiné, bien aplani. Ici s'est formée cette jeune figure héroïque. J'ai le culte des heures matinales d'un grand destin : j'éprouve un attrait enchanté pour la gloire adolescente de ceux qui ont modifié la face du monde. Ici, Alexandre le Grand, l'élève d'Aristote, ayant franchi le Taurus, vint imposer avec sa phalange macédonienne la raison grecque à l'Asie. Je ne m'inquiète pas de la manière dont il était vêtu, casqué et armé. Ici, il a éprouvé son plus grand émoi et gravi la côte d'une fortune inouïe, que l'humanité n'a pas cessé de contempler. Tout l'hellénisme qu'il porte en lui, il va le jeter sur les vieilles civilisations de l'Oronte, du Tigre, de l'Euphrate et du Nil, et produire ces mélanges qui, depuis des semaines que j'y voyage, m'enivrent. Je m'émerveille de reconnaître Issus par ce matin triomphal, et bientôt, à travers des campagnes si coutumières et si françaises qu'elles me donnent l'idée que je perds mon temps à les regarder, nous gagnons Adana. C'est midi.

ADANA

Nous avons déjeuné au réfectoire du couvent des Pères jésuites. J'interroge, je prends des notes. Ne me demandez pas que je maintienne la forme du dialogue aux renseignements que j'obtiens. Mieux vaut tout de suite en tirer la substance.

D'après ce que me disent mes hôtes, cette Cilicie semble le pays de la peur. Dans cet Orient où, partout, j'ai senti l'insécurité, ce pourrait bien être la pire région, parce que les Arméniens, qui ne dépassent guère une moyenne de 17 ou 18 pour 100 dans les vilayets où ils sont les plus nombreux, y poursuivent la chimère d'être reconnus comme une nation, et qu'alors les Turcs trouvent expédient de les tuer.

Dans leur péril, ces malheureux essayent de s'abriter auprès des Occidentaux, en fait, auprès de la France. L'Angleterre et l'Italie cherchent bien à jouer un rôle, et l'Allemagne tire quelque profit moral de la construction du Bagdad, mais c'est à nous que viennent toutes les sympathies ; c'est le français qu'on parle couramment, et on l'apprend auprès des missionnaires.

Ces Jésuites d'Adana, avec qui je cause, sont quatre, assistés de frères maristes et de maîtres indigènes. Ils ont, dans leur collège d'enseignement secondaire, 371 élèves, et dans leur

école gratuite tout ce qu'elle peut recevoir, 162 élèves. Depuis les massacres, les musulmans ont, tous, déserté notre école primaire; ils l'abandonnent aux Arméniens catholiques, mais 24 d'entre eux viennent au collège. Tous ces enfants, quelles que soient leurs races ou leurs confessions, parlent français.

Les sœurs de Saint-Joseph de Lyon dirigent à Adana un groupe d'institutions variées : un pensionnat payant, où 248 jeunes filles, des meilleures familles et de toutes religions, suivent les programmes du brevet simple et du brevet supérieur français; un externat gratuit de 149 élèves, dont les programmes sont ceux du certificat primaire ; une école maternelle de 115 enfants; un orphelinat de 118 petites filles; un dispensaire et un hôpital.

Jésuites et Sœurs, ils ne sont pas encore remis matériellement des massacres d'avril-mai 1909.

— Chez nous, me disent les Pères, tout fut incendié. Chez les religieuses, une bonne moitié de l'école. Au bas mot, 450 000 francs de dommages. Le Gouvernement ottoman refuse toute indemnité. Il faudrait une action concertée de toutes les Puissances. Nous pouvons l'attendre ! Il y a un Français à Mersine, M. Henri Artus, et les deux drogmans du Consulat de France, l'un à Adana, l'autre à Tartous, dont les pertes se montent à plusieurs milliers de livres turques. Les drogmans n'ont été incendiés qu'à cause de leur qualité. Quelle injustice et quelle déconsidération que nos clients soient ainsi traités!

— Cependant vous restez?

— A l'invitation officielle de quitter Adana, par crainte de nouveaux massacres, la Mère supérieure a répondu : « Je resterai, dussé-je y laisser ma peau... »

Ah! ceci commence à m'intéresser. Il y a des minutes longues dans mon rôle de greffier. C'est bien souvent terre à terre. Mais là notre conversation se détache du sol. Vraiment, la religieuse a ainsi parlé ? Pourquoi ? Je cherche à me représenter son état d'esprit. Que veut-elle? Des émotions, comme nous autres, gens du siècle ?

Les Pères, que j'interroge, me remettent des mémoires où les religieuses énumèrent qu'elles ont perdu maison, vêtements, travaux, et dans ce dénuement entonnent avec allégresse l'hymne de la pauvreté, pour terminer par : « Vivent Dieu et le devoir! »

Vive Dieu ! un tel mot, qui se lève de la boue sanglante des massacres, nous transporte aux régions de la plus haute poésie. Je vais faire à mes hôtes respectés un singulier compliment, mais s'il pourrait blesser des mondains, il est, dans mon esprit, une espèce d'éloge, et d'ailleurs, il ne s'agit pas de louanger ces maisons d'Orient, mais de faire respirer leur atmosphère : je n'y ai guère trouvé d'agrément, pas même de repos, sauf peut-être chez les chers capucins d'Antioche, mais partout, sous leurs toits, j'ai éprouvé la présence d'une supériorité morale qui tient à la conception même qu'on s'y fait de la vie. Ce sont des lieux sans grâce, mais des lieux héroïques.

A Adana, j'ai pu prendre une vue de ce que furent durant les massacres nos religieux et nos religieuses, et y reconnaître les traits éternels de la France.

Depuis quelques jours, m'a-t-on raconté, d'affreux symptômes annonçaient le drame. Au premier signal (un riche Arménien poignardé à midi, le 14 avril 1907, et les cris de mort éclatant du haut des mosquées), la Supérieure, la Mère Mélanie, dit à ses filles le grand mot : « Ouvrez à tous ceux qui voudront se réfugier chez nous... » Toutes les maisons se ferment précipitamment ; la maison des filles de France arbore le drapeau tricolore, clôt ses volets contre les balles qui sifflent dans la rue, et ouvre ses trois portes. Trois mille Arméniens, parmi lesquels des blessés dont les plaies terrifient les autres réfugiés, s'entassent dans ce pauvre abri. Les Sœurs ne cessent pas de les faire prier. Et aux heures du plus grand péril, quand les égorgeurs passent sous les fenêtres, à genoux, les bras en croix, toute cette Arménie récite le *Salve Regina*.

Cette croyance à l'existence de rapports immédiats entre le monde invisible et la société humaine m'émerveille, et plus encore quand la courtoisie française se joint à cet appel au surnaturel. Les quatre Pères jésuites ont leur collège sur un autre point d'Adana. Deux y demeurent pour accueillir les Arméniens. Les deux autres accourent, au milieu du massacre, pour aider les Sœurs. L'un d'eux reçoit une balle. En le voyant tout sanglant, la Mère supérieure, qui va le soigner, lui dit : « Que vous êtes heureux, mon Père, d'avoir déjà versé du sang ! » Et c'est la même Supérieure, à l'heure du péril suprême, quand la porte est ébranlée par les coups, qui dit à ses filles : « Mes sœurs, que celles qui en ont le courage descendent avec moi

au poste d'honneur. » Et de s'aller placer derrière la porte.

D'autres étaient dans de pires dangers, d'autres ont plus souffert. Un officier du vaisseau français, le *Victor Hugo*, raconte : «... Les Arméniens ont été tués, déchiquetés, grillés. A ces malheureux cernés par les assaillants, toute résistance a été impossible. Dans d'atroces tortures on leur a fait désirer la mort. » Mais ces religieux, ces religieuses se sont dressés comme des chefs. Les femmes arméniennes pleurent, les femmes musulmanes courent à la curée et poussent des hi-hi stridents, les femmes françaises restent paisiblement et énergiquement à leur devoir.

Je demande d'aller présenter mes respects aux sœurs de Saint-Joseph de Lyon. Mais d'abord, sur le désir des Pères, nous passons chez le Vali qui nous fait le plus aimable accueil. De là, chez les religieuses. Elles nous reçoivent groupées autour de leur Supérieure et telles qu'un peintre copierait leurs visages, leurs attitudes et leur cercle, s'il voulait donner une idée de la cour céleste. Cette supérieure, celle des massacres, la Mère Mélanie, dans le monde Mme Mélaval, me répond : « Dieu nous a fait la grâce de ne pas avoir peur ! » De tels mots classent un peuple.

... Quand nous avons épuisé avec les Pères ce grand mémorial, j'essaye de savoir d'eux comment je pourrai m'y prendre pour passer le Taurus. Là, néant. L'un me dit qu'il me faudra huit jours. Un autre admet qu'on peut s'en tirer en vingt-quatre heures, et ajoute : « C'est un risque à courir ! » Un troisième, Dieu me préserve d'un jugement téméraire ! ne songe qu'à faire plaisir au voiturier. Tous de conclure : « Vous verrez bien ! »

— Sans doute, mes Pères, sans doute.

En dehors de l'héroïsme et du train-train de leur tâche, ces nobles gens sont bien insuffisants.

TARSE

Nous avons pris le train, sous un soleil splendide, pour arriver à Tarse, vers quatre heures, plutôt morts que vifs. Cependant au débarquer, une fois que les capucins nous ont montré leur école (une centaine d'élèves, pour la moitié

musulmans) et la maison des sœurs de la Sainte-Famille qui, sans aucune ressource, trouvent le moyen d'enseigner le français à 200 petites filles, nous les prions de nous conduire aux divers monuments.

D'abord au « tombeau de Sardanapale, » une formidable maçonnerie, longue de cent mètres, large de cinquante, haute de huit. Rien qu'un intérêt d'énigme. Cette maçonnerie figure sur les monnaies anciennes de Tarse. Et puis après? Que dit-elle? De quoi témoigne-t-elle? A quoi peut-elle me faire penser?

— Autrefois, me dit le capucin, elle servait de piédestal à une statue colossale qui représentait Sardanapale faisant un claquement de doigts, et au-dessous cette inscription : « Passant, mange, bois, jouis; le reste ne vaut pas ce claquement de doigts. »

Ah! voilà qui sûrement ne vient pas du dandy assyrien. Il connaissait mieux la vie. C'était un homme comblé. Manger, boire, et puis quoi encore? Dieu, que tout cela laissait insatisfait ce grand rassasié! Cette légende n'exprime pas l'opulente Cilicie antique, mais le cœur de son peuple ruiné. Mon Père, allons voir saint Paul.

Le capucin s'attriste beaucoup qu'il n'y ait à Tarse aucune église catholique dédiée au grand apôtre. Trente mosquées (dont quelques-unes sont des églises islamisées), une cathédrale d'Arméniens schismatiques, un temple protestant, et pour les catholiques, rien qu'un réduit obscur, une sorte de cave!.. Je lui promets d'en dire un mot, plus tard. Mais, pour l'heure, je lui demande de me conduire dans le quartier commerçant, de me faire voir, dans une échoppe de tisserand, quelque Cilicien qui tisse des poils de chèvres, et qui confectionne des couvertures pour tente... Voilà saint Paul! Avec cette différence toutefois qu'au temps de ce grand homme, Tarse était pleine d'importantes écoles. Paul, au sortir de son échoppe, discutait le long du Cydnus avec les philosophes et les savants les plus illustres.

— Maintenant, mon Père, que je vous ai montré saint Paul, allons voir Cléopâtre.

J'espère la rencontrer, ce soir, dans ses barques sur le Cydnus... Le voilà, le fleuve, qui arrive du Taurus avec une allure de torrent, tout plein de cascades, de rochers et de sables.

Mais comment les navires aux voiles de pourpre s'y purent-ils engager? Les bancs de sable, j'admets qu'ils viennent de la montagne, ou de la mer; on a laissé le fleuve s'ensabler; mais ces rochers ont été là de toute éternité. Ne me racontez pas que Tarse formait une sorte de port, d'où la mer s'est retirée. Ce Cydnus n'a jamais pu porter que des barques légères, des gondoles... Shakspeare, La Calprenède, Gautier, Évariste Boulay-Paty (qui fîtes l'un des plus beaux sonnets de Cléopâtre), Hugo, Banville, France, Heredia, sachez que Plutarque a exagéré et que la reine aux prunelles d'or, le jeune oiseau de proie n'a pas trouvé ici assez de fond pour y naviguer... Reste le paysage, d'un romanesque émouvant. Au fond de l'immense plaine, le Taurus, tout en neige, au milieu des flammes du couchant, faisait le plus saisissant contraste avec l'immense frondaison des jardins qui relient la ville à la mer.

Nous irons, ce soir, dîner dans cette verdure. M. Boutros, l'ancien drogman du consulat, vient de nous inviter à sa campagne. Quand nous y arrivons, à l'extrême fin du crépuscule, c'est à peine s'il reste assez de jour pour que j'entrevoie le jardin, planté à peu près comme les nôtres, avec nos arbres et de puissantes vignes. Nous dînons sur un balcon très large, bien abrité, ouvert sur de grands espaces verdoyants. Selon la coutume orientale, on attendait mon signal pour mettre les viandes au feu, mais je somnolais, n'écoutant que d'une oreille assoupie notre hôte expliquer qu'on lui avait crucifié son fermier arménien. Les cœurs sont durs en Cilicie, et cette nuit respire une douceur virgilienne. J'aurais aimé qu'on m'offrît de reposer jusqu'à l'aube sur un divan de cette loggia, où flottait dans les ténèbres le parfum des jardins. Il fallut retourner à Tarse et s'enfermer quelques heures dans la plus sale des auberges, qui joignait toutes les vulgarités de l'Occident aux négligences de l'Orient, et mariait les derviches avec les Gaudissart. Ma chambre, privée d'ouverture sur les dehors de la maison, s'ouvrait dans une salle de café! Cette organisation qui contrarie peut-être les moustiques, favorise chaleureusement les punaises...

Les matinées d'Asie chassent les cauchemars. Aux premières lueurs de l'aube, le monde a retrouvé sa jeunesse. Cependant que notre équipage s'apprête, je cours au marché acheter un panier d'abricots. Puis nous nous installons dans

trois voitures : Contenau et moi, dans la première; dans la seconde, un père capucin, un père jésuite et un de leurs jeunes élèves, le plus méritant du collège, à qui ce voyage est offert comme une récompense scolaire; et enfin, dans une troisième voiture, nos valises.

Ah! le triste équipage et les pauvres chevaux! Encore avons-nous obtenu, Contenau et moi, un fiacre à l'européenne, mais les deux autres véhicules sont des sortes de corbillards où l'on doit s'allonger comme dans un lit ou dans un cercueil.

LA TRAVERSÉE DU TAURUS

A travers la plaine, sur une route convenable, nous courons vers la chaîne immense des montagnes dont la haute muraille ferme l'horizon. Sur toute cette longueur il n'y a qu'un seul passage, Guleck-Boghaz, qu'on appelait jadis les Portes ciliciennes. C'est une fissure si étroite qu'on la fermait avec des portes et qu'en 1830, Ibrahim Pacha dut l'élargir, pour faire passer son artillerie. Nous filons droit sur cette invisible ouverture.

Mais pourquoi s'arrête-t-on? Quel est ce personnage que nos voituriers ramassent et installent douillettement sur mes couvertures, en le couvrant de mes manteaux? Ils me l'expliquent, en riant béatement d'admiration pour leur propre bonté : c'est un vieux, un vénérable, un cheikh qui va en pèlerinage à Konia. Je scandalise mon capucin, mon jésuite et mes Turcs, en jurant que ce saint homme va me couvrir de vermine et que je préférerais de beaucoup le renvoyer à sa famille, étant d'ailleurs tout prêt à me charger de ses dévotions pour Djelal-eddin Roumi. Mais il faut céder, et voilà mon drôle seul dans la voiture et comblé d'égards par nos voituriers.

A midi, halte du déjeuner. Un abri sur le bord de la route, avec du feu à la disposition des voyageurs. En face de cette hutte, une estrade, un arbre, un perchoir où nous nous installons, tandis que nos deux religieux vont préparer notre repas, dont ils parlent avec un doux émerveillement. C'est une conserve allemande, une saucisse aux petits pois, dont je pensai tout le jour mourir. J'en rêvais encore au gîte du soir! Edmond de Polignac avait coutume de dire : « Manger, c'est le

paradis. Les damnés digèrent. » Mon paradis m'est gâté par des milliers de mouches qui veulent y participer.

— Mon Père, en votre qualité de disciple de saint François, si vous leur faisiez un petit discours d'apaisement !

Mais, dans cette disgrâce, un spectacle m'amuse. Le cheikh, à qui nous avons envoyé quelques reliefs, s'agitait sur mes couvertures ; deux jeunes Anglais, attablés eux aussi dans l'abri, se précipitent à son aide et le soutiennent pieusement, de droite et de gauche, pour le descendre et le promener. Voilà des jeunes gens qui m'ouvrent les yeux sur une manière intellectuelle de voyager : ils cherchent à s'assimiler les vertus des pays qu'ils traversent. Eux qui, dans les rues de Londres, négligeront, je le jure, d'assister tant de misères qui les attendent, trouvent un vif plaisir, sur les pentes du Taurus, à révérer dans un vieil aveugle oriental quelque chose de divin. Pour un peu ils l'embrasseraient. Grand bien leur fasse, mais j'aime la mesure et le naturel !

Mon désir était de continuer sans arrêt jusqu'à la station de Bozantis, de l'autre côté du col, et j'avais raison ; l'événement m'a prouvé que nous y serions arrivés dans la nuit, en quinze ou seize heures de voiture. Nos voituriers refusèrent. Intérêt ou tradition, il leur convenait de passer la nuit au han de Tekir, qui domine la descente au pied de laquelle est la gare. Nous y arrivons le soir, à ce han de malheur ! Une salle en terre battue, avec un âtre autour duquel sont étendus six à sept voyageurs de la plus sordide malpropreté. Très comique regard de stupeur et d'indignation que nous lançons à nos voituriers, et Dieu me pardonne, aux religieux qui les ont choisis et n'osent pas les commander ! Le docteur Contenau pèse les chances de malaria et distribue de la quinine. Les deux religieux ne s'inquiètent que de nous. Ils ont pour consigne et pour désir de nous assurer un voyage agréable, et ils ouvrent une boîte de sardines.

— Merci, mon Père. Je vais me coucher dans les rochers sur le côté de la route.

— Eh bien ! nous allons demander à la petite sœur Thérèse qu'elle vous fasse la faveur de passer une bonne nuit.

Depuis une heure, je regarde le ciel étoilé sans dormir. Mais une voix s'élève, une étonnante mélopée d'Asie. Le cheikh exhale ses rêves de pèlerin, et c'est magnifique dans les ténèbres,

son appel vers Djelal-eddin. Il chante (est-ce du *Mesnevi*, du *Divan?*) : « Par ton corps, tu es un animal, et par ton âme, un ange, prédestiné ainsi à marcher sur la terre et dans le ciel... » Hélas ! les deux religieux, plus rapides que deux aigles, se précipitent et lui ordonnent de respecter mon sommeil. Du rocher d'où je les apostrophe, je ne parviens pas à les convaincre que j'aime la musique mystique, et que la parole énigmatique des grands poètes dans leurs extases était en train de me réconcilier avec cet indiscret errant... Peut-être a-t-il de l'âme !

La nuit fut courte. A trois heures du matin, nos cochers nous disent qu'ils ne répondent pas de notre arrivée, si on ne part pas immédiatement. Nous voilà debout, mais eux, je crois qu'ils sont allés se rendormir !

Je me rappelle, pendant cette attente, avoir vu passer la poste avec un drapeau turc, et le conducteur sonnant dans un cornet à bouquin des sons rauques, épouvantables. Le fracas magnifique, en pleine solitude, d'une pompe à incendie dans les rues de Paris ! Pour tout le reste, le désagrément d'une panne d'automobilistes surpris par la nuit dans les Alpes.

Il ne faut me demander aucun détail sur ces immenses journées de grand air, d'insomnie, d'abstinence et de chaos. Le Taurus, c'est un nom plus rare que les Alpes ou les Vosges, mais qu'y ai-je vu de mémorable et qui vaille le voyage ? James Georges Frazer s'excite beaucoup : « De tous les côtés, les montagnes menacent les nuées de leurs cimes éblouissantes, drapées d'un magnifique linceul neigeux, tandis que leurs flots inférieurs se voilent comme d'un deuil profond dans les ténèbres des noires forêts de pins ; çà et là, des ravins infranchissables déchirent ses versants qui parfois se transforment en effroyables précipices de rochers gris et rouges qui bordent la route à perte de vue. Ces régions sublimes avec leur air vivifiant produisent un ravissement... » J'aime mieux ce qui suit : « Le voyageur qui a laissé derrière lui la plaine de Tarse et sa chaleur étouffante ressent une double allégresse, dès qu'il a débouché du défilé et qu'il arrive sur le vaste plateau d'Anatolie. De hautes montagnes vers lesquelles il jette un regard en arrière ont formé, des siècles durant, une ligne de démarcation entre l'Occident chrétien et l'Orient musulman ; au midi régnaient en souverains les Khalifes successeurs de Mahomet, et au Nord les empereurs byzantins exerçaient leur pouvoir. Durant des siècles,

ce fut le Taurus qui endigua la marée montante de l'invasion arabe... Une série de postes allant du Taurus à Constantinople signalait par ses feux à la capitale byzantine l'approche des envahisseurs musulmans. »

La vérité, c'est qu'avant l'ouverture du tunnel (que les Allemands achevèrent et mirent en exploitation pendant la guerre,) le voyageur goûtait dans ces montagnes un plaisir de sport. Mal assis, mal nourris, pressés par un sommeil invincible, dont à chaque chaos nous nous évadions, en même temps que nous risquions de glisser de la voiture, nous paraissions, Contenau et moi, deux pauvres gens; mais que nous étions heureux! Quelle expérience que cette prodigieuse simplification où nous sommes sensibles à notre être physique et plongés dans le grand air, noyés dans l'immense nature! Imbéciles que nous sommes de ne pas introduire, par intervalles, dans nos vies, quelques grandes semaines de cette barbarie, de cette animalité féconde...

Enfin, à six heures du matin, nos attelages échevelés se précipitaient tout au bas de la descente, sur le plateau d'Anatolie, dans la gare de Bozantis.

Notre épuisement, dans cette gare! Nous regardions la salle d'attente et ses bancs de bois comme un paradis. Que nous aurions passé là une meilleure nuit qu'au han de Tekir! Mes regrets s'avivèrent, quand le chef de gare nous dit que de Constantinople on l'avait averti de mon arrivée prochaine et qu'il eût à me céder sa chambre! Mais Contenau accourt, tout joyeux.

— Vous savez, le vénérable cheikh, nos voituriers sont en train de le battre, parce qu'il ne veut pas les payer!

— Ah! pardon, voituriers hypocrites, la voiture était à ma disposition. Monsieur m'a assez ennuyé, qu'il en ait au moins le profit!

Enfin le train paraît. La gare m'avait ébloui; le wagon me fut une féerie. A peine installé, je m'y endormis. Contenau, tout de même. Il m'a avoué qu'il avait rêvé qu'il mangeait un fricandeau. Au milieu de ces délices, tout le jour, s'il nous arrivait de lever la tête jusqu'à la fenêtre, nous voyions des gares françaises, la barrière, les arbres verts, quelques voitures dans la cour, des petites maisons avec des tuiles, toute une France digne d'inspirer des vers à François Coppée.

Au soir, à Konia, où nous arrivâmes à 6 heures 30, cette impression fut merveilleusement confirmée. Quelques Français

m'attendaient et me conduisirent, à deux pas, à l'hôtel de Mme Soulier. Un hôtel élevé par les soins de la compagnie du Bagdad, exactement ce que nous appelons chez nous « le Café de la gare, » tout neuf dans un jardinet dont les arbres sont encore des manches à balais. Quel palais! quel bien-être! Je rentre en civilisation. Dois-je manger ou dormir? Dormir.

Dans mon premier sommeil, j'entendis *la Marseillaise*. C'étaient les Assomptionnistes avec leurs élèves, qui, ayant appris mon arrivée, venaient me fêter sous mes fenêtres. La trompette du jugement dernier ou la flûte de Djelal-eddin Roumi lui-même ne m'auraient pas mis debout. Mais douze heures plus tard, je ressuscitai. Je sautai à bas de mon lit, j'ouvris les fenêtres pour mieux entendre les oiseaux et respirer un air divin, et l'un de mes plus grands plaisirs commença. Est-il des moyens mécaniques pour multiplier en nous l'enthousiasme? C'est un problème que depuis sept siècles on prétend résoudre à Konia, au rythme des flûtes et des tambourins. Peut-on ouvrir au *Codex* un chapitre supplémentaire et dresser une nomenclature d'agents matériels propres à exalter l'âme? Connaissons-nous d'expérience certaine ces obscures régions de l'être où l'on voit le matériel et l'immatériel communiquer entre eux et s'émouvoir? C'est ici que je m'en ferai une idée.

MAURICE BARRÈS.

(A suivre.)

LA COMBE DU LOUP[1]

I. — VEILLE DE CHASSE

— Ce val étroit, qui paraît finir dans une gorge, ou dans un coupe-gorge, enserré par les pentes escarpées et roides du Clapier du Peyron, avec un bouquet de sapins et un bout de pâturage au bord du petit lac, là où j'ai vu des chèvres que, sans mes jumelles, j'aurais peut-être prises pour des chamois, c'est bien la combe du Loup, n'est-ce pas ?

— Bien sûr.

— Pourquoi l'appelle-t-on ainsi ? Y avait-il autrefois des loups ?

Un silence. Puis une voix :

— Oui, un grand loup. Il y est encore.

C'est le garde Chavert qui m'a répondu. Et sa réponse, qui soulage, me semble-t-il, d'un malaise l'assistance, est approuvée par des rires sonores où je crois surprendre cet humour qui est l'ironie du paysan.

Nous étions rassemblés, après le repas du soir, dans la cabane des traqueurs. La chasse avait été fructueuse : un bouc du poids de quatre-vingts livres et une jeune chevrette. Le bouc était déjà parti pour le bourg d'Oisans sur les épaules colossales du grand Bormand dont le pas ébranle la montagne et serait détaillé demain sur l'étal du boucher pour les amateurs de ce gibier un peu âcre. Mais la chevrette, nous l'avions gardée : elle servirait à notre propre nourriture. Instantanément dépecée à cause de la chaleur, sa peau était pendue à

(1) *Copyright by* Henry Bordeaux, septembre 1923.

l'entrée de la grange, sous le massacre des petites cornes courbes suspendu comme un trophée. Nos hommes, qui avaient escaladé les rochers de Malhaubert, s'étaient retapés avec un souper copieux et abondamment arrosé. Ils étaient dans cet état de béatitude qui suit les saines fatigues, quand l'animal bien repu est au repos et jouit d'une heureuse digestion.

— Ah! par exemple, il y est encore? Eh bien! nous le débusquerons. Une chasse au loup, ça nous changera. Il nous donnera moins de mal que le chamois de ce matin.

— Pas celui-là, reprend Chavert à la satisfaction de l'auditoire.

— Il est donc si terrible?

— Terrible, monsieur. Ni les gardes ni les gendarmes ne s'y sont frottés. Il braconne à son goût, sans qu'on le dérange, sauf sur votre chasse, bien entendu, parce que, moi, je ne crains pas les coups de fusil, surtout quand c'est moi qui tire. Il est le maître de sa combe, et personne n'y met les pieds. Je ne vous conseille pas d'y aller.

Le Loup est donc un homme. Mais quel homme et pourquoi ne m'en a-t-on jamais parlé?

Je multiplie les questions : on me répond avec répugnance. Je me rends compte que c'est un sujet abandonné à Chavert, car tous le regardent, attendant de sa bouche un mot d'ordre. Je romps les chiens en organisant la chasse du lendemain et comme cette chasse nous mènera précisément aux abords de la combe du Loup je reviens à mon sujet par une offensive brusquée et voici que les langues se délient :

— Alors, ce Loup, il vit tout seul ?

— Parbleu, dit Chavert : les loups ne vivent pas avec les hommes.

De nouveau l'assistance approuve et ricane.

— Pas de femme?

Un profond silence, indice d'une gène indicible : tous les yeux, de nouveau, sont tournés vers Chavert qui finit par déclarer :

— Il en avait une : elle est morte.

Et le garde ajoute cet affreux détail qui, je le remarque, jette un froid :

— C'était sa fille naturelle. On prétend qu'il l'a empoisonnée.

— Ça ne m'étonnerait pas, insiste, après un regard inquiet du côté de Chavert comme pour obtenir sa permission, le traqueur Maliveau qui n'a pas son pareil pour dépister le gibier. Il connaît les plantes. Même qu'il a fait sa fortune là-dedans. Il se promenait dans les pays avec des cahiers de fleurs sèches et des boîtes de graines : — Voici les fleurs des Alpes et voilà les semences... Et ce qu'il en vendait aux clients! C'étaient des graines de n'importe quoi : de sapins si vous voulez. Comme il faut du temps aux semences pour pousser, il pouvait disparaître à son aise, et il ne retournait jamais au même endroit.

— Et c'est ainsi qu'il a fait fortune, Maliveau?

— Dame : il a acheté sa combe et bâti sa bane. Ce n'est pas rien.

— Quel âge peut-il avoir?

— Dans les cinquante-cinq.

— Il s'est marié tard?

— Oh! il n'était pas marié. Le curé ni le maire n'y avaient passé. La Guiton, c'était sa chose. Comment appelez-vous ça dans les villes? sa maîtresse, quoi!

— Bien. Et pas d'enfant?

— Si. Un petit dont il s'est défait.

— Dont il s'est défait?

— Enfin il l'a mis à Grenoble et ne l'a plus revu.

— Et de quoi vit-il, tout seul, dans sa montagne?

— De quoi? de sa pêche : le lac est proche de la combe. De sa chasse : il a du chamois et de la marmotte, du coq de bruyère et de la perdrix blanche. De ses chèvres. De ses poules. Des pommes de terre de son bout de champ. Oh! il n'est pas à plaindre. Et il ne faut pas aller le déranger. Parce que, des fois, ça tourne mal.

Maliveau qui aime à se mettre en avant a soutenu ce dialogue sans broncher. Mais tout à coup il surprend les yeux perçants de Chavert braqués sur lui comme une carabine à double canon, et il se précipite dans le silence, tête basse : je ne tirerai plus rien de lui. Moi, de plus en plus intéressé par les mœurs de ce solitaire, je lance dans la conversation cette pierre à tout hasard :

— Pourtant il n'a tué personne?

Aucun des traqueurs n'est disposé à parler. Décidément, il faut s'adresser à Chavert. Carrément, comme si nous étions

seuls, lui et moi, dans la grange, je répète ma question, et il daigne y répondre :

— C'est ce qui vous trompe, monsieur.

— Il a tué quelqu'un ? Racontez-moi.

— Voilà. Il y avait, dans les temps, un Italien du nom d'Antonio, — son autre nom, je l'ai oublié, — qui venait couper du bois au bord du lac. Un jour, il est tombé dedans et on ne l'a plus revu.

— Un accident, ça arrive.

— Le cadavre a reparu après bien des jours. Il n'y avait pas eu d'accident.

— Qu'en sait-on ?

— On avait poussé l'Italien. Et comme il essayait d'aborder, on l'avait assommé. Le mort portait des blessures à la tête.

— Et la justice ?

— La justice ? Oh ! la justice !

C'est une exclamation unanime de tous les traqueurs détendus, qui peuvent enfin donner librement leur avis. Ils rient, ils s'esclaffent, ils étouffent. On ne peut pas dire que le respect de la justice soit en progrès chez nous. Ou peut-être ces gars robustes et impatients ont-ils eu plus ou moins, à tour de rôle, maille à partir avec elle pour braconnage, contrebande, ivresse ou rixe. Dans tous les cas, elle ne trouve pas de crédit. Je tente vainement de remonter un courant aussi rapide :

— Enfin n'y a-t-il pas eu d'enquête et de poursuite ?

— Mon Dieu oui ! convient le garde Chavert avec condescendance, il est bien venu des messieurs juges. Même qu'ils ne savaient pas marcher et qu'ils voyaient trouble. Il fallait les porter et les tenir. Partout ils trouvaient des abîmes et leurs jambes étaient de coton. Ça sort des villes, ça n'a jamais tâté un rocher, ça se traîne en plaine sur des grand routes, et dans des voitures encore.

Et après avoir exhalé son mépris, qui est partagé par tous ses camarades, il en vient au récit de l'affaire :

— C'est moi qui leur servais de guide. Quand on a repêché le cadavre, ils n'osaient pas seulement le regarder en face. C'est vrai qu'il n'était pas beau, le jeune homme : tout vert et tout gonflé, avec un crâne bosselé et un œil sorti.

— Faites-moi grâce du tableau, Chavert.

— Oh ! vous savez, un mort en vaut un autre. Les diffé-

rences, c'est pour les vivants. Alors je leur ai montré la trace des coups. Ils n'ont rien voulu savoir.

— Sans doute avaient-ils leurs raisons.

— Leurs raisons? Je les connais bien, leurs raisons. La peur, monsieur, la peur. Le Loup était là, avec ses yeux rouges, sa barbe en broussaille, sa taille, ses biceps et son piolet. Il ne se gênait pas, lui, pour les regarder sous le nez. Fallait voir comme tous ces procureurs filaient doux.

— On ne l'a donc pas arrêté?

— Qui? pas les gendarmes, pour sûr. Arrêter le Loup? vous n'y pensez pas. Ils lui ont donné un non-lieu, comme ils disent. Ça signifie qu'on étouffe un crime comme un canard. Et depuis lors le Loup vit sans inquiétude, mais tout seul.

— Personne ne va chez lui?

— Quoi faire?

— Personne ne lui parle?

— Personne.

— L'avez-vous rencontré?

— Moi, reprend Chavert : une fois. Là-haut, sur la crête qui fait la limite de la chasse gardée, il avait abattu un chamois, un grand bouc, un solitaire comme lui. Le chamois était tombé en travers, juste sur l'arête. Je le surveillais et j'arrivai sur place quand le Loup s'apprêtait à l'enlever. Il avait son fusil, moi le mien. Le mien est bon. Sans s'occuper de moi, il a voulu prendre la bête par les pieds de devant pour la charger. Mais je l'ai empoignée par les pieds de derrière. Il a tiré à lui. J'ai tiré à moi. Les os, les muscles et les chairs en criaient. La peau se tordait et les poils grésillaient comme s'ils prenaient feu. Le chamois était chaud et les entrailles lui partaient. A la fin, il s'est fendu. Le Loup a eu la poitrine, moi les gigots. Les gigots, c'est meilleur.

Chavert redresse la tête avec orgueil.

— Qu'est-ce qu'il vous a dit?

— Rien.

— Et vous?

— Pas un mot.

Un instant j'imagine cette scène silencieuse sur un sommet de l'Alpe : les deux hommes, les deux géants de force égale, d'égale audace, se mesurant de l'œil et écartelant sans une parole le bouc sanglant sur l'herbe rouge. Il fallait être Chavert

pour braver le Loup et lui ravir la moitié de sa proie. Ses camarades de chasse le considèrent avec admiration. Il est digne d'être leur chef.

— Eh bien ! moi, dit Maliveau, si je le vois, je me sauve. C'est plus sûr.

Et cet aveu du plus rusé les soulage tous. On ne se bat pas avec une bête fauve, on l'évite.

Nous revenons à la chasse du lendemain sur les pentes du Clapier du Peyron, nous distribuons les postes, nous convenons des heures et, quand le plan de bataille est élaboré, je souhaite le bonsoir aux traqueurs dans leur grange, et avec mes compagnons je regagne la cabane voisine où nous couchons.

Sommeil agité : je rêve du Loup. Mais c'est Antonio l'Italien qui a pris la place du chamois et que l'on tente vainement de lui arracher...

II. — L'ANTRE DU LOUP

Le lendemain, ce fut une de mes plus dures journées de chasse dans ce Dauphiné aux parois abruptes, aux pentes sévères, recouvertes d'un traître gazon ou de clapiers affreux qui dégringolent sous les pieds, en sorte que vous avez l'impression que toute la montagne descend avec vous dans une avalanche de pierres.

Mon poste, — que j'avais choisi, — se trouvait presque au-dessus de la combe du Loup, mais à cinq ou six cents mètres au-dessus, dans une tour aérienne, dans le ciel. Tout en surveillant avec mes jumelles les vernes d'où jaillirait la harde des chamois, quand les cris des rabatteurs la contraindraient à monter vers nous, je ne manquais pas d'observer le domaine interdit dont le garde m'avait fait une si étrange description : une baraque en planches, assez bien construite, me semblait-il, et, chose rare, entourée d'une sorte de jardin ; car ces teintes éclatantes, — rouges, blanches, violettes, etc., — ne pouvaient appartenir qu'à des fleurs rassemblées et cultivées. Le diable avait du goût. Les chèvres broutaient au soleil un maigre pré fermé par une palissade. Mais je n'aperçus pas, de mon observatoire, le propriétaire, dont mes hommes avaient tous déclaré, sauf Chavert, qu'il était invisible.

La chasse ne tourna pas à mon avantage. Elle se déroula

tout entière sur ma gauche et je ne pus la suivre que de très loin, non avec mes yeux ni avec mes jumelles, seulement au bruit de la traque et aux coups de fusil. Leur pétarade, répercutée par les échos, ne me parut pas de bon augure : quand on tire si souvent, le gibier a été manqué. Je m'apprêtais donc à redescendre vers la source où je rejoindrais mes compagnons, quand Chavert, surgi comme un fantôme d'une barrière de rocaille, me vint avertir de ne pas bouger. La harde, après avoir été manquée en effet, s'était remisée. Peut-être la pourrait-on plus tard rabattre de mon côté. Puis il disparut de son pas glissant et prompt qu'on n'entend point et qui n'admet aucune résistance ni du roc, ni de la glace, ni des forces humaines.

J'avais emporté dans mon sac tyrolien de quoi durer sur place : œufs durs, pain, jambon, fromage, quelques fruits montés de Bourg d'Oisans, plus une bonne gourde en peau de bouc remplie d'un vin blanc de Crépy léger et gaillard et que j'avais rafraîchie dans un trou de neige avant de prendre mon poste. Ces déjeuners en plein soleil, dans l'air et la lumière, avec un horizon immense et tout dentelé de pics blancs et or pour salle à manger, sont une des joies de ma vie. Et quand la boisson glacée descend dans le gosier et qu'on peut suivre sa descente aux froid et chaud qui l'accompagnent, c'est une libation offerte au dieu de la jeunesse et de la force.

Donc, je prendrais patience et j'attendrais tout le temps nécessaire. Par mesure de prudence, — ne faut-il pas toujours être prudent à la montagne? — je gardai quelques provisions pour la fin de la journée et je n'épuisai pas le contenu de l'outre. Sait-on jamais quand on rentre?

La harde levée avait dû, trompant les traqueurs, se remiser en effet dans un bouquet de ces maigres mélèzes qui grimpent jusqu'à deux mille mètres, ou se vautrer dans ces hautes touffes d'airelles rouges qui offrent un tapis moelleux. Il fallait donner le temps à nos hommes de monter à sa hauteur et sur sa droite, sans être aperçus, pour tenter de la pousser ensuite dans ma direction. Dans l'après-midi, la chasse recommença. Mais les chamois se ruèrent brusquement à l'assaut des sommets avant de venir à moi. Mes compagnons en auraient le profit. Je comptai deux, trois, quatre coups de carabine. Puis, ce fut le silence. Trois ou quatre pièces de plus au tableau, sans doute. La

chance ne me favorisait pas. Dès lors, il n'y avait plus qu'à redescendre de ma tour et regagner la cabane avant la nuit.

Diable ! Mais, tout à la surveillance des événements qui s'étaient déroulés comme une bataille lointaine, je n'avais pas remarqué la menace des nuages qui s'étaient amoncelés au-dessus de moi. L'orage éclata brusquement, comme il arrive souvent à la montagne où le temps change en un instant pour qui n'a pas l'habitude d'épier les prodromes de ces subites transformations. Et quel orage ! De la grêle et des ténèbres : une trombe de grêle, un matelas de ténèbres sous lesquels il fallait tâter du pied le rocher sûr. Malgré ma pèlerine, j'étais trempé et ne parvenais pas à préserver ce que j'avais de plus précieux : mon fusil. En vain je cherchais des yeux un abri possible. Pas un sapin, pas une grotte, rien que la paroi où trouver, non sans peine, les anfractuosités nécessaires à ma descente. Je manquai, au bas de la muraille, la sente que je connaissais et que je guettais comme on guette un secours dans le malheur. M'orientant mal, j'obliquai un peu trop à droite et me perdis. Je dus errer assez longtemps et tourner en rond, ou presque, pensant reprendre la bonne direction. Bref, comme un débutant dans l'automobile ou la bicyclette est hypnotisé par l'obstacle et fonce dessus quand il croit l'éviter, je me heurtai à la cabane du Loup où je comptais bien ne jamais entrer. Je ne pouvais conserver aucun doute : mes yeux et mes jumelles n'avaient relevé au-dessous de moi, quand j'étais à mon observatoire aérien, aucune baraque de berger, aucun pacage, aucune grange, hors le fameux chalet qu'il fallait fuir comme un repaire de sorcier. Je ne délibérai qu'un instant en moi-même : la tempête ou l'homme ? J'étais si mouillé et si las de chercher mon chemin dans l'obscurité que, ma foi ! je préférai l'homme. Après tout, on s'arrange même avec les assassins. Ils ne tuent pas inutilement. Tuer n'est pas un plaisir : quand on a fait la guerre, on le sait. Et puis, j'étais armé ; je ne parle pas de ma carabine mal bouchée qui avait dû prendre l'eau, mais du petit revolver anglais qui ne me quitte guère dans mes courses. Enfin, j'avoue que la conversation de la veille avait excité ma curiosité et qu'il ne me déplaisait nullement de voir de près le monstre.

Donc je heurtai l'huis avec mon piolet. Aucune réponse. Tant pis ! si la porte n'était pas fermée, je pénétrerais à l'inté-

rieur, afin d'être au sec. Il arriverait ce qui arriverait. Par acquit de conscience, je frappai une seconde fois et reçus dans l'oreille un vigoureux : *On y va!* que je n'attendais plus. Le loquet grinça et ce fut l'apparition : un long corps droit, une grande barbe qui me fròla, des yeux qui luisaient comme des yeux de chat. Rien d'autre, à cause du temps et de l'heure sombre. Et la grosse voix me jeta dans la figure :

— Ben quoi ! Il y a quelqu'un.

J'allais m'expliquer : il ne m'en laissa pas le temps :

— Que voulez-vous? passez votre chemin.

Le conseil était bon sans doute. Mais j'étais résolu à courir ma chance jusqu'au bout, et surtout à sortir du cyclone de pluie et de neige mêlées qui me courbait le dos :

— Ah ! non, dis-je, par un temps pareil on ne met personne à la porte. J'entre.

La voix se radoucit aussitôt, mais se fit goguenarde : je connais si bien les inflexions des paysans savoyards et dauphinois :

— Oh ! vous pouvez entrer. Vous serez bien le premier.

Il me poussa dedans et referma la porte par où s'engouffrait déjà la rafale. Nous nous trouvâmes dans une pièce assez vaste avec une cheminée dans le fond où flambaient quelques pommes de pin. On ne voyait clair qu'à la lueur de ce piètre feu, mais je m'y accoutumai assez vite pour distinguer une desserte avec des assiettes, une table, deux ou trois escabeaux, un fusil pendu au mur, et dans un coin des ustensiles de jardin : arrosoir, pelle, pioche, etc. Je remarquai sur la table un pot de terre avec des fleurs : ornement bien rare dans les intérieurs de campagne, et surtout quand il n'y a pas de femme. Aucun lit : donc la cabane devait comporter une seconde salle, peut-être deux à en juger par les portes. Je n'avais pas soufflé mot pendant mon inspection. Mon hôte devait m'évaluer avec mon attirail de chasse, car, ramenant mes yeux sur lui, je remarquai l'insistance de son regard. Tout à coup, étendant la main, il me palpa. Impression désagréable : je me reculai brusquement. Il ricana et déclara :

— Pas un fil sec. Attendez.

Il ne disparut qu'un instant et rapporta une fascine et des bûches. Nous eûmes bientôt un feu magnifique, avec un peu de fumée par surcroît :

— Séchez-vous, m'ordonna-t-il. Tout nu. Et les vêtements sur la corde. C'est comme ça que je fais.

Je ne me souciai point de me dépouiller de tous mes vêtements : c'était perdre mon revolver et me désarmer. Il comprit et interpréta mon hésitation :

— Je vous fais peur. On m'appelle le Loup.

Mais je le conquis d'un mot :

— Puisque je suis chez vous, c'est que vous ne me faites pas peur. Les autres préfèrent la tempête au Loup. Moi, j'ai préféré le Loup à la tempête.

Et je me séchai tranquillement. Pendant mon bain de vapeur et ma lessive, il allait et venait, mettant nos couverts sur la table.

— Pas grand chose, marmonnait-il. Autant dire rien.

Je tâtai mes habits et me rhabillai. Bien au chaud, je goûtai une sensation de bien-être qui me prédisposait à l'optimisme.

— Alors, lui demandai-je, nous allons souper.

— Pas grand chose. Des œufs de mes poules et de la marmotte.

— J'ai du jambon, du fromage et des fruits.

Il fit un grand geste de refus :

— Gardez-les.

— Et du vin.

— Ah ! du vin.

C'était presque un soupir, et dans tous les cas un aveu. Quel homme est rebelle à toutes les tentations de la chair et de l'estomac ? Celui-ci, visiblement, désirait de jouer au grand seigneur qui offre une hospitalité royale. Mais il n'avait sans doute pas vidé une bouteille depuis des années, et le souvenir le hantait. Je n'avais guère touché à ma gourde en déjeunant : or elle tient plus d'un litre. Il goûterait donc de mon Crépy. Ce serait l'occasion de causer.

A la clarté du grand feu qui oscillait à hauteur d'homme, j'avais pu l'examiner à loisir. La barbe était grise, mal soignée, broussailleuse et épaisse comme ces vernes où se cachent les chamois, les yeux enfoncés, d'un regard pointu difficile à supporter et qu'on sentait comme une piqûre, vaguement chassieux et pointillés de taches rouges, le nez busqué, le front dégarni : une de ces têtes au relief violent qui font le bonheur des peintres et qui tiennent du bandit et de l'apôtre.

Quant au corps, il était d'un athlète, la poitrine bombée, et des membres tout en muscles qui soulevaient les habits. Des habits de mendiants, mal reprisés, avec des pièces.

Il avait cassé des œufs dans un plat de terre qu'il portait au feu sur une fourche :

— Voulez-vous que j'allume la lampe ? lui demandai-je.

— Pas de lampe ici.

— Une bougie alors?

— Pas de bougie.

— Moi, j'en ai une, dans mon sac.

Un chasseur ne doit-il pas avoir une lanterne ? Il se retourna de mon côté presque menaçant :

— Vous n'y voyez donc pas assez ?

Pour ne pas le contrarier, je me contenterais donc provisoirement de la flamme du foyer. Et nous voilà assis l'un en face de l'autre sur des escabeaux, à manger notre nourriture. Nous avions faim : tout y passa, ses provisions et les miennes qu'il finit par accepter. Une boîte de thon que j'avais reçut son approbation. Mais le vin, surtout, fut bien accueilli. Il prenait tant de plaisir à le lamper gorgée par gorgée, à le flairer, à l'attirer, à le couler dans toute la bouche, à s'en gargariser et à l'ingurgiter enfin, que je m'en versai à peine quelques gouttes, afin de le lui réserver.

Ma parole! j'avais grand soif, et cependant je me privais de la tarir pour la satisfaction de suivre les manèges de mon hôte. Il ne m'inspirait plus aucune frayeur. Au contraire, il m'amusait. Une ou deux gourdes en plus, et je le tenais à ma merci. Quelle plaisanterie que la réputation! Ce brigand m'apparaissait de tout repos, et comme un convive agréable. Après quelque gêne et quelques recherches de mots perdus par le manque d'usage, il se reprenait à la conversation sans dissimuler qu'il y trouvait son compte. Il se révélait parfaitement sociable, et je découvrais qu'il avait dû courir le monde et n'était point un de ces paysans fermés et verrouillés qui n'ont jamais quitté des yeux le clocher de leur village. Comme je cherchais le nom d'une fleur mauve que j'avais cueillie en grimpant à mon poste, il me le donna sans hésiter : un aster. Et il me révéla toute une érudition de botaniste, qui me fit aussitôt souvenir des racontars de Maliveau sur les escroqueries qu'il commettait avec la vente des graines. Puis il me dressa la carte des remises de nos

chamois : ici un vieux bouc isolé, là une harde de dix têtes, et plus loin, dans les vernes de Malhaubert, une harde de dix-huit.

— Vous êtes plus fort que Chavert, lui dis-je avec admiration.

Il me sembla que ce nom lui tirait une grimace. J'ouvris une fiole qui contenait de la fine champagne et nous la bûmes de compagnie. Il la humait comme le vin, puis la jetait d'un coup dans son gosier. Après quoi, je bourrai une pipe et lui passai ma blague. Il ne me la rendit pas et pourtant ne savait qu'en faire. Je compris sa disette et lui mis dans la main une pipe de renfort que ma poche contenait. Aussitôt il la bourra et, dans l'heureuse fumée qui l'environnait, il me posa enfin la question que j'attendais :

— Alors, qu'est-ce qu'ils disent de moi, là-dessous?

— Qui?

— Les hommes.

Je biaisai avant de lui répondre, car j'avais mon plan :

— Eh bien! mais, vous les voyez, je suppose.

— Non.

— Vous n'allez pas à Vénosc, ni au Bourg d'Oisans?

— Jamais.

— Vous ne parlez à personne?

— Si. Mais pas de ce côté. De l'autre.

Il désignait du geste la muraille qui ferme la combe :

— Je passe dessus, par la brèche de Val-Senestre et je m'en vas dans le Val-Jouffrey. Quand j'ai besoin de quelque chose. Pas souvent.

J'imaginai son existence d'ermite et gardai le silence. Il avait si rarement l'occasion de causer qu'il ne voulait pas la perdre, bien qu'il fût taciturne. Ce fut donc lui qui reprit :

— Ils m'appellent le Loup. Je me nomme Balmat. Bernard Balmat.

Puisqu'il se présentait, je crus poli de l'imiter :

— Et moi, Étienne Charlieu. Avocat à Chambéry. A votre service.

Il me répliqua sèchement :

— Je n'ai pas besoin d'avocat.

— Vraiment? fis-je sans méchanceté, mais non sans quelque ironie.

— Ah! oui, on vous a raconté des choses.

— On en raconte toujours, Bernard Balmat.

— Dites-les : je veux savoir.

— Est-ce la peine de vous ronger les foies?

— Dites-les.

Son visage rouge insistait, suppliait. Je me décidai. Après tout, pourquoi pas? Un certain goût du danger me prenait, comme en montagne, comme à la chasse :

— Eh bien! ils disent que vous braconnez les chamois et et que les gardes n'osent rien contre vous. Sauf Chavert.

Il haussa les épaules.

— Que vous avez gagné votre cabane et votre terre en vendant de fausses graines de fleurs, de fleurs des Alpes, et en ne les vendant jamais aux mêmes.

Cette accusation le mit en joie :

— Ah! ah! ils disent ça. Et quoi encore?

— Le reste est plus grave.

— Je m'en f...

— Bien. Vous l'aurez voulu. Ils disent que votre femme n'était pas votre femme devant le maire et le curé..., qu'elle était même votre fille naturelle... et que vous l'avez empoisonnée...

J'avais avancé avec précaution, comme sur un glacier crevassé. A la troisième phrase, il se dressa brusquement sur moi et je crus qu'il allait m'étrangler. Instinctivement, je glissai ma main dans la poche du revolver. Comprit-il mon geste ou l'absurdité de me rendre responsable? Avec la même soudaineté il se calma.

— Quoi encore? réclama-t-il.

Je continuai, comme si je n'avais pas remarqué sa colère :

— Que vous avez poussé dans le lac un Italien nommé Antonio.

— Antonio Berrari. Et après?

— C'est tout, Bernard Balmat. Il me semble que c'est assez. Le vol, l'inceste et deux assassinats : que vous faut-il?

Il ne me répond pas. En somme, il n'a rien démenti. Je m'attendais à des protestations. Or il a simplement précisé le nom de l'Italien. N'en tirerai-je aucun éclaircissement? Il finit par me regarder bien en face, à la lueur mobile du brasier. Si je n'avais été déjà familiarisé avec sa figure, j'en aurais pu concevoir quelque frayeur. Puis il me jette :

— Alors, pourquoi êtes-vous là ?

Je devine ou crois deviner ce qui le travaille.

— Oh ! vous savez : sa réputation et soi, ça fait deux.

— Pas pour tout le monde.

Il est agité. Il s'était rassis, il se lève à nouveau et va prendre mon fusil accroché au mur. Je n'aime pas beaucoup ce jeu :

— Un Martini, reconnaît-il. C'est une bonne arme.

Il l'examine, il la palpe, il la tripote. Je l'avertis :

— Prenez garde : j'ai laissé des cartouches dans le magasin.

Il s'en est bien aperçu et fait glisser la première dans le canon. Voilà ma carabine chargée entre les pattes du Loup, à deux pas de moi. J'ai eu tort de l'irriter en ouvrant son dossier. Et tout doucement je palpe mon revolver, de façon à l'avoir en main instantanément. Que suis-je venu faire dans cet antre ? La tempête aurait mieux valu. Je me reproche ma téméraire démarche quand un secours inespéré m'arrive...

III. — LES CHIENS ET LE LOUP

Un, deux, trois coups de feu déchirent le silence dans notre voisinage immédiat. Le Loup s'approche de la fenêtre, mais sans raccrocher mon fusil. Le temps s'est remis au beau, tout aussi brusquement qu'il s'était gâté. J'aperçois des étoiles sur l'épaule de la montagne sombre. Dans l'attente de la lune, la nuit n'est pas très obscure.

— On vous cherche, conclut Balmat.

— Peut-être bien. Ouvrez donc la croisée et tirez pour les avertir. Ils connaissent le son de ma carabine.

— Inutile : ils ne viendront pas vous chercher ici.

— Pourquoi ?

— Personne n'entre chez moi.

— J'y suis.

— Ils ne le croiront pas. Après ce qu'ils vous ont raconté.

C'est juste : Chavert et ses camarades ne supposeront pas que j'ai, seul, affronté le monstre. Mais alors, je sortirai à leur rencontre. Ces braves gens, malgré la fatigue de la journée, ont organisé une battue pour me découvrir : ils redoutent pour moi un accident. Je ne puis les laisser dans l'embarras.

A mon tour, je m'approche de la fenêtre, je l'ouvre et je pousse un appel prolongé avec mes deux mains en porte-voix.

Balmat n'a pas eu le temps d'intervenir, mais je devine sa fureur. Cependant je distingue dans l'obscurité deux ou trois lueurs qui bougent : les falots des traqueurs. Des voix me répondent, de plusieurs côtés. Ils se sont égaillés, pour mieux fouiller la combe. Ils sont là. Tout de même, je n'en suis pas fâché.

— Ils vont entrer, Balmat.

— Ils n'entreront pas.

— Vous n'allez pas les en empêcher?

— Oh ! pas besoin. Le Loup est le loup.

Au même instant, comme pour lui infliger un démenti, on heurte violemment à la porte et, sans attendre la réponse de l'hôte, un homme pénètre à l'intérieur, y tombe plutôt comme un bolide. C'est Chavert. Éclairé de bas en haut par le feu, il me paraît plus grand qu'à l'ordinaire, et sa figure rasée plus anguleuse et plus dure. On dirait qu'il n'a pas vu Balmat, car il vient à moi tout droit :

— Ah ! monsieur Charlieu : vous voilà. Ce n'est pas trop tôt. On vous a cru cassé.

— Mais non, Chavert, mais non : je suis intact. Après la chasse j'ai été pris par la bourrasque et je suis entré ici où l'on m'a séché et nourri.

Mais le garde ne s'est pas occupé de mon explication. Il a pris à la cheminée un tison et le brandit par la croisée ouverte en guise de signal. Le signal a été repéré : car les cris se rapprochent. Une ombre, puis une autre passent devant la fenêtre. La cabane du Loup est cernée par les traqueurs.

Lui cependant, que je suis des yeux, ne bronche pas. Il continue de manier mon fusil dans ses doigts experts. Il regarde Chavert qui ne lui a pas adressé la parole, qui n'a même pas semblé l'apercevoir. Qu'y a-t-il entre ces deux hommes? Je les revois écartelant un chamois sans un mot. Cette bête broyée signifiait-elle une vieille haine? Quel butin, quelle proie se sont-ils autrefois disputés?

Et voici que la meute force le gîte. Les chiens, un à un, s'alignent en face du fauve qui, de ses yeux rouges, les dénombre. Je reconnais Bormand à sa carrure, Maliveau à la souplesse de son pas. C'est un spectacle de chasse inédit. La curée est-elle prête à être servie chaude? Vont-ils aboyer à la mort? Ou le Loup vaincu fera-t-il tête une dernière fois,

comme le chamois qui ne se rend pas vivant ? Il maintient avec soin ses distances : en somme, il aura toujours le temps d'épauler et d'abattre un des assaillants. Ce sera Chavert sans nul doute. Mais Chavert ne s'occupe pas de lui. Il range ses hommes et les harangue :

— M. Charlieu est retrouvé. Il n'a point de mal. Il s'était égaré au bas de la paroi.

A tour de rôle je serre la main des traqueurs en les appelant par leur nom ou par leur prénom, quand les mouvements de la flamme me permettent de les dévisager, comme le principal intéressé fait à l'église après les mariages et les enterrements. Car il y a un protocole paysan auquel il serait discourtois de se soustraire. La cérémonie faite, Chavert qui abuse du commandement déclare :

— Et maintenant, en route pour le refuge.

A son ordre, les traqueurs sortent un à un, lentement, de la pièce où nous sommes tous rassemblés. Il n'y aura pas de curée. Les choses se passent en toute simplicité, alors que j'imaginais une scène romantique. Il ne reste bientôt plus que le garde, le Loup et moi. Le Loup, qui s'était penché pour secouer le feu, se redresse et paraît tout rouge de la lueur du brasier. Il me regarde, attendant mon départ, et il me semble que ce regard, loin d'être terrible ou hostile, est presque suppliant, chargé d'une interrogation douloureuse. Chavert aussi me considère. Il s'efface, pour me laisser passer devant lui. Il ne s'est pas une seule fois tourné vers notre hôte, comme s'il avait supprimé cette présence de son rayon visuel. Entre ces deux hommes, je comprends très nettement que je suis l'arbitre. Une haine dont j'ignore l'origine les sépare. Si je m'en vais, je condamne le Loup. Mes hommes ne doutent pas de cette condamnation, et mon garde moins encore que ses camarades. Celui-ci, — je m'en rends compte, — estime que je fais bien des façons pour franchir le seuil maudit. Il s'aperçoit que j'hésite. Sa stupéfaction ne se dissimule pas et je la lis dans ses yeux. Comme si je lui devais obéissance, avec une nuance de respect pourtant, il répète pour moi :

— En route, monsieur. Il est tard.

Mais l'autre qui ne dit rien, qui n'a pas ouvert la bouche depuis que son domicile a été violé par toute une troupe sans son autorisation, qui a su avaler sans parole sa colère et sa

honte, est suspendu à ma décision. Il attend, lui aussi. En somme, il m'a reçu dans la tempête, il m'a donné son gîte, son feu, sa nourriture. Il a été mon hôte. Vais-je reconnaître son hospitalité en le lâchant publiquement? Brusquement je me tourne vers le garde :

— Écoutez, Chavert : je suis fatigué. Alors je passerai la nuit ici, puisque Bernard Balmat (j'ai grand soin de lui restituer son nom d'homme) m'offre un abri. Demain, pas de chasse : les traqueurs se reposeront. Ils en ont besoin. Et je regagnerai le refuge à la première heure.

Cette fois, Chavert a daigné regarder le Loup. Quel regard, tudieu ! J'en ai froid dans le dos. Si les regards tuaient, notre hôte serait là, gisant devant moi. Tandis qu'il est triomphant, notre hôte. Il a relevé la tête et sa barbe pointe en avant. Il a l'air d'un roi mage qui apporte ses présents. Ma confiance l'a relevé dans sa propre estime. Il est redevenu le seigneur de son palais de bois.

Ai-je bien agi, dans cette bascule des plateaux de la balance? En somme, pour gagner un affreux criminel, par manière de vanité, de jeu ou de dilettantisme, je risque de perdre le garde le plus réputé et le plus dévoué, qui s'était jeté dans la nuit et l'orage pour me porter secours, et avec lui tous ses camarades qui le suivent au doigt et à l'œil.

— Monsieur est le maître, me répond-il d'un ton menaçant, en marchant vers la porte.

J'essaie de le rattraper avec de bonnes paroles :

— Donnez un coup de vin aux hommes, Chavert : ils l'ont bien mérité après leur double traque et leur randonnée du soir.

Mais je ne reçois aucune approbation. Je rouvre la porte pour crier encore :

— Bonsoir, Chavert. A demain matin, de bonne heure.

Il ne m'adresse aucun adieu. Il a déjà disparu. Les ténèbres l'ont dévoré.

Je rentre, et me voilà cette fois, sans la possibilité d'aucune aide humaine, puisque j'ai refusé celle qui m'était venue, dans la tanière du Loup, seul avec le Loup.

IV. — BERNARD BALMAT, DIT LE LOUP

Seul avec le Loup? Mais où est-il ? Il a disparu quand j'attendais de lui tout au moins un remerciement ou, sinon un remerciement que les paysans n'ont guère accoutumé d'adresser à personne, une expression de visage, un regard, un signe de gratitude pour l'avoir préféré si injustement à mon fidèle garde et à ses dévoués acolytes. A-t-il, comme le diable, le pouvoir de devenir à son gré invisible ? Nos verres sont vides et nos portions absorbées : il n'y aurait plus qu'à gagner son lit, si toutefois sa tanière comporte ce genre de mobilier. Je me penche à la fenêtre ; c'est le silence nocturne, troublé seulement par la voix monotone du torrent descendu des neiges voisines et qui s'en va se perdre là, tout près, dans le petit lac. La lune ne va pas tarder à paraître sur la noire montagne : déjà ce poudroiement argenté l'annonce. Sa clarté remplacera dans la chambre celle du feu qui s'éteint. En l'attendant, j'allume la bougie que j'ai tirée de mon sac. Elle me sert à mieux distinguer les traits de Bernard Balmat qui surgit enfin de la pièce voisine :

— Voilà, M. Charlieu : c'est prêt.

Sur un matelas il a étendu des peaux de chamois qui ne laissent subsister aucun doute sur ses braconnages, car les longs poils révèlent la fourrure d'hiver, c'est-à-dire le gibier abattu, quand la chasse est interdite. Là-dessus je pourrai m'étendre et dormir. Avant d'accepter son offre, je lui demande s'il a un autre lit. Il me montre du doigt une seconde porte :

— Je couche de l'autre côté. Là, c'était ma fille.

Sa fille? L'accusation d'inceste est-elle une calomnie? Le désir de savoir me tourmente. Au risque de l'irriter à nouveau, — mais n'ai-je pas conquis le droit d'être indiscret? — je reprends :

— Votre fille ? Là-dessous, ils disent : votre femme aussi.

Il envoie par la croisée ouverte, d'un tir exact, un jet de salive et déclare simplement :

— Les salauds !

Je n'en saurai pas davantage ce soir, car il me souhaite une bonne nuit et me quitte pour s'aller terrer dans son propre gîte. Avant de me coucher, j'inspecte les lieux et même je

tourne la clé de l'unique armoire où je découvre un fichu de couleur et un bonnet d'enfant : oubli ou souvenir? Comme je m'approche de la fenêtre, j'aperçois le reflet de la lune qui s'est décidée à se lever et qui semble déposer sur la pente du pré, entre les branches des sapins, une lessive blanche. J'ai plaisir à respirer l'air du dehors : cette chambre sent le renfermé. Et je crois voir glisser une ombre sous un arbre voisin. Je reconnais Chavert : il n'a pas voulu m'abandonner, il a renvoyé les traqueurs, mais il est resté. Il passera la nuit à épier le moindre bruit, à me préserver du moindre danger. Mon refus de partir a dû le mortifier cruellement, mais il a pris la responsabilité de ma vie : il me garde contre moi-même.

De le savoir là, je me sens tout de même soulagé. L'esprit libre, je me livre au sommeil sans arrière-pensée. Que peut-il m'arriver, puisque ma sentinelle est à son poste?

... Au matin, quand je sors de la chambre où j'ai si bien reposé, le Loup m'attend déjà dans la pièce à feu avec une tasse du lait de ses chèvres. La tragédie tourne à l'églogue. Pourtant je n'ai pas affronté le monstre pour m'en retourner bredouille, sans mon histoire.

— Il y a un bonnet d'enfant, lui dis-je, dans l'armoire. J'ai oublié un dernier grief. Ils disent encore, là-dessous, que vous vous êtes débarrassé du petiot à Grenoble.

— Oh ! ils peuvent bien dire tout ce qu'ils voudront.

Bien : voilà mon Loup de bonne humeur qui prend son parti de tous les racontars et qui ne défend pas sa réputation. Cela ne fait point du tout mon affaire. Comment lui arracher son secret? Nous sortons, et je vois ce que je n'avais pas vu la veille à cause de la nuit :

— Vous êtes donc jardinier?

Il ricane :

— Un peu.

De mon poste aérien, avec mes jumelles, j'avais bien distingué ce parterre de toutes couleurs autour de la cabane. Mais il l'a composé avec des fleurs des Alpes dont il me donne les noms : œillets sauvages d'un rose tendre, dauphinelles d'un bleu azur, anémones des neiges qui consentent à fleurir si tard dans le voisinage des névés.

Je l'écoute, surpris de sa science, car il m'en cite bien d'autres qui sont déjà décloses :

— Où diable avez-vous appris cette nomenclature ?

Il m'explique alors qu'il a servi de guide, dans sa jeunesse, au célèbre botaniste Faucheron qui a rédigé une *Flore Alpine*, avec planches en couleurs, et celui-ci, l'ayant pris en amitié, s'est amusé à l'instruire.

— Chaque année, je lui portais des graines à Nice, ajoute-t-il négligemment.

Ainsi Maliveau se trouve-t-il confondu. Mais l'accusation de Maliveau était la moins lourde. Restent l'inceste, les assassinats et l'abandon d'enfant. Je ne partirai pas de la cabane sans en avoir le cœur net, dussè-je y passer une seconde nuit, et je demande :

— Votre femme, elle vous aidait à chercher les fleurs dans la montagne ?

— Ma femme...

Il se tait sur ces deux mots qu'il a prononcés lentement, avec respect, je dirais avec amour, si l'amour paysan ne nous demeurait obscur. Il se tait longtemps. Il ne dira rien. Ce silence dans lequel je finis toujours par retomber, comme dans une crevasse, m'énerve à la longue. Pourquoi ne pas aborder de front la question qui m'intéresse ? Mon choix d'hier ne m'en donne-t-il pas le droit ?

— Écoutez, Bernard Balmat, en acceptant votre hospitalité, je vous ai prouvé que je vous tenais pour un honnête homme et que je réprouvais toutes les histoires d'en bas. Mais que voulez-vous que je leur réponde, quand ils me parleront du Loup ? Vous n'êtes guère bavard sur ce qui vous touche de près.

— Répondez-leur...

On devine ce qu'il m'engage à leur répondre. C'est un argument de champ de bataille, et nous sommes en paix.

— Enfin votre femme était-elle votre fille ?

Il réfléchit un instant, assis sur son escabeau, les coudes appuyés à la table et les mains, soutenant le menton, à demi perdues dans la barbe.

— Ma femme, reprend-il avec la même solennité, elle est morte dans les temps. Elle m'avait laissé cette petite. Cette petite qui est devenue grande. Les enfants, ça devient grand sans qu'on y voie goutte. Et l'Italien est venu.

Ah ! cette fois il parle, et bien qu'il y ait des trous dans son récit, je ne tarderai pas à y voir clair.

— L'Italien Antonio ?

— Oui, Antonio Berrari. Quand j'ai compris ce qu'ils avaient fait, et que ma petite attendait un gosse, j'ai cherché l'Antonio qui sciait son bois au-dessus du lac. — Il faut un père, que je lui ai dit ; donc tu marieras la Guiton. — Il m'a répondu comme ça qu'il était déjà marié. — Marié ! que je lui ai dit : alors, attends, canaille... J'ai marché sur lui. Je crois bien que je l'aurais assommé. Ça s'est trouvé comme ça que je ne l'ai pas fait. Il a eu peur, il a reculé. Derrière lui, c'était le rocher, puis l'eau. Il est tombé à reculons. Sa tête a porté sur la pierre et il s'est noyé. Moi, je ne l'avais pas touché.

— Je comprends, dis-je à mon tour : c'est ce que vous avez expliqué au juge.

Le Loup me considère avec étonnement, presque avec curiosité, comme si j'avais formulé une absurdité.

— Au juge ? Mais on ne lui dit rien, au juge. Il pouvait bien me juger : c'est son métier. Et me condamner, si ça lui chantait. Après tout, l'Antonio, je l'aurais bien supprimé, s'il n'était pas mort de peur auparavant.

— Comment le juge a-t-il appris la chose ?

— Voilà. C'est Jérémie, le berger, qui a parlé. Il était sur la pente avec ses chèvres : il voyait entre l'Antonio et moi toute une place vide qui n'a pas été bouchée. Et la chute à reculons, il y a assisté. Mais moi, j'ai refusé de me défendre.

Encore un crime dont il se décharge. Et comment ne pas admettre son explication ? Par là même qu'il n'a pas été poursuivi malgré la vindicte publique, c'est que la justice n'a pas mis en doute le témoignage de Jérémie le berger.

— L'Italien, c'est bien, dis-je après réflexion; mais la Guiton, votre fille, qu'en avez-vous fait ?

— Après l'événement, elle a accouché trop vite. J'ai bien essayé de lui barrer les sangs.

— Vous êtes sorcier ?

— Pas avec de l'amadou, ni avec des toiles d'araignée. Il y a bien la feuille de lis qu'on trempe dans l'eau-de-vie, mais le lis ne pousse pas si haut. Alors, j'ai pris du seigle ergoté, j'en avais. Elle a tourné l'œil avant l'effet des plantes.

— Et ils disent que vous l'avez empoisonnée avec vos herbes.

Il ne répond pas à l'accusation. La tête a roulé dans les mains, comme s'il la laissait crouler sur la table. Quand il la relève, il me semble que les yeux rouges sont humides. Allons donc ! J'ai la berlue. Un Loup, est-ce que ça pleure ? Et il me fait cet aveu, le plus singulier que j'aie recueilli d'une bouche paysanne :

— C'était, monsieur, tout ce qui me restait de la femme.

La femme, ma femme : j'avais déjà remarqué l'intonation qu'il réservait à ces deux syllabes. Je n'en saurais jamais plus long. Mais n'est-ce pas assez pour que j'y distingue une de ces passions inexprimées et profondes, bien rares dans les villages, et d'autant plus dignes de respect quand nous les rencontrons ? Bernard Balmat n'est pas un type du commun, et d'ailleurs ces gens de la haute montagne, guides, traqueurs, braconniers, ont une sorte de fierté sauvage, d'indépendance arrogante et farouche, susceptible de s'humaniser de quelque tendresse inconnue dans la plaine. Ils ne vivent pas en vain dans le voisinage des neiges. Ils ont des pensers à eux, qui passent au-dessus d'eux comme un vol de perdrix blanches. J'en ai connu qui m'ont surpris par une délicatesse de cœur inattendue, presque raffinée. Il y a là un secret d'amour qui ne me sera certainement pas livré. Mais peut-être d'autres indices serviront-ils à me le révéler peu à peu. Cependant quelque chose me chiffonne encore dans le récit entrecoupé du Loup. La Guiton est morte en couches. Mais l'enfant ? Je lui pose la question :

— Votre fille a-t-elle accouché d'un mort ?

— Non, monsieur, d'un garçon vivant.

— Et qu'en avez-vous fait ?

— Je l'ai porté à Grenoble.

— Oui, je comprends. Vous ne pouviez pas le garder ici. Il faut une femme pour élever un nouveau-né. Mais vous allez le voir ?

— Non.

— Vous n'êtes jamais allé le voir ?

— Non.

Surpris de ces dénégations que le ton accentue, je lui répète presque mot pour mot la phrase émouvante dont il s'est servi tout à l'heure :

— Pourtant, ce petit, c'est tout ce qui reste de votre femme et de votre fille.

Il ne répond pas. Il désire néanmoins conserver l'estime et même la sympathie que je lui ai montrée en l'écoutant, car, après un long silence, il se disculpe de cette façon :

— Je paie pour lui. C'est pour faire de l'argent que je passe la brèche de Val-Senestre pour descendre dans le Val-Jouffrey.

— L'argent ne suffit pas. Quel âge a ce garçon ?

— Bientôt huit ans.

Huit ans! Je m'étonne d'un tel abandon.

— Vous pourriez le reprendre avec vous. Il garderait vos chèvres. Il vous tiendrait compagnie. Et il irait à l'école à Vénosc.

Nouveau silence. Mais cette fois, c'est moi qui le romps :

— Est-ce à cause de l'Antonio que vous ne voulez pas le voir ? En somme, ce n'est pas vous qui l'avez tué. Il s'est tué tout seul. Si c'était vous, je m'expliquerais votre gêne. Vous lui auriez supprimé son père.

— Oh ! son père !

Qu'est-ce qu'un père de hasard qui se disposait à traverser les Alpes et ne serait jamais revenu ? Voilà ce que signifie cette exclamation. Tout cela, est-ce la faute du petit ? J'essaie encore de plaider sa cause :

— Tout de même, Balmat, c'est votre petit-fils.

Alors il me répond, à ma grande surprise :

— Non.

Et ce *non* est si péremptoire qu'il clôt la discussion. Il n'y a plus à y revenir. J'en demeure interloqué. Ma foi, je n'ai plus rien à apprendre. L'abandon de cet innocent correspond à une volonté systématique contre laquelle il serait peine perdue de se heurter. Je n'ai plus qu'à prendre congé de mon hôte.

— Bernard Balmat, lui dis-je encore en me levant, je m'en vais. Et si quelqu'un me parle du Loup, je saurai maintenant quoi lui répondre.

Lui aussi, il s'est dressé. De sa taille, il me domine, bien que je sois grand.

— Pas la peine, monsieur. Ils ne vous croiront pas.

— Les hommes ne sont pas si méchants.

— Les chiens non plus. A la chasse ils deviennent féroces.

— Oui, mais ils écouteront Chavert, et Chavert est un homme raisonnable.

Sur mon garde le Loup ne me donne pas son opinion. Là

encore, je flaire un mystère. Et j'insiste, comme un aveugle tâte du bâton son chemin :

— Je parlerai à Chavert.

Balmat me détourne immédiatement de mon projet :

— Laissez Chavert tranquille.

Est-ce une vieille inimitié de braconnier à garde? Je veux élucider ce point sans retard :

— Parce que vous vous êtes disputé un chamois dans les temps, voilà bien des histoires. Vous en avez eu chacun la moitié, et lui le meilleur morceau qui est l'arrière-train.

Mon hôte prend un air offensé, comme si le rappel de cette scène était pour lui un outrage, et il me réplique avec la dignité d'un personnage d'Homère évoquant ses exploits :

— J'ai eu le cœur. Et le cœur, c'est la vie.

Je ne le réconcilierai pas facilement avec Chavert. Nous nous serrons la main, et je crois que sa poigne va me briser la paume : il a mis dans cette étreinte le sentiment que ses lèvres ne m'ont pas exprimé. En acceptant de coucher cette nuit sous son toit, je l'ai publiquement honoré et il m'en remercie à sa manière.

Sur le sentier, la carabine en bandoulière, le sac vide sur le dos, je respire cet air vif et salubre du matin qu'on ne respire bien qu'à la montagne. Pourquoi les bouffées que j'aspire ont-elles une fraîcheur inaccoutumée? J'ai peut-être commis une bonne action...

V. — LE GARDE

J'ai peut-être commis une bonne action : est-ce bien sûr?

A peine ai-je fait quelques pas dans le sentier que je suis rejoint par quelqu'un dont je n'ai pas entendu la marche. C'est comme un fantôme qui a surgi à mon côté. Il ne m'adresse pas la parole, il se contente de m'escorter. Chavert est là qui ne m'a pas quitté de la nuit, qui a pris charge de me protéger. Le pauvre diable n'a pas dû fermer l'œil. J'essaie de reconquérir son amitié en lui parlant avec gentillesse, avec bonhomie :

— Eh bien! Chavert, vous le voyez. Le Loup n'est pas si mauvais. On peut loger sans risque chez lui. Et vous auriez dû vous aller coucher au lieu de me surveiller.

Il n'est pas convaincu. Il hoche la tête, en homme d'expé-

rience. Et je vois bien, à son air embarrassé et grave, qu'il a quelque chose d'important à me dire :

— Les loups sont les loups, monsieur. Hier, j'étais votre garde. Je devais vous ramener de la chasse en bon état jusqu'au refuge. Quand nous arriverons au refuge, vous ferez ce que vous voudrez.

J'ai compris où il voulait en venir et j'en ai beaucoup d'ennui et même de chagrin. Cependant je simule l'ignorance :

— Je me reposerai tout un jour, Chavert, et demain, bien dispos, nous pourrons chasser du côté de la Muraillette, au glacier triangulaire où vous aviez relevé des traces. Si vous êtes d'avis...

Car je sais qu'il faut le ménager. Mais sa décision est prise :

— Vous chasserez à votre aise, monsieur. Moi, je n'ai plus d'avis.

— Vous me faites la tête, Chavert. Ce n'est pas bien.

— Je ne fais pas la tête. Seulement, je ne suis plus votre garde.

— Vous n'êtes plus mon garde. Et depuis quand ?

— Depuis ce matin. Ou bien je le serai encore jusqu'au refuge. Après, ce sera fini.

Est-il possible qu'il m'envoie ainsi par la figure sa démission ? Nous sommes parvenus au bord du petit lac. Il est agité du frisson des truites qui viennent boire du soleil et de l'air à la surface et du jeu des nuages qui glissent au ciel comme des ailes sous le vent. Je cherche des yeux le rocher qui le surplombe. Là fut précipité l'Italien comme il reculait devant la colère du Loup dont il avait séduit la fille. Je m'arrête sur ce lieu tragique et j'oblige mon garde à s'y arrêter avec moi :

— Chavert, la vérité sur le Loup, je vais vous la dire.

Et je lui refais le récit qu'il écoute sans m'interrompre une seule fois. Puis, je conclus :

— Quand vous me parlez des chamois, de leur nombre et de leurs remises, je vous crois, Chavert, parce que vous savez. Quand je vous parle de justice, vous devez me croire pareillement, parce que je sais. Vous avez votre métier. J'ai le mien. Et je m'y connais comme vous dans le vôtre. Donc, si je dis : Bernard Balmat n'est pas coupable de la mort d'Antonio Berrari, et cet Antonio Berrari était coupable, marié, d'avoir séduit une

petite fille de seize ou dix-sept ans, vous n'avez plus le droit d'accuser le Loup.

Il commence par me répliquer :

— Ce n'est pas moi qui l'accuse.

— Et qui, sinon vous?

— Tout le monde.

— Tout le monde, c'est-à-dire personne. Vous n'êtes plus un enfant, Chavert : vous avez dépassé la cinquantaine. Pas de bêtises, mon ami.

Il hésite, car il a confiance en moi, tout de même, depuis le temps que nous chassons ensemble :

— L'Italien, c'est bien. Mais la Guiton? Et le petiot?

— La Guiton est morte en couches. Pour lui barrer le sang, il a fait ce qu'il a pu.

— Et le petiot qu'il a abandonné.

— Il ne l'a pas abandonné tout à fait, pour être équitable. Il l'a placé à Grenoble et il paie sa pension chaque trimestre. Mais c'est vrai qu'il n'est jamais allé le voir et qu'il refuse d'y aller jamais.

Puis, — car cette question m'embarrasse, — je continue comme si je me parlais à moi-même :

— Il m'a dit comme ça : « Ce gamin n'est pas à moi. » Pas à lui, c'est entendu. Mais il est le fils de sa fille.

A ces paroles que j'ai marmonnées à mi-voix, mon garde s'est arrêté net, comme s'il prenait racine tout à coup, et n'a-t-il pas l'air d'un arbre avec ses membres noueux et ses vêtements de velours marron? Il me fixe avec des yeux pointus et il me somme de m'expliquer, tant sa bouche est impérieuse :

— Qu'est-ce qu'il vous a dit comme ça, le Loup?

— Que le fils de sa fille n'est pas son petit-fils. Comprenez-vous ça, Chavert? Évidemment, l'Antonio le dégoûte. Il répugne à adopter le rejeton de l'Italien. Mais il y a la mère.

Pour la troisième fois, le garde veut me faire répéter ma phrase :

— Vous êtes sûr, monsieur, qu'il a dit comme ça, le Loup?

— Sûr et certain, Chavert. Puisque j'en ai été frappé.

Je m'attends à un commentaire et n'en reçois aucun. Le garde a repris sa marche cadencée et m'entraîne. Jusqu'au refuge il a les lèvres cousues, comme s'il était absorbé par

une méditation intérieure dont il n'a pas l'habitude, ou comme s'il ne pensait plus à rien, à moins qu'il ne soit travaillé par sa démission. Et quand nous arrivons au refuge où les traqueurs rassemblés nous attendent, surpris et décontenancés de notre absence nocturne, il me prend mon fusil comme à l'ordinaire pour le nettoyer et, devant tous, il m'interroge sur la chasse à venir :

— Au glacier triangulaire, sur les pentes de la Muraillette, j'ai relevé des traces. Une harde de huit ou dix. C'est pour demain ?

— Entendu.

Avant d'entrer dans ma chambrette, pareille à une étroite cabine de transatlantique, je me penche vers lui et lui glisse à l'oreille :

— Alors, vous me restez, Chavert?

— Je reste.

Il n'est plus question de démission : je respire.

Notre chasse au glacier triangulaire nous valut trois pièces au tableau, mais nous mit sur le flanc, car elle nous contraignit à grimper jusque sur l'arête de la Muraillette pour y achever une chevrette blessée. J'ordonnai donc un jour de repos dont je profiterais pour faire au Loup ma visite de digestion et lui porter divers cadeaux : une pipe, quelques paquets de tabac, et une outre de la contenance de cinq litres, puisque mon vin de Crépy avait son agrément. Par manière de plaisanterie, et afin de taquiner mon garde redevenu de belle humeur depuis notre réconciliation un peu mystérieuse, je lui annonce mon projet et le convie à m'accompagner. Quelle n'est pas ma surprise de recevoir son acceptation immédiate!

— Bien sûr, j'irai, me déclare-t-il comme si la chose allait de soi.

Ainsi nous retrouvons-nous de concert le lendemain aux abords de la cabane qu'entoure le singulier jardinet :

— Vous voyez, Chavert, que Bernard Balmat connaît la flore des Alpes et que les calomnies de Maliveau ratent comme son fusil.

Mais je cherche mon garde : il a disparu, il s'est envolé de son pas si léger et si prompt que la terre le porte à peine, juste de quoi lui redonner de l'élan. Il a bien voulu me conduire,

non se retrouver en face du Loup. Et je gage qu'il est là, dissimulé par un arbre ou un rocher, à me surveiller, m'épier, me garder. Sa tutelle m'exaspère à la fin...

Le Loup est chez lui qui ravaude une veste usée et tout effilochée. Ma foi ! j'en ai une que je ne porte plus guère : je la lui baillerai à la prochaine rencontre. Mais ne pourrait-il venir la prendre lui-même au refuge ? N'arriverai-je point à le réconcilier avec ses semblables, à l'arracher à la solitude ? Il commence par gronder quand je pose négligemment le tabac et le vin sur la desserte :

— Monsieur Charlieu, j'ai besoin de rien.

— Précisément, Balmat, je vous apporte des choses dont vous n'avez pas besoin. C'est du superflu.

— C'est du luxe.

Il sourit à l'outre et à la pipe et les range avec grand soin. Puis il m'explique où a passé le troupeau de chamois que nous avons chassés la veille :

— Ils ont fui dans le Val-Jouffrey. Mais ils sont rentrés ce matin par la brèche.

Le renseignement est précieux. En sortant, je lui montre les fleurs :

— Vous m'en donnerez des graines.

— Entendu.

— Portez-les moi au refuge.

— Non.

— Pourquoi pas ? C'est plus court pour vous d'aller à Venosc et au Bourg d'Oisans que de chercher un village de l'autre côté de la brèche de Val-Senestre. Et c'est le chemin de Grenoble.

— Je ne vas pas à Grenoble.

— Vous irez : le petit vous y attend.

Il ne répond pas à mon indiscrète invite. Mais un troisième personnage a surgi, qui brutalement, malhonnêtement, s'est placé entre le Loup et moi, me tournant le dos et me supprimant de la discussion comme si j'y devais demeurer étranger.

C'est Chavert sorti d'une verne comme un diable d'une boîte et qui affronte directement son ennemi. Voilà un spectacle à ne pas perdre et je manœuvre pour tourner la position et apercevoir les deux visages en présence. Ils ne prêtent aucune attention au mouvement que j'opère et je les observe à

loisir : dressés l'un contre l'autre, même taille, même carrure, même poitrine, le Loup à la barbe rouge et aux yeux sanglants, le garde rasé, taillé à la serpe, le regard durci. Ils se déchiffrent, ils se reniflent, ils s'arrachent le masque pour voir à l'intérieur, sans une parole, comme s'ils se disputaient encore là-haut, sur la crête, le chamois écartelé. Cette scène muette va-t-elle se prolonger et ne devrai-je pas intervenir avant qu'elle se gâte? Chavert se décide, et j'entends un dialogue où pas un mot n'est inutile, qui est réduit au strict nécessaire, comme un squelette qui réclamerait la chair du récit :

— Le petit de Grenoble n'est pas à toi?

— Non.

— Alors la Guiton n'était pas à toi?

— Non.

— Pourquoi l'as-tu gardée?

— A cause...

— Donc le petit est à moi.

— Si tu veux, tu peux.

— Je veux. Je prends.

Là-dessus ils se décrochent, comme deux boucs, mêlant leurs cornes et se heurtant le front à se défoncer le crâne, se séparent sans raison et s'en vont paître chacun de son côté. Avant de rejoindre Chavert sur le sentier du refuge qui longe le lac, je me tourne vers le Loup.

— Eh bien! Balmat, vous lui donnez le petit?

— Non.

— Comment? N'ai-je pas entendu?

— On donne ce qu'on a. Il n'est pas à moi.

Je dois me contenter de cette affirmation déjà entendue qui n'explique rien.

A quelques jours de là, je quittai le Dauphiné, ma saison de chasse finie, sans avoir revu le Loup.

VI. — LA LOUVE

L'année suivante, comme je revenais fidèlement pour l'ouverture au lac Lovitel, — Chavert, dans son rapport, m'annonçait des chamois à foison, — Maliveau le traqueur fut

dépêché à ma rencontre, au pont des Ogiers, sur le Vénéon, là où s'arrêtent les voitures, avec un mulet bâté pour mes bagages. Nous voilà donc montant de compagnie au refuge. Maliveau est un contemporain du garde et le plus expert à la chasse après lui. Même, dans le temps, il a manœuvré pour le supplanter, mais il a renoncé à cette basse intrigue inutile. Je l'interroge sur les événements :

— Qu'y a-t-il de nouveau ? De la truite dans le lac, et du gibier dans les remises ? Les traqueurs sont au complet ?

— Oui, monsieur, et vous en avez un de plus.

Ses yeux se brident de malice, comme s'il me jouait une bonne farce :

— Un de plus ? Je n'en ai pas besoin.

— Oh ! il n'est pas appointé. Il grimpe pour le plaisir, mais déjà comme une chèvre. Cela vous fera plus tard un fameux garde.

— Chavert me suffit.

— Chavert vous le laissera pour compte. C'est son petiot. Il a bien neuf ans.

Instantanément, j'ai dans l'oreille le dialogue incompréhensible du Loup et du garde : « Je veux. Je prends. » Je gage qu'il s'agit de ce mioche-là.

— Est-ce le petit du Loup dont vous parlez ?

— Dame, je ne sais pas s'il est du Loup. Ça se pourrait. Mais il s'appelle sur l'état-civil Pierre Chavert. Pour nous, c'est Pierrot.

Pierre Chavert : ce nom rend un son bizarre. Il manque un anneau à la chaîne, et je comprends mal, si je crois comprendre. Ce Maliveau subtil et inquiétant doit savoir la chronique. Il ne se fera pas prier pour m'en instruire. Je vais le presser comme un citron :

— La Guiton, qui est la mère de ce Pierrot-là, n'était donc pas la fille du Loup ?

— Il paraît que non.

— Elle était la fille du garde ?

— Il paraît que oui.

— Voyons, Maliveau ; expliquez-moi ça.

Il fait la moue au lieu de se montrer empressé à son ordinaire, dès qu'il s'agit du mal d'autrui. A-t-il peur que Chavert nous écoute ?

— Oh! déclare-t-il, c'est une vieille histoire.

— Pas si vieille que vous, Maliveau. Puisque vous la savez, dites-la sans vous agiter comme une marmotte à la danse.

Il se décide et n'allonge pas, comme s'il se hâtait de poser un fardeau :

— Voilà. C'était la plus belle fille du pays, de la Bérarde à Bourg d'Oisans.

— Qui ça? La Guiton?

— Non, la mère de la Guiton, la Josette.

Comment était-elle? Maliveau ne saura pas me le dire, dans cette impuissance du paysan à décrire une femme ou un paysage, sauf d'un geste vague qui signifie la taille et la force.

— La plus belle fille du pays, quoi! reprend-il, fâché d'être interrompu pour une bagatelle. Balmat la fréquentait. Bernard Balmat, c'est le Loup.

— Je sais, je sais.

— Il la voulait. Elle était d'accord. Mais Balmat était déjà le Loup, condamné pour de la contrebande au Mont Genèvre, condamné pour le braconnage, condamné pour coups. Tandis que Chavert avait du bien et de la conduite. Alors elle a marié Chavert.

— La famille?

— Oui, la famille. La fille aussi. Pour les filles, faut de la conduite et du bien. Alors il est arrivé une chose qui n'aurait pas dû arriver.

Mon traqueur se tait, comme s'il était traqué. Il inspecte à droite, il inspecte à gauche. Des sapins, des rochers : personne.

— Et quoi donc, Maliveau?

— A la cueillette des airelles, elle a rencontré le Loup, dans la montagne, ici près. Il a dit : « Viens. » Elle a dit : « Je viendrai. » Il a dit : « Quand? » Elle a dit : « Demain. » Il a dit : « Reste. » Elle a dit : « Je reste. » Il l'a emmenée. Elle n'est jamais revenue.

— Et Chavert?

— Chavert, ah! Chavert. Ça, c'est moins connu. C'est des histoires à garder pour soi.

— Je les garderai pour moi : je le jure.

— Chavert est allé à la chasse au Loup. A trois cents pas, avec son fusil, il abat une pomme sur un piquet.

— Une pomme? Comme Guillaume Tell.

— Connais pas ce Guillaume. A trois cents pas il a surpris le Loup, il a tiré. Le Loup en porte la marque sur la joue gauche. Mais c'était pour lui une blessure de rien. Il est sorcier : il barre le sang. Il a guéri. Il s'est tu. C'est des choses pour ceux de la montagne. C'est pas des choses pour ceux de la plaine. Des coups pareils, ça ne se recommence pas.

— Et Balmat ?

— Balmat était en faute. Balmat n'a pas tiré.

— Mais la fille ? La Guiton ?

— Faut croire que Josette la portait déjà quand elle est allée vivre avec le Loup. Faut croire. Moi, je n'y étais pas.

J'ai la clé du mystère ; mais elle tourne mal et n'ouvre pas. Si Marguerite, dite la Guiton, n'était pas la fille de Bernard Balmat, pourquoi celui-ci l'a-t-il gardée après le décès de Josette au lieu de la restituer au vrai père ? La réponse ne se fait pas attendre. Une phrase me revient à la mémoire, une phrase et surtout l'accent pathétique avec lequel elle fut prononcée devant moi. Quand le Loup me parla de la Guiton morte en couches, il ajouta : *C'était tout ce qui me restait d'elle... Elle*, Josette, *sa femme, la femme*, comme il disait avec une adoration qui survivait aux années, qui suppléait à l'insuffisance du langage. Il avait gardé la fille en souvenir de la mère. Mais quand il l'avait perdue à son tour, il n'avait plus voulu du petit, fils de l'Italien et petit-fils de Chavert. Dès lors, toute l'aventure s'éclaire. Dès lors, il n'y a plus d'ombre.

Nous avons atteint, le mulet, Maliveau et moi, la digue qui ferme le lac Lovitel. Pour souffler après la montée, nous faisons halte sous un petit sycomore. Avec une joie de plus en plus vive chaque année, je cueille du regard le paysage familier : cette eau verte, si pure et limpide que s'y doublent exactement, en image renversée, les montagnes aux pentes rousses de prés brûlés et blanches de neige au sommet. Dans le fond, je cherche la combe où le Loup, dans les temps, emmena sa proie consentante, cette Josette inconnue, — la plus belle fille de la Bérarde au Bourg d'Oisans, — qui préféra ce bandit à la vie régulière et respectée.

Puis nous gagnons en terrain plat le refuge. Mon garde m'aperçoit et vient à ma rencontre. Il tient par la main un garçonnet frétillant et à demi sauvage, qu'il me faudra apprivoiser, et il me le présente, non sans une fierté paternelle :

— Mon petiot.

Quelle tendresse cachée il a mise dans ces deux mots, et quelle volonté de propriétaire ensemble! Il s'en est allé à Grenoble chercher le dernier descendant de sa race. Il l'a réintégré dans ses droits. La femme et la fille lui ont échappé. Qu'importe maintenant! Il a un héritier. C'est lui qui assure une suite familiale à ces pauvres femmes perdues, la Josette et la Guiton. C'est sa manière à lui de leur pardonner. Sa force aujourd'hui se rit de leur faiblesse. Elle n'ont été bonnes qu'à détruire la paix du foyer. Lui, il a rebâti avec elles, malgré elles.

Comme je comprends son sourire! Et pour lui être agréable, je prends l'enfant un peu effrayé, je le soulève en l'air et, le fixant bien dans les yeux, je le repose à terre avec ces mots qui reçoivent l'approbation de mon garde :

— Toi, tu es un Chavert. Tu en as le regard franc et dur. Tu seras honnête et fort quand tu seras grand.

Puis, instinctivement, je regarde une fois encore, avant d'entrer dans le refuge, la combe du Loup qui, plus haute sur la pente, est dans le soleil, tandis que nous sommes déjà plongés dans l'ombre, et que cette ombre, venue du val, envahira dans un instant. Une image obsédante me revient à la mémoire : le garde et le Loup écartelant, sur la crête, le chamois qui, broyé, craque sous leur pression et arrose de son sang et de ses entrailles l'herbe rougie. Chacun a eu sa part du gibier. Chavert a sauvé sa race. Mais l'autre? Mais le Loup? Ne m'a-t-il pas dit, l'an dernier, dans sa tanière :

— J'ai eu le cœur. Et le cœur, c'est la vie...

HENRY BORDEAUX

LETTRES INÉDITES

DE

GEORGE SAND

ET DU

PRINCE NAPOLÉON

II [1]

Paris, Palais-Royal, ce dimanche 22 novembre 1863.

Chère madame Sand,

Vous m'avez bien fait attendre de vos nouvelles, mais je suis dédommagé, votre lettre si bonne, si affectueuse pour moi, et si remarquable, si admirable sur le livre de Renan : voilà une vraie joie.

Vous me gênez en me demandant mon avis sur Jésus, après le vôtre, après ces pages éloquentes et si belles que vous m'avez écrites. J'ai vu M. Renan, je lui ai lu ce que vous pensez de son livre, il en est si touché, si heureux, si fier, qu'il m'a demandé copie de votre lettre sur son œuvre ; est-ce une indiscrétion ? Je ne l'ai pas commise, et viens vous demander si cela ne vous contrarie pas, avant de céder à ce désir (2).

Je considère ce livre comme un événement dans l'ordre des idées, est-ce parce qu'il répond à mon sentiment ? Peut-être. Jamais je n'ai cru que Jésus fût un philosophe, un penseur, un

Copyright by comte de Moncalieri.

(1) Voyez la *Revue* du 15 août.

(2) Correspondance de George Sand, tome IV, p. 364.

homme qui ait eu la conscience de ce qu'il faisait : je le sentais un fanatique, presque un inspiré. M. Renan me le montre comme je le sentais. Je ne suis pas croyant, j'aime peu la religion, mais j'aspire vers l'idéal, vers l'infini : sans le comprendre, on le sent.

Jésus, tel qu'il est représenté, c'est *l'amour*, ce n'est pas un Dieu matériel, mais c'est l'expression de ce qu'il y a de supérieur, presque de divin dans le cœur de l'homme. Vous qui comprenez si bien l'amour dans son acception la plus complète, qui l'exprimez comme personne, vous devez aimer cette explication.

Je crois que l'humanité vaut mieux après le christianisme qu'avant; l'amour du prochain, le respect de la vie, cette aspiration vers le bien dans tout le monde, la destruction, ou la condamnation de l'esclavage, tout cela ce sont les résultats de Jésus. Jamais personne n'a eu une telle influence. Je n'en avais pas conscience ; ce n'était pas, ce ne devait pas être un philosophe, s'adressant à l'esprit; ce devait être un simple enthousiaste s'adressant à tous les hommes *par le cœur*, car chez tous les hommes les plus mauvais, il y a un côté du cœur qui est bon. Ajoutez que ce livre est venu dans un moment excellent où la fausse religion est seule prônée, où on veut nous imposer des dogmes qui nous révoltent, que nous ne devons, ni ne pouvons admettre, et ce livre, je le répète, est un bien pour notre société, parce qu'il rejette par une critique savante, érudite et juste, tout ce qu'il y a de faux, tout en laissant debout ce qu'il y a de consolant, de bon.

Suis-je trop idéaliste? quelques-uns de mes amis me le reprochent. Sainte-Beuve, surtout. Il est vrai : *je doute*, mais je n'affirme pas la matière seule. — Non, ce serait affreux. — Vous aussi, trouvez-vous que je suis dans les espaces? J'ai horreur du néant, et de la négation constante et sur tout. Ces Polonais insurgés, si sublimes, n'est-ce pas, aujourd'hui même, une preuve de ce qu'il y a d'indéfini dans le cœur humain? N'est-ce pas l'amour qui les inspire, amour admirable du bien, du grand, du beau, du vrai contre tout ce qu'il y a d'odieux dans le monde. *Jésus* est incontestablement un livre utile, relativement à notre temps, et absolument *bon*.

Quand venez-vous à Paris? Revenez-nous pour quelque temps. Que ce sera bon de vous revoir, de causer avec vous! Vous

êtes trop fugitive : votre amitié est un trésor qu'il faut un peu plus donner à ceux qui vous aiment.

Votre vieil ami,

NAPOLÉON.

Paris, 26 décembre.

Mon cher Prince,

Ci-joint une pétition ! Ah ! pardonnez-moi, celle-là est bien fondée, et vient de la veuve d'un général, officier de l'Empire, d'une personne tout à fait respectable, ayant des droits réels. Voyez si vous voulez y ajouter deux mots de recommandation. Si vous ne voulez pas, priez pour moi M. Hubaine d'y mettre une enveloppe, une adresse, et de l'envoyer au Ministre des Finances, à la garde de Dieu.

Voici bientôt le nouvel an. Je ne veux pas être un importun de plus dans la foule, je veux vous embrasser toute seule et en cachette, et avant tous les autres. Je parcours d'un pied léger mon soixantième hiver, je ne crains donc pas que ceci nous compromette. Donc, recevez tous mes souhaits les meilleurs, et les plus affectueux et les plus vrais.

J'irai vous les dire dans un mois ou six semaines au plus. Et dans ce temps si rapproché, la question politique n'aura pas changé. Certainement, l'idée du Congrès est honnête, intelligente et prudente. Mais l'Empereur peut-il croire à sa réalisation, ou, en supposant la réalisation, à son efficacité ? c'est impossible. Il en sait trop long pour ça. Il veut faire bien les choses avant de tirer, ou de ne pas tirer l'épée. Il voit bien (ou s'il ne le voit pas, c'est que son intelligence s'obscurcit), que les souverains ne peuvent plus représenter les peuples dans des décisions de raisonnement et de sang-froid. Par la guerre, on peut encore grouper des volontés, et soulever des passions plus ou moins généreuses.

C'est la vie d'action qui survit, pour un temps encore, à la vie de réflexion. Par des surprises, par du prestige, par des appels aux nationalités je me persuade que l'on peut encore faire quelque chose de grand. Mais si nous voulons concilier ces inspirations du sentiment pur avec la haute et calme raison de Girardin, nous sommes dans le rêve. Que l'Empereur décide tranquillement, dans un Congrès, que Venise, par exemple, restera autrichienne, et que la Pologne doit rester russe : la

France industrielle et philosophique dira : tant mieux, et les mêmes dangers de conflagration continueront à flamber autour d'elle, sans que la décision des souverains ait rien amélioré. Mais que l'Empereur jette le cri de délivrance, la France du sentiment laissera crier la France des affaires, et courra aux armes. En résumé, les monarchies sont des lampes mourantes; il n'y a plus d'huile; qu'on jette un peu de poudre sur la mèche, et ce dernier pétillement éclairera encore de grandes actions. Sans cela, l'idée de Girardin, qui a mille fois raison, *sauf l'opportunité* dont il ne tient jamais compte, ne conjurera pas de grands désastres pour tous, peuples et souverains.

Je crois que tout se tient, mon cher Prince, et que nous en sommes en politique, au même point qu'en religion et en philosophie. L'édifice du passé s'évanouit, et l'édifice de l'avenir n'est pas prêt. Les monarchies de droit divin vont tomber, et ce ne sera pas encore l'aurore des républiques. La raison parle par mille bouches dont plusieurs sont éloquentes et sobres. Girardin en est une, l'Empereur en est une aussi. Mais le torrent grossit, et couvre toutes les voix. Ceux qui veulent tout détruire sont tout aussi aveuglés que ceux qui croient tout conserver. Tous sont forcés d'aller en avant. Mais que font ceux qui veulent sauver du passé ce qu'il a de bon, sans lui permettre d'entraver l'avenir? Ils font comme vous, ils demandent à leur cœur, à leur instinct généreux de résoudre les questions qui ne peuvent se résoudre autrement, parce qu'elles ne sont pas mûres. Vivons donc encore d'idées et de volontés chevaleresques, puisqu'il en faut encore, et que nous sommes loin du jour où la raison nous suffira.

Bonsoir, et bon an, mon cher Prince. Tous les miens vous envoient l'expression de leur dévouement, et vous savez si le mien vous est acquis. Un mot encore, je crois que la plus vivace dynastie est encore la vôtre. C'est la plus jeune, et son origine révolutionnaire l'engage dans une voie qui la forcera d'abattre quand même ce que l'Empereur veut en vain préserver. Gardez vos forces et votre espoir. Il y a un rôle pour vous dans l'histoire si vous voulez, et cela sans conspirations ni coup d'État, un rôle que nous ne pouvons préciser, et qui se fera par la force des choses, et aussi par votre force à vous, si vous ne laissez pas éteindre en vous le feu sacré des grands instincts, et la puissance magique des grands désintéressements.

Tout le monde étant dévoré d'ambition, le premier homme du siècle sera celui qui n'en aura que pour *l'idée*.

Mercredi, 20 janvier 1864.

Cher bon ami,

Vous êtes venu me voir hier, et j'étais dans la secousse de la grippe : rien de sérieux, mais je ne sais pas avoir un accès de fièvre, sans battre la campagne, et il ne faut pas que je voie mes amis dans ces moments-là. Je les effraierais gratuitement, puisque le lendemain il n'y paraît plus. On me défend de bouger pendant le reste de la semaine. Je m'occuperai le matin à domicile de mes acteurs qui viendront travailler chez moi. Le soir, je resterai à peu près toute seule au coin de mon feu, car pour les indifférents, je serai partie. Et si, un de ces soirs, vous ne faites rien, vous viendrez, que je vous dise combien je vous aime, malade ou non.

G. Sand.

Ce mercredi, 27 janvier.

Chère madame Sand,

Vous allez mieux, puisque l'on m'a dit que vous étiez venue au Palais-Royal. J'en suis tout heureux. Êtes-vous libre ce soir? J'ai grande envie de vous voir, et viendrai vers huit heures et demie passer une heure avec vous, si vous y êtes. Répondez-moi si cela ne dérange pas vos projets. Mille amitiés, ma chère malade que j'aime tant.

Votre ami,

Napoléon (Jérôme).

Février.

Cher Prince,

Quel bon et beau discours (1) vous avez improvisé! ceux qui l'ont entendu en sont tous revenus enthousiasmés; ceux qui n'ont pu que le lire, en sont profondément touchés, et sérieusement satisfaits. Quel grand talent, quel noble esprit, et quel brave cœur vous avez! C'est une joie immense pour moi quand je vous vois compris et apprécié. C'est un peu d'amour-propre, parce que cela me donne raison de vous avoir apprécié toujours.

(1) Prononcé au banquet de l'Isthme de Suez, le 11 février 1864. In-8°, 1864. Dentu.

— Mais c'est surtout une joie du cœur, parce que je vous aime, parce que je sais comme vous êtes fier et pur, dans toutes ces questions de fortune où vous pouvez hardiment juger la question de droiture et d'équité. En ce moment, vous remuez tous les bons esprits, et vous contentez jusqu'à l'ivresse toutes les bonnes consciences.

J'aurais été vous embrasser ce matin, si mon travail à l'Odéon ne commençait à onze heures, travail indispensable pour le moment. Si vous venez me voir cette semaine, vous me trouverez toujours après quatre heures; mais Mme Villot m'a dit ce soir, que vous étiez un peu enrhumé et fatigué. — Soignez-vous.

J'ai mis le directeur de l'Odéon dans le trouble, en lui demandant pour vous l'avant-scène de l'administration. Il dit que pour une pièce de cette importance (1), il faut qu'il soit là, à son poste, mais il vous supplie d'accepter l'hospitalité de deux places avec nous, — à moins que vous ne préfériez une première loge que je vous réserverai : j'en ai deux en tout. — Lui, jure qu'il n'en a plus une seule. Faites-moi savoir votre désir *tout de suite*, je vous en prie.

Et à vous de cœur, plus que jamais.

G. Sand.

Ce mercredi, 17 février.

Vous êtes comme toujours, ma chère madame Sand, bonne et indulgente pour votre vieil ami!

J'envoie un de mes officiers demander une loge au directeur de l'Odéon, pour la première de votre pièce; je comprends qu'il ne peut céder sa loge pour cette solennité littéraire. Je viendrai vous voir un de ces jours, à votre retour de la répétition, après quatre heures.

Puisque vous jugez mon discours, si *incorrect*, favorablement, je vous l'envoie, remettez-en un exemplaire à M. Manceau.

Mille amitiés.

Napoléon (Jérôme).

(1) La première représentation du *Marquis de Villemer*, comédie en quatre actes, en prose, par George Sand. Théâtre Impérial de l'Odéon, 24 février 1864.

21 février.

Cher Prince,

Vous avez pris part, et une part obligeante et bonne, à mes petits soucis d'argent. Je dois vous dire qu'aujourd'hui Buloz, de son propre mouvement, un bon mouvement, de cœur et de conscience, a rayé de ses livres la moitié de ma dette envers lui, et augmenté *mon traitement* à la *Revue*. L'argent que vous m'avez prêté ne m'est donc plus rigoureusement nécessaire, et si vous avez quelque bonne œuvre plus pressante à faire, dites-le moi, je m'acquitterai tout de suite; autrement, je retarderai un peu ma restitution, parce que votre service m'est utile encore, et m'abrège quelques ennuis. Je vous devais de vous dire le soulagement qui m'arrive, et de rendre justice à mon bourru, mais honnête patron. Je n'en poursuis pas moins mon installation nouvelle. J'ai besoin de solitude et de liberté pendant quelques années, et à Nohant je suis trop esclave de devoirs de détail, au-dessus de mes forces.

Pardon de vous entretenir de moi comme de quelque chose de bien intéressant. Vous me répondrez oui ou non, avec votre sainte franchise. J'ai été heureuse de voir votre charmant fils, et vivement touchée de revoir sa digne et charmante mère. Ce que vous m'avez dit d'elle, me la fait bien sérieusement aimer.

A vous de cœur, cher Prince.

GEORGE SAND.

Paris, Palais-Royal, ce mercredi 27 juillet.

Chère madame Sand,

Je trouve votre lettre à mon retour d'une course que j'ai faite; elle me fait deviner l'affreux malheur qui a frappé votre famille; j'en suis désolé, et j'y prends la plus grande part (1). J'écris un mot à Maurice, envoyez-le-lui ! J'ai hâte de vous embrasser, donnez-moi votre adresse, et indiquez-moi les jours et les heures auxquels je ne vous dérangerai pas. Toute ma

(1) Marc, dit Coco, fils de Maurice Sand et de Lina Calamatta, vint avec ses parents à Guillery, chez son grand père, M. Dudevant, et il y mourut (juillet 1864). George Sand essaya de le voir avant sa mort, et fut à cet effet à Guillery, où elle arriva trop tard.

famille va bien; j'ose à peine vous parler de ma joie (1), et vous remercier de vos félicitations, à vous si malheureuse.

Mille tendres amitiés.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

25 janvier 1865.

Mon cher Prince et bon ami, vous prendrez part à notre douleur, nous avons perdu en 48 heures notre excellent Maillard (2), un homme d'élite, un grand cœur, une bonté d'ange, et si intimement lié à mon existence, par un dévouement de tous les instants, que je ne sais plus comment nous allons vivre sans cette amitié-là. Augmentez-moi la vôtre pour m'aider à supporter un coup si rude.

Je venais à Paris avec la volonté d'aller vous voir; au lieu de cela, nous avons été d'un lit de mort au cimetière, et je repars pour tâcher de me reposer à Palaiseau, Manceau et moi. Nous revenons dimanche ou lundi, pour recevoir Maurice et sa femme, et dans les premiers jours de la semaine prochaine, j'irai voir si vous avez le temps de me recevoir quelques minutes. Je sais que vous êtes bien occupé maintenant, et c'est tant mieux. Vous obtiendrez peut-être un peu d'élan vers le bien dans la marche des choses, et si vous en avez au moins l'espoir, cela vous fera du bien, à vous qui avez l'amour du *bien* !

J'ai quelque chose à demander à M. Béhic, quelque chose à quoi je tiens beaucoup. Pouvez-vous, et voulez-vous m'appuyer auprès de lui ? Je ne le connais pas, je ne sais pas si je le trouverai bienveillant, ou seulement poli. Si vous me dites oui, je vous enverrai ma demande exposée en trois lignes. Voulez-vous me répondre ce *oui* ou ce *non* (pas plus) à Palaiseau où je retourne jusqu'à dimanche. Ma démarche est pressée, et il s'agit de ce bon médecin qui m'a sauvé la vie. Il demande une petite chose, juste et facile.

A vous de cœur, mon bon et grand ami. Je suis bien triste, mais je vous aime bien. Mon brave Manceau, brisé, désolé, mais toujours héroïque, vous envoie ses respects. Nous parlons de vous

(1) Le prince Napoléon venait d'avoir un second fils, le prince Louis, né au Palais-Royal le 16 juillet.

(2) Mme Sand avait publié dans la livraison de la *Revue* du 1er janvier 1863 quelques pages intitulées : « Notes sur l'Ile de la Réunion (Bourbon), par M. L. Maillard. »

tous les jours, et quand nous lisons notre journal, quand nous nous indignons de mille choses, nous nous disons : ah ! s'il pouvait, *lui* !

Encore adieu, et à bientôt.

G. Sand.

Pardon du griffonnage : j'ai tant pleuré que je ne vois plus clair.

Palais-Royal, ce vendredi 27 janvier.

Chère madame Sand,

Vous êtes affligée par la mort d'un de vos amis, M. Maillard, et je viens vous exprimer la part que je prends à votre chagrin : se serrer autour des amis qui restent, n'est-ce pas la seule consolation ?

Je serais allé vous serrer la main, si je n'avais des affaires que je ne puis remettre aujourd'hui.

Le 11 février, ma femme et moi, nous donnons un bal ; inutile de vous dire combien nous serions heureux de vous y voir ; mais viendrez-vous ? J'en doute, tout en le désirant beaucoup. Peut-être M. Manceau sera-t-il moins sauvage. Demandez-lui s'il se décide à venir ? Cette réception, qui m'est presque imposée, m'ennuie assez pour que je tâche au moins d'y avoir ceux que j'aime à voir chez moi.

Mille bonnes tendresses, et vieilles amitiés.

Napoléon (Jérôme).

Palais-Royal, ce lundi 30 janvier.

Chère madame Sand,

Nos lettres se sont croisées : je ne vous aime pas plus quand vous êtes malheureuse, mais il me semble que je vous aime mieux ! Serrez bien la main de Manceau !

Je me suis occupé de votre protégé ; j'ai écrit à M. Rayer que je connais, et fait écrire aux deux autres avec lesquels je ne suis pas en rapport. Prévenez-moi quand vous viendrez me voir, j'ai à causer avec vous. Je voudrais que nous fussions un peu tranquilles ! Si, le jour où vous venez, nous dînions ensemble, bien simplement, dans un petit restaurant éloigné, sans étranger, vous me diriez qui vous voulez, le moins possible, à trois peut-

être. Je pense que cela vous gênera moins qu'une heure prise dans la journée. Je vous traite en garçon ami, répondez-moi de même, je vous embrasse.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Excepté mardi 31 et mercredi 1er, je suis libre tous les jours.

Ce mercredi, 1er février.

Oui, chère amie, à samedi 4, à 6 h. 1/2 précises, je serai chez Magny, rue Contrescarpe-Dauphine, et je demanderai M. Manceau. — Pourquoi ne voulez-vous pas que ce soit moi qui vous donne à dîner? — Bien, mais ce sera alors pour une autre fois, vous, chez moi. Je me fais une grande joie de vous embrasser et de serrer la main de Manceau qui restera, j'espère bien, il n'est jamais de trop.

Mille amitiés.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Palaiseau, 14 février.

Cher grand ami,

Vous voilà sorti de votre bal qui a fait merveille, et dont mes enfants sont revenus charmés. Pensez à présent à mon autre fille, l'adoptée, Mme de Bertholdi (1) que l'on poursuit et dénonce, elle et son mari, parce qu'ils sont de la création de la république, parce que le mari est Polonais, et que la femme n'est pas intrigante ni dévote. On les accuse d'avoir *déplu* à la *société* du cru, à M. le curé, à MM. tels et tels qui veulent leur place. Ils sont très appuyés par le maire de Nevers, député du gouvernement, qui les connaît de longue date, qui les aime, et répond d'eux; le préfet qui a quitté la Nièvre, les aimait et les estimait aussi. Nouveau préfet, nouveau receveur général, circonvenus par une méchante clique, leur cherchant querelle pour des minuties, sans pouvoir les convaincre d'aucun tort; de

(1) Augustine Brault qui vécut près de George Sand, et fut en quelque façon adoptée par elle. Elle était sa petite parente, par sa mère, Victoire Delaborde. George Sand la prit à Nohant en 1846, — non sans difficultés avec le père et la mère. Brault écrivit contre George Sand un pamphlet intitulé : *Une Contemporaine*, où se trouvent des lettres précieuses. Mme Sand la maria à un monsieur de Bertholdi, ami d'un ami de son fils, et lui donna 30 000 francs de dot, puis elle le fit nommer percepteur à Decize. — G. Sand demande, en juin 1865, qu'on le nomme à Cosne.

là, dépit et résolution de n'avoir pas le dessous, après avoir fait une algarade inutile et ridicule. Moi, je connais Bertholdi depuis vingt ans; ce n'est pas seulement le plus honnête homme du monde, c'est le plus désintéressé et le plus fier. A seize ans, il s'est battu pour son pays, et il a vu sa fortune confisquée. Il a toujours vécu de son travail, honorablement, avec dignité. Voilà un grand crime aux yeux de certaines gens. Il faut donc, cher Prince, que vous preniez son parti, avec autant de confiance que vous prendriez le mien, et que vous ne laissiez pas les *bureaux* vous dire qu'il est mal noté. Ce n'est pas vrai; on n'a qu'à consulter les seize années de sa carrière financière: elles sont irréprochables. On n'a pu trouver pour lui adresser une humiliante semonce que quelques retards de versements, insignifiants, inévitables, et dont *aucun percepteur* ne peut être exempt durant quelques jours, à chaque terme de règlement. Il faut que vous emportiez sa nomination de receveur particulier à Cosne, par votre autorité personnelle, et le temps presse, car si on leur donne une autre résidence de disgrâce, pour satisfaire la coterie, ils ne s'en relèveront pas. Ils ont deux enfants, et ils n'ont rien au monde que leur place.

Voilà. J'ai espoir et confiance en vous. Je supporte de bon cœur les coups qui peuvent m'atteindre, mais non les injustices qu'on fait aux miens et le malheur qui les menace. Épargnez-moi cette douleur, vous dont l'amitié est mon refuge et ma consolation.

Votre vieille amie,

G. Sand.

Paris, Palais-Royal, ce mercredi, 22 février.

Chère madame Sand,

Je me suis occupé de l'affaire Bertholdi. Tous les chefs sont si mal pour lui, qu'il faut absolument qu'il sorte de son département; j'ai fait venir M. Pelletin, l'ami et le bras droit de M. Fould; il m'a proposé de faire déplacer M. Bertholdi, en lui donnant une *perception* de 1 000 ou 1 500 francs supérieure à celle qu'il a. Quant à une recette particulière, cela ne me semble pas possible, cela dépend de l'Empereur, qui en a promis trois fois plus qu'il ne peut en donner, et en tout cas, il faudrait

attendre peut-être *deux ou trois ans*, et dans sa position actuelle, M. Bertholdi doit quitter Decize.

Croyez, chère amie, que je fais tout ce qui dépend de moi. Dans quelques jours, je vais relancer les Finances. Écrivez-moi si cette combinaison vous agrée? Mille amitiés de votre vieil ami,

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Palais-Royal, ce samedi 25 février.

Chère madame Sand,

Je vous envoie une lettre de M. Fould, hier, qui s'est croisée avec une longue note que j'envoyais à M. Pelletin sur M. Bertholdi, jointe aux pièces justificatives que vous m'avez envoyées. Fould me demande une réponse ; avant de la lui faire, je vous consulte ? Que voulez-vous que je lui écrive ?

J'ai fait part de votre désir à l'auteur de la *Vie de César* qui m'a paru très flatté, et va m'envoyer un exemplaire pour vous: il n'en a pas encore donné un seul, et je n'en ai pas. Il m'a dit: « Je t'enverrai les deux premiers, pour toi et pour Mme Sand. » Mille amitiés bien affectueuses, votre vieil ami,

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Palaiseau, 27 février.

Cher Prince,

J'ai reçu aujourd'hui le beau volume qui m'a été apporté, je crois, par quelqu'un de votre maison, mais c'est bien de la part de l'Empereur, puisqu'il a bien voulu y mettre son nom. Je vous remercie d'avoir si bien présenté ma requête, et je vous demande de vouloir bien remercier pour moi l'Empereur de ce précieux don. J'ai lu ce soir la moitié : c'est irréprochablement beau jusqu'à présent, et je vais entrer dans la vie de César, après le clair et large exposé de la situation. Pourtant, je suis à moitié aveugle d'un coup d'air ; j'ai été hier à Paris, mais j'avais un si vilain œil, que je n'ai pas voulu aller vous voir comme cela.

Chargez-vous de bien remercier pour moi *l'illustre auteur*. Je suis bien, bien contente; c'est à vous que je dois cela.

A vous de cœur.

G. SAND.

Paris, Palais-Royal, ce vendredi 3 mars.

Chère madame Sand,

Je suis heureux d'avoir une bonne nouvelle à vous annoncer. Fould m'écrit qu'il vient de nommer M. Bertholdi percepteur de la ville de Saint-Omer (Pas-de-Calais) ; les remises de cette perception s'élèvent à 7 100 francs. Je crois que votre protégé sera satisfait. Ce n'est pas sans peine, mais si vous êtes contente, tout est pour le mieux.

J'irai vous serrer la main un de ces jours, et vous embrasser en vous disant ce que vous savez, que je vous aime de tout mon cœur.

Votre ami,

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Palaiseau, 3 mars.

Merci, merci, cher Prince !

Quel bon résultat, et quelle gratitude vous devront mes Bertholdi ! Ils étaient perdus sans vous, écrasés comme du menu grain sous la meule administrative ! Vous avez obtenu justice, et comme toujours, vous n'avez pas reculé devant la peine. Je suis heureuse de voir ces pauvres enfants dans la joie, et de vous devoir, à vous, un bonheur de plus !

A bientôt, n'est-ce pas ? Il me tarde de vous remercier encore, comme je vous aime.

G. SAND.

Palaiseau, 28 mai.

Quel beau discours (1), cher grand ami ! Quel cours d'histoire large, vrai et éclairé de toutes les lumières de la vraie politique et de la vraie philosophie ! Eh bien ! que me dit-on ce soir, au moment où j'achève cette belle lecture ? Qu'elle a excité du mécontentement, des reproches ? J'attends les journaux de demain pour comprendre. N'aviez-vous pas déjà exprimé votre pensée en public avec cette franchise ? Cette même pensée n'est-elle pas la seule qui puisse rendre l'édifice durable et le légitimer ? J'aurais voulu aller vous demander l'explication de

(1) Discours prononcé le 15 mai 1865 pour l'inauguration du monument élevé dans la ville d'Ajaccio à Napoléon Ier et à ses frères (Paris, Dentu, 1865, in-8).

tout cela, mais mon pauvre compagnon est toujours bien malade, et je ne puis le quitter.

A vous, toujours et quand même.

G. Sand.

Paris, ce mardi 30 mai.

Chère amie, comment va votre ami? Est-il vraiment sérieusement malade? Rassurez-moi, et serrez-lui la main. Dès que je pourrai, je viendrai le faire moi-même. Ce que vous me dites de mon discours est bien aimable : il est tout simplement ce que je pense depuis que j'ai l'âge de raison, et je ne croyais pas qu'il soulèverait des orages et des violences. L'outrage me trouve très calme, la persécution dont on me menace, de même! J'irai probablement à la campagne, en Suisse.

J'ai une mauvaise nouvelle à vous donner pour M. Darchy : vous comprenez qu'après avoir reçu le coup de griffe du maître, je vais recevoir tous les jours les coups de pied des valets; aussi je ne puis rien demander absolument.

Votre vieil ami qui vous aime beaucoup,

Napoléon (Jérôme).

Ce mardi 6 juin, 9 heures du matin.

Chère voisine,

L'état de Manceau me préocupe, je voudrais que M. Ricord le vît, j'espère que sa science et la jeunesse de votre ami le guériront vite. Voulez-vous que je vous amène le docteur? Si vous me répondez oui, je vais le prévenir, et j'arrive un après-midi avec mon médecin. Quelle joie si Ricord pouvait être utile à Manceau!

Votre vieil ami qui vous aime et vous embrasse,

Napoléon (Jérôme).

Meudon, ce vendredi 18 juin.

Chère amie,

Je me lève et vous écris, cela va mieux. Merci de votre petit mot, j'étais bien souffrant, quand je l'ai reçu. Comment va Manceau?

Dès que je serai tout à fait remis, j'irai vous embrasser.

Votre vieil ami,

Napoléon (Jérôme).

Palaiseau, juin.

Mon grand ami,

Je suis heureuse de vous savoir mieux. Nous avons été inquiets. Nous nous demandions, tantôt si ce n'était pas une fausse nouvelle du Gouvernement pour couvrir certaine attitude de votre part, tantôt si on ne dissimulait pas la gravité de l'accident. Enfin! n'ayez donc pas des chevaux si ardents; au diable ces belles bêtes qui ne savent ce qu'elles font!

Manceau a été beaucoup mieux, et puis moins, et puis encore mieux; à présent, il n'est pas bien. Mais la nature fait des efforts, et j'espère. Il mange, c'est toujours bon. Il est bien fier et bien reconnaissant, ce pauvre homme dévoué, de l'intérêt que vous lui témoignez. Il le mérite bien, allez.

Merci pour votre petit mot, et pour votre promesse de revenir. C'est du courage que vous nous apportez.

Votre vieille amie,

G. Sand.

Palaiseau, mercredi matin, 23 août.

Cher Prince, mon grand ami (1),

Quelle douleur pour moi! Je conduis aujourd'hui mon pauvre compagnon au cimetière de Palaiseau. Je vous croyais en voyage, on m'a dit hier que vous étiez à Meudon. Si cela est, vous viendrez, j'en suis sûre, pour me donner du courage. C'est à 2 h. 1/2.

Il vous aimait ardemment, et il n'aimait pas tout le monde. Donnez-lui un regret, il le mérite bien! Moi, tranquille ou désespérée, je vous aime.

G. Sand.

Mercredi 11 heures, 23 août.

Chère amie,

Je suis atterré et bouleversé! Notre pauvre ami Manceau. Je l'aimais bien aussi! Quelle triste vie! Je monte en voiture avec ma femme pour aller à Paris, impossible de m'en dispenser. Je viendrai vous embrasser *demain vers 3 heures*. Arrivé de voyage depuis quelques jours, je repars pour la Suisse, on

(1) Note en biais : le 23 y envoyer Villot. Y être le 24 à 3 heures après-midi.

m'avait dit que vous étiez dans les Pyrénées, ma première question a été sur l'état de M...

Je vous embrasse bien tristement et tendrement.

Votre vieil ami,

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Palais-Royal, ce mardi 2 janvier 1866.

Merci, chère amie, je vous rends votre baiser de tout cœur. Quelle joie je me fais de vous revoir! Il faut serrer les rangs et se rapprocher, car les meilleurs amis s'en vont!

La mort de Bixio (1) me cause beaucoup de chagrin. Les amis qui meurent ne se remplacent pas! Je suis trop vieux pour en avoir de nouveaux!

Mes amitiés à Maurice. Un mot dès votre retour. Votre vieil ami qui vous aime,

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Paris, Palais-Royal, ce mardi 3 juillet.

Chère madame Sand,

Je suis dans une grande anxiété, les bruits du canon me brûlent! A toute minute nous avons des nouvelles; en Italie, après un échec, cela ira mieux. Les soldats sont bons. En Prusse, cela va *très bien*, les Autrichiens battus. Nous attendons une bataille qui décidera du sort de la Bohême. Tous mes vœux sont *contre* cette affreuse Autriche et pour les ennemis, y compris même Bismarck (2).

Je vous serre la main et vous embrasse; mes amitiés à Maurice et à sa femme. Je pars demain pour la côte de Normandie.

Votre vieil ami,

NAPOLÉON (JÉRÔME).

(1) Bixio, Jacques-Alexandre, né à Chiavari (Apennins), le 20 novembre 1808, médecin et homme politique français. Élu en 1848, représentant du peuple dans le Doubs, il fut, le 23 juin, atteint d'une balle qui lui traversa la poitrine. Fit partie du premier cabinet de Louis-Napoléon. Représentant à la Législative. Arrêté en décembre 1851. Mort à Paris, le 16 décembre 1865.

(2) Le 15 juin 1866, M. de Bismarck a fait remettre ses passeports à l'ambassadeur d'Autriche. Les Prussiens envahissent le Hanovre, la Saxe et la Hesse. Le 3 juillet, Sadowa. Mais les Italiens étaient battus sur terre à Custozza, et sur mer, à Lissa.

Nohant, 4 août 1867.

Cher Prince,

Maurice vous écrit pour vous remercier de votre bon secours, et pour vous dire que tout est terminé à sa *relative* satisfaction. Il sauve les derniers débris d'une fortune stupidement mangée, et en maintenant son père à l'état d'usufruitier pour une rente de 6 à 7000 fr. (1) il lui assure du pain. Les brigands qui l'entourent, car ce sont des brigands, capables de tout, n'ont plus d'intérêt à assassiner ce triste vieillard; au contraire, pour faire durer la rente, ils feront durer l'homme. Ceci n'est point une métaphore. Une heure après la signature de la transaction, ils voulaient s'étrangler les uns les autres, tant il est vrai que les coquins ne peuvent simuler longtemps le bon accord. Maurice est revenu de Nérac, rempli de tristesse et de dégoût, mais content d'avoir fait son devoir et de s'être renfermé dans le calme du mépris.

Cher grand ami, je ne sais où vous trouveront nos lettres. Vous courez, je le comprends. Vous échappez au spleen qui passe en gros nuages, au moral et au physique, sur notre pauvre France. Hier, avec Maurice, je rangeais des papiers. Je jetais au feu des lettres inutiles, je gardais et relisais celles que j'aime. J'ai relu toutes les vôtres : j'en ai brûlé une seule, celle où vous me parliez avec irritation d'une personne qui vous a peut-être mal aimé, mais qui vous aimait. — Qu'est-ce qui aime *bien* d'ailleurs ? qui a résolu le problème de la *passion* douce et modérée ? Cette lettre intime, je n'avais pas le droit de la garder, ayant brûlé toutes celles où l'on se plaignait de vous. Mais toutes vos autres lettres, même celles qui n'ont que trois lignes, vous ne vous doutez pas d'une chose, c'est qu'en dehors du prix que j'y attache parce que je vous aime, elles sont les plus belles, les mieux *dites*, enfin de beaucoup les plus remarquables de ma précieuse collection. Je ne le savais pas moi-même. Maurice en a été si frappé qu'il m'a dit : « Relis donc tout. Tu vas

(1) Le procès intenté par les enfants de Mme Sand contre leur père, M. Dudevant, au sujet de l'interprétation du testament de la baronne Dudevant dura huit ans, et se termina par une transaction. D'accord avec ses enfants, M. Dudevant vendit en 1867, pour 280000 francs, sa propriété de Guillery. — Il y eut 149 000 frs en toute propriété pour M. Dudevant, et 130000 francs en nue propriété à Maurice et à Solange. — Dudevant se retira à Barbast, où il mourut le 8 mars 1871.

voir ; c'est très étonnant. Il sait tout et il résume tout en trois mots qu'on ne pourrait pas changer. » Et c'est la vérité. Mes camarades, les lettrés, et moi, comme les autres, nous sommes des marchands de paroles. Vous, vous dites pour prouver, et tout porte. Sauf la lettre brûlée, où vous n'étiez pas *juste*, vous avez en tout, et toujours, le sentiment du beau et du juste, et c'est si net! Qui donc peut douter de vous? Hélas! on ne vous connaît pas, mais qui connaît-on dans ce pays enfiévré d'amusements bêtes, qui crie pour avoir *des cirques*, sans se soucier même d'avoir *du pain*?

Sur ce, cher ami, de tout mon cœur à vous.

GEORGE SAND.

Prangins, ce 10 décembre.

Chère madame Sand,

Je reçois ici au milieu des neiges et de mes travaux agricoles votre lettre du 6. Elle m'a fait plaisir comme un rayon de soleil, car je suis seul, bien seul! Tout ce qui se passe en politique m'assombrit et me navre! Jusqu'à présent, tout en blâmant le présent et vigoureusement, j'espérais dans *l'avenir :* aujourd'hui je commence à en douter.

Je voulais rester encore quelques semaines dans ma retraite et passer par Nohant en rentrant à Paris, votre départ et mes affaires qui me rappellent dans quelques jours, me forcent à ajourner ce projet. Ce sera donc à Paris que nous nous embrasserons et que nous *causerons*. Vous vous méprenez sur mon influence, je ne suis pas en position de demander, de recommander même une affaire au Gouvernement, aux amis du Pape, à ceux qui trouvent que les fusils Chassepot ont fait merveille en tuant des patriotes. Vous devez le comprendre, chère amie, et mes regrets sont vifs de ne pas vous servir dans vos amis. Bientôt ce sera moi qui aurai besoin de votre appui!

Mes amitiés à Maurice. Votre vieil ami,

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Nohant, 13 septembre 1868.

Maurice me demande si la prière qu'il vous adresse n'est pas indiscrète. Je lui réponds qu'un témoignage d'affection vraie comme la sienne est toujours accueilli, et que votre

refus ne prouverait rien contre l'amitié que vous lui accordez. Faites donc, mon cher grand ami, ce que le cœur et la raison vous dira. Moi, je reste en dehors de la détermination qu'il a prise, et dans laquelle il persiste. Je n'ai pas conseillé, mais on m'a donné de bonnes raisons *pratiques*, et je m'y suis rendue.

J'ai accepté d'être la marraine, sachant, — pour l'avoir été déjà, — que le pasteur protestant ne demande, ni aux parents, ni aux parents adoptifs, aucun compte de leur croyance, aucun engagement autre que celui de protéger l'enfant, et de lui enseigner au besoin la morale. Ceci se passera tout à fait entre nous, car nous ne voudrions pas afficher une bonté de votre part qui nous serait toute personnelle. Ce que je désire plus que tout, c'est que vous veniez nous voir, vous qui faites de si grands voyages, et pour qui Châteauroux est à une enjambée de Paris. J'ignore si vous n'êtes pas déjà reparti pour une grande excursion.

Moi, je dois retourner à Paris pour faire jouer une pièce le mois prochain. Mais le jour où vous me direz que vous venez à Nohant, je quitterai tout pour vous y rejoindre.

A vous, toujours, de tout mon cœur.

G. Sand.

Nohant, le 15 septembre.

Monseigneur,

Vous savez que j'ai toujours eu une grande estime pour votre caractère, et une grande amitié pour votre personne. Je sais aussi que vous me portez une sincère affection, et j'en suis très fier, croyez-le bien. Aujourd'hui, je viens vous en demander une preuve, en vous priant d'être le parrain d'Aurore, ma fille aînée, dont ma mère est la marraine. Vous savez que je me suis marié, et que j'ai fait baptiser au temple le petit garçon que j'ai perdu.

Aujourd'hui, persistant dans ma résolution, je vais faire baptiser à Nohant, mes deux filles. Ce n'est pas que je croie au culte réformé plus qu'au culte catholique, mais je dois, pour ma conscience et au nom de la vérité, protéger mes enfants contre l'envahisssement et les menées sourdes des prêtres romains. C'est donc à vous, qui avez toujours protesté franchement et ouvertement contre eux, et qui m'avez montré un grand intérêt,

que je viens demander de me remplacer auprès de mes filles, le jour où je viendrais à leur manquer.

Ce n'est pas au Prince que je m'adresse, mais à l'homme au cœur droit et à la saine raison auquel j'ai donné toute mon affection. Si vous accédez à ma prière, un mot d'acceptation tiendra lieu de procuration. Si, au contraire, vous la trouvez ridicule ou indiscrète, dites-moi simplement non, et je ne vous en aimerai pas moins. Enfin, si vous acceptiez, et que vous fussiez assez bon pour venir vous-même, vous me diriez le moment, l'époque qui vous conviendraient et j'attendrais votre convenance.

Agréez, Monseigneur, les respects affectueux de votre tout dévoué

MAURICE SAND.

Paris, Palais-Royal, ce 7 décembre.

Chère madame Sand,

C'est convenu pour le 14, j'arrive à Nohant selon vos indications ; probablement, je n'emmènerai que Ferri. Le baptême aura lieu le 15, et le 16, je repartirai. Je me fais une fête de vous embrasser, ainsi que Maurice et ma filleule. En attendant, toutes mes amitiés.

Votre vieil ami,

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Qu'il y a longtemps que je ne vous ai vus !

Nohant, 12 mars 1869.

Cher ami,

Nous avons la douleur de vous annoncer la mort de Calamatta. Malade depuis un an, sans gravité, il a été enlevé en un mois, sans souffrir et sans connaître sa position. Maurice et sa femme, partis sur la première inquiétude du médecin, vont quitter Milan pour revenir ici. Ma pauvre petite Lina adorait son père ; elle doit être désolée. Je suis restée à garder ses filles qu'elle va embrasser avec bonheur. La nature le veut ainsi.

On m'écrit que vous êtes encore repris de fièvre de temps en temps. Je vous croyais prêt à partir. Il faudrait que le temps vous permît de faire un beau voyage pas trop fatigant. Vous voyez si bien avec vos beaux et bons yeux, que le spectacle du

monde entier n'est pas trop grand pour vous. Je voudrais être garçon, avoir vingt-cinq ans, et *voir* avec vous, mais je vois bien que je ne quitterai plus guère le nid, puisque j'y suis toujours nécessaire.

Cher grand ami, portez-vous donc mieux! J'ai peur que le voyage de Nohant n'ait aggravé ce malaise que vous éprouviez déjà. Mme Villot me donne de vos nouvelles, et je voudrais vous envoyer ma santé.

A vous bien tendrement,

G. Sand.

Paris, Palais-Royal, ce 15 mars.

Chère amie,

Je suis désolé de la mort du grand artiste, Calamatta; exprimez à Maurice et à votre belle-fille, toute la part que je prends à leur douleur. Tout s'éteint autour de nous, et quand les parents et amis, ceux qu'on aime, partent, que reste-t-il? la tristesse et presque le désir de les suivre!

J'ai été très souffrant, je me remets à peine. Des projets je n'en ai guère, sinon de m'en aller à la campagne chez moi, loin des hommes, des événements, m'enterrer dans mes travaux, dans mes études, oublier le présent, ne pas penser à l'avenir! Ne me souvenir que de mes amis, parmi lesquels vous avez la première place.

Embrassez ma filleule. Je vous embrasse et vous aime. Votre vieil ami,

Napoléon (Jérôme).

Prangins, ce 14 octobre.

Chère madame Sand,

Je reçois votre lettre au moment de partir pour une course de montagne. Vous témoigner ma vive amitié est mon plus grand désir, voici la lettre pour M. Magne. Elle est courte, mais très pressante. Remettez-la-lui vous-même, et puissiez-vous obtenir ce que vous désirez et qui doit être juste!

Je suis tout bouleversé de la mort de Sainte-Beuve (1) que j'apprends à l'instant! Je suis désolé! Quelle triste existence que

(1) Sainte-Beuve est mort le 13 octobre 1869.

de voir ainsi partir pour le grand voyage, ses amis! La seule consolation, c'est que son tour venu, on regrettera bien moins de s'en aller!

Mille amitiés.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Nohant, 14 janvier 1870.

Vous devez être affecté, fâché, chagrin, mon grand ami, et à toute nouvelle qui vient me chercher dans mon désert, je pense à vous avant tout. Quel jeu de fatalité perpétuelle est la vie! Il y a maintenant comme une surexcitation de la destinée qui réagit sur nous. On se querelle, on se hait, on se tue. Il semble que nous ne soyons pas de force à supporter les libertés si ardemment demandées, et si nécessaires à notre développement. Elles enivrent ceux qui les veulent, elles exaspèrent ceux qui n'en veulent pas. Il faut un grand courage, une grande foi pour dire : *Liberté quand même!* Ayons cette foi et ce courage, dussions-nous être cent fois brisés par la tempête. Vous n'êtes pas de ces faibles d'esprit qui laissent les événements gouverner ou altérer leurs principes.

Malgré vos préoccupations, venez à notre aide, dans une circonstance délicate. La note ci-jointe, rédigée par ma belle-fille, vous mettra au courant. L'œuvre gravé de son père lui constituait une petite rente; sa mère, usufruitière, exige que tout soit vendu, et la loi l'exige aussi, je crois. La fille de Calamatta ne voudrait pas vendre aux éditeurs qui, peu à peu, aviliraient par la spéculation les publications sérieuses et respectables. Elle s'est adressée à l'État, mais on lui offre un prix qui ne représente pas même la moitié du capital que le produit affirme. M. de Reiset donne des raisons tirées de la misère du département des Beaux-Arts. Mais le nouveau ministre trouvera peut-être que l'État peut, et doit, à la mémoire d'un artiste de premier ordre, quelque chose qui ne soit pas dérisoire. Ma belle-fille vous prie donc de tâcher de décider le Ministre à donner le double de ce qu'offre M. de Reiset, c'est-à-dire 40 000 francs, au lieu de 20 000, et ce sera encore la moitié au-dessous de la valeur commerciale de l'œuvre. Mais pour le respect de la chose, on sera content, et ma fille vous remerciera comme moi, et Maurice, de tout cœur.

Je pense vous voir bientôt à Paris, et vous dire comme toujours, combien je vous aime.

GEORGE SAND.

Prangins, ce 29 septembre.

Chère amie,

Votre lettre m'a touché, elle a couru après moi de l'armée, en Italie, et enfin ici. J'ai été terrifié des événements. mais moins cependant que d'autres, car *je les prévoyais*, et depuis Metz, c'était une certitude pour moi.

Ce n'est pas le temps de parler du passé, ni de nos opinions! Croyez que je ne pense qu'à notre pays dans cet affreux cataclysme ! Tout le reste disparait : la calomnie, la honte, la misère, qu'importe ! Devons-nous encore espérer pour la France ? J'ai lu une lettre de vous, *publiée*, que je ne sais comprendre. Serrez la main à Maurice ; dites-lui combien je l'aime et l'estime. Où êtes-vous ? J'écris à Nohant à tout hasard. Me voilà exilé et persécuté. Quand j'étais puissant, vous m'avez serré la main, mon amie ; je vous embrasse de même : les positions ne sont rien, quand les cœurs ne changent pas.

Un baiser à ma filleule, et un grand pour vous.

Votre ami,

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Répondez à Prangins, près Nyon, canton de Vaud, Suisse, sous le couvert de mon banquier M. Gonet.

Ce 28 novembre.

Chère amie,

Votre lettre du 25 m'est parvenue, et c'est presque ma seule joie ici, que d'avoir un souvenir des amis et de France. Votre lettre ne m'étonne pas et me touche ; elle est éloquente, mais je crains que les événements ne vous donnent tort. En principe, sans doute, nous voulons tous la République : est-elle possible dans notre vieille France, dans notre triste état social ? Pourra-t-elle nous débarrasser des sauvages ennemis ? N'y comptez pas, je les connais, j'ai vu la guerre de près, et si notre armée et l'Empire ont succombé, ce qui reste, malgré le courage et le nombre, mais *sans organisation, sans ce qui fait* des armées, ne

pourra pas vaincre. C'est affreusement triste, mais c'est fatal : elle sera plus impuissante que l'ancien gouvernement.

Quant à ma personne, je n'y pense pas; au fond, je suis un peu délivré ; le prince enchaînait le citoyen, et j'en souffrais. Mais pourrai-je être citoyen? C'est mon désir, mon espoir, non ma croyance. Quelle fatale destinée! ou sur les marches d'un trône mal occupé, ou en exil. Je ne veux pas vous parler de moi : il me semble que c'est un sacrilège quand le sang et les larmes coulent dans notre patrie. La République sera victime de son impuissance, des désastres du pays ; elle tombera, et nous aurons une *restauration*, probablement orléaniste ; voilà, sans illusion, l'avenir probable.

L'Empire n'est pas coupable de la guerre malheureuse, et d'avoir été vaincu ; il est coupable de l'avoir *entreprise* follement, légèrement, voilà le vrai ; mais, sauf quelques rares exceptions, qui est-ce qui a cherché à le retenir dans le pays? Je puis le dire, *nous* étions bien peu nombreux; le pays, en grande majorité, criait : *Marchons*, croyant à la victoire. Relisez tous les journaux de juillet, *le Siècle* et presque tous les discours de Gambetta : tous criaient la guerre! Thiers, seul, a été plus prudent. C'est la conduite qui a amené à la guerre qui est coupable, et non la défaite qui peut frapper tout le monde, dans les conditions où nous étions. Le nouveau gouvernement ne suit-il pas les mêmes errements? Ne tente-t-il pas une résistance impossible? Je veux en douter, nous verrons.

En France, combat semble synonyme de victoire, mais ce n'est pas toujours la même chose ; il nous faut ce que nous voulons, et nous oscillons entre le *vaudeville* et le *mélodrame*, en nous payant de mots et de blagues! C'est dur, mais c'est vrai ; il faut que nous changions beaucoup, si nous voulons nous relever, il faut modifier nos mœurs et l'esprit public. Le catholicisme est une de nos grandes plaies. Je relis dans ma solitude Montesquieu, Machiavel, j'y trouve de grandes leçons.

Peut-être, chère amie, me prendrez-vous en pitié, avec mes noirs pronostics, et croirez-vous que mon chagrin les inspire, je ne le crois pas. Que je voudrais vous revoir, causer avec vous, serrer la main de Maurice! Je ne sais pourquoi, je me figure que nous serions plus complètement d'accord avec *lui* qu'avec vous. Ce qui peut nous séparer après tout, sont des nuances, le point de départ est le même. Avant tout, nous

aimons la *France* et *la liberté*; comment les mieux sauver toutes deux?

J'espère que dans votre centre vous serez préservés des barbares? Donnez-moi de vos nouvelles. Embrassez ma filleule. Pensez à moi.

Votre ami.

Ma femme et mes enfants vont bien, j'ai mis l'aîné en pension à Vevey, pour le former. Il devient un petit citoyen suisse, en attendant mieux.

Nohant, 30 décembre.

Mon cher et grand ami,

Je veux vous embrasser au jour de l'an, quand même! Malgré tant de catastrophes, de douleurs et de fatalités, qui ont fait de 70 une date effroyable dans l'histoire et dans nos existences, je veux espérer encore, et croire que nous serons moins malheureux en 1871. D'ailleurs, l'affection fait toujours des vœux sincères, qui ne prouvent pas leur efficacité, mais leur fidèle sollicitude. Vous me dites que votre consolation personnelle est d'être redevenu un libre citoyen. Je comprends cela : j'avais prévu qu'il en serait ainsi. Nous n'avons pas en France cet allègement à nos peines; nous sommes entre l'oppression étrangère, et la dictature au dedans, dictature inévitable aujourd'hui, mais que la réunion d'une Constituante en temps utile eût pu rendre légale jusqu'à un certain point, et par conséquent, moins rigoureuse. Mais qui sait ce qu'eût produit cette assemblée? Les représentants improvisés de la République ont-ils cru fermement qu'elle seule pouvait sauver le pays? Ils ont bien pu se tromper : on n'aime pas les opinions imposées, et on serait plus patriote, si on n'était pas forcé à l'être. Seulement, je ne crois pas qu'ils aient assumé cette tâche et cette responsabilité pour satisfaire leurs ambitions : ce serait un trop mauvais calcul. Ils seront emportés avec perte par le premier suffrage universel, qui pourra fonctionner. Au lendemain de Sedan, ils eussent eu des chances; à présent, après ce qu'on a souffert, la multitude, gouvernée par les intérêts, les maudira, quelle que soit l'issue de la guerre. Elle croira toujours qu'on pouvait l'éviter, ou la faire mieux. Qui prononcera? Là où nous sommes, il nous est impossible de juger, et il faudra

le temps d'une longue et difficile enquête, pour porter un jugement vraiment historique sur ces marches et contremarches, sur ces ordres bien ou mal donnés, sur ces mesures utiles ou fatales. Chaque localité aura son histoire, chaque combat sa chronique particulière. Sur plusieurs points, il y a héroïsme; sur les autres, mystère et confusion. Le Français est toujours brave, même ceux qui, trop neufs au danger, se mettent en débandade : quand on les ramène au combat, ils prennent leur revanche. Enfin, la partie ne semble pas perdue. Paris est admirable, et Chanzy paraît faire une merveille de constance et de bravoure; espérons encore que la France se sauvera par sa propre vitalité. Quant au lendemain, tout est mystère, et les plus sages conjectures seront probablement déjouées, comme toujours ! Le parti légitimiste se met beaucoup en scène, et le chic aristocrate n'est pas éteint en province. La république rouge est en partie revenue au patriotisme pur. La modérée, celle qui gouverne à présent, est beaucoup trop catholique. Enfin, Dieu sait où nous allons. Au cœur de la France, livrés à nous-mêmes, sans *Paris-Boussole*, nous avons peu de notre propre judiciaire, puisque les faits nous échappent, et nous sont mal rapportés.

Écrivez ce que vous savez, ce que vous avez vu ; vous l'écrirez bien, vous l'avez vu de haut. Pour ce qui se passe à présent, attendez encore, mon ami, et méfiez-vous des renseignements jusqu'à nouvel ordre. C'est une immense bataille par petits épisodes ; pas de communications pour connaître chaque scène d'un drame embrouillé, terrible, à la fois splendide et misérable, et dont nous ne sortirons que par le splendide. Autrement, c'est la fin d'un monde ; le triomphe de la Prusse, c'est l'Europe en sauvage.

Des nouvelles qui m'arrivent à l'instant sont bonnes ; depuis quelques jours, la lutte se soutient bien.

Cher ami, nous pensons bien à vous dans votre solitude. Nous ne savons pas comment et quand nous vous reverrons. On est prisonnier chez soi, en France, tant les communications sont encombrées. Il y a certes, une grande activité, un grand mouvement pour la défense. Est-ce bien conduit? nous ne savons pas. Dites-moi si autour de votre lac, à Aigle, ou dans les villes abritées qui y aboutissent, on trouverait à caser très modestement notre petite famille, pour des prix modérés? Dites qu'on

vous informe de cela. Si nous trouvions une éclaircie, nous irions quelque part nous reposer de tant de soucis. On nous dit que partout les fuyards ont encombré la Suisse ; est-ce vrai? Nous serions heureux de vous voir, si nous devions sortir de France, et il le faudrait bien si nous étions condamnés à être *Prussiens* ou *Jésuites*. Ma belle-fille vous envoie ses affectueux souhaits, et votre filleule vous embrasse. Elle est toujours sage et charmante, et ne vous oublie pas.

A vous, toujours,

Votre vieille amie,

G. Sand.

Londres, Claridge Hôtel, 1871.

Chère amie,

Votre lettre du 30 décembre est venue me rejoindre ici. Merci de votre embrassement du 1er de l'an, je vous le rends cordialement.

Isolé, dans la neige, à la campagne depuis trois mois, j'ai dû venir ici pour mes affaires, ayant vendu une partie de ma terre. J'espère avoir un soulagement au contact des hommes, et voilà que c'est pire : ayant beaucoup plus de nouvelles ici, je souffre beaucoup plus, parce qu'elles ne sont que mauvaises, et semblent accabler la France de plus en plus ! Il faut se résigner aux malheurs et sacrifices momentanés ! La paix est donc un besoin.

Voyez-vous, en politique, et surtout à la guerre, l'imagination a peu de place ; rien n'est brutal comme les chiffres et la force, et ce sont les deux seules bases de la guerre ; aussi suis-je pris d'une horreur pour les blagues et les mensonges dont on sature la France depuis si longtemps. Faut-il donc toujours mentir pour soutenir l'espoir? Quand le fait vient sans cesse démentir les stupides assurances, à quoi servent-elles? sinon à faire prendre en dégoût, et en horreur, ceux qui se font un jeu de ces stupides mensonges, et qui sont comme les prêtres d'une fausse religion : stupides, s'ils croient, tricheurs, s'ils ne croient pas ce qu'ils débitent. Je suis pris du fanatisme de la vérité. L'Empire a été un grand mensonge, la république, ou la triste tentative et parodie que l'on en fait, est un affreux et lugubre mensonge.

Paris va être pris ! la république est morte pour longtemps ;

le pays est malade; cependant, j'ai l'espoir qu'il se relèvera ; il faut du temps, mais la France ne mourra pas comme la Pologne.

Aujourd'hui, que va-t-il arriver, l'Empire ou l'Orléanisme? Je ne sais, mais ce sont les deux seules solutions.

La lueur d'espoir de vous revoir me fait grande joie ; dans quelques semaines, en avril ou mai, la Suisse dans mes environs est un pays superbe : vous trouveriez à vous y caser bon marché, et assez bien. Je m'en chargerai quand vous le voudrez ; cela vous fera du bien, ce repos, et si je suis libre, seul bonheur que me laisse mon exil, je serai si heureux de vous embrasser, de vous serrer la main, de causer avec vous !

Dès que les événements prendront une tournure décisive, je retournerai à la campagne, chez moi, où j'ai laissé ma femme et mes enfants, dans un petit châlet, ayant vendu mon château.

Votre vieil ami.

Londres, Claridge Hôtel, ce 22 février.

Chère, éloquente et tendre amie,

Que votre lettre du 4 me cause de joie ! Avoir une amie comme vous, lire ce que vous m'écrivez avec cette chaleur de cœur, cette haute et calme raison, c'est à consoler de l'exil ! Mais les malheurs de la France, rien ne saurait nous en consoler. Ils sont énormes, et chaque jour les augmente. Ce que je souffre comme Français, et comme Napoléon, vous seule pouvez le comprendre. Mes prédictions se sont vite réalisées, quand je vous disais : la république que vous voulez, que vous sentez, que j'aimerais aussi, si elle était possible chez nous, celle-là, n'a jamais existé ; mais même cette apparence républicaine que nous pouvions avoir, disparaît ; la question est entre l'Orléanisme et l'Empire. Pour le moment, l'Orléanisme clérical, bourgeois, égoïste, protectionniste, censitaire, il est arrivé, le voilà avec Thiers et compagnie. *Vous*, la républicaine, malgré les affreux vices de l'Empire *tombé*, vous le regrettez, attendez quelques mois. C'est tout dire contre ce que nous allons avoir ! Et Dieu sait que jamais l'Empire n'a été ce qu'il aurait dû être, ce que je voulais, je rêvais; il était absolument mauvais; ses successeurs le rendront relativement bon. Quant à moi, sans me faire illusion, je sens que pour le moment, je ne puis rien. Aussi je me tiens bien tranquille, souffrant beaucoup, espérant

un peu ! Je vis seul affranchi de mon joug, je ne le reprendrai pas, quoi qu'il arrive; je préfère la liberté avec l'exil à l'esclavage que j'ai subi en France; ainsi, pour moi, personnellement, je suis presque désintéressé dans les événements actuels. Après la paix honteuse, et inévitable, qui va se faire, nous aurons des émeutes, et puis le triomphe complet de la réaction bourgeoise et cléricale. Voilà l'avenir. La France fatiguée, épuisée, demande du repos : la réaction le lui donnera, et puis, dans quelques mois, quelques années, ce sera à recommencer, comme des maladies successives qui épuisent un corps jusqu'à la mort.

Amitiés à Maurice, à ma filleule, à votre belle-fille. Je vous embrasse.

Votre ami,

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Quand pensez-vous pouvoir venir en Suisse ?

Londres, Claridge Hôtel, ce 13 avril.

Votre lettre a mis sept jours à me parvenir. Depuis, des siècles se sont écoulés, la guerre civile, la guerre sociale, nous a envahis, le sang coule à flots, Paris sera probablement brûlé : la folie furieuse déborde sur notre pays. Est-ce une crise terrible d'où le bien peut sortir ? Je ne le crois pas. Est-ce l'agonie d'un corps épuisé qui a une dernière convulsion avant la mort ? Je le crains ! Le mal est si grand, que je ne condamne personne, je tâche de juger, et vraiment je crois Paris fou. Aujourd'hui, Henri V, rétabli par les Prussiens, n'est pas impossible, — et *vous*, chère amie, vous, républicaine, je ne vous ajourne pas à longtemps pour regretter l'Empire, malgré ses énormes fautes ! Je vous le dis sans préoccupations personnelles, car *moi*, je n'ai plus de place pour le moment, pour longtemps peut-être, et quoi qu'il arrive. Le passé, je l'ai combattu ; le présent me fait horreur, et l'avenir, je le combattrai probablement. Et cependant, j'aime mon pays, et beaucoup. J'aime tout ce que vous aimez aussi, mais je ne crois presque plus. La France n'a pas le sens politique, elle est folle, je me souviens de cette définition de la folie par Érasme, je crois : « Avoir un but, sans les moyens pour l'atteindre. » — La vanité nous perd.

Je vous envoie une lettre que j'ai fait répondre par Villot

aux nouveaux mensonges répandus sur moi. — Si vous pouvez la faire publier chez vous, vous me ferez plaisir.

Amitiés à Maurice, embrassez ma filleule. Je ne fais aucun projet, je reste ici pour le moment, en préparant mon établissement d'exil, et j'irai chercher ma famille en Suisse, dans quelques semaines.

Adieu, chère amie, je vous embrasse et vous aime.

Prangins, ce 15 juillet.

Chère amie,

Votre dernière lettre d'il y a un mois, m'est encore parvenue à Londres. Depuis, je suis venu me reposer ici avec ma famille, travailler et cacher mes tristesses et mes chagrins patriotiques!

Plus je réfléchis, et moins je crois au salut pour la France! Les affreuses leçons reçues ne lui profiteront pas; entre une bourgeoisie pourrie, égoïste, et un peuple abruti ou violent, qu'espérer? Pour la République, il faut de la vertu et de la modération; ne sont-ce pas justement les deux qualités qui nous manquent le plus? Ce qui existe est un provisoire qui s'usera vite, qui n'a rien de sérieux : c'est la petite dictature d'un petit homme s'appuyant sur une assemblée déjà usée, sans force, sans but avoué, criant république, et sentant et pensant : monarchie bourbonienne.

Je suis indécis s'il me faut, ou non, rentrer en France dans quelque temps; mon sentiment dit *oui*, et mon raisonnement *non*.

Restez-vous à Nohant? moi, je reste ici jusqu'à ce que je vendrai ce dernier refuge, car je suis à peu près ruiné : j'ai tout perdu au Palais-Royal brûlé, et le peu qui est sauvé, le gouvernement *honnête* de Versailles ne veut pas me le laisser rendre : ce sont quelques livres et des souvenirs! Quant à aller en Italie, cela me répugne un peu et froisse mon indépendance; depuis vingt ans, je n'ai été habitué qu'à donner! Je vous parle en ami, j'en ai le droit, n'est-ce pas? Que fait Maurice?

Mes nouvelles de France ne sont pas bonnes, tout s'y désorganise, on suit les anciens errements, il y a beaucoup de gens qui veulent la République, mais personne qui y croie. En effet, à quelle république se rallier? à la Commune? à celle de

M. Thiers qui travaille pour lui d'abord, et pour les d'Orléans ensuite? Quant à *la vôtre*, ils sont peu, les partisans, et elle n'a pas grande chance; il faudrait l'imposer au pays pendant quelques années. *L'appel au peuple* n'est pas une base bien solide, c'est encore la seule et moins mauvaise; je crains et je crois à la guerre civile. Vous, sur les lieux, donnez-moi vos impressions.

Je vous embrasse et vous serre la main.

Votre vieil ami.

Prangins, ce 19 décembre.

Chère amie,

Votre lettre, c'est *vous*, c'est-à-dire, élevée, bonne, supérieure, trop bienveillante, seulement pour ce que vous croyez que je puis faire. Est-elle bien dans notre triste situation? L'avenir répondra. Faut-il vouloir forcer la fortune? Le courage *pour les autres*, n'est-il pas souvent un entêtement stupide qui amène tous les jours de nouveaux désastres? Je dis cela pour les *politiques* qui parlent, font agir les autres, et eux sont à l'abri, pour les avocats. Quant aux militaires, ils sont admirables, et font leur devoir. Paris a une grande et honorable place dans l'histoire par sa défense. Trochu, Ducrot, comme militaires, sont très beaux.

Pour éclairer notre pays, il faudrait lui dire de *dures* vérités; le gouvernement passé a commis de bien grandes fautes; celui-ci est aussi menteur, aussi blagueur, plus violent, et plus bête. Ne me taxez pas d'exagération, c'est l'amour que je porte à mon pays qui révolte mes sentiments. Quand je vois ceux qui commandent nos pauvres jeunes gens! Quel est le chef *improvisé* sortant d'un journal ou d'un estaminet qui les ait conduits à *une seule victoire?* Les généraux ont commis bien des erreurs, mais d'Aurelles, et les autres valent encore *un peu mieux* que ceux que je ne veux pas nommer, qui fuient en faisant des bulletins magnifiques! c'est triste, triste! surtout quand on a à faire à des ennemis sauvages, impitoyables, qui sont exécrables, mais je le crains, plus forts.

Je vis dans une retraite absolue, j'ai vendu une partie de ma terre pour vivre, et élever mes enfants. Je veux être pauvre, mais indépendant, avant tout. Souvent, j'ai le monde en horreur, je ne vois que du mal partout. Et cependant, je ne désespère

pas; la France se relèvera, mais il y a de durs sacrifices à faire.

J'écrirai un jour l'histoire *vraie* de ce temps, avec d'autant plus d'autorité que depuis quelque temps, je ne suis qu'un simple spectateur. Le *collier* que je portais me pesait, et c'est la seule joie que j'éprouve d'en être débarrassé : je ne le reprendrai plus, quoi qu'il arrive. — Mes vives amitiés à Maurice. Que je voudrais vous revoir, causer avec vous ! Il me semble que nous nous éclairerions réciproquement, et nous nous ferions du bien.

Je vous embrasse, donnez-moi de vos nouvelles.

Votre vieil ami.

Nohant, 28 décembre.

Enterrons vite cette affreuse et déplorable année, mon cher et grand ami, et demandons à Dieu et aux hommes une meilleure. Avec, ou sans espoir, il faut s'embrasser et s'aimer. L'absence ne détruit rien. Le dissentiment d'opinion ne fait rien non plus à l'amitié, quand on ne part, l'un et l'autre, que d'un bon principe, le même au fond, car vous ne voulez que le réveil au bonheur, et à la dignité humaine. — Nous voyons des moyens différents pour aller à un but semblable : qui se trompe ? l'avenir nous le dira. Ces moyens sont du domaine de la politique, la science des faits. Je n'ai pas cette science, je ne me pique pas de savoir prédire. Je voudrais ceux qui me paraissent logiques et naturels : comment pourrais-je vous aimer moins, pour une différence d'appréciation matérielle ? — Non, nous vous aimons toujours. Maurice vous le dira lui-même pour son compte. Le reste de la famille, mère et enfants, se joignent à moi pour vous embrasser, et vous souhaiter une année moins néfaste. Votre filleule a voulu vous écrire seule, à son idée. Mais elle a été émue et n'a pas bien écrit. Nous savons que vous avez été souffrant, nous sommes impatients d'avoir de vos nouvelles.

A vous, de tout mon cœur, et toujours.

G. Sand.

Londres, Claridge Hôtel.

Chère et grande amie,

Une longue maladie m'a empêché de vous écrire avant mon départ de la Suisse. Il y a quelques jours, j'ai reçu votre bonn

lettre pour le 1er janvier; ai-je besoin de vous dire combien j'en suis touché? Après les désastres de notre patrie, l'oubli de nos amis serait mon plus grand chagrin ; vous, Maurice et ma chère petite filleule, me consolez. Embrassez bien fort Aurore la petite, dites-lui que son parrain l'aime beaucoup.

Vous avez bien raison, oublions la politique, c'est-à-dire le détail et les moyens d'exécution, pour obtenir le *but* qui a été, est, et restera toujours le même entre nous. D'accord sur le point de départ et le but à atteindre, nous ne le sommes pas, je le crains, sur les moyens! Vous croyez à un idéal qui ne m'inspire aucune confiance : que je voudrais me tromper! L'avenir prononcera, reconnaissez seulement que, depuis bien des mois, l'Assemblée actuelle, M. Thiers et les hommes du 4 Septembre, ne me donnent que trop raison! Mais tout cela importe peu.

Ce que je méprise et ce qui m'irrite par-dessus tout, c'est l'incapacité et l'impuissance à relever la France. Si je voyais des progrès dans ce sens, j'aimerais, je crois, mes plus grands persécuteurs!

Je vous aime de tout cœur, et vous embrasse. Voilà l'essentiel entre nous, et espérons ensemble!

Votre vieil ami.

Je reste encore douze ou quinze jours en Angleterre, et puis je retourne à Prangins. Vous pouvez donc me répondre, *ici*, de suite, ou à Prangins, plus tard.

Rappelez-moi au souvenir de M. Plauchut (1).

23 décembre.

Comme je ne sais où ma lettre vous trouvera, mon grand ami, je veux vous souhaiter de bonne heure la bonne année, et vous dire qu'aujourd'hui, comme hier, et comme demain, nous vous aimons. Votre filleule Aurore, qui devient grande et belle, se joint à moi, pour vous embrasser de tout cœur.

G. Sand.

Quand se reverra-t-on, mon Dieu! quand pourra-t-on s'aimer

(1) Edmond Plauchut. Voyageur, rédacteur à la *Revue des Deux Mondes*. Né à Saint-Gaudens, en 1824, a publié des volumes sur les guerres contemporaines, et sur ses voyages. Ami très intime de Mme Sand dont quelques lettres politiques le firent hospitaliser par un admirateur lointain de George Sand, lors d'un naufrage au cap Vert.

et causer gaiement, et affectueusement, et oublier cette navrante politique?

Prangins, 29 décembre 1872.

Ma chère madame Sand,

Votre lettre me trouve encore ici à la campagne, au milieu des brouillards. J'y reste jusqu'après le 1er janvier, et vais ensuite passer l'hiver à Milan avec ma famille. En m'écrivant ici, vos nouvelles me parviendront toujours.

Merci de vos bons souhaits, j'en suis touché. Votre écriture et vos quelques lignes si bonnes, si affectueuses, m'ont vivement touché; et moi aussi, je vous aime beaucoup. Votre portrait est là devant moi, signé par vous, en 1864. Nous reverrons-nous jamais? où et quand?

Embrassez bien ma chère filleule Aurore. J'écris un mot à Maurice. Je vous embrasse pour le premier de l'an et pour tous les jours.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Prangins, 2 janvier 1873.

Chère et illustre amie,

Merci de vos vœux et de votre souvenir : ils me touchent sans m'étonner, et je n'en douterai jamais : recevez tous mes souhaits de nouvel an. Dernièrement, j'ai passé près de quatre mois à Paris; je compte y retourner bientôt; c'est un devoir et je ne puis m'exiler volontairement; quelles que soient les tristesses d'un séjour en France, je préfère la Patrie à tout.

On m'avait dit, à Paris, que vous y étiez; je ne l'ai pas cru un moment, en répondant : « Si Mme Sand était ici, elle m'aurait prévenu pour que j'aille l'embrasser. » N'est-ce pas que c'est vrai, chère amie?

Laissons la politique si triste, quoique je croie bien que nous nous entendrions sur ce sujet comme sur le reste; aujourd'hui surtout. L'année commence assez mal, pour moi; j'ai ma petite fille (1) fort malade, et les médecins m'ont donné beaucoup d'inquiétudes! Enfin, le danger n'est pas passé, mais elle va un peu mieux. J'écris à Maurice, et à ma chère filleule que j'embrasse. Souvent, pendant que je suis au chevet de ma petite

(1) Princesse Marie-Lætitia-Eugénie-Catherine-Adélaïde, née à Paris, le 20 décembre 1866. Mariée à Turin, le 11 septembre 1888 à Amédée, prince de Savoie, duc d'Aoste, morte le 19 janvier 1890.

fille, je pense à celle que vous avez perdue il y a quelques années!

Puisqu'au milieu de toutes nos tristesses pour l'avenir de notre pays, je puis y rentrer, nous nous verrons; oui, certes, j'irai à Nohant, si vous ne venez pas à Paris, et là, auprès de vous, nous oublierons un peu le présent, pour nous reporter vers le passé, et retrouver cette bonne et complète amitié qui nous unit depuis tant d'années, et dont je vous prie de recevoir la nouvelle et sincère assurance, ma chère et illustre amie.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Paris, Hôtel Bedford, ce 12 janvier.

Chère et illustre amie,

Ma fille étant en pleine convalescence, je suis revenu ici depuis trois jours, et j'y reçois votre lettre du 4. Que je voudrais causer avec vous, et de politique! Oui, parce que je sens que nous nous entendrions, peu m'importe ma personne, mais les principes que nous partageons! Malheureusement, je vois l'avenir fort en noir; c'est de l'étranger, provoqué par le cléricalisme, que viendra un gros orage, et très prochain. Cette Assemblée est absurde, impuissante et le gouvernement bien mauvais et dangereux.

Vos lettres, comme les miennes, sont probablement ouvertes à la poste, mais je ne m'en aperçois pas, et elles me paraissent intactes.

Amitiés à Maurice, embrassez Mlle Aurore, ma chère filleule. Votre vieil ami,

N.

Quand viendrez-vous à Paris?

Paris, 86, boulevard Malesherbes,
ce mardi 9 juin 1874.

Permettez-moi, ma chère madame Sand, de vous envoyer une édition de quelques-uns de mes discours et rapports que j'ai publiés pendant l'exil que j'ai passé en Italie après le 4 septembre. Vous y trouverez, si vous avez le temps d'y jeter les yeux, les idées que j'ai toujours défendues, et dont quelques-unes nous sont communes.

Mille amitiés, et merci de la joie que vous m'avez donnée, en me permettant de vous embrasser tout à l'heure.

Votre vieil ami,

NAPOLÉON (JÉRÔME).

A Paris, 10 juin.

Merci, mon cher et grand ami. J'emporte vos livres pour les lire à Nohant. Je suis heureuse de vous avoir vu, et je vais être bien accueillie chez nous, quand je donnerai de vos nouvelles toutes fraîches!

Votre vieille amie,

G. SAND.

Dieppe, ce 26 juillet.

Je viens me rappeler à votre souvenir, ma chère et grande amie, et vous demander un service. — Un journal hebdomadaire vient de se fonder à Paris, j'y ai des amis, il voudrait avoir une *nouvelle* de vous, et me prie de vous demander s'il vous conviendrait de vous entendre avec eux. La rédaction tient beaucoup à avoir votre nom dans cette publication; il faudrait la valeur de trois ou quatre feuilletons, mais ils seraient publiés dans le corps du journal.

S'il vous convient d'accepter cette proposition, répondez-moi un mot, et la direction s'adressera à vous, pour régler les conditions.

Si c'est possible, *dites oui*, vous ferez *grand plaisir* à votre ancien et dévoué ami,

NAPOLÉON (JÉRÔME.)

La couleur du journal est avancée en politique et libre-penseuse en religion, mais on veut le faire sérieux, quoique *très populaire*; n'étant qu'au quatrième numéro, il se vend déjà beaucoup.

Mes amitiés à Maurice; embrassez ma chère filleule.

Voudrez-vous me répondre à Dieppe, où je reste encore quelques jours.

Nohant, 31 juillet.

Cher ami,

Du moment que vous vous intéressez à une publication littéraire, je ne ferais aucune condition aux éditeurs, j'accepterais les leurs, mais je n'ai pas la liberté d'écrire, en dehors des engagements qu'il m'a fallu prendre. Je suis liée par des traités, et il faut bien qu'il en soit ainsi, pour que je ne saisisse pas avec empressement l'occasion de vous être agréable. Mais il y a force de loi, et question de probité.

J'ai relu avec intérêt les belles paroles que vous m'avez envoyées la veille de mon départ de Paris, et je vous remercie d'avoir pensé à moi. Depuis que j'ai eu la joie de vous voir, j'ai toujours été malade, et je ne fais que commencer à pouvoir écrire. En compensation, ma chère famille va bien, et vous envoie respects et tendresses. Maurice, toujours plongé dans les sciences naturelles, revient de l'Auvergne où il a trouvé le paysan plus arriéré et moins moral que celui de chez nous. Votre filleule est grande et belle, et ne vous oublie pas. Elle s'instruit; elle a, comme son père, le goût des choses *innocentes :* les bêtes et les plantes, les eaux et les roches. L'histoire la révolte, elle ne comprend rien aux fureurs et aux folies des hommes. Pauvres enfants, que sera-ce quand ils les verront?

Gardez-nous votre affection, cher Prince, et comptez sur la nôtre, toujours fidèle et dévouée.

G. Sand.

Je n'ai reçu votre lettre qu'aujourd'hui. Je ne vous dis pas mes regrets de ne pas faire ce que vous me demandez : vous savez bien que, si je le pouvais, ce serait fait.

Prangins, ce 3 janvier 1875.

Chère et bonne amie,

Voilà un rayon de soleil dans le ciel gris et nuageux que j'ai trouvé à Prangins, c'est votre lettre affectueuse; vous ne changez pas, et laissez-moi ajouter, ni moi non plus. Pas plus en amitié qu'en politique; ce que j'ai poursuivi sous l'Empire, je le poursuis encore avec la République que je crois seule possible au relèvement de la France aujourd'hui. Si les vrais démocrates et les patriotes voulaient s'entendre, notre pauvre France pourrait encore se remettre; *sinon, non.*

Embrassez ma chère filleule, serrez la main à Maurice. Dans quelques jours, je retournerai à Paris, avec mes deux fils, auxquels je veux faire un peu connaître leur pays.

Je vous embrasse comme je vous aime.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Paris, ce 2 janvier 1876.

Chère et illustre amie,

Merci de vos vœux, de votre souvenir ! Embrassez ma filleule, j'ai son joli portrait dans mon bureau. Recevez tous mes souhaits, et tous les deux, faisons-en pour notre chère France.

Je vous embrasse.

Votre vieil ami,

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Paris, le 31 janvier.

Cher et grand ami,

Je voulais vous envoyer les souhaits de votre filleule, rédigés par elle-même, mais depuis deux jours, elle est souffrante et nous lui faisons garder le lit par précaution. Elle me charge de vous dire qu'elle vous aime bien, et vous souhaite bonheur et santé. C'est une brave et bonne fille, qui parle souvent de vous, et travaille bien avec l'intention de vous faire honneur.

Nous nous joignons tous à elle pour vous dire que notre affection et notre dévouement pour vous, sont d'aujourd'hui, comme d'hier et de demain, et de toujours.

Votre vieille amie,

GEORGE SAND.

8 juin 1876, 4 h. 47 du soir.

Prince Napoléon, boulevard Malesherbes, Paris.

Ma mère est morte.

MAURICE SAND.

UN FILS AU FRONT

DEUXIÈME PARTIE (1)

VIII

Ce matin-là, à la vue des manchettes des journaux, Campton connut avec évidence l'irrévocable. L'ambassadeur d'Allemagne était rappelé. L'Allemagne avait déclaré la guerre à la France la veille. Ainsi, George partirait le lendemain.

Campton se rappela sa promesse de rendre visite à Mrs Brant et résolut d'aller chez elle après le déjeuner, pendant que George ferait ses derniers préparatifs : il ne se sentait pas la force d'y aller avec son fils.

Lorsqu'il entra dans le salon dont les fenêtres étaient ouvertes toutes grandes sur le jardin plein de soleil, il n'y trouva personne ; mais presque aussitôt vint le rejoindre une grande femme osseuse, portant une voilette chiffonnée relevée au-dessus de son nez rouge.

Campton fit la remarque qu'il n'avait jamais vu Adèle Anthony dans la journée sans un voile relevé au-dessus d'un nez rouge, et mal noué derrière un petit chapeau de forme invariable.

— Julia sera là dans une minute. Quand elle m'a dit que vous deviez venir, j'ai attendu, expliqua-t-elle.

Campton ne regretta pas de rencontrer Miss Anthony avant d'affronter Mrs Brant, quoique son premier mouvement fût d'éviter l'une aussi bien que l'autre. Il redoutait les fanfaronnades belliqueuses autant que les pleurnicheries craintives, et,

Copyright by Edith Wharton, 1923.

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre.

dans le fond de son cœur, il était bien forcé de s'avouer qu'il aurait causé plus facilement avec Mr Brant qu'avec aucune des deux femmes.

— Julia est en train de se mettre de la poudre, continua Miss Anthony. Elle s'imagine que, si vous vous apercevez qu'elle a pleuré, vous serez furieux.

Campton fit un geste d'impatience.

— Si je l'étais, la belle affaire!

— Oui, mais vous pourriez le raconter à George ; et George ne doit pas le savoir.

Elle s'arrêta, puis s'élança brusquement vers lui. Elle bougeait et parlait toujours par saccades successives ; on eût dit que les fils qui la faisaient mouvoir se trouvaient emmêlés, puis lâchés soudain d'un coup sec.

— Est-ce que George sait? demanda-t-elle.

— Que sa mère pleure ?

— Que vous combinez tous des plans pour le faire réformer?

Campton rougit sous son regard et, comme il se sentit rougir, sa réponse en fut plus sèche.

— Je ne pense pas,... à moins que vous ne le lui ayez dit!

Le coup parut porter, car une teinte brique se répandit sur les joues blafardes d'Adèle Anthony.

La porte s'ouvrit, et Mrs Brant entra.

Son aspect répondait à la description de Miss Anthony. Un nuage blanc couvrait son visage, et une lotion tonique avait rafraîchi ses yeux.

— Merci d'être venu, dit-elle.

Il eut un « oh! » de protestation et resta sans pouvoir parler, gêné par la présence de Miss Anthony. A ce moment, les sentiments de son ancienne femme lui étaient plus intelligibles que ceux de son amie : la fibre maternelle, éveillée en elle, la rendait plus éloquente que n'importe quelle vieille fille partant en guerre.

— Je me sauve, mes amis, dit la vieille fille, comme si elle devinait cette pensée. — Elle les embrassa tous deux d'un regard de ses singuliers yeux sans profondeur, et, de la porte, elle ajouta sévèrement : — Prenez garde à ce que vous direz à George.

Les assurances données par Fortin-Lescluze à Campton, quoique vagues, furent reçues par Mrs Brant comme une pro-

messe miraculeuse : Campton remonta immédiatement dans son estime. Elle le considéra avec une confiance nouvelle, si bien qu'il l'imagina disant à Brant ce qu'elle lui avait si souvent dit à lui-même : « Vous n'êtes jamais capable de rien obtenir. Je ne sais vraiment pas comment font les autres. »

La reconnaissance qu'elle faisait paraître donna au peintre le sentiment gênant d'être mêlé à une tractation clandestine. Il se hâtait de prendre congé, lorsque la porte s'ouvrit de nouveau. Un valet de pied à l'air embarrassé introduisit en hésitant une jeune femme qui entra précipitamment, puis s'arrêta comme si elle hésitait à son tour. Elle était jolie, avec quelque chose de bizarre et d'échevelé. Le contraste de sa toilette élégante et de ses yeux égarés fit penser Campton à une gravure arrachée d'un journal de modes et emportée au gré du vent. Depuis quelques jours, beaucoup de ses compatriotes lui avaient donné la même impression.

— Excusez-moi, Mrs Brant. Vous avez fait dire que vous n'y étiez pour personne, mais je n'ai rien voulu entendre... J'avais absolument besoin de joindre Mr Brant, car je suis ici sans un sou... à la lettre ! — Elle agita devant elle une bourse en or sertie de pierreries. — Et dans un hôtel où on ne me connaît pas ! A la banque, on n'a pas voulu m'écouter, on m'a dit que Mr Brant n'était pas là, ce qui n'était probablement pas vrai. Alors, j'ai dit au caissier : C'est bien, j'irai donc avenue Marigny, je forcerai sa porte... à moins que vous ne préfériez que je me jette dans la Seine ?

— Oh ! Mrs Talkett..., murmura Mrs Brant.

— Sérieusement, c'est la bourse ou la vie ! continua la jeune femme en riant avec affectation. — Elle se tenait entre eux deux, artificielle et cependant naïve, consciente d'être intruse, mais visiblement accoutumée à ce qu'on lui pardonnât ses intrusions. Ses grands yeux se tournèrent vers Campton.

— Je suis sûre que mon mari fera tout ce qu'il pourra pour vous. Je vais téléphoner, dit Mrs Brant. Puis, s'apercevant que la visiteuse continuait à regarder Campton, elle ajouta : — Non ! ce n'est pas... C'est Mr Campton.

— John Campton ? Je l'avais deviné ! — Le regard de Mrs Talkett devint avide et brillant. — J'aurais dû vous reconnaître tout de suite, d'après vos photographies. J'en ai une épinglée au mur de ma chambre. Mais j'étais si agitée en

entrant... — Elle retint la main du peintre dans la sienne. — Je vous en prie, pardonnez-moi! Voilà des années que je rêve d'avoir mon portrait par vous... Je fais un peu de peinture moi-même... mais c'est ridicule de parler de cela en ce moment. — Elle ajouta, avec un air subitement intimidé : — J'ai fait la connaissance de votre fils à Saint-Moritz. Nous nous sommes beaucoup vus là-bas, et aussi à New-York l'hiver dernier.

— Je l'ignorais... dit Campton, en s'inclinant gauchement.

« Que toutes les femmes sont sottes! » grommela-t-il en descendant l'escalier.

Comme il arrivait Place de la Concorde, on criait l'édition de trois heures. Ayant acheté un journal, Campton apprit le passage des Allemands à travers le Luxembourg et l'invasion de la Belgique. Violant le droit des gens, ils marchaient sur la France et sur l'Angleterre par la route qui leur semblait la plus accessible.

A l'hôtel, il trouva George dévorant le même journal : le jeune homme était rouge de colère. « Les infâmes gredins! Les brigands! Ce n'est pas la guerre, c'est de l'assassinat! »

Les deux hommes se regardèrent. Les mêmes mots leur vinrent aux lèvres.

« Jamais, non jamais, l'Angleterre ne permettrait une pareille violation du droit des gens! » Simultanément Campton et George commencèrent à dire que rien de mieux ne pouvait arriver : si la moindre hésitation, la moindre répugnance se manifestait dans l'opinion anglaise, pareille violence la balayerait immédiatement.

— Pour une fois, ils ont trop bien manœuvré! exulta George. La France est sauvée. Voilà qui est sûr.

Tous deux se turent de nouveau, chacun suivant ses propres pensées. C'étaient apparemment les mêmes, car au moment où Campton allait demander quel endroit George avait choisi pour y faire leur dernier dîner, le jeune homme dit brusquement :

— Écoute, papa, j'avais projeté un petit tête-à-tête pour nous ce soir...

— Oui... eh bien?

— Eh bien! je ne peux pas. Il faut que je te lâche... — il eut un sourire gêné, — pour des gens que je viens de rencontrer,... qui ont été extrêmement gentils avec moi à Saint-

Moritz, et cet hiver à New-York. Je ne savais pas qu'ils étaient ici... Je suis tout à fait désolé; mais je suis absolument obligé de dîner avec eux.

Il y eut un silence. Par-dessus l'épaule de son fils, Campton considérait fixement la grande place pleine de soleil. Une chose pareille! Le dernier soir que George avait à passer avec lui!

— Ça ne t'ennuie pas trop, n'est-ce pas? continua George. Je tâcherai d'être de retour à dix heures; nous pourrons encore bavarder sur la terrasse. — Il s'arrêta, puis ajouta enfin : — Tu comprends, je ne pouvais vraiment pas dire à maman que je l'abandonnais, mon dernier soir, pour dîner avec toi!

Campton se sentit un poids de moins sur le cœur; il eut honte de n'avoir pas deviné le vrai motif de son fils.

— Mon cher petit, bien sûr... Et, avant de rentrer, tu peux aller voir ta mère. Tu me trouveras ici quand tu reviendras, quelle que soit l'heure.

George parut soulagé : — Merci! Tu comprends toujours.

Il sortit en sifflant la valse du *Rosenkavalier*, et Campton retourna à ses pensées.

Il les repassait encore dans son esprit quand il regagna la terrasse après un dîner solitaire, mal servi dans une salle à manger sans domestiques.

En quittant la salle à manger, il tomba sur Adamson, le correspondant d'un grand journal américain, qui vivait depuis des années à Paris et passait pour avoir des renseignements « de bonne source. » Adamson se montrait préoccupé, mais confiant. D'après lui, les Russes n'arriveraient sans doute pas à Berlin avant novembre (l'exclamation étonnée de Campton le fit sourire); mais si l'Angleterre, — oui, on était sûr de l'Angleterre, — pouvait amener son armée sans délai, tout serait vraisemblablement terminé avant cette époque par une seule bataille livrée en Belgique. « Ah! la pauvre Belgique est bien à plaindre. » En tout cas, de l'avis des militaires compétents, la guerre ne durerait pas plus de trois ou quatre mois. Mais si, contre toute attente, les choses allaient mal sur le front occidental, la Russie ne manquerait pas de boucler l'affaire dès qu'elle aurait mis ses forces immenses en mouvement.

Campton tira un grand réconfort de cette vue si raisonnable de la situation, intermédiaire entre celle des optimistes qui étaient sûrs de l'entrée des Russes à Berlin dans trois semaines,

et celle des trembleurs qui voyaient les Allemands à Calais dans un temps plus court encore.

Il réussit à échapper à plusieurs personnes qui le guettaient et monta dans son appartement. Sur la terrasse, seul en face de la ville calme et sereine, sa confiance grandit ; de plus en plus, il se sentit assuré que George resterait éloigné du combat jusqu'à ce que tout fût terminé. Encerclée par des forces aussi formidables, l'Allemagne devait évidemment succomber avant que la moitié ou même le quart des réserves alliées ne se trouvassent engagées. Raffermi par la bienheureuse doctrine des probabilités, il pensa tendrement à l'avenir de George, à l'effet qu'aurait sur sa nature ce passage inoffensif et rapide dans la carrière militaire.

IX

George était parti.

Campton se retourna et regarda autour de lui.

La cour de la gare était encombrée d'une foule telle qu'il n'en avait jamais vu nulle part; et, à sa grande surprise, il s'aperçut qu'il notait chaque détail du spectacle avec une exactitude maladive.

Partout des visages, des visages... ils se pressaient autour de lui; et sa vision exacerbée les enregistrait un à un. Son attention était attirée surtout par les visages des femmes, femmes de tout âge et de toute condition, épouses, mères, grand mères, sœurs ou maîtresses de cette jeunesse française dont les trains étaient bondés. Il fut frappé par la courageuse absence de tristesse que ces visages exprimaient : les uns étaient pâles, d'autres rougis, d'autres graves, mais tous souriaient avec calme et fermeté.

Son regard s'attarda, en particulier, sur une jeune femme brune, vêtue d'une robe seyante, d'abord parce qu'elle était plaisante à voir, ensuite parce qu'elle montrait tant de sereine assurance qu'elle pouvait laisser parler naturellement ses yeux et ses lèvres, sans exercer sur eux de contrainte. Il vit bien pourtant, à la manière dont elle se cramponnait au jeune artilleur qui la quittait, que leurs adieux n'étaient point fraternels.

Un immense bourdonnement de voix emplissait la vaste

cour. Campton saisissait au passage les phrases lancées aux jeunes gens qui partaient, — recommandations maternelles, petites plaisanteries, noms tendrement prononcés, gaies allusions, derniers appels : « Écris souvent!... N'oublie pas de bien t'envelopper!... Souviens-toi d'envoyer un mot à Annette... Rapporte un casque prussien pour les enfants!... On les aura, pas, mon vieux? » Tout cela était allègre, brave, confiant. « Si seulement Berlin pouvait les voir! » pensait Campton.

Il tâcha de se rappeler les derniers mots qu'il avait dits à George, mais il en fut incapable ; et pourtant sa gorge était sèche, il avait soif, comme s'il avait beaucoup parlé. Lorsqu'il avait perdu de vue son fils, il s'était appuyé contre une grille pour laisser passer le flot de la foule, n'osant risquer son infirmité dans ce tumulte...

Tout à coup, il entendit sangloter derrière lui. S'étant retourné, il reconnut le chapeau et les cheveux de la jeune femme dont les yeux l'avaient frappé. Il ne pouvait plus les voir maintenant, car elle avait le visage plongé dans les mains et tout son corps était secoué par la douleur. Un homme âgé essayait de l'emmener.

— Allons, viens, mon enfant...

Elle le suivit comme une aveugle, en hoquetant. Elle attirait le regard de ses voisins, et les autres femmes, en la voyant, pâlissaient. Sur les joues d'une vieille en bonnet noir qui ressemblait à Mme Lebel, les larmes coulaient.

Mais alors, ils avaient peur? Tous, ils craignaient déjà mortellement pour la vie de ceux qu'ils aimaient? La même crainte s'empara du cœur de Campton, une terreur immédiate, telle qu'il n'aurait pu jusque-là l'imaginer. En comparaison, tout ce qu'il avait ressenti auparavant lui parut aussi faible que les impressions d'un spectateur. Ses genoux se dérobaient, il s'accrocha à la grille pour ne pas tomber.

Les gens quittaient la cour par groupes de deux ou trois qui semblaient appartenir à la même famille ; il n'y avait que lui qui fût seul. La mère de George n'était pas venue embrasser son fils : elle avait déclaré mieux aimer lui dire adieu chez elle qu'au milieu d'une foule malpropre. D'ailleurs, comment l'imaginer levée et habillée assez tôt pour se trouver à la gare à cinq heures du matin ? Et comment y serait-elle arrivée

sans auto? Ainsi Campton était seul dans cette foule qui paraissait toute composée de familles.

Mais non ! pas toute. Devant lui il aperçut une femme qui s'en allait seule, et, par-dessus une mer de têtes, il reconnut le petit chapeau d'Adèle et son chignon étroitement serré.

Pauvre Adèle ! Elle était donc venue aussi, et pour rien : elle n'avait pas réussi à se frayer un passage à travers la foule, et peut-être n'avait-elle pas même entrevu son héros. A cette idée, Campton fut frappé de remords; il regretta de lui avoir parlé si sèchement lors de leur dernière rencontre. Inutile d'essayer de la rejoindre au travers de la masse impénétrable qui les séparait. Il dut attendre que la cour se vidât; et bientôt Adèle Anthony disparut.

Lorsqu'il put enfin sortir, il la vit debout sur le trottoir en face de la gare.

Campton comprit qu'elle l'attendait. Il s'avança vers elle.

— Alors, vous l'avez manqué?

— Moi? pas du tout, dit-elle.

— Mais j'ai été avec lui tout le temps! Nous ne vous avons pas vue...

— Moi, je l'ai vu. C'est tout ce que je voulais.

Il glissa son bras sous le sien.

— Cette foule m'épouvante, dit-il. Je suis content que vous m'ayez attendu.

Il vit qu'il lui faisait plaisir, mais elle se contenta de répondre :

— Je meurs de soif. Pas vous?

— Oui, ou de faim, je ne sais pas. Est-ce que nous pourrions trouver une crèmerie?

Ils en trouvèrent une, et prirent place parmi des employés matinaux, des vendeuses de magasin et quelques femmes échevelées, au visage rougi, qu'il avait remarquées à la gare. L'une d'elles, assise en face d'un homme âgé, avait tiré de sa poche une glace et se mettait de la poudre. Campton détestait voir une femme se mettre ainsi de la poudre en public. Mais, cette fois, le geste l'enchanta, car il avait reconnu la jeune femme qui sanglotait dans la cour de la gare.

— Elle a du cran, songea-t-il; j'aime ça. Mais pourquoi tellement s'effrayer?

Depuis sa conversation avec Adamson, il ne parvenait pas à

s'inquiéter sérieusement. La crainte l'avait un instant saisi à la gorge, tout à l'heure, quand il avait entendu sangloter cette femme ; mais déjà il s'en était délivré. Tout le monde s'accordait à dire que la guerre serait terminée dans quelques semaines; avec la protection de Fortin et les influences qu'Anderson Brant pourrait faire agir, George était en sûreté, — aussi bien en sûreté à son dépôt que n'importe où. Campton versa du café à Adèle.

— Savez-vous par hasard chez qui George dînait hier soir? demanda-t-il soudain.

Miss Anthony connaissait tout des choses et des gens dans le monde américain de Paris; si George avait eu des raisons particulières de passer sa dernière soirée loin de sa famille, elle ne devait probablement pas les ignorer. Mais le fait même qu'elle eût des chances de savoir ce que son fils lui avait caché donna à Campton le sentiment d'avoir posé une question indiscrète; il se hâta d'ajouter :

— Ce n'est pas que je veuille...

Elle parut surprise.

— Non, il ne m'a rien dit. Quelque affaire de jeune homme, sans doute...

Elle sourit d'un air entendu, le fixant de ses yeux sans cils, qui clignaient sous la voilette relevée.

Campton n'attachait déjà plus d'intérêt à sa question. Rien ne l'irritait plus que les minauderies d'Adèle, et il s'en voulait de l'avoir interrogée. Ce qu'il souhaitait savoir, c'était si George avait parlé à sa vieille amie de sa situation, de ses intentions et de ses désirs, pour le cas fatal où, — selon l'expression vague qu'emploient les gens, comme pour se concilier le destin, — quelque chose arriverait. Le jeune homme avait-il laissé une lettre, un message pour quelqu'un ? Mais à quoi bon faire des conjectures? Si George avait pris des dispositions, Adèle Anthony, avec sa fidélité inébranlable, ne le trahirait pas, même par un mouvement des paupières. Quand il s'agissait de garder un secret, elle prenait un tel air de stupidité impénétrable, que l'idée ne vous serait même pas venue qu'on eût jamais pu se confier à elle.

Campton ne désirait pas surprendre les secrets sentimentaux de George, si celui-ci en avait. Mais leurs adieux avaient été si désespérément anglo-saxons, si secs, d'une telle

banalité ! Il eût été heureux de penser que son fils avait laissé quelque part un mot à son adresse.

Force lui fut de rester dans l'incertitude : le nez rouge d'Adèle, en face de lui, gardait l'ingénuité d'un nez de lapin. Il paya et sortit avec elle, insatisfait.

En arrivant chez lui, il trouva Mme Lebel à sa place habituelle, plus pâle et l'air plus las que d'ordinaire, mais avec des lèvres qui ne tremblaient pas. Ses trois petits-fils étaient partis la veille. Mme Lebel avait accepté la situation.

— C'est terriblement dur pour les jeunes ; mais il le fallait. Je suis de Nancy, monsieur ; je me rappelle l'occupation allemande.

Campton monta dans son atelier. Deux jours seulement s'étaient écoulés depuis qu'il l'avait quitté, cet après-midi où il avait vainement attendu Fortin et sa danseuse ; et déjà un abîme le séparait de ce passé. Alors son petit univers demeurait encore suspendu comme un fêtu au-dessus d'un torrent ; aujourd'hui il tourbillonnait dans les remous.

Autour de lui, les portraits étaient posés au hasard sur les meubles ; il considéra avec curiosité ces figures qui appartenaient à une vie antérieure. Chacune portait la marque de ses passions et de ses intérêts immédiats ; pas une seule ne trahissait la moindre conscience du désastre qui menaçait, excepté celle de cette pauvre Mme de Dolmetsch, que l'amour avait éclairée. Campton se mit à songer à l'avenir, du point de vue de son métier. Quelle modeleuse de visages devait être une grande guerre ! Il se demanda quel air auraient les gens qui s'en tireraient.

La sonnette retentit ; il se retourna pour aller ouvrir. C'était Dastrey, sans doute... Il l'avait aperçu dans la foule à la gare, où il accompagnait son neveu... Mais il eut la surprise de trouver, au lieu du visage inquiet de Dastrey, la figure rose et blanche d'un jeune homme bien mis, aux yeux d'une candeur enfantine surmontés d'épais cheveux blonds.

Le jeune homme s'excusa en rougissant. Il se nomma :

— Benny Upsher, monsieur.

Le ton était modeste, mais assuré, comme si ce seul nom suffisait à expliquer sa présence.

— Parfaitement... balbutia Campton, maudissant sa distraction et le don infaillible qu'il possédait d'oublier les noms des gens. Vous êtes, n'est-ce pas ? un ami de George, hasarda-t-il.

— Nous étions à Harvard ensemble. Il était de deux ans en avance sur moi.

— Alors, vous y êtes encore ?

La rougeur de Mr Upsher devint un masque écarlate.

— C'est-à-dire que j'y étais... jusqu'à ce que ceci arrivât.

— Qu'appelez-vous : ceci ?

Le jeune homme regarda son interlocuteur avec un air d'étonnement céleste.

— Cette guerre... George est déjà parti, sans doute? — Mr Upsher paraissait se ressaisir à mesure qu'il se débarrassait des préliminaires indispensables. — Je voudrais être affecté au même régiment que lui.

— Au même régiment... *vous* ? s'écria Campton.

— Oh ! je sais bien que c'est difficile ; je suis accouru de Biarritz aussi vite que j'ai pu pour ne pas le manquer. — Il semblait encore essoufflé de l'effort qu'il avait fourni. — Je ne veux pas rester en dehors de cette affaire-ci, conclut-il.

Campton le contempla, impuissant à comprendre.

— Pour vous, il n'y a aucune raison... Pour George, c'était obligatoire, puisqu'il est né ici. Mais je suppose que vous êtes né en Amérique?

— A Utica. Ma mère était Madeleine Mayhew. Nous devons être plus ou moins cousins, n'est-il pas vrai, monsieur ?

— Certainement. Excusez-moi de ne m'en être pas souvenu. Seulement, je ne vois toujours pas...

Mr Upsher ne disposait évidemment que de moyens limités pour exposer son cas. Il releva ses cheveux en désordre sur son front, fixa son cousin, et répéta avec entêtement :

— Je ne veux pas rester en dehors de cette affaire-ci.

Campton poussa un soupir. Quelle était l'idée de ce jeune homme et pourquoi venait-il le trouver pour lui débiter une absurdité pareille ?

Mais le fils de Madeleine Mayhew restait là, impassible, inébranlable, décidé à ne pas se laisser éconduire, avec, dans ses grands yeux bleus, quelque chose qui faisait penser à George, — quoique son regard fût tellement plus puéril !

— Asseyez-vous... prenez-une cigarette, voulez-vous ?... Vous ne pouvez vous dissimuler, commença Campton, que vous rencontrerez des difficultés presque insurmontables...

— Pour entrer dans le régiment de George ?

— Pour entrer même dans l'armée française... Un étranger, un neutre... Je crains de ne vraiment rien pouvoir faire.

Benny Upsher sourit.

— J'arrangerai ça..., je veux dire : mon admission dans l'armée française. La seule chose qui pourrait être dure à obtenir serait d'entrer dans son régiment... Désolé d'avoir fait irruption chez vous, ajouta-t-il, en tendant au peintre une grande main brune.

Campton le reconduisit avec embarras. Arrivé au pas de la porte, il posa, d'un mouvement involontaire, sa main sur l'épaule du jeune homme.

— Écoutez, mon ami, nous sommes cousins, et, si vous êtes le fils de Madeleine Mayhew, vous êtes fils unique. De plus, vous êtes l'ami de George, ce qui m'importe encore davantage. Je ne peux pas vous laisser partir ainsi. Permettez-moi de vous dire un mot avant que...

— Cher monsieur Campton, tout ce que vous pourriez dire, je l'ai entendu pas mal de fois de la bouche de l'oncle Harvey Mayhew. Nous sommes venus sur le même bateau : il voulait m'emmener comme secrétaire particulier au Congrès de La Haye. Mais j'étais bien sûr d'avoir affaire pour mon compte..

— Cette guerre n'est pas la nôtre. Avez-vous réellement envie de vous en aller massacrer les gens?

— Oui, cette sorte de gens-là, répondit gaiement Benny Upsher.

Campton continuait à le considérer sans savoir que dire.

— Où est votre oncle? demanda-t-il.

Benny eut un large rire.

— En route pour La Haye, j'imagine...

Une dernière fois, il insista :

— Alors, vous ne voyez pas le moyen de me faire entrer dans le régiment de George?...

Une heure plus tard, Campton croyait toujours le voir debout devant lui, avec ses yeux tendres, répétant obstinément la même question déraisonnable. Il lui fallut un effort pour chasser cette vision.

Il retourna au Crillon rassembler ses affaires. Sur sa table était un télégramme qu'il saisit fiévreusement. Par un hasard insensé, les projets de George auraient-ils changé? Est-ce qu'on

le renvoyait? Fortin-Lescluze avait-il déjà pu faire quelque chose?...

Il déchira la bande et lut : « Utica, 31 juillet. Sans nouvelles de Benny. Prière faire possible pour faciliter son retour immédiat en Amérique. Affreusement inquiète. Votre cousine Madeleine Upsher. »

— Bon Dieu! gémit Campton. Je n'ai même pas pensé à demander l'adresse de ce garçon!

X

La guerre durait depuis trois mois, — trois siècles.

En vertu d'une faculté d'adaptation qui paraissait discréditer à jamais la sensibilité humaine, les gens commençaient à se faire à l'idée de cette chose monstrueuse. La guerre continuait. La vie continuait, et Paris avec elle. La Ville avait eu son heure de sublime résistance quand, seule, exposée sans défense, elle avait arrêté l'ennemi et brisé son élan. Elle avait eu, ensuite, son heure de triomphe, l'heure de la Marne ; puis son heure d'espérance suppliante et passionnée, au moment où les nations qui suivaient la lutte crurent l'ennemi non seulement arrêté, mais rejeté, et la victoire finale acquise. Cette heure-là avait à son tour passé, cédant la place à la morne réalité des tranchées. Un langage nouveau naissait dans ce monde nouveau : il y avait maintenant « des tranchées, » il y avait « un front, » les gens commençaient à parler de « leurs fils au front. »

La première fois que John Campton entendit ces mots, ils le firent frissonner. L'hiver allait venir; la vision le hantait de jeunes gens, là-bas, — des garçons de l'âge de George, — par centaines, par milliers, exposés le jour dans des fossés humides et gluants, dormant la nuit sous la pluie et la neige. A Paris on parlait tranquillement de victoire au printemps, un printemps qui n'arriverait que dans six longs mois! En attendant, que d'eau et de froid, que de sang et de souffrance, que de corps détruits sur ce hideux « front, » que de foyers détruits dans tous les pays qu'il protégeait!

Pendant les premières semaines d'affreux silence et d'incertitude, où chaque matin apportait une mauvaise nouvelle, où aucune lettre n'arrivait de l'armée, où aucune n'y pouvait par-

venir, Campton était resté comme les autres pères sans rien savoir de son fils.

Mais enfin il obtint l'autorisation de se rendre à Châlons où Fortin, qui se trouvait avoir commencé sa carrière comme chirurgien, avait été transféré en hâte. Conduit entre deux rangées de brancards portant des hommes livides, éclaboussés de sang, Campton gagna la salle d'opérations improvisée dans laquelle le médecin travaillait sans répit. Fortin sortit pour lui parler : il lui dit avec bonté, quoiqu'avec un peu d'impatience, qu'il n'avait pas oublié, qu'il avait fait son possible. La santé de George ne permettait pas de garantir qu'il serait réformé, mais il était provisoirement affecté à une formation de l'arrière et sans doute y resterait-il, si Campton pouvait faire agir telles et telles « influences. » Puis, ayant demandé des serviettes et de l'eau chaude, le chirurgien disparut, et Campton, les yeux baissés, repassa entre les deux rangées de brancards.

Il parvint à faire agir les « influences » en question, non sans le secours d'Anderson Brant.

Une fois à peu près assuré que George resterait loin de la zone dangereuse, Campton retrouva quelque tranquillité d'esprit Néanmoins, il refusait toujours d'admettre la situation de son fils. Voilà un garçon qui aurait dû naître à trois mille lieues de là, dans un pays où régnait la paix. Le Gouvernement de ce pays le considérait comme soumis à sa loi et ayant droit à sa protection, — et ce garçon, par le plus imbécile des hasards, se trouvait entraîné dans un conflit qui ne l'intéressait nullement, transformé en sujet d'une nation étrangère, exposé à toutes les catastrophes que cette nation pouvait s'attirer!

Campton avait discuté cent fois ce sujet avec Adèle Anthony. Aujourd'hui encore, il y revenait en promenant ses regards furieux sur le petit salon banal et vieillot, ébranlant du poing la table à thé. Comme Miss Anthony ne répondait pas, il continua :

— George voit les choses exactement de la même façon que moi.

— Est-ce qu'il vous l'a dit? fit Miss Anthony en se portant au secours de la tasse à thé de Campton et en mettant du sucre dans la sienne.

— Il ne m'a pas dit le contraire. Vous ne paraissez pas vous douter que la correspondance militaire est censurée et qu'un soldat n'est pas libre de débiter tout ce qui lui passe par la tête.

Il avait si souvent expliqué à Miss Anthony ses sentiments que les mots lui remontaient aux lèvres sans effort.

— S'il s'était agi d'une question nationale, si, par exemple, l'Amérique avait dû combattre le Mexique...

— Oui, ou la lune ! Pour ma part, je comprends mieux Julia et Anderson. Ils se fichent pas mal des questions nationales, ce sont des animaux qui défendent leur petit.

— *Leur!* merci bien ! s'écria Campton.

— C'est que, véritablement, ce pauvre Anderson a servi de bonne à l'enfant. Quel autre pouvait s'en occuper? Vous pendant ce temps-là, vous peigniez des beautés espagnoles.

Elle fronça les sourcils.

— La vie est une énigme. Si vous aviez tout abandonné pour garder George, vous ne seriez jamais devenu l'illustre John Campton, le vrai John Campton, celui que vous deviez être. Et ç'aurait été regrettable pour vous, — et aussi pour George. Seulement, en attendant, il fallait bien quelqu'un pour moucher l'enfant, pour payer le dentiste et le médecin. Vous devriez être reconnaissant à Anderson de l'avoir fait.

Campton ouvrait la bouche pour répondre, quand il vit Adèle changer de visage. Il comprit pourquoi. Tous les visages prenaient maintenant cette même expression, à l'heure où arrivait le journal du soir. La vieille bonne l'apporta et attendit pour entendre la lecture du communiqué.

Miss Anthony chercha vainement son lorgnon. D'une main tremblante, elle passa le journal à Campton.

« De violentes attaques ennemies dans la région de Dixmude, Ypres, Armentières, Arras, dans l'Argonne et sur les avancées du Grand-Couronné de Nancy ont été repoussées avec succès. Nous avons repris le village de Soupir près de Vailly (Aisne) ; nous avons pris Maucourt et Mogeville, au Nord-Est de Verdun. Nous avons progressé dans la région de Vermelles (Pas-de-Calais) et au Sud d'Aix-Noulette. Des attaques ennemies sur les Hauts de Meuse et au Sud-Est de Saint-Mihiel ont également été repoussées.

« En Pologne, la retraite autrichienne devient générale. Les

Russes continuent d'avancer dans la direction de Kielce Sandomir et ont progressé au delà du San en Galicie. Mlawa a été réoccupé et tout le système de voies ferrées de Pologne est maintenant aux mains des armées russes. »

La journée était bonne, nettement bonne. Si les choses allaient de ce train, que devenaient les sinistres prévisions de ceux qui parlaient d'un hiver dans les tranchées suivi d'une campagne de printemps?

Campton parcourait le journal. Son regard s'arrêta sur la rubrique : « Tombés au champ d'honneur. » Il pâlit et lâcha le journal.

« Fortin-Lescluze, Jean-Jacques-Marie, lieutenant de chasseurs à pied, glorieusement tombé pour la France... » Suivait une brillante citation.

Le fils de Fortin, son fils unique, était mort!

Campton revit l'honnête salle à manger bourgeoise, qui contrastait si étrangement avec le reste de l'installation; il revit les rayons obliques du soleil à son déclin tomber sur le groupe autour de la table; il se souvint de sa brève conversation avec Fortin, sur le pas de la porte, et des mots que le médecin n'avait pu retenir :

— Pour sa mère et pour moi, c'est toute notre vie : notre fils unique à la guerre.

Campton ferma les yeux et s'appuya au dossier de son fauteuil; ce souvenir lui faisait mal. Cet homme avait contribué à sauver George; mais son propre fils, il n'avait pu le sauver.

— Qu'y a-t-il ? demanda Miss Anthony, en posant sa main sur le bras de son ami.

Campton ne trouva pas la force de prononcer le nom.

— Rien, rien. Seulement, il fait un peu chaud dans cette pièce..., et, de toutes façons, il faut que je m'en aille.

Il se leva, échappant à la sollicitude d'Adèle, et gagna la rue Il lui fallait absolument se rendre chez Fortin pour avoir des nouvelles. Le médecin était toujours à Châlons, mais il y aurait sûrement quelqu'un dans la maison. La nuit était venue. Campton erra dans la rue complètement noire, cherchant la maison dont il se rappelait la silhouette et sonna plusieurs fois sans résultat. Il allait s'éloigner quand il vit une auto couverte de boue s'arrêter devant la porte et remarqua qu'un soldat était au volant; trois personnes sortirent de la voiture, deux femmes

enfouies dans des voiles de crêpe et un homme en uniforme aux traits fatigués.

A la lumière des lanternes de l'auto, Fortin-Lescluze reconnut Campton. Ils restèrent là tous les quatre à se regarder. La vieille mère, sous son crêpe, ne paraissait pas plus grande qu'une enfant.

— Alors, vous savez ? dit le médecin.

Campton inclina la tête.

Le père parla d'une voix ferme.

— Oui, il y a trois jours, à Suippes. Vous avez vu sa citation ? On me l'a amené à Châlons sans m'avertir, — et trop tard. Je l'ai amputé des deux jambes, mais la gangrène s'était déclarée... Nous revenons de l'enterrement... Ma mère et ma femme... Elles ont eu, du moins, cette consolation...

Les deux femmes se tenaient auprès de lui, pareilles à des statues voilées. Soudain, la voix grave de Mme Fortin se fit entendre sous le crêpe :

— Vous l'avez vu, monsieur, le dernier jour... Ce jour où vous êtes venu au sujet de votre propre fils, si je ne me trompe ?

— Oui.., je..., balbutia Campton à la torture.

Le médecin intervint.

— Et maintenant, ma bonne mère, il ne faut pas que nous vous tenions debout. Rentrez tout de suite, prenez votre tisane et couchez-vous. — Il embrassa sa mère et la poussa dans les bras de sa femme. — Au revoir, ma chère. Prenez soin d'elle.

Les femmes disparurent sous la porte cochère, et Fortin se tourna vers le peintre.

— Merci d'être venu. Je ne peux pas vous demander d'entrer. Il faut que je retourne là-bas immédiatement

— Que vous retourniez là-bas ?

— Oui, à mon travail. Dieu merci ! Car, si je n'avais pas cela...

Il sauta dans l'auto, cria : « En route ! » et fut englouti par la nuit

XI

Campton regagna son atelier.

Il habitait encore là, mal servi, sans confort, — car Mariette n'était jamais rentrée de Lille ; on n'avait reçu d'elle aucune nouvelle. Adèle Anthony avait insisté pour que Campton

retournât à l'hôtel, mais il s'y refusait obstinément. Quel besoin avait-il de vivre dans des hôtels chers, alors que, pour Dieu sait combien de temps, il n'aurait plus le moyen de gagner sa vie, et que son devoir était d'économiser pour George? Et la manière la plus simple de ne pas entamer sensiblement ses fonds était de continuer à camper dans l'atelier, en prenant ses repas chez le marchand de vins le plus proche et laissant à Mme Lebel le soin de faire la couverture et le ménage. La bru de Mme Lebel, Mme Jules, qui se trouvait en Argonne avec sa fille au moment de la déclaration de guerre, devait remplacer Mariette. Mais, pas plus que Mariette, Mme Jules n'était revenue: on ne savait rien d'elle ni de son enfant. C'est pourquoi Campton continuait, tant bien que mal, à se passer de domestique.

Jusque-là, Mme Lebel ne s'était pas laissé abattre. Ses trois petits-fils orphelins se trouvaient tous au front, mais elle recevait assez souvent de leurs nouvelles. Son fils Jules, l'ébéniste, gardait un pont à Saint-Cloud ; il venait la voir régulièrement. Campton remarqua cependant qu'elle était surtout inquiète à son sujet.

C'était un homme taciturne et laborieux, qui avait travaillé dur pour faire vivre ses neveux orphelins et sa mère. Il s'était marié dans un âge déjà mûr, quatre ou cinq ans seulement avant la guerre, alors que les garçons pouvaient se tirer d'affaire tout seuls et que sa propre situation était suffisamment assurée pour lui permettre le luxe d'une femme et d'un enfant. Mme Jules l'avait attendu patiemment, bien que d'autres occasions se fussent présentées. Enfin, elle l'avait épousé, et une fille leur était née. Les parents avaient coutume d'amener l'enfant voir Campton ; il avait fait d'elle un croquis célèbre, où elle portait son chapeau du dimanche, de petites boucles d'oreilles, et souriait gravement. Et voilà qu'elles avaient disparu, elle et sa mère, depuis le 2 août, aussi complètement que si la terre s'était ouverte pour les engloutir.

En arrivant, Campton jeta un coup d'œil à la loge de la vieille femme ; il n'y vit personne. « Elle est à Saint-Cloud, » se dit-il, sachant qu'elle saisissait toutes les occasions d'aller retrouver son aîné. Il entra à tâtons dans l'atelier. Mme Lebel aurait, du moins, bien pu préparer le feu! Campton alluma la lampe, trouva du bois, et s'agenouilla devant le poêle. Vraiment, la vie devenait trop inconfortable!

Il s'efforçait de faire naître une flamme, quand la concierge arriva. Il se retourna pour lui faire des reproches, mais les mots s'arrêtèrent sur ses lèvres. Elle se tenait debout devant lui, sans paraître le voir ; soudain, sa forme imprécise et sombre se plia en deux : elle se laissa tomber dans le propre fauteuil du peintre, elle qui, s'il lui offrait un siège, ne faisait jamais que poser respectueusement ses doigts sur le dossier !

— Mme Lebel, cria-t-il, qu'est-ce qui vous arrive?

Elle leva vers lui son vieux visage.

— Monsieur, j'étais venue pour le feu; mais je suis trop malheureuse. Je n'en peux plus. — Elle essuya ses larmes du revers de sa main ridée. — Jules s'est engagé, monsieur, engagé dans l'infanterie. Il est parti pour le front sans me le dire.

— Engagé ? A son âge ! Il est fou ?

— Non, monsieur, mais la petite fille,... il a eu des nouvelles...

Plongeant la main dans une fente de son ample jupe, elle en tira une lettre.

— J'ai reçu ça à midi. J'ai couru à Saint-Cloud, mais il est parti d'hier.

La lettre était cruelle à lire. Par un prisonnier échappé aux Allemands, le malheureux père avait eu des nouvelles de sa femme et de sa fille. Dans un village envahi, Mme Jules, très fière de caractère, avait eu des difficultés avec les autorités ennemies; on l'avait accusée d'espionnage et envoyée dans une prison d'Allemagne. La pauvre petite s'accrochait en pleurant à sa mère; l'officier chargé de l'arrestation l'avait si brutalement repoussée qu'elle était tombée sur les marches de pierre de la « Kommandantur » en se fracturant le crâne. Peut-être vivait-elle encore, mais elle était sans connaissance et mourante.

Jules Lebel avait reçu ces nouvelles la veille : dans les vingt-quatre heures, il était parti pour le front.

Mme Lebel se tut, la tête dans les mains; Campton, debout, la considérait. Bientôt elle se leva, passa le revers de sa main sur ses yeux et dit :

— Il fait froid. Je vais chercher du charbon.

Campton protesta.

— Non, non, Mme Lebel. Ne vous occupez pas de moi. Préparez-vous une boisson chaude, et essayez de dormir...

— Oh! monsieur, je remercie Dieu d'avoir à travailler. Si

je n'avais pas ça..., répondit-elle, employant les mêmes mots que le médecin.

Il l'entendit s'éloigner clopin-clopant et revenir peu après en cognant aux murs le seau qu'elle portait.

Quand son feu eut pris, que ses rideaux furent tirés, et qu'il se trouva seul, le peintre s'assit et regarda l'atelier. Malgré sa nudité et son désordre, la pièce ne lui déplaisait pas : il y était habitué, et d'avoir l'habitude des choses était, à ses yeux, la première condition du confort. Mais, ce soir, sa pensée était ailleurs : il ne distinguait ni les tapisseries déchirées avec leurs grandes figures de héros et de rois, ni les murs tachés couverts de tableaux, ni les toiles empilées contre les chaises, ni le fouillis de la grande table qui lui servait à écrire, à manger et à mêler les couleurs. Tantôt, il était avec Fortin-Lescluze, emporté dans la nuit vers de nouveaux spectacles de mort, tantôt en bas dans la loge où Mme Lebel, son travail fini, s'assiérait sans doute comme d'habitude auprès de sa lampe fumeuse pour continuer à coudre. « Je remercie Dieu d'avoir à travailler, » avaient-ils dit l'un et l'autre.

Et lui, Campton, restait assis, les mains oisives, à ne rien faire...

Ce n'était pas tout à fait de sa faute. Quel travail pouvait-il y avoir pour un portraitiste? A vrai dire, il n'était pas seulement portraitiste. Pendant son court voyage à Châlons, certains spectacles avaient réveillé en lui son vieil instinct de peintre. Mais les abords du front étaient strictement interdits aux civils, aux neutres en particulier (ce mot de *neutre* commençait à agacer Campton). Si un temps devait venir où les artistes pourraient interpréter la guerre, l'heure n'en n'était pas encore arrivée : dans le monde où vivaient pour l'instant les hommes, le mot « art » n'avait plus de sens.

Et qu'était Campton, qu'avait-il jamais été, sauf un artiste?... Un père, oui ; il s'était aperçu qu'il y avait un art d'être père, il commençait à l'apprendre. Et maintenant, d'un même coup, ses deux seules raisons de vivre avaient disparu : depuis le 2 août, il n'avait plus de portraits à peindre, plus de fils à garder.

D'autres, il ne l'ignorait pas, avaient trouvé une occupation. Dastrey, après de vains efforts pour s'engager, contrecarré par une sciatique malencontreuse, avait trouvé un poste

près du front dans une ambulance de la Croix-Rouge. Adèle Anthony travaillait huit ou neuf heures par jour dans un dépôt qui distribuait de la nourriture et des vêtements à des réfugiés des régions envahies; et le nom de Mrs Brant figurait dans le comité de la plupart des nouvelles œuvres de guerre. Beaucoup d'autres avaient accepté des tâches plus humbles, dans des hôpitaux, dans des cantines de gares. Il y avait, à l'arrière, assez de misère pour fournir une tâche à tous les volontaires civils.

Néanmoins, Campton ne voyait aucune place qui pût lui convenir. Il était incapable de faire une addition et aurait embrouillé les comptes les mieux tenus. Son infirmité le gênait pour circuler; il ne pouvait monter voir des réfugiés dans leurs mansardes, et d'ailleurs il n'aurait su que leur dire. Il étouffait de rage et de pitié devant toute la souffrance qui l'entourait, mais il était incapable de trouver un mot pour réconforter ceux qui souffraient.

De plus, il craignait, sans se l'avouer, les sollicitations dont on l'accablerait, s'il se laissait attirer dans le filet des œuvres de guerre. D'insupportables dames viendraient lui quêter argent ou tableaux. Jusqu'à présent, on n'avait pas souvent fait appel à son concours; au surplus, il avait jeté au feu les lettres des quelques personnes qui lui avaient demandé une esquisse pour leurs ventes ou son nom pour leurs comités.

Une fois, cependant, il lui avait fallu répondre et accepter. Deux mois auparavant, il avait reçu la visite de Boylston, l'ami de George, avec lequel il avait dîné la veille de la déclaration de guerre. Dans l'intervalle, il l'avait complètement oublié; mais dès qu'il vit le gros jeune homme brun, son œil perçant, ses cheveux frisés, Campton se ressouvint de lui et lui tendit cordialement la main. George n'avait-il pas dit que Boylston était le meilleur garçon qu'il connût ?

Boylston semblait fort ému par l'honneur de rendre visite au grand homme. En dépit de son air calme et malicieux, il avait évidemment le sens du respect : l'accueil de Campton le fit rougir jusqu'à la racine de ses boucles drues.

Il était venu prier le peintre d'accepter la présidence du Comité Américain des « Amis de l'Art français, » groupement international de peintres destiné à réunir des fonds pour venir en aide aux artistes mobilisés. La section américaine serait

naturellement la plus active, les Américains qui avaient fait leur éducation artistique en France étant les plus nombreux ; et tous les membres étaient d'accord pour que Campton se mît à leur tête. Seulement, comme on le savait inaccessible, le comité avait demandé à Boylston, en qualité d'ami de George, de transmettre sa requête.

— Vous comprenez, monsieur, personne ne représente notre pays mieux que vous...

Campton pensait le moins souvent possible à ce qui suivit : il détestait le rôle qu'il avait joué. Mais après tout, que pouvait-il faire ? Tout son être répugnait à ce qu'entraînerait son acceptation : publicité, réunions du comité, discours à débiter, lettres à écrire, visites à recevoir, histoires navrantes à écouter, requêtes à adresser aux gens, sans compter l'obligation de donner son argent à lui, et d'en donner beaucoup.

Il resta devant le jeune homme, irrésolu, malheureux, faisant sonner un trousseau de clés dans la poche de son pantalon. Il se souvint plus tard que le bruit des clés avait dû faire croire qu'il avait de l'argent plein ses poches ! Il se souvint aussi que, chose singulière, l'embarras de Boylston disparaissait à mesure que le sien propre augmentait. On eût dit que le jeune homme, ayant pris la mesure de son hôte, et l'ayant, à regret, trouvé en défaut, avait été moins impressionné par son génie.

Campton refusa la présidence, mais consentit à laisser figurer son nom sur la liste des membres d'honneur, où il espérait le voir éclipsé par celui de célébrités rivales. Puis il alla jusqu'à son bureau, en tira deux billets de cent francs qu'il tendit à Boylston avec la formule banale : « Je voudrais pouvoir faire davantage... »

Sur le pas de la porte, le jeune homme s'arrêta pour demander des nouvelles de George. Campton répondit qu'elles étaient excellentes.

— Alors, fit Boylston, toujours accroché à son travail de scribe ? C'est vraiment de la guigne !

De tous les souvenirs désagréables laissés par cette visite, cette dernière phrase restait pour Campton le plus pénible.

Était-ce en réalité de la guigne ? Et George lui-même le pensait-il ? Rien, dans ses lettres, ne le donnait à croire. Il ne paraissait pas avoir changé d'opinion depuis le début de la

guerre : il n'avait jamais désiré « en être, » comme disait cet enragé de Upsher.

Pour la première fois depuis qu'il avait quitté son fils à la gare, Campton s'étonna du parfait équilibre moral de George. Comment, avec son ardeur, son impressionnabilité, sa vive intelligence, le jeune homme, au contact des souffrances et des ruines, pouvait-il garder la même impassibilité que s'il s'était trouvé dans le bureau d'une banque à New-York ?

Le seul changement dans ses lettres, à supposer qu'il y en eût un, était un surcroît d'indifférence. Les nouvelles qu'il donnait de lui devenaient plus brèves, plus banales, les commentaires sur la situation plus rares. A vrai dire, il n'avait jamais eu le don d'écrire : devant la plume et le papier, on eût dit qu'il perdait toute personnalité. De plus, la correspondance venant du front était sévèrement censurée ; il aurait été imprudent d'y rien mettre qui pût l'empêcher d'arriver. Mais George avait trouvé moyen plusieurs fois de faire porter des lettres par des camarades : et celles-là étaient aussi incolores que les autres. « C'est l'esprit scientifique, sans doute, se disait Campton. Ces jeunes gens ressemblent tous un peu à des machines parfaitement construites... » Et pourtant, jamais il ne s'était avisé jusque-là que son fils ressemblât à une machine parfaitement construite.

Il se souvint qu'il n'avait pas dîné et se leva péniblement. En sortant, son attention fut attirée par une carte de visite sur la table.

Campton l'approcha de la lumière. C'était un magnifique carton d'avant-guerre, qui portait gravé :

HARVEY MAYHEW

DÉLÉGUÉ DES ÉTATS-UNIS AU CONGRÈS DE LA PAIX

La dernière ligne était barrée d'un coup de plume; au-dessous, un impératif « T. S. V. P. » Ayant retourné la carte, Campton lut ces mots écrits d'une main fiévreuse : « Il faut que je vous voie immédiatement. Prière de passer au Nouveau Luxe ; » et plus bas : « Excusez cette carte ridicule Impossible d'en obtenir d'autres avant six semaines. »

Ainsi donc Mayhew avait reparu ! Tant mieux : peut-être aurait-il des nouvelles de Benny Upsher, dont les faits et gestes

avaient, au début de la guerre, causé à Campton tant d'ennuis qu'il ne pouvait se rappeler le visage rose et blanc du jeune homme sans un mouvement d'irritation.

Ce que Benny Upsher lui avait coûté de câbles adressés à sa famille éplorée, de démarches au Ministère de la Guerre, à l'Ambassade américaine, au Consulat, à la Préfecture de police et ailleurs, le peintre comptait bien le dire un jour à son jeune parent. Encore fallait-il que l'occasion s'en présentât; car depuis que Benny avait quitté l'atelier, quatre mois plus tôt, il avait totalement disparu, et Campton se demandait parfois, avec un petit frisson, s'ils s'adresseraient jamais plus la parole en ce monde.

— Mayhew veut sans doute me parler du jeune homme, songea-t-il.

« Harvey Mayhew, » — « Harvey Mayhew, » avec un trait de plume barrant le titre que, si peu de temps auparavant, il faisait figurer avec orgueil sur ses cartes! On comprenait qu'aujourd'hui ce titre l'embarrassât. Mais où diantre avait-il été tout ce temps-là? Tandis que Campton réfléchissait, un souvenir lui traversa soudain l'esprit. N'était-ce pas Mayhew qui l'avait arrêté à la porte du Crillon, quelques heures avant la déclaration de guerre, pour lui demander son avis sur le plus sûr moyen d'arriver à La Haye? Et lui, Campton, n'avait-il pas conseillé, de bonne foi, au « délégué » de passer par le Luxembourg, « pour éviter les désagréments? »

A ce souvenir, l'artiste éclata d'un fou rire qui fit résonner tout l'atelier.

XII

Campton passa le lendemain au Nouveau Luxe.

C'était la première fois depuis le début de la guerre qu'il entrait dans ce « palace. » A la vue du long hall, il sentit le cœur lui manquer, comme chaque fois qu'il était contraint d'y pénétrer. Par bonheur, le hall était vide. Un concierge à l'air las occupait le bureau; près de la porte, un boy-scout, ses jambes nues collées aux pieds d'un haut tabouret, leva languissamment les yeux du livre qu'il lisait.

Campton, ayant appris que Mr Mayhew pouvait le recevoir, s'engagea dans l'escalier désert.

Quelques malles poudreuses traînaient dans les couloirs, où jadis les bagages s'empilaient aussi haut que sur les grands paquebots les jours de départ. Au lieu du froufrou de jupes des femmes de chambre et des éclats de rire derrière les portes de service vitrées, on n'entendait, dans l'oppressant silence, que le va et vient du balai d'une femme de ménage.

— Tout de même, pensa Campton, si la guerre ne tuait pas les gens, comme elle rendrait le monde plus agréable !

Tel n'était évidemment pas l'avis de Mr Harvey Mayhew qu'il trouva marchant de long en large dans une vaste chambre tendue de brocart rose-crevette, par une ouverture de laquelle on apercevait une salle de bain revêtue de faïence bleu turquoise.

Le visage de Mr Mayhew était considérablement changé. Ses cheveux avaient grisonné, une patte d'oie plissait le bord de ses yeux bleus et des rides irritées sillonnaient son front bienveillant.

Il saisit les mains de Campton et le dévisagea au travers d'un lorgnon indigné.

— Mon bon ami, je suis passé chez vous dès mon arrivée. J'ai besoin de vous. Nous avons tous besoin de vous, nous avons besoin de votre puissante influence et de votre célébrité mondiale. Campton, le temps des discours est passé. Il faut *agir!*

Campton se laissa tomber dans un fauteuil. Aucun verbe ne l'épouvantait comme celui que son cousin venait de lui jeter à la face. Il considéra l'ex-délégué avec consternation.

— Je ne vous savais pas à Paris. D'où venez-vous? demanda-t-il.

Mr Mayhew, posant sa main soignée sur le bord d'une table dorée, abaissa sur le peintre un regard terrible.

— Je viens, dit-il..., je sors... d'une prison allemande.

— Grand Dieu ! Vous?

Enfin Campton avait devant lui quelqu'un qui avait vu, entendu, souffert, un témoin qui pouvait parler de l'ennemi en connaissance de cause. Il le dévisageait comme il eût fait d'un ressuscité d'entre les morts.

Mr Mayhew toussa pour s'éclaircir la voix et reprit :

— Vous vous souvenez que nous nous sommes rencontrés au Crillon, — c'était le 31 juillet dernier, — et que je vous ai

demandé le meilleur moyen d'arriver à La Haye, étant donné les événements qui menaçaient? A cette époque (sa voix se nuança d'ironie), j'étais délégué au Congrès de la Paix à La Haye, et je considérais comme de mon devoir d'exécuter mon mandat, quelque risque personnel que je pusse courir. Vous m'avez conseillé, — sans doute vous en souvenez-vous également? — de passer par le Luxembourg pour éviter tous désagréments. (Campton, gêné, s'agita sur son siège.) J'ai suivi votre avis. N'ayant pu voyager par chemin de fer, j'obtins, au prix des plus grandes difficultés, l'autorisation de partir en automobile. J'atteignis le Luxembourg au moment où les armées allemandes y pénétraient. Le lendemain, les Allemands m'avaient jeté en prison. C'est un pur miracle, ajouta-t-il, que je n'aie pas été fusillé comme espion.

La voix de Campton s'étranglait dans sa gorge :

— Où avez-vous été emprisonné?

— La première nuit, au Commissariat de police avec des voleurs et des vagabonds, avec... (Mr Mayhew baissa les yeux et la voix), avec des filles, Campton...

Il attendit d'avoir produit son effet, et continua :

— Le jour suivant, grâce à l'énergique intervention de notre consul, dont la conduite ne mérite que des éloges (j'ai pris soin de le faire savoir à Washington), on me renvoya sur parole à mon hôtel, où l'on me garda, — *moi*, le représentant officiel d'une nation amie! — sous l'étroite surveillance de la police... pendant huit jours!

Mr Mayhew s'effondra sur une chaise et passa sur son front un mouchoir parfumé.

— Lorsqu'enfin je fus relâché, j'étais sans argent, sans bagages, privé de mon auto et de mon chauffeur, — un Français qui fut immédiatement transféré en Allemagne. Dans cet état de dénuement, et sans qu'on m'eût fait la moindre excuse, je fus expédié à Rotterdam et embarqué sur un bateau qui partait pour l'Amérique.

De nouveau il s'épongea le front, et les coins de sa bouche se mirent à trembler.

— La paix, Campton, — *la paix!* Quand je pense que j'ai cru à une chose appelée la paix! que j'ai quitté Utica, — entreprise pour moi toujours difficile, — parce que j'estimais de mon devoir, dans l'intérêt de *la paix* (le mot passa entre ses

dents comme un sifflement), de m'en aller à l'autre bout du monde et d'user du poids de mon autorité et de mon expérience en faveur d'une pareille cause !

Il serra le poing et le tendit avec fureur vers un ennemi invisible.

— Toute mon influence, si j'en ai, toute mon expérience, — j'en ai maintenant, Campton ! — j'en userai jusqu'à mon dernier soupir pour démasquer ces gens, pour crier au monde ce qu'ils sont, pour ameuter l'opinion en Amérique, contre un peuple de sauvages qu'on devrait chasser de la terre comme une vermine, — la vermine de leurs propres cachots !

Il fallut un certain temps pour que se calmât cette colère et que surgissent, par fragments, de ces profondeurs tumultueuses quelques indications sur ce qui était arrivé depuis à Mr Mayhew et sur ses intentions présentes. Campton finit pourtant par apprendre que, tièdement accueilli en Amérique, il était revenu en Europe, afin de rassembler les témoignages d'autres victimes de la brutalité allemande. Bref, Mr Mayhew comptait se spécialiser dans les « atrocités. » Il attendait de Campton qu'il l'aidât, et notamment le mît en rapports avec des personnes s'occupant des réfugiés qui pourraient le renseigner sur des violations flagrantes du droit des gens.

Campton griffonna un mot pour Adèle Anthony et se chargea de s'informer pour savoir à qui Mr Mayhew devrait s'adresser pour être autorisé à visiter le front.

Alors seulement Mr Mayhew trouva le temps de répondre aux questions que Campton lui posait sur son neveu. Il raconta que le jeune homme, n'ayant pu s'engager dans l'armée française, avait réussi à gagner l'Angleterre. Là, s'étant fait passer pour Canadien, il était entré dans un régiment anglais, et au bout de trois mois d'instruction, venait d'être dirigé sur le front.

Ses parents avaient remué ciel et terre pour obtenir de ses nouvelles, mais Benny les avait si bien dépistés qu'ils n'avaient rien pu savoir avant qu'il s'embarquât avec son détachement. La pauvre Madeleine en avait presque perdu l'esprit, mais Mr Mayhew avoua qu'il méprisait ces faiblesses de femme.

— Benny est un homme, il doit agir en homme. Ce garçon, Campton, a vu les choses comme elles sont dès le premier jour.

Campton prit congé ahuri, anéanti par cette conversation. Il ne voyait aucun inconvénient à ce que Mr Mayhew fît appel à l'Amérique pour venger ses affronts : lui-même commençait à souhaiter que son pays prît conscience de ce qui se passait dans le monde. Mais voilà qu'on voulait le mêler personnellement à cette affaire : il lui faudrait écrire des lettres, accompagner l'ex-délégué dans les ambassades et les Croix-Rouges, stationner avec lui dans les antichambres ministérielles, être constamment assourdi d'appels à sa propre célébrité et à son influence !

Il jeta un regard circonspect sur le large escalier de l'hôtel afin d'assurer sa retraite. Dans le hall, une voix de femme l'arrêta :

— Cher maître ! Cher grand maître ! Voilà si longtemps que je vous attends !

Une infirmière de la Croix-Rouge s'avança. Ce n'était pas l'infirmière légendaire et majestueuse de la guerre de Crimée, mais une forme nouvelle fabriquée rue de la Paix : jupes courtes, chevilles minces, sautoir de perles et mèches folles. Le visage sous la coiffe était jeune, avec cet air de fatigue et d'inquiétude qui naît d'une hâte perpétuelle et sans but. Où donc avait-il vu ces yeux tragiques, si pleins d'interrogations et si indifférents aux réponses ?

— Je suis Madge Talkett..., je vous ai rencontré le jour de la déclaration de guerre, dit la jeune femme.

Campton se souvint du lieu de leur rencontre et lui sut gré de ne pas y faire allusion. Il regarda Mrs Talkett avec bienveillance.

— Il *faut* que vous veniez, continua-elle en posant sa main sur le bras du peintre, à deux pas d'ici, à mon hôpital. Il y a quelqu'un qui vous demande.

— Moi ? Un blessé ?

Une crainte glaciale envahit Campton : si c'était Benny Upsher !

— Un mourant, dit Mrs Talkett. Oh ! vous ne le connaissez pas, c'est un pauvre petit soldat français. On l'a amené il y a deux jours, et il ne fait que répéter votre nom... Il est peintre, il a vu des tableaux de vous et il en rêve, disant qu'il voudrait vous montrer les siens... Vous viendrez, n'est-ce pas ? C'est la porte à côté, vous savez.

Il ne savait pas, car il avait soigneusement évité de rien connaître des hôpitaux, tant il avait peur de se laisser engager dans une œuvre de guerre, et horreur, d'autre part, de venir, en simple spectateur, voir agoniser des hommes qu'il ne pouvait ni consoler ni soulager. Tout son être se rétractait à la pensée de ce qui l'attendait, quand il franchit avec Mrs Talkett la porte d'un hôtel voisin, transformé en hôpital. La chambre où on l'introduisit renfermait deux lits. Dans l'un était couché un homme d'un certain âge, l'air épuisé de fatigue; il avait les yeux clos et la lèvre supérieure retroussée découvrait les dents serrées. Il agitait les jambes sans repos; un de ses bras, pris dans une écharpe, était suspendu à une sorte de potence au-dessus du lit. Campton pensa, en le voyant, aux tableaux de l'Inquisition par Jean de Borgoña, au Prado.

— Oh! celui-là n'inspire pas d'inquiétude; il se remettra. C'est l'autre...

L'autre restait étendu sans bouger. Aucune potence ne surplombait son lit, aucun pansement ne laissait deviner sa blessure. Il était très jeune ; il avait une rougeur aux pommettes, et ses yeux grands ouverts regardaient fixement, du fond de leurs orbites. C'était celui qui ne se remettrait pas.

Mrs Talkett se pencha sur lui :

— J'ai tenu ma promesse. Il est là, dit-elle, Sa voix était douce quand elle parlait bas.

Les yeux du jeune homme se tournèrent dans sa face immobile. Campton et lui se regardèrent. Jamais le peintre n'avait vu ce visage qui se trouvait devant lui : un visage émacié, tourmenté, creusé par la souffrance, avec d'épais cheveux châtains retombant sur le front.

— C'est vous, maître! dit l'enfant.

Campton s'assit auprès de lui.

— Comment savez-vous? Vous m'avez déjà vu?

— Une fois, à une de vos expositions. — Il s'arrêta pour respirer péniblement. — Mais la première chose de vous que j'aie vue, ç'a été le portrait de votre fils, au Luxembourg...

— Ah! vous lui ressemblez ! s'écria Campton d'une voix émue.

— Vraiment?... Je suis rentré et je me suis mis à peindre... Après la guerre, me permettriez-vous d'aller chez vous et de travailler avec vous? Ce que je fais... attendez... je veux

d'abord vous montrer ce que je fais. — Il fit un effort pour se soulever ; soutenu par Mrs Talkett, il tendit la main vers le mur nu qui lui faisait face. — Là-bas ; vous voyez ? Regardez ! La facture... pas trop mauvaise, hein ? Je... je commençais à la tenir... Là cette tête de mon grand père, hein? et ma sœur... Oh! je suis jeune... — Il sourit. — Jamais je n'ai eu de modèles... Mais après la guerre, vous verrez...

Fiévreusement, impétueusement, il se mit à décrire, l'un après l'autre, en recommençant sans cesse, les tableaux qu'il voyait sur le mur devant lui.

Une infirmière entra et Mrs Talkett fit signe à Campton de la suivre. Le jeune homme parut se rendre compte que le peintre allait partir, car il interrompit son énumération pour répéter :

— Dès que la guerre sera finie, vous me permettrez de travailler avec vous ?

— Je vous le promets, dit Campton.

Dans le couloir, Mrs Talkett regarda Campton de ses beaux yeux attendris.

— Vous voyez quel plaisir votre visite lui a fait. Ai-je eu tort d'insister?

Au bas de l'escalier, elle le fit entrer dans un bureau où un officier mutilé, décoré de la croix de guerre, était assis à une table. L'officier inscrivit le nom du jeune soldat, — René Davril, — et l'adresse de sa famille.

— Ils sont tout à fait sans ressources, monsieur. Un grand père vieux et malade, une sœur infirme qui donnait des leçons de piano, une mère veuve avec plusieurs jeunes enfants.

— Je reviendrai, je reviendrai, promit de nouveau Campton, en prenant congé de Mrs Talkett.

Toute la journée le nom de René Davril demeura dans l'esprit de Campton. Ce jeune homme avait cru en lui; son talent s'était éveillé à la vue du portrait de George ! Et maintenant, dans un jour ou deux, il serait mort. A vingt ans et avec des yeux qui ressemblaient à ceux de George !

Que pouvait faire Campton ? Nul moins que lui n'était favorisé d'inspirations heureuses. Les « petits actes de bonté » qu'on recommandait à sa pieuse enfance lui avaient toujours paru beaucoup plus difficiles à imaginer qu'à accomplir. Mais, cette fois, son instinct le mena droit à un coin de son atelier où il se rappelait avoir mis à l'abri une étude inachevée pour

le portrait de George. Il la découvrit, l'examina d'un œil critique, y mit sa signature et l'emportant sous son bras, repartit pour l'hôpital. Mrs Talkett n'y était pas. Une infirmière descendit, à laquelle il expliqua avec embarras ce qui l'amenait.

— Ce pauvre petit Davril ? Oui, toujours en vie. Voulez-vous monter ? Sa famille est avec lui.

Campton fit un geste négatif et tendit le paquet.

— C'est un tableau dont il avait envie...

Le lendemain matin, Mrs Talkett lui écrivit que René Davril allait mieux, que la fièvre avait baissé et qu'il se reposait tranquillement en regardant l'esquisse. « Une seule chose le préoccupe : il se rend compte maintenant que vous n'avez pas vu ses tableaux. Mais il est heureux, quand même, et vous bénit de votre bonté... »

Sa bonté ! En relisant la lettre, Campton ne put que maudire sa sottise. Il comprenait maintenant que la seule chose à faire pour encourager le pauvre enfant eût été de voir ses tableaux et de dire ce qu'il en pensait. Et cette seule chose, — lui, Campton, qui durant tant d'années avait vainement désiré l'approbation des hommes qu'il admirait, — cette seule chose, il n'en avait même pas eu l'idée ! Il ne restait qu'un moyen de racheter sa négligence : c'était de se rendre immédiatement dans la banlieue où habitait la famille Davril.

Lorsqu'il revint à l'hôpital, il était plus de six heures; il alla impétueusement au-devant de Mrs Talkett qu'on avait fait descendre.

— Eh bien ! je les vus, ses tableaux; il a raison : ils sont étonnants ! De la gaucherie encore, et de l'hésitation, mais avec un tel sentiment de l'atmosphère et des masses!... Il ira loin... Puis-je monter le lui dire ?

Il s'arrêta et la regarda.

— Il est mort, il y a une heure. Si seulement vous les aviez vus hier ! dit-elle.

XIII

La mort de René Davril parut à Campton un des crimes les plus absurdes que la guerre eût encore commis. Elle lui montrait, bien plus clairement que la mort lointaine de ce

pauvre Jean Fortin, quelle quantité de dons et de vertus disparaissait chaque jour pour nourrir ce monstre insatiable.

Le lendemain, il suivit, auprès de Mrs Talkett, sous la pluie de novembre, le pauvre cercueil couvert des trois couleurs.

A l'église, tandis que les rares assistants grelottaient dans une chapelle humide, il eut le loisir d'étudier la famille : une malheureuse mère secouée par les sanglots, deux petites filles anémiques et la sœur musicienne infirme, — groupe lamentable qui sentait la misère et les larmes. Derrière eux, il aperçut les cheveux bruns frisés et les yeux myopes de Boylston. Campton s'étonna de le voir là ; puis il se souvint des « Amis de l'art français, » et il en conclut que cette association s'était intéressée au jeune Davril.

Il s'arracha aux remerciements de la famille, et prit un taxi pour reconduire Mrs Talkett chez elle.

— Non, pas chez moi, dit-elle : à l'hôpital. Nous avons reçu beaucoup de grands blessés, et je suis encore de service toute la journée.

Elle disait cela le plus naturellement du monde ; la sérénité avec laquelle les femmes supportent les choses les moins supportables le fit frissonner.

Il entra avec elle à l'hôpital. La famille Davril avait, paraît-il, déclaré avec insistance qu'elle n'avait aucun titre à conserver le tableau de Campton. Mrs Talkett monta le chercher, laissant Campton en bas. Il entendit un pas derrière lui et vit entrer une infirmière qui ressemblait à quelque nonne auréolée, descendue d'un triptyque ombrien, avec son pur ovale encadré de blanc, ses longs doigts tenant un missel et un lis.

— Madame de Dolmetsch ! s'écria-t-il ; et il pensa : Encore un nouveau visage. Quelle artiste !

Elle lui prit les deux mains.

— Venez dans mon bureau : vous ne saviez pas que j'étais l'Infirmière-major? Cher ami, quels bouleversements! quels cataclysmes! Je ne vois personne; toutes mes journées, toutes mes nuits, je les donne à mes soldats.

Elle le précéda, glissant silencieusement sur ses sandales, jusqu'à une petite pièce où étaient posés sur un bureau, parmi des livrets militaires déchirés et décolorés, une coupe de jade pleine de gardénias et des cigarettes à bouts dorés. Mme de Dolmetsch ferma la porte et fit asseoir Campton à côté d'elle :

une vague odeur d'encens s'exhala de ses draperies monacales.

— Je sais pourquoi vous êtes venu; vous avez été bon pour ce pauvre petit Davril. — D'une main veinée de bleu, elle saisit le bras de Campton. — Mon ami, y a-t-il rien qui puisse justifier de telles horreurs? N'est-il pas abominable que des garçons comme celui-là soient assassinés tous les jours? — Elle se pencha sur lui. — Campton, je sais que vous sentez comme moi. — Sa belle bouche tremblait. — Pour l'amour de Dieu, supplia-t-elle, dites-moi comment vous avez fait pour tenir votre fils éloigné du front?

Campton eut un mouvement de recul; il devint rouge; sa voix s'étrangla.

— Moi... mon fils?... ces choses-là dépendent de l'autorité militaire... La santé de mon fils..., balbutia-t-il.

— Oui, oui, je sais, votre George est délicat. Mais mon Ladislas aussi; de la poitrine également. J'ai si longtemps tremblé pour lui; et maintenant, d'un moment à l'autre... — Deux larmes perlèrent au bord de ses longs cils. — D'un moment à l'autre, on peut l'enlever du ministère de la Guerre, où il rend d'inappréciables services, pour le précipiter dans tout ce sang, dans toutes ces horreurs. — Elle baissa la voix, rapprochant ses paupières, de sorte que ses yeux semblaient chuchoter aussi : — Ladislas a des ennemis qui sont jaloux de lui (je pourrais vous les nommer); en ce moment, quelqu'un qui devrait être au front intrigue pour le faire renvoyer et prendre sa place. Oh! Campton, vous aussi avez connu cette terreur : vous savez quelles nuits on passe! Ayez pitié : dites-moi comment vous avez fait!

Il ne se rappelait plus ce qu'il avait répondu, ni comment il avait enfin réussi à s'échapper. Tout ce qui lui était le plus cher, — la pensée de George, la vision de l'enfant qui venait de mourir, — se trouvait souillé par l'accouplement de leurs noms avec celui de cet aventurier déjà mûr, tranquillement à l'abri en uniforme impeccable, au ministère de la Guerre. Et sous le dégoût qui bouillonnait dans le cœur de Campton, naissait une crainte nouvelle. Comment Mme de Dolmetsch était-elle au courant de l'histoire de George? Que savait-elle au juste? Quelqu'un avait dû parler à la légère. Peut-être Mrs Brant, peut-être Fortin lui-même. Auprès d'une femme, ces grands médecins oubliaient si facilement le secret professionnel!

Évadé de l'antre parfumé de Mme de Dolmetsch, le peintre sorti dans un tel état d'agitation qu'il resta un moment debout dans la rue à se demander où il devait aller.

Il avait eu ses raisons d'accepter que les Davril lui rendissent son tableau; ces raisons lui revinrent maintenant à la mémoire. En se rappelant leur appartement dénudé et leurs pauvres vêtements, il s'était dit qu'il fallait vendre le tableau et leur donner l'argent. Il lui en coûtait de se séparer d'une étude pour le portrait de son fils; mais il était emporté par un élan expiatoire.

Il se rendit au siège des « Amis de l'Art français, » dans un des restaurants déserts du Palais-Royal. Derrière les vitres de la devanture, des jeunes femmes, manches retroussées et de la paille dans les cheveux, fouillaient dans des caisses d'emballage; tandis que, séparées d'elles par une cloison improvisée, d'autres empilaient sur les rayons du vestiaire des vêtements tels que jamais ce lieu n'en avait vus.

Campton, ayant fait passer son nom à Boylston, contempla avec stupéfaction les objets que ces jeunes femmes triaient : des combinaisons en soie rose, des manteaux de sport à carreaux voyants, des chapeaux de paille couronnés de fleurs passées de l'autre été, des souliers de satin déchirés à talons Louis XV, des vêtements poussiéreux ornés de passementeries qui évoquaient les noms désuets de « burnous » ou « mantelets, » et qui avaient l'air de costumes tirés du grenier d'une maison de campagne par des comédiens amateurs pour représenter une pièce de Labiche. Etait-il possible que les « Amis de l'Art français » eussent l'intention d'habiller les familles des artistes tombés à la guerre au moyen de ces hardes préhistoriques?

Boylston parut, le sang aux joues, avec, lui aussi, de la paille dans les cheveux; il fit passer son visiteur par un escalier en limaçon. Ils traversèrent une salle dans laquelle des gens en habits de deuil râpés comme ceux de la famille Davril, étaient rangés, sur des chaises de restaurant, devant un comptoir de caissière; au comptoir, Campton étonné reconnut Miss Anthony, sa voilette relevée, une boite de fiches à portée de la main; elle écoutait une jeune femme qui racontait son histoire d'un ton dramatique.

Boylston remarqua l'étonnement de Campton :

— Nous manquons terriblement de personnel, dit-il. Alors,

Miss Anthony a abandonné pour un jour ou deux ses réfugiés, afin de me venir en aide.

Dans un « cabinet particulier, » où il travaillait lui-même, la table avait été transformée en bureau et le divan aux ressorts fatigués succombait sous le poids de vêtements confectionnés portant l'étiquette d'une maison de gros.

— Voilà ce que nous leur donnons en réalité, et non pas ces loques que vous avez vues. Mais ça coûte très cher, expliqua Boylston.

Une femme d'un certain âge élégamment vêtue, aux yeux rouges, au long visage amaigri, se leva quand ils entrèrent et passa dans la pièce voisine.

— C'est Mme Beausite... Vous ne l'avez pas reconnue ?... Son plus jeune fils a reçu un éclat d'obus : il est aujourd'hui complètement aveugle. Elle vient nous aider de temps en temps... Beausite ?... Oh non ! lui, nous ne le voyons jamais. Il n'est que notre président d'honneur.

Boylston avait certainement parlé sans arrière-pensée ; mais Campton sentit la pointe, car lui aussi faisait partie du comité d'honneur.

— Pauvre femme ! Quoi ? ce garçon qui faisait des machines cubistes ? Je ne savais pas...

Campton se souvint du méchant bruit qui avait couru sur Beausite, au moment où sa gloire commençait à passer : on assurait qu'il avait poussé ses trois fils à peindre dans trois styles différents, afin qu'il y eût toujours un Beausite à la mode... Cependant, il en venait au but de sa visite : la vente de l'esquisse.

Boylston défit le paquet, avec un « vous permettez ? » respectueux, et posa la toile sur une chaise. Il la regarda longuement, et, pendant qu'il regardait, il rougissait d'émotion sans proférer une parole. Campton se souvint que George lui avait parlé des admirations muettes de son ami.

Quand il rompit le silence, ce fut du ton qu'on prend pour parler d'affaires :

— Nous organisons une vente aux enchères de tableaux et d'esquisses. Si nous pouvions ouvrir les enchères avec ce numéro-là...

Ce fut au tour de Campton de rougir. Il pensa tout de suite que, si la peinture était vendue aux enchères, Brant l'achèterait.

Mais comment expliquer cela à Boylston? L'autre, qui vit son embarras, reprit aussitôt :

— Mais peut-être aimeriez-vous mieux le vendre de gré à gré ? De cette façon, nous aurions l'argent plus tôt.

C'était tout juste ce qu'il fallait dire : Campton le remercia et reprit l'esquisse. A la porte, cependant, il hésita, sentant qu'un membre du Comité d'honneur avait le devoir d'ajouter quelques mots.

— Comment marche votre œuvre ? Trouvez-vous les concours dont vous avez besoin ?

Boylston sourit.

— Nos besoins sont si grands! Nos amis sont très généreux; nous avons reçu quelques grosses sommes. Mais vous avez vu en bas ces vêtements ridicules : on nous en envoie des malles pleines ! Et nous avons tant de demandes et il y a des cas si pénibles! Les temps sont durs pour les artistes.

— Je le sais!... dit Campton gêné. Je vais donc porter ceci chez un marchand...

Ce premier contact avec les ravages de la guerre épouvanta Campton. Et les efforts de cette petite troupe qui se débattait pour y porter remède lui semblaient tellement inefficaces!

Rentré chez lui, il oublia tout à la vue d'une lettre de George. Il n'en avait pas eu depuis quinze jours, et cette longue interruption, au moment où les courriers militaires devenaient plus réguliers, l'avait inquiété. Mais la lettre était comme toutes les autres : brève, gaie, inexpressive. Apparemment, il n'y avait rien de changé dans la situation de George, ni aucun désir de sa part qu'elle changeât. Il se plaignait drôlement de l'ennui de son travail et de la monotonie de sa vie; il se demandait si, au cas où les choses continueraient ainsi, il ne serait pas bientôt question de permissions.

Enfin, tout au bout de ces deux pages affectueuses, mais vides, Campton tomba sur un nom qui le fit tressaillir : « J'ai vu un garçon qui avait rencontré hier Benny Upsher en route vers le front anglais. Ce jeune fou paraissait en excellent état. Tu sais qu'il s'est engagé dans l'armée anglaise quand il a vu qu'il n'arriverait pas à entrer dans l'armée française. J'ai idée qu'il aura bientôt l'occasion de se battre tout son saoul. » Ce fut un soulagement pour Campton de savoir que quelqu'un venait de voir Benny Upsher. La

lettre n'était vieille que de quatre jours et, à ce moment, il faisait route vers le front. Il n'était donc probablement pas encore engagé dans la bataille qu'il désirait tant; on pouvait sans remords évoquer un visage intact et de clairs yeux bleus.

Campton, en relisant le post-scriptum, fut frappé par un détail. George avait mis d'abord : « J'ai vu hier Benny Upsher; » puis il s'était repris pour écrire : « J'ai vu un garçon qui avait rencontré hier Benny Upsher. » Il n'y avait rien là que de naturel. Mais il ajoutait : « Ce jeune fou paraissait en excellent état. » Après tout, cela aussi pouvait s'expliquer. C'était « le garçon » qui rapportait que Benny Upsher paraissait en bonne forme. Pourtant, sans qu'il sût pourquoi, Campton gardait l'impression que c'était George lui-même qui avait vu Upsher. L'idée était manifestement absurde, puisque toute la longueur du front séparait la ville où se trouvait George du trou béant qui attendait, sous le feu, son cousin. Tout de même, Campton aurait beaucoup mieux aimé que son fils n'eût pas qualifié Benny Upsher de jeune fou.

XIV

Campton porta son esquisse du portrait de George chez Léonce Black, le marchand qui s'était spécialisé dans la vente des « Camptons. » Nonchalamment étendu parmi ses Gauguins et ses Vuillards, en reluisant uniforme d'attaché au ministère de la Guerre, M. Black lui offrit sur-le-champ une somme d'argent dont le chiffre l'étonna.

Léonce Black sourit de son étonnement.

— Vous vous imaginez qu'on ne fait pas d'affaires par le temps qui court? N'en croyez rien, cher monsieur. Maintenant que les grands artistes ont cessé de peindre, les collectionneurs n'en sont que plus désireux d'attraper ce qui pouvait encore rester dans les cartons.

Il mit le chèque dans la main de Campton et se recula pour mieux juger de l'effet du tableau, qu'il venait de placer dans un cadre contre une draperie de velours.

— Ah ! dit-il, comme s'il dégustait un vieux vin.

Lorsque Campton prit congé, l'enthousiasme du marchand déborda.

— Vous n'avez pas autre chose ? Ne m'oubliez pas à l'occasion.

— Je ne vends pas mes esquisses, répondit Campton. J'ai vendu celle-ci par exception, dans une intention charitable...

— Eh bien ! il est fort probable que vous aurez à répondre à d'autres appels du même genre avant que cette guerre soit terminée, observa philosophiquement le marchand. N'oubliez pas que je puis placer n'importe quelle peinture que vous me donnerez. Quand les gens veulent un Campton, ils viennent chez moi. J'ai des commandes de deux clients... passées toutes les deux avant la guerre, et qui toutes deux valent encore.

Campton s'arrêta, repris de son ancienne crainte de voir la peinture devenir la possession de Brant.

— Dites-moi donc où ira cette toile.

Léonce Black pencha de côté sa belle tête grise et regarda malicieusement le peintre entre ses paupières grasses.

— Mais c'est une violation du secret professionnel! Allons... allons!... Puisque vous m'y forcez, j'avouerai qu'il s'agit d'une jeune femme, une de vos grandes admiratrices, artiste elle-même. Elle m'a câblé sa commande de New-York, il y a un an. Je guette depuis ce temps-là.

— Parfait, répondit Campton, remettant le chèque dans sa poche.

Il se dirigea aussitôt vers le siège des « Amis de l'Art français. » Boylston, dans son « cabinet particulier » mélancolique, écoutait le récit d'une jeune femme coiffée d'un chapeau extravagant et qui pleurait à flots. Elle était si bien absorbée dans son chagrin qu'elle ne s'aperçut pas de l'entrée de Campton ; celui-ci fit signe à Boylston de ne pas l'interrompre.

L'histoire de la jeune femme l'intéressait autant que la manière dont Boylston l'écoutait. Ce jeune homme modeste et sans apparence commençait à exciter chez le peintre une vive curiosité. Il savait peu de chose de lui, quelques détails seulement qu'il tenait d'Adèle Anthony. Fils aîné d'une famille aisée, on lui avait réservé une place dans les affaires paternelles au sortir de l'Université, mais il avait annoncé avec bonne humeur qu'il n'avait pas l'intention de passer sa vie dans un bureau ; et un jour, à la suite d'une conversation avec son père, il s'était tranquillement embarqué pour la France. C'est là qu'il avait vécu depuis, pauvrement, au moyen de la maigre pension que lui servait un père irrité. On ne lui connaissait

pas de dettes et il était toujours prêt à venir en aide à un ami.

Tous les étudiants d'art américains de Paris connaissaient Boylston; et bien qu'il eût à peine dépassé trente ans, ils avaient tous de la considération pour lui.

Pourquoi? Là était la question. Campton commença à se l'expliquer, tandis que la jeune femme au chapeau ridicule exposait ses doléances : Boylston savait écouter à la perfection. Il écoutait de toute sa personne. Jamais il ne montrait de hâte ni d'impatience; jamais vous ne surpreniez son regard à se porter sur la pendule, ni ses lèvres à esquisser une réponse avant que vous eussiez conté votre histoire. Mais quand vous aviez fini et qu'il avait envisagé l'affaire sous tous les aspects, vous pouviez être sûr qu'il ferait pour vous tout le possible, et cela le jour même.

— Comptez sur moi, mademoiselle, dit-il, quand la jeune femme eut terminé.

— Entendez-moi bien, je ne demande pas la charité, je ne veux pas recevoir la charité de votre Comité ! reprit la jeune femme avec aigreur, tandis qu'elle ramassait un sac à main du plus mauvais goût.

— Oh ! nous ne l'imposons à personne, répondit Boylston avec un sourire, en lui ouvrant la porte.

Lorsqu'il revint vers Campton, il fronçait les sourcils. — La pauvre ! Elle est bien ennuyeuse ; mais je ferai pour elle tout ce que je pourrai. Le garçon avec lequel elle vit est revenu du front horriblement blessé. C'est un employé et il ne peut même pas obtenir qu'on lui paie trois mois d'appointements qui lui étaient dus avant la guerre. La pauvre fille travaillait à des articles de mode ; ce sont des choses qui, aujourd'hui, n'ont pas de débouché, en sorte que je ne vois pas trop comment ils vivent. Ils ont un petit garçon et ils attendent pour se marier que la jeune femme ait trouvé un emploi.

— Pauvres gens ! s'écria Campton.

Il eut la vision soudaine des innombrables petits commerces arrêtés par la guerre et des milliers de travailleurs réduits à une vie de pauvreté lamentable ou à une mort lente. Il tendit le chèque.

— Tenez, voilà ce que j'ai obtenu pour les Davril.

— Ah ! s'écria Boylston en ouvrant de grands yeux.

— Enfin, ça les tirera toujours d'affaire, n'est-ce pas?

— Sûrement !... Si vous voulez bien endosser le chèque, ajouta-t-il en souriant.

Deux jours plus tard, Campton, en rentrant à l'atelier l'après-midi, rattrapa une petite personne en voile de deuil qui boîtait comme lui. Il devina aussitôt que c'était Mlle Davril, venue pour le remercier. Ennuyé, il regarda autour de lui par où il pourrait s'échapper. Mais, pendant qu'il cherchait, la jeune fille se retourna avec un sourire qui lui fit honte. Il se souvint qu'Adèle Anthony lui avait dit, un jour qu'il la voyait entourée de réfugiés se confondant en remerciements : « Nous n'avons pas le droit de refuser la seule monnaie dont ils puissent nous payer. »

La petite Davril ressemblait en moins bien à son frère ; elle avait dans les yeux la même flamme dévorante. Elle aborda Campton gentiment, et assura qu'elle n'avait pas trouvé trop difficile le long trajet de Villejuif à Montmartre. Et puis, elle tenait à connaître l'endroit où habitait l'ami de son frère.

Elle examina l'atelier d'un coup d'œil rapide et curieux :

— Oh ! un piano, fit-elle, comme si cela se rapportait à sa visite. Puis, s'asseyant, elle ouvrit un sac à main râpé.

— Monsieur, il y a un malentendu ; cet argent ne nous appartient pas, dit-elle en posant le chèque de Campton sur la table.

Le visage du peintre s'assombrit. Si les Davril étaient si fiers, ce n'était vraiment pas la peine d'avoir vendu une esquisse dont il lui coûtait tant de se séparer. Il éprouva la déception du philanthrope qui s'aperçoit pour la première fois à quel point faire le bien complique la vie. La jeune fille continuait :

— Cet argent ne nous appartient pas. Si René avait vécu, jamais il n'aurait vendu votre toile ; nous aimerions mieux mourir de faim que de trahir sa confiance.

— Mourir de faim, quelle folie ! C'est en parlant ainsi, mademoiselle, que vous le trahissez, dit Campton ému par le ton passionné de sa visiteuse.

Elle secoua la tête.

— Ça dépend, monsieur, de ce qui vous coûte le plus. Nous ne ferons jamais, ma mère ni moi, rien que René n'eût fait lui-même. Le portrait n'était pas à nous : nous vous l'avons rendu...

Campton l'interrompit :

— Mais si le portrait n'est pas à vous, il est à moi ; j'avais le droit de le vendre et le droit de faire de l'argent ce que bon me semblerait.

La jeune fille sourit.

— C'est bien notre avis ; j'allais vous le dire.

Mlle Davril exposa avec une extrême précision l'objet de sa visite. Elle venait proposer à Campton de verser aux « Amis de l'Art français » le montant du chèque, dont un tiers servirait à secourir les familles de peintres combattants et les deux autres à aider de jeunes auteurs et de jeunes musiciens.

— Il ne semble pas juste que les familles de peintres soient seules à bénéficier de ce que fait votre Comité. Ç'aurait été l'avis de René. Il connaissait tant de jeunes hommes de lettres et de journalistes qui arrivaient péniblement à faire vivre leur famille ; et, dans ma profession à moi, je pourrais vous signaler de pauvres professeurs de musique et des accompagnateurs que la guerre a privés de tout travail. René nous aurait permis d'accepter une aide partagée avec d'autres. Cette grosse somme pourrait servir à fonder une coopérative d'artistes ruinés par la guerre.

La valeur du don de Campton se trouverait triplée, pensait-elle, si on l'employait de manière à procurer du travail aux artistes et à leurs familles. On donnerait ainsi à ceux qui en étaient capables l'illusion qu'ils gagnaient leur vie ou qu'ils venaient en aide à leurs camarades moins fortunés.

Elle développa son projet : pour les musiciens, des concerts chez des particuliers (de là son coup d'œil au piano, en entrant) ; pour les peintres, des expositions dans les salles du Comité, où leurs œuvres seraient vendues avec un prélèvement au bénéfice de la caisse générale ; pour les écrivains, — évidemment il était plus difficile de les aider, mais on pourrait ouvrir une agence où ils donneraient leur nom et qui s'occuperait de leur trouver du travail. Surtout, et c'est là-dessus qu'insistait Mlle Davril, la caisse fondée par Campton devrait servir à procurer de l'ouvrage et non à donner de simples secours.

Campton écoutait attentivement. Jusque-là, rien ne l'avait moins intéressé que les vastes projets d'amélioration générale qu'on commençait à désigner sous le nom d' « œuvres sociales. » Si on l'avait interrogé à ce sujet quelques mois auparavant,

il aurait sans doute dissimulé sa profonde indifférence sous une profession de foi individualiste, et l'affirmation que tout homme a le droit de vivre ou de mourir comme bon lui semble.

Et voilà ces Davril qui avaient déjà offert à la France l'être le plus tendrement aimé et qui demandaient à donner tout le reste !

— Je ferai ce que vous voulez, bien entendu, dit-il, mais je n'entends pas grand chose aux détails. Ne feriez-vous pas mieux de consulter quelqu'un d'autre ?

Oh ! c'était déjà fait : elle avait indiqué les grandes lignes de son plan à Miss Anthony et à Mr Boylston, qui l'approuvaient. Tout ce qu'elle demandait, c'était le consentement de Campton. Il le donna avec d'autant plus d'empressement lorsqu'il apprit que, pour l'instant du moins, on n'attendait pas davantage de lui. Pourtant, ces premiers pas dans la bienfaisance l'effrayaient indiciblement ; il se rendait compte qu'il aurait beau résister, il allait fatalement perdre pied sur le bord de l'abîme qui s'ouvrait devant lui.

Il sondait cet abîme du regard, de plus en plus souvent à mesure que passaient les jours. Il commençait à sentir que la pitié était le seul lien qui le rattachât à ses semblables, la seule barrière qui le séparât de l'affreuse solitude où il retombait en rentrant à l'atelier. A quoi aurait-il bien pu songer, seul au milieu de ses tableaux inachevés et de ses souvenirs brisés, si ce n'est aux besoins, aux souffrances des hommes plus éprouvés que lui ? Il préférait ne pas penser à son propre avenir. George était en sûreté ; mais ce que George et lui seraient l'un pour l'autre, l'épreuve une fois passée, mieux valait ne pas se le demander. De plus en plus il considérait la sécurité de George comme un fait acquis, comme un terrain solide d'où il pouvait tendre la main aux milliers d'hommes qui se débattaient au fond du gouffre. Tant que le sort du monde était dans la balance, chacun avait le devoir de mettre dans cette balance tout ce qu'il possédait d'intelligence et de force. Campton se demandait comment il avait jamais pu penser qu'un accident de naissance, un simple éloignement géographique lui permettaient de se tenir moralement à l'écart.

Dans la chaleur de sa conversion, Campton ne marchandait plus les heures à Mr Mayhew. Il conduisait patiemment son

terrible parent de bureau en bureau, insistant partout sur la sympathie que Mr Mayhew portait à la France, et sur son désir de plaider la cause de celle-ci aux États-Unis; il s'efforçait seulement d'abréger l'énumération de ses griefs en lançant un coup d'œil à la pendule et en lui rappelant qu'ils avaient un autre ministre à voir. Mr Mayhew n'était pas très maniable. A force de la répéter, son histoire avait grossi, et il paraissait de plus en plus disposé à croire que le meilleur moyen de justifier les représailles qu'il appelait sur l'Allemagne était de raconter à tout le monde ses propres souffrances. Son zèle et sa persistance étaient irrésistibles; des portes que Campton avait vues fermées aux appels les plus raisonnables s'ouvraient tout soudain au son de la trompette de Mr Mayhew. Son visage rose et ses cheveux d'argent lui donnaient un air apostolique; des milieux pour lesquels l'Amérique n'avait été jusque-là qu'un grain de poussière dans l'espace découvraient tout à coup en lui ce personnage légendaire, l'Américain-type.

Boylston, avec son intelligence prompte à saisir les faits et à les utiliser, pressa Campton d'intéresser Mr Mayhew aux « Amis de l'Art français : » avec grand tapage, on exhiba l'ex-délégué de la Paix à une réunion du Comité et on lui lâcha la bride. Malheureusement, son intérêt fléchit quand il découvrit que les « Amis » n'attachaient pas plus d'importance aux « atrocités » qu'aux autres actes de guerre, leur but immédiat étant la tâche moins dramatique d'habiller et de nourrir les familles des combattants ou d'envoyer des « colis » aux tranchées. Mr Mayhew, avec une éloquence quelque peu rebattue, leur servit le récit habituel de ses malheurs, et offrit à l'œuvre un don modeste. Lorsqu'il partit, laissant les membres français les yeux mouillés d'émotion, Campton se dit que sa présence ne viendrait pas souvent troubler le calme de leurs séances hebdomadaires.

Campton passait de plus en plus de temps au Palais-Royal, y faisant toutes les corvées qui n'exigeaient aucune initiative. Quand Miss Anthony se trouva submergée par un flot nouveau de réfugiés, il lui donna aussi un coup de main; presque tous les jours, vers le tard, il passait à son bureau, attendant qu'elle eût fini d'interroger et de congédier les derniers postulants, puis la reconduisait chez elle sous la pluie qui tombait sans répit. Elle lui était toujours apparue comme une éternelle écolière;

elle était maintenant devenue femme. Parfois il s'imaginait que le changement datait du moment où leurs yeux s'étaient rencontrés à la gare, le jour où George était parti.

« La passion, songea-t-il, être capable de passion, voilà sans doute la grande chose ! »

Quant à lui, il ne s'en croyait plus capable. Il aimait son fils, certes, mais il commençait à voir qu'il l'aimait pour certaines qualités qu'il lui avait prêtées. Et peut-être, après tout... oui, après tout, le péché qu'il expiait dans la solitude, n'était-ce pas d'avoir été trop exclusivement un artiste, d'avoir chéri George avec trop d'égoïsme et de complaisance, comme sa plus belle création ? S'il l'avait aimé d'une façon plus humaine, plus tendre, plus abandonnée, n'aurait-il pas pu insuffler à son fils cette tendressse, cet abandon de soi qui lui paraissaient être maintenant les qualités suprêmement humaines ?

EDITH WHARTON.

(Traduit par M. PAUL ALI'ASSA.)

(La troisième partie au prochain numéro.)

LE CENTENAIRE

DES

" NOUVELLES MÉDITATIONS "

(1823-1923)

On sait avec quelle condescendance un peu dédaigneuse Lamartine a toujours parlé de son propre talent. Il faisait des vers ? Oui, par un don naturel, comme l'astre émet des rayons, comme le rosier produit des roses... Il les faisait harmonieux ? Oui, par un heureux hasard, par le même hasard qui veut que la plainte du ruisseau soit musicale, et mélodieux le chant du rossignol... Il touchait les âmes ? Oui, parce que son âme était d'abord touchée. Mais lui-même, il ignorait son secret. Jusqu'à la fin de sa vie, il s'étonna du bouleversement que les *Méditations* produisirent dans les cœurs.

Et cependant, jusqu'à la fin de sa vie, il s'étonna, par contraste, que les *Nouvelles Méditations* aient suscité au moins autant de critiques que de louanges. Pour elles, il n'hésita point, dans ses confidences officielles, à se départir de la magnifique indifférence où il tenta toujours de se draper. Il déplora l'ingratitude du public, sa tyrannie impitoyable, qui exige du poète l'inouï et l'impossible ; il laissa entendre que la jalousie des littérateurs prit, en 1823, sa revanche d'un succès qu'en 1820, elle n'avait pu ni prévoir, ni empêcher. Bref, l'idée que les *Nouvelles Méditations* furent assez froidement accueillies lui demeura insupportable...

En 1849, dans la préface qu'il mit à ce recueil en le disposant à sa place parmi ses « Œuvres complètes, » il déclarait à son intime ami Dargaud : « Vous m'avez demandé pourquoi les

secondes Méditations n'avaient pas excité d'abord le même enthousiasme que les premières, et pourquoi ensuite elles avaient repris leur rang à côté des autres. Je vous ai répondu : « C'est que les premières étaient les premières, et que les secondes étaient les secondes. » Il n'y a pas d'autre raison... »

Et, comme s'il voulait bien s'en convaincre, il continue par une sorte d'examen de conscience rétrospectif : «... J'étais le même homme ; j'avais le même âge, ou un an de plus, la fleur de la jeunesse : vingt-six ans... » Magnifique insouciance du poète, dès qu'il s'agit des dates et des faits ! Ou bien, peut-être, coquetterie ingénue ? Lamartine avait déjà vingt-neuf ans et cinq mois lorsque les *Méditations* parurent en 1820 ; trois ans et demi plus tard, il en avait donc tout près de trente-trois ; et plutôt que celle de sa jeunesse, il épanouissait alors la fleur première de sa maturité... Mais il semble qu'en 1849, lorsqu'il rédigea les Commentaires et les Préfaces de ses premières œuvres, il ait été saisi soudain d'une frénésie d'inexactitude et de déformation.

Sur les sentiments, il se trompe au moins autant que sur les dates : «... Je n'avais ni gagné, ni perdu une fibre de mon cœur, ces fibres avaient les mêmes palpitations ; la plupart même des méditations qui composaient ce second recueil avaient été écrites aux mêmes dates et sous le feu ou sous les larmes des mêmes impressions que les premières. C'étaient des feuilles du même arbre, de la même sève, de la même tige, de la même saison ; et cependant le public n'y trouva pas au premier moment la même fraîcheur, la même couleur, la même saveur. C'est que si mes vers n'étaient plus aussi neufs pour ce public, ce public n'était plus aussi neuf pour mes vers... »

Aussi, à l'aube de sa vieillesse, Lamartine en appelait-il à la justice d'une génération neuve, qui devait, hélas ! lui être impitoyable. Il employait, d'ailleurs, des arguments bien fragiles. Tous se ramenaient à celui-ci : l'auteur des *Nouvelles Méditations* était « le même homme » que l'auteur des premières. Si on le lui avait affirmé en 1823, Lamartine aurait souri...

Au lendemain d'un nouveau triomphe, en 1836, quelques mois après la publication de *Jocelyn*, il montrait plus de clairvoyance. On lit, en effet, dans une notice sur sa vie et son œuvre, qui fit partie d'un petit livre populaire sur les députés, « dédié à tous les maires des communes de France, » cet aveu, qu'il

dicta peut-être, s'il ne l'écrivit point, qu'il approuva dans tous les cas : « Les *Nouvelles Méditations* furent accueillies avec moins d'enthousiasme que les premières... On s'attendait à des chants d'amour et de douleur, toujours inspirés par le souvenir d'Elvire ; et le souvenir d'Elvire avait fait place dans l'âme du poète à d'autres passions... »

L'explication, la voilà!.. Entre 1820 et 1823, Lamartine avait renouvelé son âme; et cette âme imprévue, cette âme déconcertante où s'entrecroisaient des sentiments encore mal accordés entre eux, ses vers, comme il est naturel, l'avaient reflétée. Pour comprendre les *Nouvelles Méditations*, et aussi le jugement qu'elles inspirèrent à leurs premiers lecteurs, pour juger ce jugement qui aura cent ans dans quelques jours, pour dégager les beautés du recueil, et pour apercevoir ses rares faiblesses que tant de grandeurs compensent, il n'est qu'une méthode : vivre aux côtés de Lamartine les quatre années au cours desquelles il en écrivit les pièces principales; et puis assister à la composition même du volume.

Car autre chose est d'écrire des vers; autre chose de les assembler en un livre. Tous les poètes le savent bien; ils déclarent souvent, en leurs préfaces, que leur livre « s'est fait en eux, » qu'il a mûri le long des années et des jours, qu'ils n'ont eu, le moment venu, qu'à détacher le fruit, — entendez : qu'à porter le manuscrit chez l'imprimeur. Ils se vantent; ils ne se contentent point de « recueillir » leurs poèmes; ils en composent un ensemble, ajoutant ici, retranchant là, parant le tout; aux vers frais éclos, ils en mêlent de plus anciens, qu'ils rafraîchissent comme ils peuvent; ils s'arrogent des droits souverains dont l'exercice insoupçonné ménage bien des croix aux Saumaise de l'avenir... C'est ainsi que le livre de vers, le plus sincère d'apparence, comporte toujours une part d'artifice et, — pourquoi ne point hasarder le mot? — de rouerie; elle doit, ô paradoxe! aider à sa sincérité... Il y en avait, en 1820, dans les *Méditations*; mais c'était une rouerie prodigieusement habile, toute classique et pour ainsi dire si infime qu'elle ne se laisse point facilement déceler... Plus apparente, la rouerie que Lamartine employa à composer les *Nouvelles Méditations* est beaucoup moins adroite; il semble qu'elle ait d'abord manqué son but... De là, le dépit du poète. Qui le lui reprocherait?..

I — LA POÉSIE DU BONHEUR

A peine les *Méditations* avaient-elles paru, à peine leur prodigieux triomphe avait-il éclaté, Lamartine songeait à publier un second volume. Il affirmait, du moins, qu'il y songeait; ou plus précisément, il était obligé de l'affirmer. Le sobre, mais très habile « avertissement » que son ami Eugène Genoude avait imprimé en tête de son premier livre l'engageait envers ses admirateurs. « Nous ne présentons, y était-il expliqué, qu'un très petit nombre de méditations à la fois, nous réservant, d'après l'effet qu'elles auront pu produire, d'en donner incessamment un second livre, ou de nous borner à cette épreuve... » Ce second livre, les lecteurs devaient penser qu'il suivrait l'autre, sinon à quelques semaines, au moins à quelques mois d'intervalle; ne leur donnait-on point à entendre que le poète gardait en réserve un grand nombre de vers du même ton et de la même valeur? Des Méditations, il en détenait sans doute plein ses tiroirs; il n'avait qu'à puiser... Ses amis ne paraissent point en avoir douté; et Lamartine entretenait leur illusion. D'Aix, où il vint quelques jours « essayer les eaux » pour remédier à une passagère défaillance de sa santé, il écrivait, par exemple, le 28 avril, à sa maternelle protectrice, Mme de Raigecourt : « ... Je prépare un second volume qui me réparera aux yeux des impartiaux, et j'y donnerai moins de prise à la critique de mots que dans celui-ci, dont le succès m'humilie... »

Ce qu'il préparait, au début de ce mirifique printemps, c'était son mariage. Il aurait été bien empêché, alors, de former un recueil nouveau ; il ne lui restait en portefeuille qu'un ou deux des poèmes, écrits ou seulement ébauchés, — comme *le Crucifix*, — sous l'influence de Mme Charles et de son souvenir; et sans doute il avait à peine puisé encore dans les quatre livres d'élégies placés au début de 1816 sous l'invocation d'une première Elvire; mais, au lendemain d'une victoire éclatante, alors qu'il s'agissait de la rendre définitivement indiscutée en la redoublant, pouvait-il servir au public des essais de jeunesse? Il fallait écrire des vers nouveaux...

Où trouver, cependant, le loisir et l'inspiration? L'auteur des *Méditations* est aussi le nouvel attaché à l'ambassade de

Naples ; pressé par le ministère de courir à son poste, il obtient tout juste un sursis pour se marier.

Il vole vers Chambéry, où il épouse Marie-Anne-Élisa Birch, cette jeune Anglaise qui, depuis huit mois, a déployé tant d'obstination pour vaincre les refus d'une mère entêtée ; tout de suite, entre sa jeune femme et la solennelle Mme Birch, à laquelle il ne garde point trop de rancune, il s'achemine vers sa résidence officielle : « Que les temps sont changés ! » écrit-il à un ami au cours de cet heureux voyage... Et changée avec eux l'âme douloureuse du poète ! Elle s'épanouit sous le triple rayonnement du succès, de la gloire, de l'amour...

L'amour et son voluptueux souvenir, il le retrouvait partout en cette Naples où, pendant les premiers jours d'août, il installait sa sérénité conjugale. Neuf ans plus tôt, ne s'y était-il point laissé aimer de la gracieuse et fragile adolescente qu'il avait surnommée d'abord Elvire, en se comparant peut-être à don Juan, et qu'il devait plus tard appeler, pour la postérité, Graziella ? Le fantôme de cette première Elvire surgissait devant chacun de ses pas ; et il la retrouvait malgré lui, dans la « bonne petite perfection de femme » dont le ciel venait de le pourvoir !

Autour d'eux, au surplus, éclatait la féerie de la lumière italienne ; de même qu'en 1811 elle avait aisément vaincu les brumes d'Ossian dans l'âme du romanesque voyageur, elle dissipait du premier coup, en 1820, tous les nuages que l'apprenti diplomate avait apportés, malgré lui, des régions septentrionales. Il est, d'ailleurs, un peu plus confortablement installé qu'en 1811 ; il habite un bel appartement meublé, « avec écuries et remises » à Chiaja, au bout de la villa Reale ; il a « la mer à ses pieds, le Vésuve et Pompéi à sa gauche, à droite la colline du Pausilippe couverte de verdure et de villas » ; et dans son ravissement il affirme à Virieu : « Naples et le golfe de Baïa, et le Pausilippe sont incomparablement plus beaux qu'ils ne l'étaient dans nos souvenirs mêmes. C'est le pays des sens, et c'est ce que nous voulons... »

L'amour, décidément, le plus direct et le plus simple, l'amour sans inquiétude et sans remords, l'amour où l'esprit ne participe que juste pour le comprendre et pour le tolérer, — le grand élan du cœur et de la chair qui pousse les êtres jeunes à s'enivrer d'une mutuelle exaltation, le voilà qui, plus fort qu'en

1811, submerge l'âme asservie du poète, comme jadis dans les mêmes lieux il subjuguait Catulle, Properce, Horace, comme dans des lieux semblables, il domptait l'auteur du *Cantique des Cantiques*. Et c'est le « Chant d'amour » qui résonne sur la lyre où, si peu de mois auparavant, vibrait l'hymne du désespoir :

Viens, cherchons cette ombre propice...

Le poète est bien obligé, parfois, de se souvenir qu'il occupe le poste d'attaché d'ambassade ; mais ce poste, d'abord, l'occupe si peu ! Les bureaux sont à deux pas de son logis : il y va « quelques heures de la matinée ; » les « camarades » y sont vraiment de « bons garçons. » M. de Fontenay, le premier secrétaire, est un ami de Virieu et un admirateur de Lamartine. Il reste seul chargé des affaires quand l'ambassadeur, le duc de Narbonne, prend son congé vers le 20 août. La révolution est « arrangée » à Naples, et s'arrange aussi en Sicile... Lamartine, en conséquence, décide de s'octroyer à son tour une sorte de congé. Il loue, pour achever l'été et pour passer l'automne, une petite maison, un « casino » dans l'île d'Ischia, d'où une vedette, en un quart d'heure, — et le moins souvent possible, — l'amène au quai de Naples, quand le métier le réclame. Les six à sept semaines qu'il y va vivre, auprès de sa femme, de qui les espérances maternelles se sont précisées, resteront probablement les plus sereinement heureuses de sa vie si longue et si abondante en vicissitudes.

Ischia ! île divine ! fraîche retraite ! image enfin réelle de ces flottants paradis fugitifs que les anciens imaginaient sous le nom d'îles fortunées ! Lamartine, dans ses lettres, ne se lasse pas d'en décrire les charmes : « C'est, écrit-il à Virieu, une montagne de la Suisse jetée au milieu de la mer de Naples et réunissant tous les avantages des deux climats ! » Quant à sa villa, c'est « la plus belle retraite du pays. Un promontoire, élevé de sept à huit cents pieds, s'avance dans la mer : ses pieds sont couverts de bois jusque sur l'eau, le sommet est couvert de vignes, de citronniers, de lauriers, de grenadiers et de myrtes. A la pointe s'élève notre casino entouré de colonnes rustiques, avec une terrasse asiatique pour toit... » Cadre charmant pour le bonheur et pour l'oubli. Dans ce décor merveilleux, Lamartine, auprès de sa femme,

passe le temps à « rêvasser ; » juchés sur des ânes, — « grotesque équipage ! » oui sans doute, pour l'amateur de chevaux anglais qu'était le poète ; mais on n'en connaît point d'autre dans le pays ! — ils courent les bois, les ravins et les champs ; et sur deux pareilles montures, la vénérable Mme Birch et son « écuyer » s'essoufflent à les accompagner ; ou, plus souvent, ils s'égarent seuls par les falaises, dans les grottes ; ou encore, ils s'aventurent, en barque, sur la mer... Et, de temps en temps, « quand il ne sait plus que dire et que faire, » l'heureux époux se souvient qu'il est poète ; « il dit et il fait des vers... » Quels vers? Quelque strophe nouvelle du *Chant d'amour ;* quelques autres stances extasiées :

... Mais qu'importe, ô ma bien aimée,
Le terme incertain de nos jours?
Pourvu que sur l'onde calmée,
Par une pente parfumée,
Le temps nous entraîne en son cours...

Et puis, le soir du 8 ou du 9 octobre, éclôt soudain une impression qui résume toutes les émotions calmes et douces de ces semaines d'ivresse. « Après le repas, » assis « sous les colonnes du vert portique de sa demeure, » Lamartine « attend les paisibles heures du sommeil : » ses yeux errent du Vésuve « qui lui sert de flambeau » jusque sur la surface des flots à peine onduleux où la lune miroite ; un chant retentit tout près, lancé par une voix féminine... Dans l'ombre tiède et lumineuse, Marie-Anne-Élisa sourit, tandis que les yeux appesantis de Mme Birch se sont fermés. Lamartine a saisi son carnet ; d'un crayon rapide il écrit :

Le soleil va porter le jour à d'autres mondes...

C'est la première esquisse du poème *Ischia* qui ne recevra la forme définitive qu'en 1822. Il commence par la description musicale et voluptueuse du clair de lune sur la baie napolitaine. Bientôt, dans le grisant silence, s'élève le chant d'amour qu'une jeune Italienne adresse à son fiancé... Un autre chant d'amour s'élevait aussi, dans l'élégie du *Lac*, sur les lèvres d'Elvire ; il conjurait le temps de s'arrêter pour les amants heureux ; il débordait d'une navrante tristesse. De

celui-ci au contraire, toute inquiétude est absente : il n'est plus rien que confiance, plénitude, harmonie :

— Viens! l'amoureux silence occupe au loin l'espace!...

Comme dans le *Lac*, la chanteuse s'est tue ; et le poète reprend la parole. Mais cette fois, c'est pour prolonger l'extase, pour bénir le destin. Le miracle qu'Elvire, en vain, sollicitait, le voilà, pour quelques heures, réalisé ici, par cette belle nuit, sous ce beau ciel.

O temps! suspends ton vol!...

suppliait-elle; mais le temps ne l'écoutait pas; et la fuite impitoyable des « heures propices » la poussait à trouver une sorte de désespoir au fond même de la volupté... A Ischia, au contraire, pour Lamartine et pour sa jeune femme, les heures, confiantes ou vaincues, se sont enfin arrêtées :

...Celui qui, suspendant les heures fugitives,
Fixant avec l'amour son âme en ce beau lieu,
Oublierait que le temps coule encor sur ces rives,
Serait-il un mortel, ou serait-il un dieu?...

Sous ce ciel où la vie, où le bonheur abonde,
Sur ces rives que l'œil se plaît à parcourir,
Nous avons respiré cet air d'un autre monde,
Élise!... Et cependant on dit qu'il faut mourir!...

On le dit... Mais faut-il le croire? Est-il même possible de le croire au milieu du double enchantement qui émane de la nature et du cœur? Il donne à l'homme l'illusion, ou l'intuition, de l'éternité. Il contredit l'idée de la mort. Sous le ciel de l'Italie, sous les baisers de sa jeune femme, Lamartine vient de découvrir la poésie du bonheur...

Découverte importante, et alors, inattendue. Jusque-là, c'est aiguillonné par la souffrance et par le doute que Lamartine a écrit ses plus beaux vers. Dans Rousseau, dans Chateaubriand, dans Byron, le romantisme affirme la poésie de la douleur; les *Méditations* viennent de lui donner une expression magnifique et contagieuse... Lamartine, cependant, ne craint point d'infliger un démenti à lui-même et à ses admirateurs : «... Je chanterais, confie-t-il à Virieu, en lui envoyant les premiers vers d'*Ischia*, je chanterais la félicité de l'homme mieux que

je n'ai chanté son malheur. Le bonheur, quoi qu'on en dise, est poétique, quand il est bien entendu; il serait même intéressant.. »

Lamartine, en ces jours, le peint comme il l'éprouve : paradisiaque, à peine ombré d'une impalpable mélancolie, qui n'est que la forme de la lassitude, qui ne va jamais jusqu'à la satiété, et qui constitue du bonheur encore :

L'onde qui baise ce rivage
De quoi se plaint-elle à ses bords
Hélas ! c'est que notre faiblesse
Pliant sous sa félicité
Comme un roseau qu'un souffle abaisse
Donne l'accent de la tristesse
Même au chant de la volupté...

Hélas ?... Mais cet hélas-là, comme il diffère de ceux qui parsèment les *Méditations* où l'écho d'un cœur blessé répercute les plaintes de la Bible et de Job !...

A Paris, cependant, tandis qu'il se faisait une âme nouvelle dans le paradis terrestre d'Ischia, les admiratrices de M. de Lamartine continuaient à se griser des philtres amers enfermés dans son mince volume. Elles se le figuraient tel que des illustrateurs ingénus allaient bientôt le leur représenter : penché sur la pierre d'un sépulcre et versant des larmes intarissables ; ou bien, à la crête d'un mont, le front mêlé aux nuages, tendu d'un seul élan depuis les sous-pieds de ses larges pantalons à fronces jusqu'aux boucles orageuses de sa chevelure, vers l'azur où lui sourit le léger fantôme d'une morte.. Pauvre Elvire ! Double Elvire, qui fut Julie Charles, et, d'abord, Graziella ! Comme elle est oubliée auprès de la vivante, de cette Maria-Anna-Élisa qui porte un nom emprunté, semble-t-il, aux lieux mêmes où les anciens avaient placé le bonheur éternel !

II. — LE GRAND PROJET

Quelques jours, cependant, et de la cime où le temps semblait s'être arrêté, voilà qu'il faut brusquement redescendre ! La politique, premièrement, vient relancer le poète jusque dans son Éden. Le 29 septembre, à Paris, est né le fils posthume du duc de Berry ; sa mère appartient à la famille royale de

Naples, où l'événement cause une joie tendre, tandis que là-bas il grise d'espérances le parti ultra : Lamartine laissera-t-il échapper cette occasion de se remettre en lumière, de soigner son avancement futur en flattant ses lointains protecteurs? L'auteur des *Méditations*, enfin, gardera-t-il seul le silence parmi le bourdonnement harmonieux de tous les porte-lyre? L'officieux Fontenay le mande à l'ambassade, et le chapitre. Lamartine cède ; allons! il écrira une ode! Il l'écrit tout de suite, avec les ressources de la rhétorique et de la virtuosité :

Il est né, l'enfant du miracle :
Héritier du sang d'un martyr...

Ce travail lui gâte la dernière semaine de son séjour à Ischia...

Et le voilà aussitôt rendu aux soucis littéraires qu'accompagnent sans noblesse des soucis financiers. Par Genoude, Nicolle réclame le manuscrit du second volume des *Méditations* ; déjà, en septembre, Lamartine s'est excusé ; il manque de loisir ; ah! s'il pouvait demeurer seul un peu plus longtemps à Ischia! Mais il sera incapable de rien mettre au net « avant quelques mois »... Au surplus, il commence à se défier de Nicolle : ce Nicolle, depuis le printemps, a mis en vente « deux ou trois éditions » nouvelles; il en prépare une sixième ; et il n'envoie pas de droits d'auteur ! Il s'était engagé à faire passer 1 500 francs à Naples; et il a laissé protester un billet de cette somme que Lamartine a voulu escompter dans une banque... Or Lamartine, depuis quelques semaines, a dépensé gaillardement... Bref, il est fort irrité contre le sieur Nicolle, dans la conduite duquel « il ne voit pas bien clair, » et qu'il est empêché « de trouver honnête homme!... » S'il a songé, quelque temps, à « former » son second volume, c'est un projet que, maintenant, il renvoie aux calendes...

En cet automne, d'ailleurs, il découvre au métier diplomatique des exigences encore insoupçonnées. L'aimable Fontenay est un camarade? oui, mais un chef aussi ; il devient le « rigide » Fontenay. Il oblige le poète à exécuter consciencieusement une besogne rebutante. Le poète rédige des rapports, signe des passeports et soupire : « Des vers! Je n'en fais plus, je n'en peux plus faire; et j'en voudrais faire; et j'en sens la plénitude, mais je fais des dépêches, et tout mon feu s'en va. Oh!

qui me portera sur les bords de la mer de Naples, sous l'oranger de Sorrente, sous le laurier de Pausilippe! Qui m'y laissera rêver à loisir, recevoir et rendre sans travail les immenses impressions du pays du génie! Mais non! Fontenay vient, me prie, me reproche : j'use mes forces, j'écris une plate dépêche retouchée par leurs mains diplomatiques; je rentre, épuisé, dans mon repos; je dîne, je m'étends sur des canapés, je cause avec ma femme. Le jour est passé. Ainsi passent tous les jours. Les années de verve s'enfuient, je sens l'évaporation insensible de l'esprit poétique, je le pleure, je l'invoque, je viens même de lui faire mes adieux dans une *Odula* du style d'Horace... Mais tout est inutile : il faut vivre, il me faut trois ou quatre mille francs que je ne puis trouver que dans ce métier!... »

Vain gémissement, hélas! Qu'y faire, expliquait le poète dans ses *Adieux à la poésie?*

Peut-être à moi, lyre chérie,
Un jour tu pourras revenir!...

Dans cette seconde jeunesse
Qu'un doux oubli rend aux humains,
Souvent l'homme, dans sa tristesse,
Sur toi se penche et te caresse,
Et tu résonnes sous ses mains!

Mais, en attendant l'heure de cette « seconde jeunesse, » il faut se résigner au pénible métier. Lamartine peste. Si encore, il avait l'espoir d'un avancement rapide! Si bientôt, il était nommé second ou premier secrétaire d'ambassade dans un poste moins subalterne! Mais non! « ils » le laisseront « attaché *in æternum*, » — attaché à trois mille francs par an...

Pour comble d'infortune, vers la mi-décembre, il tombe malade; c'est un nouvel assaut, semble-t-il, du rhumatisme goutteux accompagné de fièvre, qui l'avait tenu au lit environ quarante jours, les premiers mois de l'année, tandis que les *Méditations* s'imprimaient; il n'y demeura, cette fois, que quinze jours environ, — dix-huit, à ce qu'il affirme à Virieu dans sa lettre du 25 décembre : « Cela lui fait donner au diable, et le métier, et l'ambition et lui-même... »

Cela, surtout, l'entraîne à de vastes et mélancoliques réflexions. Il se rappelle sans doute certaine esquisse de poème qu'en 1817, lorsqu'il composait *le Chrétien mourant*, il dessina

sur le même carnet que les premiers crayons du *Lac* et de *l'Immortalité :* « J'ai jeté un nom aux flots, il abordera où il pourra... J'ai prié, aimé, chanté, pleuré... Je ne me suis point attaché à la vie matérielle... » Une fois de plus, il médite profondément la pensée de la mort, de la gloire, de l'amour :

Aimer, prier, chanter, voilà toute ma vie.
Mortel, de tous ces biens qu'ici-bas l'homme envie,
A l'heure des adieux je ne regrette rien,
Rien que l'ardent soupir qui vers le ciel s'élance,
L'extase de la lyre, ou l'amoureux silence
D'un cœur pressé contre le mien.

L'extase de la lyre ? Et le voilà qui établit son bilan poétique... Et le voilà qui, une fois de plus, se sent envahi d'un paradoxal et injuste dédain pour ces *Méditations* d'où rayonne sa jeune gloire. La vraie, la grande poésie, c'est celle qui crée des êtres en qui des idées vivent ; elle est dramatique ou épique ; et, repris soudain par ses ambitions de jeunesse, il rêve de réaliser avec elle son plus haut effort. Les projets qu'obscur il a conçus, n'aura-t-il point, illustre, plus de facilité pour les réaliser? Talma, en 1818, a refusé de jouer sa tragédie de *Saül* parce qu'il l'a trouvée trop lyrique : peut-être changera-t-il d'avis lorsque, publiée, elle obtiendra le suffrage désintéressé du public...

Mais c'est aux projets épiques, surtout, que vole l'ambitieuse pensée du poète. Voilà dix ans bientôt qu'il les caresse. L'épopée sur *Clovis*, combien de fois n'a-t-il pas juré qu'elle serait la grande œuvre de sa vie? Combien de fois n'a-t-il pas espéré, dans le secret de son cœur, qu'elle serait peut-être la grande œuvre du siècle? Dès 1813, il en a tracé le plan ; en 1818, à peine *Saül* achevé, il a entrepris de le réaliser; il ne demandait, alors, que « huit ou dix ans de santé tolérable. » N'est-il point temps de renouer le fil d'or, de dresser à nouveau le plan d'un vaste édifice, de continuer *Clovis* ou, peut-être, de lui substituer un autre sujet plus vaste?... A Paris, depuis des années, Alexandre Soumet, qui, l'an dernier, passait encore, avec Casimir Delavigne, pour le plus habile des jeunes poètes, Alexandre Soumet, travaille à un poème épique sur *Jeanne d'Arc*. Ne peut-on pas faire mieux, et autrement que lui? Là-dessus Lamartine rêve...

Et cependant, il achève de se dégoûter de Naples. Sa belle-mère bâille ; sa femme, qu'une grossesse un peu lourde tourmente, supporte avec peine la mollesse du climat... Dans les derniers jours de décembre, Lamartine, à peu près rétabli, se résout à planter tout là, à remonter vers la France ; il sollicite un congé de plusieurs mois, avec traitement s'entend ; on hâte les formalités, et le 20 janvier 1821, dans le même équipage qu'il était arrivé, Lamartine quitte la « patrie du bonheur. »

Il lui doit un dernier et magnifique bienfait, — une illumination inattendue dont, toute sa vie, il conserva le souvenir. A quelques lieues de la ville, le matin de ce samedi 20 janvier, alors que, désireux de rafraîchir son front à l'air pur de la route, il était monté sur le siège de la berline auprès du conducteur, brusquement, et dans une sorte d'éclair, il vit se dresser en lui le plan d'un poème immense, — « immense comme la nature, intéressant comme le cœur humain, élevé comme le ciel... » Il devait, ce poème, résumer toute l'histoire, depuis le début des temps jusqu'à l'époque contemporaine, en restaurant, par étapes, les grandes lignes du progrès ; à la place d'un homme, c'est l'humanité même qui en serait le héros, l'humanité, incarnée en quelques-uns de ses fils de choix ; autrement dit, ce poème réunirait une suite de poèmes ou « d'époques. » Plus tard Lamartine l'a défini : « l'histoire de l'âme humaine et de ses transmigrations à travers des existences et des épreuves successives, depuis le néant jusqu'à la réunion au centre universel : Dieu... » Sur l'instant, il semble avoir surtout été sensible à « l'immensité » historique du sujet. Elle lui inspire une ivresse d'orgueil, et comme un éblouissement. A peine arrivé à Rome, où il croit faire seulement étape, mais où il va s'arrêter plusieurs mois, il notifie à Virieu cette épiphanie de sa Muse : « Un rayon descendu d'en haut m'a illuminé ; j'ai conçu. Je me sens un grand poète... » Et à Genoude il confie : « Je viens d'être enfin inspiré tout de bon. J'ai cherché, j'ai attendu, j'ai conçu. J'ai conçu l'œuvre de ma vie, si j'ai une vie... »

Que devient alors le projet plus modeste de donner une suite aux *Méditations* ? C'est en vain que Genoude vient de négocier un arrangement honorable avec l'éditeur Nicolle. Lamartine consent à mettre au point pour l'impression le manuscrit de

Saül et, moyennant cent louis, à fournir prochainement, — sans que, d'ailleurs, la date paraisse avoir été fixée, — un complément d'élégies qui grossira le premier recueil ! Mais dès qu'on parle d'un second volume, il se dérobe, il réclame de longs délais... Il ne le livrera, ce second volume, que lorsqu'il aura le loisir « de le former et de le lécher... » La vérité, c'est que, moins que jamais, il a le goût d'écrire des « méditations... »

Il s'attarde à Rome où, au milieu de février, lui naît heureusement un fils qu'il fait baptiser à Saint-Pierre ; installé « dans un joli appartement de la *via Ruberina*, » il se laisse vivre et revivre en convalescent serein, bien que parfois « il souffre encore mille martyres par tous les points de son corps, » en père de famille apaisé, bien que la santé de sa femme et de son fils lui procure, de temps à autre, quelques inquiétudes ; le matin, il « rêvasse » autour de Saint-Pierre ; le soir, il « causaille » chez la duchesse de Devonshire ; ou bien il va se promener au clair de lune parmi les ruines du Colisée, et il raconte sa promenade dans un poème sur *La liberté ou Une nuit à Rome*, qui encadre une description lyrique entre des invectives et des apostrophes, peu propres à contenter les ultras de Paris... Dans le doux « far-niente » du printemps romain, son âme se fait épicurienne et résignée : « J'aspire, écrira-t-il bientôt à Genoude, à devenir un patriarche pur et simple, si je ne puis pas obtenir de rester dans un coin d'Italie avec cinq ou six mille francs, limite de toute mon ambition. » Autrement dit, la carrière diplomatique, pour l'instant, ne lui sourit plus guère ; il accepterait de vivre en Bourgogne, sur ses terres ; il ne souhaite plus que « d'aller philosophiquement *ad patres* entre sa femme et son enfant, prenant le temps comme il vient, » et hélas ! aussi, comme il s'en va !... Épicurisme ? oui, en un sens ; et c'est bien la note du poème *Sagesse*, qui fut sans doute conçu en ces jours-là, avec des ressouvenirs du livre de Salomon :

Insensé, le mortel qui pense!
Toute pensée est une erreur...

Passez, passez, ombres légères,
Allez où sont allés vos pères,
Dormir auprès de vos aïeux.

Mais, derrière cette abdication de l'inquiétude et du souci,

derrière cette philosophique résignation, n'est-ce pas un regret qui se cache; et ne voit-on pas ainsi une tristesse couver sous cet apparent bonheur?... Tristesse de sentir peser la chaîne des circonstances et celle des affections mêmes, tristesse de n'être plus tout à fait libre, de ne point posséder l'équilibre physique et moral qui serait nécessaire pour que l'on pût, en toute indépendance, écrire; tristesse de ne pouvoir livrer tout son effort et tout son temps au grand poème qui vous obsède et que peut-être on n'achèvera jamais!

Après Rome quittée vers la mi-avril, après Florence où il rêve de devenir un jour secrétaire auprès de ce modèle des diplomates épicuriens, le marquis de la Maisonfort, Lamartine salue Turin. Puis les voyageurs s'installent en Savoie, à Aix-les-Bains, dans la vallée deux fois chère, où les souvenirs des fiançailles dorment avec le fantôme du premier amour. Lamartine y fait, cette fois, figure de gentilhomme : il a loué « une maison charmante, au-dessus de la ville, mais dans la campagne avec tous ses agréments; » son salon « donne sur le coteau de Tresserves et sur le lac; une terrasse couverte de treilles lui sert d'avenue... » Dans cet asile que tout son passé consacre, va-t-il enfin se recueillir, se retrouver lui-même, et chanter?

III. — LA MÉLANCOLIE DU BONHEUR

Mystères de l'inspiration et du cœur! D'Aix, pendant tout cet été, de Màcon, de Milly où, pendant l'automne et l'hiver, il enracine les siens au vieux sol familial, ce ne sont que des plaintes qu'il envoie à ses amis, — des plaintes sur sa stérilité. Il écrit, le 14 juillet : « Pour des vers, ne m'en parlez pas! Je suis comme un arbre noué qui végète encore, mais qui ne produit plus... » Quelques jours plus tard : «... Ma verve coule à flots rares et silencieux... » Dès la mi-juin, il disait à Virieu : « Notre âme a, comme l'Océan, son flux et son reflux. Il faut suivre, sans s'en embarrasser, cette éternelle loi de la nature... Mon âme est stérile !... »

Stérile, son âme? Et pourtant, chaque fois qu'il frappe le rocher, il en fait sortir l'onde. Jamais sa virtuosité n'a été plus brillante, Jamais il ne fut plus maître de son instrument. A Aix

même, le soir du 11 août, l'envie de rimer le démange et il écrit en vers à Virieu :

Sa plume est si coulante, et *son* papier si blanc...

D'une haleine, il aligne une centaine de vers aimables, badins, spirituels... Vers l'automne, pour flatter M. de la Maisonfort, il compose une épître où il vante la facile « philosophie » du sage épicurien.

Ces pièces de circonstance, il les écrit comme en se jouant : il y exprime sans difficulté l'idéal mesuré de sagesse et de résignation dont il voudrait s'accommoder dans ces jours-là. Mais le fait est qu'il ne s'en accommode pas. Un malaise grandit au fond de son âme.

D'abord, le premier feu de son amour conjugal est tombé; après l'enivrement tout charnel qu'attisa le soleil d'Italie, il éprouve pour sa compagne une affection sûre, profonde, inaltérable, — mais où la tendresse, à proprement parler, l'emporte sur l'amour. C'est l'entente parfaite des cœurs, — sans laquelle il s'aperçoit bien, dit-il, que l'état de mariage, qui pour lui est un paradis, « pourrait être aussi un enfer... »

Il est pleinement heureux; mais, — contradictions du cœur humain! et du cœur le plus pur! — le calme même de son bonheur lui apporte quelque déception et une certaine inquiétude. Il a peur d'avoir épuisé le fonds de pensées et de sentiments qui alimentaient, jusqu'alors, son inspiration par une sorte de bouillonnement intérieur. Dans toutes ses lettres intimes, et surtout dans ses lettres à Virieu, revient, en ces années 1821 et 1822, l'expression de ce sentiment fort complexe, qui n'est ni la tristesse, ni la crainte, mais plutôt la conscience inquiète d'une sorte de torpeur et le désir d'un renouvellement. Lamartine l'éprouve jusqu'au souci. Le grand poème qu'il a conçu, aura-t-il la force de l'écrire?...

A ce doute, noble et douloureux, se mêle un ennui plus vulgaire : celui d'être détourné, à chaque instant, du travail poétique par les occupations et les préoccupations de la vie quotidienne. Jusqu'à la fin de 1822, Lamartine va faire son apprentissage de chef de famille. Il a décidé de restaurer, pour y installer tout son monde, la ruine du château de Saint-Point, que son père lui a donné en dot! Que de frais et que de soucis!

D'abord il s'enchante à l'idée de retrouver, avec les siens, le cadre cher à son enfance, et, au début d'août 1821, il écrit, en évoquant Milly, « quelques rares vers virgiliens : »

O vallons paternels! doux champs! humbles chaumières!

Mais bientôt, il sent surtout les tracas qu'impose l'état de propriétaire campagnard : «... Il y a des entr'actes dans la vie humaine, écrit-il le 14 avril 1822... J'y suis pour mon compte. Je ne fais plus rien de mon intelligence que des comptes de maçons et de charpentiers, et des calculs d'agriculture; c'est bon pour ce temps-ci où je ne pourrais mieux faire. Si la végétation morale a des repos comme celle des chênes en hiver, elle aura peut-être aussi son printemps; et, si le soleil le veut, je reporterai des feuilles et des fruits. J'en sens le germe dans ma pensée, mais ils ne sont pas vivifiés, couvés, fécondés par le repos et le loisir... »

Dans cet état d'esprit, il se retourne, naturellement, vers sa jeunesse où, au lieu du calme plat qui est tout proche de le désespérer, son cœur connaissait tant d'orages! Strophe par strophe, et lentement, il compose l'*Ode à Virieu* qui deviendra la méditation : *le Passé;* il évoque les souvenirs d'amour si tôt disparus, et tant de roses déjà fanées; et il s'efforce, comme jadis, de donner la foi pour étoile à la vie et pour consolation au regret :

Levons les yeux vers la colline
Où luit l'étoile du matin...
En vain, dans ce désert aride,
Sous nos pas tout s'est effacé!
Viens! où l'éternité réside
On retrouve jusqu'au passé!...

Et puis, il se prend à réfléchir sur le phénomène de l'inspiration poétique. Pourquoi ces brusques sursauts qui, soudainement, agitent l'âme, et la forcent de s'exprimer? Pourquoi, au contraire, ces longs silences dans les intervalles de l'inspiration? Les anciens n'avaient-ils pas raison de croire à l'existence des Muses? Les anciens? il se rappelle l'un d'eux, Platon, de qui son ami l'helléniste Fréminville l'avait entretenu un jour de juillet 1814, à Paris; Platon a expliqué, dans son *Ion*, l'inspiration poétique par une intervention directe de la

Divinité; le passage a même été transcrit par Lamartine sur un calepin qu'il retrouve; il le reprend, il le versifie; il commence un poème sur *l'Inspiration :*

> ... Attendons le souffle suprême
> Dans un repos silencieux;
> Nous ne sommes rien de nous-même
> Qu'un instrument mélodieux!...

Ainsi la stérilité dont se plaint le poète demeure une stérilité pleine d'espoir. Il n'essaie point de provoquer l'inspiration; il l'attend, avec une sérénité résignée, pendant ces mois mornes et agités de 1822, qui le voient errant de Mâcon en Angleterre, puis à Paris, où meurt son fils, frêle organisme usé par de trop nombreux voyages et par une mauvaise hygiène... Attentif à obéir « au souffle suprême, » il écrit seulement quand il en a le goût et le loisir; il écrit souvent sans achever, portant en lui des poèmes pendant de longs mois, jetant sur ses albums des esquisses qu'il reprendra plus tard, — tel le canevas en prose de ce *Tombeau d'un guerrier* qu'il conçoit en février 1822, après avoir lu l'ode fameuse de Manzoni sur la mort de Napoléon, et qui ne deviendra l'*Ode à Bonaparte* qu'après une incubation de plus de douze mois!

Avec sa femme et la fille qui lui est née au mois de mai, — et qui réjouit son cœur, mais ne le console pas, — il vient s'installer à Paris au début de décembre 1822; il y demeurera jusqu'au mois d'avril suivant; c'est de ce long séjour que va sortir, enfin, le recueil des *Nouvelles Méditations*...

A Paris, Lamartine se trouve transporté en pleine lutte littéraire; il ne l'a plus contemplée de près depuis l'hiver de 1819-1820, où il préparait l'impression de son premier livre. Bien des changements, depuis lors, se sont produits; cette année 1822 a vu surgir des poètes nouveaux; Victor Hugo a publié ses *Odes*, Vigny ses *Poèmes;* Alexandre Soumet a préparé un *Saül*, — un *Saül*, lui aussi! — que vante bruyamment la jeune école, et qui, joué à l'Odéon le 9 novembre, deux jours après qu'une autre pièce de lui, une *Clytemnestre*, a triomphé au Théâtre-Français, lui vaut, à défaut d'un succès populaire, le plus enviable des succès de cénacle. Dans les cercles littéraires, on parle couramment de « notre grand Alexandre! » comme si l'empire de la gloire lui était déjà assuré. Émile Deschamps,

enfin, se remue pour grouper les jeunes écrivains romantiques en un puissant faisceau.

Et le *Saül* de Lamartine n'est même pas publié! Le publiera-t-il, maintenant? Il aurait l'air de vouloir provoquer une comparaison fâcheuse; il retire sa promesse à Nicolle. Celui-ci, au moins, se hâte de faire paraître, dans les derniers jours de l'année, la neuvième édition des *Méditations* qu'augmentent quatre pièces nouvelles. Voilà de quoi réveiller la curiosité du public en faveur de Lamartine; mais pour la satisfaire, il faudrait un volume nouveau, — le volume promis depuis tantôt deux ans, le volume annoncé sur la couverture de plusieurs milliers d'exemplaires des *Méditations*. Tous ses amis pressent Lamartine de le composer enfin; et la politique lui fournit une bonne raison de céder à tant d'instances et d'opportunités. Non seulement on lui refuse le poste de secrétaire d'ambassade à Florence qu'il a fait demander au ministère; mais le ministre nouveau, entré en fonctions le 1er janvier 1823, met brutalement « en demi-solde » tous les diplomates en position de congé; Lamartine ne veut « faire aucune démarche auprès de lui, parce que ce ministre l'a toujours reçu avec trop peu de faveur; » à son avènement, d'ailleurs, il s'est contenté « de faire les révérences du devoir... » Or, ce ministre s'appelle Chateaubriand...

Les intérêts de ses finances, autant que ceux de sa réputation, conseillent donc à Lamartine de songer un peu sérieusement à son nouveau recueil. Il voit l'éditeur Gosselin, successeur de Nicolle, auquel le lie pour son premier livre un traité de douze années à partir de 1822; mais la somme qu'on lui propose lui paraît insuffisante. Enfin, au début de février 1823, il conclut avec l'éditeur Urbain Canel, 5, rue Hautefeuille, un arrangement aux termes duquel il vend un volume nouveau de *Méditations*, « livrable et payable » au cours du prochain été, pour la somme de quatorze mille francs. Au reste, comme les bonheurs n'arrivent jamais seuls, ses protecteurs ont obtenu pour lui une pension de deux mille francs, et la promesse que ses appointements courront encore entiers pendant toute l'année. Il faut bien croire que Chateaubriand, le terrible « Chateau, » comme disait dans ses lettres le diplomate irrité, ne s'était point montré trop féroce pour l'auteur des *Méditations poétiques*...

IV. — « NOUVELLES MÉDITATIONS POÉTIQUES »

Après avoir annoncé au fidèle Virieu cette série de bonnes nouvelles, le poète-diplomate, dans sa lettre du 15 février 1823, ajoute, mi-badin, mi-sérieux : « Puisque mon livre est vendu, il a bien fallu le faire, et je m'y suis donc mis depuis quelques jours. Cela va grand train. J'ai déjà environ le nombre de vers spécifié, à peu de chose près... »

Déjà ? en quelques jours ? Cette facilité aurait un caractère miraculeux !... Mais la confidence de Lamartine signifie simplement qu'il a compté, — *grosso modo !* — le nombre de poèmes dont il peut disposer, qu'il a chiffré leurs vers, qu'il a complété, çà et là, un développement; au reste il a commencé, depuis quelques jours, aussi, d'écrire un poème nouveau qui doit tenir sa place dans le volume ; c'est, explique-t-il, le même 15 février, à Virieu, « un chant sur la mort de notre ami Socrate, » un chant qu'il « méditait depuis six ans, » et auquel la lecture du *Phédon* « l'a fait repenser... » Il baigne en plein courant platonicien.

Son ami Fréminville, brusquement, l'y a replongé. Cet ancien sous-préfet de l'arrondissement de Rome, ce conseiller de préfecture du Rhône est venu en congé à Paris au milieu du mois de décembre ; il a « découvert » le poète en son appartement de la rue Saint-Honoré; souvent il vient lui demander à dîner. Les deux amis prolongent la soirée en rappelant les heures d'autrefois, — celles de 1811 et de 1812, où Fréminville connut Lamartine en Italie, — celles de 1814 où il le retrouva à Paris; ils allaient alors disserter de Platon sous le cèdre du Jardin des Plantes, — de Platon grand théoricien de l'immortalité, philosophe inspiré de l'inspiration poétique, de Platon vers qui la pensée de Lamartine s'est envolée plus d'une fois dans le terrible automne de 1817, quand il craignait de perdre Julie Charles ; maintenant que la perte de son fils vient de l'affliger et que son angoisse rôde autour de la mort, n'est-il point naturel qu'il remonte au philosophe des consolations et des espérances ? Fréminville lui fait lire le *Phédon*, lui lit des essais platoniciens qui l'enthousiasment, qu'il trouve « neufs, importants, beaux, vraisemblables... » Décidément, Platon est « son type. » Il projette d'insérer dans son nouveau livre une

longue méditation sur *la Mort de Socrate*, qui sera, en plus dramatique, un pendant à *l'Immortalité*... Dès le traité signé avec Urbain Canel, il l'a commencée ; « cela va comme de l'eau courante, » affirme-t-il à Virieu dès le 15 février. Le poème aura cinq ou six cents vers, et il compte l'achever « dans le mois. »

En dépit de son élan et de sa virtuosité, *Socrate* n'est terminé cependant que vers le 15 mars ; et il a neuf cents vers. Lamartine, d'ailleurs, en est enchanté : c'est « son morceau capital, *il capo d'opera* du genre méditatif... » Mais, pendant toute cette fin d'hiver, ce chef-d'œuvre accapara l'attention de son auteur. Avril ramène Lamartine à Mâcon ; il est « malade de fatigue, accablé de dépenses imprévues, ne sachant de quel bois faire flèche, » tout au « coup de feu de la fondation définitive d'une maison ; » car, en ce mois-là, les ouvriers mettent la dernière main à la restauration de Saint-Point ; il doit, en ces semaines d'avril, surveiller les travaux, discuter les détails de l'aménagement, pourvoir aux dépenses, soigner, entre temps, sa dysenterie et ses rhumatismes ; le moyen, dans ces conditions, de songer sérieusement au nouveau recueil ?...

Mais, enfin, le loisir approche ; le premier jour de mai, Lamartine vient habiter Saint-Point avec tout son monde ! « Je ne puis pas encore m'occuper de mon volume, écrit-il le 4 mai à Virieu, et je doute qu'il soit présentable à l'époque. Je vais me tranquilliser si je puis, et rimer un peu à l'ombre de nos murs, en attendant des ombres. » Plus que les arbres encore maigres de ses allées, c'est son cabinet de travail qui le reçoit ; il l'a juché loin des bruits, loin du foyer, loin des pièces confortables du « home, » en haut de la tour du Nord, d'où le regard embrasse, jusqu'aux collines, une vaste perspective, au delà de la route de Tramayes ; un escalier de bois y accède, en colimaçon, par l'extérieur ; dès l'aube, quand tout dort à l'abri des murs, et que s'éveillent les frissonnements sonores de la campagne, Lamartine, alerte, y grimpe ; il s'y enferme quatre et cinq heures de suite : c'est là, dans cette solitude à la fois seigneuriale et champêtre, que, pendant les heures claires du printemps et de l'été, il va mettre enfin au point le volume si longtemps attendu...

Le voilà donc devant sa table de travail : il se penche sur les carnets reliés en maroquin vert, violet, feuille-morte, sur

les albums élégants où, de sa souple et fine écriture à l'anglaise, il a, depuis trois ans, noté tous les passages capricieux de la Muse : tantôt un poème à peu près terminé, auquel il est souvent revenu; tantôt un canevas en prose; parfois une ébauche plus poussée, quelques strophes, quelques vers : mosaïque de fragments dont il reste à composer un vivant assemblage. Il faut commencer par classer ce désordre. Lamartine constate que les inspirations qui lui sont venues depuis trois ans se distribuent à peu près nettement en trois groupes. Le premier réunit les poèmes où, à l'automne de 1820, il a traduit sa jeune ivresse auprès de sa jeune épouse; autour d'*Ischia*, terminée depuis le mois de février 1822, rayonnent d'un pur éclat de tendresse et de sérénité *le Chant d'amour*, sorte de moderne Cantique des cantiques, auquel le poète n'a pas encore mis la dernière main, les *Adieux à la Mer*, et la suave élégie qui harmonise le soupir de l'âme et le soupir des flots dans un même accord :

L'onde qui baise ce rivage...

Méditations, ces poèmes?... Non; mais odes lumineuses et enflammées, élégies à la manière antique, tempérée pourtant par une arrière-pensée d'inquiétude moderne... Comme elles sont différentes des élégies pensives et amères publiées en 1820! Elles auraient pu constituer le noyau de tout un livre consacré au bonheur. En les relisant, en les polissant, Lamartine songe sans doute à l'idée qu'il eut, quelques semaines, à Ischia, de se faire le poète de la félicité; il y songe avec un regret... Mais serait-il compris du public qui, dans les *Méditations*, acclama surtout l'anathème jeté à la terre, et l'aspiration vague élevée vers l'infini? Et puis ces chants d'amour, comme ils sont peu nombreux, comme ils pèsent peu, réunis dans le creux de sa main! C'est que l'ivresse du cœur, bien vite, trop vite, a été dissipée...

Un état de sérénité, travaillée d'une secrète inquiétude, lui a succédé. Dans le bonheur enfin conquis, Lamartine a fait halte un instant; il a essayé de se persuader, — sans y réussir, — qu'il était fait pour vieillir en patriarche parmi les siens, pour oublier la gloire, ou pour la mépriser; il a écrit *Sagesse*, de même que, peu de semaines avant son mariage, il avait écrit : *Consolation*... Épicurisme agréable et superficiel qui ne

marque point son âme d'une empreinte profonde : ne convient-il pas qu'il soit représenté dans le recueil?

Car il amorce un sentiment plus puissant, plus grave, plus sévère : la tristesse qui sort du bonheur même et du doute que le poète a conçu au sujet de son propre génie. Pendant des semaines et des mois, il a senti ce doute jusqu'à l'angoisse. Et dans le même temps, — contradiction d'abord désespérante ! — il avait entrevu le sujet du vaste poème qui pourrait suffire à sa gloire comme à son existence. A plusieurs reprises, il avait exprimé cette lente torture intérieure ; il relit, ainsi, *le Passé*, terminé depuis l'année dernière ; il se contente de l'alléger par la suppression de deux strophes ; il relit une trentaine de vers laissés en suspens, en tête desquels il a inscrit : *Tristesse :*

> ...Comme un vaisseau qui dort sur une onde assoupie
> Sentir son âme usée en impuissant effort,
> Se ronger lentement sous la rouille du sort ;
> Penser sans découvrir, aspirer sans atteindre,
> Brûler sans éclairer et pâlir sans s'éteindre,
> Hélas ! tel est mon sort et celui des humains...

Que faire de ce sombre fragment? Il le laisse de côté ; il y reviendra peut-être... Il relit les strophes intitulées : *le Poète*, qu'il a commencées, ou reprises à Naples pendant sa maladie ; il les développe longuement ; il en fait : *le Poète mourant*... Il relit enfin les vers sur l'inspiration où, voilà plus d'un an, il a réuni le motif platonicien fourni par Fréminville, à l'histoire biblique de la lutte entre Jacob et l'ange de Dieu, que Genoude lui a indiquée ; il les retouche, il tente d'effacer le point de suture entre les deux parties du poème, et il l'intitule : *l'Esprit de Dieu*...

Ce travail a ravivé dans son esprit une image qui, depuis plusieurs années, — peut-être depuis qu'en 1814, avec Fréminville, il a discuté sur l'*Ion* de Platon, — y sommeille obscurément : c'est celle d'un esprit, ange ou génie, intermédiaire entre Dieu et le poète, qui tantôt apporte à celui-ci l'enthousiasme, tantôt le lui retire, et toujours le dirige à son gré. Lamartine imagine de rendre cette idée dramatique, et de mettre pour ainsi dire en scène le phénomène de l'inspiration. Quoi de plus simple, une fois ce parti arrêté? Le « scenario, » comme nous disons aujourd'hui, s'organise tout seul. C'est la

nuit : le poète est dans cet état de stérilité intérieure dont Lamartine a souvent gémi pendant ces dernières années :

> C'était l'heure où jadis... Mais aujourd'hui mon âme,
> Comme un feu dont le vent n'excite plus la flamme,
> Fait pour se ranimer un inutile effort,
> Retombe sur soi-même, et languit, et s'endort!
> Que ce calme lui pèse !...

Mais le génie inspirateur descend du ciel :

> Le souffle harmonieux dans mon âme a passé...

Le poète, aussitôt, entame ses chants... Lesquels? Lamartine les veut aussi généraux que possible, afin de résumer un certain nombre de thèmes poétiques. Or, ces chants, ils sont tout prêts. Voici l'ode amoureuse : *L'onde qui baise ce rivage...* laquelle, séparée, risquerait de faire double emploi avec le « chant d'amour; » voici les vers « virgiliens » sur les « vallons paternels » écrits à Aix en 1821; voici la sombre élégie inachevée sur *la Tristesse;* voici l'ode à Virieu sur *le Passé.* — Quatre thèmes au total : l'amour, le pessimisme, le souvenir, la nature... Que manque-t-il peut-être? Le thème guerrier! Lamartine ouvre le cahier de ce *Clovis*, auquel il n'a plus travaillé depuis le mois de juin 1819; il en extrait une description de bataille qui faisait probablement partie du songe où Clovis apercevait les exploits de ses successeurs; et peut-être ce long fragment, par son style encore tout proche de celui de *la Henriade*, tranchera-t-il sur les autres pages? Bah! quelque diversité, au contraire, ne nuira pas, au cours d'un si vaste poème... Entre chaque tableau, d'ailleurs, Lamartine dispose de courts récitatifs et des préludes mélodiques qui varient le ton... Le 24 juin, au bas de cette ample et originale composition, où l'art imite victorieusement la spontanéité, il inscrit : *Fin*. Pour titre, il se contente d'un mot : *Les Chants!...* A elle seule, cette longue *Méditation*, — puisqu'il est entendu que les pièces du nouveau recueil garderont ce titre, imposé par le succès du premier, — compte près de six cents vers. Avec *Socrate*, elle sera le morceau de résistance, ou de bravoure! le « grand air, » dont Lamartine pourra le plus justement s'enorgueillir...

Mais c'est trois mille vers au moins qu'il a promis de fournir

à Urbain Canel. En vain couvre-t-il d'additions la marge de son album. Il s'en faut encore d'un bon mille. Force est donc de revenir aux pièces qui datent d'avant 1820, à celles qui, consacrées au culte de Julie Charles, auraient pu trouver leur place dans l'autre volume, si quelque scrupule ne les en avait écartées, ou si, plus probablement, la maladie qui tint le poète alité pendant quarante jours ne l'avait empêché de les achever...

Lamartine lui-même doit être quelque peu déçu à constater que ces pièces sont bien peu nombreuses. Eh! quoi? deux morceaux seulement lui rappellent la morte qu'il divinisa? Encore le premier, dont il écrivit un fragment, en brouillon, sur le même carnet qui reçut l'esquisse du *Vallon*, et la mise au net de *l'Immortalité*, ne tient-il que par un lien bien vague à la Muse du *Souvenir* et du *Lac;* c'est la pure méditation appelée *les Étoiles*, où l'une de ces « fleurs nocturnes » est comparée au regard de la disparue; Lamartine, depuis, en a fait une de ses rêveries les plus immatérielles et les plus éthérées; elle jurera peut-être auprès du *Chant d'amour*; comment, cependant, priver le futur recueil de ce joyau?

Reste l'autre poème : *le Crucifix*... Poème sacré par la douleur et par l'amour, poème le plus cher à Lamartine, parce qu'il l'a conçu sous l'influence même des suprêmes sentiments de la morte. A-t-on remarqué que de toutes les *Méditations* et de toutes les *Harmonies*, — exception faite pour l'*Hymne au Christ*, — c'est le seul morceau qui soit plus que spiritualiste ou chrétien : nettement catholique? Or, Julie Charles n'avait atteint la sérénité d'une foi exacte et orthodoxe que dans ses tout derniers jours... Pour s'unir mieux à elle, Lamartine a voulu s'unir à sa foi. Dès le lendemain de sa mort, il a conçu *le Crucifix;* il l'a conçu, mais il semble bien que, pendant des années, il ne l'ait point achevé.

C'est que *le Crucifix*, dans son état actuel, apparaît comme la réunion adroite de deux poèmes différents. Le premier était une méditation toute personnelle de Lamartine sur les derniers instants de son amie. Il n'y assistait pas. Il reçut à Mâcon une lettre où le docteur Alin lui racontait la « fin déplorable de l'intéressante malade, » et concluait par cette phrase : « Le souvenir de ses douleurs ne peut que déchirer l'âme, celui de ses derniers instants semble propre à y répandre un peu de calme et quelques consolations... » Il en trouva le commentaire dans

une autre lettre où son ami Virieu, après avoir causé avec M. Charles, lui décrivit la morte sur le lit funèbre : « Aucun de ses traits n'a été défiguré. Ses chairs sont seulement devenues blanches comme de l'albâtre... » Sur ces données, que Virieu bientôt compléta oralement, il médita, et il écrivit des strophes où il essayait de peindre le lugubre tableau :

De son pieux espoir son front gardait la trace, etc...

Mais un autre ami, Amédée de Parseval, lui avait rapporté l'humble crucifix avec lequel l'abbé de Keravenant, « martyr » de la Révolution, devenu curé de Saint-Germain des Prés, avait assisté l'agonie de Mme Charles... Sur ce crucifix il avait longuement médité ; un canevas en prose avait enregistré aussitôt les grandes lignes de cette méditation. De ce canevas, ensuite, des strophes surgirent. A quelle époque?... Il se pourrait que ce fût seulement pendant l'hiver de 1822-23, lors du séjour du poète à Paris, dans les premiers jours où il songe enfin à l'élaboration de son nouveau recueil. Dès le 15 février, il fait demander à Mlle de Virieu, qui maniait agréablement crayons et pinceaux, un dessin représentant « une femme mourante, un crucifix sur la poitrine, et un homme à genoux prenant le crucifix de ses mains. » C'est l'illustration qui convient aux deux premières strophes du poème. Mais celles qui suivent, et qui, dans l'édition originale, sont précédées d'une strophe entière de points, les strophes intimes qui conservent l'image de la morte sur la couche funéraire, ne furent fondues avec le poème d'inspiration générale que bien peu de temps avant la publication ; les traces du travail de refonte se laissent apercevoir. Au reste, est-il inutile de noter que M. Charles mourut seulement au mois d'avril 1823? Tant qu'il vivait, Lamartine aurait éprouvé quelque pudeur à publier des vers où les indications que le vieillard avait fournies se trouvaient transcrites avec une religieuse exactitude... Tout engage donc à croire que le douloureux chef-d'œuvre reçut seulement au printemps de 1823 sa forme définitive ; et l'une des strophes qui raccordaient les deux poèmes dont il fut composé a gardé, ingénument, la marque de cette date ; c'est celle où le poète affirme que l'arbre qu'il a planté sur la tombe de son amante a changé sept fois de feuillage ; Mme Charles était morte en 1817 ; il écrivait son vers en 1823 ; en comptant sur

ses doigts les quantièmes, — car il n'a jamais été très fort en arithmétique, — c'est bien le chiffre sept qu'il devait trouver...

Mais en même temps que le dessin du *Crucifix*, il avait commandé à Mlle de Virieu une autre gravure « représentant un homme priant sur un tombeau au bord de la mer, au clair de lune... » Un tombeau sur le bord de la mer? Ce ne pouvait être celui de Mme Charles, enterrée à quelques heures de Paris... C'était le tombeau de l'autre Elvire, de la petite « Napolitaine, » de cette Graziella qui, peut-être, était morte d'amour, comme Lamartine l'affirmait, mais que, plus simplement peut-être, il avait immolée par l'imagination, à sa férocité poétique de don Juan. Pour parfaire son volume, il avait rouvert le cahier contenant ses quatre livres d'élégies : l'illustration demandée à Mlle de Virieu convenait à *l'Apparition*, si pure déjà et si éclairée qu'on a pu la croire consacrée à Mme Charles. Outre ce poème, il extrait de ses « juvenilia » le poème à *Elvire* : « Lorsque seul avec toi... » dont Virieu lui avait signalé, dès 1818, l'intérêt : puis *Elégie* et *Tristesse*.

Il revoit enfin et achève « l'ode sur le Tombeau d'un guerrier, » commencée l'année précédente et qui devient l'*Ode à Buonaparte*...

Lorsqu'il part pour les eaux d'Aix, au milieu du mois de juillet, son recueil a décidément pris forme. Le 6 août, il peut écrire à Virieu : « J'ai fini mon deuxième volume; je l'envoie ces jours-ci à Paris... »

Il a fini? Pas encore : une modification va survenir...

Pendant cet été, si le poète a fait beaucoup de vers, le gentilhomme a été contraint d'établir pas mal de comptes; ceux-ci, au total, sont beaucoup moins rassurants que ceux-là. Lamartine, soudain, s'aperçoit que l'installation de Saint-Point, décidément, « l'a tué... » Il cherche tous les moyens d'améliorer cette situation; et il lui vient soudain une excellente idée.

Dans son recueil, tel qu'il l'a formé, *Socrate* tient une bien large place; *Socrate* a neuf cents vers... Pourquoi ne pas le publier à part? Oui, mais neuf cents vers en moins, voilà une terrible lacune; comment la combler? Mon Dieu! en renouvelant le coup d'audace qui n'a point nui, déjà, aux *Méditations;* en faisant appel aux œuvres de jeunesse. En 1815, Lamartine a commencé de rimer un opéra sur *Sapho;* il en détache la scène où l'héroïne, avant de se précipiter dans la mer, gémit

longuement sur son trépas; il lui suffit de l'encadrer entre quatre vers d'introduction et deux vers de récitatif; le tout s'appellera « élégie antique. » A *Clovis* il fait l'emprunt d'un nouveau « fragment épique; » de celui où Dieu envoie au roi l'ange Ithuriel qui lui donnera un songe prophétique. Et enfin, il rouvre *Saül*, ce *Saül* qui lui tient doublement à cœur, depuis que Soumet en a fait représenter un autre; il y prend un « fragment dramatique: » la scène où l'ombre de Samuel apparaît au roi... Ces trois morceaux donnent environ cinq cents vers, c'est-à-dire la longueur pour laquelle *Socrate* était entré dans ses calculs primitifs.

Et c'est alors, sans doute, que l'importance du poème : *Les Chants*, qui ne s'appelleront les *Préludes* qu'à la toute dernière minute, lui apparaît démesurée. Il en détache l'*Ode à Virieu*, qui prend ce titre : *Le Passé*, — mais il n'a point le temps d'effacer les traces de l'opération; une discontinuité se laissera toujours apercevoir dans la contexture de cette magnifique « sonate de poésie. »

Quelques pièces de circonstance, enfin, — *le Papillon; la Branche d'Amandier ;* — et deux autres méditations : l'une, le fragment écrit à Rome en 1821 sur *la Liberté;* l'autre « improvisée » au milieu même de ce mois d'août 1823, après une excursion à la Grande Chartreuse, achèvent de donner du poids au manuscrit, en lui permettant d'atteindre le chiffre fatidique de trois mille vers!

Encore fallait-il, ces trois mille vers, les présenter dans un ordre favorable, et ce n'était pas un petit problème! Entre vingt-six poèmes, différents jusqu'au contraste ou à la contradiction, comment passer un fil, — sentiment ou idée, — si ténu soit-il, ou si artificiel? Il ne suffit pas de les baptiser tous bravement : *Méditations*... Quel rapport entre *Sapho* et *Bonaparte*? entre *Ischia* et *le Crucifix*? Lamartine ne tenta point d'atténuer les disparates; tout au contraire, il les souligna; et c'était peut-être le parti le plus habile; à coup sûr, c'était le plus courageux.

Au début du recueil, il plaça l'ode mi-platonicienne, mi-biblique sur *l'Esprit de Dieu :*

Attendons le souffle suprême
Dans un repos silencieux...

C'était avertir que le poète est un instrument docile aux mains du divin inspirateur; qu'il ne choisit pas ses thèmes, qu'il les reçoit; qu'il n'est donc point responsable de leur apparent désaccord; car l'esprit souffle où il veut, quand il veut, comme il veut...

Qui s'étonnerait, alors, des violentes oppositions qui suivent, et de voir *Sapho* voisiner avec *Bonaparte*, le *Crucifix* avec *Sagesse*, Épicure avec l'Évangile, Jésus-Christ avec le *Cantique des Cantiques*?... L'esprit souffle où il veut. Les *Préludes* eux-mêmes semblent l'effet d'une série d'exaltations mystérieuses. Tout le recueil, de la première « méditation » à la dernière, paraît ainsi rythmer de capricieuses houles de l'âme, séparées par de larges affaissements. Et la dernière, au reste, formule les « adieux » du poète à la « poésie; » car

Du bonheur la corde est muette...

Il a besoin de se recueillir pour préparer d'autres chants, il annonce une longue période de silence, presque une abdication...

Et maintenant, tout est prêt. En route donc pour Paris! Lamartine va porter lui-même à Urbain Canel le manuscrit sur la première page duquel il a moulé le titre : *Nouvelles Méditations poétiques!...* « Nouvelles? » Ah! oui, si nouvelles que, pour la plupart, on aura peine à reconnaître leur filiation authentique, à les rattacher au petit volume de 1820...

En même temps qu'elles, il emporte le poème « intitulé : *Le Phédon ou la Mort de Socrate*; » dès son arrivée, il persuadera l'éditeur à la mode, Ladvocat, que « cet ouvrage est susceptible, avec une gravure et une préface, de faire un joli petit volume de trois francs. » Et les deux livres vont s'imprimer ensemble.

Ils s'impriment bien rapidement. Lamartine séjourne à Paris un peu plus de deux semaines : des environs du 25 août aux environs du 10 ou 11 septembre. Il ne repart point sans avoir pris le temps de lire ses épreuves. *La Mort de Socrate* est prête d'abord; elle paraît le 18 septembre, ou le 19; annoncées dans le *Journal de la Librairie* du 27, les *Nouvelles Méditations* ont dû être mises en vente quelques jours plus tôt, entre le 22 et le 25 septembre...

Dans le livre, elles avaient subi une dernière transfor-

mation, — on dirait presque un « truquage, » si ce vilain néologisme ne risquait, d'ailleurs, de paraître un peu gros. Il s'agissait de prévenir décidément les surprises et les déceptions du lecteur. Quel moyen, pour cela, sinon de présenter le recueil comme composé de chants épars ou fragmentaires, de rappeler, ou d'imaginer, à titre d'excuses, les conditions difficiles dans lesquelles on l'a imprimé? Une préface, rédigée sous la forme d'un « Avertissement de l'Éditeur, » et signée de ses initiales, accomplissait cet effort de préalable et subtile persuasion. Bien qu'elle soit datée du 20 septembre, et que Lamartine eût alors regagné Saint-Point depuis huit jours, peut-on douter qu'il l'ait connue? S'il ne l'a point écrite, le dévoué Genoude qui, déjà, présenta si utilement au public le volume de 1820, n'a-t-il pas tenu la plume pour lui? Cet « avertissement, » dans tous les cas, vole au-devant des reproches :

« En donnant au public le second volume des *Méditations poétiques*, nous devons prévenir les lecteurs que les incorrections, ou même les vers et les strophes qui manquent dans quelques-uns des morceaux qui le composent, ne doivent point nous être imputés... »

Voilà qui n'est point trop rassurant. Diable! a dû murmurer le lecteur de 1823... Incorrections..., lacunes..., M. de Lamartine passe cependant pour le premier poète de la France, et il a eu plus de trois ans pour préparer ce livre... Voyons les excuses, ou les explications :

« ... Quelques-unes des pièces que l'on va lire appartiennent à de plus grandes compositions encore inédites ; celles-là ne sont pour ainsi dire que des fragments; d'autres n'ont pas été entièrement terminées : l'absence de l'auteur ne nous a pas permis de les rétablir. Les manuscrits en ayant été égarés dans ses voyages, elles ne se sont pas retrouvées entières dans sa mémoire. On a indiqué par des points les morceaux ainsi tronqués... »

Le lecteur feuillette le livre; et il voit, en effet, dans *Bonaparte*, dans *le Crucifix* (dont la composition, on le remarquera, est ainsi présentée comme récente), dans le *Chant d'Amour*, des strophes entières... de points...; une strophe même du *Chant d'Amour* est coupée en son milieu et laissée suspendue... Il réfléchit un peu sur les explications qu'on vient de lui fournir : qu'elles sont donc incohérentes! Ce poète est

représenté tantôt comme absent, — tantôt comme faisant de vains efforts de mémoire, hypothèse qui implique au moins sa présence. Mais l'éditeur et l'auteur, qui les obligeait d'être si pressés? L'un ne pouvait-il donc attendre que l'autre fût revenu de ses voyages, et qu'il eût retrouvé sa mémoire, ou terminé ses vers?... Le lecteur de 1823, qui, trois ans plus tôt, a subi le sortilège des *Méditations*, mais qui conserve, obscurément, le respect de certaines traditions classiques, ce lecteur bien disposé, mais timide encore, hoche la tête avec un peu de défiance; et c'est avec un trouble secret qu'il commence sa lecture...

Son impression, Lamartine n'allait pas tarder de la connaître. Il l'avait redoutée : « Je tremble de l'insuccès, » écrivait-il à Virieu, le 14 septembre, en revenant de Paris. A défaut d'un insuccès éclatant, il n'obtint qu'un succès d'estime: l'impression du public fut d'abord incertaine ; le public se sentait déconcerté.

Quant aux confrères du poète, ils furent trop heureux de pouvoir mêler cette fois des critiques aux éloges, et de prendre un peu leur revanche des enthousiasmes de 1820. Depuis trois ans, Lamartine avait plané trop superbement au-dessus de leurs efforts et de leurs querelles ; la jeune école, l'hiver précédent, avait en vain tenté de l'enrôler sous la bannière de *la Muse Française* : on lui gardait de la rancune; on la lui fit bien voir. Un obscur écrivain, Holmondurand, mandaté par Soumet et par Émile Deschamps, arriva juste à point de Toulouse, où il venait d'être couronné aux Jeux Floraux, pour écrire sur les deux livres de Lamartine un article sévère qui parut dans *la Muse* du 1er octobre. Une lettre d'Émile Deschamps commente cet article de curieuse façon : « L'effet de Lamartine n'a pas été bon ici. Il se permet en vérité de ces négligences, de ces fautes d'orthographe et de langue qui me rendraient pédant et grammairien... » Et puis, cet arrière-grief: en publiant une scène de *Saül*, il narguait Soumet : « quel amour-propre, ou quelle modestie! » Entrer ainsi en concurrence avec « notre grand Alexandre !... »

Il faut que l'audace ait été bien forte pour que Vigny même l'ait relevée... De Bordeaux où, sous l'influence d'Edmond Géraud, tout un petit groupe romantique répercutait violemment les échos de Paris, il écrivit à Hugo dès le 3 octobre :

« C'est une chose infâme que la littérature ; je commence par là, et ce qui me le fait dire, c'est d'entendre autour de moi tout ce qui se dit de M. de Lamartine !... » Ce qui se disait, c'était mille aménités comme celle-ci, qu'enregistre le *Journal* de Géraud : « On dit que M. de Lamartine a fait une étude particulière de la Bible : je le soupçonne d'avoir surtout beaucoup lu l'*Apocalypse*... »

Vigny lui, au moins, tentait d'être impartial. Mais quelle impartialité d'abord terrible !... « Quant aux *Méditations*, certes l'ensemble est fort inférieur aux premières, le ton est désuni, et on a l'air d'avoir réuni toutes les rognures du premier ouvrage et les essais de l'auteur depuis qu'il est né. Je ne puis pas croire qu'il ait présidé à cet arrangement, et certes il n'a pas pu penser qu'une scène de son *Saül* balançât celles de Soumet. Je ne vous parle pas des incroyables fautes qui se trouvent souvent, je veux les donner à l'imprimeur... Cependant, et je le dis avec vérité, je ne crois pas que M. de Lamartine ait rien fait qui égale *les Préludes* et les dernières strophes surtout, *Bonaparte* et le *Chant d'amour*. Il y a en général dans tous ses ouvrages une verve de cœur, une fécondité d'émotion qui le feront toujours adorer, parce qu'il est en rapport avec tous les cœurs. Il ne lui reste plus qu'à l'être avec l'esprit par la pureté, et avec les yeux par les descriptions... »

Malgré ses sévérités, ce jugement eût peut-être réconforté Lamartine qui, le 5 décembre, écrivait à Mme de Raigecourt : « Je vous avoue toutes mes hontes comme à une mère indulgente et pitoyable. Je pourrais ajouter que je suis honteux des critiques et rebuffades qui pleuvent avec acharnement sur des vers que vous protégez. Mais hélas ! cette honte est volontaire, car je m'y attendais bien au fond de ma conscience. Prenez-en donc votre parti aussi fermement que moi : le temps prononcera sur tout ceci. »

*
* *

Comme il arrive souvent aux poètes, c'est Lamartine qui fut le meilleur juge en son procès.

A l'insuccès provisoire des *Nouvelles Méditations*, il « s'attendait au fond de sa conscience. » Il ne pouvait pas ne pas s'y attendre. Quelque habileté qu'il eût apportée à la composition de son premier recueil, les pièces qu'il y avait groupées

s'étaient laissé disposer selon les lois d'une heureuse unité ; elles reflétaient les diverses nuances d'un sentiment fondamental ; empli tour à tour de détresse, d'amertume ou de résignation, le cœur du poète n'y palpitait que pour une idéale Elvire ; et ses gémissements, ses effusions ou ses blasphèmes s'y fondaient dans une harmonie toute classique.

Dans les *Nouvelles Méditations*, au contraire, l'unité du ton est rompue : c'est une âme nouvelle qui s'exprime, une âme plus complexe, plus féconde et plus riche ; mais sa richesse même prend d'abord la forme de l'incertitude. Le recueil n'a pas été conçu par une pensée unique qui en eût pénétré chaque partie ; il ne peut point passer pour le fruit d'une génération spontanée, mais pour l'œuvre d'une volonté réfléchie, d'un art plus adroit que patient, moins heureux qu'appliqué. Grief plus regrettable encore : la composition des *Nouvelles Méditations* est artificielle ; et les subterfuges où l'éditeur et l'auteur avaient recouru, pour faire pardonner ce défaut, l'aggravaient encore dans l'édition de 1823. Visiblement, si Lamartine avait publié son recueil, c'est parce qu'on attendait de lui un second chef-d'œuvre après le premier, et qu'il ne pouvait guère plus longtemps se soustraire à l'attente. Il avait recueilli ses vers sous la pression des circonstances et des nécessités. Il les avait appelés *Méditations* parce qu'il ne pouvait pas encore échapper à la tyrannie d'un titre auquel il devait sa gloire ; il les avait recueillis trop vite ; et il avait eu le tort d'intercaler, entre les poèmes pleins de sens et de suc, où son âme s'était peu à peu déposée depuis trois ans, trop de vers de jeunesse, trop de fragments élégiaques, épiques ou dramatiques, et même quelques vers d'album. Mais quoi ! Pour satisfaire l'éditeur, et pour gagner la somme promise, il fallait fournir trois mille vers !

Tous ces torts, Lamartine les oublia plus tard ; et en 1823, il les voyait en pleine lumière. Mais il avait raison de les croire, après tout, véniels et d'espérer que la postérité l'en absoudrait. « Le temps prononcera... » Après cent ans, on peut croire qu'il a décidément prononcé. Il a choisi dans les *Nouvelles Méditations*, les poèmes les plus sincères et les plus féconds, *le Crucifix*, *les Étoiles*, la plus grande partie des *Préludes*, *le Passé*, *Bonaparte*, et tous les vers d'amour dominés par *Ischia*. Il a fait ressortir, par tant d'imitations, la plénitude de quelques-

uns, la suavité de tous. Il a montré Hugo reprenant, sous bien des formes, le thème indiqué dans *Bonaparte*, Musset tirant des *Préludes* l'inspiration des *Nuits*, Lamartine lui-même élargissant dans les *Harmonies* quelques-unes des notes jetées dans les *Étoiles*, dans les *Stances*, dans *le Crucifix*...

Car les *Nouvelles Méditations* représentent, dans le magnifique développement de son génie lyrique, une œuvre de transition et une étape que ses ennemis, en vain, voulurent prendre pour un arrêt; sa jeunesse s'y prolonge; dans l'ivresse d'un bonheur inattendu elle se repose de trop de doutes, d'ardeurs trompées et d'amères résignations; mais sa maturité déjà s'y annonce et s'y dépeint; elle s'oriente vers les plus larges chants, vers un amour plus religieux de la nature et de Dieu qui dépassera les terrestres amours. Recueil complexe, dont l'attrait est moins impérieux peut-être que celui des *Méditations*; il faut d'abord comprendre par quels liens frémissants et secrets il se rattache pendant trois ans à l'âme de son auteur; mais quand on l'a compris, quel plaisir on éprouve à y voir plus larges, plus radieux, plus apaisés, les vers de Lamartine monter vers des sommets plus sereins, pareils aux blancs oiseaux planant dans la lumière, dont parle quelque part son grand ami Platon!...

MAURICE LEVAILLANT.

LES COULISSES DE LA GUERRE

LE SERVICE GÉOGRAPHIQUE DE L'ARMÉE

(1914-1918)

En ce petit hôtel du numéro 138 de la rue de Grenelle occupé par le Service géographique de l'armée, s'accomplirent, de 1914 à 1918, des efforts qui contribuèrent à la victoire dans une mesure que bien peu de gens soupçonnent, même parmi les combattants.

Non seulement le Service géographique produisit, à plusieurs dizaines de millions, une cartographie renouvelée et répartie journellement dans tous les corps de troupes, mais on lui confia, quand il ne les inventa pas, de nombreux organes qui firent de lui ni plus ni moins que les yeux de l'armée, avec un champ visuel de plus de six cents kilomètres. Mieux que cela, on peut dire que sur cet immense espace il conférait à l'armée le don de pénétration du lynx de la fable ; car il s'agissait de voir en quelque sorte à travers les montagnes pour découvrir les emplacements des batteries ennemies.

LE DÉVELOPPEMENT DU SERVICE GÉOGRAPHIQUE

Avant de se classer près du ministre de la Guerre, au rang des grandes directions de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie, le Service géographique traversa bien des vicissitudes.

Les documents officiels mentionnent la date de 1744 pour la création, en France, du corps des ingénieurs-géographes militaires.

Reconstitués en un corps spécial, ils rendirent d'excellents services aux armées de la Révolution et du Directoire. Le personnel comprenait, en l'an IX, soixante officiers et en l'an XI, leur nombre était porté à cent un. Ils eurent à déployer dans leurs bureaux ou en campagne, le maximum d'activité que le premier Consul, aussitôt élu, imposa à toutes les branches de l'administration, aussi bien civile que militaire. Dès son entrée en fonctions, il fit procéder aux reconnaissances les plus urgentes sur les frontières de Briançon à Neuf-Brisach. Ensuite furent entrepris de grands travaux cartographiques.

Napoléon Ier attachait aux cartes géographiques une importance capitale. Il n'arrêtait aucun projet avant d'avoir étudié non seulement une carte, mais toutes les cartes, tous les plans, tous les documents écrits, trop souvent contradictoires, qu'on pouvait lui donner sur la région qu'il avait en vue. Les bonnes routes n'étaient alors pas nombreuses. Les cartes les indiquaient mal ou ne les indiquaient pas. Impossible de formuler des ordres sans recourir à des reconnaissances préalables, multipliées et poussées à de grandes distances. Ainsi voit-on en septembre 1806 le maréchal Berthier prescrire, au nom de l'Empereur, la mesure suivante : « Vous donnerez des instructions pour que des ingénieurs-géographes marchent toujours à l'avant-garde de chaque corps d'armée. Ils seront à cheval et figureront le pays à droite et à gauche Ils m'adresseront journellement le croquis de leur travail que je vous remettrai pour être assemblé et mis au net. »

L'Empereur avait en quelque sorte la passion des cartes topographiques. Lorsqu'en 1796, il prit comme général le commandement de l'armée d'Italie, son premier soin fut de se constituer un bureau topographique personnel : ce bureau avait pour chef un officier de troupe, engagé volontaire de 1793, Bacler d'Albe, qu'on retrouve général à la fin de l'Empire. S'il aimait les cartes, il les voulait très lisibles, sur l'échelle de Cassini, laquelle était d'une netteté suffisante en ce temps de routes clairsemées, et dont la mesure subsistait encore d'ailleurs dans ce qui s'est appelé plus tard la carte d'état-major. Ce sont des transports de joie quand on lui soumet enfin

des cartes remplissant ses désirs. Son attitude, ses paroles en telle circonstance sont notées dans le curieux rapport du colonel Muriel qui avait été chargé de présenter au souverain, à l'Élysée, le 6 mars 1809, ce qu'on désignait sous le nom de « carte de l'Empereur. » « L'Empereur se couche sur les cartes, examine, parcourt dans tous les sens, toujours à plat ventre sur les pieds et sur les mains, me fait dans l'intervalle des questions sur la manière dont le travail a été fait et sur la nature des matériaux employés. Sa Majesté sifflait de temps en temps et battait la mesure avec ses doigts sur les cartes. Un quart d'heure à peu près passe de la sorte. Sa Majesté, toujours couchée, jette les yeux sur le paquet qui contenait la carte de Basse-Autriche, me demande ce que c'est et, sur ma réponse, me dit de lui donner la carte de Vienne. Cette feuille déployée, Sa Majesté s'assied dessus en s'accoudant, me questionne sur l'échelle et me dit : « Voilà une grande carte ! Voilà des cartes ! »

Se coucher sur les cartes pour les examiner était, paraît-il, la position favorite de Napoléon Ier, même en pleine campagne. Ainsi le voyons-nous, en 1813, à Priesnitz, près Dresde, où il cherchait un point favorable au passage de l'Elbe. « Une batterie formidable, dit Planat de La Faye, placée sur la rive opposée tirait sans interruption quoique notre artillerie ripostât vigoureusement. L'Empereur courut un grand danger : il avait fait étendre une carte sur le sol, et s'était mis à plat ventre dessus pour l'étudier; le major-général était assis près de lui, et tout le reste à une distance respectueuse, les yeux fixés sur le souverain. Tout à coup un obus vient tomber à dix pas derrière lui, s'enfonce et éclate en le couvrant de terre ainsi que sa carte. Heureusement personne ne fut blessé... L'Empereur se releva en secouant la terre dont il était couvert et dit gaiement : « Ces drôles-là n'en font jamais d'autres (1). »

Grâce à l'impulsion donnée au corps impérial des ingénieurs-géographes, les bureaux topographiques, à la fin du règne de Napoléon Ier, possédaient des cartes de toute l'Europe, les unes un peu rudimentaires, les autres parfaites pour l'époque.

Passons sur la période intermédiaire : la guerre de 1870 fut une terrible leçon pour la section du Service géographique. A l'exception des cartes d'Allemagne, nulles autres

(1) *Vie de Planat de La Faye*, officier d'ordonnance de Napoléon Ier, p. 135.

n'existaient en approvisionnement. On n'avait jamais pensé que l'ennemi pût franchir la frontière. Et à l'heure critique, par une conjoncture invraisemblable, on se trouva dans l'impossibilité de tirer aucune carte de la France. Dans la panique qui suivit nos premiers revers, le général Hartung, chef de l'état-major, ordonna d'envoyer en province les planches de cuivre de la carte de France. Ce travail fut confié à un employé du Dépôt de la Guerre qui, après avoir emballé le tout dans cent cinquante caisses, les expédia sur Brest. Sage précaution... à condition toutefois de ne pas être tenue secrète au point de rester ignorée, jusqu'à la fin des hostilités, par les ministres de la défense nationale à Paris et à Tours. « Les cartes manquaient absolument, dit M. de Freycinet, dans son ouvrage *la Guerre en province*, cependant il en fallait, et pour l'armée et pour l'administration. » Après l'essai de divers et médiocres expédients, on sortit enfin de cette détresse grâce à la découverte, chez la veuve d'un officier supérieur, d'un album complet de la carte d'état-major. Alors, tant bien que mal, et de toute urgence, on installa à Bayonne un atelier de reproductions photographiques qui permit, dans les quatre derniers mois de la campagne, de distribuer quinze mille cartes aux états-majors. Au mois d'août 1871, les cent cinquante caisses de planches de cuivre revenaient de Brest au ministère de la Guerre (1).

Les conséquences lamentables du manque de cartes en 1870 montrèrent péremptoirement que le Service géographique était l'un des rouages essentiels de la défense nationale. Aussi lorsqu'en 1874, il s'agit de réorganiser l'armée sur de nouvelles bases, on reconnut la nécessité de créer, comme il existait en Allemagne, un état-major général chargé de préparer pour le jour voulu, la meilleure mobilisation de toutes nos forces. Dans cette conception, le nouvel état-major général s'incorpora les spécialités de la géodésie et de la topographie en son cinquième bureau. Semblable était à Berlin l'organisation du Service géographique militaire (*Landesaufnahme*), avec cette différence qu'on y employait autant de fonctionnaires et agents civils que d'officiers et sous-officiers. Le cinquième bureau ne tarda pas à devenir le Service géographique de l'armée dont le statut se résume en ces termes : « Assurer dès le temps de paix,

(1) Colonel Berthaut, *la Carte de France. Étude historique*, I, 276.

l'approvisionnement en cartes de mobilisation conformément aux dispositions arrêtées par le haut commandement. Renouveler cet approvisionnement au cours de la campagne ainsi que fournir l'armée de toutes les cartes spéciales ou nouvelles dont elle pourrait avoir besoin. Posséder par conséquent le matériel et les réserves de papier nécessaires, et avoir étudié à l'avance les moyens d'augmenter, le cas échéant, la production. Enfin, avoir prévu les dispositions à prendre au cas d'événements contraires qui obligeraient le Service géographique de l'armée à quitter Paris. »

Comme chefs du service institué sur ces bases, continuant les travaux de la triangulation de toute la France et activant la cartographie de l'Algérie, de Tunisie et du Maroc, les colonels et généraux Perrier, Derrecagaix, de la Noë, Bassot, Berthaut, se succédèrent jusqu'au 1er novembre 1911, date à laquelle le colonel Bourgeois en prit la direction pour la garder jusqu'en 1919.

LA RÉORGANISATION DES SERVICES

Ce qu'il est permis d'appeler la chance française voulut qu'à l'heure de la guerre formidable de 1914, se trouvassent, aussi bien à la tête des armées que dans les autres services, des généraux d'une incontestable supériorité, prédestinés en quelque sorte à assurer la victoire de leur pays dans la conjoncture la plus dangereuse peut-être de son histoire. Rien de plus caractéristique à cet égard, que la présence, à point nommé, du général Bourgeois, au Service géographique de l'armée.

Qualifié d'abord par ses connaissances techniques qui devaient le conduire bientôt à l'Académie des Sciences, il avait le don rare de l'administrateur qui, où qu'il passe, remet toutes choses dans l'ordre le plus parfait, ayant saisi d'un coup d'œil les points essentiels et les détails secondaires. Si précieux que fût cet équilibre d'esprit, il n'aurait cependant pas suffi. Aussi nécessaire était ce que le général Bourgeois possédait à un degré supérieur : le courage d'engager sa responsabilité personnelle, pour résoudre d'urgence les questions imprévues qui allaient jaillir du hasard des chocs d'armées.

Des yeux solidement ouverts, trait saillant de sa physionomie, révèlent sa volonté inflexible de réaliser son dessein. Et

son dessein, sa pensée unique ne fut autre, durant cinq années, que de fournir aux armées françaises et à celles des Alliés, avec une diligence ardente, insoumise à l'obstacle, le matériel de combat dont il avait la charge.

Une fois directeur du Service géographique, en 1911, le temps de prendre contact avec les différentes branches de cette administration, il envisage immédiatement ce qui se passera le jour de la mobilisation. Car si l'on est au ministère de la Guerre, il semble assez naturel de se préoccuper de la guerre. Son premier soin est de faire établir un journal de mobilisation du Service géographique, élément fondamental, inexistant jusqu'alors. Ce journal donnait le tableau du travail quotidien pendant les quinze premiers jours de la mobilisation :

Rassemblement des lots de cartes pour les états-majors;
Chargement des voitures à cartes de ces états-majors;
Expédition immédiate aux corps;
Réquisition éventuelle d'imprimeries de complément à Paris;
Réquisition de papier chez certains éditeurs;
Remplacement successif des militaires du service armé.

Si les événements en faisaient malheureusement sentir l'utilité, le douzième jour de ce programme serait consacré au transfèrement d'une imprimerie à Tours, où serait, au besoin, installé plus tard tout le Service géographique. Les détails relatifs aux aménagements de ces annexes, imprimeries et bureaux, furent étudiés secrètement en 1913. D'accord avec l'autorité militaire et la préfecture d'Indre-et-Loire, on disposa deux réquisitions, prêtes à jouer à tout instant : l'une, de deux imprimeries capables de tirer trente mille cartes environ par jour, et l'autre, d'un pensionnat de jeunes filles, dont les locaux étaient favorables à l'organisation des bureaux de Paris. En fait, les imprimeries et le pensionnat furent utilisés jusqu'à la fin de la guerre sans réquisition, leurs propriétaires ayant traité à l'amiable, avec une parfaite bonne volonté.

Les ateliers du Service géographique s'adonnèrent, en 1912, à la modification des limites de la carte existante qu'on avait décidé de prolonger jusqu'au méridien de Stuttgart. Ce n'était pas une petite affaire; car au travail de réfection s'ajoutait la tâche d'introduire la carte rectifiée dans les lots de mobilisation, autrement dit dans plus de six cent mille paquets de vingt-cinq feuilles chacun en moyenne, soit au total quinze

millions de cartes à manipuler. Cette immense besogne s'accrut encore lorsqu'en novembre 1913, l'état-major général passa du plan 16 au plan 17. Celui-ci prévoyant des opérations au Nord-Est, le Service géographique effectua aussitôt le tirage, au format réglementaire, des quatre feuilles figurant la Belgique jusqu'à la limite de Middelbourg et de Bois-le-Duc. Ces deux noms de villes semblent attester qu'on a trop légèrement prétendu, à propos du plan 17, que nous n'attendions rien du côté de la Belgique. Une telle ardeur fut déployée rue de Grenelle qu'au mois de juillet 1914, les approvisionnements de cartes, y compris les quatre feuilles de Belgique, étaient au complet dans les lieux de mobilisation de toutes les unités : actives, de réserve ou territoriales.

Certain que les choses étaient au point dans le Service géographique, le directeur, autorisé le matin même par le ministre, partait le 26 juillet pour Vichy, lorsqu'à la gare de Lyon, il vit arriver un officier dépêché par le ministre de la Guerre. Mis au courant, en deux mots, de la tension diplomatique qui s'accentuait du côté austro-allemand, le général Bourgeois regagna aussitôt la rue de Grenelle. Là, sans désemparer, il ordonna au chef du service de la mobilisation de vérifier, une fois de plus, que tous les corps possédaient leurs lots de cartes conformément aux prescriptions du haut commandement.

LES DÉBUTS DE LA GUERRE DE 1914

En vertu de son ordre de mobilisation, le général Bourgeois se mit, le 2 août, à la disposition du commandant en chef des armées. Celui-ci, connaissant le tempérament zélé et réalisateur du directeur actuel du Service géographique, n'hésita pas à lui demander de se dédoubler en se transportant du ministère de la Guerre au grand quartier général, et inversement, autant de fois que sa présence serait nécessaire ici ou là

Du cadre normal des officiers spécialistes, il n'en restait que deux, rue de Grenelle. Les autres gagnaient en hâte aux armées leur poste de mobilisation. Le jour même, ils étaient remplacés par d'anciens officiers du Service géographique qui apportèrent, de leurs retraites, un dévouement et un entrain au-dessus de tout éloge. Ils encadrèrent les officiers de complément choisis d'avance et convoqués expressément. C'est avec ce

personnel, mixte en quelque sorte, qu'il fallut parer à ce qui se peut appeler le branle-bas de mobilisation. Grâce au tableau de travail établi en temps de paix pour les jours critiques, on échappa aux retards presque inévitables dans des opérations multiples, compliquées et encore inabordées. En quarante-huit heures, deuxième et troisième jours de mobilisation, on prépare les stocks importants de cartes et les agencements des bureaux cartographiques à installer au grand quartier général, et à chacun des quartiers généraux d'armée. Le quatrième jour, des automobiles de réquisition arrivent rue de Grenelle; en une demi-journée plus une nuit, elles sont aménagées en bureaux-magasins, puis chargées; et le cinquième jour, à la première heure, elles sont prêtes à partir avec le deuxième échelon des quartiers généraux auxquels elles appartiennent.

Pendant ce temps, afin de subvenir au remplacement journalier des cartes perdues ou détériorées dans les marches et les batailles, les presses de la rue de Grenelle roulaient au fracas de leurs cinquante-quatre mille coups par jour, c'est-à-dire autant de cartes tirées en noir.

Dès le 10 août, il apparut clairement que les Allemands ne se bornaient pas à traverser le Luxembourg, mais qu'ils descendaient à marches forcées, par Aix-la-Chapelle et la Belgique. De cette manœuvre, il résultait que le champ des opérations allait peut-être s'élargir à l'Ouest. Cette supposition ne tarda pas à se changer en réalité. Le 13 août arrivait à Paris l'officier cartographe de la 5e armée, avec mission de rapporter d'urgence des cartes permettant d'étendre plus à l'Ouest le front de cette armée qui tenait notre aile gauche. Le directeur du Service géographique qui, depuis deux ou trois jours, pressentait la possibilité de cette demande, avait combiné les travaux dans ce sens et fut en mesure de satisfaire immédiatement à la requête du général de Lanrezac.

L'échec du plan 17 et la retraite de Charleroi entraînèrent la modification des dispositions prises à l'arrière, notamment celles qui concernaient le Service géographique. Son centre de distribution, comme son nom l'indique, devait être en un point correspondant à la ligne du centre des armées combattantes. Dans le cas de l'action principale dans l'Est, sa place était à Paris, ensuite à Tours, si l'on redoutait l'investissement de la capitale. Prévisions aujourd'hui déroutées par le mouve-

ment de l'ennemi débouchant formidablement par le Nord-Ouest. Non seulement Paris était menacé, mais Tours faisait face maintenant à l'extrême gauche de notre front. Grave inconvénient auquel le général Bourgeois remédia en toute célérité. Il choisit Clermont-Ferrand comme troisième centre de distribution. A des conditions avantageuses, fut loué un couvent de sœurs de charité, local immense, suffisant au besoin pour y établir également le principal de la fabrication. Ainsi se trouvait-on paré à tout événement : si Paris était assiégé, Tours devenait le centre de distribution pour la gauche de nos armées, et Clermont-Ferrand pour la droite.

Le 2 septembre 1914, le Gouvernement part pour Bordeaux, emmenant tous les ministères et leurs directions. Le Service géographique ne pouvait songer à transporter en province l'ancien fonds des cartes du Dépôt de la Guerre. Composé de cartes gravées depuis le règne de Louis XV, y compris celles de Cassini, ce fonds est d'une valeur inestimable. Le directeur le fit emmurer, sans traces visibles, dans les vastes caves du n° 138 de la rue de Grenelle (hôtel de Sens). Par excès de précaution, on aménagea à Bordeaux un troisième centre de fabrication. Mais l'objet important, celui qui, dans la pensée du général Bourgeois, ne pouvait souffrir ni interruption, ni délai, c'était la distribution des cartes de remplacement. Laisser venir les demandes à Bordeaux, c'est-à-dire à la direction, ainsi que l'aurait voulu le règlement dont ne se départirent malheureusement pas d'autres services, c'était organiser le retard et le désordre. Car, du front à Bordeaux, et retour, il fallait compter au moins trois jours, au bout desquels les intéressés risquaient fort d'avoir changé d'adresse. Rompant avec une tradition inapplicable, selon lui, en l'occurrence, le général ordonna que toutes les demandes de cartes seraient envoyées en double, l'une à Paris, l'autre à Bordeaux, et que, sans attendre l'avis de son chef, Paris donnerait satisfaction aux corps qui étaient en ligne. Il estimait qu'un double emploi de cartes était préférable à la pénurie dans une unité quelconque. Il tenait pour principe absolu que les combattants devaient, en tout, pour tout et partout, avoir le sentiment que l'arrière ne les laissera jamais manquer de rien. Toutefois, il avait fallu préalablement conjurer une crise très grave : la menace de voir diminuer le stock permanent de papier que le général avait toujours entendu

maintenir très élevé, à l'abri de chômages d'usine, ou de difficultés de transport. Car le papier, pour cette administration, c'est en définitive être ou ne pas être. Or, fin 1914, les prix majorés de jour en jour et hors de toute proportion, peut-être par des accaparements de sous-produits, empêchaient le fonctionnement des grandes papeteries outillées spécialement pour alimenter le Service géographique. Armé des pleins pouvoirs du ministre de la Guerre, le directeur, par ses réquisitions immédiates et par les effets d'un décret d'interdiction de sortie des matières utiles à la papeterie, remit les choses en leur état normal. Et le 10 décembre 1914, le général Bourgeois, dans son rapport au ministre, pouvait dire : « Les marchés en cours de livraison, les stocks de matières premières permettent au Service géographique de l'armée d'envisager l'avenir avec sécurité, dût la guerre durer plus de deux ans encore. La question des cartes ne se pose donc pas; l'armée peut en user de la façon la plus large, elle sera toujours servie. »

La fabrication difficile et délicate de cartes en aussi grand nombre qu'on en désirât, — ce nombre dépassa seize millions pendant la guerre, — et leur acheminement à tous les points du front, étant désormais réglés, comme une machine automatique pour ainsi dire, n'exigeaient plus du directeur qu'une surveillance de quelques instants au rapport du matin.

Artilleur de carrière, passionné pour tous les problèmes scientifiques de son arme, le général Bourgeois ne tarda pas à trouver un champ d'activité qui élargit singulièrement le rôle du Service géographique, tel qu'il avait été prévu pour le temps de guerre, aussi bien par la France que par l'Allemagne. Ici ni là, tant était grande la conviction d'une guerre à décision rapide, personne n'avait envisagé le Service géographique autrement qu'à titre de fournisseur de cartes. Or ce qui ne devait être qu'une sorte de maison d'édition de documents géographiques devint en outre bientôt en France le centre de projection de toutes les lumières propres à révéler, heure par heure, sur un front de six cents kilomètres, à l'artillerie et aux autres armes, les détails des organisations ennemies, et ceux de notre sphère d'action. Cette innovation issue des conjonctures inattendues de la guerre moderne exigeait de nombreux collaborateurs dont l'éducation spéciale vint encore à la charge du Service géographique. Plus de mille officiers, chargés d'interpréter

les travaux topographiques et d'en déterminer les éléments de tir, passèrent par les centres d'instruction fondés à Breteuil, à Château-Thierry, à Neufchâteau et à Nettancourt ; sans compter les officiers italiens qui vinrent plus tard à notre école du lac de Garde, sur le mont Rival. Enfin le corollaire naturel de ce rôle d'investigateur général voulut que le Service géographique s'occupât de la construction des instruments d'optique. Et comme il ne faisait jamais les choses à demi, il assuma également le contrôle de toutes les branches de leur fabrication.

C'est dans cet ordre d'idées que furent créés de toutes pièces, par le Service géographique au cours des hostilités :

Aux armées. — Les groupes de canevas de tir ;

Les sections topographiques de corps d'armée ;

Les sections topographiques de division ;

Les sections de repérage par le son ;

Les sections de repérage par observations terrestres ;

Les écoles d'officiers-orienteurs d'artillerie ;

Le centre de perfectionnement des deux services de repérage.

A l'intérieur. — Le service de fabrication des instruments d'optique et de leur verrerie ;

Le service de fabrication du matériel topographique ;

Le service des plans en relief ;

Le bureau central météorogique militaire.

On estimera aisément la valeur de l'effort accompli en constatant que, le 2 août 1914, le Service géographique n'était représenté à chaque armée que par deux officiers qui devaient suffire dans la période de mouvement. Pareille croyance, pareille organisation dans les deux camps français et allemand. L'erreur était grande, car au jour de l'armistice, de notre côté, — et probablement de l'autre aussi, — on comptait, sous sa dépendance, en moyenne, à chaque armée, jusqu'à soixante-dix officiers et onze cents sous-officiers ou soldats spécialisés.

LA GUERRE DE TRANCHÉES

L'offensive à outrance avait été, au début, la règle des deux belligérants. Après la bataille de la Marne, celle des Flandres n'ayant pas amené la décision, et les fronts respectifs s'étant allongés et amincis, on se préoccupa de les solidifier. Et de la Suisse à la mer du Nord, sur des centaines et des centaines de

kilomètres, les adversaires s'abritèrent, s'enfoncèrent dans la terre, cherchant à se rendre invisibles et à suppléer au nombre par des fortifications improvisées.

C'est alors que le général Bourgeois proposa au général Joffre d'adapter, autant que ce serait possible, à la guerre de position que l'on venait d'inaugurer, les procédés de préparation de tir en usage dans la guerre de siège. A cet effet, et dès le 1er novembre 1914, fut recruté, parmi les officiers du Service géographique et les ingénieurs du Service hydrographique de la marine, ce qu'on a appelé « les groupes de canevas de tir. » Cette dénomination, sans signification exacte par elle-même, se vulgarisa vite sur le front pour désigner ce qui était, en fait, une succursale du Service géographique. Avant la guerre, on n'entendait par « canevas de tir » que le guide topographique du tir de l'artillerie, plus spécialement pour le tir indirect, c'est-à-dire sur des objets invisibles, qu'ils soient à contrepente ou dissimulés seulement.

Dès 1908, on avait prévu qu'en cas de siège des places allemandes, et particulièrement de Strasbourg, Metz et Thionville, il serait nécessaire d'adjoindre à chacune de nos armées assiégeantes une équipe d'officiers spécialisés, dont les travaux permettraient à notre tir d'atteindre principalement les batteries d'artillerie et les abris de munitions ennemis, toujours cachés soigneusement. Il appartenait donc à ces officiers de découvrir, par tous moyens optiques et géodésiques ou renseignements oraux, les arcanes de la forteresse, puis de les situer sur une carte amplifiée. On en découpait ensuite la portion qui intéressait chaque chef de batterie.

Des cartes d'Alsace-Lorraine, à grande échelle, très claires, nous n'en manquions pas. Nous nous en étions procuré d'autant plus plus facilement que l'état-major allemand en avait autorisé la vente dans le commerce : ces cartes (au 25 000e) étaient établies à une échelle environ trois fois et demi plus grande que notre unique carte d'état-major (au 80 000e). On pouvait par conséquent y porter avec beaucoup plus de clarté les adjonctions utiles au bon fonctionnement du « canevas de tir. » Pour opérer ailleurs qu'à Strasbourg, Metz et Thionville, nous ne possédions que notre carte d'état-major, bonne sans doute pour tracer ou suivre un itinéraire; mais faible ressource présentement. D'ailleurs, son insuffisance, voire

certaines erreurs, avaient été signalées, déjà en 1891, par la commission centrale des travaux géographiques, laquelle préconisait chaudement une carte, à plus grande échelle, donnant le kilomètre carré sur vingt-cinq centimètres carrés (soit au 20 000e). Pour des raisons d'une politique lamentable, les pouvoirs publics reculèrent devant une dépense globale de vingt millions qui eût largement suffi. Ils n'accordèrent qu'un crédit annuel de soixante-quinze mille francs. Avec une telle annuité, il aurait fallu au moins deux cents ans pour achever le travail!

Politique lamentable en effet, car la carte que le budget ne permit pas de réaliser était réclamée non seulement par les chefs militaires, mais avec autant d'instance par les hauts fonctionnaires des administrations civiles. Que ce soit pour les routes, les canaux, les chemins de fer, l'aménagement de forces hydrauliques ou les projets d'irrigations et de drainages, la connaissance parfaite des formes du terrain était de la plus haute importance. Rien qu'en ce qui concerne les chemins de fer, le rapporteur du budget des travaux publics pour 1889, estimait que, si lors du premier tracé des voies ferrées, on avait eu une carte intégrale, on aurait économisé plus d'un milliard, somme fabuleuse à cette époque où l'on n'avait pas encore entendu parler de milliards par centaines, pas même par dizaines.

Donc, en 1914, notre approvisionnement général se bornait à la carte d'état-major, sauf pour les endroits que les modestes crédits avaient permis de relever. C'étaient les environs de Dunkerque, Lille, Maubeuge, Mézières, Nancy, Épinal, Langres, Laon et Paris. En d'autres termes, pour toute la région qui s'étend en longueur de Saint-Omer à Bar-le-Duc, et en hauteur de Givet à Meaux, englobant Amiens, Arras et Châlons, aucun travail cartographique à grande échelle n'avait été fait. Autant dire que cette lacune affectait la majeure partie des pays déjà envahis, ceux où il faudrait bien combattre un jour. L'urgence de remédier à cette situation déplorable, pleine d'anxiété pour le commandement, s'accusa encore davantage quand le général Joffre, en son quartier général de Romilly-sur-Seine, eut adhéré aux propositions du général Bourgeois et lui eut confié pleins pouvoirs pour introduire sans retard dans la guerre de position les méthodes d'artillerie de la guerre de siège.

L'ordre était donné; l'homme était là pour l'exécuter, c'était parfait. Mais tout de suite se dressa l'objection que

l'alpha de cette nouvelle organisation était indispensablement de posséder les éléments primordiaux qui sont à la base du travail géographique : clochers, tourelles, arbres isolés, hautes cheminées, etc. . Comment, à défaut de la carte à grande échelle, en vain réclamée depuis 1891, se procurer ces repères fondamentaux qu'elle aurait donnés?

On n'ignorait pas qu'ils figuraient, ces repères, sur les plans cadastraux de la France. Malheureusement, les plus désirables se trouvaient séquestrés maintenant par l'invasion aux chefs-lieux de département, conservateurs ordinaires de ces documents. Impossible de songer à les y chercher. On en était là, lorsque le directeur du Service géographique se rappela que des copies du cadastre sommeillaient depuis longtemps dans les archives de la rue de Grenelle en attendant que les ressources budgétaires permissent d'entreprendre, sérieusement et non par fragments, la grande réfection de la carte. Le cadastre terminé vers 1850 n'était certes pas la perfection. En premier lieu et pour cause, les chemins de fer n'y étaient pas marqués. Néanmoins, il accusait un nombre considérable de repères : les routes avec leurs intersections qui n'avaient pas changé et, précieux, très précieux jalons, les positions très exactes des maisons dans les villages, et, en particulier, des églises, des écoles sur lesquelles existent le plus souvent des clochetons. Grâce à ce travail autrefois exécuté minutieusement par des géomètres consciencieux, on était sauvé. Avec une photographie aérienne de même dimension, dont on plaquerait les repères, clochers, tourelles, etc., sur ceux du cadastre, on aurait, avec les éléments intermédiaires, révélés par l'objectif, un véritable levé topographique dans tous ses détails. La possibilité de dresser, à grande échelle, une carte des contrées envahies n'est pas la moindre de ces chances heureuses dont l'histoire de la guerre offre plusieurs exemples en faveur de la France.

Il est difficile en effet de s'imaginer à quelles erreurs, à quels retards nos armées auraient pu être exposées sans le secours, sans la collaboration permanente de la carte à vingt-cinq centimètres carrés pour un kilomètre carré. Alors que jadis on n'en voyait guère l'emploi que pour le réglage du tir de l'artillerie de siège, la tournure des opérations démontra son utilité pour d'autres armes. D'abord, l'artillerie de campagne la demanda afin de régler exactement ses tirs de destruction des ouvrages ennemis

et ses bombardements des routes propices aux convois de munitions et de ravitaillement des Allemands. A son tour, l'infanterie réclama bientôt, et avec insistance, des cartes très lisibles lui permettant de connaître, en tous ses détails, le terrain qu'elle occupe et celui qui sera le théâtre de ses prochaines attaques. Dans le premier cas, il s'agit avant tout de déterminer le tracé le plus rationnel de la tranchée principale, ou plutôt de la tranchée-mère du dédale de boyaux et de tranchées communicants, qui seront creusés successivement. Pour diriger avec sûreté ce chantier de terrassement, il faut nécessairement un plan intelligible et complet. Dans le second cas, l'infanterie doit préalablement être fixée sur la valeur des obstacles et des appuis qu'elle est susceptible de rencontrer : le moindre bouquet d'arbres, le plus humble ruisseau, un épaulement quelconque, la plus chétive taupinière, sans parler des réseaux de fils de fer, ni des blockhaus de mitrailleuses, peuvent, les uns faciliter, les autres gêner l'attaque. Véritable labyrinthe d'écueils mortels, les positions ennemies devaient, on peut le dire sans exagération, être sondées mètre par mètre, car c'est pied à pied qu'on se disputait le sol, comme par exemple à l'Hartmannswillerkopf où, dans l'été de 1916, les opérations, avec des alternatives d'avance et de recul, durèrent trois mois sur un front de trois kilomètres!

En ces luttes où la parcelle était de réelle importance, tous les gradés, même le chef de demi-section parfois illettré, jouaient un rôle personnel. Dans l'exécution fréquente des coups de main, une correspondance continue s'échangeait avec l'arrière. Pour que tout le monde se comprît dans les ordres et rapports qui s'entrecroisaient, il fallait des deux côtés un graphique similaire et lumineux d'où se détachassent, nettement, les noms donnés arbitrairement aux points qui intéressaient la tactique. En tous sens, mais très distinctes, s'éparpillaient des dénominations dont chacune ne relevait que de la fantaisie du premier qui l'avait écrite. Il y avait, par exemple, le bois en V; le bois en T; le bois en U; le bois Sabot; le Trapèze; le ravin de la Mort; la tranchée des Bébés; celle du Turkestan; les boyaux de Hongrie, du Casque, des Valkyries, et d'autres qui eurent leur moment de tragique célébrité. Des arbres mêmes bénéficièrent d'un état civil. Seuls les réseaux de fils de fer n'eurent point les honneurs du baptême. On se bornait à indiquer leurs sinuo-

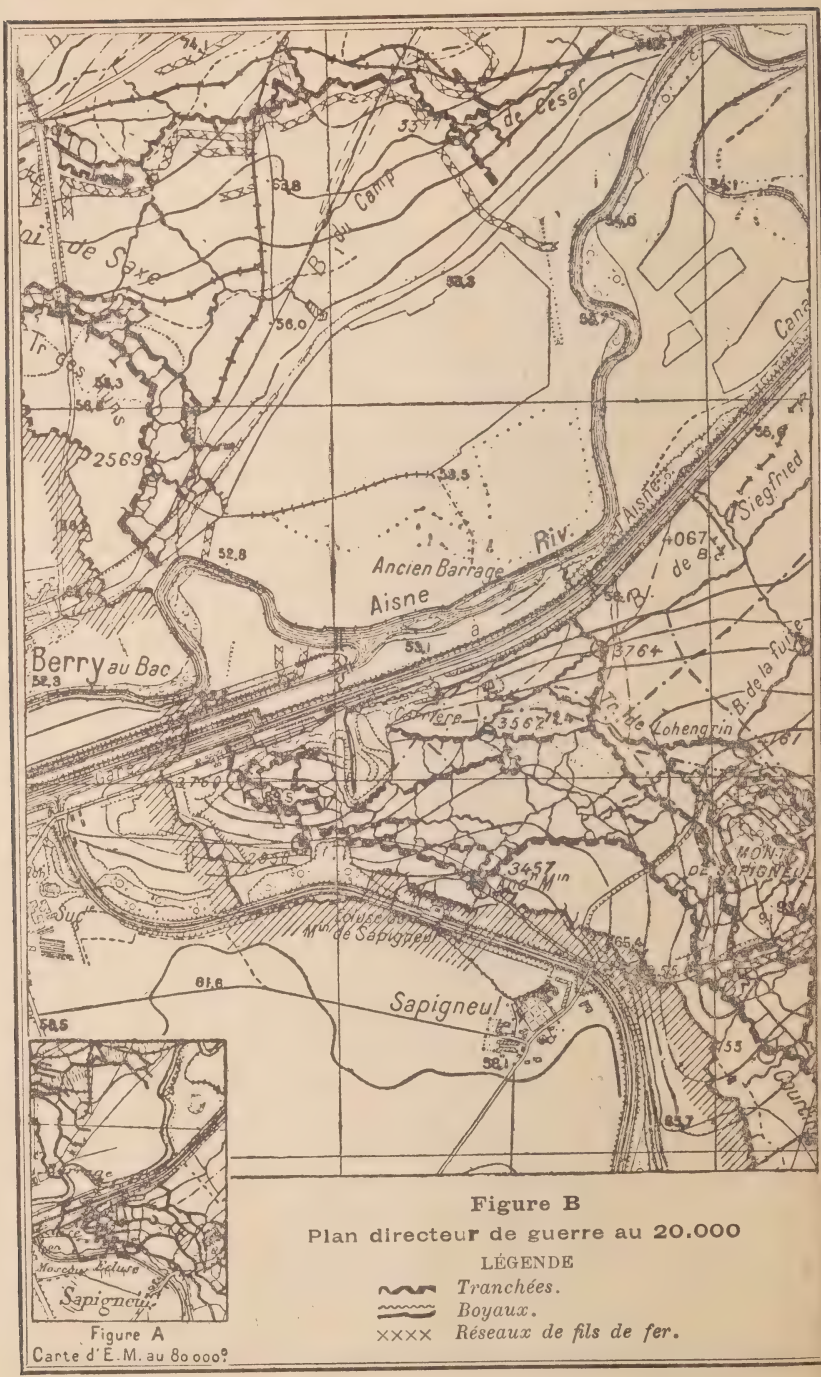

Figure B

Plan directeur de guerre au 20.000

LÉGENDE

Tranchées.

Boyaux.

×××× *Réseaux de fils de fer.*

sités se déroulant en certains endroits sur neuf lignes et plus. Cette défense massive dépasse quelque peu les limites de la prudence. Elle témoigne, chez notre adversaire, plutôt une inquiétude jamais apaisée qu'une grande confiance dans sa marche en avant.

Les figures ci-contre A et B représentent dans leurs cadres le même espace de terrain :

(A) au 80 000e, c'est-à-dire un centimètre et demi carré pour un kilomètre carré, sur la carte d'état-major, la seule carte de mobilisation que nous possédions en 1914 ;

(B) au 20 000e, c'est-à-dire vingt-cinq centimètres carrés pour un kilomètre carré, sur le *plan directeur de guerre* (ou nouvelle carte) qui, du jour de son apparition, fut d'un emploi constant, et donna, durant toute la campagne, satisfaction complète aux artilleurs, aux états-majors et aux autres armes.

Un simple coup d'œil suffit pour voir que, sous peine de créer l'indéchiffrable, on ne pouvait reporter en A toutes les indications données par le *plan directeur* (B) qui mérite à tous les égards le nom de vraie carte, de carte technique par excellence.

En outre, lorsque les défenses allemandes se multiplièrent davantage, on établit une carte seize fois plus grande encore que B. Cet agrandissement a permis de montrer, de la façon la plus claire, l'ensemble de l'organisation ennemie jusqu'en ses moindres détails : mitrailleuses, lance-mines, réseaux de fils de fer, chevaux de frise, lignes téléphoniques, chemins de fer à voie étroite, postes de commandement d'officiers de tous grades, abris, tranchées et boyaux de toute importance. On comprend de quelle valeur inestimable était, au moment d'une attaque d'infanterie, ce document grâce auquel notre plus jeune aspirant ou l'humble sergent en savait presque autant que le grand quartier général allemand.

Quelque diligence que l'on apportât à mettre en œuvre les matériaux recueillis de tous côtés : au cadastre, aux bureaux des compagnies de chemins de fer, aux services des forêts et des canaux, ce n'est que vers septembre 1915, au moment de notre offensive de Champagne, que commencèrent à être répandus sur le front des *plans directeurs* parfaits.

C'est que, malgré tout le zèle déployé, on avait rencontré des difficultés qu'on ne pouvait tourner. Le classement méthodique des éléments venus de part et d'autre, leur ajustement

et la construction de la carte constituaient déjà une besogne délicate et longue. Ensuite, le plan une fois dressé, il fallut organiser un service de mise à jour; car chez nous comme chez l'ennemi, les emplacements de troupes avec leurs ouvrages défensifs se modifiaient à tout instant sous la pression adverse. Il importait de les noter sur la carte. A cet effet, furent installés, auprès de chaque corps d'armée, des offices de reproduction qui fournissaient journellement les graphiques rectificatifs à transcrire au plan directeur. Ces rectification comprenaient les observations nouvelles reçues de toutes parts, principalement du service aéronautique. Celui-ci, pour la seule bataille qui nous rendit maîtres du Mort-Homme et de la cote 304, ne donna pas moins de cinq mille six cent quatre-vingts clichés photographiques, en août et septembre 1917.

Avec son activité ordinaire, le Service géographique parvint à livrer les quantités suivantes de plans directeurs : en 1914, trois cents ; en 1915, neuf cent treize mille; en 1916, trois millions cinq cent sept mille; en 1917, quatre millions quatre cent vingt-sept mille; en 1918, quatre millions quatre cent soixante mille. Ce résultat étonnant par lui-même le devient plus encore, si l'on songe que rien de ce qui était relatif à une extension du « canevas de tir » n'avait été envisagé en temps de paix. Il n'existait nulle part de personnel préparé à ce genre de travail. Il fallut prélever, dans les corps, un par un, les militaires que leurs occupations dans la vie civile rattachaient plus ou moins étroitement aux arts du dessin et de la topographie. Une excellente source de recrutement se trouva parmi les architectes et les géomètres. Un certain contingent provint aussi des dessinateurs industriels dans tous les genres : mécanique, étoffes, broderies ou dentelles. Dans le nombre, se rencontrèrent même des artistes-peintres, des sculpteurs dont quelques-uns étaient des prix de Rome. Ces collaborateurs venus de toutes les branches de l'art et de l'industrie se distinguèrent par une extrême bonne volonté, sans laquelle on n'aurait pu aboutir, car tout était nouveau en cette affaire, pour les chefs comme pour les subordonnés.

Déchiffrer un cliché obtenu en avion, y déceler les batteries, les abris de munitions, chose difficile en soi, le devenait chaque jour davantage en raison de ce que le camouflage se perfectionnait par des procédés de plus en plus ingénieux.

Parmi des organisations qu'on s'était efforcé de construire sensiblement pareilles, quelles étaient les vraies? Quelles étaient les fausses? Pour répondre à ces questions, pas de méthode connue. Les clichés n'étaient jamais bons. L'image qui aurait dû être prise verticalement s'était fixée au hasard des mouvements irréguliers de l'avion. Elle s'offrait confuse, baroque. Pour discerner la vérité dans l'infinie variété des déformations photographiques, on ne pouvait compter que sur une longue habitude servie par une sorte de sens divinatoire.

Ce labeur compliqué s'ajoutait aux autres soins déjà dévolus aux modestes « canevas de tir » du début. L'appellation « Groupes de canevas de tir » s'appliquait aujourd'hui à de grands établissements composés de bureaux, d'ateliers, de laboratoires, et de vastes magasins où se distribuaient cartes, boussoles, instruments de mesure et d'optique de toute sorte; parfois il y avait en outre un train d'imprimerie, composé de quinze wagons, avec les presses mécaniques, les ateliers de photographie et d'héliogravure. Nous en avions même un, au lac de Garde, dirigé par un imprimeur de Toulouse. A toute heure, coup sur coup, arrivaient les directions du commandement, les photographies de l'aéronautique, les renseignements recueillis de l'interrogatoire des prisonniers et des espions. Suivre les unes, éclaircir les autres, cribler le reste et ensuite mettre au point le plan directeur du lendemain, c'était un travail ininterrompu de jour et de nuit. Nos alliés Belges, Anglais, Italiens adoptèrent une organisation analogue à la nôtre, dès qu'ils eurent constaté les services énormes rendus par notre manière de traiter l'exploitation du plan directeur. Quant à l'armée américaine, elle s'est mise modestement, et avec la meilleure grâce du monde, à l'école chez nous. Son personnel géographique fut instruit au camp de Valdahon (Doubs). Les Allemands eux-mêmes instituèrent des plans directeurs similaires aux nôtres, après nous en avoir pris. Autant qu'ils le purent, ils nous copièrent littéralement. Dans le délai de deux mois, on était presque certain de retrouver sur leurs plans comme dans leurs règlements les modifications et améliorations successives que nous avions apportées aux nôtres.

LE REPÉRAGE PAR LE SON

Ne connaissant pas de limites à ses ressources d'activité, le Service géographique n'hésita pas à se charger d'une nouvelle et très importante organisation, celle du repérage par le son. Le problème du repérage par le son, se posa presque à l'instant où partit du côté de l'ennemi, en 1914, le premier coup d'un canon à longue portée. Répondre au canon par le canon, contre-battre les pièces qui répandent la dévastation et la mort dans les lignes, abris ou cantonnements, et qui entravent la circulation sur les routes, c'est un des rôles essentiels de l'artillerie. Les systèmes d'information ordinaires : la fumée de départ pendant le jour, la flamme de décharge dans la nuit, les recherches optiques terrestres ou aériennes sont de précieux guides de riposte. Mais le temps s'opposait souvent à ces genres d'investigation : le brouillard, la pluie, la neige paralysaient l'aviation et l'observation visuelle. On ne percevait que la détonation et encore très fréquemment après que le projectile avait éclaté et fait ses ravages. Tenant compte des installations et des versants inapercevables, on peut énoncer comme axiome qu'en matière d'artillerie on entend mieux qu'on ne voit.

Dès l'ouverture des hostilités, le général Nivelle, alors colonel d'artillerie, se préoccupa des possibilités de déceler les batteries en activité par l'audition du coup de canon. Théoriquement, le problème est assez simple. Il repose sur la vitesse du son. Celui-ci, parcourant trois cent quarante mètres par seconde, sera toujours perçu à des temps différents, par des écouteurs qu'on aurait postés séparément, par exemple, à Montmartre, à Grenelle et à Ville-d'Avray. Si dans ce cas, le premier a entendu la détonation à midi juste, il est certain que le deuxième, vu son éloignement, la recevra à midi trois secondes, et le troisième, à midi huit secondes. Prenant pour base ces écarts d'audition qui valent des mètres ou des kilomètres, et s'appuyant sur le tracé géométrique de deux hyperboles, tout mathématicien déterminera sans peine la position de la pièce qui a tiré. Solution théorique facile, mais qu'il s'agissait de transporter dans la pratique.

Cela présentait de sérieuses difficultés. Néanmoins, la réalisation désirée fut promptement obtenue, grâce à la très

heureuse idée du colonel Nivelle qui soumit la question à l'un de ses subordonnés, astronome de l'Observatoire de Paris, amené sous ses ordres par le hasard de la mobilisation. C'était le brigadier Nordmann, promu successivement maréchal-des-logis, puis sous-lieutenant. Le brigadier Nordmann fut donc le premier qui imagina un appareil de repérage par le son. Tout le monde a vu, dans les bureaux de poste, le télégraphiste frapper, sur le bouton d'une patte articulée, des coups qui impriment des signes sur un ruban de papier. Supposez que ce ruban soit divisé en secondes, par exemple ; le coup tapé par un observateur ou un écouteur se marquera sur l'une de ces divisions. Tels sont les rudiments dont s'est servi le brigadier Nordmann pour construire un appareil composé d'une pendule à secondes, en connexion électrique avec un chronographe actionnant des plumes ou aiguilles enregistreuses ; celles-ci pointeront sur le ruban l'instant exact de la perception à chaque poste d'écoute. Ces éléments deviennent les facteurs principaux de la détermination du point de départ du son.

Le colonel Nivelle ne fut pas seul à se préoccuper de la question du repérage par le son. Dès le 20 septembre 1914, le Service géographique, alors à Bordeaux, recevait de M. Esclangon, astronome à l'Observatoire et professeur à la Faculté des sciences de cette ville, un mémoire très complet, spécifiant en embryon la plupart des perfectionnements qui ont donné plus tard le meilleur résultat auquel on soit arrivé. M. Esclangon indiquait même qu'à l'Institut Marey on trouverait les instruments nécessaires à l'expérimentation de ses idées. Par une coïncidence curieuse, dans le courant d'une semaine, à trois ou quatre jours près, le Service géographique était saisi d'autres propositions concernant le repérage par le son. Elles émanaient de M. Driencourt, ingénieur hydrographe de la marine et du colonel Ferrié, directeur de la télégraphie sans fil. Dans le même temps, M. Painlevé, président de la commission des inventions, soumettait au ministre de la Guerre, qui les transmettait au général Bourgeois, les essais faits à Paris par M. Nordmann.

L'idée parcourut-elle le monde scientifique ou naquit-elle spontanément dans les cerveaux qui tous n'aspiraient qu'à seconder les efforts de la défense nationale ? Toujours est-il qu'en ce mois de septembre 1914, le problème du repérage par

le son était étudié par une légion de savants, parmi lesquels, mis à part les spécialistes du Service géographique, il faut se borner à citer : MM. Nordmann, Esclangon, Driencourt, Ferrié, Georges Claude, Pierre Weiss, Cotton, professeur à la Sorbonne, Dufour, professeur au lycée Louis-le-Grand, l'abbé Rousselet, professeur au Collège de France, Émile Borel, sous-directeur de l'École normale, et au nombre de nos amis, imbus également de notre idéal, M. Bull, physicien anglais, attaché à l'Institut Marey. Ce fut une fièvre d'activité dans les laboratoires et en plein air. Les uns demandaient au gouvernement de Paris qu'on tirât pour eux des coups de canon à blanc; d'autres s'évertuaient à faire des essais ingénieux, tel M. Dufour qui, impatient de vérifier ses conceptions, observait, dans les dépendances de l'École normale, rue d'Ulm, les battements d'une grosse caisse.

Pendant que se poursuivaient ces divers travaux, la réalisation obtenue par M. Nordmann était utilisée sur le front. Elle donnait des résultats, sinon parfaits, du moins fort appréciables. Une première modification y fut apportée par la suppression des hommes écouteurs, dont l'ouïe peut être plus ou moins sensible, les mouvements plus ou moins vifs, facteurs importants lorsqu'il s'agit de fractions de secondes. Des microphones récepteurs et transmetteurs automatiques remplacèrent l'oreille humaine. A côté du système Nordmann modifié, on employa les dispositifs Dufour, Bull, et Cotton-Weiss comportant des variantes d'acoustique ou d'adjonction photographique. Donc quatre systèmes à peu près égaux dans leurs effets étaient exploités. Ils permirent de réduire au silence nombre de bouches à feu invisibles.

Cependant, on acquit bientôt la certitude que, parfois, des détonations accusées par le microphone ne se rapportaient, ne pouvaient se rapporter à rien. Quelque effort que l'on fît pour le contre-battre, le tir ennemi continuait régulier comme en pleine quiétude. Et pourtant, par la même méthode, on touchait le but en d'autres points. A quelle cause faire remonter ce mélange de vraies ou fausses indications? La science s'attacha à l'analyse de ce phénomène déconcertant, dont elle fournit asssez promptement l'explication. Elle démontra que, dans le cas d'un tir à projection rapide, supérieure à trois cent quarante mètres par seconde (vitesse du son), toujours l'obus court

en avant du son qu'il a produit au sortir du canon. Or, ainsi que la proue d'un navire en marche fend et déplace bruyamment les eaux, l'obus déchire et refoule les couches d'air avec un fracas qui va devançant le bruit de la décharge de la pièce. Ce phénomène a reçu le nom *d'onde de choc*. Son origine étant connue, comment éviter la confusion ? Comment différencier à l'audition, le coup d'onde de choc du coup de détonation ? Par des études qui leur font grand honneur, nos savants mirent en évidence le contraste existant entre les deux ondes. La première, celle de choc, se dessine en une seule ligne courbe, genre de vague unique ; et la deuxième, celle de détonation, en une série de festons allongés. Ceci trouvé, les spécialistes du récepteur central eurent la faculté d'éliminer les bruits parasites, dénoncés sur la bande enregistreuse par leur forme de vague.

Si, par cette amélioration notable, la méthode avait atteint son plein rendement, cela ne veut cependant pas dire qu'on possédait le repérage absolu de toute pièce en activité. Diverses anicroches compliquaient encore fréquemment la tâche de nos observateurs. L'adversaire, sachant qu'il est guetté, s'ingénie à dérouter les recherches. Son meilleur moyen est de couvrir de rafales même perdues, la voix du canon qu'il tient à garder secret. La multiplicité des ondes sonores produit alors un emmêlement quasi indéchiffrable des signaux. Toutefois, l'habitude et la patience parviendront à dégager la vérité parmi ces troubles artificiels, comme elles feront état des altérations causées par les ravins, les collines, les bois, le vent et la neige.

Regardant du côté des Allemands, on remarque qu'en ce qui concerne nos méthodes scientifiques de repérage par le son, ils étaient fort en retard sur nous. Qu'ils en aient eu l'intuition plus ou moins confuse, c'est possible, même probable. Nous n'en savons rien. Mais la certitude est que nous ne découvrîmes, chez eux, l'existence de sections de repérage par le son, sous le nom de *Schall Mestrup*, que trois mois après qu'ils se furent emparés d'un de nos postes, lors de la première attaque par les gaz asphyxiants (26 avril 1916). Il semble bien pourtant qu'ils ignorèrent ou ne pénétrèrent pas aisément nos perfectionnements ultérieurs, œuvre de nos savants ; car ils demeurèrent attachés, jusqu'à la fin de la guerre, à des systèmes rudimentaires que nous avions dépassés depuis longtemps.

LES NOUVELLES MÉTHODES D'OBSERVATION

Nos postes ou sections de repérage par le son se complétaient par des « observatoires terrestres » qui dépêchaient également leurs renseignements aux laboratoires ou offices centraux géographiques des armées. Les observatoires avaient pour mission de surveiller le champ de bataille, et particulièrement de situer sur la carte les batteries ennemies révélées par leurs fumées et lueurs. De ces observatoires, on en comptait en moyenne, selon la configuration topographique, quatre ou cinq par dizaine de kilomètres de front.

Le plus haut dignitaire de l'armée ennemie, le maréchal Hindenburg, dans ses Mémoires, n'hésite pas à voir dans l'excellence des observatoires terrestres du front des Alliés, l'une des premières causes de la débâcle allemande, inaugurée positivement le 8 août 1918. Il dit, en parlant de cette journée que le général Ludendorff, de son côté, a qualifiée de « jour de deuil de l'armée allemande : » « Nos troupes avaient trop songé sur ce front à la continuation de l'offensive et pas assez à la défensive. Il faut reconnaître toutefois que creuser des tranchées et construire des défenses accessoires, au contact immédiat de l'ennemi, était un travail qui nous causait beaucoup de pertes, car les observateurs ennemis déclenchaient immédiatement le feu de leur artillerie sur tous les mouvements qu'ils remarquaient et même sur des hommes isolés. »

La marche à la victoire s'était arrêtée pour les deux adversaires, après les batailles de la Marne et de l'Yser. En ces rencontres formidables, le chef français et le chef allemand s'étaient inspirés de la doctrine napoléonienne dont l'un des préceptes dit que « dans une bataille, il faut toujours tirer sans calculer la dépense des boulets. » Trop religieusement peut-être, avait été écoutée la parole de celui qui a le mieux connu la profession des armes. On avait dépensé même les réserves des magasins de l'arrière. Des deux côtés, il fallait attendre maintenant les secours de l'intérieur, et surtout les secours en munitions pour une consommation qui continuerait à dépasser de beaucoup les prévisions initiales des états-majors. Cela promettait d'être long. On n'improvise pas la remise en marche de fabriques abandonnées brutalement le jour de la mobilisation. Encore moins peut-on d'un coup de

baguette édifier de grandes usines, les équiper de machines encore inexistantes pour la plupart; enfin éduquer les milliers et les milliers d'ouvriers spécialistes nécessaires à une énorme production d'armement et de munitions. Ainsi ajournés, les belligérants durent recourir aux fortifications de campagne pour se rendre inexpugnables. Comme conséquence, les armées changèrent leur mode de formation. L'ordre en masses profondes pour la guerre de mouvement s'étira en ordre mince sur une longueur de plus de cinq cents kilomètres. Face à face, c'étaient en réalité deux armées à la fois assiégeantes et assiégées. Elles défendaient l'immense place de guerre, dans l'espèce le terrain dont chacune avait la garde. L'une et l'autre guettaient l'occasion de faire une brèche. Malheur à qui se laisserait entamer! Malheur à qui serait contraint de tourner le dos! Dans cet ordre mince de combat, chaque point serait vulnérable, si les efforts de l'ennemi n'étaient aussitôt enrayés par l'action de l'artillerie. Celle-ci également égrenée, pièce contre pièce pour ainsi dire, devait agir avec plus de précision encore que dans les opérations ordinaires. Jamais champ d'études ne s'offrit plus spacieux, ni plus propice aux exercices de tir.

Avec la collaboration de la haute science, — ce nouvel agent de la guerre, qui chaque jour étendait son influence, — on rechercha tous les défauts d'un tir cependant remarquablement ajusté, selon les lois de la balistique courante. On en vint à tenir compte, dans le réglage du canon, du poids des obus, Ceux-ci, bien que conditionnés pareillement à l'usinage, étaient néanmoins parfois plus ou moins lourds. De ce fait, ils dépassaient ou n'atteignaient pas leur but. Dans le même ordre d'examen, on analysa les propriétés de chaque lot de poudre. Quoique préparée d'après des principes sévères et avec des matières identiques, elle présentait assez souvent des différences qui, même minimes, faussaient la rectitude du tir. Enfin, on porta la plus grande attention sur les phénomènes atmosphériques dont les effets sont loin d'être négligeables dans les conditions actuelles de la guerre. Les préparations d'offensive. les chances favorables ou contraires aux excursions des aviateurs, le perfectionnement de plus en plus désirable des tirs à très grandes distances, l'apparition des gaz toxiques dans la bataille, montrèrent la nécessité de connaître, au mieux possible pour toutes les régions du front, les présomptions de la

science météorologique. Dès le commencement de la guerre, trois services météorologiques, l'un sur le front, l'autre rue de Grenelle au Service géographique, le troisième à l'Office civil ordinaire, contribuaient à renseigner les armées sur les prévisions du temps. Afin de centraliser toutes les indications utiles et de coordonner les méthodes, fut créée, en 1917, sous les ordres du général Bourgeois, une direction unique des services météorologiques, chargée de communiquer plusieurs fois par jour, aux armées intéressées, les pronostics atmosphériques dont le prix se conçoit aisément

L'époque d'une attaque générale, on le sait, est fixée assez longtemps d'avance par les considérations stratégiques, liées souvent elles-mêmes à des combinaisons politiques. Toutefois, l'heure du déclenchement peut, en dernier ressort, être retardée selon la teneur du bulletin météorologique qui, toutes les six heures de jour et de nuit, par le télégraphe et par téléphone, fournit au haut commandement des indications sur le temps qu'il fait, et ses changements probables partout sur le front. Les grandes perturbations viennent de l'Océan. Leur apparition, leur développement éventuel, étaient déduits de quelque trois cents dépêches ou câblogrammes reçus journellement de presque tous les points du globe. C'est assurément un avantage que nous avions sur les Allemands. Malgré leurs sous-marins, ils ne recevaient rien de l'Atlantique, encore moins des côtes de Bretagne. Sous ce rapport, on peut dire qu'ils avaient un bandeau sur les yeux. A l'aide des avertissements venus de tous côtés, le vent était traqué comme un fauve dans une forêt. Savoir où il va, c'est connaître la menace du danger. L'annonce du déplacement des orages jouait, on le comprend, un rôle important. L'orage voyage en quelque sorte comme en chemin de fer, avec des horaires à peu près certains. Si, par exemple, il passe sur Paris à quatre heures, il sera indubitablement, étant donnée sa direction, à sept heures, à Châlons-sur-Marne, et ainsi de suite. A ce propos, on eut un jour la preuve évidente que le service météorologique des Allemands était bien inférieur au nôtre : au moment de leur grande attaque du 15 juillet 1918, éclata un orage épouvantable qui, prévu par nous, fut ignoré de leur côté à ce point qu'ils permirent la sortie de leurs avions, dont deux s'abattirent dans nos lignes de la région de la Meuse.

En artillerie, le tir est inefficace, si l'on ne tient pas compte

de l'effet du vent. Moins considérable sur la direction du projectile, son action est très sérieuse sur sa portée. Dans ce cas, par un vent d'une vitesse de dix mètres par seconde, l'obus a toutes chances de tomber au moins à trois cents mètres en deçà du but visé par le canon de 155 tirant à dix mille mètres. Dans la même hypothèse, la déviation latérale ne serait que de moitié. En principe, les diverses poussées du vent, si violentes soient-elles, n'ont pas la brutalité qu'on pourrait croire. Pratiquement, on leur attribue une durée moyenne de trois heures. Des tables de calculs appropriées permettent de voir d'un coup d'œil la rectification de réglage convenable à la force du vent. Une fois la science entrée dans la synthèse du tir, elle ne laissa pas de s'occuper de la température qui agit elle-même, en augmentation ou en diminution, sur la précision de l'arme de jet, comme on disait jadis. Raréfaction ou condensation de l'air : résultats différents. De sorte que les éléments de tir se modifient à tout instant, au caprice du thermomètre et du baromètre. Toutes ces choses qui semblent très compliquées, le seraient en effet, si elles n'avaient été fort simplifiées par un instrument portatif construit par le Service géographique, et qui donne automatiquement les calculs de réglage par rapport à l'activité du vent et aux conditions atmosphériques.

En matière d'aviation, la météorologie avait pour mission essentielle de mesurer la puissance du vent à toutes les hauteurs dans les régions que l'avion se propose de parcourir. Quand l'aviateur Marchal entreprit et réussit l'audacieux projet d'atterrir en Galicie russe, en survolant Berlin, la météorologie lui avait donné, pour dix heures consécutives, les évolutions probables des vents sur lesquelles il devait régler sa marche. L'établissement de semblables codes de tactique aérienne exigeait le contrôle, d'apparence irréalisable, de ce qu'on ne découvre pas dans l'atmosphère, c'est-à-dire au delà d'un kilomètre par temps couvert. Impossible de créer artificiellement un nuage de fumée, comme on faisait en cas de besoin par un temps clair. Donc, rien à voir; il ne restait qu'à entendre. Mais quoi? Mais comment? On eut alors l'idée de lancer dans les airs un nuage sonore, sous forme de ballonnet libre, muni de cent cinquante petites cartouches de mélinite qui exploseront mécaniquement à des intervalles connus. Et le problème est ainsi ramené à ce que nous avons déjà vu pour le repérage

par le son, avec en plus, cependant, la détermination du son en hauteur. La différence des éclatements enregistrés par de multiples microphones écouteurs a permis, non seulement de calculer la vitesse du vent qui était celle de l'aérostat, mais aussi de discerner parfaitement la distance latérale et la distance longitudinale. Il n'apparaît pas que l'ennemi ait jamais soupçonné l'objet de cette petite pyrotechnie aérienne. Peut-être a-t-il cru que c'étaient des coups de fusil isolés. On n'a d'ailleurs aucune connaissance d'un moyen quelconque qu'il eût employé pour apprécier la valeur du vent dans les sphères interdites à l'observation visuelle.

Essentielle était aussi la prévision du brouillard. L'atterrissage dans le brouillard est, sauf miracle, la mort certaine de l'aviateur. Le refroidissement de l'air, dans des conditions particulières de l'atmosphère, est l'indice qui permet de calculer l'heure où le pilote doit atterrir avant d'être enveloppé par le brouillard. Il est à peine besoin de noter que la prévision de la direction du vent intervenait logiquement dans les attaques précédées de gaz toxiques. Il importait au premier chef qu'elles n'eussent pas lieu à l'heure où le vent ferait volte-face et retournerait le fluide mortel sur les envoyeurs.

LA CRISE DE L'OPTIQUE

Malgré le poids des responsabilités d'ordre presque purement scientifique qu'il avait déjà prises, le général Bourgeois crut devoir, dès 1915, attirer à lui le contrôle d'une fabrication de guerre qu'il jugeait susceptible d'un plus grand développement. Il s'agissait des instruments d'optique dont la construction relève mi-partie de la science, mi-partie de l'industrie. Là, sa maîtrise administrative s'affirma dans toute son ampleur. Deux faits qu'il suffira d'énoncer en fournissent l'attestation frappante. Premièrement : si nous prenons, entre autres, les jumelles de guerre, nous verrons qu'au moment où elles passèrent aux mains du Service géographique (février 1915), leur production mensuelle, qui se chiffrait par mille pièces à peine, atteignit progressivement, en 1916, le nombre fabuleux, en l'espèce, de 25 000 par mois. Deuxièmement : produire de grandes quantités, c'était déjà bien, vu l'urgence ; mais produire beaucoup, et à très bon compte, c'était infiniment mieux. N'est-ce pas, d'ail-

leurs, remplir l'idéal du véritable chef d'industrie? Le Service géographique, que ce soit avec le bon vouloir spontané, — et plus fréquent qu'on ne croit, — des fournisseurs, ou que ce soit à l'aide d'une pression raisonnée et tenace, le Service géographique, dis-je, ne dépassa point les prix d'achat d'avant-guerre. Et ces prix furent maintenus jusqu'à la fin des hostilités.

La fabrication des boussoles pour l'infanterie est la première dont le Service géographique eut à s'occuper. C'était en novembre 1914. Il fallait 14 000 boussoles tout de suite. Cette industrie n'existait pour ainsi dire pas en France : il appartint donc au Service géographique de la créer. Six mois plus tard, en mai 1915, il y avait 15 500 boussoles, tant distribuées qu'en cours de distribution ou de livraison. Enfin, les besoins s'étant accrus avec les effectifs, ce nombre était porté à 50 000 à la date du 15 juin 1916.

Afin d'éviter le retour de graves erreurs, il convient de dire ici les causes de l'effrayante pénurie d'instruments d'optique où l'on se trouva le jour de la déclaration de guerre. Comme pour l'artillerie lourde, on en parlait beaucoup, mais on n'y pensait jamais pratiquement. Nous n'ignorions cependant pas l'intérêt que, dans leurs préparatifs de guerre, nos ennemis attachaient à ces deux parties de l'armement. Les modèles qu'ils avaient adoptés étaient d'autant mieux connus, au moins en ce qui concerne les instruments d'optique, que les usiniers d'outre-Rhin en faisaient offrir la fourniture à notre ministre de la Guerre. Sans entrer dans le détail des erreurs, constatons que l'approvisionnement de l'armée en jumelles analogues à celles des Allemands fut, pendant une dizaine d'années, l'objet de mesures indécises et lentes, qui nous retinrent loin d'une production immédiate et intense, destinée à relever notre infériorité et assurer les ressources de l'avenir. Survint la guerre, et immédiatement se déclara, aiguë et inquiétante, la crise de l'optique. Car ce n'était pas dix mille, mais cent mille jumelles qu'il aurait fallu ce jour-là. Pas d'artillerie lourde ! Pas de jumelles ! Ce sont les deux premières clameurs qui retentirent du front. « Les Allemands nous voient et nous ne les voyons pas ! » s'écriaient les officiers revenus en permission, et les premiers blessés évacués à l'intérieur. Des pères, suppliés par leurs fils, couraient chez les opticiens qui furent promptement dévalisés. Alors, plus rien. A cette situation, le remède le fera attendre.

Maintenant que le personnel de la Section technique a été dispersé par la mobilisation, l'optique est entrée dans les attributions de l'arsenal de Puteaux. Celui-ci fait ce qu'il peut. Mais il ne peut pas grand chose dans cette spécialité. Non seulement il est surmené par les commandes urgentes de canons, de projectiles d'affûts de toute sorte, mais encore le colonel-directeur doit suivre rigoureusement les instructions du ministère. Et quand ce dernier sera à Bordeaux, c'est à Bordeaux qu'il faudra en référer pour obtenir des livraisons de jumelles qui, toutes, au fur et à mesure de leur réception à Puteaux, sont acheminées sur Bourges où en est tenue la comptabilité!

Aux derniers mois de 1914, on peut évaluer à vingt ou vingt-cinq jumelles, par jour, la production totale des trois ou quatre fabriques rouvertes lentement, l'une après l'autre, et travaillant misérablement parce qu'on manquait presque de tout, principalement d'ouvriers professionnels, les valides étant tous mobilisés. Il faut bien reconnaître que l'arsenal de Puteaux était matériellement dans l'impossibilité de donner à l'optique l'impulsion vigoureuse nécessaire, d'autant plus que la France était à présent sollicitée d'en pourvoir ses alliés. Ni l'Angleterre, ni la Russie, ni l'Italie, encore moins préparées que nous, ni l'Amérique, ne possédaient l'équivalence de notre modeste outillage. Dans ces conditions, on n'apercevait guère la solution du problème angoissant de livrer aux armées, en nombre suffisant, le matériel d'optique réclamé avec une émouvante insistance par le haut commandement.

C'est alors que le général Bourgeois offrit au ministre de prendre au Service géographique le contrôle direct et indépendant des diverses fabrications d'optique. Grosse affaire : il s'agissait de toucher à l'arche sainte des prérogatives! Toutefois, le ministre comprit que toutes les armes, — et non plus seulement l'artillerie, — se servant maintenant d'instruments d'optique, aucune raison ne subsistait pour que l'artillerie en conservât la régie exclusive, et que, tout au contraire, leur fabrication gagnerait à être entre les mains d'une administration, pour ainsi dire neutre, telle que le Service géographique.

Du jour où sa nouvelle coopération fut agréée par le ministre, le Service géographique se mua partiellement en une vaste entreprise de fournitures de guerre, menée comme par un administrateur-délégué aussi soucieux de satisfaire sa

clientèle que d'assurer le rendement le plus fort et le plus avantageux. Désormais, il n'était plus question d'attendre, parfois plus d'un mois, que la demande d'une jumelle ou autre article eût accompli le trajet hiérarchique du régiment à la brigade, de là à la division, pour passer au corps d'armée qui la transmettait à l'Armée.

Dorénavant, une visite personnelle ou une lettre, à l'un des magasins des « canevas de tir » du front, suffira pour obtenir séance tenante ou par prochain courrier, et contre simple reçu, l'instrument sollicité. Le général Bourgeois avait su s'entourer de collaborateurs, pour la plupart jeunes polytechniciens, énergiques et résolus, qui se mirent à travailler l'optique et son industrie, comme ils auraient fait d'une thèse de doctorat. Ils déployèrent, dans leurs nouvelles fonctions, une compétence qui surprenait les praticiens les plus expérimentés. Ce n'est pas près de ces jeunes gens qu'on pouvait, sous de vains prétextes, s'excuser de livraisons insuffisantes. Ils pourvoyaient à tout, courant eux-mêmes la ville, pour découvrir le métal ou les produits dont on prétendait manquer. Un jour, c'est le charbon qui va faire défaut dans la principale verrerie. Notez qu'il faut consommer six tonnes de charbon pour fondre une tonne de verre d'optique. En cas d'arrêt prolongé de la production, c'est l'armée aveuglée, pour ainsi dire. Sans balancer, l'un des officiers du Service géographique part pour Rouen où, sur les quais, gisent des monceaux de charbon, retenus par la pénurie ou le désordre des transports. Réquisitionner des wagons, les faire charger devant soi, monter sur la locomotive, puis ramener le charbon, c'est l'affaire d'une journée, et la crise est conjurée. Infimes épisodes, sans doute, dans l'énorme tragédie. Mais grands, très grands enseignements. Le génie, a-t-on dit, est fait de patience. Mais le génie de la guerre requiert d'abord, de tous ses favoris, une volonté sans cesse agissante et impatiente de l'exécution des ordres. Par les résultats acquis, on va juger la valeur d'une méthode préoccupée uniquement du but. Rien ici ne saurait être plus éloquent que les chiffres.

Prenons d'abord la fabrication des jumelles. A la déclaration de guerre, nos armées en possédaient environ dix mille, du système à prismes. Avec ce que nous possédions de matériel optique, elles avaient presque toutes disparu après les batailles de Belgique et de la Marne. Donc, c'est à peu près

avec zéro comme stock, et la minime production mensuelle de mille jumelles, que le Service géographique assuma la tâche de parer sans délai à la crise excessive de l'optique. Le premier soin du directeur fut de rouvrir tous les ateliers indistinctement, et de remonter diligemment la construction, très courante à Paris, des jumelles dites de Galilée. De puissance inférieure à celle des jumelles à prismes, elles seraient, en attendant mieux, données aux sous-officiers d'infanterie à qui elles rendraient certainement de grands services. Elles étaient d'ailleurs parfaitement admises par l'Angleterre qui s'inscrivait chez nous pour de fortes quantités. On a vu également le développement presque incroyable qu'avait déjà pris, sous l'impulsion du Service géographique, la fabrication des jumelles en 1916. La progression fut telle qu'en 1918, la production totale atteignit le chiffre quasi fantastique de 950 000.

Sur ce nombre, la France en avait octroyé à ses alliés les quantités suivantes :

A l'Angleterre	215 000
A l'Italie	230 000
A la Russie	79 000
A l'Amérique	15 000
A la Belgique	3 500
A la Grèce	2 500
A la Roumanie	2 500

et des quantités moindres, mais cependant sérieuses, à la Serbie, au Portugal et à l'armée polonaise.

Concurremment à ces jumelles portatives, une autre, depuis longtemps en usage chez les Allemands, était absolument indispensable à l'artillerie de campagne et aux canons courts de l'artillerie lourde, pour l'observation continue aux distances moyennes. Ses propriétés particulières consistaient en la réunion d'un grossissement de douze à seize fois, d'un vaste champ visuel et d'un relief très accentué des objets. Cet instrument, d'une longueur de cinquante centimètres, portait le nom de lunette binoculaire; plus communément, on disait jumelle-ciseaux, parce que ses branches s'étendaient jusqu'au parallélisme et se refermaient à la manière d'une paire de ciseaux; la troupe, dans son langage imagé, l'appelait « la bête à cornes, » en raison de ce qu'elle figurait une ramure quand elle était dressée sur son trépied. De ces lunettes binoculaires, la section

technique de l'artillerie n'en avait jamais eu que cent trente qui s'engloutirent dans nos premiers revers. Elles provenaient peut-être bien de source allemande ; car en 1915, il n'y avait pas de fabrication organisée en France pour cet appareil. Sans perdre une minute, le Service géographique en fit créer l'outillage compliqué et en pressa la construction. Celle-ci exigeait une précision mécanique toute exceptionnelle, dépassant de beaucoup la pratique courante de l'industrie. Au prix d'efforts incessants, on parvint, à partir d'octobre 1915, à une production mensuelle de trente pièces, pour passer à cent pour le mois de janvier 1916, et continuer dans une progression constante. Finalement, au jour de l'armistice, le Service géographique avait réalisé la fabrication de onze mille lunettes binoculaires. Sur ce total, il en fut cédé :

A l'armée américaine	1 440
A l'armée anglaise	900
A l'armée italienne	111
A l'armée belge	52
A l'armée grecque	90

Il faut noter en plus la création d'une lunette monoculaire à trois grossissements, destinée à remplacer les anciennes lunettes terrestres qui étaient très encombrantes et d'optique médiocre. De ces lunettes monoculaires, il en fut fabriqué également 11 000.

Enfin, plus tard, le Service géographique s'adjoignit en supplément la construction des objectifs de photographie pour l'aviation. Sous son impulsion féconde, le rendement mensuel de cette spécialité fut rapidement quadruplé. Si à ce bilan de fabrication déjà bien imposant, on ajoute des théodolites combinés pour l'artillerie à longue portée ; des lunettes avec un grossissement de cent fois pour des observations de travaux redoutables et devenus presque microscopiques par la distance, tels que l'amorçage à fleur de terre des mines souterraines de l'ennemi ; enfin si l'on tient compte des goniomètres boussoles (seize mille), pour toutes les batteries ; et plusieurs milliers de lunettes pour les chars d'assaut ; on pourra dire que le petit hôtel de la rue de Grenelle s'était transformé en un centre d'activité scientifique et industrielle assez puissant pour satisfaire sans délai à toutes les demandes d'une clientèle qui s'étendait effectivement de Salonique à Belfort

En soulevant ce petit coin du rideau des coulisses de la guerre, nous avons pu nous faire une idée de ce que fut, sur un terrain spécial, l'effort de la France.

Au premier plan, nous avons vu que, sous la direction d'un chef admirablement doué, l'un de nos services importants s'était, durant toute la guerre, montré d'une compétence scientifique non égalée, d'une organisation exemplaire, reconnues même par l'ennemi qui se targuait jadis, avec un orgueil impressionnant, d'avoir la primauté dans toutes les branches de l'art militaire. Son retour à la modestie est exprimé nettement par le général von Bertrab, rédigeant après la guerre un mémoire, à l'usage de son gouvernement, sur « la nécessité d'une nouvelle organisation des services topographiques. » Il dit : « La guerre nous a donné une leçon... Ce qui aggrava la situation, ce fut la désorganisation de la *Landesaufnahme* (1) au moment de la mobilisation. On chercha à y remédier en créant le *Kriegsvermessungschef* (2). Malheureusement, ce fut en vain, parce qu'il manquait une autorité au courant de tous les travaux topographiques. Les Français restèrent fidèles aux bons principes pour leur plus grand bien et à notre désavantage, comme nous l'avons constaté plusieurs fois sur le front. »

Au second plan, les nombres d'instruments cédés aux armées étrangères, — nombres un peu trop vite oubliés, tout de même, par ceux qui les connaissent le mieux, — attestent que, pendant que des millions de Français offraient leur vie à la défense de la liberté du monde, le reste : invalides, vieillards, femmes, enfants, se mettaient à l'usine, s'improvisaient ouvriers, au sens propre du mot, et peinaient jour et nuit à forger les outils de combat et de victoire pour leurs compatriotes et pour tous les Alliés, dont la plupart, particulièrement les plus grands, n'avaient pas vu leurs ressources industrielles décimées, comme les nôtres, par l'invasion.

ARTHUR-LÉVY.

(1) Service géographique.
(2) Chef du bureau topographique de guerre.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

PARIS VU DE BERLIN

OU

LES AVEUX D'UN JEUNE ALLEMAND (1)

J'ai connu un jeune Allemand qui vivait à Paris dévotement avant la guerre. Au cinquième étage d'une vieille maison de l'Ile Saint-Louis, il s'était arrangé un logis de délices, d'où il admirait, à travers la brume des peupliers, l'anse de la Seine indolente et l'éventail du quai inondé de soleil, où les attelages de carriers hissent le long des rampes leurs tombereaux de moellons. On voyait qu'il avait choisi son endroit aussi loin que possible de Berlin. Le petit salon s'était rempli de ces aquarelles de Cézanne, débitées par de subtils marchands qui écoulaient à prix d'or le fond d'atelier du maître d'Aix. Et dans cette atmosphère à la fois antique et nouvelle, l'apprenti critique, qui avait débuté par une bonne notice sur Rodin, était en train de méditer un vaste ouvrage sur Poussin.

C'est à propos de ce grand homme que nous étions entrés en relations. J'avais signalé à mon jeune confrère la galerie de Mornay, non loin de Saint-Jean d'Angély, où plusieurs voulaient voir un ouvrage de la jeunesse de Poussin et le

(1) Otto Grautoff, *Die Maske und das Gesicht Frankreichs*, 1 vol. in-8°, F. A. Perthes, Stuttgart et Gotha, 1923. Du même auteur : *Aug. Rodin*, Bielefeld, in-4°, 1908. *Nicolas Poussin*, 2 vol. in-4°, Munich, G. Müller, 1914; *Die französische Malerei seit 1914*, in-8°, Mauritius Verlag, Berlin, 1921. — Cf. R. E. Curtius, *Die literarischen Wegbereiter des neuen Frankreichs*, in-8°, s. d. G. Kiepenheuer, Potsdam. — V. Klemperer, *Maurice Barrès, Sonderabdrück aus dem Germanisch-Romanischen Monatschrift*, Heidelberg, nov.-déc. 1924, etc.

monument de ce voyage dans le Poitou, dont parle Félibien. Nous fûmes quelque temps en rapports de courtoisie, et je me souviens de certaines lettres qu'il m'écrivait alors sur le génie de la France. « Combien, s'écriait-il, vous nous êtes nécessaires! Combien de vérités dans *le Couronnement du poète*, qui nous sont plus utiles que la sensuelle beauté des *Vénus* de Titien! »

Cette phrase m'est souvent revenue à l'esprit dans les tranchées. « Que devient, me disais-je, mon Otto Grautoff? Que fait-il? Que pense-t-il en sa *tête carrée* (c'était son mot en plaisantant)? Que dit-il de Reims, de Soissons et du joli travail que font là ces messieurs les généraux allemands? » J'ai su qu'il l'excusait, ou en faisait semblant : car, comme dit Henri Heine, « nous approuvons toujours ce que nos princes nous prescrivent. » Je n'ai point lu cet écrit, me souciant peu de polémique. Mais je conservais en moi-même ma curiosité. Et je ne manquai pas de chercher à la satisfaire, dès que j'appris que M. Grautoff venait de publier, il y a quelques mois, un nouveau livre, *La France, le masque et le visage*.

On ne peut nier à l'auteur la connaissance du sujet. Il a bien employé ses dix ans de séjour à Paris. Il n'est pas de ces étrangers qui ne viennent que pour faire la fête : il s'agit bien de plaisir! C'est plutôt un travail, une tâche qu'il avait en vue. Il a fait comme Poussin, il n'a rien négligé. On reste stupéfait de tout ce qu'il a vu, de tout ce qu'il a lu. Il cite en quelques pages MM. de Lamarzelle, Marius Vachon, Robert de Jouvenel, Édouard du Mesnil, Raffin-Dugens, Pierre Lasserre, Julien Benda, Taine, Abel Hermant, Charles Morice, Paul Retté, Fonsegrive, Lavisse, Louis Arnould, Henri Massis, Auguste Gérard, René Hubert, Pierre de Coubertin et le comte de Chabrol... C'est un bureau d'information, un Argus de la presse. Du reste, on ne trouve à reprendre chez M. Grautoff que des erreurs vénielles. Je crains qu'il ne se trompe en faisant grand état de l'opinion de M. Édouard Dujardin, qui n'est pas, comme il le croit, un illustre universitaire, et feu Jules Delafosse a dû bondir dans sa tombe en se voyant confondre avec les progressistes. Mais ce sont là des bagatelles. Je regrette davantage que M. Grautoff ne se soit pas interdit certains procédés de controverse, à peine bons pour le journal. Je pense qu'il veut rire quand il parle des « armées de Poincaré. » Je suis fâché, — j'entends que

je le suis pour lui, — qu'il se permette un badinage sur ce noble Ernest Psichari (« Mars commis-voyageur ! ») Quant à ce qu'il écrit sur la question d'Alsace-Lorraine, on ne s'attend pas qu'il en prenne aisément son parti. Mais je ne veux pas m'amuser davantage à ces minuties. J'ai hâte d'en venir à la thèse.

Car il s'agit bien d'une thèse, et la voici. Elle s'affiche du reste dans le titre de l'ouvrage. La France est accusée de jouer double jeu, d'avoir double visage. Vous rappelez-vous la surprise et la consternation de beaucoup de Français, en 1870, lorsqu'ils virent la sainte, la vertueuse Allemagne, la mère et la nourrice de leurs songes, la douce Allemagne des *Lieder*, l'Allemagne pensive des philosophes et des poètes, apparaître brusquement casquée, et faire sonner sur les parquets de la galerie des Glaces les dures bottes de Bismarck? Eh bien! c'est ce roman trop réel, ce drame d'un amour trompé, dont M. Grautoff nous offre aujourd'hui la réplique. Soit ruse, soit vérité, il nous montre la copie de notre propre aventure. Il trouve sans doute que son pays nous aime trop encore. Croyez-m'en, dit-il aux Allemands, vous ne connaissez pas l'ingrate ! Je sais mieux les secrets dont se sert la sirène, les artifices dont elle use pour ses enchantements. La France n'est pas ce qu'elle paraît : mais je puis la confondre et vous la démasquer.

Vous prenez la France, poursuit-il, pour la fille de la Révolution et la patrie de la Liberté; vous la regardez comme la semeuse, la désintéressée, qui jette aux quatre vents les germes de l'avenir et annonce la future religion de l'humanité. En fait, c'est le pays le plus conservateur, le plus positif, le plus rétrograde, le plus incapable d'une folie et d'une généreuse imprudence. Elle calcule tout, jamais ne fait rien sans raison. Jamais elle ne hasarde, jamais un mouvement d'amour et d'abandon. Tout en elle est égoïsme, froide intelligence, claire vision des réalités. Allemands, mes frères, on vous trompe! La France triche et se moque de vous. Droits de l'homme, fraternité, ce sont les mots magiques qu'elle arbore sur son enseigne pour achalander sa boutique : passez derrière le comptoir, vous verrez qu'on se raille de vous et que les dés sont pipés. Au dehors, le bonnet de Marianne et le déguisement de la République : au dedans, l'armature de fer de la monar-

chie, accrue et renforcée par la machine jacobine et les préfets de Napoléon. Les discours libéraux, les appels aux immortels principes, les grandes doctrines humanitaires, tout cela, dans la bouche des ténors, est fait pour les nigauds et pour la galerie : voyez les actes, ce sont ceux de la politique la plus pratique et de l'ambition la plus sèche. La France laïque, libre-penseuse, la France du progrès, pacifique, libérale, bonne fille, humanitaire, appelant tous les peuples frères et proclamant l'évangile de l'affranchissement universel, voilà le masque. La France catholique, romaine, dure, étatiste, militaire, coloniale, agressive et impérialiste, avec son front lucide et son profil latin de fille de César, voilà le visage.

Cette antithèse des deux Frances, l'imaginaire et la réelle, fait tous les frais du livre de M. Grautoff. C'est le *leit motiv*, le thème de l'ouvrage. L'auteur le reprend, et le retrouve partout : en poésie, en art, comme en peinture, dans la structure des villes comme dans les formes de la société. La France n'a que l'apparence, tout au plus le langage, de la démocratie ; elle conserve, sous cette rhétorique, les cadres rigoureux de la tradition. Elle demeure, à travers les siècles et sous tous les costumes, le pays de la tradition et de l'ordre classique.

Une telle observation, prenant soudain la portée d'une révélation, atteste chez nos ennemis l'immense stupeur de la défaite : l'Allemagne comptait sans nous. A force de parler du Welche léger, mondain, frivole, sceptique, corrompu, elle avait fini par y croire. Nous l'avait-on servie, la « décadence » latine! Il était si commode de se figurer le Français comme un dégénéré! Pauvre France! Ce serait l'affaire de quelques jours. On ne l'exterminerait pas, on la ménagerait plutôt. L'Angleterre, au contraire!... Dans ce temps-là, s'en souvient-on? il n'y en avait que pour l'Angleterre : c'est sur elle que tombaient l'anathème et les foudres. Mais je ne vais pas refaire le livre de M. André Hallays, l'histoire de *l'Opinion allemande pendant la guerre*. C'est là qu'il faut suivre les phases de cet étrange sentiment, d'étonnement d'abord, au moment de la Marne, devant tant de ressort et de ressources inattendues, puis d'estime, puis de colère, au moment de Verdun, à mesure que la résistance se prolonge, et qu'on voit sortir de l'épreuve, des massacres, des misères, de la boue, des tempêtes et des éclairs, la figure redoutable de la France ignorée. De cette terrible leçon

de choses, l'Allemagne demeure encore intimidée. A ses dépens, elle y apprit à nous prendre au sérieux.

Ce que j'en dis n'est pas pour M. Grautoff, un des rares Allemands qui peut-être ne partageaient pas le commun préjugé, et à qui n'avaient pas échappé, pendant son séjour à Paris, les signes du réveil de la force française. Il les collectionne à présent, les glane, les recueille et les lie en faisceau, pour former un réquisitoire et convaincre la France d'humeur belliqueuse, d'esprit de revanche sanguinaire et de préméditation. Il retourne la question des responsabilités. Dans les œuvres des romanciers, des poètes, des penseurs, dans les livres de M. Maurice Barrès, dans les écrits du grand Péguy et de M. Louis Bertrand, dans la philosophie de M. Henri Bergson et de M. Ernest Seillière, dans la critique de Brunetière et de Pierre Lasserre, dans les formules de M. Maurras, dans les doctrines de la *Nouvelle revue française*, il suit les progrès, le mouvement de la vague d'énergie, le triomphe des idées nationales, le dédain croissant de l'utopie, le retour à l'hygiène, le culte de la discipline et de la morale d'action. Partout il reconnaît le même phénomène : le recul de l'individualisme, de la chimère, du rêve, le sens du réel et de la règle, la déroute du romantisme et la victoire de l'esprit classique.

Je ne doute pas que tout cela ne soit assez vrai, en gros, quoique j'aie une certaine peine à prendre sur moi d'approuver ces définitions hautaines. La tradition française est quelque chose de beaucoup plus riche et de plus complexe qu'on ne croit ; elle vient d'un passé très profond, et se compose, comme la race et la langue elles-mêmes, d'une foule de nuances difficiles à démêler. Il y a beaucoup d'enfantillage dans les jugements tranchants de nos jeunes doctrinaires, et dans ces airs d'infaillibilité qu'ils vous prennent pour décider que telle œuvre est classique ou non, ce qui est de la tradition et ce qui n'en est pas. Les gens de gauche, comme on dit, les *bleus*, démocrates et républicains, ont une tradition qui remonte bien loin par delà la Révolution : ils sont tout aussi vieux en France que la droite, et, si l'on compte par siècles, ne lui cèdent pas en noblesse et en antiquité. Si les uns datent des Croisades, les autres datent des Communes. Rien n'est d'hier en France ; tout, jusqu'à la roture, y est de vieille roche. Tout y est aristocratie. C'est une plaisanterie de vouloir identifier trône

et autel, génie classique et monarchie, romantisme et révolution : il fut un temps où le romantisme était catholique, légitimiste, et les classiques voltairiens, matérialistes, athées. Quant à Rousseau... mais ce chapitre nous entraînerait trop loin.

Pour ce qui est de nos contemporains, tout ce qu'on peut dire, je crois, c'est qu'en effet certaines idées qui transportaient nos pères, ont perdu à peu près leur pouvoir d'enchantement ; elles cessent d'agir, elles retombent vides et sans vertu. Ces mots, miraculeux naguère, font sourire. L'habitude les a usés. C'est un bien auquel nous voilà trop accoutumés désormais, pour le trouver délicieux. Nous sommes devenus tièdes à l'égard de la liberté : nous croyons meilleur d'être forts que d'être libres. Aux voluptés de la fantaisie, au libertinage du sens propre, nous en venons à préférer les conventions nécessaires. A un excès d'impressionnisme et de sensibilité, aux tentations aimables de l'esthétique des émotions, nous opposons, pour le moment, les plaisirs de l'esprit, la contrainte, la règle. Nous avons découvert le charme de Versailles, c'est-à-dire le charme d'une nature soumise, interprétée selon les lois de la raison : nous avons appris que l'œuvre d'art est création intelligente, qu'elle se passe sur un plan différent de la vie ; la beauté d'un jardin n'est pas celle de la forêt. L'esprit cherche à se soustraire à l'empire des choses, à les dominer à son tour plutôt qu'à les subir. Il prend une attitude succincte, il se résume, supprime son émotivité, retranche son imagination, élague, simplifie sa mâture pour offrir moins de prise aux vents et aux orages, comme à l'approche du grain l'équipage replie ses voiles, diminue la surface passive, assure l'équilibre et le tirant, et prend solidement en main la barre du vaisseau.

C'est là un réflexe tout spontané, tout pareil à l'instinct de conservation : une mesure de salut public, imposée par un temps de crise, comme une espèce de loi martiale comportant un régime de restrictions et de sacrifices. Je ne vois guère à tirer des faits une autre conclusion. Dirai-je que je me méfie très fort, quand je vois la question résumée par M. Grautoff dans ce double tableau :

Romantisme, cela signifie l'idéal libéral, la devise glorieuse : Liberté, Égalité, Fraternité (devise conservée par Napoléon et par le nouvel impérialisme, pour donner le change au peuple et éblouir le

monde par une mascarade d'idéologie). De là, par voie de conséquences : émancipation de l'individu, négation de l'État souverain et de l'idée de l'Église ; antimilitarisme, anticléricalisme, et tous leurs corollaires, socialisme, syndicalisme, anarchie, communisme, Internationale. Large fraternité des peuples civilisés. Dissolution des formes dans la vie sociale, en art, en poésie. Lutte contre la rhétorique, contre les conventions et les règles classiques. Comme modèles, Shakspeare, Beethoven, Novalis, Wagner, Rembrandt, Tolstoï. Sympathies allemandes.

Classicisme, cela veut dire : dans l'ordre moral, la tradition ; en politique, l'absolutisme. Comme conséquences : centralisation du pouvoir dans l'État, l'Église, l'armée ; cléricalisme, tendances fortement aristocratiques, impérialisme, militarisme, empire universel (bien entendu au profit de la France). La France, cœur du monde ; le reste des peuples, considéré comme de simples anomalies. Chauvinisme. Pouvoir des formules, esprit d'abstraction et de système. En littérature, en art, dans les sciences, règne sans partage des lois abstraites. Pour modèle, la France classique. Mépris pour l'Allemagne.

Pas une ligne de cette analyse qui soutienne l'examen. L'Allemagne, patrie de la liberté et de la révolution ! M. Grautoff se doute-t-il que le romantisme en France, s'il est très largement anglais, n'est allemand que pour une mesure infime, que l'Allemagne, dans notre poésie, n'a guère agi que sur des talents secondaires, un Émile Deschamps, un Gérard de Nerval, et que s'il y a eu, en effet, dans toute cette école, un vif attrait pour l'Allemagne, c'était pour une Allemagne de lithographie et de légende, un roman, — le plus beau roman de Mme de Staël ? L'influence allemande en France, très grande, s'est exercée à une époque plus tardive : beaucoup plus par ses philosophes, ses critiques, ses théologiens, que par sa poésie et sa littérature. C'est Taine et Renan qu'il faut attendre pour trouver des disciples de Fichte, de Hegel. Plus tard encore se place l'influence de Schopenhauer, puis la période étrange de l'envoûtement wagnérien. Enfin, vers 1900, parait Nietzsche (je parle, bien entendu, de son moment d'action sur nous), mais il venait en allié, pour nous aider à balayer tout notre germanisme, et nous rapporter le tonique de La Rochefoucauld et de Stendhal.

M. Grautoff attribue, dans cette renaissance classique, un rôle capital à une affaire retentissante. De là date, selon lui, un

classement nouveau de toutes les valeurs françaises : démocrates, humanitaires, libres penseurs, toutes les forces « romantiques » furent, dit M. Grautoff, les vaincus de l'affaire. J'ignore ce qu'en pensera l'histoire; mais, dans les faits, il n'y paraît guère. On aurait peine, en France, à faire passer le succès de cette querelle célèbre pour un triomphe des militaires. Du reste, au bout de vingt-cinq ans, que subsiste-t-il de ces passions qui crispèrent pendant quelques mois, bouleversèrent la vie française ? Tout a été emporté par une autre bourrasque. Tout ce qu'on peut dire est qu'à ce moment, instruit par sa défaite, le nationalisme essaya de s'organiser. Mais il y aurait échoué sans le coup de Tanger et le coup d'Agadir. C'est encore l'Allemagne qui a fait le « bloc » français.

J'ai presque honte d'écrire des choses si évidentes. Là est pourtant le mot de l'énigme. Ce que M. Grautoff appelle notre *nationalite* n'est qu'une réplique à une suite d'empiètements et de provocations, une révolte, un sursaut de défense contre les prétentions d'un voisin encombrant. Il fallait mettre le holà ! Rien de plus. Seulement, cette réaction se trouve être celle d'un peuple instinctivement organisé, dispos, agile, prompt, à qui une très vieille culture permet des mouvements très rapides, qui lui donnent l'air d'improviser, et que cette fois ses nerfs servirent au lieu de l'égarer. Si bien que dans le contact, l'Allemagne trouva des mécomptes, et que dans ce duel de la souplesse et de la force, c'est la pensée qui l'emporta.

Ce dépit, si je l'entends bien, s'exhale tout au long du livre de M. Grautoff. Ce qu'il reproche à l'esprit classique, c'est d'être l'esprit de la victoire. Et tout au fond, comme il l'admire ! Car il nous connaît bien, et à sa manière, il nous aime : et cet étrange amour, mêlé de sourde rancune, s'exprime d'une manière naïve et pathétique à chaque page de son ouvrage. Cette exaltation des forces anarchiques et des troubles portions de l'âme, cette ivresse, ces vapeurs allemandes, cette adoration du « moi », cette indiscrétion dans l'étalage de la personne, tout ce romantisme, en un mot, qu'il nous accuse de répudier, il n'ignore pas que c'est l'art inférieur et le vice éternel de l'âme de son pays. Écoutez plutôt :

C'est une faiblesse politique, dont il faut nous résigner à pâtir et à souffrir longtemps, sans nul espoir d'y remédier, car elle reste

un trait essentiel de notre nature. (Toujours cet abandon aux puissances du tempérament, aux fatalités de notre être.) Mais notre consolation, *à notre table de famine*, c'est de penser que ces misères sont le mauvais côté de l'individualisme, mais que l'individualisme fait la grandeur de l'Allemagne.

Ne distinguez-vous pas ici comme un regret, un regard d'envie jeté vers un bonheur plus sage, plus surveillé, meilleur économe et meilleur ménager des conditions de l'existence? Je voudrais citer tout entière l'étude si curieuse où l'auteur compare le talent sentimental de M. Georges Duhamel avec le chef-d'œuvre de Louis Hémon, *Maria Chapdelaine*. Maria Chapdelaine! En voilà une qui n'est pas une romantique, qui ne gémit pas, ne gesticule pas et ne « vit pas sa vie! » Statue de la tendresse et de la modération, figure monumentale et pure de la France paysanne, — combien plus vraie que l'autre, celle qui, dans le port de New-York, d'un geste ostentatoire, lève sur le monde son flambeau! Mais écoutez M. Grautoff : « Persister... nous maintenir... Cette fille d'une race qui ne veut pas mourir... » Quoi! C'est de nous que l'Allemagne reçoit des exemples de foi? C'est une fille de chez nous qu'on lui propose pour modèle, alors qu'elle, l'Allemagne, dans son malheur ne trouve « d'autre remède que les fumées, l'alibi, le poison du rêve, ou la délectation morose du désespoir! »

Et encore, à la fin de l'étude sur la philosophie de M. Ernest Seillière, ce passage édifiant sur la morale de la tenue :

Son enseignement énonce en quelque sorte un postulat de la conscience française; c'est une discipline, un dressage de l'énergie auxquels les petits Français sont soumis depuis des siècles, par l'habitude du monde qu'on leur inculque dès l'enfance. « Ne parle pas de toi! » Retenue qui n'est pas seulement une règle du savoir-vivre, à l'usage de la bonne compagnie de l'Ancien Régime : c'est toujours un mot d'ordre que reçoit l'enfant dès le berceau. Quel est le sens de ce conseil? Ne pas trop s'écouter, réprimer le tempérament, les manières cyniques et les humeurs bizarres, conserver l'énergie intacte, sans trop s'interroger sur les limites et sur les conditions qui la réduisent, garder à tout prix l'équilibre et l'assurance de sa volonté. Ne pas parler de toi, c'est-à-dire observer les formes que t'impose la tradition. Réprime tes instincts, de peur qu'ils ne te trahissent et que la grimace des passions ne fasse tomber ton masque d'homme bien élevé.

Sans doute, ce qu'en dit M. Grautoff n'est pas pour nous flatter; c'est toujours la vieille image, populaire en Allemagne, de l'homme de salon opposé à l'homme de la nature. Et cependant, voyez la force de cette vieille culture, l'avantage de l'éducation et d'une longue habitude de possession de soi, devenue rattachement à un idéal commun :

Tandis qu'au tonnerre des batailles toutes les pauvres tentatives essayées en Allemagne pour l'unité du front avortaient pitoyablement; que, dans ces temps terribles, l'Allemagne spirituelle ne savait que se dissiper en querelles d'atomes, que faisait la France? Elle domptait ses nerfs et les réduisait au silence, elle se ramassait toute dans ce danger, et faisait masse autour de son centre. Le radicalisme se tut, les organes de salut l'emportèrent...

Et que de choses encore nous apprenons sur nous, — et, par contraste, sur l'Allemagne! Ah! il n'est plus question de railler la sécheresse, le formalisme, les ridicules et les travers de l'homme de société, d'exalter la confiance, la force tumultueuse du barbare. La défaite a jeté l'Allemagne dans un découragement profond. Elle avait cru pouvoir suppléer à ce qui lui manquait, remplacer l'initiative par l'obéissance, le don par le mécanisme, la civilisation par l'organisation. Nous l'avait-on vanté, ce génie de l'organisation! Et elle s'aperçoit que, la machine détraquée, tout se disloque, les vieux éléments anarchiques se réveillent, tendent au chaos, ou tombent dans l'apathie et la stupide passivité. C'est ce qui se passait tous les jours sur le front : une troupe française, ses officiers tués, fournissait instantanément un chef, un commandement, un cadre : la tête renaissait, groupait les énergies. Voilà ce que n'a pas l'Allemagne, et c'est son incurable misère. « Nous avons besoin de colonnes! » s'écrie M. Grautoff. Privée de la force qui mettait le colosse en mouvement, sa masse retourne en confusion; elle doute d'elle-même, se démoralise, n'est plus sûre de son unité et de sa cohésion. Comparée à la France, elle paraît moins vertébrée. Elle a une conscience diffuse et pas d'épine dorsale. Elle revoit avec épouvante renaître le cauchemar, les abîmes d'infortune de la guerre de Trente Ans. Elle n'a pas ces centres nerveux, ces habitudes passées à l'état de seconde nature, cet ordre répandu dans les gestes de la France comme une secrète intelligence, et qui s'appelle de la « race. »

C'est ce que veut dire M. Grautoff, en parlant de l'Allemand, « l'animal *impolitique* par excellence. » Peut-être même s'exagère-t-il un peu les choses; il est piquant de l'entendre vanter les mérites de notre propagande, et certains traits de notre esprit qui ne nous paraissent pas si dignes d'admiration. Je pense qu'il n'a raison qu'à demi, lorsqu'il dit qu' « en France la pensée est action. » Cela doit s'entendre, sans doute, à l'honneur d'une littérature qui, depuis qu'elle existe, se préoccupe avant tout des questions morales et du perfectionnement de la vie. La spéculation pure y est moins en honneur que chez nos voisins, comme il arriva pour cet interprète, auteur de grands travaux sur la langue basque, qu'on appela pour interroger des prisonniers d'un régiment de Pau : « Il y a donc des Basques ! » s'écria-t-il. Mais M. Grautoff se trompe, s'il croit que l'État se mêle beaucoup en France de la direction des lettres. La pensée n'est guère chez nous une dépendance de la politique. Il y a plus, elle la dédaigne, et c'est une des plus graves critiques que j'adresserais à M. Grautoff, de confondre continuellement le domaine de l'art et celui de la chose politique, et de prendre le premier pour un signe de l'autre. S'il est au monde des artistes purs, des hommes qui répugnent aux affaires, qui laissent aux ambitieux les besognes inférieures de la réalité, qui n'ont eu de pensée que pour le service de l'intelligence et de la beauté, ce sont assurément les nôtres. Je doute fort que M. Paul Bourget ait jamais eu voix au chapitre dans le Gouvernement, comme ce fut le cas pour les théoriciens du pangermanisme. Il arrive seulement qu'un certain accord, résultant de l'ensemble de la vie, produise un unisson, sans qu'il y ait, comme ailleurs, un chef d'orchestre chargé de battre la mesure. L'harmonie naît toute seule d'un certain sentiment, d'un goût héréditaire. La France n'a jamais eu de poètes lauréats, elle n'a pas de dogmes officiels; et pourtant elle a seule ce qu'admirait Nietzsche en elle, le pouvoir de créer un style.

Cet art, cette mélodie secrète, ce sens des proportions, de la mesure et des nombres, cette cadence sévère et juste, qui fait la noblesse et la grâce d'une façade de Mansart, d'une phrase de Barrès, d'une strophe d'Henri de Régnier; ce souci des ordonnances exactes, des profils arrêtés, des équilibres précis, qui forme la beauté de nos vieilles architectures; cette perfection des rapports, qui semble inviter à la danse, fait participer le

spectateur à un bien-être presque physique et délivre le corps de sa pesanteur et de ses tares, pour le placer dans un monde où règnent l'ordre, la décence, le sourire; cette musique de la colonnade du Louvre, cette espèce de rythme infus à toute l'existence, et dont il subsiste des traces jusque dans la mélopée du marchand ambulant et dans les « cris de Paris; » n'est-ce pas là ce que la culture classique a produit de plus précieux? N'est-ce pas la grande leçon qu'elle donne encore à l'Europe?

Nostalgie de Paris! Noblesse de la vie française! Charme, aisance de ces cadres, de ces belles avenues que trace le passé aux formes nouvelles de l'existence! Ah! comment vivre loin de Paris, loin de cette lumière charmante, de cette fête qui est le ravissement de l'esprit! N'avoir plus sa place à la Rotonde, aux premières du théâtre des Arts ou du Vieux Colombier; ne plus avoir ses entrées chez M. Marquet, chez M. Matisse, chez M. Bourdelle, chez M. Maillol; ne savoir plus ce qui se passe, quel sera cette année le « clou » des Indépendants! Quelle rapidité de pensées! Broderies, arabesques, pirouettes, paradoxes, quel feu d'artifice! Hélas! Être réduit à se souvenir qu'on *en était*, qu'on a vu naître en moins de dix ans toutes ces formules nouvelles, pointillisme, futurisme, cubisme, et les Dadas! Inventions allemandes, dit-on. Seigneur, quelle injustice! Ce sont des choses, mes bons amis, dont vous n'auriez jamais l'idée à vous tout seuls! Toutes vos cervelles ensemble n'y arriveraient pas. Et comme tout a vite fait de rentrer dans l'ordre! Quelle grâce à retomber sur ses pieds! Cubisme, dadaïsme, vous vous mettez à copier ces choses en Allemagne, alors que Paris n'y pense plus. « Nos pédants s'approchent avec une lenteur de maîtres d'école pour étudier un remous déjà roulé bien loin dans le cours rapide du sang de la race, perdu dans le vaste courant qui, *dans cet heureux pays*, emporte l'art de siècle en siècle : grand fleuve qui coule avec assurance dans le cadre d'une discipline, *au lieu de se répandre au hasard d'une liberté sans rivages.* »

« Mon ami l'Ennemi, » disait Nietzsche. Qu'il est difficile à l'Allemagne de se passer de nous! On le voit bien depuis que les ponts sont coupés. Rien de plus insignifiant que la poésie, la musique, l'art allemands d'aujourd'hui. Une fois, en 1920, M. Otto Grautoff a eu l'occasion de revenir à Paris. Il en rapporta la nouvelle étonnante de la conversion de M. Picasso.

Grande émotion à Berlin. « Quoi ? Comment ? Est-il vrai? Que pense-t-on à Paris ? Quelle est la cote du cubisme ? » Et un autre critique fut dépêché pour vérifier. L'anecdote est plaisante. Finissons sur une note plus grave. Voici ce qu'écrivait M. Otto Grautoff au retour de son voyage :

Un regard d'Allemagne sur la France, c'est aujourd'hui, plus que jamais, *comme si, du chaos, on contemplait un ordre, un cosmos.* Confusion de l'Allemagne ! Est-ce une convulsion suprême, une fin du monde, ou l'aurore d'une nouvelle création ? Faillite de l'État. Faillite de la bourgeoisie. Faillite du socialisme. Tout ce qui dans le passé faisait l'âme de l'Allemagne n'est plus qu'une caricature bafouée, rampant dans l'ordure et la poussière. Verrons-nous un nouveau Credo sortir de cette fange ? une morale nous rendre une raison de vivre et former une nouvelle humanité? On ne sait pas. Paganisme, christianisme, bouddhisme de l'Inde et de la Chine, jettent de troubles lueurs sur le désarroi des âmes : mais aucun signe en vue pour donner un sens à notre malheureuse époque. *Tout fuit dans un immense devenir, jamais un point d'arrêt.* Nous ne savons si cet ordre français, qui semble se refaire de lui-même dans une harmonie naturelle ,n'est que l'ordre d'une planète en train de se glacer, ou celui d'une force créatrice éternellement féconde. Ce que nous savons, c'est le contraste qui existe entre notre perpétuel désordre, nos tentatives, nos recherches, notre continuel *fieri*, et cette perfection, cette limpidité de formes, *ce style où se cristallisent presque instantanément les rêves de l'âme française.* Contraste saisissant : ici le sentiment obscur et profond de la vie indestructible jusque dans la mort, — jusque dans le dernier regard d'un Andreas Hofer, plongeant avec confiance par delà le tombeau, mourant, mais combattant le destin qui l'écrase, — là, le geste élégant d'un gentilhomme de France qui porte avec grâce sur l'échafaud ses dix siècles d'histoire.

Et il me semble entendre, dans cette page singulière, l'angoisse, la douleur, le grand effort toujours anéanti, toujours à recommencer, la plainte de Sisyphe, l'éternelle tragédie des Allemagnes.

LOUIS GILLET.

LE PROCHAIN
SALON DE LA CUISINE
FRANÇAISE

Un Salon va bientôt s'ouvrir qui, sans doute, fera modeste figure entre ses grands aînés de l'automobile et de l'aviation. Et pourtant! Combien sommes-nous qui n'éprouvons aucune envie de survoler la tour Eiffel! Combien pour qui les progrès de l'automobilisme représentent surtout une aggravation de l'enfer que sont devenues, grâce aux automobiles, les rues d'un Paris jadis cher aux promeneurs! Mais nous avons tous intérêt à ce que l'art culinaire ne décline pas en France. Et il paraît qu'il décline.

L'alarme a été donnée bien avant la guerre. On sait l'active campagne que mènent notre confrère, M. Louis Forest, et le Club des Cent pour la défense de la vieille cuisine française. Le même mouvement régionaliste qui veille au maintien du pittoresque d'autrefois, costumes et coutumes, s'efforce de réveiller le goût des antiques recettes. Les pouvoirs publics ne restent pas indifférents : une récente circulaire promet une part des croix du Mérite agricole aux hôteliers conservateurs des saines traditions. Enfin le Salon d'automne organise une section culinaire. De si louables efforts seront-ils couronnés de succès? La cuisine française peut-elle encore être sauvée? L'importance de la question n'échappera qu'aux esprits frivoles.

Songez qu'il s'agit pour notre pays d'une supériorité incontestée. Tout le monde convient qu'il y a dans le monde entier une cuisine, et c'est la cuisine française. Cette supériorité, nous la devons aux richesses de notre sol; nous ne la devons pas moins aux ressources de notre esprit, invention, finesse, ingéniosité. C'est ici que le sens des proportions et des nuances, du dosage et de l'harmonie, fait merveille. La qualité dominante de notre esprit est le

goût, celle de notre caractère est la sociabilité ; mais quel art plus que le culinaire est un art sociable?

Et puis, il y a l'histoire. J'ai sous les yeux un ouvrage considérable, tour à tour historique, théorique et pratique, et qui n'est rien de moins qu'un monument à l'honneur de notre cuisine. L'auteur en est un ingénieur distingué, qui voile du pseudonyme d'Ali Bab un nom bien connu dans le monde scientifique. Rien de plus savoureux qu'une promenade à travers les onze cents pages, de format grand in-octavo, de cette *Gastronomie pratique* (1). Mais aussi rien de plus instructif. Tenez pour certain qu'on peut faire toute une histoire de France par la cuisine. Les transformations de l'une suivent les révolutions de l'autre. Par exemple, les Croisades ont eu d'autres résultats ; mais nous leur devons aussi le poivre et le gingembre. Le roi de France contracte-t-il mariage en Italie? l'italianisme en profite pour s'insinuer dans l'art culinaire. Va-t-il chercher femme en Espagne? on s'en aperçoit aux sauces qui deviennent, elles aussi, espagnoles. Et je le regrette pour M. Louis Bertrand, mais la vérité me force à dire que le grand initiateur ici n'a pas été Louis XIV : ce fut son neveu très indigne, le Régent. Car l'échelle des valeurs varie suivant l'endroit d'où l'on prend son point de vue. Napoléon Ier, si grand capitaine et si parfait administrateur, est, pour ce qui concerne la gastronomie, lamentable : il s'en repentait amèrement, à Sainte-Hélène. Par bonheur, d'autres furent mieux inspirés, et ils sont nombreux, et ils sont illustres. Princes et grandes dames, généraux, financiers, littérateurs, tout le monde s'y est mis, depuis Mme de Maintenon qui a sa part d'invention dans les côtelettes en papillote, et depuis le duc de Richelieu, parrain de la mayonnaise, jusqu'à l'auteur de *Francillon* à qui on doit la recette de la salade japonaise, et jusqu'à l'auteur de *Cyrano* à qui on doit celle des tartelettes amandines. Ainsi nous avons une longue tradition.

C'est cette tradition qui est menacée, — d'autant plus menacée, que le mouvement moderne tout entier conspire contre elle, et qu'elle a pour grand ennemi le progrès, tout le progrès, tout ce qu'on est convenu d'appeler le Progrès.

Le mérite de la vieille cuisine française, c'était son honnêteté. Elle utilisait les produits de chaque saison, à leur point de maturité et dans l'instant de leur fraîcheur. Le chef-d'œuvre de la préparation

(1) Ali-Bab. *Gastronomie pratique*, 3e édition, 1 vol. gr. in-8°, chez Flammarion.

était de mettre leurs qualités en valeur et de dégager l'arome ou le fumet, la saveur ou le parfum qui leur était propre. Nous avons changé tout cela. Nous sommes très fiers de nos procédés de culture intensive ; mais ce n'est pas impunément qu'on force la nature : le sol surmené se rattrape sur la qualité. Nous nous vantons d'avoir supprimé les saisons ; à chaque moment de l'année, paraissent sur nos tables les légumes et les fruits de toute l'année; mais quels légumes et quels fruits ! « merveilleux d'aspect et dépourvus de saveur ; car on n'est pas encore parvenu à remplacer le soleil. » L'industrie des conserves a pris un développement énorme : elle draine les meilleurs produits ; résultat : il est tels d'entre eux dont nous sommes en train d'oublier jusqu'à la saveur originelle. Brochant sur le tout, la chimie vient à la rescousse avec l'interminable série de ses poisons. Où trouver place, dans ce truquage universel, pour la probité de l'art ?

Le plus grave est encore le changement des mœurs. La facilité des communications a supprimé la vie provinciale, partant la cuisine provinciale. Cette cuisine ne le cédait en rien à celle de la capitale : qu'on en juge par quelques-unes de ses créations ! « On lui doit, proclame Ali Bab, la garbure béarnaise, les escargots en coquilles, la bouillabaisse et les paquets de Marseille, la bourride de Cette, la brandade de morue, l'ailloli, la meurette comtoise, la sole normande, le civet de lamproie gascon, les tripes à la mode de Caen, le gras double à la lyonnaise, le cassoulet de Castelnaudary, le lièvre à la royale, les gratins dauphinois, les quenelles à la Nantua, le canard rouennais au sang... » Et il en passe, et des meilleures! De ces cuisines provinciales, combien ont disparu ! Mais où sont les garbures d'antan ? Celles même qui ont survécu, en se vulgarisant se sont banalisées. C'est sur place qu'il fallait les savourer : on les mange partout et nulle part. L'internationalisme nous a infligé l'uniformité de la cuisine, comme celle du costume. De Paris à Rome et de New-York à Madrid, à bord des transatlantiques comme sous les voûtes lambrissées des palaces, dans le même décor et au son des mêmes accords, les mêmes fonctionnaires cosmopolites vous servent les mêmes plats, empruntés au même répertoire international qui est comme l'espéranto de la cuisine.

Nous touchons au cœur du problème : c'est que chaque société a la cuisine qu'elle mérite. Les plus coupables ne sont pas les cuisiniers, ce sont les convives. Ali Bab nous confie qu'il a contemplé en Amérique un spectacle plein d'horreur : « J'ai vu dans Wall Street, à

l'heure de la Bourse, des milliardaires déjeuner debout d'une tranche de corned beef aux pickles et d'un sandwich : ils m'ont fait pitié. » Hélas ! c'est un fait que nous nous américanisons chaque jour davantage. Or si la cuisine des hôteliers et des restaurateurs nous intéresse, il en est une autre qui nous importe bien davantage : celle qu'on mange chez soi. Ouvrez les Mémoires qui nous renseignent sur la vie dans l'ancienne France. Ils vous diront tous que le repas y avait l'ampleur d'un rite : c'était la réunion autour de la table de famille, le temps d'arrêt au milieu de la journée, la trêve entre les soucis des affaires, — le repas copieux et lent, qu'arrosait un de ces vins du crû dont nous sommes déshabitués et que suivait cet autre rite pareillement abandonné : la promenade. Aujourd'hui, où la vie est si compliquée, si pressée, on est forcé d'expédier le repas dans le minimum de temps. Qu'est-ce que peut bien représenter pour la maîtresse de maison, responsable, ce repas de buffet de gare ? Chaque matin, la composition du menu quotidien lui est une corvée nouvelle. Quant à sa journée, vous vous rappelez le mot de *la Famille Benoiton :* « Madame est sortie. » Et c'était la Parisienne de 1865 ! En l'an de grâce 1923, Madame est sortie, la cuisinière est sortie, quand encore il y a une cuisinière; tout le monde est sorti : le dîner s'en tire comme il peut. Adieu ces recettes qu'on se léguait de grand mère en petite fille, qu'on exécutait avec patience et longueur de temps, qui étaient la spécialité de la maison et sa coquetterie, et qui mettaient la tablée en joie ! Si la gourmandise était seule à souffrir, on en prendrait son parti. Mais c'est autant de perdu pour la cordialité de la vie d'intérieur et pour l'intimité en famille.

Nous irons donc au Salon de la cuisine française; nous y prendrons un plaisir de curiosité, mêlé d'un peu de mélancolie : eux aussi, ces lauriers-là sont coupés. Nous applaudirons aux efforts des honnêtes gens qui travaillent à maintenir la supériorité de notre cuisine. Nous les remercierons d'organiser le musée de la vieille cuisine française, comme on conserve les coiffes, les dentelles et les broderies anciennes. La ressusciter, c'est une autre affaire. Comment survivrait-elle à tant d'autres choses, aujourd'hui abolies, qui fleuraient une si bonne odeur de vieille France?

FORNAX.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le gouvernement de M. Wirth, s'appuyant sur une coalition dont faisaient partie les social-démocrates, affirmait l'intention de pratiquer une « politique d'exécution » qui resta inopérante. Le cabinet Cuno, qui lui succéda, exclut les socialistes et fut le docile exécuteur des volontés de l'oligarchie industrielle ; ses espoirs se fondaient sur l'intervention britannique et ses résolutions sur les conseils de lord d'Abernon ; sa politique a conduit l'Allemagne à la redoutable impasse d'où elle s'efforce en vain de s'évader ; et c'est au plus fort du péril qu'il lâche le gouvernail. L'intervention des socialistes à la séance du 11 août, au Reichstag, lui donna le coup de grâce ; une poussée révolutionnaire se dessinait, notamment en Saxe, par un essai de grève générale et des manifestations dans la rue. Le président Ebert tenait depuis longtemps en réserve une combinaison, et un ministère de « grande coalition » présidé par M. Stresemann fut constitué en quelques heures. M. Stresemann, chef du parti populiste (*Volkspartei*), est un homme d'État d'une autre envergure que les Cuno et consorts ; souple, ambitieux, éloquent, il attendait son heure ; il avait, à plusieurs reprises, affirmé une politique qui peut se définir ainsi : maintien et renforcement de l'unité allemande et de la centralisation prussienne ; réformes fiscales profondes pour atteindre les véritables détenteurs de la richesse allemande ; négociations directes avec la France pour le règlement de la question de la Ruhr et des réparations, mais sans capitulation, sans renonciation formelle à la tactique de résistance. La composition de son ministère révèle ses tendances. Quatre des principaux portefeuilles sont attribués à des socialistes, les finances à Hilferding, l'intérieur à Sollmann ; Robert Schmidt est vice-chancelier. Dans son propre parti, M. Stresemann laisse tomber les hommes de droite tels que M. Becker, l'organisateur de la

résistance passive dans la Ruhr, qui cède la place à un populiste plus modéré, plus démocrate, M. von Raumer. Telle est l'équipe nouvelle qui assume les responsabilités du pouvoir en des circonstances particulièrement difficiles, presque désespérées. Au moment même où il s'installe à la Chancellerie, la note anglaise du 13 août vient renforcer les espoirs de la résistance et donner des armes à ses adversaires qui l'accusent de préparer une capitulation. Un journal d'extrême-droite fait déjà appel au vengeur qui punira ce nouveau traître comme un Erzberger et un Rathenau! Ses premières déclarations, prudentes, mais ambiguës, portaient la marque des circonstances dans lesquelles il les a faites. Il n'y a pas d'entente possible avec la France, disait la *Gazette de Francfort;* aucun gouvernement ne pourrait cesser la résistance, déclarait la *Germania*. Une fois de plus, la politique anglaise empêchait l'Europe d'entrer dans la voie de la pacification par l'exécution des traités.

Mais le péril est urgent. M. Stresemann sait qu'il est le dernier chancelier constitutionnel possible et que, s'il ne tire pas l'Allemagne du chaos, rien ne pourra l'empêcher de s'y enlizer pour longtemps. Les lois et décrets fiscaux que Hilferding se hâte de préparer ont pour objet d'arrêter l'inflation, de créer de nouveaux impôts de caractère très radical, très socialiste, destinés à atteindre les sources cachées de la richesse industrielle et financière, de donner à l'Allemagne un nouveau crédit par une nouvelle monnaie-or. Par une sorte d'emprunt forcé, l'État met la main sur les devises étrangères. Il s'agit d'une véritable socialisation de la fortune privée; les socialistes y applaudissent; Dernburg et les droites s'insurgent. Mais est-il temps encore d'arrêter la marée montante du papier-monnaie et de faire rentrer des impôts très lourds au milieu d'une panique générale? L'échéance du 25 août est loin d'avoir rempli les caisses du Reich. Les employeurs n'ont plus assez d'argent liquide pour payer aux ouvriers des salaires qui sont en progression constante et qui restent cependant insuffisants pour les faire vivre; beaucoup d'entreprises ont suspendu le travail ou sont sur le point de l'arrêter ou de le réduire. Il faudra bien, tôt ou tard, que l'Allemagne passe par l'inévitable crise de déflation, mais quel travail d'Hercule! Le 23 août, Hilferding expose à la Commission du budget du Reichstag ses projets financiers. La Reichsbank ne suffit plus à fournir tout le papier-monnaie dont le Gouvernement a besoin; les banques de province, les entreprises industrielles ont leur presse à billets qui fonctionne sans arrêt; on se contente le plus

souvent d'un tampon humide à l'aide duquel on surcharge les anciens billets; ceux de la Reichsbank font prime sur ceux des établissements particuliers. Ose-t-on encore donner des chiffres? Les dépenses, pendant la seconde décade d'août, ont été de 250 trillions et les recettes n'ont pas atteint 1,8 trillion. La dette flottante au 20 août était de 246 trillions; le chiffre des billets de la Reichsbank de 116 trillions au 15 août. Le 1er septembre, la livre sterling valait 100 millions de marks. Il ne restait en or à la Banque d'Empire, au 15 août, que 506 317 000 marks-or, plus 10 032 000 en dépôt à l'étranger. Plus le stock de billets augmente, plus décroît sa valeur; toute la monnaie-papier du Reich vaut à peine 200 millions de marks-or, et cette pénurie de monnaie parmi la pléthore du papier paralyse la production et les échanges. Le Gouvernement voudrait recourir aux moyens extrêmes de l'intimidation et de l'expropriation, procédés toujours décevants, souvent pires que le mal, et que M. Stresemann n'a pas osé appliquer rigoureusement. La souscription à l'emprunt-or n'avait donné, au 22 août, qu'environ dix millions de marks-or au lieu des 500 millions nécessaires et espérés.

L'expérience est déjà concluante; la tentative de restauration financière esquissée par Hilferding ne peut se poursuivre sans provoquer à bref délai une secousse économique et sociale très violente. Elle serait très difficile même dans les circonstances les plus favorables; poursuivie conjointement avec la prolongation de la résistance passive, elle devient une véritable folie. Si le gouvernement de M. Stresemann n'a pas le courage d'en venir sans délai à une entente avec la France, il faut nous attendre à une aggravation du désordre économique et financier allemand, nous prémunir contre les conséquences et prendre les mesures indispensables pour en garantir les populations des régions que nous occupons. Faut-il répéter que nous n'avons jamais voulu, que nous ne pouvons pas vouloir la ruine de l'Allemagne notre débitrice, et qu'il n'y a jamais eu, qu'il n'y a, encore aujourd'hui, pour l'Allemagne, qu'une voie de salut, l'entente avec la France? La *Gazette de Voss*, organe du parti dont M. Stresemann est le chef, se prononce, dès le 20 août, pour une conversation immédiate avec M. Poincaré, met en garde les Allemands contre le mirage d'une alliance anglaise et invoque le discours de M. Chamberlain à Leicester: « Le contrôle financier et la livraison des devises aboutiraient à réduire l'Allemagne en esclavage et à lui enlever toute possibilité d'exportation et de concurrence. C'est à quoi se ramène en réalité l'aide anglaise à l'Allemagne. » D'autres, comme Theodor

Wolff, veulent que l'on gagne du temps pour laisser à la politique de lord Curzon le temps de se développer. C'est en Bavière surtout, et en Saxe, que le Chancelier rencontre une dangereuse opposition : la Bavière, nationaliste et monarchiste, combat l'hégémonie prussienne qui lui apporterait la domination socialiste ; les tendances particularistes s'y fortifient de la crainte du socialisme. En Saxe, le ministère Zeigner, socialiste-communiste, est opposé à toute alliance avec les partis bourgeois. Les communistes, en Allemagne, font avec l'extrême droite assaut d'intransigeance nationaliste, et déjà ils accusent M. Stresemann de préparer la capitulation « de la République Ebertiste devant l'industrie lourde de la France. » Telles sont quelques-unes des complications inouïes avec lesquelles est aux prises le nouveau chancelier.

Le 24 août, M. Stresemann prononce un discours-programme. Il voit la difficulté : « Un assainissement durable des finances est impossible, si l'on ne parvient pas tout d'abord à résoudre le problème extérieur. » Le ton est très modéré, très prudent, très différent des harangues belliqueuses de M. Cuno. Le plan est très simple : améliorer en hâte les finances du Reich, afin de pouvoir offrir à la France et aux Alliés un gage positif ; mais ce gage devrait être général et porter sur tout le Reich et non plus sur une seule région ; M. Stresemann, par exemple, donnerait volontiers en gage les chemins de fer allemands, mais non pas ceux de la Ruhr et de la Rhénanie seulement. Si le Gouvernement français n'a pas de visées politiques, l'accord, pense le Chancelier, devrait être possible. Mais il oublie que ces gages généraux, l'article 248 du traité de Versailles les donne au vainqueur ; il se place toujours sur le terrain de la note allemande, si insuffisante, du 7 juin. Il ne connaît pas « de question rhénane à résoudre internationalement. Les questions économiques de capacité, de prestation, peuvent faire l'objet de négociations et de compromis, mais la question de la Rhénanie allemande ne peut pas devenir pour nous matière à un compromis. » Mais les événements vont plus vite que les mots. Toute tentative de réforme financière est rendue impossible, tant que subsiste le gouffre de la résistance passive où s'engloutissent les ressources du Reich ; et chaque jour se font plus nombreuses les voix courageuses qui soulignent cette irréductible contradiction intime. Les *Sozialistische Monatshefte* se distinguent par l'énergie et la netteté de leurs avertissements. Ludwig Quessel montre, le 23 août, que la « grande coalition » est venue trop tard et que l'Allemagne ne peut

plus être sauvée par un programme financier quelconque. « Le salut ne peut lui venir que d'une nouvelle orientation vers l'Ouest de sa politique extérieure, orientation qu'une démagogie scélérate, inspirée par l'Angleterre, cherche à dévier... Il paraît douteux que le cabinet Stresemann comprenne que seul un rapprochement avec la France peut tirer l'Allemagne de son état humiliant d'épave à la remorque de l'Angleterre. Il paraît douteux que le cabinet Stresemann comprenne que seule une coopération franco-allemande peut amener l'économie allemande à la guérison et lui rendre supportable la charge des réparations... » Puis il s'élève contre « l'idée radicalement fausse que le maintien de la résistance passive sur le Rhin et la Ruhr renforcerait la position de l'Allemagne dans les négociations au sujet des réparations... Le maintien de la résistance passive ne nous laisse le choix qu'entre le chômage et la famine, ou plus exactement il amène l'un et l'autre. » Les prophéties de Quessel ne reflètent d'ailleurs l'opinion que d'un groupe restreint de socialistes éclairés; les autres restent aveuglés par leur anglophilie. Mais chaque jour le chômage s'étend, la misère augmente et il faut se rendre à l'évidence : les notes anglaises ne sauveront pas l'Allemagne du désastre économique et social où l'a conduite le cabinet Cuno; il faudra en venir à une entente avec la France qui sera la préface d'une entente générale.

Le 2 septembre, M. Stresemann, qui arrive de Munich où il a cherché à calmer l'opposition bavaroise, prononce à Stuttgart un nouveau discours qui marque quelque progrès dans la voie des négociations, avec toutes les réticences et les circonlocutions que les circonstances critiques imposent encore au Chancelier. Son dessein, c'est de rendre à l'Allemagne sa pleine souveraineté sur les régions du Rhin et de la Ruhr. « Nous sommes prêts à prendre sur nous les charges matérielles les plus lourdes pour arriver à ce but. » Il développe sa politique des gages productifs à offrir aux Alliés; il reparle d'un moratorium à obtenir, d'un emprunt international. Il voudrait assainir la situation monétaire, mais c'est pour mieux soutenir la lutte dans la Ruhr. Il n'en est pas encore à un accord direct et loyal avec la France, mais ses précautions oratoires semblent préparer l'opinion à des négociations dont la nécessité s'impose : quand les passions nationales d'un peuple ont été, pendant plus de six mois, surchauffées et portées à leur plus haute tension, il n'est guère possible de revenir brusquement à l'état normal et raisonnable. La *Gazette de Francfort* (1er septembre) reconnaît que le conflit de la Ruhr est désastreux pour l'Allemagne;

elle cesse de réclamer la résistance, elle repousse seulement une « capitulation honteuse. »

L'idée se répand, et trouve des échos en Angleterre, que, sans le dire, on abandonnerait peu à peu la résistance. Sur place, les populations excédées réclament la fin de cette politique de trompe-l'œil dont elles sont les victimes. M. Tom Shaw, qui a visité récemment la Ruhr avec une délégation de l'Internationale socialiste, a écrit dans un rapport que la population ouvrière du bassin westphalien, très inquiète pour un proche avenir, accepterait volontiers la fin de la résistance passive, pourvu que les ouvriers emprisonnés ou expulsés fussent autorisés à rentrer chez eux: la population est prête à un compromis, pourvu que les Puissances occupantes garantissent la reprise du travail normal. Même note, avec plus de précision encore, dans le *Service parlementaire socialiste* : « Il est certain que la classe ouvrière allemande, et avec elle toute la population de la Ruhr, ne sont pas hostiles à l'abandon de la résistance passive, dès que la France aura trouvé une formule par laquelle elle se déclarera prête à laisser revenir les expulsés, à libérer les prisonniers et à offrir des garanties générales pour la vie et l'existence de la population. Cette conception a été de nouveau présentée, le 28 août, au Chancelier comme l'opinion de la population de la Ruhr, par sa représentation régulière, le Comité de défense des régions occupées qui se recrute dans toutes les classes de la population. » La *Gazette de Francfort* du 1er septembre, tirant les conclusions du discours de M. von Raumer, ministre de l'économie nationale, avoue enfin la vérité que chacun sent, mais que personne n'osait exprimer : « Le combat de la Ruhr doit être rapidement terminé, si l'on veut que l'Allemagne se sauve. » Il ne s'agit pas de capitulation, mais de négociation ; par des expédients il s'agit de faire tenir quelques semaines encore le front économique, afin de garder une base pour des négociations et de ne pas renouveler la faute du haut commandement qui, dans les derniers mois de la guerre, perdit la tête et poussa la diplomatie allemande à des résolutions désespérées. L'Angleterre et l'Italie sont absorbées par l'affaire grecque; « il ne nous reste donc qu'à nous adresser directement à la France. » Le ministre de l'Intérieur, Sollmann, dans une interview publiée par le *Service parlementaire socialiste*, conclut : « La décision appartient à ceux-là seuls qui supportent le poids de la résistance passive, à la population de la Westphalie rhénane. »

Or, la population a, depuis longtemps, manifesté sa lassitude

et sa volonté d'en finir. Si le Gouvernement tarde encore à entamer des pourparlers, la résistance, déjà bien atténuée, peut s'effondrer d'un seul coup. M. Stresemann, au gré de la population, est trop lent dans ses manœuvres, et la *Volks Zeitung* de Düsseldorf le lui dit carrément, le 3 septembre : « Ce que M. Stresemann a dit au sujet de l'abandon de la résistance passive, était fort peu de nature à nous rapprocher d'une solution... Il faudrait que le Gouvernement se rendît compte que cela ne peut plus continuer ainsi et qu'il faut absolument que l'affaire de la Ruhr se termine, si l'on ne veut pas tomber dans le chaos. » M. Stresemann aura-t-il le courage de faire, tandis qu'il en est temps encore, le pas nécessaire et libérateur ? On voudrait penser que l'Angleterre l'y encourageât et qu'ainsi se préparât cet accord des trois grandes Puissances intéressées, sans lequel il n'est pas de solution satisfaisante du problème des réparations. Mais voici qu'au moment critique où l'Europe voit poindre le dénouement, se préparent peut-être de nouvelles complications dans la Méditerranée et que, sous d'autres formes, l'autorité des traités est ébranlée. L'humanité qui a tant besoin de travailler et de se recueillir est assaillie cruellement, comme au Japon, par les cataclysmes de la nature, ou bien elle prépare de ses propres mains, comme dans l'Adriatique, des complications pour l'avenir.

De la péninsule des Balkans surgissent, une fois encore, des inquiétudes graves. Au Sud de l'Albanie, au Nord-Ouest de la Grèce, s'étend une zone qui, depuis la guerre de 1912, est contestée entre les deux peuples; les Albanais l'appellent Albanie du Sud, les Grecs la nomment Épire du Nord; la population est en majorité albanaise, mais comme elle est de religion orthodoxe et que beaucoup de ses habitants comprennent le grec, l'hellénisme la revendique. La conférence de Londres en 1912 décida de créer une Albanie indépendante, et le protocole de Florence (19 décembre 1913) traça la frontière qui attribuait à l'Albanie la plus grande partie de l'Épire du Nord. Mais, pendant la Grande Guerre, l'Italie fut amenée à intervenir en Épire et à occuper Vallona avec l'autorisation des Puissances alliées qui, par le traité de Londres du 26 avril 1915, reconnurent à l'Italie le droit de s'y établir; on sait comment elle fut amenée, après avoir proclamé son protectorat sur l'Albanie, à abandonner ensuite toute protection sur le pays, y compris Vallona, et à ne garder que la petite île de Saseno. M. Tittoni et M. Venizelos avaient signé le 29 juillet 1919 un accord qui déterminait les frontières de l'Albanie

du Sud et laissait à la Grèce Koritza et Argyrocastro; mais, un an après, l'Italie dénonçait cet accord, si bien que le territoire contesté restait aux mains des Albanais occupants de fait. En avril 1921, les Albanais s'adressèrent au conseil de la Société des nations pour obtenir l'établissement définitif de leurs frontières; les Grecs, invoquant une décision du Conseil suprême du 13 janvier 1920, déclarèrent au contraire que les questions relatives à l'Épire du Nord relevaient de la Conférence des ambassadeurs. La Société des nations se déclara en effet incompétente et la Conférence des ambassadeurs prit, le 9 novembre 1921, la décision d'envoyer sur les lieux une commission de délimitation. Des contestations survinrent. La Conférence des ambassadeurs, par sa résolution du 13 janvier 1923, posa en principe que le tracé de la frontière ne serait pas remis en question et que la Commission militaire interalliée n'aurait qu'à procéder sur le terrain à la pose des bornes frontières. La Commission, présidée par le général italien Tellini, comprenait un officier anglais et un français; elle se heurta, au cours de ses travaux, au mauvais vouloir persistant du délégué hellénique, colonel Botzaris, qui déclara même qu'il s'opposerait aux travaux d'abornement. Ce sont les trois officiers italiens de la mission qui, avec leur drogman et leur chauffeur, le 27 août à 9 heures, sur la route de Janina à Santi-Quaranta, furent assassinés, non loin de la frontière albanaise, dans des conditions qui paraissent encore mal éclaircies.

En raison des circonstances dont nous venons de donner un rapide aperçu, le Gouvernement italien, dès la nouvelle du massacre, n'hésita pas à rendre responsable le Gouvernement hellénique. La protection d'une mission ayant caractère diplomatique appartient évidemment à la Puissance sur le territoire de laquelle opère cette mission; quels que puissent être les auteurs de ce crime odieux, la responsabilité du Gouvernement d'Athènes est engagée; il a, pour le moins, manqué à son devoir d'assurer la sécurité et la protection d'une mission opérant sur son territoire. La Conférence des ambassadeurs, d'une part, dont le général Tellini et ses collègues étaient les délégués; le Gouvernement italien, d'autre part, puisque les assassins ont choisi pour l'attentat le moment où les officiers italiens se trouvaient seuls, étaient donc en droit de demander au Gouvernement hellénique une réparation éclatante. M. Mussolini prit immédiatement l'initiative et fit présenter par son ministre à Athènes une note-ultimatum par laquelle il exigeait : 1° des excuses officielles, par l'intermédiaire de l'autorité militaire suprême

hellénique; 2° une cérémonie funèbre à la cathédrale catholique d'Athènes en présence de tous les membres du Gouvernement; 3° les honneurs rendus au drapeau italien par la flotte grecque dans le port du Pirée, les navires helléniques devant arborer le drapeau italien sur leurs propres mâts; 4° une enquête sévère, avec l'assistance de l'attaché militaire italien, accomplie dans un délai de cinq jours; 5° punition capitale de tous les coupables; 6° indemnité de 50 millions de lires à verser dans le délai de cinq jours; 7° honneurs militaires à rendre aux victimes au moment de l'embarquement des corps à Preveza.

Le 31 août, le Gouvernement d'Athènes répondait en n'acceptant des exigences italiennes que ce qui lui paraissait compatible avec la souveraineté et la dignité de la Grèce et en rejetant partiellement les points 4, 5 et 6. Aussitôt M. Mussolini donnait l'ordre à la flotte italienne d'occuper l'île de Corfou; les autorités helléniques ayant tardé à arborer le drapeau blanc, après trois coups à blanc, quelques obus furent envoyés sur la citadelle où neuf personnes civiles qui s'y trouvaient furent tuées et plusieurs blessées. Puis les troupes de débarquement prirent possession de l'île, en même temps que le Gouvernement faisait déclarer par ses représentants auprès des Puissances qu'il ne s'agissait que d'une occupation temporaire, à titre de prise de gage.

Ces incidents graves ont soulevé en Europe une vive émotion. Le crime en lui-même ne pouvait provoquer qu'une réprobation unanime, mais ne convenait-il pas, avant de prendre des sanctions hâtives et brutales, d'attendre les résultats de l'enquête, et, en tout cas, était-il nécessaire de prendre un gage aussi important que Corfou et de commencer l'occupation par une salve meurtrière? Ainsi raisonna, dès la première heure, la presse anglaise; l'opinion publique prit avec passion fait et cause pour la Grèce; les journaux anglais ne cachaient pas leur crainte de voir les Italiens, installés à Corfou, y rester; or l'île, qui a été autrefois possession anglaise, commande le canal d'Otrante et l'entrée de l'Adriatique. Les Italiens n'allaient-ils pas profiter de la circonstance pour réaliser leur programme et faire de l'Adriatique le *mare nostrum* dont ils aiment à parler? En France, au contraire, l'acte d'énergie de M. Mussolini ne trouva guère de censeurs; le Gouvernement du colonel Gonatas s'est emparé du pouvoir par un crime, et n'est pas reconnu par les Puissances; il est d'ailleurs pleinement responsable d'un attentat particulièrement odieux. Une grande nation comme l'Italie a le droit et le

devoir de faire respecter partout ses nationaux, comme ne manque pas de le faire l'Angleterre; beaucoup de Français estiment que certains crimes comme l'assassinat du commandant Montalègre en Silésie, n'ont pas été assez sévèrement punis. La presse italienne a souvent mis en doute la sincérité du Gouvernement français quand il affirme n'avoir pas d'ambitions territoriales dans la Ruhr ou sur le Rhin; la presse française n'a pas discuté l'affirmation du Gouvernement italien que l'occupation de Corfou est temporaire et ne cache aucune arrière-pensée d'annexion. Dès la première heure, l'opinion anglaise a demandé que l'affaire fût portée devant le Conseil de la Société des nations qui précisément, se trouve en ce moment en session à Genève; et il est certain que c'est avec l'approbation du Gouvernement britannique que M. Politis, au nom de son Gouvernement, a déclaré demander l'arbitrage de la Société des nations, en invoquant les articles 13 et 15 du pacte.

L'attitude spontanée de l'opinion anglaise et les actes réfléchis du Gouvernement ont provoqué en Italie un émoi d'autant plus vif que la plupart des Puissances petites ou moyennes ont pris, avec l'Angleterre, fait et cause pour la Grèce; elles n'ont vu dans son cas que l'abus de pouvoir d'une Puissance forte à l'égard d'une plus faible. L'acte d'énergie un peu théâtrale de M. Mussolini répond à la fois au désir du dictateur fasciste de donner une satisfaction bruyante à l'opinion nationaliste qui appuie sa politique, et à sa volonté d'affirmer, dans tout le bassin méditerranéen, le rôle de premier plan qu'il entend y assurer à l'Italie. « L'opinion publique italienne, affirma-t-il le 4 au Conseil des ministres, est restée profondément surprise et affligée par l'attitude d'une grande partie de la presse anglaise. J'espère que cette brillante leçon de réalisme politique qui nous vient d'outre-Manche guérira définitivement les Italiens de la maladie des phrases conventionnelles. » Puis, en termes péremptoires, un peu plus rudes peut-être qu'il n'était nécessaire, M. Mussolini déclara décliner la compétence de la Société des nations et rejeter son intervention. Si le Conseil se déclarait compétent, l'Italie n'hésiterait pas à se retirer de la Société. On apprenait d'ailleurs le lendemain que le Gouvernement italien reconnaissait la compétence de la Conférence des ambassadeurs dont les officiers victimes de l'attentat étaient les délégués. La Conférence, réunie le 5, affirmait le principe de la responsabilité de l'État sur le territoire duquel l'attentat a été commis; elle ouvrait ainsi une issue juridique par où le différend pourra trouver une solution normale et pacifique.

Mais les passions politiques sont soulevées et les intérêts alarmés. La question des frontières de l'Albanie intéresse non seulement la Grèce, mais aussi la Yougoslavie qui a, elle aussi, un différend avec l'Italie à propos de Fiume. La politique fasciste n'a pas, en Europe, que des sympathies ; ses adversaires ont saisi l'occasion de manifester leurs préférences. Et c'est précisément ce qui fait du recours du Gouvernement hellénique à la Société des nations, un cas de conscience si délicat pour cette dernière. Le point de vue juridique ne nous paraît pas aussi clair qu'à lord Robert Cecil : l'article 13 ne prévoit l'arbitrage du Conseil que dans le cas où « le différend ne peut se régler de façon satisfaisante par la voie diplomatique; » or, en l'espèce, tout fait présager que la solution diplomatique interviendra soit directement entre les parties intéressées, soit par le canal de la Conférence des ambassadeurs. L'article 15 veut que le différend soit « susceptible d'entraîner une rupture, » ce qui n'est pas le cas. Il faut bien voir que certaines questions politiques débordent le cadre juridique dans lequel on voudrait en vain les enfermer. C'est dans le cas invraisemblable où l'Italie, ayant reçu satisfaction complète, refuserait de rendre Corfou à la Grèce que la Société des nations devrait jouer son rôle. Les Anglais et les Grecs, en demandant au Conseil de se déclarer compétent, n'ébranlent-ils pas l'autorité morale de la Société plus dangereusement que ceux qui en déclinent la compétence? N'a-t-elle pas cependant son mot à dire en présence d'un acte de violence tel que l'occupation de Corfou, même s'il ne paraît pas susceptible d'entraîner une guerre? L'opinion dominante, parmi les délégués réunis à Genève pour l'Assemblée annuelle qui s'est ouverte le 2 septembre, penche certainement vers l'affirmative. C'est là précisément qu'est le danger pour la Société; son autorité ne sera respectée et efficace que si elle est bien nettement délimitée, si elle ne cherche pas à dépasser les bornes de son domaine sans avoir les moyens d'action nécessaires pour se faire écouter. La Société des nations ne peut pas devenir, pour les petites Puissances qui constituent la majorité, dans l'assemblée, un moyen de refuser justice aux grandes et de se dérober aux conséquences de leurs actes. La crise grave que traverse la Société des nations sera peut-être l'occasion de mieux apercevoir les défauts et les insuffisances du pacte, et de chercher à les amender d'un commun accord : d'une crise passagère, un grand bien pourrait sortir.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

SOUVENIRS

I

Mes premiers souvenirs dont quelques-uns, si humbles qu'ils soient, pourront peut-être servir un jour à l'histoire, remontent loin, car ils sont antérieurs à la Révolution de 1848 ; mais ils sont très précis dans ma mémoire.

Il y eut, au commencement de février de cette année, une fête d'enfants aux Tuileries pour les jours gras. J'y assistai. Le soir d'un de ces jours, j'étais debout sur une petite chaise ; on me revêtait d'une jolie robe (je n'avais pas cinq ans), et je crois, Dieu me pardonne, qu'on me frisait. J'aurais, à ce qu'on m'a rapporté depuis, dit à ceux qui m'habillaient : « Comme ce serait drôle si ce soir le Roi tombait de son trône ! » Ai-je vraiment prononcé ces paroles prophétiques ? Je ne m'en souviens pas, mais cela est bien possible, car, pour mon imagination enfantine, un trône était un siège en or très élevé auquel on accédait par plusieurs marches. Ce dont je me souviens en revanche très bien, c'est de la soirée elle-même. On jouait *le Malade imaginaire* et j'eus une vive émotion au moment où la petite Angélique est menacée des verges qu'on lui montre. Ce n'est pas que j'eusse jamais connu ce genre de châtiments qui n'entrait pas dans les procédés d'éducation de mes parents, mais l'idée qu'une petite fille allait peut-être être fouettée devant moi m'impressionnait beaucoup.

Je me souviens également que, pendant un entr'acte, la reine Amélie passa dans nos rangs et tendit la main à chacun de nous. Quand elle arriva à moi, intimidé, j'hésitai, car je ne savais pas très bien comment on donne la main à une reine. « Tapez-moi dans la main, » me dit-elle, et je crois voir encore

Copyright by comte d'Haussonville, 1923.

la main amaigrie qu'elle tendit vers moi. Je tapai. Je n'aurais peut-être pas conservé un souvenir aussi net de la reine Amélie, de sa grande taille et de sa main maigre si, quelques années après, je ne l'avais pas revue dans des circonstances que je rapporterai plus tard.

De la Révolution de 48 elle-même je n'ai retenu que ceci : c'est que le 23 ou le 24 février, je ne sais pas exactement, comme, dans le trouble du jour, on ne s'occupait guère de me faire travailler, et, comme je regardais par la fenêtre d'un hôtel que mes parents possédaient rue Saint-Dominique, en face du ministère de la Guerre, je vis passer dans la rue une bande d'émeutiers qui chantaient et en tête de laquelle marchait un conducteur d'omnibus, le chef couvert de la grande calotte retombante qu'ils portaient alors. — Je vis également entrer au ministère un M. Raulin qui avait été autrefois, de loin, un modeste soupirant de la belle duchesse de Dino et qui était devenu un ami intime de ma famille. Raulin, que je voyais souvent, Ledru-Rollin dont j'entendais souvent parler, ces deux noms s'embrouillaient dans ma cervelle enfantine et je vins annoncer au salon que Ledru-Rollin venait d'entrer au ministère de la Guerre. Grand émoi ! On commençait à raisonner sur l'envahissement du ministère de la Guerre par Ledru-Rollin, lorsque quelqu'un me demanda : « Comment connais-tu donc Ledru-Rollin ? » — « Mais je le vois souvent ici, » répondis-je naïvement. On se moqua de la confusion que je faisais entre notre paisible ami et le célèbre agitateur : je fus très humilié.

Du 2 décembre, mes souvenirs sont déjà plus précis, car j'avais dépassé huit ans. J'étais en ce moment à Gurcy, terre située en Seine-et-Marne, qui appartenait à mon père, avec ma grand mère d'Haussonville et lui. Ma mère était à Paris. Le soir de ce jour mémorable arriva un messager envoyé par elle, porteur d'une lettre où elle disait brièvement que le Président de la République avait fait un coup d'État et que mon grand père le duc de Broglie était en prison. Je crois voir encore mon père se promenant à grands pas dans le salon et répétant : « Il a fait son coup d'État ! Il a fait son coup d'État ! » — Je ne savais pas trop ce que c'était qu'un coup d'État, mais l'idée que mon grand père, dans le respect duquel j'étais élevé, avait été mis en prison faisait sur moi une vive impression. A la vérité, la prison ne fut pas très dure, — c'était la caserne du

Quai d'Orsay, — et la détention ne fut pas de longue durée, mon grand père ayant eu un accès de goutte et ayant été remis au bout de très peu de jours en liberté. Mais une prison, c'était pour moi un lieu où l'on enfermait les assassins et les voleurs, et l'idée que mon grand père était enfermé avec eux m'indignait.

C'est peut-être la vivacité de cette impression première qui m'empêche de trouver juste l'expression « d'opération de police un peu rude » dont mon brillant confrère et ami, Eugène-Melchior de Vogüé, encore pleuré par les lettres françaises, s'est servi, dans un discours académique, pour qualifier l'acte du 2 décembre, ainsi que le rapprochement qu'on a souvent établi entre cet acte et le 18 Brumaire. Je voudrais en dire mes raisons, fût-ce aux dépens de la chronologie de ce très simple récit.

Le 18 Brumaire fut un acte de salubrité publique. Il était dirigé contre une assemblée avilie et un gouvernement à la fois violent et débile. Il ne coûta pas une goutte de sang et ne souleva aucune protestation, même chez ceux qui devaient, comme Mme de Staël, souffrir plus tard de ses conséquences. Les trois millions de voix et plus qui, quelques mois après, ratifièrent la Constitution de l'an VIII, ne firent que traduire le consentement et, ce n'est pas assez dire, la joie publique. Voici comme le duc de Broglie, lorsqu'en 1855 il remplaça le comte de Sainte-Aulaire à l'Académie française, parla du 18 Brumaire, le jour de sa réception : « Quelque jugement qu'on porte sur la nature et le caractère politique de cet événement, il fut heureux pour la France. On peut tout exagérer, mais non pas le grand service qu'il lui a rendu. On peut tout exagérer, mais non pas l'état où cet événement a trouvé la France, après huit ans de bouleversement. La France était aux abois, épuisée de son meilleur sang par l'échafaud et la guerre, décimée par les coups d'État, par la déportation sur un rivage empesté. Ses ennemis entamaient sa frontière et se disputaient déjà ses dépouilles. Plus de sécurité sur son territoire, pour rien ni pour personne : l'emprunt forcé, la loi des otages, plus de culte, les temples fermés ou profanés. Des nuées d'oiseaux de proie s'engraissaient, sous des noms divers, du peu qui lui restait de substance. Ses lois s'acharnaient à détruire le peu qui lui restait de mœurs et d'esprit de famille. Ces grandes, ces saintes idées de raison, de liberté, de progrès, de

justice civile et sociale, dont elle avait fait des idoles, étaient devenues, comme le sont toutes les idoles, cruelles, impures, stupides. Le sage regrettait presque les erreurs du passé, et l'homme de bien ses abus. Tout périssait. »

Ce jugement sur le 18 Brumaire paraîtrait tout simple aujourd'hui que tant de gens, sans oser le dire, font tout bas des vœux pour une dictature militaire ou civile. Mais trois ans après le 2 décembre, dans la bouche de mon grand père, qui passait avec raison pour appartenir à l'opinion libérale, il étonna et, dans un temps où les journaux, sévèrement surveillés, publiaient peu de documents intéressants, il eut beaucoup de retentissement. Ce retentissement arriva jusqu'aux Tuileries où l'on s'occupait peu en général des séances académiques. C'était, c'est encore l'usage que le dernier académicien reçu soit conduit chez le chef de l'État par le directeur et le secrétaire perpétuel (1). La perspective de cette audience imposée était toujours pour le bureau académique un sujet de préoccupation. Les choix de l'Académie étaient presque toujours des choix d'opposition. L'Empereur, sachant à l'avance qui il aurait à recevoir, avait la partie belle et, toujours courtoisement, car ses manières restaient affables et il était incapable des brutalités de son oncle, il prenait parfois sa revanche. C'est ainsi que M. Villemain, ayant, comme secrétaire perpétuel, accompagné je ne sais quel nouvel élu, s'entendit dire par lui : « J'ai été charmé, il y a quelques jours, de signer la nomination de votre gendre comme procureur impérial, » phrase gracieuse en elle-même, mais un peu épigrammatique à laquelle M. Villemain répondit : « Sire, j'en ai été aussi charmé que surpris, » ce qui était une manière de faire entendre qu'il n'avait pas sollicité cet avancement pour son gendre.

Il était donc à prévoir que Napoléon III tirerait quelque avantage de la réception de mon grand père. Il n'y manqua pas, sans en abuser. Il se borna à lui dire : « Monsieur le duc, j'espère que votre petit fils parlera du 2 Décembre comme vous

(1) Cet usage cessa à partir du jour où l'Académie française nomma, en même temps, mon père, M. Duvergier de Hauranne et M. Barbier, l'auteur des *Iambes* et de la célèbre apostrophe : « O Corse aux cheveux plats ! » L'Empereur voyant, non sans raison, dans cette triple nomination une manifestation contre sa personne, fit savoir qu'il ne recevrait aucun des trois. L'usage a été repris depuis la chute de l'Empire.

avez parlé du 18 Brumaire. » Et mon grand père répondit : « Sire, l'histoire en décidera. »

Le petit fils ayant l'occasion d'en parler aujourd'hui, voici ce qu'il lui en semble.

L'opinion publique moyenne ne juge plus aujourd'hui le 2 Décembre comme l'a jugé pendant de longues années l'opinion libérale. Elle ne qualifie pas ce coup d'État de *crime*, comme le Victor Hugo des *Châtiments*, et bien peu de jeunes gens aujourd'hui connaissent son apostrophe, éloquente et indignée, à la mer, qui était familière à nos mémoires de vingt ans :

D'ailleurs, mer sombre, je te hais.
O mer, n'est-ce pas toi, servante,
Qui traînes sur ton eau mouvante
Vers Cayenne, aux fosses profondes,
Les noirs pontons qui sur tes ondes
Passent comme de grands cercueils?
. . . . . .
. . . . . .
Et s'ils pleurent, si les tortures
Font fléchir ces hautes natures,
N'est-ce pas toi, gouffre exécré,
Qui te mêles à leur supplice
Et toi qui, de ta voix complice,
Couvres leurs cris désespérés ?

Lorsque j'étais jeune, ces strophes et d'autres encore des *Châtiments*, dont la vente était proscrite, étaient récitées par les étudiants, au quartier Latin, au café Procope ou ailleurs. Les *Châtiments* trouvent bien peu de lecteurs aujourd'hui. Mais cette indifférence au *Crime* n'empêche pas que l'intervention de la force militaire dans la vie légale d'un pays ne soit chose fâcheuse en elle-même, car, si elle peut, comme au 18 Brumaire, avoir des effets bienfaisants, elle peut aussi, dans des circonstances différentes, avoir des conséquences périlleuses. Peu s'en est fallu, il y a quelques années, qu'une opération de même nature ne fût exécutée par un général dont le cheval noir avait surexcité l'engouement populaire, et Dieu sait ce qui aurait pu en résulter !

Ce qui achève d'ailleurs de différencier le 2 Décembre du 18 Brumaire, c'est d'abord le sang qu'il a coûté. La population de Paris sembla d'abord y être insensible. « Plus souvent,

qu'on se fera tuer pour vos vingt-cinq francs ! » dit un ouvrier au représentant Baudin ; et l'on connaît la belle réponse de Baudin : « Mon ami, vous allez voir comment on meurt pour vingt-cinq francs. » Mais elle se souleva le lendemain et la légalité était du côté de l'émeute sur laquelle la troupe tirait, sur les boulevards ou ailleurs. C'est ensuite que l'Assemblée législative, divisée, impuissante, et par conséquent peu populaire, était, en majorité, composée d'hommes honorables et considérables. Envoyer en prison, ou en exil, des hommes, comme le duc de Broglie, Thiers, Changarnier, La Moricière, Cavaignac, était un début fâcheux pour un régime qui prétendait restaurer l'ordre public en France. Le régime se ressentit toujours de n'avoir pu s'établir et s'appuyer, du moins à ses débuts, que sur des hommes dont plusieurs n'avaient pas encore la situation politique considérable à laquelle ils sont parvenus plus tard, et dont quelques-uns, élégants endettés, étaient « nu-pieds, dans des bottes vernies, » comme le devait dire une publication d'opposition ardente, dont je reparlerai tout à l'heure. Mais l'immense majorité de l'opinion publique n'en était pas moins du côté du Président, comme en témoignèrent les 5 434 226 voix du plébiscite qui suivit, et le régime de compression et de silence qui triompha pendant plusieurs années répondait aux vœux du plus grand nombre des Français, fatigués des excès de la presse révolutionnaire et des débats parlementaires stériles. Quelques natures fières ne prirent cependant pas leur parti de ce silence. De ce nombre fut mon père.

II

Mon père appartenait à une génération qui avait le culte de la liberté pour elle-même. Pour la nôtre, la liberté est un moyen, un instrument et surtout une habitude dont nous ne pourrions plus nous passer. Je ne crois pas qu'aucun régime puisse jamais être assez fort pour réduire la France à ne plus tout dire, tout entendre, et presque tout faire. Mais la liberté, ainsi comprise, n'est plus un idéal. Il n'en était pas de même pour les générations précédentes. Elles avaient le culte de la liberté pour elle-même, et l'écrivaient avec une majuscule.

Sous l'Empire devait, quelques années plus tard, paraître un recueil qui voyait le jour à intervalles irréguliers, et en

volume, pour échapper aux lois sévères qui régissaient la presse périodique, mais qui était une revue véritable, car elle était composée d'articles variés. Aussi l'appelait-on *Varia*. *Varia* était édité à Paris chez Michel Lévy, l'oncle des éditeurs actuels, un des rares libraires d'alors qui eussent le courage de prêter leurs vitrines aux publications des écrivains de l'opposition. *Varia* paraissait à Paris, mais était l'œuvre d'écrivains, tous Lorrains. Mon père, qui, bienque demeurant à Paris, était toujours resté Lorrain de cœur, y collaborait.

Dans la préface du premier volume de ce recueil, qui ne compta que sept ou huit numéros, je relève ces lignes : « La France est un pays où il suffit d'avoir vécu dix ans pour avoir entendu dire sur le compte de la liberté et plus de bien qu'il n'est raisonnable et plus de mal qu'il n'est juste. Entre ces deux conditions, être tout et n'être rien, il y a un milieu qui consiste à être quelque chose. Or, dans les circonstances les plus diverses, nous avons toujours pensé que la liberté est quelque chose de très grand, qui mérite nos regrets, possède notre attachement. La liberté, qui, pour tant d'autres, n'a jamais été qu'un moyen, nous semble vraiment digne d'être un but, et, sans en faire un bien suprême, l'unique ou principale destinée de l'homme ici-bas, nous croyons que chacun de nous doit faire plus que se servir d'elle. Nous estimons qu'elle vaut la peine qu'on la serve avec amour et fidélité. »

Ces lignes répondent si bien aux sentiments de mon père que j'oserais presque assurer qu'elles sont de lui. On comprendra donc qu'il n'ait pu prendre son parti du silence imposé à la France et qu'au lendemain du 2 Décembre, il se soit volontairement exilé.

Le coup d'État ne l'avait cependant pas frappé directement, car, après avoir été député de Provins, il ne s'était présenté ni à la Constituante ni à l'Assemblée législative dissoute par le Prince-Président; mais il en sentit l'injure comme parlementaire et comme libéral. Son premier ouvrage avait paru en 1849 sous ce titre : *Histoire de la Politique extérieure du Gouvernement de Juillet* et était destiné à montrer qu'une politique extérieure, sage et fière, n'était pas incompatible avec le régime parlementaire. Comme libéral, il avait souffert du silence imposé à la France par un régime nouveau qui, menaçant tous les journaux d'*avertissements* préliminaires et de suspension faculta-

tive, mettait un bâillon sur la bouche des plus hardis. Au premier moment, il ne voulut pas prendre son parti de ce silence ; il partit pour la Belgique, terre de liberté, où il fonda le *Bulletin Français*.

Le *Bulletin Français*, dont les exemplaires sont fort rares (je doute qu'il en existe un même à la Bibliothèque Nationale), était une publication d'un caractère un peu pamphlétaire, je dois l'avouer. La collection se compose de huit numéros, dont les sept premiers parurent à Bruxelles et le dernier à Londres. Elle était rédigée exclusivement ou à peu près par mon père et par un de ses amis politiques, M. Alexandre Thomas, auteur d'un ouvrage historique estimé : *Une Province sous Louis XIV*. Elle était destinée à être introduite en France clandestinement et combattait avec une extrême vivacité, au nom de la doctrine constitutionnelle et libérale, le régime nouvellement établi. Chaque numéro prenait vigoureusement à partie celui qui n'était encore que le Prince-Président. Mais elle s'inspirait des sentiments les plus patriotiques et, bien que paraissant à l'étranger, ne mettait son espoir que dans un réveil de l'opinion française. Comparant le premier des Napoléon au second et le 18 Brumaire au 2 Décembre, la préface disait : « Vous vous êtes passé de Marengo pour nous enlever nos libertés. Nous saurons bien les ravoir sans les payer du sang et des larmes que coûta Waterloo. »

Pour rédiger cette publication, mon père et M. Thomas s'étaient d'abord dissimulés à Bruxelles sous de faux noms : MM. Remy et Thoen. Mais le difficile était de la faire pénétrer en France. Je crois me rappeler que des mécaniciens de la Compagnie du Nord, demeurés républicains, acceptaient d'en mettre dans les grands sacs en toile grise qui servent en général à emmagasiner le charbon et qu'on charge sur les locomotives. Parfois aussi on en cachait un certain nombre d'exemplaires dans la malle d'amis dont mon père recevait la visite. Ma mère, qui était demeurée à Paris, était venue passer quelques jours avec lui, m'amenant avec elle. A son retour, naturellement, on en mit dans sa malle un certain nombre, assez maladroitement dissimulés. A la frontière, les douaniers s'en aperçurent, car ils visitaient les malles à fond, à cause de la contrebande dentellière. La femme de chambre de ma mère, qui s'occupait de la visite des bagages à la douane, avait intrépidement déclaré

que la malle était à elle, mais ma mère, qui s'inquiétait de ne pas la voir reparaître, survint tout à coup. Le stratagème était découvert, et ma mère fut consignée dans une chambre d'hôtel à la disposition de la police. Je me souviens très bien de la soirée agitée qu'elle passa, se demandant si elle n'allait pas être poursuivie. Mais, traduire en police correctionnelle la fille du duc de Broglie, sous la prévention d'introduction clandestine de brochures séditieuses, c'était beaucoup, même pour le régime d'alors. On la laissa repartir le lendemain.

Le séjour de mon père et de M. Thomas en Belgique ne devait pas durer. Le Gouvernement français porta plainte et la petite Belgique, qui tremblait pour son indépendance, n'était pas de force à résister. Mon père fut traduit devant le jury pour outrages au chef d'un Gouvernement étranger. MM. Berryer et Odilon Barrot s'étaient proposés pour venir le défendre. Mais mon père, ayant lieu de craindre que la rentrée en France ne leur fût purement et simplement interdite, déclina leur concours et se défendit lui-même, assisté par un avocat belge, M. Bartels. Il le fit avec beaucoup de dignité et de mesure, car la situation était délicate. C'eût été une faute, en effet, de blesser le Gouvernement en se plaignant d'une mesure prise par lui. Mais l'opinion belge, toujours jalouse de l'indépendance du pays, était avec lui. Il fut acquitté par le jury et sa sortie de l'audience fut saluée par des applaudissements.

Mon père n'en fut pas moins obligé de quitter la Belgique. Il se rendit en Angleterre, où il espérait pouvoir continuer la publication du *Bulletin Français*. Un ou deux numéros parurent, chez un libraire nommé Jeffs, mais la difficulté d'introduire cette publication en France et le sentiment du peu d'effet qu'elle produisait finirent par le décourager, et la publication cessa. Mon père n'en demeura pas moins en Angleterre, où il avait loué, aux environs de Twickenham, qui était la résidence du Duc d'Aumale, et que celui-ci se plaisait déjà à embellir, une modeste habitation appelée : Brougham Hall. Twickenham est à peu de distance de Claremont, grand et triste château, appartenant au roi Léopold, que celui-ci avait mis à la disposition de sa belle-mère, la reine Amélie, et d'une autre habitation beaucoup plus petite, que la Duchesse d'Orléans avait louée dans le village d'Esher. C'est de ce séjour à Brougham Hall et de ce voisinage que datent les premières rela-

tions que j'ai eu l'honneur d'avoir avec les princes de la maison d'Orléans.

La reine Marie-Amélie était une très noble figure : « Elle est, disait Talleyrand, la plus grande dame de l'Europe. » Née sur les marches du trône de Naples, elle avait l'instinct de la légitimité. Aussi ne fut-ce pas sans scrupules, je le crois, et cela apparaît dans sa *Vie* par M. Trognon, qu'elle occupa sur le trône, à côté du Roi son époux, la place qui, suivant l'ordre de la légitimité, revenait à une autre. Au lendemain même de la Révolution de Juillet, elle fit parvenir à la Duchesse de Berry les affaires personnelles que cette princesse avait laissées aux Tuileries. « Ils nous rendent nos nippes, mais ils gardent notre trône, » aurait fièrement répondu la Duchesse, et pour être méprisante, la réplique n'en était pas moins juste. Mais la reine Marie-Amélie honora ce trône usurpé à ses yeux par ses vertus et sa charité actives. Elle a été une des parures de la Monarchie de Juillet et elle est demeurée, après son installation en Angleterre, l'objet du respect universel. Les Français qui étaient attachés à la Maison d'Orléans ne manquaient pas d'aller, le dimanche, à la messe à Claremont. A l'issue de la messe, la reine Amélie traversait la grande antichambre sur laquelle s'ouvrait la très petite chapelle; souvent elle s'arrêtait pour dire un mot à l'un ou à l'autre. Un jour, elle me parla en m'appelant « Othonin, » et, étymologiquement, elle avait raison, car mon prénom, assez bizarre, qui est un diminutif d'Othon, devrait ainsi s'écrire. C'est à sa sortie de la messe de Claremont que se bornent mes souvenirs d'elle. Ils sont, comme on voit, assez vagues.

J'ai connu davantage la Duchesse d'Orléans. Elle avait beaucoup moins de dignité d'apparence, mais beaucoup plus de charme que la reine Amélie. Dans un temps où tout le monde écrivait bien, même les pamphlétaires, l'auteur d'un libelle dirigé contre cette charmante Madame illustrée par Bossuet ne pouvait s'empêcher de dire : « Comme elle est tout aimable, elle semblait toujours demander le cœur, quelque chose indifférente qu'elle pût dire du reste. » La Duchesse d'Orléans semblait toujours, elle aussi, demander le cœur et il était facile de le lui donner. J'ai conservé le souvenir très présent de sa bonne grâce pour moi dans mon enfance. M. le Comte de Paris le savait et je crois bien que cette fidélité du souvenir, qu'il connaissait chez

moi, n'a pas été étrangère à la bienveillance qu'il m'a toujours montrée. Je possède encore une *Imitation* qu'elle m'a envoyée pour ma première communion. Elle trouvait toujours le mot aimable à dire, la qualification louangeuse à employer, et elle aimait à se servir de cette qualification, au lieu du nom, dans ses lettres. C'est ainsi qu'elle appelait toujours mon père : « le noble exilé volontaire. » La marquise d'Harcourt a écrit une petite *Vie* d'elle qui parut deux ans après sa mort et qui eut un juste succès dans notre monde restreint.

La Duchesse d'Orléans demeurait au petit village d'Eshert non loin de Claremont, mais l'esprit qui régnait à Claremon, n'était pas le même que celui qui régnait à Esher. L'esprit de Claremont, c'était la résignation. L'esprit d'Esher, c'était l'activité et l'ambition, au sens le plus noble du terme. Au risque de me servir de mots que la génération nouvelle ne comprendra pas, je dirai qu'à Claremont on était pour la *Fusion*, c'est-à-dire pour la réconciliation des deux branches de la Maison de Bourbon. A Esher, on était partisan d'une politique qui fût de nature à plaire aux libéraux plus qu'aux légitimistes. On était plus enclin à l'alliance avec les républicains modérés, qu'on espérait convertir à l'orléanisme, qu'à une réconciliation avec les partisans de la branche aînée, aux chances de laquelle on ne croyait pas.

Il y avait assurément plus d'activité politique chez les orléanistes que chez les légitimistes. Quelques orléanistes trouvaient cependant qu'il n'y en avait pas assez. Ainsi mon père ayant donné à la Duchesse d'Orléans, qui aimait à conduire des petits chevaux, un fouet dont le manche était muni d'un parasol, il y avait ajouté ce distique :

Cet instrument à double fin
Pourra servir à Votre Altesse :
Le fouet de ses amis châtiera la paresse :
Le parasol est pour son teint.

La fidélité orléaniste était entretenue par des pèlerinages en Angleterre, tout comme la fidélité légitimiste par des pèlerinages en Autriche. C'est ainsi qu'un assez grand nombre de personnes se rendirent à Londres pour la première communion du Duc de Chartres et la confirmation du Comte de Paris. De ce nombre fut mon oncle, le duc, encore à cette date prince de

Broglie. Il redoutait beaucoup la traversée de la Manche et, après un très mauvais passage, je me souviens de lui avoir entendu dire en plaisantant : « Les princes d'Orléans ne sauront pas combien nous leur sommes dévoués, tant qu'ils ne nous auront pas vus sur mer par un gros temps. » J'assistai moi-même à cette cérémonie, mais je n'accompagnai pas mon père dans ses nombreux voyages en Angleterre, car j'étais alors en éducation et j'en reviens, après cette longue digression, aux souvenirs personnels que j'ai conservés de l'opposition libérale sous l'Empire.

L'opposition, sous l'Empire, se divisait, — je ne parle en ce moment-ci que théoriquement, et au point de vue des principes, — en trois groupes : le groupe légitimiste et catholique, le groupe qu'on appelait tantôt orléaniste, tantôt libéral, et le groupe républicain.

Le groupe légitimiste se composait de ceux, assez nombreux dans l'aristocratie française, moins nombreux dans la bourgeoisie, rares dans le peuple, sauf dans certaines circonscriptions du Midi, qui étaient demeurés fidèles à la branche aînée des Bourbons. Cette fidélité était de doctrine plutôt que de fait, un assez grand nombre de légitimistes ayant profité de la permission que, sinon officiellement, du moins officieusement, leur avait accordée M. le Comte de Chambord pour se présenter quelques-uns, — mais en très petit nombre, — aux assemblées législatives, les autres aux Conseils généraux dont leur situation de grands propriétaires territoriaux facilitait à beaucoup l'accès. Pour être membre d'un Conseil général, il fallait avoir prêté serment. Avec raison, et faisant preuve en cela de plus d'esprit politique qu'il n'en devait témoigner plus tard, M. le Comte de Chambord le leur permit, et puisque l'occasion s'en trouve naturellement sous ma plume, je voudrais dire un mot de cette question du serment que j'ai beaucoup entendu discuter dans ma jeunesse.

« Un serment est aussi bête à demander qu'à refuser, » disait sur le tard de sa vie le chancelier Pasquier et il ajoutait : « J'en ai prêté treize, en suis-je moins considéré ? » Le chancelier Pasquier, ancien conseiller au Parlement de Paris, ancien préfet de police sous l'Empire, ancien ministre sous la Restauration, ancien président de la Chambre des Pairs sous le Gouvernement de Juillet, ne se montra pas très conséquent avec cette déclaration de *non-principe*, lorsqu'il

refusa de faire partie du Sénat sous l'Empire, mais sa théorie était la suivante : « Depuis la Révolution, il n'y a pas eu de gouvernement légitime en France. Tous ont été des expédients. On a eu raison de les servir, tant que leur politique a été conforme aux intérêts généraux du pays, et de les abandonner, quand elle est devenue contraire à ces intérêts. » Ce qui n'empêche pas qu'une juste considération s'attache à ceux qui sont demeurés fidèles à un premier et unique serment, surtout lorsqu'à cette fidélité ils ont fait quelque sacrifice. Mais d'autres, très considérés également, tenaient que la formule du serment imposée à tout candidat à un mandat électif, — obéissance à la Constitution, fidélité à l'Empereur, — n'impliquait pas autre chose que la renonciation aux moyens de l'opposition révolutionnaire et n'engageait à rien vis-à-vis du chef de l'État. Cette question du serment fut, je crois m'en souvenir, bien que je fusse très jeune, discutée dans une réunion qui se tint chez le duc de Broglie, et résolue sans vote précis (pour autant que je sache), en ce sens que le serment pouvait être honorablement prêté par les fidèles des régimes antérieurs. Mais le refus rendu public du serment devint une des formes de l'opposition jusqu'au jour où, en réponse à ces manifestations, une loi intervint qui imposa le serment comme obligation préalable à toute candidature.

Pour être tout à fait impartial, il faut reconnaître que, durant les premières années de l'Empire, l'opposition, latente, mais obstinée, chez beaucoup de fidèles des régimes précédents, ne savait guère où se prendre. Le pays était visiblement satisfait. L'alliance anglaise, l'heureux succès de la guerre de Crimée, la victoire de l'Alma, la prise de Sébastopol avaient donné satisfaction aux instincts militaires du pays; le Congrès de Paris, la réunion dans la capitale de la France des souverains alliés ou de leurs représentants avaient flatté son amour-propre, et cette réunion effaçait le souvenir de ces premières années de la Restauration où des souverains européens ou leurs représentants étaient également venus à Paris, mais pour y dicter des lois. Le mariage de l'Empereur, à qui on savait gré de ne pas s'être exposé aux rebuffades des souverains légitimes de l'Europe, la beauté de l'Impératrice, la naissance sitôt survenue du Prince Impérial, tout semblait indiquer que l'Empire avait le vent dans les voiles. Je me souviens d'avoir, encore presque

enfant, vu passer du balcon de M. Lebrun (1), qui n'était pas encore sénateur et qui demeurait sur le quai Voltaire, le cortège qui menait l'enfant nouveau-né à Notre-Dame pour son baptême. Paris, ce jour-là, ne trahissait pas son opposition Il la manifesta plus tard, car l'opposition est une des formes de l'esprit parisien, par la nomination de ceux qu'on appela longtemps les *cinq*, dont trois, Jules Favre, Ernest Picard, Émile Ollivier étaient députés de Paris (2). Mais ce ne fut qu'à partir des élections de 1863 que l'opposition prit une forme collective et sérieuse. Ce qui rendit aux opposants la hardiesse plus facile, ce ne fut pas seulement une administration qui se relâchait de sa sévérité, et la législation plus libérale qu'avaient inaugurée les décrets du 24 novembre 1860, ce furent les conséquences qui découlèrent de la guerre d'Italie.

III

L'empereur Napoléon III a été sur certains points si injustement attaqué et calomnié, que je ne voudrais pas paraître me ranger parmi ses détracteurs systématiques; mais il est difficile cependant de ne pas reconnaître que, le 1er janvier 1859, jour où, s'adressant, en pleine paix, à l'ambassadeur baron de Hubner, il lui dit qu'il regrettait que les relations de la France avec l'Autriche ne fussent plus aussi bonnes que par le passé, il obéit assurément à des suggestions personnelles.

Durant sa jeunesse où il tenait un peu de l'aventurier, Napoléon III avait été en relations avec les révolutionnaires qu'on appelait alors les *carbonari* italiens. Son frère aîné, mort peu de temps après, et lui-même avaient été compromis dans une échauffourée provoquée par eux. Qu'il y ait eu, pendant cette période de sa vie, des engagements pris par lui avec ce parti, pour moi cela n'est pas douteux, et les attentats successifs de Pianori et d'Orsini ne furent que des rappels à ces engagements.

De l'attentat de Pianori qui tira sur l'Empereur en plein Champs-Élysées, je ne sais rien, mais j'ai des raisons person-

(1) Il y a eu plusieurs Lebrun diversement célèbres; celui dont je parle est l'auteur, entre autres œuvres, du *Cid d'Andalousie*; Alexandre Dumas fils lui a succédé à l'Académie française.

(2) Darimon le quatrième était député de Brest; le cinquième, très peu connu, s'appelait Hénon.

nelles pour me rappeler la soirée de l'attentat d'Orsini. C'était en janvier, un samedi. Ma mère avait ce jour-là une loge aux Italiens. Comme j'aimais beaucoup la musique, elle m'y menait quelquefois, bien que je ne fusse pas encore tout à fait arrivé au terme de mon éducation, et c'est grâce à elle que j'ai encore entendu Mario, l'incomparable ténor, dont le vrai nom était, si je ne me trompe, le marquis del Candia, la Grisi, soprano célèbre, et l'Alboni, contralto non moins célèbre qui était très forte et dont on disait que c'était un rossignol chantant dans un éléphant. J'étais donc aux Italiens ce soir-là. M. Thiers y avait une loge également. Au cours de la représentation, on vint le prévenir qu'un attentat avait été dirigé contre l'Empereur sur le péristyle de l'Opéra. Il en avertit mon père, qu'il pria d'aller aux informations ; mon père m'emmena avec lui. On nous laissa franchir la consigne qui barrait l'entrée de la rue Le Peletier où l'Opéra était alors situé, et je me souviens d'avoir remarqué les larges taches de sang qui se détachaient sur la boue du pavé. Je me souviens également d'un homme d'un certain âge qui avait trouvé comme nous le moyen de franchir le cordon de police et qui courait comme un fou, répétant à haute voix : « Mon enfant! Où est mon enfant? » Mais la police ne nous laissa pas pénétrer dans le bâtiment de l'Opéra, où du reste nous n'aurions rien appris, et nous revînmes trouver M. Thiers sans avoir de nouvelles à lui apporter.

A Dieu ne plaise que je veuille plaider les circonstances atténuantes en faveur d'Orsini ! Mais les détails de son procès montrèrent qu'il n'était pas un assassin vulgaire. Entre autres, je me souviens de celui-ci. Venant d'Angleterre, la patrie, sous tous les régimes, de tous les conspirateurs, il avait mis tout simplement dans sa malle la poudre explosive dont il comptait remplir ses bombes, sans autre précaution que de la mouiller. Arrivé à l'auberge, il la déballa, la mit devant une cheminée, et, tranquillement, il s'assit à côté, un thermomètre à la main, attendant que la chaleur du feu l'eût fait sécher. Une étincelle, et tout sautait, lui compris.

Pendant la lugubre toilette qui précède pour les condamnés le voyage de l'échafaud, son complice Pieri, condamné en même temps que lui, s'agitait et proférait des déclamations révolutionnaires. « Tais-toi donc, et tiens-toi tranquille, » lui

dit Orsini, et il mourut avec courage sans rien dire. Son testament, publié après sa mort, n'était pas sans noblesse patriotique, et, contrairement à ce qui arrive en général, son crime ne fut pas inutile à la cause pour laquelle il se sacrifiait, car sans Orsini, nous n'aurions peut-être pas eu la guerre d'Italie.

Au point de vue de sa politique intérieure, la guerre d'Italie fut une faute de Napoléon III. Cette guerre, qui ne devait pas le réconcilier avec l'opposition libérale, donna naissance à une opposition nouvelle, l'opposition catholique. En grande majorité les catholiques s'étaient ralliés à l'Empire. Quelques-uns demeurèrent fièrement à part ; ainsi Falloux, qui avait été cependant ministre du Prince-Président ; ainsi Lacordaire qui, dans son *Testament*, comme on appelle assez improprement le dernier écrit laissé par lui, s'attriste d'un ralliement qui lui paraît une apostasie. Ainsi Montalembert qui, après une adhésion de quelques jours dont il s'est souvent excusé depuis, reprit une attitude d'opposition virulente. Mais on put assez justement reprocher à d'autres d'avoir, suivant une apostrophe éloquente, « salué le nouveau César d'acclamations qui auraient excité le mépris de Tibère. » Les évêques, sauf quelques exceptions, lui apportèrent une adhésion qui ne se signala pas toujours par la mesure et la dignité. C'est ainsi que Mgr de Salinis, alors évêque d'Amiens, qui avait fait autrefois partie avec Lacordaire et Lamennais de la rédaction de *l'Avenir*, professait que, « quand l'Église rencontre César, elle doit aller à lui et lui tendre la main. » Mais lorsque le branle donné à l'opinion libérale eut, par une conséquence qu'il était facile de prévoir, soulevé la question du pouvoir temporel, cette alliance devint difficile à maintenir. Il y avait en effet quelque chose de contradictoire à vouloir l'Italie « libre jusqu'à l'Adriatique, » c'est-à-dire rattachée à la monarchie constitutionnelle du Piémont, et à maintenir en même temps sous l'autorité temporelle du Souverain Pontife des sujets récalcitrants, alors qu'à Rome même le pape Pie IX, en 1850, n'était rentré qu'à la suite de l'armée française et du général Oudinot. Lorsqu'il y a quelque contradiction au fond des choses, elle finit toujours par éclater à la surface, et c'était assurément une contradiction d'appeler à l'indépendance les populations de la Lombardie et de la Vénétie, et en même temps de maintenir sous la tyrannie douce, mais méticuleuse et tracassière, de l'autorité pontificale, celles de l'Ombrie,

des Romagnes, et Rome elle-même. Les événements se sont chargés de résoudre en apparence cette contradiction ; en fait, le pouvoir temporel a disparu ; la cité pontificale est devenue la capitale de l'Italie unifiée, sans que l'indépendance spirituelle du Pape paraisse en avoir souffert, sans même que la liberté de son langage s'en soit jusqu'à présent ressentie. Mais, en théorie, la question demeure entière et n'est pas d'une solution facile. La garantie de cette indépendance par une loi italienne n'en est pas une, car un revirement politique peut abroger cette loi, et lors même qu'elle deviendrait une sorte de loi internationale garantie par les puissances catholiques ou ayant des sujets catholiques, on ne voit pas trop comment cette garantie en fait pourrait s'exercer. En cas de violation, on ne s'imagine pas une guerre s'ouvrant pour garantir la garantie. Il faut donc reconnaître qu'une souveraineté territoriale, si exiguë soit-elle, ne dût-elle comprendre que le Transtévère et la cité Vaticane, mais donnant le droit au Souverain Pontife d'être représenté à la Société des Nations, est peut-être nécessaire à son indépendance et que la question du pouvoir temporel, de sa nécessité, de son maintien ou de son rétablissement n'est peut-être pas aussi définitivement résolue qu'elle paraît l'être. L'avenir en décidera.

Ces questions redoutables (1) et leurs conséquences n'assaillaient probablement pas encore l'esprit de Napoléon III lorsque, quittant les Tuileries par la rue de Rivoli pour gagner la gare de Lyon, il recueillit, pour la première fois, sur son passage des marques de la sympathie populaire. La guerre contre l'Autriche, peu aimée, plaisait, en effet, au peuple de Paris et, d'une façon plus générale, à la France, bien qu'on commençât de trouver que, pour un régime qui avait pris comme devise de sa politique extérieure : « l'Empire, c'est la paix, » deux guerres en six ans, c'était beaucoup. Mais l'armée n'était pas ce qu'elle est devenue depuis le service obligatoire. Son entrée en campagne ne troublait pas le pays dans ses profondeurs. Elle était une minorité dans la nation, et comme la France est toujours éprise de gloire, les brillantes victoires de Magenta et de Solférino, bien qu'une courte campagne eût déjà révélé quelques défectuosités de notre organisation militaire, causèrent à ce que j'appellerai le gros public une légitime satisfaction. Le traité de

(1) Elles viennent d'être récemment soulevées à nouveau dans une thèse pour le doctorat par le comte Le Marois.

paix de Villafranca si brusquement conclu, qui laissait la Vénétie à l'Autriche, détermina bien une certaine déception, mais cette déception fut effacée par l'acquisition de Nice et de la Savoie cédées à la France, et, soit dit en passant, je trouve que quand on fait le bilan de l'Empire et qu'on lui reproche avec raison de nous avoir fait perdre l'Alsace et une partie de la Lorraine, on ne fait pas assez entrer en balance cette acquisition.

La guerre d'Italie, qui devait par la suite engendrer dans la politique impériale tant de complications, tournait donc momentanément au profit de l'Empire. Les évêques, sauf quelques exceptions comme Mgr Dupanloup, s'étaient ralliés à lui. Le moment n'était pas encore arrivé où un des plus ardents, Mgr Pie, l'évêque de Poitiers, devait dire, en reprochant à Napoléon III de n'avoir pas suffisamment défendu le Pape : « Lave tes mains, ô Ponce Pilate! On n'en dira pas moins dans les siècles des siècles : *Sub Pontio Pilato passus et sepultus est.* » En immense majorité les catholiques lui demeuraient fidèles. *Le Correspondant*, organe des catholiques libéraux, était peu répandu. Ce n'était qu'une revue; un journal qu'ils avaient fondé n'avait eu qu'une courte durée. *Le Correspondant* comptait bien un nombre d'abonnés considérable pour une revue. Mais ces abonnés, suivant le mot spirituel de quelqu'un qui y écrivait, « ne causaient point entre eux de ce qu'ils lisaient. » Les articles qui y paraissaient avaient donc peu de retentissement, sauf parfois un article de Falloux ou de Montalembert. Un article de Montalembert valut à ce dernier une condamnation à l'emprisonnement, dont, avant l'expiration des délais d'appel, l'Empereur lui fit grâce, « à l'occasion du 2 Décembre, » disait le décret, épigramme d'assez mauvais goût, car elle faisait allusion à l'adhésion momentanée de Montalembert au coup d'État, à laquelle Montalembert répondit fièrement qu'il était de ceux « qui n'acceptent point de grâce » et ne demandent que la justice. Le duc, qui n'était encore à cette époque que le prince de Broglie, y écrivait également. Mais, d'une façon générale, les articles du *Correspondant* portaient peu, ce recueil ne paraissant, comme la *Revue des Deux Mondes*, que deux fois par mois. Dans la presse quotidienne, les catholiques n'avaient qu'un organe, *l'Univers*, dirigé par Louis Veuillot.

Louis Veuillot a été très diversement jugé. « Avez-vous lu ce hideux article de Veuillot? » écrivait un jour Montalembert à

Falloux dans une lettre qui m'a passé sous les yeux, et si les catholiques libéraux parlaient ainsi du célèbre polémiste, on peut penser de quel ton s'exprimaient sur lui ceux qu'il prenait à partie dans un camp encore plus opposé au sien. L'esprit cependant fait pardonner beaucoup de choses en France. « Ce diable de Veuillot a tant d'esprit, ai-je entendu dire un jour à M. de Rémusat, que, s'il se présentait à l'Académie française, je serais capable de voter pour lui. » Veuillot ne fit pas cette faute. Il comprit qu'il y a peu de logique à insulter les gens et à venir ensuite solliciter leurs suffrages, leur fournissant ainsi l'occasion d'une revanche qui peut consister aussi bien à voter pour qu'à voter contre eux. Veuillot se souvenait sans doute d'avoir dit, en parlant de Lamartine qui, dans une oraison funèbre, avait, suivant sa trop constante habitude, fait allusion à sa misère : « Ce jour-là, M. de Lamartine a fait la quête dans le chapeau du mort. » L'œuvre de Veuillot abonde en traits semblables et si, par la hardiesse avec laquelle il s'est non seulement déclaré catholique, mais vanté de l'être, il a pu faire au catholicisme (je ne parle qu'au point de vue du recrutement politique du parti) un certain bien, il est certain qu'il a, par ses violences, écarté beaucoup de personnes; j'en pourrais citer. Une réaction s'est, dans ces derniers temps, opérée en sa faveur et mon regretté confrère et ami, le marquis de Ségur, a pu, sans soulever aucune protestation, lui consacrer une conférence singulièrement bienveillante. Ce qui lui a valu ce retour d'opinion, c'est d'abord que les insultés ont presque tous disparu ; c'est ensuite que les documents publiés depuis sa mort l'ont plutôt grandi. Il y a de belles choses et des choses touchantes dans sa correspondance ; ainsi la lettre où il parle de l'entrée de sa fille au couvent : « Je vous la donne, mon Dieu, écrit-il, mais je serais tenté de dire : pas pour tout à fait, comme disait un enfant qui donnait sa poupée. » Il la donnait cependant, comme fit également Montalembert, à qui l'entrée de sa fille au Sacré-Cœur causa une grande douleur. Cette commune douleur ne réconcilia pas les deux antagonistes. Lorsque Montalembert fut à l'agonie, Veuillot lui fit proposer un rapprochement. Montalembert refusa : le plus chrétien des deux fut assurément Veuillot.

Lorsque la chute de l'Empire permit la résurrection de *l'Univers* qui avait été supprimé et lorsque Veuillot reprit la plume,

il continua de s'en servir de la même façon. Il s'escrima de nouveau contre les libéraux. Lorsque le rétablissement de la monarchie parut un instant possible, il fut de ceux qui approuvèrent M. le Comte de Chambord de n'avoir pas voulu renoncer au drapeau blanc et il continua jusqu'à sa mort de suivre la même ligne inflexible. Dans ses papiers, on trouva d'assez beaux vers où il demandait qu'on mît sur sa tombe une croix avec cette épitaphe, peut-être un peu orgueilleuse, où il disait, parlant du Christ (je ne suis pas certain de citer exactement) :

Je n'ai pas rougi de lui dans le monde.
Il n'a pas rougi de moi devant Dieu.

Veuillot a-t-il fait, au point de vue catholique, plus de mal que de bien? Je serais embarrassé de le dire, et j'entends, dans ces *Souvenirs*, me montrer très sobre de jugements; mais assurément l'homme avait un grand talent et était digne d'estime.

L'opposition libérale n'avait, durant les premières années de l'Empire, qu'un organe, le *Journal des Débats*, mais tiède, timide, et il était peu lu du gros public (1). Les *Débats* étaient sous la direction d'Édouard Bertin, de la grande famille libérale des Bertin, dont le chef a été immortalisé par un portrait d'Ingres. Je raconterai plus tard, dans quelles circonstances je suis entré en relations directes avec lui. Je dirai seulement dès maintenant que les précautions qu'il fallait prendre pour ne pas exposer le journal aux mesures arbitraires qui en auraient pu provoquer la suspension, ne coûtaient pas à son caractère. Ce qui fit la fortune des *Débats*, dans un temps où la presse était silencieuse et où l'opposition n'avait qu'un autre organe, — et quel pitoyable organe! — *le Siècle* dirigé par Havin, ce fut la collaboration de Prévost-Paradol.

J'ai beaucoup connu Prévost-Paradol, et je n'en puis parler qu'avec sympathie, car il a toujours été très bienveillant pour moi. Peu de destinées ont été aussi diverses que la sienne, car, après avoir débuté brillamment, il a fini tragiquement. Il sortait de l'École normale où il avait été le condisciple de Taine et de Gréard et, après quelques années d'enseignement en province, il avait été nommé professeur de littérature à la Faculté d'Aix où

(1) *Le Temps*, fondé par Nefftzer et où Scherer a beaucoup écrit, ne parut qu'en 1856.

il languissait. Il était chargé de famille. Il avait épousé, très jeune, dans des circonstances que je ne connais pas, une Suédoise, qui avait, comme sa compatriote, Jenny Lind, une très belle voix. De ce mariage étaient nés trois enfants, un fils, Yalmar, qui s'est tué, une fille Thérèse, qui est aujourd'hui supérieure d'un couvent en Orient, et une autre fille Lucie, que j'ai connue, qui était charmante (je possède son portrait, par Landelle) et qui, après quelques années d'une jeunesse mélancolique, s'est faite également religieuse et est morte au couvent de Notre-Dame de Sion. Ce fut à Aix-en-Provence que lui parvint la proposition de venir à Paris pour collaborer au *Journal des Débats*. « Je m'étais dit, a-t-il raconté lui-même, que je ferais trois fois le tour de mon jardin avant de décider ce que je répondrais. Je n'avais pas fini le premier tour que déjà mon parti était pris. » Il accepta et vint s'établir à Paris où il alterna, pendant quelques années, la rédaction mensuelle de ce qu'on appelle le *Premier Paris*, avec un autre rédacteur nommé Alloury. Alloury lui-même racontait avec bonhomie que les acheteurs au numéro, avant de sortir quatre sous de leur poche, commençaient par s'informer si ce n'était pas le mois d'Alloury.

Le père de Prévost-Paradol était un modeste officier qui vivait à l'écart de sa femme. Sa mère avait été actrice aux Français. Il est question d'elle dans *le Souper chez Mlle Rachel* d'Alfred de Musset. Elle se distinguait par son plantureux sein, car Rachel dit dans ce *Souper* qu'il n'est pas nécessaire, pour jouer *Phèdre*, « d'avoir la poitrine de Mme Paradol. » Mme Paradol, mourant jeune encore, écrivit à ses camarades du Théâtre-Français une lettre pathétique pour leur recommander son fils. Fromental Halévy, le musicien, et Léon Halévy, l'helléniste, surtout Léon, veillèrent sur l'éducation de l'orphelin qui demeura très lié avec Ludovic Halévy. Les *Premiers Paris* de Prévost-Paradol étaient étincelants de verve et d'ironie surtout, car l'ironie était la seule forme que l'esprit d'opposition pouvait adopter sans péril. L'antique feuille où écrivaient habituellement le sage Saint-Marc Girardin et le catholique Sylvestre de Sacy, qui devait finir sénateur, se rajeunissait sous sa plume; mais Prévost-Paradol écrivait aussi dans un journal hebdomadaire qui eut une existence courte et brillante : c'était *le Courrier du Dimanche*.

Le Courrier du Dimanche ne vécut que quelques années, Édouard Hervé, qui devait fonder *le Soleil*, le premier journal politique à un sou, et J.-J. Weiss y firent leurs débuts, ou à peu près. On connaît la carrière d'Hervé qui, devenu membre de l'Académie française, y fut remplacé par Deschanel, et sa constante fidélité au parti monarchique. Celle de J.-J. Weiss fut plus ondoyante et flexible ; il fut en effet, suivant les circonstances, tantôt monarchiste, tantôt républicain, et même, à un moment, bonapartiste. Quand il changeait de parti, c'est qu'il avait un grief. « La république conservatrice, c'est tout simplement une bêtise, » écrivait-il un jour, ce qui ne l'empêcha pas, deux ou trois années après, de répondre à quelqu'un qui lui demandait combien de temps, suivant lui, durerait la République : « Oh ! pas très longtemps : deux ou trois cents ans, tout au plus. » Cette inconsistance de propos, un certain débraillé dans sa tenue extérieure lui firent du tort. Il se présenta tardivement à l'Académie française, à un moment où il commençait à être un peu oublié, en même temps qu'Eugène-Melchior de Vogüé, qui fut nommé. Il mourut peu de temps après.

Le Courrier du Dimanche fut supprimé, — c'était avant le décret du 24 novembre, — à la suite d'une phrase assez maladroite qui échappa à la plume de Prévost-Paradol et où on crut voir une grossièreté à l'adresse de l'Empereur. J'avais eu le temps d'y écrire un article, le second écrit sorti de ma modeste plume, car le premier avait paru dans *le Journal de la Meurthe et des Vosges*, aujourd'hui disparu et qui était l'organe des libéraux de Lorraine. Je connaissais déjà la démangeaison d'écrire. Après des études classiques poursuivies au lycée Louis-le-Grand, — où j'étais envoyé par le collège Sainte-Barbe, — depuis la cinquième jusqu'à la rhétorique, j'avais commencé mon droit et je faisais, comme étudiant, partie de ce qu'on appelait la jeunesse libérale. Il n'y en avait du reste point d'autre qui manifestât une existence collective, la jeunesse catholique, qui est aujourd'hui une organisation importante, n'existant pas encore comme groupement. La jeunesse libérale manifestait son esprit dès le collège, et, bien que le gouvernement de l'Empire lui fît des avances, elle ne perdait aucune occasion de traduire son opposition. C'est ainsi qu'à une distribution des prix du Concours général qu'on donna à présider au Prince

Impérial, le fils du général Cavaignac, qui était un des lauréats proclamés, refusa de venir recevoir son prix des mains du Prince, et ce geste négatif, si je puis ainsi parler, eut dans le monde des écoles un grand succès. Pour tâcher de conquérir ce monde ou d'obtenir de lui des manifestations sympathiques, on avait recours à des tentatives maladroites. C'est ainsi qu'au Concours général on donna comme sujet de dissertation aux élèves un éloge du roi Jérôme qui venait de mourir. Plusieurs refusèrent de composer. L'un d'eux remit au professeur chargé de récolter les copies une pièce de vers latins injurieuse ; un autre composa une pièce de vers français qui commençait par ces deux vers :

> Puisqu'ils n'ont pas compris que nos veilles muettes
> Ont de chacun de nous fait un républicain...

Il ne la remit pas, mais elle circula parmi nous et nous la trouvions très belle. Pour moi, mon héroïsme juvénile ne fut soumis à aucune épreuve. Je fus envoyé au Concours premier ou second dans quatre facultés : discours latin, discours français, version latine, histoire. Je m'y rencontrai avec mon futur confrère Lavisse, qui était l'espoir de Charlemagne, comme j'étais la gloire de Louis-le-Grand. L'espoir fut justifié et l'a été surabondamment depuis; la gloire fut éclipsée et l'est demeurée. Il eut plusieurs prix et je n'obtins qu'un second accessit en histoire. Ce fut ma première déception ; j'en ai connu d'autres.

A ma sortie du collège, une question se posait pour moi, comme pour tous les jeunes gens. Quelle carrière suivre? Je ne me sentais pas la vocation militaire et, je le dirai tout bas, on ne faisait pas, dans le milieu où je vivais, le cas qu'il faut de l'armée, qui non plus n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui. La diplomatie, le Conseil d'État, dont le choix ouvre l'entrée, n'auraient plu ni à mon père, toujours très ardent dans l'opposition, ni à moi. Restait le barreau, et comme j'ai le goût des questions de droit, comme le barreau est aussi une préparation à la vie publique, objet de mes rêves, je m'y fis inscrire, après trois années d'études de droit coupées par un séjour en Italie et un voyage en Orient.

Le barreau était alors le refuge des hommes politiques qui avaient joué un rôle plus ou moins actif sous les régimes précédents, République ou Monarchie de Juillet, mais que le

suffrage universel, si favorable à l'Empire, du moins pendant les premières années, avait relégués dans l'oisiveté politique et condamnés en quelque sorte à l'opposition. D'anciens ministres de la Monarchie, comme Hébert, y coudoyaient d'anciens ministres de la République, comme Dufaure. Ces deux grands avocats plaidaient souvent l'un contre l'autre et n'étaient pas très bien ensemble. Un autre grand avocat d'alors, qui devait plus tard entrer aussi dans la politique, mais qui n'y joua jamais un rôle considérable, était Allou.

Il s'était présenté à la députation, mais sans succès. C'était le moment où Gambetta, en déclarant qu'il n'accepterait d'autre mandat que celui d'une opposition *irréconciliable,* avait fait la fortune de cette épithète. Allou, à qui l'on demanda dans une réunion publique s'il se rangerait du côté des *irréconciliables*, crut se tirer d'embarras, car le nombre des modérés était grand dans sa circonscription, en répondant : « Je ne suis pas un irréconciliable, mais je ne me réconcilierai jamais. » Réponse ambiguë, qui ne fut du goût de personne. Ce fut, si je me souviens bien, sous la République qu'il devint sénateur, au temps où le Sénat se recrutait par cooptation, ce qui, soit dit en passant, est un excellent mode de recrutement. Mais au barreau, il occupait une place importante. Sa parole était facile, abondante, élégante, un peu molle. Celle d'Hébert, de qui je reparlerai tout à l'heure, avait beaucoup moins de charme, mais elle était plus vigoureuse. Elle entrait, comme un coin, dans la partie la plus faible de la plaidoirie d'Allou et la démolissait.

Il y avait encore au Palais un avocat de grand talent, oublié aujourd'hui. Il s'appelait Nicolet et plaidait, sinon très vigoureusement, du moins très brillamment. Mais aux yeux du jeune barreau, il avait une tare : il était bonapartiste et avait été, Dieu me pardonne, à Compiègne. Aussi ne put-il jamais parvenir au Conseil de l'ordre. Un autre avocat, bonapartiste également, y parvint cependant : c'était Lachaud. Lachaud était un grand avocat d'assises : il avait débuté en plaidant pour Mme Lafarge, accusée d'avoir empoisonné son mari, et il a pris la parole dans presque toutes les grandes affaires criminelles. Le jeune barreau lui pardonnait ses opinions, parce qu'il défendait toujours vigoureusement, contre les présidents d'assises, les droits des avocats chargés d'affaires criminelles ou correction-

nelles et qu'il était passé maître dans la défense des mauvaises causes, comme le sont généralement les causes confiées aux avocats d'office. Aussi était-il toujours renommé membre du Conseil de l'ordre.

Puisque j'ai commencé à parler de l'ancien barreau, je dirai un mot de Berryer. Je n'ai jamais eu de relations personnelles avec lui, mais il y régnait encore au moment où je débutai. Je me souviens qu'un jour où il parlait à la première Chambre du tribunal, dont les portes donnent dans la salle des Pas Perdus, il avait fallu laisser ces portes ouvertes, tant l'affluence était grande et on l'entendait dans la salle. On connaît son mot, alors qu'il avait de la peine à déchiffrer une pièce de procédure : « Je ne sais ni lire ni écrire, » mais il savait parler, et il avait non seulement la voix, mais le geste « qui achève la parole, » disait Lacordaire et dont il savait se servir aux fins les plus diverses. C'est ainsi qu'un jour, à la Chambre des députés, Granier de Cassagnac, le père de Paul de Cassagnac que ma génération a connu, l'ayant grossièrement interrompu, comme toute la Chambre se demandait ce qu'il allait répondre, il se borna à un geste d'épaules qui traduisait son dédain et continua après avoir dit : « Ce n'est rien. » Il était très populaire au Palais, en raison de l'éclat qu'il jetait sur le barreau parisien, et lorsqu'il mourut, des funérailles solennelles, où se pressa le monde judiciaire et politique, lui furent faites à Angerville.

Hébert, dont je viens de parler, avait au Palais une situation considérable due à la considération dont il était environné et à sa science juridique bien plus qu'à son éloquence, car sa parole était sans élégance et rude. Mais il était universellement respecté et ce respect alla un jour jusqu'à une tolérance dont n'aurait bénéficié aucun autre que ce dernier garde des Sceaux de la Monarchie de Juillet. Il avait plaidé dans une affaire où *le Constitutionnel*, journal bonapartiste et favorisé par M. de Morny, avait des intérêts. Il perdit le procès, mais entendant l'arrêt de la Cour qui lui donnait tort, il dit à voix haute en jetant sa toque à terre : « Je ne plaiderai plus devant des magistrats prévaricateurs. » Seuls les conseillers à la Cour ne l'entendirent point, en apparence du moins. Je fus l'un de ses secrétaires, mais auparavant j'avais passé un an, comme *clerc amateur*, dans

l'étude Denormandie, car on m'avait dit avec raison que ce stage était indispensable à qui voulait pratiquer sérieusement le barreau. Assurément, ce stage en lui-même ne m'a pas été inutile, mais je me souviens cependant de ce que me dit M. Denormandie lui-même, qui avait beaucoup d'esprit, le jour où je vins prendre congé de lui, comme patron. « Croyez-vous, lui demandai-je un peu naïvement, que je pourrai avoir des clients? — Oui, me répondit-il, mais à une condition. — Laquelle? — Ce sera que vous les payez. » Deux ou trois ans après, un pauvre diable pour qui j'avais plaidé sans succès, devant les assises, vint me voir. Il paraissait fort misérable. Je lui donnai cent sous. « Voilà, me dis-je en dedans, que je paye mes clients! »

Le cabinet d'Hébert, lorsque j'y entrai, était fort achalandé. Il distribuait, pour une étude préalable, les affaires dont il était chargé, entre ses secrétaires. Malheureusement pour lui et pour moi, il eut, après mon entrée, une demi-attaque d'apoplexie qui non seulement l'empêcha d'accepter de nouvelles affaires, mais lui fit liquider les anciennes. Parmi ces affaires se trouvait un procès intenté par une jeune et jolie actrice à un prince russe. Le prince l'avait entretenue longtemps et je crois même qu'elle avait eu des enfants de lui; puis il l'avait abandonnée et elle réclamait une pension. Hébert avait accepté de défendre les intérêts du prince : mais si grande était la confiance qu'inspirait son esprit d'équité que l'avocat de l'actrice proposa lui-même de le prendre comme arbitre. Hébert fit venir la demoiselle ; ayant été chargé de la préparation de l'affaire, j'assistai au rendez-vous. L'actrice fit valoir ses droits, et peu à peu elle rapprochait sa chaise, en minaudant, de celle où était assis Hébert, derrière son bureau. « Cessez, Mademoiselle, finit par lui dire Hébert, cessez ces petites manières qui sont tout à fait inutiles avec moi. » Mais il n'en avait pas moins été flatté de ce qu'elle avait accepté son arbitrage. « Cette enfant, me dit-il, a mis sa confiance en moi, je ne veux pas lui donner à boire dans un verre vide, » — et il conclut pour elle une transaction dont elle n'eut pas à se plaindre.

Comme secrétaire d'Hébert, je fus encore mêlé à une affaire intéressante. Les enfants de George Sand, de son vrai nom Mme Dudevant, c'est-à-dire Maurice Sand et Mme Clesinger, plai-

daient contre leur père, à propos d'une question de propriété qui les divisait. J'eus à cette occasion entre les mains le dossier de la séparation de corps entre Mme Dudevant et son mari. C'était au profit de Mme Dudevant que la séparation avait été prononcée et l'enquête, qu'avait ordonnée avant jugement le tribunal de la Châtre, établissait que les mœurs de M. Dudevant étaient assez vilaines. L'affaire venait en appel. Hébert aurait voulu que l'affaire me fût confiée. Maurice Sand et Mme Clesinger ne voulurent pas entendre parler d'un si jeune avocat et ils confièrent l'affaire à Allou qui la perdit. S'ils avaient consenti à m'en charger, nul doute qu'ils n'eussent été convaincus que c'était la faute de leur trop jeune avocat, et voilà comme il arrive souvent, quand on est jeune, qu'on se trompe dans ses désirs.

Je m'étais naturellement fait inscrire au nombre de ceux qu'on appelle les avocats d'office, c'est-à-dire des jeunes avocats qui acceptent d'être désignés par le bureau d'assistance judiciaire, par le bâtonnier ou par les présidents d'assises pour défendre des clients qui n'ont point d'avocat. C'est ainsi que j'ai plaidé plusieurs fois des affaires criminelles aux assises. Je me souviens encore d'un pauvre diable, enfant naturel, triste fleur du fumier de Paris, qui faisait partie d'une bande accusée à juste titre de nombreux méfaits. A l'instruction, il avait nié; je le déterminai à avouer, espérant, à raison de cet aveu, obtenir pour lui des circonstances atténuantes. Mais il se refusa, par point d'honneur, à dénoncer ses complices qui continuaient à nier, contre toute évidence, de sorte que son défenseur se trouvait placé sur un très mauvais terrain. Il fut condamné à huit ans de travaux forcés, ce qui impliquait son maintien à la Nouvelle-Calédonie à l'expiration de sa peine. Le lendemain de sa condamnation, j'allai le voir à la Conciergerie où il était détenu. En le quittant, je lui serrai la main. « Ah! monsieur, me dit-il, vous me serrez la main comme si j'étais un honnête homme, » et il était demeuré si reconnaissant de ce geste qu'il n'y a pas encore très longtemps, j'ai reçu une lettre de lui.

Comme affaire civile, je n'en ai plaidé qu'une importante et intéressante. C'était pour la duchesse de X..., contre son mari député d'un département de l'Est. Ils vivaient séparés, mais étaient mariés sous le régime dotal et le mari engageait dans des affaires imprudentes les revenus de la dot de la

femme. En droit, la question était très délicate. Je plaidai, non sans quelque succès, devant la Cour, et des avocats présents à ma plaidoirie me firent compliment; mais ce procès eut une singulière issue : il rapprocha le mari et la femme qui, sans recommencer la vie commune, se réconcilièrent, et l'affaire, que j'aurais peut-être gagnée, fut retirée du rôle.

Cependant la vie politique reprenait peu à peu dans le pays qui sortait de son indifférence. Une assez vive reprise d'opposition signala les élections du printemps de 1863. A ces élections je ne pris nulle part, pour cette bonne raison que je n'étais pas encore électeur, n'ayant atteint que le 21 septembre de cette année l'âge de vingt et un ans. Il n'en fut pas de même aux élections de 1869. Je fis partie du comité qui soutenait la candidature de M. Thiers à Paris. Cette candidature était fort combattue, et maladroitement, par le Gouvernement. La situation électorale de M. Thiers était assez singulière. Très courageusement il avait, au Corps législatif, défendu la cause du pouvoir temporel du Pape, car il était un adversaire passionné de l'unité italienne. Cette attitude lui avait valu une certaine popularité dans les salons du faubourg Saint-Germain. Je me souviens d'une soirée où il fut reçu chez le duc Pozzo di Borgo, dans le grand salon de l'hôtel occupé encore à l'heure actuelle par ses descendants. Il était très entouré. « Comptez combien il y a de ducs entre les jambes de M. Thiers, » dit assez drôlement mon ami, le jeune duc de Fezensac. Les griefs légitimistes contre le ministre de la Monarchie de Juillet qui avait soudoyé Deutz pour qu'il trahît la Duchesse de Berry étaient oubliés. Mais cette nouvelle attitude, fort louable, ne lui en était pas moins reprochée dans les milieux démocratiques. Aux élections de 1863, il n'avait pas eu de concurrent. Aux élections de 1869, il en eut deux : le chocolatier Devinck et l'ancien pair de France d'Alton Shée, devenu radical. La lutte fut assez dure ; il ne passa qu'au second tour (1). Comme il ne fréquentait pas les réunions, nous nous entendîmes, un certain nombre de jeunes gens, pour aller l'y défendre et comme, pour pénétrer dans une réunion publique, il fallait être ou électeur dans la circonscription ou candidat, nous prêtâmes le serment exigé des candidats, formalité qui consistait à déposer à la Préfecture de

(1) Je possède une lettre de M. Thiers où il m'envoie un volume de ses discours et me remercie de mon dévouement à sa candidature.

la Seine une déclaration « d'obéissance à la Constitution et de fidélité à l'Empereur. » C'est ce que nous fîmes. On peut critiquer le procédé, mais quand on est jeune et de l'opposition, on n'y regarde pas de si près. M. Thiers fut renommé brillamment au second tour, ainsi que Jules Favre, Ernest Picard, Jules Simon et d'autres encore. La province nomma également un certain nombre de députés sinon tout à fait hostiles, du moins indépendants, entre autres MM. Chesnelong et Buffet dont j'aurai à reparler, et ainsi se constitua dans le nouveau Corps législatif une sorte de tiers parti avec lequel il fallut compter et qui donnait aux débats du Corps législatif une physionomie toute nouvelle.

Pour faire face à cette opposition et parler au nom du Gouvernement, sur quels hommes l'Empire pouvait-il compter? Billault était mort. Baroche (1)

Dont le nom n'est plus qu'un vomitif

avait dit injurieusement Victor Hugo dans les *Châtiments*, n'était pas à hauteur et ne tarda pas à succomber. Un homme surgit et se fit peu à peu connaître. Cet homme fut Rouher.

HAUSSONVILLE.

(A suivre.)

(1) Je me reprocherais de ne pas dire que le fils de Baroche se fit tuer brillamment au commencement de la guerre de 1870, à la tête d'un bataillon de mobiles.

UNE ENQUÊTE

AUX

PAYS DU LEVANT

X[1]

AU MILIEU DES DERVICHES TOURNEURS

XVIII. — KONIA, LA VILLE DES DANSEURS MYSTIQUES

Nous sommes ici dans la région des Assomptionnistes. Leur domaine propre, en Orient, c'est, avec la Thrace, cette Anatolie. Ils sont venus à Konia pour assurer la vie religieuse des ouvriers catholiques, qui travaillaient à la construction du Bagdad, et puis, les travaux achevés, les ouvriers dispersés, ils ont ouvert une école. Ma première sortie, ce matin, sera pour la visiter.

Deux cents petits garçons (des Arméniens grégoriens et quelques musulmans), apprennent le français et la comptabilité. Les deux tiers de ces enfants entreront dans les services du chemin de fer allemand. Je vous promets qu'ils y apporteront un ardent préjugé en faveur de la France! Jusqu'à cette heure, je n'ai publié, dans ces pages, aucune des innombrables adresses qui m'ont été remises, d'Alexandrie à Constantinople, par les écoliers de nos missionnaires. Eh bien! laissez-moi transcrire ici celle qui me fut lue au « collège de la mission Saint-Paul des Augustins de l'Assomption » à Konia. Vous

Copyright by Maurice Barrès, 1923.

(1) Voyez la *Revue* des 15 février, 1er et 15 mars, 1er avril, 15 mai, 1er et 15 juin, 1er juillet, 15 septembre.

en apprécierez le joli ton oriental et puis ce bel amour de la France que nos missionnaires enseignent aux enfants. Je n'y change pas une virgule.

« Monsieur le Député.

« Il y a quelques semaines à peine, nous étions réunis en ce lieu pour présenter nos salutations à Son Excellence l'Ambassadeur de France à Constantinople.

« Et voilà qu'aujourd'hui votre honorable visite nous permet de manifester à nouveau nos sentiments patriotiques.

« Nos maîtres nous ont dit que vous comptiez au rang de ces hommes distingués qui, par leurs œuvres impérissables, méritent le titre d'Immortels. Aussi nous aurions quelque hésitation, nous étrangers, à parler en votre présence une langue au sujet de laquelle les Académiciens sont journellement nos ennemis, si nous ne savions que la première qualité du parler de France est qu'il laisse dire le cœur. C'est cette voix que vos oreilles exercées entendront monter du tréfonds de nos âmes.

« Dans un cadre quelque peu agreste, sur ce plateau d'Anatolie où le soleil d'Orient semble, depuis des siècles, avoir anémié les forces de la nature autant que les vigueurs morales, il est un coin modeste, à l'ombre d'un clocher, qui nous paraît une petite France. Nous y venons tous les jours respirer une atmosphère française ; et c'est pourquoi, si vous percevez les battements de nos cœurs, si vous pouvez surprendre la chanson qui les berce et le rêve de nos esprits, vous aurez l'illusion de vous trouver dans votre propre pays.

« Nous savons que la France est grande, que la France est puissante, que la France est riche de tous les biens; nous savons qu'elle est le centre de la civilisation, le foyer de la science ; qu'à son école l'on apprend la distinction, le bon goût, la noblesse des sentiments ; que, chez elle, bravoure et vaillance sont choses communes; et c'est pourquoi nous l'aimons à l'égal de notre propre patrie.

« Nous vous prions, monsieur le député, de vouloir bien dire tout cela aux petits Français de France ; nous voulons être leurs frères.

« C'est au nom de tous les élèves du Collège français Saint-Paul que je le dis et que je crie :

« *Vive la France!* »

Après ma réponse, la musique. Je n'ai jamais entendu jouer la *Marseillaise* avec une si farouche énergie. Ces Assomptionnistes savent ce qu'ils veulent et l'obtiennent. Ils me montrent un firman. C'est l'autorisation de bâtir une église. « Sept ans! disent-ils, il nous a fallu sept ans pour l'obtenir ! »

A côté des Assomptionnistes, les Oblates de l'Assomption tiennent une école de filles et un dispensaire.

— Quel âge avez-vous, petite fille?

— Quatre ans.

— C'est une Turque, monsieur le député.

— Une Turque! Parfait! Je ne quitterai pas la Turquie sans avoir embrassé une Turque. Petite fille, me permettez-vous? C'est Loti qui va être jaloux!

Je ne tenais pas en place. J'avais hâte de visiter le monastère des derviches Mevlévis, leur salle de danse, de chant, de poésie, d'enthousiasme sacré, et le tombeau de Djelal-eddin Roumi.

Un si grand poète, aimable, harmonieux, étincelant, exalté, un esprit d'où émanent des parfums, des lumières, des musiques, un peu d'extravagance, et qui, rien que de la manière dont sa strophe prend le départ et s'élève au ciel, a déjà transporté son lecteur... Son lecteur, mais non! Le charmant Djelal-eddin Roumi chante et danse son œuvre. Il n'a que faire de mettre un livre dans nos mains pour nous entraîner dans le cercle magique. Si ma bonne fortune m'assiste, je verrai ses derviches exécuter sur sa musique les mouvements savants dont il a donné le modèle. Il se survit dans ses fils qui, depuis sept siècles, répètent ses plus beaux délires autour de son tombeau. Ah! que je suis heureux!

Pour bien prendre mon plaisir, je cherche à rassembler en moi tous les désirs que j'ai eus de ce lieu sacré. Et ce matin, comme je me serais répété les premières strophes de *Mireille*, avant de pénétrer dans Maillane, — *Cante uno chato de Prouvenço*, — ou bien le *Prologue dans le ciel*, sur le seuil de Weimar, j'ai lu les premiers distiques du *Mesnévi*, « la Chanson du Roseau, » qui nous dit l'ardente aspiration de l'âme impatiente de retourner à Dieu.

« *Ecoutez la flûte de roseau se plaindre des douleurs de la séparation* :

« *Toujours, depuis qu'ils m'ont arrachée de mon lit de roseaux,*

mes notes plaintives ont ému les hommes et les femmes jusqu'aux larmes. J'ai brisé mon cœur, en m'efforçant de donner libre cours à mes soupirs et d'exprimer mon angoissante nostalgie de mon foyer. Celui qui vit loin de son foyer aspire continuellement au jour où il y reviendra. Mon gémissement est entendu dans toutes les foules, par ceux qui se réjouissent et par ceux qui pleurent. Chacun interprète mes notes en harmonie avec ses sentiments. Aucun pourtant n'approfondit les secrets de mon cœur. Mes secrets sont contenus dans mes plaintives notes, mais ne se manifestent pas aux sens. Le corps n'est pas étranger à l'âme, ni l'âme au corps. Cependant aucun homme jamais n'a vu son âme.

« *Cette plainte de la flûte est une flamme et non pas seulement un souffle. Que celui à qui manque cette flamme soit reconnu mort ! C'est le feu de l'amour qui inspire la flûte. C'est le ferment de l'amour que possède le vin. La flûte est la confidente de tous les amants infortunés ! Elle me contraint à dévoiler mes secrets les plus cachés.*

« *Qui a vu un poison et un antidote comme la flûte ? Qui a vu un consolateur aussi compatissant que la flûte ? La flûte raconte l'histoire des sentiers ensanglantés de l'amour...*

« *Celui-là seulement dont les vêtements sont déchirés par la violence de l'amour, est complètement pur de toute convoitise et de tout péché. Salut à toi, Amour, qui es notre Platon et notre Galien !*

« *L'amour attire nos corps terrestres vers le ciel, et fait danser les collines mêmes de joie ! O amants, ce fut l'amour qui donna la vie au mont Sinaï, quand il fut secoué et que Moïse tomba évanoui.*

« *Si mon Bien-Aimé me touchait seulement de ses lèvres, moi aussi, comme la flûte, je me répandrais en mélodies. Mais celui qui est séparé de ceux qui parlent sa langue, possédât-il cent voix, il est réduit au silence...* »

Comment de tels vers innombrables du *Mesnévi* et du *Divan* sont chantés et dansés par les disciples du poète, c'est ce que je vais apprendre, en saluant la tombe royale, au milieu du couvent où subsiste l'alliance primitive de la religion, de la musique et du délire. Voilà le vieux roi David ressuscité, voilà notre Théodore de Banville comblé.

LE TOMBEAU DE DJELAL-EDDIN ROUMI

Vue du dehors, au premier aspect, la dervicherie est agréable, sans plus, et même assez ordinaire. Derrière une grille de villa, une mosquée blanche et jaune, précédée de petits jardins, une fontaine rituelle, des stèles funéraires coiffées du turban, d'étranges loges vitrées, espèces de salons tout bariolés et brillants de miroirs et de pots de fleurs : c'est un assemblage à la fois hétéroclite et banal, un peu décevant pour le pèlerin qui croit toucher au pays de ses songeries. Mais sitôt les premiers pas dans l'intérieur, le mystère et le recueillement commencent, et nous sommes saisis par un singulier mélange d'opéra et de chapelle... Je pénétrai d'abord dans une salle de prière, à cette heure vide et obscure, où se tiennent, me dit-on, les fidèles pendant les séances de danse. Des nattes y couvraient le sol. De là, par une petite baie, nous passons dans une seconde salle, couverte d'une coupole que quatre arcs supportent. C'est la salle de danse, bien parquetée de bois blanc ; un skating, aurions-nous dit dans ma jeunesse, quand nous patinions à roulettes ; un dancing, dirait-on aujourd'hui. Et par une baie gigantesque, à droite, nous apercevons le salon des tombeaux... C'est mon but, et j'y cours.

Voilà le cénotaphe du Maître, entouré des tombeaux de ses fils et successeurs, les tchélébis. Ce tableau, éclatant de couleurs et d'un aspect solennel, proclame de la manière la plus saisissante la mission de Djelal-eddin, d'un caractère unique dans l'histoire des lettres et de la religion. Ce grand poète n'est pas seulement le fondateur d'un ordre, mais le chef royal d'une longue dynastie, au milieu de laquelle splendidement il repose. Tous ces monuments funéraires sont coiffés du bonnet légendaire des Mevlévis ou derviches, un haut bonnet de feutre brun clair, et habillés, comme de housses précieuses, de tapis de velours et de soie, qui font des épaisseurs et traînent jusqu'au sol. Au-dessus d'eux descendent des voûtes de longs cordons où pendent des lustres, des houppes de soie, des œufs d'autruche, des ex-votos, des bouquets de fleurs enrubannées. Tout autour, des cierges brûlent dans des chandeliers gigantesques de cuivre damasquiné. Puis, c'est tout un mobilier, des pupitres relevés de nacre et d'ivoire qui soutiennent des manuscrits, des brûle-parfums ciselés et niellés, des nattes de jonc et des tapis par

terre à profusion. L'air est chargé de l'odeur violente des roses mortes, des œillets, des lis et de l'encens. Une lumière parcimonieuse glisse à travers les vitraux de couleur. Des carreaux émaillés vêtent le bas des murs, et plus haut, çà et là, dans de grands espaces muets, des faïences développent d'admirables inscriptions bleues et noires.

Je me tenais debout devant le tombeau glorieux, et je jouissais d'avoir atteint le but dernier et le plus haut de mon voyage, quand, soudain, je sens une main qui prend mes deux mains croisées derrière mon dos, et qui les ramène le long de mon corps ! Je me retourne. C'est un derviche balayeur, un grand diable à la fois sournois et déférent, et dont le regard me déclare : « Oui, c'est ainsi. »

— Eh ! mon garçon, lui dis-je, quelle mouche vous pique?

— Il prétend, m'explique l'interprète, qu'il n'est pas convenable que vous vous teniez devant le tombeau ayant les deux mains croisées derrière le dos.

— Ah ! par exemple, pas convenable ! Il m'accuse de manquer de respect, lui qui néglige de balayer le sol autour du tombeau sacré, que moi, je suis venu honorer de si loin ! Traduisez-lui bien exactement mes paroles : j'ai traversé la mer, les terres, et j'ai fait des milliers de kilomètres, par amour pour le grand Djelal-eddin Roumi, et je vais lui donner une gratification pour qu'il m'aide à comprendre les vers du *Mesnévi* qui sont inscrits sur le tombeau.

Et cet audacieux balayeur de me dire, dans un français fort intelligible :

— Ce ne sont pas des paroles du *Mesnévi*, mais du Coran.

Je crus entendre l'ânesse de Balaam parler.

— Comment ! vous parlez français?

— Un peu.

— Et vous connaissez le *Mesnévi*, le *Divan*?

— Je les connais.

— Et vous tournez?

Il fit signe que oui... Il s'exprimait avec peine en haletant et comme un cheval broie de l'avoine. Je le saisis par le bras avec enthousiasme.

— Que faites-vous ici?

— Je balaye.

— Vous balayez ! C'est insensé ! Vous feriez mieux de

m'expliquer les parties obscures du *Mesnévi*. Je vous emmène, je vous prends pour professeur. Nous ne nous quitterons plus. Connaissez-vous Chems-eddin?

— Oui.

— Quel a été son rôle?

Il paraissait un peu inquiet. Il offrit de sortir, et dit que l'on causerait mieux ailleurs.

— Je le veux bien, car j'ai peu l'habitude de discuter, les pieds quasi nus sur des dalles quasi glacées.

Il nous conduisit dans une petite cellule. Un de ses confrères l'avait suivi, et je vis qu'ils se concertaient pour avoir du café.

— Je ne prendrai, lui dis-je, qu'une cigarette et votre science. Comment se fait-il que vous sachiez quelque chose?

— Tous les derviches sont les enfants de Djelal-eddin. Il n'y a pas d'inégalité autour de lui. Il a dit : « Je préfère mes derviches à mes enfants. » D'ailleurs, j'ai été dignitaire. Mon prédécesseur a été exilé. Je lui ai succédé. Il a été gracié et je suis rentré dans le rang.

— Parfait, excellent! Ne prenez pas la peine de me parler de vous. Vous êtes un type qui a eu des malheurs. Il y en a partout. Laissons cela, car je ne suis pas indiscret, pas même curieux. Parlez-moi de Chems-eddin.

A ce moment un vieux derviche vint annoncer que c'était l'heure du déjeuner.

— Quel ennui! Enfin, s'il le faut, déjeunez. Mais tâchez de me rejoindre, aussitôt que possible, à la Banque ottomane.

Je lui remis ma carte. Il m'assura avec de grands respects qu'il ne mangerait qu'une bouchée.

. . . . . .

— Viendra-t-il? disais-je quelques minutes plus tard avec anxiété à M. Ernest Noblet, le directeur de la Banque ottomane.

— N'en doutez pas.

— Ce déjeuner, ce n'est pas une défaite?

— Nullement! Les derviches habitent où il leur plait, mais la dervicherie leur sert des repas, à heure fixe. Songez que l'ordre de Konia dispose de cent quatre-vingt mille francs de rente. Votre homme va accourir, sitôt restauré, et permettez-moi de vous dire, avec la connaissance que j'ai du pays, qu'une fois

vous parti, il se rappellera encore le chemin de ma maison. Ces saintes gens aiment beaucoup les banques.

M. Noblet avait raison. Au bout d'une demi-heure, le balayeur parut. Je le fis asseoir et lui dis :

— Nous sommes des amis. Parlez-moi de Chems-eddin.

Il était si content de mon amitié que, comme je voulais prendre une allumette, il saisit ma main au vol et, avec grande révérence, la baisa.

— Oui, continuai-je, je ne comprends pas le rôle de Chems-eddin auprès du grand Djelal-eddin. Est-il son maître ou son élève ?

— Chems-eddin avait déjà beaucoup médité et voyagé. Un jour il se dit à lui-même : « J'ai besoin de trouver une âme avec qui causer sur les choses de la création. » Il eut un rêve, et ce rêve lui dit : » Il faut que vous alliez à Konia pour y trouver Djelal-eddin. » Chems-eddin a quitté son pays ; il est venu à Konia ; on lui a dit que Djelal-eddin n'aimait pas les derviches qui s'habillaient mal. Alors il s'est mal habillé, et quand il a vu passer Djelal-eddin dans sa gloire, entouré de ses élèves et monté sur un mulet, il l'a abordé et lui a dit : « Est-ce que Mahomet est plus grand que Bayézìd Bastamì ? »

— Permettez-moi de vous interrompre. Pourquoi Chems-eddin s'est-il habillé mal ? Il voulait déplaire à Djelal-eddin ?

— Non, c'était pour attirer son attention et pouvoir lui poser une question. S'il s'était habillé comme tous les autres, il n'aurait pas attiré son attention et n'aurait pu l'approcher dans la rue.

— Très bien ! Continuez. Vous dites que Chems-eddin a demandé à Djelal-eddin : « Est-ce que Mahomet est plus grand que Bayézìd Bastamì ? » Qu'a répondu Djelal-eddin ?

— Djelal a répondu : « Mahomet est un prophète comme Isaac, mais Bayézìd est un homme comme les autres. » — « Alors, continua Chems-eddin, comment se fait-il que Mahomet ait dit : Sois glorifié, tandis que Bayézìd a dit : Que je sois glorifié ! » (*Ce qui signifiait qu'il se divinisait.*) Cette question ainsi posée a fait penser à Djelal-eddin que Chems-eddin était un grand esprit, et sur la minute il se sentit disposé à le prendre pour maître et ami. Cependant il devait répondre, et il répondit : « Bayézìd est comme un enfant qui voit un verre d'eau et qui croit que c'est une mer, mais Mahomet est comme

un capitaine qui voit une mer et qui comprend que ce n'est qu'un verre d'eau. Bayézîd Bastamî s'est émerveillé de ce qu'il avait obtenu de sagesse, mais Mahomet savait que cette sagesse humaine, c'est encore peu auprès de l'océan divin, et il rapportait tout honneur à Dieu. » Après cette réponse, Chems-eddin a vu que Djelal-eddin était un grand esprit, et il le choisit pour maître et ami.

— Bravo ! je vous remercie, je suis enchanté ; continuez à me parler de ces deux sages. Qu'est-il arrivé d'eux, après cette conversation ?

— Chems-eddin est allé immédiatement, avec Djelal-eddin, à la Médressé. Là, Djelal-eddin avait des livres. Chems-eddin les a tous jetés dans un bassin rempli d'eau. « Les livres ne valent rien, a convenu Djelal-eddin. Pourtant il en est un que je voudrais garder. » Alors Chems-eddin, sans autre indication, a retiré du bassin le livre auquel songeait Djelal-eddin. Et sur ce livre, il y avait de la poussière, pas une goutte d'eau.

— Le miracle m'intéresse, mais qu'y avait-il dans le livre ? Voilà ce que je voudrais savoir.

— Lorsque Djelal-eddin encore enfant a quitté Balk, avec son père, tous deux ils ont rencontré Férîd-eddin Attar. Ce grand poète a donné au petit garçon le recueil de ses poèmes. C'est pour cela que Djelal-eddin y tenait. Il le lisait et il honorait Férîd-eddin Attar. Et c'est ce livre-là qu'il a voulu sauver.

— Je le comprends. Car nous possédons en français le *Mantiq-Uttaïr*, et ce voyage des oiseaux, menés par la huppe à la conquête du plus haut mystère, je ne connais pas de plus beau poème qui se soit jamais élevé vers la voûte céleste. Oui, vraiment un poème qui traverse le ciel comme un vol d'oiseaux mystérieux... Racontez-moi encore d'autres histoires.

— Calah-eddin, avant d'être un grand saint, était recherché comme un orfèvre très habile. Un jour que dans sa boutique il forgeait une pièce d'or, le grand cheikh Djelal-eddin vint à passer, et commença à tourner, sous l'influence du martellement, et aussi parce qu'il avait une inspiration. Il voyait que le temps d'être cheikh était venu pour Calah-eddin. Il dansa, et Calah-eddin ne cessait de battre le métal. Alors ses ouvriers lui dirent : « Vous détruisez vos feuilles d'or. Cessez de frapper. » Calah-eddin répondit : « Quand je perdrais toute

ma fortune, je ne voudrais pas cesser de battre le métal. » Il acceptait de se ruiner plutôt que d'interrompre l'enthousiasme du poète. Le grand cheikh a tourné ainsi du matin jusqu'à la prière du soir. A ce moment, il s'arrêta et il improvisa le poème : « Un trésor s'est formé dans cette boutique de batteur d'or... » Calah-eddin invita le peuple à piller sa propre boutique, et s'en alla vivre dans le cercle du poète.

— Encore une histoire, mon cher Derviche.

— Un jour, les orfèvres de Constantinople sont arrivés à Konia, et ils ont dit à Djelal-eddin qu'ils pouvaient lui apprendre à transformer en or le cuivre et le plomb. « Avec quoi ? a demandé le cheikh. — Avec le soufflet et le creuset. » Djelal-eddin a répondu : « Ces instruments sont tout à fait inutiles pour produire de l'or. Il faut que la parole elle-même crée de l'or. » Et en invoquant le nom de Dieu, il ordonna à une colonne de marbre de se transformer. Les orfèvres ayant brisé la colonne constatèrent qu'elle était toute en or.

— Il eût mieux fait de transformer l'esprit de quelqu'un.

— Du moment qu'il a pu transformer le marbre en or, à plus forte raison il peut améliorer l'âme.

— C'est sans doute ce qu'on obtient par la danse?

— Djelal-eddin tournait toujours et il prononçait en tournant le nom d'Allah. Il a dit que le tourner donne du plaisir à l'esprit et de la nourriture à l'âme.

— Qu'est-ce qu'on ressent dans l'âme en tournant ?

— Il n'y a pas moyen d'expliquer. Chacun éprouve une impression spéciale. Est-ce qu'on peut expliquer l'amour ?

« Chacun, une impression spéciale ! » Je suis étonné que ce balayeur m'ait dit un mot si vrai, qui nous dévoile les dangers de cet appel aux intuitions, les dangers de l'individu se soustrayant dans son ivresse à toute règle.

— Mon cher Derviche, je suis votre obligé. Un élève remercie son maître. Que puis-je faire pour vous ?

— Je ne suis pas votre maître. Je ne suis qu'un pauvre derviche. Maintenant j'aimerais vous interroger sur les choses de votre pays.

— Vous êtes bien poli. Nous parlerons de Paris, quand vous viendrez m'y voir. Ici ne remuez rien en moi qui m'empêche de penser à Djelal-eddin. Voulez-vous me faire le plaisir que nous dînions ensemble, ce soir?

Il accepta volontiers; puis, dans la soirée, il vint se décommander, et je ne l'ai plus revu, car j'avais eu l'occasion de faire la connaissance de quelqu'un qui lui est infiniment supérieur.

PREMIÈRE CONVERSATION AVEC LE TCHÉLÉBI

Frappé du plaisir que je trouvais dans la société de ce balayeur, M. Noblet m'offrit de me conduire chez le Tchélébi, qui est le descendant de Djelal-eddin et son successeur à la tête de l'ordre des Mevlévis, et il avait poussé l'obligeance jusqu'à persuader M. Ara Handjian, inspecteur de la Dette publique ottomane, de me servir d'interprète. Vous pensez si j'ai accepté d'enthousiasme une proposition qui comblait mes désirs.

A quelque distance de la ville, une petite propriété campagnarde, où nous sommes accueillis par un derviche, charmant de bonté et d'humilité, qui nous sourit et qui s'en va, en tournoyant, me semble-t-il, avertir son maître. Nous l'attendons devant la maison, une maison blanche assez basse, au petit perron très simple. Une prairie la précède, bordée sur la route par des jujubiers dont l'odeur parfume l'air, sur l'autre côté par des bâtiments domestiques, et fermée, tout au fond, devant nous, par de hauts peupliers derrière lesquels elle continue. C'est un paysage bien arrosé et verdoyant, d'une paix religieuse. Un mouton paît; l'eau bruit : une petite fille demi-nue surgit; des oiseaux gazouillent. « La vie est douce ici, » me dit l'interprète.

M. le Supérieur va venir. Et d'abord, on nous apporte de la confiture, du mastic et de l'eau.

Le voici! Une physionomie très fine, de charmantes manières, une taille moyenne, un type un peu arménien, le nez légèrement aquilin, la barbe un peu frisottante. Son teint est assorti à son haut chapeau de feutre, couleur de miel, et à sa robe de bure qui flotte sur un vêtement gris.

Nous nous asseyons devant la maison.

— Monsieur le Supérieur, lui dis-je, je suis venu à Konia saluer le tombeau de Djelal-eddin Roumi et m'instruire de la pensée qu'il a transmise à votre ordre. Ce matin, en visitant à la dervicherie le salon de danse et le salon mortuaire des saints, je me répétais ce que dit le *Divan* : « Finalement, les adeptes du

monde spirituel danseront sur la terre entière, le visage tourné vers Konia. Il en résultera un tel plaisir que ceux qui sont morts à la passion s'y dirigeront, et que nos pensées et nos mystères entoureront l'univers. » Eh bien! sans attendre la fin du monde, je suis venu vous interroger sur ces mystères. Me permettez-vous quelques questions? Je voudrais me faire une idée claire de Djelal-eddin. Quel but un si noble esprit poursuivait-il en instituant les danses?

— C'est lui-même qui a écrit : « Si je vais à Balk, le populaire est assez exemplaire, mais à Konia il est adonné à la musique et aux divers jeux. Pour le conduire à connaître Dieu, je suis obligé d'accepter dans la religion la musique, la danse et la poésie. » Et dans un autre passage : « Il y a plusieurs chemins; moi, j'ai choisi ce chemin pour conduire l'homme à Dieu. »

— Alors, il a adopté cette habitude de tourner, mais il ne l'a pas inventée?

— Le tourner, ce que nous appelons le Sima, le concert spirituel, existait avant la fondation de l'Islam. Cela vient du Turkestan. C'est un usage qui existait universellement à Konia. Djelal-eddin n'est pas le fondateur de cet exercice, mais il l'a admis, bien que son père peut-être, dans le principe, y ait vu des objections. En effet, son père Beha-eddin, qui venait de Balk, avait hésité à se fixer à Konia parce que c'était une ville de musique. Il fallut que le sultan d'alors lui dît : « Si le cheikh veut faire à Konia le séjour de ses enfants, moi, de toute ma vie, je n'écouterai plus le son des chansons et des harpes. » Par la suite, Djelal-eddin, devenu professeur à la mort de son père, s'est révélé musicien et poète. Il a ajouté cinq cordes à la viole, qui jusqu'alors n'en avait que trois. Il passait ses jours en musique et en poésie, et sous l'influence de Chems-eddin qui est alors arrivé et qui ne s'occupait que de la prière, il a enseigné la gnose par la voie gracieuse du concert spirituel.

— Ah! je vois, Chems-eddin est le maître de Djelal-eddin.

— Erreur! Chems-eddin était ignorant. Mais il avait une inspiration naturelle et, dans certaines circonstances, il brillait par son esprit. C'est à propos de lui qu'on peut dire : « Nul savoir n'égale en intensité un atome d'amour mystique tourné vers le véritable Maître du pouvoir. » Il était tout à fait igno-

rant en apparence, mais, par son génie natif, il a conquis la sympathie de Djelal-eddin, au point qu'il porta ombrage aux autres disciples. Ceux-ci allaient le tuer; il prit la fuite à Damas. Djelal-eddin l'a envoyé chercher par son fils. Trois fois encore il a fui. Et puis un jour les jaloux l'ont frappé. On a entendu un cri. On ne l'a plus revu. Quelques-uns croient qu'il vit encore.

— M. le Supérieur le croit?

— C'est la rumeur. Pourtant, sous le tombeau qui est au nom de Chems-eddin, il y a un puits. Et beaucoup pensent qu'il a été tué et jeté dans ce puits.

— Quel est le rôle exact de Chems-eddin?

— Chems-eddin a éclairé la pensée de Djelal-eddin, à la manière d'une allumette qui allume la lampe. D'un autre côté, lui-même a dit : « Je ne me suis connu que grâce à Djelal-eddin. » Voyez-vous, il n'est pas juste de dire que Djelal-eddin a introduit dans le monde le concert spirituel, mais il l'a surélevé. Chems-eddin et Djelal-eddin se combinent de manière à former un composé qui diffère de chacun d'eux. C'est de leur rencontre qu'a jailli la doctrine. Ils étaient indispensables l'un à l'autre. Djelal-eddin a composé le *Mesnévi* après qu'il eut perdu Chems-eddin et à cause du grand chagrin qu'il ressentait de cette disparition. En cela il l'a écrit par Chems-eddin. Et son *Divan*, c'est le recueil des poèmes qui expriment son amour pour Chems-eddin. Il l'écrivit tout imprégné de l'esprit de son ami.

— Ah! monsieur le Supérieur, que de questions vous faites lever en moi que je dois ajourner, et peut-être à jamais! Pourtant, je voudrais savoir si Djelal-eddin a laissé des institutions, une règle, comme en possèdent nos ordres religieux.

— Il a laissé un livre très détaillé, *Minhaz el Fakara*, la voie des pauvres. *Pauvre*, dans ce sens, veut dire *derviche*. Pour comprendre notre Maître, on doit d'abord étudier le *Mesnévi*, qui donne tous les détails, l'instruction concernant l'ordre, et ensuite le grand *Divan*, qui initie au sentiment d'amitié, d'admiration, d'amour que le poète vouait à Chems-eddin. *Mesnévi*, c'est la préparation ; le grand *Divan* rien que l'amour. Le grand *Divan* est très élevé, et tout le monde ne peut pas le comprendre. Ces deux ouvrages ont l'un et l'autre inspiré les règlements que vous demandez.

— Ces règlements sont-ils imprimés?

— Oui, en Égypte et à Constantinople, il y a une vingtaine d'années, on a tiré du *Minhaz* notre canon et notre règlement. Il y a des personnes qui lisent textuellement ce qui est dans les livres, et il y a des élèves à qui le maître donne des commentaires.

— Faites-vous des récitations des plus beaux poèmes de Djelal-eddin?

— Entre eux, les derviches le lisent toujours. Il faut le lire une fois par semaine. Après le Coran, il n'y a pas de livre plus étudié que le *Mesnévi*.

— Djelal-eddin a-t-il laissé de la musique?

— C'est par tradition que les airs sont restés. Pourtant il y a un air de flûte. Vient-il exactement de Djelal-eddin? Djelal n'a pas laissé de morceaux notés, mais les airs sont restés. Et depuis quelques années on les a notés.

— Peut-on se les procurer?

— Quand vous serez à Constantinople, chez Ali-Bey, mari de l'Égyptienne Zehrahanoum, à Orta Keui.

Il me donne l'adresse.

Je m'excuse et, quoique frémissant de mille questions que je voudrais poser au Tchélébi, je pense qu'il faut que je parte. De lui-même, il tient à me dire :

— En plus de son *Mesnévi*, Djelal-eddin est resté en personne dans les traditions de la nation ottomane. Il y avait ici le royaume des Seldjoucides, et au Sud, les Osmanlis. Une fois, le roi des Seldjoucides commit une faute : il renia comme cheikh Djelal-eddin et fit venir un cheikh du Caire. Peu après, les Tatars, les Mongols sont venus ici, et dans cette grande crise le Sultan fut appelé à un conseil de guerre par ses généraux. Ils l'ont jeté dans un cachot et étranglé, tandis qu'il criait : « Notre maître, notre maître! » Il invoquait ainsi Djelal-eddin. Mais celui-ci, dans ce moment-là, était à Konia, au concert spirituel, et il récitait un poème : « Je te l'avais bien annoncé qu'ils ont le bras très long et qu'ils te lieraient les pieds. » (*M. le Supérieur s'anime et laisse tomber son chapelet de grains noirs.*) Djelal-eddin avait donné l'épée et la couronne au chef des Osmanlis. De là vient qu'aujourd'hui encore les padischah reçoivent le sabre des mains du Tchélébi, au début de leur règne, dans la mosquée d'Eyoub... Il faut aussi que vous sachiez

que dans l'Empire ottoman tous les gens érudits font partie de notre ordre. Tous les sultans, tous les princes. Notre ordre est une confrérie de travailleurs. Les derviches ont la poésie, la musique, la bijouterie. Ils sont artistes. Sans doute cela se perd ; jadis on recrutait l'ordre parmi les ouvriers, tandis que maintenant ce sont les gens les plus élevés; n'empêche qu'il y a toujours chez nous un pourcentage de certaines professions, des bijoutiers entre autres et des batteurs de métaux.

Le Tchélébi me dit cela pour que j'emporte une haute idée des derviches et des privilèges de leur Supérieur.

LE POÈTE DE L'AMOUR COURONNÉ

Ainsi, jadis, un fils des rois et du ciel a chanté et dansé dans Konia, et voici qu'après des centaines d'années et des millions de pèlerins, je suis venu à mon tour regarder la danse, écouter le chant, dont il a donné la première note et le premier ébranlement. Quelle joie d'interroger son arrière-descendant, l'homme qui, de tout l'univers, peut le mieux m'introduire dans la familiarité d'un grand esprit enveloppé de mystère! Ces minutes que je viens de passer avec le Tchélébi, je ne leur vois d'équivalent, que je puisse dire, au cours de ma vie entière, qu'un entretien que j'eus avec Paul Meurice, peu de jours avant sa mort, et dans lequel ce parfait disciple répondit avec liberté à toutes mes questions sur le caractère intime de son maître.

J'aime m'asseoir dans l'ombre de ces hautes familiarités, et comme la flamme du foyer dans les longues nuits d'hiver nous tient société avec ses brusques élans et ses repliements, je demeure là, sans une parole, en étroite sympathie de vénération. M'instruisent-ils, le Tchélébi, le Balayeur, le tombeau, le collège, tous ces derviches et leur dervicherie? Ils donnent du sang et des nerfs à l'image que, depuis tant d'années, j'ai prise pour société secrète; ils me font éprouver, comme un être réel, le génie de mes rêves. Ici, un jour, le jeune homme est arrivé, tel qu'on a vu, plus près de nous, Gœthe entrer dans Weimar et le petit Mozart parcourir l'Europe. Ces êtres si divers, sous des climats variés, produisent le même choc, quand ils nous apparaissent, et que penchés sur leur cercle magique nous murmurons : « Aimez ce que jamais on ne verra deux fois. »

Les yeux de l'enfant mystique étaient pleins de l'ivresse causée par l'océan tumultueux de la divinité, ce qui fait qu'il a été dit : « Dans ses deux yeux, vois l'image de notre Ami dansant sur le fond noir de son regard. »

Connaissez-vous sa vie? J'ai feuilleté indéfiniment *les Saints des Derviches tourneurs*, d'Aflaki, dans la précieuse traduction que nous a donnée Claude Huart, un ouvrage fort analogue aux *Fioretti* que, dans le même temps, recueillaient les disciples de saint François. La valeur historique de ces sortes de légendaires est douteuse, mais qu'ils nous font bien connaître le milieu spirituel où se sont formés ces grands ordres religieux d'Assise et de Konia!

Djelal-eddin naquit aux premières années du grand treizième siècle, de race royale par sa mère et sa grand mère, — ce qu'un poète exprime par ces vers : « En remontant jusqu'aux reins d'Adam, tous ses prédécesseurs ont été les grands des festins et des guerres; » — et de race savante par son père, Béhâ-eddin Weled, qui émerveillait le Khoraçan par son professorat, sous le titre de « Sultan des savants. » Mais plus haut encore, par un privilège du ciel, il appartenait à l'espèce de ceux en qui le divin respire. Un charmant enfant, gracieux, plein de poésie, de religion et de visions. Parfois, à l'âge de cinq ans, il tressaillait, changeait de place, s'agitait; les disciples de son père l'attiraient alors au milieu d'eux; et dans ces moments, les apparences mystérieuses prenaient forme, se cristallisaient sous ses yeux : il voyait les anges, les djinns et les hommes illustres, ceux que l'on nomme « les Voilés de la coupole de Dieu. » Un jour, à Balkh, qu'il était avec ses petits camarades sur la terrasse qui, là-bas, recouvre chaque maison, l'un d'eux s'écria : « Je parie que je vais sauter de cette terrasse sur cette autre. — Non, répondit-il, une action de cette sorte ne peut provenir que d'un chat ou d'un chien. Mais s'il y a dans votre âme de la force spirituelle, venez, et nous nous envolerons jusqu'au ciel. » Sur ces mots, il disparut. Les enfants se mirent à pousser des cris. Au bout d'un clin d'œil, il revint au milieu d'eux, et un changement était devenu visible dans son corps béni. Les enfants, la tête découverte, se prosternant à ses pieds, devinrent ses disciples.

Cette parcelle de Dieu fut reconnue en lui, quand il avait sept ans, par le poète Férid-eddin Attar. Le vieil homme pro-

phétisa qu'il atteindrait la plus éminente spiritualité, et lui remit un exemplaire de son *Livre des secrets*, cet exemplaire même dont le balayeur m'a dit, l'autre matin, que de toute la bibliothèque de Djelal-eddin, il avait été le seul ouvrage épargné par Chems-eddin.

Cette merveilleuse rencontre du glorieux vieillard et du jeune génie eut lieu à Nichapour vers 1210, quand Beha-eddin Weled, ayant encouru la jalousie du sultan, dut s'éloigner de Balkh. Les fugitifs allèrent à Bagdad, à la Mecque, à Damas. Toute sa vie, le poète garda le plus vif souvenir des misères de cet exode, et bien plus tard, un jour de tristesse, à Konia, dans une grande séance de concert, au son de la flûte, il chanta : « Il y a longtemps que le cœur du mystique est plongé dans la douleur. La colère des cœurs ruine les mondes; voilà pourquoi le malheureux Khoraçan est en ruines, au point que la restauration n'en est pas possible. » Ses disciples le prièrent de s'expliquer, et c'est alors qu'il leur raconta les tribulations de l'exil.

En cours de route, quand Djelal eut atteint l'âge de puberté, on lui fit épouser une jeune fille de Samarcande, une fille sans pareille pour sa grâce et sa perfection. On l'appelait Gauter-Khâtoun. Djelal avait alors dix-huit ans. Sultan Veled fut leur premier-né. Par la suite, quand le père et le fils allaient ensemble à une réunion, ils ne manquaient jamais de s'asseoir l'un à côté de l'autre, et tous les assistants croyaient qu'ils étaient frères.

Quatre années après ce mariage, Béha-eddin avec tous les siens se fixa enfin à Konia, auprès du prince des Seldjoucides, et commença de professer, comme il avait fait à Balkh. Plus timide que ne devait l'être celui de son fils, son enseignement semble avoir été plein de lumière, d'imagination et d'amour. Un vendredi, comme il disait qu'aux jours de la Résurrection, le Très-Haut récompensera les bonnes œuvres et les bonnes mœurs au moyen des houris, un vieillard se leva dans un coin de la mosquée et s'écria : « Aujourd'hui, dans ce monde, occupons-nous des traditions qui peuvent instruire les croyants. C'est plus tard qu'il suffira de contempler le visage des houris. » Il répondit : « Mon cher, si je parle des houris, c'est à cause de l'imperfection de l'intelligence du commun des hommes. Le principe, c'est de voir l'Ami, mais cette vue a toute sorte

de noms, et l'on peut voir le Créateur dans chaque objet créé. »

Il vécut jusqu'à l'âge de 85 ans. Dans ses derniers temps, il se promenait continuellement autour des cimetières et disait : « Oh! mon Dieu! tu nous as ordonné pendant la nuit de contempler les étoiles brillantes du ciel... Le ciel, ce lieu éloigné de toutes les hypothèses et de toutes les imaginations, où il n'y a que l'amour! l'amour! l'amour! » A sa mort, ce fut un regret général, et tous disaient : « Ce paon du trône de Dieu est parti vers le trône, lorsque les voix mystérieuses lui en apportèrent l'odeur. »

Djelal-eddin hérita la chaire magistrale de son père. Toutefois, avant d'y professer, il alla se perfectionner en Syrie. Il étudia à Alep, à Damas, et là, un jour qu'il se promenait dans le Meidan, il rencontra un individu étrange, vêtu de feutre noir, coiffé d'un bonnet noir. C'était Chems-eddin Tebrizi qui, lui baisant la main, lui dit : « Je suis le changeur du monde, » et se perdit dans la foule. Djelal-eddin rentra à Konia et commença son enseignement ; Chems-eddin continua d'errer, comme l'oiseau dans le ciel, quand il cherche son orientation ; mais ils devaient se revoir. Ils étaient prédestinés pour être l'un à l'autre un décisif événement.

Hier, le Tchélébi m'a ouvert une importante vue, sûrement exacte, quand il m'a dit : « Chems-eddin, ce fut l'allumette. » Un tel homme, nous ne pouvons pas le rencontrer sans vouloir nous en faire une idée.

Et d'abord, quelque chose nous intéresse vivement, nous qui venons de nous promener avec tant de passion sur les traces des Hashâshins : ce Chems-eddin Tebrizi, ce Soleil de Tebriz, se rattache, dit-on, aux Grands Maîtres d'Alamout. Il serait de leur sang. Ne fût-ce qu'une légende, elle est significative. J'ai essayé de me la faire confirmer par les Ismaéliens sous les oliviers de Khawabi. Ils en avaient tout au moins une notion confuse. Cet errant drapé de son manteau sombre et qui doit disparaître si tragiquement de la scène du monde, c'est un petit fils de Bozorg-Omid, le successeur de Hasan Sabah. Par là il nous semble un prédestiné des grandes aventures de l'âme.

Lui-même, il a raconté ceci : « Quand j'étais enfant, je voyais Dieu, je voyais les anges, je contemplais les choses mystérieuses, et je pensais que tous les hommes les voyaient.

Cela ne venait pas de ma dévotion, de mes mortifications, mais cela me venait de l'éternité dans mon berceau. »

Une fois qu'il se promenait avec son père dans la campagne, et celui-ci lui reprochant de ne pas aller à l'école, l'enfant montra une poule qui regardait avec désespoir nager sur le ruisseau deux petits canards récemment sortis de sa couvée : « Voilà notre situation. Vous êtes mon père, mais vous ne savez pas ce que je suis. Je suis l'homme à l'eau, et vous êtes à terre. Mon éducation, mon instruction sont ailleurs. Je n'ai pas besoin d'école. »

Il partit de Tebriz pour s'instruire et s'élever jusqu'au degré de l'absolue perfection. Pendant des années, il voyagea tout éperdu à travers l'Asie, et il était devenu célèbre sous le nom de Chems-eddin le Volant. C'était un être lumineux, mais violent, despotique, amer et qui traitait d'ânes et de veaux ses adversaires les plus instruits. Il était lui-même illettré, mais avec un immense orgueil spirituel, fondé sur la conviction d'être un organe choisi par Dieu. Il dénonçait la futilité de la connaissance extérieure, le besoin de l'illumination et la valeur suprême de l'amour. Un jour, dans une grande solennité où les savants, les cheikhs et les émirs discutaient sur toutes les sciences religieuses et profanes, il se leva et s'écria : « Jusques à quand nous ennuierez-vous avec vos traditions, et courrez-vous dans l'hippodrome montés sur une selle sans cheval ? Personne d'entre vous ne dira-t-il : mon cœur m'a appris ceci? Vous rapportez des paroles que nous ont transmises les grands d'autrefois, des pensées qui leur venaient dans leurs extases ; mais vous, les hommes d'un nouveau temps, où sont vos secrets et vos messages? Toutes ces études, toutes ces lectures, toutes ces peines, c'est pour rendre obéissante et humble la passion ; c'est le joug au cou du bœuf, pour le dompter et lui faire labourer le sol. La science qu'on n'a pu soumettre n'est plus qu'un embarras, et l'ignorance vaut cent fois mieux. »

Il lui arrivait d'être écrasé par la fréquence et la continuité des manifestations divines. Dans ces moments, quand il s'apercevait que les forces humaines sont impuissantes à supporter cette Beauté, il se mêlait en secret, comme homme de peine, aux terrassiers. C'est l'aventure de Mahomet qui, dans ses heures de submersion, sous l'excès de la spiritualité, se tournait vers Aïcha : « Aïcha, parle-moi, ô la petite rougeaude ! »

Continuellement, Chems-eddin se tourmentait : « Parmi les amis intimes de Dieu, dans le monde d'en-haut et d'en-bas, personne n'aura-t-il la patience de me supporter? » Une nuit, dans son ivresse mystique, il supplia : « Oh! Supérieur, je demande que tu me montres un de tes êtres aimés et voilés. » Une voix lui répondit : « Le compagnon voilé que tu réclames, c'est Djelal-eddin Roumi. — Dieu, s'écria-t-il, découvre pour moi son visage béni. — Que me donneras-tu en récompense? » Il répondit : « Ma tête. » Et la révélation continua : « Va à Konia. »

Quand il fut à Konia, — le Balayeur évoquait tantôt cette scène mémorable, — il vit passer Djelal-eddin chevauchant une mule et entouré de ses élèves. Il se leva, courut à lui et, saisissant la bride de sa mule, lui dit : « Oh! changeur de la monnaie des pensées, réponds-moi. Qui est le plus grand de Mahomet ou bien de Bayésid ? » Djelal-eddin répondit : « Mahomet est le prince et le général de tous les prophètes et de tous les saints. » « Alors, répliqua Chems-eddin, comment se fait-il que Mahomet ait dit : Sois exalté! tandis que Bayésid a dit : Que je sois exalté? » Djelal-eddin, devant cette question pleine de difficulté, répondit : « Que Dieu sanctifie ce très haut mystère! Pour Bayésid, la soif est étanchée par une seule gorgée; il s'est senti rassasié; la cruche de sa compréhension a été remplie par une seule quantité; sa lumière a été proportionnée à l'ouverture de sa fenêtre. Mais Mahomet, l'élu de Dieu, avait un désir considérable d'être abreuvé; de jour en jour, d'heure en heure, il voyait grandir les lumières de la majesté et de la toute-puissance de Dieu. Et voilà pourquoi il disait : sois exalté, nous ne t'avons pas connu comme tu le mérites; tandis que Bayésid disait : que je sois exalté, que ma dignité soit haute. »

Pour faire cette grande réponse, Djelal avait dû fournir un tel effort d'intelligence, qu'ayant achevé, il poussa un rugissement. Dans la suite, quand il racontait cette première rencontre, il disait : « Au moment où Chems-eddin me posa cette question, je vis une fenêtre s'ouvrir au haut de ma tête, et une fumée s'en éleva jusqu'au sommet du trône immense. » Lorsqu'il revint à lui, il prit la main de Chems-eddin et l'entraîna dans son collège. Pendant trois mois, ils restèrent enfermés, nuit et jour, tous deux seuls, et personne n'avait l'audace de les rejoindre.

Dans cet immortel tête-à-tête, Chems-eddin multiplia les épreuves merveilleuses. Il demanda à Djelal-eddin son épouse Kira-Khatoun, qui par sa beauté et sa chasteté était la perfection de l'époque, et Djelal-eddin l'amena par la main. Mais Chems-eddin dit : « Elle est la sœur de mon âme. Je te demanderai plutôt un gentil garçon qui me serve. » Immédiatement Djelal-eddin amena son propre fils, en disant : « Il faut espérer qu'il sera convenable pour le service de tes chaussures. — C'est mon fils chéri, dit Chems-eddin, laissons. Mais s'il y a moyen de se procurer du vin, je l'emploierai en guise d'eau, car je ne puis m'en passer. » Djelal-eddin courut dans le quartier des Juifs pour y faire remplir une cruche de vin qu'il rapporta à Chems-eddin. Celui-ci poussa un cri, déchira ses vêtements et posa sa tête sur les pieds de Djelal-eddin. « J'en jure par Dieu, dit-il, on ne verra jamais un sultan plus aimable que toi. Je voulais éprouver la limite de ta mansuétude. » Et il se déclara son disciple. Cependant il continua : « Ne lis plus les paroles de ton père. » Djelal cessa de les lire. « Ne lis plus les poètes; ils n'en valent plus la peine. » Il se détourna d'eux. « Ne parle à personne. » Il garda le silence. Il avait abandonné tout enseignement, uniquement occupé de la sainteté de Chems-eddin.

Une si prodigieuse transformation ne pouvait aller sans scandale. Depuis des années, ses paroles étaient la nourriture spirituelle et le vin des purs. Ceux-ci se trouvèrent affamés et assoiffés, et une grande rumeur se souleva contre Chems-eddin. Mais ce mécontentement ne touchait pas les deux amis. « Lorsque la résurrection se lèvera, disaient-ils, quand les prophètes et les saints se tiendront alignés et que les croyants se rassembleront par troupes, tous deux, nous tenant par la main, nous irons au Paradis en marchant fièrement et glorieusement. » Un jour que Djelal-eddin avait loué avec une exagération excessive les miracles et la puissance de Chems-eddin, on rapporta cet éloge à celui-ci. « Par Dieu, répondit-il, je ne suis pas même une goutte de l'océan qui est la grandeur de Djelal-eddin, mais je suis mille fois plus qu'il n'a dit. » Et Djelal-eddin, ayant connu ce propos, s'écria : « Il a loué sa lumière et sa propre grandeur. Il est cent fois autant qu'il a dit. »

Chems-eddin éprouvait pour Djelal-eddin ce sentiment que

donne la vue du génie, et qui passe l'amour : en vérité l'élan d'une limaille de fer vers l'aimant. Au milieu de l'assemblée, il s'écriait : « Tu es venu, unique dans le monde ; tu as rendu les mortels ivres de ton amour. La perle est au milieu de nous, et je raconte son histoire. »

C'est alors que les deux amis semblent avoir inauguré les concerts mystiques, où l'on chante et tournoie au son de la flûte de roseau, et beaucoup d'habitants de Konia se mirent à réciter des poèmes, et à s'occuper de musique et d'amour spirituel. D'autres se plaignaient. « Dans quel livre, disaient-ils, a-t-on vu que les concerts soient autorisés? Sur quelle preuve pouvez-vous appuyer cette innovation? » Tout cela souleva une espèce de guerre civile. A plusieurs fois Chems-eddin s'enfuit de Konia. Cédait-il uniquement aux haines soulevées contre son influence et sa réforme? Quelle part faut-il faire dans ces fugues à son humeur fantasque et à son désir de chercher partout de nouvelles expériences du divin? « Ne t'imagine pas, disait Djelal-eddin, qu'il y a un trésor dans chaque existence. Dans ce marché de droguistes, ne va pas de tous côtés comme les désœuvrés; assieds-toi dans la boutique de celui qui a du sucre en magasin. » Pour le ramener à Konia, il lui écrivit, sous forme de lettres, des vers enflammés :

« Reviens, lui disait-il, ô lumière de mon cœur! terme de mes efforts et de mon désir! Tu sais que notre vie est entre tes mains; ne rends pas la vie triste aux hommes, et reviens.

« Je vais de toi à toi, avec des cris. Hélas! je te demande secours contre toi-même.

« Sans ta présence, le concert spirituel n'est pas licite : il est digne d'être lapidé comme Satan... » (C'est-à-dire : en te perdant le concert a perdu sa flamme mystique; il n'est plus qu'un mécanisme vide, une coupable parodie.)

Un messager vint lui annoncer : « J'ai aperçu notre Maître. Chems-eddin est à Damas! » Transfiguré de joie, il donna au messager tout ce qu'il portait sur lui, son turban, son argent, ses bottes. Mais quelqu'un lui révéla que c'était un mensonge. Ce fourbe n'avait jamais vu Chems-eddin! Et Djelal-eddin de répondre : « C'est pour sa fausse nouvelle que je lui ai donné mon turban, ma bourse et mes bottes. Car si la nouvelle était vraie, c'est ma vie que je lui aurais donnée. »

Enfin un des fils du poète réussit à ramener le fugitif, et les

deux mystiques reprirent leurs glorieuses amours au milieu d'une opinion publique de plus en plus assombrie.

Chems-eddin avait captivé complètement Djelal-eddin. Le temps qu'il ne passait pas dans la cellule de son ami, il demeurait assis à la porte du collège, et il disait aux visiteurs : « Qu'avez-vous apporté, et quel présent me donnerez-vous pour que je vous le montre? » Un jour, un de ces importuns lui demanda : « Et toi, qu'as-tu apporté? » Il fit cette réponse tragique : « Je lui apportai moi-même, et j'ai sacrifié ma tête pour sa vie. » Peu après, une nuit qu'il était assis auprès de Djelal, du dehors quelqu'un lui fit signe de sortir. Il se leva et dit tout haut : « On m'appelle pour le supplice. » Djelad-eddin, après un silence, récita le verset du Coran : « N'est-ce pas à Lui qu'appartient la création et le droit de commander? » On dit que ces misérables envieux se tenaient en embuscade, à la manière des Ismaéliens. Ils le poignardèrent. Djelal-eddin s'écria : « Dieu fait ce qu'il veut; Il juge selon son bon plaisir. Chems-eddin avait promis. Il avait mis sa tête en gage en signe de reconnaissance pour notre mystère. La prédestination divine a suscité l'individu qui a pris les dispositions appropriées. » Ensuite il se livra à de grands troubles; il commença le concert spirituel et se mit à chanter : « Si les yeux de ma tête pleuraient autant que j'ai de chagrin, ils pleureraient jour et nuit jusqu'à l'aurore. Chems-eddin de Tebriz est parti. Où est la personne qui pleurera sur cet honneur de l'humanité? Qui ose dire que ce vivant éternel est mort, que le Soleil de l'espérance s'est éteint? L'ennemi du Soleil est monté sur la terrasse de la maison, il a fermé ses deux yeux et s'est écrié : Le Soleil s'éteint! »

Il se rendit du côté des jardins et n'assista pas à l'enterrement de son ami. Au bout du quarantième jour, il se coiffa d'un turban couleur de fumée, et jusqu'à la fin de sa vie il ne mit pas de turban blanc. Certains sont d'accord pour affirmer que Chems-eddin, après avoir été blessé par les conjurés, disparut. Mais la version la plus accréditée, c'est que ces misérables le jetèrent dans un puits. Parmi eux était l'un des fils de Djelal-eddin, Ala-eddin, qui était marqué de ce sceau d'infamie : « Tu n'appartiens pas à ton peuple, » et qui ne tarda pas à mourir.

La vie de Djelal-eddin, après cette crise de folie sacrée,

ne retomba pas d'un degré. Elle devint une perpétuelle ivresse d'amour divin. Il s'attacha avec enthousiasme à leur commune doctrine de l'absorption en Dieu. Plus que jamais, il crut pouvoir éprouver par des moyens mécaniques un avant-goût des félicités de l'union divine. Il cherchait à favoriser ces états de haute exaltation qu'on appelle l'extase, et pendant lesquels il écrivait ses poèmes. « Quitte ce qui est limité, prêchait-il, établis-toi dans l'unité et dans ce qui dure toujours. A cet oiseau sanctifié qui est enfermé dans la cage de l'existence divine, donne un sucre à picorer jusqu'à ce qu'il prenne l'essor. Alors, quand tu seras devenu ivre d'éternité future, saisis l'épée de l'éternité passée, et, comme le Turc combat le misérable Indou, combats la vie. »

C'est dans ces années de douleur, et quand il était submergé dans l'océan de l'amour, qu'il acheva le *Mesnévi* et qu'il composa le *Divan*, qui sont ses titres éternels.

Le *Mesnévi* n'a rien de didactique ni de doctrinal ; il est toute émotion, imagination, et ses vers exaltés semblent battre contre le ciel. Un petit groupe d'admirables idées y sont reprises à l'infini dans des milliers d'images ambiguës, énigmatiques, qui laissent beaucoup à la conjecture. Le lecteur doit chercher sa voie à travers les apologues, les dialogues, les interprétations coraniques, les subtilités métaphysiques, les sermons; et les plus hautes difficultés y sont submergées sous un flot d'harmonie. C'est pour de tels poèmes qu'il a été dit : « Nous sommes reconnus par ceux de notre race, mais les autres hommes nous renient. » Le *Mesnévi* nous initie à l'absorption en Dieu ; comprenez-le comme une méthode d'extase. « Jusqu'ici, disait le poète, les Sénaï et les Férìd-eddin Attar nous ont parlé des amants comme de deux êtres éternellement séparés; mais nous prêchons l'amour qui brûle toutes les distinctions, toutes les destinées et qui de deux ne fait qu'un. Ce que nous avons dit repose sur l'idée de l'amour couronné.... » Quant au *Divan*, — une suite de poèmes dédiés, dans les enthousiasmes de l'intoxication et de la danse, à la mémoire de Chems-eddin, — l'amour, le vin et la beauté s'y présentent avec des couleurs si chaudes et dans des termes si troubles que souvent la même strophe damnera le pécheur et ravira les saints. Djelal-eddin le dicta tout entier sous l'influx du fou de génie qui continuait, même dans la mort, à le fasciner.

Ces deux grands poèmes qui, pour nous, aujourd'huï, ne sont plus que des livres, tout Konia les a vus sortir de la vie même de l'auteur. Pendant qu'au comble de ses états mystiques Djelal-eddin tournait autour d'un pilier, c'est à son insu qu'il improvisait ces strophes et ces distiques que ses admirateurs recueillaient au vol. De là vient que certains développements restent suspendus. Il les terminait dans un transport plus ardent, et c'était alors le Ah! ah! ah! des extatiques.

La beauté de ses poésies, le spectacle surnaturel de ses illuminations devaient beaucoup contribuer à détruire les reproches qu'avaient d'abord suscités ses innovations, et dont Chems-eddin avait été la victime. Sa douleur et son génie, son évidente sincérité de cœur légitimaient peu à peu sa méthode. Un jour qu'à côté de lui, une fois de plus, un savant juriste se répétait mentalement l'éternelle objection : « Comment un si grand homme autorise-t-il des concerts qui sont contraires à la loi religieuse? » Djelal-eddin lut dans son cœur et lui dit : « O savant homme! il y a une question de droit que je sais que tu as étudiée, c'est à savoir qu'en cas de nécessité et de faim pouvant entraîner la mort, il est permis de manger des choses mortes et des objets immondes. Eh bien! pour les hommes de Dieu, il y a des nécessités qui peuvent être comparées à la faim et à la soif, et qu'on doit traiter par les concerts spirituels, la danse et l'extase mutuelle, sinon, dans l'excès de terreur causé par les apparitions et les lumières de la splendeur divine, le corps des saints fondrait, comme la glace devant le soleil. C'est à cette situation que faisait allusion le Prophète, quand il s'écriait : Parle-moi, ô la petite rougeaude. »

Parmi ceux qui réprouvaient la musique, il y avait le Qadi Iss-eddin. Un jour Djelal-eddin, tout en dansant, sortit du collège, entra dans la chambre du Qadi, poussa un cri, le prit par le collet et lui dit : « Lève-toi et viens à la fête de Dieu. » Il l'entraîna à la réunion des mystiques et lui montra ce qui était en rapport avec ses capacités. Alors, ayant déchiré ses vêtements, le Qadi entra dans la danse et devint un disciple.

Le roi des professeurs, Chems-eddin de Màrbìn (qu'il ne faut pas confondre avec le Soleil de Tebriz), avait été l'adversaire résolu du concert spirituel. Il niait les miracles des mystiques. A ceux qui, ayant flairé quelque odeur des vertus de Djelal-eddin, les énumeraient devant lui et disaient : « Notre maître,

sans réfléchir ni consulter de livres, écrit des décisions juridiques en plein concert ; il s'empare tellement de l'esprit des sages qu'aucun ne peut souffler en sa présence ; devant lui la bouche des logiciens reste close, » il répondait : « Il faut renoncer à ces imaginations perverses ; il faut s'occuper constamment des sciences coraniques. » Eh bien ! maintenant, lorsque Djelal commençait le concert, Chems-eddin de Màrbîn tenait le tambourin suspendu au-dessus de la tête du Maître et disait : « En vérité, il chante les louanges de Dieu, et quiconque prétend que le concert est une chose illicite est un bâtard. »

Comment Djelal-eddin n'eût-il pas été ébloui de sa propre personne ? Comment n'eût-il pas éprouvé un émoi de ces faveurs divines, dont il se sentait l'instrument, et ressenti de son génie un saint émerveillement ? Comment n'eût-il pas fait sienne cette réponse, qu'il admirait tant, d'un vieux cheikh qui dit à Bayézid : « Tu veux aller au pèlerinage ? Tourne autour de moi, cela vaudra autant que de tourner autour de la Kaaba. Si la Kaaba est la maison de Dieu, affectée par Lui à l'accomplissement de rites religieux, mon être est, au-dessus de la Kaaba, la maison des mystères de Dieu. »

Peu à peu, ses poèmes, partis de la plus sensible réalité, de son amour pour Chems-eddin, passaient à la Réalité suprême. Dans cet usage constant de l'extase, son feu se sublimait, se transnaturait. L'ami terrestre se perdait dans l'Ami céleste.

Un jour que, dans un jardin, les deux pieds dans l'eau du ruisseau, il glorifiait les vertus et le génie de Chems-eddin, un de ses compagnons poussa un soupir et dit : « Bravo ! » et « Hélas ! » — « Pourquoi cet hélas ? » dit le maître. Le disciple répondit : « J'éprouve des regrets parce que je n'ai pas compris notre maître Chems-eddin et que je n'ai pas profité de sa lumineuse présence. » Djelal garda le silence quelques instants, puis il dit : « Si tu n'as pas atteint Chems-eddin, je jure par l'âme de mon père que tu as atteint celui qui a cent mille Chems-eddin suspendus à chacun de ses cheveux. » Les compagnons manifestèrent des transports mystiques, la danse commença dans le jardin, et le maître se mit à réciter ce ghazel : « Ma lèvre a prononcé tout à coup le nom de la fleur du jardin. Elle est venue et elle m'a dit : Je suis la souveraine et l'âme du jardin. En présence de ma royauté, qu'importe le souvenir d'un quelconque. »

Il atteignit à la plus rare exaltation de l'amour. Il n'éprouvait plus que méfiance et mépris pour la raison, car elle n'agrée pas mieux aux émotions du cœur qu'aux passions de la chair. Il niait le monde et se livrait en proie à la musique : « Sais-tu ce que dit le violon, ce qu'il raconte des larmes qui se forment dans les yeux et dans les cœurs enthousiastes ?... Nos musiques sont l'écho des hymnes que les globes chantent dans leur révolution. Le chant des mondes qui évoluent, c'est ce que les hommes essayent de reproduire en s'aidant du luth et de la voix. Nous avons tous entendu ces hautes mélodies dans le paradis que nous avons perdu, et bien que la terre et l'eau nous aient accablés, nous gardons le souvenir des chants du ciel. Celui qui aime alimente son amour en prêtant l'oreille à la musique, car la musique lui remémore les joies de sa première union avec Dieu. »

Il se promenait à travers Konia en y semant des pensées brillantes, émouvantes, que recueillaient ses disciples et qui n'ont pas cessé de s'y multiplier. Le livre de M. Claude Huart les a engrangées, et j'ai suivi sur place leur trace.

C'est la vie de Socrate. Il est assis devant une boutique, dans un jardin, auprès du ruisseau. On l'aborde, on lui propose des difficultés. Il y répond par des formules mystiques; il exhale en plaisanteries, en images gracieuses la fantaisie divine qui l'enivre. A tout instant, son âme s'agite et bat des ailes, comme un oiseau dans sa cage, et l'oblige à tournoyer.

Un jour, il s'était arrêté au milieu du marché : « Quand la lumière de Dieu entre dans le cœur du vrai croyant, disait-il, ce cœur s'ouvre, s'épanouit, devient une campagne agréable et douce. » — « O prophète, interrogea un des auditeurs, à quel signe reconnaîtrons-nous que notre cœur s'est élargi et qu'une amplitude s'est produite en nous ? — A ce signe que les plaisirs se seront refroidis dans votre cœur, vous paraîtront insipides, et que vous commencerez à devenir étrangers à vos amis mondains... » Ainsi enseignait-il, au moment de la prière du soir, quand la nuit tombait. Les chiens du marché avaient formé un cercle autour de lui. Il lançait sur eux son regard béni, en leur donnant ses explications; ils agitaient la tête et la queue, et multipliaient les grognements de satisfaction. « J'en jure par Dieu, le Très Haut, très Pur et très Vaillant, dit-il, que ces chiens comprennent notre gnose. » Et il récita :

« La porte et le mur disent des choses subtiles. Le feu, l'eau et la terre racontent des récits. Venez, l'oiselle est arrivée ; venez, le jardin de roses a poussé. » Alors il commença le concert : « Je ne suis pas ce corps qui est visible au regard des amants; je suis ce goût, ce plaisir qui se produisent dans le cœur du disciple en entendant notre nom. Quand tu reçois ce souffle, quand tu éprouves ce goût dans ton âme, saisis-le comme une proie, et prends garde de ne pas perdre un instant, car, moi, je suis cela. »

La coutume était qu'après la prière du vendredi les savants, les derviches et les émirs se réunissent dans l'ermitage d'un cheikh. On se faisait de grandes politesses; la place d'honneur étant à la tête du tapis de prière, les plus humbles s'asseyaient sur le bord ; quelqu'un posait une question ou exprimait une pensée délicate que l'on discutait ; il y avait une foule considérable ; le cheikh ne parlait qu'à la fin, pour clore la discussion. Il disait : « Il n'y a pas de fossé de Dieu à l'homme, ni de l'esprit à la matière. Le monde est un rêve de l'esprit. Le monde est inexistant. La plus haute perfection ne peut être exprimée que par la négation. »

Il était intoxiqué du goût de Dieu. Pas plus qu'une étoile ne peut quitter son orbite, il ne pouvait s'écarter de cette idée fixe : Dieu. « La mer, disait-il, la lumière, l'amour, le vin, la création et la vérité sont des mots pour désigner la plus haute hypostase. »

Il avait en haine la torpeur de l'âme. « Depuis quarante ans, contait-il, un derviche demeurait au fond d'une forêt, tout livré à l'hébétude et à la méditation de Dieu, à tel point que des oiseaux avaient construit un nid sur le sommet de sa tête. Un sage étant venu à passer par là lui allongea un formidable soufflet en l'appelant : « mangeur de choses immondes. » Le derviche s'éveilla de sa torpeur et dit : « Il y a quarante ans que je n'ai pas touché à la nourriture. Comment pourrais-je être mangeur de choses immondes? — Bah ! dit le sage, le vent frais de l'Est, le zéphyr matinal, le printemps, font parvenir à ton cerveau des parfums agréables, et les enfoncent dans ton gosier ; ils t'apportent une nourriture à la manière des péris. Tout cela sans fatigue et sans peine de ta part. Or il a été dit : mange à la fatigue de ta main et à la sueur de ton front. »

S'il avait commandé que l'ordre des derviches fût un ordre

de travailleurs, ce n'était pas simplement qu'il désirât que les derviches eussent un métier. L'âme est rusée et excelle à trouver la paresse. Il voulait qu'elle fût dans l'effort et le bouillonnement. « Mahomet, disait-il, a écrit que la plus laide des voix est celle de l'âne. Savez-vous ce que cela signifie ? » Tous se taisaient. « Eh bien ! expliquait-il, chacun des animaux a un gémissement, une plainte, une action de grâces spéciale par laquelle il mentionne son créateur et sa providence. Le chameau grogne, le lion mugit, le cerf brame, la mouche bourdonne, la guêpe bruit, les hommes récitent les formules du Coran, et, dans le ciel, les anges chantent les hymnes. Il n'y a que le pauvre âne seul qui brait à deux moments fixes : quand il a faim et quand il voit son ânesse. L'âne est donc constamment esclave. Mais toute personne qui n'a dans son âme ni désir, ni mystère est plus loin de Dieu qu'un âne. »

A travers la multitude de ces anecdotes, il n'est pas malaisé de reconnaître chez Djelal-eddin une conception royale de la vie. Son règne était dans la spiritualité. Il y soulevait les humbles ; il y fraternisait avec toutes les énergies ; il en excluait les grandeurs d'établissement.

Un jour qu'il tenait séance au lieu habituel des réunions, avec des amis de même cœur et de même inspiration, et comme l'un d'eux jouait du violon et prononçait des paroles mystiques sur les secrets de cet instrument, quelqu'un vit venir un grand personnage avec une suite d'émirs, et dans sa simplicité dit en hâte au violoniste : « Cesse de jouer, car de grands personnages arrivent. » Ces grands firent leur visite, et laissèrent d'ailleurs un don important, mais après leur départ, Djelal-eddin se fâcha et dit à celui qui avait fait taire le violon : « Que n'es-tu resté à ta place ? Fi de cet argent et de ces pauvres hommes froids ! Tu es entré si précipitamment que je me suis imaginé que l'archange Gabriel était descendu des cieux ! » Et il chanta : « Que nous importe cette histoire que le bœuf est venu et que l'âne est parti ? Allons ! nous vivions un moment délicat ; oublions ce tumulte ! » Et ils continuèrent la séance.

Dans sa fraternité, il faisait place aux dissidents eux-mêmes, quand il avait reconnu le ton de leur âme. Le Kadjé Faqih Ahmed, lorsque Djelal passait auprès de lui, poussait des cris, faisait un ameutement et disait : « Place, place, car le

trésor ambulant arrive. » Cependant il ne suivait pas la règle de l'ordre. Aussi Djelal le fixait du regard, tout en passant, et disait : « Il ne se laisse pas guider; cet homme est un cavalier isolé qui a sauvé son tapis du tourbillon et a obtenu le salut; reste à savoir comment le traitera la volonté divine. » Les choses tournèrent bien. Une nuit vers l'aurore, Djelal-eddin entendit un grand tumulte, venu du fond du monde mystérieux. C'était un conflit entre les esprits et les anges. Au bout d'un instant, il dit : « Les anges portent au ciel l'esprit pur du Faqih. »

Il célébrait la précellence de l'amour. C'est, disait-il, l'astrolabe qui découvre les mystères du ciel, le collyre qui rend plus pénétrant l'œil de l'esprit. L'amour rend l'être parfaitement indifférent à toutes les chicanes de la froide raison. Il met dans notre cœur une lumière qui nous fait nous détourner avec dégoût de toute autre lumière. L'homme comprend d'autant mieux les desseins de Dieu qu'il aime davantage. Quoique la pénitence s'élance et s'élève vers Dieu, l'amour la distancera dans l'espace d'un moment. Quelles que soient les résolutions de notre volonté, nous ne deviendrons libres que par un mouvement aussi profond que celui de la mer.

Il redoutait l'encombrement des sciences et faisait de gros efforts pour se dégager de ce voile qui lui cachait la vérité mystique. « Plus la surface du cœur est lisse, plus est aisée la proximité de Dieu. » A un savant théologien qui lui disait : « Cette nuit, j'ai lu le Coran tout entier, » il répondit : « Comment n'en as-tu pas crevé ? » A un jurisconsulte dont l'esprit était voilé par la profonde science, il enseignait : « Fais des efforts pour retenir dans ta mémoire, jusqu'à l'éternité future, une page de la feuille subtile de ton cœur. C'est la science de l'amour qui sera ton soutien après la mort. O jurisconsulte ! pour Dieu, apprends la science de l'amour, car après la mort, où seront le licite, l'interdit, et l'obligatoire ? » Il exprimait continuellement cette pensée : « J'ai purifié mon cœur de toute science, et j'ai trouvé un ami. »

La lumière, l'amour, la joie, voilà ses suprêmes leçons, résumées dans trois strophes dont il recommandait qu'on les apprît par cœur :

« L'esprit a ses origines dans la lumière du trône de Dieu, tandis que la poussière de la terre est le principe du corps humain.

« Le roi tout-puissant a établi une harmonie pour que l'esprit et le corps soient disposés à accepter le pacte et à supporter les misères.

« L'esprit est un isolé, tandis que le corps est dans sa propre patrie; aie donc pitié d'un étranger, atteint de nostalgie, qui est bien éloigné de sa demeure. »

Sa demeure! Où donc le sage compte-t-il trouver sa patrie et son repos? Écartons ce brillant schall des Indes que l'École de Konia déploie devant ses initiés des premiers degrés; écoutons dans toute son ardeur douloureuse le chant des extatiques, leur vérité suprême :

« Je meurs comme pierre et je deviens plante; je meurs comme plante et je suis élevé au rang d'animal ; je meurs comme animal et je renais homme; mourant comme homme, je revivrai ange. Je dépasserai l'ange même, pour devenir quelque chose qu'aucun homme n'a vu, et alors, je serai le Rien, le Rien! »

Par une contradiction qui n'est qu'apparente, une merveilleuse force de vie se dégageait de ce grand nihiliste. Ses compagnons, s'ils venaient à le perdre de vue, éprouvaient une affreuse sensation de vide et perdaient toute allégresse. Ils étaient comme des amoureux qui ont besoin de se recharger de fluide auprès de l'être qui les a fascinés. Aussi essayait-il de les dresser à trouver dans l'idée les forces spirituelles qu'il y avait déposées dans l'extase : « Quiconque ne se sent pas agréablement en mon absence est celui qui ne m'aura pas connu. Celui-là seul m'aura vraiment connu qui se sentira bien, même sans moi. Ne sera-t-il pas animé par ma pensée ? » Et il précisait : « Toutes les fois que tu te trouveras en agréable état, sache que cet état, c'est moi en toi. Lorsque tu me cherches, cherche-moi vers la joie, car nous sommes les habitants du pays délicieux de la joie. »

Recueillons encore son conseil : « On vous raconte les méchancetés commises par vos amis. Il faut les interpréter soixante-dix fois en bonnes intentions. S'il n'y a pas moyen, dites-vous que l'auteur de toutes choses comprend ce mystère, et tranquillisez votre cœur, afin de ne pas rester sans amis. Celui qui cherche un frère sans défaut, reste sans frère. » Et il chantait : « L'ami est un miroir pour l'âme dans le chagrin ; ne souffle pas, ô mon ami, sur la surface du miroir. »

Cette vision heureuse, il la met à la disposition des plus simples. Il pacifie leurs troubles. Un jour, la servante du harem se plaignait d'avoir peu d'argent : « Consentirais-tu, lui dit-il, pour mille dinards, à ce qu'on te coupât les oreilles ou le nez? — Non, dit la servante. — Eh bien! pourquoi prétends-tu être sans ressources? Pourquoi n'estimes-tu pas à leur juste valeur les dons précieux que tu possèdes? »

C'est l'état d'esprit d'un grand artiste. Il veut faire de belles choses avec tous les êtres, les transformer en chants de bonheur.

Un jour, dans la rue, des enfants l'apercevant de loin accoururent auprès de lui et prirent une contenance humble. Seul un enfant qui n'avait pas pu les suivre criait avec désespoir : « Attendez jusqu'à ce que j'arrive, moi aussi. » Djelal-eddin s'arrêta jusqu'à ce que cet enfant fût arrivé et fût consolé.

Son beau message d'amour et d'allégresse avait fini par le posséder tout entier. Il ne savait plus qu'il avait perdu son ami, un ami que tous lui avaient disputé. Il atteignait à l'apaisement.

Le fils de Djelal-eddin a raconté qu'un jour qu'il était ennuyé et triste, son père lui demanda : « Es-tu donc fâché contre quelqu'un ? » Je lui répondis que c'était une tristesse sans cause. Mon père entra dans la maison, et au bout d'un instant, il en sortit, s'étant couvert la tête et le visage avec une peau de loup, et quand il arriva près de moi, il s'écria : hou-hou, comme on fait aux petits enfants pour les effrayer. A cette plaisante attitude de mon père, je ris autant qu'on peut le dire, et je couvris de baisers ses pieds. « Oh! Beha-eddin, me dit-il, si un être aimé, assidu auprès de toi à te faire des plaisanteries et à exciter ta joie, changeait tout à coup de forme et te criait hou-hou, en aurais-tu peur? » Je répondis : « Je n'en aurais pas peur. » — « Eh bien! cet être aimé qui te tient tout joyeux, qui excite ta gaieté et te dilate la poitrine, c'est le même qui t'a causé du chagrin et qui t'a comprimé la poitrine. Pourquoi t'attristes-tu sans utilité? » Immédiatement, continue le jeune homme, une extase s'empara de moi. Je m'épanouis comme une fleur; je me sentis à l'aise, et pour le reste de ma vie, je n'éprouvai plus de chagrin. Les préoccupations du monde ne tournèrent plus autour de moi. Et dans cet extrême contentement, me mettant à l'aise avec

mon père, je lui dis : « Vous nous avez montré la grandeur des prophètes, des saints et de tous les personnages éminents, mais vous ne nous avez rien dit de votre souveraineté. — Eh bien! répondit mon père, ne sais-tu pas que celui qui loue le soleil est son propre louangeur, car il prouve que ses deux yeux sont clairs. » Mais dans cet épanouissement que venait de me donner mon père, je me permis d'insister : « Assurément, vous me raconterez quelque chose de vos extases. » Il me montra la ville de Konia, ses milliers de maisons, de kiosques et de palais : « Les maisons des négociants et des notables sont plus hautes que celles des artisans; les palais des émirs plus élevés que les maisons des négociants; les coupoles et les pavillons des sultans et des rois de cent degrés plus hauts et plus estimés que tout le reste. Mais la grandeur et l'élévation des cieux en comparaison de ces palais sont inaccessibles. Nous autres, sur ce sol périssable, nous ne construisons pas des pavillons et des coupoles ornées de statues... »

Sur la fin de sa vie, ce grand poète s'inclinant vers son fils lui dit : « Mets cette dernière recommandation à ton oreille comme une boucle d'or... » et il murmura le vers arabe : « Sois un récit dont le souvenir est agréable, car les hommes ne consistent qu'en récit. »

Lui-même est-il autre chose? Djelal-eddin, quel beau conte! Mais combien plus beau encore, quand, loin des livres et dans Konia, on va le recueillir sur les lèvres de son descendant! Retournons chez le Tchélébi.

MAURICE BARRÈS.

(A suivre.)

UN FILS AU FRONT

TROISIÈME PARTIE (1)

XV

Quelques semaines plus tard, en rentrant après une longue journée de travail au bureau, Campton vit Mme Lebel qui le guettait.

— Monsieur trouvera l'atelier ouvert. Il y a une dame; elle a absolument voulu attendre.

— Une dame? Pourquoi l'avez-vous fait entrer? Quelle espèce de dame?

— Une dame... mon Dieu! Une dame avec un si beau manteau de fourrure qu'on ne pouvait vraiment pas la laisser au froid, répondit naïvement Mme Lebel.

Campton se hâta de monter : l'idée que des inconnus occupaient son atelier l'agitait toujours.

La visiteuse était assise à l'autre bout de la pièce; quand elle se leva, il reconnut son ancienne femme. Le long manteau de zibeline qui avait glissé de ses épaules justifiait l'empressement de Mme Lebel, mais la robe qu'elle portait parut à Campton plus simple que ses toilettes habituelles. La lumière de la lampe, tombant sur son visage poudré, accusait le gonflement des paupières et creusait durement ses joues. Elle avait l'air effrayé, inquiet et néanmoins décidé.

— John... commença-t-elle.

C'était la première fois qu'elle mettait le pied dans son

Copyright by Edith Wharton, 1923.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 septembre.

médiocre logis; il fut tellement surpris qu'il balbutia : « Julia... »

Puis, la regardant de plus près, il vit que son visage était baigné de larmes.

— Pas de mauvaises nouvelles? demanda-t-il, angoissé.

Elle secoua la tête et, tirant son mouchoir d'un sac orné d'un chiffre en diamants, elle essuya ses joues poudrées. Puis elle porta le mouchoir à ses lèvres et considéra Campton avec des yeux d'enfant intimidée.

— Asseyez-vous, dit Campton.

Ils prirent place l'un en face de l'autre, de chaque côté de la grande table, où les papiers, les chiffons tachés de couleurs, l'encre et les plumes avaient été repoussés pour faire place à une nappe reprisée portant une assiette, un verre et une bouteille de vin. Il se demanda si ce spectacle éveillait en elle le souvenir de leurs premiers temps de pauvreté et de gaîté, ou si elle le plaignait de vivre encore aussi misérablement.

— Je suis venue chez vous parce que je veux que personne ne soit au courant, ni Adèle, ni même Anderson.

Mrs Brant se pencha vers lui et poursuivit en haletant :

— Je viens de quitter Madge Talkett. Vous la connaissez, je crois? Elle est à l'hôpital de Mme de Dolmetsch. Il est arrivé quelque chose d'affreux... Mme de Dolmetsch était, paraît-il, très éprise d'un certain Ladislas Isador. Un écrivain, n'est-ce pas? Je n'ai rien lu de lui, mais Madge me dit que ses livres sont très beaux.... Naturellement, des hommes comme lui ne devraient pas être envoyés au front...

— Des hommes comme lui?

— Des hommes de génie, dit Mrs Brant. Il était de plus extrêmement délicat, et rendait d'inappréciables services dans une commission militaire à Paris; il savait un grand nombre de langues. Cette pauvre Mme de Dolmetsch, vous savez que j'ai toujours trouvé qu'elle marquait mal; mais aujourd'hui, tout est tellement changé!... Et, quoi qu'il en soit, elle aimait Ladislas à la folie. Elle avait tout fait pour le garder à Paris.. La semaine dernière, en dépit de tous les efforts, le pauvre Isador a été envoyé au front.

Campton fit un mouvement d'impatience. Il lui était encore plus désagréable d'entendre Mrs Brant faire appel à lui au nom d'Isador que Mme de Dolmetsch au nom de George.

— Je regrette, dit-il sèchement. Si vous êtes venue me demander d'entreprendre de nouvelles démarches, c'est inutile. Je suis incapable de faire, même pour sauver mon fils, le genre de choses que Mme de Dolmetsch ferait pour sauver son amant.

Mrs Brant le regarda fixement.

— Le sauver ?... Il a été tué le lendemain de son arrivée au front !

— Grands dieux ! Isador ?

Ladislas Isador tué au front ! Ces mots n'avaient pour Campton aucun sens. Il ne parvenait pas à les rapporter à cet homme à femmes, déjà mûr, aux yeux sémites, à l'éloquence slave, doué d'une faculté toute levantine de se pousser, de se faufiler, de se tirer d'affaire. Quel monde insensé que celui où le même sort, horrible et magnifique, attendait le lâche et le héros !

— Pauvre Mme de Dolmetsch ! murmura-t-il en se rappelant avec un remords subit l'appel désespéré de cette femme et la façon brusque dont il l'avait repoussée. Une fois de plus, l'amour avait éclairé la malheureuse créature ; elle avait prévu ce que jamais personne n'aurait cru, que son amant mourrait en héros.

— Isador avait près de quarante ans et il souffrait d'une maladie de cœur ; elle n'avait rien négligé, absolument rien pour le sauver...

Campton lut dans les yeux de Mrs Brant ce qu'elle allait dire.

— Il est impossible que George ne soit pas pris maintenant.

La même pensée avait étreint le cœur du père ; mais il avait espéré qu'elle ne l'exprimerait pas.

— Son tour peut venir d'un jour à l'autre, insista-t-elle.

Ils restèrent assis à se regarder sans parler. Puis elle reprit d'une voix suppliante :

— Il n'y a plus un instant à perdre !

Campton se mit à essuyer machinalement avec un chiffon un couteau à palette qu'il avait ramassé. La voix angoissée de Mrs Brant reprit de nouveau :

— Il paraît qu'on se livre à une véritable chasse aux *embusqués*. Si nous n'agissons pas tout de suite, et énergiquement...

Il plongea ses regards dans les siens :

— Pourquoi est-ce à moi que vous vous adressez ?

Elle le considéra avec étonnement.

— Mais c'est notre enfant.

— Votre mari connaît plus de monde... il a des moyens, vous me l'avez souvent répété...

Elle rougit sans répondre.

— Pourquoi, reprit Campton, êtes-vous venue me voir à l'insu de Brant?

Elle baissa les yeux et les porta sur le couteau qu'il continuait de frotter automatiquement.

— Parce qu'Anderson pense... Anderson ne veut pas... Il dit qu'il a fait tout ce qu'il peut faire.

— Ah!... s'écria Campton, en respirant profondément.

— Eh bien ?

— J'ai le même sentiment que lui.

— Vous avez le même sentiment ? *Vous*, le père de George? Mais un père n'a jamais fait tout ce qu'il pouvait pour son fils! Il reste toujours quelque chose de plus qu'il peut essayer!

On eût dit que ces mots, s'échappant comme un cri, la transformaient tout à coup en une femme vivante et torturée. Jamais Campton ne s'était senti aussi proche d'elle, aussi profondément ému par elle. Pendant l'espace d'un battement de cœur, il la revit, le visage éclairé, tenant un petit enfant roux entre les bras.

— Chère amie, je suis désolé, balbutia-t-il, en prenant la main de Julia dans la sienne.

— Désolé, désolé! Je ne vous demande pas de vous désoler. Je vous demande d'agir. Je vous demande de le sauver!

Il resta devant elle, la tête baissée, regardant distraitement leurs doigts entrelacés : la main de chacun d'eux avait oublié de lâcher l'autre.

— Je ne peux rien faire de plus, répéta-t-il.

Elle se dressa avec un cri de désespoir.

— Qu'est-ce que vous avez? Qui vous a influencé? Qu'est-ce qui vous a changé?

Comment lui répondre ? A peine savait-il lui-même; à peine avait-il eu conscience du changement qui s'était fait en lui, avant qu'elle le lui jetât au visage. Si une passion aveugle, animale, était la forme la plus profonde comme la plus violente de l'amour, la tendresse qu'il portait à son fils n'était rien auprès de celle de sa femme. Pourtant, naguère encore, son propre sentiment à l'égard de George n'était au fond pas

autre chose, malgré les phrases dont il le déguisait. Que son fils vécût, — vécût à tout prix, — tel avait été son seul souci, son seul but. Il avait trouvé commode de le justifier en soutenant que George n'était pas obligé de combattre pour la France ; mais il se rendait compte maintenant qu'il aurait fait les mêmes efforts pour protéger son fils si le pays en cause avait été le sien.

Il entendit Mrs Brant qui pleurait doucement.

— Julia, dit-il, Julia, je vous en prie, essayez de comprendre...

Elle arrêta brusquement ses larmes.

— Comprendre quoi ? Je ne comprends qu'une chose, c'est que vous, vous restez assis là en sûreté, et que vous ne pouvez rien faire pour sauver George. Qu'est-ce que vous croyez que ces jeunes gens dans les tranchées pensent de leurs pères qui ont trop de scrupules et de grandeur d'âme pour les protéger?

Il la regarda avec pitié.

— Oui, murmura-t-il, c'est là le plus dur. Sans cela, il n'y aurait pas grand'chose dans la pire des guerres pour nous empêcher, nous les vieux, de dormir la nuit.

Mrs Brant s'était levée et enfilait fiévreusement son manteau : il vit qu'elle ne l'entendait plus. Il la regarda arranger son voile et rajuster de la main sa coiffure, cherchant instinctivement des yeux un miroir. Ils n'avaient plus rien à se dire.

Il prit la lampe et la précéda sur le palier.

— Ce n'est pas la peine que vous descendiez, fit-elle avec un sanglot. Lui, penché sur la rampe, répondit :

— Je vais vous éclairer : la concierge a oublié de mettre la lampe dans l'escalier.

Au moment où ils atteignaient le rez-de-chaussée, il entendit un va-et-vient de pas et des voix effrayées dans la loge. A l'entrée, le superbe chauffeur de Mrs Brant considérait d'un air compatissant un groupe de femmes qui entourait Mme Lebel.

La vieille était assise, ses bras étendus en travers de la table; son ouvrage était tombé à ses pieds. Sur la table, il y avait une lettre ouverte. La femme de l'épicier du coin, debout à côté d'elle, sanglotait.

Mrs Brant s'arrêta. Campton écarta la voisine qui se tenait près de la porte et entra. Les yeux de Mme Lebel rencontrèrent les siens : ils exprimaient un muet reproche, comme ceux d'un animal qui souffre.

— Jules... dit-elle... mercredi dernier... d'une balle au cœur.

Campton saisit sa vieille main ridée. Les femmes cessèrent de sangloter, un silence tomba dans la petite pièce étouffante. Lorsque Campton se releva, il vit Julia Brant, pâle, égarée, regagner en hâte sa voiture, et la voûte de la porte cochère lui renvoya la réponse du chauffeur à la question qu'elle posait en tressaillant :

— Pauvre femme, c'est son fils unique qui a été tué au front.

XVI

Campton était assis avec Dastrey dans le petit entresol qu'habitait celui-ci, encombré de laques de Chine et de vieux meubles vénitiens.

Une nouvelle crise de sciatique avait forcé Dastrey à quitter son ambulance, et, quand il eut acquis la certitude qu'il ne pourrait plus supporter la boue et le froid de la zone des armées, il s'était résigné à accepter un emploi au ministère de la Guerre. Les deux amis avaient dîné de bonne heure, Dastrey étant de service cette nuit-là. Ils causaient en prenant le café et les liqueurs; leurs cigares voilaient d'un léger nuage bleu les panneaux luisants des meubles et l'or usé des consoles.

De l'autre côté de la cheminée, le jeune Boylston, enfoncé dans un fauteuil, fumait et les écoutait.

— Nous en revenons toujours au même point, disait Campton d'une voix irritée. Quel droit un vieillard inutile comme moi a-t-il de prêcher le carnage à des garçons comme George et votre neveu?

Indéfiniment, depuis la visite de Mrs Brant, il avait tourné et retourné dans son cerveau la même angoissante question. Quelle réponse faire au cruel reproche qu'elle lui avait adressé?

Quelques semaines plus tôt, Paul Dastrey lui aurait paru être le dernier à qui soumettre un pareil problème : c'était pour lui le type de l'homme avec lequel on ne pouvait parler de la guerre. Mais après trois mois de pénible et courageux service dans un poste de secours, au voisinage de la bataille, Dastrey était rentré avec l'esprit dégagé de toute préoccupation personnelle. Il avait fait de son mieux et il le savait; cela lui donnait ce calme professionnel qui permet aux chirurgiens et aux infir-

mières de supporter toutes les horreurs au milieu desquelles ils doivent vivre. Ces quelques semaines passées au front l'avaient adouci et mûri plus qu'une vie entière à Paris.

Renversé dans son fauteuil, les yeux mi-clos, il réfléchissait sans passion aux difficultés de son ami.

— Je comprends votre idée. Ne pouvant accomplir même l'humble tâche qui m'est assignée, vous ne croyez pas avoir le droit de ne pas tenir votre fils à l'abri, si vous le pouvez?

— Par des moyens honorables.

Dastrey eut un petit rire qui fit rougir Campton.

— Le mot est malheureux, j'en conviens.

— Ce n'est pas cela que je me disais. Je pensais à la manière dont le sens s'est évaporé de tant de nos vieux mots, comme de flacons qui auraient eu leurs bouchons brisés. Il y en a un si grand nombre, que nous avons pris bien soin de ne pas déboucher depuis des siècles! Maintenant que j'ai vu la guerre de près, je ne saurais plus dire où se trouve l'honneur dans un cas comme le vôtre. — Il resta un moment songeur, puis il reprit : — Quelle serait l'opinion de George?

Campton ne répondit pas. Peu de temps auparavant, il aurait saisi avec joie l'occasion d'expliquer que, Dieu merci! l'opinion de son fils était demeurée la même. Mais comment pouvait-il répéter ces choses, aujourd'hui que, pour sa part, il ne pensait plus qu'aucun homme civilisé eût le droit de se tenir à l'écart du conflit?

— Pour autant que je sache, dit-il, George n'a pas changé.

Boylston s'agita dans son fauteuil, fit tomber la cendre de son cigare et leva les yeux vers le plafond.

— Au lieu que vous..., suggéra Dastrey.

— Je ne sens plus de la même façon, répliqua Campton. Vous parlez de la différence que cela fait d'avoir été en contact avec ce qui se passe là-bas; mais qui de nous peut éviter ce contact, s'il a la moindre imagination, le moindre sens du bien et du mal? Est-ce que ces tableaux, ces bibelots autour de nous vous donnent jamais l'oubli, ou même ces livres que vous feuilletez après une journée de travail? Peut-être, parce que vous avez, vous, un travail véritable, un travail qu'on vous a ordonné de faire et dont vous ne pouvez vous dispenser. Mais moi, pauvre diable inutile, les images et les bruits de la guerre me sont toujours présents,

— Bien des gens pensent que vous n'êtes pas inutile, Mr Campton, dit Boylston.

Campton secoua la tête.

— Je voudrais bien trouver un soulagement dans ce que je fais. Mais servir est inutile, sans la conviction : voilà une des vérités que ce bouleversement m'a révélées. J'étais fait pour peindre des tableaux dans un monde en paix, et je m'estimerais davantage si j'étais capable de continuer à peindre avec insouciance, au lieu de désirer sans cesse me trouver là où je ne rendrais aucun service. Voilà pourquoi je respecte l'opinion de George, qui consiste, somme toute, à n'en point avoir et à faire simplement, sans commentaires, la tâche qu'on lui assigne.

— Chacun peut du moins collaborer par son attitude, ainsi que vous l'avez fait, mon ami, répondit Dastrey. Boylston est là pour en témoigner.

Boylston poussa un grognement d'approbation.

— Une attitude... une attitude ! Le mot me fait horreur. Tout ce qu'un homme comme moi peut faire est trop facile pour valoir la peine d'être fait. Quant à ce qu'on peut *dire*... Des hommes de notre âge, voyez-vous, Dastrey, sont comme le chœur d'une tragédie grecque : c'est plus fort que nous. Dès que j'ouvre la bouche, je me vois en robe blanche, avec une longue barbe attachée par un élastique, excitant les combattants d'une voix cassée du haut des remparts. Tout compte fait, j'aimerais mieux filer la quenouille avec les femmes.

— Eh bien ! dit Dastrey en se levant, il faut que je retourne filer ma quenouille au ministère.

Ils sortirent tous les trois dans la nuit froide.

Tout le cours de l'hiver, la vie avait paru suspendue, aussi bien sur le front qu'à l'arrière. Chaque jour, chaque semaine, de la pluie, du grésil, de la boue ; chaque jour, chaque semaine, des nouvelles vagues et qui ne disaient rien. Partout l'ennemi arrêté, mais menaçant ; partout la mort, la souffrance, les ruines, sans que parussent osciller les plateaux de la balance, sans qu'aucun espoir réconfortant se dégageât de l'interminable et lente désolation. Le Paris engourdi et sombre de ces journées de février semblait le symbole visible d'un monde engourdi et sombre comme lui.

Sur l'asphalte glacé d'une pluie fine, les quelques réverbères

allumés étendaient longuement leurs reflets. Les trois hommes s'arrêtèrent sur un pont pour regarder la Seine. Au-dessous d'eux, ils apercevaient vaguement des masses sombres : établissements de bains fermés, péniches sans lumières, bateaux à vapeur immobilisés. La Seine, elle aussi, avait cessé de vivre : seule une lueur orangée, très bas, au bord du fleuve, ondulait sur les flots noirs comme un long ruban d'algues.

Les deux Américains quittèrent Dastrey devant le ministère, et le peintre accompagna Boylston jusqu'à sa porte. Lui, que son infirmité avait rendu si lourd, si paresseux, il traînait la jambe pendant des heures sur les trottoirs mouillés et sous le ciel ruisselant d'eau : ces promenades nocturnes étaient devenues pour lui comme une forme d'expiation. « Là-bas, s'ils avaient ces pierres humides pour y poser les pieds, ils croiraient fouler le parvis du ciel ! » songeait-il, en avançant dans la boue gluante.

La pensée de « là-bas » l'obsédait nuit et jour. Où qu'il allât, la vision de ces lieux maudits le poursuivait : son travail au Palais-Royal l'avait familiarisé avec la guerre. Il connaissait l'histoire de centaines de jeunes gens de l'âge de George qui souffraient sans faiblir et qui mouraient à cent kilomètres du bureau où l'on conservait leurs fiches. Quelques-unes de ces histoires avaient une allure si héroïque que le sentiment de douleur se confondait dans celui de beauté. Mais d'autres étaient effroyables : des histoires de froid, de vermine et de faim, de mutilations abominables, d'hommes agonisant de soif dans un trou d'obus, de corps à demi démembrés se traînant jusqu'à un abri pour y mourir à l'arrivée. Plus tristes encore étaient les bruits sans cesse répétés de fautes commises par le commandement, de négligences dans les services médicaux, d'insouciances en haut lieu. Une impression décourageante de gaspillage et de désordre, d'ignorance et d'entêtement, d'égoïsme indifférent et de fatigue morale, émanait de ces récits recueillis dans des lettres venues du front ou sur des lèvres pâles dans un lit d'hôpital.

Campton aperçut en frissonnant dans un éclair ce qui pourrait se produire si les fautes politiques, l'inertie, le laisser-aller, peut-être même les ambitions mauvaises et les complicités finissaient par contrecarrer l'effort accompli sur le front. Pareille éventualité était possible. Toutes les civilisations décrivaient une courbe ; toutes les sociétés connaissaient la grandeur

et la décadence. Quelque jour, en vertu de cette loi, ce qui rendait le monde habitable pour les hommes de l'espèce de Campton s'écroulerait sans doute en ruines nouvelles qui recouvriraient les anciennes. Les Puissances des Ténèbres guettaient toujours, attendant l'occasion. Heureusement, le passé témoignait de leurs défaites aussi bien que de leurs victoires. Ce qu'il importait avant tout de ne pas oublier, c'est que l'efficacité du sacrifice se proportionne à la valeur des victimes : là du moins sa foi était bien assurée.

Il ne crut pas avoir le droit de négliger la prière de Mrs Brant. Un jour ou deux après, il écrivit à George : il lui parla de l'inquiétude de sa mère et lui demanda, en termes vagues, s'il ne prévoyait aucun changement dans sa situation. La lettre se terminait brusquement par ces mots : « Je suppose que le moment n'est pas encore venu de demander une permission... »

XVII

Le matin qui suivit la promenade nocturne avec Boylston et Dastrey, Campton trouva deux lettres dans son courrier. L'une était timbrée de Paris, l'autre, qui portait le cachet de la poste aux armées, était de la main de son fils. Il ouvrit d'abord la première. Elle contenait une carte gravée :

Mrs Anderson Brant

sera chez elle le 20 février à 4 heures.
Mr Harvey Mayhew fera le récit de sa captivité en Allemagne.
Mme de Dolmetsch chantera.
Au bénéfice du Comité des Amis de l'Art français.

Prix du billet : 100 francs.

Campton jeta la carte avec impatience et prit la lettre de George.

Elle était courte, comme à l'ordinaire. Cependant, sous d'autres rapports, elle différait des missives habituelles de son fils. Campton la relut plusieurs fois.

« Père chéri, merci de ta lettre du dix ; j'imagine qu'elle m'est arrivée sur skis, tant la neige est épaisse. » (Il était en

effet tombé beaucoup de neige en Argonne). « Je suis désolé que mère se tourmente de nouveau : tu m'as souvent cité le mot *Things will be as they will be* (1), et la guerre n'a rien changé à cela. Il n'y a pas de raison de se tourmenter à mon sujet ; mais je sais qu'il n'y a aucun moyen de l'en convaincre.

« Tu pourrais tout de même faire quelque chose, ce serait de lui donner le sentiment que tu t'es un peu rapproché d'elle. La guerre vous montre un tas de choses sous un autre jour : c'est comme si on passait en revue toutes les vieilles affaires dans son armoire ; il y en a qui ont l'air si bête !

« Je voudrais que tu la voies de temps en temps, — tout naturellement, sans paraître le faire exprès. Vous avez, entre vous, un Sujet Inépuisable de conversation. Le dit Sujet Inépuisable prospère, et n'a rien de nouveau à signaler, sauf un changement d'adresse. Écris dorénavant à mon Dépôt au lieu d'adresser tes lettres ici. Cette précaution est probablement une nouvelle chinoiserie administrative, sans aucun motif, mais, de toute façon, le Dépôt me touchera toujours, si vraiment on nous déplace. Dis-le à mère, veux-tu ? Si non, Dieu sait ce qu'elle ira s'imaginer !

« ... Interrompu ici par un violent bombardement... de paperasses, bien entendu.

« Ton George.

« *P. S.* — 1. Ne sois pas non plus trop méchant avec l'oncle Andy.

« 2. — J'avais bien pensé à une permission, mais peut-être as-tu raison. »

C'était la première fois que George parlait ainsi de sa mère. Jusque-là, sa politique souriante avait consisté à laisser aller les choses et à répartir impartialement son affection entre ses parents, puisqu'ils refusaient de partager même ce bien-là. Mais la guerre donnait à toutes choses un aspect nouveau : c'était, pour employer la propre comparaison de George, comme si l'on avait passé en revue toutes les vieilleries renfermées dans ses armoires. Comment, après une telle revue, pouvait-il encore écrire « rien de nouveau à signaler, » et plaisanter sur « un bombardement de paperasses » ? Campton constata que la lettre avait été écrite le lendemain du jour où la première

(1) Citation célèbre de Berkeley qui signifie à peu près : On ne peut empêcher les choses d'être comme elles sont.

attaque d'infanterie sur Vauquois avait échoué. Et George, à quelques lieues de là, bien chauffé, bien abrité, griffonnait des jeux de mots pendant que ses camarades étaient rejetés de cette crête sanglante !

Tout à coup les yeux de Campton se mouillèrent. George n'avait pas écrit sa lettre pour placer sa plaisanterie : la plaisanterie n'avait pour but que de couvrir ce qui la précédait. Ah ! qu'il était donc jeune pour croire que son père ne s'en apercevrait pas ! Oui, il avait raison, la guerre donnait à bien des vieilles choses un air bête...

Campton se rendit au Palais-Royal. Depuis longtemps il ne s'était pas senti aussi heureux. La lettre de son fils lui semblait correspondre au secret changement qui s'était produit dans son propre esprit. Il était persuadé de l'inutilité d'essayer un rapprochement avec les Brant, mais il était content que George le lui eût conseillé. Il résolut de rendre visite à Julia dans l'après-midi.

Il trouva l'infatigable Boylston occupé d'une exposition de peintures envoyées du front que Mlle Davril l'aidait à cataloguer. De tristes pensionnaires entraient et sortaient, apportant de nouvelles histoires de mort : l'air était assombri de misère et de deuil. Dans le fond, Mme Beausite errait, tragique et inutile.

On sonna au téléphone. Boylston prit le récepteur, et appela :

— Mr Campton !

Celui-ci lança un regard craintif à l'appareil :

— Prenez la communication, voulez-vous ? Ça me donne un coup, chaque fois.

Il y eut un silence.

— C'est au sujet d'Upsher..., dit finalement le jeune homme.

Campton tressaillit.

— Tué ?...

— On n'est pas sûr... C'est Mr Brant qui parle... Ils ont reçu la nouvelle à la banque, et ils voudraient que vous en informiez Mr Mayhew.

« Mon Dieu ! » gémit le peintre. Miss Anthony n'était pas au bureau ce matin-là, sans quoi il se serait adressé à elle ; elle aurait pu, tout au moins, l'accompagner à la banque. Il ne pouvait demander à Boylston de s'absenter ; et il éprouvait cette

incapacité singulière à prendre contact avec la souffrance qui avait donné une sorte d'irréalité bizarre aux moments les plus poignants de sa vie. On eût dit que la douleur devait pénétrer la substance même de son âme avant qu'il pût la ressentir. « D'autres, pensa-t-il, sauraient ce qu'il faut dire; moi, je ne saurai pas. »

Quelqu'un avait été chercher une voiture; il se fit conduire au Nouveau Luxe, quoiqu'il ne comptât guère y rencontrer Mr Mayhew. Mais Mr Mayhew s'était adjoint deux secrétaires et avait transformé le salon rose-crevette en bureau. L'une des secrétaires s'y trouvait, tapant à la machine; elle tira instantanément de son agenda le renseignement nécessaire : son patron était chez Mrs Anderson Brant, en train de répéter.

— De répéter ?...

— Mais oui, il doit parler chez Mrs Brant la semaine prochaine sur les atrocités ! dit-elle, surprise de l'ignorance de Campton.

Campton partit pour l'avenue Marigny. Pendant le trajet, la figure ronde et rose de Benny Upsher lui apparut avec cette réalité vivante qui caractérise les visions de peintre. Il entendait le jeune homme répéter : « Je ne veux pas rester en dehors de cette affaire, » comme s'il avait été poussé par quelque aveugle instinct venant d'une longue lignée de braves gens naïfs.

Chez les Brant, un concierge effaré lui ouvrit la porte et fit retentir une sonnerie à laquelle personne ne répondit. Le vestibule et l'escalier étaient encombrés de ballots de literie, de sacs bourrés, de paquets, de fournitures d'hôpital empilées. Enfin, du premier étage, une femme de chambre pria Campton de monter.

Les tableaux et les tapisseries, les bronzes et les pâtes tendres avaient disparu; une moquette unie remplaçait la magnifique Savonnerie dont Campton avait franchi les pompeuses guirlandes le jour de sa dernière visite.

A travers les portes vitrées de la salle de bal, il entendit les accents oratoires de Mr Mayhew accompagnés au piano par de lents accords : il s'arrêta pour regarder. A l'extrémité de la grande salle dorée, sur une estrade drapée de velours, se tenait Mr Mayhew. Auprès de lui, enveloppée de noir, Mme de

Dolmetsch s'accoudait dans une attitude de douleur à un trépied de théâtre.

Au piano, un adolescent ébouriffé plaquait de temps en temps un accord de la *Marche funèbre* de Chopin. Près de la porte, trois ou quatre infirmières de la Croix-Rouge, perchées sur des ballots de couvertures, écoutaient. Campton reconnut sous l'une des coiffes Mrs Talkett. Elle aperçut le peintre et fit un signe à la dame qui se trouvait le plus près d'elle. Celle-ci s'étant retournée, Campton vit apparaître les yeux étonnés de Mrs Brant.

Elle lança à Campton un regard effrayé, mais sans doute lut-elle dans ses yeux que George n'était pas cause de sa visite, car, tranquillisée, elle posa un doigt sur ses lèvres en désignant l'estrade.

Mr Mayhew disait :

— Tout ce dont je dispose, oui, tout ce qui m'est le plus précieux, je suis prêt à l'abandonner, à l'offrir en sacrifice, à l'engager dans la Grande Lutte qui doit sauver le monde de la barbarie. Moi qui ai été l'une des premières victimes de cette barbarie...

Il fit une pause et regarda avec émotion les ballots de couvertures. Le pianiste plaqua un accord, et Mme de Dolmetsch, sans changer d'attitude, presque sans remuer les lèvres, chanta d'une voix sourde quelques notes de lamentation.

— De cette affreuse barbarie... reprit Mr Mayhew.

— De grâce, arrêtez-le ! dit tout bas Campton à Mrs Brant.

La petite Mrs Talkett, avec cette intuition rapide qu'il avait déjà remarquée chez elle, se leva et alla vivement vers la scène. Mr Mayhew descendit et se dirigea avec majesté vers Mrs Brant.

— Vous êtes de mon avis, j'espère ? Vous sentez comme moi qu'il ne faut rien ajouter à la belle voix de Mme de Dolmetsch ? Que tout autre accompagnement affaiblirait mon effet ?

Mme de Dolmetsch, délaissant le trépied avec le geste d'une pleureuse de marbre arrachée de son cénotaphe, s'avança d'un pas glissant et posa sa main dans celle de Campton.

— Cher ami, vous vous souvenez de notre conversation ? Je suis Cassandre affligée du don affreux de prédire l'avenir ! — Les larmes coulaient sur ses joues, enlevant le fard comme de la boue emportée par une averse. — Ma seule consolation, ajouta-t-elle en fixant ses yeux admirables sur Mr Mayhew,

est d'aider notre cher grand ami dans sa croisade contre les assassins de mon Ladislas.

Mrs Talkett dit un mot à Mr Mayhew, dont la figure satisfaite se décomposa subitement.

— Benny, Benny !... cria-t-il. Benny blessé ? Mon Benny ? Mais non ! C'est une erreur ! Qu'est-ce qui vous fait croire ? — Son regard rencontra celui de Campton. — Oh ! mon Dieu ! Mais c'est le fils de ma sœur !

Il cacha son visage dans ses mains.

Dans la voiture où Campton le fit monter, il continua de sangloter à grands sanglots comme un être perdu, sans soutien, dans une immense détresse, battant ses poches à la recherche d'un mouchoir introuvable, que ses larmes transformèrent en bouillie quand il l'eut enfin trouvé.

Campton comptait le quitter à la banque, mais Mr Mayhew était trop abattu pour que le peintre l'abandonnât.

On fit passer leurs noms à Mr Brant. Et bientôt, admirant les bizarres fantaisies du destin, Campton se trouva pour la première fois dans le cabinet du banquier.

Mr Brant n'était pas dans son bureau. Pendant qu'ils attendaient son retour, l'œil du peintre enregistra tous les détails de la pièce, depuis la cire perdue de Barye sur la cheminée en marbre rose jusqu'aux fauteuils de maroquin bleu disposés autour d'une gigantesque table à écrire. Sur la table étaient posés juste ce qu'il fallait de papiers, soigneusement pliés sous un presse-papier en cristal de roche. La pièce était nette comme un décor de théâtre luxueux ou comme la cage d'un serin bien tenu : seul un télégramme, ouvert sur le bureau, déparait ce bel ordre.

Mr Brant entra, gris et lisse, sans que ses pieds finement chaussés fissent aucun bruit. Il serra la main de Mr Mayhew, salua Campton, toussa selon son habitude, et dit :

— C'est affreux... c'est affreux !

Et comme ils étaient assis là tous trois, impressionnants, importants, impuissants, devant le télégramme fatal qui déparait l'ordre de la table, Campton murmura en lui-même : « Si cela m'arrivait à moi, je ne pourrais pas le supporter... Non, vraiment, je ne pourrais pas le supporter... »

*

Benny Upsher n'était pas mort ; du moins, on n'avait pas de

certitude. On l'avait vu tomber dans une surprise près de Neuve-Chapelle; la dépêche portait : « Blessé et disparu. »

Ces mots avaient pris, au cours des derniers mois, un sens effroyable. Une mort glaciale entre les lignes, la mutilation et la torture, ou de lentes semaines d'agonie dans un hôpital allemand, voilà les visions qu'éveillait cette formule devenue familière. Mr Mayhew avait passé une partie de son temps à recueillir des détails sur le sort des blessés tombés aux mains de l'ennemi : Campton devinait que, pour lui, maintenant, tous ces détails, cruels, impitoyables, s'animaient et que chacune des victimes prenait les traits de Benny.

Finalement, Mr Mayhew fut remis à la garde d'un employé de confiance, chargé de l'accompagner à la Mission militaire britannique dans l'espoir d'y obtenir de nouveaux renseignements.

Campton avait eu l'intention de partir en même temps, mais il se rappela le post-scriptum de George : « Ne sois pas trop méchant avec l'oncle Andy, » et essaya de trouver quelque phrase aimable pour prendre congé sans raideur. Mr Brant semblait animé du même désir. Il se tenait droit, serré dans son veston, une main sur le dossier du fauteuil de bureau, comme s'il posait pour un « format album » et que le photographe l'eût engagé à prendre « un air naturel. »

Campton parcourut du regard les boiseries blanches, et dit tout à coup :

— Il n'y avait aucune raison pour que ce pauvre petit Upsher s'engageât.

Mr Brant s'inclina.

— Cette manie qu'on a de se mêler des choses, continua Campton en s'animant, n'est pas plus utile à la civilisation qu'aucun autre instinct irraisonné. Au fond, c'est ce que George appelle « l'esprit de base-ball, » rien de plus : un goût irréfléchi pour les coups de poing.

Mr Brant le regarda attentivement,

— Quand est-ce que... George a dit cela ? demanda-t-il, en toussant légèrement avant de prononcer le nom.

Campton rougit.

— Oh !... il y a quelque temps : tout à fait au début, je crois. C'était le point de vue des jeunes gens les plus réfléchis à cette époque.

— En effet, dit Mr Brant.

Le regard de Campton erra de nouveau autour de la pièce.

— Maintenant, il est certain que...

— Ah ! maintenant...

Ils se considérèrent un instant, puis Campton tendit la main à Mr Brant. Le front de Mr Brant devint tout rose ; il tendit à son tour ses doigts secs. Les deux hommes échangèrent en silence une poignée de mains.

XVIII

Une fois sorti, Campton regarda autour de lui avec le même trouble que le soir où il avait vu Fortin-Lescluze repartir pour Châlons, l'image de son fils mort dans les yeux.

Chaque fois que le peintre avait affaire à des gens qu'un pareil malheur venait de frapper, il sentait plus vivement sa propre insuffisance. S'il avait été Fortin-Lescluze, il n'aurait pas trouvé la force de regagner Châlons et de reprendre son travail. S'il avait été Harvey Mayhew, il aurait encore bien moins su accepter l'idée intolérable que Benny Upsher eût disparu dans cette fournaise ardente comme un chiffon de papier qu'on jette au feu. Le jeune Fortin défendait sa patrie, mais Benny Upsher ! Qu'allait faire Benny Upsher, du Connecticut, dans une guerre entre puissances européennes ?

Soudain, Campton se souvint qu'il avait en poche la lettre de George et qu'il voulait la montrer à Mrs Brant. Il était sorti, ce matin-là, plein des bonnes intentions que la lettre lui avait inspirées ; maintenant il n'avait plus le cœur de les réaliser. Et pourtant, George avait écrit : « Dis-le à mère, veux-tu ? »

Il hésitait au coin d'une rue, lorsqu'il se rappela que Miss Anthony rentrait généralement chez elle pour déjeuner : s'il se hâtait, peut-être la trouverait-il encore. Instinctivement, aux heures difficiles, il se tournait vers elle ; sa façon simple et décidée d'envisager les choses le réconfortait, comme, dans son enfance, la manière qu'avait sa mère de dissiper les obscurités et de calmer les angoisses.

Elle lui lança un regard rapide, laissa tomber sa fourchette et se leva précipitamment avec un cri :

— George...?

— George?... Pourquoi George? — Campton recouvra son

sang-froid à la vue de l'agitation de son amie. — Qu'est-ce qui vous a fait penser à George?

— Votre figure! balbutia-t-elle en se rasseyant. C'est absurde... Mais vous paraissiez...

— Ma figure? Ce n'est pas étonnant. Benny Upsher a disparu, il m'a fallu l'annoncer à Mayhew.

— Ce pauvre petit Upsher? Quel malheur! — Le visage de Miss Anthony se rasséréna. — Cela me fait de la peine, beaucoup de peine... Vous déjeunerez avec moi. Jeanne vous préparera une côtelette.

Il secoua la tête.

— Eh bien! alors j'ai fini.

Elle le précéda au salon. En entrant, elle se trouva en face de la fenêtre, et il s'aperçut que les traits de miss Anthony étaient aussi bouleversés que devaient l'être tout à l'heure les siens.

— Pauvre Benny, pauvre garçon! répétait-elle du ton de voix ravi qu'elle aurait pris pour féliciter Campton que le jeune homme ait échappé au danger. Il vit bien qu'elle ne pensait pas à Upsher, mais à George : l'incapacité d'adapter son intonation à ses paroles trahissait la violence du soulagement qu'elle éprouvait.

Campton raconta la scène à laquelle il venait d'assister, puis demanda soudain :

— Pourquoi diable avez-vous craint pour George?

Miss Anthony s'était assise dans son fauteuil habituel, le dos tourné au jour, de sorte qu'elle put dire avec assurance :

— Mon cher ami, si vous m'ouvriez le corps, le nom de George s'écoulerait de chaque veine!

— Mais de quel ton vous l'avez dit! Vous pensiez qu'il avait été... que quelque chose était arrivé? insista Campton. Comment serait-ce possible, là où il est?

Elle haussa les épaules.

— Comment? Mais on court des risques partout.

Il tira de sa poche la lettre reçue le matin. Une lumière subite venait de l'éclairer, et sa main tremblait.

— Je ne sais même plus où George se trouve, dit-il. Tenez, lisez ça. Nous devons écrire à son dépôt. Je dois en avertir sa mère. Qu'est-ce que cela peut signifier, sinon qu'il a quitté Sainte-Menehould et qu'il veut nous cacher où il est?

Miss Anthony parcourut la lettre en silence. Sa main ne broncha pas. Campton devina qu'elle avait reçu une lettre du même genre, et qu'elle avait tiré ses conclusions. Ce qu'étaient celles-ci, son cri d'effroi en le voyant entrer paraissait le dire clairement. Il continua d'observer les mains de son amie, l'ombre dissimulant son visage. Les mains plièrent la lettre avec précision et la lui tendirent.

— Oui. Je vois pourquoi vous avez pensé cela...

Cet aveu le surprit. Presque aussitôt, elle demanda franchement :

— Si George avait été envoyé au front, qu'est-ce que vous auriez éprouvé ?

Il ne s'attendait pas à cette question, et, bien qu'il se la fût souvent posée à lui-même, elle l'atteignit comme un coup de poing en pleine poitrine. Il courba la tête.

— Je ne pourrais pas... je ne pourrais pas le supporter.

Elle se dirigea vers un secrétaire où elle enfermait ses papiers; un instant après, elle lui tendit une lettre : une lettre de George, datée du même jour que la sienne.

« Chère vieille amie, rien de nouveau que mon adresse. Voulez-vous écrire désormais à notre dépôt? Cet ordre vient de nous arriver des hauteurs où trônent les Puissances, sous une avalanche de paperasses. Que signifie-t-il? Mystère! Il ne semble pas qu'il implique un déplacement immédiat de notre Q. G.; mais, même si on nous déplace, mon travail n'en sera probablement pas changé. Je commence à m'y habituer. Ce n'est pas étonnant, car les jours se suivent et se ressemblent, et j'en ai vu passer quelques-uns! Prenez soin de papa et de mère, et aussi de votre incomparable personne... J'écris à père aujourd'hui.

« Votre George. »

Les deux lettres se confirmaient l'une l'autre d'une manière qui entraînait la conviction : George était en sûreté, et ne demandait qu'à y rester. Mais, à mesure que Campton en retrouvait la certitude, il commençait à avoir honte de George comme de lui-même. Il releva la tête, conscient de tout ce qu'Adèle saurait lire sur son visage.

— Eh bien ! vous êtes satisfait? demanda-t-elle en souriant.

Il hésita. Il se débattait entre le besoin de se confesser et

l'instinct contraire qui le poussait à dissimuler des sentiments trop complexes pour la vision simpliste de Miss Anthony. Et comment définir des sentiments aussi contradictoires que les siens? Il était à la fois anxieux de savoir George en sûreté, honteux de son anxiété, honteux de la soumission de George à son propre sort, et épouvanté à l'idée que ce sort pourrait changer.

Enfin il rompit le silence :

— Non. Je ne peux pas dire que je suis satisfait; je suis content que mon fils soit à l'abri. — Et il ajouta avec ironie : — Je ne prétends pas à votre sublime indifférence : vous n'avez jamais eu d'enfant.

— Oh! mon pauvre John! se contenta-t-elle de répondre.

Elle ferma le secrétaire et mit son chapeau.

— Partons ensemble, voulez-vous? Il est temps que je retourne au bureau.

Ils descendirent l'escalier sans rien dire. Arrivée au dernier palier, elle parla :

— J'irai voir Julia ce soir au sujet du changement d'adresse de George. Elle sera peut-être inquiète; je pourrai lui expliquer.

— Je vous en prie... Et dites-lui... si elle a besoin de moi...

Miss Anthony acquiesça de la tête.

XIX

Un jour Mme Lebel dit à son locataire :

— Les premiers marronniers sont en fleurs. Monsieur devrait vraiment s'acheter des chemises neuves.

Campton la regarda avec surprise. Elle parlait d'une voix changée. Il se demanda si elle avait reçu de bonnes nouvelles de ses enfants. Puis il s'aperçut que les mêmes rides creusaient son vieux visage, et que le changement de sa voix était seulement l'effet du renouveau de la nature, du besoin de vivre qu'éprouvent les êtres au printemps, au milieu des pires désastres.

« On se fait une raison », aurait dit Mme Lebel. Il fallait vivre, il fallait acheter des chemises neuves. Nul n'aurait su dire le pourquoi de cette nécessité, mais chacun la sentait, et les marronniers, une fois de plus, travaillaient à la confirmer. L'habitude, de sa main impérieuse, ressaisissait les fils des misérables marionnettes, dont les Furies venaient de faire leur

jouet, et les marionnettes, avec des mouvements affaiblis, obéissaient au geste accoutumé.

Chez Campton, le renouveau ne s'était fait sentir que languissamment; il s'était traduit surtout par une répugnance à continuer sa besogne charitable. Le peintre avait essayé de fermer l'oreille aux murmures de sa lassitude, mais, le premier élan passé, il s'irritait de voir qu'aucune vocation ne se déclarait, que la tâche, au contraire, l'ennuyait chaque jour davantage. De plus en plus, il sentait que, travailler sans conviction, c'est travailler sans efficacité.

— Je donne à ces pauvres diables tant de paires de chaussures et tant de bons d'épicerie par jour. Vous vous donnez vous-même, et Boylston aussi, avait-il dit à Miss Anthony qui murmura en souriant :

— Ah ! Boylston...

Mrs Brant était absorbée par sa tâche tout autant qu'Adèle Anthony. Depuis que la villa Brant à Deauville avait été transformée en hôpital, Julia était toujours sur la route, dans une auto neuve éblouissante, marquée de la Croix-Rouge, qui transportait des fournitures, amenait à toute vitesse des chirurgiens célèbres, la ramenait en hâte à Paris pour des réunions de comités et des conférences avec le Service de Santé. Les Brant se trouvaient, en effet, parmi les dirigeants des œuvres américaines de secours; ils ouvraient leurs salons de l'avenue Marigny à des concerts, des conférences ou de ces petites fêtes de charité que la société parisienne commençait à encourager.

Le jour où Mme Lebel dit à Campton que les marronniers fleurissaient, pareil stimulant lui était particulièrement nécessaire. Il avait résolu d'aller voir Mrs Brant au sujet d'un concert que les « Amis de l'Art français » devaient donner chez elle. Depuis que George lui avait recommandé de voir de temps en temps sa mère, Campton avait profité de leur collaboration commune aux œuvres de guerre, comme du meilleur moyen de surmonter la difficulté qu'ils éprouvaient à causer ensemble.

Dans les Champs-Élysées, les chandelles roses des marronniers se dressaient au milieu des verdures naissantes. Campton se souvint d'avoir admiré jadis comme la nature s'était harmonisée avec le décor en suspendant ses lampions roses et ses éventails verts au-dessus des cafés chantants. Là, les lumières étaient depuis longtemps éteintes, les éventails repliés. En passant

auprès des arceaux de lampes électriques brisés, des chaises de fer entassées et des rhododendrons desséchés dans leurs caisses déteintes, il sentit douloureusement le contraste du renouveau éternel de la nature avec un monde de mort. Comment la guerre pouvait-elle continuer, alors qu'était revenu le printemps ?

Mrs Brant, ayant réduit son train de maison et abandonné ses salons aux œuvres, recevait dans son boudoir. Les guéridons étaient encombrés de photographies; parmi elles, Campton aperçut le dernier portrait de George en uniforme. Il avait reçu la même photographie et l'avait jetée dans un tiroir. Il trouvait légèrement ridicule que son fils, employé à l'arrière, se fît photographier en uniforme, et en même temps cette vue l'emplissait d'une terreur secrète.

Mrs Brant prenait congé d'une dame en deuil que Campton ne connaissait point. Le tapis de l'antichambre avait étouffé le bruit de ses pas, et, en entrant dans la pièce, il entendit Mrs Brant dire en français, sans doute en réponse à une remarque de la visiteuse :

— Un bridge, chère madame? Non, pas encore. J'avoue que je n'ai pas le courage de reprendre mon ancienne vie. Nous autres mères dont les fils sont au front...

— Ah! s'écria l'autre dame, je ne suis pas de votre avis! Il me semble que nous leur devons de continuer à vivre comme si nous n'avions pas plus peur qu'eux. C'est ce que pensent tous mes fils... Même, ajouta-t-elle en baissant la voix, mais en dressant plus haut la tête, même, j'en suis sûre, celui qui repose près de la Marne.

Une légère rougeur sur son beau visage, elle serra la main de Mrs Brant et sortit.

Mrs Brant avait aperçu Campton. Son teint se colora.

— Il y a tant de femmes qui ne peuvent se passer de distractions, dit-elle.

— C'est vrai, acquiesça-t-il. — Ils se turent un moment, puis il interrogea : — Qui était-ce ?

— La marquise de Tranlay, la veuve.

— Où sont les fils dont elle parlait?

— Il en reste trois : l'un dans les chasseurs à pied; le plus jeune, qui s'est engagé à dix-sept ans, dans l'artillerie en Argonne; le troisième, grièvement blessé, dans un hôpital à

Compiègne. L'aîné a été tué. Je ne peux vraiment pas comprendre...

— Pourquoi, interrompit brusquement Campton, pourquoi avez-vous parlé comme si George était au front? Avez-vous l'habitude de parler ainsi de lui?

Le silence et la rougeur croissante de Mrs Brant montrèrent au peintre combien sa question était cruelle :

— Pardonnez-moi, dit-il. Lorsque je vois des femmes comme celle-là, je suis...

— Eh bien? demanda-t-elle.

Ce fut son tour à lui de garder le silence; elle n'insista pas. Ils demeurèrent assis l'un en face de l'autre, oubliant tous deux le motif de leur entrevue. Pour la centième fois, Campton se rendit compte qu'il essaierait en vain d'obéir à la recommandation de son fils : toutes les épreuves partagées, au lieu de resserrer les liens qui l'unissaient à Mrs Brant, les avaient relâchés.

Il regagna Montmartre, en flânant par les quais solitaires. La lumière étendait sur la ville admirable ses larges nappes d'argent, harmonisant les pierres grises, les verdures pâles et le ciel empli de grands nuages dont les masses translucides semblaient une image aérienne des monuments qu'ils dominaient. Campton, une fois de plus, se surprit à examiner les détails du spectacle en homme de métier : le fleuve, la chaussée, les terrasses chargées d'arbres, le vaste ciel nuageux, depuis Notre-Dame jusqu'au Panthéon, au lieu de s'offrir à lui dans leur réalité nue, se trouvaient transposés en une vision de peintre. Et les visages qui l'entouraient faisaient naître des combinaisons sans cesse renouvelées de couleurs et de lignes, comme si le monde visible reprenait son habitude ancienne de se muer en formes magiques. Le réveil en lui de son instinct d'artiste accrut son trouble intérieur : plus que jamais, il se sentit incapable de s'adapter à une vie où de telles choses comptaient désormais pour rien, où le fait seul de penser à elles paraissait une désertion...

Il avait promis à Boylston de terminer un travail emporté la veille du bureau. Les papiers étaient sur la table; mais il se dirigea vers la fenêtre et, par-dessus les lilas qui bourgeonnaient, il regarda, à ses pieds, l'étrange Paris de la guerre. Près d'un an avait passé depuis qu'à la même place il avait

contemplé le Paris d'autrefois dans sa robe légère d'été ; c'était, il s'en souvenait, au moment où il faisait le plan de son voyage en Afrique avec George. Un passage de *Faust*, que George lui avait un jour cité, traversa son esprit. « Prenez garde ! Vous avez brisé mon bel univers ! Il y aura des éclats... » Oui, des éclats, des éclats partout !... Toutes les mains en étaient rouges de sang ! Quel châtiment imaginé par l'homme serait jamais égal au crime d'avoir détruit son bel univers ?

On sonna ; il tressaillit comme si les événements les plus simples étaient devenus singuliers. Que Dastrey ou Boylston, ou même Adèle Anthony, vinssent le voir, rien de plus naturel. Pourtant, son cœur battait avec autant de force que si ç'avait pu être George. Il alla ouvrir : c'était Mrs Talkett.

— Puis-je entrer ? dit-elle, et elle entra sans attendre la réponse.

Il fut étonné du changement de son aspect. Sauf le jour où il l'avait aperçue au début de la guerre, chez Mrs Brant, il ne l'avait jamais vue que sous la coiffe d'infirmière ; et l'on eût dit, tant son travail l'absorbait, qu'en soignant les blessés elle suivait une vocation longtemps contrariée. Maintenant, vêtue d'une robe délicatement printanière, elle semblait une émanation de la saison nouvelle. En même temps que son uniforme, elle avait rejeté tout souci, et souriait à Campton d'un air d'intelligence.

En temps ordinaire, il aurait pensé : « Elle est amoureuse... » Mais cette explication paraissait d'une autre époque ; elle lui rappela néanmoins comme il était mal renseigné sur Mrs Talkett qui, après la mort de René Davril, avait disparu de son existence aussi brusquement qu'elle y était entrée. Des allusions au « ménage Talkett, » saisies de temps à autre chez Adèle Anthony, lui avaient fait imaginer à l'arrière-plan un Mr Talkett invisible, mais de Mrs Talkett elle-même, il ne savait rien que ce qu'elle lui avait dit de ses aspirations « artistiques, » et ce qu'il avait lu dans ses grands yeux vides, deviné dans les inflexions adoucies de sa voix quand elle parlait des soldats blessés, dans les phrases précises et nettes dont elle revêtait ses vagues et flottantes pensées. Tout cela composait une image assez voisine de celle que leur première rencontre avait éveillée : une gravure arrachée d'un journal de modes. Aussi la regarda-t-il avec indifférence, se demandant la cause de sa visite.

D'un geste rapide, elle retira l'épingle de son chapeau, jeta celui-ci sur le divan et dit :

— Cher maître, me permettez-vous de causer un peu avec vous?

Elle se laissa tomber auprès de son chapeau, noua les mains autour de son genou frêle, et commença soudain :

— Vous savez, j'ai résolu de recommencer ma vie, — de vivre ma vie à moi, d'être véritablement *moi*. Après ces longues et affreuses semaines où j'ai été comme exilée de moi-même, je vois maintenant que *là* est mon vrai devoir, — comme c'est le vôtre, comme c'est celui de tout artiste et de tout créateur. N'êtes vous pas de mon avis? *Il faut* que nous conservions au monde la Beauté ; avant qu'il soit trop tard, il faut que nous la sauvions de la destruction. Cela paraît bien osé de ma part, je le sais, de dire « nous » en parlant d'un génie tel que vous et d'un pauvre grain de poussière tel que moi. Mais, après tout, un même instinct nous anime, un même impérieux besoin, un même désir de réaliser la Beauté, quoique vous le fassiez d'une façon si magnifique, si... objective, et que moi... — Elle s'arrêta, dénoua ses mains jointes et leva sur lui les yeux. — Mais je ne veux pas avoir l'air de rougir de mes faibles moyens. Il me semble que chacun devrait aider à sauver la Beauté, même le plus humble et le plus ignorant d'entre nous. — Elle poussa un profond soupir et ajouta : — Cela m'a déjà fait du bien de rester assise à vous écouter.

Quelque temps auparavant, elle eût amusé Campton, ou peut-être l'aurait-elle agacé. Mais depuis lors, il avait éprouvé, lui aussi, le besoin de « vivre » dont elle parlait, le même qu'il avait entendu exprimer par cette mère en deuil qui avait repris si vivement Mrs Brant. Le printemps agissait sur eux tous, selon la diversité de leurs natures.

— Mais que suis-je en tout ceci? reprit Mrs Talkett, lui épargnant ainsi la peine de répondre. Rien que l'étincelle qui fait naître la flamme! C'est vous, cher maître, qui devez donner à chacun de nous l'exemple du retour au travail. Qu'avez-vous fait au cours de ces horribles semaines? Qu'a fait votre *moi* véritable? Rien! Et le monde en est pour toujours appauvri. Maître, il faut vous remettre à peindre, il faut commencer aujourd'hui même!

Campton eut un rire gêné.

— Oh! peindre! — Il indiqua les dossiers entassés sur la table. — Voici mon travail.

— Non, non, pas le vrai! C'est votre faux travail, comme celui d'infirmière l'a été pour moi. Nous avons fait de notre mieux, mais pendant ce temps-là, la beauté et l'art et les choses éternelles périssaient! Et que deviendra le monde sans elles?

— Je n'y serai plus.

— Mais votre fils y sera. — Elle lui jeta un regard profond. — Vous savez que je connais votre fils : nous sommes amis. Et je suis sûre qu'il sentirait comme je sens; il vous dirait de vous remettre à peindre.

Depuis des mois, toute allusion à George mettait Campton sur ses gardes. Mais cet appel de Mrs Talkett le prit au dépourvu, le trouva démoralisé par la douceur printanière et par le sentiment secret que son fils en était complice. Qu'était la guerre, — n'importe quelle guerre, — sinon une vieille maladie européenne, une folie sanglante qui saisissait le premier prétexte pour assouvir sa fureur? Campton se dit, une fois de plus, qu'il était le fils d'un pays d'institutions libres, d'un pays n'ayant jamais pris part aux manœuvres séculaires qui avaient plongé l'Europe dans la ruine et cherchaient maintenant à y entraîner l'Amérique. George avait raison, et cette jeune femme, par la bouche de laquelle s'exprimait son instinct secret, cette jeune femme avait raison.

Il resta si longtemps sans parler qu'elle se leva avec le froncement de sourcils inquiet qui semblait être sa manière de rougir.

— Je vous ennuie, je ferais mieux de partir.

Elle ramassa son chapeau, et le posa sur sa tête inclinée, les plumes retombant en cascade.

— Attendez! Laissez-moi vous peindre comme ça! s'écria Campton.

Jamais jusque-là, il ne s'était avisé qu'il pût faire d'elle quelque chose; mais en la voyant debout le bras levé, il sentit la longue ligne sinueuse qui allait du poignet à la hanche l'envelopper et le saisir comme un lasso.

— Ça ne vous ennuie pas? demanda-t-il; puis, sans même entendre sa réponse tremblante : « M'ennuyer ? quand je ne suis venue que pour ça!... » il tira à lui un chevalet, y jeta la

première toile qui lui tomba sous la main, et se trouva transporté sur-le-champ dans le monde irréel, qui était pour lui le seul vrai.

XX

Pendant un mois, Campton vécut dans un état de félicité suprême.

Son premier coup de brosse l'avait emporté hors de l'espace et du temps, dans une région où tout ce qui, en lui, s'était amoindri, atrophié, put s'éployer à l'aise et respirer. Les lignes, les formes, les couleurs redevinrent les seuls faits existants; il plongea dans leur tourbillon comme une créature marine échouée sur la rive replonge dans la mer. Une fois de plus, le visage humain cessait d'être un hiéroglyphe indéchiffrable pour devenir une œuvre d'art. Durant les deux ou trois premiers jours, sa main hésita ; mais le sentiment de son insuffisance l'aiguillonnant, il lutta jusqu'à ce qu'il sentît enfin, dans tous ses muscles rajeunis, une souplesse nouvelle et que son modèle devînt comme un instrument de musique sur lequel il jouait avec une maîtrise insouciante.

Il avait transporté son chevalet chez Mrs Talkett. L'appartement de la jeune femme lui ressemblait ; il était rempli de meubles hétéroclites témoignant de concessions audacieuses aux modes les plus récentes et de brusques insurrections contre ces mêmes modes. L'acajou Louis-Philippe s'y était retranché contre l'agression des tentures « art nouveau » et les grâces délicates des fauteuils Louis XV condamnaient à un ridicule éternel des meubles munichois peinturlurés comme des chevaux de bois dans une foire.

Tout d'abord, Campton avait été uniquement absorbé par la joie sensuelle de peindre ; mais, au bout de quelques jours, le milieu commença de l'intéresser. Mrs Talkett avait abandonné son hôpital; elle essayait, selon sa propre expression, de « se recréer. » Plusieurs personnes lui prêtaient un obligeant concours : les unes semblaient à Campton un peu trop jeunes pour n'être pas capables de trouver une occupation plus utile, les autres un peu trop vieilles pour prendre encore plaisir à celle qu'elles se donnaient. Toutefois, la sérénité du peintre n'en était point troublée. Il se faisait en quelque sorte l'effet

d'un noyé, — mais noyé dans un aquarium en miniature : il regardait encore avec des yeux vivants, mais n'apercevait les autres que sous l'aspect de formes fuyantes, glissant autour de lui, avec un brusque scintillement de leurs nageoires exotiques. Ils étaient enfermés tous ensemble dans une sorte de sphère lumineuse, irréelle, miséricordieusement soustraite à la tourmente qu'ils avaient fuie, poussés par une même horreur. Campton était parmi eux, ce n'était donc pas à lui de s'étonner. Aussi, à travers le voile de son art, les considérait-il en toute impartialité.

La grande prêtresse du groupe était Mme de Dolmetsch, à qui Harvey Mayhew servait d'acolyte. Mr Mayhew n'avait pas interrompu sa croisade contre les atrocités; mais, pour mener à bien sa mission sacrée, de fréquents délassements lui étaient nécessaires. « J'ai le devoir de me reposer, » avait-il déclaré à Campton, et il accomplissait ce devoir infatigablement. Aussi avait-il persuadé à Boylston de lui venir en aide en consacrant plusieurs heures par jour à l'activité qui régnait dans le bureau rose-crevette du Nouveau Luxe. Campton ne comprit pas tout d'abord comment Boylston, avec sa finesse d'esprit, s'était laissé prendre ; bientôt il découvrit que cette finesse même en était cause : « Voyez-vous, il y a des tas d'argent à tirer de là, et nous avons tant de misères à soulager ! » Les appels déchirants de Mr Mayhew commençaient à amener d'Amérique des sommes considérables. Or, Mr Mayhew, quoique grandement flatté de l'effet produit par son éloquence et du prestige qu'elle lui attirait en France, dans le monde et dans les milieux gouvernementaux, ne savait trop quel usage faire de ces fonds. Il avait prié Boylston de le conseiller et, grâce à ce concours, le délégué à la Haye pouvait, d'un cœur léger, se délasser chez Mrs Talkett et écouter, avec un sourire chargé d'expérience, les propos « subversifs » de ses familiers.

« Subversif » était le mot d'ordre du groupe Talkett. Chacun s'occupait d'attaquer une théorie sur l'art, la vie ou la littérature que personne ne songeait à défendre. Même Mr Talkett, — aimable jeune homme, aux cheveux lustrés, qui errait d'une pièce à l'autre en rangeant les meubles, tel un détective « homme du monde » dans un lunch de mariage, — avoua à Campton que lui aussi était « subversif; » et comme le peintre le pressait de définir ce terme, il ajouta :

— Eh bien ! je ne crois à rien de ce à quoi *elle* ne croit pas.

En même temps, il suivait d'un lorgnon admiratif les mouvements de sa femme à travers les groupes qui entouraient la table à thé.

Mme de Dolmetsch, bien qu'elle désirât évidemment garder son emprise sur Mr Mayhew, ne se contentait pas d'une aussi maigre chère. Elle exerçait ses yeux incomparables sur une foule de soupirants, notamment sur le pianiste aux cheveux ébouriffés.

Tous ces gens paraissaient convaincus de leur importance réciproque ; mais peu à peu Campton devina que tous, sauf le maître et la maîtresse de maison, avaient parfaitement conscience de jouer la comédie. Un jour, cependant, une personne sérieuse s'en mêla : le banquier international Jorgenstein. Il arriva comme par hasard, aussi naturellement qu'il serait entré l'année précédente dans l'atelier de Campton pour savoir où en était son portrait.

— Il faut que j'aille vous voir, Campton, et que vous terminiez mon portrait, dit-il avec jovialité, frappant sa large bottine du bout de son rotin de Malacca, tandis qu'il regardait, par-dessus la tête du peintre, la toile où l'image agitée de Mrs Talkett semblait battre des ailes comme un papillon fixé par une épingle.

Absorbé par son tableau, Campton ne s'étonna qu'à peine de la réapparition de Jorgenstein, de son air gonflé de satisfaction, ni de ses allusions fréquentes à des personnages politiques en vue.

Mais, un soir, Campton, en rentrant chez lui, rencontra Dastrey : ils ne s'étaient pas vus depuis des semaines. Dastrey semblait las et préoccupé ; à sa vue, Campton se sentit brusquement ressaisi par le monde qu'il avait cherché à fuir.

— Vous avez l'air abattu, qu'avez-vous ? demanda-t-il.

— Ce que j'ai ? Vous n'avez donc pas lu le communiqué ce matin ?

— Non, je ne l'ai pas lu, répondit Campton. — Ils firent quelques pas en silence. — Vous comprenez, reprit le peintre, je me suis remis au travail, à la peinture. J'ai découvert tout à coup que je ne pouvais pas faire autrement.

Dastrey le regarda avec une douceur qui le surprit :

— Voilà une bonne nouvelle, par exemple !

— Vous trouvez ?

Le ton de Campton était à demi ironique.

— Bien sûr ! Qu'est-ce que vous peignez ? Puis-je aller voir ?

— Naturellement. — Campton hésita. — Le fait est que j'ai été mordu l'autre jour par le désir de peindre ce petit feu follet de Mrs Talkett. Venez chez elle un de ces après-midi, je vous montrerai la chose.

— Chez elle ? — Dastrey fronça le sourcil. — Le portrait est donc terminé ?

— Non, il s'en faut de beaucoup. Je la peins dans son appartement, dans son milieu, entourée de sa bande. Ça m'amuse. Quand viendrez-vous ?

Campton lançait ses phrases comme autant de défis.

— Chez Mrs Talkett, pour y rencontrer sa bande ? Merci, je suis trop pris par ma besogne.

— Allons donc ! Dites plutôt que vous ne voulez pas ! repartit Campton d'un ton querelleur. Vous trouvez que nous sommes un tas de déserteurs, d'embusqués, de fainéants cosmopolites, — que sais-je ? Mais j'en fais partie, de cette bande ; par conséquent, quelque nom que vous leur donniez, il faut me l'appliquer aussi. Eh bien ! mon cher, je vais vous dire, moi, ce qu'ils sont, et je n'ai pas honte d'être des leurs : ce sont des gens qui ont décidé, résolument, inébranlablement, d'oublier la guerre pendant plusieurs heures par jour, de vivre comme si elle n'était pas et n'avait jamais été, afin que...

— Afin que ?

— Afin que la Beauté ne disparaisse pas du monde ! cria Campton en donnant de sa canne un grand coup sur le pavé.

Dastrey éclata de rire.

— Ils ont décidé d'oublier la guerre ? Mais, sacrebleu ! ils n'ont jamais pu s'en souvenir pendant une heure de suite ; et cela depuis le premier jour, excepté quand elle gênait leurs projets ou les privait de leurs plaisirs ou augmentait leur fortune ! Vous êtes le seul d'entre eux, mon bon ami (puisque vous tenez à être des leurs), de qui ce que vous venez de dire soit vrai. Et si vous pouvez oublier la guerre pendant que vous travaillez, tant mieux pour vous, et pour nous, et pour la postérité. — Il tendit la main à Campton avec un sourire. — Au revoir, mon vieux. Je m'en vais voir mon neveu, qui est ici en permission.

Il s'éloigna rapidement, laissant Campton atterré par ses dernières paroles. Louis Dastrey en permission ? Oui, parce

qu'il était au front, au vrai front, dans les tranchées, qu'il avait déjà reçu une légère blessure et une belle citation. A l'arrière, — George l'avait très justement senti, — on ne demandait pas encore de permissions...

Les pensées éveillées par cette rencontre laissèrent Campton plus décidé que jamais à se griser de travail et de frivolité. Il n'était pas chargé de scruter les consciences des gens qui l'entouraient, pas même celle de Jorgenstein. Si le gouvernement tolérait en France la présence de Jorgenstein, avec l'idée probablement qu'il pourrait rendre service, — le banquier lui-même le laissait entendre, — des gens comme Adèle Anthony et Dastrey étaient bien bêtes de faire la grimace quand on prononçait seulement son nom. Campton sentit renaître en lui l'ancien esprit de révolte qui l'avait animé après son divorce. Depuis longtemps il considérait cette période de sa vie comme une crise de jeunesse, — et pourtant voilà qu'il éprouvait les mêmes sentiments.

Quoiqu'il connût l'intimité des Talkett avec les Brant, il n'avait aucune crainte de rencontrer Julia chez ses nouveaux amis : il ne l'imaginait pas dans un tel milieu. Mais si elle n'y paraissait pas, il entendait du moins les hôtes de Mrs Talkett parler d'elle en termes de plus en plus familiers. Tous la voyaient, généralement chez elle : elle avait obtenu la mise en sursis de son admirable chef et donnait souvent de petits « dîners de guerre » suivis d'un bridge.

Campton se rappela comment Mrs Brant avait été reprise par Mme de Tranlay, le jour de sa dernière visite avenue Marigny ; puis il se rappela que c'était ce même jour qu'il avait recommencé de peindre.

« Après tout, elle a résisté plus longtemps que moi ; pauvre Julia ! » songea-t-il.

En arrivant, un après-midi, plus tôt qu'à l'ordinaire chez Mrs Talkett, avec l'intention de terminer son portrait, Campton eut la surprise de trouver sa femme devant la toile. Sa surprise ne fut pas moindre de constater qu'elle était vêtue avec une hardiesse juvénile qu'il ne lui avait jamais connue : pour la première fois, il lui trouva l'air démodé et vieux.

— Je ne savais pas que vous veniez d'aussi bonne heure, dit-elle, visiblement gênée. Madge m'avait priée de venir jeter un coup d'œil... C'est admirable... admirable ! — Elle le regarda

timidement. — Je suis si heureuse, que vous vous soyez remis à peindre! Nous avons tous besoin de...

— Oh! non. Pas vous et moi, en tout cas! s'empressa-t-il de répondre.

Elle comprit l'allusion, car une rougeur se répandit sur son cou nu et ses joues couvertes de rides légères jusqu'à la racine de ses cheveux fraîchement teints; puis ses yeux se remplirent de larmes.

Mrs Talkett entra précipitamment, étonnée, s'excusant. Un à un les habitués arrivèrent; ils saluaient gaiement Mrs Brant, puis, à la vue de Campton, demeuraient un moment contraints. Enfin, on apporta les tables de bridge; les invités formèrent des groupes et ne pensèrent plus qu'à leur plaisir. Lorsque Campton reprit place à son chevalet, Mrs Brant rassérénée sortait suivie de Jorgenstein, avec lequel elle semblait être dans les meilleurs termes d'amitié. De tous les étranges rapprochements opérés par la guerre, celui-là parut à Campton le plus étrange.

XXI

Quelques semaines plus tard, comme Campton se préparait, un matin, à quitter son atelier, la sonnette retentit, et la bonne introduisit Mrs Brant. Elle portait une toilette moins frivole que chez Mrs Talkett et son chapeau était drapé d'une voilette épaisse, comme celles que portent les héroïnes de cinéma lorsqu'elles vont voir en cachette leur séducteur.

Elle le regarda d'un air bouleversé, et dit :

— George n'est pas à Sainte-Menehould.

Il ouvrit de grands yeux.

— Non. Anderson y a été avant-hier.

— Brant? A Sainte-Menehould?

Campton sentit le sang lui affluer aux tempes. Quoi! Il n'avait pas même osé, lui, le père de George, demander la permission (presque impossible à obtenir) de se rendre dans la zone de guerre ; et cet homme, qui n'avait aucune qualité pour demander l'autorisation d'aller voir George, avait réussi à obtenir cette faveur sans prix!

— Comment diable?...

— Il a obtenu une mission de la Croix-Rouge : cela s'est fait à l'improviste, par l'intermédiaire d'un ami...

— Oui, eh bien?

Campton s'assit, ses jambes ne le portaient plus; il fit signe à sa femme de prendre un siège.

— Eh bien! Il n'était pas là! répéta-t-elle avec agitation. Nous aurions bien dû nous en douter, puisqu'il avait changé d'adresse...

— Le Q. G. s'est déplacé?

— Pas du tout. Anderson a vu l'un des officiers, un ami de George. Il lui a dit que George était parti en mission et qu'on attendait son retour le soir même. Mais je n'en crois rien.

Campton l'interrogeait du regard. Où croyait-elle, où, dans quel endroit craignait-elle que George fût parti? Et lui, Campton, qu'éprouvait-il? Une émotion aussi confuse, sans doute, que celle de sa femme, aussi indéfinissable. Le trouble de ses sentiments fit naître en son cœur une compassion momentanée pour Mrs Brant. Puis une pensée cruelle balaya toutes les autres, et il dit :

— Où qu'il soit, la visite de Brant ne lui aura pas rendu service.

Elle pâlit.

— Comment? Que voulez-vous dire?

— Je m'étonne que vous n'y ayez pas pensé, ni votre mari, puisqu'il se préoccupe tant de mon fils, continua Campton pour prolonger sa détresse.

— Je vous en prie, expliquez-vous, supplia-t-elle avec un regard effrayé.

— Pourquoi, au nom du ciel, ne pas rester tranquilles? Vous n'avez donc pas deviné pour quelle raison George n'a jamais demandé de permission? Quand la famille d'un jeune homme force les consignes pour aller le voir, use de protections, a l'air de solliciter des faveurs, ne savez-vous pas que c'est le meilleur moyen d'attirer sur lui...? C'est ainsi, j'en suis persuadé, que cette sotte de Mme de Dolmetsch a fait envoyer Isador au front. Et il y a bien des chances pour que George...

— Oh! non, non... ne dites pas cela! — Elle se protégea la figure des mains, comme s'il lui avait lancé un liquide enflammé. — C'est moi qui ai prié Anderson d'aller le voir!

— Eh bien! il aurait dû y penser. J'y ai bien pensé, moi.

— Vous êtes son père, répondit-elle.

Ces mots le désarmèrent.

— Brant a cru bien faire, reprit-il. Du reste, il n'y a aucun motif de s'effrayer. Je ne sais pourquoi vous avez eu peur.

Elle baissa la tête.

— Quelquefois, quand j'entends les autres femmes, — les autres mères, — il me semble que notre tour doit venir.

Il ne répondit pas; elle resta en face de lui, silencieuse, sans paraître songer à partir. Enfin, il dit :

— J'étais sur le point de sortir...

Elle se leva.

— Ah! oui, j'avais oublié... j'étais venue vous demander de m'accompagner.

— De vous accompagner?

— L'auto attend, il faut que vous veniez. — Elle posa la main sur son bras. — Je veux vous emmener voir Olida, la voyante. Tout le monde y va. Elle a dit aux gens des choses extraordinaires.

Il se dégagea doucement.

— Ma pauvre Julia, n'hésitez pas à y aller, si cela peut vous rassurer.

— Mais il faut que vous veniez aussi. Vous ne pouvez pas dire non : Madge Talkett m'a confié que si *les deux plus proches* y vont ensemble, Olida voit bien plus nettement... Surtout un père et une mère, se hâta-t-elle d'ajouter, comme si elle avait remarqué l'inopportunité du mot « proche. » Même Mme de Tranlay y a été; Daisy de Dolmetsch l'a rencontrée dans l'escalier. Olida lui a dit que son plus jeune fils, dont elle n'avait pas de nouvelles depuis des semaines, se portait bien et allait arriver en permission. Mme de Tranlay ne connaissait Daisy que de vue, elle l'a tout de même arrêtée pour lui raconter. Croyez-vous, la dernière personne à qui elle aurait parlé en temps ordinaire! Mais elle était si émue, si heureuse! Et deux jours après, le jeune homme apparaissait sain et sauf. Il faut que vous veniez, insista-t-elle.

Campton fut pris d'une compassion profonde pour toutes ces femmes qui cherchaient un rayon de lumière dans l'obscurité. La pensée de l'altière Mme de Tranlay montant l'escalier de la voyante le toucha.

— J'irai, si vous y tenez, dit-il.

Ils traversèrent le quartier des Batignolles. Campton se souvint tout à coup de la jeune Espagnole, dans la petite maison

blanche, près du chemin de fer : souvent, aux heures chaudes de l'après-midi, elle lui avait lu l'avenir dans les cartes et dans les noyaux d'olive et avait reconnu, à des signes irréfutables, qu'ils se retrouveraient un jour.

« Ma foi ! songea-t-il, cela valait mieux que les fumisteries pseudo-scientifiques. Au moins, c'était pittoresque, — et puis, elle y croyait. »

Mrs Brant sonna. Une servante les introduisit dans une chambre aux volets mi-clos. Une femme énorme, vêtue d'une robe noire flottante, se leva d'un canapé. Ses cheveux d'un noir huileux brillaient ; elle portait de lourdes boucles d'oreilles en or. Subitement, sous les plis de graisse, Campton reconnut la jeune Espagnole qui lui lisait jadis l'avenir. Une lueur s'alluma dans les yeux de l'énorme femme qui se fixèrent un moment sur Mrs Brant ; puis son regard redevenu lourd et endormi se posa sur le peintre. Mais celui-ci s'aperçut que les mains de la voyante, petites et grasses, tremblaient en désignant deux fauteuils.

— Veuillez vous asseoir, dit-elle d'une voix rauque.

La porte se rouvrit ; un jeune homme aux yeux levantins, portant une cravate de couleur éclatante, se montra. « Non, » fit-elle d'un ton bref, et il disparut.

Mrs Brant passa son mouchoir sur ses lèvres sèches :

— Nous sommes ses parents, — un fils au front...

Mme Olida retomba en arrière comme hypnotisée, abaissa les paupières sur ses yeux magnifiques et appuya sa tête contre un des coussins du canapé. Elle tendit les deux mains.

— Donnez-moi chacun une main, je vous prie.

Au contact de sa paume grasse, Campton eut un frémissement et, dans le demi-jour, il vit battre les paupières de la femme. Il lui saisit la main fortement ; elle ouvrit les yeux, plongeant son regard velouté dans les yeux du peintre et dit : — Ne serrez pas, vous comprimez les courants. — Elle tourna la paume de façon que les doigts du peintre y fussent posés comme sur un clavier ; il remarqua qu'elle ne faisait pas de même pour Mrs Brant.

Il se rappela un midi brûlant où, couchés sous les oliviers, elle lui avait enseigné à communiquer avec elle sans que ses frères pussent comprendre, en se frappant à petits coups le genou. Il considérait ces formes envahies par la graisse, cherchant à retrouver la courbe exquise de la lèvre supérieure,

où la légère ombre bleue d'autrefois était devenue une épaisse ligne noire. Il voyait encore la manière dont le rire soulevait cette lèvre sur les petites dents rondes, pendant que la tête, rejetée en arrière, découvrait l'*Agnus Dei* pendu au cou. Maintenant, la bouche était pareille à une fleur fanée, et dans les plis du cou s'incrustait un collier de perles.

— Prenez-vous les mains, commanda-t-elle.

Julia donna sa main dégantée à Campton.

— Vous voulez des nouvelles de votre fils... comme tant d'autres!

Mme Olida referma les yeux.

Les bruits de la rue arrivaient affaiblis par les fenêtres closes; une odeur d'ail et de parfum à bon marché oppressait la respiration de Campton et réveillait en lui d'anciens souvenirs. Faisant un dernier effort de mémoire, il fixa le masque inexpressif de la voyante et frappa des doigts deux ou trois coups sur la paume de sa main. Elle ne broncha pas et ne tourna pas les yeux vers lui.

— Je vois... je vois..., commença-t-elle. Un voile épais de fumée me sépare d'un visage jeune et beau, avec un nez court et des cheveux d'un blond roux : des cheveux épais, épais, comme ceux de monsieur quand il était jeune...

La main de Mrs Brant trembla dans celle de Campton.

— La fumée s'épaissit, j'entends des bruits épouvantables; il y a un visage couvert de sang, — mais ce n'est pas celui du jeune homme roux. Celui-ci est encore plus jeune, c'est presque un enfant... il a des yeux bleus comme la fleur du lin, mais du sang, du sang... Ah! il est sur un lit d'hôpital, — pas le visage de votre fils, l'autre; il y a auprès de lui des soldats allemands, riant et buvant; ses lèvres s'agitent, ses mains étendues sont crispées par la souffrance; mais personne n'y fait attention. L'uniforme est différent, — est-ce un uniforme anglais?... Maintenant le visage devient blême; les yeux se ferment, il y a de l'écume aux lèvres..., il a disparu. Sur l'oreiller, je vois le visage d'un autre homme... Maintenant, le visage de votre fils reparaît. La fumée s'est dissipée..., je vois un bureau et des papiers; votre fils écrit...

— Oh! haleta Mrs Brant.

— Si vous serrez ma main, vous arrêtez le courant, dit Mme Olida.

Il y eut un nouveau silence ; Campton sentit les doigts de sa femme battre entre les siens comme des oiseaux captifs. La chaleur et l'obscurité l'oppressaient, la sueur perlait à son front. Que voyait réellement cette femme ? Ce visage sanglant était-il celui de Benny Upsher?

Mme Olida continua d'une voix chantante :

— C'est votre fils qui écrit... Peut-être avez-vous espéré le voir récemment?... C'est cela ; il vous dit que ce n'était pas possible. Il est assis tranquillement dans une chambre. Il n'y a pas de bruit ni de fumée. — Elle lâcha la main de Mrs Brant. — Rentrez chez vous, madame. Vous avez de la chance. Peut-être sa lettre vous arrivera-t-elle demain.

Mrs Brant se leva en sanglotant. Elle passa son sac en or à Campton. Il cherchait lui-même de l'argent dans sa poche ; mais quand il l'en tira, Mme Olida repoussa sa main.

— Non. Je vous en prie. C'est si rare que je donne de bonnes nouvelles. Bonjour, madame, bonjour, monsieur. Je recommande votre fils à la Sainte Vierge, à tous les saints et aux anges.

Campton mit Julia en voiture. Elle pleurait encore, mais rayonnait de joie.

— N'est-ce pas merveilleux ? N'avez-vous pas vu qu'elle avait l'air de *reconnaître* George ? C'étaient bien ses cheveux, impossible de s'y tromper ! Comment aurait-elle pu savoir leur couleur ?... Ne vous moquez pas de moi, je me sens tellement rassurée !...

— Vous aurez de ses nouvelles demain, dit Campton.

La passion maternelle de Mrs Brant le touchait. Il s'éloigna, pensant au jeune homme qui se mourait dans un hôpital allemand et à l'autre visage qui succédait au sien sur l'oreiller.

XXII

Deux jours après, à la vive surprise de Campton, ce fut le tour d'Anderson Brant de paraître à l'atelier.

Campton, qui achevait de prendre son petit déjeuner en déshabillé, le vit jeter autour de lui des regards circonspects, comme s'il redoutait la présence de modèles dévêtus derrière les paravents ou de bouteilles de bière vides sous les tables.

— C'est ma... c'est Mrs Brant qui a tenu... quand elle a reçu cette lettre, dit-il en coupant ses mots de toux préliminaires.

Campton le regarda sans malveillance : on eût dit qu'entre eux une barrière était tombée depuis les quelques paroles qu'ils avaient échangées à propos de Benny Upsher. Ainsi que Campton le prévoyait, la lettre était un mot de George à sa mère, écrit deux jours après la visite de Mr Brant à Sainte-Menehould. La lettre exprimait, dans le style décousu habituel à George, sur le même ton de banale plaisanterie, son regret d'avoir été absent. Campton crut y discerner un effort dissimulé, quelque chose comme le grincement d'un phonographe usé, qui ne serait fourni que de disques comiques.

— Eh bien ! Je pense que sa mère est satisfaite, dit-il.

— Tout à fait. Je l'ai même décidée à passer quelques semaines à Biarritz. Le médecin la trouve fatiguée. Elle s'était mis dans la tête que George avait été envoyé au front.

Campton le regarda.

— Et vous, vous ne l'avez jamais cru ?

Mr Brant qui s'était levé, comme s'il tenait sa mission pour terminée, retomba sur son siège et joignit ses petites mains sur la pomme d'agate de sa canne.

— Moi ? jamais.

— Vous n'aviez pas cette idée, poursuivit Campton, en allant à Sainte-Menehould ?

Mr Brant le considéra avec étonnement :

— Au contraire...

— Au contraire ?

— J'avais entendu dire par... par sa mère qu'étant données les circonstances, vous n'étiez pas d'avis qu'il demandât une permission. Alors, comme il y avait si longtemps que nous ne l'avions vu... — Le « nous » l'arrêta court et répandit une rougeur de brique sur son visage. Il croisa et décroisa ses mains sur la pomme de sa canne. — J'ai saisi la première occasion qui s'est offerte. J'avais le devoir de penser à sa mère... J'ai été au regret d'apprendre que vous aviez jugé cette visite inopportune.

— En effet. Puisque vous dites n'avoir été aucunement inquiet de George, je ne comprends pas pourquoi vous avez eu l'imprudence d'aller le voir.

Mr Brant garda le silence. Il paraissait incapable de trouver aucun argument pour sa défense.

— L'idée ne m'est jamais venue que cela pût créer des difficultés, dit-il enfin.

— C'est l'excuse que vous avez toujours donnée quand vous vous êtes mêlé des affaires de mon fils !

Campton s'était levé en repoussant sa chaise ; Mr Brant se leva également. Ils restèrent face à face sans parler.

— Je suis fâché, commença Mr Brant, que vous voyiez les choses sous ce jour. Il m'a paru tout naturel... quand M. Jorgenstein a proposé de m'emmener...

— Jorgenstein ! C'est Jorgenstein qui vous a mené au front ? qui vous a mené voir mon fils ? — Campton éclata de rire. — Ça, c'est complet... ça, c'est vraiment complet !

Mr Brant rougit comme si le rire de Campton eût été un soufflet. Il se tint très droit, les lèvres étroitement serrées, pareil à un civil sous le feu, extrêmement troublé, mais contraint de donner l'exemple du courage.

Enfin, Campton avait l'avantage sur Mr Brant ! Leurs positions respectives étaient renversées. Le banquier s'en rendait compte ; il était dominé par la crainte d'avoir fait tort à George. Il désirait exprimer ce qu'il sentait et ne savait comment s'y prendre.

Sa détresse toucha Campton.

— Je regrette, reprit-il d'une voix plus calme. Peut-être suis-je injuste. Cela tient sans doute à la nature des choses. Vous ne comprenez donc pas ce que j'ai éprouvé en vous regardant depuis des années faire pour l'enfant tout ce que j'aurais voulu faire moi-même, sans le pouvoir ? Vous n'avez donc pas compris pourquoi j'ai sauté sur mon premier succès et soigné ma célébrité jusqu'à ce que tous les imbéciles d'Europe viennent faire la queue chez moi pour avoir leur portrait ? — De nouveau il perdait son sang-froid. — Croyez-vous que j'aurais gaspillé pour eux tant de précieuses années, si je n'avais voulu rendre mon fils indépendant de vous ? Et il le serait devenu, sans la guerre. Il serait redevenu mon fils à moi tout seul ; il aurait dirigé sa vie comme il l'aurait entendu, au lieu de gâcher sa jeunesse, emprisonné dans votre banque, à apprendre comment multiplier vos millions !

L'inutilité de ce rappel du passé, et l'inconséquence de toute son attitude exaspérèrent Campton plus qu'aucune phrase, aucun geste de son visiteur. Il s'arrêta, gêné par le son de ses propres paroles, et n'y trouvant, cependant, aucun remède que de les ensevelir sous un flot de paroles nouvelles. A ce moment, Mr Brant desserra les lèvres.

— Ils seront à lui, vous savez, les millions, dit-il très bas.

La colère de Campton tomba : Mr Brant se mettait trop complètement à sa merci. Il répondit simplement :

— Vous avez essayé un jour d'acheter son portrait. Je vous ai dit qu'il n'était pas à vendre, vous vous en souvenez.

Mr Brant demeura immobile, serrant sa canne dans une de ses mains gantées et caressant de l'autre sa courte moustache grise. Il parut réfléchir un moment à la réponse de Campton, sans comprendre ce qu'elle avait de blessant.

— Ce n'était pas l'argent... balbutia-t-il enfin, dans un dernier et vain effort pour se faire pardonner. Puis il ajouta : — Je vous souhaite le bonjour, et sortit de son petit pas raide.

XXIII

Campton était grandement honteux de ce qu'il avait dit à Mr Brant ou plutôt du ton qu'il avait pris pour le dire. S'il avait su s'expliquer tranquillement, ironiquement, sans compromettre sa dignité, avec cette force plus grande qui résulte toujours de la réflexion et du sang-froid, il n'aurait pas trop regretté d'avoir saisi l'occasion. Il s'était toujours secrètement accusé de manquer de cœur en acceptant que Mr Brant se montrât si généreux envers George, à une époque où l'enfant était trop jeune pour savoir à quoi ces bienfaits l'engageaient. Sa déception avait été vive de constater que George, une fois en âge de comprendre, envisageait ses obligations sans déplaisir. Mais ayant accepté l'aide de Mr Brant, il ne pouvait guère reprocher à son fils d'en avoir de la reconnaissance au banquier. Aussi avait-il jugé « plus convenable » de ne rien dire contre leur commun bienfaiteur avant que son propre effort ne les eût libérés, George et lui. Si la dette ne pouvait jamais être acquittée, le passé se serait du moins enseveli dans l'oubli. Et voilà que Campton, dans sa colère, l'avait lui-même déterré!

Il était dégoûté de sa propre faiblesse, dégoûté aussi de l'existence qu'il avait menée pendant les dernières semaines.

Sa conversation avec Mr Brant, sa visite chez la voyante avaient réussi, il ne savait comment, à faire écrouler soudain tout le monde factice où il avait vécu. Les visions de la pauvre Olida ne méritaient aucune créance. Et pourtant, la descrip-

tion qu'elle avait donnée du garçon à la figure enfantine, mourant dans un hôpital allemand, le hantait la nuit. Si ce n'était pas l'image de Benny Upsher, c'était celle de milliers de jeunes gens qui agonisaient ainsi, les mains vainement tendues, pendant que, dans le salon de Mrs Talkett, des hommes bien nourris et des femmes élégantes « oubliaient la guerre, » héroïquement. Campton, désireux d'expier son propre oubli par un renouvellement d'activité, alla, dès le lendemain, annoncer à Boylston son intention de revenir aux bureaux des « Amis de l'Art français. »

Cette nouvelle ne parut produire sur le jeune homme aucun effet. Il tendit à Campton un journal du matin.

— Ca y est! ça y est! s'écria-t-il. — En haut de la page, le nom du *Lusitania* flamboyait comme les mots fatidiques sur le mur de Babylone. — Enfin, nous voilà obligés de marcher!

Il exultait, comme si le résultat de la catastrophe en avait déjà effacé l'horreur. La première pensée de Campton avait été pour son fils. Oui, maintenant l'Amérique serait « obligée de marcher. » L'hypocrisie et la lâcheté en haut lieu avaient endormi le pays comme au moyen d'un stupéfiant, l'amenant à croire qu'il était « trop fier pour se battre » dans l'intérêt des autres; et voilà qu'il était brutalement contraint de se battre dans le sien. Campton attendait le cœur serré ce que dirait son fils en apprenant que l'Amérique « marchait. »

Son exaltation et celle de Boylston furent de courte durée. Au bout de quelques jours, il apparut clairement que la fière nation dont la perte du *Maine* avait, sans que l'affront fût prouvé, soulevé en une nuit la colère, subissait sans broncher la provocation flagrante qu'était le torpillage du *Lusitania*. Les journées qui suivirent furent, pour beaucoup d'Américains, les plus pénibles de la guerre : à Campton elles semblaient l'ironique justification de la crise d'indifférence et d'égoïsme par laquelle il venait de passer. Il se sentait incapable de rien faire. Le goût amer de l'humiliation de son pays demeurait constamment sur ses lèvres.

A mesure que passaient les jours, puis les semaines, il s'étonnait de ne recevoir aucune lettre de George. Celui-ci évitait-il d'écrire parce que, comme son père, il ressentait trop profondément l'humiliation de sa patrie aussi bien pour en parler que pour écrire sans rien en dire? Ou était-il si bien

enfoncé dans sa sécurité, qu'il éprouvait seulement une basse satisfaction à voir qu'aucun changement ne se produisait? L'âme de Campton répugnait à cette pensée ; mais elle restait dissimulée sous la surface de sa tendresse paternelle, et, dès qu'elle le trouvait seul, elle dressait sa tête mauvaise.

Campton se sentait de plus en plus solitaire. Dastrey, guéri de sa sciatique, avait rejoint son ambulance. Miss Anthony était submergée sous le flot toujours montant des réfugiés. Mrs Brant avait loué un chalet à Deauville (sous prétexte de se rapprocher de son hôpital) ; les Talkett et d'autres personnes de son entourage s'y trouvaient avec elle. Un jour, Mr Mayhew parut à l'atelier, en chapeau de paille et pantalon blanc ; il annonça qu'il « avait besoin de repos » et allait passer une quinzaine chez les Brant.

Quelques jours plus tard, en parcourant le *New York Herald*, Campton y lut que le grand financier Sir Cyril Jorgenstein (récemment anobli par le Gouvernement britannique) avait fait don de cent mille francs à l'hôpital de Mrs Brant. On assurait, ajoutait le journal, que Sir Cyril recevrait prochainement la Légion d'honneur, en reconnaissance de son admirable générosité envers la France.

Et la guerre continuait. Ici des succès, là des échecs, ailleurs la menace d'un désastre : les Russes se repliaient sur le San, l'Italie déclarait la guerre à l'Autriche et se préparait à passer l'Isonzo, l'armée anglaise avançait au Nord d'Arras et, en Orient, les Alliés débarquaient à Suvla. Parmi ces alternatives, les sentiments individuels, — espoir, crainte, résolution, — couraient comme des milliers de fils obscurément, mais inextricablement mêlés au sort de la lutte. Campton se souvint comme il s'était moqué de cette phrase de Dastrey : « Chacun peut du moins collaborer par son attitude. » Il commençait maintenant à en apercevoir la portée. Il scrutait les visages des passants, s'efforçant de découvrir sur chacun d'eux si la résistance était ferme ou si elle présentait des fissures par lesquelles pourrait s'insinuer la défaite.

Les personnes qui l'entouraient, Miss Anthony, Boylston, Mlle Davril, avec leur troupe de travailleurs, allaient péniblement leur chemin, les yeux fixés sur leur tâche. Les femmes surtout, grâce à leur faculté providentielle de vivre dans l'immédiat, paraissaient à peine se rendre compte de l'étendue du désastre.

Aussi Campton se sentait-il presque aussi solitaire au milieu de ces gens qui pensaient uniquement à la guerre, qu'au milieu de ceux qui n'y pensaient pour ainsi dire jamais. Les seuls moments où il se trouvait en sympathie réelle avec quelqu'un, c'était quand ils allaient, Boylston et lui, déjeuner ensemble, au sortir d'une pénible matinée de travail : alors, parfois, sur le visage enfantin du jeune homme, obscurci tout à coup par ce qu'il appelait « l'air *Lusitania*, » Campton lisait une angoisse pareille à la sienne et qui le touchait.

Surmontant sa timidité, Boylston avait un jour reproché à son ami de ne plus faire de peinture ; mais Campton s'était contenté de répondre : « Chacun de nous se tire d'affaire comme il peut..., » et ils n'avaient plus abordé la question.

Les lettres de George s'espaçaient toujours davantage. Campton, qui inscrivait dans son agenda les dates de toutes celles qu'il recevait ou que recevaient Mrs Brant et Miss Anthony, n'en avait pas eu une seule à noter depuis le milieu de juin. Et celle-là ne contenait aucune allusion au *Lusitania*.

— C'est singulier, dit-il à Boylston un jour vers la fin de juillet, je ne sais pas encore ce que George pense du *Lusitania*.

— Sûrement il vous l'a écrit, répliqua Boylston. Mais les courriers de la zone des armées ont eu beaucoup de retard ces temps derniers. Quand il y a une grande attaque sur un point quelconque du front, on retient les lettres partout. Et puis des tas de lettres se perdent.

— C'est probablement ce qui sera arrivé, dit Campton.

Il remit l'agenda dans sa poche et essaya une fois de plus de se représenter son fils, assis à un bureau, dans un endroit dont il ne pouvait évoquer l'image, penché sur des colonnes de chiffres ou des dossiers, tandis que, chaque jour, sans relâche, la maison tremblait au grondement des attaques qui empêchaient ses lettres d'arriver.

EDITH WHARTON.

(Traduit par M. PAUL ALFASSA.)

(La quatrième partie au prochain numéro.)

LE CONCORDAT DE 1801

III [1]

MENACES DE RUPTURE ET DÉNOUEMENT

I

C'est à Paris qu'il faut maintenant revenir. On a vu comment le premier Consul avait, vers la fin de janvier, ressaisi entre les mains de Talleyrand les fils presque rompus de la négociation, et avait autorisé l'envoi d'un courrier à Rome. Le signe le plus notable de la détente avait été le langage onctueux et insinuant de Bernier. Le 25 février, en une note à Spina, il s'était appliqué à faire valoir « l'attachement et le respect qu'avait pour le Saint-Père le chef du Gouvernement français : « Sa Sainteté, avait-il ajouté, peut être assurée que la religion sera protégée et honorée en France. » Anticipant beaucoup sur l'avenir, il avait marqué quelle serait la joie du premier Consul « si, dans la suite, Sa Sainteté se dérobait momentanément à l'amour de son peuple pour venir en France jouir pendant quelques jours du spectacle de la religion triomphante et raffermie (2). » Spina, qui ne demandait qu'à être rassuré, avait été charmé de ce langage. « Bernier, mandait-il à Consalvi, est vraiment un digne et docte ecclésiastique, tout à fait ardent pour la religion et pour le Saint-Siège. »

Le 4 mars, Spina avait été reçu par le premier Consul. Le prétexte était de remercier le Gouvernement français pour les

(1) Voyez la *Revue* des 1er août et 1er septembre.

(2) Note de Bernier à Spina, 25 février 1801 (*Affaires étrangères*, Rome, vol. 930, 174).

bons offices de Murat. L'accueil fut très bienveillant. « Si l'on me témoigne loyauté et confiance, dit Bonaparte, je serai le meilleur ami du Saint-Siège. » « Je ne veux point, ajouta-t-il, de la république à Rome; je ne veux point d'un pape dépendant de l'empereur; je veux que le pape ne dépende de personne. » Arrivant à la négociation religieuse, Bonaparte manifesta l'ardent désir que le projet de Concordat fût accepté par Pie VII. Il exprima sa volonté de professer publiquement la religion catholique. Il déclara qu'il n'exigerait des ministres du culte qu'une simple promesse de soumission et de fidélité au Gouvernement. En homme qui juge la conclusion toute proche, il fit allusion à la convenance de nommer un légat qui se rendrait à Paris pour achever le règlement des affaires ecclésiastiques et tranquilliser par ses décisions les consciences catholiques. Ainsi parla le premier Consul; et, quelques jours plus tard, en une conversation avec le représentant de l'Autriche, il témoigna la même confiance : « Je suis, dit-il, sur le point de m'arranger avec le Pape (1). »

Cet arrangement, il le souhaitait, mais en maître qui n'attend pas. Dès le début du mois d'avril, il se mit à calculer le temps pour le voyage du courrier, le temps pour le retour; déjà il interprétait chaque jour de retard comme un symptôme d'hostilité.

Avec une sagesse méritoire, Bernier s'appliqua d'abord à calmer les impatiences. « Le voyage du courrier, disait-il en une note du 6 avril, a été un peu plus long qu'on ne l'avait cru. Mais de suite on a nommé une commission où figurent les plus éclairés et les plus tolérants parmi les membres du Sacré-Collège : tel Carandini, actif autant que personne; tel Gerdil, « le savant émule de Bossuet. » S'autorisant des lettres qu'il avait reçues, Bernier vantait les bonnes dispositions du vieux cardinal Antonelli qui n'attendait que la conclusion du Concordat pour chanter son *Nunc dimittis* (2). Trois jours plus tard, en un billet au premier Consul, l'abbé formulait les mêmes jugements optimistes. Le 22 avril, il renouvelait ses appels à la patience : il expliquait comment les cérémonies de la semaine sainte avaient un peu interrompu le travail; il espérait qu'aucune dif-

(1) M. de Cobenzl à l'Empereur, 12 mars 1801 (Boulay de la Meurthe, t. II, p. 91, d'après les *Archives de Vienne*).

(2) Bernier à Talleyrand, 6 avril 1801 (*Affaires étrangères*, Rome, vol. 930, f° 257).

ficulté sérieuse ne surgirait. Il ajoutait : « La cause sera jugée un peu lentement peut-être, mais assez solennellement pour lier Rome et prouver la libre adhésion du pontife. »

Jusqu'à quand ces exhortations seraient-elles écoutées ? En son impérieux désir, Bonaparte n'imaginait pas, ne voulait pas imaginer que sa volonté ne fît pas immédiatement loi. Tout un parti ne s'appliquerait-il pas à exciter cette humeur dominatrice ? « Les ennemis de la religion, écrivait Spina à Consalvi, sont nombreux, attentifs à circonvenir le premier Consul. » Jamais crainte ne fut plus justifiée; car, en ces jours-là même, un grand effort était tenté pour exploiter les temporisations romaines et entraîner Bonaparte hors de la voie où il s'était engagé.

II

Le grand maître de l'intrigue est Talleyrand. Pour la conduire, il jouit d'une condition privilégiée, car c'est lui qui dirige officiellement la négociation, que secrètement il entrave et combat. Son ministère est le centre où tout aboutit. Il est en bonne place pour mesurer toutes les forces et toutes les faiblesses. Il sait par Bernier tout ce que Spina craint ou espère; par Cacault dont il attend les dépêches, il saura tout ce qu'on pense à Rome.

Tout se réunit en lui pour qu'il soit funeste à souhait : nulle conscience, mais une pénétration qui perce à jour et semble scruter le tréfonds des âmes; une attitude à l'ordinaire indifférente et silencieuse, puis une phrase qui tombe lentement, avec une brièveté calculée, et qui résume tout; une souplesse raffinée et d'autant plus habile qu'elle sait mieux s'envelopper de dignité; de la bassesse dans le caractère, mais de la hauteur dans les manières et de l'insolence dans l'esprit; une malfaisance sans alliage, mais si supérieure qu'elle intimide et qu'on ose à peine l'appeler de son vrai nom.

Contre Rome, Talleyrand n'opère pas lui-même. De l'Église, il n'aime pas à parler, et quelque chose le gêne du vêtement épiscopal qu'il a porté. Pour développer ses pensées, il emprunte la plume d'un de ses subordonnés, M. d'Hauterive, chef de la division du Midi, et, à ce titre, chargé des affaires d'Italie. C'est un ancien oratorien qui s'est approché du sacerdoce juste assez

pour ne pas le comprendre, et sait aussi de la religion juste assez pour la méconnaître. Il est d'ailleurs laborieux, instruit, sagace, de rédaction habile, assez bien pourvu d'arguments, toujours dispos pour écrire quand il le faut.

Il procède par mémoires qu'on fera passer, en choisissant l'heure favorable, sous les yeux du premier Consul. Déjà il en a rédigé plusieurs, notamment au mois de novembre, au mois de janvier, et tout dernièrement au début du mois de mars. En ces rapports apparaissent, amorcées plutôt que développées à fond, des conceptions très diverses. Tantôt un dessein se formule d'associations religieuses, toutes de condition égale et qui prendront part au budget selon le nombre de leurs adhérents; tantôt on élargit le plan de pacification en l'étendant aux chrétiens des diverses communions protestantes, si odieusement persécutées sous l'ancien régime. Une autre fois, on émet l'idée d'un comité de direction qui présidera au culte et en déterminera l'organisation, la discipline, les pratiques. Une extrême sollicitude se porte sur les prêtres assermentés : on juge que la bulle du Pape devra reconnaître la légalité des serments prêtés par eux ; on convient d'ailleurs qu'ils sont impopulaires ; mais s'ils n'étaient discrédités, combien ne seraient-ils pas préférables « à la hiérarchie orgueilleuse de l'ancien clergé ! » Ces mémoires ne combattent pas directement le Concordat ; mais on y hasarde toutes les maximes qui ne manqueraient pas de le rendre impossible, tant il est certain que la cour de Rome ne les accepterait jamais ! Une idée surnage, un peu vague, mais ne se dissimulant que pour reparaître aussitôt, celle d'une réglementation exclusivement civile qui pourrait se substituer avec avantage à un pacte entre l'Église et l'État. Principes sages et d'humaine tolérance, suggestions téméraires ou fausses, tout se mêle, et en une confusion voulue : car le but n'est-il pas, par une extrême surabondance de propositions et d'amendements, d'introduire l'imprécision, le trouble, l'obscurité à travers les conceptions nettes et simples du premier Consul ?

Cependant Talleyrand, après avoir cru toucher à la rupture, a été contraint de s'arrêter. Que la réponse pontificale tarde, et le ministre ressaisira tous ses avantages. D'avance il escompte les lenteurs romaines et, dans cet espoir, il commande à son confident d'Hauterive une nouvelle note que lui-même il signera.

Elle porte la date du 22 mars et est adressée à Bonaparte. Tout y est calculé pour éveiller les défiances. On y expose que, par le projet de traité, le premier Consul n'a poursuivi que le rétablissement du culte ; au contraire, les ministres du Pape « n'ont vu dans cet événement qu'une occasion favorable à leur ambition. » Dans les lignes suivantes, l'accusation se précise. « Je crois pouvoir assurer, d'après ma correspondance et d'après les entretiens que j'ai eus avec des personnes attachées au Saint-Siège, que, dans les discussions qui vont s'ouvrir, on ne manquera pas de reproduire ces anciennes maximes ultramontaines qui ont si longtemps agité l'Europe et que la France seule a réussi à bien combattre. » Le rapport se continue, accumulant en un pêle-mêle artificieux, moitié théologie, moitié histoire, tout ce qui peut impressionner Bonaparte. On y évoque l'image de ce catholicisme violent et dominateur « que les théologiens de Rome, depuis Grégoire XIII et Boniface VIII, ont voulu imposer aux nations chrétiennes. » Une phrase s'intercale, à la fois âpre et perfide : « L'intention du premier Consul n'est pas de rétablir un culte superstitieux, intolérant, et subjugué par une influence étrangère. » Aux prétentions romaines, on oppose les sages traditions toujours maintenues en France par le concours des princes, des magistrats, des évêques, conformément aux principes de l'Église gallicane. Pour mieux atteindre Bonaparte, on s'abrite sous l'autorité de Bossuet; on fait allusion aux quatre articles, et, par surcroît, au XIVe discours de Fleury sur les libertés gallicanes. C'est d'après ces principes, conclut le rapport, qu'il importera de négocier avec le Saint-Siège, et on devra « les regarder comme des instructions rigoureuses dont il ne sera jamais permis de s'écarter (1). »

Qu'à Rome on se hâte ; et selon toute apparence, tout ce travail dissolvant échouera. Mais les jours s'écoulent sans que rien n'arrive. Spina se désole. Bernier, si zélé jusque-là, commence à fléchir un peu et regarde tout indécis vers Bonaparte, pour chercher en lui sa propre opinion. Dans le public, on sait peu de chose. Mais les chefs de l'Église constitutionnelle sont aux aguets ; ils pressentent des complications, une rupture peut-être, et redoublent d'efforts. Pendant ce temps, Fouché seconde à sa manière les menées qui entraveront ou vicieront

(1) Rapport de Talleyrand au premier Consul, 22 mars 1801 (*Affaires étrangères*, Rome, vol. 930, f° 230).

la paix religieuse. Si les prêtres fidèles demeurent en exil, à quoi servira de proclamer que le culte est rétabli ? Aussi comme il s'applique, par formalités administratives et tracasseries policières, à décourager les retours ! En même temps, à l'intérieur, les arrestations se continuent ; et le ministre, non seulement ne les dissimule point, mais par une sorte de bravade, les publie dans le *Moniteur*. En sa chambre d'hôtel, le pauvre Spina note tous ces signes. Et de Rome toujours même silence. C'est que là-bas on demeure lent, même lorsqu'on croit se presser ; puis il se trouve que les ingérences de Cacault, en multipliant les communications, allongent encore les délais. Tout étreint d'angoisse, Spina tremble qu'une perfidie de Talleyrand ou qu'un coup de colère de Bonaparte n'emporte tout l'ouvrage. « Par grâce, écrit-il à Consalvi, par grâce, renvoyez-nous Livio. » *Per carità, venga Livio.*

III

Tout était préparé pour une crise. Dès le 23 avril, Spina ayant vu Talleyrand, celui-ci lui manifesta la plus vive impatience que toutes les affaires ecclésiastiques fussent terminées promptement. Il ajouta : « Je ne dois point vous dissimuler que le premier Consul est inébranlable dans sa résolution de renouveler à son gré l'épiscopat. — J'ai fidèlement tout rapporté à Sa Sainteté, répliqua avec brièveté Spina, et le courrier qui nous transmettra la réponse ne tardera pas à arriver. »

Entre tous les agents de la négociation, Bernier était le plus actif. En ces derniers temps, il s'était employé avec le zèle le plus louable à contenir l'humeur impérieuse de Bonaparte. Mais en cette conduite courageuse persisterait-il jusqu'au bout ? Le 2 mai, en une lettre adressée par lui à Talleyrand, on put surprendre une légère déviation. Après avoir noté que le courrier de Rome devait partir le 25 avril pour tout délai, il ajoutait : « Nous sommes au 2 mai. Il a déjà sept jours de marche. Je regarderais tout délai ultérieur comme une cause légitime de suspicion que mon cœur éloigne comme le vôtre, et qui me répugne aussi bien qu'à vous, vu le caractère du pape actuel. » Cependant trois jours plus tard, en une lettre au premier

(1) *Affaires étrangères*, Rome, vol. 930, f° 315.

Consul, l'abbé se ressaisissait : « J'espère tout, lui mandait-il, et crois que vos vues seront remplies (1). »

On en était là quand arriva de Rome la dépêche écrite par Cacault le 26 avril. Le diplomate français, ayant reçu de Consalvi quelques explications verbales, les transmettait pêle-mêle. Il parlait de la profession de catholicisme du premier Consul, de la formule pour les biens ecclésiastiques. Avec une promptitude un peu inconsidérée, il annonçait que le Pape demanderait au Gouvernement français la liste des évêques à écarter. Il laissait deviner de nombreuses retouches, tout en ajoutant que ces corrections portaient surtout sur la forme. C'est une justice à rendre à Bernier qu'avec une dextérité remarquable il s'efforça d'abord de remettre toutes choses au point : Cacault, disait-il, avait mal compris ; il serait opportun d'attendre. Le sage avis demeura vain. A qui ne cherchait qu'à tout troubler, la dépêche offrait une ressource précieuse. Or, Talleyrand et ses amis étaient en fonds d'habileté pour saisir l'occasion : « Je ne veux pas gâter l'affaire, » avait écrit Cacault. Ce fut alors que vraiment elle se gâta.

Le 12 mai, Spina fut appelé d'urgence avec Bernier à la Malmaison. L'accueil de Bonaparte fut d'abord très courtois. Mais éclatant bientôt, il se plaignit des lenteurs, des changements apportés au projet. « C'est un parti pris à Rome, dit-il, de tout traîner en longueur. » Il rendait hommage au Saint-Père, mais faisait retomber sa mauvaise humeur sur les membres du Sacré-Collège, et spécialement sur Consalvi dont il suspectait la loyauté. Spina, très troublé, défendit de son mieux le secrétaire d'État : « C'est, dit-il, entre tous les cardinaux celui sur lequel vous pouvez le plus compter. — Les faits le prouveront, » répliqua brièvement Bonaparte. Le premier Consul continua : « On avait promis le retour du courrier pour le 30 avril ; nous voici au 12 mai ; il n'est point arrivé. Et maintenant Cacault écrit qu'à Rome on prétend introduire des modifications au projet. » L'entretien se poursuivant, le premier Consul se plaignit que la Cour de Rome recherchât l'appui des Puissances non catholiques : la Russie, la Prusse, l'Angleterre : « Je suis résolu, dit-il, à ne lui témoigner d'égards qu'autant qu'elle-même placera en moi sa confiance. » Cependant l'au-

(1) *Archives nationales*, série F 19, liasse 1902.

dience durait depuis plus d'une heure. En manière de conclusion, Bonaparte précisa sa pensée. « Expédiez de suite, dit-il, un courrier à Rome. Dites bien que, si le Saint-Père se prête à mes desseins, j'aurai pour lui toute la déférence possible. Dans le cas contraire, j'établirai, sans rencontrer d'opposition, un culte quelconque, et cela en dehors du Saint-Siège, vis à vis duquel je me croirai délié de toute obligation. »

Une fois encore, Talleyrand avait libre carrière. Incontinent il en profita. Dès le lendemain, en une dépêche à Cacault, il enchérit sur le langage du maître. « Les intentions du Gouvernement de la République ne peuvent, dit-il, changer que dans un sens rétrograde. Il a fait pour Rome tout ce qu'il est possible de faire, et il n'entendra à aucune modification sur l'ensemble ou sur les détails du projet. » Le document se continuait avec une grande recherche d'insolence dédaigneuse : « Je ne puis me persuader que la Cour de Rome s'abuse sur la force des circonstances et tienne encore à l'ancienne manière de gagner du temps. Cette manière est au nombre de celles qui sont surannées et que la politique romaine doit abandonner. Le temps sert les institutions qui croissent et s'élèvent ; il dévore, quand on le laisse faire, toutes celles qui sont en décadence. La chose la plus prudente que puisse faire la Cour de Rome est de profiter des dispositions du Gouvernement de la République qui fait preuve envers elle d'une libéralité dans laquelle il y a autant de courage que de bienveillance. Si elle laisse à ces dispositions le temps de se refroidir, rien ne sera capable de les ranimer, et, elle doit en être assurée, rien encore ne sera capable de les remplacer à son avantage. »

Tandis que Talleyrand, par la plume de d'Hauterive, traçait ces lignes hautaines, Mgr Spina, en deux lettres à Consalvi, l'une officielle, l'autre tout intime, racontait le terrible éclat. En son extrême angoisse, un seul eût pu l'aider, Bernier. Mais Bernier, si prêtre qu'il fût, n'était-il pas enchaîné à la fortune de Bonaparte ? Ce jour-là même, la déviation acheva de se marquer. Le même courrier qui portait à Rome la sommation de Talleyrand, y porta aussi une dépêche de l'abbé pour le cardinal Consalvi. Un art savant y dosait le regret et le reproche, l'onction et la menace, l'intimidation et le respect. On y parlait « des inconcevables délais » si contraires au succès de la négociation. On détaillait, sans qu'aucune réserve sacerdotale les

adoucit, les exigences de Bonaparte qui voulait, avant tout, un clergé soumis. On ajoutait, avec un accent nettement réprobateur, que « des délais après des promesses étaient impolitiques et toujours désastreux. » « Je n'ai tracé ces caractères, disait en terminant Bernier, qu'avec un sentiment pénible de douleur... Ma tâche est remplie : il ne me reste plus qu'à attendre, avec l'humilité d'un chrétien soumis et le vif désir d'un catholique zélé, la décision du successeur de Pierre. » Ayant achevé cette lettre, l'abbé en envoya copie à Talleyrand. Puis, en subordonné docile, il rendit compte au premier Consul : « J'ai fait part, dit-il, au cardinal secrétaire d'État de votre juste mécontentement, de vos volontés, de vos intentions. Il faudra que, malgré sa prétendue finesse qui n'est que fausse politique, le cardinal s'explique. » Et il terminait en assurant Bonaparte « de son dévouement sans bornes (1). »

Le premier Consul souligna la crise en la publiant. Le 14 mai, en sortant de la Malmaison, M. de Cobenzl, envoyé d'Autriche, raconta par le détail, en une dépêche à son souverain, la scène de l'avant-veille. « Je suis né catholique, disait Bonaparte exaspéré, mais vraiment le Pape me donnerait envie de me faire luthérien ou calviniste ainsi que toute la France. »

Depuis le 13 mai, le courrier Livio était en route ; mais on ne le savait pas et, à force d'attendre, on avait cessé d'espérer. Sur ces entrefaites arriva une nouvelle dépêche de Cacault, celle du 2 mai : elle énumérait, sans beaucoup de discernement ni de compétence, les variantes entre le texte français et le texte pontifical ; en outre, elle semblait attribuer au Saint-Siège l'intention de demander le rappel de certaines lois françaises, notamment la loi sur le divorce. A Paris, la communication accrut les colères. C'est alors qu'on résolut de renforcer la sommation déjà adressée au Gouvernement pontifical et de la transformer en un ultimatum.

C'était à Talleyrand qu'appartenait l'exécution. « Depuis la date de ma dernière lettre, mandait-il le 19 mai à Cacault, les nouvelles données que le Gouvernement de la République a recueillies sur les dispositions de la Cour de Rome le portent à se confier moins que jamais dans la sincérité de ses protestations apparentes. Ses délais, ses tergiversations, ses arguties...

(1) Bernier à Talleyrand, 14 mai; Bernier au premier Consul, 14 mai (*Archives nationales*, série F[19], liasse 1902).

tout lui fait croire qu'elle s'est laissée aller à la dangereuse entreprise de lutter contre les circonstances, de se jouer de la France... quand la question de son existence comme puissance temporelle n'est pas encore résolue, et quand celle même de son existence spirituelle n'est pas hors de toute contradiction. » Après avoir constaté combien la Cour de Rome s'était montrée « malveillante, vétilleuse, dissimulée, » le ministre continuait en ces termes : « Le Gouvernement de la République ne peut être insensible à l'espèce d'ingratitude avec laquelle la Cour de Rome répond à tous les efforts qu'il a faits pour l'arrêter au bord de l'abîme, pour ralentir, s'il se peut, le cours progressif de la décadence de son pouvoir. » La conclusion était l'ordre à Cacault d'impartir à la Cour pontificale un délai de cinq jours pour accepter en bloc et sans aucun amendement le projet libellé à Paris. Faute d'acceptation dans ce délai, l'envoyé français devrait quitter Rome, se retirer à Florence, et toute négociation serait définitivement rompue.

Ainsi parla Talleyrand. Tandis que le ministre écrivait à Cacault, Bernier, cette fois encore, écrivait à Consalvi et l'adjurait d'envoyer de suite « cette bulle, ce concordat si longtemps désiré : » « Il n'existe plus, ajoutait-il, que ce seul moyen de conserver en France, en Italie, la religion de nos pères, le pouvoir temporel du Saint-Siège à Rome, les électorats ecclésiastiques en Allemagne, et peut-être la paix intérieure dans la majorité du continent européen. » « Bernier n'a écrit qu'à regret, » mandait Spina à Consalvi. Quels que fussent les regrets, ils s'absorbaient à cette heure dans un désir intense, celui de ne pas déplaire. Loin que Bernier parût offusqué, en son âme de prêtre, par l'insolente dépêche de Talleyrand, il jugeait, sans aucune nuance de réprobation, cette dépêche « foudroyante. » Puis il s'adressait au premier Consul et, avec un luxe de soumission qui étonne, il traçait ces lignes : « Quand vous serez satisfait, nous le serons tous (1). »

IV

Le 28 mai, le messager, porteur de la sommation, atteignit Rome et déposa son courrier à la légation de France. Cacault

(1) *Archives nationales*, série F[19], liasse 1902.

redoutait un éclat, non une rupture définitive. Aussi fut-il consterné. Pour préparer Consalvi à la terrible communication, il lui transmit de suite deux lettres de l'abbé Bernier et de Spina qui étaient jointes au paquet diplomatique ; puis le soir même, il se présenta chez lui.

Le secrétaire d'État était souffrant avec la fièvre, et ce fut au lit qu'il reçut le diplomate. L'annonce de l'ultimatum l'avait atterré : « Si vous partez, dit-il, le Pape en mourra. » Il ajouta : « Le projet que nous avons envoyé au premier Consul et qui s'est croisé avec son propre courrier aura sans doute satisfait votre Gouvernement. Il n'est pas mot pour mot celui qui a été envoyé de Paris, mais il en reproduit la substance, et tout ce qui pouvait déplaire a été amendé suivant vos observations. » Ayant parlé de la sorte, Consalvi adjura derechef Cacault de retarder de quelques jours son départ. L'heure avancée, la fatigue du cardinal ne permettaient pas que l'entretien se prolongeât. Quand le ministre français fut parti, Consalvi, tout malade qu'il était, ne résista pas à épancher sa douleur. De son lit il écrivit à Spina. Il lui exprimait sa consternation pour l'imminente rupture. A la tristesse l'indignation se mêlait. « On m'accuse, disait-il, de duplicité ; on attaque mon honneur. Le remède est facile : qu'on me remplace. Je ne puis en dire davantage, continuait-il, car la tête me brûle, la fièvre me consume, je sais à peine ce que je trace. » Puis une pensée dominante le ressaisissait, celle de la douleur du Saint-Père ; et il ajoutait : « Je suis pénétré d'une émotion poignante en songeant combien son cœur va être transpercé. »

Le lendemain, Pie VII reçut Cacault. Le pontife était triste, profondément ému, mais résolu : « J'ai accordé, dit-il, tout ce qu'on m'a demandé. Aucun intérêt temporel ne peut me faire parler autrement que ne le prescrivent les lois de l'Église. » Il poursuivit : « On prétend que j'ai cédé aux insinuations des ennemis de la France, il ne m'en a été fait aucune. Je désire ardemment l'accord, et le Sacré-Collège aussi. Le nom du premier Consul est respecté dans Rome, et il n'y a personne ici qui ne souhaite la protection de la France. » Après avoir ainsi témoigné de ses sentiments, le Saint-Père répéta qu'il y avait des limites qu'il ne dépasserait pas. « Je n'ai pas manqué, écrivait Cacault en rendant compte de l'audience, de représenter au Pape qu'il avait le pouvoir d'accorder ce que nous

demandions, que son pouvoir de lier et de délier était absolu quand il s'agissait de prévenir des maux infinis. Mais je ne l'ai pas seulement ébranlé. » Et résumant son jugement, le diplomate français s'exprimait en ces termes : « On peut anéantir la Cour de Rome; on ne peut changer ni sa marche ancienne ni ses dogmes. »

Ce n'était pas sans regret que Cacault traçait ces lignes. En citoyen sensé, en patriote éclairé, il se désolait de la paix religieuse compromise. Puis, sans l'avouer aux autres, sans se l'avouer à lui-même, il sentait que, par ses inopportunes ingérences, il avait accru les retards et par suite contribué à l'échec. Quelles que fussent ses répugnances, ses ordres étaient formels. Le 30 mai, il notifia l'*ultimatum* : il quitterait Rome et se retirerait à Florence si, dans le délai de cinq jours, le Saint-Père n'avait pas adopté sans modification le projet français. Et dans le style emphatique de l'époque, il écrivait un peu plus tard à Talleyrand : « Je me suis décidé à enfermer le Pape dans le cercle de Popilius. »

Les jours qui suivirent furent à Rome pleins d'angoisse, mais sans que l'excès des inquiétudes ébranlât les énergies. De nouveau les cardinaux furent convoqués, et de nouveau ils jugèrent que le texte français ne pouvait être accepté sans modifications. L'événement s'était ébruité, et dans le corps diplomatique on ne s'entretenait que de l'imminent conflit. La malveillance ou la crédulité propageant les fausses rumeurs, on allait jusqu'à annoncer l'envahissement prochain de l'État pontifical. Pendant ce temps, les patriotes romains très excités ne dissimulaient ni leur joie ni leurs espérances, et jugeaient que « le fruit était mûr » pour la révolution. Ces propos, recueillis par la police, ne laissaient pas que d'ajouter à l'anxiété. Si Cacault partait, son départ ne serait-il pas le signal de quelque révolte? Dans le choc des factions, quelques-uns des militaires français, qui séjournaient à Rome en touristes, ne seraient-ils pas maltraités? On se rappelait le meurtre de Duphot, et ce souvenir glaçait d'effroi.

V

On en était là quand Cacault prit une de ces résolutions hardies et opportunes qui font époque dans la vie d'un diplomate.

Différer son départ, il ne le pouvait pas. D'un autre côté, son bon sens lui montrait tous les dangers de la rupture : c'était l'espoir évanoui de la paix religieuse : c'était Rome, toute l'Italie peut-être, livrée de nouveau à la révolution : c'était la Cour pontificale rejetée, par excès de terreur ou de colère, vers les partis extrêmes. Cacault venait d'écrire à Talleyrand : « Je me suis décidé à enfermer le Pape dans le cercle de Popilius. » En dépit de cette fausse rhétorique, combien le diplomate n'eût-il pas donné pour fournir au Saint-Père le moyen de rompre le cercle et de s'en évader!

Le ministre de France avait alors auprès de lui un jeune secrétaire de légation, M. Artaud. En un long entretien que celui-ci a rapporté, il lui exprima toutes ses pensées. « Le premier Consul, lui dit-il, veut un Concordat. J'en suis sûr : c'est une vieille idée chez lui : il le voulait déjà avant Tolentino. Seulement, à la manière des hommes d'épée, il n'imagine d'autre forme que celle du commandement. Voyons toutes choses avec sang-froid. Nous retirerons-nous niaisement, au risque que la France soit livrée pour un temps à une sorte d'*irréligiosisme* ou à un catholicisme bâtard, avec un patriarche pour chef de l'Église nationale?... J'aime Bonaparte. Que d'occasions de gloire il perdra, s'il fait le Henri VIII à faux! Il craint, je le sais, les plaisanteries de ses généraux ; il les redoute d'autant plus que bien des fois il s'y est associé... Mais que Dieu le préserve de semer en France du grain gâté! » « Bonaparte, continua Cacault en employant une expression dont il se servait quelquefois, c'est le *petit tigre*, tour à tour aux manières félines et aux bonds irrésistibles. Il cède aujourd'hui à un mouvement mauvais. Il faut l'en garder malgré lui. »

Ayant ainsi parlé, le diplomate s'arrêta un instant. Puis il reprit : « J'ai mon idée. Je suis tenu d'obtempérer à mes ordres. Donc je pars, je vais à Florence. Seulement, en partant, j'emmène avec moi Consalvi qui continuera sa route jusqu'à Paris, afin d'y poursuivre les négociations... Quant à vous, ajouta-t-il, en s'adressant directement à son secrétaire, je vous prescris de demeurer à Rome, afin d'y garder contact avec le Saint-Siège. Par cette conduite, il se peut, je vous en préviens, que vous vous compromettiez, mais je ne vois que ce moyen de tout sauver. »

Sur ces entrefaites, Consalvi survint et entreprit d'exposer

de nouveau les motifs de conscience, les raisons d'ordre théologique qui empêchaient le Saint-Père d'accepter sans réserve le projet français. « Comment voulez-vous, répondit tristement Cacault, que je puisse convaincre, surtout sur des matières si peu comprises dans la société séculière et dont le sens échappera sûrement à Bonaparte? » Mais bientôt, mesurant ce qui restait de chances, il exposa à Consalvi le plan qu'il venait de développer. « Allez, lui dit-il, à Paris. Expliquez vous-même à Bonaparte les scrupules du Saint-Père. Portez-vous garant de ses sentiments. — Mais je ne suis pas *persona grata*, » objecta Consalvi, à la fois ému et surpris. Et il rappela que jadis, après le meurtre de Duphot, il avait été suspecté, emprisonné, exilé. « Peu importe, repartit Cacault; ce qui touchera Bonaparte, c'est le rang du personnage qui sera envoyé vers lui. Vous êtes cardinal, vous êtes secrétaire d'État. Quel ambassadeur pourrait le flatter davantage et mieux aider à une heureuse conclusion ! »

Il fallait obtenir l'adhésion du Pape. Très troublé, mais à demi conquis, Consalvi se rendit au Quirinal. Avant d'y entrer, il s'arrêta chez l'ambassadeur d'Espagne, M. de Vargas, et très confidentiellement lui fit connaître le plan de Cacault. M. de Vargas approuva chaleureusement. De cette approbation le cardinal se sentit fortifié; et ce fut avec une confiance raffermie qu'il pénétra dans les appartements du Saint-Père.

Pie VII n'accueillit pas sans étonnement la suggestion qui lui parut tout à fait extraordinaire. A Rome, ce pays de la lenteur, on n'était accoutumé ni aux coups de théâtre, ni aux combinaisons improvisées, ni aux voyages précipités. Puis, si l'étrangeté des temps n'avait effacé l'ancienne étiquette, combien singulier n'eût pas paru ce départ subit d'un cardinal secrétaire d'État, s'empressant en solliciteur pour apaiser un maître irrité! Quelles que fussent les répugnances, l'expédient semblait, en la condition critique des affaires, le seul propre à ramener le premier Consul. Le 2 juin au soir, le Sacré-Collège fut réuni. A l'unanimité, il approuva le projet. Cependant Cacault, lié par la rigidité de ses ordres, était tenu de quitter Rome au bout de cinq jours. Une grande crainte régnait, celle que son départ, interprété comme une rupture avec la République française, ne fût pour les patriotes romains un prétexte de manifestation. Pour dissiper toute apparence de

brouille, il fut décidé que le ministre et le cardinal partiraient ensemble, très ostensiblement et dans la même voiture. Donc, à la Cour pontificale, on se hâta comme jamais on ne s'était hâté. En deux jours, tous les préparatifs de l'extraordinaire ambassade furent achevés. On désigna le secrétaire d'État intérimaire qui serait le cardinal Joseph Doria. On rédigea les instructions pour Consalvi. Au ministre qu'il affectionnait entre tous, le Pape fit des adieux touchants et émus, tant la séparation lui coûtait, tant le voyage de Paris paraissait redoutable par l'importance de l'enjeu, l'incertitude de l'issue, les dispositions impérieuses de l'homme à adoucir et à convaincre ! Et le 6 juin, à quatre heures du matin, Cacault et Consalvi, assis côte à côte, sortirent ensemble de Rome, chacun d'eux allant où le devoir l'appelait, l'un à Florence pour obéir à son gouvernement, l'autre à Paris pour y poursuivre, s'il se pouvait, l'œuvre compromise de la paix religieuse.

VI

Le 8 juin, Consalvi atteignit Florence où il devait se séparer de Cacault. Murat, qui commandait en cette ville, l'accueillit non seulement avec courtoisie, mais avec déférence. Il lui donna une garde d'honneur, le retint à dîner et, avec son optimisme protecteur, l'assura que tout se terminerait *benissimo*. C'est ainsi réconforté de bons procédés et de bonnes paroles que le cardinal prit la route de France. Il voyagea avec une célérité remarquable pour le temps et tout à fait étonnante pour un prince de l'Église. Le 20 juin, dans la soirée, il était à Paris et rejoignait Spina à l'*hôtel de Rome*.

Le même gîte abritait les deux envoyés de la Cour pontificale. Mais quelle différence entre eux ! Spina était de condition relativement obscure : Consalvi, cardinal et secrétaire d'État, ajoutait au prestige de son rang le crédit qu'il puisait dans la tendre affection, dans l'intime confiance du Saint-Père. Spina, simple agent diplomatique, sans attributions bien définies, n'avait été revêtu que tout récemment de facultés plus amples : Consalvi avait, sauf la ratification du Saint-Père, pouvoir pour tout régler, à la condition que le dogme et la discipline, ou, comme on disait, la *substance*, fussent pleinement sauvegardés. Sous un autre aspect, les deux missions n'étaient pas moins

dissemblables. Spina, expédié à Paris pour y démêler l'état des esprits plus encore que pour conclure, avait entamé des négociations qui, demeurant secrètes, pouvaient, sans grand éclat et suivant l'occurrence, s'accélérer ou se ralentir, s'interrompre ou se reprendre. A l'heure où l'on était arrivé, l'impatience du premier Consul, la longueur même des pourparlers ne permettait plus de nouvel atermoiement; et toutes choses étant devenues publiques, l'issue ne pouvait être qu'accord définitif ou rupture définitive aussi.

Tout pénétré de cette responsabilité agrandie, Consalvi, dès son arrivée, interrogea Spina. Ce qu'il apprit de lui, dans les confidences hâtives et à bâtons rompus de la première heure, fut plus propre à le troubler qu'à le rassurer. Les dépêches apportées par le courrier Livio, parti de Rome le 13 mai et arrivé à Paris le 23, avaient d'abord produit bonne impression. Bonaparte avait été touché dans son amour-propre par la lettre du Saint-Père qui employait vis à vis de lui les formules usitées jadis à l'égard des rois de France. Bernier, de son côté, ne s'était point senti d'aise en recevant le bref laudatif dont le Pape l'avait honoré. Mais Talleyrand n'était pas de ceux qu'on amadoue par une lettre, bien que dans la valise de Livio, il y en eût une de Consalvi pour lui. Bien vite il avait ravivé les griefs. Dans les documents venus de Rome, il avait relevé tout ce qui pouvait offusquer ou déplaire. Il avait dénoncé « l'esprit de chicane » qui régnait à la Cour pontificale ; il avait mis en relief « les prétentions immodérées du sacerdoce ; » il avait surtout flétri « les conseillers perfides qui avaient su s'emparer de l'esprit du Saint-Père. » Puis il avait libellé un nouveau projet, — c'était le sixième, — qui reproduisait toutes les clauses déjà repoussées et que Spina, malgré les instances de Bernier, n'avait pu accepter.

Ce qui gravait l'impression sombre, c'étaient les menus incidents de la politique. En ce temps-là, le clergé constitutionnel, autorisé à tenir un concile national, se préparait très ostensiblement à l'ouvrir. Sur les questions religieuses, les journaux étaient généralement silencieux ; que s'ils parlaient, c'était le plus souvent dans un sens hostile. Enfin quelques prêtres étaient encore l'objet de mesures de rigueur.

Un ambassadeur de crédit très affermi eût réussi à dissiper les préventions, à vaincre les obstacles. Telle n'était point

la condition de Consalvi. Les mêmes critiques qui n'osaient s'élever jusqu'à Pie VII, se déversaient avec la plus malveillante malignité sur les personnes de son entourage : de là, vis à vis du secrétaire d'État, des jugements qui étaient sévères sans se préoccuper d'être justes. Dans les régions officielles, une opinion fort répandue lui attribuait les retards de la Cour de Rome, et divers rapports l'avaient desservi auprès du premier Consul. A la vérité, dans ses dépêches, l'honnête et intègre Cacault formulait sur Consalvi une appréciation plus bienveillante, plus équitable aussi : il le jugeait d'esprit clair, de caractère doux, et ajoutait que, si on l'encourageait, il s'ouvrirait à la confiance. Ce témoignage suffirait-il à détruire les impressions contraires ? « Je ne suis point *persona grata*, » avait dit le cardinal en quittant Rome. Et ce mot, il se le répétait à Paris.

Il fallait affronter l'homme tout-puissant. L'occasion s'offrit bien vite, plus vite même que Consalvi ne s'y fût attendu.

Le premier Consul, qui était alors à la Malmaison, venait deux fois par mois aux Tuileries pour y recevoir les diplomates, les hauts fonctionnaires, les grands corps de l'État. Justement, le 21 juin (2 messidor suivant le calendrier républicain) devait être l'un de ces jours de réception. A la demande d'audience formulée par Bernier au nom de Consalvi, le premier Consul répondit : *aujourd'hui même ;* et comme on lui demandait en quel appareil devrait se présenter l'envoyé du Saint-Père, il répondit : le plus en cardinal possible.

En arrivant à l'*hôtel de Rome*, Consalvi avait écrit au cardinal Doria : « Je désire que mon séjour ici soit très bref. » N'était-il pas exaucé au delà de ses souhaits ? Il portait encore la fatigue de quinze jours de voyage. Toutes les habitudes de sa vie l'avaient accoutumé aux lenteurs de l'étiquette traditionnelle. Les hommes, les lieux, les influences, tout lui était inconnu. Et voici que subitement, presque à sa descente de voiture, sans qu'il pût recueillir ou rassembler ses impressions, il se trouvait convoqué devant celui de qui tout dépendait.

Bonaparte s'était appliqué à déployer une pompe très solennelle, soit qu'il se flattât d'intimider par le spectacle de sa puissance, soit qu'il lui plût de bien établir, en montrant publiquement un cardinal à son audience, qu'il n'était point le solliciteur et que c'était le Pape et non lui qui avait pris le *chemin de Canossa*. En ses *mémoires* et en ses dépêches, Con-

salvi a décrit toute cette mise en scène, avec un étonnement admiratif où se mêlent la timidité, la crainte, et aussi une sorte de gratitude pour tant d'honneurs inattendus. Dès qu'il fut arrivé aux Tuileries, l'un des fonctionnaires du palais le conduisit dans la salle des ambassadeurs. Puis on le fit monter dans les grands appartements. Beaucoup de personnages officiels, tous en habits de gala; sur les escaliers, des gardes qui présentaient les armes; au dehors, une foule très pressée; partout une extrême curiosité, tant la présence d'un cardinal, après dix années de Révolution, semblait chose inouie! Dans la dernière antichambre, Talleyrand attendait, et ce fut lui qui introduisit Consalvi dans la galerie où se tenait Bonaparte. Le premier Consul était en grand uniforme, entouré des ministres. Il fit quelques pas pour venir à la rencontre de Consalvi. Puis, se tenant debout en avant de sa suite et ne retenant à ses côtés que le ministre des Affaires étrangères, il se mit à parler.

L'audience dura trois quarts d'heure. Ce fut un de ces entretiens, en apparence très abandonnés, en réalité très préparés, auxquels se complaisait Bonaparte. Il commença à voix basse, d'un ton doux et très calme : « Je vous avoue, dit-il à Consalvi, que j'ai été longtemps mal disposé contre vous. La confiance que le Saint-Père vous témoigne, les rapports de Murat, diverses autres attestations ont détruit cette impression fâcheuse. » Sur la personne de Pie VII, le premier Consul s'exprima dans les termes les meilleurs. En revanche, sur le gouvernement pontifical, son langage révéla les plus disgracieuses préventions. Consalvi écouta longtemps en silence. Enfin, prenant la parole à son tour : « On nous prête, dit-il, des idées, des desseins que nous n'avons jamais eus. Ce n'est pas dans un esprit d'hostilité, mais au contraire avec le plus extrême désir d'entente que nous avons examiné les propositions françaises; et ma présence ici est le gage des dispositions qui nous animent. » Ainsi s'exprima le cardinal, et non sans énergie, quoique sans entrer dans les détails; car le lieu même et la publicité de l'audience ne permettaient guère une explication poussée à fond. Arrivant aux récents désaccords, Bonaparte exposa pour quelles raisons il lui était impossible d'accepter les amendements introduits à Rome dans le projet français. Puis, en un langage très absolu, bien que toujours courtois, il ajouta : « On vous présentera un nouveau projet qui

change ou modifie en quelques points celui qui a été envoyé au Saint-Père. Mais il est impossible de pousser plus loin les concessions, et il faut que tout soit terminé et signé dans le délai de cinq jours. — Je suis autorisé, répondit Consalvi, à consentir quelques changements, à la condition que la *substance* des choses ne soit point altérée. Si la rédaction que vous m'annoncez laisse intacte la *substance*, vous pouvez être assuré que je serai heureux de tout finir aussitôt; dans le cas contraire, comme tout ce qui concerne l'essentiel de la religion et de la discipline est au-dessus de mes facultés, je ne pourrai faire autre chose que d'envoyer un courrier au Saint-Père en lui soumettant la nouvelle rédaction. — Non, non, répliqua Bonaparte; des motifs de la plus haute importance m'empêchent de me prêter à de nouveaux délais. Il faut que tout soit terminé dans l'espace de cinq jours. Autrement, tout sera rompu; j'établirai en France une religion nationale, et j'ai toute raison de croire que j'y réussirai. — Je ne puis imaginer, reprit Consalvi, que vous vous portiez à cette extrémité. Confiez-vous à nous et à notre intense désir d'une prompte solution. » Pour toute réponse, le premier Consul répéta que tout nouvel ajournement équivaudrait à une rupture. Puis, d'une inclination de tête qui ressemblait à un salut, il leva l'audience. Cependant, avant de regagner le cercle d'où il s'était détaché, il eut à cœur de tempérer ce que son langage avait de péremptoire. « Nous nous reverrons, » dit-il, et ce fut son dernier mot.

VII

Bernier serait le délégué de Bonaparte auprès de Consalvi comme il l'avait été auprès de Spina. Il soumit au cardinal le sixième projet, que celui-ci repoussa comme l'avait fait Spina. A ce propos, il semble qu'une discussion poussée à fond se soit engagée entre l'abbé et le représentant du Saint-Siège. — Consalvi souhaitait que le gouvernement s'engageât à protéger la pureté du dogme et de la discipline. « Cela est impossible, répliqua non sans raison Bernier; les questions de dogme ne relèvent que de la théologie; et quant à la discipline, nos maximes gallicanes diffèrent en certains points des maximes romaines. » — Il serait au moins nécessaire, continua le cardinal, de déclarer abolies les lois révolutionnaires

contraires à la religion, au culte, à ses ministres. « On ne peut, objecta Bernier, prendre l'engagement d'abolir des lois, car ce serait fournir au pouvoir législatif un prétexte d'intervention, et cette ingérence risquerait de tout gâter. » — Passant à un autre ordre d'idées, Consalvi tenta, sans beaucoup d'espoir, d'adoucir la clause relative à la démission des évêques; mais un refus péremptoire dissipa toute illusion. — Rebuté sur ces différents points, le cardinal put pressentir sur d'autres matières des dispositions plus bienveillantes. Se conformant à ses instructions, il tenait essentiellement à ce que le culte fût non seulement libre, mais public : Bernier ne repoussa pas cette addition. La Cour de Rome attachait aussi un prix extrême à ce que le traité constatât, sous une forme ou sous une autre, que le chef du Gouvernement professait la religion catholique; autrement, serait-il possible de lui reconnaître la nomination des évêques et les prérogatives dont jouissaient jadis les rois de France? Il ne semble pas que cet argument ait été combattu par Bernier. Cependant le dernier projet français, ainsi que plusieurs autres, stipulait que les prêtres mariés ou abdicataires seraient admis à la communion laïque. En cette disposition se découvrait un empiètement évident sur la puissance ecclésiastique, seule compétente en ces matières pour lier ou pour absoudre. Le cardinal demanda que ce texte fût effacé ou qu'il fût complété par ces mots : « selon les lois de l'Église. » Et à cet amendement Bernier donna son adhésion.

Ces conférences seraient tout à fait stériles si l'on n'aboutissait enfin à une conclusion. Le vendredi 26, un nouveau projet, — c'était le septième, — fut remis à Consalvi de la part du ministre des Affaires étrangères. Ce même soir, le délégué du Saint-Siège dînait chez Talleyrand. A l'issue du repas, Bernier, l'un des convives, prit à part le cardinal et faisant allusion à la récente communication : « Le Gouvernement, dit-il, s'est appliqué à tenir compte des désirs du Saint-Père. Il ne peut admettre d'autres changements, même minimes; » et il ajouta : « J'ai besoin d'avoir votre réponse pour demain. »

C'était de nouveau la mise en demeure. En deux dépêches au cardinal Doria, Consalvi a dépeint ses anxiétés. Rentré à l'*hôtel de Rome*, il lut, à tête reposée, la nouvelle rédaction qu'il n'avait fait que parcourir dans l'après-midi. Sa déception

fut profonde. Les projets se succédaient, traînant en eux les mêmes idées sous une forme à peine démarquée. Dans le texte qui lui était remis, le cardinal ne retrouvait même pas trace des changements que Bernier, dans la dernière conférence, avait paru accueillir : rien sur la publicité du culte; rien sur la profession de foi catholique des consuls; nulle atténuation de la clause pour les ecclésiatiques mariés; une formule de serment qui semblait une approbation des lois de la République. Où Bernier avait apporté son désir d'entente, Talleyrand venait d'apposer sa griffe.

La nuit était venue. Consalvi se mit à sa table et, avec l'aide de Spina et du Père Caselli, reprit mot par mot le texte français. Il fallait, si l'on ne voulait échouer, pousser jusqu'à la plus extrême limite les concessions. Les négociateurs romains le comprirent. Pendant six heures, le travail de revision se continua, avec une patience douloureuse, mais aussi avec la réconfortante pensée que chaque sacrifice accompli rendait à la paix religieuse une chance de plus. Vers quatre heures, Spina et Caselli se retirèrent pour prendre un peu de repos. Demeuré seul, Consalvi approcha sa table du feu, — car pour ces Italiens les nuits parisiennes de juin paraissaient fraîches, — et en un mémoire qui ne contenait pas moins de cinq feuillets, s'efforça de préciser ce qu'il pouvait à toute rigueur concéder, ce qu'il lui était interdit d'accepter. Depuis longtemps il n'était plus question de la religion d'État, de la religion dominante. Sur la démission des évêques, on s'était résigné. Sur les biens nationaux l'acquiescement était complet, et la seule recherche était celle d'une formule qui n'eût point un air d'approbation. Bernier, quatre jours auparavant, s'était efforcé de convaincre le cardinal que le Gouvernement ne pouvait s'ériger en protecteur de la pureté du dogme, en gardien de la discipline : soit qu'il fût persuadé, soit qu'il jugeât tout nouvel effort inutile, le représentant du Saint-Siège n'insistait plus. A Rome, on eût ardemment souhaité la révocation de toutes les lois contraires à la religion : mais désespérant d'aboutir, le cardinal, ici encore, se résignait au silence. Ayant ainsi fait une très large part aux sacrifices, le secrétaire d'État du Saint-Père concentrait sur quatre points ses suprêmes résistances. — Il insistait pour qu'une phrase glissée dans le traité marquât la profession de foi catholique du Gouvernement. —

Il réclamait la publicité du culte. — Il demandait que la clause relative aux ecclésiastiques mariés ou abdicataires fût supprimée ou modifiée. — Enfin la formule du serment éveillait aussi la sollicitude du négociateur pontifical : les lois de l'époque antérieure, en grande partie maintenues, contenaient de nombreuses dispositions que la doctrine catholique réprouvait; pour calmer tous les scrupules, il importait que l'engagement imposé aux ecclésiastiques de tout ordre fût une promesse non de soumission aux lois, mais simplement de fidélité et d'obéissance au Gouvernement.

Les concessions étaient telles que visiblement on se rapprochait. Dans la journée du 27 juin, Consalvi, ayant achevé son contre-projet, le remit à Bernier. Celui-ci promit de le transmettre au ministre des Affaires étrangères et, si nous en croyons les documents pontificaux, le trouva, quant à lui, tout à fait acceptable. Puis le cardinal attendit la réponse, partagé entre l'espoir d'une heureuse conclusion et la crainte, presque le scrupule, de s'être peut-être trop dessaisi. A son grand étonnement, les journées du 28, du 29, du 30 juin s'écoulèrent sans qu'aucune communication ne lui parvînt. En revanche, une grande nouvelle se répandit : Talleyrand avait pris congé du premier Consul et venait de partir pour les bains de Bourbon-l'Archambault. Sur cette information, on crut dans le monde diplomatique que l'affaire du Concordat était arrangée. Non, elle ne l'était point encore. L'ancien évêque d'Autun s'était même appliqué, avant de partir, à combattre, dans une note, les amendements proposés par le cardinal Consalvi. De plus, il laissait à Paris, en la personne de M. d'Hauterive, un agent fort actif et toujours en éveil. Pourtant, cet éloignement était un symptôme décisif : si Talleyrand partait, ce n'était pas que le traité fût conclu ; c'était qu'il se décourageait désormais de le faire échouer.

VIII

Et, en effet, à travers toutes les discussions même les plus subtiles, même les plus tenaces, on s'acheminait vers la conclusion. Était-ce à dire que de part et d'autre on se fût convaincu? La société séculière entendait garder toutes ses maximes, et Rome toutes ses traditions. La divergence persis-

tante des vues soulevait parfois l'une contre l'autre les deux parties sur le point de se rapprocher : de là, chez le premier Consul des retours d'irritation, et chez les représentants du Saint-Père des ressauts de méfiance. On parlait alors à Paris d'*ultimatum*, et à Rome de la *substance* intangible à sauvegarder. Puis, les dispositions réciproques s'amollissant, les délais, même les plus impérieusement fixés, se prorogeaient, et l'on recommençait à remanier les phrases, à peser les mots. Pendant de longs mois, au milieu de ces à-coups, la négociation s'était traînée. Maintenant on se laisse aller vers l'accord, accord tout de raison, plus contraint qu'empressé, sans fusion réelle d'aspirations et de pensées, accord sauveur pourtant, car il rendra la paix au peuple chrétien de France.

Cet esprit de sage conciliation, Consalvi s'en est pénétré. Plus que toutes les dépêches, son séjour à Paris l'a instruit. En homme sensé, il tient un compte équitable des difficultés que peut-être à Rome on ne comprend pas bien. Dans cet ordre d'idées, il juge que certains retours au passé sont impossibles en France et que les raisons invoquées sont vraiment irréfutables : « On fait ce qu'on peut, non ce qu'on désire, » écrit-il avec une mélancolie résignée à Mgr Di Pietro.

Cet opportunisme un peu triste, fort désabusé, mais non découragé, est bien propre à faciliter une heureuse issue. Ce qui concourt au même but, ce sont les dispositions de Bernier. Qui pourrait compter les variations de ce personnage demeuré un peu énigmatique, qui poursuit une négociation religieuse, avec tous les raffinements de la plus ondoyante, de la plus profane diplomatie ? Au mois de mai, il a, quoique prêtre, modelé son langage sur celui de Talleyrand, sur celui du premier Consul. Peu après, à l'arrivée du courrier Livio, il s'est senti un moment conquis par le bref élogieux du Pape. Quelques jours plus tard, par une nouvelle évolution, il s'est rangé aux côtés du ministre des Affaires étrangères, et a pesé autant qu'il l'a pu, sur Spina pour obtenir de lui l'approbation du sixième projet. Puis, changeant derechef, il s'est plu à vanter Consalvi et s'est haussé jusqu'à conjurer Talleyrand de tout faire pour contenter le Souverain Pontife. Il s'est avancé plus encore ; et le 27 juin, en une conférence avec Consalvi, il a jugé admissible la plupart des vues du cardinal. Nous voici maintenant au 1er juillet. Bernier revient à la manière dure et,

s'appropriant la dernière note de Talleyrand au moment de partir pour Bourbon-l'Archambault, combat le même projet que, trois jours auparavant, il a déclaré admissible. Mais comme on sent qu'il parle par ordre! Quel n'est pas le contraste entre sa correspondance officielle et le ton de ses entretiens! Dans sa conversation toutes les critiques s'adoucissent. Il annonce une note qui démontrera la concordance, quant au fond des choses, entre le projet français et les vues pontificales. Il insinue qu'au surplus quelques retouches de rédaction pourront tout arranger. Le lendemain, 2 juillet, nouvelle entrevue entre le cardinal et le commissaire français. Celui-ci n'apporte pas la note promise; mais une parole bien significative lui échappe : « Depuis le départ de Talleyrand, dit-il, l'affaire m'est confiée plus librement, plus complètement. J'ai plus de latitude pour en rendre compte aux trois Consuls, je puis espérer de plus grandes facilités. » Et ayant parlé de la sorte, il propose une conférence pour le jour suivant. Ce qu'est cette conférence, nous l'ignorons. Mais sans doute elle est satisfaisante; car, dès le départ de l'abbé, Consalvi, avec un espoir tout ranimé, écrit à Doria : « Il semble que nous sommes d'accord sur quelques-unes des bases principales. Il est probable que le Gouvernement se prêtera à la nouvelle rédaction arrêtée entre nous. » Cependant le cardinal n'ose s'abandonner à la joie. Et presque aussitôt il se reprend : « Il ne faut pas, ajoute-t-il, tenir la chose comme sûre; combien de fois les apparences n'ont-elles pas été plus belles, puis tout a échoué misérablement (1)! »

IX

Est-ce enfin le dénouement? Du récit je voudrais élaguer tout ce qui le surcharge et l'obscurcit. Mais la clarté ne s'obtiendrait qu'aux dépens de la vérité; et la négociation ne serait pas fidèlement rapportée si on ne la retraçait, subtile, compliquée et tenace, ainsi qu'elle le fut jusqu'au bout. Tout se mêle, crainte et espoir. Le représentant du Saint-Siège remanie légèrement le contre-projet rédigé par lui le 27 juin. Le 5 juillet, les négociations paraissent en bonne voie. Et cepen-

(1) Consalvi à Doria, 2 et 3 juillet 1801 (Boulay de la Meurthe, t. III, p. 157 et 158, d'après les *Archives du Vatican*).

dant, qui compterait les à-coups? Le 6 juillet, Bernier est reçu par Bonaparte. Celui-ci élève des difficultés sur la profession de foi des Consuls, sur la publicité du culte, sur la formule du serment. Le soir, l'abbé se rend à l'*hôtel de Rome*. Redevenu absolu, presque cassant, il annonce une note qui précisera les intentions du Gouvernement et que Consalvi devra accepter sans modification. Le cardinal est consterné : « Dieu m'est témoin, écrit-il à Doria, que jamais je n'ai ressenti pareille angoisse. »

Le lendemain, il semble que Bonaparte s'apaise. Au fond, il souhaite surtout deux choses : la première, c'est de renouveler à son gré tout l'épiscopat; la seconde, c'est de garantir, par une décision émanée du Saint-Siège lui-même, la sécurité des acquéreurs de propriétés nationales. Qu'il écarte par surcroît toute formule qui semblerait limitation du droit de l'État ou immixtion de l'Église dans la société civile, et ses vœux principaux seront accomplis. Or les textes remaniés lui assurent tout cela et plus encore. Un billet adressé le 7 juillet à Bourbon-l'Archambault semble attester des dispositions conciliantes : « Il paraît, mande Bonaparte à Talleyrand, que les affaires vont et que nous nous arrangerons avec le cardinal. » Il ajoute dédaigneusement : « Il a fallu leur passer quelques mots. » Puis, faisant allusion à sa santé, qui a été pendant quelques jours un peu précaire, il termine par cette phrase : « L'état de maladie est un bon moment pour s'arranger avec les prêtres (1). »

Les journées des 8, 9, 10 juillet sont remplies par les pourparlers entre Consalvi et Bernier. De la Malmaison, où le premier Consul a délibéré avec ses deux collègues, arrivent encore, d'après le témoignage de Bernier, des représentations irritées. Et les deux négociateurs de s'évertuer de nouveau en recherches de nuances, en transpositions de mots. — Une phrase glissée incidemment dans le texte définitif permet de donner satisfaction au Saint-Siège, qui souhaite ardemment qu'il soit fait mention de la profession de foi catholique des Consuls. — Le principe de la publicité du culte est reconnu : seulement il est décidé, pour remplir le vœu du Gouvernement, que cette publicité sera subordonnée aux règlements de police qui seront

(1) *Correspondance de Napoléon*, t. VII, p. 240.

jugés nécessaires; puis, pour satisfaire à son tour le délégué pontifical, on ajoute ces mots : « vu les circonstances, » ce qui donne à la restriction même un air de disposition transitoire. — Pour le serment, on se réfère aux formules usitées sous l'ancien régime. — Quant à l'article relatif aux prêtres mariés ou abdicataires, on le supprime et avec raison, puisque le règlement de leur condition vis à vis de l'Église, étant affaire de conscience, relève par suite, non de l'autorité civile, mais de l'autorité ecclésiastique.

Le 11 juillet, dans la journée, entre les deux délégués, l'accord parut enfin complet. Ce jour-là, en un rapport au premier Consul, l'abbé Bernier lui annonça l'heureuse conclusion, en s'appliquant à bien marquer que les vœux du Gouvernement avaient été dans l'ensemble pleinement satisfaits. Il ajoutait : « Le cardinal et Mgnor Spina promettent de signer de suite le projet ainsi conçu. Daignez donc, général, expédier de suite les pouvoirs nécessaires à cet effet. Il suffit que ce soit une lettre ou le moindre arrêté de votre part... Vous n'aurez jamais pris une mesure plus efficace ni plus propre à vous attacher le cœur des catholiques français (1). »

La soirée du 11, la journée du 12 s'écoulèrent sans que Bernier reçût de Bonaparte l'assentiment positif qu'il eût souhaité. Mais l'approbation parut résulter implicitement des mesures qui furent prises et qui n'auraient eu aucun sens si un désaccord eût subsisté. Le 12 juillet, un arrêté consulaire nomma les commissaires français délégués pour signer la convention : c'était Joseph Bonaparte, le conseiller d'État Crétet, l'abbé Bernier. Du côté pontifical, les signataires seraient le cardinal Consalvi, Mgnor Spina, le Père Caselli. Une note fut préparée pour le *Moniteur*. Elle était ainsi conçue : « M. le cardinal Consalvi a réussi dans les négociations dont il a été chargé par le Saint-Père auprès du Gouvernement. » Dans le même temps, une proclamation aux Français fut rédigée à l'occasion du 14 juillet. On y lisait ces mots : « Bientôt cessera le scandale des divisions religieuses. »

Qui n'eût douté d'un prochain et heureux dénouement? Toutefois, Consalvi, instruit par les précédents mécomptes, eût désiré une approbation explicite venue des Tuileries; et en

(1) *Affaires étrangères*, Rome, vol. 931, fol. 125.

l'absence de tout message positif, il ne parvenait pas à se rassurer complètement. La journée du lendemain justifierait ses soupçons. La paix religieuse ne se conclurait pas sans une suprême tentative d'intimidation, aussi peu digne de la France que du grand homme qui présidait à ses destinées.

X

Le 13 juillet, dès le matin, un billet de Bernier notifia à Consalvi l'arrêté qui nommait les commissaires délégués pour la signature. Il ajoutait, comme on ferait pour une affaire définitivement conclue : « Recevez, Éminence, mes félicitations sur le terme de vos travaux. »

Consalvi attendit, très apaisé cette fois par le ton du message. Dans l'après-midi, c'est-à-dire vers quatre ou cinq heures, un second billet de l'abbé lui parvint qui était ainsi conçu :

Je vous préviens que la conférence aura lieu chez le citoyen Joseph Bonaparte, ce soir à huit heures.

J'irai vous prendre à sept. Voici ce qu'on vous proposera d'abord; lisez-le bien; examinez tout; ne désespérez de rien.

Je viens d'avoir une longue conférence avec Joseph et Crétet. Vous avez affaire avec des hommes justes et raisonnables. Tout finira bien ce soir.

Je vous offre mon profond respect.

BERNIER (1).

A cette lettre énigmatique un projet était joint, — le huitième, autant du moins qu'on peut s'y reconnaître au milieu de tous les remaniements successifs. — Avec un soudain ressaut d'inquiétude, Consalvi déplia le papier : il lut d'abord avec surprise; puis sa surprise devint stupeur et à la fin, la stupeur elle-même se transforma en indignation. La nouvelle rédaction, loin de reproduire celle qu'avait acceptée le cardinal, en différait par des changements que tout le monde eût jugés notables et qui, dans l'esprit du Saint-Siège, étaient tout à fait essentiels. Nulle allusion à la profession particulière des Consuls; la publicité du culte subordonnée à tous les règlements de police que le Gouvernement jugerait nécessaires, et cela sans aucune réserve tirée du temps et des circonstances; l'obliga-

(1) Rinieri, *La Diplomazia pontificia nel Secolo XIX*, t. Ier, p. 233 (d'après les *Archives du Vatican*).

tion pour le Saint-Père de conférer *immédiatement* l'institution aux évêques nommés; le choix des curés par les évêques subordonné à l'approbation du Gouvernement; l'obligation de pourvoir à la subsistance du clergé transformée en une simple assurance qui avait un air de projet plutôt que d'engagement; la sanction du Saint-Siège s'étendant, paraissant s'étendre, non seulement aux aliénations de biens nationaux déjà consommées, mais aux aliénations futures; nulle mention des séminaires et des chapitres; enfin la reproduction, par une addition marginale, de la clause sur les ecclésiastiques mariés.

Consalvi tenait de sa nature et avait appris dans ses hautes fonctions la maîtrise de lui-même. Cette fois il éclata. Sans perdre un instant et dans toute la chaleur de son émotion, il écrivit en ces termes à Bernier :

Rien, monsieur, n'égale notre surprise en lisant le brouillon que vous venez de m'envoyer. Je ne sais pas concevoir comment, après que nous sommes convenus en tous les articles, on puisse présenter le jour même de la signature, une rédaction aussi différente de celle qui avait déjà été arrêtée, comme vous le savez si bien. Vous savez aussi que tous les mots ont été si étudiés qu'ils ne peuvent recevoir aucun changement. Je suis navré de douleur en pensant qu'au lieu de nous réunir pour signer, je sois appelé à une nouvelle discussion. Mes pouvoirs ne me permettant pas d'autre changement, je réclamerai l'exécution de ce qui avait déjà été convenu ou admis (1).

Que s'était-il passé depuis les accords conclus entre Bernier et Consalvi ? Quelles influences avaient réussi à glisser de nouveau dans le traité, à la dernière heure, les clauses irritantes et les formules impérieuses qu'un examen attentif jusqu'au scrupule, patient jusqu'à la minutie, en avait banni?

Bonaparte, même en ses jours les meilleurs, ne s'était jamais dégagé de certaines répugnances tenaces. Toute profession de foi catholique, même dissimulée et comme cachée en une phrase incidente, lui déplaisait. « Je ne suis ni hérétique ni athée, avait-il dit à Consalvi en le recevant le 2 juillet en une seconde audience. Jamais je n'ai abjuré la religion catholique ; je suis donc présumé catholique, et l'on ne peut pas plus me demander une déclaration à cet égard qu'on ne l'exigerait du roi d'Espagne ou de tout autre souverain. Tout ce que je

(1) Rinieri, *La Diplomazia pontificia nel Secolo XIX*, t. Ier, p. 236.

pourrais admettre, ce serait que le Pape, dans la Bulle qui accompagnera le traité, rendît hommage, sous forme d'éloge, à ma foi catholique et, de la sorte, en prît acte. » — Contre la publicité du culte, le premier Consul ne formulait pas de moindres critiques. Que le culte s'exerçât librement dans les églises, il le concédait sans peine. Mais toute cérémonie extérieure éveillait ses méfiances, soit qu'il redoutât sincèrement que ces manifestations fussent cause de troubles, soit qu'il craignît, par cet excès de faveur, de fournir une arme aux adversaires du traité. — Enfin Bonaparte s'expliquait mal les objections contre le serment à la constitution et aux lois. En homme à qui manque le sens des choses religieuses, il ne comprenait guère les scrupules que ces objections recélaient, et ce qui était délicatesse de conscience lui apparaissait avec un vague aspect de rébellion.

Bernier n'avait réussi qu'incomplètement à dissiper ces préventions. Comment furent exploitées ces arrière-pensées? Bonaparte avait voulu associer à ses dernières décisions les deux autres Consuls. L'un d'eux, Cambacérès, était imbu contre la cour de Rome de tous les préjugés des légistes et, dans cet esprit, craignait avant tout que l'autorité séculière ne se désarmât. Aussi on ne peut mettre en doute le témoignage de Consalvi qui, à deux reprises, dénonce en termes très formels son hostilité. Cette influence fut-elle la seule? Talleyrand s'était éloigné, mais ses rapports restaient. Le jour même de son départ, il avait, en un dernier billet, dénoncé l'esprit d'étroitesse et de malveillance qui animait les agents du Saint-Siège; il avait jugé que les amendements du cardinal Consalvi « faisaient rétrograder la négociation jusqu'à l'époque des premières difficultés ; » il avait conseillé que de nouveau les volontés du Gouvernement fussent traduites sous la forme comminatoire d'un ultimatum. Et cette note avait été présentée par d'Hauterive comme le commentaire du dernier projet remis par le ministre avant de partir pour les eaux, projet qui ne tenait aucun compte des tempéraments de rédaction réclamés par Consalvi et non repoussés par Bernier. C'est ce projet qu'au moment de conclure, le premier Consul, négligeant à la fois les objections du cardinal et les concessions de son propre représentant, s'était approprié, au moins d'une façon générale. Il arrivait donc que Talleyrand, d'influence contenue tant qu'il

était demeuré près du maître, semblait sur le point de triompher, alors qu'il était loin et que de la négociation il paraissait se désintéresser.

Le silence de Bonaparte vis à vis de Bernier pendant la journée du 12 juillet, avait été le signe de ces dispositions équivoques. D'Hauterive, d'ailleurs, veillait. Si, le 12, la trace de son action n'apparaît pas, elle se révèle dès l'aube du lendemain. Il sent qu'on touche au dénouement, et voici que, dans un rapport au premier Consul, il renouvelle contre les vues du Saint-Siège les critiques qu'eût formulées le ministre lui-même. Cependant le texte de la convention, tel que Bonaparte se l'est approprié, arrive de la secrétairerie d'État au ministère des Affaires étrangères pour y être recopié. Et d'Hauterive, de sa propre autorité, y ajoute une clause qui relève de la loi du célibat les ecclésiastiques mariés.

Bernier, qui venait d'annoncer à Consalvi la subite évolution, ne laissait pas que d'en être confus autant que le cardinal en était consterné. Il sentait la coalition, en dernière heure, de tous les adversaires du traité. Or, en ce revirement, il se trouvait condamné, ou à contredire le maître redoutable, ou à combattre ses propres vues; car c'était son propre projet qui venait d'être, en dehors de lui, non seulement remanié, mais dénaturé. C'est dans ce cruel embarras que, vers sept heures du soir, il se présenta à l'*hôtel de Rome*.

Le cardinal l'accueillit fort mal. Comme Bernier tentait de l'adoucir, de lui faire entrevoir une heureuse issue, loin de s'apaiser, il se révolta : « Ce sont, répliqua-t-il, des cajoleries, des flatteries. » Et il qualifia avec véhémence l'incorrection du procédé dont il était victime. Tout submergé sous l'avalanche des reproches, l'abbé ne put qu'invoquer la volonté du premier Consul.

Il était près de huit heures du soir quand, sous la conduite de Bernier, Consalvi, accompagné de Mgr Spina et du Père Caselli, arriva rue du Faubourg-Saint-Honoré à l'hôtel Marbeuf qui était alors la résidence de Joseph Bonaparte. Joseph, qui était accueillant et hospitalier, reçut avec une extrême courtoisie les délégués pontificaux. De la négociation, il ne savait que ce que Bernier, le matin même, lui avait appris, et le conseiller d'État Crétet n'était pas mieux instruit. D'après les explications qui leur avaient été fournies, les deux commis-

saires français prévoyaient bien quelques difficultés, mais ne pénétraient point tout ce que les nuances à peine pondérables des mots cachaient de divergences réelles. En cet état d'esprit, ils ne se figuraient qu'un dernier débat, assez promptement et assez aisément terminé. Aussi leur surprise ne fut pas médiocre quand Consalvi leur déclara que le texte qu'on lui présentait n'était point acceptable et que la seule convention qu'il pût signer était celle qui, à la suite d'un échange de notes très précises, avait été arrêtée entre Bernier et lui.

Mis directement en cause, l'abbé déguisa son trouble et, avec une assurance empruntée, répliqua que les traités pouvaient toujours être changés jusqu'à ce qu'ils fussent signés. Donc il fallut recommencer, comme si tout fût à refaire, le fastidieux et subtil travail qui se poursuivait depuis six mois. La difficulté s'accroissait par l'obligation de se hâter; car le premier Consul voulait que tout fût terminé dans les vingt-quatre heures. Elle s'aggravait aussi par la condition des délégués français. A Joseph Bonaparte, à Crétet, il fallait, chemin faisant, tout apprendre; et Bernier, le seul qui fût pleinement instruit, était condamné, pour soutenir le nouveau projet, à combattre tout ce qu'il avait, trois jours plus tôt, jugé excellent.

Cependant cette ignorance de deux des commissaires, cette situation équivoque de Bernier rendit aux Italiens quelques avantages. Puis Consalvi, très irrité, quoique toujours maître de lui, puisa sans doute dans son irritation même une fermeté de langage qui impressionna. Le débat, repris point par point, dura toute la nuit et se prolongea toute la matinée du lendemain, sans autre interruption que celle d'un court repas. A la fin, la haute raison, la puissance persuasive du cardinal dissipèrent beaucoup d'objections; et ses efforts, sans être couronnés d'un succès complet, obtinrent des résultats inespérés. Après un débat très vif, — *guerra terribile*, dit Consalvi en un langage un peu imagé, — la profession de foi des Consuls fut rétablie. — Sur la publicité du culte, la discussion fut d'autant plus longue qu'on savait combien ce point tenait à cœur à Bonaparte. On tourna, on retourna toutes les formules, Romains et Français luttant de subtilité. A titre de transaction, un amendement fut adopté qui substituait à cette phrase : *les règlements de police que le Gouvernement jugera nécessaires*, cette autre phrase : *les règlements de police que les circonstances du temps rendront nécessaires.* —

A propos de l'institution canonique, on effaça le mot *immédiatement* qui avait vis à vis du Saint-Siège un air peu séant de mise en demeure. — Pour le choix des curés, on substitua à la nécessité de l'approbation gouvernementale la promesse de ne nommer que « des pasteurs qui jouiraient de la confiance du Gouvernement. » — L'article sur les séminaires et chapitres fut rétabli. — En ce qui concernait les biens nationaux, il fut convenu que la décision du Saint-Père ne s'appliquerait qu'aux domaines déjà aliénés. — Pour les fondations pieuses, le droit des fidèles fut reconnu à titre de principe général; et toute restriction fut supprimée, l'État se réservant au surplus de légiférer ultérieurement sur la matière. — Enfin la clause sur les ecclésiastiques mariés fut effacée.

On touchait au terme de cette extraordinaire délibération qui durait depuis près de dix-huit heures. A travers l'immense fatigue, un désir ardent animait Consalvi et ses collègues, celui de consolider leur succès relatif et d'obtenir que, séance tenante, les signatures fussent apposées. A ce vœu on parut d'abord souscrire, et les copies furent dressées. Puis, au dernier moment, la crainte du maître paralysa la hardiesse, et l'on décida qu'avant de tout conclure, on recourrait derechef à lui.

C'était s'exposer à une nouvelle bourrasque. Consalvi, qui commençait à se rassurer, se reprit à trembler. L'événement ne justifia que trop ses craintes. Quand Joseph, se rendant aux Tuileries, eut communiqué à son frère la rédaction adoptée, c'est-à-dire, autant qu'on peut compter, le *neuvième projet*, l'indignation du premier Cousul éclata. Deux points surtout éveillèrent sa réprobation : l'amendement relatif à la publicité du culte, la retouche à l'article sur le choix des curés. Bien qu'on fût au mois de juillet, un reste de feu brûlait dans la cheminée, De colère, Bonaparte prit le projet et le jeta dans le foyer : « Si vous aviez signé ce papier, ajouta-t-il, je vous l'aurais jeté à la tête. » Et parlant des délégués pontificaux : « Qu'ils signent de suite, dit-il, ou qu'ils partent immédiatement. »

Pendant la longue conférence, Joseph, avec sa modération d'esprit et sa sagesse, avait travaillé de son mieux à la paix. Des Tuileries il revint désolé et supplia Consalvi de céder. Cette fois, le cardinal fut inébranlable. Il avait atteint cette limite extrême où se formule, inflexible, le *non possumus* de l'Église.

XI

La négociation, plus décevante, plus compliquée qu'aucune autre le fut jamais, menaçait de tourner à l'*imbroglio*, mais à l'imbroglio tragique. On était dans l'après-midi du 14 juillet, et les pompes officielles se déployaient en souvenir de la Révolution à la fois honorée et confisquée. Le matin, un entrefilet du *Moniteur* avait annoncé la fin prochaine des discussions religieuses. Or, voici qu'au dernier moment, un violent coup de colère jetait bas tout l'édifice qu'une incroyable patience avait, pièce à pièce, construit. Cependant aux Tuileries un banquet d'apparat devait réunir à cinq heures, — heure où l'on dînait alors, — les membres du corps diplomatique et les principaux personnages de l'État. Consalvi et Spina se trouvaient parmi les invités. La perspective de se rencontrer avec Bonaparte les pénétrait d'un embarras mêlé de répulsion et d'effroi. Mais, entre tous les partis, l'abstention était le pire. Le temps pressait, car il était plus de quatre heures. Rassemblant tout son courage, le cardinal se rendit aux Tuileries.

De la scène qui suivit, le représentant du Saint-Siège a lui-même tracé deux récits : l'un, très imagé, qui est celui de ses *Mémoires*, et qui, dans la traduction française plus colorée qu'exacte, est plus imagé encore; l'autre, de style beaucoup plus tempéré, qui est tiré des dépêches au cardinal Doria. Le premier, écrit vers 1812, au plus fort des démêlés entre Napoléon et la papauté, s'est peut-être empreint de l'amertume qu'inspiraient les persécutions impériales; le second, au contraire, consigné en une correspondance officielle, s'est probablement appliqué, par circonspection diplomatique, à atténuer l'éclat des paroles ou la violence des menaces; en sorte que c'est entre les deux versions que réside sans doute la vérité. Ce qui est certain, — car un témoin très digne de foi l'atteste (1), — c'est que Bonaparte, après un premier accueil poli et correct, se répandit presque aussitôt en vifs reproches. « Tous ces délais, dit-il, sont exaspérants : ce que j'ai proposé ou rien ; et je sais bien alors quel parti je prendrai. » Si nous en

(1) Dépêche de Cobenzl à Colloredo, 20 juillet 1801 (Boulay de la Meurthe, *Documents relatifs au Concordat*, t. VI, p. 96 et suiv., d'après les *Archives de Vienne*).

croyons les *Mémoires*, il ajouta avec un surcroît d'irritation : « Je n'ai pas besoin de Rome, je n'ai pas besoin du Pape. Si Henri VIII, qui n'avait pas la vingtième partie de ma puissance, a su changer la religion de son pays, à plus forte raison le pourrais-je, moi ! Vous avez voulu rompre, monsieur le cardinal; que la responsabilité en retombe sur vous. » La foule des assistants et son propre trouble ne permettaient guère à Consalvi de longues explications. « Je ne puis, répondit-il brièvement, ni outrepasser mes pouvoirs, ni accepter des maximes qui seraient contraires aux principes professés par le Saint-Siège. » Puis il protesta que la Cour de Rome, loin de provoquer une rupture, souhaitait avec la plus vive ardeur l'entier accord. Cependant le premier Consul s'obstinait. Sur la publicité du culte, il se montrait surtout irréductible et entendait se réserver toute latitude pour tous les règlements de police qu'il lui plairait d'édicter. Comme le ministre d'Autriche, M. de Cobenzl, se trouvait près de lui, il se tourna de son côté : « Je vous fais juge, monsieur de Cobenzl. »

On passa à table. Le dîner fut court. Au salon, l'entretien reprit. Pendant le repas, Cobenzl, choisi en quelque sorte pour arbitre par Bonaparte, avait réfléchi. La question, ainsi que le lui expliqua Consalvi, était moins une question de fait qu'une question de principe : si l'Église pouvait ignorer, paraître ignorer les règlements intérieurs de chaque État, en revanche elle ne pouvait, sans dérogation à ses maximes essentielles, reconnaître par avance, d'une façon générale et sous la forme d'un traité, sa subordination à toutes les ordonnances de police qu'il plairait à l'autorité civile d'adopter. — Ce que venait de lui exposer Consalvi, Cobenzl entreprit de l'expliquer à Bonaparte. C'était, d'après le témoignage du cardinal, un homme d'une rare bienveillance et d'une remarquable dextérité. En outre, il n'entrevoyait pas sans déplaisir la rupture ; car il redoutait que le premier Consul, renonçant à tous ménagements, ne bouleversât toutes choses en Italie et surtout n'achevât en Allemagne la ruine des principautés ecclésiastiques. L'esprit tout en recherche de formules conciliantes, le ministre d'Autriche finit par proposer qu'on admît la publicité du culte avec cette seule phrase restrictive : « sous la surveillance du Gouvernement. » Le premier Consul ne rejeta pas l'amendement. Quant à Consalvi, il se garda de contredire. Ce n'était pas

que la retouche lui parût très heureuse ni surtout suffisante; mais l'essentiel était de renouer, fût-ce avec un fil un peu lâche et de qualité médiocre, le nœud rompu de la négociation. Cobenzl allait et venait, conseillant à Consalvi la souplesse et faisant valoir auprès du maître les périls de l'intransigeance. En tout cet éclat, qui pourrait dire la part de la colère, la part du calcul ? Par cette très publique, très voyante mise en scène, le premier Consul ne voulait-il pas surtout prouver qu'il demeurait l'arbitre suprême, que la vraie solliciteuse était l'Église et qu'il réglait toutes choses avec assez de maîtrise pour que les plus ombrageux, les plus hostiles pussent se reposer sur sa vigilance à sauvegarder les droits de l'État ? Par degrés l'homme terrible s'apaisa. Il lui arriva même de parler du Saint-Père en termes excellents, comme s'il eût pris soin de l'élever au-dessus de toutes les querelles. Après quelques retours d'irritation, Bonaparte finit par autoriser une nouvelle conférence qui aurait lieu le lendemain à midi. Mais ce serait « la dernière, ajouta-t-il, absolument la dernière. » Consalvi avait conçu tant de craintes que subitement il passa de la méfiance à une gratitude inattendue : « Le premier Consul a vraiment bon cœur, » écrivait-il au cardinal Doria en rendant compte de ces incidents. Et il est curieux de recueillir, prise sur le vif, cette phrase qui contraste si fort avec le ton des *Mémoires*.

Le lendemain 15, à midi, en l'hôtel de Joseph Bonaparte, on se réunit donc de nouveau. Dès le début de la séance, Joseph laissa très habilement traîner sur le bureau le rapport rédigé l'avant-veille par M. d'Hauterive. Le cardinal a raconté lui-même qu'il y jeta un coup d'œil. De la sorte, il put mesurer tout ce qui s'accumulait d'objections contre le traité, tout ce qui s'agitait de passions hostiles autour des Tuileries. La principale discussion porta, comme la veille, sur la publicité du culte. L'embarras était extrême : car on savait que le premier Consul tenait à marquer en termes non équivoques son droit de contrôle et au besoin d'interdiction. La correction proposée la veille par Cobenzl paraissait insuffisante à Consalvi ; elle se bornait en effet à reproduire, sous une forme plus brève, peut-être un peu moins brutale, le texte français. Les délégués romains, sentant qu'ils n'obtiendraient pas mieux, acceptèrent qu'on subordonnât la publicité « aux règlements de police jugés nécessaires ; » mais il réclamèrent l'addition de ces

mots : *pour la tranquillité publique*. De la sorte, on limitait dans son objet l'intervention administrative qui ne s'exercerait, ne devrait s'exercer que pour le maintien de l'ordre. Ce fut sur cette formule que le débat se concentra. Pendant de longues heures on discuta, avec une obstination extraordinaire, avec une patience extraordinaire aussi. La querelle était-elle, comme elle apparaîtra peut-être à quelques-uns, simple querelle de mots ? Derrière les mots se cachait la rivalité des deux puissances, l'État se montrant jaloux de son contrôle plus encore que l'Église de sa liberté. Puis le Saint-Siège avait tant cédé de ses privilèges antiques qu'il voulait au moins conserver ce vestige de sa traditionnelle primauté. Enfin l'énergie calme et la courtoise dextérité de Consalvi l'emportèrent. Non seulement le cardinal obtint pour la publicité du culte le léger remaniement qu'il sollicitait, mais toutes les retouches consenties la veille furent acceptées de nouveau. La nomination des curés fut seule l'objet d'un changement. A ces mots : « le choix des curés ne pourra se porter que sur des pasteurs qui jouissent de la confiance du Gouvernement, » on substitua ceux-ci : « le choix ne pourra se porter que sur des personnes agréées par le Gouvernement. »

La séance avait duré toute la journée et s'était prolongée bien avant dans la soirée. On dressa les copies. Spina et Caselli traduisaient au fur et à mesure chaque article en langue latine. Une dernière crainte agitait Consalvi, celle que les commissaires français voulussent, comme la veille, soumettre la rédaction au premier Consul. Cette suprême épreuve lui fut épargnée. Il était près de minuit quand tout fut fini. Suivant l'ordre convenu des préséances, les délégués signèrent : d'abord Consalvi, puis Joseph ; Spina ensuite et Crétet ; le Père Caselli enfin et Bernier. Et ainsi fut converti en traité, après huit mois de négociations, neuf projets successifs, deux mémorables menaces de rupture, la convention que, dans le style officiel du temps, on appela la *convention du 26 messidor an IX*, et que la postérité devait connaître sous le nom de *Concordat*.

PIERRE DE LA GORCE.

SIX PROFESSEURS FRANÇAIS A L'UNIVERSITÉ COLUMBIA

Au début de juillet, vers le temps où, dans nos Universités françaises, des professeurs harassés interrogent mollement des candidats fourbus, en songeant aux fraîches campagnes et aux brises marines, tout s'éveille à Columbia, tout s'anime. Le 9 au matin, quand la première sonnerie du premier jour de la session d'été donne le signal, l'Université se transforme en fourmilière, ou en ruche. Treize mille étudiants se sont abattus sur le *campus*, et six cents professeurs; et les six cents professeurs commencent à parler aux treize mille étudiants, depuis le matin jusqu'au soir. Quand on passe devant les fenêtres ouvertes, on entend des voix graves ou aiguës, hésitantes ou impérieuses, qui expliquent, commentent, discutent, enseignent. La craie grince sur les tableaux ; les crayons et les plumes volent sur le papier. D'heure en heure les salles de cours se vident et se remplissent, avec un grand bruit de pas ; un double courant monte et descend les escaliers, en hâte; les ascenseurs sont pris d'assaut; on s'étouffe dans les vestibules; à travers la pelouse où sont parsemés les édifices de cette Université géante, des groupes serrés se pressent, pour courir d'une leçon à une autre : pas une minute à perdre, pas un instant. Et pendant six semaines, la même fièvre régnera.

D'où vient cette foule? De partout : de New-York et de sa banlieue; des États voisins; de toutes les provinces où flotte le drapeau étoilé : tel étudiant arrive de la Nouvelle-Orléans, et tel autre de San Francisco. Il en arrive de l'étranger même. Suivie à distance respectueuse d'une femme de chambre à la face toute

ridée, passe une Japonaise menue, qui drape avec une grâce souveraine sa robe de soie bleue sur son corps fluet; ensuite passe une Hindoue enveloppée de voiles. Toutes les races sont représentées ici, et toutes les couleurs : le jaune, et même le noir. L'anglais qu'on entend parler prend toutes les intonations du monde. Aucune limite d'âge; les jeunes gens sont moins nombreux peut-être que les hommes faits; des cheveux gris, des cheveux blancs : car on n'a pas de faux amour-propre, et l'écolier à cheveux blancs n'est entouré que de respect. Beaucoup de femmes en robes claires : puisque les grosses lunettes rondes à branches d'écaille sont à la mode, résignons-nous à contempler au long du jour ce majestueux ornement.

Et que vient apprendre cette foule diverse? — Tout. Si vous êtes rompu aux disciplines les plus abstraites, ne craignez pas de ne pas trouver de quoi vous satisfaire parmi les cours de la session d'été : les spéculations de la philosophie ou des hautes mathématiques vous raviront. Mais si, humble maître d'école perdu dans quelque lointain village, vous désirez simplement compléter votre éducation professionnelle, vous aurez à votre disposition qui vous enseignera la pédagogie, le dessin, la gymnastique; qui vous montrera patiemment les jeux que vous enseignerez vous-même à vos élèves, l'hiver ou le printemps prochain. Vous pouvez suivre des cours d'assyrien, ou des cours de base-ball; des cours d'astronomie ou de couture; des cours de commerce ou de journalisme. Les cours de cuisine sont fort appréciés : une dame très experte manie une éprouvette sous les yeux de jeunes filles attentives : et l'éprouvette contient de la sauce, juste comme elle doit être, ni trop épaisse, ni diluée. Une autre révèle le secret des confitures; une autre montre comment on dresse une table avec goût. *De omni re scibili* : sur la longue liste des matières qui sollicitent votre curiosité, vous choisirez : l'hindoustani, ou l'hygiène; la botanique, la sociologie, la littérature comparée, ou la natation. Vous apprendrez à parler en public; vous apprendrez même à danser, s'il vous convient.

Mais comment s'expliquer, enfin, cette surprenante variété, qui déroute nos habitudes et bouleverse nos hiérarchies? — Dans ce pays encore plein d'une jeune sève, et toujours en crise de croissance, on a le culte du savoir; et c'est un culte universel, qui ne compte pas d'hérétiques. Tout est différence

et opposition : les sectes religieuses, les partis politiques, les nationalités, les races; une seule chose peut unir les âmes : la foi dans le progrès, que la science créera. Par la science conçue comme éducatrice, les éléments hétérogènes se fondront; les éléments incertains que le flot tumultueux de la civilisation américaine entraîne en son cours se clarifieront, se purifieront; le peuple s'élèvera vers une moralité supérieure, qu'il aura lui-même conquise par un effort de volonté... D'aucuns trouveront peut-être excessif ce grand appétit de savoir, qui ressemble à une fringale : interprété comme le désir d'arriver plus vite au bien, par la connaissance du vrai et du beau, il est émouvant.

Voilà pourquoi élèves et professeurs, au temps des vacances, travaillent d'ahan. Encore que Columbia s'élève sur les bords de l'Hudson, loin de Wall Street et de son tumulte, et forme comme une cité paisible dans l'immense ville agitée, on y est mal à l'aise les jours de canicule. La chaleur est moite et pesante; l'effort de parler, l'effort d'écrire, sont pénibles aux corps fatigués. On vit dans une atmosphère d'orage qui n'éclate pas. Si l'orage éclate enfin, c'est pour une trop courte trêve; à peine les cataractes du ciel se sont-elles arrêtées, qu'une buée monte du sol surchauffé; bientôt on recommence à respirer du feu; et les ventilateurs électriques tournent dans un air brûlant. Peu importe : on peine pour apprendre. L'Université offre sa session d'été aux étudiants pressés, qui veulent brûler les étapes; aux étudiants pauvres qui exercent un métier pour vivre, et qui ne disposent que du temps où les autres sont de loisir; aux étudiants qui vivent loin des centres de culture. De même, les établissements annexes de l'Université, collège de jeunes filles, école normale d'instituteurs, et tous autres, ouvrent leurs portes à ceux qui veulent augmenter, renouveler, rafraîchir leur savoir. A leur usage, on transforme les vacances en une autre année scolaire; on institue des cours à haute dose. Les professeurs des écoles presque innombrables qui s'élèvent sur le sol des États-Unis viennent là comme vers une divinité salutaire, qui les aidera dans leur carrière, leur ouvrira l'accès à de plus hautes places, et tonifiera leur esprit. La session d'été est un remède contre l'engourdissement qui s'empare quelquefois des meilleurs maîtres, las de répéter les mêmes formules, las de donner sans rien recevoir; un remède

contre l'indolence et contre le mécanisme. C'est un réconfort, et c'est un espoir.

L'organisation est admirable. Plusieurs mois à l'avance, et par milliers, des bulletins d'information sont lancés; des statistiques impressionnantes rappellent le succès croissant de l'entreprise : la première année, en 1900, la session d'été avait réuni 417 auditeurs; en 1910, 2632; en 1920, 9780; en 1921, 11 809; en 1922, 12 567. Des avis paternels invitent les étudiants à laisser leurs bagages à la gare, lorsqu'ils arrivent à New-York, et à se rendre directement au bureau d'information de l'Université : là, on leur indiquera les logements, les pensions disponibles, suivant leurs préférences et suivant l'état de leur bourse; on leur donnera tous les renseignements pratiques qu'ils peuvent désirer; on les guidera au besoin. — Ceux qui ont fait queue pendant des heures, dans les locaux de nos Facultés, pour obtenir un papier qui leur donnera le droit d'aller faire queue chez le percepteur, avant de revenir faire queue à la Faculté, savent quelle peine il en coûte pour s'inscrire. Ici, deux jours suffisent pour immatriculer treize mille étudiants. Le secret est fort simple : il consiste à appliquer des méthodes commerciales, et non pas administratives, à la partie commerciale de l'entreprise; et à satisfaire les clients, — puisque clients ils sont, — par les procédés les plus expéditifs. Au lieu d'ouvrir un seul guichet, derrière lequel s'évertue un seul fonctionnaire, on dresse cent tables dans le hall; et deux cents, s'il le faut; chaque table devient un bureau d'inscription. Dans l'Université même une banque est ouverte. Ainsi, aucune perte de temps; point de gêne, point d'aigreur. Aux salles de cours, qui sont insuffisantes, on ajoute les locaux voisins, réquisitionnés et préparés à l'avance; dix minutes d'intervalle sont laissées entre chaque conférence pour faciliter les transbordements; et ces dix minutes sont sacrées : le professeur bavard qui voudrait dépasser les limites imposées à son éloquence risquerait de se voir abandonner par son auditoire : il aime mieux finir à temps. Les livres, soigneusement reliés, sont mis en abondance à la disposition des maîtres et des élèves; les règlements de la bibliothèque sont des plus libéraux.

Pour l'étranger, que tout spectacle nouveau divertit et amuse, le service du restaurant a l'air d'un jeu. A l'entrée, vous vous munissez d'un vaste plateau que vous poussez sur une glis-

sière. Vous passez devant des marmites au fumet succulent, et vous choisissez votre potage; devant d'énormes pièces de viande, vous choisissez votre rôti; vous chargez votre plateau de légumes, de fruits, de desserts, toujours chemin faisant. Vous passez enfin devant un caissier, qui d'un coup d'œil rapide estime votre dépense, presse le ressort d'une machine à calculer, vous donne une fiche : vous paierez en sortant. Il ne vous reste plus qu'à vous installer à l'une des tables qui vous attendent, et à arroser votre repas de grands verres d'eau glacée. Ne vous trompez pas sur le compte des garçons qui, à votre passage, manient la cuiller à pot, découpent la viande, servent les compotes, ou reçoivent vos deniers : ce sont des étudiants qui emploient ce moyen de gagner leur vie; et leurs camarades, loin de les railler, ne les en estiment que plus hautement. Le restaurant universitaire donne environ deux mille repas par jour.

Avez-vous besoin de fournitures? une papeterie vous est ouverte, voire un bazar. Voulez-vous connaître les dernières nouveautés en librairie? Une exposition vous attend; vous recevrez à domicile tous les exemplaires de livres scolaires que vous désirerez, sur simple demande. Vous plaît-il de vous récréer? Voici des tennis, et un vaste terrain de football. Dans de vastes souterrains sont agencées des pistes pour la course à pied, des salles de boxe et d'escrime, des salles de gymnastique garnies d'agrès; une piscine en hémicycle vous offre ses eaux claires. Ne vous avisez même pas d'admirer tant de merveilles, car on vous dira que ces installations semblent aujourd'hui vieillottes, puisqu'elles datent d'une vingtaine d'années; qu'on est en train de les remplacer, heureusement; que l'Université vient d'acheter un grand terrain de sports, plus digne d'elle.

Le soir venu, le journal de la session d'été, qui s'appelle le *Columbia Spectator*, vous donnera non seulement de savants articles, des résumés de conférences, des interviews de toute espèce, des vers, et jusqu'à des jeux d'esprit, mais encore le programme des concerts et des spectacles. L'Université organise, en effet, des séances musicales, avec orchestre et chœurs; elle s'assure le concours de compagnies dramatiques, qui interprètent tantôt les pièces classiques et tantôt le répertoire moderne : elles passent de Shakspeare à Bernard Shaw. Après les cours multiples, les heures consacrées à la bibliothèque, et ces divertissements du soir qui sont encore des leçons, on peut

aller dormir la conscience tranquille. Demain, à huit heures trente, le mécanisme se déclenchera de nouveau, et l'immense organisation se remettra à fonctionner, avec la régularité parfaite d'une horloge de marque.

***

C'est ici que s'insère, pour la première fois, l'œuvre de six professeurs français. Tout le monde connaît aujourd'hui le rôle des professeurs d'échange : chaque année, quelques-uns des plus distingués parmi les maîtres des États-Unis viennent donner aux étudiants français un exemple de leur enseignement ; et chaque année, pareillement, des maîtres français vont montrer aux États-Unis quelles sont nos méthodes. D'excellents résultats ont été atteints de la sorte, et il n'est personne qui ne souhaite que la tradition désormais établie ne se maintienne avec un égal succès. Mais il s'est agi, cette année, d'une autre tentative. Les cours d'échange ayant lieu pendant la session normale de l'Université, du mois de septembre au mois de juin, les étudiants de la session d'été, qui ne disposent que des mois de juillet et d'août, se trouvaient privés de les suivre. Pour la première fois, on a voulu que des professeurs venus directement du vieux continent prissent contact avec ce public si vaste, et d'ailleurs si plein de mérite ; pour la première fois, on a voulu qu'à l'œuvre efficace des professeurs américains et des professeurs français établis en Amérique s'ajoutât le concours des professeurs de France ; et pour la première fois enfin, on en a appelé six d'un seul coup. Ce sont MM. Joseph Bédier, de l'Académie française, professeur au Collège de France ; Raoul Blanchard, professeur à l'Université de Grenoble ; Émile Bourgeois, membre de l'Institut, professeur à la Sorbonne ; Bernard Fay, agrégé de l'Université, ancien lecteur à l'Université Harvard ; Paul Hazard, maître de conférences à la Sorbonne ; Édouard Le Roy, membre de l'Institut, professeur au Collège de France.

Pour mobiliser ainsi une petite Faculté, — philosophie, histoire, géographie ; littérature du moyen âge, littérature moderne, littérature contemporaine, — il a fallu plus d'une bonne volonté. Il a fallu l'invitation officielle de M. Nicholas Murray Butler, président de l'Université ; les soins de M. John J. Coss, directeur de la session d'été ; ceux de M. John L. Gerig,

qui préside aux destinées du département des langues romanes; et ceux, aussi, d'un jeune professeur français qui est aimé des Américains parce qu'il les aime, M. Bernard Fay. En France, il a fallu le concours, toujours assuré en de telles matières, de M. Coville, directeur de l'enseignement supérieur; en même temps que le ministre de l'Instruction publique, le ministre des Affaires étrangères a manifesté l'intérêt qu'il portait à l'entreprise. Avec l'aide des dieux, des hommes et des vents, nous voici à New-York, à l'Université Columbia, et au travail.

On ne perd pas de temps ici. M. Jusserand nous a fait l'honneur de venir tout exprès de Washington, pour nous présenter aux étudiants en une séance solennelle, où il prononce un fier et émouvant discours. M. Émile Bourgeois et M. Joseph Bédier lui répondent, et déchaînent les applaudissements de l'assemblée. Après quoi, nous prenons notre part de la tâche commune, un peu avant que d'avoir défait nos malles. Nous commençons, chacun pour notre compte, avec ce petit sentiment de crainte qu'on éprouve toujours devant un auditoire nouveau. Nous venons de si loin! nous représentons tant de choses qui dépassent notre personne! serons-nous capables de nous faire comprendre comme nous le souhaitons? Nous n'avons pas l'habitude de ce rythme accéléré: on nous demande une leçon par jour, et quelquefois deux : c'est beaucoup pour nos usages; à peine avons-nous fini un cours, que nous devons revoir la matière du cours qui suivra : dure école. Non seulement nous parlons en public, mais nous donnons chaque jour des consultations, dans le privé.

Notre besogne, en effet, comprend deux parts. D'abord les cours : et quel public admirable nous découvrons peu à peu! Ces étudiants de la session d'été nous suivent avec une attention soutenue. Ils ne se permettent ni un mot furtif, ni un sourire. Ce n'est pas qu'ils peinent à comprendre la langue : tous ceux à qui j'ai affaire enseignent eux-mêmes le français en diverses écoles. Mais ils sont ainsi : pleins de recueillement dès que la leçon commence; prêts à subir l'autorité du maître, et l'acceptant sans discuter. Me voilà bien loin de Paris, je le sens de plus en plus vivement. Car c'est un métier difficile que celui du professeur, à Paris : chaque fois qu'il prend la parole, il comparaît devant une cour de justice, qui le guette. De jeunes gaillards à l'esprit vif et à la langue bien pendue, pleins de la

superbe de la vingtième année, sont prêts à l'exécuter, s'il faiblit. C'est le plus alerte, le plus intelligent, le plus critique des auditoires, et qui ne fait pas crédit ; le plus dangereux, le plus passionnant aussi. Nulle part, je pense, pareille aristocratie intellectuelle ne remplit les salles de cours. Ici, l'auditoire attend tout du professeur; tout, et jusqu'à son homogénéité même. Ils se rassemblent autour d'un maître, ces pèlerins, comme des fidèles se rassemblent autour d'un prêtre, pour la joie de se sentir unis dans une doctrine collective. Ils ont peiné, ils ont souffert, ils ont été blessés dans les batailles de la vie, ces étudiants tardifs qui viennent, à grand sacrifice, chercher un point de ralliement. Bientôt ils seront livrés de nouveau à eux-mêmes, dispersés, égarés : ils quitteront ces lieux comme on quitte une oasis. Voilà pourquoi ils écoutent, tout pénétrés de foi, admirables de bonne volonté et d'énergie; graves, et reconnaissants.

La deuxième partie de notre tâche est peut-être la principale; c'est celle qui s'accomplit après les cours. Dans l'intimité des conversations, les caractères individuels peu à peu se dégagent, et apparaissent en plein relief. Au début de l'après-midi, nous nous tenons à la disposition de ceux qui veulent bien venir à nous; et nous sommes ravis de voir qu'on use largement de cette faculté : les six professeurs français ne chôment pas. Nos visiteurs nous apportent leurs travaux en cours, nous demandent de les lire et de les apprécier; ils défendent fort bien leur point de vue, si nous les critiquons; ils ont des sympathies et des antipathies marquées : à la bonne heure. De même pour le choix des sujets : leurs points de vue sont souvent originaux : à nous assouplir à leur mentalité, c'est nous qui nous enrichissons. Avec cela, pas de présomption; ils ne se rendent qu'à l'évidence de la raison, mais ils se rendent à elle. Ce dont je leur sais gré surtout, c'est de chercher, au delà du professeur, l'homme.

Il ne nous faut pas beaucoup de temps pour nous acclimater. On n'aime ici ni la pompe ni l'apparat; on aime, au contraire, que toutes choses se passent avec la plus grande simplicité : or notre petite troupe n'est pas à cérémonies. Nous vivons non seulement dans une atmosphère de bonhomie, mais de bonne humeur, chacun accomplissant sa besogne avec allégresse : or notre petite troupe n'est pas morose. Au club universitaire, où l'on a bien

voulu nous admettre, de façon que nous y prenons tous nos repas, nous nous asseyons à la table de nos collègues américains : c'est le meilleur moyen de lier amitié. Dans le cœur de tout professeur subsiste un vieil étudiant qui sommeille : et cela, bien plus encore que nos obligations sociales ou professionnelles, crée une manière de fraternité. Au reste, la cordialité de nos hôtes est parfaite, et nous touche. Nous découvrons, entre le caractère américain et le caractère français, des similitudes qui nous réjouissent; ce n'est peut-être pas une découverte très nouvelle; mais si d'autres l'ont faite avant nous, peu importe : il suffit qu'elle nous plaise, et nous la recommençons tous les jours. Nous ne sommes pas très habitués à trouver du confort dans des bâtiments universitaires, en France : mais c'est une habitude que nous prenons sans peine, en Amérique. Je suis loin, maintenant, de regarder les ascenseurs avec une certaine méfiance, comme je le faisais au début : on n'obtiendra plus de moi que je gravisse un escalier. Je perds l'horreur des appareils téléphoniques, qui ne m'apparaissent plus comme des instruments de torture; et je téléphone à tout venant, surpris de voir que la communication est toujours libre, et que jamais on ne me donne un numéro que je n'ai pas demandé ; ma considération pour les États-Unis s'accroît à cette épreuve. Je suis installé dans un vaste bureau, devenu mon domaine : j'y règne sur des livres nombreux, et sur d'excellents fauteuils, qui invitent à de reposantes lectures : j'ai le sentiment d'être chez moi, quand je suis à l'Université. Je veux communiquer aux étudiants quelques textes : rien de plus facile, le secrétariat de la Faculté s'en charge ; aux étudiants, et à moi-même, il épargnera des heures précieuses. O pays merveilleux, où l'on fait tout pour que le travail intellectuel devienne aisé !

Il fait chaud : mettons-nous à l'aise, comme tout le monde. Les étudiants discutent, dans le *Columbia Spectator*, la question de savoir s'ils peuvent se présenter en manches de chemise devant les étudiantes, leurs camarades; ce problème d'étiquette devient l'objet d'un débat passionné. Pour nous, discrètement, nous échangeons nos jaquettes professorales contre un veston. Fi de l'étiquette ! L'Institut enseigne en col mou ; la Sorbonne, après quelque résistance, fait son cours sans gilet ; seule, l'Académie française résiste. Nous ne sommes plus des

étrangers ; nous prenons les habitudes communes, et nous faisons partie de la maison.

* * *

Maintenant, les cours sont terminés. Pour profiter des quelques jours de loisir qui leur restent avant que l'année scolaire ne recommence, vite, les étudiants se sont envolés dans toutes les directions. On ne voit plus, aux alentours de l'Université, que camions chargés de malles; la rue est transformée en une vaste entreprise de déménagement. Les commerçants du quartier ferment boutique et comptent leurs dollars. Les salles de cours sont vides; vide, la bibliothèque où circulaient naguère tant de lecteurs affairés; déserts, les grands escaliers de marbre qu'emplissait sans cesse un bruit de houle; désert, le bureau de poste qui mettait en communication la cité des livres avec le vaste monde; abandonnée, la pelouse. Le silence règne avec la solitude : et c'est une étrange et mélancolique impression.

Nous n'entendons plus, à la porte de nos bureaux, l'appel discret qui annonçait la présence des étudiants. Nous rendons les ouvrages que nous avions empruntés; nous rangeons les notes de nos cours, et nous jetons à la corbeille nos vieux papiers. Restés les derniers, nous avons l'air de nous survivre à nous-mêmes. Partons; et regagnons nos demeures, plus lointaines que celle du plus lointain de nos auditeurs; dans la vieille Europe, de l'autre côté de l'Océan.

Avons-nous fait besogne utile? Ce n'est pas à nous de le dire. Mais voici que je trouve, glissé sous ma porte au moment du départ, un numéro du *New York Times*, qui résume les impressions américaines sur la session d'été à Columbia, et dont les titres multipliés ne laissent pas d'être alléchants. « Columbia est fière et joyeuse de sa session d'été. » — « La session d'été qui vient de finir est considérée comme la plus fréquentée et la mieux réussie, dans toute l'histoire de l'Université. » — « Louange aux professeurs étrangers. » — « Les professeurs venus d'Europe ont donné pleine satisfaction. » — On veut bien nous dire que la grande Université américaine « vient d'expérimenter une méthode nouvelle, dans le champ de l'éducation et des relations internationales ; » que « cette expérience a obtenu un plein succès; » que « plus de trois cents auditeurs, qui sont pour la plupart des professeurs de langue et de litté-

rature modernes, venus de tous les points des États-Unis, ont assisté à ces cours ; » qu'il faut voir là, enfin, « une indication pratique pour l'avenir des relations internationales, qui ont déjà tant profité des échanges d'étudiants et de professeurs, mais qui doivent être améliorées encore par les mêmes moyens. » On veut bien nous dire que nos cours ont été une excitation à penser, à travailler et qu'ils ont comme fouetté les esprits : ne faisons pas les difficiles ; et croyons-en les journaux, pour une fois. Mais nous, quelles impressions rapporterons-nous en échange ? Et s'il est vrai qu'on n'enseigne jamais sans apprendre, dans l'immense école où nous avons enseigné, qu'aurons-nous appris?

Masse à la fois géométrique et confuse des gratte-ciel qui se profilent à l'entrée du port; orgie des enseignes multicolores qui, la nuit venue, emplissent Broadway de leurs tourbillonnantes lueurs; flots humains qui déferlent dans les gares souterraines, au fracas des tourniquets, des grilles, des sifflets, des express éperdus qui émeuvent jusqu'aux entrailles du sol : que de visions surprenantes on serait tenté de décrire, même après des voyageurs sans nombre, tant elles se gravent dans les yeux et dans l'esprit! Laissons-les; contentons-nous d'images moins hautes en couleur, pour nous en tenir à notre propos ; parmi toutes celles que j'emporte, j'évoquerai celles-ci seulement.

L'un de nous se trouva souffrant et assez dépourvu : en cette ville étrangère, à qui recourir? On le conduisit alors au centre médical de Columbia. Séance tenante, il fut examiné avec soin ; après le verdict des docteurs, vint l'œuvre des infirmières ; les médicaments étaient tout prêts, on les lui administra ; on le suivit de jour en jour, jusqu'à ce que sa guérison complète fût assurée. Ainsi, au cœur de l'Université même, fonctionne un hôpital en miniature, muni de tous les services d'urgence, desservi par un personnel de choix. Dès qu'un étudiant éprouve un malaise, il s'y rend, aussi naturellement qu'il va demander un livre à la bibliothèque; ni les soins médicaux, ni les remèdes ne lui coûtent un sou. Bien plus! lorsqu'il arrive à l'Université pour la session normale, il est obligé de se soumettre à la visite; on étudie sa vue, sa dentition, l'état de sa gorge et de ses poumons; on dresse sa fiche ; on lui signale les points faibles de son organisme; on lui indique les exercices physiques les plus appropriés à sa constitution. Les exercices

physiques, en effet, sont obligatoires, les professeurs de gymnastique et de jeux étant considérés comme les auxiliaires des médecins. Où vont nos étudiants français, lorsqu'ils sont malades? Que deviennent-ils, dans les chambres de leurs hôtels meublés? J'épargne les développements, trop faciles, qu'on pourrait faire sur ce thème : mais quel déchet humain on évitera, quand on songera, chez nous, non pas seulement à la culture de l'esprit, mais à la sauvegarde du corps! Et comme il faut bénir ceux qui y pensent, en effet, en préparant la cité universitaire qui s'ouvrira demain! En vérité, la vie des étudiants américains est heureuse. L'Université, pour eux, est autre chose qu'une salle de cours : elle est une demeure; elle est un foyer. Aussi l'aiment-ils d'un amour qui ne s'éteint pas. Si la vie leur sourit, ils sont heureux de servir, à leur tour, la maison qui fut douce à leurs jeunes années. Leur générosité envers elle est inépuisable; qu'on fasse appel à eux pour fournir un laboratoire d'instruments plus modernes, pour organiser un enseignement nouveau, pour ajouter une aile aux bâtiments qui les abritèrent jadis : et tout de suite, ils donnent. De leurs étudiants, les Universités américaines reçoivent chaque année plusieurs millions de dollars. Ils ne sauraient oublier que l'Alma Mater a mérité son nom : et parce qu'elle leur fut maternelle, ils la vénèrent en fils reconnaissants.

Voici une seconde image, que j'ai vue tous les jours. Au milieu des pelouses, à l'ombre des grands arbres, étudiants et étudiantes sont assis sur des bancs rustiques. Ils forment des groupes, et chacun de ces groupes est une école volontaire, qui prolonge l'heure de la leçon. Ces travailleurs obstinés repassent le cours qu'ils viennent d'entendre; ils lisent le texte qu'on vient de leur recommander. Quelquefois, l'un d'entre eux prend la parole et explique à ses camarades les points obscurs. S'ils ne devaient, à la fin de la session, subir des examens qui se traduiront en diplômes, montreraient-ils le même zèle? Je ne sais; il ne faut rien demander de surhumain. Mais quel admirable exemple ils donnent! Je ne choisirais pas d'autre modèle, si, étant peintre, je m'étais chargé de faire un tableau symbolique de l'étude. Rien ne les trouble, ni les jeux du soleil dans les branches, ni le piaillement des oiseaux, ni les écureuils familiers qui viennent jusqu'à leurs pieds demander

l'aumône d'une noisette, ni les passants. Le travail les prend tout entiers, corps et âme; ils se courbent sur les papiers qui sont pour eux la vérité et la vie. Ils étudient.

Et voici mon dernier souvenir. Le cours s'achève; l'intimité créée par six semaines d'incessant labeur va se dissoudre; c'en est fini des causeries et des confidences; brièvement, le professeur prononce des paroles d'adieu. Mais quel mouvement se dessine parmi les auditeurs? La sonnerie qui fait entendre sa voix grêle n'est pas, cette fois, le signal de l'envol. Voici qu'un étudiant s'est levé; il tient dans ses mains une feuille; il va prononcer un discours. Or c'est un ancien capitaine de l'armée américaine qui parle; il a gagné son grade sur les champs de bataille de France, et ses camarades l'ont choisi en cette qualité. Avec une simplicité autrement émouvante que tous les artifices, il exprime, au nom de tous, ses sentiments d'estime et d'affection pour la France.

Cette scène aussi est un symbole. Tout au long de notre séjour, on nous l'a manifestée, cette amitié profonde. Les attentions qu'on nous a prodiguées, à l'Université et au dehors, allaient à notre pays plus encore qu'à nous-mêmes. Nous avons là-bas, dévoués à notre cause, les cœurs les plus fidèles et les plus sûrs. Nos partisans ne se contentent pas de nous défendre contre la persécution de nos ennemis : ils nous encouragent. Or dans cette vaillante armée, qui continue à combattre aujourd'hui pour la paix du monde et pour le bien de la France, les meilleurs soldats sont de deux espèces. D'une part, nos anciens frères d'armes, qui n'ont rien oublié. De l'autre, tous ceux qui, en dehors des vicissitudes de la politique, ont reconnu la valeur de notre culture pour en avoir personnellement éprouvé le bienfait : les anciens élèves de notre École des Beaux-Arts, de nos Instituts, de nos Facultés. C'est une grande joie de voir que la race n'en est pas perdue; qu'elle s'accroît, au contraire; et que les étudiants, force de l'avenir, sont avec nous.

PAUL HAZARD.

POUR MIEUX CONNAITRE GOYA

Le centenaire de la mort de Goya approche ; d'éclatants témoignages devront être rendus en Espagne, et en France dont il fût l'hôte, à l'artiste génial. Déjà, grâce au grand sculpteur Mariano Benlliure, il repose à San Antonio de la Florida, l'humble église qu'illumine un de ses chefs d'œuvre ; le regretté Aureliano de Berruete lui a consacré récemment trois volumes où l'importance des documents et la valeur de la critique égalent la richesse de l'illustration. Au Prado, pour le centenaire, seront certainement inaugurées les salles Goya dignes des nouvelles salles du Gréco, de Velazquez, de Van Dyck, de Rubens, de l'École française. On voudrait que les pages suivantes fissent mieux connaître la vie, le caractère et quelques œuvres typiques, assez discutées, du maître dont les fêtes prochaines consacreront la gloire.

Tandis que nous attendons le grand artiste que la guerre fatale nous doit, et qui ne peut manquer de naître, notre pensée évoque invinciblement le peintre sublime du *Tres de Mayo*, le tragique aquafortiste des *Désastres de la guerre*. Goya fut le témoin de l'invasion napoléonienne en Espagne, et des luttes forcenées pour la libération de sa patrie ; ses émotions lui ont inspiré les pages les plus héroïques et les plus terribles peut-être que main humaine ait jamais tracées. Ces chefs-d'œuvre douloureux sont plus que centenaires, et ils sont d'hier. Ce témoin d'un présent affreux était le visionnaire prophétique d'un avenir plus affreux encore. A défaut des poèmes de la plume, du ciseau et du pinceau dont nous rêvons au sortir de l'épopée d'hier, revenons à ceux-là, qui sont d'une actualité inattendue et poignante.

Mais pour les comprendre dans toute leur force sanglante,

il faut bien connaître Goya tel qu'il fut. Goya extériorisa en son art comme en sa vie les caractères essentiels de sa personne. Bon, franc et gai de sa nature, tendre au fond et même faible, il devient, au gré des événements grands ou petits, publics ou privés qui excitent sa sensibilité, susceptible, emporté, brutal, violent. De là les agitations, les écarts, les incohérences de sa conduite, les agitations et les accidents de sa vie, les soubresauts de son génie ; de là ses infidélités qui n'excluent point l'amour pour sa femme ; son sens religieux, qui lui inspire au moins un admirable tableau mystique, et sa haine acharnée des moines, qu'il satirise cruellement; sa soumission trop humble à Joseph, le roi intrus, comme à Fernando l'*afrancesado*, et les *Fusilamentos*, cri de haine contre l'étranger envahisseur.

Ces traits opposés, contradictoires, sont mal étudiés encore : essayons de les mettre en évidence.

I. — L'HOMME

La légende a beaucoup prêté à Goya, parce qu'il était très riche. Elle a attribué à sa jeunesse tapageuse des aventures picaresques dont l'authenticité n'est que rarement établie. Il semble pourtant certain que le bouillant Aragonais mit au service de passions ardentes et de témérités peu sages la vigueur d'un corps d'athlète. Batteries, duels, équipées nocturnes, escalades galantes, enlèvements, on nous en narre beaucoup, on nous en laisse soupçonner un plus grand nombre. On nous montre Goya faisant assaut dans les rues avec les escrimeurs populaires, descendant dans l'arène pour satisfaire sa passion de la *lidia*, se mêlant pour voyager aux cuadrilles de toreros, et poussant si loin la licence de ses fantaisies et de ses amours qu'il dut tour à tour fuir Saragosse, fuir Rome, fuir Madrid et la police, voire l'Inquisition. Peut-être bien, comme l'a soutenu son apologiste convaincu, don Francisco Zapater y Gomez, le fils de son plus intime ami, de son confident, de son protecteur, don Martin Zapater y Claveria, peut-être a-t-on inventé ces folies de jeunesse pour mettre d'accord, de façon tout artificielle, la vie et le caractère de Goya avec son œuvre.

Ce qui est hors de doute, c'est que, jeune ou vieux, Goya se laisse facilement emporter par la fougue de son tempérament et de son esprit. Zapater lui-même avoue que, dans les sou-

venirs des anciens de Fuendetodos, Goya demeure comme un gamin *travieso y inquieto*, c'est-à-dire polisson et turbulent, ce qui n'est pas très grave; mais il concède aussi qu'en son âge mûr il avait beaucoup d'indépendance et même de l'irritabilité et de la violence; il parle du caractère excentrique et singulier qu'il montrait comme artiste et comme homme, et reconnait qu'il menait ce qu'on appelait *una vida airada*, ce qui est difficile à traduire, mais pas très flatteur. Voilà des traits que nous devons retenir, car nous ne pouvons nous fier en tout à la très indulgente sympathie de Zapater.

Par exemple, nous avons beaucoup de peine à le suivre lorsqu'il veut nous prouver que Goya fut un excellent époux. Don Francisco concède qu'il eut de nombreuses amours, par suite une fidélité intermittente; mais ce ne sont à ses yeux que peccadilles; Goya mène la vie *airada* qui était celle de tous ses contemporains les plus notables : l'époque seule et les mœurs de la haute société doivent en porter la faute. L'essentiel est qu'il eut beaucoup d'affection pour doña Josefa « qui, malgré la vie agitée de Goya, dut savoir manier quelque mystérieux ressort qui ramenait à ses côtés son inconstant mari, puisqu'elle en a eu vingt enfants. » L'argument était attendu; pourtant la duchesse d'Albe, et ses amies intimes, la Tirana, la Caramba, la Rita Luna, la Maja nue ou habillée, ne sont pas des mythes; la société des grandes dames, des belles comédiennes, des beautés à la mode était dangereuse, et Goya en aimait le danger. Mais doña Josefa, par amour ou par indifférence, s'attachait au foyer trop souvent désert, et faisait, au bon moment, jouer le mystérieux ressort. En revanche, la correspondance de Goya nous prouve qu'inconscient ou repentant, il ne cesse de s'inquiéter de sa femme aux moments mêmes où il la trahit; il se tourmente s'il la voit malade; il l'accompagne à Valence, où elle doit aller prendre les bains de mer; il se préoccupe de son bien-être et même de sa toilette. Il l'aime, en somme, sans aucun doute, autant et aussi bien qu'il pouvait aimer.

D'autre part, Zapater nous semble avoir parfaitement raison quand il insiste sur le caractère bon et affectueux de l'artiste; il eut beaucoup d'amis, et de très fidèles, au cours de sa longue existence. S'il se montre souvent impatient, bourru et peu maniable, c'est essentiellement lorsqu'il est question de son art, lorsque son amour-propre de peintre est en jeu, ou

qu'il souffre de ces rivalités ou de ces jalousies de confrères inhérentes au succès et au renom, de ces petits complots et de ces cabales dont ses médiocres concurrents ne manquèrent pas de le harceler. Dans la vie courante, il nous apparaît affectueux, bienveillant, de bonne humeur et boute-en-train. De là certainement sa faveur à la cour comme à la ville; il fut choyé des rois, des princes et des grands, comme des gais compagnons de plaisir qu'il aimait à chercher dans les milieux les plus modestes.

Surtout il est touchant de constater sa tendresse de fils, sa tendresse de père et de grand père, son affection de bon parent. On ne connaît pas Goya sous ce jour, et cependant plus d'un fait rapporté par Zapater nous rend très sympathique cet homme qu'on a voulu nous faire passer pour terrible et toujours hors de la loi commune. Nous n'avons qu'à cueillir dans ses lettres.

Le 23 novembre 1781, apprenant la mort de doña Manuela, sœur de Martin Zapater, il écrit à son ami des phrases émues de condoléance dont on sent la sincérité, et il ajoute : « J'attends aussi au premier jour la funeste nouvelle de la mort de mon père, car on m'écrit que le médecin donne peu d'espoir, et celui-ci me l'a écrit aussi. J'ai seulement le chagrin de ne pouvoir être là-bas et de n'avoir pas cette consolation. » Son père mort, il donna à sa mère une pension de cinq réaux par jour, — il n'était pas riche à cette époque, — et en septembre 1783 il la fit venir à Madrid pour y vivre avec lui; mais elle s'y déplut, dépaysée, et retourna à Saragosse l'année suivante.

Il avait un frère, Camilo, qu'il protégea très affectueusement, et avec succès : « J'attends Camilo (13 novembre 1781), qui va à Tolède pour voir si Dieu veut qu'il devienne curé, et si nous ne jugeons pas d'autre manière ici, où l'on m'a appris comment il faut s'y prendre pour arriver à quelque chose. » En 1787, on retrouve ce frère nanti d'une *capellania* à Chinchon, grâce à l'infant don Luis.

C'est surtout à propos de ses enfants qu'éclate sa tendresse. Le 22 janvier 1777, tout jeune marié, il se félicite de la naissance d'un beau garçon, d'un *guapo muchacho;* le 2 décembre 1784, c'est la venue au monde d'un *niño muy guapo y robusto*, et, le 23 mai 1789, il parle ainsi de ce benjamin : « J'ai un fils de quatre ans, qui est ce qui se peut voir de plus beau à Madrid;

je l'ai eu malade, et je n'ai pas vécu tout ce temps-là. Grâce à Dieu, il est mieux. »

Bien plus tard, lorsqu'il est à Bordeaux, à partir de 1824, il entretient une correspondance suivie avec Xavier, le seul de ses nombreux fils qui survécut, et avec son petit-fils Mariano. C'est un vieux père et un vieux grand père très tendre. On peut croire que le désir d'embrasser ses enfants fut pour beaucoup dans son dessein de retourner à Madrid. Certes, il se plaisait à Bordeaux, parmi ses amis attentifs à le soigner : « La ville lui plaît, écrivait Moratin, le 24 avril 1825, aussi bien que le pays, le climat, la nourriture et le calme dont il jouit depuis son arrivée ; il n'a plus à supporter tous ces ennuis dont il souffrait auparavant. » Pourtant le terrible vieillard voulait retourner à Madrid, et dans quel équipage ! « De temps en temps, continue Moratin, il a l'idée qu'il lui faut absolument aller à Madrid. Si on le laissait faire, il se mettrait en route sur une mule entêtée, avec sa cape, sa mante, ses étriers, sa *bota* (son outre portative) et son bissac. » Seule une grave maladie, dont il échappa par miracle, retarda ce projet, qu'il mit d'ailleurs à exécution quelque temps après.

En 1828, de retour à Bordeaux, et à la veille de sa mort, il insistait pour que Xavier fît un crochet de Barcelone sur Bordeaux, à l'occasion d'un voyage à Paris, et qu'il vînt le plus tôt possible. A partir de mars, sa santé, — qui après quelques crises légères, semblait s'être rétablie et lui laisser l'espérance de bien recevoir « ses très chers voyageurs, » — faiblit brusquement. Mariano, qui était resté auprès de son grand père depuis le retour de Madrid, écrit deux mots à Xavier, et Goya y ajoute de sa main : « Je ne puis t'en dire plus ; la joie [de ta prochaine arrivée] m'a fait mal, et je garde le lit. S'il plaît à Dieu, je te verrai, et ma satisfaction sera complète. » Ce furent les dernières lignes qu'il traça.

Les quelques lettres si intéressantes que Zapater a publiées nous révèlent encore en Goya un bon bourgeois très pratique, fort occupé de ses intérêts matériels. En 1779, nous apprenons qu'il a gagné de l'argent, et mis de côté un capital de 5000 réaux, et qu'il désire le placer et le faire produire, *y que trabajara*. En 1783, il est tout joyeux que l'infant don Luis lui paye, à l'occasion de divers portraits, un cadeau de mille douros, auxquels il ajoute pour doña Josefa « une *bata* (robe de

chambre) d'argent et d'or qui vaut bien 30 000 réaux, au dire des gens du vestiaire. » Très occupé de bien tenir sa maison avec de modiques ressources (en 1782 il n'avait en tout que 12 ou 13 mille réaux de revenu), il entretient souvent de questions financières intimes son protecteur et conseiller de Saragosse; il parle constamment dans ses lettres des affaires et des nécessités de son foyer; il consulte Zapater sur le placement de ses économies, il lui parle des envois d'argent qu'il fait à ses parents; même il y est question d'achat d'étoffes destinées à sa femme et à ses frères Rita et Tomas.

Mais l'aisance vient, presque la fortune; Goya, nommé peintre de la manufacture de tapisseries, déclare à Zapater qu'il a maintenant 28 000 réaux annuels, et que cela lui suffit; il ajoute cette phrase touchante : « Je te les offre avec la sincérité que tu sais; tu n'as qu'à parler; je ne suis pas un hableur. » Dès lors il peut mettre sa maison sur un meilleur pied; il est surtout heureux de pouvoir remplacer son modeste cabriolet à deux roues (*birlocho*) et son « petit cheval gitane » par une superbe berline à quatre roues et deux belles mules de Saragosse. Le prix est de 7 687 réaux; la fantaisie était un peu coûteuse, surtout une année où l'avoine était hors de prix, 40 réaux la fanéga; il fallait aussi compter avec bien des étonnements et des jalousies; mais l'occasion était si bonne!

Son *birlocho*, d'ailleurs, il lui en voulait sans doute un peu; il avait failli s'y tuer. Il a raconté son aventure de façon vive et plaisante (7 juillet 1786), à son ami don Martin : « Je suis boiteux d'une chute que j'ai faite avec mon birlocho. J'étais à peu près convenu du prix de quatre-vingt-dix doublons, et il est certain que c'est un bijou (il n'y en a que trois de ce genre à Madrid); il est à l'anglaise, et construit en Angleterre; on ne pourrait trouver le pareil, avec ses bonnes ferrures dorées, et verni, il faut voir! Les gens s'arrêtent pour l'admirer. Nous sommes sortis, son maître et moi, pour l'essayer, avec un cheval que j'achetais aussi, excellent, de dix ans, tout à fait ce que je voulais. L'allure de la bête était magnifique; impossible de rien imaginer de mieux... Sortis de Madrid nous prîmes le grand trot; je tenais les rênes, et mon compagnon me dit : « Voulez-vous que je le fasse revenir à la napolitaine (il est de Naples)? » Je lui passai les rênes, désireux de voir cette chose nouvelle pour moi, et de l'apprendre. Et comme nous allions au

galop sur la route qui, bien que large, ne l'était pas assez pour cet exercice, nous tombâmes, après maintes pirouettes, birlocho, cheval et nous. Grâce à Dieu, rien de grave ; c'est moi qui fus le plus maltraité... pas de fracture ni d'entorse. »

N'oublions pas, en outre, que Goya était vice-directeur de l'Académie, et qu'à chaque honneur académique était attachée une riche dotation, ce à quoi il n'était pas indifférent. De plus, il fréquentait la Cour ; titres, situations, relations obligent. Enfin, comme il disait, « pour quatre jours que nous avons à vivre en ce monde, il faut vivre à son plaisir ! »

Il est du reste fort généreux ; s'il tient à savoir, en mai 1789, comment il pourra placer le plus avantageusement 100 000 réaux « à la banque, ou en *bales* royaux, ou aux *gremios*, » il est tout prêt, le 20 avril, à donner à son frère le chapelain, qui veut prendre leur mère avec lui, l'argent qu'il demande. Et toujours il reste pratique et obligeant ; il regrette seulement de ne pouvoir faire plus qu'il ne fait, attestant que sa situation, belle en apparence, n'est pas ce que d'aucuns pensent, parce qu'il dépense beaucoup. Le soin de ses affaires d'argent ne le quitta jamais, comme en témoigne un passage d'une lettre écrite le 4 décembre 1824, à Xavier : il l'informe qu'il songe à modifier un peu ses placements de fonds, et qu'il espère bien que son fils ne le trouvera pas mauvais, car il y va de son intérêt à lui-même. Peu de jours avant sa mort, il lui déclare qu'il veut payer ses dépenses à Bordeaux et à Paris, s'il fait le voyage, et lui parle surtout de ses affaires d'argent. Son ami et banquier Jacques Galos, dut avoir fort à faire avec ce client très occupé de sa petite fortune.

Ainsi Goya, non pas avare, bien au contraire, mais un peu près de ses intérêts, était, n'en déplaise à la tradition, un bon bourgeois, et même, à l'occasion, très pot au feu. Il est aux champs, comme il dit, *anda en el aire*, parce que sa femme est malade, que son niño va plus mal, et que la cuisinière, la *criada de la cocina*, est au lit avec la fièvre !... Ce jour-là, il ne peut pas écrire davantage. Le 10 janvier 1787, nous le voyons descendre aux soucis infimes du ménage ; dans la même lettre où il essaie de consoler don Martin Zapater de la mort de son vieux père, il ajoute, sans transition : « Je n'ai pas pu t'écrire quand je t'ai envoyé les *chorizos* (espèce de saucissons) ; je pense qu'il (le porteur) t'aura remis les douze douzaines qui

ont été comptées devant lui, et dont j'ai payé le port. Il t'a fait payer cher les *turrones* (nougats), car, s'ils ne sont pas de Saragosse, on peut se figurer qu'ils ne sont pas aussi bons que ceux que l'on vend ici, bien que ceux d'ici soient meilleurs. »

Bon bourgeois, Goya avait un peu des défauts du bourgeois, beaucoup d'amour-propre, quelques prétentions, telles attitudes sentant parfois le parvenu. C'est pour cela qu'il est si fier de sa belle voiture, qu'il se lance dans la vie coûteuse, pour cela aussi qu'il est si vain de ses relations nobles, princières et royales. Quand il est présenté au roi Charles III, en 1779, et lui baise la main, il déclare qu'il n'eut jamais tant de bonheur. Que dire, lorsque Charles IV, à son tour, se montre familier avec le premier peintre de la Chambre! « Le Roi mon Seigneur m'a reçu très cordialement, m'a parlé de la petite vérole de mon Paco (il était au courant), je lui ai répondu, il m'a touché la main, et s'est mis à jouer du violon. » Quant à la noblesse, il avoue qu'il en tirait « plus de satisfaction que ses œuvres ni lui n'en méritaient. » Floridablanca le traite très amicalement lorsqu'il lui fait faire son portrait, en 1783. Son Altesse lui a fait mille honneurs dont il est ravi : elle l'a emmené deux fois à la chasse et a daigné lui dire, sur un beau coup de fusil : « Este *pintamonas* es mas aficionado que yo. « Ce *peintre de singes* est plus habile que moi!... » Et Goya de s'extasier : « Ces princes sont des anges! » Après Floridablanca, Godoy; en 1796, Goya fait son portrait à Aranjuez, et le triste prince se fait bon prince. « Le ministre s'est surpassé en attentions, m'amenant à la promenade dans son carrosse, et me faisant les plus grandes démonstrations d'amitié, me permettant de garder mon manteau à table, car il faisait très froid; il apprenait à parler avec la main (n'oublions pas que Goya était sourd) et il s'interrompait de manger pour me parler; il voulait me garder jusqu'à Pâques pour peindre le portrait de Sabedra (qui est son ami), et j'aurais été heureux de pouvoir le faire, mais je n'avais ni linge ni chemise pour me changer. »

En 1799, il est au comble de la faveur; il ne se sent plus de joie et s'écrie avec enthousiasme (lettre du 3 octobre) : « Les rois sont fous de ton ami! *Los reyes estan locos con tu amigo!* » Mais, grisé par cette faveur, il tourne un peu au Jeannot de la Jeannotière, l'ami du simple et modeste Colin. Rappelons-nous ce qu'il disait en un jour d'orgueilleuse fran-

chise : « Je suis un homme si connu que depuis les rois (*de los Reyes abajo*), tout le monde me connaît, et je ne puis abaisser mon talent (*mi genio*) aussi facilement que d'autres le feraient peut-être. » Rappelons aussi ce qu'il écrivait à Zapater, le jour qu'il avait failli se tuer en essayant son fameux *birlocho*, et qu'il se plaignait d'être condamné pour quelque temps à l'immobilité et à la retraite : « Je m'étais arrangé une vie fort enviable, et je ne faisais plus antichambre ; celui qui voulait quelque chose de moi venait me chercher ; mais je me faisais attendre, et si ce n'était pas un personnage très haut placé ou envoyé par un ami, je ne travaillais pour personne, et pour cela même que je me faisais si difficile, on ne me laissait pas en repos et l'on ne m'y laisse pas encore... » N'y a-t-il pas dans tout cela un peu de suffisance et une légère morgue naïve ?

Goya ne fut que par moments et sous l'impulsion de vives colères, l'homme terrible qu'on nous présente à l'ordinaire : en réalité, il manqua de caractère, et, le plus souvent, se laissa mener. Qu'on se rappelle son attitude fâcheuse vis à vis des rois d'Espagne, sur laquelle nous reviendrons. Qu'on se rappelle aussi ses débats avec le Chapitre de Notre-Dame del Pilar, à Saragosse ; il céda complètement sur tous les points, et pourtant, dans cette querelle, son amour-propre de peintre était en jeu. Il était alors tout jeune, à l'âge des passions vives. Dans son âge mûr, si doña Josefa le ramena si bien et si souvent à elle, c'est sans doute qu'elle eut sur lui l'ascendant d'une âme et d'une volonté plus fortes. Quoi d'étonnant qu'il se soit, dans sa vieillesse, rangé, pieds et poings liés, sous la tyrannie maussade de doña Leocardia Weiss, la mère de Mariquita?

Quand Goya revint à Bordeaux, en 1824, après un séjour de deux mois à Paris, les Espagnols réfugiés et groupés dans la ville hospitalière lui avaient préparé une maison confortable où l'attendait cette vieille amie avec sa fille, alors âgée de neuf ans. Mais malgré l'affection de Moratin, de Molino, maire de Madrid sous le roi intrus, de l'ancien banquier Muguiro, de Silvela, homme politique qui s'était fait l'aide de Moratin devenu maître d'école, de l'excellente famille de Goicoechea, le vieil artiste n'était pas toujours heureux dans son intérieur, et il fallait toute l'affection qu'il portait à Mariquita, charmante enfant qu'il appelait sa fille adoptive, pour qu'il supportât la mère, tracassière et acariâtre. Lui-même d'ailleurs n'était pas

alors très facile à vivre : sa surdité était devenue complète, et de plus en plus, sa vue s'émoussait.

Le bon Zapater voudrait nous persuader que Goya était tout à fait en règle avec la religion catholique : nous avons un peu de peine à le croire. Sans doute Goya traçait au début de toutes ses lettres une petite croix : souvenir du temps où il était sous la férule du P. Joaquin, à l'Escuela Pia de Saragosse. Il demanda, lorsqu'il s'installa à Saragosse pour peindre les fresques de la cathédrale, un modeste logement, avec très peu de meubles : « une estampe de Nuestra Señora del Pilar, une table, cinq chaises, une poêle, une gourde de cuir, une guitare, une rôtissoire et une lampe, tout le reste étant superflu. » Voilà un curieux et bien hétéroclite mobilier, et l'on sait gré à l'original saragossain, de ne pas oublier sa patronne, pour qui d'ailleurs il va travailler. Cela ne prouve pas grand chose, et nous soupçonnons d'ailleurs que doña Josefa a bien pu souffler son mari ; nous lui sommes sans doute redevables de la Vierge comme de la *sarten* et de l'*asador*, la poêle et la rôtissoire, tandis que Goya a toute la responsabilité de la guitare. Quand il « recommande à Dieu » la sœur d'un ami, qui vient de mourir, espérant « qu'elle aura une bonne part de gloire, » ce sont là des formules de foi, peut-être, mais surtout d'affectueuse consolation... Qu'est-ce que cela en regard de l'acharnement que le grand satirique mit à flageller les moines bavards comme des perroquets, ivrognes et débauchés ; du *Caprice* où la religion se déguise en sournois et creux épouvantail ; des scènes d'inquisition et surtout du *Nada!* désespéré des Proverbes? Nous serions plus tentés de dire qu'en dépit de ses colères et de ses cris de révolte contre des prêtres et des moines indignes, en dépit des imprécations et des impiétés de son scepticisme, Goya, Espagnol de bonne race, garda au fond de son cœur une nostalgie de la foi, témoin le *Christ* du Prado, témoin le *San José de Calasanz*, ce chef-d'œuvre.

Pour avoir été un génie moins farouche, nous n'en aimerons pas moins l'homme et l'artiste. Comme ses contemporains, nous subissons la séduction qu'il répandait autour de lui. N'était-ce pas un admirable et gai compagnon, ce franc Aragonais ardent aux équipées galantes, amoureux de la chasse, épris de *corridas* jusqu'à la passion, dont les rois et les grands étaient fous, et pour le théâtre de qui il brossait de jolis décors ;

qui se plaisait aussi bien aux *tertulias* intimes où l'on esquisse les *fandangos* et les *jotas* en raclant l'aigre guitare? Jusqu'à ses derniers jours, à Bordeaux, il s'égaya et rit dans la pittoresque chocolaterie de l'ami Braulio-Poc, rue de la Taupe, de ce singulier personnage qui avait quitté Saragosse à la suite d'on ne sait quelles aventures, et chez qui il se retrouvait avec Maguiro, Silvela, Giner, Pastor, et un mystérieux bijoutier (*el Platero*), prolongeant fort avant la soirée, à la mode d'Espagne, parmi les entretiens politiques, les séguedilles et les couplets. Un soir même, prenant la guitare aux mains du maître du logis, il en grattait les cordes; mais, presque aveugle et sourd, impuissant désormais même à cet art si simple, il s'écriait avec autant de dépit peut-être que d'ironie gracieuse : « Nada! »

C'était pour Goya un grand chagrin que de vieillir. A quarante et un ans déjà (novembre 1787), il se plaint plaisamment, mais non sans regret, qu'il s'est fait vieux, qu'il a beaucoup de rides, et que son ami ne le reconnaîtrait qu'à son nez camus et à ses yeux creux. Bien plus tard, à quatre-vingts ans passés, s'il ne songeait plus à descendre dans l'arène aux taureaux, l'épée en main, comme il se glorifiait de l'avoir fait en son jeune temps, il se croyait du moins de force à faire le voyage de Bordeaux à Madrid sur sa mule, aussi aisément que s'il se fût agi d'aller de Fuendetodos à Saragosse. Et quand son fidèle Brugada, le faisant promener par les rues de Bordeaux, parlait à grands gestes à son vieux maître sourd, celui-ci se fâchait : « Ne peux-tu faire ces signes plus discrètement, ou veux-tu faire savoir à tous que le vieux Goya ne peut plus ni marcher, ni entendre ? » Hélas! ce bon grand père que Brugada soutenait en sa démarche, humilié qu'à quatre-vingts ans on dût le guider comme un enfant, que les gens du quartier regardaient avec un respect curieux sous son grand chapeau et sa vaste cape, ce n'était plus le brillant *torero* d'antan ; mais il avait encore ces traits admirables qui donnent un intérêt si vif à tous ses portraits.

Celui que peignit Lopez, constamment reproduit, met en relief le masque puissant et large du vieillard, son vaste front, ses yeux profonds sous la paupière alourdie, son gros nez, sa bouche longue et fine à la lippe volontaire, toute la vie intense de son visage tourmenté; c'est sous cet aspect surtout que la postérité se rappellera Goya, dans la force persistante de ses quatre-vingts ans. Mais nous savons aussi ce qu'il fut en la

plénitude de son âge, car il aimait à se peindre lui-même, et l'on compte actuellement plus de dix portraits authentiques de Goya par Goya, sans compter le petit tableau où il s'est représenté en coquetterie avec la duchesse d'Albe, — si vraiment c'est bien lui et c'est bien elle, — ni celui où il figure avec son ami Arieta, ni l'eau-forte qui sert de frontispice aux *Caprices*.

Nulle part il ne nous apparaît, ainsi qu'on pourrait le croire d'un tel galant, comme un joli garçon à bonnes fortunes, un petit maître ou un merveilleux. Ses traits s'inscrivent toujours en force; son front, son nez, son menton se modèlent puissamment; sa lèvre inférieure saillit et s'accuse, franche, épaisse, sensuelle; ses cheveux sont touffus et insoumis et ses joues ombrées de favoris peu élégants : rien de régulier, rien de correct, rien qui plaise, nulle grâce, mais une beauté pourtant, mâle et vigoureuse, chargée de pensée. A ce titre, la toile de l'Académie de San Fernando et l'eau-forte aquatintée des *Caprices*, sans compter qu'elles sont de magnifique exécution, nous semblent les plus significatives.

Dans le premier portrait, Goya a passé la quarantaine; sa tête est taillée superbement, bosselée pour la joie d'un phrénologue, front très haut, très large, yeux petits, curieux et pénétrants, enfouis sous l'arcade charnue des sourcils drus, bouche à boutades, spirituelle et mordante, menton carré, cheveux au vent, chair chaude et sang généreux : Beethoven, moins la majesté triste, Mirabeau, moins la laideur hardie, Dumas, moins la volupté joviale, ou plutôt Balzac. D'ailleurs, la qualité de la peinture est admirable, grasse, enveloppante, colorée; Goya s'est complu à son ouvrage; il s'est montré tel qu'il est sans doute, mais aussi tel qu'il aime à se voir, dans l'épanouissement de sa puissance et de son originalité. Cette tête est le document le plus précieux, en même temps qu'un morceau de maître.

Cependant d'aucuns pourront préférer l'eau-forte, et c'est bien l'image la plus frappante, ce Goya quinquagénaire, si crâne sous son tromblon cossu, livrant hardiment aux regards, en pleine lumière, le profil non flatté de son gros nez et de sa grosse lèvre pendante, le clignotement de son œil mince; c'est l'image que ses admirateurs garderont en leur mémoire comme la plus expressive et la plus parlante, la plus représentative de ce fier génie dont tout le secret et le ressort s'expliquent d'un mot, la passion.

II. — LES CARTONS DES TAPISSERIES

En 1774 ou 75, Goya rentre de Rome à Madrid; il n'a pas trente ans; il sent en tout son être une force exubérante; la jeunesse et l'allégresse frémissent en lui; il s'abandonne à la joie de peindre, comme à celle de vivre, passionnément, dans le monde et pour le monde, grisé de plaisir, de lumière et de couleur, et de succès. Cela durera de longues années, non sans éclipses, non sans orages; puis viendra la vieillesse, avec la surdité; viendront les déceptions, d'autant plus cruelles. Voyons donc le maître à l'œuvre dans les jours clairs pour mieux le voir, par contraste, aux jours sombres, en proie au pessimisme et aux satiriques colères.

Pendant un an ou deux, il s'essaie et tâtonne. Une lettre à son fidèle ami Zapater fait mention d'un tableau, une *Vierge des douleurs;* c'est le seul, aujourd'hui perdu.

Tout à coup, une commande selon ses goûts, et voici Goya lancé, bientôt célèbre.

Il dut cette bonne fortune, très certainement, à son beau-frère Bayeu. Mengs, qui régentait alors l'art espagnol, avait mission de choisir quelques peintres et de les charger de faire des modèles pour la fabrique royale de tapisseries de Santa Barbara. Cette manufacture, fondée par Philippe V en 1721, et établie à la Porte Santa Barbara, d'où son nom, était tombée dans une triste décadence; elle était alors dirigée par le flamand Vandergoten, qui pouvait avoir la tradition de la belle technique de sa patrie, mais était médiocre artiste et piètre directeur. Floridablanca, qui cherchait, à la fin du règne de Charles III, à faire revivre et prospérer les industries de l'Espagne, n'oublia pas celle qui était si nécessaire aux traditions de grand luxe de la cour et des riches. On connaît le rôle que jouent maintenant encore dans toutes les cérémonies, processions, défilés, fêtes publiques et privées, les tapis et les tapisseries, les soies et les velours brodés d'argent ou d'or que l'on étend et que l'on tend pour décorer les escaliers, les murs, les balcons et les façades. Il n'est si petit bourgeois qui n'appende à sa fenêtre ou à son balcon une *colgadura* peu précieuse, mais éclatante, au passage de quelque beau cortège. La cour de Madrid possède de merveilleux trésors de ces *tapices,*

dont chacun est admis à admirer la splendeur au Palais Royal, aux jours de Chapelle publique. Mais Santa Barbara ne produisait plus que mécaniquement et par routine des pièces de second ordre et de second choix. Floridablanca donna tout pouvoir à Mengs pour la tirer de cette ornière. Mengs songea d'abord à renouveler et rajeunir les modèles ; à ses collaborateurs de la première heure, Ramón Bayeu, José Castillo, Manuel Napoli, il adjoignit Goya.

On a trop dit que notre peintre fut, en ce domaine spécial, un novateur; c'est inexact. Il a assez de titres à l'originalité sans qu'on y ajoute celui-là. La vérité est qu'avant lui les tapissiers de Santa Barbara se plaisaient surtout aux imitations et aux copies plus ou moins heureuses des Téniers, mais ils y ajoutaient des scènes populaires espagnoles. Goya, loin de rompre avec la tradition, la suivit. Seulement il y apporta son style. Déjà Bayeu, Castillo, Gines de Aguirra avaient représenté des sujets de genre, des promenades, des danses, un débit de chocolat, un chasseur tirant un oiseau, un pêcheur; mais ces motifs restaient exceptionnels, sacrifiés aux reproductions courantes et aux froides allégories; c'étaient d'ailleurs des scènes mortes, sans caractère ; Goya peignit des tableaux mouvementés, colorés, vivants.

On les jugeait mal, avant 1869. Les tapisseries exécutées par la Fabrique, telles qu'on les voit aux murs des Palais royaux et à l'Escorial, sont de dessin incorrect, de couleurs heurtées et dures, souvent criardes; les traducteurs, qui en ont pris à leur aise avec l'auteur, simplifiant, ajoutant, modifiant les attitudes, les formes et les nuances, l'ont trahi; Goya paraît ici très peu supérieur à ses émules.

Mais en 1869, M. Cruzada Villaamil retrouva dans une cave du Palais Royal de Madrid un rouleau de 255 toiles-modèles, de cartons, comme on dit, qui, après avoir roulé un peu partout, avaient échoué dans cette ombre, fort compromises; 43 sont signées Goya : on les admire depuis lors au Prado.

Tous les cartons ne sont ni du même style, ni de la même valeur; c'est qu'ils ne sont pas de la même date. Les premiers sont de 1776, le dernier de 1791; en quinze ans, tout artiste a le droit de modifier sa manière, et d'être inégal. Par bonheur, Goya ne changea pas ses thèmes. Buveurs, chanteurs, joueurs de cartes, types populaires, promenades à la campagne,

dîners sur l'herbe, scènes rustiques, jeux d'enfants et divertissements variés, voilà les sujets auxquels Goya reste fidèle.

C'est un charme, au Prado, de s'arrêter devant chacun de ces panneaux si brillants; de se mêler à ce monde bigarré, joyeux et pittoresque, si loin de nous, où s'évoque toute l'Espagne disparue des *romerias* et des *fandangos*, des *majos* et des *mañolas*, toute l'Espagne mal connue des enfants et du peuple, de la ville et des champs. Ce sont des pages d'une étincelante illustration décorative, lestement conçues, brossées d'un pinceau large, haut et riche en couleur.

Chacune mériterait d'être décrite; choisissons parmi les plus significatives, les plus diverses, et de dates distinctes.

Celle qu'il livra la première, le 30 octobre 1776, appelle, naturellement, une toute spéciale attention. Elle a pour sujet : *Un goûter au bord du Manzanarès*. Ce n'est pas une des plus intéressantes par le thème choisi. Cinq jeunes gens assis finissent de se restaurer à l'ombre : — il y avait sans doute alors de l'ombre sur les rives d'un Manzanarès aux eaux plus abondantes... A une jeune marchande d'oranges accorte et peu farouche qui passe ils jettent des fleurs en buvant à sa santé. Des groupes d'arrière-plan s'arrêtent ou circulent en causant; à droite, un chien ronge un os; les arbres, le ciel nuageux, le paysage de collines agrémentent la scène. Ce qui frappe et enchante, c'est le naturel des poses et des gestes, la gaîté des visages, le pittoresque des costumes; c'est, avant tout, avec l'exécution large et rapide, la richesse de la coloration très montée et vigoureuse. Mengs, le pâle et timide Mengs, dut être singulièrement surpris de cette vision, de cette technique, si nouvelles, si personnelles, de tant d'audace et de liberté. Mais, homme de goût, il fut séduit certainement, puisque la toile fut payée 7 000 réaux, qu'on mit la tapisserie au métier (le tissage fut exécuté en 1777), et que les commandes se succédèrent. Et comment n'aurait-il pas admiré ce qui tout d'abord saute aux yeux, la puissance des rouges, des bleus ou des jaunes haut montés dans l'ombre comme dans la lumière, les merveilleux effets de clair obscur? Voyez par exemple la tête du galant en veste bleu de ciel qui, tout en buvant, glisse par-dessus le bord de son verre une œillade à l'orangère : son front, son nez, tout le haut de son visage est dans l'ombre de son bicorne; sa joue seule et sa narine s'éclairent, mais dans l'ombre sa jeune

chair rougit et luit; sa prunelle galante vit et brille comme en pleine lumière.

Une seule chose nous surprend, à la découverte d'un art si savant et si sûr, que l'on ignorait encore : comment cette admirable toile, à plus forte raison toutes celles qui lui succédèrent, et dont un grand nombre sont de beaucoup supérieures, ont-elles pu être méprisées et reléguées d'abord dans les greniers de Santa Barbara, puis dans ces magasins du Palais où elles faillirent se perdre, d'où elles ne sont sorties que par miracle, et pour être soumises, hélas! à d'importantes restaurations? Ce n'étaient point de simples esquisses, de simples pochades servant d'indication et de thème aux tisseurs; c'étaient des tableaux finis, très poussés dans le détail, bien que les tapissiers dussent souvent en prendre fort à leur aise. Tous les modèles qu'a exécutés Goya sont soignés et achevés, comme si la toile elle-même et non la copie eût été l'essentiel.

Goya savait sans doute le sort qui attendait ces œuvres décoratives; il ne crut pas pour cela que la négligence lui fût permise. Cette verve novatrice, il l'épanche à flots continus; ces effets si difficiles, il les prodigue et il y triomphe encore mieux, à mesure que sa technique croît en souplesse et en facilité, sa couleur en intensité et en richesse.

Son quatrième carton, qui est d'une année postérieur (mars-avril 1777), est, en ce sens, un chef-d'œuvre; on l'intitule *La maja y los embozados*, « la Fille et les Encapés, » si l'on peut risquer ce mot. Les *embozados* se sont arrêtés dans un coin de parc, sous de grands arbres à la tête massive. La *maja*, petite et vive, élégante et délurée, fleur aux cheveux, corsage ouvert, écharpe écarlate aux hanches, sait bien qu'elle n'a rien à craindre, la fine mouche, des quatre galants à l'air farouche de conspirateurs, auxquels l'a confiée sans scrupules une duègne qu'on aperçoit à l'arrière-plan. Et pour ce qui est des *majos*, quel merveilleux éclat de bleus, de rouges, de gris, de bruns, de jaunes, de noirs et de blancs dans leurs capes, leurs culottes, leurs vestes courtes, jusque dans ces bas brodés sur des mollets rebondis! Les draps, les velours et les soies jettent de vivants et vibrants rayons. Cependant l'ombre ici joue un rôle plus important que la lumière; c'est entre elles une sorte d'émulation : la lumière a des douceurs d'ombre comme l'ombre a des vigueurs de lumière.

Le tableau, d'ailleurs, dépasse et fait craquer les limites du genre; c'est une scène de mœurs, et mieux encore, c'est une date non seulement dans l'histoire de la peinture espagnole, mais dans l'histoire de l'Espagne. La *maja*, les *embozados* ne revivront plus; mais le type, mais le costume, mais l'allure en restent à jamais fixés; de ces quatre chevaliers d'aventure à la mine peu rassurante, courts et rablés, dissimulés dans leur vaste manteau de mystère, pas un qui nous montre tout son visage ou le risque à la lumière, mais il suffit d'un pli de la lèvre, d'un éclair de l'œil qui brûle et brille entre cape et sombrero; nous les connaissons, nous les reconnaîtrons : qui pourrait oublier leur audacieuse silhouette?

De même *El cacharrero* « le marchand de faïences, » qui date de l'année suivante, est une composition achevée. Deux scènes très diverses s'y mêlent avec une remarquable aisance : au premier plan, scène populaire prise au vif sur nature, des femmes qui choisissent parmi des faïences étalées à terre par un marchand ambulant; en arrière, scène galante, deux élégants de la ville assis au revers du talus de la route et familièrement enlacés, qui s'égayent au passage d'un luxueux carrosse. Ici la teinte générale s'éclaircit; les ombres, quoique accentuées, sont lumineuses de plus en plus. Par un soir orageux, de grands nuages gris flottent dans l'air bleu profond, et l'horizon s'avive d'or pourpré; sur les surfaces directement opposées aux clartés qui meurent, les couleurs s'échauffent. Le justaucorps rouge du seigneur qui lorgne la dame du carrosse, et que zèbre d'un trait net la queue enrubannée de la perruque, n'a pas son égal pour l'éclat velouté. La palette de Goya s'enrichit jusque dans les couleurs les plus ingrates, jusque dans les noirs et les gris sales, d'une gamme infiniment diverse de nuances harmonieuses; et comme le tableau, si simple et si varié, est animé, amusant et spirituel, comme les types mouvementés ont la vie, le visage l'expression, les costumes les contrastes où se complaît la fantaisie aussi bien que l'observation du maître, l'œuvre s'impose comme une des plus complètes et des plus représentatives de son génie décorateur.

La production, féconde encore en 1779 et 1780, s'interrompt de 1780 à 1786; Goya est occupé par des œuvres à son avis plus importantes, à coup sûr plus utiles à sa renommée, plus lucratives aussi. Mais voici qu'en 1786, — l'année précédente il

était devenu vice-directeur de l'Académie, — il se remet à ce travail avec une ardeur nouvelle; c'est qu'au mois de juin de cette année, il était nommé à la fois peintre officiel de la Fabrique de tapisseries, en même temps que Ramón Bayeu, à la mort de Mengs, et peintre du Roi. De cette date à 1791 il peindra quinze modèles, les quatre derniers pour le cabinet du roi Charles IV à l'Escorial.

Presque toutes ces pages sont célèbres et méritent leur célébrité; plusieurs sont de premier ordre, et veulent qu'on y insiste; jusqu'ici la critique n'y a trop vu que d'agréables passe-temps de décorateur.

C'est ainsi que *las Mozas del Cantaro*, « Les femmes aux cruches » (1787), attirent vivement l'attention, tant par le sujet et la manière dont il est conçu, que par la fraîcheur plus claire du coloris. Nous sommes en pleine vie campagnarde; trois villageoises, deux jeunes et une vieille, reviennent de la fontaine, accompagnées d'un petit garçon. Le peintre ne les a point flattées; les deux jeunes ne sont pas belles, et la vieille est fort laide; leurs habits sont rustiques et pauvres, usés, déteints, rapiécés même; le gamin est tout dépenaillé. Le grand mur de la fontaine est gris et nu; un coin de sierra s'estompe au loin. Le sujet est banal; nulle recherche de composition, de pittoresque ni d'effet; mais le tableau, simple et calme, est charmant, tant il est juste, tant il est vrai. La *Moza* du premier plan a dans toute sa personne une forte grâce paysanne; fraîche et rose, souriante, elle porte en équilibre sur sa tête, sur ses hanches, et au bout de son bras gauche, trois fortes cruches pleines; sous le triple poids, son souple corps ondule en un rythme sûr. Le gris rayé de brun de son fichu, le bleu velouté de sa robe relevée, le rouge passé de son humble cotillon lui font justement le costume qui convient à sa condition comme à son rôle, et ses compagnes, qui la font valoir, ne lui cèdent pas en caractère.

La *Boda*, la « Noce, » autre tableau rustique, est de la même année; plus vaste, l'œuvre est aussi d'un art plus complet et plus fort. Le ton d'ailleurs est nouveau, spirituel et légèrement satirique, amusant sans âpreté. Il passe, dans ce cortège de paysans endimanchés, un rayon de gaîté comique. Comme on sent un bon rire épanouir le masque puissant de celui que n'a pas encore endolori la colère satirique! Ce n'est rien, ce

groupe de braves campagnards qui, au sortir de la maison paternelle, conduisent la jeune épousée au logis conjugal, et c'est pourtant une page magistrale. Devant une lourde arche de pierre qui se découpe en gris sur le ciel rose et bleu passe la noce, au son de la clarinette ; d'alertes jeunes femmes, des vieux chenus et branlants, le curé, face enluminée de rasades et de gaudrioles, des gamins pouilleux, pelés et loqueteux, le marié et la mariée passent en cortège pittoresque, et c'est tout. Mais l'ordonnance de la toile, en sa sobriété large, est parfaite. Comment décrire ce groupement si naturel et si savant des personnages qui donne aux épousés, surtout à la tête essentielle du jeune homme, un lumineux isolement et une nécessaire évidence? Et quant aux gens de la noce, chacun est un type inoubliable, enlevé avec une verve qui frise à point la caricature. Le couple des époux, à lui seul, est un poème : elle, fraîche, rose et rougissante, fruit de village brun et doré, se tient modeste et l'œil baissé, non pas jolie, mais mûre à point, et tout appétissante; et lui! la plus plaisante tête de rustre camard et lippu, gros et court, laidement engoncé dans sa cravate inattendue de dentelle, et grotesque dans son ample justaucorps rouge. Vraiment, ce magot, ce vilain paysan embourgeoisé, quoique brave homme au fond, a trop de chance, et comme se comprend le peu d'entrain de l'ingénue, mal résignée au sacrifice!

La *Boda* est de 1787 ; Goya, en pleine maturité, possède la totale maîtrise du genre. L'année précédente, il en avait déjà donné la preuve dans la *Vendimia*, « la Vendange, » qui est à notre avis le chef-d'œuvre de la série. La palette de l'artiste, ainsi que le voulait le sujet, n'a jamais été plus claire et plus brillante, le pinceau plus léger et plus hardi. A l'éclat des couleurs et des nuances Goya ajoute une finesse, une transparence toutes nouvelles. Les personnages sont choisis et groupés avec un art d'une justesse et d'une sûreté sans pareilles, et vivent dans le plus aérien des paysages. L'œuvre, ici, s'élève bien au-dessus du genre auquel semblerait devoir la réduire son origine ; le mot carton, ou modèle, n'a plus de sens, devient presque injurieux. Quelle idylle charmante! Quel beau jour d'automne, où dans le ciel clair de grands nuages blonds aux transparences roses glissent au flanc de lointaines montagnes bleues, tandis que dans la plaine basse des paysans s'affairent

parmi les pampres verts! La nature est en fête pour l'opulente vendange, et les hommes aussi sont en joie. Le bonheur éclaire le visage des jeunes époux qui sont venus de la ville avec leur enfant goûter aux fruits pourpres de leur vigne. Frais et pimpants en leur soie, leur velours et leur dentelle, ils gardent, jusque dans le laisser-aller de cette promenade, leur grâce coquette de riches et de seigneurs. Assis au parapet d'une route tournante, ils s'émerveillent à la vue d'une belle grappe mûre à point, vers qui le petit garçon dresse ses bras gourmands, tandis qu'une alerte et svelte vendangeuse, qui porte avec aisance sur sa tête une corbeille pleine, le poing sur sa hanche cambrée, se mêle familière à l'entretien de ses maîtres. Les quatre personnages se répondent et s'équilibrent avec une aisance que rien ne trouble; leurs gestes, leurs costumes, les expressions de leurs visages s'harmonisent avec une élégance suprême. La paysanne, sans cesser d'être paysanne, s'affine par la nuance légère de sa jupe lilas et de son corsage vert, autant que par la souplesse de son buste et de ses bras déliés; le jeune homme croise les jambes et passe le bras gauche dans l'anse d'un panier de raisins avec une désinvolture de grand seigneur qui se délasse aux champs, et cette nonchalance fait valoir la coupe et le goût délicat de son habit de couleur tendre; l'enfant ne se voit que de dos, mais on le devine tout frêle et mignon, propret et coquet déjà, avec son fin costume de satin vert que coupe une ceinture rose; et quant à la jeune mère, rien ne saurait exprimer à quel point elle est jolie et gracieuse, naturelle et tendre; c'est le charme même, sans afféterie, sans coquetterie maniérée. Parmi toutes les figures de femme que peignit Goya, sans en excepter les portraits, celle-ci est presque seule à nous montrer l'Espagne honnête et familiale où l'extrême grâce s'allie à l'aimable vertu. Aussi, comme s'explique bien, par-dessus la grappe, le regard amoureux de l'époux extasié!

De 1788 à 1791, Goya semble avoir négligé les tapisseries; mais, en 1791, quatre modèles se succèdent; c'est comme le bouquet de ce long feu d'artifice, et deux fusées merveilleuses éclatent dans la gerbe étincelante.

D'abord l'homme de paille, ou le mannequin, le *Pelele*. Après les paysannes, les bourgeoises. Quatre jeunes femmes, sur l'herbe d'une clairière, font sauter à la couverture un comique mannequin de garçon. C'est jour de fête: elles ont mis leurs

plus élégants atours, jupes perlées, tabliers de dentelle, basquines de velours, fichus de linon léger, bonnets tuyautés, enrubanés, menus escarpins pointus, de satin. Le joyeux quatuor s'amuse et l'exprime franchement; les yeux pétillent, les bouches rient et sans doute les lazzis volent; c'est justice, car le pauvre *pelele* est bien la loque la plus plaisante, avec son corps de paille qui, tout gesticulant, reste inerte, et sa face enluminée de carton qui se déjette, impassible sous la perruque où la queue frétille. Naturel et fantaisie, couleur claire, brillante, vive et nuancée, tout est réuni dans ce tableau charmant, auquel rien ne manque, sinon le cadre gracieux du salon d'été dont il devrait être l'exquise parure.

Enfin, jeux de seigneurs, sinon de princes, la *Gallina ciega*, « la Poule aveugle, » ou, comme nous disons, « le Colin Maillard, » est le triomphe de la note lumineuse et de l'allégresse; Goya ne pouvait pas, depuis la *Vendange*, se surpasser; il s'est égalé du moins, dans une œuvre plus importante, avec une suprême maestria. De riches citadins envolés à la campagne sont en pleins ébats, libres et joyeux. Jeunes gens et jeunes femmes, en grande toilette au bord d'un fleuve où l'on a peine à reconnaître le Manzanarès, non loin d'une sierra vaporeuse où sur les hauteurs azurées bleuit la neige rafraîchissante, ils sont neuf qui ont noué leur ronde légère. Un galant, les yeux bandés, maladroit, titubant, tâtonnant comme un aveugle, cherche à toucher du bout d'une cuiller de bois une victime qui se dérobe. Le paysage sévère et nu forme un curieux contraste avec ces tulles aériens et blonds, ces dentelles, ces velours, ces satins, ces pasquilles, ces chapeaux de plumes et de rubans, ces casaquins, ces vestes et ces culottes, ces escarpins, toutes ces modes raffinées de la Cour, toute cette jeunesse dorée. A larges coups de pinceau le peintre fait vivre ces aimables couples tout à la joie de leur luxe et de leur désœuvrement; à chacun il donne un caractère et sa grâce propres. La jolie poupée rose aux cheveux poudrés qu'on devine, à gauche, amoureusement regardée par un svelte adolescent à boléro d'incarnat, toute menue et figée dans ses falbalas, n'est-elle pas bien amusante, en face de la souple jeune femme qui s'agenouille et se renverse pour éviter la poule aveugle, et dont la taille fine sous le corsage clair, les riches épaules sous le tulle nuageux se cambrent si joliment, dont les yeux espiègles rient dans le

rouge et dans la poudre du visage? Goya, pour peindre cette aimable société légère, a des raffinements exquis de couleurs chaudes et de nuances délicates, et tout ce luxe des étoffes et des chiffons n'est que le décor harmonieux et nécessaire des élégants modèles dont ce sont ici, sans aucun doute, les portraits.

D'aucuns, à propos de ces fêtes, ont évoqué le souvenir de Watteau et de Lancret, de Boucher et de Fragonard. Nous ne les suivrons pas; le sentiment, l'inspiration sont tout autres. Boucher ne doit rien ou presque rien à la nature; chairs blanches et roses, abandons et caresses, plaisirs et volupté légère, mythologie galante et boudoir, tout ce monde est fantaisie pure. Qu'a donc à faire ici Goya, le sincère, l'observateur amusé, mais pénétrant et précis, d'une société qui revit, réelle et vraie, sous son pinceau? Qu'a donc à faire Goya le sincère, mais aussi le chaste, avec le déshabillé, le retroussé libertin de Fragonard? Quant à Watteau, — ne disons rien de Lancret, qui le reflète, — ses fêtes sont des fêtes galantes; ses assemblées dans les parcs sont des assemblées d'amants; les hommes et les femmes, les statues de marbre, les arbres et les paysages, le soleil et l'ombre, tout chez lui respire l'amour. Une volupté berce les couples alanguis qui se frôlent; il passe un frisson de tendresse et comme un murmure de baisers. Pour dix qui s'embarquent vers l'île heureuse, combien ont déjà débarqué dans Cythère, mais dans une Cythère de rêve, loin des vulgaires réalités! C'est une plume légère envolée de l'aile de Cupidon qui suavement épand sur la toile poétique comme des caresses de couleurs. Notre Aragonais plus rude n'a pas de ces tendresses; sa grâce plus ferme est mieux dans la nature vivante et la lumière. L'Espagne éclatante et sonore n'admet pas de ces enveloppements mystérieux, et ses ébats au bord du Manzanarès, ses causeries, ses danses sur l'herbe, ses *coplas* et ses guitares, ses œillades, dans leur franchise lumineuse, sont jeux innocents auprès des galanteries dangereuses au fond des parcs ombreux de Watteau.

Les modèles de Goya n'enchantaient pas les tapissiers de Santa Barbara, qui les trouvaient trop difficiles à exécuter. Ils se plaignent que ce sont des *Majos* et des *Majas*, avec tant d'agréments de résilles, rubans, chignons (carambas), gazes, pasquilles et autres menus ornements, que l'on perd beaucoup de temps, et que le travail ne produit rien. C'est sans doute pour

cela que l'interprétation tissée est presque toujours si médiocre.

Mais les gens de goût n'avaient pas les mêmes soucis que les ouvriers, et le succès de ses originales compositions valut au peintre, on peut maintenant dire au maître, d'importantes commandes. C'est ainsi que le duc d'Osuna le chargea de décorer *el capricho*, « la folie, » comme on eût dit en France, qu'il possédait à quelques kilomètres de Madrid. Goya y travailla depuis 1778, et les vingt-trois scènes champêtres ou populaires, aujourd'hui dispersées, qu'il composa, se lient intimement à celles des cartons. Plusieurs même les répètent, sans que nous sachions exactement si la Fabrique ou le Caprice eut la primeur du sujet. La Bouquetière « *la Florera*, » l'Ére « *la Era*, » la Vendange « *la Vendimia*, » la Pauvresse « *la Mujer pobre*, » le Maçon blessé « *el Albanil herido*, » forment une double série. Les cartons sont tous postérieurs au 29 juin 1786, et peut-être à cette époque, ayant peu de temps à consacrer à des travaux devenus pour lui secondaires, Goya se contenta-t-il de reprendre pour la Fabrique des sujets qui avaient plu ailleurs. Au contraire, le Bal champêtre « *el Baile de San Antonio de la Florida* » est le second en date (1776) des modèles de tapisserie, et l'on peut admettre que le duc d'Osuna lui-même réclama la réplique d'un groupe qui lui avait plu.

Goya brossa ce glorieux ensemble avec la verve, la vérité pittoresque et l'esprit qui font les grands décorateurs, et tels des panneaux d'Osuna sont parmi ses meilleures œuvres. Nous voulons parler surtout de la *Romeria* ou « Fête de San Isidro » qui, par bonheur, est au Prado, accessible à tous. C'est un petit tableau ; il ne mesure que 94 centimètres de large sur 44 de haut ; mais ses dimensions ne font que le rendre plus précieux. On n'imagine pas de composition plus ingénieuse. Au fond, une vue de Madrid toute blanche sur sa colline crayeuse, détachant le Palais Royal, San Francisco el Grande, toutes ses églises, ses maisons inégales sous un léger ciel rose ; au premier plan, sur le penchant d'une dune de sable, une assemblée de beaux seigneurs et de belles dames assis, en train de causer et de se rafraîchir ; entre ces élégants et la ville, sur les bords du Manzanarès, les lignes bien ordonnées de riches carrosses et de modestes *calésines*, qui vont et viennent doucement parmi les ébats du menu peuple. Toute cette foule est traitée comme par un miniaturiste qui verrait grand, non pas à petits coups de

blaireau subtil, mais à touches franches de pinceau vigoureux qui pourtant précise les contours, les mouvements, les couleurs les nuances même, et fait de tout ce petit monde bigarré non pas un papillotement de taches, mais un vrai peuple qui s'agite et s'amuse. La lumière blonde qui tombe du ciel vermeil descend avec une particulière caresse sur les gens en belles toilettes qui sont venus, un peu à l'écart, assister au défilé de fête, et le soleil, qui dore ou allume de rouge les visages, fait chatoyer les soies et les satins clairs et les chauds velours. Goya, dont la patience était la moindre qualité, travaillait avec acharnement à ces figures hautes comme l'ongle et enrageait. « Je fais une *Pradera de San Isidro*, qui est bien la chose la plus minutieuse et la plus fatigante par les milliers de détails qu'on y rencontre ; tout y est. » Il en vint à bout, et cette nouvelle face de son talent nous enchante ; mais il jura qu'on ne l'y prendrait plus.

Toutes ces compositions si libres et si brillantes, conçues avec amour et comme en pleine santé, en pleine fête, par un artiste heureux, voici qu'elles vont faire place à une œuvre sombre et terrible. Les chagrins et les infirmités de la vieillesse, les rêves maladifs d'une âme désenchantée, les malheurs sanglants de la patrie, excitent les nerfs infiniment sensibles de Goya ; aux aimables tableaux de paix et d'allégresse prestes et spirituels, vont s'opposer les visions affreuses de la guerre, les ironies cruelles des « Caprices » et des « Proverbes, » et les sorcelleries hallucinées de la « Maison du Fou, » comme au sentiment religieux, quelque peu léger dans sa sérénité, de sa jeunesse et de son âge mûr, s'opposera, nous l'allons voir, l'élan mystique de ses derniers ans.

PIERRE PARIS.

(A suivre.)

STÉPHANE MALLARMÉ

ET

FRANÇOIS COPPÉE

LETTRES INÉDITES

C'était dans le petit rez-de-chaussée de la rue de Douai, chez Catulle Mendès, vers 1865. Il y avait là Léon Cladel, très hirsute, tout en barbe et en cheveux, avec un faux air de Christ du Midi; Albert Glatigny, mal rasé comme un comédien en vacances, maigre jusqu'à la transparence et grand jusqu'à l'infirmité; Léon Dierx, grave et pâle visage; José-Maria de Heredia, beau créole de Cuba, très brun, cheveux bouclés et barbe frisée; Villiers de l'Isle-Adam, aux yeux bleu pâle, rejetant d'un geste de tête sa chevelure en désordre, tortillant sa petite moustache blonde, roulant une cigarette d'un air farouche. Il y avait Ernest d'Hervilly, Léon Valade, Albert Mérat, Gabriel Marc, Jean Marras, Emmanuel Glazer, et bien d'autres.

C'est là que Coppée vit, pour la première fois, un singulier poète, exactement de son âge, celui qu'il appelle : « le compliqué, l'exquis Stéphane Mallarmé, petit, au geste calme et sacerdotal, abaissant ses cils de velours sur ses yeux de chèvre amoureuse et rêvant à de la poésie qui serait de la musique, à des vers qui donneraient la sensation d'une symphonie. »

Mallarmé était parti, à vingt ans, vivre en Angleterre pour apprendre l'anglais, et se créer, par l'enseignement de cette langue, les ressources propres à assurer son indépendance intellectuelle. En 1863, il avait été chargé de cours au lycée de

Tournon. En 1866, il remplissait au lycée de Besançon les mêmes fonctions, le cœur rongé d'ennui.

Heureusement, pour le soutenir aux heures d'accablement, il a le souvenir fidèle du « Parnasse. » François Coppée lui envoie, fraîchement paru, son *Reliquaire*. Et Mallarmé l'en remercie, avec une reconnaissance émue :

Mercredi, 5 décembre 1866.

Mon cher ami,

Plus que jamais, il y a quelques minutes, j'étais accablé par la Province. La tête dans les mains, je m'attristais, quand des trompettes, éclatant à mes carreaux, me traversèrent et secouèrent de mes yeux une vieille larme, amassée par bien des heures ordinaires, de tracas étrangers à l'Angoisse, de bêtise. Votre cher volume m'apparut sur la table, et je profite de sa charmante invitation à sortir de ma torpeur par une causerie avec son poète, et à me laisser aller aussi, n'est-ce pas? à mon émotion près de l'ami que je sens en vous.

Je ne suis plus à Tournon, mais à Besançon, ancienne ville de guerre et de religion, sombre, prisonnière. Voici de cela un mois. Peut-être m'en féliciterai-je? Jusqu'ici je souffre beaucoup, remis à peine des ennuis d'un si lointain déménagement, d'une installation, des innombrables *visites* qu'il m'a fallu faire à des sots, pour ne pas m'aliéner au premier jour les chefs qui me surveillent comme un homme douteux. (Je vous apprendrai, d'ici à quelques jours, comment j'ai dû quitter Tournon.) Mon Dieu, que de tourments pour gagner sa vie! et encore si on la gagnait (1)! Quels métiers notre société inflige à ses Poètes! Vous le savez, cher ami, et c'est pourquoi je me plains à vous.

Sans dire que je souffre chez moi! je n'ai encore que la moitié de mon appartement, et ne vivrai que quand j'aurai ma chambre à moi, seule, pleine de ma pensée, les carreaux bombés par les Rêves intérieurs comme les tiroirs de pierres précieuses d'un riche meuble, les tapisseries tombant à plis connus. J'aurais envie, même pour vous écrire cette lettre, de faire quelques vers dans le corridor provisoire que j'habite, comme on brûle une cassolette, ou d'attendre une année, que

(1) Il avait alors 1 700 francs de traitement. Il eut 2 200 francs en 1868.

ma solitude se soit recomposée entre ses murs. Ah ! le miroir ancien du Silence est brisé !

Ces quelques lignes seront défaites comme mon décor. Du reste, votre livre est encore trop mêlé à ma vie, et je suis trop voluptueux (surtout parmi le malaise où je me sens), pour faire d'un bonheur intime un article. Est-il même nécessaire de vous dire *qu'il est selon tout mon être? Le Lys* est une des plus magnifiques minutes que m'ait accordées la Poésie. *Ferrum est quod amant*, encore. Je crois que c'est bien là *vous :* une si nette pureté que toutes les autres émotions que susciterait le poème (profondeur, richesse, par exemple), loin de s'émaner séparément en l'esprit, concourent encore à cette pureté, arrêtée, unique, — et que rien ne rayonne comme autour de l'œuvre des gens qui pensent à côté, ni même ne s'extravase en cadre, mais se fige en le contour coupé là où il cesse d'être. (Selon moi, il n'y a pas d'autre Poésie maintenant.) Le hasard n'entame pas un vers, c'est la grande chose. Nous avons, plusieurs, atteint cela, et je crois que, les lignes si parfaitement délimitées, ce à quoi nous devons viser surtout est que, dans le poème, les mots, — qui déjà sont assez eux pour ne plus recevoir d'impression du dehors, — *se reflètent les uns sur les autres jusqu'à paraître ne plus avoir leur couleur propre, mais n'être que les transitions d'une gamme.* Sans qu'il y ait d'espace entre eux, et quoiqu'ils se touchent à merveille, je crois que quelquefois *vos mots vivent un peu trop de leur propre vie comme les pierreries d'une mosaïque de joyaux.* Puisque je fais le pédant, je vous dirai que j'aime moins vos grandes pièces que les courtes, parce que vous y avez un peu le ton d'Hugo, qui ne me semble pas vous appartenir. (Mais je pense que vous avez dû les faire comme études ?) Votre vraie confraternité serait avec Mendès, si vous n'étiez parfaitement Coppée, dont les vers s'amalgament si bien, de loin, pour moi, avec la figure de camée, et avec le nom qui s'inscrirait sur une lame d'épée, et plierait avec elle.

Pardonnez-moi de vous parler mal et vaguement. En une soirée de conversation sur n'importe quoi (et plutôt sur n'importe quoi que sur notre art, car, je vous le répète, c'est à l'homme que s'unissent vos vers, en moi), nous en dirions beaucoup plus ! D'autant mieux que j'ai horreur des lettres, et les crayonne le plus salement possible pour en dégoûter mes amis. Cependant, je ne vous charge de serrements de

main pour personne parce que je compte passer ce mois d'attente à écrire une lettre de nouvel an à chacun de nos amis, et j'ai commencé par la vôtre. — Dites seulement à Villiers, qui recevra, par la nouvelle de mon changement de résidence, le mot de mon long silence, que mes premières pages seront à lui. Puisque le nom de Glazer se mêle à votre livre, serrez la main de ce bon Glazer, que je n'oublie pas. (A Catulle, dites que je suis mort, sa conscience se tranquillisera.) Enfin, ne vous oubliez pas *et aimez-vous* de la part de *votre*

STÉPHANE MALLARMÉ.

*
* *

Un an après, c'est à Avignon que se trouve Mallarmé, enseignant toujours l'anglais au lycée, poète las que la vie étiole, âme solitaire dans sa chambre, devant son miroir...

Il travaille alors à un grand poème, *Igitur d'Elbenone*, sorte de légende rhénane qui doit être une synthèse de la musique, de la pensée philosophique et des arts plastiques... Mais que de difficultés pour réaliser son rêve, pour fixer les indicibles harmonies intérieures, les sonorités dont les couleurs spéciales, fondues dans le rythme, exprimeraient son âme totale !... Il l'avoue à Coppée, qu'il remercie pour l'envoi de ses *Intimités* dont il envie, au fond, la précision dans la pensée, la clarté dans l'expression :

Avignon, 20 avril 1868.

Mon bien cher ami,

La charmante attention de son envoi à part, votre volume m'a été droit au cœur. Il a ranimé en moi le vers divin qu'une affreuse souffrance tient captif depuis si longtemps, ce recueil exquis écrit à sa gloire ! Ah ! que vous êtes sage de n'avoir voulu rien voir qu'à travers lui ! Pour moi, voici deux ans que j'ai commis le péché de voir le Rêve dans sa nudité idéale, tandis que je devais amonceler entre lui et moi un mystère de musique et d'oubli. Et maintenant, arrivé à la vision horrible d'une œuvre pure, j'ai presque perdu la raison et le sens des paroles les plus familières.

Votre volume, si sage en son cadre restreint, a accompagné les voix qui me reprochaient ma faute. Et croyez que je ne l'en

ai que plus aimé! J'en raffolais avant cette coïncidence : la mélodie en est une ligne fine, comme tracée à l'encre de Chine, et dont l'apparente fixité n'a tant de charme que parce qu'elle est faite d'une vibration extrême. Mais pourquoi vous dire ce que vous avez voulu faire? Le seul mot qui vous ferait plaisir, si vous ne le saviez encore mieux que moi, est que cette série de poèmes est simplement *réussie*. — Je donnerais les vêpres magnifiques du Rêve et leur or vierge, pour un quatrain, destiné à une tombe ou à un bonbon, qui fût *réussi* (1).

Adieu, mon cher ami, je ne sais si un jour je vous reverrai, accordé au ton des choses et revenu, mais quoi qu'il arrive, et quand même la triste insanité triompherait, je garderai votre image chère bien au fond de moi-même. Assurez nos Maîtres de mon culte *éternel*, et assurez nos amis qu'aux minutes où mon cerveau ne se maudit pas, je converse avec eux comme en un temps meilleur; ce qu'il y a de plus intime à Villiers et à Mendès ainsi qu'à vous.

Votre S. Mallarmé.

***

François Coppée, après le succès du *Passant* en janvier 1869, tombe malade et va se soigner à Amélie-les-Bains; au retour, au printemps, il passe par Avignon, reprend avec Mallarmé une de ces causeries sans pose, avec des silences, allant d'elle-même aux régions élevées que visite la méditation...

En octobre, il lui envoie de Paris ses *Poèmes modernes*. Mallarmé le reconnaît, Coppée sait dégager, des choses dites « prosaïques, » la poésie latente; de son art précis et clair il reconnaît la maîtrise.

Avignon, 8, place Portail Mathéron.
Mardi, 26 octobre 1869.

Cher ami,

Vous êtes obsédant. Votre visite, d'abord, a été interminable; car ce n'est qu'après leur départ, et quand ils sont redevenus des absents, que je suis avec mes chers hôtes hâtifs. Puis votre volume, que je n'ai placé sur ma table à la portée de chaque

(1) Les adresses en quatrains, les distiques dont Mallarmé aimait à accompagner ses envois de fleurs ou de fruits glacés, à orner un galet, la panse d'une cruche, la banderole d'un mirliton ou l'aile d'un éventail, ont été réunis sous le titre de *Vers de circonstance*.

fantaisie que lorsque je l'ai su par cœur, sourit, d'un sourire que vous avez quelquefois, aux fastueuses tentatives de mon travail repris, m'induisant à ouvrir *la Légende des Siècles*, qu'il avoisine, à la page de *Puissance égale bonté*. Iblis est un ange de modération, près de moi, et se contente de matériaux plausibles : je songe alors à vos poèmes, *parfaits avec rien, dont la lumière est si exacte*, mêlée à son indispensable élément de banalité : il y a là un dosage dont vous gardez le secret.

Je ne fuis ma honte que pour vous retrouver dans le paysage de l'île du Rhône que nous avons vue ensemble, ce qui fait décidément de vous, cher ami, un Jéhova; toute ma promenade me rappelant par son automne que c'est votre saison de repasser.

Venez donc bientôt, n'est-ce pas, me délivrer de votre chimère, et tel que vous m'avez surpris, mais non malade; allant tout bonnement par prudence respirer l'hiver de Corse, selon le conseil, élaboré entre Glatigny et moi, récemment, et qu'il a dû vous écrire. Venez déjà guéri, quand ce ne serait un peu, cher ami, que pour me permettre d'oublier combien j'ai été absurde, à votre passage; vous fatiguant, et ne songeant presque pas que vous veniez de souffrir : car c'est là encore un remords qui vient s'ajouter à toutes vos hantises.

Pour tout réparer, venez un jour ou deux, ou trois, parmi lesquels un jeudi ou un dimanche. Au revoir donc seulement, nous continuerons ce commencement de causerie de coin du feu précoce et endormant.

Votre S. Mallarmé.

*
* *

Après la guerre, Mallarmé revient à Paris, où il est nommé délégué d'anglais au lycée Condorcet. Tout de suite, il renoue les relations avec François Coppée, alors bibliothécaire au Palais du Luxembourg, et qui demeure à Bellevue avec sa mère et sa sœur aînée, Annette.

Lundi, midi.

Cher ami,

On m'annonce de divers côtés que ma situation au lycée est améliorée comme je le désirais. Vous n'y seriez pour rien, que je vous écrirais vite cette chose, parce que vous en serez heureux. Or Graziani a agi d'une façon très intelligente, ce que je

vous dois. Je ne vous remercie pas, cher, en vous pressant la main bien fort.

Je suis très content. Il ne me reste plus qu'un souci, mais il me dévore : celui que me cause, partout, la Lune, — dont je ne conçois pas la valeur exacte.

Nous réglerons cela, un de ces jours. Demain soir, pendant que je serai chez Miss Holmès (où vous devriez venir !) Mme Mallarmé et Geneviève iront prendre des nouvelles de votre bonne mère et parler infiniment avec Mlle Annette.

Au revoir, votre

STÉPHANE MALLARMÉ.

... « L'exquis insensé ! » disait, avec un sourire malicieux et pourtant amical, Coppée qui note dans un journal intime le 18 juillet 1872, sa « dernière folie » : « Hier, Mlle H... est venue déjeuner à la maison et a fait la connaissance de ma mère et de ma sœur. Très charmante et très extraordinaire, Mlle H... Blonde, vierge et wagnériste. Un grand talent de pianiste, et de l'esprit comme un gamin. — Vu le poète italien Gualdo, dont la grâce maladive me séduit beaucoup. Passé avec lui la soirée chez Mallarmé... La lune le gêne. Il s'explique le symbolisme des étoiles, dont le désordre dans le firmament lui paraît l'image du hasard. Mais la lune, qu'il appelle avec mépris « ce fromage, » lui semble inutile. Il rêve sérieusement un âge plus savant de l'humanité où on la dissoudra très facilement par des moyens chimiques. Un seul point l'inquiète : la cessation des marées, et ce mouvement rythmique de la mer est nécessaire à sa théorie des symbolismes du décor humain. Hélas! hélas! Pauvre raison humaine ! »

Et Coppée souriait, plein d'indulgence pour son ami auquel il persistait à trouver un charme singulier. Mais tout le monde ne partageait pas sa manière de voir. Un soir, chez Leconte de Lisle, Mallarmé s'étant fort échauffé à établir que « la poésie doit être une énigme, » que le grand fin du fin est de « ne pas nommer pour suggérer, » un contradicteur un peu franc ne put s'empêcher de lui répondre : « Savez-vous où cela mène ?... Cela mène à la folie. »

Sa conversation, pourtant, restait précise et juste, son style s'éclaircissait dans sa correspondance, tout en demeurant précieux; son cœur était toujours aimant, fidèle à ses amis.

Témoin cette lettre touchante qu'il adressait de sa petite maison de Valvins, au bord de la Seine, près de Fontainebleau, à François Coppée qui venait de perdre sa mère.

Jeudi, 3 septembre 1874.

Mon cher ami,

Je reçois au fond d'une campagne la triste lettre bordée de noir. Il y a, certes, bien longtemps que votre pauvre mère nous causait à tous, ainsi qu'à vous, des craintes; mais d'un autre côté, il lui fallait si peu, être près de vous seulement! pour continuer strictement à vivre, que ce lendemain, toujours incertain, semblait devoir revenir toujours. Hélas! une fois il n'en a pas été ainsi et le malheur prévu nous a douloureusement surpris. Mon cher ami, je vous serre silencieusement les mains pour vous exprimer ma sympathie. Il sera temps plus tard, quand votre chagrin se recueillera, de dire qu'il ne manque rien absolument à celle dont l'absence est si pénible, ayant été heureuse par vous jusqu'au dernier moment : comme vraiment elle vous doit plus encore que ces années de vie, quelque chose, oui, de ce qui la fait immortelle. Son souvenir, en effet, demeure ineffaçable, ainsi que celui de la femme qui a été, par elle-même et indépendamment du culte spécial dont vous l'environniez, la mère; toute bienveillance et satisfaction. C'est pourquoi, mon ami, avant de penser à toutes ces choses et même de les lire dans mainte lettre venue d'amis, il faut que vous pleuriez de toutes les larmes que vous n'aviez pas versées auparavant ce cher fantôme présent depuis longtemps en votre vie. Ma femme se joint à moi de tout cœur et dit à Mlle Annette à qui tout ceci s'adresse autant qu'à vous, car elle fut la fille comme vous fûtes le fils, quels regrets profonds ç'a été pour nous d'être éloignés et forcément prévenus trop tard pour prendre part à votre deuil.

Votre ami,

STÉPHANE MALLARMÉ.

* * *

Les deux poètes se retrouvaient chez Victor Hugo, aux dîners où le Maître trônait, assis sur un siège plus haut que ceux des autres convives. Il avait accueilli Mallarmé avec une certaine emphase, l'appelant « jeune symboliste. » Le repas avait été cordial, paternel, on avait peu parlé poésie; mais au dessert,

Hugo, d'un ton grave, presque protecteur, avait concédé à quelques-uns le don de faire de beaux vers : « Oui, acquiesça-t-il, certains même en font qui valent les miens, mais ce qu'aucun d'eux ne peut réussir, c'est ceci ! » Et, choisissant une orange sur un compotier, il l'avait fait disparaître entière, dans sa bouche, sans le moindre effort !

Ils se rencontraient encore chez Leconte de Lisle et au grenier Goncourt. Le mardi soir, Mallarmé recevait Coppée dans son étroit logis de la rue de Rome, dans cette salle à manger brune où, dans le fond, une horloge paysanne, qu'atteignait à peine la lueur d'une lampe centrale, semblait attendre que l'énigmatique corbeau d'Edgar Poe vînt se placer sur sa plate-forme. Aux murs quelques toiles, des dessins originaux de Manet. Auprès de Mme Mallarmé, déjà émaciée, avec de beaux yeux souffrants, sa fille Geneviève, toute enfantine encore, cousait auprès de sa mère, en regardant parfois deux minuscules perruches vertes, jouets vivants, dans une cage, près de la fenêtre. Mallarmé fumait sa pipe devant la cheminée de faïence blanche. Le grog apporté, Mme Mallarmé et sa fille disparaissaient comme des ombres... Et alors Mallarmé, « suave et mystérieux, » comme disait Coppée, jouait de la parole comme un musicien joue du piano.

* * *

En janvier 1884, Coppée faisait acte de candidature à l'Académie française, mais sans succès. Mallarmé lui écrit :

24 janvier.

Mon cher ami,

Voilà un sot événement, qui fait qu'on se morfond, en haut et en bas de la rue de Rome. Rien de perdu, certes, et notre contentement n'est que différé ; mais c'est beaucoup ! et je vous serre la main, maussade de tant d'ennuis par lesquels il vous faut repasser, quand ça allait être fini. Les doigts les plus blancs et les plus rageurs que j'aie vus, il n'y a qu'un instant, comptaient de nouveau le nombre des voix, au-dessus de l'amas des journaux, pour trouver qu'on s'était trompé, et réclamer tout de suite. Nous avons souri, pourtant ; parce que Montesquiou, rencontré par moi près de l'Institut, m'a dit, à la mauvaise nouvelle : « Ah ! je respire. J'aime

tant Coppée ! S'il entrait dès aujourd'hui dans ce sépulcre, c'était un éternel adieu qu'il fallait se dire. Merci de cette bonne nouvelle. J'ai quelque temps à le voir encore. » Et on a voulu que je vous conte cela, pour vous désennuyer, ce soir, un peu.

Au revoir, cher ami. Toutes les amitiés de ma maisonnée si peu sortante à votre sœur qui n'est pas oubliée, maintenant surtout qu'elle doit être chagrine.

STÉPHANE MALLARMÉ.

Un mois après, l'Académie, cette fois, accueillait François Coppée et consacrait définitivement sa célébrité... Quant à Mallarmé, il avait déjà publié sa traduction du *Corbeau* d'Edgar Poe, *l'Après-midi d'un Faune*, sa réimpression du *Vathek* de Beckford et donné, dans maintes revues, quantité de poèmes. Pourtant ces livres et ces pages n'étaient connus que des lettrés. Mais voici qu'en 1884, Huysmans publiait son roman *A Rebours*. Le héros, *Des Esseintes*, célébrait les œuvres du poète « qui, dans un siècle de suffrage universel et dans un temps de lucre, vit à l'écart des lettres, abrité de la sottise environnante par son dédain, se complaisant, loin du monde, aux surprises de l'intellect, aux visions de sa cervelle, raffinant sur des pensées déjà spécieuses, les greffant de finesses byzantines, les perpétuant en des déductions légèrement indiquées que relie à peine un imperceptible fil. » Il semble bien que ce livre surtout, à beaucoup des jeunes écrivains d'alors comme au public, révéla Stéphane Mallarmé et son œuvre et décida de la célébrité du poète (1)... Beaucoup l'acclamèrent comme leur maître, et c'est alors que commencèrent les célèbres mardis soir de la rue de Rome où Mallarmé, la main tendue, accueillait avec une gracieuse, grave et noble bonté une pléiade de jeunes gens, d'abord rares, puis plus nombreux, et vers 1886, très nombreux, parmi lesquels plus d'un est devenu célèbre.

*
* *

Cependant que les jeunes symbolistes, qui répudiaient bruyamment le réalisme et la discipline parnassienne, le saluaient, maintenant, comme un précurseur, l'œuvre de

(1) Paul Léautaud, *Poètes d'aujourd'hui*.

Mallarmé devenait de plus en plus hermétique. La recherche de moyens abstraits, et toujours plus abstraits, et, par l'ellipse la plus hardie comme par toute absence de ponctuation, les ponts sans cesse coupés d'une pensée à l'autre, un art qui indique et ne désigne plus, où le sens s'enveloppe de voiles si nombreux et si légers qu'il y semble constamment disparaître, voilà ce qui la caractérisait désormais. De ce mystère, de cette nuit hautaine, beaucoup se détournaient avec moquerie. Ce ne fut jamais, du moins, l'attitude de François Coppée : « Mallarmé, disait-il, est ce qu'on appelle au collège « un auteur difficile. » Il est plus aisé de sentir son charme pénétrant et mystérieux que de définir et d'analyser ce charme. Lorsque tant de contemporains font de la peinture avec les mots, il s'en sert, lui, pour faire de la musique ; et les initiés qui déchiffrent, à partition ouverte, des morceaux symphoniques tels que *l'Après-midi d'un Faune* savent distinguer, à travers le voile des lointaines correspondances et des vagues analogies, sa pensée, ou, pour mieux dire, son rêve. »

Mallarmé, de son côté, sans écouter ses jeunes amis, qui raillent et méprisent Coppée et la discipline du Parnasse, reste fidèle à son ancien camarade, ne renie point la grande estime et sympathie qu'il a pour son talent et son caractère. Il continue à le fréquenter, à lui envoyer des lettres dont certaines portent l'adresse en vers... N'y avait-il pas, aux yeux du subtil poète, un rapport évident entre le format des enveloppes et la disposition d'un quatrain ?

Courez les facteurs, demandez
Afin qu'il foule ma pelouse
Monsieur François Coppée, un des
Quarante, *rue Oudinot*, douze.

Au poète des *Humbles*, alors en villégiature normande, parvenait une missive ainsi épigraphiée :

Dans sa douillette d'astrakan,
Sans qu'un vent coulis le jalouse,
Monsieur François Coppée, à Caen,
Rue, or c'est *des Chanoines*, douze (1).

Beaucoup estimeront que jamais Mallarmé ne fut plus clair...

(1) Stéphane Mallarmé, *Vers de circonstance.*

Lucides aussi étaient les lettres mêmes qu'il continuait à envoyer à Coppée ; lettres d'une finesse de forme, d'une grâce et d'une sensibilité exquises :

Paris, 18 mai 1887.

Mon cher ami,

Merci de l'envoi. Quel beau titre : *Arrière-Saison!* et j'aime les vers. Vos poèmes tendres et lyriques me ravissent toujours : à cause de la notation intime du détail, qui leur sied, et s'accorde avec un courant subtil et supérieur de rêverie ou de sentiment, pour en faire de petits chants exquis, à vous seul et modernes.

J'aurai sous la main longtemps, avant de la mettre dans ma bibliothèque à côté des *Intimités*, ce petit livre tout à relire.

STÉPHANE MALLARMÉ.

***

Les Parnassiens étaient entre eux très unis ; ils avaient été, ils demeuraient de vrais amis; leurs divergences intellectuelles n'interrompirent jamais leur parfaite intimité. Après une tournée de conférences qu'il avait faite en Belgique au cours de l'hiver 1888-1889 et qui l'avait beaucoup fatigué, Villiers de l'Isle-Adam fut obligé de prendre un repos absolu nécessité par l'état de sa santé qui empirait de jour en jour. Qu'allait-il devenir, privé de ses ressources ordinaires? Il fallait pourvoir à ses besoins les plus pressants. Ce fut alors que Stéphane Mallarmé prit l'initiative de former une sorte de ligue entre les amis de Villiers pour lui fournir par souscription une aide discrète et anonyme :

Mardi 13 mars 1889.

Mon cher Coppée, notre pauvre ami Villiers de l'Isle-Adam traverse une crise, maladie, soucis, d'une durée incertaine : nous voudrions, quelques-uns, la lui adoucir, et je crois que vous sentiriez du regret à ne pas en être averti. S'engager à cinq francs fixe, chaque mois, remis ainsi ou par une avance, en bons de poste, dans mes mains, paraît le moyen simple. On commencera tout de suite, en mars.

Discrètement, votre, mon cher Coppée.

STÉPHANE MALLARMÉ.

La petite institution, dont Mallarmé s'était improvisé le trésorier, fonctionna dès lors régulièrement. Cette assistance opportune permit à Villiers de quitter Paris et de se retirer à Fontenay-sous-Bois, puis à Nogent-sur-Marne ; mais, après une légère amélioration de son état, bientôt le mal s'aggrava et, le 12 juillet, Villiers entrait en traitement dans la maison des religieux hospitaliers de Saint-Jean-de-Dieu, de la rue Oudinot : Mallarmé l'annonçait aussitôt à Coppée.

Vendredi soir.

Cher ami, tout cela est très bon, comme vous.

Voilà qu'un mot de Villiers, trouvé en même temps que votre lettre, m'annonce qu'il s'est fait transporter aux Frères Saint-Jean-de-Dieu, ne vivant plus là-bas; et qu'un secours du ministère lui a permis de payer la première quinzaine. Nous sommes riches, avec de l'espace devant nous, et il y a lieu de thésauriser. Je me rendrai rue Hippolyte-Lebas.

Il devait entrer à peu près au moment où nous sortions : c'est un de ces coups de malade, mais bien explicable! Une bonne journée, grâce à vous.

23 juillet.

Merci, cher ami : il a été bien mal, en effet, samedi et dimanche, puis le revoici un peu comme à votre départ, mais plus évidemment touché. Robin ne croit pas qu'il dure plus d'un mois, si rien ne survient auparavant. Je pars pour Valvins, tout prêt à revenir sur un mot de Huysmans, que j'ai prié les Frères de faire appeler, en cas que cela aille mal. Merci à votre sœur et beaucoup d'amitiés.

STÉPHANE MALLARMÉ.

Villiers de l'Isle-Adam expirait le 18 août; mais ses derniers moments avaient été consolés, réchauffés par la touchante assistance, la chaude amitié des « Parnassiens, » toujours fidèles à leur confraternité littéraire... Deux ans après, Mallarmé « acceptait précieusement l'honneur de faire partie du Comité qui se formait pour élever, dans le jardin du Luxembourg, un monument à l'admirable et cher Théodore de Banville, et remerciait de grand cœur Coppée pour l'avoir averti (1). »

(1) Lettre de Mallarmé à Coppée du 18 février 1892.

*
* *

Mallarmé, chargé d'une division d'anglais au collège Rollin, depuis longtemps souffrant, comptera trente ans de service à dater du 1er novembre 1893. Il aura près de cinquante-deux ans; il demande à être admis, à cette époque, à faire valoir ses droits à la retraite : « Le collège me casse le peu de santé qui me reste pour les miens; il me tue. Je vous demande, mon cher Coppée, quand vous verrez Gréard, lequel est le maître de mes destinées, si vos relations à l'Académie s'y prêtent et pourvu que cela ne vous embarrasse, de vouloir bien lui remettre ma pétition... Un jour ou l'autre, cela aurait lieu d'office; et moi plus détérioré ou moins capable de me refaire un peu une existence. Je prends les devants... Alors, votre entremise, cher ami, me devient précieuse (1). »

Le serviable Coppée parle au recteur, et Mallarmé obtient sa retraite.

Et la correspondance continue toujours, comme l'amitié de Mallarmé, précieuse et raffinée.

Paris, 31 mars 1890.

Cher ami,

Vous trouverez cette poignée de main en revenant de Rome. *Toute une Jeunesse*, enfin soustrait aux dames avides de chez moi, m'a charmé : c'est tout émouvant, si on veut le lire simplement, en même temps qu'un certain recul perspicace domine les pages et permet d'y voir comme de haut, déjà, dans la fraîcheur des souvenirs.

Votre main, merci.

Paris, 22 novembre 1891.

Mon cher ami,

Tous les poèmes ou presque, groupés dans les *Paroles sincères*, déjà on les sait définitivement et la mémoire continuerait le livre, tant a de certitude votre empreinte, vive, durable : n'est-ce pas le privilège, suprême, des vers?

Mais peu à peu aussi le volume se recompose, comme un instant particulier de votre œuvre.

Toujours merci de ne pas m'oublier.

(1) Lettres de Mallarmé des 3 et 21 juillet 1893.

Paris, juillet 1892.

Merci, cher ami, de penser à moi ; et avec raison, car *les Vrais riches*, écrit pour tout le monde, garde aussi un secret charme appréciable de quelques-uns, ceux qui, parmi vos lignes établies, pleines et sûres, perçoivent à chaque coin et toujours une griffe jolie et subtile d'humouriste français bien exceptionnel.

Paris, mars 1893.

Merci pour cette attachante lecture, *Longues et Brèves*, où se perçoit votre voix, beaucoup ; celle, comme une parfaite corde d'instrument, des vers et aussi l'autre, l'intime, dans la causerie, qui m'est trop rare. Cordialement la main.

Paris, 21 juillet 1893.

Merci, cher ami, pour l'envoi des *Rivales* qui donnent, autrement que par le format, l'impression d'un petit classique ; en effet, la lecture reporte à telle œuvre aimable et poignante de l'autre siècle mais que renouvelée ici ! émue de vie, vraie et contée d'un ton qui est à vous.

Paris, 11 novembre 1893.

Merci, Coppée, des *Contes tout simples*, pour vous, oui, attendu qu'il vous coûte peu d'écrire, ici et là, dans le joli volume, des paragraphes pareils à des poèmes et où la ligne continue prend un reflet de vos stances les plus rares, avec quel bonheur !

Merci de ce serrement de main, qu'est tout envoi de vous, cher ami, et mes souhaits de santé avec un chagrin de savoir que vous fûtes souffrant ces jours-ci ; la main.

Paris, mardi 1894.

Cher ami,

L'admirable titre et fort à porter vingt volumes, toute votre causerie future ! que celui qui désigne ce recueil de vos articles goûtés au jour le jour : *Mon Franc-Parler* ! J'y retrouve beaucoup du son de votre voix narquois et généreux et ce que vous dites ainsi a tant d'évidence ! Vous tenez là un filon inépuisable puisqu'il est vous.

Merci. Votre main ; on me dit que ces premiers froids vous éprouvent, je les voudrais loin.

Valvins, par Avon (Seine-et-Marne),
18 octobre 1894.

Ce peu de carton, avant mon départ et celui des feuilles, cher ami, pour dire que d'ici j'ai ressenti tout ce qui vous advint pendant la saison, mon cher Coppée, des douleurs atroces dont un mal vous tourmenta, au franc et clair renouvellement du succès ordinaire à *Severo Torelli* (1). Attendu vraiment que je n'ose vous remercier, après des mois, pour l'envoi de *Mon Franc-Parler*, deuxième série. Pourtant, ces feuillets survivants prennent tout leur charme dans le plus de recueillement avec des heures disjointes, qu'apporte le séjour aux bois et près de l'eau. Souvent je vous ai pris, repris, à cause du texte, puis de tel sourire de vous qui y demeure.

A bientôt au revoir. Votre

STÉPHANE MALLARMÉ.

***

En 1895, le poète se retire définitivement dans sa petite maison de Valvins, dont il a fait le lieu préféré de sa solitude et de sa rêverie. C'est de là qu'il félicite François Coppée de sa nomination au grade de commandeur de la Légion d'honneur : « Tout ce qui vous échoit de bien fait des heureux, cher Coppée ; et, certes, il n'est pas assez d'honneurs pour désigner un excellent poète et le très brave homme que vous êtes aux yeux de tous : je vous serre la main, de grand cœur, et vous prie d'offrir à Mlle Annette nos affectueux compliments. »

L'année suivante, il fait appel à la vieille amitié de Coppée pour Verlaine, auquel on veut élever, dans le jardin du Luxembourg, un monument couronné par le buste du sculpteur Niederhausen :

26 juin 1896.

... Quelques intimes du pauvre Lélian ont formé, à ce dessein, un comité d'action ou préparatoire, dont la présidence m'a été confiée ; le vice-président est Rodin. Au nom des membres, dont vous lirez les noms sur la carte ci-jointe, je viens vous demander d'accepter la présidence du Comité de patronage, ou d'honneur, définitif : vous y serez en tête de tous les

(1) On venait de reprendre la pièce à la Comédie-Française.

poètes contemporains. Personnellement, je suis charmé de cette démarche dont on me prie. Tout me paraît très stable et nettement établi, on est sorti des préliminaires : les Beaux-Arts ont donné leur marque d'intérêt. L'emplacement, au Luxembourg, sera, sans aucun doute, bientôt accordé par le Sénat. Moins votre activité cordiale, au milieu de toutes vos occupations déjà, que le prestige de votre nom et le courant vaste de sympathies qu'il ouvrira pour l'œuvre entreprise, voilà l'attente de chacun : j'ajoute, cependant, qu'on a émis le souhait qu'un des articles du jeudi jetât quelque éclat, cher, à ce sujet. Votre voix peut tant!

Au revoir, j'ai bien tardé, Coppée, au long de mon installation ici, à vous remercier de l'envoi de *Mon Franc-Parler*, quatrième série; vous savez combien j'aime cette causerie avec vous, large et exquise. Je vous ai su malade, aussi, et veux connaître que vous allez mieux ou bien tout à fait. Ma lettre vous porte le souhait d'un bel été, travail et santé.

Votre vieil ami,

STÉPHANE MALLARMÉ.

***

C'est Mallarmé qui est nommé « Prince des poètes » à la place de Verlaine. Prince, il l'était, par la grâce de son accueil, la gravité et le raffinement de sa pensée...

Il terminait sa vie à la campagne comme il avait vécu, fier et pauvre, mais ennobli et riche de son rêve...

Le 9 septembre 1898, il mourait, ayant caressé jusqu'à sa mort le projet d'écrire le chef-d'œuvre rêvé : œuvre immense, et pourtant brève, qui eût harmonisé toutes les nuances, orchestré toutes les voix, fondu dans une architecture symbolique toutes les lignes. La mort survint avant que de ces matériaux aujourd'hui disparus le constructeur d'idéal ait pu façonner son temple et achever de « consacrer la poésie, pour en faire un langage d'essence surhumaine qui permît, à quelques élus au moins, de communier dans ce culte désintéressé des idées qui est la joie religieuse de l'esprit. »

JEAN MONVAL.

LA QUESTION RHÉNANE ET LA POLITIQUE FRANÇAISE

AU XIXe SIÈCLE

Dans un des plus éloquents discours auxquels ait donné lieu la discussion du traité de Versailles, M. Maurice Barrès, après avoir rappelé que « la France avait toujours eu une politique rhénane, » conviait ses auditeurs à en tirer des indications pour « éclairer la situation actuelle. » Cette étude semble devoir être particulièrement profitable, si on la fait porter sur la période du XIXe siècle, au cours de laquelle la situation territoriale de la France et de l'Allemagne, étant ce qu'elle est redevenue depuis, soulevait les mêmes préoccupations. N'est-ce pas un danger pour la paix de l'Europe que ses deux plus grandes puissances militaires se trouvent en contact immédiat et en rivalité forcée, au lieu d'être séparées par un État intermédiaire? N'est-ce pas un péril pour la sécurité de notre pays que sa frontière militaire, plus rapprochée de Paris que de Berlin, ne soit pas entièrement formée par une grande barrière fluviale? Ne serait-ce pas enfin un avantage pour les pays rhénans de former un organisme politique distinct, puisqu'ils servent de cadre à une civilisation mixte, mi-française et mi-germanique? Toutes ces questions, la désannexion de l'Alsace les a seulement renouvelées, mais elles s'étaient posées le jour où le Congrès de Vienne avait établi la Prusse sur la rive gauche du Rhin. Examiner comment les gouvernements et l'opinion y ont répondu de 1815 à 1870, c'est porter la lumière sur les principaux aspects et les plus instructifs précédents d'un

problème auquel les réparations réclamées par la France ont rendu un caractère de passionnante actualité.

I

Les membres de la Convention avaient eu les premiers à l'examiner à la fin du XVIIIe siècle, lorsque la marche victorieuse de leurs armées eut forcé la Prusse à leur adresser des propositions de paix (1795). Au nom de ce principe des frontières naturelles qu'ils avaient hérité de l'ancienne monarchie, et à l'application duquel leur rigueur de logique n'admettait pas de tempérament, ils décrétèrent l'annexion pure et simple à la République de la rive gauche du Rhin. Les populations en suivirent le sort de la France pendant une vingtaine d'années, sans que cette contrainte parût faire violence à leurs sentiments intimes. Décomposées avant 1789 en une poussière de petites souverainetés et de possessions prussiennes ou bavaroises, elles avaient été, au cours d'une histoire agitée, trop habituées à changer de maîtres pour prendre conscience de leur nationalité germanique. Indifférentes à l'origine étrangère de la domination napoléonienne, elles ne lui reprochèrent que ses abus, apprécièrent ses bienfaits, et, après sa chute, bornèrent leurs vœux à la voir remplacer par un régime capable de leur épargner les uns et de leur conserver les autres.

Le Congrès de Vienne devait décider, d'abord si les pays rhénans seraient en totalité rendus à l'Allemagne, puis entre quels États ils seraient partagés. Pour fixer leurs frontières méridionales, trois tracés furent successivement envisagés. Dans les pourparlers préliminaires au premier traité de Paris (30 mai 1814), les représentants de Louis XVIII revendiquaient pour leur pays, au delà de ses anciens territoires, l'annexion d'un glacis protecteur de 50 kilomètres de large, délimité au Nord par Luxembourg, Kaiserslautern et Spire. Les Alliés se récrièrent contre l'étendue de ces prétentions et ne voulurent en retenir que la cession à la France des bastions avancés de Sarrelouis et Landau, déjà possédés par elle en 1789. Elle devait d'ailleurs perdre ces garanties nécessaires de sa sécurité au second traité de Paris (20 novembre 1815), imposé à ses défaites par d'impitoyables rancunes, et fort habilement conçu pour ouvrir des brèches permanentes dans ses frontières. Mena-

cée de voir l'Alsace attaquée au Nord par Landau, tournée au Sud par la démolition des fortifications d'Huningue, la France restait à la merci d'une invasion dont l'obsession devait peser sur elle pendant un demi-siècle.

Ce péril eût été fort atténué, si elle était restée, comme avant 1792, limitrophe de voisins inoffensifs. La haine de ses ennemis, et surtout des ministres anglais, était trop clairvoyante pour le permettre. Après avoir restitué le Palatinat à la Bavière et fait attribuer la forteresse de Mayence à la Hesse, par embarras de la donner à d'autres, ils destinaient le reste des provinces rhénanes à une puissance assez forte pour y monter la garde de l'Europe. Les plus tenaces résistances à leur projet vinrent de la Prusse elle-même, à laquelle ils réservaient ce rôle; elle se montrait beaucoup plus impatiente d'arrondir son territoire de la Saxe que soucieuse de l'étendre, au risque de l'affaiblir, par une acquisition lointaine. D'après l'un de ses diplomates les plus réputés, Humboldt, les grandes puissances avaient intérêt à se trouver séparées par des États-tampons, dont l'existence supprime entre elles les occasions de conflit et leur laisse, en cas de guerre, le temps de se concentrer pour leur défense. Appliquant cette théorie à leur propre pays, les hommes d'État et généraux prussiens réunis à Paris pour délibérer sur sa forme future (29 mai 1814) partaient de ce principe « qu'il est préférable de ne pas mettre la Prusse en contact avec la France. » Ils étaient donc les premiers à dénoncer les périls qu'entraînerait pour la paix leur installation sur la rive gauche du Rhin. Ils ne purent réussir à faire accepter, même de la France, leur projet d'y transférer le roi de Saxe; mais, parmi les arguments invoqués par Talleyrand pour justifier son refus, figurait, après des raisons de politique générale, cette considération que, dans l'avenir, les provinces rhénanes seraient plus difficiles à reprendre, si elles appartenaient à un souverain ami de Louis XVIII. C'était indiquer qu'il ne regardait point leur abandon comme définitif.

Aussi bien cette arrière-pensée se retrouvait-elle dans l'âme de tous ses compatriotes, sans distinction d'opinion; elle réunissait dans une même espérance les royalistes qui se rattachaient aux traditions de l'ancienne monarchie et les libéraux qui gardaient au cœur le souvenir de la gloire impériale : « Sans le Rhin, formulait de Bonald, la France n'est pas finie et ne

saurait être stable. » — « Sans le Rhin, proclamait Chateaubriand avec une singulière prescience de l'avenir, notre indépendance nationale est livrée à la merci d'une seule bataille et d'une guerre de huit jours. » A ces affirmations des apologistes du régime répondait comme un écho ce vers d'un de ses plus implacables adversaires, Béranger :

Le Rhin lui seul peut retremper nos armes.

Dans le public et la presse, on invoquait tour à tour, à l'appui de la même thèse, l'histoire de la France, qui se résumait dans une marche ininterrompue vers les limites de l'ancienne Gaule, sa sécurité militaire, compromise par la perte de sa barrière fluviale contre l'Allemagne, sa configuration géographique, aussi nettement marquée par la nature au Nord qu'au Sud, enfin les vœux des peuples dont on l'avait séparée sans les consulter. Pour toute la génération parvenue à la vie politique à la chute de l'Empire, la revendication des provinces rhénanes présenta le même caractère que pour nos contemporains la question d'Alsace : elle fut admise comme un dogme incontesté, considérée comme un impératif catégorique, poursuivie comme une condition de l'existence nationale.

Loin de chercher à étouffer ces aspirations, le gouvernement des Bourbons s'y associa, c'est une justice à lui rendre, dans la mesure où le lui permettait le respect des traités. Mais comment espérer les satisfaire sans le concours d'une alliée et la faveur d'une occasion ? Il devait trouver l'une et l'autre en Orient. La Russie était la seule puissance que la contiguïté de territoires ou la rivalité de politique ne mît pas en opposition avec ses desseins. Le sentiment de cette solidarité d'intérêts avait déterminé l'empereur Alexandre à empêcher en 1815 le démembrement de la France et à offrir en 1820 à son ambassadeur, La Ferronnays, « l'assistance sincère et efficace de la Russie » pour ses projets éventuels d'agrandissement. Ces avances encouragèrent le gouvernement de la Restauration à consolider le trône par l'éclat d'une revanche territoriale extérieure. Au dire d'un de ses meilleurs diplomates, M. de Bourgoing, « les instructions secrètes de plus d'un de ses ambassadeurs étaient rédigées dans cet esprit à partir de 1820. » Quand fut entreprise l'expédition d'Espagne, c'était avec le secret désir de rendre au pays sa confiance en une force militaire qui, dans un avenir prochain,

trouverait peut-être à s'employer sur une autre frontière que celle des Pyrénées. Trois années plus tard, quand le soulèvement de la Grèce commença à diviser l'Europe, Charles X mit à seconder la politique russe, contrariée par l'Angleterre et l'Autriche, une telle bonne volonté que Nicolas Ier, surmontant ses premières défiances envers une monarchie constitutionnelle, le fit pressentir à plusieurs reprises sur les moyens de l'en récompenser.

Bientôt les affaires d'Orient, compliquées encore par la bataille de Navarin, parurent aboutir à une crise décisive. En 1828, le Tsar déclarait la guerre au Sultan et, en 1829, ses armées victorieuses campaient sous les murs d'Andrinople, d'où elles n'avaient plus qu'un pas à faire pour entrer dans la capitale turque. Les puissances laisseraient-elles l'Empire ottoman disparaître sans réclamer une part de ses dépouilles ou au moins des compensations propres à maintenir l'équilibre de leurs forces? et le remaniement probable de la carte de l'Europe ne semblait-il pas apporter enfin aux vaincus de 1815 l'occasion, tant attendue depuis quinze ans, de faire valoir leurs droits à des réparations? A Paris, l'opinion publique savait d'avance où les chercher. Il nous faut les frontières naturelles du Rhin! déclaraient à l'envi Chateaubriand à l'ambassadeur de Prusse, l'amiral de Rigny à celui d'Autriche, le général Sébastiani à lord Palmerston, alors en voyage en France. Dans les salons politiques, toutes les conversations sur les affaires d'Orient aboutissaient à la même conclusion. L'agitation et l'anxiété croissante des esprits trouvèrent leur expression dans certaines brochures de circonstance, dont l'une au moins fit assez de bruit pour que Metternich crût devoir la stigmatiser comme « l'inconcevable produit d'une plume véritablement guidée par la démence. » L'auteur en était un vieux soldat de l'Empire, devenu député de l'opposition libérale, le général de Richemont. Il se flattait d'y démontrer, avec l'assurance de l'irresponsabilité, comment la paix pourrait être assurée à l'avenir par une distribution nouvelle des territoires européens. A cet effet, il annexait d'emblée à celui de la France la totalité de la Belgique et de la Rhénanie, indemnisait la Prusse et la Hollande par le partage du Hanovre, jetait la Crète en pâture aux convoitises britanniques, et satisfaisait avec la Turquie d'Europe celles de l'Autriche et de la Russie.

Au moment même où ces fantaisies diplomatiques venaient traduire le malaise de l'opinion, le gouvernement se préoccupait de préciser à l'avance le profit qu'il pourrait tirer des complications orientales. Dès 1828, Chateaubriand, consulté à ce sujet, lui avait répondu de son ambassade de Rome par un mémoire où il préconisait, conformément à une conviction maintes fois exprimée, l'alliance russe comme seule propre à rendre à la France « la ligne du Rhin, de Cologne à Strasbourg. C'est là que tôt ou tard elle doit placer ses frontières, tant pour son honneur que pour sa sécurité. » La même question allait être reprise et traitée dans toute son étendue, lorsque le prince de Polignac eut formé le dernier ministère de la Restauration (août 1829). Son premier soin fut de réunir le Conseil du Roi pour lui soumettre une longue note où il exposait ses vues sur les perspectives que la crise orientale ouvrait à la France. Il y soutenait l'opportunité de faire accepter par le cabinet de Pétersbourg un plan général de réorganisation européenne, fondé sur le double partage de l'Empire ottoman et du Royaume des Pays-Bas. Le premier de ces États ne conserverait que ses possessions asiatiques et africaines ; parmi ses possessions européennes, la Moldo-Valachie serait attribuée à la Russie, la Bosnie et l'Herzégovine à l'Autriche et les autres formeraient un royaume chrétien, avec Constantinople pour capitale. Le souverain des Pays-Bas irait y régner, après avoir cédé ses colonies à l'Angleterre, la Hollande à la Prusse, et la Belgique à la France, qui incorporerait ainsi à son territoire des populations parlant sa langue.

Était-ce pour celle-ci la part la plus profitable ? Et n'aurait-elle pas eu plutôt avantage à s'étendre dans la direction où se portait l'élan du sentiment national ? C'est ce que soutint le Dauphin, ce que discuta le Conseil et ce que contesta Polignac en montrant que l'annexion des provinces rhénanes, en donnant à la France « une position menaçante et tout offensive contre l'Allemagne, » réunirait contre elle les résistances de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Prusse. Il proposait d'ailleurs de pourvoir aux exigences essentielles de sa sécurité par une combinaison renouvelée en partie du Congrès de Vienne. Elle reprendrait les frontières de 1814, sur la possession desquelles elle ne pouvait transiger, mais les verrait couvertes désormais par le voisinage pacifique du roi de Saxe, pour lequel

on créerait sur la rive gauche du Rhin une souveraineté intermédiaire entre la France et l'Allemagne.

Ce vaste plan d'arrangements territoriaux destinés à satisfaire à la fois les vœux de la France et les intérêts de ses rivales n'était-il point chimérique, en raison de son ampleur même? Ne présentait-il pas d'autre part le danger de favoriser l'accroissement des grands États au détriment des petits? Il ne devait pas subir l'épreuve de la pratique, car, au moment même où il parvenait à Pétersbourg (septembre 1829), l'empereur Nicolas traitait avec la Turquie, afin de prévenir un partage qui lui eût enlevé l'espérance de l'absorber un jour tout entière. Ce n'est donc point la Révolution de juillet, comme on l'a avancé avec quelque légèreté, mais la paix d'Andrinople qui a arrêté les premières négociations entreprises avec quelque chance de succès pour reviser les traités de 1815. Si le règlement de la question rhénane s'en trouvait ajourné, au moins la période de la Restauration avait-elle eu pour résultat d'en préciser les données. Par une rencontre significative, on avait vu les deux puissances qu'elle intéressait au premier chef, la Prusse et la France, la poser en termes identiques en s'efforçant, l'une en 1814, l'autre en 1829, de remédier par le même expédient aux périls de leur contiguïté. En France même, les discussions qu'elle avait soulevées mettaient en lumière l'opposition des deux solutions qu'elle comportait : la thèse de l'annexion, représentée par Chateaubriand, et la thèse de l'autonomie, soutenue par Polignac, devaient se disputer pendant tout le XIXe siècle, et jusqu'à nos jours, les préférences de l'opinion.

II

Si la seconde avait paru triompher en 1829, la première reçut une force nouvelle des événements de 1830. Nationale en même temps que libérale, la Révolution de juillet devait, dans l'esprit des plus ardents de ses auteurs, compléter la victoire du peuple à Paris par l'affranchissement des peuples opprimés en Europe : et parmi ceux-ci, les premiers à délivrer étaient naturellement ceux qui avaient été séparés de la France contre leur gré. Sur ce dernier point, Armand Carrel, le publiciste du parti qui avait La Fayette pour pontife, Lamarque pour général et Mauguin pour orateur, se montrait particulièrement affirmatif

dans ses articles enflammés du *National*. Un jour il écrivait qu' « entre messieurs les Prussiens et la Révolution, il ne sera signé de paix que quand il n'y aura plus un soldat prussien sur la rive gauche du Rhin ; » et un peu plus tard que « le gouvernement trahirait la France de la manière la plus coupable, la plus lâche et la plus infâme, s'il permettait que la rive gauche appartînt à d'autres qu'à lui. » Passionnément commentées à Paris, ces excitations belliqueuses trouvaient un écho en Alsace, où l'on croyait venu le moment de marcher sur Landau, dans les provinces rhénanes, où l'on attendait les Français, à Berlin même où le Roi semblait résigner à les y voir paraître.

Le Gouvernement de Louis-Philippe, qui tenait avant tout à la paix, n'avait garde d'encourager cette agitation, mais il ne laissait pas que d'en être impressionné ; il eut un instant l'espoir soit de la calmer, soit d'en montrer au moins l'inutilité par une démarche assez risquée dont fut chargé son ambassadeur à Londres. M. de Talleyrand pressentit à plusieurs reprises Palmerston sur un projet qui permettrait à la France d'occuper les provinces rhénanes en indemnisant la Prusse avec la Saxe et le roi de Saxe avec la Belgique. Une autre fois il se contentait, plus modeste, de réclamer les frontières de 1814, dont la perte était aussi vivement ressentie à Paris qu'au premier jour. Dans un cas comme dans l'autre, il se heurta à un refus assez catégorique pour rendre toute insistance inutile. Louis-Philippe se garda de renouveler une expérience dont il prévoyait peut-être à l'avance le résultat ; et l'exaltation patriotique qui avait signalé le début de son règne s'épuisa bientôt en manifestations de stérile sympathie pour la cause des nationalités luttant pour leur existence en Belgique, en Pologne et en Romagne.

A partir de ce moment, et jusqu'à la fin du régime, la question rhénane, quittant le domaine des faits pour la région des idées, ne devait plus donner lieu qu'à des mouvements d'opinion dont il est curieux de suivre les directions successives. Elle préoccupa d'abord les publicistes et les penseurs que la contemplation de l'Allemagne idéale conduisait à l'étude de l'Allemagne moderne. Épris de son génie, frappés des avantages qu'auraient à s'entendre les deux grandes nations assises de chaque côté du Rhin, ils rêvèrent de faire servir à leur rapprochement les territoires mêmes où leurs civilisations s'étaient pénétrées et dont la possession les avait si longtemps mises aux prises.

Cette conception trouva son principal interprète dans un écrivain un peu oublié aujourd'hui, mais auquel son aptitude aux grandes généralisations, son imagination à la fois philosophique et poétique, sa parenté d'esprit avec Michelet et Quinet valurent sous Louis-Philippe une heure de notoriété. L'ouvrage (*Au delà du Rhin*) que Lerminier publia en 1835 sur l'Allemagne, dont il examinait avec une égale sympathie les tendances intellectuelles et les aspirations politiques, s'ouvrait par une description colorée des diverses régions qui la composent. Comme plus tard M. Maurice Barrès, il s'efforçait de mettre en lumière le caractère mixte des villes rhénanes, françaises par certaines de leurs affinités, mais « portant au front l'empreinte du génie germanique ; » il en concluait que « le Rhin n'est pas enfermé dans un empire, mais sépare deux nations ; ses bords ne peuvent s'appartenir à eux-mêmes ; les provinces de la rive gauche doivent être des municipalités fleurissant sous le protectorat d'un grand État. » Mais quel sera cet État ? Le plus digne, répondait l'auteur, celui auquel reviendra « la palme de la civilisation et de l'intelligence. » Que la France, abandonnant toute pensée de conquête directe, se contente d'exercer sur les Rhénans la séduction de ses qualités, qu'elle se montre « bienveillante et désintéressée, » et elle les verra naturellement venir à elle : « Ce n'est point une condition malheureuse que sa protection. Ils pourront trouver un jour plus de douceur à reconnaître la supériorité de Paris que de Berlin. » Quant aux Prussiens, il faut compter sur leur sagesse pour qu'ils sentent la nécessité de se fortifier autour de leur centre et pour qu'ils renoncent d'eux-mêmes à des provinces dont l'âme leur échappera, puisqu'elles seront soumises à l'influence intellectuelle de la France.

C'était là faire preuve d'une belle confiance en la souveraineté des forces morales. Ces illusions, communes à beaucoup d'esprits élevés, reçurent bientôt des événements le plus brutal des démentis. En 1840, la question de Syrie, en opposant la France à l'Europe, faillit déchaîner une guerre générale. La crainte de voir la vallée du Rhin en devenir le théâtre provoqua dans toute l'Allemagne une explosion de passions gallophobes ; elles trouvèrent leur expression populaire dans la fameuse chanson de Becker, *le Rhin allemand*, dont le refrain pouvait se résumer d'un mot : « Venez donc nous le prendre ! » On se rappelle quel fut l'effet de ce défi sur l'opinion française. Tandis

que Lamartine, dégagé des contingences terrestres, invitait, dans sa *Marseillaise de la paix*, les deux grandes nations qui se disputaient le Rhin à aller chercher sur les bords du Nil l'oubli de leurs compétitions, Musset adressait à Becker une vibrante réplique dont un vers,

Où le père a passé, passera bien l'enfant,

exprimait une espérance sous la forme d'un souvenir. La provocation était relevée, mais l'incident montrait à quel point les idées de conciliation si gratuitement prêtées aux Allemands leur restaient étrangères. Leur intransigeance devait-elle donc condamner la France à choisir entre le Rhin et la paix, entre ses aspirations nationales et ses doctrines humanitaires? Et pour échapper à cette alternative, ne pouvait-elle les amener à accepter comme un marché ce qu'ils se refusaient à consentir comme un sacrifice, en trouvant à leur offrir des compensations à la perte du Rhin? Si hasardeux qu'en parût le résultat, cet effort de persuasion tenta successivement, après 1840, un penseur qui s'essayait parfois à être poète et un poète qui prétendait au titre de penseur : Edgar Quinet et Victor Hugo.

Le premier semblait désigné pour ce rôle de médiateur moral entre deux grands peuples par la connaissance approfondie qu'il avait de l'un et le dévouement passionné qu'il portait à l'autre; il unissait l'âme d'un cosmopolite au cœur d'un patriote. Son patriotisme lui dicta d'abord une réponse en vers à *la Marseillaise de la paix;* traversée par un certain souffle lyrique, elle se terminait par un vers qui résonnait comme un appel aux armes :

Allons revoir notre Jourdain.

Dans un petit écrit postérieur de quelques semaines, *1815 et 1840*, Quinet, revenant sur le même sujet, s'adressait, en prose cette fois, directement aux Allemands. Tout en protestant qu'une lutte armée avec leur pays lui ferait l'effet d'une « guerre civile, » il s'évertuait à leur démontrer le « caractère hostile, » pour la France, que présentait leur établissement sur la rive gauche du Rhin, où ils possédaient, avec Luxembourg, Landau et Mayence, « les clefs de Paris : » « En occupant ce bord, leur disait-il, vous ne pouvez vous empêcher de paraître nous menacer, car vous avez le pied sur notre seuil. Vous êtes chez nous. Vous pourriez pénétrer jusqu'à notre foyer sans rencon-

trer un obstacle contraire. Lorsque cette rive est à nous, cette position n'est encore que défensive. C'est vers l'Orient, ajoutait-il, qu'est votre pente. Le Rhin a votre passé, mais le Danube a votre avenir... Le Danube turc compensera pour vous, infailliblement et surabondamment, le Rhin français. » Par cette conclusion, l'auteur nous apparaît à distance comme un précurseur lointain et inconscient de cette théorie de la *Mittel-Europa*, à laquelle des événements bien postérieurs devaient réserver une si singulière fortune

Un grand poète allait reprendre à son compte, en leur donnant une ampleur nouvelle, ces idées à peine indiquées par Quinet. Le 15 août 1841, on inaugurait à Boulogne une colonne commémorative du séjour de la Grande Armée; Victor Hugo composa pour la circonstance une cantate, non recueillie dans ses œuvres, et dans laquelle il débordait le cadre officiel de son inspiration pour résumer en quelques brèves formules une conception nouvelle de l'équilibre européen. Il y déclarait :

Dieu veut la grande France et la grande Allemagne,
Pour donner à l'Europe un centre souverain.
Bientôt des vieux sultans mourra la race éteinte.
Alors Dieu qui bénit Teutonia la Sainte,
Lui rendra le Danube et nous rendra le Rhin.

L'année suivante paraissait en librairie, sous la même signature, un important ouvrage qui portait comme titre : *le Rhin*. Il n'évoque plus guère à l'esprit du lecteur de nos jours que le charme de prestigieuses descriptions, ou l'étalage d'une érudition parfois un peu laborieuse. Dans la pensée de l'auteur, il représentait un manifeste politique autant qu'un récit de voyage. Parti sur les bords du Rhin à la recherche d'impressions pittoresques, Hugo avait découvert « sous la transparence de ses flots le passé et l'avenir de l'Europe. » Il consacrait une conclusion monumentale à l'exposé des aperçus que lui avait inspirés cette contemplation. D'après lui, deux puissances démesurées, l'Angleterre et la Russie, assises aux deux extrémités du continent, en compriment le centre de leur masse, comme au XVIe siècle l'Espagne et la Turquie. Pour résister à cette double étreinte, la France et l'Allemagne, qui représentent le cœur et la tête de l'Europe, doivent s'unir étroitement et lui imposer la dictature pacifique de leur civilisation; adossées, accolées l'une à l'autre,

elles seront invincibles. Qui les en empêche? Cette question des provinces rhénanes que la première revendique, que la seconde détient, et par l'attribution desquelles l'Angleterre a voulu au Congrès de Vienne perpétuer leur désaccord. Que la France en obtienne la restitution à l'amiable et qu'en retour elle laisse pleine liberté à la Prusse d'annexer le Hanovre pour devenir une puissance maritime, à l'Allemagne de s'étendre sur le Danube pour devenir une puissance orientale. Cette combinaison satisfera les intérêts de deux grands pays voisins et rendra durable cette paix que leurs contestations de territoire avaient si longtemps rendue précaire.

Malgré tout ce que l'éclat de la forme pouvait ajouter à la séduction de cette thèse, elle n'eut ni le succès, ni même le retentissement qu'en attendait l'auteur. Elle laissa certains esprits rebelles et les autres indifférents. Elle fut même critiquée comme contraire aux vrais intérêts de la France, car elle sacrifiait à un léger agrandissement le grave danger d'avancer la formation de l'unité allemande. D'autre part, l'opinion publique, une fois remise de l'alerte de 1840, se détachait de plus en plus des préoccupations extérieures pour se laisser absorber par ses soucis matériels ou par la lutte des partis. Après la révolution de 1848, les bouleversements européens parurent réveiller certaines espérances dont on retrouve la trace dans les curieux propos qu'un économiste anglais, Senior, prétend avoir recueillis sous le Second Empire de la bouche de Thiers : « Si on m'avait laissé faire en 1848, lui aurait déclaré ce dernier, j'aurais, en un seul été et sans guerre, assuré la grandeur de la France. Je n'aurais pas touché à la Belgique, mais j'aurais étendu notre frontière jusqu'à Mayence, qui est la clef de l'Allemagne. Par des présents ou par la crainte, nous aurions enlevé le consentement de la Hesse et de la Bavière, et le reste de l'Europe n'eût pas cru que la chose valût la guerre. J'aurais aimé à aller jusqu'à Coblentz; mais je ne me serais pas exposé à une querelle avec la Prusse. » Ces confidences rétrospectives ne représentaient que la pensée, ou plutôt l'ambition personnelle d'un homme qui aimait à se poser en héritier des traditions révolutionnaires et impériales. Elles répondaient si peu à l'opinion générale que le premier acte du Gouvernement provisoire avait été la reconnaissance implicite du *statu quo* territorial en Europe, et qu'à la fin de 1848 un des plus brillants ora-

teurs parlementaires de la seconde République, Montalembert pouvait déclarer à la tribune, sans soulever de protestations, que la France était satisfaite de ses frontières présentes, et ne cherchait point à en sortir.

III

Bientôt après, les vicissitudes de la politique intérieure devaient porter au pouvoir suprême un homme dont le nom semblait une protestation vivante contre les traités de 1815. Napoléon III ne cachait point son ambition de fonder une Europe nouvelle et une paix durable sur les droits des peuples enfin satisfaits. Pour se rapprocher de cet idéal, sa pensée paraissait aussi féconde en combinaisons diplomatiques que le règne de son oncle l'avait été en victoires militaires. Affranchissement de l'Italie, reconstitution de la Pologne, union scandinave, union ibérique, union des principautés danubiennes contre la Turquie, des petits États allemands contre la Prusse et l'Autriche, des nations latines contre la prépondérance germanique ou anglo-saxonne, tels furent les projets qu'il a réalisés dans ses actes, poursuivis dans ses entreprises ou simplement agités dans ses conversations avec les souverains ou ses confidences à ses familiers.

Quelle place y réservait-il à son propre pays? Aspirait-il notamment à lui rendre à l'Est les frontières historiques du Premier Empire? Son dernier ministre et biographe, Émile Ollivier, l'a contesté, en invoquant son désintéressement éprouvé dans les relations internationales, son respect presque superstitieux pour les droits des nationalités, sa crainte maintes fois exprimée de rencontrer dans les provinces rhénanes une nouvelle Vénétie. Rien n'empêche d'accepter ces protestations, complétées pourtant par une double réserve. Hostile en principe à l'annexion de pays germaniques, Napoléon III ne renonçait point pourtant à celle des frontières de 1814, dans laquelle il voyait à la fois une restitution et une mesure de sécurité. D'autre part, la force croissante d'une opinion publique avec laquelle il était obligé de compter devait, à certains moments critiques, l'entraîner à des prétentions territoriales qui dépassaient peut-être de beaucoup ses désirs personnels.

Quoi qu'il en soit, en présence des inquiétudes qu'éveillait

son nom, il sembla au début de son règne mettre toute son ambition à convaincre l'Europe qu'il n'en nourrissait aucune sur les pays voisins. Dès 1850 il envoyait son familier, Persigny, porter à Berlin cette assurance ; deux ans plus tard, il la renouvelait sous une forme solennelle en déclarant à Bordeaux que « l'Empire, c'est la paix. » S'il parut la démentir par la guerre de Crimée, il trouva l'occasion de la confirmer au Congrès de Paris en s'abstenant, contre l'attente générale, d'y réclamer pour la France aucun avantage direct. En 1860, l'annexion de la Savoie, les considérations par lesquelles ses ministres la justifiaient, quelques propos imprudents échappés à sa réserve habituelle sur la possibilité de recouvrer sans guerre Sarrelouis et Landau, lui firent prêter un instant le dessein de vouloir appliquer aussi sur le Rhin la théorie des frontières naturelles. Il lui suffit, pour dissiper ces appréhensions, d'une entrevue à Bade avec le Prince-Régent de Prusse (juin 1860). A partir de ce moment, son désintéressement parut assez indiscutable pour que les interprètes officieux de sa politique se crussent autorisés à le garantir en son nom. Dans une spirituelle fantaisie sur *la Nouvelle carte d'Europe*, un familier du Palais-Royal, Edmond About, lui prêtait cette boutade : « Je veux mourir à Sainte-Hélène s'il m'arrive de convoiter une demi-lieue de terrain, » et le représentait comme refusant le cadeau des provinces rhénanes, que lui offrait la reconnaissance de la Prusse agrandie. C'est aux Prussiens également que s'adressait en 1861 l'auteur anonyme d'une brochure d'inspiration officielle sur *le Rhin et la Vistule*; il les adjurait de se rassurer enfin au sujet des intentions de la France et de se prémunir plutôt par la reconstitution de la Pologne contre les envahissements probables de la Russie.

Jusqu'alors la question du Rhin n'avait été soulevée que dans les alarmes de l'Europe ; le moment devait arriver où elle serait non seulement posée, mais encore imposée à l'Empereur par les événements. Au printemps de 1866, il devint évident pour tous que la longue rivalité historique de la Prusse et de l'Autriche allait éclater en une guerre décisive de suprématie. Quelle que fût la force des deux adversaires, la neutralité de Napoléon III était indispensable à leurs desseins et son appui devait donner une supériorité écrasante à celui qu'il favoriserait. Quelle que fût l'issue de la lutte, le vainqueur en recevrait

un accroissement de puissance qui représenterait une menace et une diminution pour tous les États voisins. Par une rencontre presque inespérée de circonstances, la France ne pouvait ni se désintéresser sans déchoir du duel qui allait s'ouvrir, ni s'en mêler sans en tirer profit. Elle en était l'arbitre naturelle, et il lui suffirait, pour en devenir la bénéficiaire obligée, de fixer le prix d'un concours qui serait ardemment disputé. L'occasion n'était-elle pas unique de fermer la blessure ouverte à son flanc par les traités de 1815 et de revendiquer même, avec la ligne du Rhin, la plénitude de ses frontières naturelles? Elle y semblait encouragée par les dispositions qu'elle trouvait parmi les populations rhénanes, — auprès de M. de Bismarck, — et jusque dans le cabinet de Vienne.

Les premières la supposaient trop ambitieuse pour rester inactive dans le conflit austro-prussien, et trop puissante pour ne pas y faire prévaloir ses volontés. Quand elles virent, au mois de mai, l'État-major prussien retirer toutes les garnisons de leur pays et procéder même au déménagement complet des casernes, elles ne doutèrent point que cette évacuation ne fût le prélude d'une occupation française secrètement concertée avec Paris : perspective qui leur inspirait des sentiments divers selon les régions. Dans les territoires prussiens proprement dits, elles n'aimaient, de l'aveu même de Bismarck, ni leur gouvernement, ni la dynastie; mais après un demi-siècle de vie commune, elles ressentaient assez vivement l'orgueil d'appartenir à une nation forte et respectée pour ne pas désirer un changement de domination. En revanche, les sujets hessois et bavarois auraient, en cas de plébiscite, voté leur annexion à la France par les quatre cinquièmes des suffrages, parce qu'ils étaient las d'appartenir à de petits États incapables de les protéger et de les comprendre, ambitieux de participer à la puissance et à la vie d'un grand pays, et qu'ils se sentaient entraînés vers la France par certaines affinités naturelles comme par les souvenirs de la domination napoléonienne. Si l'on pouvait noter quelques différences dans leurs dispositions, partout d'ailleurs l'attente était la même : à Cologne, on commençait à refuser les billets de banque prussiens; dans le Palatinat, beaucoup de familles se réfugiaient en Alsace pour y voir venir les événements; dans l'intérieur de l'Allemagne même, Bismarck était ouvertement accusé par les patriotes d'avoir cédé ou

vendu à l'ennemi héréditaire une portion du sol germanique.

A ce moment critique de sa carrière, ce dernier se montrait à la fois obsédé par l'idée que la bienveillance de la France était indispensable à ses desseins et impatient de savoir par quels sacrifices il devrait l'acheter. Sur ce point d'ailleurs, les scrupules ne devaient guère le gêner, car, quelques années auparavant, il déclarait couramment à ses collègues de la Diète de Francfort qu'il ferait bon marché des provinces rhénanes, s'il pouvait obtenir la Saxe en échange. Soucieux toutefois de réduire au minimum ses concessions éventuelles, il s'abstenait de formuler des propositions qui seraient devenues pour lui des engagements, et préférait attendre, pour avoir pleine liberté de les marchander, celles de la France, dont il s'efforçait d'orienter les convoitises vers ce qui n'appartenait ni à l'Allemagne comme la Belgique, ni à la Prusse, comme la Bavière rhénane. Il l'aurait vue sans trop de peine, déclarait-il au général Govone, prendre les territoires compris entre le Rhin et la Moselle et ne se serait montré intransigeant que pour lui disputer la possession des têtes de pont de Cologne, Coblence et Mayence.

Le « silence impénétrable » que Napoléon III opposait à ces ouvertures ne tenait pas seulement à l'indécision du souverain, mais encore à cette conviction, commune à tout son entourage, que la guerre serait d'abord indécise entre les deux adversaires, et qu'un moment viendrait où ils seraient forcés de recourir à son appui pour la terminer à leur avantage. Dans cette hypothèse, la sagesse ne lui commandait-elle pas d'attendre leurs inévitables surenchères, et de ne pas limiter, en les publiant à l'avance, ses prétentions futures? Encore convenait-il de les préciser pour lui-même. Son cousin, le prince Napoléon lui soumit un projet de traité par lequel il embrasserait ouvertement la cause italo-prussienne et se réserverait en retour la Bavière rhénane, moins Mayence, mais avec Darmstadt et Hombourg. L'Empereur repoussa cette proposition comme trop aventurée et préféra demander des inspirations à un Conseil de la Couronne convoqué quelques jours avant l'ouverture des hostilités. Après que Rouher et Drouyn de Lhuys eurent fait connaître que la France était encore libre de tout engagement, Persigny prit la parole pour soutenir qu'elle ne pouvait annexer les provinces rhénanes, allemandes de race, sans manquer au principe des nationalités; mais qu'elle obtiendrait les mêmes garanties

de sécurité, si elle les destinait à former, entre la Prusse et elle, cet État-tampon dont la création avait été parfois envisagée et la nécessité si souvent reconnue depuis 1815; il suffirait à cet effet de les attribuer comme dédommagement aux petits princes dont la guerre amènerait forcément la dépossession au centre de l'Allemagne. Développées avec l'impétuosité et même l'exagération particulières à leur défenseur, ces idées parurent rallier tous les suffrages; et si l'expression n'en passa malheureusement point dans un document officiel et public, elles trouvèrent leur application dans les clauses d'un traité secret signé le 9 juin avec l'Autriche. Effrayée au dernier moment d'avoir à combattre sur deux fronts, cette puissance se décidait à un suprême effort pour obtenir la neutralité de l'Italie en lui offrant la Vénétie par l'entremise de la France; et afin d'intéresser celle-ci à sa cause, elle s'engageait officieusement à approuver « un remaniement territorial qui, agrandissant la Saxe, le Wurtemberg et la Bavière aux dépens des princes médiatisés, ferait des provinces rhénanes un nouvel État allemand indépendant. »

A la veille de la lutte, Napoléon III avait donc pris ses garanties du côté de Vienne, mais aucune du côté de Berlin. C'est assez dire dans quel désarroi le jeta la nouvelle de Sadowa. Au moins la demande de médiation que lui adressa François-Joseph lui ménageait-elle une possibilité tardive de faire enfin entendre la voix de la France. Pour que le vainqueur consentît à l'écouter, il eût fallu toutefois une intervention ou au moins une démonstration militaire. Partagé entre les influences contradictoires de ses principaux conseillers, le souverain abandonna ce projet quelques heures après avoir paru l'adopter (5 juillet). Il lui restait, il est vrai, la ressource de faire payer son adhésion aux annexions projetées en Allemagne par le roi Guillaume et son ministre. Les pressantes sollicitations du ministre de Prusse à Paris, de Goltz, arrachèrent quelques jours plus tard à sa faiblesse son acquiescement non seulement au programme minimum dont ils se seraient peut-être contentés, mais encore au programme maximum dont ils osaient à peine escompter la réalisation (19 juillet). Cette renonciation volontaire aux moyens de contrainte matérielle et de pression morale dont il pouvait disposer à leur endroit le mettait en mauvaise posture pour leur imposer ses vues. Son envoyé au Quartier-général prussien, Benedetti, ne put

qu'obtenir d'eux quelques satisfactions secondaires, mais dut souscrire, lors des préliminaires de Nikolsbourg (26 juillet), à l'expulsion de l'Autriche hors de l'Allemagne et à la formation d'une Confédération restreinte au Nord du Mein.

Les prétentions prussiennes se trouvaient donc satisfaites avant même que les revendications françaises n'eussent été formulées. Faute d'avoir su lier la seconde question à la première, le Gouvernement impérial ne pouvait plus ni l'éluder ni la résoudre. Comment présenter à un peuple exalté par son triomphe des demandes que l'incertitude de la victoire et le besoin de l'alliance française auraient seules pu lui faire accepter deux mois auparavant? La dernière consigne laissée par Bismarck à sa presse officieuse, avant son départ pour l'armée et après les premiers succès (1er juillet), était la défense de risquer la moindre allusion aux provinces rhénanes.

Mais comment, d'autre part, rester insensible à ce tressaillement d'anxiété patriotique qu'avait provoqué en France le coup de foudre de Sadowa, lorsqu'en étaient apparues les premières conséquences? Pour balancer l'extension démesurée de la Prusse, l'opinion réclamait des compensations avec une ardeur tellement impressionnante que Napoléon III, affaibli déjà par la maladie, se sentit incapable de résister à ses entraînements. De là trois démarches à la fois hâtives et tardives accomplies successivement à Berlin, où elles furent accomplies sans grande conviction et repoussées sans grande peine. — Tout d'abord, Benedetti réclama l'annexion, non seulement de la Bavière rhénane, mais encore de cette forteresse de Mayence que Bismarck avait toujours déclaré ne vouloir céder à aucun prix : ses demandes essuyèrent un refus courtois, mais catégorique (7 août). — Le ministre des Affaires étrangères, Drouyn de Lhuys, désireux de dégager sa responsabilité d'une politique qu'il désapprouvait en secret, imagina ou plutôt rajeunit une autre combinaison d'après laquelle la rive gauche du Rhin serait constituée en État autonome, mais allemand, neutralisé comme la Suisse, et où irait régner la branche cadette de la Maison de Hohenzollern. Pour que ces propositions si modérées ne parussent point contredire celles de la diplomatie officielle, il chargea un agent secret, Hansen, de porter à Berlin la longue note où elles étaient développées : les projets de neutralisation n'y trouvèrent pas plus de faveur que les projets d'annexion et son

messager y fut assez sommairement éconduit (16 août). — Après cette double expérience, il semblait inutile de poursuivre les conversations. Le désir de remporter à tout prix un succès entraîna le cabinet des Tuileries sur le dangereux terrain où Bismarck cherchait depuis longtemps à égarer ses convoitises. Les dernières suggestions que Benedetti présenta de sa part à Berlin (26 août) portaient sur la Belgique et le Luxembourg et ne contenaient plus qu'une timide demande de démantèlement de Sarrelouis et de Landau. On sait comment Bismarck parut accueillir ces ouvertures avec une joyeuse surprise, sans y donner suite, mais non sans en obtenir une trace écrite qui pût témoigner du respect de la France pour le droit des neutres.

Cette suprême erreur marquait pour celle-ci l'échec définitif d'une politique qui l'avait réduite à quémander comme un « pourboire » ce qu'elle aurait voulu exiger comme une garantie de sécurité. Aurait-elle pu gagner, si elle l'avait engagée en temps opportun, la partie qu'elle venait de perdre dans des conditions si pénibles à son amour-propre ? S'il est difficile de l'affirmer avec certitude, on peut du moins remarquer qu'avant Sadowa, Bismarck avait trop besoin de son appui pour ne pas être sincère dans les avances qu'il lui adressait ; et que, d'autre part, les répugnances de l'opinion germanique à toute mutilation du sol national auraient pu être ménagées par une combinaison semblable à celles dont Persigny et Drouyn de Lhuys avaient en vain recommandé l'adoption.

La crise de 1866 n'avait pas été seulement une déception, mais un avertissement pour la France. La période de tension diplomatique dont elle fut suivie a laissé à tous les survivants cette impression de sourde anxiété que nous-mêmes avons connue entre l'alerte d'Agadir et le début de la guerre mondiale. Au cours de cette veillée des armes, les provinces rhénanes, dont le sort semblait réglé pour longtemps, ne devaient plus être l'objet que de stériles regrets, de velléités de revanche ou d'inquiétudes pour l'avenir. Pendant quelques mois encore après Sadowa, on parut, aux Tuileries, se rattacher à l'idée de les attribuer au roi de Saxe, dont, en retour, la Prusse annexerait les États : c'était le vieux projet qui avait vu le jour en 1814, et qui, depuis ce moment, n'avait cessé de hanter les desseins de la diplomatie, sans trouver jamais l'occasion d'une réalisation pratique. En 1867, l'affaire du Luxembourg, engagée pour donner

une satisfaction à l'opinion, aboutit à une reculade et à une déconvenue. En mars 1868, Bismarck, s'entretenant avec le prince Napoléon de la question toujours pendante des compensations, s'attachait à lui enlever ses dernières illusions sur la possibilité d'obtenir la moindre parcelle de terre germanique.

Au même moment, le langage agressif de la presse allemande et ses allusions toujours plus fréquentes à l'Alsace donnaient à penser que, dans un avenir prochain, la France aurait à lutter pour l'intégrité de son territoire : et, dans ce cas, quelle magnifique base d'offensive ne fournirait pas à sa voisine la possession des provinces rhénanes ! Une partie de l'opinion fut alors amenée à les considérer, non plus comme un objet de conquête, mais comme un moyen de défense et à les revendiquer pour des raisons de sécurité bien plus que d'agrandissement : « Aussi longtemps que la France ne sera pas rentrée dans ses limites de 1801, écrivait Émile de Girardin, l'Europe sera troublée... » Cette phrase d'un de ses articles, développée ensuite dans une persévérante campagne de presse, servait de thème à une éloquente brochure, *Nos frontières du Rhin*, dans laquelle un Alsacien, M. Charles Müller, à la veille du conflit qu'annonçait sa clairvoyance, jetait un cri d'angoisse et comme un dernier appel à ses concitoyens. Pour donner plus de force à ses conclusions, il les présentait sous la forme impérative d'un dilemme : « La situation, s'écriait-il, ne comporte pas de demi-solutions. Ne nous y trompons pas, la question qui s'agite, c'est de savoir si la France s'étendra jusqu'au Rhin ou si l'Empire allemand s'étendra jusqu'aux Vosges. Permettre à l'idée du pangermanisme de prendre racine sur la rive gauche, c'est exposer aux convoitises de nos voisins une partie de notre propre territoire. Ou il faut que la Gaule rhénane nous appartienne et ne connaisse pas d'autre drapeau que le nôtre, ou il faut nous attendre à voir l'Allemagne réclamer, les armes à la main, le pays d'Alsace. Ou Cologne redeviendra française, ou Strasbourg est menacée de redevenir ville allemande. »

Un avenir prochain allait faire de ces sombres prophéties une triste réalité. Lorsque la guerre de 1870, voulue par la Prusse, eut été déclarée par la France, les ministres de Napoléon III ne crurent pas inutile de préciser à l'avance les résultats d'une victoire qu'ils escomptaient rapide. D'après les projets prêtés à leur prévoyance par leur presse officieuse, ils

auraient eu l'intention de traiter aussitôt après avoir affirmé la supériorité militaire des armées françaises, et de limiter leurs exigences à la cession de Sarrelouis et de Landau, ainsi qu'à la neutralisation des provinces rhénanes. Leurs desseins furent bientôt emportés par les désastres qui mirent fin à l'existence de l'Empire lui-même; ils laissaient à leurs successeurs, au lieu d'espérances d'agrandissement, la tâche ingrate de disputer au vainqueur, par les armes et les négociations, l'intégrité du sol national. Après que le traité de Francfort en eut consacré la mutilation, la « ligne bleue des Vosges » devait, pendant quarante-huit ans, arrêter les regards et fermer l'horizon des Français, absorbés désormais par la question d'Alsace.

Résolue contre eux par la défaite, avant d'être posée à nouveau par la victoire, la question rhénane a été, au cours du XIXe siècle, si intimement liée aux destinées de leur pays qu'ils l'ont rencontrée à tous les tournants de leur histoire extérieure : en 1795 et en 1814, en 1829 et en 1831, en 1866 et en 1870. Mais si elle a pesé également sur les générations et les régimes qui s'en sont transmis l'héritage, elle ne semble leur avoir inspiré ni le même intérêt, ni les mêmes sentiments. Elle est apparue aux Français de la Restauration comme le symbole des grandeurs perdues et l'obsession d'une revanche territoriale à prendre; les contemporains de Louis-Philippe y ont vu surtout un thème à dissertations académiques ou à rêveries humanitaires sur le rapprochement des peuples; aux hommes du Second Empire, elle a apporté enfin la surprise d'une cruelle déception patriotique et la révélation d'une grave menace pour l'indépendance même de la patrie. Elle a été tour à tour considérée dans ses rapports avec des principes généraux, comme les théories des frontières naturelles ou le droit des nationalités, ou avec des intérêts plus positifs tels que les conditions de l'équilibre européen ou les exigences de la défense nationale.

Des divers gouvernements appelés à s'en préoccuper, celui de Charles X a tenté de la résoudre par une patiente préparation, suivie d'une hardie offensive diplomatique ; celui de Juillet a paru plus soucieux de l'endormir que de la soulever, et celui de Napoléon III a cherché à l'ajourner jusqu'au jour où il s'est laissé surprendre par elle. Mais malgré ces variations d'attitude et ces intermittences d'activité, tous ont obéi à cer-

taines nécessités permanentes de leur rôle, qui représentent les points fixes de leur politique rhénane. — Quelle que fût leur diversité d'origine, tous ont revendiqué le retour de Landau et de Sarrelouis à la France avec la même persévérance qu'elle devait mettre plus tard à ne pas laisser prescrire ses droits sur l'Alsace-Lorraine. Quand ils ont pu délibérer hors de la contrainte des événements et de la pression de l'opinion, tous également ont écarté pour le reste des régions rhénanes la thèse radicale de l'annexion et penché pour la solution moyenne de l'autonomie, de manière à respecter la nationalité de l'Allemagne en couvrant les frontières de la France.

S'il est vrai que l'histoire se continue plus encore qu'elle ne se répète, la question du Rhin se présenterait à nos contemporains dans les mêmes termes essentiels qu'au siècle dernier, mais ne comporterait plus exactement les mêmes solutions. La révolution allemande en a fait d'abord disparaître cet élément dynastique qui avait fourni à l'imagination de nos pères tant de moyens ingénieux de la résoudre par des transferts de maisons souveraines, des échanges de trônes et de provinces. Il est à remarquer d'autre part qu'elle avait été envisagée par eux suivant les conceptions un peu étroites de l'ancienne diplomatie, d'un point de vue purement politique, comme une question de territoires à incorporer, à réunir ou à diviser. — De nos jours, les progrès de la civilisation matérielle et le développement des communications ont abouti à ce résultat que les intérêts et les idées créent entre les peuples des liens aussi solides qu'autrefois l'emploi de la force; que, pour incliner leurs préférences et déterminer leur sort, la pénétration économique et le rayonnement intellectuel représentent des moyens d'action non moins efficaces que la domination militaire; enfin, qu'une grande nation a souvent plus d'intérêt à étendre ses frontières morales que ses frontières officielles. Ces données nouvelles du problème, combinées avec les traditions et les enseignements du passé, doivent servir à fixer une politique dont il reste encore à trouver la formule actuelle.

ALBERT PERRAUD.

REVUE LITTÉRAIRE

UN POÈTE EN PROVINCE : M. LOUIS MERCIER (1)

Parce que tant de gens de lettres ont à Paris leur domicile, leur remuement et leur intrigue, on serait tenté de croire que les muses dédaignent à présent la campagne et la province. Mais non! et voici un poète, un écrivain, M. Louis Mercier, qui prouve le contraire. Il demeure à cent lieues de Paris. Il est journaliste à Roanne, loin des cénacles et des chapelles qui, de nos jours, organisent le lancement des auteurs. Il n'a pas été lancé ; il n'en éprouve, à ce qu'il semble, aucun chagrin, ni amertume, ni regret. Et il travaille, il accomplit sa besogne de chaque jour, avec une tranquille sagesse et une assiduité heureuse. C'est une charge qu'un journal, et en province : il porte cette charge et, la portant bien, ne la trouve pas lourde. Il n'en est point accablé, ni importuné. Il garde une charmante liberté de rêverie, dont témoignent ses livres, au nombre de sept en un quart de siècle. Ses livres ont lentement mûri, plus lentement que la vigne sur les coteaux; il ne fait pas la vendange tous les automnes. Mais non plus il ne donne pas de piquette vile ou petit vin d'une saison.

Il est né à Coutouvre, non loin de Roanne, à la veille de l'autre guerre. Ses parents cultivaient la terre ; et les parents de ses parents la cultivaient, de sorte qu'il leur demande pardon de n'avoir pas continué leur tâche :

O bons semeurs de blé qui fûtes mes ancêtres,
Vous qui du lit des morts rêvez à nous, peut-être,

(1) *Petites Géorgiques*, par M. Louis Mercier (Calmann-Lévy). Du même auteur, chez le même éditeur, *l'Enchantée* (1897); *Voix de la terre et du temps* (1903); *le Poème de la maison* (1906); *Lazare le ressuscité* (1909); *Hélène Sorbiers* (1911); *les Pierres sacrées*, suivies des *Poèmes de la tranchée* (1922).

Que vos mânes profonds ne soient pas offensés
Si je n'ai pas marché les pieds dans votre trace,
Si je n'ai pas, fidèle à l'œuvre de ma race,
Repris votre sillon où vous l'aviez laissé...

Je n'en garde pas moins dans le sang de mes veines,
Dans mon cœur délivré des ambitions vaines,
Et jusque dans la moelle intime de mes os,
Un indomptable amour pour cette terre amie
Que tous ceux de chez nous ont aimée et servie
Avant de prendre en elle un suprême repos.

Mon âme paysanne est fille de la vôtre;
Si j'ai pu quelquefois exprimer mieux qu'un autre
L'émouvante beauté du rustique labeur,
Si, pour dire ce vieux et candide poème,
Il me vient des accents qui me troublent moi-même,
Tant je les sens frémir de tendresse et d'ardeur...

il en veut rendre grâce aux laboureurs ses ancêtres : ce sont les lointaines pensées qu'ils amassaient en silence

Dont son âme déborde et qui la font chanter.

Ces vers sont beaux et en rappellent de plus beaux encore, ceux de Vigny dans *l'Esprit pur*. Le grand poète compte ses aïeux; il les montre, seigneurs opulents, chasseurs, galants guerriers, rudes pourtant et aucun d'eux ne fut capable de dire en un livre

Comme son temps vivait et comment il sut vivre.

Seigneurs et laboureurs, les uns et les autres occupés d'agir et soumis à une existence qu'ils ne méditent pas. On dirait qu'à de certains moments, après de longues périodes prises par le labeur, soudain la vie s'arrête, songe à elle-même et, pour ainsi parler, se rêve. Elle produit alors un poète en qui tout l'effort d'un âge se résume, riche synthèse, abondante et variée : la substance a été lentement accumulée, fortement liée dans la réalité, dans l'épreuve de la durée. Ce poète, c'est Vigny ou c'est M. Louis Mercier.

Du reste, je ne prétends pas égaler au poète de *l'Esprit pur* notre contemporain : nous manquons, pour évaluer nos contemporains, d'un recul indispensable; et je tiens M. Louis Mercier pour un véritable poète, — voire en plusieurs de ses poèmes et dans *Lazare le ressuscité*, pour un grand poète, — mais qui a pourtant ses faiblesses, que je signalerai. En le citant auprès de Vigny, j'ai voulu seulement

indiquer leur analogie de poètes en qui toute une lignée se manifeste, illustre ou modeste, orgueilleuse ou humble, et fleurit en littérature, en poésie, en rêverie, en évangile ou emblème de soi.

Dans un autre poème, — celui que j'ai cité appartient au *Poème de la maison* et, celui-ci, aux *Voix de la terre et du temps*, — M. Louis Mercier, parmi ses morts oubliés, en imagine un qu'il n'a point connu, qui ne paraissait pas différent des autres, mais qui était différent des autres et qu'on a dû méconnaître. Morose, parlant peu. Il faisait sa besogne, il menait les bœufs au labour. Il ne traçait pas mal le sillon. Il choisissait d'enfoncer la charrue aux endroits où il ne venait personne. Il se tenait volontiers à l'écart. Et il chantait, d'une voix rude et qu'il essayait d'adoucir. Il avait, quand il rentrait le soir à la maison, l'air d'un homme las, et non point las de son ouvrage, mais d'une songerie au bout de laquelle il ne trouvait pas de repos. Il regardait plus loin que l'horizon, s'attardait à regarder mourir le soleil, se disait que le soleil ne meurt pas et voyage ; il l'accompagnait de ses désirs, tâchant de se figurer la mer et les pays étranges. Il n'est point allé en ces pays et, comme tous les siens, il a vécu sédentaire. Il est mort jeune. A-t-il existé? Belle imagination : toute une race allait chanter ; le temps n'était pas venu. Au risque de disparaître avant d'avoir donné son chant, cette race de laboureurs attendit. Et la conscience de donner enfin le chant de sa race, M. Louis Mercier la possède ; elle anime son œuvre, elle en est l'âme simple et fière.

Dans son premier recueil, *l'Enchantée*, il y a des poèmes de toute sorte : où l'on sent de l'hésitation. Et l'on aperçoit de l'imitation, comme il est naturel, de la part d'un jeune homme qui cherche sa vérité, qui la devine et qui doute de la trouver si près de lui. Tels sonnets du premier recueil sont « à la manière de plusieurs, » comme disait Verlaine ; à la manière de José-Maria de Heredia, les meilleurs. Mais, si l'on regarde les dates, on voit que d'abord et avant de chercher ailleurs son inspiration, le poète l'avait trouvée naïvement : il l'a crue insuffisante, il s'est mis en quête de plus belles choses ; en peu d'années, il était revenu à lui-même. Les poèmes de ses vingt ans, *le Paysan mort*, *la Parabole des blés*, *le Chant du semeur*, indiquent déjà le thème ordinaire et ont l'accent des œuvres de sa pleine maturité. Sa dissipation n'a pas été longue, ni son erreur dangereuse. Sa dissipation coïncide avec un séjour de trois ans qu'il dut faire, étant soldat, en Afrique. Le pays nouveau, la lumière imprévue, la couleur aussi, le tentèrent. Il a bien su retourner

à la maison, reprendre sa coutume et l'aimer davantage encore.

C'est dommage qu'ayant alors étudié les plus savants et parfaits poètes, il n'ait pas acquis, sans perdre ses qualités, quelques-unes des leurs, un soin plus attentif et plus délicat des mots et du vers. En dépit de leur conseil, qu'il ne semble pas avoir entendu, il a continué d'être, jusque dans ses meilleurs moments de poésie bien jaillissante, un poète un peu négligent.

Par exemple, il se fie trop nonchalamment à une facilité verbale qui le mène vite et qui ne lui laisse pas le temps de surveiller son vocabulaire. Il emploie trop de mots et beaucoup trop de vains adjectifs. La plupart de ces adjectifs ne sont là que pour la mesure, mais ils n'ajoutent rien à l'idée : ils l'habillent d'une étoffe trop large et vulgaire. On n'hésiterait pas à les ôter, si l'on transcrivait en prose la strophe qu'ils encombrent.

Or, il est vrai qu'un vers, qui doit avoir un nombre déterminé de syllabes, même si la pensée ne demande pas tant de syllabes, ne se fait pas tout seul : il faut qu'on le fabrique. Ce que la pensée ne lui fournit pas, on le lui procure en « chevilles. » Et Banville disait qu'« il y a toujours des chevilles, dans tous les poèmes. » Il ajoutait : « Ceux qui nous conseillent d'éviter les chevilles me feraient plaisir d'attacher deux planches l'une à l'autre au moyen de la pensée, ou de lier ensemble deux barres de fer en remplaçant les vis par la conciliation. » Il y a, disait-il encore, autant de chevilles dans un bon poème que dans un mauvais ; seulement les chevilles d'un bon poème sont des miracles d'invention et d'ingéniosité.

M. Louis Mercier n'a point appris à faire de ces prouesses, qui, chez Banville, sont divertissantes et jolies, et qui, chez lui, dans ses poèmes de la nature paysanne et de la vie simple, seraient fâcheuses. Les *Voix de la terre et du temps* ne devaient évidemment pas emprunter les façons, les malices, les délicieuses roueries des *Odes funambulesques*. Telles « chevilles » de M. Louis Mercier vous ont un bon air de naïveté, que je préfère à plus d'adresse. Pourtant, je ne les aime pas. Je n'aime pas les vers que voici, dans le recueil de *l'Enchantée :*

> Hier, mon âme était obscure et désolée
> Et solitaire ; mon âme était un vallon
> Triste dont toute l'eau se serait écoulée,
> Et d'où montait parfois un sanglot morne et long...

Ni je n'aime non plus ce commencement d'un poème des *Voix de la terre et du temps* :

Sous ses cheveux épars aux doigts fins de la brise,
Le Printemps s'en va, gai comme un page, au soleil :
C'est avril. Dans l'émoi de son premier éveil,
La terre au jeune ciel rit, heureuse et surprise.

L'âme *obscure et désolée*, *solitaire* en outre ; le sanglot *morne et long* ; les cheveux *épars* du printemps, les doigts *fins* de la brise, la terre *heureuse et surprise* : non, M. Louis Mercier ne sait pas « cheviller » d'une manière habile et amusante.

Mais il sait, le plus souvent, ne pas du tout cheviller. Il n'y a pas de chevilles dans le magnifique poème de *Lazare le ressuscité*, où la pensée emplit le vers, où l'on dirait que la pensée a pris toute seule la forme du vers, comme sa forme naturelle et inévitable. Quand Lazare vient de ressusciter, ses deux sœurs Marie et Marthe s'approchent de lui, tâchent de causer avec lui ;

Et, comme nous trouvons souvent plus de douceurs
Aux souvenirs des maux passés qu'à l'espérance,
Avec un tremblement de tendresse, les sœurs
Ne se rassasiaient de dire la souffrance
Qui dévasta leur âme et dessécha leurs yeux
Quand l'être cher était parti pour les ténèbres.
Les larmes, les sanglots, les appels, les adieux,
Tous les vieux actes vains que les instants funèbres
Font refaire aux mortels depuis qu'ils voient mourir
Revivaient maintenant sur leurs lèvres...

De tels vers sont beaux et frissonnent bien. J'ai retiré du dernier vers le dernier mot, qui ne vaut rien, qui n'était là que pour le compte des syllabes : « sur leurs lèvres *émues* » ; et pour la rime ! Les *lèvres émues* vont rimer avec *une amphore rompue*.

Quelle rime ! L'auteur du *Petit traité de poésie française* l'eût détestée ; ou, plutôt, il eût nié que ce fût là une rime : il aurait eu raison de le nier. Or, s'il faut le répéter, je ne regrette pas du tout que l'auteur des *Voix de la terre et du temps* et l'auteur de *Lazare le ressuscité* ne soit aucunement curieux des artifices plaisants d'un Banville et ne mène pas la rime au calembour. Et je l'approuve de ne pas dédaigner de bonnes vieilles rimes telles que la *souffrance* et *l'espérance*, les *yeux* et les *adieux*, les *ténèbres* et les instants *funèbres*. Elles ne sont ni laides ni voyantes ; elles n'égayent pas de facétie une pensée grave. Et ce sont des rimes. Mais *émues* et *rompue* ne riment pas.

Lors des vingt ans de M. Louis Mercier, le symbolisme était

florissant. Et il avait inventé le vers libre. Ce n'est pas une invention mauvaise : il y a de charmants et de beaux poèmes écrits en vers libres. Seulement, choisissez, du vers libre ou du vers régulier. La plupart des poètes, aujourd'hui, ne choisissent pas ; ou bien ils choisissent le vers régulier, mais ils lui donnent maintes libertés qui ne lui conviennent pas, qui ne sont pas faites pour lui et qui le détraquent. Il faut, à mon avis, du moment qu'on a choisi le vers régulier, le prendre tel qu'il est : car il existe. Vous le détraquez, si vous l'affranchissez de ses règles. Et, les règles dont vous l'affranchissez, les croyez-vous inutiles, ou nuisibles ? Tout bonnement, elles vous gênent : c'est la difficulté qu'elles vous imposeraient qui les désigne à votre négligence. Vous les négligez dès l'instant qu'elles vous sont incommodes. M. Louis Mercier a mis *douceurs* au pluriel pour mieux rimer avec *les sœurs :* c'était facile. Mais il n'était pas si facile de mettre au singulier sans que le vers en fût défait, *leurs lèvres émues* ou, au pluriel, cette amphore, ma foi, *rompue.* Alors, vaille que vaille, voici les lèvres émues et, rompue, l'amphore. Ce n'est pas là de bon travail.

C'est comme on travaille à présent. Et, s'il ne s'agissait que d'une petite faute imputable au seul auteur de *Lazare le ressuscité*, je n'insisterais pas ; mais il s'agit de lui et de bien d'autres qui ont tort de mépriser le bel ouvrage. Au bout du compte, si les entraves du vers leur sont désagréables, que n'écrivent-ils en prose ? Il est vrai que la prose a également ses difficultés. Du moins, en prose, ils ne se croiraient pas obligés de dire d'une amphore qu'elle est rompue : ils la diraient brisée, ou fêlée ; cela vaudrait mieux.

Les querelles que je fais à M. Louis Mercier m'ont égaré loin des louanges qu'il mérite. Je blâme ses « licences poétiques, » ses rimes imparfaites ; et je le blâme de ne pas toujours épargner les mots avec toute la précaution la plus savante. Mais, dans les *Voix de la terre et du temps*, que de beautés ! Deux poèmes sont, à mon goût, le mieux réussis : les litanies de l'herbe, que voici :

Bénissons l'herbe, fille aimante de la terre,
Qui jette son manteau sur le corps de sa mère...
Louons-la d'être belle et souple comme l'eau
Et plus frêle que les ramures du bouleau.
Louons-la de suspendre à sa tige inquiète
La goutte de rosée où l'aube se reflète...

Puis l'herbe est louée pour son silence et pour son chant, pour le parfum qu'elle répand sous la faux qui la coupe, et louée pour ses

bienfaits, pour la laine et le lait qu'elle donne aux agneaux et aux agnelles, pour les bœufs qu'elle nourrit et qui creusent les sillons...

Et gloire à Dieu qui, pour les bons et les méchants,
Fit, sous le pur soleil, croître l'herbe des champs!

Le second poème que je signale, dans ce recueil, est le *Poème du vent*, un grand poème, une étonnante rêverie analogue aux nuages sous le vent qui les forme et qui les déforme, qui, de leur masse, ébauche une ressemblance, ne l'achève pas, et en cherche une autre. Qu'est-ce que le vent, ce vagabond perpétuel, ce rôdeur; où va-t-il, et quel désir le mène, ou quelle folie? Est-il en fuite ou en chemin? Peut-être est-il le frère de la mort, le compagnon de ses voyages. Ou frère de la nuit? L'on dirait qu'il a des secrets avec elle; peut-être a-t-il, avec la nuit primordiale, de si terribles souvenirs que, depuis lors en proie à l'épouvante, il se sauve. Peut-être qu'il expie un crime : le crime d'avoir vu Dieu avant personne, de l'avoir vu avant qu'il ne fût permis de le voir. Et il a vu Caïn; il a vu Caïn s'enfuir et l'a suivi et continue, comme le meurtrier, de n'avoir plus de repos ni de gîte... « Les œuvres du vent sont fragiles et brèves; les œuvres du vent ressemblent à nos rêves... » Les œuvres du vent ne sont rien; et, quand l'univers sera effondré, un dernier souffle de vent passera dans cette espèce de néant que l'immense uuivers sera devenu.

Voilà le poème; il est mobile et comme pourchassé.

Or, il y a, dans les *Petites Géorgiques* de M. Louis Mercier, son plus récent volume, un chapitre du vent, des quatre vents, car ils sont quatre, paraît-il, en Roannais, le matinal, la bise, la traverse et enfin celui qu'on appelle le vent. Il vient du Midi; c'est une espèce de mistral qui galope en sens inverse et avec une terrible violence. Il souffle en toutes saisons. Au printemps, comme il est chaud, venant des climats heureux, « il déchaîne la vie, fait éclater les bourgeons, allume la flamme des pêchers en fleurs, appelle au jour les germes endormis, c'est le vent des résurrections; » mais, à l'automne, « il précipite la débâcle des feuilles, les arrache aux arbres gémissants, balance des vols de corbeaux et amène les grandes pluies froides qui préludent à l'hiver, c'est le vent des agonies ; de décembre à janvier, il fait de brèves apparitions, bousculant, par des jours de dégel, de difformes troupeaux de nuées. Il est l'ennemi de la neige, dont il hâte la fonte, qu'il flétrit de sa tiédeur et qu'il fait ruisseler en boue liquide. » Au sujet de la bise, de la traverse et du matinal, M. Louis Mercier donne de pareils renseignements, d'une attrayante

exactitude. Par la comparaison de ce chapitre et du poème, on voit la différence qu'il fait de la prose et de la poésie. Les petits détails, il les confie à la prose; il veut donner à son poème plus de généralité.

C'est, du reste, l'usage. Peut-être cet usage a-t-il des inconvénients. Tels poèmes de M. Louis Mercier gagneraient à n'être pas si « généraux, » à ne pas s'éloigner d'une réalité qu'il voit très bien, qu'il aime, et qu'il dédaigne cependant lorsqu'il écrit en vers : probablement ne croit-il pas qu'elle soit digne de la Muse. Il y a là, si je ne me trompe, une sorte de modestie ou de timidité, gracieuse, mais regrettable. Certes, l'auteur des *Voix de la terre et du temps* est un lyrique : pourquoi n'essaye-t-il pas de joindre à son lyrisme plus de réalité prochaine?

Il l'a essayé dans son *Poème de la maison;* je ne crois pas qu'il y ait réussi à merveille. La voici, la maison :

A mi-côte, au milieu des vergers et des terres,
La maison de chez nous ne se voit pas de loin;
Car, pour vivre des jours pacifiques, nos pères
Bâtissaient en des lieux ombreux et solitaires
Et cachaient aux regards leur demeure avec soin...

A leur exemple, M. Louis Mercier ne vous montre pas sa maison. Il vous annonce qu'elle est cachée : vous ne la verrez pas. Il célèbre la poésie de cette maison si retirée; il vous dit qu'elle a souffert. Et il l'aime; il allait vous y faire entrer ; non, vous ne l'aurez pas vue.

Tous les chapitres du livre, tous les épisodes successifs du poème sont dédiés à une partie de la maison; ce sont la porte, la cheminée, la table, le lit, l'horloge, la lampe, le christ, le four, la cave, le grenier, les fenêtres, le puits, enfin les habitants, le chien, le chat, les bœufs, l'âne, le porc, les chèvres au jardin, les gens, les morts ou leur souvenir et leurs ombres. Ainsi, nous allons tout voir, tout savoir, de cette maison des laboureurs et qui est devenue celle de leur petit fils le poète? Non pas! M. Louis Mercier traite chacun de ses chapitres comme un thème, celui de la porte, celui de la cheminée, celui de la table ou du lit, de l'horloge, etc. Le thème de la porte? Elle est ouverte la plupart du temps; elle laisse entrer « la lumière du ciel et l'odeur des saisons. » Un joli vers; en voulez-vous d'autres? « Elle rit au lever du soleil qui la dore et bâille pour humer la fraîcheur de l'aurore. » D'autres? « Elle a pour visiteurs les souffles du printemps et la rumeur des blés dans les mois éclatants. » Etc. Vers le soir, la porte se ferme et veille sur l'âme endormie de ses habitants. Il faut que la porte soit fermée à cause

de « Celle qui vient quand la lampe est morte; » et c'est la Mort, en strophes bien frémissantes. Voici le matin : il entre par la porte qu'on entrebâille. Avec beaucoup d'ingéniosité, d'invention, de talent, M. Louis Mercier développe chacun de ces différents thèmes d'un bout à l'autre de son livre, à la manière un peu d'un alexandrin. Cela, quelque temps, amuse. Mais l'on sent bientôt le jeu; l'on sait la règle du jeu : l'on se dit qu'avec un peu d'exercice, on y jouerait, avec un peu d'exercice et de patience, car il en faut.

C'est pourtant à la fin de ce volume qu'il y a le poème admirable des « bons semeurs de blé qui furent mes ancêtres, » la demande de leur pardon pour n'avoir pas continué leur sillon.

Que manque-t-il à ce *Poème de la maison ;* dans sa longueur? Ce qu'il y a si bien dans le dernier épisode : un sentiment plus intime, une vérité plus particulière et, j'allais dire, plus confidentielle. M. Louis Mercier me semble parfois un poète de la vie intime et qu'une délicate pudeur rend extrêmement farouche. Le *moi* n'est pas toujours haïssable; on devine que le sien ne le serait pas. Mais il s'échappe et, n'osant pas se montrer, se réfugie dans le lyrisme. Il est en pleine poésie, loin de sa maison, loin de son champ, loin de sa tâche, quand il écrit son chef-d'œuvre, le grand poème de *Lazare le ressuscité*, à propos duquel je me souvenais de Vigny. Par son ampleur, par la méditation qu'il résume, ce *Lazare* ne déparerait pas le recueil des *Destinées*, sous les réserves que j'ai faites. Mais la pensée en est tout autre ; et comme les *Destinées* sont des poèmes d'incrédulité, le *Lazare* est un poème chrétien.

Le poète du *Lazare* est un croyant. Il l'a toujours été : ses poèmes de vingt ans le prouvent. Si je le dis, c'est qu'il se distingue, de cette manière, d'un assez grand nombre de convertis que l'on remarque dans la littérature contemporaine et qui, avec de récentes vertus, ont aussi des inconvénients. Leur religion a quelque chose d'affiché; leur vie intérieure est tout le temps dehors. Il ne leur souvient guère de l'erreur où ils baguenaudaient : et les voici tout à l'orgueil de bien faire. Ils choient de la mécréance anodine dans le pharisaïsme et n'ont ni indulgence pour le prochain ni humilité pour eux-mêmes. Ils sont fort déplaisants. Leur certitude sent la peinture fraîche. La religion de M. Louis Mercier lui est naturelle et fait partie des sentiments que révèle son œuvre où s'épanouit son âme. Elle apparaît dans le *Poème de la maison* :

Ce Christ fumeux pendant au mur qui se crevasse
Était vieux comme il est et déjà vermoulu

Quand l'un de nos anciens le mit à cette place;
On ignore son âge...
Mais ceux qui travaillaient la terre en craignant Dieu
De tout temps devant lui ont joint leurs mains robustes,
Et prié le Seigneur pour leurs champs et pour eux...

Les convertis que je disais s'établiraient poètes ruraux après une courte villégiature ; ils enseignent pareillement la piété qu'ils viennent d'apprendre et qu'ils se figurent peut-être avoir inventée.

Mais *Lazare le ressuscité* est une œuvre de méditation coutumière; une ancienne et durable pensée y trouve son expression presque naïve. En bien d'autres poèmes de M. Louis Mercier, l'on voit qu'il est nourri des Écritures, comme, des lettres profanes, le sont quelques humanistes encore et, probablement, les derniers.

Lazare, à l'appel de Jésus, sort du tombeau. Et le voici devant la foule : elle se sauve, elle a peur du miracle. Marie et Marthe, plus contentes qu'épouvantées, s'approchent de Lazare; mais il a faim : Marthe le fait manger. Lazare est tout frémissant de joie soudaine à reconnaître le visage de ses sœurs, sa maison, la lumière et la couleur du jour, à toucher son corps vivant et à sentir le sang couler dans ses veines. Il mange, il reconnaît le goût sacré du pain. Marthe demande à Jésus si le miracle ne va pas être décevant, si Lazare ne mourra pas de nouveau :

Femme de peu de foi, le blé du laboureur
Meurt-il de séjourner dans le sein de la terre ?
Celui qui vit en moi germera dans la mort
Et sera moissonné pour la gloire du Père.

Marthe et Marie causent avec Jésus. Lazare le voudrait retenir : car il a sur lui l'ombre de la mort et, faute de sécurité, il tremble; seule, la présence de Jésus le rassure. Mais Jésus s'en va, que sa tâche réclame.

Il y a, dans les causeries de Lazare avec ses deux sœurs, une douceur et un émoi, une tendresse et une inquiétude merveilleuses.

Lazare, qui est vivant, s'apprête à vivre. Seulement, il a été un mort. Il possède le secret de la mort : un tel secret lui concède ou lui inflige une singularité redoutable. Marie et Marthe l'interrogent sur la mort. Il fait un grand effort de mémoire. Il raconte comment il a glissé hors de la vie, comment il se détachait de tous objets environnants : ce fut, à bien chercher, un songe, une espèce de songe, qui tout à coup cessa... « J'ai dû mourir à ce moment... » Après cela? « Je ne me souviens pas d'avoir eu d'autre songe... » Lazare, qui possède le secret de la mort, l'a oublié !

Je devine qu'au fond de cet immense oubli
Gisent des souvenirs de choses plus qu'humaines
Et je sens que mes yeux ont dû voir, éblouis,
Ce que nul œil humain n'a vu, que mon oreille
Ouït ce que jamais nulle oreille n'ouït.

A la faveur de l'oubli, Lazare pourra donc revivre ? Lazare aimait Lia, qui pareillement l'aimait, avant qu'il ne mourût. Le lendemain de sa résurrection, Lazare est sorti de chez lui, pour voir se lever le soleil sur les champs. C'est aux approches de la Pâque ; les froments sont en fleurs, la vigne a ses feuilles blondes, les figues mûrissent. Passe un cortège de noce ; et Lazare se souvient d'aimer aussi, comme naguère. Il aperçoit Lia ; et il l'appelle. Lia s'incline auprès de lui et baise le bord de son manteau. Lazare, étonné, dit à Lia : « Relève-toi ; je suis un homme !... » Elle sait bien qu'il n'est pas un fantôme :

Pourtant, tu n'es pareil à nul autre mortel,
Car tu portes en toi la grandeur du miracle...

Il faudrait à Lazare, pour revivre, qu'on l'aimât : et on le salue comme un prophète. On n'ose pas l'aimer. Lia se détourne de lui, tout de même que dira Jésus à Marie-Madeleine, *Noli me tangere* ; cela est beau dans l'Évangile et est beau dans la fresque de Fra Angelico, à Florence, au couvent Saint-Marc. Mais Jésus ressuscité se sépare de son humanité pour être Dieu tout uniment. Ressuscité, Lazare n'est pas Dieu ; il cherche et ne retrouve pas son humble humanité.

Le poème se développe sur ce thème, avec une simplicité magnifique, à mi-chemin entre la terre et le ciel, entre l'humanité ordinaire et l'éternelle divinité. Il évoque la vie humaine sous le prestige de la mort et du secret qu'elle met dans la vie, du mystère qu'elle lui impose, de la signification divine qu'elle lui impose.

Retournons à la vie coutumière, à la vie oublieuse : M. Louis Mercier l'a délicatement peinte, comme il l'a vue, dans un roman rural, *Hélène Sorbiers*, joli roman d'une famille paysanne. Un petit enfant, pareil à d'autres, a ses journées à la campagne, et vagabonde, et polissonne. Il est sensible, doux ; et il s'éprend d'une exquise tendresse pour sa sœur plus grande, Hélène, qui sort du couvent où elle achevait son éducation. Gentille Hélène ! de retour à la maison, elle se sent un peu une étrangère. Elle a été touchée de la grâce ; d'abord elle ne le sait pas ; elle s'en aperçoit à peine, et avec surprise. Elle retournera au couvent. Elle sera, sans l'avoir résolu d'abord, religieuse. Elle mourra, très jeune. Voilà tout le sujet de ce roman : ce

n'est pas un roman d'aventures ! C'est un roman de plus étonnante aventure que d'autres où l'auteur a multiplié les événements et les catastrophes. Le mouvement des âmes que le mystère dirige est plus étrange que toutes imaginations romanesques.

Dans sa petite ville de Roanne, où il mène sa vie laborieuse, M. Louis Mercier ne manque ni de la réalité variée, ni de la rêverie abondante qu'il faut à un poète. Son œuvre le prouve, son œuvre toute pleine de vie et de pensée. Les *Petites Géorgiques*, qu'il vient de publier, sont charmantes d'une gaieté qui est la sienne, d'une sagesse où il se plaît. Il s'amuse d'aimer une petite ville et la campagne des alentours. Il connaît de tout temps cette campagne ; et il se donne la surprise de la découvrir à chaque fois qu'il la regarde et l'examine. La Loire y passe ; et vous dites, la Loire : mais il y a la Loire de Roanne, qu'on n'a pas vue ailleurs. Elle vient de traverser la plaine du Forez ; elle s'est livré un passage à travers de rudes défilés. De Balbigny à Roanne, elle est « tour à tour classique et romantique, calme et véhémente. » Parfois, on dirait que le rocher va la forcer à reculer, rocher de granit et de porphyre où se brise la souple puissance de l'eau : elle passe, elle s'insinue. Elle coule entre des berges roses. Elle est victorieuse ; et « Roanne n'est évidemment pas l'une des plus grandes cités baignées par la Loire ; mais elle est, pour le grand fleuve, une porte ouverte sur l'Adriatique. » Il y a loin, pourtant, de Roanne à l'Adriatique ; et, de la vie terrestre à la vie céleste, plus loin : mais un beau rêve a bientôt franchi la distance. Et, de Roanne, on peut rêver aux étendues où va le fleuve, où son cours mène votre pensée, comme d'ici-bas l'on rêve du ciel et on le médite, cependant que l'on a plaisir aussi à regarder les fleurs des champs et celles des jardins, à guetter celle qui devance le printemps, à plaindre celle qui s'attarde après l'automne, à étudier les oiseaux, leur manière, leur chant, à se promener dans la campagne et dans les villages, où les gens accomplissent leur besogne de tous les jours, et à faire la besogne qu'on a choisie ou qui vous est échue, en pratiquant du mieux qu'on peut la leçon que donne l'évangile de Marthe et de Marie.

André Beaunier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'importance des événements qui agitent l'Europe ne nous a pas permis de suivre, au Maroc, la marche de nos vaillantes colonnes, les progrès de l'organisation et de la pacification; maintenant que la campagne d'été s'achève par l'aménagement du pays soumis et le travail politique qui a mission, après les avoir préparés, de recueillir les fruits de la victoire, l'heure est propice pour rompre, si brièvement que ce soit, un silence qui serait une ingratitude envers nos héroïques soldats et leurs éminents chefs. Il s'agissait, cette année, afin d'alléger, dans l'avenir, les frais d'occupation militaire par une réduction progressive des effectifs, d'achever la soumission du « Maroc utile » par la réduction de la « tache de Taza. » Le couloir de Taza, par où communiquent l'Algérie et le Maroc et qu'emprunte le chemin de fer de Tunis à l'Atlantique, est dominé au Nord par les montagnes du Rif qui le séparent de la Méditerranée, au Sud par d'épais massifs qui dépendent de l'Atlas marocain, citadelles inviolées où des tribus berbères sauvages et guerrières abritent leur farouche indépendance; les principales sont les Beni-Ouaraïn, les Aït-Tseghouchen, les Marmoucha. La sécurité du couloir de Taza, la tranquillité des plaines du Maghreb resteraient précaires, si ces tribus nombreuses, refuge de tous les irréductibles, n'étaient pas contraintes de respecter l'autorité française. La mise en valeur des plaines a besoin des torrents des montagnes qui apportent la fertilité par l'irrigation et l'énergie industrielle par la houille blanche.

La campagne commença au mois d'avril et fut constamment rude, pénible, coûteuse; il fallait vivre à des altitudes de 2000 à 3000 mètres, cheminer par des vallées étroites, ou sur des plateaux boisés d'un épais maquis, sans routes ni chemins, en face d'un ennemi très bien armé, résolu, instruit à l'européenne. La science et l'énergie des chefs, l'endurance et l'entrain des soldats triomphèrent de tous les obstacles. Des manœuvres préliminaires

élargirent les bases d'opérations au Sud de Taza et surtout de chaque côté de la ligne de communication Meknès-Azrou-Ksabi, qui réunit, par les cols du Moyen-Atlas, la vallée du Sebou et celle de la Moulouya et qui sépare la « tache de Taza » des régions insoumises du Sud ; nous tenons ainsi, sur le front du Moyen-Atlas, les débouchés du Grand-Atlas dont les tribus dissidentes, travaillées par la politique française et par les grands caïds du Sud, seront contraintes tôt ou tard, par nécessité économique, de venir à nous. Puis, par trois côtés à la fois, l'assaut fut donné au bastion du Nord, préalablement isolé. D'après les plans d'ensemble minutieusement étudiés par le maréchal Lyautey et son État-major, le général Poeymirau lança, le 20 mai, à la rencontre l'un de l'autre le groupe mobile de Taza (colonel Freydenberg), le groupe mobile de Fez (colonel Cambay) et celui de Meknès (général Théveney) : en tout 20 000 hommes. Le 24 juin, la prise de la position fortifiée d'El-Mers et, le 26, l'assaut du plateau de Taddout couronnent une série de combats très durs et préparent la jonction, au cœur du pays insoumis, des trois colonnes victorieuses ; cette jonction est réalisée le 17 août.

Ces grands succès, l'escalade de ces montagnes réputées inaccessibles, l'occupation du centre politique, économique et religieux des tribus berbères, la mort des deux chefs de guerre des Aït-Tseghouchen, ont, dans tout le pays soumis ou insoumis, une considérable répercussion : plusieurs fractions viennent déposer leurs armes ; le bloc dissident est désormais entamé, désagrégé ; sa dislocation complète et sa soumission ne sont plus qu'une question de temps ; une bonne politique indigène y pourvoira. Il y aura encore, au Maroc, des opérations de police ou de nettoyage, mais l'ère des grandes opérations combinées à gros effectifs est close ou va l'être ; une ligne de postes, assurant la pacification du pays conquis, reliés par des chemins accessibles aux mulets, et bientôt aux automobiles, témoigne de la volonté de l'autorité française de se faire respecter dans cette grande Kabylie du Maroc. L'ossature de l'occupation est établie ; les tribus isolées, encerclées, pénétrées par nos routes, attirées par nos marchés, travaillées par nos agents, amadouées par nos subsides, déjà partiellement soumises, ne constituent plus une force dangereuse. On peut compter sur la prudence du maréchal Lyautey, des officiers et des administrateurs formés à sa grande école, pour respecter l'autonomie, la langue, les mœurs des régions nouvellement soumises et amener la pacification entière et définitive

de ce grand, beau et riche pays qu'est le Maroc. La France peut être fière du courage, de l'endurance, comme de l'humanité de ses soldats, ceux de la métropole comme les étrangers et les coloniaux ; elle a le droit de se glorifier de l'œuvre accomplie sous la haute direction du maréchal Lyautey avec la collaboration confiante du Sultan et des autorités du Maghzen.

Il ne subsiste, pour l'avenir du Maroc français, qu'une inquiétude grave, celle qui nous vient du Maroc espagnol. La France a un intérêt majeur à voir l'Espagne réaliser son œuvre de pacification et de civilisation dans la zone réservée à son influence par les accords de 1912; aussi n'est-il guère de calomnie plus inepte et plus odieuse que d'accuser les Français de fournir des armes aux tribus du Rif et des Djébalas. Un réseau de postes français protège péniblement nos frontières contre des tribus qui, après chaque mauvais coup, se réfugient en territoire espagnol. La solidarité européenne est une réalité et les échecs des troupes espagnoles, en fortifiant la puissance d'un Abd-el-Krim ou d'un Raisouli, créent pour l'avenir un encouragement aux rébellions, une menace pour le Protectorat et pour l'unité politique de l'Empire chérifien. Les échecs subis au au Maroc ont eu, dans la politique intérieure de l'Espagne, les plus graves répercussions; ils sont à l'origine de la révolution actuelle. Le désastre d'Anoual, en 1921, n'a pas suffi à créer l'union nationale; les partis politiques s'accusèrent réciproquement d'avoir provoqué les malheurs de la patrie; les militaires rejetaient sur les ministres parlementaires et l'incurie des fonctionnaires la responsabilité des échecs, tandis que les civils dénonçaient l'incapacité et l'arrogance des généraux. Au mois d'août dernier, l'emploi des mêmes méthodes et le retour des mêmes fautes amenait de nouveaux échecs des forces espagnoles dans la région d'Afrau et de Tofaruit. La substitution, aux commissaires militaires, d'un protectorat civil confié à M. Silvela semble avoir encore aggravé le désarroi. L'expédition du Maroc n'est pas, n'a jamais été, populaire en Espagne; les échecs de 1921, les souffrances endurées par les prisonniers dans les montagnes du Rif, n'ont fait qu'accroître le mécontentement : le 24 août, à Malaga, des troupes de renfort qui allaient s'embarquer pour le Maroc, se mutinèrent, tuant un gradé, refusant de partir; le ministère se crut obligé de gracier le principal coupable condamné à mort par un conseil de guerre. Deux jours après les incidents de Malaga, on apprenait que le cuirassé *España* s'était échoué sur la côte marocaine. Tant de déboires

ont exaspéré l'armée et lassé la patience de l'opinion publique.

A la fin du mois d'août, trois ministres du cabinet libéral présidé par M. Garcia Prieto, marquis d'Alhucemas, en désaccord avec leurs collègues sur la politique à suivre au Maroc, donnaient leur démission. C'étaient MM. Villaneva, Salvatella et Gasset; ils demandaient l'abandon de la politique de guerre. La situation apparaissait insoluble : la campagne du Maroc menait l'Espagne à sa ruine financière et pourtant l'honneur et l'intérêt national exigeaient un effort bien préparé et bien conduit pour imposer aux tribus le respect de la force espagnole; la politique de paix, que toute l'Espagne réclame, ne porterait ses fruits qu'après un succès de guerre. A plusieurs reprises un homme, le général Primo de Rivera, avait osé s'élever contre la politique pratiquée au Maroc et dénoncer l'incurie gouvernementale qu'il rendait responsable des insuccès répétés et coûteux qui ont affligé l'Espagne et démoralisé son armée. Une première manifestation, en 1917, lui coûta le Gouvernement militaire de Cadix; un discours au Sénat, le 25 novembre 1921 (1), après le désastre d'Anoual, le fit relever de ses fonctions de capitaine général de Madrid. Mais sa valeur personnelle, son patriotisme, la confiance et la sympathie du roi Alphonse XIII le firent nommer à la capitainerie générale de Barcelone. Ainsi les événements du Maroc nous amènent directement, par une filiation de cause à effet, à la révolution du 13 septembre, qui supprime en fait le régime parlementaire en Espagne, pour y substituer, au moins provisoirement, une dictature militaire; nous en touchons ici les raisons immédiates et les causes profondes, car les malheurs immérités du peuple espagnol, honnête et courageux dans sa grande masse, sont une conséquence du désordre politique et de l'anarchie gouvernementale qui, depuis longtemps, désole le pays et l'empêche de se relever.

Le régime parlementaire s'est développé à la surface de l'Espagne comme un champignon d'origine étrangère qui n'a jamais poussé, dans le pays, de racines profondes. Les élections ne sont qu'un trompe-l'œil dont la nation se désintéresse ; grâce au régime des « caciques, » le parti au pouvoir est sûr d'obtenir la majorité ; d'avance, la répartition des sièges est faite, sans oublier la part qui doit revenir aux groupes d'opposition ; une alternance presque régulière fait succéder à un ministère libéral un ministère conservateur et réciproquement. Surtout depuis la mort de Canovas et de

(1) Il est curieux de relire aujourd'hui ce discours dans le *Bulletin de l'Afrique française* de décembre 1921.

Sagasta, les partis, dont les principes d'ailleurs ne diffèrent pas profondément, se sont émiettés en autant de groupes qu'il y a d'hommes politiques influents ; il est caractéristique qu'en Espagne on désigne les partis par le nom de leur chef : Albistes, Ciervistes, Romanonistes, etc. Les équipes de ministres savent d'avance que leur règne sera bref, et personne ne s'étonne qu'ils cherchent à profiter, et à faire profiter leurs partisans, de leur passage au pouvoir ; tout ancien ministre a d'ailleurs droit à une pension pour le reste de ses jours. En vain quelques hommes énergiques tentèrent de mettre fin aux abus ; le système restait le plus fort, et la coalition des intérêts ne tardait pas à écarter ces gêneurs. Le Roi, sagement, ménageait l'avenir et se gardait de prendre parti dans les querelles des factions tant qu'elles ne menaçaient pas les sources profondes de la vie du pays. L'unité nationale, représentée par le Roi et par l'Église, l'autonomie provinciale, survivant par ses *fueros* et par l'activité économique locale, c'est dans ces deux principes que subsistaient en Espagne la tradition du passé et les espérances de l'avenir.

Le 13 septembre, le général Primo de Rivera, marquis de Estella, capitaine général de Catalogne, adressait à Alphonse XIII un télégramme par lequel il demandait au souverain d'éloigner les politiciens qui mènent l'Espagne à sa ruine et déclarait constituer un pouvoir militaire qui aurait pour mission d'établir en Espagne un nouveau régime plus sain, plus honnête, plus national. L'état de siège était proclamé. Le lendemain on apprenait que les huit capitaines généraux d'Espagne adhéraient au « pronunciamento » du général Primo de Rivera. Le Gouvernement, après quelques velléités de résistance, donnait sa démission. Le Roi rentrait en hâte à Madrid ; dans le naufrage du Gouvernement parlementaire, son autorité surnageait comme l'unique pouvoir légal et intervenait au moment critique pour donner au nouveau directoire, issu du coup d'État militaire, l'investiture officielle et les apparences de la légalité. Ce n'est d'ailleurs un mystère pour personne que le Roi entretient depuis longtemps des relations très cordiales avec le général Primo de Rivera qui passe pour n'agir qu'avec l'assentiment de son souverain. Le ministère est supprimé, les Cortès sont dissous ; un directoire composé de huit officiers généraux, sept militaires et un marin, et présidé par le général Primo de Rivera, est constitué ; un haut fonctionnaire reste à la tête de chaque département ministériel pour assurer les services. La révolution militaire a été accueillie dans le pays avec une indifférence nuancée de satisfaction.

Que sera la politique du nouveau Gouvernement? Les déclarations du général Primo de Rivera ont eu, jusqu'à présent, un caractère plutôt négatif. Il délivre l'Espagne des politiciens, il poursuivra devant les tribunaux le marquis d'Alhucemas hier encore président du Conseil, et M. Alba, son ministre des Affaires étrangères; le nombre des fonctionnaires sera diminué, ceux qui subsisteront doivent venir régulièrement à leur bureau sous peine de révocation. Le jury est supprimé; les conseils de guerre jugeront sans délai et puniront sévèrement les crimes. Les excès communistes, comme les excès régionalistes, seront réprimés. Au Maroc, un nouveau commissaire général, le général Aizpuru, remplace M. Silvela; on appliquera le plan de l'État-major général, c'est-à-dire sans doute qu'avant de réaliser la politique de paix que souhaite la nation, et qu'a depuis longtemps préconisée le général Primo de Rivera, en cherchera à obtenir un succès et à restaurer le prestige des armes espagnoles.

Mais quelle sera l'attitude du directoire à l'égard des *juntes* d'officiers qui sont la plaie de l'armée espagnole? De là un péril peut venir, pour le nouveau Gouvernement, car il n'y a pas, en Espagne, un parti militaire, mais des généraux influents suivis chacun d'une clientèle. Si l'autorité du chef n'est pas incontestée et redoutée, il aura à se défendre contre les complots de ses pairs. Il est sans exemple qu'un directoire aussi nombreux garde la cohésion et l'unité de vues nécessaires pour l'exercice du pouvoir; c'est le danger de tous les coups d'État, d'où qu'ils viennent, qu'ils suscitent des imitateurs et paraissent autoriser des représailles. Déjà une partie des nouveaux directeurs se sont retirés et ont été remplacés par des généraux de brigade plus dévoués à la personne et à la fortune du général Primo de Rivera. Une des premières mesures du chef du directoire a été d'étendre à toute l'Espagne l'institution des *Somaten*, sorte de milice ou de garde nationale, née spontanément en Catalogne comme une protection contre le terrorisme syndicaliste des *pistoleros* et qui pourrait devenir, pour le nouveau Gouvernement, ce que l'armée fasciste est pour M. Mussolini. Seul l'exercice d'une autorité dictatoriale appuyée par le Roi peut sauver le Gouvernement du marquis d'Estella. Il demande 90 jours pour remettre l'Espagne d'aplomb : attendons-le à ses actes; nulle part de meilleur cœur qu'en France on ne souhaite son succès. La politique du marquis d'Alhucemas et de M. Alba, dans l'affaire de Tanger, sans être avantageuse pour l'Espagne, était opposée aux intérêts

français et ne servait que l'Angleterre. Le nouveau directeur a tenu à affirmer publiquement ses sentiments très sympathiques à l'égard de la France. Seuls quelques doctrinaires de la politique condamneront par principe la dictature militaire; si elle sauve l'Espagne, elle aura bien mérité de l'histoire. Ceux qui connaissent l'Espagne savent quelles réserves d'enthousiasme, de sagesse, de travail, se cachent sur cette vieille terre qui a enfanté tant de grands hommes et réalisé de si grandes choses; de nouvelles générations se lèvent, imbues des traditions nationales de foi et d'honneur; c'est par elles qu'un régime nouveau, mieux adapté au tempérament national, peut s'établir, et qu'un avenir brillant peut sourire à ce noble peuple.

Il est singulier de constater que, dans les trois péninsules méditerranéennes, en Espagne, en Italie, en Grèce, le régime parlementaire a disparu ou n'est plus qu'une fiction. Le succès du fascisme fait école; mais entre la dictature du chef des « Chemises noires » et le directoire du général Primo de Rivera les différences sont plus frappantes encore que les ressemblances. Il reste cependant un fait d'ordre général, c'est le besoin d'un renforcement de l'autorité en face des partis de destruction, d'une concentration du pouvoir en présence des difficultés de la lutte pour le pain quotidien et pour la prospérité nationale. Mais nulle part l'expérience n'a duré assez longtemps pour que l'on en puisse juger les résultats.

Le nationalisme italien avait acclamé le coup d'énergie de M. Mussolini occupant Corfou; il est moins satisfait de la sagesse avec laquelle le chef du Gouvernement italien a accepté la solution très honorable que la Conférence des ambassadeurs lui a proposée. Le Gouvernement italien obtient toutes les satisfactions qui lui étaient dues; une Commission européenne se rend sur place pour s'assurer que les autorités helléniques n'ont rien négligé pour découvrir et châtier les assassins; si les coupables restent introuvables, les cinquante millions de lires déposés à Genève par le Gouvernement hellénique seront acquis à l'Italie qui accepte, pourvu que la Grèce remplisse ses engagements, d'évacuer Corfou le 27 septembre. Cette assurance a pacifié les esprits, notamment en Angleterre; elle fait grand honneur à la loyauté de M. Mussolini; et il ne reste plus qu'à en attendre les effets.

La Conférence des ambassadeurs, siégeant à huis clos, sous la présidence de M. Jules Cambon, a obtenu, grâce au tact diplomatique et à l'expérience politique de tous ses membres, le règlement amiable d'une question délicate et qui semblait grosse de complications; elle

a assuré à l'Italie toutes les satisfactions auxquelles elle était en droit de prétendre sans infliger à la Grèce une humiliation inutile; en résolvant le conflit, elle a prouvé par le fait que l'intervention de la Société des Nations n'était ni justifiée ni nécessaire. Mais, à Genève, les séances, même celles du conseil, sont publiques et c'est pour la galerie, pour la presse et l'opinion mondiale que certains délégués, sans même s'assurer qu'ils sont approuvés par leur Gouvernement, ont plaidé la compétence de la Société des Nations et réclamé son intervention. Même aujourd'hui, après qu'une autre juridiction a tranché la difficulté, ils ne se résignent pas à considérer l'incident comme clos. M. Salandra, habilement aidé par M. Hanotaux, a obtenu que la question de Corfou ne serait pas discutée à la Société des Nations, mais lord Robert Cecil a enlevé le vote d'un ordre du jour qui réserve pour un examen ultérieur la question générale de la compétence de la Société des Nations. Cette motion n'est sans doute qu'un expédient pour masquer une retraite, car rien ne serait plus pernicieux, pour l'avenir de la Société, qu'un débat inopportun sur ses propres attributions; la question de compétence ne saurait se poser qu'à propos d'un cas concret, précis; toute discussion d'ordre juridique se développant dans l'abstraction n'aboutirait à des précisions théoriques que pour créer, à la première difficulté pratique, les pires complications. Deux dangers menacent l'institution, nécessaire et bienfaisante, de la Société des Nations : c'est d'abord l'esprit utopique et le vague humanitarisme que développe la publicité des séances du Conseil; c'est ensuite l'abus d'un esprit juridique qui s'imaginerait que tous les problèmes politiques peuvent se résoudre en une formule de droit. La diplomatie secrète a ses dangers; mais la diplomatie publique, qui met en jeu les amours-propres, ferme les issues amiables, et risque souvent d'envenimer les querelles au lieu de les apaiser.

Le chancelier Stresemann est, lui aussi, une victime de la politique au grand jour. Il sait, il avoue, il proclame que la résistance passive a fait faillite et a conduit l'Allemagne à la catastrophe; il sait que, dans un avenir proche, il lui faudra négocier avec la France et débuter par le retrait de tous les décrets et ordonnances qui organisent la résistance passive; il sait et il publie que c'est la politique de la Ruhr qui, en provoquant un énorme et inutile surcroît de dépenses, a rendu inévitable la chute du mark et l'inflation formidable sous laquelle succombent les finances allemandes; et pourtant la crainte des partis extrêmes, nationalistes ou communistes, le

retient ; il cherche encore à biaiser, à trouver des échappatoires. Tout son art consiste à amener M. Poincaré à des concessions qui lui « sauveraient la face ; » la fin de la résistance, déjà presque acquise par la volonté spontanée des habitants, il voudrait la présenter comme le résultat d'un accord, comme une concession de la part de l'Allemagne; ce serait une paix sans vainqueur ni vaincu, comme celle qu'a cherchée Ludendorff en 1918. Et pour amener M. Poincaré et M. Theunis à lui concéder le retour des fonctionnaires et des ouvriers expulsés, l'amnistie, l'ouverture des prisons, il agite le spectre de la révolution et de la dislocation de l'Allemagne. Le « bloc rouge » de l'Allemagne centrale : Saxe, Thuringe, Brunswick lui apparaît aussi menaçant que le nationalisme bavarois et le séparatisme rhénan. Nous savons que M. Stresemann n'est pas sur un lit de roses. Les impôts votés *in extremis* à la demande du chancelier Cuno ont fait un fiasco complet. M. Hilferding a pris de nouvelles mesures qui apparaissent aux conservateurs de Bavière et de Prusse comme le prélude de la socialisation des fortunes privées : saisie des devises étrangères avec, pour y parvenir, suspension des garanties constitutionnelles, de l'inviolabilité du domicile, du secret des correspondances; déclaration obligatoire des métaux précieux. Toutes ces mesures sont loin de produire les effets escomptés; la population allemande oppose, aux mesures fiscales, une résistance passive; les paysans bavarois refusent publiquement de payer. La situation financière est désespérée et il ne reste au Gouvernement du Reich qu'une issue : celle de la franchise et de la droiture, l'aveu que la politique du chancelier Cuno fut aussi néfaste à l'Allemagne que celle de Guillaume II, le ferme propos d'arriver avec la France à un accord pour les réparations. La presse allemande reconnaît, et la presse libérale anglaise constate avec désolation, que la politique franco-belge a réussi ; une fois encore, l'Allemagne devra subir la paix, mais le Chancelier cherche encore à éluder la fatale, nécessaire et finalement bienfaisante échéance. Ses déclarations du 12 septembre n'ajoutent rien à celles du 7 ; elles renouvellent l'exposé d'un projet bien connu puisque c'est celui du banquier Marx, qui consiste à prendre hypothèque, au profit des réparations, sur les biens des particuliers et à organiser la participation des créanciers de l'Allemagne aux bénéfices de ses industriels. Toute la tactique du Chancelier c'est d'obtenir de M. Poincaré quelque concession qu'il puisse présenter comme un succès.

Mais, de plus en plus, l'heure presse. La *Gazette de Francfort*, le *Service parlementaire socialiste* le reconnaissent sans ambages. Le *Bayerischer Kurier*, organe des catholiques bavarois, naguère chaud partisan de la résistance, écrivait, le 11 septembre, un article découragé : « La résistance passive dans les régions occupées a été d'abord comme un combat destiné à gagner du temps pendant que se développait la situation politique en Europe. On espérait que l'Angleterre aurait le temps de comprendre que l'Allemagne défendait sur la Ruhr, en même temps que les siens, les intérêts anglais. » Mais les choses allèrent trop lentement et « maintenant Stresemann a retiré dans une certaine mesure à la résistance passive sa base de politique extérieure. » Il n'est plus possible de financer la résistance. La majorité des habitants du Rhin et de la Ruhr est lasse de la lutte. « Ainsi s'accomplira encore une fois le destin de l'Allemagne, sans force, sans argent, sans armée, mais surtout sans volonté. » Le ministre des finances Hilferding et le ministre de l'Économie von Raumer prononcent, le 12, des discours si véridiquement pessimistes que la presse n'ose les publier que le 15. M. Hilferding, honnêtement, reconnaît que c'est la résistance passive qui achève et précipite la ruine de l'Allemagne ; il avoue « qu'une très grande partie de la population de la Ruhr vit des crédits de l'État. » Il faut rapidement négocier avec la France et, tout de suite, restreindre les crédits envoyés dans la Ruhr et « arrêter la marche désordonnée de cet instrument de mort qu'est la presse à billets. » Les paysans ne veulent plus accepter des marks-papier en échange de leurs produits agricoles et les villes sont menacées de la famine.

Mais le Gouvernement aura-t-il le courage d'écouter les avertissements de ses propres membres et de prendre sans retard les mesures de salut? Quelles que soient ses résolutions, il risque d'arriver trop tard. Il reconnaît la nécessité de cesser la résistance au moment où, sur place, spontanément, elle s'effrite et disparaît. Chaque jour s'accroît le nombre des ouvriers qui viennent demander aux ingénieurs ou aux autorités françaises un salaire qui dépasse de 20 pour 100 l'allocation de la Ruhrhilfe ; les cokeries fonctionnent avec une forte proportion d'ouvriers allemands ; plus de 150 000 voyageurs empruntent chaque jour, malgré les défenses du Reich, les chemins de fer de la régie franco-belge. Dans la Ruhr, comme en Rhénanie, les rapports de la population avec l'armée d'occupation sont excellents ; l'humanité, la bonne humeur, la serviabilité du soldat français ont

réussi à faire accepter nos garnisons dans le bassin de la Ruhr où n'entraient pas les soldats de Guillaume II. Le capitaine Trorncroft, membre de la Chambre des communes, a écrit le 15 septembre au *Daily Mail* une lettre où il constate sans détours la faillite de la résistance et rend hommage à l'attitude des soldats français qui ont fini par désarmer les préventions de la population. Dans la Ruhr, M. Trorncroft a vu des populations catholiques, religieuses, nullement enclines au bolchévisme et résolues à obtenir la cessation d'une résistance qui ne peut même plus compter sur l'appui britannique.

Les solutions sont donc proches; mais les Gouvernements français et belge, s'ils se hâtaient de répondre à des avances qui sont encore pleines de réserves, de réticences et de conditions, compromettraient le succès final et complet d'une partie qu'ils ont jusqu'ici conduite sans un instant de défaillance ou de précipitation. M. Poincaré a affirmé de nouveau, dans ses discours de Damvillers et de Houdainville (9 septembre), de Champenoux et de Toul (23 septembre), qu'il n'écoutera qu'une conversation directe, nette et franche; conclure des accords entre les industries des deux pays avant la cessation officielle de la résistance et le règlement des réparations serait « mettre la charrue avant les bœufs. » En tout état de cause, la France conservera les gages qu'elle détient et ne les abandonnera que dans les conditions que son Gouvernement a, à plusieurs reprises, spécifiées; enfin le problème de la sécurité devra, lui aussi, être réglé. La patience et la ténacité de M. Poincaré et de M. Theunis ne tarderont pas à trouver la récompense et le succès qu'elles méritent. La rencontre, à Paris, de M. Poincaré et de M. Stanley Baldwin, la cordialité confiante de leurs entretiens, d'ailleurs très généraux, apparaissent à l'opinion française comme le gage qu'un jour viendra où les hommes d'État britanniques, eux aussi, comprendront où est le véritable intérêt de leur pays, celui de la paix et de l'ordre européen.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

UNE ENQUÊTE

AUX

PAYS DU LEVANT

XI [1]

L'ÉCOLE MYSTIQUE DE KONIA

SECONDE CONVERSATION AVEC LE TCHÉLÉBI

Quand nous sommes arrivés, le serviteur jardinait. Il se lave les mains, et gracieusement, sans bruit, nous fait entrer dans la petite maison où le Tchélébi m'accueille avec une courtoisie amicale.

— Cher monsieur, lui dis-je, je n'ai pas abusé ? Vous acceptez de subir à nouveau le questionnaire d'un fidèle de Djelal-eddin ?

— Nous avons commencé les interrogations, il faut les terminer.

Il s'étend sur un divan que recouvre une peau de mouton toute blanche, un divan au bas d'une large fenêtre. Et moi, assis en face de lui, dans un fauteuil, je vois, au-dessus de sa silhouette allongée dans l'ombre, la petite prairie brillante et ses peupliers.

La chambre est très simple. De bons tapis sur un plancher

Copyright by Maurice Barrès, 1923.

(1) Voyez la *Revue* des 15 février, 1er et 15 mars, 1er avril, 15 mai, 1er et 15 juin, 1er juillet, 15 septembre, 1er octobre.

de sapin grossièrement raboté, des chaises en grosse paille; et seul le palier de l'escalier nous sépare de l'étroite cuisine, où l'on nous prépare le café. Que je me sens bien là, et que je retrouve avec amitié la figure maigre et pâle du grand Prieur, ses traits réguliers et fins, sa faiblesse nerveuse! « Cher trésor ambulant! » dirais-je volontiers à mon hôte, en lui appliquant l'épithète que ses admirateurs donnaient au poète du *Mesnévi*. Je me prépare à puiser à poignée dans sa conversation les perles de la sagesse et les turquoises du mystère.

— Hier, monsieur le Supérieur a dit une parole qui m'a profondément frappé. Il a dit que Djelal-eddin avait trouvé à Konia un peuple adonné à la poésie, à la musique, aux jeux, et qu'il avait employé cette poésie, cette musique, ces jeux pour lui faire connaître Dieu. Monsieur le Supérieur peut-il préciser comment le fait de tourner favorise la vie religieuse, comment la danse nous conduit à connaître Dieu?

— Il faut comprendre qu'il y a des degrés dans l'ordre. Un étranger se présente, il veut devenir derviche : pendant mille et un jours, il doit d'abord travailler dans la cuisine. Au cours de ce stage, s'il commet une faute, s'il découche sans permission, s'il boit, s'il vole, il doit recommencer les mille et un jours. Après ce temps, il est libre d'aller habiter où il veut; il n'a qu'à choisir une des succursales, un des monastères (on les nomme *tekkés*). Il est devenu un maître, on lui donne une chambre, et, à son tour, il est servi par les nouveaux arrivés. Notez que pendant ses mille et un jours de cuisine, on ne lui a rien enseigné de la danse et de la musique; on ne l'a pas initié dans l'ordre; mais, à ce moment, il choisit un professeur, et si quelque cheikh lui plaît, il apprend de lui les rites de l'ordre. Alors, après un an, il peut se faire qu'il n'ait plus besoin d'apprendre rien des autres; ou bien encore, il comprendra qu'il doit apprendre jusqu'aux derniers mois de sa vie. Pour ce, pas d'examen ; c'est à lui de sentir où il en est. Il peut arriver qu'il ait une telle capacité qu'il prévoie l'avenir, qu'il apparaisse dans des lieux où il n'est pas présent, qu'il se soulève entre ciel et terre. N'étant pas arrivé à ce degré, ne pouvant pas prévoir ce qui adviendra dans vingt ans, je ne saurais expliquer comment cela peut se faire.

— Vraiment, il y a des exemples?

— L'homme de Dieu, quand il se souvient de quelqu'un du

monde de l'au-delà, voit son image se matérialiser devant lui. Un jour de concert, Djelal-eddin s'interrompit à plusieurs reprises de danser pour aller s'incliner devant un coin de la salle, et, quand on lui demanda à qui il portait ainsi ses hommages, il expliqua qu'il avait vu debout sur l'estrade un des poètes persans qu'il admirait le plus, Hekim Senaï, qui frappait du tambour de basque et lui disait des choses gracieuses.

— Et aujourd'hui, vous connaissez de ces grands faits ?

— Ils ne manquent pas. Ainsi, dans notre ville de Konia, Hadjerisa Effendi, un homme âgé de soixante-quinze ans, possède ce degré de divination.

Je marquai une vive admiration.

— Tenez, continua le Tchélébi, j'ai reçu trois lettres d'un inconnu qui m'annonçait une guerre. A la troisième, l'Italie a envahi la Tripolitaine.

— Où est-il maintenant, ce prophète ?

— Dans ma cuisine. C'est lui qui va nous servir le goûter.

— Ah ! permettez ! Vous avez tort de mettre à la cuisine les prophètes. Vous devriez le signaler au Sultan.

— Il lit aussi mon courrier.

Le Tchélébi ne semblait pas attacher une importance extrême au don de prophétie et de vision. Il me parut partager l'état d'esprit du célèbre mystique Djonéïd, à qui l'on vint un jour annoncer qu'un derviche voltigeait dans les airs au-dessus du Tigre, et qui répondit paisiblement : « C'est dommage qu'il se contente de s'occuper de pareilles futilités ! » Cependant je crus poli de désirer voir ce grand favorisé. Il vint nous servir du café, du thé et des gâteaux qu'il avait fabriqués lui-même. C'était un homme simplet, que j'étais pressé de voir repartir avec ses plateaux. A tout autre moment, il eût fait à lui seul une bonne distraction, mais, quand j'ai à portée de ma main le trésor des mystiques, je ne vais pas m'attarder à une piécette de cuivre doré.

— Monsieur le Supérieur, revenons au mystère de la danse.

— Pendant les études, il arrive un moment où le derviche commence à être inspiré par la danse. Puisque notre fondateur a institué cet exercice, il est naturel que ceux qui ont voulu entrer dans l'ordre s'y prédisposent ; mais, s'ils n'en ont pas le goût, ils doivent tout de même tourner une fois par semaine,

et la danse commence à leur plaire. A voir danser les autres, on s'y met. C'est un entraînement. Il y en a qui dansent en ne pensant qu'à bien tenir leurs pieds ; d'autres sont enthousiasmés, et tournoyent mieux que de plus jeunes. C'est une question d'inspiration.

— Voulez-vous me faire connaître le sens le plus profond de la danse ?

— Les derviches s'appellent *Salqis*, celui qui va, qui marche vers la divinité. Il y a trois degrés dans cette ascension et pour parvenir à cette lucidité : on peut savoir par la science ; on peut savoir par les yeux (après avoir vu), et enfin on peut voir tout ensemble par les yeux et par la science. Ainsi, sans avoir vu Bagdad, nous savons que Bagdad existe ; puis il arrive que nous sommes allés à Bagdad, et que nous voyons cette ville avec nos yeux ; et enfin, une fois à Bagdad, nous étudions son étendue, sa population, ses produits, ses jardins, tout l'ensemble, et c'est là savoir par les yeux et par la science.

— C'est très bien, monsieur le Supérieur, mais un peu magistral pour un simple pèlerin. Laissez-moi vous exprimer d'une manière plus vulgaire ma curiosité. Demain, j'assisterai au concert. Que dois-je y comprendre ? Qu'est-ce que les derviches signifieront ? Qu'est-ce qu'ils éprouveront ? Et moi, par exemple, si j'entrais dans la danse, qu'est-ce que vous me laissez espérer que j'en ressentirais ?

— Djelal-eddin pensait qu'il y a plusieurs chemins pour arriver à Dieu, mais que le plus court chemin est la danse.

— Puis-je croire qu'il y avait quelque chose de tout cela chez les Grecs, dans les écoles de Plotin à Alexandrie, et dans leurs mystères sacrés ?

— Le Coran a pris naissance dans une ville du Hedjaz où la civilisation n'était pas avancée. Quand les Mahométans sont venus à Damas, en Perse, ils ont commencé d'étudier les philosophes, tous les livres grecs. La grammaire et le cosmos, ils les ont pris des Grecs. Pour définir la religion musulmane et en faire comprendre la solidité, deux philosophies ont été fondées, une qui concerne les choses de la vie pratique, et l'autre qui concerne la prière. Cette dernière, le souffisme, d'où sortent les derviches, nous l'avons prise des Grecs. C'est pourquoi nous leur avons donné beaucoup de liberté. Nous n'avons rien pris ni des Anglais ni des Français, mais c'est vrai que

chez les Grecs la danse religieuse existait : seulement chez les derviches, elle est l'emblème, le signe distinctif.

— Ainsi vous avez recueilli un moyen d'enthousiasme qu'il y avait dans les temples de la Grèce et dans les mystères helléniques. Votre concert spirituel s'élève dans l'Islam, comme ces figures de déesses que nous maintenons à deux pas de nos cathédrales, et qui, loin d'être un scandale, font plaisir même à notre grand chef, le Pape, dans ses musées du Vatican.

— Chez les Musulmans, la musique est défendue, s'il s'agit de l'entendre pour s'amuser ; mais elle est bonne, si elle doit inspirer des sentiments religieux. Djelal-eddin racontait qu'un jour Ali, ayant reçu de Mahomet la confidence des mystères du ciel, ne pouvait plus respirer ; étouffé par un si grand poids et redoutant de le partager avec personne, il se condamnait à la solitude ; alors il courut au milieu de la campagne se pencher sur un marais, où il commença d'énumérer et en quelque sorte de jeter un à un tous ses secrets. Quelques jours après, un roseau poussa dans ce marécage, dont un berger par hasard fit une flûte. Et tous les Arabes qui entendaient sa musique, voire les chameaux, faisaient cercle autour de lui, et ceux-ci s'arrêtaient de paître. Mahomet aussi voulut l'entendre. Quand le berger commença de préluder et que tous les compagnons pris de ferveur pleuraient et s'évanouissaient : « Arrêtez, cria le Prophète, ces mélodies sont le commentaire des secrets que j'ai communiqués à Ali... » Voilà le concert permis. Mais un concert défendu, c'est celui qui n'intéresse pas l'âme. Il faut que soit toujours exact le grand vers de Djelal-eddin : « La voix du violon, c'est le bruit que fait en s'ouvrant la porte du paradis. »

— Ah ! que je suis content ! Demain, quand on chantera et dansera les poèmes de Djelal-eddin, j'entendrai les confidences que le ciel a faites au poète il y a sept siècles ! Ce qui a été déposé de divinité dans le *Mesnévi* et le *Divan* me sera rendu sensible par le rythme que ces poèmes communiquent à l'âme et au corps des derviches !

— Voici exactement : au début, vous entendrez le Coran ; puis la première fois que les derviches chanteront, ils chanteront des vers de Djelal-eddin pour l'amour de Chems-eddin, des vers du *Divan*. C'est une personne qui les lit. Et après commenceront les deux flûtes. Et après commencera le tourner, avec le

tambour et la flûte. Et après le tourner, on lit le Coran et le *Mesnévi* et ensuite des prières en turc.

— La musique que j'entendrai fut-elle composée ou tout au moins choisie par Djelal-eddin?

— Elle nous vient de bouche en bouche par tradition.

— Les poèmes que l'on dit pendant le tourner et que vous attribuez à Djelal-eddin sont sûrement de lui ?

— Il avait l'habitude de porter avec lui une flûte de roseau et un petit tambour. En tournant, il disait des vers; ses musiciens les transcrivaient, les mettaient en musique et, au plus prochain concert, les chantaient.

— Je vous demande que vous ne vous lassiez pas de m'expliquer le développement de la cérémonie.

— Au commencement, vous verrez quelques promenades et la musique s'élèvera. C'est pour préparer à l'exercice de la danse. Tous s'agenouilleront et frapperont de leurs mains sur le plancher, puis ils se lèveront, signifiant ainsi des hommes qui meurent pour ressusciter. Et alors ils commenceront à marcher en processionnant autour de la salle de danse... Pendant cette promenade, la musique joue, et cela signifie qu'après avoir ressuscité ils marchent vers Dieu. Leurs trois tours achevés, ils sont devant Dieu... Le Tchélébi tient la place de Dieu. Non qu'il soit la personne de Dieu, mais il est son représentant. Il n'a pas les forces de Dieu, mais il a la force d'accomplir les ordres de la divinité. En cette qualité, j'autoriserai à danser... La première danse, alors, c'est la science; la seconde danse, c'est de voir avec les yeux; la troisième danse, c'est la période de l'entière connaissance... A ce troisième degré, les danseurs sont inspirés, ils sentent tout ce qu'ils doivent sentir; c'est la fin de leur désir, c'est une extrême puissance que je ne puis exprimer. Ils dansent, sans savoir ce qu'ils font.

— Je trouve ces explications bien intéressantes, et je remercie M. le Supérieur; mais ne sont-elles pas un peu abstraites? Je voudrais avoir dans les mains le livret de l'opéra que je vais voir danser. Puis-je tenir dans mes mains les textes ?

— Il y a un ou deux exemplaires liturgiques dans chaque tekké. Le choix des textes a été fait par les successeurs de Djelal-eddin.

— Il ne me suffirait pas d'avoir les textes. J'en voudrais

posséder l'esprit. Quel privilège pour moi de causer avec le successeur du grand Djelal-eddin, avec l'héritier de son sang et de sa pensée!

Avec la parfaite bonne grâce d'un savant et d'un gentilhomme, le Tchélébi m'offre de lire avec moi les grands textes et de me les expliquer.

J'accepte d'enthousiasme.

Il fait chercher des branches de lis en fleurs, et les remet à chacun de nous, cependant qu'on lui apporte des manuscrits anciens du *Mesnévi* et du *Divan*.

Belle écriture simple et noble, rouge, noire et or sur parchemin. Il les feuillette amoureusement.

Simplicité, beauté, frémissement de cette scène. J'aime ces raffinements, où ne se mêle aucun luxe d'argent. Ils valent par un goût parfait, et parce que la part sensible en est subordonnée à une spiritualité.

Le Tchélébi feuilletait le *Mesnévi* et le *Divan*, tantôt traduisant, tantôt commentant, et le plus souvent, oublieux de mon ignorance, il modulait de longs passages en persan, avec la plus belle voix du monde, une voix profonde, religieuse, chantante. Je le ramenais à une plus humble besogne d'explication, et quand je voulais insister et obtenir des précisions, il riait et s'étonnait, trouvant inutile, ce me semble, qu'on exigeât tant de clartés.

Je ne veux pas rapporter ici les notes que j'ai prises durant cette belle leçon. Il me semble préférable que je les mette en œuvre, demain, dans le récit du concert auquel je vais assister.

Le soir commençait à obscurcir le charmant paysage. Je vis à ma montre qu'il était sept heures passées. Depuis plus de quatre heures, je fatiguais cet homme délicat, mes deux traducteurs et le docteur Contenau.

— Ah! lui dis-je, avec une espèce de désespoir, en me levant, il nous faudrait plus de huit jours!

Il m'offrit de me faire copier les plus beaux textes.

— Oui, mais vos commentaires? Je voudrais rester six mois, et je commencerais à tourner.

— Écoutez, me dit-il, je ne danse qu'une fois par an, à la fête des (*le nom m'échappe*). Voulez-vous que demain je danse pour vous?

Je lui saisis la main.

— Monsieur le Supérieur, c'est une telle vision qui donnera son plein sens à mon pèlerinage de Konia.

Il me reconduisit jusque dans le petit jardin. En plein air, je vis mieux combien il était épuisé de l'effort qu'il venait de fournir. Je lui exprimai avec effusion ma gratitude de sa parfaite complaisance à me dévoiler un si grand poète.

— Cher monsieur, lui ai-je dit, la cérémonie où je vais vous voir figurer, avec tous vos prestiges de musique, de chant, de danse, de décors, de symbolisme et de vieilles traditions, me promet la sorte de poème en action, la grande œuvre de lyrisme et d'émoi religieux que toute ma vie j'ai pressentie et désirée. C'est la marmite des sorcières, mais où vous ne mettez rien d'immonde, rien que de noble et de spirituel.

PROMENADE DANS KONIA

Tandis que le Tchélébi épuisé se refait de nos causeries dans sa douce maison silencieuse, et que le balayeur, sur je ne sais quel ordre, me fuit, je vais aux quatre coins de Konia interroger les sites et ranimer la figure charmante au milieu du cortège extravagant de ses disciples.

Une grande ville assez prospère, cette poussiéreuse Konia, et qui paraît bien peu orientale à celui qui vient d'au delà du Taurus. Des maisons turques à un étage, aux fenêtres treillagées de bois, aux balcons grillés, et badigeonnées de bleu ou d'ocre sous leur toiture de tuiles rouges; des mosquées en forme de cubes, surmontées d'une coupole, entourées parfois d'un jardin : tout un ensemble précaire, éphémère, rehaussé par une demi-douzaine de monuments historiques, les plus humbles et les plus somptueux, mais amoindri, je veux dire dénaturé, par deux, trois constructions neuves à l'européenne, (le Konack, la banque ottomane). Konia, en somme, doit le plus sûr de sa couleur locale aux caravanes et aux chameaux qui la parcourent.

Je suis allé jeter un coup d'œil sur les faïences du collège de Karakaï. C'est, dit-on, la plus belle décoration persane qui subsiste du XIIIe siècle. Toujours cette jolie solitude d'appartement d'été; toujours ce goût simple, humain, qui garde dans ses raffinements quelque chose de familier et de primitif. Une porte mène à un immense cimetière continué par une plaine,

des prairies et au loin de douces montagnes. A l'ombre de la mosquée, sous le plus beau platane, une dalle de marbre, évidée dans son centre, où poussent des iris, s'appuie sur un fond de faïences bleu céladon, que les visiteurs pillent et massacrent, hélas !... Quel décor plein d'invitations ! Il pourrait, il voudrait devenir poème, sonate, jeune figure féminine et mieux encore, douce acceptation, voire désir de la mort, mais, pressé que je suis, je n'en recueille qu'un enchantement stérile.

Qu'ai-je encore remarqué? La mosquée Indjé Minarelli médressé, dont le portail ogival, formé par deux bandeaux de de pierre bordés d'arabesques, me donne l'illusion de quelque chose d'hispano-mauresque, l'idée d'une décoration déjà vue à Valladolid, à Tolède. Il n'y manquait qu'un écusson aux armes...

Ailleurs, dans une grande mosquée ruineuse, de superbes tapis...

Ailleurs encore...

Mais non, des tapis, des carreaux émaillés, des entrelacs, des lettres ornementales, des iris, des roses, des chameaux et partout cette odeur d'Orient qui commence déjà en Andalousie, ce n'est plus aujourd'hui mon affaire. Konia, pour moi, c'est la ville des disciples, le lieu où l'on voit des esprits qui s'engendrent et s'enflamment.

Un des phénomènes les plus attrayants de l'univers, ce mariage des âmes se précipitant l'une vers l'autre pour se confondre, de telle manière qu'on ne peut pas distinguer Chems-eddin de Djelal-eddin, non plus que Platon de Socrate. Le type éternel de ces ardeurs et de ces échanges de maître à disciple, c'est, dans la Bible, l'aventure d'Élie et d'Élisée. Vous rappelez-vous cette scène grandiose? Élie, l'homme de Dieu, marchait dans le désert, et il dit à son compagnon Élisée : « Demande ce que tu veux que je te fasse, avant que je sois enlevé d'avec toi. » Et Élisée répondit : « Je te prie que j'aie ton esprit... » Et comme ils continuaient leur chemin, voici un chariot de feu et des chevaux de feu qui les séparèrent l'un de l'autre. Élie monta aux cieux par un tourbillon. Et Élisée le regardant criait : « Mon père, mon père, chariot d'Israël! » Et il ne le vit plus, mais le manteau d'Élie était tombé sur lui...

L'esprit d'Élie s'est posé sur Élisée. Quel chapitre de l'his-

toire des grandes âmes! Histoire héroïque, histoire éternelle. De nos jours encore, c'est le même phénomène. Deux mystiques s'ils se rencontrent, se confirment l'un l'autre dans la confiance qu'ils peuvent avoir de leurs expériences. A se voir favorisés d'une manière analogue, ils prennent une sécurité inébranlable. « Je suis dans une voie connue; je ne suis pas seul; je ne suis pas la dupe d'une illusion... » Mais ce n'est pas assez de dire que leurs deux extases se confirment ; elles se surexcitent l'une l'autre, et de vingt manières que l'on retrouve pareilles à travers les siècles, dans les pays les plus variés. Ainsi, chez nous chrétiens, les humiliations de saint à saint. « Tu es un chien. Tu ne mérites pas de délier les souliers de Judas. Je vais te fouler aux pieds... » Vous distinguez quelque chose de cela dans la cellule, où trois mois durant, Djelal-eddin et Chems-eddin demeurent en tête à tête. Vous y vérifiez aussi l'immense plaisir qu'à toutes les époques, dans tous les pays, tous ces mystiques éprouvent à se rencontrer. Ils volent à travers le monde, à la recherche les uns des autres. Nos aïeux ont vu M. Olier sillonner la France de ses pèlerinages à des femmes mystiques. Sitôt ensemble, et sans qu'ils se dissent rien, l'extase commençait. Et ainsi se justifie la valeur universelle de la définition donnée par Calah-eddin, le Batteur d'or (celui dont le Balayeur m'a parlé) à qui l'on demandait : « Quel est le vrai mystique? » et qui répondait : « C'est celui qui te parle de ton mystère pendant que vous vous taisez. »

Cet influx réciproque de deux êtres, cette fascination et cet engendrement des âmes, c'est un phénomène primitif et qui compte parmi les pulsations vitales du cœur de l'humanité. Chaque race, chaque pays, chacun de nous, peut-être, l'a éprouvé. A Port-Royal, Saint-Cyran hypnotise la Mère Angélique et bien d'autres; à La Chesnaye, le charme de Lamennais agit sur des êtres aussi différents que le jeune Montalembert (qui pouvait être prédestiné par son hérédité méthodiste) et sur Maurice de Guérin (lui, tout entier, noyé dans la nature). Mais les faits ne sont nulle part plus attrayants et plus puissants qu'à Konia.

Quelles influences catholiques de Byzance et d'Arménie venaient se combiner dans cette ville sainte avec l'Islam arabe et avec les ferments anti-islamiques que la famille de Djelal-eddin apporta de l'Asie centrale? Ce n'est pas moi qui peux traiter ce

magnifique problème. Mais les saints des Derviches tourneurs ont laissé dans la mémoire populaire une multitude de traits où se peignent au vif leurs ardeurs spirituelles, leur apostolat, leur ascétisme, leurs prodiges ; et grâce aux textes publiés par M. Cl. Huart, nous sommes admis dans l'intimité de ces singuliers personnages, véritables instruments de l'Esprit qu'ils ne cessent d'appeler. Nous les voyons groupés autour du grand poète qui les a recrutés sur place, ou qu'ils sont venus rejoindre, attirés par sa gloire. En somme, il n'est pas de ville au monde dont l'esprit nous soit mieux connu que l'esprit de cette Konia des saints, où je crois voir encore mon poète voltiger sur le char de feu.

Ville d'un réveil religieux et artistique. J'en bats tous les quartiers d'un pied infatigable, sans épuiser le plaisir de connaître les sites où passèrent ces voilés du trône de Dieu, ces nageurs dans la mer de la connaissance parfaite, ces révélateurs des mystères, et entre eux tous, le plus brillant, le Maître « la perle centrale des colliers de la pensée ».

Au cœur de la ville, dans le quartier musulman de Chemsi, repose Chems-eddin. Nous y sommes allés à travers des ruelles, des maisons, des jardins. De loin, mon guide me faisait voir la coupole pointue à huit pans. J'entrai dans un petit cimetière où quelques stèles étaient perdues sous de grands herbages que secouait un vent léger. Les oiseaux chantaient. Le plus touchant des cimetières turcs, enfermé dans des murs de pisé, derrière lesquels de pauvres maisons montrent à peine leurs têtes et que dominent de hauts peupliers frémissants. Entre les tombes, un sentier dallé nous conduisit à une mosquée délabrée. J'y trouvai une salle de danse, assez obscure, décorée de carreaux en débris, de lustres de cristal ternis par la poussière, et de pendeloques ébréchées. C'est une modeste succursale de la maison mère. Les derviches, à certains jours, y viennent tourner, près du tombeau dont nous sépare une cloison vitrée qui s'élève à mi-hauteur d'homme. Il est là, le noble extravagant, installé au-dessus de son puits, avec de nombreux cadeaux, cierges, boules de verre, œufs d'autruches, un lustre encore. Mais quelle solitude! quelle odeur d'abandon, d'humidité et de roses mortes! Ce n'est ici qu'une mosquée de quartier, une douce maison agreste et funéraire. Nulle inscription n'y rappelle le

Maître. Seulement un soleil surmonte le cénotaphe, le soleil de Tebriz. « J'étais neige et je fondis (sous un rayon de ce Soleil), chante Djelal-eddin, si bien que la terre me but, jusqu'à ce que je devinsse un brouillard d'âme qui monte vers le ciel. »

En quittant ce profond Chems-eddin, je suis allé porter mon hommage au cheikh Cadr-eddin, qui fut l'ami de notre grand homme. Lui aussi, il repose dans une petite mosquée toute calme, et si fraîche qu'elle sert de cellier pour quelques jarres d'eau de la source de Meram, dont la vertu est de se bonifier en vieillissant.

Le titre immortel de Cadr-eddin, c'est qu'il a prononcé la prière finale sur le corps de Djelal-eddin. Tous les grands savants prétendaient à cet honneur. Le mourant lui-même désigna Cadr-eddin. C'est sans doute à ce moment que celui-ci cherchant à exprimer quelques espoirs de guérison, le glorieux poète les écarta par cette suprême parole : « Entre l'amant et l'amante, il ne reste plus qu'une chemise de crin. Ne voulez-vous pas qu'on la retire et que la lumière se joigne à la lumière? S'embrasser sans voiles est plus agréable. »

On m'a lu sur la porte de cette petite mosquée une inscription où il est dit que Cadr-eddin a légué ses biens en fondations pieuses. Ses livres sont encore là, quelques ouvrages de théologie et de philosophie mystique, dont M. Huart a parcouru sans enthousiasme le catalogue.

Tout en suivant les traces de ces « prophètes » dont j'aimerais tant à saisir le profond secret moral que leur musique me voile, je saluais en pensée les disciples féminins du Maître...

Chaque semaine, dans la nuit du jeudi au vendredi, les grandes dames de Konia se réunissaient chez l'une d'entre elles, une personne extrêmement distinguée, que Djelal-eddin appelait la « directrice spirituelle des Dames. » Après la prière de la nuit close, le Maître arrivait, tout seul, et s'asseyait au milieu de leur cercle. Elles répandaient sur lui des pétales de fleurs et de l'eau de rose, tandis qu'il s'occupait de mystères et de conseils moraux. Pour finir, de jeunes esclaves récitaient des vers, jouaient de la flûte et du tambour de basque, et il dansait. Les femmes tombaient dans une telle extase qu'elles ne distinguaient plus leurs pieds de leurs têtes, ni leurs têtes de leurs

bonnets ; elles jetaient dans ses souliers tous leurs joyaux, avec l'espoir qu'il leur accorderait une faveur ; mais après avoir accompli la prière du matin avec elles, il les quittait.

C'étaient là, semble-t-il, des séances fort tapageuses, car, une nuit, un groupe de Djinns qui habitaient le quartier vinrent se plaindre à ces dames : « Nous n'avons pas, dirent-ils assez sèchement, la force de supporter tout cet éclat de lumière. Dieu vous garde qu'une douleur vous atteigne par notre faute. » Elles allèrent rapporter cette demi-menace à Djelal-eddin, qui sourit et d'abord se tut. Après trois jours, il dit : « Ne vous préoccupez pas. Tous ces Djinns sont devenus mes disciples, ils ne causeront de peine ni à vous, ni à vos enfants, ni à vos amis. »

Il y a aussi des histoires de saints derviches et de femmes inquiètes, des anecdotes qui découvrent avec une étonnante brutalité le mépris des hommes de Dieu, en Orient, pour les personnes du sexe, et la part d'érotisme qui se mêle au mysticisme brut, non encore épuré par l'Église.

Mais il faut que je m'arrête. Si Konia m'enchante au point que je n'y peux connaître la fatigue, je dois compter avec celle du lecteur. Dieu! quel ennui de quitter bientôt un lieu tout brillant de ces trésors sur lesquels l'ombre va redescendre. Le silence que j'ai troublé va se rétablir dans ces petites mosquées des saints. Leur solitude profonde donne le plus beau sens à ce mot d'un Cheikh qui durant une danse, après la mort du poète, dit : « Il est venu comme un étranger dans ce monde et s'en est allé de même.... »

Cependant, visible de toutes parts, une pyramide de faïence d'un bleu verdâtre surmonte son tombeau, et cette haute turquoise découpée sur l'azur m'appelle. L'heure du concert est venue. Je vais me plonger dans ses extases, qui complètent les délires des Bacchantes de Byblos et le séidisme des jardins d'Alamout.

LA DANSE

Me revoici dans le couvent des Derviches tourneurs et dans leur salon de danse, surmonté d'une coupole et planchéié d'un bois blanc poli par le frottement. Pour l'instant il est vide. Le public s'amasse dans la salle-vestibule, et seuls les privilégiés,

dont je suis, ont accès dans des sortes de loges, aménagées dans deux des arceaux qui, au nombre de quatre, supportent la coupole. Le troisième arceau ouvre sur cette salle que je viens de dire, toute remplie du commun des spectateurs; le quatrième sur la galerie pleine d'ombre où luisent les tombeaux, et parmi eux, tout or et argent, le catafaque du grand poète.

Les spectateurs se tiennent fort mal; ils ne cessent de se remuer et de marquer leur impatience. Ils se pressent autant qu'ils peuvent, pour distinguer ce qui se prépare dans le salon des tombeaux. C'est de là que vont venir nos derviches et mon éminent ami. Et de là soudain s'élèvent des préludes nasillards : la récitation d'un texte du Coran.

Les derviches en chapeaux de feutre, en manteaux noirs, hermétiquement fermés, sous lesquels passent deux doigts de leurs robes blanches, débouchent, un à un, des tombeaux dans notre salon de danse. Ils viennent s'agenouiller, s'asseoir en tailleurs, devant nous, sur le parquet : autant de poupées essuie-plumes.

Et soudain, toujours du milieu des tombeaux, une voix s'élève, pendant que le public se tasse, rit, est indécent. C'est un derviche qui commence à réciter, à chanter sans musique, debout sur une estrade. Et les quatre versets qu'il déclame, empruntés à Djelal-eddin, le Tchélébi hier me les a traduits.

Premier verset : « Je monte, je vais vers le ciel. Est-ce qu'il y a de droite ou de gauche des personnes qui veuillent me suivre ? Avant, nous étions au ciel, nous étions les amis des anges. De nouveau nous y retournons, parce que c'est là notre pays. La bonne chance nous favorise, de sacrifier notre vie et notre profession. Et le chef de notre caravane, Mahomet, la gloire de tout le monde, est respecté de tout le monde. Le bon parfum qu'apporte le zéphyr de l'aube, provient du mouvement de la chevelure de Mahomet.

Deuxième verset : — La force de mon imagination, je l'ai puisée du visage de Mahomet, qui est aussi brillant que les premiers feux de l'aube. Le soleil de Dieu (c'est Chems-eddin) est né du côté de Tebriz, à qui j'ai dit : Ta lumière touche tout le monde et est séparée de tout le monde.

Troisième verset : — Ne demande pas « où allez-vous ! » à ceux qui sont extasiés de ta figure, puisque tu les a grisés de ta

lumière divine. (*Ne demande pas « êtes-vous juif, chrétien, musulman? » puisque tu les as enivrés.*)

Quatrième verset : — O Chems-eddin, soleil de Tebriz, tu m'as fait souffrir beaucoup ; pourtant contre une souffrance tu m'as donné cent satisfactions.

La voix frémit, gémit, se lamente, se convulse pathétiquement. Et les derviches achèvent de s'installer.

Parmi eux, je vois le Balayeur. Me reconnaît-il? Il est en cérémonie. Le grand Tchélébi, demeuré seul au milieu des tombeaux, regarde ses disciples prendre place. Il porte une robe grise à ceinture rose ; un turban noir est roulé autour de son haut feutre. Quelle image inoubliable de douceur et de mystère, qui se détache sur le catafalque somptueux de l'aïeul!

Alors commence le thème suave des deux flûtes. Une seule d'abord, légère, incertaine, à laquelle répond une seconde, plus grave.

On entend le souffle du derviche musicien sur le roseau.

Petit tambour! Au premier coup, tous les derviches, assis en cercle, tapent des mains sur le parquet et inclinent leurs têtes jusqu'au sol.

A ce moment arrivent les dignitaires, qui jusqu'alors s'étaient tenus auprès des tombeaux. C'est une arrivée pleine de majesté, mais, à leur suite, les fidèles font une irruption sans tenue.

Les derviches ayant cessé de frapper des mains et quasi de la tête sur le plancher se lèvent. Leur inclination à terre, c'était le signe des hommes qui meurent pour ressusciter ; maintenant la promenade commence.

Je note un épisode : un des derviches culbute et chasse nu des spectateurs, qui sans doute riait.

Ils font trois fois le tour de la salle en longue file, l'un derrière l'autre, tandis qu'un petit orchestre placé sur une estrade joue, et ces trois tours expriment des manifestations de l'âme. Cette promenade, après leur résurrection, c'est la marche vers la divinité. Et le troisième tour achevé, les voilà devant Dieu. En fait devant le Tchélébi.

A ce moment-là, celui-ci donne l'autorisation de danser, et vient prendre la tête de la promenade. Son premier acte, c'est de s'avancer de deux ou trois pas, pour un profond salut au tombeau du poète. Puis il se retourne et s'incline profondément devant le derviche qui le suit, comme s'il voulait communiquer

à chacun le salut qu'il a offert au poète. Il s'incline en mettant la main sur son cœur et la pointe de son pied droit sur son pied gauche, comme il a mis sa main droite sur sa main gauche. Rien de plus modeste. Et à chacun des tours, chaque fois qu'il passe devant le tombeau, il fait derechef trois pas et un salut.

Que c'est beau, ce moment où le grand poète est l'objet commun, le centre, le cœur de toute activité! Il est mort depuis sept siècles, mais ses fils se déclarent liés à lui et reçoivent de son génie, de sa personne un secours, un rythme, sur lequel sans plus tarder les voilà qui s'ébranlent.

Cette marche des derviches, une force monotone, constante, une force qui se ménage, l'allégresse d'un moteur bien régulier. Non moins monotone, un concert de flûtes et de tambour la règle et la soutient.

Le troisième tour terminé, et le grand Tchélébi ayant repris sa place, tous se rasseyent. Puis chacun se défaisant de son manteau, et l'un après l'autre, ils se jettent à l'eau : la danse commence. Jusqu'alors, c'était une danse-promenade, une procession autour de la salle. Maintenant, chacun d'eux a laissé tomber son manteau, a salué, a étendu les bras, comme s'il prenait son vol, et tous de remplir de leurs tournoiements le plancher de bois blanc.

Quand on commence à tourner, m'a fait remarquer le Tchélébi, c'est comme la fin du monde ; il n'y a plus ni maître ni valet ; tous sont égaux, tous inspirés. Et pour le signifier on chante les vers du *Divan :*

« *Cette maison où il y a de la musique, demandez au maître de la maison quelle est cette maison... C'est comme la fin du monde où chacun s'occupe de soi-même. Chacun est tellement occupé avec ses propres réjouissances qu'on ne peut distinguer qui est l'un ou l'autre. Est-ce un maître ou un valet?* »

Un à un, ils se sont décidés, et comme on entre dans la piscine, se détachant de la piste, ils sont entrés en tournoyant dans le centre du parquet. Ainsi dépouillés de leurs manteaux, vêtus tout de blanc et d'une immense jupe plissée, où l'air s'engouffre, et qui s'évase en cloche, ils pivotent comme des toupies plus ou moins rapidement, mais tous d'un même air concentré, sérieux. Chacun pour soi.

Après un quart d'heure, ils s'arrêtent, pour reprendre haleine sans doute, font un petit tour de piste, puis repartent.

Voilà le bedeau qui circule, vieux petit homme, allant de l'un à l'autre en leur marquant le rythme.

Quelques-uns font peine à voir et me rendent intelligible le proverbe : « Voyez le gros un tel, il ne se soucie plus de tourner. Il s'est réfugié dans la musique. »

Le Balayeur tourne un peu langoureusement. Un gros garçon rieur, sérieux comme une langouste, tourne magnifiquement. Le Tchélébi très digne, simple, monacal, la tête en arrière, les yeux mi-clos, semble déguster un vieux vin.

Les voilà partis pour le monde de l'exaltation. Comment les suivre dans ce grand jeu violent? Comment entrer avec eux dans la cuve de leur vendange? C'est un élan. Vers quoi? Je vois bien qu'ils subissent un choc, mais ce choc mental que ne leur arrache-t-il un cri! Ne jetteront-ils pas un cri d'homme, ces fous? Que va-t-il jaillir de cette crise tournoyante? J'attends. Depuis sept siècles on attend. Je ne vois rien que leur contentement.

Le grand Tchélébi en dansant avait l'expression d'une figure du Bernin.

Il tourne, tourne, enveloppé de son bonheur inexprimable. Ce qu'il éprouve, rien ne nous met sur la voie de le comprendre. Il est heureux, notre grand Tchélébi.

Ainsi pendant trois tours, et chaque fois sur un rythme nouveau, où l'on sent une gradation. Nous voici au troisième tour. Ils sont vingt-cinq à tourner; plus dix musiciens et chanteurs : en tout trente-cinq.

« *Mes yeux sont colorés par le sang, quel besoin ai-je du vin? Ma foi est brûlée comme une grillade, qu'ai-je besoin de la grillade? Mon corps n'a pas été utile, ni à moi ni à celui que j'aime, que puis-je donc faire de lui? Oh! mon Dieu, qu'ai-je à faire de ce morceau de terre?* »

Et encore (du *Divan* et du *Mesnévi*) :

« *Je ne savais pas que tout le visible et tout l'invisible, c'était toi. Dans les corps, dans les âmes, c'est toi toujours.*

« *Dans ce monde, je demandais un signe de toi. Après j'ai appris que ce monde tout entier était toi.* »

Figures perdues, concentrées, absentes, sans rayonnement pourtant, tout cela morne, égoïste, physiologique. Je voudrais des pleurs ou des plaisirs de l'âme. A la fin, plus de chant, rien qu'une musique rapide, moins haletante. Ils semblent des

oiseaux qui ne battent plus des ailes, qui planent. Tous en plein ciel. Le grand Tchélébi, les mains sur son cœur, puis les bras ouverts, le regard en haut, accueille le monde, se perd dans l'azur. C'est l'extase, c'est l'instant où ces danseurs enivrés éprouvent que leur désir nostalgique fait éclater leur moi individuel. Ils ne sont plus maîtres des facultés de leur être. Comme le grain de blé se meurt dans le sol pour que la tige s'élève à la lumière, dans l'extase leur âme, leur idée, leur surnature se dégage et s'épanouit. Tout est douceur, harmonie, unité, innocuité. Ils croient avoir rejoint la force primordiale, la réalité suprême, et s'y apaiser, s'y confondre.

Ainsi dansait, il y a sept siècles, le grand Djelal-eddin Roumi, et il disait avec le sublime orgueil des poètes : « O ciel, qui tournes en cercle autour de nos têtes, dans l'amour du soleil, tu exerces le même métier que moi ! »

DANS LA LOGE DU TCHÉLÉBI, APRÈS LA DANSE

Après la danse, je suis allé dans la loge du Tchélébi, qui donne sur le parvis de marbre et sur les petits jardins de la dervicherie, une loge largement baignée de lumière au point de ressembler à une serre, et toute décorée des turqueries habituelles, peintures brillantes, sofas, miroirs et pots de fleurs.

Il est assis sur un divan, les jambes croisées. Quelques personnes sont venues le féliciter, trois, quatre, tout ce que peut contenir de visiteurs cette étroite cellule-boudoir.

Je ne peux tout de même pas lui dire, comme on ferait dans les coulisses de l'Opéra : « C'était charmant, et à la fin tout à fait émouvant. Quelle grâce et quelle mystérieuse spiritualité ! Sans flatterie, monsieur le Supérieur, vous étiez le roi du bal par votre sérieux et votre air de noblesse. » Non, je ne peux pas lui dire cela, que je pense ; et je ne trouve pas convenable non plus de lui exprimer les curiosités qui m'obsèdent. « Dans quelle mesure cette danse est-elle une nourriture pour l'âme ? J'admets que vous venez de toucher, comme un songe, au seuil des régions supérieures, mais quelle efficacité, dans cet exercice ? A quoi ce concert spirituel vous aide-t-il ? » Je n'ose formuler ces questions, car ainsi ramassées elles sembleraient grossières. Et pourtant j'ai besoin d'y avoir une réponse et de donner un sens total à la vitalité violente de cet après-midi.

Depuis sept siècles, chaque vendredi, ces derviches se livrent à l'enthousiasme. Quel est le fruit de leurs beaux paroxysmes ?

On a beaucoup parlé stérilement des grands poètes de l'Asie, et pour ma part combien j'en ai rêvé ! Or voici que j'ai pu m'approcher du tombeau de cet illuminateur de l'Islam. Les documents poussiéreux m'y sont apparus comme des choses vivantes. Maintenant il s'agit de les mettre à la disposition du public. Il s'agit d'introduire Djelal-eddin et le Soleil de Tébriz dans le cercle classique. Je voudrais les humaniser, à l'usage de l'Occident. Je suis encore loin de compte ! Au moins puis-je dire que j'éprouve de la sympathie, et que toutes ces choses, bien qu'elles me choquent, contiennent un ferment majestueux et doux. Le dieu y paraît. L'expérience que j'ai prise de ce Tchélébi et de ses disciples, tournoyant avec innocence et conviction au son de la flûte du poète immortel, ne me laisse plus lire sans émotion ce beau récit que voici du fils de Djelal-eddin sur son père et sa dervicherie :

« J'étais assis avec le médecin dans le collège (la dervicherie), lorsque tout à coup mon père entra. Il posa sa tête bénie sur mes genoux et regarda chaudement mon visage. « Oh ! mon fils, me dit-il, considère-moi longtemps. » Je lui répondis : « Peut-être au lendemain de la Résurrection, verrai-je pareillement votre visage béni ? — Par Dieu, s'écria le médecin, j'ai la croyance que quiconque aura vu dans ce monde une seule fois le visage béni de notre maître sera au jour de la Résurrection un intercesseur tout-puissant. » Mon père se leva alors et dit : « Dieu pardonnera à cause de toi à tous les médecins du monde. Oui, quiconque nous aura vu ne verra pas le visage de l'enfer. Il viendra un temps où ce collège sera totalement détruit, mais ceux qui passeront sur son emplacement n'iront pas dans l'enfer. » Et il chanta : « Tu es bien belle ! Que le mauvais œil soit loin de toi ! Heureux l'œil qui a vu ton visage ! Voir ton visage, c'est bien rare ! Heureuse l'oreille qui a entendu ton nom ! »

Avant que je le quitte, le Tchélébi me remet cordialement sa photographie où il vient d'écrire quelques phrases, rapidement, avec cette prodigieuse élégance de nos grands confrères les lettrés de l'Orient.

« Permission, à Notre Maître ! »

(Il demande au Maître, c'est-à-dire à Djelal-eddin, la per-

mission de donner ces vers et de les donner à quelqu'un qui n'est pas musulman.)

Puis suivent des vers turcs :

« Par la peinture qui retrace mon triste visage, tu découvriras l'état de mon cœur.

« Sur la tablette de mon front, tu liras la copie de mon destin. »

Et il signa :

« Le fils (le descendant) de Son Excellence Notre Maître, le cheikh Mohammed Béhâ-ud-din Véled, serviteur des seigneurs Meslévis au Seuil sacré.

« MOHAMMED VÉLED. »

CONVERSATION FINALE AVEC LES FRANÇAIS DE KONIA

Chaque soir, après des journées si bien remplies, je retourne en Europe, c'est-à-dire que je rentre à l'hôtel de la gare. Cette gare, ces arbres, son hôtel entouré d'un petit jardin, c'est un coin d'Europe, une oasis, la promenade préférée de tout Konia. Aux heures les moins chaudes, la ville s'y vient installer. Ailleurs tout est livré aux punaises, et de ma fenêtre par-dessus le toit rouge de la gare des marchandises je vois les dures collines implacables. Mais cet étroit espace, c'est la France.

A la table voisine de celle où j'écris ces notes, je viens d'entendre les réflexions amères de deux voyageurs allemands : « Oui ou non, disent-ils, sommes-nous sur le chemin de fer allemand et dans un hôtel allemand? On n'y parle que le français, et on y joue *la Marseillaise!* »

C'est l'œuvre des Assomptionnistes. Ce soir, le dernier soir de mon séjour à Konia, leur supérieur, le Père Gaudens, veut bien venir dîner avec moi. Je lui fais tous mes compliments.

— Bah! me dit-il, on est au monde pour lutter. Tout ce que nous ferions, si nous avions des novices! Notre ordre se maintient par l'Italie, l'Espagne, la Belgique, mais le point sombre, c'est le recrutement français. On s'en tire comme on peut. Certains de nos Pères font des tournées en Bretagne, en Lozère, en Savoie, et les enfants qu'on leur confie sont éduqués à la française en Italie, en Belgique, en Espagne. Nous avons une bonne maison à Galeara, à quatre-vingts kilomètres de Bilbao. Ah! nous savons tout de même travailler pour la France! Dans cette

gare de Konia, quand nous venons saluer les autorités françaises qui passent, les Allemands ne comprennent pas.

J'ai réuni au Père Gaudens, dans ce dîner d'adieu, les deux Français de Konia, M. Ernest Noblet, le directeur de la Banque ottomane, et M. Raymond Belfoy, un de nos compatriotes, qui possède une grande propriété non loin de Konia, à Seraï-Ini.

Ces messieurs me confirment l'immense service que nos missions rendent à la cause occidentale, à la civilisation, dans tout l'Orient. Ils ne voient pas l'avenir avec sécurité dans la Turquie des Jeunes Turcs.

Les valis sont xénophobes. C'étaient autrefois des gens repus, aujourd'hui ce sont des gens affamés. Incapacité absolue des fonctionnaires, tous personnages qui savent réduire l'étranger, très corrects, très gentils, parlant les langues, hommes du monde, mais incapables de rien réformer. Aucune loi nouvelle utile n'a été mise en application. La nouvelle loi qui organise les vilayets a été votée, communiquée aux provinces, jamais mise en exécution.

Depuis quelque temps, sous prétexte d'aider l'élément musulman qui se prétend en infériorité vis-à-vis des chrétiens, parce que ceux-ci ont des installations et des capitaux, on organise le boycottage des chrétiens ottomans. Dans chaque mosquée, le prédicateur, deux, trois fois par jour, dit : « N'achetez rien, ne faites aucune affaire avec les chrétiens, ni avec les étrangers. » Le Gouvernement turc qui semble réprouver ce boycottage l'encourage et l'organise. Cela tend à la persécution et peut aller jusqu'aux massacres.

Les Jeunes Turcs ont voulu se défaire d'un despotisme qui inquiétait, faisait trembler tous ceux dont les têtes dépassent un peu le niveau de la foule anonyme. Ils ont atteint le principe d'autorité sans se défaire de l'arbitraire. Les voilà à demi sortis de la légitimité sans être entrés dans la légalité. Ils ne comprennent pas l'idée de la Loi. Ils prétendent vouloir prendre la France pour modèle, mais non, ils veulent notre argent, et ne nous font aucune facilité. La xénophobie se développe avec une rapidité inquiétante.

Là-dessus, M. R. Belfoy nous donne son cas en exemple :

« Je suis venu ici, il y a cinq ans, faire un voyage d'études. J'ai vu d'immenses territoires sans moulins, car les cours d'eau

y font défaut, qui sont le seul moyen d'énergie employé hors des grands centres. Les villageois avaient plusieurs jours de voyage et ensuite d'attente aux moulins à eau les plus primitifs. Je construisis dans un village central un moulin moderne à gaz pauvre (nous faisons le gaz en distillant le charbon de bois de la montagne), et l'entreprise fut très rémunératrice. Elle n'est plus pour moi aujourd'hui qu'un assez bon placement, car les gens aisés des environs ont fait construire par des spécialistes étrangers, dans un rayon de cent kilomètres, six autres moulins copiés sur le mien, si bien que la même clientèle est partagée, mais ainsi ma venue n'a pas été inutile.

« Entre temps, j'appris qu'une famille turque possédait une grande propriété, d'un seul tenant, inexploitée faute de capitaux et d'expérience. Cette terre était grevée vis-à-vis du trésor d'une hypothèque légale de deux cent mille francs. Elle fut mise aux enchères publiques et, quoique d'une fertilité réputée, aucun acheteur ne se présenta parce que le morceau (achat et exploitation) était trop gros. Les propriétaires obtinrent alors de Djavid bey, ministre des finances, la facilité de payer leur dette en dix annuités par échéances égales et sans intérêt. La première tranche étant demeurée naturellement impayée, je me présentai comme acheteur et demandai au ministre la facilité de paiement accordée aux propriétaires ou réduite à cinq ans. Elle me fut refusée. J'offris de payer comptant. Quelques xénophobes de Konia ayant émis la prétention qu'un étranger ne pouvait acheter un pareil domaine, les ministères compétents et le Conseil d'État ottoman répondirent qu'aucune loi ne l'interdisait. Les autorités de Konia, responsables du déficit vis-à-vis du Trésor, me délivrèrent cent quinze titres de propriété, fort bien délimités par des bornes ou par des frontières naturelles, moyennant paiement à elles d'un peu plus de deux cent mille francs et de trois cent mille aux propriétaires. Je soldai également environ quarante mille francs de frais d'expertise, de bornage, de carte, d'avocats conseils de Konia, de Smyrne, de Constantinople. Enfin je signai une déclaration comme quoi je ne fonderais là ni école, ni hôpital, ni colonie, ni église. En revanche, j'obtins, en plus de mes titres, un papier officiel où il était dit que je devenais bien effectivement propriétaire de cette terre, libre de toute charge, et que si quel-

qu'un y avait quelque prétention, comme propriétaire du tout ou d'une partie, il devait s'adresser aux tribunaux.

« Muni de tous ces documents, je commençai en 1912 mon exploitation. Je vis alors les voisins pénétrer chez moi avec des milliers de moutons et de gros bétail, y labourer et y semer. Mes gardes impuissants étaient souvent battus et blessés. Dans le cœur même de la propriété, mes charrues à vapeur étaient attaquées par les villageois dont les femmes venaient se coucher en travers des roues des locomobiles. Mes réclamations à Konia contre toutes ces violences, les procès au criminel que j'intentais contre les agresseurs connus, n'avaient jamais aucune suite, et, depuis deux ans, je n'ai vu ni un gendarme venir instrumenter, ni un procès avoir une fin.

« Mes machines cependant, après plusieurs déménagements, avaient réussi à labourer cent hectares. Les voisins sont venus y semer leur blé. Sept mois après, devant mes yeux, ils enlevaient la récolte. Je ne pus obtenir aucun semblant d'aide des autorités.

« Je m'adressai alors à l'ambassade de France, qui accepta de s'occuper de cette question, non en tant qu'affaire immobilière, ce n'était pas son droit, mais en tant qu'entrave à la liberté du travail contre un citoyen français effectivement propriétaire. Les ministères compétents reconnurent mes droits, mais se déclarèrent, à tort ou à raison, incapables de réagir. Durant les négociations du dernier emprunt cependant, il y eut un semblant de bonne volonté à mon égard, et des ordres furent expédiés à Konia de régler cette affaire administrativement. Le Vali Mehmed Husny bey ne fit absolument rien, et par son attitude passive, il encourageait et excitait les villageois. Toutefois, Talaat bey proposa à l'ambassade que je citasse tous les empiéteurs devant le juge de paix. Je m'y refusai, ne voulant pas entrer dans le maquis de la procédure; vu mes documents, cette affaire devait se régler administrativement, et au surplus ce n'était pas à moi à instrumenter. Enfin, sur les instances du ministre et son assurance qu'avec des jugements en ma faveur la gendarmerie agirait, j'acceptai d'attaquer mes adversaires dont aucun ne put présenter le moindre titre de propriété et je gagnai tous les procès.

« Muni de ces sentences qui renforcent mes titres et documents, je réclame depuis six mois aux autorités de Konia de

les faire exécuter. La gendarmerie ne bouge pas, ni le procureur impérial, ni le Vali malgré ses promesses à notre ambassadeur qui dernièrement était de passage à Konia. La comédie continue et fait comprendre aux paysans qu'après avoir déjà trois fois labouré, trois fois semé chez moi, ils pourront, dans cinq semaines, à la prochaine récolte, pour la troisième fois, me dépouiller tranquillement. Bien débonnaires encore seront-ils, s'ils ne viennent pas voler ou incendier mes propres ensemencements.

« En automne 1912, j'avais planté trente mille arbres d'un mètre cinquante de hauteur, voulant donner ici l'exemple du reboisement si joli et si utile. Les troupeaux envahisseurs ne m'en ont pas laissé un seul. J'en ai planté à nouveau quatorze mille en automne 1913 ; une partie est déjà mangée...

« Voilà, monsieur, les difficultés que l'on rencontre en Turquie, quand on veut y travailler, en s'entourant cependant de toutes précautions. L'argent et la peine que l'on dépense sont compromis, parce que les autorités vénales et xénophobes veulent vous ruiner. J'ai soutenu la partie, car j'étais fortement engagé et j'avais quelques capitaux en réserve, mais, si cette année avait été sèche, je n'aurais pu continuer; j'aurais dû abandonner, en perdant un million effectivement dépensé et cinq cent mille francs de récolte et de labourage volés ou saccagés. C'est un pays admirable; le paysan d'Anatolie, avec un maigre labour, sans fumure aucune, récolte une moyenne de 45 hectolitres d'excellent blé à l'hectare, et moi, en dépensant un tiers de moins que lui, j'arrive à produire le double de plus, tandis qu'en France la moyenne est de 22 avec de bons labours, des fumures et des soins nombreux. Mais jusqu'à ce que l'on ait réformé les rouages de l'administration turque, aussi bien que sa mentalité, je supplierai les Français de profiter de mon expérience et de celle de quelques autres et de ne pas venir s'établir dans ce pays. La loi y existe, mais n'est jamais appliquée. »

Tout cela, ce sont des faits d'un bien vif intérêt et que je recueille avec attention, mais mon esprit retourne invinciblement aux parties obscures de Konia. Je voudrais voir les disciples de Djelal-eddin avec les lunettes du Père Gaudens. Que pense-t-il des derviches, ce religieux? Absolument rien. Ce sont

des fainéants qu'il n'a jamais rencontrés sur aucun des terrains où il cherche à être utile.

— Et leur charmant grand-prêtre ?

— C'est un nouveau venu. Pour être juste, on n'en parle pas mal. Mais son prédécesseur ! Ah ! celui-là !

Et l'Assomptionniste, le financier, l'agriculteur, de me raconter des histoires :

Ce précédent supérieur des derviches n'était pas sérieux. Il avait une belle tête, mais quelle ignorance, quelle légèreté ! Il disait : je voudrais aller à Paris, parce qu'on y trouve de jolies femmes. Il demandait si l'Allemagne était limitrophe de la France. Il aimait le vin de Champagne ; la direction des chemins de fer lui en envoyait une caisse, tous les deux mois, pour entretenir ses sympathies. Quelque chose pourtant l'attristait, les mauvais procédés du Vali. Le Vali l'accablait d'humiliations. Il s'en plaignait à Constantinople, mais personne ne lui répondait. Ses lettres arrivaient-elles ? Il n'osait y aller voir. Comme le rôle du Tchélébi est de ceindre l'épée au nouveau sultan, Abdul-Hamid avait déclaré : « Je ne veux pas qu'il paraisse ici ; on croirait que je suis mort. » Il n'avait pas le droit de s'écarter de plus de vingt kilomètres de Konia. Comment obtint-il une autorisation ? Un beau jour il déclara à son entourage : « La vie ne m'est plus possible, je fais le voyage. » Cette fois le Vali fut inquiet ; il médita, il consulta, et c'est alors qu'il trouva le plus beau de ses tours. Le matin fixé pour le départ, tout Konia était à la gare. Le Tchélébi bien installé dans son compartiment saluait, saluait. Mais soudain il voit un rire universel. Le train était parti, et son wagon restait. Le Vali avait donné l'ordre de le détacher. Le pauvre Tchélébi complètement démoralisé n'essaya plus de lutter...

Je les interromps, tous les trois.

— Dieu ! que vous êtes anticléricaux ! Je vous assure que le Tchélébi actuel m'a raconté les choses les plus intéressantes.

— Voilà, dit l'Assomptionniste, Monsieur Barrès est ravi. Il passe l'après-midi avec le derviche et la soirée avec le missionnaire.

— C'est vrai, mon Père, je vais du Tchélébi à l'Assomptionniste et de la dervicherie au couvent ; je vois les uns animés par une vieille pensée de la Perse, et les autres par de vieilles pensées qui viennent aussi de l'Orient, mais clarifiées, sanc-

tifiées, orchestrées, organisées par une longue tradition de chez nous. Cependant je ne vous fais pas de tort. Dans le même moment où j'aime ces derviches, mieux que jamais je vous aime, et je vois votre supériorité hors de pair. C'est d'eux que je m'occupe le plus? Parce qu'ils sont la nouveauté. Rien ne m'étonne chez vous, ni votre robe, ni votre bréviaire, ni votre vertu; je vous ai toujours vus; c'est vous qui avez façonné les miens d'âge en âge; vous faites partie intégrante de mon patrimoine intellectuel et moral. Si je leur accorde, à ces étrangers, plus de curiosité qu'à vous, c'est que je suis votre frère. Même chez eux, votre pensée veille en moi, si présente, si agissante que je n'ai pas besoin de me la formuler. C'est encore cette pensée, dont vous-même, vous ne réalisez peut-être pas assez la richesse, dont vous ne connaissez pas les dernières racines, qui m'a poussé là-bas, ne m'éloignant de vous en apparence que pour m'aider à mieux vous rejoindre. Si vous n'aviez pétri de religion tous ceux de ma race, moi, occupé de curiosités plus basses j'aurais passé moins de temps chez le Tchélébi.

« Ah! j'entends, je vois sur vos lèvres l'accusation de dilettantisme. Les dilettantes, ne vous hâtez pas de vous défaire d'eux. Ce dilettantisme, c'est la mèche qui brûle encore. Il ne faut pas que vous souhaitiez de mettre le pied dessus, de l'étouffer, de l'éteindre. N'allez pas préférer Voltaire à Chateaubriand. Soyez rassuré et apaisé, bon Père, et songez aux raisons particulières de mon voyage. Si je n'étais pas homme à m'intéresser aux derviches, peut-être entrerais-je moins aisément dans les sentiments qui conviennent aux défenseurs des Assomptionnistes. Il ne s'agit pas d'identifier des êtres profondément différents. Des religieux de France représentent autre chose que des derviches d'Asie, mais enfin, à l'heure où je me prépare à soutenir leur défense devant la Chambre, comment ne serais-je pas frappé de l'importance que tout l'Orient accorde à ses propres congrégations? Je pars d'une même curiosité; on me montre deux institutions qui se ressemblent; pour mesurer l'excellence exacte de l'une, ne convient-il pas que je pénètre aussi profondément que possible les secrets de l'autre? Et jamais mieux qu'ici je n'ai su pourquoi je préfère à ces danseurs du tombeau ces rudes lutteurs, qui sont en même temps de tendres meneurs d'enfants.

« Veuillez donc me pardonner, mon Père, un peu d'exaltation romantique que m'inspire le Tchélébi, puisque fatalement cette exaltation se tournera à magnifier avec plus de compétence nos grands ordres chrétiens et latins. »

KONIA ET L'ASSOMPTIONNISTE M'OBLIGENT A PHILOSOPHER

Et puis j'amasse ici des expériences décisives, qui réveillent en moi les plus vieilles, les plus belles questions, et qui peut-être m'aideront à les éclairer. Tout ce que je vois est chargé de sens : cette danse des derviches n'est pas un simple accident, un pur caprice ; elle répète, à sa façon, d'autres transports. Si elle me ramène à l'origine même de tout sentiment religieux, elle me rappelle aussi l'inspiration des poètes. Religion, inspiration, d'où viennent ces divines choses ? Y aurait-il des moyens artificiels pour nous élever jusqu'à elles ? Des moyens encore de fixer ces minutes sublimes dans une œuvre et dans une vie ? Vingt points de vue s'ouvrent devant moi :

I. — Le fait mystique, dans son essence, est le même à toutes les époques, sous les climats les plus divers. Un même esprit fluide et brillant court à travers les âges. L'étincelle repose au sein de tous les êtres, prête à jaillir sous un choc. Nul qui ne puisse avoir son moment. Les circonstances les plus diverses dégagent en nous cette électricité ; et le plus positif des êtres, dans une minute heureuse, sera remué, labouré, jusque dans ses profondeurs.

II. — Il est fatal que celui qui a joui une fois de l'ivresse mystique et de cette abondance de forces veuille les retrouver, cherche à refaire les étapes de son ascension, à les ménager à ses frères.

De là tout un mécanisme, toute une méthode d'initiation.

Djelal-eddin recommandait la diète et l'inanition. Il avait coutume de célébrer « le vide du ventre. » « Le jeûne, disait-il, est la pioche des sources de la sagesse. Dans le for intérieur des prophètes et des saints, les sources de la sagesse se sont mises à bouillonner par suite de l'influence de la faim et du jeûne. Il n'y a rien qui fasse mieux parvenir l'ascète au but qu'il se propose que le jeûne pris pour monture. »

Il disait encore : « L'amour augmente par la musique et diminue par le plaisir, car celui qui s'adonne au plaisir, c'est comme s'il coupait les plumes de ses ailes, comme s'il brisait les marches de l'escalier qui conduit au ciel. »

La danse est un des innombrables moyens matériels de l'extase... (C'est un fait d'observation qu'elle accompagne naturellement les hauts états d'enthousiasme. A vingt-deux ans, au lendemain de son premier succès, le jeune Disraeli ressentit une telle excitation nerveuse, il était si fort ébranlé par le désir du pouvoir et de la gloire qu'il croyait percevoir le mouvement de rotation de la terre. Est-ce assez cosmique ? Il se figurait aller à l'encontre de ce mouvement de la terre, comme celui qui remonterait un tapis roulant.)

Le procédé mécanique est de l'essence de toute religion. On n'imagine pas une religion purement idéale et spirituelle. Il faut toujours des signes, des secours sensibles. Où cela s'arrêterait-il ?

Dans le fait, aujourd'hui, chez nous, c'est la pratique morale qui semble être devenue l'essentiel de l'activité religieuse. Mais si vous voulez une religion, il faut en conserver le noyau primitif, en entretenir le ferment. L'Église l'a bien compris. Elle a gardé, en les épurant, les procédés, toujours plus ou moins grossiers, dangereux souvent, de la mystique instinctive. Ses chefs n'ont pas cessé de spiritualiser ce mysticisme éternel. Ils captent la source et la canalisent, avant qu'elle devienne le torrent boueux. Ils imposent à l'élan mystique le contrôle rigoureux des règles morales, se refusant à encourager une extase stérile qui ne deviendrait pas un moyen de perfection. De la dansante flamme, vouée à s'éteindre si elle ne se nourrit que d'elle-même, la vive et sobre discipline des sacrements forme une lumière et un foyer.

III. — De même qu'on peut susciter les états mystiques, on peut les ménager, les prolonger, et, une fois la crise passée, en assurer le bénéfice à soi-même, voire à ses disciples.

Cette électricité du ciel, on peut l'accumuler dans un poème, dans une musique, dans un tableau, dans une cathédrale. Un moment d'union à l'esprit qui vivifie le monde va pour jamais nous charger de force. Resserré dans un chef-d'œuvre, l'enthousiasme d'un beau génie se dilatera indéfiniment dans les âmes.

La fontaine a jailli si fort qu'elle ne cessera plus dès lors d'abreuver.

Pour perpétuer le mouvement d'une grande âme, nous avons encore les congrégations. Chacune d'elles enregistre et transmet à travers les siècles le fluide particulier de son fondateur.

Ce Père Gaudens n'est peut-être pas un mystique lui-même, mais à l'origine de son activité de missionnaire il y a l'inspiration du Père d'Alzon. Et tous ces religieux que j'ai vus, au long de ma route d'Asie, vivent d'un élan qui leur a été transmis; ils continuent l'exaltation qui leur a été communiquée par les Vincent de Paul, les Loyola, les Jean-Baptiste de La Salle. De pauvres gens, auprès de tels chefs! Peut-être, mais c'est la même flamme. Ils l'ont trouvée dans leur règle. Ces paysans de la Savoie, de la Lozère, de la Bretagne, ne pourraient pas demeurer dans ce dur Orient, s'ils ne se rafraîchissaient dans l'émotion de leurs premiers vœux. Ils gardent pour se soutenir la mémoire des minutes premières de leur vocation. Ils vivent, ils surmontent la routine, en maintenant le contact avec la pensée, le sentiment, l'influx de leur fondateur.

Quand j'ai vu les Assomptionnistes, les Capucins, les Lazaristes, nos religieux de tous ordres, soigner des enfants qui ne leur sont de rien, d'une telle manière qu'il était sensible qu'ils les tenaient pour des fils de roi, à cause de leurs petites âmes nées du ciel, j'ai reconnu qu'ils les regardaient avec le regard de l'Église.

IV. — Bon Père, qui me faites un léger reproche de ma curiosité sympathique pour le Tchélébi, croyez-vous que je ne voie pas que cette impulsion du Père d'Alzon est toute vers le renoncement, le sacrifice, l'amour actif, tandis que ces derviches, sous l'influence de Djelal-eddin et de la flûte charmante, dansent, dansent, et puis c'est fini!

O Tchélébi, le danser vous restitue une part de l'enthousiasme qui animait Djelal-eddin et Chems-eddin, vos maîtres; elle vous rapproche de l'Ami; mais que faites-vous de cette minute de grâce? Et pour quelle tâche vous enflamme ce feu sacré?

C'est le grand problème! L'étincelle mystique et son emploi, l'enthousiasme sacré et son application, c'est le problème

de fond dans toute l'histoire de l'humanité et, aujourd'hui encore, dans les rapports de l'Occident et de l'Orient.

Quand ils s'élançaient, les derviches, avec leurs bonnets couleur de miel sur la tête, ils portaient l'infini en puissance. Qu'est-ce qu'ils en ont réalisé? Chems-eddin se met en marche pour trouver son maître, sa voie et pour faire son salut. Djelal-eddin exhale son émoi en le rythmant; il se met en poèmes, et par là se discipline, se soumet à une contrainte. Beaucoup qui viennent d'assister au concert se trouvent, au réveil de leurs facultés que l'extase avait assoupies, plus graves, stimulés, enflammés. Le manteau des maîtres est tombé sur eux... Ainsi je ne diminue rien de l'éclat, de l'élan, de la poésie, voir de la magnanimité que l'on observe chez les doux derviches Meslevis, et, si l'on veut, j'avouerai que j'ai trop négligé de mettre l'accent sur leur esprit de conciliation bienveillante. Mais dans quelle mesure tout cela fait-il une nourriture pour l'âme?

V. — Pour moi qui me représente les poètes comme les messagers du monde de l'enthousiasme, de la lumière et de la joie, aucune des biographies de ces hommes du Ciel ne peut être comparée à celle de Djelal-eddin. Depuis que j'ai vu sa congrégation danser et chanter sur ses rhythmes, je trouve quelque chose d'incomplet au destin d'un Dante, d'un Shakspeare, d'un Gœthe, d'un Hugo. Il n'y a rien de plus éclatant et de plus haut que le dialogue de ce prince-abbé de Konia avec son illuminateur Chems-eddin, et que la manière dont il surmonte sa douleur en lui ménageant une expansion indéfinie dans les concerts spirituels à travers les siècles. Mais où en va l'efficace?

Odeur fade de tous ces turbés. Comme ils sentent le moisi, le désœuvrement, la pensée stagnante! Rien ne peut demeurer immobile. La meilleure minute, la plus brûlante, la plus pure, si elle se fixait, si le temps s'arrêtait, épanouirait aussitôt ses puissances de pourriture.

A Afaka, au Kaf, chez les Bacchantes, chez les Hashâshins, j'ai vu la décomposition; à Konia, un mécanisme inopérant. Mysticisme sans charité, c'est le plus grand des dangers. Une espèce de fakirisme doit en résulter.

VI. — Ainsi le choc mystique produit selon la richesse de celui qui le subit. Nul ne reçoit que selon sa nature. Les maté-

riaux spirituels amassés dans les dervicheries pour recevoir l'étincelle sont trop pauvres. Quelle différence selon que l'expérience mystique est utilisée par le paganisme, par l'Islam ou par l'Évangile, les Pères et l'Église ! Nos mystiques chrétiens sont tellement pénétrés de la morale chrétienne qu'infailliblement, prenant pour modèle le Maître du sacrifice, ils ont une fécondité que n'atteignent jamais les Derviches ni les Soufis, qui, traduisant leur petite expérience sur une petite religion très pauvre, ont tôt fait de la dissiper et de la dissoudre dans cette danse. Et pourtant la prudente Église ne goûte guère ces moyens que possède l'Orient pour disposer de l'inspiration imprévue, pour la rendre vingt fois plus intense. De ces moyens, elle garde peu de chose, et encore ce peu, dans sa pensée, ne tend pas à l'entraînement mystique. Cette sorte de sommation à l'esprit qui tarde à venir, cette manière de fouetter les nerfs, de les exaspérer, lui inspirent une grande méfiance ; elle ne les permet qu'à des doses homœopathiques... Ici nous touchons à l'histoire des rapports de l'Église avec les mystiques, le plus beau chapitre peut-être de l'histoire comparée de l'Occident et de l'Orient...

Gloire à nos races d'Occident, à leur grande tradition religieuse et historique !

MAURICE BARRÈS.

(La dernière partie au prochain numéro.)

L'ENFANCE D'UNE SOUVERAINE

SOUVENIRS INTIMES [1]

Vers 1806, l'Empereur demanda au roi d'Espagne des officiers d'artillerie pour diriger la fonderie qu'il établissait à Toulouse. Charles IV désigna trois jeunes gens qui lui semblaient devoir faire honneur à leur pays.

Ils étaient naturellement nobles puisque le corps des artilleurs se recrutait dans les rangs de l'aristocratie, mais essentiellement pauvres car c'étaient des cadets de grandes familles et en Espagne les lois du majorat sévissaient dans toute leur rigueur.

Les trois élus étaient Aguado, Pedraros et Don Cyprien Palafox y Portocarrero, comte de Téba. Les aînés restés au pays devaient pourvoir à l'entretien de leurs cadets, mais le change était si élevé à cette époque que les aliments jetés du haut des Pyrénées retombaient sur le sol de France en imperceptibles miettes. Le noble comte de Téba surtout était si complètement dénué de ressources qu'un soir, devant paraître dans un salon, il s'aperçut que ses souliers étaient troués... et il se demanda s'il devait employer les quelques pesetas qui lui restaient à s'acheter des gants ou des chaussures.

Chacun de ses camarades se posait souvent des problèmes aussi délicats et aurait pu rappeler son compatriote Don César de Bazan

> Plus délabré que Job et plus fier que Bragance
> Drapant sa gueuserie avec son arrogance.

Le jeune Aguado eut alors une idée géniale d'où data sa

(1) *Copyright by* comte Primoli, 1923.

fortune. Il écrivit à son frère aîné le comte de Montelirios : — « Au lieu de m'envoyer ce peu d'or qui, en passant par les griffes du changeur, se transmue en cuivre, envoyez-moi de votre beau vin doré et j'essaierai d'en faire de l'argent. » En effet, n'ayant plus à perdre sur le change, il gagna sur le baril de Xérès qu'il vendit comme de l'or liquide. Cette spéculation lui réussit au point de lui donner le goût du commerce des vins et le poussa, — longtemps après ! — à acheter le Clos Margaut et le Clos Vougeot (1) dont certaines récoltes lui rapporteront jusqu'à 800 000 francs. Ces revenus lui permirent de pratiquer largement la traditionnelle hospitalité espagnole au château de Sivry, où il menait un véritable train royal qui, après un demi-siècle de fêtes, devait le conduire, sans qu'il s'en aperçût, à la ruine...

Le comte de Téba ne fit pas fortune, mais en revanche il récolta une moisson d'idées libérales qu'avait semées la révolution et dont il espérait faire bénéficier son pays. Il se distingua à la tête des *afrancesados* : grâce à ses talents militaires, il passa bientôt dans l'armée active et ne tarda pas à devenir colonel.

Bien entendu, comme ses camarades de la Grande Armée, il fut conquis par Napoléon et conçut pour l'Empereur une passion qui ne se démentit jamais : « A la défense de Paris, dit Augustin Filon, le comte de Téba commandait les élèves de l'École polytechnique et les dernières volées de canon qui, du haut des buttes Montmartre, retardèrent d'un jour notre honte, c'est le colonel Portocarrero qui les tira. » Le colonel était couvert de blessures de la tête aux pieds : il avait perdu un œil ; son bras gauche et sa jambe droite étaient paralysés. Malgré ces... accrocs, avec l'humour d'un brave, il remerciait Dieu de sa prévoyance qui avait donné à l'homme deux yeux, deux bras et deux jambes, pour qu'il y eût toujours un membre de reste.

Napoléon, témoin de la vaillance du jeune Espagnol, ému sans doute par la blessure qui l'avait privé d'un œil, décora de sa main celui qui devait être le père de l'épouse de son neveu, — de la future impératrice des Français.

(1) « Le général Bisson, étant colonel, allait à l'armée du Rhin avec son régiment. Passant devant le Clos Vougeot, il fait faire halte, commande : à gauche, en bataille ! et fait rendre les honneurs militaires. Nous arrivons à une porte en bois sur laquelle on lit en gros caractères fort laids : *Clos Vougeot*. Ce nom a été fourni par la Vouge, ruisseau qui coule à quelque distance. Ce clos immortel, acquis dernièrement de MM. Tourion et Ravel par M. Aguado, appartenait autrefois aux religieux de l'Abbaye des Coteaux. » (Stendhal, *Mémoires d'un touriste*.)

A la seconde restauration, le comte de Téba servait sous les ordres du général Vallé. « Lors du licenciement de l'armée de la Loire, dit le maréchal Canrobert, on lui fit savoir, bien qu'il fût colonel de l'armée française, qu'il était considéré comme prisonnier de guerre et qu'il allait être interné dans une forteresse. »

Ayant perdu son dieu qui était Napoléon et comprenant qu'il n'avait plus rien à faire en France, le comte de Téba s'échappa et parvint à passer les Pyrénées pour mettre son épée au service de son pays.

Malheureusement, ses antécédents napoléoniens rendaient le colonel Portocarrero suspect à la monarchie réactionnaire, qui hésita à le faire entrer dans l'armée. Il commença par se retirer dans sa terre de Téba, mais, tout jeune qu'il était et pas plus que ses compagnons d'armes, les vieux grognards, habitué à l'action incessante il ne pouvait rester en place : le repos le fatiguait. Il traversa l'Andalousie à pied et à cheval et un jour il s'arrêta à Malaga.

Là il fut reçu chez le consul des États-Unis qu'il avait connu à Paris.

William Kirpatrick avait dû quitter l'Écosse à la suite des persécutions qui accompagnèrent les tentatives avortées du prétendant. Réfugié en Espagne, il s'était marié avec Mlle de Grévigné et avait été nommé consul à Malaga. Le comte de Téba fut sans doute attiré dans cette maison hospitalière par le souvenir de la jeune fille du logis qu'il avait entrevue chez le comte Mathieu de Lesseps, oncle de la belle Doña Manuela. Cette radieuse apparition ne s'était pas effacée de son cœur. Les deux jeunes gens accoutumés à Paris se sentaient dépaysés dans ces lointaines régions et ne tardèrent pas à s'entendre : si le comte de Téba avait été attiré par la beauté de Doña Manuela, il fut retenu par son charme.

Elle avait, dit Augustin Filon, un heureux mélange de sang écossais et de sang wallon. Elle enchanta le jeune homme par sa grâce, l'activité de son esprit, la vivacité de sa parole, l'étendue de ses connaissances. Elle-même fut séduite par la bravoure du comte, sa vie aventureuse, ses idées développées en France et peut-être même par la terrible blessure qui, — comme le dit un biographe, — au « lieu de le défigurer avait ennobli son beau et pâle visage. »

Le mariage se fit à Malaga le 15 décembre 1817.

Le jeune officier n'avait à offrir à sa belle que des grandesses et des châteaux en Espagne, c'est-à-dire des maisons vides et même dépourvues de toit. Cadet désargenté de la famille des Guzman, il était l'héritier présomptif de son frère aîné, le comte de Montijo, marié depuis des années à la fille du duc de Grenade, qui ne lui avait pas donné d'enfants. Mais le jeune colonel ne faisait pas de calculs : il comptait sur sa vaillance qui l'avait aidé à traverser les heures critiques. Maintenant, ils seraient deux à lutter contre l'adversité : la volonté virile et l'affection dévouée de sa compagne n'étaient pas d'un faible poids dans la balance.

Il aimait et il était aimé.

Les paisibles joies du foyer ne suffirent bientôt plus à l'aventureux jeune homme et les continuelles insurrections lui fournirent plus d'une fois l'occasion de se compromettre.

L'Espagne était alors le pays des révolutions : elles se succédaient si rapidement qu'on les comptait par mois plutôt que par année : on parlait de l'émeute de septembre et de celle de janvier, plutôt que de l'insurrection de 1818 ou de 1820.

Selon que les libéraux ou les conservateurs détenaient le pouvoir, le comte de Téba était tour à tour du côté du Gouvernement ou dans les rangs de l'opposition. En 1820, le parti avancé sembla un moment le plus fort et Ferdinand fut contraint de restaurer la constitution de 1812... Tandis que le Roi feignait d'accorder les réformes réclamées, il en appelait à la Sainte Alliance, et celle-ci, au Congrès de Vérone, chargea le Gouvernement français de rétablir Ferdinand VII dans ses droits. Le Duc d'Angoulême fut envoyé en Espagne à la tête de quelques régiments, le parti libéral fut vaincu et l'absolutisme triompha.

Le comte de Téba, qui avait été fortement compromis, fut envoyé par l'Inquisition à Saint-Jacques de Compostelle, puis emprisonné à Grenade.

Sa compagne le suivit dans sa captivité et par sa présence réconfortante elle adoucit ses dix années d'exil. Le 2 février 1824, elle lui donna une fille qui reçut le nom de Paca.

Le 5 mai 1826, — cinq ans jour pour jour après la mort de Napoléon, — une violente secousse de tremblement de terre ébranla Grenade et fit sortir de leurs maisons branlantes les habitants affolés.

Au nombre des personnes chassées de leurs demeures se trouvait la jeune comtesse de Téba à la veille d'accoucher pour la seconde fois et son émotion sans doute hâta sa délivrance. Elle n'eut que le temps de se réfugier dans un jardin, et là, dans un bosquet de roses et de cyprès, elle mit au monde une petite fille aux yeux d'azur, aux cheveux d'or. Le prélude orageux de la nature précédant les premiers vagissements du nouveau né était le prologue d'une existence dramatique entre toutes ; cette créature était prédestinée à la gloire et au malheur : sa vie devait se passer entre les cimes et les abîmes : on ne monta pas plus haut et on ne descendit pas plus bas.

Quand la romanesque jeune fille rappelait les phénomènes qui avaient accompagné sa naissance, déçue de ne voir se produire rien de marquant, — on lui répondait en souriant : « C'est la montagne qui accouche d'une souris ! »

Mais attendons la fin.

Trente ans après la chute de l'Empire, l'impératrice Eugénie se trouvait sur son yacht « le Thistle » dans le golfe de Naples. Une tempête subite avait déchaîné les éléments et le Vésuve était menaçant. Bien que la souveraine admirât les grands spectacles de la nature, elle évoqua les scènes que nous venons de rappeler et elle se laissa aller à les conter à ses auditeurs :

« Je ne puis exprimer la terreur que me causent le tonnerre et les éclairs : je suis née pendant un tremblement de terre : ma mère avait couru se réfugier dans un bois de lauriers et de cyprès et c'est sous un arbre que je suis venue au monde : c'était le présage de ma destinée... »

Au printemps de 1833, le comte de Téba philosophait dans les prisons de Grenade sur les idées libérales qu'il avait recueillies en France et sa jeune femme déployait des prodiges d'ingéniosité pour dissimuler à ses deux petites les horreurs de la misère.

Au même moment, le richard de la famille, l'aîné, le

comte de Montijo, fidèle aux idées monarchiques et réactionnaires, trônait à la cour de Madrid. Veuf depuis quelques années, d'une grande dame qui ne lui avait pas donné d'héritier, il était devenu la proie d'une cigarerra. La rusée donzelle ne tarda pas à attirer au palais sa famille loqueteuse, — résolue à accaparer le vieillard dans sa personne et dans ses biens. Pour s'assurer la possession du majorat, il ne s'agissait pas seulement de se faire épouser par le sexagénaire, il fallait aussi lui donner un fils.

La première cérémonie était la plus simple; la belle était si sûre de son autorité sur le vieux barbon, qu'elle n'eut qu'à mettre Don Basile dans son jeu pour décider Bartholo au mariage, et lui persuader qu'en légitimant cette union, il s'assurait à la fois le paradis dans ce monde et dans l'autre. Le comte, paralysé, se laissa porter à l'autel par sa Dulcinée qui, tout en l'entraînant, paraissait le soutenir amoureusement.

Le second point semblait plus aléatoire, mais, comme dit Corvisart, passé soixante ans, un époux a toutes les chances de devenir père. Bientôt en effet on apprit que la nouvelle comtesse avait des espérances, et, même si le comte mourait, elle accoucherait dans les termes prescrits par la loi.

On expédia la grande nouvelle à Grenade pour préparer à la naissance de son beau neveu le comte de Téba qu'on ne pouvait craindre de voir arriver à Madrid, car on le savait retenu dans sa prison... Mais on avait compté sans Doña Manuela.

Celle-ci ne se résigna pas aussi facilement au *poco grato evento* imprévu et improbable, ni à la perte de la succession qu'elle était en droit d'attendre pour ses enfants. Tout en comprenant que le fait n'était guère possible, puisque le comte de Montijo âgé et infirme était paralysé de la tête aux pieds, elle craignit que, si l'on n'y avisait, la menace ne devînt une réalité... Elle résolut de bénéficier de la loi espagnole qui donne aux intéressés le droit d'assister à la naissance de l'héritier présomptif, — futur chef de la famille.

La première difficulté pour la comtesse de Téba était de se rendre à Madrid : son mari étant prisonnier politique à Grenade, elle ne pouvait rentrer dans la capitale sans une autorisation expresse de Sa Majesté catholique.

Sur ces entrefaites, la comtesse apprit que le roi devait venir présider une cérémonie à Valladolid où un grand bal lui serait

offert : il s'agissait de le voir, de se montrer et d'obtenir un laisser-passer pour Madrid. Elle s'informa : « Ferdinand ne donnait pas d'audiences, lui dit-on, mais lorsqu'on se trouvait sur son passage, on pouvait lui remettre les pétitions : il acceptait toutes les suppliques ; seulement, à celles dont il voulait se souvenir, il faisait une petite corne au coin de la page... »

Munie de ces renseignements, la comtesse se rend à Valladolid ; elle apprend que, le soir même, la municipalité offre un bal au Roi; elle obtient sans peine l'invitation à laquelle lui donne droit sa grandesse et elle prie l'organisateur de la placer dans la contredanse royale sous les yeux de Sa Majesté : elle compte sans doute sur sa haute taille, sur sa beauté éclatante et surtout sur sa volonté pour attirer les regards du souverain.

En effet, Ferdinand, frappé par la noble prestance de l'inconnue qui tranchait sur cette réunion de provinciales, fut surpris de ne l'avoir jamais vue aux fêtes de la Cour où il l'aurait sans doute remarquée, car elle y eût fait sensation.

Il demanda qui elle était.

— C'est, lui répondit-on, la comtesse de Téba, une *pure!* Elle est aussi connue par sa beauté que par ses sentiments monarchiques,... quoique son mari soit dans les prisons de Grenade pour méditer sur la puissance des idées libérales!

— Libérale ou réactionnaire, reprit le souverain en la regardant, c'est une des plus belles personnes de mon royaume et elle sera l'ornement de tous les salons.

Le quadrille terminé, le Roi s'approche de la belle comtesse qui l'accueille de sa plus profonde révérence.

— Pourquoi te morfondre en province ? dit Ferdinand : ta place est à notre Cour.

— Sire, répond-elle, j'ai précisément une grâce à obtenir de Votre Majesté : c'est l'autorisation de me rendre à Madrid... pour assister aux prochaines couches de ma belle-sœur.

— Tu t'intéresses donc bien à ta belle-sœur? insinue le Roi malicieusement.

— Pas précisément à elle, répond la comtesse, mais à son futur enfant, qui serait appelé à devenir le chef de notre famille...

— Soit, dit le Roi, donne ta pétition.

— La voilà, Sire, dit-elle en sortant des dentelles de son corsage la grande feuille pliée en quatre.

Le Roi la prend; et comme, au lieu de se retirer, la comtesse reste immobile devant lui...

— Qu'attends-tu encore? lui demande-t-il.

— J'attends... que le Roi ait daigné faire au coin de mon humble supplique la petite corne qui doit lui rappeler sa promesse.

Le Roi, voyant son secret éventé, sourit et corne la feuille.

Le lendemain, la comtesse de Téba partait pour Madrid : elle se rendit au palais de la piazza del Angel où l'on attendait un nouvel hôte, — mais non pas elle...

La comtesse de Montijo était au lit et se préparait à l'accouchement, simulant d'atroces souffrances et redoublant ses gémissements à l'arrivée inopportune de sa belle-sœur...

— Ne vous troublez pas, lui dit celle-ci; je m'installe à votre chevet et je n'en bouge pas jusqu'à la naissance de l'enfant : c'est mon droit et mon devoir de le recueillir et de le soigner...

La stupeur de la future accouchée fut telle qu'elle ne put répondre un mot... Le vieux comte infirme gémissait dans son fauteuil... Dans un de ces silences qui font dire en Italie : « *Nasce un frate!* » aux plaintes du comte, aux gémissements que semblaient arracher à la *puerpera* les prochaines douleurs de l'enfantement, répondit de la chambre voisine le cri d'un enfant qui réclamait sa nourriture...

Un nouveau-né, pris à l'hospice et porté au palais quelques instants auparavant, attendait le moment favorable pour entrer en scène et pour être glissé dans le lit de sa prétendue mère; mais, grâce à la présence de la vigilante belle-sœur, malgré la complicité de l'entourage, le tour de passe-passe ne put être joué.

Le comte déjà paralysé avait eu une nouvelle crise qui le clouait dans son fauteuil d'où il assistait à ces scènes sans les comprendre. Au lieu de la vie, c'est la mort qui se préparait à entrer dans la maison : le comte ne tarda pas à être frappé d'une troisième attaque, à laquelle il devait survivre quelques mois encore.

Désormais, la comtesse de Téba fut maîtresse de la place que, bon gré mal gré, sous la menace d'être accusée de chantage, fut obligée de lui céder la comtesse de Montijo; celle-ci dut sortir de son lit de souffrance, puis de la maison avec tous les siens, — trop heureuse d'accepter un compromis qui lui assurât une

position tout en lui épargnant le procès dont l'issue était douteuse et dont le scandale aurait pu l'envoyer en prison.

Le palais se vida et on oublia dans la nursery le pauvre innocent qui n'avait pu se donner la peine de naître. Heureuse de son triomphe, la comtesse de Téba se sentit prise de pitié pour l'enfant qui avait failli devenir le chef de la famille; elle le recueillit et l'éleva avec ses filles.

On ne tarda pas à savoir le généreux accueil qu'avait fait la comtesse de Téba au petit oublié.

Peu après, la famille était à souper : on apporta une vaste corbeille d'oranges que l'on plaça au milieu de la table : quelle ne fut pas la stupeur des convives en voyant les fruits rejetés du panier rouler sur la nappe... puis, apparaître un petit pied rose, deux petites mains, une tête frisée et souriante : c'était un nouveau-né! Une Espagnole avait eu un fils d'un officier français : n'osant le présenter à sa noble famille, elle l'avait envoyé à la comtesse, sûre de son humanité. En effet, Doña Manuela l'adjoignit à l'autre et les éleva tous deux avec ses enfants.

Pour achever son œuvre, la grande comtesse eut un terrible complice inattendu, le choléra, qui sévit à Madrid et terrorisa la population : les portes des prisons furent ouvertes et le comte de Téba put venir retrouver sa compagne dans le palais de ses pères.

La tragique apparition du fléau en Espagne pendant l'été de 1834 a fixé les premiers souvenirs de l'Impératrice. La population de Madrid était atterrée et, d'un coin de la ville à l'autre, les gémissements répondaient aux hurlements. Malheur à qui se fût approché d'une fontaine : celui qui eût effeuillé une rose sur la margelle d'une citerne aurait été impitoyablement massacré! Le peuple accusait les moines d'empoisonner les puits.

Le palais du comte de Téba, situé entre deux couvents, était particulièrement exposé ; dans la crainte qu'elles ne fussent impressionnées par la vue de scènes atroces, on avait formellement défendu aux deux petites de s'approcher des fenêtres, si formellement même que Paca et Eugénie n'avaient qu'une idée : c'était de regarder ce qui pouvait bien se passer dans la rue. On était trop préoccupé pour surveiller les faits et gestes des

enfants enfermées dans leur chambre et elles ne tardèrent pas à pouvoir satisfaire leur curiosité excitée par la défense des parents... Un jour qu'on les croyait endormies, elles sautèrent à bas de leur lit et se précipitèrent à la fenêtre... Là, à travers la jalousie, elles assistèrent à une horrible exécution. Un capucin affolé s'élançait hors de son couvent, poursuivi par un garde national qui brandissait une navaja ouverte... Le fanatique n'eut pas de peine à atteindre le malheureux moine embarrassé dans sa robe, il le tira en arrière par le capuchon qui flottait sur son cou et, par-dessus sa tête, il lui enfonça son poignard dans la gorge... Un flot de sang jaillit sur la tonsure et retomba en pluie rouge sur le cadavre renversé...

Cette scène monstrueuse impressionna si vivement les huit ans d'Eugénie qu'aux derniers temps de sa vie, malgré les émotions de toute sorte qu'elle avait traversées, l'Impératrice ne l'avait pas oubliée. Elle ne pouvait apercevoir à l'improviste un froc de moine sans tressaillir et sans réprimer le frisson provoqué par le souvenir de cet abominable assassinat. Et moi-même, frappé par le récit de la souveraine, je ne puis regarder au Louvre certain tableau de Giovanni Bellini représentant des massacres de capucins sans évoquer la terrible scène et sans revoir les visages épouvantés des deux petites à travers les lames des persiennes, — au pied desquelles on n'évoque généralement que des sérénades.

Le comte de Téba avait la pénible mission d'enterrer les cadavres jetés par les fenêtres sur les places où ils s'amoncelaient. Il ne voulait pas quitter Madrid, mais il tenait à soustraire sa femme et ses filles à la contagion et à ces sanglants spectacles. Ce ne fut pas sans difficultés qu'il réussit à les faire sortir de la capitale. Il eut recours à des subterfuges et les confia à une *cuadrilla* qui allait donner des représentations à Barcelone et qui consentit à escorter la comtesse et ses enfants.

La première étape obligatoire fut Saragosse où la troupe fut arrêtée et envoyée en quarantaine dans un couvent situé aux portes de la ville. La comtesse, encore impressionnée par les scènes de Madrid, s'épouvanta à l'idée que la population pourrait égorger les moines qui les hébergeaient et avec eux elle-même et ses filles. Elle adressa un pressant message à son

administrateur, lui recommandant de s'entendre avec le Gouvernement pour les faire sortir au plus vite du couvent où on les tenait enfermées.

Le surlendemain, à l'aube, les prisonniers étaient encore couchés dans un grand dortoir, les hommes d'un côté, les femmes de l'autre, quand ils furent brusquement réveillés par l'invasion des moines affolés et poussant des cris de terreur : ils étaient suivis par un détachement de gardes nationaux qui, croyaient-ils, allaient les égorger comme beaucoup de leurs frères...

Cette fois, les assassins étaient des libérateurs envoyés par l'agent de la comtesse ! La troupe enfin relâchée put se remettre en route, mais elle comptait sans la quarantaine qui la guettait à la prochaine étape : elle ne quitta le couvent de Saragosse que pour être enfermée dans le lazaret de Barcelone !

Ici, la surveillance était plus étroite, et aucune communication avec le dehors n'était possible... La comtesse elle-même, ne voyant pas de quel côté pourrait venir la délivrance, commençait à désespérer...

Cependant la population de Barcelone attendait depuis des semaines les corridas qui lui avaient été promises ; elle finit par apprendre que la célèbre cuadrilla « était arrivée et retenue en quarantaine. » Elle réclama à grands cris ses toreros, menaçant d'aller les délivrer si on n'ouvrait pas les portes qui les tenaient enfermés. La municipalité dut céder et accorda un laissez-passer au nom de la cuadrilla *seule*, excluant les autres voyageurs, mais les toreros, prévenus de l'exception faite en leur faveur, déclarèrent qu'ils ne donneraient leurs représentations que si on libérait avec eux tous leurs compagnons. Il fallut leur donner satisfaction pleine et entière. C'est ainsi que la comtesse et ses filles purent finalement atteindre la frontière de France.

Un petit incident bien imprévu aurait pu les arrêter encore : il y avait à cette époque, au lendemain de la Révolution de Juillet, un caricaturiste du nom de Phlippon, qui remplissait les journaux de ses charges politiques : le leit-motiv affectionné par son crayon irrévérencieux était la métamorphose en poire de la tête à toupet de Louis-Philippe. La petite Eugénie, entre deux contes de fées, avait feuilleté les illustrés et, frappée par ce portrait, elle avait pris le Roi-poire au pied de... l'espalier : elle croyait sans doute que le fruit en chair et en pépins avait coiffé la couronne de France...

A la frontière française, le douanier, attiré par la provocante gamine aux cheveux d'or, lui demanda la permission de l'embrasser... Indignée, la petite Espagnole se réfugia dans les jupes de sa mère et cria à l'insolent : « Jamais je ne me laisserai embrasser par un homme qui a pour roi une Poire!... »

A cette sortie inattendue, colère de la correcte comtesse et rire du douanier, qui, vu l'âge de la coupable, lui pardonna son crime de lèse-majesté et laissa les voyageuses pénétrer dans le beau jardin de France.

Le 29 juillet 1834, la comtesse de Téba et ses deux petites filles arrivèrent à Perpignan où elles furent accueillies par le comte de Castellane, — celui-là même qui devait recevoir le bâton de maréchal à l'occasion du mariage de Doña Eugenia de Guzman avec l'empereur des Français. M. de Castellane donna à la belle et intelligente voyageuse des lettres de recommandation pour Toulouse, d'où elle poursuivit sa route.

Peu après son arrivée à Paris, elle reçut la nouvelle de la mort de son beau-frère, Don Eugenio Palafox, comte de Montijo, duc de Penaranda, qui, d'un coup de baguette magique, changea la situation! La pauvre comtesse de Téba avec une modeste rente de cinq mille livres, devint la riche comtesse de Montijo avec cinq cent mille francs de revenus. Dès lors, la grande dame espagnole put déployer ses goûts fastueux et elle espéra continuer à Paris la large hospitalité qu'elle pratiquait à Madrid; dans cette intention, elle prit un vaste appartement aux Champs-Élysées.

Le deuil de famille à peine fini, la nouvelle comtesse de Montijo lança quelques centaines d'invitations pour un grand bal où elle voulait réunir le Faubourg Saint-Germain, — qui boudait les Tuileries de Louis-Philippe, — aux carlistes de France et d'Espagne, adversaires de la reine Christine. Contradiction étrange : l'épouse conviait à danser chez elle le parti réactionnaire qui avait jadis condamné à mort son mari!

Furieux de l'attitude hostile de sa belle compatriote qui compliquait de la sorte sa mission déjà si délicate, l'ambassadeur d'Espagne, comte de Mirafiore, exigea que Mme de

Montijo fût expulsée dans les vingt-quatre heures et envoyée en Belgique. Prévenue du danger qui la menaçait par son ami le Préfet de Police, Gabriel Delessert, la comtesse obtint un passeport pour Madrid où elle voulait aller s'excuser de son incartade auprès de son mari justement irrité.

Ne pouvant emmener ses deux petites filles, elle les mit au Sacré-Cœur où elles restèrent les onze mois que dura le séjour de leur mère en Espagne. C'est sans doute grâce à ce premier contact avec des Françaises, dans son tout jeune âge, que Doña Eugenia parla le langage de la nation, sur laquelle elle devait régner plus tard, avec une correction rare chez ses compatriotes généralement rebelles aux idiomes étrangers. Et puis son correspondant s'appelait Prosper Mérimée...

Soixante ans après les premiers rapports de la petite fille avec le grand écrivain, l'Impératrice parlait doucement, longuement, tendrement, de celui qu'elle continua à nommer *Monsieur* Mérimée, — les êtres qu'elle a chéris étant toujours vivants pour elle.

C'est en Espagne, où il essayait d'oublier une rupture douloureuse, que Mérimée fut présenté à Mme de Montijo par son mari à la suite d'une rencontre en diligence. La comtesse fut accueillante et compatissante pour « le jeune homme mélancolique, » comme le définit Henri Beyle dans une note manuscrite que je possède. Leurs relations purement amicales, quoi que l'on ait prétendu, se poursuivirent sans interruption pendant plus d'un demi-siècle. Les lettres de Mme de Montijo furent brûlées pendant la Commune avec les autres papiers de Mérimée dans l'incendie de sa maison, rue de Lille, mais les lettres adressées à la comtesse, pieusement conservées par elle, furent communiquées par l'Impératrice à Augustin Filon qui en orna son exquise étude sur l'auteur de *Colomba*.

L'irréligion de Mérimée, disait plaisamment l'Impératrice, lui est peut-être venue de ce que, pour rompre leur liaison, « ses dames » prétextaient généralement un retour au bon Dieu, — auquel Mérimée finit par en vouloir comme à un rival triomphant...

L'Éternel n'était du reste la plupart du temps qu'un prête-nom, car le « bon Dieu » de Madame X... dont l'abandon avait fait partir Mérimée pour l'Espagne s'appelait Maxime du Camp.

Bien que sa présence fût un des charmes des *thés* de l'Impératrice, Mérimée ne réussissait guère au jeu du secrétaire qu'on organisait les jours de pluie à Compiègne ou à Fontainebleau : « Jeu stupide, disait-il dépité, qui donne de l'esprit aux imbéciles et fait dire des bêtises aux gens d'esprit ! Il me serait plus facile, ajouta-t-il un soir, d'écrire une nouvelle en quelques heures que d'improviser une réponse convenable à l'une de ces questions saugrenues ! »

Et, mis au pied du mur, il écrivit *la Chambre bleue*.

L'Impératrice m'a dit qu'elle ne vit Mérimée révolutionné qu'une seule fois, c'est le jour où il vint la trouver aux Tuileries en août 1870.

Le sceptique sentit si vivement le désastre de son pays et la chute du régime qu'il en mourut.

Mérimée n'avait pas voulu qu'on plaçât la Croix sur son tombeau et, malgré lui, elle semble recouvrir sa pierre sépulcrale.

Le modeste monument du grand écrivain se cache au cimetière de Cannes entre deux cyprès reliés par des festons de roses, symbole de l'amitié qui parfuma sa solitude.

La tombe voisine de la sienne est surmontée d'un large crucifix en bronze et, quand le soleil couchant éclaire ce coin mystérieux, un jeu de lumière projette l'emblème du christianisme sur le marbre où repose le célèbre sceptique : son nom apparaît entre les bras de la Croix, de la Croix qu'il avait affecté de repousser de son vivant et qui vient d'elle-même l'abriter de son ombre protectrice.

En 1836, le comte et la comtesse de Montijo revinrent à Paris; supposant que leurs enfants avaient eu le temps de bien apprendre le français, ils les retirèrent du Sacré-Cœur et les menèrent à Londres pour qu'on leur enseignât la langue anglaise. Comme ils craignaient les brouillards de la Tamise pour les petites, habituées au soleil du Midi, ils voulurent les installer à la campagne : on leur indiqua à Clifton une pension qui semblait réunir toutes les conditions désirées et ils confièrent les deux sœurs à la directrice de cet établissement.

Entre les blondes élèves se distinguaient deux petites étran-

gères aux grands yeux noirs, aux tresses sombres, dont le teint doré révélait l'origine exotique. Leurs compagnes anglaises, imbues des préjugés de race chers à leurs parents, les tenaient à distance et les considéraient de loin avec une sorte de curiosité méprisante. Eugénie, en revanche, révoltée de cette injustice, fut attirée par la douceur et la tristesse résignée des mignonnes Indiennes. D'abord effarouchées, celles-ci ne tardèrent pas à être apprivoisées par la radieuse Espagnole à la chevelure d'or qui les éblouissait.

Elles se laissaient interroger sur leur pays et, pendant les heures de récréation, elles tenaient la curieuse suspendue à leurs lèvres par les descriptions de ces contrées féeriques. Elles la ravirent au point de lui inspirer le désir de visiter ce paradis terrestre, désir qu'Eugénie porta dans son cœur pendant son existence entière, malgré ses aventures merveilleuses et tragiques, et qu'elle ne put réaliser qu'à sa quatre-vingtième année.

Les mélancoliques Indiennes aspiraient à revoir leur chère patrie ensoleillée, qui leur apparaissait plus lumineuse encore à travers les brumes du Nord. Et l'Andalouse, qui regrettait aussi le soleil d'Espagne, rêvait de les accompagner. Ces trois oiseaux battaient des ailes, emprisonnés dans cette cage sombre, et rêvaient de prendre leur vol vers ces fantastiques régions.

Un jour, à la promenade de la pension, la petite Espagnole suivait la marche de la joyeuse troupe entre ses deux amies : toutes trois ne purent retenir un soupir en voyant sur la muraille une grande affiche illustrée annonçant le prochain départ d'un vaisseau pour les Indes... Un regard éloquent est échangé entre elles... Sans mot dire, elles se sont comprises et elles ont arrêté leur résolution : à un détour de route, un encombrement de voitures les sépare de leurs camarades, et elles se réfugient dans l'embrasure d'une porte...

Toutes palpitantes, elles attendent dans l'ombre pour laisser à la troupe le temps de s'éloigner, et, après une demi-heure d'angoisse, elles se dirigent vers le quai de la Severn... Là elles voient le grand vaisseau en cours de chargement, elles se glissent entre deux portefaix, entrent facilement dans le bateau et s'assoient toutes trois sur le pont.

Elles ne possédaient que quelques pence dans leur poche, mais elles pensaient n'avoir qu'à rester là bien sagement

assises sur leur banc pour être transportées aux Indes. Elles se disposaient à s'endormir, en se blottissant l'une contre l'autre comme des petits oiseaux des îles, sûres de se réveiller au pays des songes.

Hélas! leur beau rêve ne dura guère : la nuit n'était pas tombée que la maîtresse d'école, après les avoir cherchées aux quatre coins de la ville, finit par les découvrir, assoupies sur le banc du grand navire, et les ramena encore ensommeillées, mais confuses et déçues, derrière les barreaux de leur volière...

Les deux fillettes supportaient mal les brumes de l'Angleterre; le comte et la comtesse ne tardèrent pas à rentrer en Espagne : ils ramenèrent avec eux une gouvernante anglaise, Miss Flower, à laquelle furent confiées les deux petites. Malgré le changement survenu dans la situation pécuniaire des parents par suite de la mort du frère aîné, rien ne fut changé à l'éducation spartiate des enfants : le comte avait pour principe qu'on s'habitue facilement à être riche, mais qu'on s'accoutume avec peine à ne plus l'être (1). Jamais les deux petites ne se promenèrent en voiture ; elles allaient à pied et, jusqu'à l'âge de sept ans, elles ne portèrent pas de bas.

Tout enfant, Eugénie était un peu paresseuse et s'arrachait difficilement de son lit. Lorsqu'à sept heures on entrait dans sa chambre, elle se tournait vers le mur et levait les cinq doigts de

(1) Ces habitudes de simplicité, l'Impératrice les conserva jusqu'à son extrême vieillesse, — si toutefois on peut appeler vieillesse cette admirable et vaillante survivance de celle qui avait tout été et qui n'était plus rien.

La comtesse de Pierrefonds se trouvait de passage à Paris au Continental en 1910, lors du désastreux débordement de la Seine.

Le directeur de l'hôtel affolé demanda à lui parler :

— Madame, lui dit-il, mon hôtel est aux trois quarts vide, tous mes clients me quittent, car, à cause des inondations, je ne puis leur offrir le confort auquel ils sont accoutumés. Votre Majesté reste presque seule et sa présence retient encore quelques étrangers qui n'osent pas se plaindre là où l'Impératrice se résigne. Mais si elle me quitte, avec elle partiront mes derniers clients et je serai contraint de fermer l'hôtel. Je viens donc la supplier de patienter encore et de m'excuser si je suis obligé de la priver du confort auquel elle a droit plus que personne.

— Soyez tranquille, lui répondit-elle, je demeurerai chez vous jusqu'à la fin de mon séjour à Paris ; ne vous préoccupez pas de mon bien-être matériel ; je sais me passer de tout. Est-ce qu'aux Tuileries j'avais le téléphone, l'ascenseur, l'électricité, le chauffage central, etc. ? et j'y suis restée dix-huit ans !...

la main droite, ce qui signifiait : « Cinq minutes encore ! » et puis à la seconde tentative, elle montrait les cinq doigts de la main gauche : « Encore cinq minutes de grâce !... »

L'arrivée de la gouvernante anglaise fut l'occasion d'une révolution familiale ; Eugénie était très bavarde ; au déjeuner, dès que la petite entr'ouvrait la bouche, la miss la regardait à travers ses lunettes menaçantes et finissait par dire : « Les enfants ne doivent point parler à table ! » Les yeux bleus de l'enfant se remplissaient de larmes, sa gorge et ses lèvres se contractaient : « Qu'as-tu, ma petite, as-tu avalé une arête ? — Non, non, ce sont mes paroles qui voudraient sortir et qui m'étouffent, car je les retiens. » Et elle se levait de table, se blottissait dans un coin de la chambre où elle contait son histoire à la muraille, dont elle avait entendu dire sans doute qu'elle avait des oreilles.

Doña Eugenia avait une gazelle qui était gracieuse, douce, aimable avec les hommes, mais agressive vis-à-vis des femmes: elle ne pouvait voir passer dans la cour une personne de son sexe sans se jeter sur elle et la frapper de ses cornes, — y compris sa blonde petite maîtresse qu'elle désespérait par sa misogynie. Un jour, la capricieuse gazelle tombe au fond du puits et, n'en pouvant sortir, pousse des cris lamentables. Affolée, Doña Eugenia va chercher tous les gens de la maison pour sauver la pauvre bête... On ne sait comment opérer le sauvetage... Eugénie prie, supplie et enfin elle a l'idée d'attacher un homme d'écurie en guise de seau à la corde du puits... Peu après, il apparaît sur la margelle avec la gazelle toute palpitante... L'enfant la reçoit avec transport, la prend dans ses bras, la serre sur son sein... Pour la première fois, la gazelle se laisse embrasser par une femme et lèche la main qui l'a sauvée. Depuis, elle continua sa campagne contre le beau sexe, mais elle excepta de son animosité la petite Eugénie à laquelle elle ne cessa de témoigner la plus affectueuse gratitude, ayant compris qu'elle lui devait son salut.

C'est pour prouver que les bêtes sont susceptibles de reconnaissance, — à l'encontre de certains hommes, — que l'Impératrice nous a conté cette histoire.

En revanche, Doña Eugenia avait un grand chien de Terre-

Neuve qui l'adorait : quand elle prenait un bain dans la piscine, elle le faisait enfermer, car, dès qu'il la voyait nageant, il plongeait lui-même, saisissait délicatement entre ses dents sa jeune maîtresse et la ramenait sur la rive ; — mais il lui tenait la tête dans l'eau, ce qui manquait d'agrément, ajoutait en souriant l'Impératrice.

Eugénie, très courageuse, n'avait peur de rien. Elle n'avait aucune crainte de la mort pour elle-même, mais elle éprouvait une invincible terreur devant les cadavres qu'elle ne pouvait contempler sans se trouver mal. Cette disposition contradictoire est bien mise en lumière par l'anecdote suivante qu'elle m'a contée.

Un ancien serviteur de la famille venait de succomber à l'âge de quatre-vingts ans. Selon l'usage espagnol, tous les habitants de la maison devaient s'agenouiller au chevet du mort et lui baiser la main. Le comte n'admettait pas qu'on pût se soustraire à ce devoir ; connaissant la répugnance de la petite Eugénie, il s'était installé auprès du lit funèbre et guettait l'enfant, l'encourageant et la menaçant tour à tour du geste et du regard. Pour rassurer sa sœur cadette, l'aînée, Paca, entra la première, défila tranquillement devant les gens rassemblés, s'approcha du lit et posa ses lèvres sur la main glacée. C'était le tour de la malheureuse Eugénie ; tremblante et pâle, elle franchit le seuil de la chambre mortuaire : c'est tout ce qu'elle put faire... Sur son passage s'ouvrait une fenêtre... N'osant reculer sous le regard impérieux de son père... n'osant s'approcher du cadavre... affolée, au risque de se tuer, elle se jeta par la fenêtre... Comme c'était un premier étage, elle en fut quitte pour la peur, — qu'elle fit aux autres, — et pour quelques contusions.

Le comte avait beau être autoritaire, sa digne fille avait hérité de sa volonté avec laquelle il fallait compter et qui, — comme Guzman ne connaissait pas d'obstacles, — finissait par l'emporter.

Dans le courant de mars 1839, le comte de Montijo resté à Madrid, se sentant près de sa fin, voulut revoir sa femme et ses filles qui se trouvaient à Paris. La comtesse partit aussitôt et

elle arriva à temps pour recevoir le dernier soupir de son mari : ses filles partirent seulement le lendemain, accompagnées par une gouvernante française, Mme D... Le Nord de l'Espagne était tenu par les carlistes et il fallait traverser leurs lignes pour atteindre Madrid. La diligence où avaient pris place Mme D... et ses élèves était occupée par des Espagnols voyageant avec de faux passeports pour échapper aux insurgés. A la frontière, on réclama les papiers d'identité. Quelle ne fut pas la fureur de la petite Eugénie, quand Mme D..., qu'elle exécrait, exhiba un passeport où étaient inscrites : Mme D... et ses deux filles. « C'est faux ! s'écria l'enfant indignée, je suis la fille du comte de Montijo ! » Les soufflets plurent comme grêle sur les joues de la petite révoltée... Déjà les autorités songeaient à arrêter les voyageurs, mais, pendant leur délibération, le postillon fouetta ses chevaux et la diligence passa du camp des carlistes au camp des christinos où l'on fut en sûreté.

Malheureusement, les enfants arrivèrent trop tard pour embrasser leur père et ne purent qu'assister à ses funérailles.

C'est Mérimée qui introduisit l'auteur du *Rouge et le Noir* chez la comtesse de Montijo. Comme je demandais à l'Impératrice si elle se souvenait de Stendhal : « Si je me souviens de *Monsieur Beyle* ! s'écria-t-elle. C'est le premier homme qui ait fait battre mon cœur, et avec quelle violence ! Il fut cause que ma sœur et moi, nous faisions des vœux pour l'arrivée au ministère de M. Molé, — que nous ne connaissions pas. Pourquoi donc alors? Parce qu'un cabinet Molé signifiait un congé pour M. Beyle, son arrivée à Paris et la reprise de ses histoires sur l'Empereur, que son départ pour Cività-Vecchia avait interrompues : il nous avait laissées toutes palpitantes, attendant avec angoisse la suite de ce roman merveilleux qu'il avait vécu. Il venait chaque jeudi chez ma mère; ce soir-là, en l'honneur de notre grand ami, nous nous couchions à neuf heures au lieu de huit, nous ne dînions pas, tant nous étions impatientes de l'entendre!.. A chaque coup de sonnette, nous nous précipitions à la porte d'entrée... Enfin, nous le ramenions triomphantes au salon, le tenant chacune par une main et nous l'installions dans son fauteuil près de la cheminée... Il nous prenait toutes deux sur ses genoux; nous ne lui donnions pas le temps de res-

pirer et nous lui rappelions la victoire où il avait laissé notre Empereur, auquel nous avions pensé toute la semaine, attendant impatiemment le magicien qui le ressuscitait pour nous. Il nous avait communiqué son fanatisme pour le seul homme qu'il admirât. Nous avions du reste été préparées à entendre ces récits par les souvenirs toujours vivants de notre père, décoré de la main de Napoléon. Nous pleurions, nous riions, nous frémissions, nous étions folles... Il nous montrait l'Empereur tour à tour rayonnant sous le soleil d'Austerlitz, pâle sous les neiges de Russie, mourant à Sainte-Hélène. Nous étions révoltées contre les Anglais : « Jamais les Espagnols, nous écriions-nous dans notre indignation, n'auraient eu la lâcheté d'envoyer ce grand homme mourir dans cette île lointaine! »

« Et après chaque trait héroïque, après chaque victoire, M. Beyle nous donnait l'image qui représentait l'épisode et le gravait dans notre souvenir. A côté de la grande histoire militaire, il nous contait quelques traits de la petite histoire anecdotique : « Notre héros, nous disait-il, ne voulait jamais mettre deux fois de suite la même culotte; un matin que, par hasard, M. Beyle se trouvait dans le cabinet de toilette de l'Empereur en train de s'habiller, il s'empressa de lui présenter le vêtement de la veille ; Napoléon ouvrit la fenêtre et appelant le soldat de garde, il lui jeta la culotte blanche en lui disant — Voici pour toi! »

« Ma mère intervenant nous grondait : « Laissez-le donc tranquille; vous abusez de la complaisance de votre grand ami! C'est votre faute, ajoutait-elle, un homme comme vous ne devrait pas se laisser tyranniser par des enfants! »

— Cela me fait du bien, répondait-il en nous embrassant, il n'y a plus que les petites filles qui sentent les grandes choses; leurs approbations me dédommagent des critiques des sots et des bourgeois.

« Quand il regagnait son poste et que nous reprenions la route d'Espagne, une correspondance suivie continuait à nous unir. »

Voici des fragments d'une lettre écrite à Doña Eugenia par Stendhal deux ans avant sa mort, et qui montrent combien il prenait au sérieux sa petite amie.

Cività-Vecchia, le 10 août 1840.

« Mademoiselle,

« Vos lettres sont trop courtes et non datées; les miennes ont le défaut contraire. A cause de vous, je ne puis penser à autre chose qu'aux événements de Barcelone. Il y a longtemps que j'ai vu que tout État qui change de Gouvernement se donne des troubles pour quarante ans. Vous ne goûterez la paix en Europe que quand tous les emplois seront occupés par les hommes qui aujourd'hui ont quinze ans ou qui ont quatre ans de plus que vous. N'avez-vous pas onze ou douze ans? peut-être treize?

« Ainsi, pendant toute votre vie, vous verriez un petit accident comme celui de Barcelone arriver tous les quatre ans, aimeriez-vous mieux être née vers 1750 sous le règne ridicule de... (ce roi si obscur que je ne sais pas son nom). Quant à moi, je rends grâce à Dieu d'être entré avec mes pistolets, soigneusement chargés et amorcés, à Berlin le 26 octobre 1806. Napoléon prit pour y entrer le grand uniforme de général de division. C'est peut-être la seule fois que je le lui ai vu. Il marchait à vingt pas en avant des soldats; la foule *silencieuse* n'était qu'à deux pas de son cheval; on pouvait lui tirer des coups de fusil de toutes les fenêtres. Si j'étais né sous le ridicule Louis XV, je me serais promené tout fier d'un habit de soie gris, rayé de violet, sur le boulevard, faisant le fat...

« La révolution qui a suivi la mort de Ferdinand VII a diminué votre fortune de moitié. Tâchez de vous accoutumer à ce chagrin. La gelée en Russie me fit tomber les cheveux sur le front; je passai quinze jours à m'accoutumer à cette laideur et puis n'y pensai plus. Efforcez-vous de vous habituer au million de *réaux* que vous offre la création du gouvernement de la méfiance.

« ... Il n'est pas en votre pouvoir de regagner ce million de réaux; le mieux serait de n'y plus penser. Vous aurez un effort de ce genre à faire à quarante-cinq ans, c'est-à-dire à l'époque des premières atteintes de la vieillesse. Alors les femmes achètent un petit chien anglais et parlent à ce chien. J'aimerais mieux acheter mille volumes: moi, je compte passer la vieillesse, si j'y arrive, à écrire l'histoire d'un homme que j'aimai et à dire des injures à ceux que je n'aime pas. Si le livre est ennuyeux,

dix ans après moi, personne ne saura que j'ai écrit. Mais il ne faut pas qu'une femme écrive. Inventez donc une occupation pour votre vieillesse. Pensez à toutes ces choses dix ans avant qu'elles arrivent. Pensez au chagrin que vous donnera le comte de Santa-Cruz...

« H. Beyle. »

C'est sans doute l'enthousiasme des petites Andalouses qui amena Stendhal à créer le mot d'espagnolisme.

La comtesse de Téba se rendait un jour à Carabanchel, en voiturette qu'elle conduisait elle-même, avec Miss Flower qu'elle ne cessait de stupéfier par la franchise de ses allures. Au détour de l'allée, elle vit deux *muchachos* au moment d'en venir aux mains ; leur cape roulée autour du bras et la dague hors du fourreau, ils étaient prêts à fondre l'un sur l'autre.

Rejeter les rênes sur les genoux de la duègne effarée, sauter à terre et tomber entre les combattants fut l'affaire d'une seconde.

A la vue de la belle aux cheveux d'or, les deux hommes s'arrêtèrent, — tant la femme est encore souveraine au pays de Don Quichotte ! Ses sourcils se froncèrent; elle prit l'attitude du commandement qui leur en imposa, et elle ne consentit à remonter dans sa voiture que lorsque l'un des deux fut hors de vue.

Se retrouvèrent-ils ailleurs et s'entr'égorgèrent-ils, ayant conservé la belle vision devant les yeux ?... Fut-elle pour eux l'Ange de la guerre ou l'Ange de la paix ?...

L'Impératrice m'a dit que, malgré son respect pour la justice, son *espagnolisme* n'aurait jamais consenti à livrer l'assassin qui lui aurait demandé asile : chez elle, le premier mouvement était instinctif, l'obéissance à la loi était raisonnée.

Plus d'une fois, pendant les nombreuses insurrections espagnoles, la casa Montijo dut abriter des proscrits Un soir entre autres, la comtesse était à la cour, Doña Eugenia se trouvait seule dans le salon avec sa gouvernante anglaise. Tout à coup les deux femmes voient entrer par la fenêtre un misérable à la

mine rébarbative qui leur demande asile... Croyant les intimider ou les apitoyer peut-être, il sort de sa chemise une navaja, fait grincer les trois crocs, ouvre le couteau tout grand et leur montre jusqu'où il a enfoncé la lame dans le ventre de sa victime ; mais, ajoute-t-il avec conviction, ce n'est pas moi, c'est le médecin qui l'a tué... en retirant le poignard de la plaie. Par ce raisonnement, il voulait calmer sa conscience et les scrupules de ses hôtes.

Miss Flower, avec le respect sans restriction que les sujets britanniques ont pour la loi, ne mettait pas en doute que sa jeune maîtresse livrerait l'assassin :

— Je vais faire prévenir la police, lui dit-elle tout bas en anglais.

— Vous n'y songez pas! s'écria Doña Eugenia indignée, cela ne se fait pas en Espagne!

La jeune fille cacha le meurtrier pendant quelques jours. Quand on crut que la police avait abandonné la poursuite, elle le fit sortir la nuit avec un petit paquet et l'expédia à Romaniglia, propriété lointaine du duc d'Albe, où il put attendre en paix une autre révolution qui renversât ses adversaires.

Miss Flower ne pouvait s'habituer aux usages des Andalous qui ne sauraient rencontrer une jolie fille dans la rue sans décocher quelque propos galant à son adresse.

C'était surtout quand on passait devant une caserne que de l'officier à la sentinelle s'élevait, comme une traînée de poudre, un murmure admiratif, se traduisant par de véritables litanies en l'honneur de la belle Andalouse. Les cheveux d'or de Doña Eugenia qui rayonnaient à travers la mantille noire attiraient les regards enflammés et allumaient d'ardents propos.

La jeune fille marchait auprès de la duègne; elle commençait par feindre de ne pas entendre; mais, à l'indignation de la prude, elle finissait par rire aux éclats.

Un jour que, pour complaire à Miss Flower, elle s'était voilée plus hermétiquement que d'habitude, elle entendit s'élever entre deux beaux gardes du corps une discussion à son sujet :

— Comment sera cette señorita qui se cache derrière cette muraille de dentelle?

— Si elle était jolie, elle ne se cacherait pas!

— Je sais bien pourquoi elle se dérobe ainsi aux regards...

— Pourquoi donc ?

— Elle est borgne.

Borgne !... Indignée, n'y tenant plus, la jeune fille se retourne, entr'ouvre brusquement sa mantille et fixe les deux soldats de ses beaux yeux bleus aux lourdes paupières tombantes :

Un regard irrité, vous le savez, Madame,
Change deux yeux d'azur en deux éclairs de flamme.

On juge de l'éblouissement des deux jeunes gens, qui se dressèrent sur leur chaise comme les vieillards de Troie au passage de la belle Hélène, et de la fureur de l'Anglaise qui les foudroya en entraînant sa rieuse compagne.

Les petites filles n'avaient pas tardé à devenir de grandes filles et furent bientôt le principal attrait du salon de leur mère. Elles étaient toutes deux charmantes ; Paca avait peut-être plus de grâce, mais Eugénie avait une beauté plus rayonnante.

L'Espagne était alors le paradis des jeunes filles : elles régnaient sur toute la ligne ; pour elles s'organisaient des fêtes de toute sorte ; une fois mariées à l'homme qu'elles choisissaient elles-mêmes, elles se retiraient dans le gynécée et s'occupaient de leurs enfants. Les mœurs ont été un peu modifiées par l'invasion des étrangers et l'envahissement du sport qui a transporté, — pour l'aristocratie madrilène, — le centre de l'Espagne en Angleterre. Les palaces ont fait du tort aux palais.

Les deux sœurs étaient donc un excellent prétexte à la comtesse pour donner un libre cours à ses goûts mondains : Carabanchel, — où poussait la petite fleur bleue de Ruy Blas, — était devenu le brillant théâtre de comédies et d'opéras où défilait la jeunesse dorée de Madrid.

Un soir, les hôtes du château voulurent représenter l'opéra de *Norma*, alors dans tout l'éclat de sa nouveauté ; la belle Eugénie, éblouissante dans son blanc costume de vestale, n'avait qu'à introduire les enfants, en prononçant la célèbre phrase musicale :

Mira, Norma, ai tuoi ginocchi
Questi cari pargoletti.

Ne pouvant chanter, nous dit-elle, elle *inventa* Wagner et déclama les vers avec accompagnement de l'orchestre ; néanmoins, à la représentation, elle était si bouleversée qu'elle n'entra pas au moment voulu : pressée d'en finir, Adalgisa interrompit l'air de *Norma* par sa phrase malencontreusement jetée et, dans son trouble, elle broya dans ses mains les doigts des *cari pargoletti* qui fondirent en larmes et poussèrent des cris de douleur qu'elle n'entendit pas, — et la salle éclata de rire ! — « ce qui était très mal et très injuste, ajouta-t-elle en évoquant ce souvenir, car j'avais fait tout ce que je pouvais. »

Mme de Montijo tenait table ouverte ; six couverts étaient toujours mis : on était tantôt trop serrés, tantôt trop au large selon le nombre des invités imprévus. La comtesse se réservait un soir par semaine, à la grande colère des habitués, pour inviter les étrangers de passage. Les Espagnols d'alors, — avant de devenir de corrects anglomanes, — aimaient mieux se priver de dîner que d'avoir l'ennui de s'habiller. Jamais on ne se mettait à table à l'heure dite et les convives arrivaient souvent pendant les repas. Un soir, un artiste, recommandé par Mérimée, crut devoir arriver à l'heure fixée. Personne n'était rentré, — selon l'usage espagnol dédaigneux de l'exactitude. L'artiste attend soixante minutes... Personne... Furieux, il se retire et écrit une lettre indignée, se considérant comme mystifié.

L'ambassadeur d'Autas me conte une scène à laquelle il a assisté.

C'était à Carabanchel, dans le salon de la comtesse de Montijo : un aide de camp du maréchal Narvaez causait dans un coin avec la comtesse de Téba. Le maréchal attiré par la belle jeune fille s'approche du couple. Aussitôt l'aide de camp se lève et se prépare à céder la place, mais, retenu par Doña Eugenia, il échange quelques derniers mots avec elle...

Le maréchal exaspéré lui dit brusquement :

— Comment ? vous osez parler devant votre supérieur !

Mortifié devant la femme qu'il courtise, le jeune homme s'incline profondément, non sans que la comtesse de Téba n'ait eu le temps de voir ses yeux remplis de larmes...

Elle se lève alors et dit à Narvaez :

— Il faut que j'aille au jardin, j'étouffe, j'ai besoin de prendre l'air!

— Daignerez-vous accepter mon bras?

— Oh! je ne veux pas vous déranger, maréchal : je prendrai le bras de votre aide de camp.

A DIX-HUIT ans, la comtesse de Téba était fouriériste : la lecture des *Mémoires* de Silvio Pellico et d'Audryane (celui-là même qu'en 1859, Napoléon III devait nommer commissaire aux armées) avait enflammé son enthousiasme. Avec les Falco, d'Autas, Chiffrey et d'autres, elle s'imaginait conspirer contre le despotisme autrichien : elle échangeait des correspondances grillées, etc.

Cette bande de patriotes était composée de fils de famille, c'est-à-dire qu'aucun d'eux n'avait encore de fortune personnelle. Un jour, l'heureux Chiffrey hérita d'un oncle qui possédait d'importantes exploitations à Cuba. Doña Eugenia, en le félicitant, lui dit : « Voilà une excellente occasion de montrer à ceux qui ne nous prennent pas au sérieux que nous sommes conséquents avec nos idées : pour être fidèle à nos principes, tu ne peux garder des esclaves, il faut tous les affranchir. »

Chiffrey, convaincu par les beaux yeux et l'éloquence de la généreuse communiste, donna la liberté à tous ses esclaves ; mais ceux-ci, jetés sur le pavé, ne voulurent plus travailler et s'enfuirent dans les bois où ils devinrent des nègres marrons.

Le Gouvernement espagnol protesta et somma Chiffrey de reprendre ses hommes. Au premier geste, les affranchis qui avaient goûté de la liberté se révoltèrent et mirent le feu aux *haciendas* de leur ancien maître qui se trouva ainsi ruiné à cause de sa générosité.

Cette leçon refroidit-elle l'enthousiasme de la bande fouriériste?

L'IMPÉRATRICE croit à l'efficacité de la force morale pour lutter contre la destinée. C'était au lendemain d'une de ces insurrections si fréquentes alors en Espagne. Doña Eugenia se promenait à cheval hors des portes de Madrid ; elle se trouva

tout à coup entre un régiment aligné, le fusil en joue, et le fossé où l'on passait par les armes les malheureux soldats désignés par le sort.

L'un d'eux, gai, souriant, mordant dans une miche de pain, sortit du rang pour tirer le numéro d'où dépendait sa vie, avec l'insouciance d'un joueur de loterie.

L'autre, sanglotant, demandant grâce, suivait son camarade joyeux pour tirer également au sort.

Le soldat souriant amena un bon numéro et s'en alla sans avoir interrompu son déjeuner... Le désespéré tira le numéro qui le condamnait à mort...

Doña Eugenia, affolée et révoltée, mit son cheval au galop pour aller demander sa grâce au maréchal Narvaez qui était un habitué des *tertuilas* de la casa Montijo... En route, elle entendit une détonation : le régiment était décimé !...

Peut-être, pour avoir le sens absolu du juste, faut-il avoir souffert de l'injustice. Si l'Impératrice mit toujours la justice au-dessus de tout intérêt particulier et même de toute affection personnelle, c'est sans doute parce que son enfance et sa jeunesse ont été empoisonnées par la partialité que sa mère avait pour sa sœur.

Du vivant de son beau-frère, la comtesse de Téba ne cessait de protester contre l'iniquité de la loi des Majorats qui la dépouillait ; mais, quand son mari succéda dans tous ses droits à son aîné, le point de vue changea et personne ne fut plus jaloux de ses prérogatives que la nouvelle comtesse de Montijo.

Enfin la mort de Don Cipriano coïncida avec l'abolition des fidéicommis et ses deux filles se trouvèrent appelées à hériter à parts égales. Fureur de la comtesse qui voyait ainsi sa fille aînée et bien-aimée dépouillée d'une partie de l'héritage qui aurait dû lui revenir tout entier. Sa colère impuissante se reporta sur la cadette, comme si elle fût responsable de cette décision des Chambres. Elle criait à la spoliation et qualifiait hautement de voleuse la pauvre Doña Eugenia. Celle-ci se trouva ainsi moins la bénéficiaire que la victime de cette loi qui lui causait tant de désagréments.

— Après tout, disait la jeune fille en montant à cheval, cela m'est égal, car je n'ai besoin de rien et je saurai toujours

me tirer d'affaire : si je n'ai pas de quoi manger, je me ferai écuyère!...

Elle enlevait son alezan et s'enfuyait dans la campagne, au grand amusement des assistants. La seule qui ne riait pas de cette sortie et de cette menace, c'était sa mère qui murmurait : « Comment ai-je pu avoir une fille qui me ressemble si peu?... » Et plus que jamais, elle se tournait vers sa préférée !...

Dans l'espoir de faire rétablir cette loi caduque qui avait été justement abrogée, la comtesse entreprit une véritable campagne et déploya ses qualités de diplomate. Elle ouvrit toutes grandes les portes de ses salons, recevant ceux qui pouvaient la servir, oubliant ses préjugés de caste, invitant les mécontents, consultant les avocats, tâchant de corrompre les députés...

Et enfin, tout en paraissant respecter la loi, elle réussit à dépouiller la cadette en faveur de l'aînée...

Un soir, la tertulia avait lieu sur la tour du château de Carabanchel dans une salle vitrée désignée sous le nom de Belvédère. La discussion avait été plus chaude que de coutume entre carlistes et libéraux... Mme de M., sentant qu'elle avait le dessous, avait peine à contenir son exaspération... Un mot ayant été jeté en faveur des libéraux par la courageuse Eugénie, sa mère se lança sur elle pour lui appliquer un soufflet... Alerte, la jeune fille esquiva le coup ; elle gagna le balcon, enjamba la balustrade et, restant suspendue d'une main au pilastre, elle cria : « Maman, si tu fais un pas, je lâche tout et je me laisse tomber... »

La comtesse, connaissant le caractère de sa fille, recula.

La réjouissance nationale qui attirait le plus la comtesse de Téba était la célèbre foire de Séville dont Alexandre Dumas et Théophile Gautier ont donné des descriptions enthousiastes. Elle a lieu au printemps, et quel est le spectacle qui ne serait pas féerique en Andalousie pendant la saison où fleurissent les orangers et les grenadiers?

La comtesse de Téba et une de ses amies avaient planté leur tente dans un des plus pittoresques endroits de la foire. Un jour, en quête de distractions, elles virent deux jeunes lords

dont elles savaient les noms, qui, ne connaissant personne, avaient l'air de s'ennuyer britanniquement. Prises de pitié et alléchées par l'imprévu de la démarche : « Allons les amuser, se dirent-elles, et nous amuser en même temps. » La comtesse de Téba, vêtue de son pimpant costume de maja vert et rose, s'approcha d'eux : elle les aborda avec sa plus gracieuse révérence et belle, souple, élégante, irrésistible, avec son port de nymphe et sa couronne de cheveux d'or, par une pantomime expressive, elle leur fit signe de venir prendre le chocolat sous sa tente...

Les Anglais, surpris et charmés, se regardèrent, la regardèrent et la suivirent. Ils pénétrèrent sous la tente dont l'amie tenait la draperie soulevée ; ils prirent le chocolat mousseux entre ces deux belles créatures, fumèrent des cigarettes, puis, encouragés par leurs gracieusetés, ils les prièrent de danser au son des castagnettes. Elles se regardèrent à leur tour, consentirent et exécutèrent pour leurs hôtes leurs pas les plus séducteurs. Les deux danseuses furent largement payées de leurs peines par les aimables propos que les lords échangeaient sur leur compte en anglais, — sûrs de ne pas être compris par les Espagnoles. Enfin, elles entendirent l'un dire à l'autre : « *Are we to give them something?* » et l'autre de répondre : « *We dont know what they are.* » Alors la *prima ballerina* s'approcha et, dans son plus pur anglais, murmura, les yeux baissés : « *Perhaps you would like to know who we are?* » et les deux jeunes filles, avec leur plus gracieuse révérence, se nommèrent à leurs hôtes stupéfaits : la comtesse de Téba, Doña Conchita de X.

A partir de ce moment, les deux lords, conquis, s'attelèrent au char des deux Espagnoles, ne les quittèrent plus pendant la « season » de la foire et oublièrent désormais ce que leurs compatriotes appellent le spleen.

En 1877, quand j'accompagnai l'Impératrice en Espagne, elle me conta qu'aux fêtes des mariages espagnols (1846) elle avait connu les deux Dumas : le père, éblouissant de verve, une source intarissable ; le fils, un beau jeune homme de haute taille, à la chevelure blonde et frisée, timide, parlant peu, observant beaucoup. La veille de leur départ, Doña Eugenia reçut des vers anonymes, dont elle n'eut pas de peine

à découvrir l'auteur, bien qu'elle ne se fût pas aperçue de l'impression causée au futur romancier de *la Dame aux Camélias*.

J'écrivis à Alexandre Dumas fils pour lui demander s'il se souvenait de ce « péché de jeunesse » non recueilli dans son premier volume et voici sa réponse :

Paris, 8 avril 1877.

« . . . . . .

« Les vers dont Sa Majesté veut bien se souvenir, je me les rappelle aussi, les voici :

Salut, ma sœur, je fus cueillie
Dans les jardins de l'Alhambra
Par quelqu'un que ta main oublie,
Mais dont ton cœur se souviendra,
Et qui me charge de t'apprendre
Qu'un jour, si Grenade est à vendre,
C'est pour toi qu'il l'achètera.

« Un détail assez amusant, puisque nous en sommes aux souvenirs. J'avais vu Mlle de Montijo aux fêtes du mariage et je l'avais trouvée ce qu'elle était, c'est-à-dire la plus belle et la plus gracieuse personne qu'on pût voir.

« Je l'avais dit à mon père à qui je ne cachais rien, surtout de ces choses-là. Un jour il me dit : « Veux-tu que nous restions à Madrid ?... — Qu'est-ce que nous y ferons ? lui dis-je. — Moi, j'y travaillerai, me répondit-il, et toi, tu feras la cour à Mlle de Montijo et tu l'épouseras. »

« Si l'Impératrice s'était souvenue un peu plus tôt de cet ancien admirateur, qui n'était pas tout à fait un imbécile et qui n'avait rien à lui demander, si elle lui avait fait l'honneur de causer avec lui quelquefois, comme elle l'a fait un jour ou plutôt un soir chez la princesse Mathilde, qui sait si cet admirateur ne l'aurait pas renseignée sur bien des choses et ne lui aurait pas donné quelques-uns de ces conseils désintéressés que les plus grands de la terre ont eu quelquefois raison de suivre ? C'est si facile de gouverner ce pays-ci, quand on est au pouvoir, et c'était si facile pour l'empereur Napoléon III ! Malheureusement, ils n'avaient pas vécu leur enfance à Paris, ni l'un ni l'autre. Ils ne savaient pas comment on prend le Français, comment on se fait aimer de lui. Aujourd'hui, la partie est perdue, irrévocablement perdue ; il n'y a même plus à donner

à l'Impératrice le conseil que mon père donnait, en 1831, à la duchesse de Saint-Leu et que Napoléon III a suivi, sans se souvenir de celui qui l'avait donné. Lisez dans les *Impressions de voyage en Suisse* une visite à Arenenberg, et vous verrez que celui qu'on a appelé un charmant conteur avait quelque vue de l'avenir.

. . . . . .

« Vous allez faire un voyage bien intéressant et où je voudrais bien vous accompagner. Que de souvenirs l'Impératrice va retrouver sur cette terre d'Espagne et qu'elle va évoquer devant vous ! Quelle étrange destinée cette charmante femme aura eue, et que de réflexions ont dû se croiser depuis sept ans dans cette tête, où semblaient ne devoir naître que les pensées joyeuses et souriantes !

. . . . . .

« ALEXANDRE DUMAS. »

Je ne voulais copier que les vers adressés à l'Impératrice, à l'époque *préhistorique* de son existence, mais je n'ai pu résister au plaisir de transcrire un fragment de la lettre d'Alexandre Dumas.

Il avait bien raison, le maître, en parlant des souvenirs que l'Espagne réveillerait dans le cœur de l'Impératrice et qu'elle évoquerait devant moi ! En voici un, que je tâche de me rappeler le plus exactement possible, car il m'avait semblé particulièrement intéressant comme donnant une idée juste de l'existence irréprochable, mais aventureuse, menée par celle qui devait être l'Impératrice des Français.

Le souvenir de cette vie en plein air a été fixé sur la toile par un jeune artiste français qui faisait partie de la bande joyeuse : ces deux tableaux peints à cette époque rappellent la jeunesse mouvementée de la comtesse de Téba et la vaillance légendaire des Guzman qui, — selon la chanson populaire, — ne connaissait pas d'obstacles.

Sur le ciel crûment bleu d'Espagne s'enlève la fine silhouette de la gracieuse amazone : taille de guêpe, col de cygne, visage de Murillo nimbé d'un sombrero andalou

d'où s'échappe sur la nuque une torsade d'or enfermée dans une résille; droite et souple, calme et fière, elle se dresse sur un cheval fougueux qu'elle mène du bout des doigts : en effet, semblable au drapeau glorieusement troué par une balle, sa robe, percée par la corne agressive d'un *novillo*, évoque le combat périlleux où l'imprudente écuyère faillit être renversée par un ardent taureau qui l'aurait sans doute enlevée dans les airs avec moins de galanterie que la blonde Europe de la fable.

L'autre image était plus symbolique encore et affectait la forme d'un rébus :

> C'était une cavale indomptée et rebelle
> Sans frein d'acier ni rênes d'or...

sans même une main qui la dirige, soit qu'elle n'ait pas consenti à se laisser dompter, soit qu'elle ait rejeté la téméraire amazone qui avait essayé de la monter.

> Jamais aucune main n'avait pesé sur elle
> Pour la flétrir ou l'outrager.

Cette cavale blanche était un éloquent symbole et le spirituel artiste, que doublait peut-être un adorateur éconduit ou un philosophe sceptique, écrivit sous le portrait de sa cavale andalouse cette mystérieuse légende compréhensible pour les seuls initiés :

« La comtesse de Théba. »

— Avec un *h* ! — Une lettre grecque avait suffi pour faire du comté espagnol l'antre du sphinx qui donnait à deviner aux passants affolés la fatale énigme, — en attendant que la Chimère andalouse rencontrât le sphinx silencieux qui devait la dompter à son tour, comme le Corse aux cheveux plats dompta la liberté.

PENDANT le même voyage à Rouda, Sa Majesté me conta sa course de quarante jours en Andalousie, fuyant la bande de carlistes conduite par le célèbre Pimentero. Comme je demandais à l'Impératrice de préciser l'année de cette aventure : « Est-ce que je sais ? me répondit-elle : en Espagne, ces révolutions se succédaient si fréquemment qu'on les comptait par mois : c'était donc pendant l'insurrection de juillet... »

La jeune comtesse de Téba, avec sa sœur, son beau-frère, ses cousins les Alcanices et quelques amis avaient été chasser sur les terres du duc d'Albe. On avait eu beau les prévenir que des insurgés se cachaient dans les environs, au lieu de détourner les chasseurs de leur projet, l'attrait du danger doubla leur plaisir et la crainte de trouver les routes déjà battues par la police hâta même leur départ.

Après la première journée, la joyeuse troupe s'arrêta au château de Romanille pour s'y reposer pendant la nuit. Succombant à la fatigue et à la chaleur, tous dormaient profondément quand, vers deux heures du matin, ils furent réveillés par des coups frappés à la porte et des cailloux jetés contre les fenêtres...

Deux gardes les avertissaient que Pimentero, alléché par la perspective d'un riche butin et par la réunion d'aussi illustres personnages, avait réuni ses hommes pour capturer amazones et cavaliers auxquels du reste il aurait rendu tous les honneurs qui leur étaient dus, en les cotant très haut et en exigeant une rançon digne de leurs excellences.

Pimentero était campé avec sa bande dans la forêt voisine et devait commencer dès l'aube le siège du château : si on n'était pas disposé à lui abandonner armes, provisions, et peut-être la vie, il n'y avait pas de temps à perdre.

Tous se jetèrent à bas de leurs lits et se vêtirent en un instant sans bruit et sans lumière pour ne pas donner l'éveil. Le duc et ses amis descendirent aux écuries pour seller les chevaux, tandis que les jeunes femmes bouclaient les valises et les attachaient sur le dos des mules avec des courroies.

Une porte secrète fut entr'ouverte, menant dans la forêt, et toute la troupe encore ensommeillée se mit en route silencieusement, — *per amica silentia lunae*, — se fiant à la vitesse des chevaux et aux ombres de la nuit pour échapper aux bandits qui se paraient de la cocarde carliste.

Pendant toute la journée, on traversa bois et montagnes sans reprendre haleine. Le soir seulement on atteignit un village où l'on espérait passer la nuit, mais les habitants avaient été désarmés récemment par une mesure de police et ils refusèrent de recevoir ces hôtes compromettants. « Vous nous attireriez les insurgés qui vous poursuivent, leur répondit-on avec effroi; nous n'avons pas de parti politique, mais nous voulons la paix : allez coucher ailleurs... »

Et la course vertigineuse continua à travers l'Andalousie. On était jeune, hardi, amoureux : les privations elles-mêmes devenaient des amusements. Quand la chaleur était trop forte, on s'arrêtait pour se rafraîchir et la nuit on couchait à la belle étoile enveloppé dans la cape traditionnelle ; les larges *bardelle* des mules servaient d'oreillers : chacun devait veiller à tour de rôle et dès l'aube on repartait à travers la campagne.

Un soir, la plus hardie de la troupe, Doña Eugenia, au lieu d'ouvrir la marche selon son habitude, la fermait péniblement ; elle n'avait pas voulu s'avouer vaincue et elle suivait de loin la bande joyeuse qui, sans s'inquiéter d'elle, avait traversé la forêt. Épuisée de fatigue, elle s'était assoupie sur sa selle et avait laissé tomber les rênes... Le cheval, ne se sentant plus tenu, s'arrêta et à cette légère secousse, l'amazone tout endormie glissa sur la mousse sans se réveiller. Le pauvre animal, épuisé comme sa maîtresse qu'il voyait couchée à terre, l'effleura, paraissant lui demander si elle s'était blessée et, ne la sentant pas bouger, il s'étendit auprès d'elle...

Après quelques heures d'un profond sommeil, frappée par un rayon de lune qui perça ses paupières, la jeune fille ouvrit les yeux ; un instant étourdie, elle reprit connaissance, se dressa sur son séant et se trouva sur le sol auprès de son cheval. Elle se rendit compte de ce qui était arrivé ; un peu émue, elle appela : personne ne répondit... elle avait été abandonnée par ses compagnons.

A un moment de surprise succéda un accès de colère ; elle sauta sur son cheval et reprit la grande route où elle suivit les traces de la cavalcade ; elle finit par retrouver ses camarades qui avaient dressé leur tente sur la lisière de la forêt... Elle éclata en justes reproches contre leur insouciance... Mais quelle ne fut pas sa stupeur en constatant qu'au lieu d'être reçue par les coupables avec la confusion que devait leur inspirer leur conduite, elle était accueillie par d'irrésistibles éclats de rire... qui redoublaient à chaque nouvel arrivant mis en présence de l'amazone ! son ignorance ajoutait au comique de la situation :

— Qu'ai-je donc de si ridicule ? demanda-t-elle, ne pouvant s'expliquer cette hilarité qu'elle provoquait.

— Regarde-toi donc ! lui dit sa sœur.

Et, faute de miroir, la jeune fille se pencha sur le ruisseau au bord duquel la caravane avait campé...

— C'est moi, ce monstre ? murmura-t-elle quand l'eau pure lui renvoya son image. Ce n'est pas possible !

Son joli visage était défiguré par un érysipèle qu'elle avait contracté en s'endormant à la belle étoile, le front découvert; la brume et la rosée avaient achevé l'œuvre de la nuit et fait fleurir ses joues comme un champ de coquelicots éclairé par deux bluets lumineux.

L'INTERMÈDE comique à peine terminé, le drame recommença : les bandits se rapprochaient toujours des chasseurs devenus les chassés. Ceux-ci n'étaient plus aussi joyeux qu'au départ, soit qu'ils sentissent la fatigue, soit qu'ils comprissent l'approche du danger : les différents villages qu'ils traversaient refusaient toujours de les héberger et les obligeaient à reprendre leur course effrénée... La faim même commençait à se faire sentir; ils devinrent voleurs eux-mêmes et plus d'une fois ils dérobèrent quelques dindons égarés qu'on attachait à la selle où les ballottements de la route les rendaient noirs comme des corbeaux.

Après plusieurs journées de courses folles, les parents des fugitifs, effrayés d'abord, exaspérés ensuite, s'émurent; mais ils ne savaient comment les faire joindre et, pour les ramener au logis par la force ou la persuasion, ils se voyaient dans l'alternative ou de payer la forte rançon ou de recevoir sous enveloppe quelque oreille ou quelque nez, selon la traditionnelle habitude des bandits bien dressés.

Un matin, poursuivants et poursuivis apprirent qu'ils avaient passé la nuit dans le même bois à quelques pas les uns des autres... Il n'y avait plus de temps à perdre. Il fallait songer sérieusement à la défense, puisque l'attaque était imminente et les munitions épuisées ! On ne savait où se ravitailler : les paysans craignaient toujours de se compromettre en fournissant des armes contre le terrible Pimentero. On soupçonna alors un vieux serviteur de la Casa Montijo d'avoir conservé ses fusils chargés; on lui dépêcha sa favorite, la belle Doña Eugenia, pour le corrompre; mais il refusa formellement de se démunir de son trésor :

— C'est vrai, avoua-t-il enfin, j'ai conservé trois balles.

— Pour qui les réserves-tu? lui demanda-t-elle.

— Pour vous et pour votre sœur.

— Eh bien, donne-les moi!

— Oh! ce n'est pas ainsi que je l'entends.

— Et comment l'entends-tu?

— Si jamais vous étiez sur le point d'être prises par ces bandits, plutôt que de vous laisser tomber vivantes entre leurs mains, je vous tuerais toutes les deux.

— Oh non, par exemple! s'écrièrent les jeunes femmes, plus effrayées sans doute par la défense menaçante du trop fougueux gardien qu'elles ne l'auraient été par les attaques du galant bandit.

— Et tu n'aurais pas de remords de ton double meurtre?

— Je n'aurais pas le temps d'en avoir, car avec la troisième balle que j'ai en réserve, je me ferais sauter la cervelle.

Le zèle du farouche serviteur montra la gravité de la situation à la bande joyeuse qui résolut de mettre fin à la périlleuse escapade : commencée par une partie de plaisir, cette chasse menaçait de se terminer en tragédie.

On se sentait serré de si près qu'on désespéra de gagner désormais la frontière du Portugal, et l'on dut se résigner à entrer dans Burgos, malgré le risque d'y être fait prisonnier par la bande de Pimentero. Mais, contrairement à toute prévision, les fugitifs trouvèrent la ville fortifiée et armée pour la résistance, — les portes se refermèrent sur eux et, réduits aux abois à leur tour, les insurgés restèrent dehors et durent enfin renoncer à la poursuite.

A quelque temps de là, pendant que l'on recherchait encore Pimentero dans les montagnes de l'Andalousie, le grand chef se montrait à Madrid : il sonnait tranquillement à la grille du palais de Liria et se faisait crânement annoncer au duc d'Albe. Le bandit, admis aussitôt en présence du grand seigneur, lui demanda de présenter ses hommages aux vaillants chevaux que n'avaient pu atteindre ses mules, malgré leur vitesse renommée.

Le duc lui fit galamment les honneurs de ses écuries et ne songea pas un moment à dénoncer à la police celui qui l'avait fait courir pendant quarante jours et quarante nuits. Mais l'alcade aux aguets avait cru voir entrer Pimentero chez d'Albe et lui demanda de le lui livrer. Le duc avertit le brigand pour

qu'il se cachât et répondit à l'agent qu'il avait dû se tromper. Il ne put cependant refuser à la police l'autorisation de faire une perquisition dans le palais qui fut visité des caves aux greniers.

Les agents ouvrirent même la porte du cabinet de toilette où le duc était en train de se chausser : « Entrez, messieurs, leur dit-il, et cherchez bien dans mes bottes... » En effet, le valet de chambre rangeait les chaussures de son maître sur une console surmontée d'un vaste magot chinois à la large panse ;... mais le duc, qui se croyait rassuré, ne put réprimer un serrement de cœur en entendant des ronflements sonores sortir du ventre du magot...

Heureusement, le commissaire était sourd, ou fit semblant de l'être, et referma la porte du cabinet avec force excuses et salutations.

Cette fois encore, le chef des insurgés put s'échapper; mais, quelques mois après, quand la comtesse de Téba quitta définitivement l'Espagne pour se rendre en France où l'attendait une si brillante et si tragique destinée, elle passa par Burgos... Là, elle vit qu'on élevait un échafaud au milieu de la place ; elle s'informa et on lui apprit qu'on allait exécuter le trop célèbre Pimentero qui, trahi peut-être par les siens, s'était finalement laissé prendre...

Si l'exécution avait été remise à l'année suivante, la fière Espagnole, — qui devait répondre comme sa digne compatriote aux instances amoureuses du souverain :

> Moi je suis fille noble et de ce sang jalouse,
> Trop pour la favorite et trop peu pour l'épouse,

— devenue Impératrice des Français, — aurait demandé et obtenu la grâce d'Hernani, en souvenir des romantiques émotions qu'il avait données à Doña Sol.

J.-N. Primoli.

UN FILS AU FRONT

QUATRIÈME PARTIE (1)

XXIV

Les portes de Paris étaient déjà derrière eux, ils filaient à toute allure, dans un demi-jour glacé, entre de longues rangées de maisons, des cheminées d'usine, des terrains vagues, lorsqu'enfin Campton se ressaisit et comprit.

C'était bien lui, John Campton, qui se trouvait dans cet auto, — cet auto rapide et silencieux, si ingénieusement adapté à toutes les exigences du voyage qu'on eût dit une annexe roulante du *Nouveau Luxe*. Et, à côté de lui, c'était bien Anderson Brant tapi à l'autre extrémité du coussin profond. Voilà, pour le moment, tout ce que les facultés engourdies de Campton lui permettaient de percevoir.

La voiture roulait en pleine campagne et la faible clarté du ciel, qu'on eût prise aussi bien pour le crépuscule, se transformait décidément en aurore quand, dégageant sa pensée des questions de passeports et de laissez-passer, il se dit : « Mais c'est la route au Nord de Paris : nous avons dû traverser Saint-Denis. » Il venait de vivre des heures remplies d'événements inimaginables, et, maintenant qu'on le menait enfin voir George, ce n'était pas vers l'Argonne qu'il allait ! Cette découverte singulière retint un instant sa pensée flottante, mais un instant seulement : elle repartit bientôt à la dérive pour être accrochée au passage par quelque autre singularité.

Copyright by Edith Wharton, 1923.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 septembre et 1er octobre.

La principale était la présence de Mr Brant à son côté et le fait que l'auto qui les transportait était celui de Mr Brant. Mais Campton ne se trouvait pas encore en état d'aborder d'aussi formidables problèmes. Il n'avait ni dormi ni mangé depuis la veille au matin, et, chaque fois qu'il essayait de se rendre compte de ce qui lui était arrivé, sa conscience se perdait dans les ténèbres.

Bientôt son compagnon toussa et dit d'une voix plus incolore et plus inexpressive encore qu'à l'ordinaire :

— Nous sommes déjà à Luzarches. — C'étaient les premières paroles prononcées par Mr Brant depuis leur départ ; il semblait pourtant à Campton qu'il y avait des heures qu'ils étaient montés en voiture, dans la nuit froide, à la porte de son atelier. Mr Brant lui avait seulement demandé, au moment où le chauffeur démarrait : « Voulez-vous la couverture ? »

Campton n'avait pas répondu. A présent, il commençait à se rendre compte qu'il ne pouvait décemment garder plus longtemps le silence. Il parvint à répéter, comme un écho lointain :

— Luzarches ?...

Il ne conservait cependant aucune trace de son ancienne antipathie pour Mr Brant. Dans le monde nouveau où l'avait tout à coup précipité l'arrivée de cette lettre en apparence si semblable à toute autre, — dans ce monde nouveau, Mr Brant n'était que le détenteur de l'auto et des « protections, » grâce auxquelles lui, Campton, allait être conduit le plus rapidement possible à l'endroit où son fils se mourait.

Mais toute conversation, avec qui que ce fût, lui était encore absolument impossible. Ses efforts pour se tirer de sa douleur étaient pareils à ceux d'un mourant déjà perdu dans des régions lointaines, et dont la voix ne parvient plus à l'oreille des vivants. Il se renfonça dans son coin, et essaya de nouveau de fixer son attention sur le paysage qui fuyait. Vaine tentative ; il n'y voyait rien qu'un auto fantôme volant devant eux, plus vite encore que leur propre voiture, et emportant un homme courbé comme lui, muet comme lui : Fortin-Lescluze tel qu'il l'avait vu disparaître dans la nuit d'hiver après la mort de son fils. Campton se souvint de s'être demandé alors, ainsi qu'il l'avait si souvent fait depuis : « Comment supporterais-je l'épreuve, si c'était moi ? »

Il savait maintenant la réponse. De son ancien univers, brumeux, encombré de choses, que la lettre avait d'un seul coup vidé, rien ne subsistait plus, sauf quelques souvenirs de l'enfance de George, telle une armoire à jouets dans une maison renversée par un tremblement de terre.

La vision de l'auto de Fortin-Lescluze s'évanouit et, à sa place, Campton aperçut soudain les yeux clignotants de Boylston qui le regardaient fixement sous des sourcils froncés par la souffrance. Campton se souvint alors de ce qui s'était passé le soir précédent. Il avait poussé la lettre vers Boylston à travers la table, en balbutiant : « Lisez-la-moi. Je ne peux pas... » et Boylston s'était écrié, d'une voix entrecoupée de sanglots : « Mais je *savais*, monsieur, je sais depuis le commencement... » Un interminable silence avait suivi, avant que Campton trouvât la force de bégayer, comme un enfant qui épèle : « Vous *saviez* que George était blessé? — Non, mais qu'il pouvait l'être, d'une minute à l'autre ! » Ses sanglots empêchaient presque Boylston de parler.

« Pardonnez-moi ! je vous en prie, pardonnez-moi ! Il m'avait défendu de vous dire qu'il était au front. — Défendu de me le dire?... — A vous et à sa mère. Il a refusé une citation en mars dernier, afin que vous ne découvriez pas qu'il était passé dans un régiment d'infanterie. Sa résolution était prise dès le premier jour. Voilà des mois qu'il se bat; il a été magnifique; il a quitté l'Argonne en février; mais il ne voulait pas qu'aucun de vous le sût. — Mais pourquoi ? » Cette question jaillit des lèvres de Campton. Puis son cœur s'arrêta de battre; il attendit la réponse en baissant la tête. « C'est que, voyez-vous, il avait peur, peur que vous ne l'empêchiez... que vous n'usiez de votre influence... » Campton redressa la tête et d'un air de défi : « Il s'imaginait peut-être que nous l'avions fait au début? — Oui... » Boylston avait repris son calme. « Il était au courant de tout. Il nous a fait jurer, à Miss Anthony et à moi, de ne rien dire. Car Miss Anthony savait aussi... Et, au cas où ce qui vient d'arriver se produirait, conclut Boylston d'une voix tremblante, il désirait que vous ne gardiez pas de rancune envers elle. »

Ce court dialogue repassa dans l'esprit de Campton syllabe par syllabe ; et chacune d'elles, en passant, ramenait le serrement de cœur de la veille. Il lui avait fallu apprendre d'un

coup toute l'incroyable vérité sur la conduite de son fils, et apprendre en même temps que ce fils était grièvement blessé, mourant peut-être... Pourquoi, sans cela, aurait-on donné à George la Légion d'honneur? Il lui avait fallu s'assimiler ces nouvelles accablantes dans l'affolement des préparatifs de départ, tout en faisant des démarches auprès des autorités, en posant chez le photographe, en répondant aux coups de téléphone répétés et contradictoires de l'Ambassade, de la Préfecture et du Ministère.

De ce chaos d'images, le visage de Miss Anthony se détacha ensuite, pâle, ravagé, mais avec un regard qui dominait son propre désespoir et la colère de Campton.

En la voyant, il avait éclaté : « Ah! vous saviez, vous aussi ? Vous étiez son autre confident? Comme vous avez bien dissimulé! Comme vous nous avez à tous bien menti ! » Elle soutint l'attaque avec fermeté : « Je vous ai montré ses lettres ! — Oui, celles qu'il écrivait pour qu'on me les montrât... C'est vous qui l'avez poussé au front, c'est vous qui avez envoyé mon fils à la mort ! » Sans sourciller, elle le regarda dans les yeux. « Oh ! John ! c'est plutôt vous. — Moi ? Que voulez-vous dire ? Je n'ai pas fait le moindre geste... — Non? » Elle eut un pâle sourire. « Alors, c'est l'ancêtre qui inventa la lessiveuse mécanique ! s'écria-t-elle en se jetant dans les bras de Campton. Il l'y retint un long moment, lui caressant les cheveux et répétant : « Adèle, Adèle. » Dans sa nouvelle et soudaine intelligence de toutes choses, il ne trouvait rien d'autre à lui dire. Enfin il se pencha et posa sur les lèvres de son amie le plus étrange baiser qu'il eût jamais donné ou reçu. Alors, se dégageant, elle lui cria : « C'est pour George, quand vous serez près de lui. N'oubliez pas ! »

L'image de la mère de George surgit la dernière sur le fond tumultueux des pensées de Campton : image indécise, brouillée par l'éloignement.

Mrs Brant était toujours à Biarritz; on n'avait pu la faire revenir à temps pour prendre part à ce voyage au front. Même l'influence dont Mr Brant jouissait en haut lieu aurait échoué; il n'essaya pas d'en faire usage. Tout ce qu'il pouvait faire, avait-il dit à Boylston, c'était d'écrire immédiatement à sa femme et de prendre des dispositions pour son retour à Paris, car les télégrammes à destination des

départements-frontière arrivaient moins vite que les lettres.

Campton n'avait pas insisté ; mais il se souvint d'avoir dit à Adèle Anthony au moment du départ : « Vous serez là quand Julia arrivera ? » Elle avait acquiescé de la tête : « Je serai à la gare. »

Ce mot éveilla chez tous deux le même souvenir : quand il rencontra les yeux de son amie, il y vit la gare de l'Est au mois d'août, la grande cour pleine de monde, les fleurs, les mouchoirs, et tous ces gens souriant fixement jusqu'à ce qu'ait disparu l'être aimé. Campton revoyait la scène dans toute son impitoyable clarté. Il entendait les sanglots de la jeune fille qui avait dit si gaiement au revoir au petit artilleur, il la voyait partir, emmenée par l'homme âgé qui l'accompagnait, et se mettre de la poudre sur le nez à la laiterie, devant la tasse de café qu'elle ne pouvait avaler. Il savait aujourd'hui ce que présageaient ses sanglots...

L'auto ralentit sa course pour laisser passer une longue file de camions militaires. Derrière eux suivait avec fracas un convoi de caissons d'artillerie, conduits par des soldats poudreux, montant des chevaux maigres. Des torpédos portant des officiers se faufilaient dans cet encombrement, et des motocyclettes, qui passaient sans cesse à toute allure, criblaiens l'air de leurs explosions. « C'est au milieu de tout cela qu'il a vécu, songea Campton, pendant des mois et des mois. » Il avait déjà vu des camions et des caissons d'artillerie, quand il était allé à Châlons pour faire appel à Fortin-Lescluze ; mais alors, uniquement préoccupé de son fils, la signification redoutable du mécanisme de la guerre lui avait échappé. Il comprit maintenant que ce qu'il voyait, ce qu'il entendait, avait constitué pendant des mois tout l'univers de George : les yeux du père enregistraient chaque détail avec une poignante avidité.

— Qu'est-ce que c'est que ça ? s'écria-t-il.

Un grondement immense, ininterrompu, qui paraissait tomber du ciel nuageux et bas, couvrit tout à coup la rumeur des véhicules sur la route. Il continuait sans relâche, à coups lents et rythmés.

— C'est le canon, dit Mr Brant. Quelquefois on le croirait beaucoup plus près. Ça dépend du vent.

Campton demeura confondu. Avait-il jamais entendu ce grondement sinistre ? A Châlons ? Il ne savait plus. Mais sûre-

ment, le son n'était pas le même. Cette fois, le bruit l'accablait, pareil au fracas de la mer sur un homme qui se noie. Il se tapit dans son coin. Ce bruit s'arrêterait-il jamais? Ou était-ce toujours ainsi, jour et nuit, dans cet enfer où ils se rendaient? Ce battement impitoyable retentissait-il sans cesse aux oreilles des mourants?

Une sentinelle arrêta la voiture et demanda le laissez-passer des voyageurs. L'homme le tourna et le retourna, le tenant à l'envers dans ses mains calleuses et fronçant les sourcils dans son effort pour déchiffrer les mots renversés. Il semblait indécis, comparant longuement les deux voyageurs à leurs photographies méconnaissables.

Mr Brant tira furtivement de sa poche un billet.

— Pour l'amour du ciel, pas ça! cria Campton, en saisissant la main du banquier.

Il se pencha au dehors et dit à la sentinelle :

— Mon fils est au front, il est mourant. Est-ce que ça ne se voit pas sur ma figure?

Le soldat le regarda, et lentement rendit le papier.

— Passez, dit-il, en remettant l'arme à l'épaule.

L'auto repartit et les deux hommes se renfoncèrent sur la banquette. Mr Brant maniait nerveusement son pince-nez. Au bout d'un moment, il toussa:

— Je vous remercie, commença-t-il, de m'avoir épargné une sottise. Je l'ai fait machinalement... on prend l'habitude...

— Sans doute, mais, dans certains cas...

Le silence retomba. Mr Brant était assis, tout droit, son profil se détachant sur la campagne glacée. Campton, de son coin, jetait de temps à autre un coup d'œil sur la silhouette grise et nette de son voisin, où le verre du lorgnon le plus proche de lui accrochait seul la lumière. Il se disait que cet homme souffrait sans doute horriblement; mais il n'éprouvait pour lui aucune compassion. Ils étaient comme deux voyageurs immobilisés l'un contre l'autre dans une catastrophe de chemin de fer; la douleur qu'ils éprouvaient ensemble ne les rapprochait pas. Au contraire, à mesure que passaient les heures, Campton s'exaspérait davantage de sentir cette angoisse à son côté. De quel droit cet homme souffrait-il comme il souffrait lui-même? De quel droit se trouvait-il là? C'était seulement par l'effet de ce que le banquier nommait « l'habitude, »

— l'habitude de tout payer, de tout acheter, les choses, les faveurs et les hommes, — qu'il s'était arrogé l'affreux privilège de partager une souffrance étrangère. « Je n'aurai même pas mon fils à moi sur son lit de mort, » pensait le père avec désespoir. Cette présence muette à son côté lui parut une fois de plus le symbole de sa vie manquée.

L'auto se frayait lentement passage au milieu des camions, des cuisines roulantes, des caissons d'artillerie, des compagnies d'infanterie regagnant leurs cantonnements, et des chargements de troupes qui passaient sans arrêt. Lorsque Mr Brant reprit la parole, Campton eut l'impression qu'il n'avait pas ouvert la bouche depuis des heures.

— Nous devons être à Amiens, dit-il plus bas encore que de coutume.

Le père se secoua et regarda par la portière. Il s'aperçut qu'il avait sommeillé et rêvé de l'enfance de George.

Oh ! cet impitoyable, cet incessant martellement du canon ! A mesure que les voyageurs avançaient, le bruit devenait plus fort, plus furieux, plus continu, les glaces de la voiture vibraient et tremblaient comme celles d'un vieil omnibus. Des sentinelles arrêtaient plus fréquemment le chauffeur. Campton recommença d'éprouver une lassitude écœurante, une faiblesse croissante, un trouble de l'esprit. Il s'aperçut cependant que Mr Brant, fouillant dans un compartiment de la carrosserie, en avait extrait une boîte à sandwichs en argent, un flacon et des verres, qui se trouvèrent posés, comme par enchantement, sur une planchette vernie sortie d'un autre compartiment. Mr Brant lui tendit la boîte :

— Nous sommes encore loin ; vous aurez besoin de toutes vos forces, dit-il.

Campton, qui allait refuser, prit une sandwich et vida l'un des verres. Mr Brant avait raison ; il ne fallait pas se laisser sombrer dans le néant, quel que fût son attrait léthargique.

Il recouvra ses esprits, et, avec eux, un sentiment plus intolérable encore de la réalité. Toute sa personne était maintenant en éveil. Il lui semblait que chaque coup de canon lui arrachait un morceau de chair, et toujours le plus voisin de son cœur. Les quelques lignes écrites par l'infirmière disaient : « Blessure causée par un obus; bras droit fracturé ; on craint pour le poumon. » Et c'était l'un de ces coups effroyables qui

en était cause : éclatant on ne savait où, dans ce ciel d'apparence inoffensive, et passant sans faire de mal par-dessus des centaines d'autres jeunes gens pour arriver à la victime marquée par le destin, il avait atteint George et creusé à son corps une fosse sanglante. Campton était persuadé que son fils était mort. Non seulement parce qu'il avait reçu la Légion d'honneur, mais à cause de cet épouvantable tonnerre des obus, qui tombaient, éclataient sans cesse, détruisant tout : que pouvaient-ils laisser derrière eux, sinon des restes déchiquetés? Rassemblant toutes ses forces, afin de ne pas reculer d'horreur devant une telle vision, Campton imagina le beau corps de son fils semblable à une carcasse jetée à bas d'une charrette de boucher.

— Doullens, dit Mr Brant.

Ils se trouvaient dans une ville et l'auto avait pénétré dans la cour d'un grand bâtiment qui ressemblait à une caserne. Devant eux s'alignaient des brancards vides pareils à ceux que Campton avait vus à Châlons. Un jeune médecin allumait une cigarette et causait en riant avec une infirmière... A intervalles réguliers, la canonnade ébranlait les vitres : on eût dit le battement du cœur de l'hôpital.

Ils entrèrent; un autre fonctionnaire appela une autre infirmière qui portait des serviettes. Elle disparut dans une pièce où l'on entassait des morceaux de linge ensanglantés, revint, arrêta son regard sur Campton et lui fit un salut de la tête. A son tour, il fixa les yeux sur elle : des traits bourrus et las s'éclairaient d'un regard de bonté. Peut-être ce visage était-il le dernier que son fils avait vu sur la terre...

L'infirmière sourit.

— C'est au troisième, dit-elle. Il va être heureux.

Heureux? Il n'était donc pas mort! Même, il pouvait encore être heureux! Chancelant sous le brusque allègement de sa peine, Campton se tourna vers Mr Brant : sa joie était assez grande pour qu'il pût la partager. Mais Mr Brant, bien qu'il dût avoir entendu l'infirmière, s'éloignait sans paraître comprendre.

— Par ici, lui cria Campton, en désignant l'infirmière qui s'engageait déjà sur l'escalier.

Mr Brant s'arrêta, gêné. Lorsqu'il eut saisi l'intention du peintre, il rougit un peu, fit de la tête un salut sec, et agita sa canne dans la direction de la porte.

— Merci, dit-il, j'irai d'abord faire un petit tour... je veux me dégourdir les jambes...

Un flot de reconnaissance envahit le cœur de Campton : il comprit qu'il allait être seul avec son fils.

XXV

Campton suivit l'infirmière sur l'escalier raide. Il montait, soulevé sans effort, comme on monte les escaliers en rêve. Une odeur de désinfectants flottait dans l'air froid, et, au passage, par une porte entr'ouverte, une puanteur arriva jusqu'à lui. Il se souvint de l'avoir sentie à Châlons; Fortin avait murmuré : « La gangrène, ah! si seulement on nous les amenait plus tôt! »

Au bout de combien de temps leur avait-on amené George? La lettre de l'infirmière lui était parvenue le troisième jour après l'entrée de George à l'hôpital; mais il ignorait encore quand il avait été blessé. L'infirmière l'ignorait aussi : il y en avait tant! Comment pouvait-elle se souvenir? L'administrateur consulterait les dossiers et le lui dirait plus tard.

En arrivant sur un palier, Campton entendit des paroles incohérentes, puis un cri poussé par une voix blanche et sans timbre, dont on n'aurait pu dire si c'était celle d'un homme, d'une femme ou d'un singe; elle avait aussi peu d'individualité que certains de ces pauvres visages d'hommes où l'on ne distinguait plus aucun trait... Campton lança un regard angoissé à l'infirmière; elle comprit et secoua la tête.

— Non... c'est dans la grande salle. Ils crient toujours de cette façon-là après le pansement...

Elle ouvrit une porte. Campton se trouva dans une chambre assez petite, dans laquelle étaient trois couchettes en bois fabriquées à la hâte, sur lesquelles on avait étendu de grossières couvertures grises. Dans le lit le plus voisin de la fenêtre était couché un homme barbu, entre deux âges, le bras gauche et la poitrine étroitement bandés. Il ronflait, la bouche ouverte, ses joues maigres creusées par l'effort qu'il faisait pour respirer. Campton se dit que, si son fils survivait, il aimerait à faire quelque chose pour ce pauvre diable qui partageait la chambre de George. Puis il regarda autour de lui et vit que les deux autres lits étaient inoccupés.

Il eut un mouvement de recul.

L'infirmière se pencha sur l'homme à la barbe.

— Il va s'éveiller, je vous laisse.

Campton considéra de nouveau l'inconnu ; son regard se porta sur la main hâlée, couverte de cicatrices, aux doigts noircis du bout, aux ongles cassés. C'était la main de George, la main de son fils, enflée, déformée, mais que le père ne pouvait méconnaître !... Il se mit à genoux et y posa les lèvres.

Qu'est-ce que vous avez ressenti d'abord ? lui demanda plus tard Adèle Anthony.

— Rien...

— Oui, au premier moment, je sais ; c'est toujours comme cela. Mais quand vous avez recommencé à sentir quelque chose ?

Il réfléchit, puis dit avec lenteur :

— Une impression de changement.

— De changement *en lui ?*

— En lui, dans la vie, dans tout.

Miss Anthony demeura perplexe.

— Quelle espèce de changement ?

— Un changement total.

Elle dut se contenter de cette explication.

Ce sentiment, Campton l'éprouva d'abord quand l'homme à la barbe, entr'ouvrant les paupières, le regarda d'un regard lointain avec les yeux de George, et lui tendit d'un geste faible la main de George. Au moment même où il reconnaissait son fils, il sentit que le fils qu'il avait connu était perdu pour toujours.

Les lèvres de George remuaient. Campton se pencha sur lui : peut-être parlait-il pour la dernière fois.

— Mon vieux papa... en auto ?

Campton fit un signe affirmatif.

George continuait d'examiner son père du même regard lointain.

— Celui de l'oncle Andy ?

Campton fit encore oui de la tête.

— Et mère... ?

— Elle va venir aussi, bientôt.

Un sourire malicieux plissa les lèvres de George.

— Il faudra d'abord que je me fasse raser, dit-il, et il s'assoupit de nouveau, sa main dans celle de Campton...

— Et l'autre monsieur... ? demanda l'infirmière le lendemain matin.

Campton avait passé la nuit à l'hôpital, étendu sur le plancher devant la porte de son fils. C'était contraire aux règlements, mais pour une fois, le major avait fermé les yeux. Quant à Mr Brant, Campton l'avait si bien oublié qu'il ne comprit pas d'abord ce que l'infirmière voulait dire. Puis il se souvint tout d'un coup de son compagnon de voyage. L'infirmière expliqua que Mr Brant était venu très tôt à l'hôpital et qu'il attendait en bas depuis deux heures. Campton se remit sur ses jambes et descendit. Dans le vestibule, le banquier, très pâle, mais lisse et net comme à l'ordinaire, arpentait patiemment le dallage boueux.

— Moins de température ce matin ! lui cria Campton.

— Oh ! balbutia Mr Brant pâlissant et rougissant tour à tour.

Campton fit un effort pour continuer la conversation.

— Il vous a demandé. Montez le voir, mais ne restez pas plus de quelques minutes, voulez-vous ? Il est très faible.

Mr Brant demeura immobile et raide, sans répondre, attendant que l'autre le précédât. Campton s'aperçut qu'il avait les yeux mouillés ; il eut pitié de lui.

— Dites-moi : où est l'hôtel ? A deux pas ? Alors j'y vais, le temps de faire un bout de toilette pendant que vous serez avec lui, dit le père avec une générosité dont il espérait que le ciel lui tiendrait compte.

— Merci, dit simplement Mr Brant, en se dirigeant vers l'escalier.

— Cinq minutes, pas davantage ! lui recommanda Campton, et il se hâta de sortir dans l'air matinal que le canon continuait d'ébranler.

Quand il revint, reposé, présentable, il fut surpris et un moment inquiet en constatant que Mr Brant n'était pas en bas. « Il va faire augmenter sa fièvre ! Le diable l'emporte ! » Campton grimpa l'escalier aussi vite que son infirmité le lui permettait. Mais, devant la porte de George, il aperçut une mince silhouette qui montait patiemment la garde.

— Je ne suis même pas resté cinq minutes. J'attendais pour vous remercier.

— Je vous en prie ! — Campton se tut, puis fit un suprême effort. — Comment le trouvez-vous ?

— J'ai bon espoir, bon espoir. Il a eu un mot pour rire comme d'habitude, répondit Mr Brant avec un sourire contracté.

— Oh ! ça... Mais sa température a beaucoup baissé. Il se peut, évidemment, qu'il faille extraire la balle du poumon ; mais peut-être pourrons-nous d'abord le tirer de cet enfer.

Les deux hommes gardèrent le silence, en proie à la même ardente anxiété, sans plus savoir comment se la communiquer.

— Je repasserai tout à l'heure. Désirez-vous que je vous fasse envoyer de l'hôtel quelque chose à manger ?

— Vous m'obligerez.

Campton tendit la main à Mr Brant et serra à les broyer ses doigts secs. Sans lui, peut-être ne serait-il pas arrivé à temps près de son fils ; et pas une fois cet homme n'avait abusé de la situation pour faire valoir ses droits sur George ! C'est le cœur plein de compassion que le père, détenteur du privilège de rester au chevet de son fils, regarda Mr Brant s'éloigner solitaire.

La journée du lendemain fut plus mauvaise, tellement plus mauvaise que tout disparut de l'esprit de Campton, tout ce qui n'était pas veiller dans l'incertitude, attendre impuissant les paroles de l'infirmière et du chirurgien, épier les regards qu'ils échangeaient derrière son dos.

Il ne pouvait encore être question d'extraire la balle ; un grand chirurgien, qui avait traversé les salles au cours d'une rapide tournée d'inspection, avait confirmé ce verdict. Campton en était désespéré. La vision qui, de tous ses cauchemars, l'avait le plus épouvanté, celle de George, étendu sur une table d'opération, le visage caché par un masque à chloroforme, lui apparaissait maintenant comme une promesse de bonheur. Si l'extraction de la balle devenait possible, il semblait au père qu'il se sentirait tranquille comme autrefois quand il prenait dans ses bras l'enfant revenu du collège, s'assurant que c'était le même George, plus grand et plus hâlé, avec des cheveux plus épais et des muscles plus forts sous sa veste devenue trop courte.

Si le chirurgien, au retour du front, repassait ce soir-là dans la ville, peut-être changerait-il d'opinion et ferait-il l'opération sur-le-champ. N'y avait-il aucun moyen d'obtenir qu'il s'arrêtât pour revoir George ? Cette idée s'empara de Campton, chassant son intolérable souffrance et lui apportant un tel soula-

gement que, pendant quelques secondes, il eut l'impression d'avoir subi lui-même une opération qui lui sauvait la vie. Il regardait partir le praticien, suivi de médecins et d'infirmières, quand Mr Brant lui toucha le bras. Leurs regards se croisèrent ; ils se comprirent :

— Oui, oui, dit Campton, il faut qu'il revienne.

Mr Brant fit un signe d'assentiment.

— Il a dîné chez moi à Paris... Vous permettez?

— Allez, allez donc! Campton le poussa presque sur l'escalier. Dix minutes après il reparut, modeste, mais radieux.

— Eh bien ?

— Il n'a pas voulu s'engager devant les autres..., mais au moment de monter en auto...

— Eh bien?

— Oui, s'il le peut. Vers minuit.

Campton se détourna, — il avait peine à respirer, — et se dirigea en traînant la jambe vers la fenêtre au bout du corridor. A ses pieds était la cour. Une file de brancards y passait, non pas vides cette fois, mais chargés chacun de leur fardeau sanglant. Le grondement des canons ébranlait les vitres. Leur furieux tonnerre descendant du ciel nuageux roulait jusque dans les corridors de pierre et sur le pavé des rues, pareil à des boules gigantesques qui dégringoleraient, degré par degré, avec fracas, le long d'un immense jeu de boules rejoignant le ciel et la terre.

— Même les morts dans leur tombe doivent les entendre, murmura Campton.

Le mot fit passer en lui un frisson superstitieux ; il se glissa jusqu'à la porte de George et l'ouvrit; mais l'infirmière, qui se trouvait dans la chambre, secoua la tête.

— Il a besoin de repos. Mieux vaut vous en aller.

Campton se retourna et aperçut Mr Brant qui l'attendait. Les deux hommes descendirent en silence, traversèrent la cour (en détournant les yeux des brancards), et se rendirent à l'hôtel pour y prendre quelque nourriture.

Minuit vint. Minuit passa. Personne, dans l'agitation confuse de l'hôpital, n'avait entendu parler d'un retour possible du chirurgien. Lorsque Campton en toucha un mot à l'infirmière, elle sourit de son sourire las et dit :

— Il n'aurait rien pu faire.

Rien pu faire! Comment le savait-elle? Qui donc savait, sauf le chirurgien lui-même? Aurait-il fait cette promesse, s'il pensait qu'il n'y avait aucune chance d'agir? Étendu sur une couverture, son manteau roulé sous sa tête, Campton resta sans dormir à regarder le firmament baigné de lune encadré par la fenêtre du couloir. De grands nuages glissaient sur le ciel froid; on eût dit la fumée des canons qui tonnaient sans cesse à travers la nuit. A la fin, il se leva, tourna le dos à la fenêtre et se coucha, le visage vers l'escalier. Le clair de lune répandait une traînée blanche sur le dallage de pierre. L'horloge d'une église sonna un coup... deux coups... Des bruits et des mouvements se firent entendre. Campton se dressa; le battement de son cœur passait dans tous ses membres. Des pas résonnèrent, les pas de plusieurs personnes qui montaient.

— Attention! cria quelqu'un.

Un brancard tourna sur le palier; un autre; puis un autre. Un infirmier portant une lanterne les éclairait, suivi par un des médecins, vieil homme courbé, vêtu d'un uniforme boueux, qui s'arrêta furtivement pour prendre une pincée de tabac à priser. Campton n'en croyait pas ses yeux. Les gens de l'hôpital ne savaient-ils pas que tous les lits à cet étage étaient occupés? Tous les lits, sauf les deux dans la chambre de George... Mais l'infirmière avait fait espérer à Campton, — elle le lui avait presque promis, — que ces lits resteraient vides, tant que son fils n'irait pas mieux : — Je m'arrangerai, avait-elle dit.

Campton eut un moment de folie; il fut sur le point de se jeter en travers du cortège tragique et de barrer la porte de ses bras étendus.

— Qu'est-ce que ça signifie? demanda-t-il à l'infirmière qui venait d'apparaître au bout du couloir, une petite lampe à la main.

Elle haussa les épaules.

— D'autres blessés. C'est comme ça partout.

Il s'écarta, furieux, impuissant. Si, au moins, Brant avait été là, peut-être en offrant de payer... mais comment, et à qui? En somme, à quoi servait « l'influence » tant vantée de Brant? On leur rirait au nez, peut-être même les mettrait-on à la porte!

Il se tourna avec désespoir vers l'infirmière :

— Autant valait le laisser dans les tranchées!

— Ne dites pas ça, monsieur! répondit-elle, et l'écho de ses propres paroles frappa Campton d'horreur comme s'il eût commis un sacrilège.

Deux des brancards furent transportés dans la chambre de George. Campton l'entrevit qui parlait à voix basse et s'agitait; la lumière de la lune tombait sur les traits creusés de son visage barbu; de nouveau, le père eut le sentiment qu'aucun lien ne l'attachait à cet homme qui délirait, — cet homme mystérieux, qui tantôt devenait son fils pour un court moment, et tantôt, s'égarant, lui redevenait étranger.

L'infirmière sortit sans bruit et lui fit signe. — Mourants tous deux... ils ne le gêneront pas longtemps, dit-elle à voix basse.

L'homme qui était sur le troisième brancard fut transporté dans une chambre à l'autre extrémité du couloir. Campton vit entrer les porteurs. On allait donc le coucher par terre? Car dans cette chambre-là, il n'y avait sûrement pas de place libre... Il sut bientôt à quoi s'en tenir. Les brancardiers ne sortirent pas les mains vides; ils portaient un autre homme qu'ils déposèrent sur le brancard inoccupé. Heureux coquin! on l'envoyait sans doute dans un hôpital de l'arrière! Quand ils arrivèrent à l'escalier, la lanterne éclaira le visage de « l'heureux coquin; » du fond de ses orbites sombres ses yeux étaient fixés au plafond. Un de ses bras, pendant, ballottait, la main semblait compter furtivement les marches à la descente, — et personne ne s'en souciait, car il était mort.

A l'aube, Campton, qui s'était endormi, sursauta en entendant de nouveau des pas. Le chirurgien? Si, cette fois, ce pouvait être lui! Mais le seul Mr Brant se détacha des ténèbres accumulées dans le long corridor, — Mr Brant, les vêtements fripés, la barbe non faite, les yeux injectés de sang, et qui s'était ganté sans en avoir conscience.

Campton lui jeta un regard rancunier.

— Eh bien? Et votre chirurgien? Je ne le vois toujours pas arriver!

Mr Brant secoua la tête d'un air abattu.

— Il n'aura pas pu. J'ai attendu toute la nuit dans la cour; je pensais que, s'il revenait, je serais ainsi le premier à mettre la main sur lui. Mais il a envoyé son ordonnance chercher ses instruments; il ne viendra pas. Il y a eu un combat terrible...

Campton vit deux larmes rouler le long des joues de Mr Brant : il n'en fut pas ému.

Le banquier regarda du côté de la porte de George : sans qu'il eût osé formuler la question qui l'occupait visiblement, le père devina et répondit:

— Vous voulez savoir comment il va? Comment voulez-vous qu'il aille, avec cette balle dans le corps, la fièvre qui le ronge et deux autres blessés dans sa chambre? *Voilà* comment il va! vociféra-t-il.

Mr Brant tremblait de la tête aux pieds.

— Deux autres hommes... dans sa chambre? répéta-t-il d'une voix aiguë.

— Oui, grièvement blessés, mourants. Vous voyez qu'il y a des cas où votre fortune et votre influence, et toutes vos relations ne pèsent pas une once...

L'infirmière ouvrit la porte et passa la tête :

— Vous parlez trop haut, dit-elle.

Elle referma la porte, et les deux hommes, confus, se turent. Lentement Mr Brant s'éloigna.

— Je vais faire une nouvelle tentative. Il doit y avoir d'autres chirurgiens..., d'autres moyens..., murmura-t-il à voix basse.

— Oh! vos chirurgiens... vos moyens! lui lança Campton avec ironie, mais à voix basse également.

XXVI

De la petite chambre où il était assis au pied du lit de George, éclatant de blancheur, Campton voyait par la porte ouverte le soleil de novembre traverser obliquement une grande salle blanche dans laquelle, entre deux rangées de lits blancs, des tables recouvertes de blanc portaient des pots de chrysanthèmes.

Par la fenêtre, il apercevait, sans oser y croire, un cloître de pierre grise avec des carrés de gazon vert encadrés de buis taillés, et un jet d'eau qui jaillissait. Au delà du cloître s'étageaient les verdeurs fanées d'un parc que les bourrasques venues de la Manche n'avaient pas encore tout à fait dépouillé. Les jours sans vent, au lieu du fracas de l'artillerie, on entendait le bruit de la mer qui arrivait affaibli par-dessus les coteaux

et les vallons. L'oreille de Campton se laissait persuader plus difficilement que ses yeux. La chambre blanche de George, la salle sur laquelle elle ouvrait, les fleurs auprès des lits, le jet d'eau dans la cour, il se convainquait peu à peu de leur réalité; mais il gardait l'impression inéluctable, intolérable que le bruit de la mer était le grondement du canon.

Quand elle l'accablait trop fort, il se détournait de la fenêtre et regardait le lit; mais aussitôt il avait l'illusion que le visage jeune et lisse posé sur l'oreiller redevenait celui de l'étranger barbu aux traits tirés, étendu à Doullens sur la couchette de bois. Il était obligé de se lever, de se pencher, de guetter un éclair dans les yeux de George, afin de rompre le mauvais sort.

Ils causaient peu. Après ces longs jours de souffrance, George était encore trop faible pour parler beaucoup ; et Campton avait toujours trouvé dans le silence le meilleur refuge contre l'émotion. Il n'éprouvait jamais le besoin de rien dire dans les moments de tension intérieure, sauf pour donner cours à sa colère, — comme il l'avait fait avec Mr Brant pendant cette pénible scène à Doullens. Mais il était certain que George savait ce qui se passait en lui ; il savait qu'en entendant se briser les vagues, leurs pensées à tous deux retournaient vers un passé bien proche encore et cependant aussi lointain qu'un cauchemar après le réveil.

Non que ce bruit éveillât, chez Campton tout au moins, l'idée abstraite de la guerre. En se reportant plus tard à cette période de sa vie, il se rendit compte qu'à aucun autre moment il n'avait aussi peu pensé à la guerre. Le grondement de la mer représentait seulement pour lui la voix de l'engin qui avait failli tuer son fils : cette association, ancrée dans sa conscience à demi engourdie, ne laissait place à rien d'autre.

L'impression d'irréalité qu'il éprouvait était renforcée par le fait de n'avoir pu obtenir encore aucun détail sur les circonstances de la blessure de George. Au bout d'une semaine, pendant laquelle le jeune homme fut entre la vie et la mort, le chirurgien était revenu à Doullens au moment où Campton cessait d'espérer son retour. Il annonça que, malgré la gravité de l'état de George, on pourrait le transporter sous peu dans un hôpital de l'arrière. Un matin, comme par miracle, le transfert s'était accompli dans une des voitures d'ambulance de Mrs Brant ; et, depuis huit jours, George reposait dans son lit blanc au

monastère. Soigné par des sœurs en robe blanche, entouré d'une atmosphère d'ordre et de douceur, il rappelait à Campton l'enfant de jadis, relevant de maladie dans sa chambre tiède, ou même le bébé roux agitant ses poings potelés contre un monde nouveau.

A la vérité, Campton trouvait son fils aussi mystérieux qu'un petit enfant ; il regardait son père avec de grands yeux aussi vides d'expérience, ou du moins incapables de la communiquer. Campton ne sut rien faire d'abord que s'étonner et attendre. Dans l'isolement où les enfermaient la faiblesse de George et l'incapacité de son père à tirer des autres ce que son fils ne pouvait encore lui apprendre, toutes choses paraissaient étrangement lointaines, sauf celles qui comptent dans le monde des petits : la nourriture, la chaleur, le sommeil. Ce qui mettait Campton le mieux en contact avec la réalité, c'était l'examen quotidien de la feuille de température. Il l'étudiait comme il étudiait naguère les communiqués, auxquels il ne pensait jamais plus.

Parfois, lorsque George dormait, son père, assis auprès de lui, songeait aux journées de Doullens. Il éprouvait une joie délicieuse à édifier sur ces fondations de ténèbres et d'angoisse les murailles de paix qui maintenant l'entouraient, murailles si transparentes qu'on voyait au travers les Furies en déroute, et si impénétrables en même temps, que Campton y demeurait dans une sorte de détachement divin. Une chose le rendait particulièrement heureux : après son inconvenante querelle avec Mr Brant, il avait rejoint le banquier et lui avait dit, avec une forte poignée de main : « Je comprends... je comprends ce que vous sentez... »

Les réactions de Mr Brant n'étaient jamais promptes, et les événements des jours précédents l'avaient forcé d'exercer des facultés presque atrophiées. Il s'était contenté de regarder Campton avec une désolation muette, avait répondu à son serrement de main, puis, toujours en silence, il avait remonté avec lui l'escalier de l'hôpital.

Campton s'en voulait de sa propre conduite. Conscient d'avoir une fois de plus cédé à son absurde irritabilité d'humeur, il regrettait de s'être comporté grossièrement avec un homme qui aimait George et qui souffrait presque autant que lui-même.

A la suite de cet incident, les rapports entre les deux hommes devinrent si faciles qu'ils s'acceptèrent l'un l'autre sans discussion. Mr Brant, ne se sentant plus soumis sans cesse à un examen malveillant, put exercer librement son habileté à combiner les choses et à les arranger. C'était grâce à lui que le chirurgien avait hâté son retour à Doullens, que le transport de George dans le paisible bâtiment monastique avait été si rapidement effectué, et que le praticien célèbre était venu peu après extraire la balle de sa propre main. Sans Mr Brant, on n'eût même jamais obtenu l'autorisation de faire venir à Doullens l'ambulance automobile de Mrs Brant, et comment George aurait-il supporté la lenteur et les secousses du voyage dans un train militaire ? Sans Mr Brant, on l'aurait envoyé dans quelque hôpital militaire encombré au lieu de ce blanc paradis de repos... Campton, en y songeant, se sentait envahi par un nouveau repentir.

George, qui s'était assoupi, ouvrit les yeux et regarda son père.

— Que devient l'oncle Andy ?

— Il est allé à Paris chercher ta mère.

— C'est vrai. Il me l'avait dit...

George sourit et se retira de nouveau dans le mystère de son univers particulier.

A mesure qu'approchait l'arrivée de Julia, Campton se demandait avec une appréhension croissante comment elle s'adapterait à la situation. Mr Brant, lui, s'y était adapté, et parfaitement. Quelque douceur que Campton trouvât à demeurer enfin seul avec George, il commençait positivement à sentir que le banquier lui manquait : depuis le départ de celui-ci pour Paris, il éprouvait un malaise inquiet. Mais Julia, Dieu sait ce qu'elle allait dire ou faire pour déranger les choses ! Campton ne mettait pas en doute l'amour qu'elle portait à son fils ; mais quelle forme prendrait cet amour dans des circonstances pour lesquelles Mrs Brant était si peu faite ? Comment pourrait-elle jamais pénétrer dans cette mystérieuse ambiance de paix qui les enveloppait, son fils et lui ? Et si elle sentait qu'elle en était exclue, n'éprouverait-elle pas un vague ressentiment ? Au moins si Adèle Anthony avait pu venir ! Campton avait instamment prié Mr Brant de l'amener ; mais le banquier

n'avait pu obtenir de laissez-passer que pour la mère du jeune homme.

En attendant, Campton avait son fils à lui seul. Assis au pied du lit, il essayait de se représenter comment le visage du George d'avant-guerre renaîtrait peu à peu de ce masque pâle, aux traits délicatement dessinés, qui reposait sur l'oreiller. Le curieux changement apporté par la souffrance aux plans et au rapport des lumières et des ombres le frappa. Matériellement parlant, le George nouveau avait l'air de l'ancien vu dans le dos d'une cuiller, à travers des lunettes bleues : aigu, rétréci, livide, avec un nez plus long et des orbites plus creuses. Mais ces changements de proportions n'étaient pas ce qui le transformait véritablement. Il y avait quelque chose dans le dessin de la bouche que la fièvre et l'amaigrissement n'expliquaient point : c'était dans cette courbe des lèvres, dans le regard, — un regard qui semblait sortir lentement d'un long tunnel bleu, telle une créature mystérieuse s'élevant des profondeurs de la mer, — c'était là que se cachait le George nouveau, le George dont il fallait guetter l'apparition, qu'il fallait déchiffrer avec patience....

Il rouvrit les yeux.

— Adèle aussi?

Campton avait appris à raccorder entre elles les questions décousues de son fils.

— Non, pas cette fois... Nous avons essayé, mais cela n'a pu s'arranger. Un peu plus tard, j'espère.

— Elle va bien?

— A merveille.

— Et Boylston?

— A merveille aussi.

George, satisfait, abaissa les paupières; il avait l'air de fermer les portes sur le monde extérieur.

Chaque fois qu'il s'informait de quelqu'un, son père se demandait quel nom lui viendrait ensuite aux lèvres. Même dans son délire, il n'avait parlé que de ses parents, de Mr Brant, d'Adèle Anthony et de Boylston. Pourtant Campton se refusait à croire que sa vie se limitait à ce cercle : ne cachait-il pas dans quelque repli fermé de sa conscience une image plus chère, un nom plus secret?...

Enfin Mrs Brant arriva. Elle avait mis pour le voyage son

costume d'infirmière. Campton jugea cela d'abord un peu théâtral, puis se rappela combien il était plus facile de circuler avec un uniforme quelconque. Il n'y avait d'ailleurs pas trace de coquetterie dans sa mise. La coiffe blanche faisait à son visage pâle et sans poudre un cadre dur qui la vieillissait; en la voyant descendre de voiture, il pensa à une de ces religieuses jansénistes, émaciées par la pénitence, comme on en voit dans les toiles grises de Philippe de Champagne.

Campton la conduisit à la porte de George :

— Prenez garde de ne pas faire monter sa température; il est très faible.

Elle inclina la tête en silence et entra.

XXVII

Ce soir-là George parut plutôt mieux, et sa température ne monta pas. Campton dut réprimer un mouvement de jalousie en constatant que la visite de Julia n'avait pas fait de mal à son fils. Le métier d'infirmière lui avait donné une certaine habitude des malades et développé en elle la maîtrise de soi : avant la guerre, si George avait été victime d'un accident grave, elle eût été plus encombrante qu'utile.

Ce changement, que Campton fut forcé de reconnaître, ne le rapprocha pas d'elle. La manière dont elle aimait leur fils différait trop de la sienne. Maintenant, lorsqu'Anderson Brant et lui se trouvaient ensemble, Campton avait le sentiment qu'ils pensaient tous deux aux mêmes choses de la même façon. Au lieu que le visage de Julia, même vieilli et adouci par le chagrin, lui demeurait fermé.

Mr Brant avait jugé plus discret de s'effacer. Campton le chercha en vain dans les allées du parc et sous les arceaux du cloître ; il resta introuvable jusqu'au dîner, qu'ils prirent tous trois de bonne heure avec le personnel médical. Mais ils ne restèrent pas longtemps à table et, une fois le repas terminé, Mr Brant s'esquiva de nouveau, laissant sa femme et Campton en tête-à-tête.

Campton le regarda partir avec étonnement.

— Pourquoi s'en va-t-il ?

Mrs Brant parut aussi surprise par cette question que Campton par le départ du banquier.

— Je suppose qu'il va se coucher tôt, afin d'être prêt à partir de bonne heure demain matin.

— A partir?

— Mais naturellement; il retourne à Paris.

Campton manifesta un regret sincère.

— Vraiment? J'en suis fâché.

Ce regret la prit visiblement au dépourvu.

— Après tout, vous devez comprendre : il est un peu difficile que... tous les trois nous restions... surtout avec ces religieuses...

— Oh! si ce n'est que ça...

Elle ne releva pas ces mots, et l'un des silences accoutumés suivit. Campton trouvait stupide cette histoire de religieuses et se demandait s'il n'irait pas trouver Mr Brant pour le lui dire. Il redoutait la perspective d'une longue suite de jours passés entre George et sa mère.

Mrs Brant reprit la parole.

— J'ai été fâché de voir qu'on ait gardé les sœurs ici. Se trouvent-elles souvent avec George?

— Les sœurs? Je n'en sais rien. Les infirmières principales sont de la Croix-Rouge, comme vous avez pu voir. Mais naturellement on a souvent affaire aux autres. Quel inconvénient y voyez-vous? Je les trouve parfaites.

Elle hésita, puis se décida.

— Sait-on jamais?... Avec cette extrême-onction... Si on allait découvrir...

Campton répéta ces derniers mots sans comprendre. Il commençait à croire que l'inquiétude et la fatigue lui avaient troublé l'esprit. Elle rougit.

— J'oubliais de vous dire... Dans les premiers moments, je ne pouvais penser qu'à George... et toute cette histoire m'est si pénible!... Où est mon sac?

Elle fouilla dans son réticule.

— Anderson ne vous a donc rien appris au sujet de Mrs Talkett? commença-t-elle.

— Au sujet de Mrs Talkett?... Que vient faire ici Mrs Talkett?

— Je n'ai pas voulu la voir moi-même, je ne m'en sentais pas capable... alors il a dû le faire. Il fallait bien la remercier... mais cela me paraît affreux, tellement affreux... *Notre* fils... cette femme.

Campton restait confondu, essayant de saisir ce qu'elle cherchait à lui apprendre, et, cependant, se raidissant d'instinct contre la révélation qu'il voyait venir.

— Je supposais que vous saviez, reprit-elle. N'est-ce pas que c'est affreux? Une femme assez âgée pour... Elle tira de son sac une lettre froissée.

— C'est cette lettre que vous voulez me montrer?

— Oui. Elle a absolument tenu à ce qu'Anderson la gardât pour vous. Il avait promis, paraît-il, le soir avant sa mobilisation, que si un malheur lui arrivait, il trouverait moyen de l'avertir. Pour nous, pas une pensée!

Elle se mit à pleurer. Campton prit la lettre. Madge Talkett, Madge Talkett et George! Voilà donc où il était allé le dernier soir, quand son père, laissé seul au Crillon, avait tant souffert d'être abandonné! Voilà donc le nom que Campton, au cours de ses veillées, guettait sur les lèvres de son fils... Comme il était loin de deviner alors quel banal secret recélait le mystérieux visage dont il étudiait la beauté!

La lettre n'était pas de la main de George, mais de son ordonnance, qui avait été légèrement blessé dans la même attaque et envoyé pour vingt-quatre heures au même hôpital. Avec la simple franchise si fréquente chez les Français de sa classe, il racontait comment son lieutenant était tombé dans des circonstances qui paraissaient avoir donné à George un très grand prestige aux yeux de ses hommes. Ils le croyaient mortellement atteint; mais l'ordonnance, aidé d'un brancardier, parvint à le transporter à l'abri d'un petit bois. Le brancardier se trouvait être un prêtre; il lui donna sur-le-champ l'extrême-onction; George, qui avait encore sa connaissance, la reçut « avec un sourire admirable. » Puis l'ordonnance, pensant que tout était fini, retourna en hâte au combat, où il fut blessé. Le lendemain, on le transporta aussi à Doullens; là, après bien des recherches, il finit par retrouver son lieutenant, vivant, mais trop mal pour qu'il pût le voir. Il apprit du moins de l'infirmière que les médecins « n'avaient pas perdu tout espoir. » Avant de retourner à son dépôt, il se hâta d'obéir aux instructions qu'il avait reçues en écrivant à « la dame » de son lieutenant que celui-ci, quoique grièvement atteint, était toujours en vie, « ce qui est déjà beaucoup, » concluait-il en manière d'encouragement, « sans compter qu'il a reçu la Légion d'honneur. »

Campton posa la lettre. Elle contenait trop de choses pour qu'il pût se les assimiler d'un coup. Il éprouvait, comme chaque fois qu'il était fortement ému, le désir d'être seul, par-dessus tout d'être loin de Julia. Mais Julia le retint par l'insistance de son regard.

— Désirez-vous garder cette lettre ? demanda-t-il enfin, en poussant le papier vers elle.

— La garder? Une lettre écrite à cette femme? Je l'aurais renvoyée immédiatement, mais Anderson n'a pas voulu... Quand on pense à la façon dont elle s'est imposée chez moi, dont elle vous a fait peindre son portrait! Tout s'explique. Aviez-vous aucune idée de ce qui ce passait?

Le peintre secoua la tête. A voir l'air soulagé de Julia, il comprit que ce qui l'avait surtout fait souffrir, c'était la crainte d'avoir été laissée en dehors d'un secret de George, tandis que lui-même y avait part.

— Adèle ne savait pas non plus, lui dit-elle avec une évidente satisfaction. Campton se rappela comme il avait été frappé par l'accent de sincérité de Miss Anthony affirmant qu'elle ignorait où George avait passé sa dernière soirée : il comprit le sentiment de sa femme.

— Après tout, ce n'est peut-être qu'un flirt, une amitié sentimentale, hasarda-t-il.

— Un flirt? — Le visage de Julia perdit son expression de *Mater Dolorosa* pour prendre un air d'expérience tout mondain. — Une amitié sentimentale? Avez-vous jamais entendu George prononcer son nom, ou faire la moindre allusion à une telle amitié?

— Non, je ne crois pas qu'il m'ait jamais parlé d'elle.

— Eh bien! alors...

Une fois de plus, le regard de Mrs Brant sembla prendre la mesure de la perspicacité de Campton. Le silence obstiné de George, le soin avec lequel il évitait même de dire qu'il connaissait les Talkett, donnaient bien l'impression que la chose lui tenait à cœur. Au souvenir du ton de la conversation chez les Talkett, Campton eut un sursaut d'indignation plus violent encore que celui de Mrs Brant; mais il se tut, retenu par la crainte de se mêler des affaires personnelles de son fils, et par le sentiment que tout était sacré de ce qui concernait cet être encore mystérieux, couché là haut dans un lit blanc.

La figure de Mrs Brant s'assombrit de nouveau.

— Tout cela est si pénible. Et cette extrême-onction! Qu'est-ce que c'est au juste, savez-vous? Une espèce de baptême? Est-ce que l'Église catholique essaiera d'en profiter pour mettre la main sur lui?

Campton sourit intérieurement ; malgré son éducation européenne et toutes ses affinités avec la France, Julia avait gardé un protestantisme aussi implacable , aussi borné que si elle n'avait jamais cessé d'entendre dénoncer « le Papisme » du haut de chaires presbytériennes. C'était tout ce qui subsistait en elle de la rigidité ancestrale. En d'autres temps, cela eût amusé Campton ; mais, pour l'instant, il ne songeait qu'à la consoler.

— Mais non ; c'est simplement le hasard de la présence d'un prêtre. Un de nos aumôniers aurait fait à peu près la même chose.

Elle le regarda avec méfiance.

— A peu près la même chose? Ce n'est jamais la même chose avec eux! Tout ce qu'ils font a une portée. J'ai vu comme ils profitaient de la faiblesse des blessés, quand ceux-ci ne pouvaient offrir de résistance, n'étant plus maîtres de leurs paroles ni de leurs actes. Ses yeux s'emplirent de larmes. — Un prêtre et une femme! il me semble que j'ai perdu mon enfant!

Ces mots frappèrent Campton au cœur comme un coup d'épée. Il se leva d'un bond.

— Pour l'amour de Dieu, taisez-vous, ne dites pas ça! Puisqu'il est vivant, qu'importe le reste?

— Évidemment, évidemment... Je ne voulais pas dire... Mais qu'il n'ait pensé qu'à elle, et pas à nous, qu'il nous ait trompés... sur tout, sur tout...

— Ah! ne dites pas ça non plus! Ne tentez pas le ciel! Si George nous a trompés, pour parler comme vous, nous ne devons nous en prendre qu'à nous-mêmes... à vous et à moi... et aussi à Brant. N'avons-nous pas tout fait pour qu'il agisse ainsi, avec nos intrigues, nos manigances, notre lâcheté? Comme il nous en a méprisés! Oui, Dieu merci! comme il nous a tous méprisés depuis le premier jour! Il n'a pas trompé Boylston ni Adèle, parce qu'eux seuls étaient à sa hauteur. — Il se tut, à la vue du visage pâle et égaré de Mrs Brant, les yeux levés

sur lui d'un air suppliant comme pour détourner des mots dont elle ne saisissait qu'à demi le sens. — Tout cela ne sert de rien, dit-il. Il est tiré d'affaire, c'est plus que nous ne méritions. — Il lui posa la main sur l'épaule. — Allez vous mettre au lit; vous êtes morte de fatigue. Seulement, je vous en prie, ne dites pas des choses... des choses qui pourraient réveiller les Furies.

Il mit la lettre dans sa poche et sortit, sentant qu'elle le suivait d'un regard perplexe.

Mr Brant, le col de son manteau relevé, fumait un dernier cigare en arpentant le cloître. Le silence régnait sur le bâtiment aux lumières soigneusement voilées, et qui paraissait accroupi sous les traînées d'un brouillard de mer glacial; à de longs intervalles le bruit des vagues continuait d'imiter le grondement du canon. Campton tira la lettre de l'ordonnance.

— J'apprends que vous partez demain de bonne heure; je vous rapporte cette lettre.

— Merci. Mais Mrs Talkett dit qu'elle n'y a aucun droit.

— Aucun droit? Voilà une chose singulière.

Je suppose qu'elle voulait dire : tant que vous ne l'aviez pas lue. Elle était horriblement bouleversée. Jusqu'à mon arrivée, elle le croyait mort.

— Elle a envoyé cette lettre chez vous?

— Oui, dès qu'elle l'a reçue.

— Et vous êtes allé la remercier?

— Oui. — Mr Brant hésita. — Cela déplaisait à Julia de garder la lettre; j'ai trouvé qu'il était d'une correction élémentaire de la rapporter moi-même.

— A-t-elle rien dit de particulier? A propos d'elle et de...

— Rien. Elle était très abattue.

— Pauvre femme! murmura Campton.

Mr Brant tenait toujours la lettre à la main en la retournant d'un air pensif.

— C'est beaucoup, commença-t-il précipitamment, de posséder un si beau récit de l'affaire. Il va de soi que vous devez rendre la lettre. Mais j'aimerais en prendre copie.

Mr Brant mit la main dans sa poche.

— J'y ai pensé; j'ai pris la liberté d'en faire deux copies... Oh! je les ai faites moi-même, naturellement. J'espère que vous pourrez déchiffrer mon écriture.

Il tira de son carnet deux feuilles de papier pliées et en tendit une à Campton.

— Merci.

Et les deux hommes se serrèrent la main dans le brouillard.

Mr Brant continua sa promenade, et Campton regagna la cellule blanchie à la chaux qu'il occupait. Abritant de la main sa bougie pour empêcher le moindre rais de lumière de filtrer à travers les volets, il relut le récit de la blessure de George copié d'une écriture contrainte et tremblée, celle d'un homme qui ne prenait jamais la plume que pour signer chaque jour un paquet de lettres dactylographiées. La copie « à la main » d'une lettre par Mr. Brant représentait quelque chose d'analogue au pieux labeur accompli par un moine en calligraphiant une page de missel : ce dévouement toucha Campton.

Quant à la lettre, il ne l'eut pas plutôt relue qu'il oublia que c'était un message d'amour adressé à Mrs Talkett sur la demande de George; il n'y vit plus qu'un glorieux témoignage de la bravoure de son fils. Pour la première fois il comprit que, depuis le moment où George avait été blessé, il n'avait jamais, dans son esprit, établi de lien véritable entre son fils et la guerre, jamais réfléchi à toutes les pensées inconnues, aux résolutions, aux actes qui l'avaient conduit, tant de mois auparavant, de l'Argonne au front.

Ces choses, Campton les avait inconsciemment chassées de son esprit, ou les en avait laissé sortir. Il savait que, peu à peu, elles reviendraient s'emparer de lui. Mais, en attendant, il demeurait uniquement occupé par la présence matérielle de George, par les indices physiques de son état, sa faiblesse, sa température, sa douleur au bras, son oppression au poumon, — tous les détails quotidiens impliqués dans l'effort de le ramener lentement à la vie.

Il mit la lettre de côté, comme on met de côté une chose qui vous touche trop pour qu'on la juge. Plus tard, oui. Pour le moment tout ce qu'il savait, c'était que son fils était vivant.

Mais l'heure du triomphe de Campton sonna deux ou trois jours après, lorsque George lui demanda soudain :

— Avoue-le, papa, quand j'ai changé de régiment, j'ai fait ce que tu avais toujours espéré ?

C'était, de part et d'autre, la première allusion à la façon

mystérieuse dont George avait quitté l'Argonne. Au début, il était trop faible pour qu'on l'interrogeât, et à mesure qu'il reprenait des forces, il donnait l'impression de s'être indéfiniment éloigné du passé : il paraissait vivre sa vie véritable dans on ne savait quelle région lointaine, d'où, avec un sourire nouveau, il abaissait un regard attendri sur ses parents. « C'est absolument comme s'il était mort, pensait le père. Et s'il l'était, il pourrait aussi bien continuer de nous observer avec le même sourire. »

Et voilà qu'un matin, comme ils faisaient quelques pas sur une terrasse ensoleillée, Campton sentait la pression du bras valide de George et retrouvait le George d'autrefois dans son regard.

Il ne put que balbutier en réponse :

— Moi... grand Dieu !... en tout cas, je suis content que tu n'aies pas douté de moi.

Il y eut un silence, qu'emplit le murmure de la mer, trop assoupi, trop indolent cette fois pour simuler l'horrible bruit du canon.

— Je regrette seulement que tu n'aies pas senti que tu pouvais compter sur moi dès le début, comme sur Adèle et Boylston, continua le père.

— Mais, mon vieux papa, je l'ai senti ! Je te le jure ! Seulement, tu comprends, il y avait mère. J'y ai bien réfléchi ; je suis arrivé à la conclusion qu'il valait mieux ne rien dire. Et, en somme, maintenant, je suis heureux de m'être tu, du moins si, comme je l'espère, tu comprends véritablement.

— Oui, je comprends.

— Je suis rudement content.

Les yeux de George se détournèrent des siens pour se poser avec une gravité joyeuse sur la petite sœur à figure ronde qui se dépêchait de venir lui dire qu'il fallait rentrer. Campton le surprenait souvent à fixer ce regard de sereine bienveillance sur les êtres qui repeuplaient peu à peu son univers : un regard où on lisait que tout lui était nouveau et cependant vaguement familier. Il était pareil à un voyageur revenant au lieu de son enfance après des aventures impossibles à conter : c'étaient souvent les choses les plus ordinaires et les plus insignifiantes, celles auxquelles un étranger n'aurait prêté aucune attention, qui semblaient l'intéresser le plus.

Il ne parla plus de lui-même ; mais, avec ce même regard

doux qui, s'il lui ôtait un peu de sa mystérieuse beauté, émouvait davantage, il commença à questionner son père.

— Boylston m'a écrit que tu t'étais remis à la peinture. Cela me fait tant de plaisir!

— J'en ai seulement fait un peu le printemps dernier.

— Des portraits?

— Quelques-uns. Mais j'ai cessé. Je ne pouvais pas supporter ce milieu.

— Quel milieu?

— Celui des gens qui, dans un pareil moment, étaient capables de désirer se faire peindre. Des gens qui voulaient « se procurer un Campton. » Et les marchands... Dieu!

Georges ne parut nullement choqué.

— Après tout, il faut bien que la vie continue.

— C'est ce qu'ils disent. Et le seul résultat est de me faire douter s'il est bien nécessaire que *la leur* continue.

George rit, puis jeta négligemment :

— Tu as fait le portrait de Mrs Talkett?

— Oui, répondit Campton d'un ton brusque.

La question le prenait au dépourvu.

— C'est une jolie personne, dit George.

De nouveau son regard, posé sur la petite infirmière qui attendait à la porte avec une tasse de cacao, parut illuminé d'une gratitude céleste.

— Le communiqué est bon aujourd'hui, cria-t-elle.

Il eut un sourire juvénile. La guerre recommençait à l'intéresser. Toutes les minutes qu'il distrayait de ce monde mystérieux dont ses yeux bleus gardaient le reflet, Campton était sûr qu'il les passait avec ses camarades du front.

A mesure qu'approchait l'instant du retour à Paris, Campton pénétrait plus profondément l'atmosphère de mystère qui entourait George. Il s'apercevait que lui-même avait, à son insu, habité une contrée lointaine, « gardée par une sentinelle ailée, » comme il est dit dans le vieil hymne, une région de communion constante et silencieuse avec son fils. Seuls tous les deux : le reste avait disparu, non pas exclu, ni détruit, ni même oublié, mais effacé par une douce brume d'argent comme, à certains jours, dans la lumière enchantée, les pentes rousses des coteaux qui entouraient l'hôpital.

XXVIII

— *Preparedness!* cria Boylston avec exaltation.

Sa figure ronde et brune, avec sa crête bouclée, ses yeux scrutateurs de myope, rayonnait sur Campton dans le bureau du Palais-Royal; et du coin où elle s'était laissée tomber sur un des divans aux ressorts cassés, Adèle Anthony répéta en écho : *Preparedness!*

C'était la première fois que Campton leur entendait prononcer ce mot; mais il le sentait dans l'air depuis son retour à Paris avec George. Il se souvint d'avoir remarqué, le jour même de son arrivée, qu'il y avait quelque chose de changé en ses deux amis. Lorsqu'ils entrèrent dans la petite chambre encombrée de fleurs, à l'hôpital voisin du Bois où George avait été conduit, ils avaient l'air de posséder en commun un secret si important que leur joie de retrouver George paraissait être seulement le trop-plein d'une joie plus profonde.

Maintenant, au bout de quelques semaines, tout s'expliquait par le nouveau cri de Boylston : *Preparedness*, soyons prêts! L'Amérique, de l'Est à l'Ouest, s'était emparée de cette parole magique avec cette ardeur imprévue qu'elle met à se jeter sur une idée nouvelle. Partie d'un petit groupe d'esprits éclairés, la contagion avait gagné, comme un feu dans la brousse, balayant toutes les autres phrases à la mode, les dévorant dans une immense flambée de colère, d'enthousiasme et de décision. L'Amérique entendait être prête! D'abord, il y avait eu la création du camp d'entraînement de Plattsburg, que le Gouvernement avait fini par autoriser à contre-cœur, après de longs délais et des difficultés sans nombre. Puis, comme les volontaires affluaient (toute la jeunesse des États de l'Est ayant répondu à l'appel), d'autres camps rapidement organisés s'élevaient en Géorgie, en Illinois, en Californie. La torche allumée aux abords de l'Atlantique éclairait déjà le Pacifique de sa lumière.

Pendant des heures d'affilée, Campton entendait Boylston parler de ces camps d'entraînement avec les jeunes Américains qui l'aidaient dans sa tâche, ou qui venaient lui demander un avis. Plus que jamais, à présent, Boylston était le conseil et l'oracle de toute cette jeunesse à qui manquait un guide, et qui dépensait son

enthousiasme pour la France en besognes charitables de la plus humble espèce : étudiants des Beaux-Arts ou de l'Université, jeunes gens de loisir, que décourageait l'indifférence de leur pays et qui se trouvaient attirés vers la France par l'impatient désir de participer à une lutte où ils sentaient que leur patrie, malgré son éloignement, serait fatalement entraînée.

Aucun d'eux n'avait éprouvé, comme Benny Upsher, l'impérieux besoin « d'en être » dès le début. Ils étaient de ceux qui attendent une direction, et Boylston la leur donnait au moyen de ses ardentes variations sur ce grand thème : « *Preparedness*, Soyons prêts ! » George, couché dans son lit, écoutait en souriant : parfois, Boylston lui amenait un ou deux candidats privilégiés. Un jour, Campton trouva là le jeune Louis Dastrey, maigri et les traits tirés à la suite d'une mauvaise blessure ; il se préparait à partir pour l'Amérique comme instructeur. Sa présence leur donna l'impression que le mouvement qui s'opérait pénétrait jusque dans leurs vies. Campton pensa dans un éclair : « Quand George sera debout, nous le ferons envoyer là-bas ; » et un sentiment délicieux de sécurité l'envahit.

Pour l'instant, George se contentait de passer quelques heures par jour dans un fauteuil : sa blessure au poumon était lente à se cicatriser et son bras cassé lent à reprendre sa souplesse. Mais dans une quinzaine il irait terminer sa convalescence chez sa mère.

Cette idée était pénible à Campton. Il avait fait toute sorte de projets extravagants : emmener George au Crillon, louer un appartement, ou même camper avec lui à l'atelier. Mais George les avait repoussés d'un sourire. Son intention était de retourner avenue Marigny, où il avait toujours habité quand il venait à Paris et où sa mère désirait l'avoir. Adèle Anthony, un jour qu'elle quittait le Palais-Royal avec le peintre, lui fit remarquer combien ce désir était naturel. Ils allaient déjeuner ensemble dans un restaurant voisin, comme ils faisaient souvent en sortant du bureau. Campton se mit à parler de ce que ferait George une fois rétabli : on pourrait sûrement lui trouver un poste dans un bureau à Paris, « grâce à l'influence de Brant. » Il ne se rendit pas compte qu'il prononçait cette phrase détestée sans l'ombre d'ironie ; mais Adèle s'en aperçut ; un léger plissement de ses lèvres minces en avertit son ami.

Il haussa les épaules.

— Eh oui, parbleu ! Est-ce que tout n'a pas changé maintenant ? Après ce que George a traversé, j'estime que nous avons bien le droit d'employer en sa faveur l'influence de Brant, ou de n'importe qui.

Miss Anthony approuva de la tête et déplia sa serviette

— Eh bien ! alors, continua Campton, comme il restera sans doute à Paris jusqu'à la fin de la guerre, — c'est-à-dire, de l'avis général, vers le milieu de l'année prochaine, — pourquoi ne prendrais-je pas un appartement pour nous deux ? Ces tableaux que j'ai faits le printemps dernier m'ont rapporté beaucoup d'argent ; il n'y a pas de raison... — Il était rayonnant. — Les domestiques, dites-vous ? Mais ma pauvre Mariette peut rentrer de Lille d'un jour à l'autre ! Il y aura certainement une grande attaque au printemps. On se réserve pour ça tout le long du front. Demandez à Dastrey... demandez à...

— Vous feriez mieux de laisser George aller chez sa mère, dit Miss Anthony.

— Pourquoi ?

— Parce que c'est naturel, c'est humain. Vous ne l'êtes pas toujours, vous, vous savez, ajouta-t-elle en pinçant de nouveau les lèvres.

— Pas humain ?

— Je ne veux pas dire que vous êtes inhumain. Mais vous voyez les choses sous un jour particulier.

— Tout ce que je désire voir, c'est mon fils. Comment le verrai-je jamais, s'il est avenue Marigny ?

— Il ira chez vous.

— Oui, quand il ne sera pas chez Mrs Talkett !

Ils avaient abordé le sujet peu après le retour de Campton, mais Miss Anthony n'y avait guère apporté d'éclaircissement : George s'était montré aussi discret avec elle qu'avec les autres ; elle connaissait d'ailleurs très peu Mrs Talkett et la voyait rarement. Campton s'aperçut cependant qu'elle ne pouvait entendre prononcer le nom de la jeune femme sans une contraction involontaire des sourcils.

— Je voudrais bien qu'elle me plût ! murmura-t-elle. Je m'en estimerais davantage. Et cela pourrait faciliter les choses. Seulement, je ne peux pas, je ne peux pas !

Campton songea à part lui : « Oh ! les femmes... ! » Son

ressentiment s'était, en effet, apaisé depuis longtemps. Cette affaire n'était plus, à ses yeux, qu'une des mille aventures qui arrivent aux jeunes gens ; même, dans quelque repli obscur de sa conscience, il la considérait comme une garantie probable que George désirerait rester à Paris, comme un moyen secret de l'y retenir. C'était peut-être à quoi pensait Miss Anthony en disant que si Mrs Talkett lui plaisait « cela pourrait faciliter les choses. »

— Pourquoi n'habiterait-il pas avec moi ? insista le père. Nous devions partir ensemble quand la guerre a éclaté. Pourquoi ne l'aurais-je pas à moi maintenant ?

Miss Anthony sourit.

— Pour une bonne raison : cette même influence dont vous parliez.

— Oh ! les Brant, les Brant ! — Campton jeta un regard impatienté à la carte, grommela : « Le déjeuner du jour, n'est-ce pas ? » et reprit : — Oui, j'aurais dû le prévoir, il leur appartient. Dès que je les ai vus à la gare, avec leur auto qui les attendait, j'ai compris que j'avais de nouveau perdu mon fils. — Il regarda tristement devant lui. — Et pourtant, si la guerre n'avait pas éclaté, je l'aurais reconquis, c'était presque fait.

Sa compagne continuait de sourire d'un air un peu triste. Elle se pencha et mit sa main sur la sienne.

— Vous l'avez reconquis, John, une fois pour toutes, le jour où il est passé dans l'infanterie. Cela ne vous suffit pas ?

Campton sourit à son tour.

— Vous êtes un chic type, vous ! dit-il ; et ils se mirent à déjeuner.

George pouvait maintenant se lever, sortir en voiture, recevoir plus de monde. Aussi Campton ne s'étonna-t-il pas, en arrivant à sa porte quelques jours après, d'entendre plusieurs voix discuter avec vivacité.

Ces voix (et ceci l'étonna) étaient toutes des voix d'hommes. Parmi elles, il reconnut l'accent grave et cordial de Boylston ; mais la voix qui lui répondait, terne et sans timbre malgré son animation, l'intrigua. Il entra et reconnut Roger Talkett assis près du plateau à thé posé entre George et Boylston.

Campton n'avait pas rencontré le mari de Mrs Talkett depuis

plusieurs mois; tant de choses s'étaient passées dans l'intervalle que l'image du jeune homme, qui n'avait jamais eu beaucoup d'accent, était devenue pour le peintre aussi imprécise qu'un daguerréotype vu sous le mauvais angle.

Il s'arrêta, légèrement embarrassé. Mais Mr Talkett ne parut pas le moins du monde ému par l'entrée du peintre, ni par le fait qu'on le trouvait là. Quelles que fussent les relations de sa femme avec George, Mr Talkett était évidemment résolu à considérer celui-ci du même œil bienveillant que tous les autres amis de la maison. Il regarda Campton à travers son pince-nez.

— Il est possible, en effet, que je sois subversif, commença-t-il, — reprenant son discours interrompu, mais avec l'air de s'adresser aussi au nouveau venu, — je n'en disconviens pas. Nous sommes une bande de gens subversifs à la maison, vous devez l'avoir remarqué, Mr Campton? La résistance à l'instinct grégaire (pour emprunter à ma femme une de ses expressions) est réellement innée en moi. L'idée de sacrifier mes convictions, pour la seule raison qu'on fait tout ce tapage au sujet du danger de l'Amérique et des devoirs de l'Amérique... eh bien! non, le philistinisme ne prendra pas sur moi, quelque déguisement qu'il adopte.

Il étendit instinctivement sa main soignée vers les tasses à thé, comme s'il remettait les meubles en place à l'une des réceptions de sa femme.

Boylston était rouge de colère. George éclata de rire. Il paraissait prendre à la discussion un plaisir d'enfant.

— Du thé, père? proposa-t-il en prenant une cigarette.

D'une saccade, Talkett se mit debout.

— Prenez ma chaise, je vous en prie, Mr Campton. Vous serez mieux... Du feu, George? Non, ne bougez pas! Bien entendu, mon cher vieux, continua Talkett en allumant avec déférence la cigarette de George, je ne dis pas que de tels propos soient recommandables en public à l'heure actuelle : les propos subversifs ne le sont jamais. Mais quand deux ou trois représentants de l'élite se trouvent réunis... enfin votre père me comprend, j'en suis sûr... le héros, — ici un signe de tête à George, — a sa tâche, et l'artiste, — ici un coup d'œil du côté de Campton, — la sienne. En Allemagne, par exemple, nous commençons à le savoir, les esprits créateurs, l'*Intelligentsia* (pour employer

une autre expression de ma femme), ont été préservés dès le début. Leur pays a trop grand besoin d'eux : ils feraient probablement de médiocres soldats et, dans leur partie, ils rendent des services immenses. Au lieu qu'en France et en Angleterre...

George riait toujours de son air impartial et distant. Boylston demanda en ricanant :

— Pourquoi ne vous faites-vous pas naturaliser neutre?

Mr Talkett devint très rouge.

— J'ai trop vécu parmi les artistes..., commença-t-il.

George lui coupa gaiement la parole.

— Il y a beaucoup à dire en faveur de la thèse de Talkett. Vous partez, Talkett? Eh bien! je pourrai passer vous dire bonjour dans peu de temps. Bien des choses à Madge. Au revoir.

Boylston prit également congé, laissant Campton seul avec son fils. « Bien des choses à Madge! » Voilà comment les jeunes gens d'aujourd'hui parlaient de leur maîtresse au mari de celle-ci! Dans le ton, pas la moindre gêne. George lança un regard à la porte qui venait de se fermer sur Talkett et dit, comme s'il apostrophait son dos impeccable :

— Pauvre type! Il en est déchiré! Il n'a jamais eu jusqu'ici à se décider entre rien de plus important qu'un col droit et un col rabattu. Naturellement, il se décidera contre. — Il haussa les épaules. — Et Boylston est déchiré tout autant que lui, en sens contraire.

— Boylston?

— Oui. Il sait qu'on ne le prendra pas à cause de son cœur et de sa vue, et il se demande si, malgré son inaptitude au service, il a le droit de prêcher tous ces garçons qui écoutent ses discours comme paroles d'Évangile. L'un d'eux le lui a reproché l'autre jour; depuis lors, Boylston est deux fois plus excité, et il s'éreinte de travail pour se calmer. Tous ceux qui ne peuvent pas s'engager sont comme ça, quand ils savent que leur vrai rôle serait de se battre. La place de tout le monde n'est pas là-bas (c'est une chose que j'ai apprise depuis que j'y ai été voir), mais ce serait celle de Boylston, s'il en avait la santé; il le sait, et c'est ce qui le désole. — George regarda son père en souriant. — Tu ne peux savoir combien je suis heureux d'avoir vu tout de suite où était mon devoir.

XXIX

Au sortir de la nuit de mars sombre et pluvieuse, c'est avec un plaisir mêlé d'un peu d'ahurissement que Campton entra dans le salon de Mrs Talkett. A la lumière des lampes doucement voilées, des jeunes femmes d'une élégance extravagante bavardaient avec des officiers très décorés, vêtus de la nouvelle tenue bleue horizon. Çà et là apparaissaient les têtes de quelques civils déjà mûrs, parmi lesquelles la toison d'argent de Harvey Mayhew et le crâne volontaire du grand patriote récemment anobli, Sir Cyril Jorgenstein.

Campton s'était rendu chez Mrs Talkett, parce qu'elle avait prêté son appartement aux « Amis de l'Art français, » qui y donnaient un concert organisé par Miss Anthony et Mlle Davril. Il n'avait pas cru pouvoir priver ses infatigables amis de l'éclat qu'ils pensaient tirer de sa présence et, d'ailleurs, il ne regrettait pas de se trouver là; il savait que George avait promis de venir et il désirait voir son fils chez Mrs Talkett.

Quel abîme entre cette foule de gens insouciants, réunie pour son propre plaisir, — les femmes pour montrer leurs robes, les hommes pour les admirer, — et le public las et préoccupé des premières fêtes organisées au bénéfice des œuvres de guerre! Les oisifs et les inutiles avaient atteint la limite de leurs facultés d'émotion; ils recommençaient à s'habiller, à se farder, à sourire, à potiner, à flirter, comme si la longue angoisse avait pris fin.

Appuyée à des coussins de velours orange, Mme de Dolmetsch était étendue dans les replis serpentins d'une étoffe gris-vert décorée d'amulettes bizarres. Ses regards, où paraissaient flotter des îles enchantées, se fixaient sur son protégé, le jeune pianiste ébouriffé. Tout auprès, droite, la taille serrée, était assise la marquise de Tranlay, son voile de deuil rejeté par-dessus un chapeau de forme traditionnelle. Elle s'était plantée dans un fauteuil Louis-Philippe, comme si elle en appelait à sa forme massive pour la protéger contre l'anarchie du mobilier de Mrs Talkett ; à son côté se trouvait sa fille, pour laquelle elle était certainement venue : une beauté renfrognée, mal fagotée, mal chaussée, mais qui n'en proclamait pas moins par son attitude qu'elle avait déjà rompu avec la tradition maternelle.

La présence de Mme de Tranlay dans ce salon était typique. Elle signifiait, — combien de fois ne l'entendait-on pas répéter! — que les mères étaient obligées de mener leurs filles partout où elles avaient chance de rencontrer des jeunes gens et que seules quelques maisons « étrangères, » où l'on recommençait discrètement à recevoir, offraient une chance pareille. Une mère française, dont la première pensée va toujours à ses enfants, doit savoir subir, voire rechercher des promiscuités auxquelles, en temps normal, répugneraient le tréfonds de son âme, et toutes les âmes ancestrales qu'elle porte en elle.

Campton se souvint du courage de Mme de Tranlay le jour où, dans la nouveauté de son deuil, elle avait blâmé l'abattement de Mrs Brant. « Comme tout ici doit lui faire horreur, comme elle doit souffrir d'être assise auprès de cette femme! » pensait Campton. Au même instant, il la vit incliner sa taille raide vers Mme de Dolmetsch et l'entendit qui disait :

— Votre grand ami, le riche Américain, chère madame, le bienfaiteur de la France, nous voudrions le remercier, Claire et moi, de tout ce qu'il fait pour notre pays.

Sur un signe de Mme de Dolmetsch, Mr Mayhew, une énorme perle à sa cravate, vint s'incliner profondément devant les dames de Tranlay, tandis que la marquise murmurait :

— Nous sommes si reconnaissantes, nous n'oublierons jamais...

Mlle de Tranlay, le tenant sous son regard magnifique, ajouta en excellent anglais :

— Maman espère que vous viendrez prendre le thé dimanche. Il n'y aura personne que mon oncle, le duc de Montlhéry, nous vous remercierons mieux qu'ici.

Comme Campton continuait d'observer le masque intrépide de Mme de Tranlay, il vit celle-ci détourner les yeux de Mr Mayhew, flatté et ravi, pour porter ses regards sur un jeune homme. C'était George, qui venait d'entrer. Mme de Tranlay, se tournant rapidement vers Campton, lui dit un bonjour cordial et tranchant, et lui demanda, d'un ton qui faisait penser à des serres s'abattant sur une proie :

— Le jeune officier décoré de la Légion d'honneur, celui à qui vous venez de faire un signe de tête, avec les cheveux roux et le bras en écharpe? Un Français, je suppose, d'après son uniforme, et pourtant... Oui, celui qui parle à Mrs Talkett. Pouvez-vous me dire?...

— C'est mon fils, répondit Campton avec orgueil.

L'effet fut instantané, bien que Mme de Tranlay ne se départît pas de sa rayonnante assurance. « Ah! charmant, charmant! » Elle prit un temps, puis :

— Mais, Claire, mon enfant, nous n'avons pas encore parlé à Mrs Brant que j'aperçois là-bas.

Et elle dirigea rapidement sa fille vers Julia.

Campton regarda de nouveau son fils. Il causait toujours avec Mrs Talkett; mais ils n'avaient pas échangé trois paroles qu'elle dut s'éloigner pour accueillir une autre douairière. Néanmoins, cette brève conversation permit au père de faire plusieurs remarques. George, comme il en avait maintenant l'habitude, conservait son air d'aimable détachement, quoique le bleu de ses yeux s'approfondît; mais la jeune femme semblait toute baignée de lumière. C'était une telle révélation d'elle-même que la curiosité de Campton disparut devant le plaisir désintéressé de l'artiste. « Si j'avais pu la peindre ainsi! » pensa-t-il. Puis, au bout d'un instant, il se souvint. « Pauvre petite! » murmura-t-il. Mrs Talkett tourna la tête comme si la pensée de Campton était arrivée jusqu'à elle.

A ce moment, Mme de Dolmetsch se leva d'un bond : le son de ses bracelets entrechoqués retentit comme le signal d'un régisseur :

— Silence! cria-t-elle.

Les dames se tassèrent sur les chaises, les hommes se serrèrent dans les portes et les embrasures de fenêtres, et le pianiste attaqua un morceau de Stravinsky...

Campton entendit son hôtesse qui répondait à quelqu'un :

— Danser?... Non... pas encore. Bien qu'à Londres déjà... Oh! rien que pour les officiers en permission. Les pauvres, pourquoi s'en priveraient-ils? Mais aujourd'hui, vous savez, c'est pour une œuvre de charité.

La première partie du programme terminée, Campton, parcourant du regard les gens groupés autour des tables à thé, aperçut Adèle et Mlle Davril reléguées dans le coin le plus sombre de la pièce. Il alla s'asseoir à leur table, et peu après, Boylston, clignant ses yeux myopes, se fraya un chemin jusqu'à eux.

Ils avaient plutôt l'air, tous les quatre, dans cette réunion brillante, d'être entrés sans invitation que d'avoir eux-mêmes organisé la fête. Elle avait, en effet, bien vite échappé à

leur contrôle, pour atteindre son but véritable, qui était de nourrir et d'amuser un certain nombre de personnes en proie à l'ennui et à la bougeotte. Les quatre amis s'en rendaient compte, et chacun d'eux fit ses réflexions là-dessus, à sa manière.

Soudain Adèle Anthony fit un signe à Campton.

Il suivit son regard dans la direction d'une table où Julia Brant venait de prendre place avec les dames de Tranlay et George. Mayhew s'était joint à eux, majestueux et déférent; les mères l'entouraient de leurs prévenances, isolant ainsi George et la jeune fille.

— Hum! murmura Adèle, ce ne serait pas si mal! On dit qu'elle héritera du vieux Montlhéry : c'est l'oncle de sa mère. Et elle est mille fois mieux que l'autre... quoique, par le temps qui court, ça n'ait plus l'air de compter beaucoup!

D'un haussement d'épaules, Campton repoussa l'idée. Oui, ce serait une bonne chose qu'on pût arracher à George ce que sa mère appelait sa « malheureuse passion, » mais cette liaison déplaisait moins à Campton qu'un riche mariage arrangé par les Brant.

Au moment où commençait la seconde partie du programme, Campton et Boylston s'esquivèrent. Campton avait l'âme oppressée et troublée.

— C'est singulier, dit-il en prenant le bras de Boylston pour le guider dans l'obscurité profonde de la rue, tous ces gens qui ont oublié la guerre me l'ont immédiatement rappelée.

Boylston paraissait soucieux; le peintre s'imaginait qu'il allait, comme d'habitude, mettre la conversation sur la nécessité d' « être prêts » et l'intervention de l'Amérique; il fut étonné d'entendre le jeune homme lui dire :

— Vous n'êtes pas venu souvent au bureau ces temps derniers.

— Non, je vous ai honteusement lâchés depuis le retour de George. Mais maintenant qu'il est chez les Brant, vous verrez...

— Je ne vous faisais pas de reproches... Ça marche assez bien, du reste, en ce qui concerne l'organisation. Ce n'est pas ce qui me préoccupe...

— Vous êtes préoccupé?

Boylston avoua qu'il l'était et aussi Miss Anthony. La difficulté venait de ce que Mr Mayhew, après des mois de complète

indifférence (sauf quand on lui demandait de les « représenter » sur une estrade officielle), s'était pris d'un intérêt inquiétant pour leur œuvre. Comme il leur avait apporté au début une certaine somme (dont pas un sou ne sortait d'ailleurs de sa poche), on avait eu l'imprudence de le nommer membre de la Commission des finances. Il ne s'était d'abord mêlé de rien; mais aujourd'hui que les « Atrocités » commençaient à s'user, il était disposé à reporter toute son attention sur les « Amis de l'Art français. » Cette sollicitude se manifestait d'une façon que Boylston jugea incompréhensible jusqu'au jour où Mr Mayhew laissa échapper le nom de Mme de Dolmetsch. Campton se récria.

— Vous avez dû remarquer, dit le jeune homme, qu'elle et Mr Mayhew sont en assez bons termes. Il a tant fait de discours! les gens s'imaginent qu'il est pour le moins un roi du pétrole. Mme de Dolmetsch est éblouie. Seulement, elle a son musicien de génie à entretenir...

Et Boylston esquissa en quelques traits la situation qu'il avait devinée avec sa finesse ordinaire, tandis qu'elle se déroulait inaperçue sous les yeux distraits de Campton. Mr Mayhew assistait maintenant à toutes les séances, blâmant, critiquant, demandant la revision des comptes. Tout ce zèle provenait du désir de mettre Mme de Dolmetsch à la place de Miss Anthony, sous prétexte que sa plus grande habitude du monde, sa séduction, amèneraient à l'œuvre des sommes considérables. Or, l'argent ne manquait pas : il y avait déjà en banque un dépôt important, et, à en croire Boylston, c'était en guignant ce dépôt que Mme de Dolmetsch obligeait Mr Mayhew à pousser sa candidature.

— Mr Mayhew ne se montre jamais aussi généreux qu'on serait tenté de le croire quand on l'entend parler pour la première fois. Mme de Dolmetsch a beau le tenir dans ses filets, elle ne tire pas de lui ce qu'elle voudrait, — tant s'en faut. C'est pourquoi elle a manigancé ça avec Mme Beausite, sans qu'il devine d'ailleurs où elles veulent en venir.

Campton s'arrêta net et lâcha le bras de son compagnon.

— Mais ce que vous supposez est abominable!

— Oui, répondit Boylston avec calme. Enfin, je serais content que vous veniez à nos réunions, puisque vous voilà de retour.

— Je viendrai, je viendrai! Mais je n'entends absolument

rien aux questions financières. Vous êtes beaucoup plus fort là-dessus.

Il devina dans l'obscurité le sourire ironique de Boylston.

— Ils ne tarderont pas à me débarquer moi aussi.

— Vous? Quelle plaisanterie! Que voulez-vous dire?

— Je veux dire que des tas de gens commencent à spéculer sur les œuvres de guerre, — oh! de bien des manières. J'en suis parfois tellement écœuré que j'ai envie de tout envoyer promener; mais Miss Anthony me donne le courage de continuer.

Tandis que Campton regagnait son atelier, les confidences de Boylston assombrissaient sa pensée. Ce n'était pas seulement l'affaire elle-même qui lui soulevait le cœur, c'était tout ce qui touchait à ce monde abominable qui dansait, flirtait, gagnait de l'argent sur les monceaux de morts. Et dire qu'il avait cru jadis à la vertu régénératrice de la guerre, à l'effet salutaire des grands bouleversements moraux et sociaux! Il y avait cru plus sincèrement que jamais au chevet de George, dans cette atmosphère purifiée par l'amour et la souffrance; mais à Paris, où il rentrait après une absence de quatre mois à peine, l'instinct de la conservation semblait avoir enlevé à ces mots toute signification. Ce pauvre fat de Mayhew mené par Mme de Dolmetsch, Jorgenstein pliant sous le poids de ses croix et de ses titres, Mme de Tranlay intriguant pour pousser sa fille dans une société pareille, et Julia lui prêtant la main, — d'eux tous Campton ne savait lequel lui inspirait le plus de dégoût...

Sans doute, il restait les autres, la grande majorité : là-bas, des milliers de soldats donnaient leur vie pour cette poignée d'insignifiantes marionnettes, et ici à Paris, partout, dans tous les pays, des hommes et des femmes travaillaient sans relâche à soulager la souffrance et soigner les blessures. Mais, dans le milieu de Mrs Talkett, combattants et travailleurs avaient aussi peu d'importance que Miss Anthony et Mlle Davril au regard de la foule élégante qui avait relégué leur table dans le coin le plus obscur de la pièce.

EDITH WHARTON.

(Traduit par M. PAUL ALFASSA.)

(La dernière partie au prochain numéro.)

BLAISE PASCAL

A L'OCCASION DE SON TROISIÈME CENTENAIRE

V [1]

L'APOLOGIE

« Si je meurs et que je laisse quelques pensées éparses sur des objets importants, je conjure, au nom de l'humanité, ceux qui s'en verront les dépositaires de ne rien supprimer de ce qui s'éloignera des idées reçues. Je n'aimai pendant ma vie que la vérité : j'ai lieu de penser que je l'ai vue sur bien de grands objets ; peut-être un de ces mots que j'aurai jetés à la hâte... » En lisant cette note testamentaire de Joubert, on ne peut s'empêcher de songer que Pascal aurait pu l'écrire, qu'il l'a peut-être pensée, et qu'en tout cas la postérité a fini par en agir avec lui comme si, de son vivant même, il avait exprimé pareil vœu.

HISTOIRE POSTHUME D'UN GRAND LIVRE

On sait comment les *Pensées* de Pascal nous sont parvenues. Aussitôt après sa mort, « l'on eut un très grand soin de recueillir tous les écrits qu'il avait faits » sur la religion. « On les trouva tous ensemble enfilés en diverses liasses, mais sans aucun ordre, sans aucune suite, parce que ce n'était que les premières expressions de ses pensées, qu'il écrivait sur de petits

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 juin, 1er juillet et 15 août.

morceaux de papier à mesure qu'elles lui venaient dans l'esprit. Et tout cela était si imparfait et si mal écrit, qu'on a eu toutes les peines du monde à le déchiffrer. La première chose que l'on fit fut de les faire copier tels qu'ils étaient et dans la même confusion qu'on les avait trouvés. » Mais l'ensemble parut si informe, qu'on désespéra tout d'abord de pouvoir jamais publier ces simples matériaux. Puis, sous la pression sans doute de la famille et des amis du défunt, on se ravisa. Deux partis se présentaient : ou bien imprimer les *Pensées* dans l'état même où les avait laissées l'auteur ; ou bien se substituer à lui pour en dégager et reconstituer l'œuvre qu'il avait rêvée. La première solution aurait rebuté le commun des lecteurs et on ne s'y arrêta guère ; la seconde retint « assez longtemps » l'attention, et le duc de Roannez, en particulier, paraît avoir très activement travaillé à réaliser cette conception. Mais le « long commentaire » auquel il s'était livré n'eut pas l'approbation de Mme Périer qui veillait jalousement à ce qu'on n'altérât point la pensée de son frère, et, dans l'impossibilité où l'on se trouva finalement de restituer cette pensée en sa teneur authentique, on abandonna ce dessein. On se rallia à une solution intermédiaire : on fit un choix parmi les *pensées ;* on retint celles qui parurent « les plus claires et les plus achevées, » non d'ailleurs sans leur faire subir quelques adoucissements, éclaircissements ou « embellissements ; » on les disposa suivant un certain ordre, et l'on « réduisit sous les mêmes titres celles qui étaient sur les mêmes sujets, » après avoir « supprimé toutes les autres qui étaient ou trop obscures, ou trop imparfaites. » On obtint ainsi un volume de 365 pages in-douze qui parut au mois de janvier 1670, chez le libraire Desprez, sous ce titre : *Pensées de M. Pascal sur la religion et sur quelques autres sujets, qui ont été trouvées après sa mort parmi ses papiers.* C'est l'édition de Port-Royal. Elle eut dès l'abord un très vif succès. Elle s'enrichit à plusieurs reprises de divers fragments empruntés aux manuscrits, et fit autorité pendant plus d'un siècle.

Condorcet, en 1776, Bossut, en 1779, furent les premiers à réagir contre l'ordre adopté par Port-Royal : le premier, dans une édition qui se croyait « philosophique » et qui est étrangement mutilée, le second, dans une édition beaucoup plus complète que les précédentes, et dont le classement a été souvent repris. D'autres éditeurs, vers le même temps, ou un peu plus

tard, l'abbé André, l'abbé Ducreux, Frantin, essayaient, à travers tous les fragments mis au jour, de retrouver et de restituer le vrai plan de Pascal.

En 1842, le fameux *Rapport* de Cousin, *De la nécessité d'une nouvelle édition des Pensées de Pascal*, révélait au public l'existence du manuscrit autographe et prêchait la revision attentive du texte traditionnel (1). Depuis lors, les éditeurs de Pascal se sont répartis en deux groupes : les uns, tout en se reportant le plus souvent à l'original, tels que Faugère, Molinier, Astié ou Guthlin, ont voulu refaire le travail avorté du duc de Roannez et reconstituer l'ordre et la suite de l'Apologie pascalienne; les autres, comme Havet ou M. Brunschvicg, se sont simplement proposé de répartir les *Pensées* suivant leurs affinités électives dans un classement commode et impartial. Havet s'en est tenu au classement de Bossut. M. Brunschvicg a inauguré un classement nouveau; il a publié une reproduction en phototypie du manuscrit original. Grâce à lui, — et à M. Michaut, — nous connaissons maintenant dans leur intégralité les *Pensées* de Pascal.

Les *Pensées* de Pascal : sous ce terme un peu vague, que devons-nous exactement entendre? Sont-ce les matériaux, plus ou moins dégrossis, de l'*Apologie* que Pascal voulait écrire? Oui, pour une assez large part. Mais il est trop évident qu'un certain nombre des *Pensées* actuelles ne devaient pas figurer, même retouchées, dans le livre définitif : tel est, par exemple, le cas du *Mémorial* et du *Mystère de Jésus*. D'autres fragments, sans qu'on puisse, bien entendu, l'affirmer en toute certitude, ont bien l'air d'être de simples rognures des *Provinciales*. D'une manière générale même, quand on est en présence de telle ou telle *pensée*, il est bien difficile d'assurer qu'elle devait ou qu'elle ne devait pas faire partie de l'*Apologie*. Port-Royal s'en était parfaitement avisé : si incomplet pourtant que fût son

(1) On ignore généralement que cette édition nouvelle, Victor Cousin aurait voulu la procurer lui-même, et qu'il y avait fait travailler son propre secrétaire Paul Janet. Il l'aurait conçue historiquement en quelque sorte, et, prenant pour base l'édition de Port-Royal, mais revue sur le texte authentique, il aurait publié, dans l'ordre de leur publication, les fragments successivement retrouvés (*Discours prononcés à l'inauguration de la statue de Blaise Pascal à Clermont-Ferrand*, p. 30). Cette conception, qui suppose que Port-Royal n'a jamais morcelé et dispersé en divers chapitres des morceaux formant un tout, aurait, dans la pratique, présenté bien des difficultés.

choix, il nous avertissait que les *pensées* qu'il recueillait étaient « sur la religion » « *et sur quelques autres sujets.* » A en croire Marguerite Périer, Pascal n'oubliait jamais rien des idées qui lui traversaient l'esprit, et il les portait dans sa tête jusqu'au moment de la rédaction définitive : ce ne fut que dans les cinq dernières années de sa vie que, « pour se soulager, » il jetait sur le papier les pensées qui lui venaient et qui ont été rassemblées après sa mort. Il ne faut pas prendre trop au pied de la lettre ce témoignage : Pascal, de tout temps, nous le savons par Méré et par lui-même, avait des « tablettes » sur lesquelles il notait ses réflexions, et il est assez probable que plusieurs des *pensées* que nous connaissons sont antérieures à sa seconde conversion. Au total, le recueil des *Pensées*, c'est tout ce qui nous reste du « papier-journal » tenu par Pascal au cours de sa brève existence.

Et bien entendu, la plus grande partie de ces papiers datent des dernières années de Pascal et sont relatifs à son *Apologie*. Même si l'on admet que l'idée de cette *Apologie* remonte assez haut dans la vie de Pascal, il semble bien certain qu'elle n'a pris sérieusement corps dans sa pensée qu'au lendemain du miracle de la Sainte Épine. Aussitôt dégagé de la polémique des *Provinciales*, il se mit à l'œuvre. « Il avait environ trente-quatre ans, nous dit Mme Périer, quand il commença de s'y appliquer. Il employa un an entier à s'y préparer en la manière que ses autres occupations lui permettaient, qui était de recueillir les différentes pensées qui lui venaient là-dessus; et, à la fin de l'année, c'est-à-dire la trente-cinquième qui était la cinquième de sa retraite, il retomba dans ses incommodités d'une manière si accablante *qu'il ne put plus rien faire les quatre années qu'il vécut encore*, si l'on peut appeler vivre la langueur si pitoyable dans laquelle il les passa. » Il semblerait, d'après cela, que toutes les *pensées* écrites en vue de l'*Apologie* l'ont été en 1657. Mais d'autre part, Étienne Périer, — et la chose, en effet, est fort vraisemblable, — nous dit en propres termes que la maladie n'a pas entièrement interrompu le travail de Pascal : « C'est néanmoins, déclare-t-il, *pendant ces quatre années de langueur* et de maladie, qu'il a fait et écrit tout ce que l'on a de lui, de cet ouvrage qu'il méditait, et tout ce que l'on en donne au public. » Les *Pensées* apologétiques dateraient donc, presque exclusivement, des cinq dernières années de la

vie de Pascal. Celui-ci « avait dessein de travailler cet ouvrage plus que tous ceux qu'il avait jamais faits; » il « y voulait employer toute la force d'esprit et tous les talents que Dieu lui avait donnés, et il disait souvent *qu'il lui fallait dix ans de santé* pour l'achever. » A-t-il pu même y consacrer la valeur de plus d'une année de santé? Et comme il n'avait certainement pas fixé sur le papier toutes les idées que son dessein lui avait suggérées, on voit combien nous sommes loin de posséder même l'ébauche du grand livre qu'il avait conçu, et combien il serait téméraire de se substituer à lui pour en reconstituer l'ordonnance. « Pascal, a dit Sainte-Beuve, admirable écrivain quand il achève, est encore plus grand quand il est interrompu; » et la formule a presque passé en axiome. J'ose ne pas être de cet avis ; l'œuvre achevée d'un grand écrivain tel que celui-là eût été bien supérieure aux rapides ébauches, aux courts fragments, aux matériaux souvent informes qui nous en sont restés. Je suis de ceux qui ne se consolent pas que l'auteur des *Provinciales* n'ait pu terminer son œuvre. Et bien volontiers je retournerais le mot de Sainte-Beuve : Pascal, admirable écrivain quand il est interrompu, est encore bien plus grand quand il achève.

Tel était du reste l'avis de ceux qui l'avaient vu à l'œuvre et qui, mieux que nous, savaient ce dont il était capable. Notre curiosité contemporaine est tentée de leur reprocher, à ces témoins de sa vie intellectuelle, d'avoir été trop sobres de détails sur les opérations de son esprit. Nous voudrions le voir assis à sa table, lisant, méditant ou écrivant; nous voudrions connaître ses procédés de travail et de lecture, et nous regrettons de ne pouvoir saisir que par voie indirecte et analytique quelques-unes des démarches essentielles de cette puissante pensée constructive dans son effort vers la vérité. Il est vrai que, par cette voie, nous pouvons y parvenir dans une certaine mesure : nous pouvons assez bien nous représenter Pascal en train d'élaborer telle ou telle partie du grand ouvrage qui devait être l'œuvre maîtresse de sa vie. C'est ainsi que l'on a pu retrouver sinon tous, du moins un assez grand nombre des livres que Pascal avait lus, ou relus, pour composer le sien, et dont il s'était assimilé la substance. Montaigne, Épictète, Du Vair, Charron, Balzac, Descartes, voilà pour les sources profanes; l'Écriture, saint Augustin, l'*Imitation*, saint Thomas, sainte Thérèse, saint François de Sales, peut-être saint Ignace de Loyola,

Raymond Sebonde, le *Pugio fidei*, Hugo Grotius, Mersenne, Jansénius, Saint-Cyran et les autres messieurs de Port-Royal, voilà pour les sources proprement religieuses ou théologiques : ce sont là, semble-t-il, les ouvrages essentiels qu'il avait pratiqués et plus ou moins longuement médités en vue de son *Apologie*. Dirons-nous que, pour un apologiste de profession qui, manifestement, s'est proposé de donner au problème apologétique toute son ampleur, de reprendre toutes les questions qu'il soulève au point précis où l'évolution des idées les avaient amenées, ce bagage d'information, même pour l'époque, était un peu maigre? Mais d'abord, n'oublions pas que Pascal n'était qu'au début de son enquête, et que, d'ailleurs, nous sommes assez loin de savoir nous-mêmes tout ce que Pascal n'a probablement pas ignoré. Notre science a bien des lacunes qu'une érudition plus complète viendra peut-être combler un jour. Par exemple, Mme Périer nous dit, en propres termes, à propos des « athées, » que son frère « *les avait étudiés avec grand soin* et avait employé tout son esprit à chercher tous les moyens de les convaincre. C'est à quoi, ajoute-t-elle, il s'était mis tout entier. » On serait curieux de savoir dans quels ouvrages Pascal avait étudié le libertinage qu'il voulait combattre, et s'il avait lu Campanella, Giordano Bruno, Vanini et surtout La Mothe Le Vayer. Observons enfin qu'une extraordinaire mémoire comme celle de Pascal et qu'un génie pénétrant et intuitif comme le sien suppléent aisément à ce qui peut lui manquer aux yeux de notre science un peu myope. Ce qu'il a lu, il se l'est littéralement incorporé, et je ne sais pas d'écrivain qui ait mieux su, selon la belle formule de Taine, « ajouter à son esprit ce que l'on peut puiser dans d'autres esprits, » disons mieux : ajouter à son âme ce que l'on peut puiser dans d'autres âmes.

Veut-on voir, par un exemple bref, mais saisissant, comment Pascal utilise ses sources, comment il recrée ce qu'il emprunte? Il n'y a pas, semble-t-il, dans aucune littérature, de plus beau cri, et de plus personnel, que l'admirable parole du *Mystère de Jésus* : « Console-toi, tu ne me chercherais pas, si tu ne m'avais trouvé. » Or, c'est là une réminiscence des *Confessions*. « Si je vous trouve, mon Dieu, hors de ma mémoire, écrit saint Augustin, il faut donc que je vous aie oublié. *Et comment vous puis-je trouver, si je ne me souviens pas de vous?* »

Et encore, deux chapitres plus loin : « Mais ce n'est pas ce que je veux chercher maintenant, n'étant en peine que de savoir si la vie bienheureuse est dans la mémoire : *car nous ne l'aimerions pas, si nous ne la connaissions point.* » Seulement, ces touchantes formules sont un peu perdues dans les longs développements de saint Augustin. Pascal, en les reprenant, en les combinant, en les résumant d'une façon si parlante, en les isolant aussi, surtout en les plaçant dans la bouche de son Rédempteur, les a inventées une seconde fois. Car, bien entendu, il ne s'agit pas ici d'un puéril travail de mosaïque : c'est presque à l'insu de Pascal que les réminiscences augustiniennes, repensées d'ailleurs et revécues par lui, ont jailli du fond de son âme. Et il en va ainsi de tous ses emprunts. Tous les livres qu'il a lus, il se les est « convertis en sang et en nourriture. » « Ce n'est pas dans Montaigne, c'est dans moi que je trouve tout ce que j'y vois. » Ce qu'il a dit de Montaigne, il aurait pu le dire de tous les auteurs qu'il a fait concourir à son dessein.

Ce dessein, c'était d'écrire pour son temps l'*Apologie du christianisme* que chaque génération a pour ainsi dire en puissance et qui, balbutiée par beaucoup, n'arrive pas toujours jusqu'à l'être. Pascal a recueilli un peu partout, avec les éléments éternels de toute apologétique, les balbutiements de la conscience contemporaine et il leur a prêté sa voix. Voilà pourquoi il y a tant d'apports étrangers dans son œuvre. Il y avait, dispersés dans une foule d'ouvrages, depuis plus d'un demi-siècle, les éléments d'une Apologie laïque de la religion chrétienne : visiblement Pascal a voulu en opérer la synthèse et joindre à son propre effort, l'effort, même incomplet, de ses devanciers. Son originalité, il le sait bien, n'en est diminuée qu'en apparence. « Qu'on ne dise pas que je n'ai rien dit de nouveau : la disposition des matières est nouvelle; quand on joue à la paume, c'est une même balle dont joue l'un et l'autre, mais l'un la place mieux. » Bien placer la balle : c'était pour Pascal la préoccupation essentielle. A travers les notes et fragments des *Pensées*, on entrevoit qu'il avait rêvé d'une ordonnance qui concilierait les exigences les plus diverses et qui répondrait aux goûts les plus différents. Presque tous les genres littéraires qui avaient la faveur du public d'alors, il y aurait eu successivement recours. L'auteur du *Discours sur les passions*

de l'amour s'y serait rencontré avec celui des *Lettres provinciales* et des pages sur l'*Art de persuader*. Comment, dans l'œuvre définitive, ces éléments divers se seraient-ils combinés? Nous n'en pouvons rien savoir. Le plan de Pascal nous échappe et ses amis eux-mêmes ont dû renoncer à le ressaisir. Nous pouvons d'ailleurs presque affirmer qu'il en avait plusieurs fois changé en cours de route, et qu'il était fort loin de l'avoir définitivement arrêté. « La dernière chose, a-t-il écrit, qu'on trouve en faisant un ouvrage est de savoir celle qu'il faut mettre la première. » Sachons entendre le conseil de prudence que renferme cette observation et n'ayons pas la prétention de mieux connaître les intentions dernières de Pascal que Pascal lui-même.

UNE CONFÉRENCE DE PASCAL A PORT-ROYAL

A défaut du plan de l'*Apologie*, on peut, en repensant les fragments épars qui en subsistent, essayer de se figurer le dessein général que poursuivait l'auteur et le mouvement de sa dialectique. Divers critiques l'ont fait, sinon avec un plein succès, tout au moins avec une ingéniosité et une vigueur incontestables. N'ont-ils pas, plus d'une fois, forcé et systématisé à outrance les intentions de Pascal? N'ont-ils pas aussi parfois mêlé leurs vues personnelles à celles du grand écrivain et mérité qu'on leur appliquât le mot célèbre de Socrate sur Platon : « Que de choses me fait dire ce jeune homme auxquelles je n'ai jamais songé? » Sans nier le très vivant intérêt philosophique de ces reconstructions idéales, on peut éprouver quelque scrupule à en augmenter le nombre, et l'on voudrait, en un mot, trouver un moyen de suivre d'aussi près que possible la pensée intime de Pascal, sans y mêler d'éléments étrangers.

Ce moyen existe, et il est un peu surprenant qu'on s'en soit assez rarement avisé. Vers 1658, il arriva qu'on « obligea » Pascal « de dire quelque chose de vive voix » du grand ouvrage qu'il méditait. « Il le fit en présence et à la prière de plusieurs personnes très considérables de ses amis, » probablement Arnauld, Nicole, le duc de Roannez, et quelques autres de ces messieurs. Pascal parla « pour le moins deux heures; » et il fut merveilleux d'éloquence entraînante, de profondeur dialec-

tique, d'émotion persuasive (1). Les assistants « en furent transportés. » « Soit qu'à ce qu'il y avait d'effectif, et de sa part et de la leur, il s'y joignît encore quelque chose de cette union d'esprit et de sentiments, qui échauffe et donne de nouvelles forces, ou que ce fût un de ces moments heureux où les plus habiles se surpassent eux-mêmes, » ils furent d'accord pour déclarer admirable l'ébauche du grand ouvrage qu'on leur avait présentée. Aucun d'eux, semble-t-il, n'eut l'idée de mettre immédiatement par écrit ce qu'il avait entendu. Mais l'impression faite par la forte et ardente parole de Pascal avait été, comme à l'ordinaire, si vive, que, « plus de huit ans après, » on put reconstituer son exposition; et telle fut l'origine de ce *Discours sur les Pensées de M. Pascal* qui figurait jadis, en même temps que la *Préface* d'Étienne Périer, dans presque toutes les anciennes éditions des *Pensées*, et qui me paraît avoir été écrit en collaboration par Goibaud-Dubois et Filleau de la Chaise (2). Ce *Discours* nous restitue le plan de Pascal à un moment donné de ses recherches. Qu'importe qu'il l'ait, comme il est vraisemblable, plusieurs fois remanié dans la suite? C'est le document le plus précis et le plus sûr dont nous disposions pour nous représenter l'état momentané de sa pensée apologétique. Étienne Périer n'a fait que le résumer dans sa *Préface*. Il suffit de le lire de près, d'en rapprocher les *Pensées* qui s'y rapportent, en négligeant les autres, pour nous figurer avec une très suffisante exactitude l'ordonnance et le dessein de son grand ouvrage, tel que Pascal le concevait à l'époque où il en discourait (3). Le *Discours sur les Pensées* mériterait d'être presque aussi célèbre que l'*Entretien avec M. de Saci*.

On imagine volontiers le cadre de la scène. Dans cet âpre et mélancolique vallon de Port-Royal des Champs, un soir d'été, à l'ombre des grands arbres, sur un banc rustique, ces messieurs ont pris place. Pascal est au milieu d'eux, silencieux, enveloppé dans un pourpoint sombre; sa grande figure angu-

(1) Au témoignage du seul Étienne Périer, le discours de Pascal fut « fait ainsi sur-le-champ et sans avoir été prémédité ni travaillé. » J'ose croire précisément le contraire.

(2) Voyez notre édition du *Discours* (Éditions Bossard, 1923).

(3) Un critique anglais, le Révérend Dr H.-F. Stewart, dans un article de *The French Quarterly* (septembre 1921), intitulé : *Vers une nouvelle édition de l'Apologie de Pascal*, va même jusqu'à proposer de prendre pour base de cette nouvelle édition le *Discours sur les Pensées*.

leuse, émaciée, flétrie, trahit la violente tension intérieure ; des yeux ardents l'illuminent. Il s'est préparé à cette conférence par de longues réflexions et de ferventes prières : il voudrait y ramasser toute sa pensée, comme s'il sentait que c'est là une occasion unique et qui ne se représentera jamais plus... On le prie de satisfaire la commune attente. Et après quelques mots d'excuse et d' « honnêteté, » pour oser prendre la parole, sur un pareil sujet, devant un tel auditoire, de cette voix forte, impérieuse, et qui darde la pensée dans l'esprit et dans la mémoire, il commence...

Il commence par définir son objet et sa méthode. Il veut réduire à néant les objections des « athées » et, sinon les amener à croire, — ce qui est proprement l'œuvre de Dieu, — tout au moins fournir à ceux qui « gémissent sincèrement dans le doute » de décisives raisons de croire. Or les raisonnements auxquels on a recours d'ordinaire pour prouver la Divinité sont, il le sait « par raison et par expérience, » dépourvus de toute force probante. Les arguments que l'on tire des ouvrages de la nature sont méprisables : la nature ne prouve pas Dieu. Et quant aux preuves de Dieu métaphysiques, elles sont « si éloignées du raisonnement des hommes, et si impliquées qu'elles frappent peu ; et quand cela servirait à quelques-uns, cela ne servirait que pendant l'instant qu'ils voient cette démonstration, mais une heure après, ils craignent de s'être trompés. » Les seules preuves qui, en pareille matière, peuvent agir sur le commun des hommes sont les preuves morales et historiques. L'esprit géométrique leur refusera sans doute toute valeur démonstrative ; mais l'esprit de finesse, qui « juge par le sentiment, » les accueillera ; il observera que la plupart de nos certitudes vitales sont fondées sur des preuves de ce genre, et qu'au total, ce sont celles qui sont le plus exactement adaptées aux exigences foncières de la nature humaine.

La nature humaine : c'est d'elle que Pascal entend partir ; c'est à elle, comme à la suprême pierre de touche, qu'il entend tout ramener. Ce sont des hommes concrets, vivants, « pleins de besoins, » — et de passions, — des êtres de chair et de sang, non de purs esprits, qu'il veut courber sous la loi de Dieu. « Il faut se connaître soi-même : quand cela ne servirait pas à trouver le vrai, cela au moins sert à régler sa vie, et il n'y a rien de plus juste. » Et Pascal, en savant, en moraliste et en

poète, aux yeux éblouis de ses auditeurs, esquisse à larges traits cette mémorable « peinture de l'homme » que nous savons tous par cœur, et qui n'a point bougé depuis trois siècles, aussi neuve, aussi forte, aussi vivante qu'au premier jour. Perdu dans l'immensité de l'univers, placé à mi-chemin entre deux infinis, l'infini de grandeur et l'infini de petitesse, « un néant à l'égard de l'infini, un tout à l'égard du néant, un milieu entre rien et tout, » voilà l'homme. Condamné à n'apercevoir que « quelque apparence du milieu des choses, » comment peut-il vivre, sinon « dans un désespoir éternel de connaître ni leur principe, ni leur fin? » Et ces apparences mêmes, a-t-il au moins l'assurance de les saisir d'une forte prise? Mais non : « rien ne lui montre la vérité. Tout l'abuse ; ces deux principes de vérités, la raison et les sens, outre qu'ils manquent chacun de sincérité, s'abusent réciproquement l'un l'autre. » « L'homme n'est qu'un sujet plein d'erreur : » il est la proie des « puissances trompeuses : » l'imagination, les maladies, l'intérêt, l'amour-propre, l'inconstance, l'ennui, l'inquiétude, tous les désirs et toutes les passions qui s'agitent en lui, sont conjurés pour le tromper. Ni vérité, ni justice ; une corruption profonde ; une misère qui cherche à s'étourdir, à échapper par le divertissement aux seules préoccupations essentielles : voilà notre état naturel. L'homme est un « cloaque d'incertitude et d'erreur. »

Faut-il nous en tenir là? et allons-nous désespérer? « Malgré la vue de toutes nos misères, qui nous touchent, qui nous tiennent à la gorge, nous avons un instinct que nous ne pouvons réprimer, qui nous élève. » Oui, cet être borné, éphémère, plein de faiblesses et d'illusions que nous sommes, a en lui de quoi se relever. « Toutes ces misères-là même prouvent sa grandeur. Ce sont misères de grand seigneur, misères d'un roi dépossédé. » « La grandeur de l'homme est grande, en ce qu'il se connaît misérable. Un arbre ne se connaît pas misérable. » La conscience, la pensée, voilà ce qui différencie l'homme de l'aveugle nature matérielle qui l'entoure et qui l'accable ; voilà ce qui lui crée une supériorité à laquelle rien ne peut être comparé. « L'homme n'est qu'un roseau, le plus faible de la nature, mais c'est un roseau pensant. Il ne faut pas que l'univers entier s'arme pour l'écraser : un brin d'herbe, une goutte d'eau suffit pour le tuer. Mais quand l'univers l'écraserait, l'homme serait encore plus noble que ce qui le tue, parce qu'il

sait qu'il meurt, et l'avantage que l'univers a sur lui. L'univers n'en sait rien. »

Que l'homme s'examine donc sérieusement lui-même. A la lumière de cette pensée qui fait toute sa dignité, qu'il s'efforce d'éclaircir le mystère de sa destinée. Il devra constater tout d'abord qu'il est comme le produit d'une double nature. En lui se sont donné rendez-vous tous les plus violents contrastes : à côté des plus bas instincts qui le ravalent au niveau des bêtes fleurissent des aspirations qui le rapprochent des anges. « S'il se vante, je l'abaisse ; s'il s'abaisse, je le vante ; et je le contredis toujours, jusqu'à ce qu'il comprenne qu'il est un monstre incompréhensible. » Mais comprendre cela, et l'avouer, n'est rien ; il faut en souffrir. Et la plus grande marque de la misère de l'homme est qu'à l'ordinaire il n'en souffre guère. Il a trouvé le moyen d'échapper à l'obsession que devrait être pour lui l'irritante énigme de sa destinée ; il se divertit, et tout lui est bon pour détourner sa pensée de l'éternité heureuse ou malheureuse qui l'attend. « Un homme dans un cachot, ne sachant si son arrêt est donné, n'ayant plus qu'une heure pour l'apprendre, cette heure suffisant, s'il sait qu'il est donné, pour le faire révoquer, il est contre la nature qu'il emploie cette heure-là, non à s'informer si l'arrêt est donné, mais à jouer au piquet... C'est un appesantissement de la main de Dieu. » Et Pascal n'a pas assez de sarcasmes pour cette indifférence « monstrueuse, » pour cette insouciance « surnaturelle. » « Cette négligence en une affaire où il s'agit d'eux-mêmes, de leur éternité, de leur tout, m'irrite plus qu'elle ne m'attendrit ; elle m'étonne et m'épouvante ; c'est un monstre pour moi. » Et de toute son éloquence, de toute sa passion d'homme et de chrétien, il s'efforce de secouer et de troubler cette prodigieuse torpeur, et, dans ces âmes, en apparence destituées de toute préoccupation supérieure, de réveiller la bienfaisante inquiétude.

A ces objurgations ardentes l'homme s'est enfin rendu. L'inquiétude l'a mordu au cœur, et il consent à chercher. Pascal va lui servir de guide dans son anxieuse enquête. Tout d'abord, il l'adresse aux philosophes qui tous ont la prétention de bien connaître la nature humaine et d'avoir trouvé le souverain bien. Or ils sont tous en contradiction non seulement les uns avec les autres, mais avec eux-mêmes. Il n'est aucune idée, si absurde ou si raisonnable, qui n'ait été, tour à tour,

soutenue et réfutée, aucune qui puisse s'imposer sérieusement à l'adhésion universelle. Les uns exaltent l'homme jusqu'à en faire l'égal d'un Dieu ; les autres ne veulent voir en lui que son incurable misère. Dogmatistes contre académiciens, pyrrhoniens contre stoïques entrechoquent leurs arguments depuis des siècles avec une égale puérilité et une égale impuissance. « Ployable en tous sens, » la raison philosophique, fût-elle représentée par un Descartes, n'aboutit à aucune certitude ; elle va se ruinant elle-même, et il faudrait être insensé, quand on s'est donné le spectacle de ses égarements, pour croire qu'elle pourra nous aider à percer l'énigme de notre être.

Allons-nous donc perdre courage ? Encore un effort, nous crie la voix suppliante de Pascal. Peut-être sommes-nous plus près du but qu'il ne semble. Le désespoir métaphysique peut devenir un principe d'action, de recherche et de découverte. « Il est bon d'être lassé et fatigué par l'inutile recherche du vrai bien, afin de tendre les bras au Libérateur. » Or, ce Libérateur que les philosophes nous ont vainement promis, les religions elles aussi nous le promettent. Adressons-nous donc à elles et examinons leurs titres à notre créance. Là encore, nous ne trouvons que contradiction, confusion, absurdité. Des dogmes sans autorité et sans preuves, des pratiques immorales ou ridicules, un culte grossier, tout charnel et indigne de la Divinité, l'histoire des religions est celle des extravagances auxquelles l'imagination humaine peut se laisser séduire. Un homme sain ne peut se prosterner devant l'une des innombrables idoles que l'humanité s'est forgées au cours des siècles. Mieux vaut renoncer à découvrir le sens de la vie et laisser sa pensée sombrer dans la désespérance finale.

Regardons-y de plus près cependant. Parmi tous ces peuples qui ont inventé des religions nouvelles, il en est un dont la destinée singulière ne peut manquer d'attirer l'attention. C'est le peuple juif, dont la longue et véridique histoire se trouve consignée dans un livre qu'il dit tenir de Dieu, et qui comprend tout à la fois son histoire, ses lois et sa religion. Et cette histoire est extraordinaire, ces lois sont admirables, cette religion donne une idée de Dieu qui répond exactement à la notion que nous nous formons de l'Être souverain. Bien mieux, ce livre véritablement unique raconte avec une majestueuse simplicité les origines du monde et de l'humanité. L'homme a été créé par

Dieu à sa ressemblance, mais le premier usage qu'il a fait de sa liberté a été pour se soustraire à la dépendance de Dieu et pour tâcher de devenir son égal : crime exécrable dont il a été puni par la juste privation de tous les biens dont il avait été comblé. Depuis lors, l'homme et toute sa descendance sont plongés dans un abîme de corruption qu'éclaire, de loin en loin, le souvenir nostalgique de leur pureté première. Voilà enfin une explication satisfaisante de ce prodigieux mélange de grandeur et de misère qui caractérise la nature humaine. « Sans ce mystère, le plus incompréhensible de tous, nous sommes incompréhensibles à nous-mêmes. Le nœud de notre condition prend ses replis et ses tours dans cet abîme : de sorte que l'homme est plus incompréhensible sans ce mystère que ce mystère n'est inconcevable à l'homme. » Et avec une chaleur d'accent, une verve dialectique dont les *Pensées* nous ont conservé un écho, Pascal insistait sur le sens profond que renferme ce dogme, en apparence « très injuste, » du péché originel, sur la justification constante que nous en donnent l'observation des faits, l'expérience impartiale de la vie.

Mais ce livre étonnant ne se contente pas de nous mettre sous les yeux, en nous en dévoilant l'origine, le spectacle de notre profonde misère : il nous en indique le remède. Foncièrement incapables que nous sommes d'échapper par nous-mêmes à notre corruption originelle, nous n'avons qu'à demander à Dieu de tout notre cœur les moyens de nous en affranchir : il ne nous les refusera pas. Dieu même, dans sa miséricorde, a fait davantage pour nous : il nous a promis un Libérateur qui le réconciliera avec nous et nous aidera à réaliser le souverain bien pour lequel nous avons été créés.

Certes, cette conception est belle et merveilleusement cohérente. Aucun livre humain ne nous a jamais rien révélé d'approchant, et cela même devrait nous porter à croire que nous sommes en présence d'une révélation divine. En veut-on des preuves plus directes et plus positives ? Si Moïse avait menti, rien n'eût été plus simple que de le convaincre de mensonge : car peu de générations le séparent des événements qu'il raconte. « Sem qui a vu Lamech, qui a vu Adam, a vu aussi Jacob, qui a vu ceux qui ont vu Moïse ; donc le déluge et la création sont vrais. » Et quel témoignage vivant que celui des Juifs en faveur d'un livre qui les condamne ! « Ils portent avec

amour et fidélité ce livre où Moïse déclare qu'ils ont été ingrats envers Dieu toute sa vie, qu'il sait qu'ils le seront encore plus après sa mort, mais qu'il appelle le ciel et la terre à témoin contre eux. » C'est qu'ils sont les dépositaires d'une grande espérance : d'eux doit sortir le Libérateur promis à l'humanité coupable : « ils sont au monde pour l'annoncer aux hommes; » « ils sont formés exprès pour être les avant-coureurs et les hérauts de ce grand avènement. » Chose bien plus remarquable encore : ce grand avènement a été prédit dans tous ses détails. « Dieu a suscité des prophètes durant seize cents ans; et pendant quatre cents ans après, il a dispersé toutes ces prophéties, avec tous les Juifs qui les portaient dans tous les lieux du monde. » Et ces prophéties, qui se sont toutes réalisées à la lettre, sont d'une précision, d'une clarté à n'y rien souhaiter. Voilà la preuve décisive de la vérité, de la divinité du christianisme, celle à laquelle aucun esprit bien fait ne saurait résister. « La plus grande des preuves de Jésus-Christ sont les prophéties. » Et ici, Pascal, se surpassant lui-même sur un sujet qu'il avait particulièrement médité, s'exprimait avec tant de force, de lucidité et d'éloquence, mettant en un vigoureux relief le sens et la suite des prophéties, soulignant le mélange d'ombre et de lumière qui s'y rencontrait à dessein, que tous ses amis qui l'écoutaient avec une attention recueillie et soutenue, en « furent comme transportés. »

Enfin nous voici arrivés à Celui auquel nous acheminent toutes les avenues de l'histoire et de la doctrine, à ce Libérateur que Dieu nous a promis et que tout l'Ancien Testament annonce et prépare. Pour parler de Jésus-Christ, « de ce Dieu dont on s'approche sans orgueil et sous lequel on s'abaisse sans désespoir, » Pascal trouvait, — on nous le laisse entendre, mais nous l'aurions aisément deviné, — des accents profonds, « pénétrés, » qui durent vivement émouvoir ses auditeurs. Au contact de cette « âme parfaitement héroïque, » la sienne s'exaltait, remuée jusqu'en ses plus intimes profondeurs. « Jésus-Christ, sans biens et sans aucune production au dehors de la science, est dans son ordre de sainteté. Il n'a point donné d'invention, il n'a point régné; mais il a été humble, patient, saint, saint à Dieu, terrible aux démons, sans aucun péché. Oh! qu'il est venu en grande pompe et en une prodigieuse magnificence, aux yeux du cœur qui voient la sagesse! » « Quand il n'y

aurait point de prophéties pour Jésus-Christ, et qu'il serait sans miracles, il y a quelque chose de si divin dans sa doctrine et dans sa vie, qu'il faut au moins en être charmé ; et que, comme il n'y a ni véritable vertu, ni droiture de cœur sans l'amour de Jésus-Christ, il n'y a non plus ni hauteur d'intelligence, ni délicatesse de sentiment sans l'admiration de Jésus-Christ. » Auprès de Jésus, que sont un Socrate et un Épictète ? Auprès de la sainteté dont il nous a donné le modèle et l'exemple, qu'est-ce que la vertu dont ils ont fait un vain étalage ? « Toute l'honnêteté humaine, à le bien prendre, n'est qu'une fausse imitation de la charité, cette divine vertu que Jésus-Christ nous est venu enseigner ; et jamais elle n'en approche, à quelque point qu'elle l'imite. » La vie et la doctrine de Jésus dépassent en perfection tout ce que l'humanité a pu concevoir et réaliser de meilleur ; à toutes les pages elles portent le signe du divin. Ce titre de Dieu, que Jésus a revendiqué, comment le lui refuser, si l'on songe, d'autre part, aux miracles par lesquels il a justifié sa mission, à toute la suite des prophéties qu'il est venu rigoureusement accomplir ? Pour se dérober à l'évidence, il faut une « dureté de cœur, » un attachement à son sens propre et à sa vie passée qui n'ont rien de respectable. « J'aurais bientôt quitté les plaisirs, disent-ils, si j'avais la foi. » Et moi je vous dis : « Vous auriez bientôt la foi, si vous aviez quitté les plaisirs. »

Car le miracle perpétuel de la vie du Christ s'est continué dans la vie de l'Église. L'idée qu'en affirmant la résurrection de leur maître les apôtres ont été le jouet d'une illusion ou des artisans de mensonge est si absurde qu'elle ne soutient pas l'examen. Dans l'une ou l'autre hypothèse, on ne conçoit pas comment une Église aurait pu s'édifier sur un pareil fondement. Le style même des évangélistes, la simplicité et la « froideur » avec lesquelles ils s'expriment prouvent à la fois leur sincérité et leur grand bon sens : aucune trace chez eux de charlatanisme ou d'illuminisme. N'ont-ils pas d'ailleurs payé de leur vie le droit d'être crus sur parole ? « Je ne crois que les histoires dont les témoins se feraient égorger. » Ce témoignage suprême, le seul peut-être qui ne trompe pas, des légions de martyrs l'ont fourni au cours des siècles. Que l'on passe maintenant en revue toute l'histoire de l'Église ; que l'on totalise l'ensemble des preuves que constituent les innombrables

miracles accomplis au sein du christianisme, les martyrs qui ont versé leur sang pour en attester la divine vérité, les saints qui, d'âge en âge, en ont vécu les augustes préceptes, on devra reconnaître qu'il n'est aucune idée communément reçue parmi les hommes qui soit mieux établie que l'idée chrétienne, et plus digne d'emporter l'adhésion de l'esprit.

Est-ce là tout cependant, et, convaincu par toutes ces raisons, l'incrédule devra-t-il nécessairement se rendre? Non : « la foi est un don de Dieu; ne croyez pas que nous disions que c'est un don du raisonnement. » Et Dieu ne se donnera qu'à ceux qui, par un acte de volonté, ont incliné leur cœur à croire. « C'est le cœur qui sent Dieu et non la raison. Voilà ce que c'est que la foi, Dieu sensible au cœur, non à la raison. » Ici, le pouvoir de l'apologiste expire; et il aura joué tout son rôle et rempli tout son objet, s'il a réussi à préparer les voies à la grâce...

Jetez maintenant sur ces pauvres et sèches indications abstraites le riche vêtement d'une éloquence chaude, colorée, concrète et précise; joignez-y le mouvement entraînant d'une dialectique souple, pressante, impatiente de vaincre et de convaincre, l'accent prestigieux d'une parole ardente et dominatrice qui sait prendre tous les tons pour ébranler et pour séduire, et qui reflète avec une surprenante fidélité les émotions, les élans d'une âme profonde, puissante et mobile, largement ouverte à tous les souffles d'humanité; et représentez-vous la vive et durable impression que dut faire sur les auditeurs ce discours où, durant deux ou trois heures, Pascal les tint sous l'action de son verbe enflammé. Longtemps après, ils avouaient encore qu'ils n'avaient « rien entendu de plus beau, de plus fort, de plus touchant, ni de plus convaincant. » Même ceux d'entre eux qui, habitués aux arguments de l'apologétique traditionnelle, se sentaient un peu déconcertés par les hardiesses toutes laïques de cette pensée si subtile et si directe tout ensemble, ou ceux qui, comme l'honnête Nicole, n'aimaient pas à « être régentés si fièrement, » même ceux-là durent convenir qu'ils se trouvaient en présence de l'une des tentatives les plus originales et les plus heureuses qu'on eût jamais faites pour poser dans toute sa force le problème religieux. Et l'on imagine qu'en exprimant, avec une discrétion toute janséniste, au génial auteur de cette esquisse apologétique

leur très sincère admiration, ils durent lui dire de quel cœur ils souhaitaient l'achèvement de son œuvre, l'entière réalisation de son généreux dessein.

L'ART LITTÉRAIRE DE PASCAL DANS LES « PENSÉES »

Laissons maintenant l'*Apologie*, telle que Pascal l'avait conçue en 1658, et regardons les *Pensées*, telles qu'elles nous sont parvenues, dans la familiarité saisissante du manuscrit autographe. Ces « brouillons immortels » sont, de toute évidence, les inestimables reliques de l'un des plus grands écrivains dont puisse s'enorgueillir la littérature universelle. Il y a des phrases, il y a des pages de Pascal qui feront éternellement pâlir d'admiration tous ceux qui ont l'honneur de tenir une plume. Dante ou Shakspeare, Bossuet ou Victor Hugo peuvent être aussi grands : ils ne le sont pas plus que le Pascal des *Pensées*.

« Il avait, nous déclare Mme Périer, une éloquence naturelle qui lui donnait une facilité merveilleuse à dire ce qu'il voulait mais il avait ajouté à cela des règles dont on ne s'était pas encore avisé, et dont il se servait si avantageusement, qu'il était maître de son style ; en sorte que *non seulement il disait tout ce qu'il voulait, mais il le disait en la manière qu'il voulait*, et son discours faisait l'effet qu'il s'était proposé. Et cette manière d'écrire, *naturelle, naïve et forte en même temps*, lui était si propre et si particulière, qu'aussitôt qu'on vit paraître les *Lettres au provincial*, on vit bien qu'elles étaient de lui, quelque soin qu'il eût toujours pris de le cacher, même à ses proches. » Voilà qui est admirablement vu et excellemment dit; et il n'y a guère qu'à presser et développer ces fines et riches paroles pour définir avec précision tout l'art littéraire de Pascal.

Il semble bien tout d'abord que la source de l'inspiration fût chez lui facile et jaillissante, que l'ardeur de sa sensibilité fût prompte à s'extérioriser et que sa verve intérieure trouvât aisément l'expression frappante par laquelle les impressions d'une âme se communiquent à autrui. Mais ce don très rare d'invention verbale ne lui suffisait pas : il voulait en redoubler, en décupler la puissance par le travail et par l'art. Peu d'écrivains, peu d'artistes aussi royalement doués ont été aussi conscients, aussi volontaires que Pascal. Il aurait pu, plus que beaucoup d'autres,

se satisfaire d'un premier jet; il ne s'en contentait jamais. Nous savons par Nicole le « travail incroyable » auquel il s'était livré pour écrire les *Provinciales*, « étant souvent vingt jours entiers sur une seule lettre, » « en recommençant même quelques-unes jusqu'à sept ou huit fois, afin de les mettre au degré de perfection où nous les voyons. » Nous retrouvons dans certains fragments des *Pensées* la trace d'un effort analogue, et nous y saisissons sur le vif l'application des « règles » que s'est fixées l'écrivain pour atteindre son idéal.

Ces règles d'ailleurs, il les a lui-même formulées dans un certain nombre de *pensées* qui constituent non seulement ce qu'on a appelé sa « rhétorique, » mais la rhétorique même de toute la future école classique française, de Boileau à La Bruyère, et de Bossuet à Fénelon. « Se renfermer, le plus qu'il est possible, dans le simple naturel, » adopter une « manière d'écrire » qui soit « toute composée de pensées nées sur les entretiens ordinaires de la vie, » « délasser l'esprit quand il faut, et non autrement, » « remplir tous les besoins » de ses lecteurs, chercher à leur plaire par l'exacte précision des termes et la justesse de la pensée, ne rien surfaire, « parler juste, » mêler « l'agréable » au « réel, » mais de telle sorte que « cet agréable soit lui-même pris du vrai, » fuir tout pédantisme, être un « honnête homme » qui parle à des honnêtes gens, enfin « se mettre à la place de ceux qui doivent nous entendre et *faire essai sur son propre cœur* du tour qu'on donne à son discours, pour voir si l'un est fait pour l'autre, et *si l'on peut s'assurer que l'auditeur sera comme forcé de se rendre :* » voilà quelques-uns des préceptes que Pascal nous a légués et qu'il a mis lui-même scrupuleusement en pratique. Les ratures, les retouches, les innombrables corrections dont les *Pensées* portent la trace nous le montrent poursuivant infatigablement le haut idéal qu'il s'était fixé.

Contemporain de Molière, de La Fontaine et de Bossuet, Pascal parle et écrit la langue forte et drue de ces écrivains, mais il la manie avec une liberté, une aisance, une autorité souveraine qui, plus d'une fois, ont effarouché Port-Royal. Il aime le mot propre, mais le mot rude, populaire, vulgaire même ne lui fait pas peur : son vocabulaire n'a aucune pruderie. Dira-t-on que, s'il avait achevé son œuvre, il aurait atténué un peu son naturalisme d'expression ? Il est possible; mais j'ai peine à croire qu'il eût fait au goût parfois un peu timoré de la

génération suivante de très grands sacrifices ; j'ai peine à croire qu'il n'eût pas conservé la phrase fameuse : « Ceux qui croient que le bien de l'homme est en la chair, et le mal en ce qui le détourne du plaisir des sens, *qu'il s'en soûle* et qu'il y meure. » Et pareillement, il a souvent une manière brusque, elliptique de couper sa phrase que d'honnêtes rhéteurs taxeraient volontiers d'irrégularité, et à laquelle, ce me semble, il eût difficilement renoncé : il traite la syntaxe commune avec une indépendance que ses premiers éditeurs ont trouvée excessive, mais qui nous paraît à nous infiniment savoureuse : nous lui savons gré, du droit de son génie, de briser le moule uniforme de la phrase, pour mieux se faire entendre de nous, pour figurer à nos regards les éclairs de sa pensée, les impatiences, les ressauts, et toute la trépidation de son âme. Pascal est un maître de la langue, mais un maître qui commande et qui veut qu'on lui obéisse.

Et de même qu'il commande à sa langue, il commande aussi à son style. Il nous avoue quelque part qu'il a ambitionné « la gloire d'avoir bien écrit : » non assurément dans le vain désir de faire admirer sa virtuosité d'artiste, mais simplement parce qu'ayant éprouvé la valeur persuasive du style, il veut faire servir son talent à la conversion des incrédules. « L'homme, a-t-il dit encore, est plein de besoins : il n'aime que ceux qui peuvent les remplir tous. » Et conformément à ce principe, il voudra que son style « puisse s'accommoder à tous les besoins généralement » de ses lecteurs. Les uns, — les moins nombreux d'ailleurs, — aiment les abstractions, les raisonnements fortement déduits ; les autres sont séduits par tout ce qui parle à leurs sens : des images saisissantes, des phrases musicalement rythmées valent pour eux bien des arguments ; d'autres enfin désirent que l'on s'adresse à leur cœur : les mouvements de passion, les assauts d'éloquence, les élans poétiques sont à leurs yeux la meilleure des dialectiques. Et tous ces désirs, tous ces besoins sont légitimes : le style parfait est celui qui les satisfera tous. Et tel est le style, en partie naturel, en partie voulu, que Pascal s'est créé. Par le tour qu'il donne à ses pensées, il cherche à intéresser toutes les facultés de notre âme aux vérités qu'il exprime ; et tous ses efforts, faciles à suivre dans ses successives retouches, tendent à faire rendre aux mots qu'il emploie toute leur puissance d'émotion, en même temps

que toute leur puissance de signification et de suggestion. Veut-il traduire l'impression d'effroi et d'isolement que l'homme éprouve à se sentir perdu dans l'immensité de l'univers muet, il dira : « Le silence éternel de ces espaces infinis m'effraye ; » et la sonorité des mots choisis, la place des épithètes, l'accent comme accablé de la phrase, tout concourt à faire naître en nous la sensation douloureuse de l'insondable mystère qui nous enveloppe. Mais, chez Pascal, la sensation est toujours inséparable de l'idée ; et, par ces quelques mots ainsi groupés, voici soudain la porte ouverte à la rêverie métaphysique. Nul écrivain en notre langue, — sauf peut-être Pierre Loti, — n'a su, comme lui, associer à l'expression très concrète des faits, des réalités de la nature et de la vie la suggestion des idées ou des sentiments dont ces réalités sont le symbole. S'il nous prend tout entiers, c'est parce que, logicien et poète tout ensemble, il unit, dans son style, sous la forme la plus directe, la plus concise, la plus vivante, des qualités presque contradictoires, et qu'en tout cas on ne rencontre guère que chez des écrivains différents.

« L'éloquence continue ennuie, » a-t-il écrit. Pascal, lui, est si préoccupé de ne pas ennuyer, de se concilier les lecteurs les plus divers, de répondre à tous leurs besoins, qu'il a, de propos délibéré, introduit dans son œuvre une extrême diversité de tons, d'inspirations, de mouvements. Cette variété eût été, à n'en pas douter, l'un des traits les plus originaux de l'*Apologie* achevée ; mais peut-être est-elle encore plus apparente dans les *Pensées* qui nous ont été conservées. Car on trouve de tout dans les *Pensées*, et il semble que tous les genres auxquels se sont exercés nos divers moralistes français s'y soient comme donné rendez-vous : des « essais » à la manière de Montaigne, des « traités » à la manière de Balzac, des « discours » et des « méditations » à la manière de Descartes, des « lettres » à la manière de Voiture ou de Méré, des « maximes » à la manière de La Rochefoucauld, des « sermons » à la manière de Bossuet, des « dialogues » à la manière de Lamothe Le Vayer, des « caractères » à la manière de La Bruyère. Comment tout cela eût-il été fondu dans l'unité de l'œuvre définitive ? Nous n'en pouvons rien savoir, et nous pouvons seulement assurer que ce géomètre et cet artiste de génie aurait bien su résoudre le très difficile problème que soulevait la composition du livre tel qu'il

l'avait conçu. Il semble, par de multiples indications des *Pensées*, que la forme littéraire qui aurait eu toutes ses préférences est celle des *lettres* (1) ; et l'on conçoit fort bien que cette forme si libre et si souple, qui est si aisément susceptible d'absorber et de concilier toutes les autres, qui se prête si bien aux « pensées nées sur les entretiens ordinaires de la vie, » en même temps qu'à l'expression vivante d'un drame de conscience, et que d'ailleurs il venait de manier supérieurement dans les *Provinciales*, se soit de très bonne heure imposée à son choix. Sans parler de tous ses autres mérites, l'*Apologie* achevée aurait eu, vraisemblablement, l'intérêt d'un roman par lettres. Et si ce genre d'intérêt a disparu des fragments qui nous sont parvenus, quel autre intérêt, pour le lecteur moderne, à quelque page qu'il ouvre le recueil, d'entrevoir quelque nouvel aspect d'une pensée toujours en mouvement, d'une personnalité morale extraordinairement vibrante et mobile, largement ouverte aux quatre vents de l'esprit et du cœur ! Les *Pensées* nous livrent toute l'âme de Pascal. Et comme c'était une âme riche, fertile en contrastes, et qui ne s'immobilisait pas dans la rigidité d'une même attitude, le voyage d'exploration qu'il neus propose à sa suite ne risque jamais de manquer d'originalité ou d'imprévu. En vérité, dans ce petit livre des *Pensées*, il y a vingt livres différents. Ceux qui l'ont assidûment pratiqué savent bien qu'ils n'en épuiseront jamais la substance : à chaque fois qu'ils y reviennent, ils y retrouvent du nouveau, comme sur ces beaux visages de femmes dont l'expression, perpétuellement changeante, reflète la mobilité de l'âme et la diversité ondoyante de la vie.

Mais il y a quelque chose qui ne change pas chez Pascal, et qui fait qu'une page de lui se reconnaît entre mille autres : c'est l'*accent*. Accent inimitable, fait de gravité passionnée, de mélancolie hautaine, de brusque familiarité, de sincérité impatiente ; accent qui est comme le son involontaire que rend l'âme de Pascal en s'épanchant au dehors. Chose bien remarquable : cet écrivain si profondément épris d'impersonnalité,

(1) « Lettre pour porter à rechercher Dieu » (Éd. Brunschwicg, 184) ; — « Une lettre de la folie de la science humaine et de la philosophie. Cette lettre avant le divertissement » (74) ; — « Après la lettre qu'on doit chercher Dieu, faire la lettre d'ôter les obstacles » (246) ; — « Une lettre d'exhortation à un ami pour le porter à chercher » (247) ; — « Lettre qui marque l'utilité des preuves par la machine » (248).

celui qui a proclamé « le moi haïssable, » n'a pu s'empêcher de marquer de sa puissante personnalité, de son moi impérieux tout ce qui sortait de sa plume ; et le reproche qu'il adressait à Miton, d'avoir « couvert » le moi, mais de ne pas l'avoir « ôté, » on pourrait, littérairement, le lui adresser à lui-même. *Felix culpa!* Ceux-là seuls sont de grands écrivains qui mettent leur originale empreinte sur tout ce qu'ils touchent, qui se mêlent de toute leur personne à leur œuvre, qui y font passer le contagieux frémissement de leur âme, ceux, en un mot, pour lesquels écrire, c'est vivre, c'est créer un être de chair et de sang qui a toute la chaude palpitation de la vie. Tel était Pascal. Les *Pensées*, il les a tirées du plus intime de son être; il les a écrites pour lui-même presque autant que pour les autres; elles sont le prolongement de sa vie morale. Une *Méditation* de Lamartine, une *Contemplation* de Hugo, ne sont pas issues plus directement de leur expérience intime, des profondeurs de leur âme. De là ces exclamations ardentes, ces adjurations passionnées, ces interpellations violentes, ces mouvements de colère ou de pitié, ces images, cris tumultueux d'une âme qui s'épanche; de là enfin tout ce que l'on a pu appeler le lyrisme de Pascal. « *Oh! qu'il a éclaté aux esprits!... Oh!* qu'il est venu en grande pompe et en une prodigieuse magnificence!... » « *Je blâme* également, et ceux qui prennent parti de louer l'homme, et ceux qui le prennent de le blâmer, et ceux qui le prennent de se divertir; et *je ne puis approuver* que ceux qui cherchent en gémissant. » « *Humiliez-vous*, raison impuissante; *taisez-vous*, nature imbécile... *Écoutez Dieu.* » Pascal est un de nos plus grands poètes religieux, et littérairement, l'on définirait assez bien les *Pensées* le poème lyrique d'un christianisme augustinien.

L'APOLOGÉTIQUE ET LA PHILOSOPHIE DES « PENSÉES »

Allons maintenant au fond des choses, et de ce livre qui aurait voulu répondre aux plus hautes questions que puisse se poser l'humanité pensante, essayons de dégager l'âme de vérité éternelle qui s'y trouve enclose.

Pascal avait voulu écrire une *Apologie du christianisme*, et, plus exactement encore, *du catholicisme*. Que valent, à cet égard, les fragments épars des *Pensées*? Quelle est la valeur

apologétique, encore actuelle, de ce livre dont Mme de La Fayette disait déjà que « c'était méchant signe pour ceux qui ne le goûteraient pas ? » Il y a quelque cinquante ou soixante ans, sous l'influence de la philosophie « scientiste » alors en honneur, on s'accordait assez généralement à déclarer que, en tant qu'œuvre d'édification, le livre avait « fait son temps, » et les Sainte-Beuve, les Renan, les Scherer, les Havet, sans marchander à Pascal leur admiration littéraire, renchérissaient sur ce thème. Mieux informés et plus circonspects, nous en jugeons aujourd'hui tout différemment. Nous sommes frappés d'abord que, dans toutes, ou presque toutes les conversions retentissantes qui se sont produites depuis plus d'un siècle, de Chateaubriand, Lamennais ou Maine de Biran à Brunetière et à Ernest Psichari, les *Pensées* de Pascal ont eu leur part d'action, souvent prépondérante. D'autre part, si nous essayons de regarder cette *Apologie* inachevée sans parti pris, mais avec des yeux tout modernes, qu'y voyons-nous ?

En premier lieu, un effort, très curieux pour l'époque, en vue de ramener le problème religieux à un problème historique. Qu'importe que l'exégèse de Pascal ait beaucoup vieilli, — moins d'ailleurs qu'on ne pourrait croire, au dire des hommes du métier, — que sa science des religions comparées soit trop rudimentaire ? Cela était inévitable. L'essentiel est que, servi par son tempérament de physicien positiviste, il ait bien vu qu'il fallait traiter la religion comme un fait, et en déterminer les caractères spécifiques. Ce faisant, il a montré la voie où amis et adversaires vont désormais le suivre.

En second lieu, il y a dans les *Pensées* une description psychologique de l'homme si criante de vérité profonde, qu'aucun moraliste n'a jamais pu la faire oublier. C'est là sans doute l'une des parties les plus vivantes, les plus efficaces des *Pensées*. Car Pascal, observons-le, n'est pas un moraliste désintéressé. Il ne décrit pas pour décrire, pour nous faire admirer la virtuosité de ses analyses morales, ou pour satisfaire notre curiosité « scientifique. » Il décrit et il analyse pour convertir. Il sait, ou il devine que le plus sûr moyen de nous détacher de nous-mêmes, de créer en nous le besoin de Dieu, de nous « incliner » à « tendre les bras au Libérateur, » c'est de nous montrer à nous-mêmes tels que nous sommes, dans la réalité crue de notre misère, de nos aspirations inassouvies, de notre double

et incompréhensible nature. Son dessein, — s'en est-on bien rendu compte? — est sensiblement analogue à celui de saint Augustin, quand il écrivait les *Confessions*. Les *Confessions* sont avant tout une Apologie du Christianisme. Le saint évêque d'Hippone a compris que l'histoire d'une âme qui trouve, ou qui retrouve Dieu, est, à elle seule, toute une apologétique, et, à certains égards, peut-être, la plus persuasive des apologétiques ; et, en se confessant à nous, c'est cette vivante apologétique qu'il a voulu édifier. La « confession » impersonnelle de Pascal a le même objet et la même efficacité que la confession toute personnelle de saint Augustin : elle est un témoignage d'âme en faveur de la vérité chrétienne. Tout à l'heure, Pascal s'avisait, le premier, ou l'un des premiers, de ce que l'on pourrait appeler la vertu apologétique de l'histoire. Maintenant il découvre la vertu apologétique de l'analyse psychologique. Si impitoyable que soit son analyse, elle n'est d'ailleurs pas froide. Il manie le scalpel avec habileté et avec force, mais d'une main pourtant frémissante. Lui non plus ne sait pas « faire le neutre ou l'indifférent ; » il porte dans ses observations le souvenir et l'émotion de ses expériences personnelles; il y mêle ce je ne sais quoi de vécu qui en multiplie l'effet. D'autre part, il n'est pas de ceux qui constatent sans conclure. S'il nous peint avec de si vives couleurs notre ignorance et notre misère, c'est qu'il veut nous en faire chercher le remède. Et c'est même là qu'il fait porter tout l'effort de son argumentation, de sa chaleureuse éloquence. Il est incomparable pour secouer notre apathie, nous faire honte de notre incuriosité, nous rendre ou nous donner le goût des questions éternelles. Il sent que s'il a gain de cause sur ce point, il a chance d'avoir gain de cause sur tous les autres, que, s'il réussit à mettre en branle notre bonne volonté, celle-ci a chance de ne plus s'arrêter en route, et que les voies sont désormais ouvertes à l'action divine. A combien de conversions Pascal aura-t-il donné la « chiquenaude » initiale et décisive ? A un fort grand nombre, si l'on en juge par tous les témoignages d'admiration et de gratitude qu'on a rendus à la force agissante de sa dialectique : il est de ceux qui ébranlent, même quand on lui résiste.

Et il ne s'en tient pas à cette ardente mise en demeure. Il y a encore dans les *Pensées* un essai de démonstration de la vérité du christianisme, incomplet, assurément, et fragmentaire,

mais singulièrement suggestif et d'une grande force probante. Cette originale et hardie tentative consiste, non pas pour établir, mais pour faire accepter la révélation chrétienne, à faire appel, en dernière analyse, aux puissances de sentiment. Certes, déclare Pascal, les preuves sur lesquelles s'appuie la religion sont aussi solides que celles sur lesquelles sont fondées les croyances le plus communément admises parmi les hommes, — et lui-même ne négligera rien pour les approfondir et pour les renforcer ; — mais il n'éprouve aucune difficulté à reconnaître que l'évidence qui s'en dégage n'a rien d'aveuglant ou de mathématique, et que, du point de vue de la raison pure, il s'y mêle une certaine part d'obscurité, et même d'incertitude. « S'il ne fallait rien faire que pour le certain, on ne devrait rien faire pour la religion, car elle n'est pas certaine. » Mais la raison raisonnante n'est pas tout l'homme : ses constructions les plus assurées, même en matière scientifique, reposent sur des données irrationnelles qui lui sont fournies par une faculté plus haute, — appelons-la sentiment, instinct, intuition, volonté, cœur, esprit de finesse, — dont elle accepte les arrêts sans les discuter. « Le cœur sent qu'il y a trois dimensions dans l'espace. » « Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas. » « Tout notre raisonnement se réduit à céder au sentiment. » C'est cette faculté qui, dans l'ordre religieux, doit décider en dernier ressort. « La volonté est un des principaux organes de la créance. » « C'est le cœur qui sent Dieu, et non la raison. Voilà ce que c'est que la foi, Dieu sensible au cœur, non à la raison. » S'il n'en était pas ainsi, si tout était parfaitement clair dans le corps des vérités religieuses, la foi serait dépourvue de tout mérite ; elle serait l'adhésion automatique de l'esprit à la conclusion d'un syllogisme ; et Dieu qui a établi la prière « pour communiquer à ses créatures la dignité de la causalité » leur retirerait cette dignité éminente. Dieu ne se donne qu'à ceux qui, nonobstant certaines incertitudes intellectuelles, veulent courir le risque de « parier » pour lui, et qui comblent, par un acte de foi et d'amour, la distance qui les sépare encore de sa réalité ineffable.

Cette façon, à la fois loyale et audacieuse, de poser le problème apologétique n'a pas été sans soulever des objections de la part de ceux qui, même au sein du christianisme, restent des rationalistes endurcis ; elle a très vivement séduit au contraire

tous ceux qui aiment mieux vaincre contre tous les usages reçus qu'être battus selon les règles; elle a, de tout temps, exercé une très forte action sur la pensée laïque. Nous touchons là, semble-t-il, au caractère essentiel de l'apologétique pascalienne, à celui qui explique la prise extraordinaire et croissante qu'elle a sur les âmes : c'est une apologétique laïque. Ce qu'il convient d'entendre par là, nul ne l'a mieux dit que Bossuet dans un de ses *Panégyriques :* « Lorsqu'on entend les prédicateurs, je ne sais quelle accoutumance malheureuse de recevoir par leur entremise la parole de l'Évangile fait qu'on l'écoute plus nonchalamment. On s'attend qu'ils reprendront les mauvaises mœurs; on dit qu'ils le font d'office, et l'esprit humain indocile y fait moins de réflexion. Mais quand un homme que l'on croit du monde, simplement et sans affectation, professe de bonne foi ce qu'il sent de Dieu en lui-même; quand il ferme la bouche à un libertin qui fait vanité du vice ou qui raille impudemment des choses sacrées, encore une fois, chrétiens, qu'une telle conversation assaisonnée de ce sel de grâce a de force pour exciter l'appétit et réveiller le goût des biens éternels! » Pascal n'est pas un théologien de profession : il n'est et il ne veut être qu'un « honnête homme : » les seuls arguments qui trouvent grâce devant lui sont ceux dont « il a fait l'essai sur son propre cœur, » et que sa raison laïque a trouvés recevables. S'adressant aux « honnêtes gens, » il a voulu satisfaire leurs légitimes exigences d'esprit et il a parlé leur langage. Et peut-être, de tous les apologistes du christianisme, est-il le seul dont la pensée se soit imposée à ceux-là mêmes qu'il ne parvenait pas à convaincre.

C'est que cet apologiste était doublé d'un grand philosophe. Oui, cet écrivain qui a si âprement raillé les prétentions de la philosophie, a été un philosophe à sa manière. Si le problème religieux a été l'objet essentiel de ses préoccupations, il ne s'y est pourtant point cantonné d'une façon trop exclusive. Sur toutes les questions qu'agite depuis tant de siècles l'esprit de l'homme il a promené son lucide et perçant regard, et les solutions qu'il en a proposées, toutes rapides et fragmentaires qu'elles soient, comptent parmi les plus originales et les plus profondes que l'histoire des idées ait enregistrées. Rien ne serait plus aisé que de dégager, de l'ensemble des *Pensées*, toute une philosophie générale, et cette philosophie dénote une telle

force de pensée, d'autre part, elle s'appuie si solidement au réel que, quand bien même on en repousserait les conclusions religieuses, elle mériterait de retenir longuement l'attention de tous les chercheurs de vérité.

Le trait distinctif de la philosophie pascalienne, c'est d'être en réaction violente contre le rationalisme cartésien, contre la doctrine des « idées claires et distinctes. » A la raison abstraite, telle que la conçoit Descartes, Pascal oppose le « sentiment, » au sens le plus large du mot, et qui, certes, n'est pas contraire à la raison, mais qui la complète, la rectifie et la dépasse. « Pascal, a dit excellemment M. Bergson, a introduit en philosophie une certaine manière de penser qui n'est pas la pure raison, puisqu'elle corrige par l'esprit de finesse ce que le raisonnement a de géométrique, et qui n'est pas non plus la contemplation mystique, puisqu'elle aboutit à des résultats susceptibles d'être contrôlés et vérifiés par tout le monde. » De Berkeley à Kant, de Kant à Auguste Comte, d'Auguste Comte à Schopenhauer, à William James, et à M. Bergson, toutes les doctrines « qui font passer en première ligne la connaissance immédiate, l'intuition, la vie intérieure » se rattachent directement à Pascal. Lui-même pensait par intuition ; il a fait, en quelque sorte, la théorie de son propre mode de penser; et ses divinations sont si vives qu'il suffit d'ouvrir les *Pensées* au hasard pour y rencontrer, brièvement formulées, des théories toutes modernes, et dont d'autres penseurs devaient faire la fortune. « Talent principal, qui règle tous les autres, » dira, par exemple, Pascal : n'est-ce pas, en raccourci, la fameuse conception de la *faculté maîtresse*, dont Taine devait tirer le parti que l'on sait? « La nature, dira-t-il encore, agit par progrès, *itus et reditus*. Elle passe et revient, puis va plus loin, puis deux fois moins, puis plus que jamais : » voilà notre idée toute contemporaine de l'évolution, en opposition avec l'idée de progrès rectiligne, si chère au XVIIIe siècle. Sur la nature et sur l'homme, sur l'art et sur la science, Pascal a ainsi de ces idées fécondes, de ces mots profonds, de ces formules saisissantes et pleines d'avenir, dont plus de deux siècles de méditation n'ont pas encore épuisé la signification lointaine. Plus on réfléchira, par exemple, à la célèbre distinction entre l'esprit de finesse et l'esprit géométrique, plus on en reconnaîtra la haute portée, plus on verra s'en multiplier les conséquences. Et de combien

d'autres *pensées* ne pourrait-on pas en dire autant! En vérité, il semble parfois que l'auteur de ce petit livre soit allé au fond de tous les problèmes, et que son génie nous ait laissé plus de choses à développer et à vérifier qu'à découvrir.

Il y a dans les *Pensées* un morceau célèbre qui éclaire toute la doctrine de Pascal et qui est comme le résumé de toute son expérience spirituelle. La conception qui s'y trouve esquissée est si haute, elle ouvre de si larges horizons à la pensée, qu'il a fallu venir jusqu'à notre temps pour qu'on en saisisse toute la justesse et toute la profondeur. Ce sont les pages où Pascal expose sa théorie des trois ordres de réalités, de grandeurs et de facultés. « La distance infinie des corps aux esprits figure la distance infiniment plus infinie des esprits à la charité, car elle est surnaturelle. » « Il y a trois ordres de choses : la chair, l'esprit, la volonté. » Ces trois ordres n'ont entre eux aucune commune mesure, et les facultés qui les embrassent sont non seulement distinctes, mais opposées, mais contradictoires. Au plus bas degré de l'échelle, il y a les corps, tous les innombrables phénomènes de l'univers matériel; c'est là le domaine de la sensation, du mécanisme, de la nécessité, de la science : domaine très borné, malgré sa richesse, et d'où il est impossible de s'élever à une vue supérieure des choses. Au delà et au-dessus du règne des faits et des symboles, séparé du monde des corps par une distance infinie, s'ouvre l'univers spirituel. C'est ici le règne de l'esprit, de la pensée, de l'intuition, de la liberté. Le philosophe, sous le phénomène, atteint l'être : c'est lui qui fournit à la science la justification de ses méthodes et de son objet. Mais la pensée ne saurait se dépasser elle-même. A son tour, elle doit reconnaître ses limites et avouer son impuissance. Au-dessus de l'esprit, il y a la volonté. Par la volonté, par l'amour, nous entrons dans un ordre nouveau : l'ordre de la foi, de la charité, de la grâce. Le chrétien a atteint la réalité suprême; et du sommet où il plane, les objections de la philosophie et les méprises de la science lui semblent les dernières rumeurs d'un monde évanoui.

Tous les corps, les firmaments, les étoiles, la terre et ses royaumes ne valent pas le moindre des esprits; car il connaît tout cela, et soi; et les corps, rien.

Tous les corps ensemble, et tous les esprits ensemble, et toutes

leurs productions, ne valent pas le moindre mouvement de charité. Cela est d'un ordre infiniment plus élevé.

De tous les corps ensemble, on ne saurait en faire réussir une petite pensée, cela est impossible, et d'un autre ordre. De tous les corps et esprits, on n'en saurait tirer un mouvement de vraie charité, cela est impossible, et d'un autre ordre, surnaturel.

Admirable méditation qui réconcilie, en les hiérarchisant, les divers besoins et les diverses aspirations de l'humaine nature, auxquels Pascal avait lui-même sacrifié, simultanément ou tour à tour. Il n'a pas, comme on le lui a parfois reproché, nié la science; il n'a pas rabaissé la raison philosophique : il les a mises l'une et l'autre à leur juste place. Son christianisme lui a seulement permis de leur fixer des limites qu'elles se sont toujours fort mal trouvées de dépasser...

On ne saurait, même en de longues pages, épuiser la substance des *Pensées*. Pour en bien concevoir la richesse spirituelle, il faut les choisir comme livre de chevet, s'en nourrir quotidiennement, y puiser des thèmes journaliers de méditation. Alors on s'aperçoit que ces simples matériaux, parfois à peine dégrossis, d'un ouvrage inachevé forment l'un des plus beaux manuels de vie intérieure qu'il y ait dans aucune langue. A travers le clair-obscur de ce style ramassé et puissant qui, si souvent, se contente d'indiquer ou de suggérer l'idée sans l'exprimer, filtre une lumière diffuse qui, fréquemment, se condense en d'éblouissantes et perçantes formules : c'est tout un jour inattendu qui s'ouvre sur un coin de l'âme ou sur un aspect de la vie. Vraiment, il est bien peu de questions, même contemporaines, que ces simples brouillons n'aident à élucider. Pascal avait rêvé d'écrire une *Apologie du christianisme* qui forçât la conviction des « libertins » de bonne volonté, et il a dû croire en mourant que rien ne lui survivrait de son long et douloureux effort. En fait, les fragments qu'il nous a légués forment bien, même aujourd'hui, la plus forte et la plus agissante des apologies que nous ayons encore, et, de plus, ils classent leur auteur au premier rang des penseurs et des écrivains de tous les temps. Par la magie d'un style qui s'égale toujours à l'âme complexe et ardente qu'il traduit, et qui, de la plus subtile ironie à la plus chaude éloquence et à la plus pénétrante poésie, sait remplir tout l'entre-deux, par la richesse et la vigueur inventive d'une pensée qu'aucun problème ne décon-

certe et qui devance les années, par la généreuse, par l'apostolique ardeur de conviction qui s'en dégage, par l'accent enfin, par les beaux cris d'humanité qu'elles renferment, les *Pensées* de Pascal, après plus de deux siècles écoulés, restent le plus beau livre de la prose française.

A Port-Royal des Champs, le 17 juin dernier, nous étions quelque deux cents amis de Pascal à commémorer ce glorieux tricentenaire. Émouvante et religieuse commémoration dont nous garderons tous au fond du cœur l'intime et pieux souvenir. Dans ces lieux tout chargés d'âme, sous ce ciel voilé, sur les ruines mélancoliques de cette église, des savants, des philosophes, des historiens, des critiques, des prêtres, de simples lettrés, qui tous assurément ne partageaient pas sous sa forme précise la foi de l'auteur des *Pensées*, mais qui tous avaient été remués par sa brûlante parole, venaient dire à ce grand mort leur reconnaissante admiration... Et voici qu'après un ingénieux, précis et lucide historien des idées religieuses, une forte voix se fait entendre. Un penseur chrétien, doublé, comme Pascal, d'un savant et d'un écrivain de la grande espèce, s'inspirant de cette haute et puissante pensée, la restituant et la repensant tour à tour, en une langue digne de lui, prononce une méditation qui est bien l'une des plus belles et fortes pages qu'aient suscitées les *Pensées*. Quelque chose de l'émotion qui devait étreindre les auditeurs de la conférence de 1658 a visiblement passé dans les assistants. Et à mesure que se déroule ce « discours, » si pascalien de substance et d'accent, nous songeons à tout l'effort de pensée et d'activité morale qui, depuis trois siècles, s'est dépensé pour jeter un peu plus de lumière sur le mystère de notre destinée; nous songeons surtout à ce que j'appelle *la lignée de Pascal*, à toutes ces innombrables âmes qui ont été éveillées à la vie spirituelle par ce héros, par ce saint de la pensée française, ou qui n'ont trouvé qu'en lui le mot qui apaise, éclaire ou console. Ne citons aucun nom, même parmi les plus illustres. Mais, au sortir d'une guerre qui nous a tous forcés à un nouveau classement de nos valeurs nationales, soyons assurés que le centenaire de Blaise Pascal n'aurait pas provoqué tant d'échos, s'il avait en vain délivré son « message. »

VICTOR GIRAUD.

LE PRÉSIDENT MASARYK

LA FIGURE D'UN HOMME D'ÉTAT

M Masaryk, président de la République tchécoslovaque, vient chez nous, faire les 16 et 17 octobre une visite officielle qui est sa première en Europe comme chef d'un nouvel État qu'il a contribué, plus que personne, à fonder et à consolider, à la tête duquel il a été placé par la confiance et sera probablement maintenu, sa vie durant, par l'affection reconnaissante de ses compatriotes. La visite protocolaire terminée, le président, avant d'accomplir celle qu'il doit rendre en Angleterre, restera quelques jours à Paris pour prendre avec notre pays un contact plus libre et familier, pour voir ou revoir les amis qu'il y compte.

Ce n'est pas la première fois qu'il est notre hôte. A plusieurs reprises, pendant la guerre, tandis que, réfugié loin de son pays, il travaillait à créer le nouvel État hors de ses frontières, il était venu et avait séjourné à Paris. S'il n'y résidait pas alors le plus souvent, s'étant fixé à Londres, puis ayant été engagé dans un long voyage qui dura près de deux ans, qui le conduisit par la Russie et la Sibérie jusqu'en Amérique, c'est à Paris que, d'accord avec ses collaborateurs, il avait reconnu tout de suite la nécessité d'établir le centre de l'action politique de ce Conseil national tchécoslovaque dont il était l'âme et le chef dirigeant. La guerre finie, quand son élection à la présidence de la République l'eut trouvé encore aux États-Unis, il s'était arrêté, au retour, quelques jours à Paris, en décembre 1918, avant d'aller prendre possession de ses hautes fonctions.

Cette année même, après le deuil cruel qui l'a frappé par la perte de la compagne de sa vie, il a fait une croisière qui lui a permis de visiter une bonne partie de l'Afrique française,

Au Maroc, en Algérie, en Tunisie, voyageur non officiel, accueilli partout avec une déférence empressée, il a pu se rendre compte de ce que représentent là-bas notre œuvre et nos efforts. Il a pu voir des choses très diverses, qu'il était à même de comprendre et d'apprécier également, depuis les ruines antiques, qui ont été mises au jour par nos fouilles, jusqu'aux derniers résultats, dans l'ordre pratique et économique, de notre colonisation. Cela est d'autant plus intéressant à relever qu'il est facile de constater que M. Masaryk avait été amené, par toutes les circonstances de sa carrière, et l'on peut dire jusqu'à la guerre, à subir, moins que beaucoup de ses concitoyens, l'influence directe de la France et de la culture française. Il n'avait pas achevé sa formation et ses études à Paris, ainsi que l'ont fait tant de Tchèques, mais à Vienne, où il enseigna même avant d'être professeur à Prague, et dans des universités d'Allemagne. Il a pu par là pénétrer mieux le caractère de cette culture allemande dont il a contribué, après d'autres, à dégager et affranchir son pays, plus tard les vastes desseins d'une politique pangermaniste dont il a dénoncé et combattu la menace sur un terrain où peu de gens l'apercevaient encore. Le professeur Masaryk, qui avait une haute situation dans sa patrie, dans les pays slaves, dans une partie de l'Europe, se trouvait être, par la force des choses, l'un des Tchèques qui paraissaient avoir le moins de contact intime et personnel avec la France et le monde de l'Occident latin.

Profond connaisseur du monde slave, de la Russie en particulier, son influence s'exerçait sur plusieurs peuples slaves, notamment sur les Yougoslaves dont beaucoup venaient suivre, à Prague, son enseignement. En même temps, par son mariage avec une Américaine, qui fut étroitement associée à sa vie et à ses travaux, il était naturellement porté du côté du monde anglo-saxon où il trouvait des affinités qui répondaient à son caractère et à son tempérament. Il pénétrait sans effort la double civilisation anglaise et américaine ; l'anglais lui devenait familier, tandis que le français restait pour lui une langue littéraire et d'étude.

Je voudrais citer ici un passage curieux de son livre, *l'Europe nouvelle*, où cet homme, qui parle si peu de lui-même et n'aime pas à en parler, a senti le besoin de marquer sa position intellectuelle et morale, à l'époque de la guerre, avec franchise et vérité.

Depuis mon enfance, j'ai essayé d'acquérir la connaissance de la civilisation de toutes les nations. Outre la base que m'avait donnée mon pays, j'ai appris à connaître non seulement le monde classique, mais aussi les principales civilisations nationales contemporaines. Ayant été instruit dans les écoles allemandes, j'ai beaucoup étudié, et assidûment, des hommes de génie comme Lessing, Gœthe et d'autres. En même temps j'ai pénétré les mondes français et anglo-saxon. Les philosophes anglais et français (après les classiques, et surtout Platon) ont été mes maîtres; seulement plus tard, je compris la philosophie allemande, et surtout celle de Kant.

Quant au monde slave, je dois beaucoup aux Russes, aux Polonais et surtout aux Yougoslaves. Les Italiens et les Scandinaves ont aussi enrichi mon bagage de connaissances et élargi mon horizon.

J'ai toujours été un lecteur assidu et passionné et un observateur conscient des événements du monde contemporain.

L'Europe nouvelle était d'abord, dans l'intention de l'auteur, une explication morale et historique de la guerre à l'usage des légionnaires, l'exposé de sa signification et de ses buts politiques. Elle formule aussi les aspirations nationales tchécoslovaques; elle énonce les conditions nécessaires pour l'établissement du nouvel État; elle indique les directions que doit suivre sa politique quand il sera constitué. Elle trace les grandes lignes de la paix qui devra, en le créant, régler le sort du monde. M. Masaryk a repris son ouvrage durant les loisirs du long voyage qu'il a lui-même accompli à travers la Sibérie et sur l'Océan Pacifique. Il lui a donné la dernière main pendant le séjour de sept mois qu'il fit en Amérique au cours de l'année 1918; l'avant-propos est daté du mois d'octobre, à Washington. Les événements s'étant précipités, l'ouvrage était imprimé, traduit en français, à Paris, tandis que son auteur, rentré à Prague, allait, président de la République, appliquer le programme qu'il exposait dans son livre, tandis que la Conférence de la Paix s'apprêtait à reconnaître à la Tchécoslovaquie, à peu de choses près, les frontières qu'il réclamait pour elle.

L'ouvrage n'était pas livré au grand public; il était communiqué à de hauts personnages politiques en Europe et à des amis du président Masaryk. Il a l'intérêt psychologique de nous montrer celui-ci à un moment décisif de sa vie et de sa carrière, dans l'évolution de ses idées sous l'effet des événements de la guerre, de l'action où cet intellectuel, ce professeur et homme

d'étude, a été jeté et engagé, avec d'immenses responsabilités, d'où devaient sortir l'affranchissement d'une nation et la création d'un État. Avec l'exposé des plans pangermanistes de domination en Orient et dans l'Europe centrale auxquels s'opposent naturellement les buts des Alliés qui luttent pour la civilisation, la liberté et le droit des peuples, avec les linéaments qui dessinent la figure d'un monde nouveau, avec les éléments de la question tchécoslovaque et de celles qui s'y rattachent, on y trouve l'ancien programme du professeur Masaryk et celui du futur président, les idées morales qui restent les mêmes pour l'un et pour l'autre, les principes qui dirigeront la politique intérieure et extérieure de l'État alors en gestation, le système d'alliances qui deviendra la Petite Entente. Il y a tout cela dans cette *Europe nouvelle* composée dans les conditions que j'ai indiquées. Il y a surtout la faculté qui est peut-être la plus remarquable chez le président Masaryk, celle de pouvoir toujours modifier et corriger des idées qu'inspirent les fermes principes d'une forte doctrine par les résultats d'une observation attentive et continue, au contact des faits, de l'expérience et de la réalité.

On distingue facilement, dans *l'Europe nouvelle*, des points où M. Masaryk a modifié ses idées d'avant la guerre; on en distinguerait d'autres où il a modifié depuis des opinions qu'on trouve encore dans son livre de 1917-1918. Au cours même de l'ouvrage, il s'exprime un peu différemment, au commencement et à la fin, sur des sujets tels que l'armée et les milices ou l'Église romaine. Je note les deux cas, non pour relever de légères contradictions chez un auteur qui ne se conforme pas toujours aux exigences de notre esprit latin, mais parce que ce sont là deux points importants où les idées anciennes du président semblent avoir été influencées, plus sensiblement encore par l'expérience et les responsabilités du pouvoir.

C'est en voyant notre pays à l'œuvre dans l'épreuve formidable de la guerre qu'il a appris à le connaître vraiment; c'est en constatant les vertus de résistance, de patriotisme, de générosité du peuple français, luttant pour son existence et la liberté des autres peuples, défendant son sol et la cause de la civilisation, que cet observateur, qui met au-dessus de tout les forces morales, a rendu pleine justice à celles que représente la France dans le monde. C'est le rôle qu'elle a eu et

c'est l'attitude qu'elle a prise dans le conflit qui lui ont montré la place qu'elle y tient. Dans son travail pour l'affranchissement de sa patrie, c'est en France qu'il a trouvé l'appui le plus solide, le plus de compréhension et de sympathie. La France a contribué résolument à l'établissement de la République tchécoslovaque.

Puissant ouvrier de la guerre qu'elle a subie, déchaînée par l'agression des Empires centraux, elle reste, aux yeux du président Masaryk, le meilleur ouvrier de la paix pour la défense et la consolidation de l'ordre nouveau. C'est une mission militaire française qui a été chargée d'organiser, pour la République tchécoslovaque, cette force défensive, une armée nationale, qui lui est si nécessaire dans sa situation. Nul ne s'est mieux rendu compte de cette nécessité que son président, ancien pacifiste et partisan des milices. Et c'est peut-être un peu en collaborant, dans cette tâche qui le passionne aujourd'hui, à la formation et à l'éducation morale de cette armée, avec des officiers français, si différents des représentants du militarisme qu'il a combattu, qu'il a modifié ses idées sur ce point.

C'est une figure intéressante et originale que celle du président Masaryk, une figure d'homme d'État qui ne ressemble à aucune autre dans l'Europe actuelle. Par les contrastes et les péripéties émouvantes de sa carrière, par la droiture unie et la haute tenue morale de sa vie, par les grandes choses qu'il a pu faire avec tant de simplicité, cette contribution unique à l'affranchissement d'un peuple et à la création d'un État auxquels il a donné les directions de leur politique, qui sont ses propres idées corrigées par l'expérience et l'observation, il a réalisé une destinée que peu d'hommes ont accomplie dans l'histoire.

LE PROFESSEUR MASARYK AVANT LA GUERRE

Celui qui devait réaliser cette destinée exceptionnelle avait eu, soixante-dix ans plus tôt, les plus humbles origines ; celui qui recevait ce jour-là l'hommage reconnaissant de la nation entière, avait été longtemps très discuté et souvent très attaqué dans son pays.

Thomas Masaryk est né, le 7 mars 1850, à Hodonin, petite ville de la Slovaquie de Moravie, une région slovaque réunie depuis des siècles à la communauté historique tchéco-morave,

Son père, originaire de la Slovaquie de Hongrie, qui a dépendu de l'État magyar jusqu'à la révolution d'octobre 1918, exerçait alors à Hodonin le métier modeste de cocher (pour l'exploitation agricole) dans un domaine impérial. Sa mère, qui avait été en service à Vienne, appartenait à une famille hannaque de Moravie qui s'était un peu germanisée. Ainsi les éléments divers qui devaient entrer dans l'unité de la République se mêlaient dans les origines, franchement populaires, de son premier président où se marque le caractère slovaque. Dans les rapports entre deux branches d'une même race, l'idéalisme foncier et le type slave plus accentué du Slovaque s'opposent au réalisme plus pratique du Tchèque qui a été influencé par la longue lutte contre l'Allemand. Le président Masaryk se trouve être, par sa naissance, sa carrière et sa position, le symbole vivant, l'agent naturel de la fusion tchécoslovaque. Il est frappant que, parmi les représentants géniaux de la race et les grands ouvriers qu'elle a donnés à la cause nationale, il y en ait tant qui, comme un Saffarik, un Kollar, un Palacky, un Masaryk, se rattachent au rameau slovaque.

Il n'est pas moins digne d'observation que presque tous ces grands ouvriers, qu'ils soient d'origine tchèque ou slovaque, sortent des milieux les plus humbles. Celui où M. Masaryk a vu le jour et où il a grandi, les conditions où il s'est formé, illustrent, comme un exemple typique, une sorte de loi dans l'histoire de la renaissance tchécoslovaque. C'est dans les écoles des villages où ses parents, à la recherche de moyens d'existence, fixaient leur résidence, qu'il montra de bonne heure sa vive intelligence. Il fréquente deux ans une école supérieure; voulant devenir instituteur, trop jeune pour entrer à l'École normale, il est stagiaire dans des écoles primaires. On le voit dans un atelier de serrurerie à Vienne, puis dans la boutique d'un maréchal-ferrant de Moravie. Entre temps, il s'est mis à apprendre seul le français; plus tard il étudiera de même le polonais et le russe qu'il possédera vite à fond.

Il réussit à entrer au lycée, alors allemand, de Brno (Brünn) où il se maintient à l'aide des leçons qu'il donne; l'indépendance de son caractère le force d'en sortir avant la fin de ses études secondaires qu'il achève à Vienne. Il y fera aussi ses études universitaires qu'il complétera en Allemagne. Il n'y avait pas encore d'université tchèque à Prague. Après avoir passé

son doctorat à Vienne, il est agrégé au corps enseignant de l'université.

En 1877, il rencontrait à Leipzig une Américaine, Mlle Charlie Garrigue, qui avait étudié deux ans la musique au Conservatoire de cette ville; il l'épousait, l'année suivante, après être allé la chercher aux États-Unis. Il joignit désormais le nom de sa femme au sien, selon la coutume de là-bas. La famille Garrigue, originaire du Midi de la France, s'était réfugiée comme protestante en Danemark avant de passer en Amérique. Mme Masaryk était une personne d'une rare élévation intellectuelle et morale; ses idées et sa culture s'accordaient avec celles de son mari. Elle a exercé sur lui une grande influence; elle lui a ouvert le monde anglo-saxon. Elle a partagé pendant près de quarante ans toutes ses luttes et tous ses travaux. Elle n'a pu être associée de même à son triomphe, aux honneurs et aux charges de l'existence du chef d'État. Les épreuves terribles de la guerre où, restée en Bohême, tandis que son mari était à l'étranger, elle avait eu à subir d'odieuses persécutions et de mortelles inquiétudes sur le sort des siens, avaient ruiné sa santé. Elle s'est éteinte le 13 mai dernier (1).

En 1882, on obtenait, au bout de longs efforts, la création de l'université tchèque de Prague ou plutôt son rétablissement; M. Masaryk put se faire agréger de suite au nouvel institut sans qu'on soupçonnât, au Ministère de Vienne, quel adversaire de l'Autriche on introduisait dans la place, ni, du côté tchèque, quelle acquisition il y avait là pour la force nationale. Il devait rester seize ans sans être nommé professeur titulaire. Ce furent, pour lui, des années de luttes, de travail fécond, de discussions ardentes qui le mirent aux prises, plus qu'avec l'ennemi héréditaire, avec ses concitoyens. Il fut souvent accusé d'être mauvais patriote, voire autrichien.

La plus caractéristique de ces querelles fut celle des « Manuscrits » en 1886. Il s'agissait de poèmes, épiques ou lyriques, qui depuis trois quarts de siècle étaient regardés comme des monuments antiques et vénérables, infiniment pré-

(1) Des cinq enfants qu'elle a donnés au président Masaryk, trois vivent aujourd'hui, un fils et deux filles. L'aînée, Mlle Alice Masarykova, qui assistait son père dans ses travaux, était professeur de l'enseignement féminin; elle fut emprisonnée pendant la guerre par le Gouvernement autrichien; elle s'occupe activement de nombreuses œuvres sociales; elle est présidente de la Croix-Rouge tchécoslovaque.

cieux, de la culture tchèque. Leur prétendue découverte avait été, de la part de l'inventeur, une audacieuse et très habile fabrication. Sur ce faux, qui avait eu un succès prodigieux, le patriotisme tchèque s'était exalté ; il s'en était servi pour combattre la culture allemande. Dans son amour intransigeant de la vérité, un Masaryk ne pouvait admettre que le patriotisme reposât sur le mensonge. D'autres que lui le dénoncèrent ; il le fit avec une chaleur particulière qui tourna contre sa personne l'indignation publique. On raconte que les cochers de fiacre, à Prague, se lançaient alors son nom comme une injure.

Il ne s'attaquait pas seulement aux illusions, mais à l'esprit même du chauvinisme national. Les revendications tchèques avaient porté jusque-là sur la base étroite du droit d'État historique du royaume de Bohême. Masaryk lui opposa le sentiment humanitaire. Il proclamait la supériorité de la morale sur la politique ; il posait fortement la question sociale, les problèmes concernant l'éducation et la condition des masses ouvrières et paysannes. Il affirmait que l'avenir du peuple tchèque dépendait, beaucoup plus que d'une agitation stérile, de ses progrès dans l'ordre moral, intellectuel et économique. Il cherchait à introduire, dans un patriotisme élargi, le sens critique et la notion d'humanité. Il s'efforçait de rattacher ses idées à celles des pionniers du mouvement tchèque, des anciens réformateurs, de Jean Huss et de l'Unité des Frères Bohêmes. Né catholique, il avait adhéré au protestantisme, après son mariage ; plus tard, il se sépara de toute confession, prêchant un Évangile personnel, une doctrine pénétrée d'influences religieuses. Il apparaissait comme anticlérical ; les défiances du clergé et des catholiques étaient très fortes contre lui et contre son enseignement.

Quand il prit en mains, en 1899, la cause d'un Juif, accusé de crime rituel, il souleva des tempêtes. Son intervention dans cette affaire provoqua des manifestations publiques ; il fut suspendu à l'université. Il songea même à quitter la Bohême ; ce fut l'influence de sa femme qui le détermina à rester.

Cependant, au milieu de ces attaques, qui répondaient à des aspects différents de ses idées qu'elles défiguraient souvent, l'autorité du professeur Masaryk s'affirmait. Il formait des disciples ; il était chef d'une école qui prenait de l'importance. Il fondait des revues qui étaient surtout des instruments de

combat et de diffusion pour les idées qu'il voulait répandre. Il dirigeait la préparation de la grande Encyclopédie d'Otto dont les vingt-sept volumes réunissaient pour le peuple tchèque une somme très variée et étendue de connaissances, de précieux renseignements sur toutes les questions tchèques et slaves.

L'activité et la valeur intellectuelle de M. Masaryk se manifestaient par une série de livres qui traitaient les matières les plus diverses et qui établissaient sa réputation. Il faut renoncer à les énumérer et à les apprécier ici (1).

Étant encore à Vienne, il avait publié un ouvrage important d'observation sociologique, *le Suicide*. Parmi ceux, d'un caractère philosophique, qu'il composa dans les années suivantes, nous signalerons seulement, en cette année du tricentenaire, son *Blaise Pascal*, consacré à l'un des plus grands génies français. On ne peut passer sous silence, à cause de leur importance, des volumes comme *la Question tchèque*, *la Question sociale*, ni ceux qu'il écrivit sur l'écrivain tchèque Havlicek et sur Jean Huss. *La Question tchèque* et *Charles Havlicek* sont restés deux livres populaires ; ils ont eu dans son pays beaucoup d'action.

Son grand ouvrage sur la Russie, *Russland und Europa*, publié en allemand en 1913, touche à des questions qui sont parmi celles qu'il a le plus étudiées et où on lui reconnaît le plus de compétence.

Plus encore que par son œuvre d'écrivain, c'est par son enseignement de professeur qu'il a exercé lui-même son action et son influence. Il y pouvait déployer toutes ses qualités intellectuelles et morales. Il s'attachait ses élèves par ses idées et sa parole, par sa belle attitude, son dévouement et l'intérêt qu'il leur portait. Autour de sa chaire, ils se pressaient de plus en plus nombreux. Il a marqué de son empreinte plusieurs générations tchèques auxquelles venaient se joindre la jeunesse slovaque, des étudiants d'autres pays slaves, surtout des Yougoslaves, attirés par sa réputation, sa sympathie pour tous les peuples slaves, son rôle en Autriche-Hongrie dans les questions

(1) Aucun d'eux n'a été traduit en français ; plusieurs ont paru en allemand. On trouve d'utiles indications sur l'œuvre et sur l'influence du professeur Masaryk dans le très intéressant volume de M. H. Jelinek, *la Littérature tchèque contemporaine*, publié au *Mercure de France* en 1910 ; on ne pouvait alors se douter du rôle que l'avenir lui réservait.

de politique slave au cours des années qui précédèrent la guerre.

Il s'était décidé à entrer dans la politique. S'il la subordonnait à la morale, s'il répudiait, comme l'art pour l'art, la politique qui n'a d'autre but que la politique, il ne pouvait dédaigner un tel moyen d'action dans les affaires humaines. Les partis tchèques s'étaient succédé et multipliés ; ils politiquaillaient avec fureur. N'en trouvant point qui fût à sa convenance, il en avait fondé un nouveau, tout petit par le nombre de ses membres, qui s'intitulait « parti réaliste, » parce qu'il combattait des conventions et des préjugés au nom de l'observation et de l'expérience, mais qui maintenait la foi aux principes sous la direction d'un chef foncièrement idéaliste. Ce parti restait sur les confins des partis bourgeois avancés et des partis socialistes qui s'étaient beaucoup développés dans un pays aussi démocratique où les masses se groupaient de plus en plus en de puissantes organisations.

C'est avec ce programme que le professeur Masaryk menait son action dans la politique tchèque et qu'il se faisait élire au Parlement de Vienne. Au Reichsrat et aux Délégations austro-hongroises, dans des procès célèbres, il prenait position sur des questions qui touchaient aux grands intérêts de la politique slave, en même temps qu'elles relevaient de la haute moralité publique. Il dénonçait, il découvrait, il confondait avec ce sens critique et cette calme intrépidité qu'il a toujours apportés à la défense de la vérité, les faux monstrueux perpétrés par le Gouvernement impérial et royal, au lendemain de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, pour compromettre et perdre la cause des Yougoslaves, pour préparer leur anéantissement et leur absorption par l'Autriche-Hongrie.

Il y avait là déjà les origines de la guerre qui devait éclater cinq ans plus tard. Le professeur Masaryk, qui se posait ainsi en adversaire déclaré de la politique habsbourgeoise, qui s'attirait la haine des Allemands et des Magyars, tentait vainement, sentant venir l'orage, de l'éviter par un rapprochement négocié entre le comte Berchtold et le Gouvernement serbe. La folie criminelle des milieux dirigeants, à Vienne et à Berlin, était la plus forte ; elle déchaînait l'effroyable conflit d'où devait sortir une Europe nouvelle, l'effondrement de l'Autriche-Hongrie, l'unité yougoslave et la République tchécoslovaque.

LA CRÉATION DE LA RÉPUBLIQUE

La renaissance, au début du siècle dernier, de la nation tchèque, qui semblait ensevelie depuis deux cents ans dans la paix du tombeau, cette résurrection d'un pays sous la forme d'un mouvement d'intellectuels, sous l'action d'une poignée d'archéologues, de philologues et d'historiens, apparaît comme un vrai miracle de l'histoire. Et c'en est un second, qui achève le premier, que la création de l'État tchécoslovaque surgissant de cette guerre et prenant sa place en Europe par l'effort d'un peuple encerclé d'ennemis et de quelques hommes réfugiés à l'étranger.

Il est impossible d'exposer brièvement une histoire aussi originale que celle de la fondation de la République tchécoslovaque et la part personnelle qu'y a eue le président Masaryk. A quel moment celui-ci a-t-il vu la possibilité de créer l'État dans de telles conditions et pris la décision, avec les effrayantes responsabilités qu'elle entraînait, d'engager une lutte qui se présentait si inégale ? Dans son premier message à la nation constituée, il a dit lui-même ses hésitations, au début du conflit, dans l'isolement où il se trouvait, au milieu de tant de forces ennemies, devant l'incertitude de la situation et l'attitude non équivoque du peuple tchèque.

Ce dernier manifestait, par les désertions et la résistance passive, malgré la contrainte et les exécutions, qu'il se rangeait du côté des Alliés et qu'il mettait en eux ses espoirs. Il attendait sa libération prochaine d'une victoire rapide des armées russes. M. Masaryk ne partageait pas, sur ce point, des illusions qui ont été, au même moment, celles d'autres peuples moins attachés naturellement à la Russie. Dans un chapitre de ses Mémoires, qu'une revue tchèque vient de publier, il traite cette question qui touche à la fois aux idées qu'il a toujours eues sur la Russie et à ce débat émouvant, qui se posait alors pour lui, sur les chances et sur les moyens d'affranchir son peuple en luttant avec les Alliés.

De son étude approfondie des choses russes, de la guerre russo-japonaise, de la première révolution de 1905, cet ardent slavophile avait gardé l'idée qu'il était dangereux de trop compter sur la valeur et sur la solidité du concours que la

Russie actuelle pouvait apporter à la guerre et à la cause de l'indépendance tchécoslovaque. Cela l'amenait à conclure que la guerre serait longue et difficile, qu'il fallait, si on voulait agir, se tourner vers les puissances libérales de l'Occident.

Il était allé deux fois en Hollande, à travers l'Allemagne, pour chercher des informations. Il s'était rendu à Vienne, d'où il était revenu édifié sur les dispositions des Allemands d'Autriche et sur ce qu'il y avait à attendre, pour son pays, de ceux qui dirigeaient la politique de la Double-Monarchie liée et asservie à l'Allemagne. Dans l'automne de 1914, il quittait la Bohême ; il allait d'abord en Italie, puis en Suisse. Il pensait pouvoir rentrer encore à Prague, afin d'y rapporter des renseignements. Son élève, M. Benès, vint l'avertir qu'il serait périlleux pour lui de songer au retour ; il valait mieux qu'il restât à l'étranger où il serait plus utile qu'en s'exposant à la prison, et peut-être à la potence autrichienne.

Au mois de septembre 1915, M. Benès, menacé lui-même et ayant réussi, non sans peine, à franchir la frontière, venait le rejoindre définitivement à Genève. M. Benès, qui allait être son collaborateur intime et direct dans toute l'œuvre de création et de consolidation de la République, était un jeune professeur inconnu, n'ayant d'autre titre, en dehors de son dévouement patriotique, que d'être l'élève fidèle de M. Masaryk qui mit dès lors en lui une confiance dont il n'a pas eu à se repentir. Il connaissait et aimait profondément la France où il avait étudié et séjourné. Il se fixait à Paris, dans les conditions les plus modestes, tandis que M. Masaryk se rendait en Angleterre où il pouvait rendre plus de services et où des amis lui avaient procuré une chaire de professeur au *King's College* de Londres.

A M. Masaryk et à M. Benès se joignait bientôt un troisième collaborateur, Milan Stefanik. Celui-ci a terminé prématurément une existence aventureuse et brillante dans une chute d'avion tragique ; c'est de cette façon qu'il a touché le sol de sa patrie où il rentrait après la guerre, ayant aidé à l'affranchir. C'était un Slovaque comme M. Masaryk, dont il avait été l'élève, ainsi que M. Benès ; comme ce dernier, il avait reçu la formation française. Même il était naturalisé français, attaché à l'observatoire astronomique de Meudon et, s'étant engagé dans notre armée, y était devenu officier aviateur. A eux trois, ils formèrent un Conseil national tchécoslovaque dont le siège fut

établi à Paris. M. Masaryk, qui venait, de temps en temps, de Londres, le dirigeait avec sa haute autorité ; ses collaborateurs, bien plus jeunes que lui, étaient d'anciens élèves auxquels il laissait une grande liberté. Auprès d'eux et sous leur direction s'étaient groupés d'autres jeunes Tchèques ou Slovaques, dont la plupart avaient été aussi des disciples du maître.

Dans un exposé, devant l'Assemblée nationale de Prague, après son retour dans son pays, de l'œuvre faite à l'étranger pendant la guerre, M. Benès a rapporté un précieux témoignage, donné par le président, quand ils se rencontrèrent, en décembre 1918, après une séparation de près de deux ans où il s'était accompli de grandes choses, alors qu'il était à Paris et que M. Masaryk se trouvait en Russie, en Sibérie, en Amérique. « Nous avons été, lui disait-il, à des milliers de kilomètres l'un de l'autre ; mais l'union de nos idées, de nos principes, de nos efforts était telle qu'il n'y a pas eu un seul cas où une décision quelconque, une mesure de principe ou de tactique, que nous avons été obligés de prendre, nous ait mis en opposition. » C'est une unité d'action aussi parfaite qui a permis au travail de la création de l'État d'aboutir ; elle était due surtout à la doctrine d'un Masaryk et à l'autorité morale qu'il avait sur ses collaborateurs.

L'unité et le contact n'étaient pas moins remarquables entre ceux qui travaillaient ainsi à créer l'État en dehors de ses frontières et ceux qui, restés dans le pays, poursuivaient la même tâche dans des conditions très différentes. C'était de leur accord avec ceux-ci que les premiers tiraient leur force et leur crédit. M. Masaryk était aussi le représentant des autres ; il avait de plus en plus le droit de dire, devant l'Europe et devant les Alliés, qu'il incarnait les aspirations, qu'il formulait les revendications du peuple tchécoslovaque. On avait emprisonné sa fille Alice, en même temps que Mme Benès ; on lançait la menace qu'il y allait de leur tête, si la propagande ne s'arrêtait pas ; Masaryk continuait la sienne sans se troubler.

Aux Alliés il présentait la forte thèse, qui était le résultat de ses études et de ses observations, celle du pangermanisme qu'il fallait abattre en le frappant au point vital, là où il se servait des peuples de l'Autriche-Hongrie opprimés par les Allemands et les Magyars pour assurer sa domination sur l'Europe centrale et sa marche vers l'Orient. Il avait à com-

battre l'opinion, assez répandue dans certains milieux, qu'on pouvait encore dissocier l'Autriche de l'Allemagne et même se servir d'elle contre celle-ci, qu'il était possible et avantageux de faire avec l'Autriche une paix séparée. Il développait ses idées dans des entretiens avec les hommes d'État de l'Entente, dans des articles et des publications en Angleterre, dans deux conférences qu'il faisait à Londres sur « le Problème des petites nations dans la crise européenne actuelle, » à Paris, à la Sorbonne, sur « les Slaves dans le monde. » Dans les conditions où se poursuivait une semblable guerre, une telle propagande, à longue portée, si elle pouvait convaincre des esprits réfléchis, atteignait un public relativement restreint. C'est la force des choses, plus que la persuasion et l'entraînement des hommes, qui a donné raison à la thèse du président Masaryk.

Le grand public allié devait être frappé davantage quand il vit des troupes, levées parmi ces peuples opprimés qui réclamaient leur indépendance, paraître avec leur drapeau, dans les armées de l'Entente et venir se battre sur notre front. L'armée nationale tchécoslovaque, qui s'organisait et avait son centre en France, était la forme vivante et tangible, la forme la plus originale de cet État qui se créait hors de son territoire; elle entraînait, de la part des Alliés, la reconnaissance implicite de l'État. Tandis que se poursuivait ce travail en Occident, M. Masaryk était parti pour la Russie, après la révolution qui avait abattu le régime tsariste.

Il s'agissait de lever et d'organiser les légionnaires tchécoslovaques, qui étaient là beaucoup plus nombreux qu'en Occident, de les amener en France, de voir ce que l'on pouvait faire en Russie dans une situation nouvelle. Le professeur Masaryk se trouvait lancé en pleine action, dans une action bien différente de celle qu'il avait connue jusque-là, au milieu d'une société et d'un monde en bouleversement. C'est sans doute cette partie de ses Mémoires, à en juger par le fragment qui a été publié, qui sera la plus instructive et la plus intéressante. C'est alors, à soixante-sept ans révolus, qu'il contracta l'habitude de monter à cheval; cet homme d'étude avait maintenu sa vigueur physique en pratiquant toujours des exercices tels que ceux des Sokols. Cette habitude, prise en Russie, il l'a conservée depuis; elle lui permet aujourd'hui de suivre sans fatigue les manœuvres de l'armée tchécoslovaque.

En Russie, le président Masaryk avait à faire face à d'immenses difficultés. Sans se mêler aux événements qui agitaient le pays, où il jugeait dangereux et inutile d'intervenir, il se consacrait à la tâche qu'il s'était fixée, celle de l'organisation et de la formation des légionnaires. C'est pour eux qu'il composait d'abord son *Europe nouvelle*. Cependant la révolution bolchéviste avait éclaté et il n'y avait plus de front russe. Il fallait assurer le retour des Tchécoslovaques qui voulaient aller se battre sur le nôtre. Le président les précédait le long de la route de Sibérie pour gagner l'Amérique en passant par le Japon.

Il n'avait pas à remplir une tâche moins importante qu'en Russie aux États-Unis, où il restait sept mois qui furent les derniers et les mois décisifs de la guerre. Il connaissait aussi ce pays; sa situation lui permettait d'y travailler utilement pour la cause tchécoslovaque. Il y avait là-bas une colonie nombreuse, un million et demi environ, de Tchèques et de Slovaques. C'est elle qui avait fourni les ressources nécessaires à la propagande; c'était là également que s'était faite d'abord la fusion entre Tchèques et Slovaques. Le président Masaryk pouvait, mieux que personne, l'achever et l'enregistrer définitivement. Il devait aussi établir ici facilement l'unité de front et de revendications avec les autres nations opprimées de l'Autriche-Hongrie, très largement représentées dans la population émigrée des États-Unis (1). Il y avait enfin à traiter la question générale et politique de l'Autriche-Hongrie, à éclairer sur elle l'opinion américaine et le Gouvernement de Washington.

Dans ses déclarations de janvier 1918, le président Wilson avait paru d'abord favorable au maintien de l'Autriche-Hongrie avec autonomie accordée à ses peuples. Il avait depuis modifié un peu cette attitude. La transformation s'opérait complète, pendant le séjour de M. Masaryk, avec des actes officiels qui équivalaient à la reconnaissance d'un État tchécoslovaque et venaient corroborer d'une façon décisive tout le travail diplomatique entrepris en Europe sur ce terrain par M. Benès.

Quand, au mois d'octobre, le dialogue s'engageait entre l'Autriche aux abois et le président Wilson, celui-ci affirmait

(1) C'est alors qu'a été préparée, parmi les Ruthènes d'Amérique, l'annexion, sous un régime autonome, de la Russie des Carpathes au futur État tchécoslovaque.

que l'autonomie offerte par l'empereur Charles était devenue insuffisante en suite de cette reconnaissance et qu'il ne fallait plus tenir compte de ses premières déclarations. C'était le prélude et l'annonce de l'effondrement de l'Autriche-Hongrie qui suivait de près. Le 28 octobre, tandis que les Tchèques réfugiés à l'étranger et les principaux chefs politiques de ceux qui étaient restés dans le pays se rencontraient, pour conférer librement entre eux, à Genève, la révolution se faisait d'elle-même à Prague; elle proclamait l'indépendance de la République tchécoslovaque.

M. Masaryk était son président désigné par sa situation, son dévouement et le travail qu'il avait accompli pour la création de l'État. L'Assemblée nationale, en se réunissant le 14 novembre, le choisissait par acclamation, alors qu'il était encore en Amérique. Il quittait les États-Unis, le 20 novembre, pour débarquer à Londres et s'arrêter à Paris dans les premiers jours de décembre. Ce n'était plus le professeur réfugié de la guerre qui passait presque inaperçu. La simplicité de l'homme restait la même. Mais c'était le chef d'un État qu'il avait contribué à fonder, qui, reconnu par les Alliés, était sorti, grâce à leur victoire, des traditions, des épreuves et des efforts du peuple tchécoslovaque.

Le retour de l'exilé dans la patrie affranchie, où il rentrait comme le premier président qui allait prendre possession de sa charge, était triomphal. Il passait par l'Italie d'où, escorté de légionnaires qui avaient combattu sur le front italien, traversant l'Autriche, il arrivait à la frontière de Bohême. Le 21 décembre, Prague lui faisait un accueil que n'avait pas eu encore un enfant de la nation. Le long de la cité historique, parmi les hommages et les ovations enthousiastes, le cortège le conduisait jusqu'au Parlement où il prêtait le serment de fidélité aux lois de la République et à sa Constitution.

Le lendemain, au Château Royal, les Hradczany, dans l'ancienne salle d'audience impériale, il lisait son premier message à la nation libérée. Il le commençait par une citation émouvante de Coménius, un autre grand réfugié de l'époque héroïque, qui, de l'exil où il allait mourir sans avoir revu sa patrie asservie, lui adressait, comme son testament, ces paroles prophétiques :

« De même que je crois en Dieu, je crois que, quand les orages de

la haine, qui ont été déchaînés sur nos têtes à cause de nos péchés, auront passé, la direction de tes affaires te reviendra, ô peuple tchécoslovaque; et, dans cette espérance, je te fais l'héritier de tout ce que j'ai recueilli de mes aïeux dans les temps difficiles, et aussi de tout ce que j'ai acquis par le labeur de mes fils et par la bénédiction de Dieu. »

Ces paroles de Jean Amos Komensky se sont littéralement accomplies. Notre nation est libre et indépendante... Vivons-nous dans un rêve? Voilà la question que se posent les hommes politiques dans tous les pays, et moi-même je me demande si tout ceci est une réalité.

Ainsi, avec une gravité religieuse, à l'aide des paroles testamentaires de Coménius à son pays, le président Masaryk, au début de son premier message, constatait et proclamait ce miracle auquel il avait participé, la création ou la renaissance de l'État tchécoslovaque.

LE RÔLE DU PRÉSIDENT

La part qui lui revient dans l'œuvre de l'organisation de l'État, de sa consolidation à l'intérieur et à l'extérieur depuis cinq ans, n'est pas moins grande et remarquable que celle qu'il a eue dans cette création miraculeuse. Je serais tenté d'y insister davantage, s'il m'en restait le temps et la place. Elle prête moins à des effets dramatiques et à des contrastes saisissants; elle a révélé, chez le président Masaryk, des dons d'homme d'État peut-être plus rares que les qualités qu'il a déployées à la hauteur de l'épreuve tragique de la guerre. La paix, on l'a vu, après de tels bouleversements, peut n'être pas moins laborieuse et difficile. La façon dont le premier président de la République tchécoslovaque a aidé son pays à franchir un pas où se présentaient pour lui tant d'obstacles est un de ces services dont on ne saurait exagérer l'étendue. Cet intellectuel, ce moraliste austère et intransigeant, a montré, sur ce terrain, sans abdiquer sa doctrine et ses principes, un sens politique, une connaissance des hommes, un art de les manier et de les conduire, avec une autorité qui reste celle de la persuasion et n'a pas besoin de se faire sentir, qu'on ne soupçonnait pas chez lui à ce degré.

Il faut avoir un peu pratiqué le milieu et s'être rendu

compte des conditions de la politique tchécoslovaque pour apprécier la valeur de l'homme d'État et le rôle de ce président. Quand, le 21 décembre 1918, jour de sa rentrée à Prague, il prêtait son serment de fidélité aux lois et à la Constitution de la République, il n'y avait pas alors de lois ni de constitution véritable. Et quand, le lendemain, son premier message traçait le programme d'un immense travail, les directions de la politique intérieure et extérieure (les mêmes qui sont indiquées dans *l'Europe nouvelle*), il y avait tout à créer et à organiser dans le pays auquel la Conférence de la Paix n'avait pas encore reconnu ses frontières.

Les lois constitutionnelles tchécoslovaques étaient votées le 29 février 1920. Elles confèrent au président de la République des pouvoirs qui ressemblent beaucoup à ceux que lui donne la constitution française de 1875, dont elles s'inspirent souvent. Il y a pourtant ici une différence essentielle qui tient à l'écart entre la lettre et l'esprit, entre les textes écrits et la manière dont ils sont interprétés par l'application.

Il y a dans la constitution un article spécial qui n'est là que pour le président actuel de la très démocratique République tchécoslovaque; il y est dit expressément que l'interdiction de prolonger la durée de la fonction de président au delà de deux périodes consécutives de sept ans ne s'appliquera pas à son premier titulaire. Cela revient à déclarer que M. Masaryk doit être et rester président à vie de la République tchécoslovaque.

Le rôle d'un président aussi exceptionnel peut être grandi naturellement, pour la préparation et la confection des lois, par la manière dont s'accomplit le travail législatif. La partie la plus importante et la plus sérieuse se fait en dehors des séances publiques du Parlement, dans les commissions, dans des conciliabules préalables avec les leaders des partis et les parlementaires influents. Si le chef de l'État n'intervient pas directement dans ces colloques et négociations, qui sont du ressort et l'une des besognes principales des membres du cabinet, il peut, quand il a la situation et le prestige de M. Masaryk, suivre et même diriger par ses conseils et son influence, la marche de ce travail des lois. Le président s'est intéressé et a participé ainsi à l'élaboration de toutes les lois qui ont organisé la République. Et on l'a vu assez souvent user du droit que lui donne la constitution de soumettre à correction, en

réclamant une nouvelle délibération, des textes adoptés qui lui semblaient défectueux.

Il n'a jamais perdu de vue l'ensemble en soignant les détails Ce qui le préoccupe avant tout, ce qu'il ne cesse d'observer, c'est l'orientation générale des esprits. Et l'on dirait que, pour lui, la première et la plus haute prérogative de sa charge, c'est l'action qu'il peut avoir sur elle. On sent l'importance qu'il lui donne dans ses nombreux messages, dans tous ses discours, dans ses lettres qui sont publiées. Rien n'y est insignifiant; tout vise un but et a une intention.

On peut remarquer facilement que les qualités du professeur qu'il a été subsistent dans ses messages et ses discours d'aujourd'hui. Mais il a élargi son auditoire; il s'adresse à la nation. Ce professeur était d'ailleurs aussi exempt que possible de tout pédantisme livresque; c'est en faisant pénétrer la vie et l'observation dans ses leçons d'alors qu'il séduisait et attirait. La sociologie appliquée, qu'il semble encore enseigner du haut de sa chaire présidentielle, est autre chose qu'une discipline théorique; elle a un but direct, un intérêt immédiat d'ordre pratique. La politique du président Masaryk tient à garder un caractère scientifique; on est frappé davantage de ce caractère moral qui chez lui domine tout.

Il y a, chez ce chef d'État démocrate, une simplicité de manières et de langage qui est charmante. Elle s'allie à une distinction naturelle qui se dégage de sa personne et qui ne l'est pas moins. Elles tranchent un peu sur le ton et l'allure des « politiciens » de tous les pays, sur les formes qu'on n'est pas trop choqué de rencontrer parfois dans des milieux où elles s'expliquent par les ascensions rapides pour les peuples et pour les individus. Cette aristocratie instinctive d'un champion aussi convaincu de la démocratie, sorti des rangs les plus humbles est celle que l'étude et la réflexion laissent à un homme de pensée qui n'a pas dédaigné la vie, qui n'a jamais cessé de pratiquer l'observation en même temps que les livres et les idées, en qui le sentiment de la supériorité intellectuelle s'est toujours subordonné au souci et à la préoccupation des valeurs morales.

Il réside presque toute l'année au château de Lany, à près d'une heure d'automobile de la capitale, où il a le calme et la liberté, la faculté de se livrer à l'exercice qui est nécessaire à sa santé. Il rend des visites à tel ou tel point du pays.

Dans l'automne de 1921, j'ai pu suivre un voyage qu'il a fait à travers la Moravie et la Slovaquie jusqu'à cette Russie des Carpathes qui a été rattachée, sous un régime d'autonomie, à la République tchécoslovaque. Le programme était chargé et fatigant pour lui; plus encore que la manière dont il l'a supporté, j'ai pu admirer celle dont il s'acquittait ici, sur un terrain souvent délicat, de toutes ses fonctions de président.

A soixante-treize ans, il a conservé la vigueur et la souplesse du corps comme celle de l'esprit. J'ai déjà signalé, parce qu'elle apparait particulièrement suggestive et remarquable, cette faculté qu'il a gardée, et plutôt développée avec l'âge, de modifier ses idées au contact de l'expérience et des transformations qu'il observe dans le monde. Cet homme qui a une doctrine et semble si peu doctrinaire, qui peut critiquer et corriger les autres sans pédantisme rogue, a le privilège plus rare de pouvoir se critiquer lui-même. Il l'a fait notamment sur des points où il a reconnu la nécessité de modifier ou corriger certaines de ses opinions d'autrefois dans l'intérêt de son pays.

L'un de ceux où il est le plus curieux de suivre l'évolution du président Masaryk, c'est la question de l'armée et des milices. « J'ai été antimilitariste, » disait-il à la fin de son premier message. Il déclarait en même temps : « Nous avons besoin d'une armée. » A cette époque, il lui arrivait encore de parler de milices; il en parle dans plusieurs passages de *l'Europe nouvelle* où il démontre aussi la nécessité d'organiser une force pour défendre la paix et la démocratie; il paraît croire seulement que les milices pourraient y suffire. Le système était trop conforme à ses anciennes idées, à celles de ses compatriotes et à toutes les traditions tchèques, à son opposition au militarisme prussien et autrichien, même à ce qui lui semblait être le résultat d'une guerre qu'il avait vue de près surtout en Russie et en formant ses miliciens légionnaires, pour qu'il le rejetât du premier coup.

Ses idées continuaient d'évoluer pour se fixer bientôt dans un sens plus net quand il eut à examiner, comme chef de l'État qu'il avait travaillé à créer et dont il devait assurer la défense, la situation géographique de cet État et les conditions du pays, quand il eut vu, au printemps de 1919, l'agression magyare en Slovaquie, quand il eut commencé d'étudier les données de ce problème de la défense avec la mission militaire

française qui avait été chargée d'organiser la force nationale nécessaire à la Tchécoslovaquie. Le chef de cette mission, le général Pellé, avait une haute compétence technique et une rare intelligence politique qui lui inspiraient confiance. Il fallait à la Tchécoslovaquie une armée et il lui fallait une armée démocratique. Le président Masaryk et le général Pellé furent vite d'accord sur ce qu'il était indispensable de réaliser pour atteindre ce double but.

Une loi militaire était votée et adoptée, qui permettait de l'obtenir. Une armée tchécoslovaque existe aujourd'hui, dont les progrès constants sont frappants aux yeux de l'observateur. Elle est un élément solide et sérieux du maintien de la paix dans l'Europe centrale. Elle est un instrument précieux de fusion et d'éducation patriotique pour un pays qui compte de fortes minorités ethniques, que les circonstances et une longue oppression étrangère semblaient rendre rebelle à l'esprit militaire.

Le président Masaryk, ardent adversaire du militarisme oppresseur, a eu une large part à la création de cette force nationale et défensive, à laquelle des officiers français ont aussi collaboré. Le général Pellé et son successeur le général Mittelhauser n'ont pas trouvé d'appui meilleur ni plus sûr que le concours du président. Celui-ci s'est donné avec une prédilection particulière à cette tâche qui ne contredit aucune de celles auxquelles il a consacré sa vie : la formation du soldat tchécoslovaque. Elle achève son œuvre d'éducateur du peuple et la consolidation de l'État.

On peut dire qu'il n'est pas de questions, parmi celles qui intéressent le présent et l'avenir de la République, questions de politique intérieure et extérieure, qui ne soient l'objet de ses préoccupations. Et l'on pourrait montrer qu'il n'en est pas sur lesquelles son influence et son action ne se fassent sentir, parce qu'il les suit toutes, parce qu'il ne cesse de donner à leur solution l'apport précieux de son expérience et de ses conseils, et aussi parce que cette solution, pour celles où elle sera l'œuvre d'un temps plus ou moins éloigné, doit nécessairement se conformer à des idées qui sont les siennes, aux principes de la politique qu'il a tracée.

La question des Allemands de Bohême, la plus grosse de celles qui se posent pour le nouvel État, se résoudra par l'action

du temps et la fidélité aux principes du président Masaryk. Ces principes d'équité et de justice, qu'il a mis à la base de la politique tchécoslovaque, avec la nécessité des choses, amèneront un jour et amènent déjà, dans une certaine mesure, une race, qui a été longtemps maîtresse d'un pays où elle n'était qu'une minorité, à collaborer avec les Tchèques, à la place qui lui revient, dans le cadre de l'État. Ces principes, qu'il a fait inscrire dans la Constitution, le président les rappelle souvent; ils assurent aux minorités ethniques, dans la République tchécoslovaque, une situation que pourraient leur envier celles qui existent dans d'autres pays.

La question slovaque est beaucoup moins grave et toute différente; elle a été défigurée parfois par une propagande mensongère à l'étranger; elle est, par elle-même, particulièrement attachante. La fusion entre Tchèques et Slovaques, politiquement séparés pendant des siècles, unis par la communauté de race, d'aspirations et de culture, se fera naturellement par la pénétration réciproque et une politique de ménagements. Nul ne peut mieux la faciliter, la poursuivre et l'achever que le président Masaryk. Le séjour d'été qu'il vient de faire, les mois derniers, au château de Topolcanky, au cœur de la Slovaquie, aura certainement des effets bienfaisants pour cette fusion tchécoslovaque.

Il faut renoncer à montrer son rôle et son influence dans la politique étrangère de la République. Il suffit de dire qu'il l'a fixée et qu'il continue de la suivre avec assiduité. Il a eu la bonne fortune de rencontrer, sur ce terrain, un collaborateur, M. Benès, qui était son élève le plus fidèle et le plus dévoué, qui l'est resté, qui s'est formé avec lui, dans leur action commune pour la création de l'État. La situation que M. Benès a prise en Europe est grande; celle qu'il a en Tchécoslovaquie tient beaucoup au caractère particulier de ses rapports avec un président dont il est comme le fils spirituel. Si M. Masaryk semble le président à vie de la République, M. Benès est, pour lui, le ministre sur lequel il peut se reposer parce qu'entre eux l'accord est intime et complet. Je ne puis avoir envie de diminuer l'œuvre de M. Benès; ce qu'il serait intéressant de marquer, c'est comment le disciple applique les idées et la politique de son maître. Toute cette politique de fidélité aux Alliés de la guerre, qui ont aidé la Tchécoslovaquie à naître,

de rapprochement avec les États voisins pour le maintien de l'ordre nouveau, pour la paix et la consolidation de l'Europe centrale, la politique qui s'est affirmée dans la conception et la mise en œuvre de la Petite Entente, c'est la politique même du président; il ne l'a pas seulement approuvée; il n'a cessé de l'inspirer et d'y participer.

La République tchécoslovaque est un État nouveau qui est un État démocratique reposant sur une histoire ancienne et d'antiques traditions. Cet État s'est trouvé avoir à faire face à une situation qui présentait de nombreuses et de graves difficultés. Il les a surmontées en grande partie, grâce à une politique raisonnable et sage, une politique de travail, d'ordre et de liberté, dictée par un patriotisme profond et par des aspirations généreuses, par les principes d'un idéalisme élevé et par la considération franche des réalités. Il est facile de faire une constatation qui s'impose aujourd'hui à l'observateur sans parti pris; c'est qu'il est, à l'heure actuelle, le plus solide et le plus prospère parmi les États nouveaux de l'Europe centrale.

Il le doit à un concours de circonstances heureuses, à ses ressources économiques, aux robustes qualités de son peuple; il le doit aussi à la chance exceptionnelle qu'il a eue de rencontrer, à ce moment de son histoire, un homme tel que le président Masaryk. Celui-ci est incontestablement une des forces de la République tchécoslovaque. Il faut le dire simplement, parce que c'est là le meilleur hommage que l'on puisse rendre à l'hôte qui vient nous visiter au nom d'un pays ami dont notre amitié et notre intérêt nous commandent de suivre attentivement et d'encourager tous les progrès.

PIERRE DE QUIRIELLE.

POUR MIEUX CONNAITRE GOYA

II [1]

III. — GOYA PEINTRE RELIGIEUX

M. Paul Lafond, l'un des exégètes les plus écoutés de Goya, a écrit péremptoirement : « Goya n'est point un peintre religieux. Ce sens lui fait absolument défaut. » C'est l'opinion courante ; Goya, n'ayant pas la foi (nous savons ce qu'il en faut penser), n'a pas su l'exprimer. De ce que des fresques fameuses de San Antonio de la Florida s'exhale comme un parfum de modernité, on condamne comme mondains et profanes, sans onction, tous ses tableaux religieux, depuis les fresques du Pilar et de la Chartreuse d'Aula Dei, à Saragosse, jusqu'au Christ en croix, divinement tragique, du Prado. C'est une injustice, car d'abord le sentiment religieux n'est pas banni des scènes de la Floride, et d'autre part une peinture au moins, le Saint Joseph de Calasanz, nous emporte aux plus hauts sommets de la Foi.

Il se peut qu'en 1798 San Antonio de la Florida fût dans un ermitage digne de son nom, que l'église fût fréquentée par le beau monde de la Cour et de la ville, que la porte en fût ombragée de pampres et que des fleurs crûssent à l'entrée. « Au milieu des fleurs et de l'ombrage, a dit Antonio de Trueba, s'élève ton ermitage, glorieux Saint Antoine de la Florida, et c'est aux ombrages et aux fleurs que tu dois ton doux nom, ô Saint béni ! » Aujourd'hui, c'est, au bord de la route horriblement boueuse ou poussiéreuse, selon les jours, en un coin déserté de vieille promenade, sous de grands arbres moribonds, une petite église lépreuse que sa misère seule signale aux regards

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre.

du passant. On entre par un étroit et bas couloir dans une nef banale où deux fenêtres parcimonieuses et la lanterne d'une petite coupole laissent malaisément filtrer un triste jour de catacombe.

On fuirait, l'esprit confus, les yeux incertains, n'était le grand nom de Goya qui peignit ici l'un de ses chefs-d'œuvre, et la présence de ses restes mortels, qu'un grand sculpteur digne de lui, Don Mariano Benlliure, a fait pieusement inhumer au pied de l'autel. Que les yeux s'habituent à la pénombre, et voici que la coupole et ses pendentifs, les intrados des arcs qui la soutiennent, le cul de four du chœur s'éclairent et s'animent; ce sont les fresques de Goya qui prennent vie au rayonnement de leur propre lumière.

Du jour même, semble-t-il, où le peintre de la Chambre présenta son œuvre au Roi qui la lui avait commandée, la critique fut vive; elle n'a point cessé de l'être. Charles IV, ce n'est peut-être pas une légende, se serait emporté contre Goya, aurait même frappé de disgrâce le créateur d'une décoration trop profane; le haut clergé, tout l'entourage religieux du Roi s'effarouchèrent d'une conception sans piété. Depuis, quel biographe de Goya, quel critique d'art a manqué de censurer l'assemblée vraiment inattendue de la coupole, les types, les costumes, les attitudes, les petits chérubins nus, et les grands anges des écoinçons et des arcs, enfin ce parfum de vie mondaine chassant l'odeur de sainteté? Oui, Goya qu'avaient intimidé le vaste vaisseau pompeux du Pilar, la froide et majestueuse rotonde de San Francisco, toutes les cathédrales et les églises paroissiales, et le voisinage de rivaux étroitement soumis à toutes les tyrannies académiques, qui jusque-là, de son mieux, s'était sagement appliqué à des pensums religieux, Goya définitivement a jeté par-dessus bord toutes les grandes habiletés traditionnelles de l'Espagne et de l'Italie décadentes, et tous les oripeaux usés, troués, rapiécés, des sacristies et des couvents.

Oui, le Saint debout sur une éminence, pauvre moine en son humble froc de bure, ressuscite un mort cadavéreux derrière la rampe d'un balcon qu'escaladent et chevauchent des galopins sans vergogne, où se penchent, tournant le dos, inattentives, toutes à leurs confidences, de coquettes mañolas. Les angelots qui voltigent de ci de là sous la coupole sont d'effrontés petits culs-nus d'amours, et les anges aux grandes

ailes diaprées des tympans ou des arcades sont d'élégantes et quelque peu voluptueuses jeunes femmes, aux charmes très peu célestes, qu'elles savent bien faire valoir, aux gestes libres, aux coquettes parures chatoyantes. Peut-être, on l'a dit depuis longtemps, et de complaisants exégètes ne manquent pas de l'affirmer aux touristes, toutes ces figures de la rue et du monde égarées dans l'ermitage sont ou des miséreux coureurs de carrefours, ou de beaux messieurs ou de belles dames de la Cour, moins encore, de belles femmes de la ville, moins encore... Et tout cela n'est sans doute ni très pieux, ni très religieux, ni très respectueux de la sainteté de l'oratoire. Mais pourquoi tant de sévérité chatouilleuse, et ne suffit-il pas, pour innocenter Goya, d'évoquer les somptuosités vénitiennes de Véronèse et la splendeur de fête mondaine des *Noces de Cana?*

Pour nous, le mélange de la pauvreté et de la richesse, des haillons et des falbalas ne nous choque pas autour du saint moine, et nous plaît au contraire dans cette assistance bigarrée de rencontre. Que nous les préférons, ces jupes colorées et chatoyantes, ces *mantones*, ces boléros et ces mantilles à l'énervante friperie blafarde des tuniques, des toges et des palliums! D'ailleurs, qu'importent les modèles, grandes ou petites dames, beautés fameuses du jour, courtisanes de haut ou de bas étage? Qu'une enquête nous mènerait loin, si vraiment elle se pouvait faire, depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, sur l'état social et moral de ceux et de celles qui prêtèrent leur corps ou leur visage à l'idéal de beauté terrestre ou divine des artistes de génie! Qui dira le nom véritable des Vierges les plus immaculées? Qu'importent les péchés des belles folles dont Goya fit des anges au charme un peu troublant, si nous sommes tout heureux qu'il ait remis au magasin d'accessoires réformés les chérubins doucereux et plats que l'on pouvait craindre? Et les petits amours qui sans pudeur se roulent tout nus sur les nuages, pourquoi s'effaroucher de leurs chairs potelées et de leurs fossettes? Ils sont bien, ceux-là, dans la tradition espagnole, et dans la meilleure, et ne nous choquent pas plus que les libres angelots voltigeant au socle des madones de Pedro de Mena, ce mystique, ou que ses divins niños eux-mêmes, blottis au giron de leurs mères, offrant aux adorations, sur tant d'autels, l'intégrale nudité de leurs petits corps précieux. D'ailleurs encore, pour qui donc travaillait Goya à la Florida?

Cet ermitage pour mondains et gens de cour, et quelle cour! exigeait-il une décoration si sévère?

Pour l'œuvre et pour le peintre, nous réclamons volontiers, l'indulgence que leur accorde sur ce point, seul il est vrai ou peu s'en faut, don Ceferino Araujo Sanchez, déclarant qu'après tout, ce sont là des figures idéales parlant plus à l'âme qu'aux sens (c'est peut-être beaucoup dire); qu'elles ne sont pas lascives, et que si elles ne sont pas assez religieuses, elles ne sont pas profanes non plus. L'essentiel est qu'on ne peut rêver un ensemble de figures plus vivantes, plus vraies et plus naturelles dans une plus suave harmonie de couleur et de lumière.

Goya, qui trop souvent, dans l'ordre religieux, compose vite et sans beaucoup de soin, jetant les figures au bonheur de ses idées ou de ses impressions rapides, dispose ici les personnes et les groupes de la coupole en un savant équilibre. Saint Antoine, bien en vue sur un tertre, se découpe seul et tout entier sur le ciel clair, bien entouré de tous ceux qui regardent le miracle; tous les simples indifférents, au contraire, plus ou moins accoudés à la balustrade, se détachent sur le fond d'arbres ou de montagnes. Par exception, et comme une note de rappel, un homme est debout sur un rocher, dressé vers le ciel, extasié. Aux retombées des voûtes, dans les tympans des fenêtres, aux intrados des arcades, les grands anges se groupent ou s'isolent, arrêtés ou volant, avec une élégante sûreté dans les espaces difficiles à garnir; les petits chérubins nus déroulent et soutiennent ingénieusement dans les nuages les voiles et les écharpes qui flottent : pas une image qui ne se lie aux autres images avec une aisance si simple que l'art s'en dissimule; pas une figure intruse ou mal placée, pas un trou, pas une faute.

Goya, qui si souvent encore, dans sa fougue indisciplinée, tout au souci du mouvement, de l'éclairage et de l'effet, dessine et modèle sommairement ou mal, surtout à la fin de sa carrière, se montre ici dessinateur admirable, maître absolu de l'anatomie, de la vérité des formes, de la précision des lignes; tous les mouvements sont exacts, traduits avec correction; aucun raccourci ne l'effraie, et les plus hardis sont justes. L'artiste a voulu être le plus consciencieux des habiles de l'École, et il l'a été.

De cette netteté de la composition, de cette pureté rigoureuse du dessin si heureusement unies à l'originale liberté de

l'idée se dégage pour l'esprit un rare plaisir de raison auquel s'ajoute pour les yeux l'enchantement d'une coloration exquise. Est-ce donc ici le Goya qui se complaira plus tard aux duretés des ombres et des lumières opposées, aux heurts brutaux des couleurs? Est-ce lui qui, dans l'obscurité de la triste chapelle, a fait chanter cette élégante et fraîche harmonie de lueurs claires qui nous sont une si joyeuse caresse? Est-ce lui qui pétrit de lumière ces chairs blondes, ces nuages, ces écharpes flottantes, ces ailes bigarrées de papillons, lui encore qui dans cette mélodie tendre jeta la note vibrante des cheveux noirs, des robes bleues et rouges?

Les critiques de ce chef-d'œuvre si mal compris dégoûtèrent sans doute Goya de la peinture religieuse, où pourtant il s'était complu et avait trouvé des succès dès sa jeunesse, car il faut attendre vingt ans pour retrouver de lui un tableau de sainteté, *Sainte Justine et Sainte Rufine*, exécuté pour la cathédrale de Séville en 1817; la toile n'est pas des meilleures, bien qu'on la décrie un peu trop. Mais trois ans après, en 1820, âgé de quatre-vingts ans, l'artiste retrouve toute sa hardiesse et sa virtuosité; dans un dernier effort il trouve, — qu'on n'ose plus le contester, — l'inspiration chrétienne qui l'égale aux plus grands mystiques. Nous voulons parler du tableau qui illustre la sombre et triste église des Pères Escolapios de Madrid, l'église de San Anton Abad.

Le saint fondateur de l'ordre des Escolapios (les Ignorantins de l'Espagne), *Saint Joseph de Calasanz*, est agenouillé sur un coussin, un peu à la droite du tableau, et vu de profil, avec le visage à peine tourné du côté du spectateur. Les mains jointes, le manteau sur les épaules, faisant de beaux plis et tombant sur le sol après avoir couvert tout le corps, l'étole sacrée passée au cou, le saint aragonais est en train de recevoir le sacrement d'Eucharistie. Un nimbe lumineux ceint sa tête vénérable, sur laquelle descend d'en haut un rayonnement. Un vieux prêtre, qui lui offre l'hostie, se penche vers lui; par derrière, dans l'ombre d'une église, s'estompent des têtes d'enfants qui prient et admirent.

L'impression est grande et forte de cette scène si sobre, de ce tableau aux colorations sombres et rudes. C'est que l'officiant, dans son attitude de vieillard courbé et tremblant, offre à nos yeux une silhouette d'un naturel et d'une vérité absolus;

c'est que le visage du saint, qui n'est point beau, et se modèle et s'éclaire avec une franchise et presque une rudesse cruelles, est comme transfiguré par l'émotion du sacrement, et l'ardeur intime de la foi. C'est l'extase d'un mystique, c'est la communion, où le saint met toute son âme et tout son cœur d'homme fort et de bon ouvrier du Christ. Si l'on ajoute que l'effet de lumière qui projette hors du cadre, comme un vivant relief, le visage du communiant, est un des plus hardis et des plus francs qu'ait tentés le maître, supérieur encore à celui qui fit prendre à Théophile Gautier le *Baiser de Judas* de Tolède pour un Rembrandt; que la toile est peinte à grands traits larges, d'un pinceau moins soucieux de la précision des lignes et des formes que des mouvements justes et de l'impression émouvante, on conviendra que Goya, dont c'est ici la dernière grande œuvre, terminait avec éclat sa carrière.

Ce n'était pas l'avis des bons Escolapios; offusqués, nous dit-on, d'un détail de costume peu conforme au rituel, mais bien plutôt, selon nous, d'une peinture ardente et passionnée dont ils n'avaient pas l'intelligence, ils se plaignirent; mais l'irascible octogénaire reçut mal la critique ; il fallut, pour qu'il consentît à livrer son œuvre, que les pauvres religieux, faisant amende honorable, proposassent de la payer double.

Il firent une bonne affaire. Le *San José de Calasanz*, la dernière grande composition du maître, est unique dans sa beauté ; elle exprime, à la fin de la vie du vieillard, dans l'ordre religieux, les grandes émotions douloureuses qui secouèrent son âme dans l'ordre moral et patriotique.

LE DOS ET LE TRES DE MAYO ET LES DÉSASTRES DE LA GUERRE
LA MAISON DU SOURD

La chute de Charles IV, l'invasion française, l'avènement d'une dynastie étrangère, marquent une date sombre dans la vie de Goya. Les monarques qui l'avaient choyé prisonniers en France, son protecteur le Prince de la Paix, tous ses amis puissants déchus, que faire ? Il se soumit, prit rang parmi les *afrancesados*. Le Prince des Asturies, sans rêver la restauration future, honteusement donnait l'exemple ; les ministres, les conseillers, les défenseurs du trône légitime, avec eux les artistes, émules du peintre, Maella, Ramos, le suivaient. Goya

reste peintre du roi intrus, comme il avait été peintre du Bourbon ; il fait son portrait, celui des nouveaux dignitaires. Même bientôt, et cette fois la mesure est comble, il consent avec Maella et Napoli à faire partie de la commission chargée de choisir dans les collections royales cinquante des plus beaux tableaux, destinés au Louvre. Nulle excuse sans doute, que le malheur des temps, et, avec on ne sait quelle inconscience d'artiste, le souci des travaux habituels, le besoin de la Cour qui le fait vivre, l'accoutumance au théâtre de ses succès et de sa gloire.

Chose étrange d'ailleurs, quand son caractère s'abaisse, son génie s'élève ; ce soumis, tout d'un coup, se réveille patriote. L'année même de l'invasion, il peint deux grandes toiles pour immortaliser le peuple en révolte au 2 mai 1808, les misérables fusillés le lendemain matin, en châtiment de leur héroïsme, par un vainqueur impitoyable ; il rachète par des pages sublimes sa conduite humiliée.

On sait comment le peuple de Madrid, transporté d'incompréhensible enthousiasme pour le jeune Ferdinand VII, son roi de la veille, roi très faux, très bête et très méchant, comme disait Napoléon, ou plutôt soulevé par la haine instinctive de l'étranger envahisseur, lorsqu'il apprit que Murat faisait partir pour Bayonne la reine d'Étrurie et tout le reste de la famille royale, s'assembla en grondant autour des voitures, et brusquement, au bruit d'un coup de feu, assaillit en révolte furieuse les mameluks et les dragons massés à la Puerta del Sol. On sait aussi comment Murat dompta et punit l'émeute.

Goya, sur une grande toile de 2 m. 66 sur 3 m. 45, a peint cet assaut à la cavalerie de Murat. Le *Dos de Mayo* a des qualités de premier ordre, mais, ayons le courage de le dire à l'encontre de l'opinion presque unanime, il a bien des faiblesses. Le grand coloriste n'a pas défailli, l'observateur et l'interprète de la réalité et de la vie donne encore ici plus d'une preuve de la sûreté de son regard et de sa main. Mais, si la confusion convient à une scène de révolte et de bataille, la composition n'en est pas moins un peu creuse et vide ; les chevaux des mameluks et des dragons sont détestables, tout à fait hors de la nature et de la vérité ; ils font dans le tableau de grandes taches bien fâcheuses. Le mameluk désarçonné qui tombe en arrière, raide comme un mannequin, n'est en effet qu'un mannequin, de superbe couleur, il est vrai ; l'Espagnol qui va

le frapper de son poignard, celui qui tue son cheval, ont des gestes étriqués et courts. Cependant l'œuvre se relève par on ne sait quelle envolée, quelle fureur de combat, par une grande force vive de passion et d'idée.

Mais la fusillade du 3 mai, le châtiment et la représaille de l'émeute, c'est la décapitation, c'est l'exorcisme, ce sont toutes les scènes dramatiques jusque-là traitées par Goya sur de petites toiles, aux heures d'observation ou d'imagination lugubre, c'est l'œuvre tragique du maître haussée au sublime de l'histoire. C'est plus qu'un épisode, c'est la guerre atroce, et c'est aussi l'Espagne qui saigne et meurt, invincible pourtant.

Dites, devant le misérable qui surtout nous émeut, si jamais l'enthousiasme pour la liberté, pour la patrie chanta sur la face d'un héros avec un plus puissant lyrisme? Échevelé, débraillé, jeté sur ses genoux, mais comme redressé sur le tertre fatal comme sur un socle ou sur une croix, les bras en Christ, hurlant sa haine dans une insulte suprême à l'étranger homicide, le révolté tend sa poitrine aux dix fusils braqués à deux pas sur lui. Son visage de passion exaltée, sa chemise blanche entr'ouverte sur son cœur ardent, tout son être vulgaire et sublime éclate dans le matin livide, à la lueur blafarde d'une lanterne, et rayonne comme en plein soleil. Autour de lui ses compagnons de mort déjà nagent roulés dans leur sang, ou se crispent dans l'attente angoissée des balles, ou gravissent à leur tour, chancelants, les poings aux yeux, hagards, la pente du charnier. Lui, l'arrière-neveu des Numantins ou des Sagontins immortels, provocant, injurieux, transfiguré, semble être seul la cible des fusilleurs qui sont courbés sur leurs armes meurtrières comme par une inexorable fatalité. Rien ne manque à l'œuvre inspirée qui nous secoue d'un frisson épique.

Une telle page ne peut qu'être unique dans l'œuvre d'un artiste ; Goya n'est pas monté plus haut. Mais l'inspiration n'était pas tarie et pendant toute la durée de l'occupation française le peintre, tourmenté, épanche sa colère, fixe ses impressions et ses souvenirs douloureux dans les planches des *Désastres de la Guerre*.

Ces petites eaux-fortes, qui ont 13 centimètres de haut sur 21 de large, furent à peine connues du vivant de l'artiste ; il n'en fit qu'un tirage incomplet, ou, pour mieux dire, n'en tira que des épreuves. Oubliées après sa mort, elles furent éditées

définitivement trente ans après, en 1863, par l'Académie de San Fernando. Il y avait 80 planches, sous ce titre : *Los desastres de la guerra, colección de ochentat láminas inventadas y grabadas al agua fuerte por D. Francisco Goya.* Mais il est bon de noter qu'un certain nombre de ces 80 planches sont intruses dans la série. L'Académie aurait dû reprendre intégralement le titre que Ceán Bermúdez, l'ami et le confident de Goya, avait donné au recueil qu'il fit de quelques épreuves, lorsque l'artiste vivait encore ; il est ainsi libellé : *Fatales consecuencias de la sangriente guerra de España con Bonaparte, y otros caprichos enfáticos,* etc. Les dernières eaux-fortes, du n° 66 au n° 87, saut une ou deux peut-être, sont les *caprichos* ainsi désignés.

Mais, même réduite en nombre, et privée de quelques-unes de ses plus notables compositions, la série reste admirable ; elle fait beaucoup, et justement, pour la gloire de Goya. Ces feuilles terribles remuent en nos cœurs les spectacles, les souvenirs, les pensées les plus cruelles. C'est la guerre, évoquée avec toutes ses horreurs ; avec ses grandeurs quelquefois, quand elle exalte l'amour sacré de la patrie ; mais surtout avec ses barbaries, ses lâchetés, ses crimes. L'invasion française fut l'occasion ; on n'ignore pas d'ailleurs que nulle guerre, avec plus de courage, voire d'héroïsme, ne s'illustra par plus d'exploits atroces, où les uns eurent pour excuse l'ardeur du patriotisme, les autres la colère d'une résistance désespérée, de la guerilla traîtresse. Tel épisode, la Maria Agostina, debout sur un monceau de cadavres, enflammant un canon de l'indomptable Saragosse ; telles planches où se reconnaissent les fantassins français, les terribles hussards à kolbach de Lefebvre Desnouettes, les mameluks de la garde, que le peuple haïssait comme s'ils étaient de vrais musulmans ; telles autres où les femmes espagnoles, non moins acharnées à l'émeute, à l'embuscade, à la bataille que leurs maris, que leurs frères et leurs amants, nous jettent en pleine histoire, en pleine mêlée contemporaine. Nos soldats, rébarbatifs, terrifiants, exaspérés, y jouent, hélas ! et trop souvent, un rôle que le graveur ensanglante en ennemi haineux. Mais aussi, bien souvent, Goya sait s'abstraire de la réalité des malheurs du jour ; l'observateur se fait poète et philosophe douloureux : plus de Français, plus d'Espagnols, mais des hommes en proie à la folie sanguinaire qui les heurte en combats fratricides ; des soldats, sans doute,

et des paysans qui se battent avec fureur, mais aussi tout le cortège, toute la suite sauvage de la bataille, l'incendie, le vol et le viol, le massacre, la maladie, la famine, l'envers hideux de l'épopée glorieuse, poème de souffrances, de deuils, de sang, de larmes, mais aussi, par éclairs, de raison et de pitié.

Comme la haine, aveugle d'ordinaire, mais parfois aussi clairvoyante et prophétesse, a des visions d'avenir, les *Désastres* de Goya exagèrent les faits présents qu'il exècre, dont il a honte pour l'humanité ; mais son rêve d'il y a cent ans est devenu réalité ; il a tout prévu des crimes que devaient commettre les barbares au nom de la civilisation, sauf un seul : on ne voit flamber à l'horizon de ses assassinats et de ses pillages aucun incendie sacrilège de cathédrale. Étudions, sans que le choix s'en impose, quelques planches typiques.

Voici un héros populaire ; debout sur un fouillis de corps abattus, brandissant à bout de bras une hache massive, il cogne, comme il fendrait des souches dures, tandis qu'un fantassin français, impuissant malgré son grand sabre, roulant des yeux épouvantés dans sa face à grosses moustaches, fait de la main un geste piteux de parade ou de prière. A gauche, en arrière-plan, un second guerillero chevauche un autre grenadier tombé à quatre pattes et brandit sur lui un poignard fatal. Attitudes, mouvements et types, tout est trivial, criant de trivialité basse ; mais l'homme à la cognée, débraillé, les manches de sa chemise relevées et tordues aux coudes, les bas aux talons, hurlant sa rage à pleine gueule, dresse une silhouette violente et juste, qu'on n'oublie plus.

Voici maintenant les héroïnes : *Les femmes inspirent le courage*, dit la légende de la planche 4, où deux femmes luttent désespérément contre deux soldats. *Et elles sont des bêtes sauvages*, ajoute la légende de la planche 5, une des plus admirables. Quatre femmes sont aux prises avec une patrouille et l'attaquent avec rage ; l'une d'elles est tombée, tenant encore son poignard, et, rendue par sa blessure à la faiblesse de son sexe, lève au ciel un visage de souffrance. Mais une autre, comme un homme, manie l'épée contre un ennemi ; une autre, en arrière, bras et seins nus, cambrée en un rude effort, soulève et brandit un lourd pavé ; tandis qu'au premier plan, en plein jour, la quatrième, une jeune femme, une jeune mère, se détache, aussi farouche, aussi grande que l'homme à la cognée.

Pour défendre son foyer et son nourrisson qu'elle a traîné dans la rue dangereuse et qu'elle porte épouvanté sur sa hanche, elle s'est saisie d'une lance, et l'enfonce mortellement dans le flanc d'un grenadier qui tombe à la renverse, soutenant à peine son sabre inutile, tandis qu'un grand soldat fait feu à brûle-pourpoint sur la vaillante. Aux pieds du groupe, des corps gisent pêle-mêle, et des visages de blessés et de mourants hurlent dans la confusion. Le drame, court et sobre, a beaucoup de grandeur ; la mère, une pauvresse à peine vêtue, qui jette son torse en avant dans un élan de fureur, la mère avec son visage hardi, au menton volontaire, aux yeux chargés de haine, impassible et désespérée, narguant le canon du fusil braqué qui la touche, l'enfant nu, pauvre innocent sur qui le sang maternel va jaillir, images douloureuses et magnifiques.

Après les exploits, les hontes et les crimes. Deux ignobles détrousseurs de cadavres, font leur profit, *se aprovechan* des dépouilles de leurs victimes; ils tirent de tous leurs bras sur les hardes misérables qui s'accrochent aux pieds ou à la tête des morts ; les corps nus se traînent sur le sol, secoués et lamentables; les rapaces s'efforcent brutalement, sans pitié ni pudeur, à leur besogne de vampires. Au premier plan, à plat ventre, bras et jambes en croix, vue dans un raccourci superbe, une autre proie attend son tour. Cette eau forte, l'une des plus atroces, est aussi l'une des plus belles; la fermeté du dessin, la distribution hardie des lumières souligne l'horrible franchise du sujet.

Mais il y a plus tragique encore : *Populacho*, vile populace, est une scène atroce ; un cadavre décapité qu'une foule hurlante pique et frappe en le traînant au bout d'une corde, comme le train d'*arrastro* tire au *corral* de la Plaza les chevaux éventrés à coups de cornes et le taureau tué. Des assistants, dont un prêtre, regardent, impassibles et consentants. La critique a cru pouvoir préciser l'épisode. « La victime, dit M. Mélida, est peut-être le marquis de Perales, qui fut *arrastrado* par le peuple de Madrid, sous l'accusation d'avoir fait charger de sable les cartouches à l'approche de Napoléon. Ce qui peut confirmer l'hypothèse, c'est la femme qui frappe le cadavre; elle représente peut-être la fille d'un boucher, ancienne maîtresse du marquis, qui, pour venger son abandon, se fit l'instrument de sa mort. » Hélas! le fait ne fut pas unique; il y eut plus

d'un *arrastrado*, et nous préférons ne voir ici que le spectacle d'un de ces crimes épouvantables qui déshonorent les plus légitimes guerres ; Goya, flétrissant ces fureurs sacrilèges jusque chez les siens, est pour cette fois témoin impartial autant que fidèle.

Enfin sa haute pensée se dégage des contingences, dans la plus épouvantable, mais aussi la plus émouvante de ses gravures, « *Grande hazaña con los muertos,* — Grands exploits sur les morts. » Des bêtes féroces se sont acharnées sur des cadavres, les ont attachés à un arbre après d'obscènes mutilations; l'un d'eux est accroché par les genoux, le corps pendant; ses deux bras coupés sont liés à côté de lui; sa tête tranchée s'empale sur une branche, trophée abominable! Passons; nos nerfs se crispent; et méditons...

Mais quelquefois, nous l'avons fait pressentir, le cœur du peintre cruel s'attendrit; c'est, dans les sombres pages, une note de pitié qui nous émeut. « *Mère infortunée!* » dit la légende, et l'on voit une malheureuse morte de faim que trois hommes emportent; sa fille la suit en pleurant. « *Charité d'une femme,* » et l'on voit une pauvre vieille secourant une famille que la guerre a réduite à la plus affreuse détresse. « *C'est pour cela que vous êtes nés!* » Et sur un monceau confus de cadavres titube, les bras ouverts, avant de tomber lui-même au charnier, un moribond dont la bouche vomit du sang!

Enfin, à la raison anxieuse de Goya se pose plus d'une fois la question angoissante : pourquoi tant de maux, pourquoi tant de sang et tant d'horreur? « *Por que?* » dit Goya, nous montrant trois soldats pendant un prisonnier à un tronc d'arbre? « *No se puede saber por que,* » dit-il encore, dessinant avec la même âpreté sauvage huit condamnés qui attendent d'être garrottés sur l'échafaud; leur tête est couverte d'un bonnet noir que marque une croix blanche, et au cou de chacun pend un sabre, une baïonnette, un poignard ou un pistolet.

La réponse, d'une ironie douloureuse, serait-elle dans la gravure que l'artiste souligne de ces mots : Parce qu'ils sont d'une autre race, *Si son de otro linaje!* Un pauvre vieux en chemise, près des siens morts ou mourants, implore en vain deux messieurs chaudement vêtus qui passent en ricanant!

Mais ce sont là les pensées d'une heure fugitive : Goya, le plus souvent, est tout à l'ardeur de son patriotisme ou de sa haine;

l'*afrancesado* rachète sa soumission coupable par des pages brûlantes, où son génie s'excite tantôt en satires, tantôt en visions du passé sombre ou de l'avenir qui s'éclaircit. N'est-ce pas le peuple espagnol à la veille de l'invasion, cet homme décharné, hirsute, couvert de mauvais haillons, qui contemple d'un regard effrayé le ciel lointain, noir, peuplé de monstres, et pour lequel il est écrit : « *Tristes pressentiments de ce qui doit survenir?* » N'est-ce pas l'Aigle impériale chassée, ce *buitre carnivoro*, ce vautour carnivore, sans queue, les ailes coupées, que poursuit une multitude d'hommes, de femmes, de prêtres, tandis qu'on voit au loin une troupe française tournant le dos? N'est-ce pas enfin l'image de l'Espagne indomptée, qui se relèvera, ce fier cheval entouré de loups hurlants qui mord et rue pour se défendre, pendant que quatre chiens en laisse, caricature cruelle des peuples neutres, regardent la lutte sans intervenir?

Ces deux dernières eaux-fortes font partie des *Caprichos* annexés, comme nous l'avons dit, aux *Désastres;* elles nous indiquent que le lien n'est peut-être pas tout à fait arbitraire. Peut-être même quelques planches ne semblent-elles *a priori* des intruses que parce qu'on les comprend mal; la plupart peuvent être nées des réflexions cruelles que la guerre inspire à l'artiste. « *Nada*, rien, » voilà le mot où se heurte sa pensée désemparée, et celui qu'écrit sur une pierre un spectre soulevant à demi la dalle de son tombeau par une nuit pleine de fantômes.

Le sujet macabre et désolant a hanté plus d'une fois, à cette époque, le maître sceptique et désabusé. Un jour, a raconté M. Matheron, l'évêque de Grenade, visitant Goya dans sa maison des champs, s'arrêta devant un tableau où l'on voyait un spectre sortant de son tombeau et traçant sur une feuille que ses yeux creux ne pouvaient lire le mot *Nada;* de nombreux fantômes de forme indécise remplissaient le fond de la toile, l'un d'eux tenant une balance aux deux plateaux renversés. L'Évêque s'exclame : « Rien! Rien! idée sublime! *Vanitas vanitatum et omnia vanitas!* » Et Goya, vieux et sourd, se faisant répéter ces paroles, de s'écrier : « Ah! pauvre Illustrissime! Comme il m'a compris! Mon spectre veut dire qu'il a fait le grand voyage, et qu'il n'a rien trouvé là-bas! »

L'anecdote peut être vraie, et juste cette interprétation du *Nada*. Mais Goya aussi, l'acharné satirique des prêtres, a pu se

laisser aller au plaisir de railler l'Évêque. Pour nous, nous croyons cette négation plus générale et plus philosophique, — il suffit de noter l'allusion à la justice impuissante, — s'imposant au vieux peintre au spectacle des folies sanguinaires des hommes.

Quand il grava les *Désastres* et les *Caprices*, tant de maux et de crimes livraient de pénibles combats à sa raison, et il répandait ses doutes et ses craintes, avec ses colères, dans des œuvres violentes et tourmentées. Qu'est-ce que « *la Vérité est morte!* » ce cadavre étendu de jeune femme couronnée de lauriers, les mains croisées sur la poitrine, près d'une Justice éplorée, sinon l'allégorie du désespoir moral le plus affreux ? Mais n'est-ce pas en revanche l'espérance invincible, cette vérité sortant du sépulcre dans un rayonnement, tandis qu'une hideuse assistance d'hommes à têtes monstrueuses grimace de rage et de menace? Ne sont-ils pas un acte de foi réconfortant, ces mots que l'artiste traça sous l'image, d'une main assurée : *Si resucitara!* Elle ressuscitera !

Cette planche est la dernière du recueil. Il en est une autre qui la complète, qui l'affirme et qui l'éclaire ; peut-être fut-elle détachée des *Désastres* et confisquée à la Restauration. M. Yriarte la décrit ainsi : « L'artiste représente une jeune femme symbolique, entourée de rayons, accueillant un vieil homme usé par la lutte, épuisé, courbé vers la terre, soutenant à peine son hoyau : sa barbe longue, son aspect flétri révèlent une immense lassitude, c'est le peuple de Jean Journet ; elle lui montre le ciel incandescent, inondé de lueurs, l'avenir qui s'avance, avenir à la fois splendide et doux, l'abondance, la justice, le calme, la sérénité et la force ; des fleurs et des enfants enlacés tombent du ciel et voltigent dans des irradiations symboliques. Au pied de la figure, un agneau cherche un refuge, un enfant au berceau s'abrite dans les plis de sa robe. » Et le critique ajoute ce commentaire, qui voudrait sans doute quelques réserves : « C'est l'idée de Fourier, celle de Saint-Simon, la théorie de Jean Reynaud, l'Icarie heureuse, Proud'hon, Cabet, tous les utopistes honnêtes que préoccupe l'amour de l'humanité et tous les réformateurs à l'état embryonnaire pressentis à la fin du XVIIIe siècle en Espagne, par un peintre isolé dans une société ignorante et fanatique. »

Ainsi le grand artiste qui, avec une si puissante et si tra-

gique éloquence, évoque l'héroïsme national et les visions hideuses de la guerre, dont le cœur tantôt s'enflamme de pitié, tantôt s'abîme dans la désespérance, s'apaise enfin dans un doux songe de juste avenir et de béatitude; le drame atroce dont il nous a donné l'image d'épouvante, s'achève pour lui en rêve humanitaire. C'est la réaction d'une grande âme passionnée et généreuse sous le coup de l'horreur. Mais l'horreur, néanmoins, persiste, et désormais le hante et l'affole. Seul avec lui-même, il cède à la hantise, et les peintures dont il attriste sa maison des champs, traduisent le délire de ses hallucinations.

Hallucinations, fantômes! mais hallucinations, fantômes de génie, condamnés sans rémission à périr, sans le geste sauveur du baron d'Erlanger qui les acheta et les donna au Prado après l'exposition de 1878.

A cette effarante décoration aboutissent, comme à un terme fatal, les *Désastres de la guerre*, en même temps que les satires des *Caprices* et des *Proverbes* et les mille sorcelleries des dessins de Goya. L'examen rapide s'en impose donc ici; nous n'avons le droit ni de les oublier ni de les accabler, sans plus, comme on a coutume, sous le terme de folies. Ne sont-ce pas plutôt des monstres qu'enfanta sa raison déconcertée? La clef de ces songes peut être perdue; mais ils restent, dans leur émouvante étrangeté, moins pour sa gloire, si l'on veut, que pour la connaissance et la compréhension de son génie exaspéré, et pour cela au moins méritent qu'on s'y arrête sans mépris.

On en connaît la genèse : Goya rallié au roi intrus, mais l'âme déchirée par les maux de la guerre, mécontent de lui-même et d'autrui, sentant peut-être plus vivement les progrès de sa surdité cruelle, aigri et vieilli, se renferma dans sa maison de campagne, sa *quinta* de San Isidro, et s'entoura de ces tableaux où se reflétaient ses noires méditations, où s'épanchaient en toiles sombres ses tristesses et ses mélancolies. Rien ici qui rappelle le métier qui fait vivre, la commande, l'intrusion du client, avec ses goûts et ses exigences; l'artiste travaille comme il veut, quand il veut, libre, sans frein, sans contrôle, à l'abri des jugements et de la critique, et c'est là, pour ce fier, pour cet indépendant, la condition idéale; il peut se donner tout à l'inspiration qui est vraiment la sienne, rien que la sienne.

L'œuvre fantastique défie trop souvent l'analyse. Parfois l'idée est simple et nette ; seuls les tons de la palette, volontairement chargée et triste, la fougue de la peinture rapide et largement brossée, disent l'esprit tourmenté de l'auteur. Mais cette fougue même et cette hâte, elles sont un trait, et des meilleurs, du génie de Goya. Ainsi la Mañola vêtue d'une jupe noire, les épaules et le sein à peine voilés d'une légère dentelle, la tête entière enveloppée de la mantille, qui s'accoude sur un tertre, est une image de parfaite observation, une œuvre d'excellent impressionnisme ; la facture en est d'une audacieuse virtuosité, et dans la toile, qu'assombrit une patine triste, la chair du buste et du visage, zébrée de larges touches rouges, se colore de vie chaude.

De même, dans un paysage lugubre, les deux montagnards qui s'assomment à grands coups de matraques, silhouettent vigoureusement leurs corps mouvementés et leurs visages sanglants sur les nuages lourds d'un soir d'orage. Goya les a peints pour la joie de son âme batailleuse et sa passion des gestes forts pris à même la nature, pour satisfaire une fois de plus son regard de coloriste. Mais il cherche l'effet dans des colorations nouvelles, et les rouges, les bleus, les verts ne sont que des tons accidentels et accessoires dans une grande harmonie brune.

Nous entrons maintenant dans l'incompréhensible. Que signifie cette composition étrange, où devant un grand rocher bleu couronné d'une ville à château fort vont passer dans un tourbillon deux figures aériennes, tandis qu'au-dessous d'eux, sur la terre, défile une troupe de cavaliers, et qu'à l'angle de droite, on ne sait pourquoi, on voit la tête et le dos de deux soldats déchargeant leurs fusils? Que peut bien vouloir dire cette allégorie bizarre? Qui sont ces deux êtres empaquetés dans leurs draperies rouges ou grises, tout le corps ramassé, serrés l'un contre l'autre, lancés dans l'espace comme un boulet? Que crie la bouche du premier, largement ouverte dans sa face vulgaire? Que dit le geste de son doigt montrant la ville?... Sachons nous arrêter devant le mystère, contents de goûter, avec la fantaisie, la large facture et le puissant coloris.

Pourtant, ici encore, Goya paraît tâtonner un peu à la recherche d'une formule nouvelle, jusqu'à ce que son génie sombre se déchaîne tout entier. Une série de petits tableaux et

quatre grands forment le plus prodigieux ensemble où jamais aient pris forme des cauchemars de nuits tumultueuses.

Qu'importent les sujets, et y a-t-il même des sujets? Dans le noir passent ou grouillent des êtres qui sont des hommes et des femmes, sans doute, mais assurément ce que la nature et l'imagination débridée enfantent de plus laid et de plus monstrueux. Brigands, mendiants, estropiés, vieilles horribles, entremetteuses, sorcières, le grotesque superposé à l'ignoble, voilà qui exigerait à le décrire l'argot le plus truculent de la Cour des miracles. Mais la plume la mieux trempée d'encre populacière ne pourrait suivre en ses délires le pinceau emporté de Goya. Les corps déjetés et difformes grouillent sous les haillons; les faces aux bouches édentées, tordues, et ricanantes, aux nez terrifiants, aux yeux d'épouvante, trouent l'ombre formidable; on dirait de démons ou de damnés échappés d'un cercle infernal que n'a pas prévu le génie de Dante lui-même.

Qu'on en juge par cette vaste toile que les catalogues appellent *les Parques*. A première vue, en effet, on dirait les Parques, ces hideuses vieilles accroupies sur une dune de sable, dont l'une élève des ciseaux dans sa main gauche; mais elles sont quatre. L'une tient et regarde une petite figurine, tandis qu'une autre braque une loupe sur un spectacle invisible pour nous; il y a là quelque pensée de philosophie ou de satire qui nous échappe.

Qu'on en juge encore par ce grand sabbat de sorcières, toutes mégères hideuses dont les masques grimacent et ricanent dans la nuit criminelle, en cercle autour d'un grand fantôme noir, à tête de bouc haut encorné, qui pérore. Çà et là, dans les ténèbres, des points brillent : ce sont des prunelles où s'allume un court éclair de vice ou de folie. Cauchemar, hallucination, hantise, voilà les seuls mots qui s'offrent, encore et toujours, pour juger ces prodigieuses débauches d'horreur; mais enfin, quelle fougue, quelle puissance, quelle audace, quelle outrancière fantaisie! Quel emportement d'un pinceau chargé de couleur infernale!

Enfin, laissant une soi-disante Judith, qui pourrait être une Salomé, qui n'est sans doute ni l'une ni l'autre, arrêtons-nous à ce monstre où la critique a reconnu Saturne. Ce n'est pas le plus grand tableau de la *Quinta;* mais c'est le plus puissant peut-être, vraiment beau dans son horreur sanglante.

Goya a-t-il voulu vraiment représenter le Dieu terrible de la Fable dévorant un de ses fils? Il ne semble pas que le maître ait jamais songé à l'antiquité, à son histoire, à son art, à sa mythologie. Et si, pour une fois, il a voulu évoquer quelque figure de ce vieux monde, on comprend bien que la vieille divinité barbare l'ait attiré de préférence; mais il faut avouer que si le sujet est antique, l'inspiration du peintre ne l'est pas. Qui ne sait que le génie grec gardait jusque dans les conceptions les plus tragiques et les plus sanglantes de sa religion et de son histoire héroïque, une sérénité majestueuse? Le vieux Saturne des poètes, le Temps, dévoreur d'hommes, reste dieu, dieu puissant et calme, en son horrible festin, et c'est le visage apaisé, le cœur tranquille qu'il reçoit ses enfants dans son vaste sein. Le Saturne de Goya n'est qu'un cannibale géant, vieilli dans l'orgie homicide; il ne mange pas, il déchire et engloutit, grimaçant, les yeux exorbités, fou et sadique, et bien plutôt que le dieu du mythe, nous y reconnaissons la vision nocturne d'un génie exaspéré au service d'un cerveau maladif. Quoi qu'il en soit, rarement la facture s'accorda si pleinement à l'idée; jamais de l'ombre noire ne saillirent avec tant de force l'horreur et l'effroi. Au delà de ce chef-d'œuvre atroce Goya ne devait plus, ne pouvait plus aller.

* * *

Quittons Goya sur cette image sanglante, où se cache peut-être un effrayant symbolisme. Aussi bien nous expliquons-nous maintenant qu'il ait été le peintre exaspéré de la guerre, cet homme à la sensibilité aiguë, à la pensée effervescente, qui passa avec la même fougue de passion du monde au demi-monde et au bas-monde, des folles amours à la tendresse conjugale, des scènes pittoresques et gaies, des portraits élégants et clairs aux scènes lugubres d'inquisition, d'exorcisme ou de folie, de la piété légère à la foi mystique, de la satire, de la caricature et du gros rire des *Caprices* aux désespoirs tragiques des *Désastres*, des platitudes de l'*afrancesado* aux révoltes patriotiques, au cri sublime du *Tres de Mayo*, dont l'âme enfin, exaltée et tourmentée aux spectacles des maux et des crimes des hommes, jeta tout le délire de ses songes monstrueux aux murs de sa maison solitaire.

PIERRE PARIS.

LA LEÇON DU MARK

I

Le monde moderne a connu, à plusieurs reprises et chez différents peuples, les maux du papier-monnaie. On peut même dire qu'il n'est guère de nation qui ait échappé à ce danger et qui, à un moment donné de son histoire, n'ait traversé cette épreuve. Il est un continent, celui de l'Amérique du Sud, dont la plupart des Républiques ne semblent pas pouvoir s'en dégager. Mais jamais encore l'inflation n'avait pris les proportions qu'elle vient d'atteindre dans deux empires européens, la Russie et l'Allemagne; jamais les conséquences de ce régime n'étaient apparues avec la netteté tragique qu'elles y revêtent en d'innombrables répercussions.

Et d'abord, qu'est-ce que l'inflation ? Que signifie ce mot, que nous entendons répéter chaque jour dans les discussions politiques et économiques? C'est la création de signes monétaires, dont l'État se sert pour effectuer ses dépenses et qu'il fabrique ou fait fabriquer arbitrairement, en dehors des règles qui, en temps normal, président à l'émission des billets. Ceux-ci n'ont de valeur certaine que lorsqu'ils sont garantis par des biens réels : ils ne sont autre chose qu'une promesse de payer, un bon de monnaie; ils ne sont acceptés par le public que parce qu'ils sont en principe échangeables contre de la monnaie véritable, c'est-à-dire des espèces d'or ou d'argent. Qu'étaient-ce que les 6 milliards de billets de banque qui circulaient en France en 1913? la représentation de 4 milliards de numéraire qui reposaient dans les caves de l'établissement émetteur et de 2 milliards d'effets de commerce qui se trouvaient dans le

portefeuille du même établissement. Ces effets étaient payables eux-mêmes en monnaie, au fur et à mesure de leur échéance, de sorte qu'à tout moment on pouvait considérer que les billets étaient garantis par un actif égal à l'engagement qu'affirmait la signature dont ils sont revêtus. Quelle était, à la même époque, la situation en Allemagne ? Il y circulait 2 600 milliards de marks de billets de la Banque impériale, qui possédait une encaisse métallique de 1 060 millions et 1 500 millions d'effets de commerce escomptés par elle. Sa situation était donc comparable à celle de la Banque de France. Aussi les deux instituts jouissaient-ils du même crédit dans le monde ; les promesses de payer (*promissory notes*, selon l'expression anglaise si caractéristique) émanées d'eux inspiraient la même confiance à leurs nationaux et aux étrangers. Des lois limitaient le chiffre des promesses qu'il était loisible à chacune des banques de créer : à Berlin, le maximum était le triple de l'encaisse métallique ; à Paris, des actes législatifs successifs avaient porté à 6 800 millions de francs l'émission autorisée.

Nous ne retracerons pas dans le détail l'histoire de la chute invraisemblable du billet allemand coté au millionième du pair : il suffit d'en rappeler les principales étapes. Le mark, qui valait avant la guerre 1 fr. 23 centimes de notre monnaie, était encore coté aux environs de 70 centimes au moment de l'armistice, en novembre 1918. A cette date, la circulation de la Reichsbank se tenait aux environs de 20 milliards de marks. C'est alors que beaucoup d'étrangers, confiants dans la signature du Reich, spéculèrent à la hausse et achetèrent des billets allemands par milliards ; à mesure que la baisse s'accentuait, les Anglais, les Américains, les Hollandais, les Espagnols augmentaient leurs achats ; ce ne fut que lorsqu'ils virent la cote descendre à quelques centimes qu'ils comprirent leur erreur. Le mal était irrémédiable. Les quantités lancées dans la circulation croissaient avec la vitesse d'un corps qui tombe. Les demandes de billets provenaient de sources diverses : en premier lieu, des industriels et des banquiers allemands, qui ne tardèrent pas à comprendre le bénéfice énorme qu'ils pouvaient réaliser en échangeant, contre d'excellentes monnaies étrangères, telles que la livre sterling ou le dollar, des chiffons de papier auxquels des spéculateurs hypnotisés par le souvenir d'une époque où les finances allemandes étaient bien

gérées, étaient assez naïfs pour accorder une valeur. Les milliards de monnaies étrangères qui sont ainsi passés dans le patrimoine des magnats de la finance et surtout de l'industrie allemande sont impossibles à dénombrer : ils dépassent certainement tout ce que l'on croyait d'abord.

Le client le plus important des presses à assignats a été l'État allemand, qui s'est lancé dans des dépenses faites au mépris des droits de ses créanciers, dans le dessein de porter l'outillage du pays à son plus haut point de rendement : il a construit des canaux, des chemins de fer, il a subventionné directement les constructions navales, indirectement le commerce et l'industrie, en maintenant, pour les transports par voies ferrées, des tarifs extraordinairement bas, qui mettaient en déficit des réseaux largement rémunérateurs avant la guerre. Il a poursuivi, en pleine paix, la politique, dite du pain, en vertu de laquelle le Gouvernement achetait des quantités de céréales et les revendait à perte à la population. En dernier lieu, il a payé aux ouvriers de la Ruhr le salaire du travail qu'ils n'exécutaient plus. Cette suprême tentative de résistance, prolongée pendant huit mois, a définitivement brisé un instrument, qui était condamné depuis que le Reich avait commencé à en abuser dans les proportions extravagantes que nous avons rappelées. Essayer de soutenir des millions d'hommes qui, par ordre du pouvoir, ne produisaient plus rien, et leur donner comme moyen d'existence des morceaux de papier qui chaque jour perdaient un peu plus de l'infinitésimale fraction de valeur qu'ils avaient conservée, était une entreprise dont l'issue ne pouvait faire de doute.

Mettons sous les yeux de nos lecteurs quelques-uns des effets produits par cette chute du mark. Les salariés à tous les degrés, fonctionnaires ou employés de l'industrie privée, réclament chaque jour des augmentations. En voici un exemple entre mille, pris au hasard. Le personnel des banques est en discussion aiguë avec les directeurs pour obtenir des relèvements de salaires. Le travail a dû être réduit parce qu'il faut à tout prix comprimer les frais généraux. Les ordres de bourse ne s'exécutent plus. Les bureaux sont fermés, non seulement le samedi, mais le mardi. Il n'est plus donné suite aux transactions inférieures à 200 millions. Les paiements, virements, bonifications, remises de chèques ou d'effets ne dépassant pas ce montant sont

suspendus. Il est inutile d'insister sur les inconvénients qui résultent pour la clientèle d'un pareil état de choses.

Le désordre est à son comble sur les marchés financiers. On sait quel rôle les valeurs mobilières jouent dans le monde moderne, quelle part elles représentent dans la fortune de chacun, et particulièrement dans les modestes patrimoines des épargnants. Il n'est pas de marchandises dont le prix soit plus directement influencé par les fluctuations de la monnaie, que les rentes, les obligations, les actions. Ces dernières en particulier subissent d'une façon immédiate les contre-coups des mouvements du billet déprécié. Le premier effet de la dépréciation est de faire monter les valeurs, ce dont les porteurs sont d'abord tentés de se réjouir. Mais cette hausse, qui, loin d'être due à une amélioration de la situation des entreprises, l'est uniquement à l'abaissement du pouvoir d'achat de l'instrument monétaire, ne constitue en aucune façon un enrichissement pour le porteur. Celui-ci ne tarde pas à s'apercevoir que des dividendes, même augmentés en apparence, ne lui fournissent pas de ressources supérieures à celles qu'il tirait auparavant de ce chef, que, dans la plupart des cas, au contraire, ces dividendes ne croissent pas en proportion de la diminution de valeur de la monnaie. Dès lors, c'est un appauvrissement qu'entraîne pour lui cette hausse, que les Allemands ont baptisée de l'épithète de catastrophique. Il n'est pas d'autres marchés au monde qui aient présenté le spectacle invraisemblable d'actions passant d'une cote de 1 000 marks en 1913, à celle de 100 000 000 et davantage en 1923.

Les salaires montent sans répit. Le 31 août 1923, la paye hebdomadaire d'un ouvrier mineur a été fixée dans la Ruhr à 9 millions et dans les lignites de l'Allemagne centrale à 6 millions et demi de marks. Ces élévations formidables et soudaines ébranlent dans leurs fondements les entreprises les plus solides. Pour se défendre, elles prennent des mesures de plus en plus draconiennes vis à vis de leurs acheteurs : dès que ceux-ci tardent à effectuer le paiement de leurs commandes, les prix sont majorés dans une proportion destinée à contrebalancer l'avilissement de la monnaie. Chacun cherche à se soustraire au risque intolérable des variations sans limites, ou tout au moins à se faire payer des primes d'assurance telles que le risque soit couvert. C'est ainsi que le syndicat des houillères a décidé, au

commencement de septembre 1923, non seulement d'exiger le paiement du charbon en or, mais encore de majorer le prix dans le cas où le paiement ne serait pas immédiat.

De toutes les marchandises, la plus demandée est la monnaie étrangère à laquelle, par une sorte d'ironie du sort et de juste châtiment de leur mauvaise foi, les Allemands s'attachent désespérément, comme le naufragé à une planche de salut. En une séance de quelques heures, le 4 septembre 1923, le prix de la livre sterling a passé de 60 à 80, puis 100 millions de marks. La Rhénanie, spécialement les maisons de Cologne, achetaient toutes les devises étrangères que les Allemands appellent « nobles, » c'est-à-dire celles des pays dont la monnaie a conservé sa valeur entière ou presque entière par rapport à l'or; les demandes ne proviennent d'ailleurs pas seulement de l'Allemagne occupée, mais aussi du restant de son territoire. Les particuliers, comme les sociétés, ont pris l'habitude, dès qu'ils ont des marks disponibles, de les transformer en valeurs étrangères, ce qui a naturellement pour effet d'accélérer la dépréciation de la monnaie indigène. Jamais la hausse des devises n'avait atteint la proportion qu'elle a prise dans ces premières journées de septembre 1923. L'Allemagne occidentale semble s'être tout entière précipitée sur le maigre réservoir de changes qui existait à Berlin. Une seule maison de Cologne a réclamé 300000 livres sterling. La *Reichsbank* a répondu qu'elle ne prendrait pas en considération les demandes supérieures à 100 000 livres. Elle ne servit d'ailleurs que jusqu'à concurrence d'un demi pour cent les demandes de 10000 à 100000 livres, et de 5 pour 100 les demandes moindres. « Nous sommes à la veille, en ce qui concerne les devises, écrivait un journal allemand, d'un état de siège dans toute sa rigueur. »

De semblables mesures achèvent de ruiner le marché des changes, qui ne mérite même plus ce nom. « Un marché n'existe, écrivait ces jours-ci un journaliste berlinois, qu'à la condition qu'il y ait offre et demande, émanant de milieux divers. Maintenant, sur le marché officiel, nous sommes en présence de demandes nombreuses, alors qu'il n'y a personne du côté des offres, sauf la Reichsbank, qui n'agit qu'avec la plus extrême parcimonie. » Le même écrivain attirait l'attention sur ce fait que la multiplication du papier donne chaque jour aux acheteurs des forces nouvelles et accélère la hausse des devises étrangères.

II

Le résultat inévitable de cet anéantissement de l'ancien mark, qui n'est plus qu'une ombre de monnaie, est la recherche d'autres étalons de la valeur. C'est ainsi qu'est apparue l'impossibilité de maintenir des tarifs de chemins de fer exprimés d'une façon absolue en monnaie de papier. Malgré un déficit croissant, l'administration allemande persistait à n'augmenter les tarifs que dans une proportion inférieure à la chute de la valeur effective du mark. Mais, au mois d'août 1923, elle a dû reconnaître qu'elle ne pouvait continuer dans cette voie; elle a substitué à la tarification directe en monnaie un système par lequel elle espère obtenir une rémunération lui assurant la fixité de la valeur (*werthbeständig*).

Elle exige désormais le versement du prix du transport au moment même de l'envoi. Pour permettre aux expéditeurs de le faire, on fonde un établissement, la Banque de crédit des transports (*Verkehrskreditbank*), qui paiera immédiatement et d'avance aux chemins de fer les montants dus à ceux-ci. On élève de 900 pour cent les tarifs de voyageurs, de 2000 pour cent ceux des marchandises et du bétail. Le nouveau système est ce que les Allemands appellent un système à clef (*Schlüsseltarifsystem*).

D'une façon générale, les dénivellements sont hors de proportion avec ceux qui se sont produits dans les pays dont la monnaie est restée saine et dont l'amplitude, en dépit de la guerre, est bien modeste, si on la compare à celle dont l'Allemagne nous donne le spectacle. Dans le seul grand pays qui ait conservé l'étalon d'or intégral, les États-Unis d'Amérique, la hausse des prix en dix ans, de 1913 à 1923, a été d'un peu plus de la moitié, 53 pour cent. En Allemagne, le niveau des prix de gros s'est élevé en huit jours, du 4 au 11 septembre 1923, de 286 pour cent; le nombre indice a passé de 2 981 582 à 11 513 231. Et encore cette ascension vertigineuse a-t-elle été moins rapide que celle du dollar qui, dans la même période, a monté de 409 pour cent, soit de 13 à 66 millions de marks. Les marchandises importées ont pris un galop plus allongé encore, et renchéri de 441 pour cent, avec un nombre indice de 20 779 953. Les marchandises produites à l'intérieur se sont contentées

d'une hausse de 244 pour cent et ont atteint l'indice 9 659 886.

Les combinaisons les plus inattendues se font jour. Voici une banque qui constitue son capital en métal. La « Société de banque à valeur fixe pour le Sud de l'Allemagne » se crée à Stuttgart avec un capital de 400 kilogrammes d'or fin. Elle émet des obligations dont les intérêts sont calculés sur la base d'un gramme de métal jaune équivalant à 2,79 marks or ou 66 cents des États-Unis. Ailleurs, les obligations, au lieu d'être émises en or, le sont dans une marchandise déterminée. La ville de Marburg emprunte sous forme de certificats de bois; celle de Berlin émet un emprunt libellé en céréales, imitant en cela le Gouvernement des Soviets russes; ceux-ci en effet, dès 1922, avaient créé des obligations correspondant à 10 millions de pouds de blé, et, en 1923, ils en créèrent pour 30 millions de pouds, soit 500 000 tonnes de blé. Ailleurs, nous voyons des emprunts potasse, charbon, chanvre : l'obligation de 100 kilogrammes de sels de potasse rapporte un intérêt annuel de 5 kilogrammes de cette marchandise, payable à l'échéance au cours alors pratiqué sur la potasse : ce cours pouvant différer de celui qui était coté lors de l'émission du titre, les fluctuations de ce dernier seront déterminées par celles de la denrée qui lui sert de base, plus que par les variations de crédit de l'emprunteur, comme cela est le cas dans un régime monétaire normal. De tous les côtés, emprunteurs et prêteurs éprouvent l'impérieux besoin de se dégager du mark, qui n'est plus qu'un mot, un souvenir de ce qui fut et ne reviendra plus, et d'asseoir leurs transactions sur une base solide, soit le métal, soit des marchandises de grande consommation : celles-ci ne présentent pas tous les avantages des métaux précieux, mais du moins incarnent une valeur et ne sont pas exposées à une dépréciation totale comme le billet inconvertible.

Une loi allemande a autorisé la constitution d'hypothèques, pour lesquelles la somme à payer consistera en une quantité déterminée de seigle, de blé, de métal fin, de charbon, de potasse, d'autres marchandises, ou de prestations. C'est la substitution, pour le Crédit foncier, des comptes en nature aux comptes en monnaies.

Des difficultés inextricables naissent même pour l'exécution de mesures antérieures, sur lesquelles on est obligé de revenir.

Un emprunt forcé avait été récemment décrété, et le taux de souscription fixé. Chaque jour diminuant la valeur des sommes précédemment déterminées, il en résultait que les souscripteurs du lendemain étaient favorisés par rapport à ceux de la veille, puisqu'ils obtenaient le même titre à des conditions plus avantageuses. Il a fallu suspendre la souscription à l'emprunt, dont le produit n'a d'ailleurs même pas suffi à équilibrer la situation budgétaire pendant la dernière décade d'août. En dépit de ses recettes, la dette du Reich a vingtuplé au cours du mois; elle dépassait au début de septembre 1 000 billions de marks; le 20 du même mois elle était de 1 571 billions.

Le désarroi est à son comble. En un style hyperbolique, le *Journal de Francfort* le décrit ainsi : « Comme fouettés par des esprits invisibles, les coursiers solaires du temps emportent au galop le char flottant de nos destinées. Il ne nous reste qu'à tenir courageusement les rênes, en nous efforçant d'écarter les roues des précipices dont la voie est semée. Qui sait où nous allons? Qui se souvient du point de départ? »

Le nouveau Gouvernement semble comprendre la nécessité de s'arrêter dans la voie que les précédents cabinets avaient suivie. Dans la réunion des comités économique et financier du Conseil économique du Reich, le ministre des Finances Hilferding a déclaré qu'il faut en finir avec l'inflation. « Il est nécessaire, a-t-il ajouté, de faire comprendre au peuple qu'il n'y a pas d'impôt pire que celui qui résulte de cette inflation. C'est agir dans l'intérêt des citoyens que d'augmenter les autres impôts. Quelque dure que cette solution paraisse, elle est un bienfait, si on la compare au maintien en activité de la machine meurtrière qui s'appelle la presse à billets. Il faut enfoncer cette idée dans le cerveau de chacun, convaincre les contribuables que le véritable mal est l'inflation et qu'en dehors des mesures prises pour l'arrêter, il n'y a point de salut. Tous les milieux économiques et industriels doivent unir leurs efforts pour persuader la masse que c'est la seule façon de sortir de l'état actuel, auquel des combinaisons techniques ou des remèdes plus ou moins ingénieux ne peuvent rien changer. Une gestion financière honnête peut seule conduire au but. »

Le problème économique apparait comme étant avant tout monétaire : la chute du mark, s'il n'est pas remplacé prompte-

ment par une monnaie qui inspire confiance, peut signifier la faim pour des millions d'habitants des villes.

Une dépêche de Berlin du 10 septembre nous apprend que le Conseil des ministres a résolu à l'unanimité de chercher le remède dans la création d'une banque qui émettrait des billets remboursables en or. Cet établissement agirait en pleine indépendance vis à vis du Trésor et de la Reichsbank actuelle. Voilà donc la conclusion à laquelle arrivent les Allemands. Après avoir, depuis deux ans, prétendu équilibrer leur budget au moyen de la presse à assignats, ils n'ont pas trouvé d'autre solution que le retour pur et simple aux principes éprouvés par une expérience séculaire, à l'organisation monétaire classique par les soins d'une banque autonome. Ils ont raison : mais cette réforme ne suffira que si elle est précédée de la remise en ordre des finances de l'État. Ce sont les besoins invraisemblables du Trésor, les dépenses injustifiées en contradiction avec les traités signés, qui ont réduit la monnaie à l'état où elle se trouve par suite des émissions extravagantes de billets.

III

Les résultats auxquels aboutit le système de Law sous la Régence au début, et ceux qu'amenèrent les assignats de la première République à la fin du XVIIIe siècle, paraissaient jusqu'ici une démonstration suffisante de l'inévitable dénouement auquel aboutissent les tentatives de règlement économique par la planche à assignats. A ceux qui auraient oublié ces enseignements, l'Allemagne s'est chargée de fournir une leçon qui dépasse en vigueur et en netteté tout ce que le monde a connu jusqu'ici de plus éloquent en cette matière. Nous avons vu se dérouler toutes les conséquences que la théorie et l'expérience annonçaient comme fatales. C'est une régression complète, dont l'allure, lente d'abord, s'est accélérée peu à peu et n'a pas tardé à devenir vertigineuse; c'est la destruction successive des conquêtes de la civilisation, la suppression de l'organe essentiel des échanges modernes, la monnaie, qui a été la plus remarquable conquête du progrès économique, c'est le retour au système barbare et primitif du troc.

Qu'est-ce, en effet, que toutes ces créations de valeurs expri-

mées en unités de marchandises ou de travail, sinon l'effort éperdu d'hommes qui, sentant le sol se dérober sous leurs pas, cherchent à trouver un plancher solide sur lequel ils puissent faire reposer leur vie économique? Le recours aux évaluations en blé, en matériaux, en heures de travail, n'est pas autre chose que la proclamation de la déchéance du signe monétaire, du mark qui s'imprime par trillions et quatrillions, et dont la notion, de plus en plus imprécise, se dissipe comme une fumée légère au souffle du vent. Nous approchons du jour où les dirigeants de la politique allemande vont se rendre compte de la nécessité impérieuse de s'arrêter dans la voie de la multiplication d'un billet qui ne vaut plus rien. Ils sentent qu'il faut autre chose que du papier et de l'encre à imprimer pour restaurer l'ordre. Ils cherchent à emprunter de l'or, à mettre la main sur les avoirs des magnats de l'industrie et du commerce à l'étranger. Les agriculteurs et les manufacturiers refusant de livrer leurs produits contre un signe sans valeur, la faillite monétaire menace de bouleverser toute la vie nationale.

Il faut bien comprendre à la fois la grandeur et la limitation du problème. Le désordre de la circulation n'affecte pas, en lui-même, la richesse du pays : les terres donnent des récoltes, les usines fournissent les objets que réclament les consommateurs, les navires sont là, à la disposition des exportateurs et des importateurs, pour transporter les marchandises qu'ils ont vendues ou achetées. Pendant les sept premiers mois de 1923, les Allemands ont trouvé le moyen d'acquérir des matières premières et des objets fabriqués aux États-Unis pour 170 millions de dollars. Mais les diverses classes de la population éprouvent une difficulté de plus en plus grande à entrer en relations les unes avec les autres, parce que la base d'évaluation commune à laquelle, depuis des générations, elles avaient été habituées, se dérobe, et que dès lors elles ne savent plus comment procéder aux échanges qui sont la condition même de leur existence.

IV

Est-il besoin d'insister? Un avenir prochain nous dira comment l'Allemagne sortira de l'impasse où l'entêtement et la

mauvaise foi de ses gouvernants l'ont engagée et combien de temps il lui faudra pour remonter la pente qui l'a conduite à l'abîme. Nous espérons que cette leçon dramatique ne sera pas perdue pour ceux de nos compatriotes qui seraient encore tentés de chercher un remède à nos difficultés budgétaires dans une extension de la circulation. Une fois de plus, répétons qu'il n'y a pas à songer un seul instant à demander à la Banque de France une augmentation de ses avances au Trésor. Si le malheur voulait qu'un ministre des Finances fût assez mal inspiré pour envisager une solution de ce genre, nous verrions peu à peu se produire chez nous les phénomènes qui se succèdent en Allemagne.

Réfléchissons à ce long enfantement du mécanisme monétaire qui fut le couronnement de l'œuvre de civilisation financière. Qu'il s'agisse d'immeubles ou de meubles, de services rendus ou de travaux effectués, la conception de la valeur de chaque objet se fait dans notre esprit en la figurant par une certaine quantité d'unités de compte. Tout s'évalue en monnaie; tout aboutit à la monnaie; c'est par elle que se règlent les rapports des particuliers entre eux, des particuliers et de l'État, et des États entre eux.

Plus le mécanisme est savant, plus il commande tous les rouages de notre existence, et plus le trouble apporté dans son fonctionnement est grave, plus profondes et plus désastreuses sont les conséquences. Il semble que les assises mêmes de notre société se dérobent et disparaissent les unes après les autres, à mesure que la confiance qui s'attachait au signe monétaire s'ébranle et s'évanouit. Pendant l'intervalle plus ou moins long qui s'étend entre l'état normal et l'effondrement final, nous assistons au bouleversement continu de la plupart des situations individuelles, à la ruine des finances publiques; nous voyons tout renchérir, en apparence du moins : il s'établit une lutte de vitesse entre le prix des choses et celui du travail. Personne ne veut admettre que le même effort, donné dans le même temps, ne procure pas les mêmes résultats, c'est-à-dire la possibilité de s'assurer les mêmes satisfactions des mêmes besoins. Dès lors, en présence de la hausse des denrées, des vêtements, des combustibles, de l'éclairage, des loyers, les ouvriers et les salariés de tous ordres réclament des augmentations. On les leur accorde. Les entreprises particulières ou les administrations publiques,

qui voient se gonfler leurs feuilles de paie, se retournent les unes vers leurs clients, les autres vers les contribuables, et leur demandent des prix plus forts, des impôts plus considérables. Un certain équilibre se rétablit, pour ces classes, entre les entrées et les sorties. Mais il en est une qui ne voit pas ses ressources augmenter, c'est celle des rentiers, qui n'ont pour vivre qu'un revenu fixe, provenant de capitaux antérieurement placés par eux, ou de pensions qui leur sont servies. Ceux-là sont désarmés en présence du renchérissement général et ne peuvent plus se procurer, au moyen du nombre fixe d'unités monétaires dont ils disposent, qu'une fraction de ce qu'ils achetaient antérieurement. C'est parmi eux que se font sentir les effets les plus rapides et les plus cruels de l'inflation, mère de la dépréciation de la monnaie. Mais il faut se garder de croire qu'ils sont les seules victimes. Si leurs concitoyens, qui vivent directement du fruit de leur travail, paraissent au premier abord moins atteints qu'eux, ils ne tardent pas à éprouver à leur tour les désastreux effets des maux qui menacent le corps social tout entier.

V

Nous n'avons parlé jusqu'ici que des effets intérieurs de l'inflation. Si, au lieu de nous borner à considérer les rapports des membres d'une même communauté entre eux, nous examinons leurs relations avec le dehors, nous constatons des effets encore plus pernicieux. Si les nationaux font pendant quelque temps confiance au papier-monnaie qui leur permet de s'acquitter de ce qu'ils doivent à leurs créanciers et notamment au principal d'entre eux, le Trésor public, les étrangers, qui ne sont pas tenus de recevoir cette monnaie, la repoussent ou ne l'acceptent qu'à des taux leur convenant, c'est-à-dire extrêmement bas. C'est même par cette pierre de touche que s'évalue le plus sûrement le papier-monnaie indigène. Les changes, c'est-à-dire l'expression de la valeur d'une monnaie en une autre monnaie, sont le baromètre, dont les oscillations annoncent à l'observateur attentif la tempête qui menace. Les échanges internationaux deviennent de plus en plus difficiles à cause des changements incessants que subit la valeur réciproque de la monnaie indigène et de celle des pays avec lesquels il s'agit de commercer.

Les importations sont plus onéreuses à mesure que l'inflation progresse, puisque l'acquisition d'une même quantité de monnaie étrangère exige des quantités croissantes de la monnaie indigène qui va s'avilissant. Si les exportations, au début de la crise, paraissent facilitées par le phénomène inverse, c'est-à-dire par l'obtention d'une quantité de monnaie étrangère qui, transformée en monnaie indigène, procure au vendeur des sommes nominales de plus en plus fortes, celles-ci, perdant parallèlement de plus en plus de leur valeur, ne représentent en réalité que le même pouvoir d'achat.

D'ailleurs, les fluctuations incessantes qui sont le caractère dominant du papier-monnaie en période d'inflation, sont à elles seules un mal intolérable, qui ne tarde pas à paralyser le commerce, l'industrie et l'agriculture elle-même. Les travailleurs de la terre ont besoin, autant que les industriels, de savoir ce qu'ils recevront en échange de leurs produits; ils sont les premiers à marquer leur défiance vis à vis du papier, lorsque celui-ci commence à être discuté. On l'a bien vu en Russie, où les soviets ont dû prendre des mesures draconiennes pour forcer les paysans à livrer leur blé, et en Allemagne, où les villes sont menacées de famine parce que les campagnards ne se soucient plus d'y apporter leurs denrées en échange de marks dont ils n'ont que faire.

De quelque côté que nous tournions nos regards, nous constatons les maux qu'engendre l'inflation. Voilà la vérité que l'expérience allemande aurait suffi à nous confirmer, si tant de précédents historiques ne nous l'avaient enseignée depuis longtemps. Nous avons eu en France, répétons-le, la leçon de Law et celle des assignats de la première République. Que la troisième nous épargne un douloureux recommencement, qui serait d'autant plus cruel que l'organisation économique contemporaine est plus perfectionnée, que la production est plus intense, que les échanges sont plus actifs et que par conséquent les contre-coups du désordre seraient plus profondément et plus universellement ressentis. Mais heureusement ce péril n'est pas à redouter. L'opinion publique, de mieux en mieux éclairée par la leçon qui nous vient d'outre-Rhin et des bords de la Volga, ne tolérerait pas une politique qui tendrait à affaiblir la solidité du billet de la Banque de France. Le chiffre de la circulation, inférieure à 38 milliards

de francs, est en diminution d'un milliard par rapport à ce qu'il était il y a trois ans ; celui de la dette de l'État vis à vis de la Banque est en diminution de 3 milliards par rapport au 15 septembre 1920 (23 600 au lieu de 26 600 millions) ; la convention signée en 1920 assure le remboursement graduel de cette dette, dont la disparition sera le signal du retour du franc au pair, s'il ne la précède pas.

Notre propre situation s'éclaire à la lumière de ce qui se passe chez nos alliés russes et nos ennemis allemands. Au lieu d'accroître notre circulation, nous l'avons réduite, un peu trop lentement peut-être ; mais en persévérant dans la voie de la sagesse, nous sommes certains d'arriver au but. La valeur de l'étalon monétaire n'est pas d'ailleurs fonction seulement de la quantité de papier émis. Ce papier lui-même, émis par le Trésor ou pour les besoins du Trésor, par la banque chargée de ce service, est estimé à une cote plus ou moins élevée d'après d'autres éléments, notamment d'après le solde du commerce extérieur du pays. En effet, si les importations excèdent les exportations, les nationaux ont besoin d'acheter une plus grande quantité de monnaies étrangères, ce qui en fera hausser le prix exprimé en monnaie indigène : inversement, un excédent d'exportations rend le pays créditeur au dehors et provoque des offres de monnaies étrangères.

Or, quelle est notre situation à cet égard ? Après avoir connu, pendant et au lendemain de la guerre, des années au cours desquelles nous importions pour 23 milliards de francs de marchandises de plus que nous n'en exportions, nous sommes revenus presque à l'égalité. En 1922, les entrées en France ont représenté une valeur de 22 milliards, les sorties 21 milliards. Pour les huit premiers mois de 1923, la différence en faveur des premières n'est que de 700 millions. Ces chiffres sont ceux de la douane. Pour nous rendre compte de la situation d'ensemble, il ne faut pas oublier les dépenses que les voyageurs étrangers font en France, les achats qu'ils y effectuent, non plus que les revenus des titres étrangers possédés par des Français. L'argent qui rentre de ces divers chefs compense les remises que nous avons à faire à nos alliés et aux neutres pour rembourser les crédits qui nous ont été ouverts pendant la guerre, ou pour payer l'intérêt des sommes que nous leur devons encore.

Il n'y a donc là aucun motif de dépréciation pour le franc. Des trois causes qui l'influencent, volume de la circulation, solde du commerce extérieur, situation budgétaire, il n'en reste qu'une seule qui puisse agir dans un sens contraire, c'est la troisième, à cause de la nécessité où nous sommes d'emprunter pour couvrir nos dépenses recouvrables en vertu des traités de paix ; mais la capitulation de l'Allemagne dans la Ruhr nous permet de penser qu'elle a compris la nécessité pour elle de tenir ses engagements et de commencer à nous payer ce qu'elle nous doit. C'est la perspective de cet événement qui a, dans la seconde quinzaine de septembre 1923, fait baisser les changes sur la place de Paris, où la livre sterling, qui avait touché un moment le cours de 83, est revenue à 74 francs.

Nous n'avons cessé, pour notre part, de prédire cette amélioration, qui nous paraît encore bien modeste par rapport à ce qu'elle sera lorsque la véritable politique financière de la France apparaîtra dans sa netteté aux yeux du monde, trop souvent mal informé à cet égard. On montrait aux jeunes Spartiates des ilotes ivres pour les encourager à la sobriété. Ne nous lassons pas de contempler les effets désastreux de l'inflation allemande. Sachons puiser dans ce spectacle les leçons qui s'en dégagent et qui nous garderont à tout jamais des séductions malsaines du papier-monnaie.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

MOORE L'AVENTUREUX

En 1882, on pouvait voir dans Fleet Street, le quartier des journaux à Londres, un magnifique jeune Montmartrois dans le costume national des peuples de la Butte : « barbiche blonde à la Capoul, pantalon à pattes d'éléphant, et chapeau si petit que ma sœur, dit M. George Moore, le prit un jour pour son chapeau de cheval. » C'est ainsi que le futur auteur d'*Esther Waters*, après dix années de Paris, s'apprêtait à conquérir à Londres la gloire littéraire et à y révéler le roman naturaliste. Il apportait de chez nous le nouvel Évangile et se disposait à convertir les Saxons et les Angles. Il écrivait consciencieusement des livres à la Goncourt et à la Maupassant, qui attiraient sur lui les foudres vertueuses de la presse bien pensante ; il faisait des préfaces aux traductions anglaises de *Pot-Bouille* et de *la Curée*, ne jurait que par Manet, raffolait de *Mme Angot* et des *Cloches de Corneville*. Depuis cette lointaine époque, M. George Moore a eu le temps de beaucoup changer. Il a brûlé pas mal d'idoles qu'il avait adorées. Wagner a détrôné Hervé et Charles Lecocq. Il reste peu de chose du jeune homme d'autrefois, excepté ce don de dérouter, cet air de n'être pas du pays, ce soupçon d'excentricité qui l'empêche encore aujourd'hui d'avoir la situation morale que mérite un si grand artiste : tel il était déjà il y a quarante ans, lorsqu'il débarquait de Paris sur l'asphalte de Londres dans son costume de naturel de la place Pigalle. Il est demeuré celui que Walter Pater appelait Moore l'Aventureux, *Audacious Moore*.

On ne résume pas facilement ces quarante ans de vie littéraire. Personne n'est moins simple que M. George Moore,

personne n'est plus inégal. Et même en ne tenant compte que des œuvres supérieures, il n'y en a guère dont la suite apparaisse plus décousue : on reconnaîtrait à peine dans *le Lac* l'auteur d'*Esther Waters*, comme on pourrait douter que le même cerveau ait conçu *Femme de cabotin* et le poème supra-renanien du *Kerith*. Il n'y a pas en Angleterre physionomie plus complexe, carrière d'écrivain plus mobile, plus fuyante, plus malaisée à suivre en ses détours et ses méandres. Il faut donc savoir gré à M. John Freeman de nous donner le fil d'Ariane, un guide qui nous oriente dans cette pensée capricieuse (1) : il a conçu son étude comme un portrait, et c'était en effet la meilleure méthode pour commenter une œuvre dont le secret réside dans les mouvements intimes de l'âme de l'artiste.

M. George Moore lui-même indiquait cette manière de faire. Peu d'écrivains se sont plus souvent confessés. Une partie de sa vie s'est passée à expliquer l'autre et à justifier les attitudes diverses épousées tour à tour par cet ondoyant génie. On ne citerait guère d'œuvres modernes plus dépendantes de la personne de l'auteur, d'écrivains plus complaisants à se peindre et à se mettre en scène, à se prendre pour sujet et pour modèle de leur art. On ne voit d'ailleurs pas pourquoi on reprocherait à un écrivain ce qu'on trouve bon chez un Rembrandt. C'est peut-être, quoi qu'on en pense, la preuve d'une certaine modestie. Et puis, — et c'est là l'essentiel, — c'est dans cette partie autobiographique de son œuvre, que M. George Moore a trouvé l'occasion de faire jouer toutes les riches musiques de son âme, de nous révéler les mille nuances de sa verve poétique, attendrie, satirique, toutes les diaprures de sa fantaisie, de ses rêves, de sa mélancolie, et tout ce qui fait, avec la grâce chatoyante de sa prose, le charme de ce nouveau *Voyage sentimental*. Là seulement il a trouvé le moyen d'être pleinement lui-même. Si beaux que soient peut-être un ou deux de ses livres, son meilleur roman est encore le roman de sa vie.

(1) John Freeman, *A Portrait of George Moore*, 1 vol. in-8, Londres, Werner Laurie, 1922. — George Moore, *Esther Waters*, nouv. édit. 1920 ; *The Lake*, nouv. édit. 1921 ; *Muslin*, nouv. édit. 1923 ; *Hail and Farewell, a Trilogy*, 3 vol. 1911-1914, Londres, Heinemann. — Traductions : *Terre d'Irlande*, 1887 ; *Femme de cabotin*, 1888, Paris, Charpentier, 2 vol. *Confession d'un jeune Anglais*, Paris, Savine, 1889. *Esther Waters* (traduct. abrégée), Hachette, 1905. *Mémoires de ma vie morte*, Grasset, 1922.

De toutes les aventures de M. George Moore, la plus singulière et qui suffit à nous le rendre cher, c'est le hasard qui envoyait à Paris, au printemps de 1872, ce jeune Irlandais de vingt ans. Plus d'une fois dans sa vie, M. George Moore nous apprend que toute sa destinée a dépendu d'un mot : à deux reprises au moins, à trente ans d'intervalle, il a dû écouter ses Voix, ouïr l'appel de la vocation, éprouver ce que la langue chrétienne (tant pis pour lui si cela le fâche !) désigne par la Grâce. La deuxième fois, s'il dit vrai, ce fut en 1901, lorsqu'il reçut mystérieusement l'ordre de retourner en Irlande. La Providence s'était servie d'abord de moyens plus humains. M. George Moore se croyait alors destiné à la gloire des arts. Ce ne fut pas même un conseil, rien qu'un avis en l'air, un mot de camarade : « Si tu veux être peintre, va à Paris. » Cette parole décida de tout son avenir.

« *Le charme de ce Paris des années qui suivirent 1870...* » Mot surprenant, qu'aucun de nous n'oserait écrire ! Charmant, ce lendemain de désastres ? Charmantes, ces années de doute, de réforme, ces années sombres, sérieuses, d'où sort une génération austère, cet âge de la jeunesse de Bourget, de l'adolescence de Barrès, de la vieillesse de Renan, de Taine, de Dumas fils ?... Et pourtant, on le voit, la France, dans son malheur, conservait la force de sourire : vaincue, convalescente, elle gardait tout son attrait. Elle savait encore vivre.

Ce fut le bonheur de George Moore, que son étoile le conduisît justement chez les peintres, et dans le coin de notre école qui se trouvait alors en train d'inventer une des manières de sentir les plus délicieuses que le monde ait connues. Il eut la fortune d'assister à la naissance d'un art : au café du Rat Mort, à la Nouvelle-Athènes se rencontrait le groupe d'artistes les plus originaux qu'on eût vus depuis le siècle de Watteau et de Fragonard ; ils trouvaient un langage et des formules fraîches, pour traduire leur vision ingénue du monde et de la vie. On allait canoter vers Bougival et le Bas-Meudon, le long des petites îles bordées de saules et de guinguettes ; on errait dans les bois « pleins de peintres et de motifs ; » un jour, à Ville d'Avray, le jeune étranger aperçut un bonhomme en blouse qui peignait, et c'était le divin Corot. Personne n'a parlé comme lui de cette école admirable. Chaque fois que cela lui arrive, il passe dans son style une bouffée de joie ;

Ah! ces *roses* de Manet, presque blancs!... Comparé à Monet, Constable a l'air d'un homme de peine. Nul n'a jeté un regard si franc sur la Nature. Les Impressionnistes ont apporté en art une délicatesse de vision insoupçonnée. *Dans leurs tableaux, on voit renaître la jeunesse du monde.* Voyez cette charmante jeune fille de Berthe Morizot. Dites, a-t-on jamais vu jeune fille plus jeune? C'est le Printemps en robe d'hyacinthe et cheveux d'asphodèle.

Qui voudra se donner la peine de recueillir chez George Moore ses récits épars sur ce cercle dont il est un des survivants? Hélas! je rougis de le dire : les *Souvenirs de l'École impressionniste* sont traduits en allemand et ne le sont pas en français. Et pourtant on ferait avec ces différents morceaux un admirable portrait de la renaissance française, un document sans prix sur ce pouvoir de résurrection, ces ressources dans les épreuves, qui rendent aimable malgré tout cette France de Thérèsa et de Judic.

Sans doute, M. Freeman n'a pas les mêmes raisons que nous pour se louer de ce long épisode parisien; il n'y voit qu'une erreur, qui n'a que trop duré, dans la vie de son modèle. M. George Moore lui-même n'a pas nourri de longues illusions sur ses talents de peintre. Le démon littéraire était dans la famille : son grand père, son père, son frère le colonel écrivaient ou écrivent. Dans ces conditions, on peut considérer dix années d'atelier comme du temps perdu : mieux encore, M. Freeman se demande si, pour un écrivain Anglais, ce bain prolongé de français n'avait pas de sérieux inconvénients.

Le fait est qu'en revenant à Londres, l'ex-rapin parisien ne savait plus l'anglais, et que ses premiers livres sont écrits d'une façon misérable : il dut à cela de rapprendre sa langue et de se forger un style que sans doute autrement il n'aurait jamais eu. Ce n'est pas le seul avantage qu'il tira d'avoir passé par notre école : il lui doit une franchise dans la peinture de l'amour, qui n'était guère alors dans les habitudes anglaises, et qui le fit tenir longtemps pour un romancier de l'école brutale; et il est certain que dans ses livres, la femme occupe une place toute nouvelle à cette date dans le roman de l'ère « victorienne. » La plupart ne sont guère que des études de femmes. D'avoir fréquenté un Mallarmé, un Villiers de l'Isle Adam, d'avoir pris part aux causeries de nos cénacles littéraires, il retenait l'exemple d'une liberté absolue de critique, le droit

qu'a l'écrivain de tout penser et de tout dire, comme dans ces réunions autour d'une table de café, où l'esprit se fait un jeu de tout remettre en question, de ne tenir rien pour sacré, de ne respecter aucune morale et aucune convention : rien ne lui parut plus admirable que le courage, la droiture indomptable de Manet, cette intrépidité que respire sa vision, et qui semble nous dire : « Sois toi-même. Rien n'est honteux, que d'avoir honte. »

Mais la leçon essentielle que M. George Moore emporta de Paris, c'est la notion de la valeur suprême et de l'importance de l'art. Ce que l'art exige de zèle, de désintéressement, qu'il soit à lui seul une morale et une religion, qu'il tienne lieu de toute autre règle sur le juste et l'injuste, ces idées banales chez les disciples de Théophile Gautier, nous paraissent aujourd'hui bien vieilles et démodées ; elles étaient très neuves, il y a quarante ans, pour un écrivain anglais. Whistler disait un jour : « Au fond, Moore, pour toi, il n'y a que ta littérature. » Rien de plus vrai. M. George Moore a probablement créé en Angleterre la prose littéraire. Que la prose, comme la poésie, puisse être quelque chose d'artistique ; qu'elle ait ses règles, son rythme, sa mélodie spéciale ; qu'il y ait un art de la chose écrite ; qu'il existe une architecture du chapitre, de la page, du paragraphe, de la phrase, c'étaient des nouveautés dont nos voisins ne se doutaient guère. Ils ont des écrivains de génie, mais leur langue ne se distingue pas de celle du feuilleton. L'art de la prose ne commence guère qu'avec un de Quincey, un Landor, un Fitz-Gerald ou un Walter Pater. Le type d'un écrivain à la Flaubert, croyant à la vertu éternelle de la forme, est inconnu en Angleterre. Personne n'a plus fait que M. George Moore pour transporter dans la prose anglaise la préoccupation du style. Il a contribué plus qu'aucun autre à lui donner ce qui lui manquait, à créer un langage au-dessus de l'usage vulgaire, à distinguer « ce qui est *vase* de ce qui est *cuvette*. » Il y aurait beaucoup à dire là-dessus, car aux bonnes époques une cuvette avait du style. Quoi qu'il en soit, on ne peut nier ce que M. Moore doit en ce sens aux leçons des auteurs français. Quand il écrit : « *Des parties fines traversaient le trottoir*, » ou encore : « On voyait dans le parc des rubans de promeneurs, *qui se nouaient çà et là en pelotes autour d'un sermon en plein vent*, » comment ne pas se souvenir de croquis analogues notés quelque

part dans *l'Immortel* ou *les Rois en exil* ? Écrirait-il : « Une odeur *jaune* signalait un renard, » si le français ne disait : une odeur fauve, et si Baudelaire et Rimbaud n'autorisaient de pareilles transpositions d'images ? Une phrase comme celle-ci : « On entendait le ruisseau se glisser à travers les herbes, *et la chute mate d'une pomme qui tombait parfois dans l'ombre* » est une réplique d'une phrase fameuse de *Mme Bovary*. Et la suivante : « Dans sa simplicité, elle restait songeuse devant la tristesse de la destinée » (*In her simple way she too wondered at the sadness of destiny*), n'a-t-elle pas le rythme et le son de Flaubert ?

Ce que j'en dis n'est pas pour diminuer M. George Moore, au contraire : il fallait cette éducation, quinze ans d'apprentissage et d'essais malheureux, pour arriver à l'œuvre durable, à la perfection classique d'*Esther Waters*. L'auteur écrit dans la préface de la nouvelle édition, que c'est une ironie du « grand Aristophane de là-haut, » qui a été choisir un auteur irlandais pour écrire « le plus anglais de tous les livres anglais, comme *Don Quichotte* est le plus espagnol des livres espagnols. »

Peut-être est-ce là beaucoup dire : sans parler des auteurs vivants, comme M. Thomas Hardy ou M. Rudyard Kipling, qui peuvent se vanter aussi d'avoir fait des œuvres nationales, on peut se demander si, jusqu'à présent, cette place éminente dans le roman anglais n'appartient pas plutôt à l'immortel auteur de *Martin Chuzzewlitt* et des *Pickwick Papers*. Cela dit, il faut convenir qu'il y a dans cette humble histoire d'une fille de cuisine séduite, abandonnée, élevant son enfant à force de courage, à travers les difficultés effroyables de la vie, il y a dans cette âme simple et forte un sens puritain de la faute, une résignation, une dignité, une idée muette du devoir et de l'expiation, une beauté morale en un mot, qui égalent cette pauvre servante aux plus nobles victimes de la tendresse et de l'amour. M. Moore a raison de dire que l'histoire d'Esther est une histoire héroïque. Comment oublier certaines phrases d'une beauté presque incomparable ? « *Son existence n'était plus qu'une atmosphère flottante autour du nouveau-né.* » Il suffit d'une telle ligne, d'une touche de sentiment, pour mettre dans une scène de clinique la divinité maternelle et l'auréole d'une Madone. Les horribles tableaux des bas-

fonds de grandes villes, la maison équivoque de la faiseuse d'anges, le désespoir de la malheureuse errant le long des quais, tentée par le suicide, nous font toucher le fond de la misère humaine. Il y a là, avec une nuance spécialement anglaise, la note humanitaire, la vague russe à la mode de 1890. Tout cela encadré dans un tableau de la vie des courses, — scènes du monde des écuries, des jockeys et des entraîneurs, scènes du monde des joueurs et des bookmakers, — description du Derby, peintures des coulisses et des dessous du *turf*, débits d'alcool qui sont pour le peuple des boutiques de rêves, loteries de songes qui animent la morne vie des faubourgs, arrachent l'ouvrier à la monotomie d'une existence mécanique : tableaux admirables de relief, aussi spécifiquement locaux que ces estampes en couleurs qui représentent les grands *kracks*, les *mail coaches*, les parieurs en chapeaux à nœuds de mousseline verte, la jumelle en sautoir, la kermesse des retours de courses, avec leurs chevaux de fiacre chaussés de pantalons de femmes... Et dans tout cet ensemble, un rythme, un équilibre, une puissance de construction qui ne se retrouvent au même degré dans aucun autre roman anglais. Le génie pratique du pays a tiré de ce livre une leçon morale : il existe désormais à Londres une fondation Esther Waters, destinée à secourir les sœurs malheureuses de l'héroïne. Mais ce n'est pas de ce bienfait que l'auteur se montre le plus fier : sa gloire est d'avoir fait le plus beau livre anglais de sa génération, le seul sans doute qu'on puisse comparer en Europe à une *Madame Bovary*.

Esther Waters avait paru en 1894, et une nouvelle édition, corrigée et définitive, suivit en 1899. C'est alors que se produisit un phénomène singulier, bien rare dans les idées d'un homme arrivé à la cinquantaine et qui vient de faire un chef-d'œuvre. On dirait que ce beau livre avait épuisé toute une part de sa vie : sa tâche de romancier naturaliste était remplie. Ce n'était plus qu'un passé qui se détachait de lui. Déjà les livres suivants de ce talent si impressionnable, *Evelyn Innes* et *Sœur Thérèse*, trahissent des influences bien différentes des premières, celles de Richard Wagner et de M. d'Annunzio. Il était évident que l'auteur, peut-être à son insu, se cherchait quelque voie nouvelle. Sa première phase était finie. Un nouveau chapitre commençait. L'Irlandais qu'il était se réveillait en lui. C'est

cette crise, d'abord inconsciente, qui allait aboutir à une brusque révolution, le jour où M. George Moore, comme je l'ai dit plus haut, soudain, en pleine rue, sur le chemin de Chelsea, alors qu'il se disposait à revenir en France, entendit une voix qui lui criait : « Va en Irlande ! »

Ce nouvel épisode occupe dix années de sa vie, les dix années qui vont de 1901 à 1910, et qu'il a racontées dans l'admirable « trilogie » de *Hail and Farewell*. Mais on ne comprendrait rien à M. George Moore, si l'on ne tenait compte de ses origines irlandaises. Avant d'aller plus loin, il faut faire un retour ici sur sa naissance, qui contient, comme toujours, la clef de son caractère et le secret de ses apparentes énigmes. Il importe peu de savoir si la famille de l'écrivain descend, comme on l'a dit, du célèbre Thomas Morus, le chancelier d'Henri VIII, le fameux auteur de l'*Utopie*. Il suffit de connaître le berceau de l'écrivain, son enfance à Moore-Hall, au bord du Lough Carra, au fond du comté de Mayo, un des districts les plus reculés de cette douce et sauvage Irlande, à l'extrême Ouest du Connaught, un pays de pierrailles, de tourbières et de pâturages, avec des forêts qui descendent boire au bord de lacs rêveurs, et, tout autour de l'horizon, le troupeau vaguement pressé des monts aux croupes bleues.

Rien de plus touchant au monde que ce paysage d'Irlande : c'est une gueuse qui a de jolis yeux. Il flotte dans ses regards l'enchantement des féeries, toute la magie du merveilleux que son étonnant génie n'a cessé de répandre sur le monde : cette île lointaine, écartée, à peine européenne, est une des plus grandes créatrices de rêves : elle a tenu le moyen-âge sous le sortilège de ses songes. Elle-même reste sous le charme, dans une sorte d'éternelle enfance, là-bas, dans ses guenilles vertes, pieds nus dans ses prairies, pastorale, paissant ses bêtes, et le soir se chauffant dans sa hutte de chaume auprès d'un feu de mottes. Mais le trait de plus étrange du génie irlandais, c'est une sorte d'attrait double et contradictoire, un sentiment fait à la fois de bien-être et de malaise, de paresse et de mécontentement, le génie du désir et de la nostalgie. Ce sentiment a peuplé la terre de millions d'Irlandais qui portent partout avec eux le dégoût du chez soi et le regret de la patrie. Spectacle curieux, que celui de cette race qui ne prospère qu'au loin, qui a besoin de se transplanter pour réussir, sans pouvoir

oublier les haillons de son berceau. Pas d'histoire plus passionnante dans le monde moderne que celle de cette immense émigration irlandaise, de ce vaste archipel d'Irlandes, qu'on trouve en Australie, dans les deux Amériques, pieusement groupées autour de leur clocher, autour du drapeau vert et des rameaux de Saint Patrick. Cette dispersion de l'Irlande, comme la *diaspora* d'Israël, est un des éléments essentiels de l'histoire, un des agents les plus actifs de la vie contemporaine. Le Celte, volontiers engourdi dans son île, sujet à une moite et tiède torpeur, se réveille dès qu'il voyage. C'est, chez les plus intelligents des Irlandais, une conviction séculaire que l'Irlande mène à tout, à la condition d'en sortir.

C'est cette inquiétude qui avait conduit d'abord M. George Moore à Montmartre, et de Montmartre l'avait ramené à se faire citoyen de Londres. Mais il faut ajouter à cet instinct nomade un second trait plus personnel : la haine et, plus encore, le mépris de l'Église. De très bonne heure, comme il arrive à beaucoup d'élèves des Pères, l'adolescent s'était détaché de la foi; comme Shelley, le poète de la *Révolte de l'Islam*, qu'à seize ans il savait par cœur, il était « athée avec délices. » La religion n'était pour lui que la plus odieuse des contraintes. Et surtout le catholicisme lui apparaissait comme le vice national de l'Irlande, la plaie, la cause obscure de tous les malheurs de son pays. A tort ou à raison, il en était venu à s'expliquer par là cette infirmité politique, cet état rétrograde, cette demi-barbarie qui le faisait rougir, et qui condamne l'Irlande à n'être qu'une mendiante accroupie dans ses loques, marmottant ses prières à la porte de l'opulente Angleterre. Il met sur le compte des Jésuites la déchéance de sa patrie ; c'est la superstition qui la faisait mourir. Bientôt il avait voué à tout ce qui est romain une de ces haines inexplicables, cet anticléricalisme qui fait sourire chez Michelet ou chez Stendhal, quand on lit leurs diatribes contre le « parti noir, » une de ces haines religieuses qu'on ne rencontre plus que dans les rares pays où le clergé possède encore le pouvoir temporel, une haine fanatique, une haine de famille. Cette haine est le pivot de M. George Moore. C'est elle qui l'a conduit d'un bond au nihilisme extrême, à l'épicurisme intellectuel de la Nouvelle Athènes et au paganisme esthétique de *Mademoiselle de Maupin*; ce qu'il a tant aimé dans l'impressionnisme, c'est le

premier exemple d'un art nettoyé de toute théologie, purgé de tout surnaturel.

Mais il y avait à faire quelque chose de plus piquant; on pouvait prendre une attitude encore plus blessante : c'était de passer à l'ennemi, c'était de se déclarer Anglais et huguenot. « L'Angleterre, c'est le protestantisme, et le protestantisme est fort, il est propre et occidental : le catholicisme est un eunuque, il est sale, il est oriental. » (Cette vue est chère à l'auteur. Il écrit quelque part : « *Ce mélange de crasse et de religion.* » Il écrit d'Iahvèh : « *Le dieu le plus dégoûtant* qu'ait enfanté l'Asie. ») Mais je reviens à mon texte : c'est le raisonnement bien connu de nos historiens depuis le XVIIIe siècle, que le catholicisme est la religion des peuples en décadence.

Ce qui a fait la grandeur anglaise, c'est le protestantisme; le jour où l'Angleterre cessera d'être protestante, elle tombera. Voyez les nations catholiques : des nations de va-nu-pieds, de bandits, de *moonlighters*, une canaille de meurt-de-faim. Le drapeau protestant flotte au vent de tous les océans, la bannière catholique pend sans gloire dans le silence plein d'encens du Vatican. Soyons protestants et révérons Cromwell.

Ainsi l'auteur des *Confessions of a young Englishman*, par dépit d'être catholique, et de l'être « comme on est nègre, quand on est né de parents nègres, » donnait sa démission d'Irlandais. Mais on n'est pas quitte pour si peu du vieil homme; M. George Moore avait beau s'angliciser de toutes ses forces, il lui restait toujours quelque chose de son pays. Il y a dans le caractère irlandais un fond de gaminerie, un côté espiègle, goguenard, un goût des niches, un génie taquin d'une espèce particulière; c'est l'Irlande qui a inventé le *gab*, la « blague » du moyen-âge. Du doyen Swift à Bernard Shaw, c'est là un trait constant de la littérature irlandaise. Il est parfaitement décrit dans le chef-d'œuvre de J.-M. Synge, le *Fol* ou le *Jongleur du Monde occidental*. M. George Moore a aussi son étoile fantaisiste. Comme il s'était fait Anglais pour narguer les curés, il ne pouvait s'empêcher d'écrire des horreurs tout exprès pour scandaliser la pruderie anglaise. Il ne manquait pas une occasion de se moquer du mariage. Il disait avec détachement : « Le mariage est nécessaire : s'il n'y avait pas les maris, qui entretiendrait nos maîtresses? » ou encore : « La polyandrie tend

à devenir une institution respectable. Beaucoup d'hommes préfèrent mettre une femme en société et se contenter d'une part plutôt que de la femme tout entière. » Genre de facéties tout à fait inintelligible au boutiquier du Strand. Ce peuple anti-artiste finissait par lui paraître décidément obtus, un terrible peuple de philistins. Le malentendu s'aggravait entre l'écrivain et le public. La guerre du Transvaal mit le feu aux poudres. Le vieil instinct de révolte qu'il y avait en lui, l'instinct du *fenian*, insurgé contre des siècles d'oppression, prit le parti du petit peuple écrasé par la brutalité anglaise. Il se sauva de Londres et s'enfuit à Dublin.

En réalité, cet exode s'explique peut-être plus simplement par le désir d'un artiste en quête de sujets. Il faut se garder de prendre un Irlandais au mot : *We Irish never mean all we say*. L'auteur d'*Esther Waters* en était arrivé à penser de l'Irlande ce que Tourguénef, le modèle de l'écrivain cosmopolite, disait de sa patrie : « La Russie peut se passer de nous, c'est nous qui ne pouvons pas nous passer de la Russie. » Ainsi, M. George Moore, exalté par les Boers, brûlait tout à coup d'un beau zèle pour le réveil de son pays. Tout le monde sait que l'Irlande, jusqu'au XIIe siècle, a développé une civilisation et un art admirables, créé une des plus belles littératures du monde. Comment s'expliquer que cette culture se soit évanouie? Ne peut-on la ressusciter après cette longue éclipse, la tirer de la poudre et de la rouille du tombeau? Je ne vais pas rappeler ici l'histoire de la Ligue gaëlique, du Théâtre littéraire d'Irlande, la campagne de culture économique et agricole entreprise par l'*Irish Board of trade*. Le lecteur n'a qu'à recourir pour apprendre ces détails aux belles études de M. Louis Paul-Dubois, *l'Irlande contemporaine* et *la Question d'Irlande*. Du reste, ces événements sont déjà de l'histoire ancienne, une histoire qui a beaucoup pâli depuis la crise héroïque de ces dernières années. A l'époque qui nous occupe, le nationalisme irlandais se bornait à un programme inoffensif de décentralisation, à un mouvement linguistique rappelant un peu notre félibrige ; c'est la période sentimentale, l'enfance du *Sinn Fein*, quand les choses se passaient encore à l'eau de roses, à la fois touchantes et comiques, avec leur enfantillage, leurs solennités saugrenues, leur Carnaval un peu puéril de Bardes et de Druides. On soupçonne M. George Moore de n'avoir peut-être pas pris tout à fait

au sérieux ce côté de sa « mission. » D'abord, il ne sait pas un traître mot d'irlandais. Ce qui était plus grave, c'est que l'indépendance irlandaise est pour plus des trois quarts un mouvement catholique, et nous connaissons là-dessus les idées de M. George Moore. L'Irlande, selon lui, agonise sous l'éteignoir de l'obscurantisme. Si elle veut guérir, c'est sa foi qu'elle doit tout d'abord extirper; qu'elle secoue l'enchantement funeste qui l'accable, qu'elle s'affranchisse de ses « sorciers » et de ses « magiciens : » il faut l'opérer de la cataracte, de ses moines et de ses couvents. Pas de salut, tant qu'elle choiera une maladie qui est la honte de l'esprit humain. Quoi ! Pas un livre en quatre cents ans ! Tout ce qui compte en littérature depuis la Renaissance, est l'œuvre des protestants ou au moins des sceptiques... Mais nous savons assez que M. Moore est un mécréant. Dans ces conditions, le divorce était inévitable. Tout finit une fois de plus par une nouvelle rupture : ce fut la lettre ouverte à l'archevêque de Dublin, où l'auteur faisait profession publique d'anglicanisme. Et il quitta l'Irlande pour n'y plus revenir.

Il rapportait de ce voyage deux ou trois de ses meilleurs livres, le recueil de nouvelles du *Champ abandonné*, et surtout l'admirable *Lac*. En fait, c'est dans ces derniers écrits qu'il se montre tout à fait lui-même : sa manière se simplifie, le style s'épure, le trait devient plus sobre, plus souple et plus puissant. Rien de plus parfait depuis les *Récits d'un chasseur*. *Le Lac* est l'histoire d'un prêtre qui chasse de la paroisse l'institutrice du village, parce qu'elle a un amant et qu'elle avoue qu'elle est enceinte. Puis, c'est le récit de ses scrupules, des remords qui l'obsèdent, à mesure qu'il songe aux conséquences de sa violence : jusqu'au jour où il découvre avec épouvante que cette obsession n'est qu'une forme de l'amour, et qu'en chassant la jeune fille, il n'a fait que céder à un mouvement obscur de jalousie. Les cent premières pages de cette anecdote irlandaise, sont d'une beauté accomplie. La suite laisse à désirer : comment le Père Gogarty, éclairé par l'amour, en vient à douter d'une religion qui enseigne le sacrifice, le suicide de la nature, et finit par se libérer, par s'évader de sa prison, ce n'est plus qu'une banale histoire de défroqué, qu'il est difficile de trouver aussi intéressante que le voudrait l'auteur. Du moins a-t-il eu le tact de faire que son héros ne revoie jamais Nora Glynn et ne tombe pas platement dans les bras de sa maîtresse : elle n'est

pour lui qu'un rêve, délice fugitif et moqueur, comme le chant de l'oiseau dans *Siegfried*, un sourire, un appel, un charme, le pur enchantement de la vie. Mais dans ce court roman, quel tableau de l'Irlande ! Peintures du printemps ou du languissant automne de l'Ouest, suivi de noirs ouragans et de brusques bourrasques; et ce sont cent histoires comiques ou farouches attachées aux ruines de ce pays romantique : celle des Barretts et des Lynnotts, vrai fragment de *saga* barbare ; celle de Jean des Prêtres, ou celle de Joyce, un duelliste redoutable, qui faisait, il y a cent ans, la terreur du pays : jamais il ne manquait son homme. Quand il en fut à la douzaine, le curé s'en mêla et lui écrivit : « C'est assez ! »

Joyce sentait le pays contre lui et tâcha de rester tranquille. Mais un jour il fut repris par la fièvre du sang et provoqua Browne de la Neale : c'était son plus proche voisin et son unique ami. Browne habitait Neale, dans le comté de Gallway, presque à la limite de Mayo, et ces messieurs convinrent de se battre dans un certain champ à la frontière des deux pays. Browne fut le premier au rendez-vous. Joyce avait à faire une douzaine de milles et était en retard de quelques minutes. Dès que son cabriolet fut en vue, les paysans qui l'attendaient sortirent de leurs cachettes, et se jetèrent à la tête du cheval, déclarant en face à Joyce que la rencontre n'aurait pas lieu. Le curé se joignit à eux. Mais Joyce connaissait son monde. Sans écouter personne, il se leva tout droit dans son cabriolet, et se contenta de jeter un regard à la ronde en disant : « Eh bien ! les gars, pour qui êtes-vous ? Le coq de Mayo ou le coq de Galway? » Il n'avait pas fini, et tous de l'acclamer : on le porte en triomphe dans le pré, malgré les protestations du prêtre, et d'une seule balle il abat Browne raide mort.

Mais à la fin de ces longs détours, aux environs de la soixantaine, plus riche d'expériences, de souvenirs, de tentatives que de résultats, le nomade artiste s'aperçut que de tous ses livres le plus beau restait à écrire, et que c'était simplement de se raconter lui-même. Il avait commencé bien jeune, dans sa curieuse *Confession* de la trentième année. A présent, il avait son style, gracieux, nonchalant comme lui-même, précis et vaporeux, raffiné, musical, le style qu'il lui fallait pour exprimer chaque irisation de cette âme complexe et subtile, en perpétuelle métamorphose : non plus le câble épais, la « grosse corde en chanvre de Médan, » faite pour arrimer sur une char-

rette de déménagement le lourd bagage naturaliste, mais « un tulle, un réseau aux mailles de soie légère, pour capter des rêves, des souvenirs, des élans, des aspirations, des regrets, des soupirs, parfois quelque secrète honte. » De là ces livres faits de rien, tout intimes et lyriques, merveilleux tissu de songeries, où l'imagination brode ses arabesques, où perle quelque larme suspendue là par un fantôme de l'adolescence, où toutes les époques de la vie se mêlent et se démêlent comme les plans d'un paysage, où le présent, le passé se confondent et se sourient, où l'on erre au hasard comme dans un jardin où l'on pourrait cueillir, ranimer à son gré la fleur de toutes les saisons. Livres charmants, inouïs dans les lettres anglaises, qui ont l'air de s'être faits tout seuls, et qui obéissent cependant à un rythme aussi sûr qu'une sonate de Chopin : c'est le caprice des *Nuits florentines* de Heine, la grâce des *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*; c'est le portrait du « moi » le plus particulier, et le génie de l'artiste en a fait son œuvre à la fois la plus rare et la plus humaine.

Dans ces dernières années, M. Moore a cessé d'écrire pour le public. Abreuvé de dégoûts (est-ce qu'on ne lui intentait pas récemment un procès à propos de son premier livre, — un livre vieux de quarante ans?), il s'enferme dans sa tour d'ivoire. Ses livres ne sortent plus du cercle des *Happy few* et ne s'adressent qu'aux initiés et aux bibliophiles, lecteurs des « éditions privées. » Je reviendrai quelque jour sur cet épilogue d'une longue vie toute consacrée à l'art. Je dirai le poème du *Torrent du Kerith*. Je ne voulais aujourd'hui que décrire le voyage de ce grand vagabond; laissons-le pour cette fois nous fuir, s'échapper dans la brume, génie sans repos, en qui s'incarne l'inquiétude de sa race, enfant du rêve et du désir, — ce désir éternel qui a jeté dans le monde l'idée de l'Aventure, depuis le vieux Saint Brandan naviguant à la découverte des Iles Fortunées, jusqu'à la Quête du Saint-Graal et à Tristan épris de la Belle aux cheveux d'or.

LOUIS GILLET.

REVUE SCIENTIFIQUE

LE TREMBLEMENT DE TERRE DU JAPON

De temps en temps la terre nourricière, qui est aussi la terre homicide, agitée par une sorte de frénésie, se met à trembler comme si cette rapide marche à la tombe, qu'est la vie, avait encore besoin d'être accélérée. Alors le sol détruit en quelques instants et engloutit ces chétives créatures humaines qui, un peu plus tard, étaient destinées, quoi qu'il advînt, à se dissoudre dans son humus funèbre.

La catastrophe sismique qui vient de désoler le Japon et qui a ému de pitié toute l'humanité est une des plus graves qu'on ait jamais enregistrées. Si les premières dépêches des journaux avaient exagéré le nombre de vies détruites, des renseignements plus précis n'en révèlent pas moins l'étendue du désastre. Le nombre exact des victimes n'est pas encore connu et sans doute ne le sera jamais. Mais on peut évaluer qu'environ 110 000 personnes ont été tuées à Tokyo, 30 000 à Yokohama, 10 000 à Kamakura, 10 000 dans la péninsule de Miura, près de 1000 à Odowara et Atami, et 5000 dans la péninsule de Boso, ce qui fait un total d'environ 166 000, sans doute dépassé en réalité. A Yokohama, environ 70 000 maisons ont été détruites et une centaine seulement sont restées intactes. A Yokosuka, sur 12 000 maisons environ, 150 seulement échappèrent à la destruction. A Tokyo, environ 93 pour 100 des habitations ont été renversées ou partiellement détruites. Chose curieuse, beaucoup des immeubles à étages nombreux de Tokyo montrent des fissures à la hauteur de leur troisième étage et sont beaucoup moins lésés aux étages supérieurs et inférieurs. Il y a évidemment là un phénomène

de résonance analogue à ceux que j'ai décrits ici même récemment à propos des marées, et qui lie la période de certaines ondes sismiques à la longueur des balanciers que constituent les murs des maisons, et qui sont mis en mouvement par ces ondes.

Le feu à Tokyo a détruit une grande partie de l'Université impériale et notamment les 700 000 volumes de sa bibliothèque.

Au début du phénomène, le choc fut relativement modéré à Yokohama, et assez semblable à ceux qu'on ressent très couramment au Japon. Puis, soudain, survint une sorte de mouvement tournant, un de ces déplacements tourbillonnaires du sol que les sismologues italiens ont depuis longtemps catalogués, et qui presque instantanément jeta à bas toutes les maisons.

Il est maintenant établi que plusieurs des nouvelles télégraphiées dès les premières heures après le désastre étaient erronées. Il n'y a eu aucune éruption dans les îles Oshima, et ceci prouve une fois de plus l'indépendance absolue des séismes et des phénomènes volcaniques. D'autre part, il est inexact qu'une des îles voisines de la péninsule d'Izv ait été engloutie.

Je passe sur les scènes de désolation, qui ont accompagné ce tremblement de terre, sur les ruines et les larmes qui lui font cortège. Ce sont là des choses qu'il ne m'appartient pas de commenter, rivé que je suis à la galère de la technique, et à cet objectivisme glacé dont l'homme de science doit masquer ses pensées. Et puis je me souviens de cette spirituelle recommandation qu'on me fit naguère à propos de je ne sais plus quel voyage dont je devais entretenir mes lecteurs : « Surtout voyez les choses en scientifique, et ne nous envoyez pas des couchers de soleil... »

Laissant donc de côté tout le côté purement humain et anthropocentrique de cette tragédie géologique, je voudrais maintenant examiner rapidement ce qu'elle nous a appris du point de vue de la mécanique et de la physique.

Depuis le 4 novembre 1854, l'Empire du Japon n'avait subi aucun tremblement de terre, — non pas même celui de 1891, — qui pût être comparé en intensité et puissance destructive à celui qui survint le 1er septembre dernier aux environs de midi. Des secousses semi-destructives ou des secousses capables de jeter bas les cheminées ne sont pas rares dans les régions de Tokyo et de Yokohama. Parmi les plus importantes de ces dernières années on a noté celles du 22 février 1880, du 20 juin 1894, du 8 décembre 1921, du 26 avril 1922. La première de ces secousses offre cet intérêt particulier d'avoir

amené la fondation, par le professeur Milne, de la Société sismologique du Japon. Depuis lors, s'adaptant à la science avec la même ardente rapidité qu'il avait mise à assimiler tous les facteurs de notre civilisation occidentale, le Japon s'est mis véritablement à la tête de la science sismologique. Ses stations sont les plus nombreuses et fort bien outillées; ses savants, en tête desquels il faut citer le professeur Omori, ont fait du Japon le pays dont il est permis, aujourd'hui, d'affirmer qu'il est le plus avancé dans cette branche de la science. Cela est bien naturel, si on songe que de tous les pays, civilisés ou non, le Japon est de beaucoup celui où les tremblements de terre sont les plus fréquents. C'est par centaines qu'on y enregistre chaque année les secousses sismiques moyennes. Quant aux grands séismes destructeurs, ils y sont plus fréquents que partout ailleurs. On en compte plus de cent du XVIIe siècle à nos jours.

Ce triste privilège de l'Empire du soleil levant, lequel a d'ailleurs sa contre-partie dans la fertilité luxuriante d'une terre admirable, provient de ce que, comme je l'ai expliqué naguère, le Japon se trouve placé le long d'une de ces lignes de dislocation de la marqueterie terrestre qu'on appelle les grands géosynclinaux de l'époque secondaire, et qui marquent les zones où les cellules de l'écorce terrestre présentent une forte dénivellation.

Quant à la cause qui fait trembler la terre aux endroits sinistrement privilégiés dont Pline disait déjà : « Là où il a tremblé il tremblera, » quant au mécanisme producteur des séismes, on n'est pas encore très bien fixé sur sa nature.

Il n'est pourtant pas exagéré de dire que nos idées là-dessus semblent un peu plus saines que celles des anciens. Ils attribuèrent longtemps les mouvements du sol aux mânes agités dans le souterrain séjour ou plus simplement aux dieux infernaux. Il eût été tout aussi commode de supposer tout uniment que la terre tremble chaque fois qu'Atlas, fatigué ou un peu courbaturé, change d'épaule la sphère terraquée dont il est le vivant support.

La mythologie et la rêverie, — ce qui est parfois tout un, — cèdent la place à un peu de physique avec Thalès de Milet, puis avec Aristote. Pour Thalès, la terre flotte comme un navire sur l'Océan, et par conséquent, les mouvements de celui-ci peuvent faire remuer la terre. Il étayait cette théorie sur le fait que les tremblements de terre font souvent sourdre des sources nouvelles. Il y avait moins d'absurdité qu'on ne pouvait croire dans cette théorie enfantine. Elle s'apparente en somme assez à la théorie moderne selon laquelle

l'écorce terrestre, reposant sur la masse ignée en fusion de l'intérieur du globe, s'affaisse parfois sur celle-ci, en craquant aux jointures, lorsque cette masse ignée cède et fuit sous elle par l'effet du refroidissement.

Avec Pythagore, — s'il est vraiment responsable de la théorie que lui attribue Claude Elien, — nous retombons dans les songes creux, puisqu'il rattache les tremblements de terre aux assemblées souterraines des mânes. Le célèbre géomètre montrait ainsi, — ce qu'on a revu depuis, — qu'on peut être bon mathématicien et médiocre observateur des choses physiques.

La théorie sismique qui a dominé toute l'antiquité et le moyen-âge et même une bonne partie des temps modernes est celle d'Aristote. Elle attribue les tremblements de terre aux vents souterrains que produit l'humidité du sol, sous l'influence de son évaporation par l'action des feux souterrains. Le « vent de la terre » ainsi produit fait trembler le sol, dès qu'un obstacle s'oppose à son mouvement. Cette étrange explication, cette théorie pneumatique, si j'ose dire, des séismes a persisté pendant 2 000 ans, malgré son absurdité et les objections évidentes, faciles, qu'elle soulevait. Telle était l'autorité du Maître.

Enfin, au XIXe siècle, les découvertes géographiques mettaient en évidence le parallélisme, la relation intime existant entre la distribution des volcans et celle des tremblements de terre. Il devint aussitôt naturel d'attribuer ces derniers à l'énergie volcanique. Telle fut la vue qui domina le siècle dernier et prévalut jusqu'à il y a une vingtaine d'années. On en pourra juger par ce qu'écrivait, en 1889, le professeur Milne qui, par l'invention de ses sismographes, a mérité d'être considéré comme le père de la sismologie moderne : « Quoiqu'il soit facile de discuter les rapports existant entre les tremblements de terre et divers autres phénomènes, nous devons conclure que la cause première de ceux-là est endogène à notre terre et que les phénomènes exogènes, tels que les attractions du soleil et de la lune et les fluctuations barométriques, ne peuvent entrer que pour une faible part dans la production de ces phénomènes, leur plus grand effet ne pouvant être que de causer une légère prépondérance dans le nombre des tremblements de terre à certaines saisons. La majorité des tremblements de terre sont dus aux efforts explosifs des foyers volcaniques. La plupart de ces explosions ont lieu au-dessous de la mer et sont probablement dues à la pénétration de l'eau à travers les fissures du fond, et jusqu'aux roches incandes-

centes situées au-dessous. Un plus petit nombre des tremblements de terre a son origine dans les volcans actuels. Quelques-uns des tremblements de terre sont produits par la fracture soudaine des couches rocheuses ou par la formation de fissures. »

Cette théorie volcanique est maintenant en général abandonnée et on n'admet plus qu'elle donne la cause principale, ni même une cause importante des séismes, bien qu'elle soit valable dans certains cas.

Aujourd'hui, on attribue à peu près généralement les tremblements de terre à une origine tectonique. Ce changement de point de vue a été amené surtout par les travaux de M. Montessus de Ballore, mort il y a quelques semaines, et du célèbre géologue autrichien Suess. Tous deux ont démontré la relation intime qui existe entre les lignes de faible résistance de l'écorce terrrestre et la distribution des foyers sismiques. M. Montessus de Ballore a attaqué le problème sur une vaste échelle au moyen de données s'étendant sur tout le globe. Suess a limité et particularisé ses recherches en les bornant à certaines régions de l'Autriche, à la Calabre, etc. La plus frappante des démonstrations de l'exactitude de la théorie tectonique a été apportée par les déplacements du sol le long des lignes de dislocation pendant les tremblements de terre de Mino-Owari, de l'Assam et de Californie. Parmi les savants modernes qui ont approfondi encore et mené jusqu'à ses extrêmes limites cette démonstration, il faut citer en première ligne l'Anglais Davison et le Japonais Omori. L'origine tectonique des tremblements de terre peut être aujourd'hui considérée comme fermement établie... jusqu'à ce que, dans quelques décades, une autre théorie, momentanément encore plus ferme, se substitue à elle.

Que les séismes se produisent le long des lignes de dislocation de l'écorce terrestre, ce n'est guère douteux. Ce qui l'est davantage, c'est l'ensemble des causes premières de ces dislocations locales. Entre les savants qui vont chercher ces causes premières dans les variations barométriques, et plus haut encore, dans l'attraction luni-solaire, et ceux qui, les yeux obstinément baissés, se refusent à les voir ailleurs que sous leurs pieds, dans les vicissitudes physico-chimiques du noyau igné de la Terre, la conciliation n'est pas encore faite.

De tout cela je serais tenté malgré tout de conclure que nous avons quand même fait quelques progrès depuis les explications enfantines dont la mythologie, et les divers folk-lore nous ont

apporté le souvenir. Mais je me demande si, en concluant ainsi, je ne pécherais pas par témérité et immodestie d'homme moderne, contempteur trop audacieux du *laudator temporis acti.*

Voici en effet ce que je lis dans une revue, s'occupant de sciences psychiques, et qui est datée d'août 1923... je dis bien *1923* : « Pourquoi la terre tremble? La Terre, être vivant et organisé, travaille sans cesse à son évolution, sans se préoccuper des « parasites » qui l'habitent. L'Homme, orgueilleux et têtu, se croyant toujours le le maître du monde, s'immobilise sur cet être puissant, toujours en activité.

« La formidable organisation de la Terre échappe à l'Homme qui ne songe pas un instant à garer sa frêle enveloppe des points où s'exécute le travail prodigieux de cette énorme force, qu'est la Terre toujours en mouvement.

« Et lorsque la Terre, laborieuse, a esquissé une partie de sa lourde âche, elle se révolte contre l'inertie des hommes et leur crache, en pleine face, son dégoût. »

J'ai reproduit ce texte suggestif sans en rien changer, pas même les majuscules dont il daigne honorer ce minuscule, l'Homme. Si donc la terre tremble, c'est parce qu'elle est dégoûtée de l'homme. Il restera à expliquer pourquoi elle en est plus dégoûtée au Japon qu'ailleurs. Je ne doute point que l'explication ne soit aisée.

Et ceci prouve qu'il ne faut jamais, par des comparaisons fallacieuses et superficielles, traiter avec mépris les idées qu'avaient, sur la nature des choses, nos aïeux d'il y a peu de siècles.

Mais revenons au séisme du 1er septembre dernier. Il s'est produit sur la côte orientale du Japon, là où le littoral est en bordure des grandes profondeurs de l'Océan Pacifique, et correspond précisément à une des lignes de dislocation de l'écorce. Si l'on se reporte à la carte séismique du Japon qu'a publiée Davison, on observe d'ailleurs, et en accord avec ce qui vient d'être dit, que la fréquence des séismes, ou du moins l'abondance des épicentres, est beaucoup plus grande en moyenne dans la partie orientale du Japon (où se trouvent précisément Tokyo et Yokohama) que dans la partie occidentale qui est en bordure de la mer du Japon.

Nous avons dit que le séisme du 1er septembre s'est produit, alors qu'il était environ midi au Japon. Étant donné la différence des longitudes, l'Europe était à ce moment encore plongée dans la nuit.

L'Institut de Physique du globe de l'Université de Paris, que dirige

avec autorité le professeur Charles Maurain, possède aux environs de Paris un observatoire sismologique très outillé qui se trouve au Parc Saint-Maur. On y eut aussitôt, avant même que le télégraphe n'en eût apporté la nouvelle, la notion qu'un tremblement de terre très violent s'était produit, grâce aux courbes fournies par les sismographes enregistreurs qui, au Parc Saint-Maur, notent d'une manière automatique et continue les mouvements du sol.

La théorie montre que lorsqu'un ébranlement mécanique violent se produit près de la surface de la terre et dans son écorce, il doit en résulter trois sortes d'ondes qui émanent du centre d'ébranlement : 1° des ondes longitudinales (analogues donc aux ondes sonores); 2° des ondes transversales, un peu moins rapides dans leur mouvement de propagation que les précédentes ; 3° enfin, en outre de ces deux sortes d'ondes qui se propagent d'un point à l'autre de la terre, par exemple du Japon à Paris, à travers l'épaisseur du globe, il existe une troisième sorte d'ondes encore plus lentes que les précédentes et qui se propagent en suivant la courbure de la terre, à la surface de celle-ci.

Effectivement, les sismographes enregistrent, dans le cas d'un tremblement de terre lointain, trois sortes de vibrations qui ne leur parviennent pas en même temps, et que l'on est convenu, — l'expérience étant, pour une fois, à peu près d'accord avec la théorie, — de considérer comme les trois sortes d'ondes prévues par celle-ci.

Quelles sont les vitesses de propagation de ces ondes : l'expérience montre que, du moins aux distances faibles, les ondes les plus rapides ont une vitesse d'environ 7 kilomètres par seconde, les ondes deuxièmes une vitesse d'environ 4 kilomètres par seconde et les dernières ondes une vitesse d'environ 3,8 kilomètres par seconde. Mais ces vitesses ne sont pas constantes, du moins pour les deux premières sortes d'ondes, et quand le tremblement de terre est lointain, on trouve des vitesses plus grandes. Cela est compréhensible. A mesure que les ondes qui émanent d'un centre sismique donné vont, à travers l'épaisseur de la terre, jusqu'à des points de plus en plus éloignés de ce centre, elles traversent des couches terrestres de plus en plus profondes. Or, la terre n'est pas homogène. La densité et l'élasticité des couches qui la constituent varient à mesure qu'on s'éloigne de la surface. La vitesse de propagation des ondes qui traversent un milieu, dépend de ces données. Il s'ensuit que la vitesse moyenne des ondes sismiques, ayant traversé l'épaisseur du globe, n'est pas la même, suivant qu'elles viennent de plus ou moins

loin. On aurait pu tenter de la calculer théoriquement dans chaque cas. Mais le calcul eût été fort incertain, car nous manquons de données précises sur les propriétés physiques de la matière aux diverses profondeurs au-dessous du sol.

Renonçant délibérément aux superbes conjectures de la théorie, les sismologistes ont préféré s'appuyer sur le socle moins grandiose, mais plus solide des réalités. Ils ont noté dans chaque cas particulier l'intervalle de temps qui sépare sur leurs sismogrammes l'arrivée des ondes préliminaires, de celle des ondes principales, pour un tremblement de terre donné. Et à l'aide des résultats numériques ainsi obtenus dans un grand nombre de cas, ils ont pu construire des tables détaillées, d'où, connaissant le nombre de secondes qui séparent l'enregistrement des deux sortes d'ondes en un observatoire donné, on déduit immédiatement et avec une assez grande précision la distance à laquelle ledit observatoire se trouve du centre sismique en question.

Ainsi, le 1er septembre dernier, les sismographes de l'Observatoire du Parc Saint-Maur ont enregistré l'arrivée des ondes préliminaires à 3 heures 11 minutes et 23 secondes, l'arrivée des ondes secondes à 3 heures 22 minutes et 1 seconde et l'arrivée des ondes troisièmes, qui sont non seulement les plus lentes, mais les plus longues, à 3 heures 42 minutes.

Ces heures sont exprimées en temps moyen de Greenwich, c'est-à-dire en heure d'hiver et non pas en temps légal du 1er septembre (heure d'été) comme il a été imprimé par erreur dans la presse. Les sismologistes ont en effet conservé l'habitude (bonne ou mauvaise, je ne sais, car pour éviter des ambiguïtés d'un côté, on crée de l'autre des confusions) d'exprimer toute l'année leurs résultats en temps moyen de Greenwich.

Quoi qu'il en soit, il résulte des chiffres précédents qu'il s'est écoulé 10 minutes et 38 secondes entre l'arrivée des ondes préliminaires et celle des ondes secondes à l'observatoire du Parc Saint-Maur. On en conclut immédiatement au moyen des tables utilisées, — et qui sont celle de Zoeppritz, — dans le cas particulier, que le centre sismique se trouvait à environ 9 560 kilomètres du Parc Saint-Maur, ce qui correspond précisément à la région de Tokyo-Yokohama.

Cette méthode ne permet en principe de connaître que la distance du centre cherché. En s'en tenant à ces données, la station sait seulement que ce centre est sur un cercle du rayon calculé, tracé autour de cette station. Mais les données obtenues dans une autre

station, et *a fortiori* dans deux, permettent, par recoupement des cercles correspondants avec le premier, de savoir exactement, non seulement la distance, mais la position exacte sur la carte du centre cherché.

Il existe d'ailleurs un moyen ingénieux, indiqué naguère par l'éminent sismologue russe qu'était le prince Galitzine, de déduire des données d'une seule station, à la fois la distance et la direction (c'est-à-dire la position exacte) du centre sismique.

Galitzine a remarqué et établi, en effet, que le premier déplacement enregistré par les appareils, la première onde, l'onde frontale qui leur arrive, est dirigée exactement suivant le rayon sismique qui réunit la station d'observation au centre sismique. Autrement dit, cette onde initiale se propage dans le plan déterminé par la station, le centre sismique et le centre de la Terre. Or, il y a dans les stations certains sismographes qui donnent la composante Nord-Sud des ébranlements reçus ; il en est d'autres qui donnent leur composante Est-Ouest. Les valeurs de ces composantes pour l'onde initiale, déterminent immédiatement la direction de ce plan, c'est-à-dire la direction du grand cercle terrestre sur lequel, *d'un côté ou de l'autre*, et à la distance calculée comme nous avons dit, se trouve le centre d'ébranlement cherché. Des deux positions ainsi trouvées, laquelle est la bonne ? Pour le savoir, il suffit de considérer les enregistrements fournis par un troisième sismographe, qui donne la composante verticale de l'ébranlement reçu. Selon que le premier mouvement du sol à la station a été vers le haut ou vers le bas, on en déduit aussitôt, sans ambiguïté, laquelle des deux positions est la bonne.

Le dépouillement des sismogrammes obtenus au Parc Saint-Maur, le 1er septembre dernier, se poursuit actuellement sous la direction de l'éminent sismologue qu'est M. Eblé, et n'est pas encore terminé. Tout ce qu'on en peut dire, d'après les mesures déjà faites, c'est qu'il indique que le sol, au Parc-Saint-Maur, a subi dans le sens Nord-Sud et par rapport à sa position d'équilibre, un déplacement réel d'environ 0,7 millimètre, et dans le sens Est-Ouest, un déplacement d'environ 0,6 millimètre, ce qui correspond à des déplacements totaux d'environ 1 mm 4 et 1 mm 2, dans les deux directions principales. C'est peu, si on compare cela aux ébranlements réels que cause dans les rues où il passe le moindre autobus. C'est beaucoup, si l'on songe que c'est là ce qui restait encore, à près de 10 000 kilomètres de distance, du mouvement subi par le sol du Japon.

Si l'on s'en rapporte aux enregistrements obtenus antérieurement au Parc Saint-Maur, il semble que, pour l'amplitude des mouvements, le tremblement de terre japonais du 1er septembre dernier ait été dépassé au moins une fois : lors du tremblement de terre de Chine qui en 1920 ravagea la province de Kan-Sou, tuant on n'a jamais su exactement combien de dizaines de milliers de personnes et qui se manifesta au Parc Saint-Maur par des mouvements réels du sol dont l'amplitude dépassa probablement 2 millimètres. Je dis *probablement*, car le choc fut si violent que les plumes de sismographes, lesquelles sont disposées pour amplifier et multiplier fortement les mouvements réels du sol, furent, en cette circonstance, projetées en dehors de leur champ d'inscription.

Il convient de remarquer d'ailleurs que le caractère plus ou moins destructeur des tremblements de terre dépend moins de l'amplitude des mouvements du sol que de l'accélération de ces mouvements, l'accélération étant, comme on sait, et si j'ose risquer cette définition simpliste, la rapidité avec laquelle la vitesse varie.

Supposons une table chargée de vaisselle. Si je soulève son coin progressivement de dix centimètres, mais assez lentement, de telle sorte que la durée de ce mouvement de soulèvement soit de quelques secondes, la vaisselle sera peut-être un peu déplacée et glissera légèrement sur la table. Mais si je recommence l'expérience, si je soulève de nouveau le coin de cette table de dix centimètres, mais très vite, très brusquement, de telle sorte que la durée de ce mouvement de soulèvement soit d'un dixième de seconde tout au plus, toute la vaisselle sera violemment projetée et sans doute réduite en miettes. Dans ces deux expériences, les amplitudes du mouvement ont été identiques; ce qui a différé de l'un à l'autre cas, c'est l'accélération de mouvement. Cette accélération (quantité dont la vitesse varie en une seconde) qui était d'un ou deux centimètres dans la première expérience, était dans la seconde expérience égale à un mètre (1 décimètre en 1 dixième de seconde = 1 mètre par seconde).

Cet exemple simple nous aide à concevoir comment et pourquoi ce qui agit dans les séismes, c'est l'accélération des mouvements bien plus que leur amplitude. Malheureusement, les sismographes actuels, ou du moins la plupart d'entre eux, ne donnent pas directement l'accélération des mouvements qu'ils enregistrent. Les meilleures expériences qui aient été réalisées sur ce point délicat et important sont celles qu'a faites, au moyen d'ingénieux dispositifs expérimentaux, le professeur japonais Omori.

Elles l'ont conduit à substituer aux anciennes classifications des tremblements de terre une classification nouvelle où les séismes sont rangés par ordre de violence, et où celle-ci est mesurée très exactement par l'accélération maxima imprimée par le séisme étudié à un point du sol.

Omori a constaté, au moyen de ses appareils, que les tremblements de terre légers si fréquents au Japon correspondent à des accélérations inférieures à 1 centimètre par seconde. Les valeurs de plusieurs centimètres correspondent déjà à des séismes moins fréquents et plus violents. Au delà de 100 centimètres d'accélération, le séisme est violent. Pour une accélération de 120 centimètres, un quart des cheminées d'usine sont endommagées, les maisons de briques mal construites sont détruites, les tuiles des toits sont déplacées. Pour une accélération de 200 centimètres, toutes les cheminées d'usine sont brisées, et presque toutes les maisons en briques. Pour 250 centimètres, environ 3 pour 100 des maisons de bois sont détruites et beaucoup de murs de maçonnerie endommagés. Les voies ferrées sont tordues, etc. L'eau des rivières est projetée sur les bords. Pour une accélération de 400 centimètres, près de 80 pour 100 des maisons de bois sont détruites, les routes sont crevassées et défoncées, les tombes retournées, les champs bouleversés, etc.

Enfin, pour les accélérations supérieures à 4 mètres par seconde, toutes les constructions sont détruites et il se produit d'énormes glissements de terrain. La plus forte accélération observée dans le passé par Omori fut de $4^{m},30$, dans le grand tremblement de terre de Mino-Owari. Mais il y a beaucoup de chance pour que ce chiffre ait été dépassé lors du cataclysme du 1er septembre. Nous manquons encore de données à ce sujet; mais nous savons déjà que, tandis que dans les 5 jours qui suivirent le séisme de Mino-Owari (1891) on enregistra 808 chocs postérieurs à la secousse principe, 808 après-chocs (si j'ose traduire ainsi l'expression *after shocks* des Anglais), l'Observatoire central de Tokyo a enregistré 1 039 après-chocs entre le 1er septembre à midi et le 6 septembre dernier. Tout cela tend à prouver que, au moins en ce qui concerne la composante verticale, le séisme du 1er septembre est sans précédent depuis que des sismographes fonctionnent au Japon.

Parmi les questions accessoires que soulèvent les tremblements de terre, il en est une qui a beaucoup passionné le public depuis quelque temps. Peut-on prédire, peut-on annoncer d'avance les

tremblements de terre? Un amateur londonien dont le nom est sorti de ma mémoire, a notamment fait beaucoup parler de lui, en prédisant dans les journaux, — grâce à une méthode qu'il prétendait garder secrète... et pour cause, — des séismes pour telle ou telle date. Vérification faite, il arrivait de temps en temps, qu'on en signalait en effet à la date indiquée. Le plus souvent on n'observait rien. La vérité est que, puisque les sismographes enregistrent plusieurs dizaines de milliers de séismes par an, les prévisions de cette sorte, vagues et imprécises, ont souvent chance d'être vérifiées, fût-ce de faits au hasard. Pour qu'on pût les prendre au sérieux, il faudrait que messieurs les prophètes eussent soin d'indiquer exactement, d'une part la position du centre de l'ébranlement annoncé, d'autre part l'amplitude de celui-ci. Comme ils ne le font pas, on ne saurait les prendre au sérieux.

La seule idée vraiment scientifique qui ait été émise dans ce domaine, est due au géologue danois von Kœveslighety. Ce savant a remarqué avec raison que de même que la tension des poutres d'un plafond prêt de s'écrouler, augmente d'abord progressivement jusqu'au moment de la fracture, de même les roches terrestres doivent, avant la dislocation sismique, subir une tension locale croissante. Or, on peut mesurer la tension de roches données, par exemple en mesurant la vitesse avec laquelle s'y propage le son, et celle-ci varie suivant les variations de celle-là. On peut donc prévoir que, dans l'avenir, les stations procédant régulièrement à cette étude dans ces régions menacées pourront annoncer quelque temps à l'avance les tremblements de terre.

CHARLES NORDMANN.

REVUE DRAMATIQUE

VAUDEVILLE. — *L'Enfant*, pièce en trois actes, par M. Brieux.

La pièce à thèse, chère à Dumas fils et à Émile Augier, est un genre qui a cessé de plaire. On y reviendra, n'en doutons pas, car elle a toute sorte de qualités ; mais, aujourd'hui, nous n'en voyons plus que les défauts. La prétention d'imposer une opinion au public nous paraît vaine autant qu'indiscrète, une action théâtrale qui expose un cas particulier n'ayant aucune valeur générale de démonstration. Un autre cas, d'autres incidents, auraient pu nous conduire à la conclusion exactement opposée. Mais voici le plus fâcheux : dominé par son parti pris, l'auteur est amené à fausser sans cesse les conditions du réel : il néglige ou il dissimule tout ce qui va à l'encontre de sa thèse ; il souligne et il accentue tout ce qui est en sa faveur : d'un côté de la barricade, rien que des braves gens, et de l'autre côté, rien que des coquins, ce qui est contraire à toute saine observation... Donc M. Brieux se défend d'avoir fait une pièce à thèse. Pièce sociale, pièce à idées, mais non pièce à thèse. Il ne se permet pas d'intervenir de sa personne dans une étude qui doit rester tout objective ; et quant à manquer de justice pour les uns ou pour les autres, il en serait inconsolable. Toute son ambition est de signaler un problème nouvellement posé, de faire réfléchir le public, de lui fournir les arguments pour et contre, en lui laissant le soin de conclure.

Parmi les problèmes qui se posent à notre société il n'y a que le choix : un des plus graves est celui de l'avenir que préparent à la jeune fille les dernières transformations de nos mœurs. Aujourd'hui comme hier, la loi reste la même : la femme est faite pour la maternité, la jeune fille est faite pour le mariage. Oui, mais, pour se marier, il faut être deux. Déjà avant

la guerre il y avait plus de filles que de garçons; puis est venue la grande hécatombe. « Il y a, en ce moment, deux millions de filles de plus que de garçons en âge de se marier. » Qu'adviendra-t-il de ces deux millions de filles pour qui on manque de maris? Il est vrai que la guerre a sensiblement modifié la condition de la femme : obligée de se conduire elle-même et souvent de suppléer son mari, la femme s'est émancipée; elle a abordé des carrières nouvelles; une femme médecin, avocat, ingénieur, peintre, sculpteur ou compositeur, n'est plus un phénomène, est à peine une exception; une femme seule peut aujourd'hui gagner sa vie et se faire une situation sociale que plus d'un homme envierait... Oui, mais si l'instinct de la nature, la force de l'hérédité a mis en elle ce besoin d'une maternité sans laquelle l'existence reste pour elle irrémédiablement vide?...

Voici Pierrette Nizier. Cette jeune fille, intelligente, laborieuse, enthousiaste, s'est éprise des idées modernes. Le progrès l'enchante et la science la passionne. Élevée dans un milieu bourgeois et même très bourgeois, elle s'y est heurtée à mille préjugés : la lutte n'a fait que l'exciter. Elle a regardé en face l'adversaire et, pour commencer, elle lui a donné un nom, sonore et ridicule, chevaleresque et plaisant, épique et romance. Dans la famille Nizier, on parle souvent d'un certain Galaor. Devant une décision à prendre, on se demande : « Qu'est-ce que dirait Galaor? » Ce Galaor, qui pèse de tout son poids sur les décisions de la famille Nizier, a ceci de particulier qu'il n'a jamais existé. C'est un personnage imaginaire. Il représente la tradition, toute la tradition, principes et préjugés, tout ce que Pierrette rejette et combat. « J'ai passé ma vie à lutter contre lui. C'est malgré Galaor que je suis allée à l'école d'électricité : une jeune fille qui apprend autre chose que la broderie et le piano! Et que je suis ingénieur : une jeune fille ingénieur! Galaor en étouffe d'un rire de mépris. Et que je gagne ma vie! Galaor en a été tellement suffoqué qu'il en est mort. » On le croit mort; mais Galaor ne meurt pas. Et c'est fort heureux, dirai-je, heureux pour nous tous, heureux surtout pour vous, brave et imprudente Pierrette!

Donc Pierrette est ingénieur. C'est elle qui a fait les plans d'une usine à main d'œuvre féminine qui vient d'être inaugurée aujourd'hui même. Succès, discours officiels, apothéose. Mais le mot de Mme de Staël n'a pas cessé d'être vrai : que la femme écrive des romans ou dessine des plans, la gloire n'est pour elle que le deuil éclatant du bonheur. Pierrette, dans ce jour de gloire, se sent plus que jamais

triste et seule. « On a beau faire, lui dit justement sa sœur, les stators, les disjoncteurs, les turbines, ça ne remplit pas le cœur. » Pierrette le sait bien, et d'autant mieux que son cœur a parlé.

Elle aime en secret un camarade d'enfance, Henri. Pourquoi, me demanderez-vous, cet Henri, dont il est aisé de voir qu'il a de l'amitié et même du goût pour elle, au lieu de l'épouser, s'en va-t-il prendre femme au Brésil? Hélas, ce qui l'éloigne de Pierrette, j'ai peur que ce ne soient les mérites mêmes de cette brillante personne. C'est un bon jeune homme pas très fort... Je ne lui reproche pas d'avoir de la peine à se reconnaître dans un indicateur de chemins de fer. Car de plus huppés que lui... Il reste que ses propos sont d'un gentil garçon qui n'a rien inventé. Auprès de Pierrette, il se sent vaguement humilié. Un homme, même s'il est intelligent, même s'il est sot, n'aime pas beaucoup à sentir que sa femme lui est supérieure. Cruelle ironie pour la jeune fille d'aujourd'hui qu'à devenir plus savante, ou seulement plus cultivée, elle risque d'écarter les épouseurs!...

A dessein, M. Brieux a accumulé sur la tête de Pierrette tout ce qui peut la faire souffrir, exaspérer ses nerfs, l'affoler. Au dépit que lui cause le prochain départ d'Henri s'ajoute l'hommage ridicule d'une proposition de mariage hasardée par Brassol, un nouveau riche sur le retour. Comme il arrive, dans beaucoup de familles, aux sœurs aînées et non mariées, elle a reporté son besoin d'affection maternelle sur sa nièce Mireille, au point d'éveiller la jalousie des parents : on lui enlève l'enfant. Un voyage en Norvège, où lui est offerte une situation, lui serait une diversion : l'égoïsme de sa mère la force à y renoncer. Et voici qu'une fille-mère, la Mérotte, lui parle de son petit avec une émotion qui la bouleverse : c'est, après l'exaspération nerveuse, l'attendrissement, la note sentimentale...

Aussi, lorsqu'au troisième acte, nous entendons Pierrette proclamer la liberté pour une femme d'être mère en dehors du mariage, nous sommes tout de suite fixés. Il est moins fréquent de mettre ses théories en pratique, que ses actes en maximes : c'est pourquoi, la lettre que Pierrette a préparée pour sa mère n'a rien à nous apprendre. Nous voulons quand même tenir de la jeune fille elle-même le récit de ce que la morale appelle encore aujourd'hui « une faute. » M. Brieux a eu soin d'en écarter tout soupçon d'amour, toute ombre de libertinage. Pierrette n'est pas une dévote de l'amour, mais une volontaire de la maternité.

Arrivé à ce point, l'auteur d'une pièce à thèse estimerait sa tâche

terminée. Il a fait accepter du public une situation hardie; une fois de plus, l'art des préparations a fait merveille : la partie est gagnée. Le raisonneur, chapeau sur l'oreille, prendrait le parti de Pierrette; Mme Nizier s'attendrirait à l'idée de devenir une fois de plus grand mère ; tout juste se trouverait-il quelqu'un pour jeter le « C'est égal, c'est raide » des *Idées de Madame Aubray*... Ces manières provocantes ne sont pas dans la manière de M. Brieux. Il fait, du fond du Brésil, revenir Henri tout exprès pour réparer. Et comme Pierrette se refuse à épouser le père de son enfant, chacun s'empresse de combattre par les meilleurs arguments une obstination qui d'ailleurs s'annonce assez peu farouche. « Elle n'est pas seule au monde, lui objectent ces sages personnes; elle fait partie d'une famille, dont tous les membres sont solidaires; elle a des devoirs envers les morts qui se sont conformés à certaines règles morales et sociales; elle en a envers cet enfant, auquel elle n'a pas le droit d'infliger une tare... » Pierrette cède, et c'est pour le public un grand soulagement. Bien entendu, elle persiste à dire qu'elle avait raison, mais elle convient qu'elle a eu raison trop tôt. Affaire de mots. L'essentiel est que le droit à la maternité en dehors du mariage soit ajourné *sine die*. Il fait partie des mille et une institutions qui doivent assurer le bonheur de l'humanité dans la Cité future.

Pièce d'argumentation vigoureuse et de discussion loyale, où l'on avait d'abord pu craindre que les représentants de la morale traditionnelle ne fussent un peu sacrifiés. Mais le troisième acte est tout à leur avantage. A vrai dire, un seul personnage concentre sur lui tout l'intérêt, appelle toute l'émotion, celui de la jeune fille, ardente, courageuse, prête à toutes les responsabilités de la vie et en qui M. Brieux n'a que trop justement montré une des victimes de la société nouvelle.

Mlle Sylvie a joué de la façon la plus brillante, avec nervosité, avec force et avec grâce, le rôle de Pierrette Nizier. M. Joffre a dessiné avec son habituelle sûreté un type amusant de bon nouveau riche.

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Comment, dans cette quinzaine désormais historique, le Gouvernement du Reich allemand, sous la contrainte de nécessités impérieuses, a officiellement annoncé la fin de la « résistance passive » dans la Ruhr et a paru disposé à chercher le salut de l'Allemagne dans une entente avec la France; et comment, presque aussitôt, la réaction des partis nationaliste et populiste a ébranlé la « grande coalition » parlementaire qui portait le ministère Stresemann et imposé un remaniement du cabinet: c'est ce que nous avons aujourd'hui à expliquer.

Une conférence avec les représentants des territoires occupés, qui montrèrent au Chancelier la résistance prête à s'effondrer d'elle-même, et l'entretien de M. Baldwin avec M. Poincaré à Paris, qui prouva à l'Allemagne qu'elle ne pourrait compter sur aucune intervention, furent les deux circonstances qui précipitèrent la décision de M. Stresemann. Dans la soirée du 24 septembre, un communiqué officiel annonçait que le Gouvernement, n'ayant réussi à obtenir aucune concession de la France et de la Belgique, ne pouvant plus « s'attendre à une amélioration de sa situation extérieure par la continuation de la résistance passive » et incapable de soutenir plus longtemps les frais ruineux d'une telle politique, se résignait à y renoncer. « Les représentants de la Ruhr et de la Rhénanie se sont déclarés prêts à se charger de ramener la population à un travail ordonné. » M. Stresemann a ajouté que le Gouvernement d'Empire revendiquait toute la responsabilité de l'abandon de la résistance; mais, le lendemain, il prenait soin de réunir les représentants des États allemands et, après avoir obtenu leur adhésion unanime, de faire ratifier par eux la décision prise par le Reich. Ils constatèrent la nécessité de céder « pour des motifs de politique intérieure et surtout d'ordre financier » et ajoutèrent que la fin de la résistance passive

devait se faire « d'une façon conforme à la dignité et à l'honneur du peuple allemand; » ils affirmèrent leur volonté unanime, « si une tentative était faite pour porter atteinte à l'unité du Reich, de sauvegarder et de défendre cette unité comme un bien intangible de la nation. » Le Chancelier, en faisant proclamer l'unité du Reich par les représentants des « pays » dont l'association constitue l'État allemand, affirmait le caractère à la fois fédéral et unitaire du Reich. Comment ne pas rapprocher un tel acte de la décision du Conseil suprême des Alliés qui, en 1919, malgré l'opinion éclairée de M. Jules Cambon, décida de ne pas inviter les représentants des États allemands à signer le traité de Versailles?

Dès ces premières heures, se manifestait l'opposition violente du parti nationaliste en Allemagne et particulièrement en Bavière; dès le 25, le correspondant du *Daily News* à Berlin indiquait que M. Stresemann ne pourrait pas se maintenir au pouvoir, en raison des hostilités qu'il rencontrait dans son propre parti. La proclamation du président Ebert, datée du 26, marque déjà un désir de donner un gage aux partis de droite et de retenir d'une main ce qu'on se décidait à céder de l'autre: le Président s'y appesantit sur les arguments tant de fois répétés depuis des mois: l'occupation a été faite « contre le droit et les traités; » puis sont énumérées les souffrances des populations du bassin de la Ruhr, comme si ces calamités étaient imputables à l'occupation, plutôt qu'à l'absurde politique de résistance imaginée par le ministère Cuno. M. Ebert affirme que le Gouvernement ne renonce pas à obtenir la libération des prisonniers et le retour des 130 000 expulsés; mais surtout il est prêt à tous les sacrifices pour sauvegarder l'intégrité du Reich; et termine par une menace enveloppée, mais claire : « Le Président d'Empire et le Gouvernement proclament solennellement, devant le peuple allemand et devant le monde, qu'ils ne se prêteront à aucun arrangement qui détacherait de la terre allemande la plus petite parcelle. Il dépend des Puissances qui nous ont envahis et de leurs alliés, de rendre, en adhérant à cette conception, la paix à l'Allemagne, ou d'entraîner, par le rejet de cette paix, toutes les conséquences qui en découleraient pour les relations entre les peuples. »

La proclamation du président Ebert, comme le communiqué du chancelier Stresemann, rendent le même son : la résistance, dans la Ruhr, a cessé, parce qu'elle était sur le point d'amener la ruine irrémédiable des finances allemandes et la dislocation du Reich. De donner satisfaction à la France et aux alliés dans la question des

réparations, il n'est pas question, non plus que de l'exécution du Traité de Versailles; au contraire, dès le premier jour, la presse bavaroise reprend sa thèse que l'occupation de la Ruhr a déchiré le Traité de Versailles, elle invoque l'opinion de lord Curzon et du Gouvernement britannique. Telles sont les dispositions d'esprit dans lesquelles le Gouvernement du Reich a, de mauvaise grâce, résolu de capituler et d'abandonner la résistance passive.

Ces remarques ne diminuent en rien l'importance du succès que la politique franco-belge vient de remporter : il est complet. La bataille de la Ruhr, — bataille que les Allemands ont voulue comme ils ont voulu la guerre de 1914, — est gagnée; la date du 24 septembre 1923 marque la défaite morale de l'Allemagne, comme celle du 11 novembre 1918 marque sa défaite militaire. Ce succès, la France le doit d'abord à la vision lucide, à l'énergie tenace, au labeur puissant du grand Lorrain qui dirige ses destinées et qui, après avoir redressé d'une main ferme la politique française, la conduit maintenant vers les solutions nécessaires et réparatrices; il a été puissamment aidé, — la France ne saurait l'oublier, — par l'homme d'État loyal, clairvoyant et vigoureux, à qui le Roi des Belges a confié le gouvernement de son pays, M. Theunis. L'un et l'autre ont été merveilleusement servis par les chefs militaires et les soldats qui ont fait, avec une constante abnégation, plus que leur devoir, — car leur devoir était de se faire respecter, et ils ont réussi à se faire aimer, — et par les civils Français ou Belges, ingénieurs, hauts fonctionnaires, cheminots, mineurs, qui ont mené à bien leur tâche patriotique avec un dévouement, une intelligence, un esprit d'initiative, dont les résultats ont étonné amis et ennemis. Les Allemands et certains correspondants anglais raillaient par avance l'impuissance des deux Gouvernements alliés à faire marcher cette machine formidable aux rouages délicats qu'est le bassin de la Ruhr; et pourtant les chemins de fer fonctionnent à plein rendement, les stocks de charbon et de coke sont écoulés et renouvelés. Si un jour l'histoire raconte avec quelque détail l'occupation de la Ruhr, elle dira comment une petite troupe de soldats, accompagnée d'une poignée de civils, a su se tirer, sans recourir à des violences inutiles, de difficultés d'un genre inconnu jusque-là.

Pour comprendre l'importance d'un tel succès, il faut bien voir que la « résistance passive » n'a pas été un simple épisode dans l'histoire de l'Allemagne vaincue, mais la mise à exécution d'un plan qui date de 1919, et qui était depuis longtemps étudié et préparé. La résis-

tance passive, c'est la parade que M. de Brockdorf-Rantzau conseillait quand il refusait de signer le Traité de Versailles; c'est la tactique qu'indiquaient M. Fehrenbach et le docteur Simons quand ils voulaient, au printemps 1921, échapper à l'ultimatum de Londres. L'occupation de la Ruhr parut au nationalisme allemand l'occasion favorable pour tenter l'application de son programme ; quand l'Allemagne vit que l'Angleterre n'était plus avec la France et observait vis à vis du Reich une neutralité qui était un encouragement et un appui moral, elle ne douta plus du succès : on allait vers la revision du Traité de Versailles. Ainsi, écrit le clairvoyant directeur du *Bulletin de la Société d'études et d'informations économiques*, « la résistance passive n'a pas été autre chose que la traduction au grand jour de la volonté profonde de ne pas exécuter le Traité de Versailles qui, depuis quatre ans, n'a cessé d'animer la classe dirigeante allemande. » Voilà ce qui est brisé : c'est cette volonté de rébellion contre les justes sanctions d'une agression suivie d'une complète défaite ; c'est cette passionnée volonté d'effacer, par une revanche diplomatique, les conséquences du désastre militaire et d'arriver rapidement, en échappant aux réparations, à une suprématie économique qui donnerait enfin à la race germanique cette hégémonie mondiale pour laquelle elle se croit élue. Personne n'a pu s'imaginer que la fin de la résistance passive dans la Ruhr serait suivie d'une entente immédiate et de l'âge d'or de l'harmonie rétablie en Europe ; mais, après la capitulation du 24 septembre, l'Allemagne peut avoir encore de redoutables convulsions, elle peut aller jusqu'à un coup de folie, mais sa force de résistance et sa puissance d'illusions ont subi un coup dont elles ne se relèveront pas. Nous allons, par des chemins encore difficiles, vers les solutions justes et modérées que la France n'a cessé de vouloir ; mais nous prenons nos précautions contre un retour offensif désespéré de l'ennemi vaincu.

Le succès final et la paix définitive seront plus ou moins proches selon que l'Angleterre comprendra ou non le rôle bienfaisant qu'elle peut assumer en Europe. Le caractère anglais n'est pas rebelle aux enseignements du succès : le Gouvernement avait cru la bataille de la Ruhr impossible à gagner sans lui et même contre lui, et voici que la bataille est gagnée. M. Stanley Baldwin, avec sa grande loyauté, tire les conséquences de la récente entrevue de Paris. Le même jour, 27 septembre, où le chancelier du Reich notifiait officiellement aux ambassadeurs le retrait des ordonnances qui prescrivaient et organisaient la résistance passive, M. Baldwin, parlant à Northampton,

proclamait que « si l'on veut aplanir les difficultés d'un règlement européen, l'espoir réside dans une collaboration intime entre la France et la Grande-Bretagne, » et il se félicitait d'avoir, par sa visite à M. Poincaré, rétabli entre les deux pays « cette atmosphère de confiance qui depuis quelque temps avait disparu. »

La Conférence impériale des premiers ministres des Dominions est actuellement réunie à Londres, pour la première fois depuis 1921, et le Gouvernement du roi George V n'a pas de grands succès à lui montrer : échec en Orient, échec en Europe, misère et chômage. M. Baldwin supporte les conséquences des erreurs de ses prédécesseurs et il a eu quelque peine, dans son exposé général, à les expliquer aux Premiers coloniaux. On pouvait croire cependant, après son discours, que si, entre les deux pays, l'entente n'était pas réalisée, la volonté d'accord existe des deux côtés. Après le discours de lord Curzon, cette illusion n'est plus permise : c'est une capitulation qu'il demande à la France. Jamais son ton n'a été plus acrimonieux : on dirait que la fin de la résistance allemande a irrité son humeur en démentant ses prophéties. Il affirme, — et sur ce point du moins il est d'accord avec M. Baldwin, — que l'Angleterre a gardé, dans le conflit de la Ruhr, une stricte neutralité : c'est une légende qu'il ne faut pas se lasser de détruire. C'est l'attitude de l'Angleterre qui a rendu possible la résistance de l'Allemagne; rester neutre en donnant publiquement tort à son alliée de la veille et en mettant en doute la légalité de l'occupation de la Ruhr, c'était encourager l'Allemagne dans sa rébellion et entretenir sa résistance par l'espoir d'une intervention anglaise; lorsqu'au printemps la presse allemande préparait l'opinion à une capitulation, ce fut la tentative de médiation de lord Curzon qui galvanisa la résistance; enfin c'est la note anglaise du 11 août qui l'a prolongée jusqu'à ce que l'Allemagne soit à bout de souffle. Le Gouvernement britannique n'est pas resté neutre dans le conflit de la Ruhr; il a été, avec toute sa force morale, du côté de l'Allemagne. On dirait, à entendre lord Curzon, qu'il se croit vaincu avec elle. Il paraît surtout préoccupé du mouvement séparatiste rhénan; il rappelle que l'Angleterre a maintenu ses troupes à Cologne, qu'elle entend intervenir dans la discussion des arrangements même « locaux » et qu'elle s'oppose à tout démembrement, fût-il spontané, de l'Allemagne. Enfin il invite la France, puisque la résistance a cessé, à faire le plus tôt possible des propositions pour le règlement des réparations qui doit avoir pour conséquence l'évacuation de la Ruhr. Avec désinvolture, il prête à la Commission des réparations un

rôle qu'elle n'a jamais eu, et son allusion lui a valu une vigoureuse et précise réponse de M. Louis Dubois. Cet audacieux renversement des rôles a de quoi surprendre : les propositions de M. Poincaré sont faites depuis longtemps ; elles sont consignées, — il le redisait le 7 dans son discours de Ligny-en-Barrois, — dans le *Livre jaune*, et c'est à l'Allemagne qu'il appartient de trouver les modalités des paiements dont la quotité est fixée par l'état du 5 mai 1921. En vérité, si lord Curzon voulait inciter l'Allemagne à reprendre, sous une nouvelle forme, sa résistance, il ne parlerait pas autrement. Est-ce encore là une attitude de neutralité? Lord Curzon a parlé comme s'il avait besoin, en présence des ministres des Dominions, de rejeter sur la France la responsabilité de ses propres erreurs. La France n'a pas besoin de réfuter une fois de plus les allégations du chef du Foreign Office, mais elle demande au peuple anglais, en qui elle a confiance, si une telle politique n'a pas été aussi nuisible à lui-même qu'à ses alliés et à l'Allemagne. La crise du chômage et le marasme du commerce n'auraient-ils pas été atténués par une politique plus avisée, plus large, plus solidaire de la nôtre, moins uniquement préoccupée de la stabilisation de la livre sterling au pair du dollar. C'est une des grandes forces de la politique britannique qu'elle a toujours su reconnaître et réparer ses erreurs ; la Conférence impériale actuellement réunie, composée d'hommes politiques expérimentés, peut exercer, pour un redressement de la politique britannique, une heureuse influence qui renforcerait les bonnes intentions de M. Baldwin.

La fin de la résistance passive a produit, dans ce pays de France, si modéré dans ses désirs, si calme au milieu des calomnies déchaînées, qui a montré, dans toute cette épreuve, une maturité politique et un sens national merveilleux, une impression de détente et de confiance en l'avenir. Par contre-coup, M. Poincaré a remporté à l'intérieur un succès sur deux catégories d'adversaires : ceux, parmi les radicaux, qui n'escomptent un succès électoral de leur parti qu'au prix d'une défaite de la politique française, et ceux, parmi les politiciens socialistes internationalistes, pour qui la France a toujours tort, qui dénoncent les ambitions impérialistes de M. Poincaré et l'accusent de prolonger la guerre en 1923 comme de l'avoir provoquée en 1914. Mais les conseils généraux, à peu d'exceptions près, ont adressé leurs félicitations et leurs encouragements à M. Poincaré et l'on a vu tels radicaux notoires se rallier au succès. L'Allemagne, dans sa détresse, trouve parmi ses socialistes des

hommes d'énergie patriotique et d'autorité, les Ebert, les Noske, les Severing; la France n'entend que des divagations humanitaires. Mais les masses ne suivent pas leurs chefs; et partout où se montre M. Poincaré, les ouvriers socialistes ou communistes sont les premiers à l'acclamer, tant parle haut le vieil instinct de solidarité nationale. Pour la politique intérieure française, la date du 24 septembre marque un renouveau d'union nationale et d'entente patriotique qui fera sentir ses effets jusqu'aux élections qui s'approchent.

Qu'allait être, en Allemagne, le lendemain de la capitulation? Verrait-on M. Stresemann, logique avec lui-même, entamer sans équivoque avec la France, par les voies normales, une conversation sur les réparations? Les premiers actes et les premiers mots de la nouvelle politique permettaient d'en douter. Parlant, le 30 septembre, au bois d'Ailly, M. Poincaré le constatait : « Le Gouvernement allemand a annoncé un peu bruyamment au monde qu'il allait mettre fin à la résistance organisée dans la Ruhr. Il ne pouvait faire autrement; il n'était plus en état de la financer et il savait qu'elle risquait de détacher du Reich les populations locales. Mais la proclamation maussade d'une trève inévitable n'est rien; c'est l'exécution qui est tout. Nous attendons l'Allemagne à l'œuvre. Elle a renoncé à nous poser des conditions : c'est bien. Mais il lui appartient maintenant de nous montrer qu'elle est réellement disposée à nous faciliter, dans les territoires occupés, la mise en valeur des gages saisis. » Or la *Zeit*, organe du chancelier, nous avertissait qu'il n'y fallait pas compter : « La France crie victoire; qu'elle tire donc de sa victoire tous les profits qu'elle en espère, mais qu'elle n'attende pas que nous l'aidions à exploiter les biens qu'elle nous a pris et ne veut pas nous rendre. » Et la *Germania*, organe officiel du Centre, déclarait : « La résistance passive est terminée, mais la question des réparations reste entière; pas plus aujourd'hui qu'hier, le peuple allemand ne se laissera égorger! » Pauvre peuple allemand! combien sa situation serait aujourd'hui moins précaire et plus heureuse si ses chefs s'étaient résignés honnêtement à l'exécution d'un traité qui ne les obligeait même pas à réparer tout le mal qu'ils avaient fait et qui laissait à l'Allemagne tant d'éléments de prospérité et de richesse. Le Gouvernement du Reich a cru pouvoir mener plusieurs jeux à la fois et, au lieu de marcher droit à son but, il a cherché des détours; comme leurs philosophes, les Allemands croient pouvoir réaliser en politique l'identité des contraires. Le

retrait des ordonnances organisant la résistance apparut dès l'abord incomplet : par exemple, les livraisons de charbon au titre des réparations, suspendues en janvier, n'étaient pas reprises et on put se demander si l'Allemagne, tout en cessant la résistance, rentrerait dans le traité de paix. Pour imposer une politique nouvelle, dont sa clairvoyance lui montrait l'indispensable nécessité, il aurait fallu que M. Stresemann agît vite et profitât du désarroi de ses adversaires; mais comment apaiser d'un coup les passions que, pendant six mois, on s'est employé à attiser? Aussi, M. Poincaré, parlant le 1er octobre au Conseil général de la Meuse, se garde-t-il de triompher . « Rien n'est encore résolu. Jusqu'ici nous n'avons que des paroles, et encore bien peu aimables. Nous avons besoin de faits et de réalités... Nous devons attendre dans le calme ce qui va se passer. Si nous gardons notre sang-froid, nous sommes maîtres de la situation. »

Le 30 septembre, M. de Maltzahn, représentant le Chancelier, fait une démarche auprès de l'ambassadeur de France à Berlin : le Chancelier demande officiellement au Gouvernement français d'entrer en négociation avec le Gouvernement allemand sur la question de la reprise du travail dans la Ruhr. Ici apparaît la manœuvre en trompe-l'œil. Ce n'est pas sur la reprise du travail qu'il s'agit de négocier entre les Gouvernements; sur ce point le Reich n'a qu'à retirer, sans restriction ni réticences, ses ordonnances. Le travail d'ailleurs reprend partout, spontanément, par des ententes directes entre les industriels ou les syndicats ouvriers et les autorités franco-belges; les prestations en charbon et en coke s'organisent à l'amiable. L'entrevue du 5 octobre à Dusseldorff entre le général Degoutte et M. Stinnes accompagné de plusieurs autres grands industriels est à ce point de vue très importante; on y a examiné le rétablissement d'un mode provisoire de prestations en nature pour les réparations. Le Gouvernement français s'est toujours déclaré prêt à négocier, dès que la résistance passive aurait effectivement cessé, sur la question des réparations; il y est encore disposé; il attend, sur ce point, les ouvertures de M. Stresemann, et c'est à la Commission des réparations que, conformément au traité, il laissera le soin de poursuivre les pourparlers. Mais négocier sur la reprise du travail ç'aurait été permettre au Gouvernement de Berlin de se targuer d'un succès et de prétendre que le travail ne reprend que grâce à son intervention. D'ailleurs, à l'heure où M. Stresemann envoyait M. de Maltzahn chez M. de Margerie, la Bavière avait déjà

une dictature nationaliste et l'on sentait approcher, à Berlin aussi, une crise politique.

Le 27 septembre, le Gouvernement bavarois nomme Commissaire général d'État, avec pleins pouvoirs dictatoriaux, M. von Kahr, chef du parti royaliste et nationaliste. C'est lui qui, à l'époque du coup d'État de Kapp, prit, le 17 mars 1920, la présidence du ministère bavarois; franconien protestant, il est l'adversaire à la fois des socialistes et de la démocratie national-socialiste des paysans de la Souabe dirigée par l'agitateur Hitler; monarchiste, il est l'homme de confiance du prince héritier Rupprecht; il est fédéraliste et comme tel opposé aux excès du pouvoir central et à la propagande prussienne de Ludendorff. A l'extérieur, M. von Kahr a toujours été hostile à la politique d'exécution du traité. La dictature, appuyée par la grande masse du parti catholique et par les populistes, signifie : concentration des forces bavaroises, à l'exclusion des agitateurs et des brouillons, pour une politique d'union nationale et de résistance; extension de cette politique au Reich tout entier; fédéralisme à l'exclusion de toute tentative de séparatisme et avec tendance à une hégémonie directrice passant de Berlin à Munich.

Hitler et Ludendorff parlaient ouvertement de mobiliser leurs partisans et de marcher sur Berlin pour renverser un Gouvernement trop socialiste et trop faible en face de la France; la dictature de M. von Kahr garantit M. Stresemann contre ce péril. Tout se passe comme si M. von Kahr et le chancelier Stresemann étaient d'accord. Le même jour où s'établissait à Munich la dictature de von Kahr, avec l'état de siège, le Chancelier confiait à M. Gessler, ministre de la Reichswehr, le pouvoir exécutif avec la proclamation de l'état de siège et le droit de déléguer son pouvoir à un chef militaire qui serait le général von Seekt, l'adversaire de Ludendorff; les libertés constitutionnelles sont suspendues; des prescriptions extrêmement sévères sont édictées contre les fauteurs de désordres; il est facile de comprendre, à travers le texte des décisions du Gouvernement, qui est visé par ces mesures draconiennes : les communistes et surtout les séparatistes rhénans.

De fait, la journée sanglante du 30 septembre à Dusseldorf allait bientôt montrer les véritables intentions du Gouvernement de Berlin. Les partis séparatistes rhénans avaient organisé pour ce jour-là une grande manifestation; une cinquantaine de mille personnes, en majorité des paysans venus de tous côtés par trains spéciaux, encadrés de chefs portant des brassards galonnés, portant des drapeaux vert-

blanc-rouge et escortés de quelques détachements d'auto-protection, mal armés et mal organisés, se pressaient sur l'avenue Hindenbourg autour de la statue de Bismarck où MM. Dorten, Smeets et Matthes devaient prendre la parole. Quelques bagarres se produisirent entre la police municipale et les séparatistes; un agent, ayant tiré le premier, fut tué; le calme était complètement rétabli quand 200 *schupos*, arrivés le matin même en automobiles, sortirent de la caserne voisine et, sans avertissement, ouvrirent à 100 mètres un feu bien ajusté sur la foule désarmée : ce fut une fuite éperdue, poursuivie par les policiers verts, qui posément, tiraient dans le tas; les fuyards furent pourchassés avec une sauvagerie inouïe par la police qui assommait les femmes et les enfants à coups de matraque, achevait les blessés; des prisonniers, entraînés dans la caserne des *schupos*, furent cruellement maltraités. Cette scène de sauvagerie bien prussienne, destinée à faire aimer par les Rhénans le Gouvernement de Berlin, ne prit fin qu'à l'arrivée d'une patrouille de dragons français et d'un détachement de chasseurs alpins qui, pénétrant dans la caserne des *schupos*, désarma et fit prisonniers sans résistance ces brutes déchaînées. Nos soldats furent acclamés avec un enthousiasme incroyable, quelques *schupos* lynchés par la foule, d'autres sauvés à grand peine par les Français. La réunion put enfin continuer; les orateurs rhénans flétrirent le gouvernement d'assassins et firent jurer à la foule de ne plus obéir à Berlin. Le caractère de cette sanglante journée où réapparut le « boche » de toujours, n'est pas douteux : il s'agit d'un guet-apens voulu et préparé par le Gouvernement pour frapper de terreur les séparatistes. Les autorités françaises, mieux averties à l'avenir des méfaits dont est capable un Gouvernement allemand, sauront prendre les mesures préventives nécessaires pour assurer la sécurité de tous les citoyens et des troupes d'occupation. La presse allemande, le lendemain, dénaturant complètement les faits, accusait les séparatistes d'avoir provoqué et attaqué la police. M. Stresemann, au Reichstag, le 6, a félicité la police d'avoir fait son devoir! En France, *l'Humanité*, *le Populaire* firent chorus avec la presse nationaliste allemande ; on chercherait en vain dans leurs colonnes un mot de blâme pour les horreurs commises par les *schupos*; ils en suppriment le récit, et font retomber toutes les responsabilités sur les séparatistes « traîtres à la patrie » et sur les autorités d'occupation ! Les morts de Dusseldorf sont les premiers martyrs de la cause rhénane; ils ne sont pas morts pour rien ; désormais la question rhénane est publiquement

posée ; le crime que le Gouvernement de Berlin n'a pas craint d'approuver montre, mieux que tous les discours, les progrès rapides et décisifs du mouvement séparatiste que la France n'a pas provoqué mais qu'elle ne laissera pas écraser.

C'est à la lumière des événements de Munich et de Dusseldorf, de la rébellion nationaliste de Cüstrin étouffée par la Reichswehr, du mouvement communiste en Saxe et en Thuringe, que s'explique la crise ministérielle, qui, le 3 octobre, a mis fin à l'éphémère carrière du premier cabinet de coalition. M. Stresemann se trouvait en opposition avec son propre parti dont le chef, le Dr Scholz, porte-parole des grands industriels, l'a mis en demeure de changer son ministère et sa politique. Les nouveaux projets fiscaux de M. Hilferding alarmaient les « magnats » de l'industrie comme les « agrariens » nationalistes. Ils exigeaient en outre l'accroissement de la journée de travail de huit heures à dix heures sans augmentation de salaire. Les industriels semblent avoir réussi à persuader à tous les partis de droite que la puissance future de l'Allemagne dépend de la prospérité de son industrie ; jusqu'ici, grâce à l'inflation monétaire, ils ont pu maintenir l'activité de leurs usines et les faire prospérer par l'exportation de leurs produits. C'en est fini aujourd'hui, et il s'agit, par un travail plus prolongé, par un rendement supérieur, de maintenir la possibilité d'une vente considérable à l'étranger. En augmentant la durée de la journée de travail, on trouverait un ingénieux moyen de faire peser sur les ouvriers le poids principal des réparations et, par suite, de provoquer, dans tous les pays, les protestations ouvrières contre les réparations et contre la France qui en exige le paiement.

M. Stresemann s'apprêtait à demander au Reichstag, pour six mois, des pouvoirs dictatoriaux, au moins dans le domaine économique et financier. C'est sur ces entrefaites que, le 1er octobre, M. Scholz va sommer le chancelier de rompre avec les socialistes et d'accepter les conditions des droites. Après deux jours de négociations infructueuses, M. Stresemann donne sa démission et cherche à constituer une sorte de directoire avec six ministres seulement, à l'exclusion des socialistes. Voulut-il sincèrement tenter une politique d'extrême-droite qu'il savait dangereuse, ou cherchait-il seulement à mettre les nationalistes et les industriels au pied du mur en leur donnant l'occasion d'appliquer leur programme ? Il est impossible de le dire. L'opposition, cette fois, vint des socialistes et du Centre catholique. La *Germania* signifia que le Centre ne se prêterait pas à une dictature. M. Gessler, au nom des démocrates, et les

chefs socialistes intervinrent pour défendre les droits du Reichstag et l'avenir de la République allemande et empêcher les aventures périlleuses. La coalition morte le 4 ressuscitait le 6, et après de laborieux pourparlers, M. Stresemann constituait un ministère avec le concours des socialistes, mais délesté de M. Hilferding et de M. von Raumer. Le docteur Luther, précédemment ministre de l'Alimentation, prend le portefeuille des Finances. Le 6, le ministère se présente devant le Reichstag ; M. Stresemann explique son programme et défend sa politique contre les attaques des nationalistes. M. Cuno, s'il avait cédé plus tôt, aurait pu obtenir des conditions meilleures ; « si, par suite de notre détresse financière, nous avons dû cesser la lutte, c'est parce qu'une garnison capitule quand elle n'a plus de vivres. » Il faut d'abord assainir la situation monétaire et financière du Reich et c'est pour cet objet que le Chancelier demande au Reichstag de lui voter des pleins pouvoirs. Il faut aussi que la production industrielle soit augmentée sans que s'accroisse le prix de revient.

La crise, à l'heure où nous écrivons, n'est pas terminée; mais telle qu'elle se dessine jusqu'ici, elle semble avoir été provoquée plus par la situation intérieure que par la politique extérieure; M. Stresemann a réussi à montrer qu'aucun parti n'était assez fort pour gouverner seul et sauver l'Allemagne; peut-être n'a-t-il agité le spectre de la dictature que pour rendre les fractions du Reichstag plus dociles à ses vues. Il cherchera sans doute à reprendre des pourparlers avec la France et le discours de lord Curzon indique qu'il peut compter sur l'assistance du Gouvernement britannique : ce n'est peut-être pas ce concours qui facilitera sa besogne. M. Poincaré, a Ligny-en-Barrois, lui a répondu d'avance : « Nous serons prêts à écouter les propositions précises lorsque nous aurons constaté sur place que la résistance a cessé et que les prestations qui nous sont dues reprennent une marche régulière. »

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCIIIe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

DIX-SEPTIÈME VOLUME

SEPTEMBRE — OCTOBRE

Livraison du 1er Septembre

Pages.

UN FILS AU FRONT, première partie, par Mme EDITH WHARTON. 5

LOUIS XIV. — *Fin.* — *L'HOMME QUI A ÉPOUSÉ LA FRANCE*, par M. LOUIS BERTRAND. 40

POUR LES FÊTES DE TRÉGUIER. — RENAN ET LA BRETAGNE, par M. ANDRÉ CHEVRILLON, de l'Académie française 91

CONFÉRENCE DE LA HAYE. — LE CODE DE LA GUERRE AÉRIENNE. — ***. 129

LE CONCORDAT DE 1801. — II. *NÉGOCIATIONS ET CRISE*, par M. PIERRE DE LA GORCE, de l'Académie française 153

POÈTES AMÉRICAINS D'AUJOURD'HUI. — M. ROBERT FROST, par M. ALBERT FEUILLERAT. 185

OU EN EST L'ARMÉE ROUGE? par M. LE GÉNÉRAL C. DE BRUMMER 211

REVUE LITTÉRAIRE. — *M. DANIEL HALÉVY*, par M. ANDRÉ BEAUNIER. 219

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON. . . 231

Livraison du 15 Septembre

UNE ENQUÊTE AUX PAYS DU LEVANT. — IX. *ANTIOCHE ET LA TRAVERSÉE DU TAURUS*, par M. MAURICE BARRÈS, de l'Académie française 241

LA COMBE DU LOUP, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française. . . . 270

CORRESPONDANCE INÉDITE. — II. (1863-1876), par GEORGE SAND et le PRINCE NAPOLÉON. 303

UN FILS AU FRONT, deuxième partie, par Mme EDITH WHARTON. 341

LE CENTENAIRE DES "NOUVELLES MÉDITATIONS", par M. MAURICE LEVAILLANT. 385

LE SERVICE GÉOGRAPHIQUE DE L'ARMÉE PENDANT LA GUERRE, par M. ARTHUR-LÉVY. 419

Pages.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES. — *PARIS VU DE BERLIN*, par M. LOUIS GILLET . . 453
LE PROCHAIN SALON DE LA CUISINE FRANÇAISE, par FORNAX 466
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON 470

Livraison du 1er Octobre

SOUVENIRS. — I. Par M. le COMTE D'HAUSSONVILLE, de l'Académie française. 481
UNE ENQUÊTE AUX PAYS DU LEVANT. — X. *CHEZ LES DERVICHES TOURNEURS*, par M. MAURICE BARRÈS, de l'Académie française. 510
UN FILS AU FRONT, troisième partie, par Mme EDITH WHARTON. 543
LE CONCORDAT DE 1801. — III. *LE DÉNOUEMENT*, par M. PIERRE DE LA GORCE, de l'Académie française 586
SIX PROFESSEURS FRANÇAIS A L'UNIVERSITÉ COLUMBIA, par M. PAUL HAZARD. . . 622
POUR MIEUX CONNAÎTRE GOYA. — I. Par M. PIERRE PARIS, de l'Institut. . . . 635
LETTRES DE STÉPHANE MALLARMÉ ET DE FRANÇOIS COPPÉE, *PUBLIÉES PAR M. JEAN MONVAL*. 659
LA QUESTION RHÉNANE ET LA POLITIQUE FRANÇAISE, par M. ALBERT PERRAUD. . 676
REVUE LITTÉRAIRE. — *UN POÈTE EN PROVINCE, M. LOUIS MERCIER*, par M. ANDRÉ BEAUNIER. 698
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . 710

Livraison du 15 Octobre

UNE ENQUÊTE AUX PAYS DU LEVANT. — XI. *L'ÉCOLE MYSTIQUE DE KONIA*, par M. MAURICE BARRÈS, de l'Académie française. 721
L'ENFANCE D'UNE SOUVERAINE. — *SOUVENIRS INTIMES*. — I. Par M. le COMTE PRIMOLI 752
UN FILS AU FRONT, quatrième partie, par Mme EDITH WHARTON. 789
BLAISE PASCAL. — V. *L'APOLOGIE*, par M. VICTOR GIRAUD 830
UNE VISITE OFFICIELLE A PARIS. — LE PRÉSIDENT MASARYK, par M. PIERRE DE QUIRIELLE 861
POUR MIEUX CONNAITRE GOYA. — II. Par M. PIERRE PARIS, de l'Institut. . . . 884
LA LEÇON DU MARK, par M. RAPHAËL-GEORGES LÉVY, de l'Institut. 902
LITTÉRATURES ÉTANGÈRES. — *MOORE L'AVENTUREUX*, par M. LOUIS GILLET. . . 917
REVUE SCIENTIFIQUE. — *LE TREMBLEMENT DE TERRE AU JAPON*, par M. CHARLES NORDMANN. 931
REVUE DRAMATIQUE : *L'ENFANT*, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française. 943
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 470

Paris. — Typographie PHILIPPE RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères. — 57030.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00675 2386